

JOURNAL

DE LA
CINQUIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1924

OF THE
FIFTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1924

N° 1. — LUNDI 1^{er} SEPTEMBRE 1924.

No. 1. — MONDAY, SEPTEMBER 1st, 1924.

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	1
II. Ordre du jour de la cinquième Assemblée	2
III. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée	3
IV. Guide officiel	5
V. Pouvoirs des délégués à l'Assemblée	5

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	1
II. Agenda of the Fifth Assembly	2
III. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	3
IV. The Official Guide	5
V. Credentials of Delegates to the Assembly	5

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 132, au Secrétariat.

Note: Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 132 at the offices of the Secretariat).

Note: The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Conformément à l'article premier du Règlement, la première séance aura lieu aujourd'hui (lundi), à 11 heures du matin, à la Salle de la Réformation.

M. Hymans, président du Conseil en exercice, occupera le fauteuil présidentiel.

Siègent en ce moment à Genève:

Le Conseil de la Société des Nations siégeant en 30^{me} session ordinaire, sous la présidence de M. Hymans.

Le Comité économique.

I. PROGRAMME OF MEETINGS

In accordance with Article 1 of the Rules of Procedure, the first plenary meeting will be held to-day (Monday) at 11 a.m. at the Salle de la Réformation.

M. Hymans, as Acting-President of the Council, will take the Chair.

There are now in session at Geneva:

The thirtieth ordinary session of the Council of the League of Nations (President, M. Hymans).

The Economic Committee.

II. ORDRE DU JOUR DE LA QUATRIÈME ASSEMBLÉE

Communiqué le 1^{er} mai 1923, conformément au paragraphe 1 de l'article 4 du Règlement intérieur de l'Assemblée.*

1. Election de la Commission chargée de présenter un rapport sur la vérification des pouvoirs des délégués.
2. Election du président.
3. Examen et adoption de l'ordre du jour.
4. Désignation des Commissions et élection des présidents de ces Commissions.
5. Election de six vice-présidents.
6. Rapport sur l'œuvre accomplie par le Conseil depuis la dernière session, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.

QUESTIONS INSCRITES PAR LA QUATRIÈME ASSEMBLÉE.

7. Réduction des armements. Rapport de la Commission temporaire mixte.
8. Article 16 du Pacte. Amendements soumis à la quatrième Assemblée par le Gouvernement britannique et renvoyés à la cinquième Assemblée.
9. Intermunicipalité. Proposition soumise à la quatrième Assemblée par le Gouvernement cubain et renvoyée à la cinquième Assemblée.
10. Protection des jeunes femmes voyageant seules. Proposition présentée à la quatrième Assemblée par le Gouvernement cubain et renvoyée à la cinquième Assemblée.
11. Assistance judiciaire internationale aux indigents. Question soumise par le Gouvernement norvégien à la quatrième Assemblée et renvoyée à la cinquième Assemblée. Rapport du Secrétaire général.
12. Esclavage. Rapport des experts en exécution de la résolution de la quatrième Assemblée.
13. Rapport sur les travaux de la Commission de coopération intellectuelle, y compris les questions suivantes:
 - a) Projet du sénateur Ruffini sur la protection de la propriété scientifique;
 - b) Réunion des experts pour la révision de la Convention internationale pour l'échange des publications;
 - c) Propositions du Gouvernement espagnol concernant l'équivalence des diplômes dans l'enseignement, et la création d'une Université internationale.
14. Demande du Gouvernement lithuanien renvoyée par la quatrième Assemblée à la cinquième Assemblée: « Renvoi de certaines questions à la Cour permanente de Justice internationale en vue d'obtenir un avis consultatif. »
15. Projet de réorganisation du Bureau de l'Amérique latine soumis par le Secrétaire général, conformément à la résolution de la quatrième Assemblée.

QUESTIONS PROPOSÉES PAR LE CONSEIL.

16. Rapport sur les travaux de la Commission économique et financière, y compris la reconstitution de l'Autriche et la reconstitution de la Hongrie.
17. Rapport sur les travaux de l'Organisation des communications et du transit, y compris les résultats de la seconde Conférence générale tenue à Genève en novembre et décembre 1923.
18. Rapport sur les travaux de l'Organisation d'hygiène de la Société, y compris ceux de la Commission des épidémies.
19. Rapport sur les travaux de la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.
20. Rapport sur les travaux de la Commission consultative de la traite des femmes et des enfants.
21. Association internationale pour la protection de l'enfance. Résolution du Conseil en date du 14 mars 1924.
22. Questions concernant les réfugiés. Rapports du Haut Commissaire.
23. Répartition des dépenses de la Société. Rapport de la Commission de répartition des dépenses.

* Voir Annexe, page 3.

II. AGENDA OF THE FIFTH ASSEMBLY

as circulated on May 1st, 1924, in accordance with Rule 4, paragraph 1, of the Rules of Procedure of the Assembly.*

1. Election of the Committee to report on the credentials of Delegates.
2. Election of the President.
3. Examination and adoption of the Agenda.
4. Nomination of Committees and election of Chairmen of these Committees.
5. Election of six Vice-Presidents.
6. Report on the work of the Council since the last session, on the work of the Secretariat and on the measures taken to execute the decisions of the Assembly.

ITEMS INSERTED BY THE FOURTH ASSEMBLY.

7. Reduction of Armaments. Report of the Temporary Mixed Commission.
8. Article 16 of the Covenant. Amendments submitted to the Fourth Assembly by the British Government and referred to the Fifth Assembly.
9. The principle of closer municipal relations. Proposal made to the Fourth Assembly by the Cuban Government and referred to the Fifth Assembly.
10. Protection of young women travelling alone. Proposal made to the Fourth Assembly by the Cuban Government and referred to the Fifth Assembly.
11. Legal assistance for the poor. Question submitted by the Norwegian Government to the Fourth Assembly and referred to the Fifth Assembly. Report by the Secretary-General.
12. Slavery. Report of Experts in accordance with the resolution of the Fourth Assembly.
13. Report on the work of the Committee on Intellectual Cooperation, including the following questions:
 - (a) Senator Ruffini's scheme for the protection of scientific property.
 - (b) Meeting of experts on the revision of the International Convention for the Exchange of Publications.
 - (c) Proposals of the Spanish Government concerning the equivalence of degrees and the establishment of an International University.
14. Request by the Lithuanian Government, referred by the Fourth to the Fifth Assembly: "Reference of certain questions to the Permanent Court of International Justice for an advisory opinion".
15. Scheme for the reorganisation of the South American Bureau submitted by the Secretary-General in accordance with the resolution of the Fourth Assembly.

ITEMS PROPOSED BY THE COUNCIL.

16. Report on the work of the Economic and Financial Committee, including the reconstruction of Austria and the reconstruction of Hungary.
17. Report on the work of the Organisation for Communications and Transit, including the results of the Second General Conference, held in Geneva, November-December 1923.
18. Report on the work of the Health Organisation of the League, including the work of the Epidemic Commission.
19. Report on the work of the Advisory Committee on Traffic in Opium and other Dangerous Drugs.
20. Report on the work of the Advisory Committee on Traffic in Women and Children.
21. International Association for the Promotion of Child Welfare, Resolution of the Council of March 14th, 1924.
22. Refugee questions. Reports by the High Commissioner.
23. Allocation of the expenditure of the League. Report by the Committee on the Allocation of Expenses.

* See Annex, page 3.

BUDGET ET COMPTABILITÉ.

24. Budget de 1925, y compris les budgets de l'Organisation internationale du Travail et de la Cour permanente de Justice internationale.
Vérification des comptes pour le cinquième exercice financier (1923).
Rapports de la Commission de contrôle.

QUESTIONS DIVERSES.

25. Nomination des six membres non permanents du Conseil.

LISTE SUPPLÉMENTAIRE DES QUESTIONS

Communiquées conformément au paragraphe 3 de l'Article 4 du Règlement intérieur de l'Assemblée.

1. Demande du Gouvernement chinois tendant à faire réduire de 65 à 35 le nombre d'unités attribuées à la Chine dans la répartition des dépenses de la Société des Nations.
2. Construction d'une salle de conférences sur le terrain offert à la Société des Nations par la République et Canton de Genève et par la Ville de Genève. Résolution du Conseil du 12 juin 1924.
3. Limitation des armements navals. Résolution du Conseil du 16 juin 1924.

Annexe.

ARTICLE 4 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ASSEMBLÉE.

1. L'ordre du jour de la session est établi par le Secrétaire général de la Société, avec l'approbation du président du Conseil, et communiqué en entier aux Membres, autant que possible, quatre mois avant la date de la première séance.

2. L'ordre du jour de chaque session annuelle comprendra :

a) Un rapport sur l'œuvre du Conseil accomplie depuis la dernière session de l'Assemblée, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée;

b) Toutes les questions dont la mise à l'ordre du jour aura été décidée par l'Assemblée au cours d'une session antérieure;

c) Les questions proposées par le Conseil;

d) Les questions proposées par un Membre de la Société;

e) Le projet de budget pour l'exercice financier suivant et le rapport sur les comptes de l'exercice précédent.

3. Tout Membre de la Société peut, un mois avant la date fixée pour la séance d'ouverture, demander l'inscription de nouvelles questions à l'ordre du jour. Ces questions figureront sur une liste supplémentaire, qui sera communiquée aux Membres de la Société des Nations trois semaines au moins avant la date fixée pour la séance d'ouverture. L'Assemblée décidera si les questions figurant sur la liste supplémentaire feront partie de l'ordre du jour de la session.

4. L'Assemblée peut, dans des circonstances exceptionnelles, inscrire de nouvelles questions à son ordre du jour, mais elle ne peut en aborder l'étude que quatre jours après leur inscription et après rapport d'une commission, à moins que l'Assemblée n'en décide autrement à la majorité des deux tiers.

5. Aucune proposition tendant à modifier la méthode de répartition des dépenses en vigueur ne sera inscrite à l'ordre du jour, si elle n'a été communiquée aux Membres de la Société quatre mois au moins avant la date fixée pour l'ouverture de la session.

III. LISTE DES DOCUMENTS COMMUNIQUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE

- A. 1 (1) Comptes vérifiés pour le cinquième exercice (1923) et rapport y relatif de M. A. Ceresa, Commissaire aux comptes.
- A. 2 (1) Budget pour le septième exercice (1925) : 1^{re} partie : Secrétariat et organisations spéciales de la Société.

BUDGET AND ACCOUNTS.

24. Budget for 1925, including the Budgets of the International Labour Organisation and of the Permanent Court of International Justice.
Audit of Accounts for the fifth fiscal period (1923).
Reports of the Supervisory Commission.

OTHER ITEMS.

25. Appointment of the six non-permanent Members of the Council.

SUPPLEMENTARY LIST OF ITEMS

circulated in accordance with Rule 4, Paragraph 3, of the Rules of Procedure of the Assembly.

1. Request of the Chinese Government for the reduction from 65 to 35 units of the proportion of the expenses of the League of Nations allocated to China.
2. Erection of a Conference Hall on the ground presented to the League of Nations by the Republic and Canton of Geneva and by the City of Geneva. Resolution of the Council of June 12th, 1924.
3. Limitation of naval armaments. Resolution of the Council of June 16th, 1924.

Annex.

RULE 4 OF THE RULES OF PROCEDURE OF THE ASSEMBLY.

1. The agenda shall be drawn up by the Secretary-General with the approval of the President of the Council. The complete agenda shall be circulated as nearly as possible four months before the date fixed for the opening of the session.

2. The agenda of a general session shall include :

(a) A report on the work of the Council since the last session of the Assembly, on the work of the Secretariat, and on the measures taken to execute the decisions of the Assembly;

(b) All items whose inclusion has been ordered by the Assembly at a previous session;

(c) All items proposed by the Council;

(d) All items proposed by a Member of the League;

(e) The Budget for the next fiscal period, and the report on the accounts of the last fiscal period.

3. Any Member of the League may, at least one month before the date fixed for the opening of the session, request the inclusion of additional items on the agenda. Such items shall be placed on a supplementary list, which shall be circulated to the Members of the League at least three weeks before the date fixed for the opening of the session. The Assembly shall decide whether items on the supplementary list shall be included in the agenda of the session.

4. The Assembly may, in exceptional circumstances, place additional items on the agenda; but all consideration of such items shall, unless otherwise ordered by a two-thirds majority of the Assembly, be postponed until four days after they have been placed on the agenda and until a committee has reported upon them.

5. No proposal for a modification of the allocation of expenses for the time being in force shall be inserted on the agenda unless it has been communicated to the Members of the League at least four months before the date fixed for the opening of the session.

III. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY.

- A. 1 (1) Audited Accounts for the Fifth Financial Period (1923) and Report thereon by Commendatore A. Ceresa, Auditor.
- A. 2 (1) Budget for the Seventh Financial Period (1925); Part I, Secretariat and Special Organisations of the League.

- | | |
|---|---|
| <p>A. 2 (a) (1) Budget pour le septième exercice (1925): deuxième partie: Organisation internationale du Travail.</p> <p>A. 2 (b) (1) Budget pour le septième exercice (1925): troisième partie: Cour permanente de Justice internationale.</p> <p>A. 3 (1) Ordre du jour de la cinquième session de l'Assemblée et liste supplémentaire de questions.</p> <p>A. 4 Convocation de l'Assemblée.</p> <p>A. 5 Réorganisation du Bureau de l'Amérique latine.</p> <p>A. 6 Statut de la Caisse de prévoyance du personnel: Rapport adressé à l'Assemblée par la Commission de contrôle.</p> <p>A. 6 (a) Statut de la Caisse de prévoyance du personnel.</p> <p>A. 7 Commission de contrôle: Rapport de la Commission sur les travaux de sa dixième session.</p> <p>A. 8 Rapport à la cinquième Assemblée de la Société des Nations sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.</p> <p>A. 9 Comité économique: Rapport au Conseil, relatif à la douzième session (du 8 au 11 mai 1924).</p> <p>A. 10 Construction d'une salle de conférences sur le terrain donné à la Société des Nations par la République et Canton de Genève et par la Ville de Genève.</p> <p>A. 11 (1) Question N° 14 de l'ordre du jour de la cinquième Assemblée: Demande du Gouvernement lithuanien renvoyée par la quatrième Assemblée à la cinquième Assemblée.</p> <p>A. 12 Intermunicipalité: Mémoire soumis par le Secrétaire général à la cinquième Assemblée.</p> <p>A. 13 Commission permanente des Mandats: Procès-verbaux de la quatrième session tenue à Genève, du 24 juin au 8 juillet 1924.</p> <p>A. 14 Répartition des dépenses de la Société: Rapport présenté à l'Assemblée par la Commission de répartition des dépenses.</p> <p>A. 15 Commission permanente des mandats: Rapport sur les travaux de la quatrième session de la Commission présenté au Conseil de la Société des Nations.</p> <p>A. 16 Rapport de la Commission temporaire mixte pour la réduction des armements.</p> <p>A. 19 Travaux du Comité des experts pour l'échange international des publications, Genève, du 17 au 19 juillet 1924.</p> <p>A. 22 Organisation d'hygiène: Rapport du Comité d'hygiène de la Société des Nations au Comité permanent de l'Office international d'hygiène publique.</p> <p>A. 23 Commission permanente des mandats (quatrième session): Observations sur le rapport de la Commission permanente des mandats au Conseil de la Société des Nations, présentées par l'Administrateur du Sud-Ouest africain.</p> <p>A. 24 Demande du Gouvernement chinois tendant à faire réduire de 65 à 35 le nombre d'unités attribuées à la Chine dans la répartition des dépenses de la Société des Nations.</p> <p>A. 26 Commission permanente des mandats (quatrième session): Commentaires du représentant accrédité du Gouvernement français au sujet des observations de la Commission sur les rapports relatifs à l'administration des territoires sous mandat français du Cameroun et du Togo.</p> <p>A. 27 Commission permanente des mandats (quatrième session): Commentaires du représentant accrédité du Gouvernement belge au sujet des observations de la Commission sur les rapports relatifs à l'Administration du Ruanda-Urundi.</p> <p>A. 28 Commission permanente des mandats (quatrième session): Commentaires du représentant accrédité du Gouvernement néo-zélandais sur les observations de la Commission, au sujet du rapport concernant l'administration du Samoa occidental.</p> | <p>A. 2 (a) (1) Budget for the Seventh Financial Period (1925): Part II, International Labour Organisation.</p> <p>A. 2 (b) (1) Budget for the Seventh Financial Period (1925): Part III, Permanent Court of International Justice.</p> <p>A. 3 (1) Agenda of the Fifth Session of the Assembly and Supplementary List of Items.</p> <p>A. 4 Convocation of the Fifth Assembly.</p> <p>A. 5 Re-organisation of the Latin-American Bureau: Memorandum by the Secretary-General.</p> <p>A. 6 Regulations of the Staff Provident Fund: Report to the Assembly by the Supervisory Commission.</p> <p>A. 6 (a) Regulations of the Staff Provident Fund.</p> <p>A. 7 Supervisory Commission: Report of the Commission on the Work of its Tenth Session.</p> <p>A. 8 Report to the Fifth Assembly of the League on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat, and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.</p> <p>A. 9 Economic Committee: Report to the Council on the Twelfth Session (May 8th to 11th, 1924).</p> <p>A. 10 Erection of a Conference Hall on the Ground presented to the League of Nations by the Republic and Canton of Geneva and by the City of Geneva.</p> <p>A. 11 (1) Item 14 of the Agenda of the Fifth Assembly: Request by the Lithuanian Government referred by the Fourth to the Fifth Assembly.</p> <p>A. 12 The Principle of Closer Municipal Relations: Memorandum submitted to the Fifth Assembly by the Secretary-General.</p> <p>A. 13 Permanent Mandates Commission: Minutes of the Fourth Session held at Geneva from June 24th to July 8th, 1924.</p> <p>A. 14 Allocation of the Expenses of the League: Report submitted to the Assembly by the Committee on the Allocation of Expenses.</p> <p>A. 15 Permanent Mandates Commission: Report on the Work of the Fourth Session of the Commission submitted to the Council of the League of Nations.</p> <p>A. 16 Report of the Temporary Mixed Commission for the Reduction of Armaments.</p> <p>A. 19 Work of the Committee of Experts on the International Exchange of Publications, Geneva, July 17th to 19th, 1924.</p> <p>A. 22 Health Organisation: Report of the Health Committee of the League of Nations to the Permanent Committee of the Office international d'hygiène publique.</p> <p>A. 23 Permanent Mandates Commission (Fourth Session) Observations on Report by Permanent Mandates Commission to the Council of the League of Nations by the Administrator of South-West Africa.</p> <p>A. 24 Request of the Chinese Government for the Reduction from 65 to 35 units of the Proportion of the Expenses of the League of Nations allocated to China.</p> <p>A. 26 Permanent Mandates Commission (Fourth Session) Comments by the Accredited Representative of the French Government on the Commission's Observations concerning the Reports on the Administration of the Territories of the Cameroons and Togoland under French Mandate.</p> <p>A. 27 Permanent Mandates Commission (Fourth Session): Comments by the Accredited Representative of the Belgian Government on the Commission's Observations on the Report regarding the Administration of Ruanda-Urundi.</p> <p>A. 28 Permanent Mandates Commission (Fourth Session): Comments of the Accredited Representative of the Government of New Zealand on the Observations of the Commission regarding the report on the administration of Western Samoa.</p> |
|---|---|

- A. 31 Commission de Co-opération intellectuelle: troisième et quatrième sessions: Rapport de la Commission.
- A. 32 Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles: Rapport au Conseil sur les travaux de la sixième session de la Commission (4-14 août 1924).
- A. 32 (a) Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles: Mesures propres à fournir une base aux travaux de la seconde conférence (novembre 1924).
- A. 33 Association internationale pour la protection de l'enfance: Mémoire du Secrétaire général.

IV. GUIDE OFFICIEL

Un guide officiel a été préparé dans le dessein de fournir aux délégations les renseignements nécessaires sur les dispositions prises en vue de la réunion de l'Assemblée et de ses commissions, sur les communications postales, la distribution des documents et les fonctions du Secrétariat.

V. POUVOIRS DES DÉLÉGUÉS A L'ASSEMBLÉE

Les délégués à l'Assemblée sont invités à remettre leurs pouvoirs, si possible dès la première séance, au Bureau n° 68 du Secrétariat de la S. d. N., ou au service de réception des documents, dans la salle des séances de l'Assemblée. Les pouvoirs seront immédiatement transmis au secrétaire de la Commission de vérification des pouvoirs.

- A. 31. Committee on Intellectual Cooperation: Third and Fourth Sessions: Report of the Committee.
- A. 32 Advisory Committee on Traffic in Opium and other Dangerous Drugs: Report to the Council on the Work of the Sixth Session, August 4th to 14th, 1924.
- A. 32 (a) Advisory Committee on Traffic in Opium and other Dangerous Drugs: Measures suggested by the Advisory Committee as a basis for the Deliberations of the Second Conference, November 1924.
- A. 33 International Association for the Promotion of Child Welfare: Memorandum by the Secretary-General.

IV. THE OFFICIAL GUIDE.

An Official Guide has been prepared for the convenience of delegates, in which the necessary information is given in regard to the arrangements which have been made for the accommodation of the Assembly and its Committees, postal arrangements, the distribution of documents, and the duties of the Secretariat.

V. CREDENTIALS OF DELEGATES TO THE ASSEMBLY.

Delegates to the Assembly are invited to hand in their credentials at the Receipt of Documents Branch in the Assembly Hall, if possible during the first meeting, or to send them to Room 68 at the offices of the Secretariat. The credentials will be immediately forwarded to the Secretary of the Credentials Committee.

JOURNAL

DE LA
CINQUIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1924

OF THE
FIFTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1924

N° 2. — MARDI 2 SEPTEMBRE 1924.

No. 2. — TUESDAY, SEPTEMBER 2nd, 1924.

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	8
II. Première séance plénière de l'Assemblée	8
III. Deuxième séance plénière de l'Assemblée	8
IV. Commission de l'ordre du jour	11
V. Ratification des conventions	11
VI. Liste des membres des commissions	12
VII. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée	14
VIII. Admission aux bureaux du Secrétariat	14

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	8
II. First Plenary Meeting of the Assembly	8
III. Second Plenary Meeting of the Assembly	8
IV. The Agenda Committee	11
V. Ratification of Conventions	11
VI. List of Members of Committees	12
VII. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	14
VIII. Admission to the Offices of the Secretariat	14

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 132, au Secrétariat.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 132 at the offices of the Secretariat).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Séance plénière de l'Assemblée.

Une séance plénière de l'Assemblée aura lieu aujourd'hui à midi dans la Salle de la Réformation.

Ordre du jour: élection des vice-présidents.

Les six Commissions de l'Assemblée se réuniront dans la Salle de la Réformation afin d'élire leurs Présidents:

- Première Commission : 10 heures.
- Deuxième Commission : 10 h. 20.
- Troisième Commission : 10 h. 40.
- Quatrième Commission : 11 heures.
- Cinquième Commission : 11 h. 20.
- Sixième Commission : 11 h. 40.

I. PROGRAMME OF THE MEETINGS

Plenary Meeting of the Assembly.

There will be a Plenary Meeting of the Assembly to-day at noon in the Salle de la Réformation.

Agenda: Election of Vice-Chairmen.

The six Committees of the Assembly will meet in the Salle de la Réformation, to elect their Chairmen, as follows:

- First Committee: 10 a.m.
- Second Committee: 10.20 a.m.
- Third Committee: 10.40 a.m.
- Fourth Committee: 11 a.m.
- Fifth Committee: 11.20 a.m.
- Sixth Committee: 11.40 a.m.

Première Commission.

La première Commission se réunira aujourd'hui 2 septembre à 3 heures au Secrétariat. Les questions suivantes sont à l'ordre du jour:

1. Election du Vice-Président.
2. Article 16 du Pacte. Amendements soumis par le Gouvernement britannique.
3. Assistance judiciaire aux indigents. Rapport du Secrétaire général (Document A. 34).

Secrétaire: D^r van Hamel (assisté de M. McKinnon Wood).
Fonctionnaire chargé du Procès-verbal: M. Lamba.
Document officer: Miss Paczensky.

II. PREMIÈRE ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation le lundi 1^{er} septembre 1924, à 11 heures.

Ouverture de la Session.

M. HYMANS occupe le fauteuil présidentiel comme président en exercice du Conseil. Il passe brièvement en revue dans son discours d'ouverture l'œuvre accomplie par la Société des Nations depuis la première Assemblée de 1920, mettant particulièrement en relief l'achèvement de ce qui lui paraît être des trois entreprises capitales de la Société, la constitution de la Cour permanente de Justice internationale, la reconstruction économique et financière de l'Autriche et celle de la Hongrie.

Puis il mentionne les accords récemment conclus et signés à Londres comme un pas important vers la solution du problème des réparations.

Il fait ensuite un examen rapide de l'œuvre accomplie par la Société des Nations au cours de l'année qui vient de s'écouler, en en soulignant la variété et les importants résultats.

Envisageant l'avenir, il évoque particulièrement le problème du désarmement et le projet de traité d'assistance mutuelle, en insistant sur l'importance du problème général de la sécurité nationale.

Election de la Commission chargée de la vérification des pouvoirs.

Sur la proposition de M. ENCKELL (Finlande) les Délégués suivants sont élus membres de la Commission chargée de la vérification des pouvoirs.

- M. de AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba).
- Sir Muhammad RAFIQUE (India).
- D^r WALTERS (Lettonie).
- Baron R. LEHMANN (Libéria).
- His Highness Prince ARFA-ED-DOWLEH (Perse).
- M. de CASTELLO BRANCO CLARK (Brésil).
- M. Georg DANAILOFF (Bulgarie).
- M. L. MOLTESEN (Danemark).

Le Président demande à la Commission de présenter son rapport à la séance de l'après-midi.

III. DEUXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue à la Salle de la Réformation, lundi 1^{er} septembre 1924, à 16 heures.

Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.

M. AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba), président et rapporteur de la Commission de vérification des pouvoirs, considère que les représentants des Etats suivants sont dûment accrédités:

- | | |
|--------------------|----------|
| Afrique du Sud | Chili |
| Albanie | Colombie |
| Australie | Cuba |
| Autriche | Danemark |
| Belgique | Espagne |
| Brésil | Esthonic |
| Empire britannique | Ethiopie |
| Bulgarie | Finlande |
| Canada | France |
| Chine | Grèce |

First Committee.

The First Committee will meet to-day, September 2nd, at 3 p.m. at the Secretariat. The following items are on the Agenda:

1. Election of the Vice-Chairman.
2. Article 16 of the Covenant. Amendments submitted by the British Government.
3. Legal Assistance to the Poor. Report by the Secretary-General (Document A. 34).

Secretary: Dr. van Hamel (assisted by Mr. McKinnon Wood).
Official responsible for the Procès-verbal: M. Lamba.
Document officer: Miss Paczensky.

II. FIRST PLENARY MEETING.

Held at the Salle de la Réformation at 11 a.m. on Monday, September 1st, 1924.

Opening of the Session.

M. HYMANS took the chair as Acting-President of the Council. He briefly reviewed in his opening speech the development and work of the League of Nations since the First Assembly in 1920, noting as three conspicuous achievements the constitution of the Permanent Court of International Justice, the reconstruction of Austria, and the reconstruction of Hungary.

He next referred to the agreements recently accepted and signed in London as a contribution to the settlement of the problem of reparations.

He then passed to a short survey of the work of the League of Nations during the past year, emphasising its variety and the valuable results achieved.

Looking to the future, he alluded particularly to the problem of disarmament and the draft Treaty of Mutual Assistance urging the importance of the general problem of national security.

Election of the Committee on Credentials.

On the proposal of M. ENCKELL (Finland), the following delegates were appointed members of the Committee on Credentials:

- M. de AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba).
- Sir Muhammad RAFIQUE (India).
- Dr. WALTERS (Latvia).
- Baron R. LEHMANN (Liberia).
- His Highness Prince ARFA-ED-DOWLEH (Persia).
- M. de CASTELLO BRANCO CLARK (Brazil).
- M. Georg DANAILOFF (Bulgaria).
- M. L. MOLTESEN (Denmark).

The Committee was asked to present a report at the afternoon meeting.

III. SECOND PLENARY MEETING

held in the Salle de la Réformation at 4 p.m. on Monday, September 1st, 1924.

Report of the Committee on Credentials.

M. AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba), Chairman and Rapporteur of the Committee on Credentials, said that the Committee had found the credentials of the delegates of the following States to be in order:

- | | |
|----------------|----------|
| South Africa | Chile |
| Albania | Colombia |
| Australia | Cuba |
| Austria | Denmark |
| Belgium | Spain |
| Brazil | Esthonia |
| British Empire | Ethiopia |
| Bulgaria | Finland |
| Canada | France |
| China | Greece |

Guatémala	Pays-Bas
Haïti	Perse
Hongrie	Pologne
Inde	Portugal
Etat Libre d'Irlande	Roumanie
Italie	Salvador
Japon	Royaume des Serbes,
Lettonie	Croates et Slovènes
Libéria	Siam
Lithuanie	Suède
Luxembourg	Suisse
Norvège	Tchécoslovaquie
Nouvelle-Zélande	Uruguay
Panama	Venezuela

Les délégations de Costa Rica et de Paraguay déclarent que les télégrammes de leurs gouvernements les accréditant auprès de la cinquième Assemblée, ont été adressés au Secrétariat, mais n'ont pas encore été reçus.

Election du Président.

Il est procédé pour l'élection du Président au scrutin secret. Votants: 47 Etats; M. Motta (Suisse) obtient 45 voix.

M. MOTTA est en conséquence déclaré élu président de la cinquième Assemblée.

M. HYMANS adresse à M. Motta, au nom de l'Assemblée, ses plus vives félicitations.

M. MOTTA, élu président de l'Assemblée, remercie celle-ci chaleureusement de cette marque de confiance et de ce témoignage de bienveillance qui, dit-il, s'adressent, par-delà sa propre personne, à la Suisse tout entière. Il est particulièrement touché aussi des paroles de bienvenue que lui a adressé M. Hymans, le représentant si éminent de la noble et héroïque Belgique. Il regarde son élection comme un tribut rendu à sa foi en la Société des Nations. Cette foi lui paraît plus facile déjà à faire partager aujourd'hui dans cette atmosphère d'espérance qui enveloppe la cinquième Assemblée. Les progrès accomplis depuis la première Assemblée, celle de 1920 et depuis l'institution de la Cour internationale de Justice, sont considérables, et l'essor imprimé par la récente Conférence de Londres, au principe de l'arbitrage obligatoire, doit faire bien augurer du début de cette Assemblée. Ce principe a une importance vitale; c'est à lui que sont suspendues les destinées de la paix par le droit.

Il considère aussi que la présence de tant de membres et de chefs de gouvernements donnera à l'Assemblée un surcroît de prestige et d'autorité. Il se réjouit enfin de voir les masses populaires, même dans les pays où elles paraissent le plus réfractaires ou indifférentes, manifester de plus en plus leur sympathie pour la Société des Nations; l'époque des grandes réalisations n'en apparaît que plus proche. Le droit aura enfin raison de la violence.

Nomination de la Commission de l'ordre du jour.

L'Assemblée, sur la proposition du Président, nomme comme Membres de la Commission de l'ordre du jour, les délégués suivants:

- Sir JOSEPH COOK (Australie);
- M. HYMANS (Belgique);
- M. QUEZADA (Chili);
- M. ZAHLE (Danemark);
- M. POLITIS (Grèce);
- M. MARINKOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes).
- Prince CHAROON (Siam).

Approbation de l'ordre du jour.

L'Assemblée adopte en bloc les numéros 1 à 25 de l'ordre du jour.

Elle approuve séparément les questions inscrites sur la liste supplémentaire: N° 26, 27 et 28.

Le PRÉSIDENT annonce que le Conseil a voté les résolutions entraînant l'addition des numéros suivants à l'ordre du jour de la cinquième Assemblée:

1. Projet de pensions pour le personnel de la Cour permanente de Justice internationale;

Guatemala	The Netherlands
Haiti	Persia
Hungary	Poland
India	Portugal
Irish Free State	Roumania
Italy	Salvador
Japan	Kingdom of the Serbs,
Latvia	Croats and Slovenes
Liberia	Siam
Lithuania	Sweden
Luxemburg	Switzerland
Norway	Czechoslovakia
New Zealand	Uruguay
Panama	Venezuela

The delegations of Costa Rica and Paraguay had stated that telegrams from their Governments accrediting them to the Fifth Assembly had been sent to the Secretariat, but they had not yet been received.

Election of the President.

The votes of the delegations were taken in turn by secret ballot. 47 States voted. M. Motta (Switzerland) obtained 45 votes.

M. MOTTA was accordingly declared President of the Fifth Assembly.

M. HYMANS, on behalf of the Assembly, congratulated M. Motta on his election.

M. MOTTA, taking the chair, thanked the Assembly for the mark of confidence and goodwill which it had shown him, an honour done not so much to him personally as to Switzerland. He was particularly moved by the words of welcome which had been addressed to him by M. Hymans, the distinguished representative of heroic Belgium.

He regarded his election as a tribute to his faith in the League of Nations. This faith appeared to him to be more fully justified than hitherto in the atmosphere of hope which enveloped the Fifth Assembly.

The progress achieved since the first Assembly of 1920 and the constitution of the Permanent Court of International Justice was considerable and the impulse given at the recent Conference in London to the principle of compulsory arbitration could not fail to be of the best augury for the beginning of the present Assembly. This principle was of vital importance, for upon this principle hung the destiny of the ideal of peace founded upon right.

The presence of so many members and heads of Governments could not fail to emphasise the prestige and authority of this Assembly. He also welcomed the progress of faith in the League among the great mass of the people of the world, even in countries which had seemed to be least sympathetic to this great idea.

The advent of the period could not fail to be hastened in which great ideals would be realised.

Appointment of the Agenda Committee.

The Assembly, on the proposal of the President, appointed as members of the Agenda Committee the following delegates:

- Sir JOSEPH COOK (Australia),
- M. HYMANS (Belgium),
- M. QUEZADA (Chile),
- M. ZAHLE (Denmark),
- M. POLITIS (Greece),
- M. MARINKOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes).
- Prince CHAROON (Siam).

Adoption of the Agenda.

The Assembly adopted *en bloc* Items 1 to 25 of the Agenda.

It approved *seriatim* the items inscribed on the supplementary list: Items 26, 27 and 28.

The PRESIDENT announced that the Council had passed resolutions involving the addition of the following items to the Agenda of the fifth Assembly:

1. Pension scheme for the personnel of the Permanent Court of International Justice.

2. Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient;
3. Fédération internationale pour le secours mutuel aux populations victimes de calamités;
4. Projet de traité d'assistance mutuelle; observations des gouvernements.

Ces numéros sont soumis à la Commission de l'Ordre du jour.

L'Assemblée a aussi soumis à la Commission de l'Ordre du jour une demande du Gouvernement de Panama relative aux contributions antérieures à 1923.

Répartition des différentes questions de l'ordre du jour entre les Commissions de l'Assemblée.

L'Assemblée décide que les questions de l'ordre du jour seront distribuées entre les six commissions de l'Assemblée comme suit:

Première Commission (questions juridiques et constitutionnelles).

8^{me} question: Article 16 du Pacte. Amendements soumis à la quatrième Assemblée par le gouvernement britannique et renvoyés à la cinquième Assemblée.

11^{me} question: Assistance judiciaire internationale aux indigents; question soumise par le Gouvernement norvégien à la quatrième Assemblée et renvoyée à la cinquième Assemblée. Rapport du Secrétaire général.

Deuxième Commission (organisations techniques).

13^{me} question: Rapport sur les travaux de la Commission de coopération intellectuelle, y compris les questions suivantes:

- a) Projet du sénateur Ruffini sur la protection de la propriété scientifique;
- b) Réunion des experts pour la révision de la Convention internationale pour l'échange des publications;
- c) Proposition du Gouvernement espagnol concernant l'équivalence des diplômes dans l'enseignement et la création d'une Université internationale.

16^{me} question: Rapport sur les travaux de la Commission économique et financière, y compris la reconstitution de l'Autriche et la reconstitution de la Hongrie.

17^{me} question: Rapport sur les travaux de l'Organisation des communications et du transit, y compris les résultats de la seconde conférence générale tenue à Genève en novembre et décembre 1923.

18^{me} question: Rapport sur les travaux de l'Organisation d'hygiène de la Société, y compris ceux de la Commission des épidémies.

Troisième Commission (réduction des armements).

7^{me} question: Réduction des armements. Rapport de la Commission temporaire mixte.

28^{me} question: Limitation des armements navals. Résolution du Conseil du 16 juin 1924.

Quatrième Commission (budget et questions financières).

15^{me} question: Projet de réorganisation du Bureau de l'Amérique latine soumis par le Secrétaire général, conformément à la résolution de la quatrième Assemblée.

23^{me} question: Répartition des dépenses de la Société. Rapport de la Commission de répartition des dépenses.

24^{me} question: Budget de 1925, y compris les budgets de l'Organisation internationale du Travail et de la Cour permanente de Justice internationale. Vérification des comptes pour le cinquième exercice financier (1923).

26^{me} question: Demande du Gouvernement chinois tendant à faire réduire de 65 à 35 le nombre d'unités attribuées à la Chine dans la répartition des dépenses de la Société des Nations.

27^{me} question: Construction d'une salle de conférences sur le terrain offert à la Société des Nations par la République et Canton de Genève et par la Ville de Genève. Résolution du Conseil du 12 juin 1924.

Cinquième Commission (questions sociales et générales).

9^{me} question: Intermunicipalité. Proposition soumise à la quatrième Assemblée par le Gouvernement cubain et renvoyée à la cinquième Assemblée.

2. Protection of Women and Children in the Near East.

3. International Federation for Mutual Assistance in the Relief of peoples overtaken by disaster.

4. Draft Treaty of Mutual Assistance: Observations of the Governments.

These items were referred to the Agenda Committee.

The Assembly also referred to the Agenda Committee a request from the Government of Panama regarding contributions to the League previous to 1923.

Distribution of the Items of the Agenda between the different Committees of the Assembly.

The Assembly decided that the items on the Agenda should be distributed between the six Committees of the Assembly as follows:

First Committee (Legal and Constitutional Questions).

Item 8: Article 16 of the Covenant. Amendments submitted to the Fourth Assembly by the British Government and referred to the Fifth Assembly.

Item 11: Legal assistance for the poor. Questions submitted by the Norwegian Government to the Fourth Assembly and referred to the Fifth Assembly. Report by the Secretary General.

Second Committee (Technical Organisations).

Item 13: Report on the work of the Committee on Intellectual Co-operation, including the following questions:

- (a) Senator Ruffini's scheme for the protection of scientific property.
- (b) Meeting of experts on the revision of the International Convention for the Exchange of Publications.
- (c) Proposal of the Spanish Government concerning the equivalence of degrees and the establishment of an International University.

Item 16: Report on the work of the Economic and Financial Committee, including the reconstruction of Austria and the reconstruction of Hungary.

Item 17: Report on the work of the Organisation for Communications and Transit, including the results of the Second General Conference, held in Geneva, November-December, 1923.

Item 18: Report on the work of the Health Organisation of the League, including the Epidemic Commission.

Third Committee (Reduction of Armaments).

Item 7: Reduction of Armaments. Report of the Temporary Mixed Commission.

Item 28: Limitation of Naval Armaments. Resolution of the Council of June 16th, 1924.

Fourth Committee (Budget and Financial Questions).

Item 15: Scheme for the re-organisation of the Latin-American Bureau submitted by the Secretary-General in accordance with the resolution of the Fourth Assembly.

Item 23: Allocation of the expenditure of the League. Report by the Committee on the Allocation of Expenses.

Item 24: Budget for 1925, including the budgets of the International Labour Organisation and of the Permanent Court of International Justice. Audit of Accounts for the fifth fiscal period (1923).

Item 26: Request of the Chinese Government for the reduction from 65 to 35 units of the proportion of expenses of the League of Nations allocated to China.

Item 27: Erection of a Conference Hall on the ground presented to the League of Nations by the Republic and Canton of Geneva and by the City of Geneva. Resolution of the Council of June 12th, 1924.

Fifth Committee (Social and General Questions).

Item 9: The principle of closer municipal relations. Proposal made to the Fourth Assembly by the Cuban Government and referred to the Fifth Assembly.

19^{me} question: Rapport sur les travaux de la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.

20^{me} question: Rapport sur les travaux de la Commission consultative de la traite des femmes et des enfants.

21^{me} question: Association internationale pour la protection de l'enfance. Résolution du Conseil en date du 14 mars 1924.

22^{me} question: Questions concernant les réfugiés. Rapports du Haut Commissaire.

Sixième Commission (questions politiques).

12^{me} question: Esclavage. Rapport des experts en exécution de la résolution de la quatrième Assemblée.

14^{me} question: Demande du Gouvernement lithuanien renvoyée par la quatrième Assemblée à la cinquième Assemblée: renvoi de certaines questions à la Cour permanente de Justice internationale en vue d'obtenir un avis consultatif.

IV. COMMISSION DE L'ORDRE DU JOUR (Règlement Intérieur de l'Assemblée art. 4, § 4.)

La Commission de l'ordre du jour, chargée d'étudier les questions à l'ordre du jour de l'Assemblée au cours de sa session a été nommée hier à la séance de l'après-midi. Elle est composée de:

Sir Joseph COOK	Australie
M. HYMANS	Belgique
M. QUEZADA	Chili
M. ZAHLE	Danemark
M. POLITIS	Grèce
M. MARINKOVITCH	Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.
Prince CHAROON	Siam.

La Commission tiendra sa première réunion aujourd'hui mardi 2 septembre à 4 heures au Secrétariat, Salle D, rez-de-chaussée.

Son ordre du jour comporte:

- a) l'élection du Président;
- b) l'étude de diverses questions renvoyées à son examen par l'Assemblée. (Voir la deuxième séance plénière de l'Assemblée.)

V. RATIFICATION DES CONVENTIONS

Les renseignements suivants destinés à compléter le rapport supplémentaire sur l'œuvre du Conseil (A. 8 (a)), sont publiés pour l'information de l'Assemblée: le dépôt des ratifications de la Convention sur les formalités douanières a été effectué au nom de l'Empire britannique, de l'Afrique du Sud et de la Nouvelle-Zélande. Ces dernières ratifications ajoutées à celles de l'Italie et du Danemark complètent le nombre de cinq exigé pour rendre la Convention effective, et celle-ci entrera par suite en vigueur le 27 novembre 1924.

La ratification britannique est valable pour la plupart des colonies britanniques, Protectorats, territoires au-delà des mers et territoires sous mandat.

La ratification britannique des Conventions relatives aux ports maritimes et aux chemins de fer a été aussi déposée en ce qui concerne la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord.

Les mesures législatives nécessaires pour assurer la ratification du Protocole relatif aux clauses d'arbitrage ont également été votées par le Parlement britannique.

Item 19: Report on the work of the Advisory Committee on Traffic in Opium and other Dangerous Drugs.

Item 20: Report on the work of the Advisory Committee on the Traffic in Women and Children.

Item 21: International Association for the Promotion of Child Welfare. Resolution of the Council of March 14th, 1924.

Item 22: Refugee questions. Reports by the High Commissioner.

Sixth Committee (Political Questions).

Item 12: Slavery. Report of experts in accordance with the resolution of the Fourth Assembly.

Item 14: Request by the Lithuanian Government, referred by the Fourth to the Fifth Assembly: "Reference of certain questions to the Permanent Court of International Justice for an advisory opinion."

IV. THE AGENDA COMMITTEE (Rules of Procedure of the Assembly, Article 4, Paragraph 5.)

The Agenda Committee, instructed to examine questions to be placed on the Agenda of the Assembly during its session, was appointed yesterday afternoon. It is composed as follows:

Sir Joseph COOK	Australia
M. HYMANS	Belgium
M. QUEZADA	Chile
M. ZAHLE	Denmark
M. POLITIS	Greece
M. MARINKOVITCH	Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.
Prince Charoon	Siam.

The Committee will hold its first meeting to-day (Tuesday) September 2nd, at 4 p.m. at the Secretariat, Room D (ground floor).

Agenda.

- (a) Election of Chairman;
- (b) Examination of the various questions referred to it by the Assembly (see Second Plenary Meeting of the Assembly).

V. RATIFICATIONS OF CONVENTIONS

The following additional information to that appearing in the Supplementary Report on the Work of the Council (A. 8 (a)) is published for the information of the Assembly:

Ratifications of the Customs Formalities Convention have been deposited on behalf of the British Empire, South Africa, and New Zealand. This, together with the previous ratifications of Italy and Denmark, has the effect of completing the five ratifications required to bring the Convention into operation, and it will accordingly come into force on 27th November, 1924.

The British ratification covers most of the British Colonies, Protectorates, and overseas territories, and territories under mandate.

British ratifications of the Conventions on Maritime Ports and Railways have also been deposited relating to Great Britain and Northern Ireland.

The necessary legislation to enable the Arbitration Clauses Protocol to be ratified has also been passed by the British Parliament.

VI. LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS. — LIST OF MEMBERS OF COMMITTEES

Note. — Les délégations sont invitées à faire parvenir toutes corrections ou additions désirables à apporter à cette liste provisoire au Dr Dixon, à la Salle de la Réformation, ou au Secrétariat, salle 178.

Note. — The Delegations are requested to send any corrections or additions which may be necessary to this provisional list to Dr. Dixon at the Salle de la Réformation, or at the Secretariat, Room 178.

PREMIÈRE COMMISSION. — FIRST COMMITTEE.

Afrique du Sud : L'Honorable G. R. Hofmeyr, C.M.G.
Albanie : M. Benoît Blinisthi.
Australie :
Autriche : S. E. M. Albert Mensdorff-Pouilly-Dietrichstein.
Belgique : M. Rolin. — Suppléant : M. van Leynseele.
Bésil : S. E. M. Raul Fernandes. — Suppléant : S. E. M. de Castello Branco-Clark.
Empire britannique : Sir Cecil J. B. Hurst, K.C.B.
Bulgarie : M. Danailow. — Suppléant : M. Poinenow.
Canada : M. Dandurand. — Suppléant : M. Skelton.
Chili : S. E. M. Armando Quezada.
Chine : S. E. M. Chao-Hsin-Chu. — Suppléant : M. Wang-Tseng-Sze.
Colombie : S. E. le Docteur Francisco José Urrutia.
Costa Rica : M. de Peralta.
Cuba : S. E. M. Cosme de la Torriente. — Suppléant : M. de Blanck.
Danemark : S. E. M. Herluf Zahle. — Suppléant : M. Andersen.
Espagne : S. E. M. Emilio de Palacios. — Suppléant : M. Botella.
Estonie : M. Ado Anderkopp.
Ethiopie : le Comte Robert Linant de Bellefonds. — Suppléant : M. Sahli Sadalon.
Finlande : M. Erich.
France : S. E. M. Aristide Briand. — Suppléant : M. René Cassin.
Grèce : S. E. M. Nicolas Politis. — Suppléant : M. St. Seferiades.
Haïti :
Hongrie : S. E. le Comte Albert Apponyi. — Suppléant : le Comte Khuen Hédervary et M. Gajzago.
Inde : Sir Muhammad Rafique.
Etat libre d'Irlande : M. John O'Byrne. — Suppléant : Le Marquis MacSwiney.
Italie : S. E. M. Scialoja.
Japon : S. E. M. Adatci. — Suppléant : M. N. Ito.
Lettonie : M. Cielens. — Suppléant : M. Jules Feldmans.
Libéria : M. Nicolas Ooms.
Lithuanie : S. E. M. Sidzikauskas.
Luxembourg : M. Ch. Vermaire.
Norvège : M. Lie.
Nouvelle-Zélande : Mr. C. Knowles.
Panama : S. E. M. Burgos.
Paraguay : Le Docteur Ramon V. Caballero.
Pays-Bas : M. le Dr Limburg.
Perse : Son Altesse le Prince Mirza Riza Khan Arfa-ed-Dowleh. — Suppléant : M. Aly Mohamen Khan Scheybany.
Pologne : M. Léon Babinski.
Portugal : S. E. M. João Chagas. — Suppléant : M. Antonio Almendra.
Roumanie : S. E. M. Nicolas Comnène. — Suppléant : M. Raicoviciano.
Salvador : S. E. le Docteur J. Gustave Guerrero.
Royaume des Serbes, Croates et Slovènes : Le Docteur Ladislav Politch. — Suppléant : le Docteur Mileta Novacovitch.
Siam : Son Altesse le Prince Charoon.
Suède : Le Baron E. T. Marks von Würtemberg. — Suppléants : M^{me} Anna Bugge-Wicksell et M. Oesten Undén.
Suisse : Le Professeur Walter Burckhardt. — Suppléant : M. Paul Ruegger.
Tchécoslovaquie : S. E. le Docteur Stephen Osusky. — Suppléant : Le Docteur Jan Krcmar.
Uruguay : S. E. M. Alberto Guani. — Suppléant : S. E. M. Enrique Buero.
Venezuela : S. E. M. Caraccilio Parra-Perez.

DEUXIÈME COMMISSION. — SECOND COMMITTEE.

Afrique du Sud : Sir Henry Strakosch.
Albanie : M. Guraguki.
Australie :
Autriche : Comte Mensdorff-Pouilly-Dietrichstein.
Belgique : M. de Brouckère. — Suppléant : M. Van Leynseele.
Bésil : M. Mello Franco. — Suppléant : M. Montarroyos.
Empire britannique : Professeur Gilbert Murray. — Suppléant : Sir Hubert Llewellyn Smith.
Bulgarie : M. Madjaroff.
Canada : Mr. MacDonald. — Suppléant : Mr. Skelton.
Chili : Mr. J. Valdes-Mendedillo.
Chine : Dr C. C. Wang. — Suppléant : Dr Tcheou-Wei.
Colombie : M. Urrutia.
Costa-Rica : M. de Peralta.
Cuba : M. A. de Aguero. — Suppléant : C. de Armenteros.
Danemark : M. Borgbjerg.
Espagne : M. Quiñones de Leon. — Suppléant : M. de Palacios.
Estonie : M. Pusta. — Suppléant : M. Opik.
Ethiopie : M. Linant de Bellefonds. — Suppléant : M. Sahli Sadalon.
Finlande : M. Enckell.
France : M. Loucheur. — Suppléant : M. Georges Bonnet.
Grèce : M. Tsanderos. — Suppléant : M. le Professeur Andriades.
Haïti :
Hongrie : Baron Koranyi et Comte Apponyi. — Suppléant : M. S. de Lukats.
Inde : H. H. The Maharajah of Bikamen. — Suppléant : The Maharaj Kunwar Bikaner. Sir Stanley Reed.
Etat libre d'Irlande : Mr. P. McGilligan. — Suppléant : Mr. J. O. M. Sullivan.
Italie : M. Pironti. — Suppléant : M. Cavazzoni et Cippico.
Japon : Viscount Ishii. — Suppléant : M. Sugimura.
Lettonie : M. Walters.
Libéria : Baron Lehmann.
Lithuanie : M. Balutis.
Luxembourg : M. Lefort.
Norvège : M. Michelet.
Nouvelle-Zélande : Mr. Knowles.
Panama : M. Garay.
Paraguay : Dr Ramon Caballero.
Pays-Bas : Le Jonkheer van Eysinga. — Suppléant : M. le Prof. François.
Perse : M. Privat. — Suppléant : M. A. H. Hekime.
Pologne : M. H. Strasburger. — Suppléant : M. O. Halecki.
Portugal : Général Freire d'Andrade. — Suppléant : M. Dias de Oliveira.
Roumanie : M. Puscariu.
Salvador : M. G. Guerrero.
Royaume des Serbes, Croates et Slovènes : Dr L. Pitamic. — Suppléant : Dr Choumenkovitch.
Siam : Phya San Pakitch.
Suède : M. Ranco. — Suppléant : M. Lofgren.
Suisse : M. Bolli. — Suppléant : M. Ador.
Tchécoslovaquie : M. Veverka. — Suppléant : M. Masaryk.
Uruguay : M. Fernandez y Medina. — Suppléant : M. Buero.
Venezuela : M. César Zumeta. — Suppléant : M. C. Parra-Pérez.

TROISIÈME COMMISSION. — THIRD COMMITTEE.

Afrique du Sud : Sir Edgar Walton.
Albanie : M. Konitza.
Australie :
Autriche : M. Pflügl.
Belgique : M. Poulet. — Suppléant : M. Hymans.
Bésil : M. Branco-Clark. — Suppléants : M. Carvalho, M. de Silva.
Empire britannique : Lord Parmoor. — Suppléants : Mr. Henderson, Mr. Buxton.
Bulgarie : M. Kalfoff. — Suppléant : M. Pomenow.
Canada : Mr. MacDonald. — Suppléant : Mr. Skelton.
Chili : M. Enrique Villegas.
Chine : M. Tai Tchenne Linne. — Suppléant : M. William Hsieh.
Colombie : M. Urrutia.
Costa Rica : M. de Peralta.
Cuba : M. C. de la Torriente. — Suppléant : M. G. de Blanck.
Danemark : M. Zahle. — Suppléant : M. Munch.

Espagne: M. de Palacios. — Suppléant: M. Cobian.
Esthonie: Général Laidoner. — Suppléant: M. Pusta.
Ethiopie: M. Linant de Bellefonds. — Suppléant: M. Sahli Sadlon.
Finlande: M. Holsti.
France: M. Paul Boncour. — Suppléants: M. de Jouvenel, M. de Jouxhaux.
Grèce: M. Politis.
Haïti:
Hongrie: Général Tanczos. — Suppléant: Colonel Siegler.
Inde: The Right Hon. Lord Hardinge of Penshurst.
Etat libre d'Irlande: Mr. Desmond Fitzgerald. — Suppléant: Mr. James McNeill.
Italie: M. Schanzer. — Suppléant: Général de Marini.
Japon: M. Matsuda. — Suppléant: M. Tokugawa.
Lettonie: M. Seya. — Suppléant: M. Schumans.
Libéria: Baron Lehmann.
Lithuanie: M. Galvanauskas.
Luxembourg: M. Vermaire.
Norvège: M. Lange.
Nouvelle-Zélande: Sir James Allen.
Panama: M. Burgos.
Paraguay: M. le D^r Caballero.
Pays-Bas: Le Jonkheer Loudon.
Perse: Prince Arfa-ed-Dowleh. — Suppléant: D^r Privat.
Pologne: M. Skrzynski.
Portugal: M. le D^r Vasconcellos. — Suppléant: M. Bartholomeu Ferreirã.
Roumanie: M. Titulesco. — Suppléant: M. Angelesco.
Salvador: M. le D^r Guerrero.
Royaume des Serbes, Croates et Slovènes: M. le D^r Marinkovitch. — Suppléant: M. le D^r Koumanoudi.
Siam: Prince Charoon.
Suède: M. Branting. — Suppléant: M. Uden.
Suisse: M. Forrer. — Suppléant: M. Bolli.
Tchécoslovaquie: M. Benes. — Suppléant: M. Kunzl-Jizersky.
Uruguay: M. Guani. — Suppléant: M. Buero.
Venezuela: M. Parra-Perez. — Suppléant: M. le D^r Escalante.

QUATRIÈME COMMISSION — FOURTH COMMITTEE.

Afrique du Sud: Sir Henry Strakosch, K.B.E.
Albanie: M. Louis Gurakuqi.
Australie:
Autriche: S. E. M. Emeric Pflügl.
Belgique: M. Joseph Mélot. — Suppléant: M. L. de Brouckère.
Brésil: S. E. M. Raul Fernandes.
Empire britannique: Sir Hubert Llewellyn Smith.
Bulgarie: M. Danaïlow.
Canada: Mr. Macdonald. — Suppléant: M. Skelton.
Chili: S. E. M. Armando Quezada.
Chine: M. Wang-Tseng-Sze. — Suppléant: M. Niétson Wang.
Colombie: S. E. le Docteur Francisco José Urrutia.
Costa Rica: M. de Peralta.
Cuba: S. E. M. Guillermo Patterson. — Suppléant: M. G. de Blanck.
Danemark: M. Laust Moltesen. — Suppléant: S. E. M. Andreas d'Oldenburg.
Espagne: M. José Quiñones de León. — Suppléant: M. Botella.
Esthonie: M. Anderkopp.
Ethiopie: le Comte Linant de Bellefonds. — Suppléant: M. Sahli Sadalon.
Finlande: M. Urho Toivola.
France: M. Jean Réveillaud.
Grèce: M. André Andreades.
Haïti:
Hongrie: Le général Gabriel Tanczos. — Suppléant: M. Baranyai.
Inde: Le Très Honorable Lord Hardinge of Penshurst.
Etat libre d'Irlande: Mr. John O'Sullivan. — Suppléant: Mr. Michael MacWhite.
Italie: M. Paolo Bignami.
Japon: S. E. M. Adatci. — Suppléant: M. N. Ito.
Lettonie: M. Jules Feldmans.
Libéria: S. E. le Baron Rodolphe Auguste Lehmann.
Lithuanie: M. Bronius Balutis.
Luxembourg: M. Ch. Vermaire.
Norvège: S. E. M. Otto Albert Blehr. — Suppléant: M. Jens Bull.

Nouvelle-Zélande: L'Honorable Sir James Allen.
Panama: S. E. M. Narciso Garay.
Paraguay: Le Docteur Ramon V. Caballero.
Pays-Bas: Le Jonkheer van Eysinga.
Perse: M. Abol-Hassan Khan Hékime.
Pologne: S. E. M. Jean de Modzelewski.
Portugal: S. E. le Docteur Augusto de Vasconcellos. — Suppléant: M. Antonio Almendra.
Roumanie: Son Excellence M. Nicolas Petresco Comnène. — Suppléant: M. V. V. Badulesco.
Salvador: S. E. le Docteur J. Gustave Guerrero.
Royaume des Serbes, Croates et Slovènes: S. E. le Docteur Kosta Koumanoudi. — Suppléant: Le Docteur Pitamec.
Siam: Son Altesse le Prince Charoon.
Suède: M. Jonas Eliel Lefgren. — Suppléant: Le Barion Sten Fredrik Troil Ram.
Suisse: Le Professeur Walter Burckhardt. — Suppléant: M. Paul Ruegger.
Tchécoslovaquie: S. E. le Docteur Stephen Osusky. — Suppléant: Le Docteur Jan Krmar.
Uruguay: S. E. Enrique Buero ou S. E. M. Benjamin Fernandez y Medina.
Venezuela: S. E. M. César Zumeta.

CINQUIÈME COMMISSION. — FIFTH COMMITTEE.

Afrique du Sud: Mr. G. Hofmeyr.
Albanie: M. Konitza.
Australie:
Autriche: M. Pflügl.
Belgique: M. de Brouckère. — Suppléant: M. Louwers.
Empire britannique: Mr. Henderson. — Suppléant: Mrs. Swanwick.
Brésil: M. Clarke. — Suppléant: M. de Mello.
Bulgarie: M. Madjaroff. — Suppléant: M. Mikoff.
Canada: Mr. Dandurand. — Suppléant: Mr. Skelton.
Chili: M. Valdes-Mendeville.
Chine: M. Chao-hsin Chu.
Colombie: M. Urrutia.
Costa Rica: M. de Peralta.
Cuba: M. de Aguero. — Suppléant: M. de Armenteros.
Danemark: M. Borgbjerg. — Suppléant: M^{lle} Forchhammer.
Esthonie: Général Laidoner. — Suppléant: M. Opik.
Espagne: M. de Palacios. — Suppléant: M. Cobian.
Ethiopie: M. Lunant de Bellefonds. — Suppléant: M. Sahli Sadlon.
Finlande: M. Voionnaa.
France: M. Sarraut.
Grèce: M. Tsanderos.
Haïti:
Hongrie: Baron Koranyi. — Suppléants: M. Baranyai et M. Lukats.
Inde: Sir Mohammed Rafique. — Suppléant: Mr. Campbell.
Etat libre d'Irlande: Mr. McSwiney. — Suppléant: Mr. Hefferman.
Italie: M. Ciraolo. — Suppléant: M. Pironti.
Japon: M. Matsuda. — Suppléants: M. Sugimura et M. Tokugawa.
Lettonie: M. Cielen. — Suppléant: M. Walters.
Libéria: M. Ooms.
Lithuanie: M. Sidzikauskas.
Luxembourg: M. Lefort.
Norvège: M^{lle} Bonnevie.
Nouvelle-Zélande: Mr. Knowles.
Panama: M. Garay.
Paraguay: D^r Ramon de Caballero.
Pays-Bas: M. le Professeur François.
Perse: M. Privat.
Pologne: M. Sokal.
Roumanie: M^{lle} Vacaresco. — Suppléant: M. Ferreira.
Salvador:
Etat Serbes, Croates et Slovènes: M. Novacovitch. — Suppléant: M. Pilamic.
Siam: Prince Charoon.
Suède: M^{me} Bugge-Wicksell.
Suisse: M. Ador.
Tchécoslovaquie: M. Masaryk. — Suppléant: M. Veverka.
Uruguay: M. Fernandez y Medina. — Suppléant: M. Buero.
Venezuela: M. Escalante.

SIXIEME COMMISSION. — SIXTH COMMITTEE.

Afrique du Sud: L'Honorable Sir Edgar Harris Walton, K.C.M.G.
Albanie: Monseigneur Fan S. Noli.
Australie:
Autriche: S. E. M. Albert Mensdorff-Pouilly-Dietrichstein.
Belgique: S. E. M. Paul Hymans.
 Suppléant: S. E. M. Prosper Poulet.
Brsil: S. E. M. Afranio de Mello-Franco. — Suppléant: S. E. M. Frederico de Castello Branco-Clark.
Empire britannique: Le Très Honorable Lord Parmoor. — Suppléants: Le professeur G. G. A. Mr. Charles Roden Buxton.
Bulgarie: S. E. M. Kalfoff. — Suppléant: M. Kiosseivanoff.
Canada: M. Dandurand. — Suppléant: M. Skelton.
Chili: S. E. M. Enrique Villegas.
Chine: S. E. M. Tang Tsai-Fou. — Suppléant: le docteur Tchéou Wei.
Colombie:
Costa Rica: M. de Peralta.
Cuba: S. E. M. Guillermo Patterson. — Suppléant: M. de Armenteros.
Danemark: M. Laust Moltesen. — Suppléant: M. Holger Andersen.
Espagne: S. E. M. José Quiñones de León. — Suppléant: M. Eduardo Cobian.
Estonia: S. E. M. Charles Robert Pusta.
Ethiopie: Le comte Robert Linant de Bellefonds. — Suppléant: M. Sahli Sadalon.
Finlande: S. E. M. Carl Enckell.
France: S. E. M. Léon Bourgeois. — Suppléants: M. Henry de Jouvanel et M. Georges Bonnet.
Grèce: M. St. Seferiades.
Haïti:
Hongrie: S. E. le comte Albert Apponyi. — Suppléants: M. Denys Sebess et M. Gajazgo.
Inde: Son Altesse le Maharaja of Bikaner. — Suppléant: Maharaj Kunwar of Bikaner et Sir Stanley Reed.

Etat libre d'Irlande: Mr. James McNeill. — Suppléant: Mr. John O'Sullivan.
Italie: S. E. le Comte Lenin-Bonin-Longare. — Suppléant: S. E. le Comte Fulco Tosti di Valminuta.
Japon: S. E. M. le Vicomte K. Ishii. — Suppléants: M. Y. Sugimaru et M. Ito.
Lettonie: M. Vilis Schumans.
Libéria: M. Nicolas Ooms.
Lithuanie: S. E. M. Ernest Galvanauskas.
Luxembourg: M. Ch. Vermaire.
Norvège: Le docteur Fridtjof Nansen.
Nouvelle-Zélande: L'Honorable Sir James Allen.
Panama: S. E. M. Antonio Burgos.
Paraguay: Le docteur Ramon V. Caballero.
Pays-Bas: Le Comte van Lynden van Sandenburg.
Perse: Son Altesse le Prince Mirza Riza Khan Arfa-ed-Dovleh. — Suppléant: M. Abol-Hassan Khan Hekime.
Pologne: S. E. M. Auguste Zaleski. — Suppléant: M. Juljusz Lukasiewicz.
Portugal: S. E. le Général Alfredo Freire d'Andrade. — Suppléant: M. Dias de Oliveira.
Roumanie: S. E. M. Nicolas Titulesco. — Suppléant: M. D. Ciotori.
Salvador:
Royaume des Serbes, Croates et Slovènes: S. E. le Docteur Ilija Choumenkovitch. — Suppléant: Le Docteur Ladislav Politch.
Siam: S. E. Phya Sanpakitch Preecha.
Suède: S. E. M. K. Hjalmar Branting. — Suppléants: Le Baron Sten G. F. T. Ramel et M. Oesten Unden.
Suisse: Le Docteur Robert Forrer. — Suppléant: M. Gustave Ador.
Tchécoslovaquie: S. E. le Docteur Ferdinand Veverka. — Suppléant: M. Rudolf Kunzl-Jizersky.
Uruguay: S. E. M. Alberto Guani ou S. E. M. Benjamin Fernandez y Medina.
Venezuela: S. E. le Docteur Diogenes Escalante.

VII. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LE 1^{er} SEPTEMBRE 1924

Liste des Délégués.
 Guide officiel.
 Discours d'ouverture de M. Hymans.
 Procès-verbal provisoire de la première séance.
 A. 34. Assistance judiciaire internationale aux indigents.
 A. 39. Demande du Gouvernement du Panama relative aux contributions antérieures à 1923.
 A. 43. Note du Secrétaire général au sujet d'articles supplémentaires proposés par le Conseil pour être inclus dans l'ordre du jour de la cinquième Assemblée.

VIII. ADMISSION AUX BUREAUX DU SECRETARIAT.

Pendant toute la période de l'Assemblée, les Bureaux du Secrétariat seront fermés au public durant les séances du Conseil et des Commissions.
 Les cartes officielles délivrées aux délégations pour les séances de l'Assemblée, ainsi que les cartes de presse donneront accès au Secrétariat.
 Les personnes non munies de carte qui désireraient pénétrer dans les Bureaux du Secrétariat devront s'adresser à l'huissier de la villa St-Victor, à côté du Secrétariat.

VII. DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 1st 1924.

List of Delegates.
 Official Guide.
 Opening speech by M. Hymans.
 Provisional Verbatim Record: First meeting.
 A. 34. International Arrangements for Legal Assistance for the Poor.
 A. 39. Request by the Government of Panama regarding contributions previous to 1923.
 A. 43. Note by the Secretary General on additional items proposed by the Council for inclusion in Agenda of the Fifth Assembly.

VIII. ADMISSION TO THE OFFICES OF THE SECRETARIAT.

The Offices of the Secretariat will be closed to the public, during the period of the Assembly, while the Council and Committees are in session.
 The official cards used by the delegations for entrance to the Assembly hall and also Press cards will admit their holders to the Secretariat.
 Members of the public not provided with cards who wish to enter the Secretariat should apply to the clerk at the villa St. Victor adjoining.

JOURNAL

DE LA
CINQUIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1924

OF THE
FIFTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1924

N° 3. — MERCREDI 3 SEPTEMBRE 1924.

No. 3. — WEDNESDAY, SEPTEMBER 3rd, 1924.

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	15
II. Troisième séance plénière de l'Assemblée	16
III. Rapport de la Commission de l'ordre du jour de la cinquième Assemblée	17
IV. Première séance de la première Commission	17
V. Première séance de la deuxième Commission	18
VI. Première séance de la troisième Commission	18
VII. Première séance de la quatrième Commission	18
VIII. Première séance de la cinquième Commission	19
IX. Première séance de la sixième Commission	19
X. Ratifications des Conventions	20
XI. Secrétariat des Commissions	20
XII. Corrections et adjonctions à la liste des membres des Commissions	21
XIII. Adjonction à la liste des membres des délégations	21
XIV. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée	21

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	15
II. Third Plenary Meeting of the Assembly	16
III. Report of the Agenda Committee to the Fifth Assembly	17
IV. First Meeting of the First Committee	17
V. First Meeting of the Second Committee	18
VI. First Meeting of the Third Committee	18
VII. First Meeting of the Fourth Committee	18
VIII. First Meeting of the Fifth Committee	19
IX. First Meeting of the Sixth Committee	19
X. Ratification of Conventions	20
XI. Secretariat arrangements for the Committees	20
XII. Corrections and additions to the list of Members of Committees	21
XIII. Addition to the List of Members of the Delegations	21
XIV. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	21

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 132, au Secrétariat.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Séances plénières de l'Assemblée.

Il y aura deux séances plénières de l'Assemblée aujourd'hui (mercredi 3 septembre), à 11 h. et à 16 h.

Ordre du jour :

Rapport sur l'œuvre du Conseil.

Première Commission : Sous-Commission d'Assistance judiciaire aux Indigents.

La Sous-Commission nommée pour examiner la question de l'assistance judiciaire aux indigents, se réunira le jeudi 4 septembre à 3 h. de l'après-midi dans la salle de la Section Juridique, derrière la tribune du Président à la Salle de la Réformation.

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 132 at the offices of the Secretariat).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Plenary Meetings of the Assembly.

There will be two plenary meetings of the Assembly to-day (Wednesday, September 3rd) one at 11 a.m. and another at 4 p.m.

Agenda :

Report on the Work of the Council.

First Committee: Sub-Committee on Legal Aid for the Poor.

The Sub-Committee appointed to examine the question of Legal Aid for the Poor will meet on Thursday September 4th at 3 p. m. in the Legal Section's room behind the President's platform at the Salle de la Réformation.

Commission consultative du Haut Commissaire pour les réfugiés.

Il y aura une séance de cette Commission aujourd'hui (mercredi 3 septembre), à 18 heures, aux bureaux du Secrétariat (Salle E).

Commission permanente consultative pour les questions militaires, navales et aériennes.

La Commission permanente consultative se réunira aujourd'hui (3 septembre), à 10 heures, aux bureaux du Secrétariat (Salle F).

II. TROISIEME SÉANCE PLÉNIERE

tenue à la Salle de la Réformation le mardi 2 septembre 1924, à midi.

Communication du Président.

Le PRÉSIDENT prie instamment les délégués d'arriver ponctuellement à l'heure des séances de façon à ne pas retarder les travaux de l'Assemblée et également de s'abstenir de toute conversation privée durant la traduction des discours.

Election des présidents des Commissions.

Le PRÉSIDENT proclame les résultats des élections.

Première Commission : Sir Littleton E. GROOM (Australie).
Deuxième " M. Narciso GARAY (Panama).
Troisième " M. Jean G. DUCA (Roumanie).
Quatrième " Baron ADATCI (Japon).
Cinquième " M. Herluf ZAHLE (Danemark).
Sixième " M. Carl ENCKELL (Finlande).

Election des six Vice-Présidents de l'Assemblée.

En conformité du § I de l'article 7, du règlement de procédure de l'Assemblée, les six délégués suivants sont élus vice-présidents de l'Assemblée.

M. Léon BOURGEOIS (France).
Lord PARMOOR (Empire Britannique).
M. SALANDRA (Italie).
M. URRUTIA (Colombie).
M. SKRZYNSKI (Pologne).
M. CHAO HSIN CHU (Chine).

Programme des travaux.

L'Assemblée décide de se réunir deux fois en séance plénière aujourd'hui (mercredi 3 septembre) à 11 heures et 16 heures pour discuter le rapport sur l'œuvre du Conseil.

Le Président demande aux Membres de l'Assemblée de l'informer s'il désire prendre part à la discussion générale du rapport ou aux discussions particulières qui seront ouvertes sur les points essentiels du rapport. L'Assemblée décide ensuite de consacrer ses réunions de jeudi 4 septembre à la discussion de l'importante question du Traité de garantie mutuelle et de la question générale de la réduction des armements. Elle décide aussi de discuter ces dernières questions indépendamment du débat général sur l'œuvre du Conseil.

Proposition de la Délégation des Pays-Bas.

La Délégation des Pays-Bas propose l'amendement suivant à l'article 27 des règles de procédure de l'Assemblée: « pourvu que les décisions prises par les Commissions soient votées par la majorité des Membres de la Société représentés à la séance. » Cette proposition est renvoyée à la Commission de l'ordre du jour.

Addition à l'ordre du jour proposée par le Gouvernement grec.

L'Assemblée décide que la proposition du gouvernement grec tendant à demander que la question du transfert des réfugiés arméniens dans la région caucasienne et l'installation d'une cité arménienne dans cette région soit renvoyée à la Commission de l'ordre du jour.

Rapport de la Commission de Vérification des pouvoirs.

La Commission de vérification des pouvoirs, dans son rapport sur la seconde réunion de l'Assemblée, hier, a constaté

Advisory Committee of the High Commissioner for Refugees.

There will be a meeting of this Committee to-day (September 3rd) at 6 p.m. in the offices of the Secretariat (Room E).

Permanent Advisory Commission for Military, Naval and Air Questions.

The Permanent Advisory Commission will meet to-day (September 3rd) at 10 a.m. in the offices of the Secretariat (Room F).

II. THIRD PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation at noon on Tuesday, September 2nd, 1924.

Communication by the President.

The PRESIDENT urged the delegates, in order to hasten the Assembly's work, to be in their places punctually at the beginning of each meeting, and further to refrain from private conversation during the translation of speeches.

Election of the Chairmen of Committees.

The PRESIDENT announced the result of the elections:

First Committee: Sir Littleton E. GROOM (Australia).
Second " M. Narciso GARAY (Panama).
Third " M. Jean G. DUCA (Roumania).
Fourth " Baron ADATCI (Japan).
Fifth " M. Herluf ZAHLE (Denmark).
Sixth " M. Carl ENCKELL (Finland).

Election of the six Vice-Presidents of the Assembly.

In conformity with Article 7, paragraph 1, of the Rules of Procedure of the Assembly, the following delegates were elected as the six Vice-Presidents of the Assembly:

M. Léon BOURGEOIS (France).
Lord PARMOOR (British Empire).
M. SALANDRA (Italy).
M. URRUTIA (Colombia).
M. SKRZYNSKI (Poland).
M. CHAO HSIN CHU (China).

Programme of Work.

The Assembly decided to hold two plenary meetings to-day (Wednesday, September 3rd) at 11 a.m. and 4 p.m., during which the discussion of the Report on the Work of the Council would take place.

Members were asked to inform the President whether they wished to take part in the general debate on the Report or in the discussion of any particular subject contained in the Report.

The Assembly further decided to devote its meetings of Thursday, September 4th, to a discussion of the important question of the Treaty of Mutual Guarantee and the general question of the reduction of armaments, and to discuss these questions apart from the general debate on the work of the Council.

Proposal by the Dutch Delegation.

The Dutch Delegation proposed an amendment of Article 27 of the Rules of Procedure of the Assembly by adding the following sentence:

"Provided the decisions taken by Committees are taken by the majority of the Members of the League represented in the meeting."

This proposal was referred to the Agenda Committee.

Additional Item to the Agenda proposed by the Greek Government.

The Assembly decided that the proposal of the Greek Government that the question of the transfer of Armenian refugees to the Caucasus region and the setting up of an Armenian home in that region should be referred to the Agenda Committee.

Report of the Committee on Credentials.

The Committee on Credentials in its report to the second meeting of the Assembly yesterday noted that the following

que les Membres suivants n'ont présenté aucun document concernant leur représentation à la cinquième Assemblée de la Société des Nations: République argentine, Bolivie, Honduras, Nicaragua et Pérou.

III. RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'ORDRE DU JOUR A LA CINQUIÈME ASSEMBLÉE.

La Commission s'est réunie au Secrétariat le 2 septembre 1924, à 16 h.

M. MARINKOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) a été élu Président à l'unanimité.

Les questions inscrites à son ordre du jour étaient les suivantes:

1. Projet de pensions pour le personnel de la Cour permanente de Justice internationale;
2. Protection des femmes...et des enfants dans le Proche-Orient;
3. Fédération internationale pour le secours mutuel aux populations frappées de calamités;
4. Projet de traité d'assistance mutuelle. Observations des gouvernements;
5. Demande du Gouvernement de Panama relative aux contributions antérieures à 1923;
6. Proposition de la délégation des Pays-Bas: ajouter à l'article 27 du Règlement intérieur de l'Assemblée un second alinéa ainsi conçu:
« Toutefois les décisions dans les Commissions sont prises à la majorité des Membres de la Société représentés à la séance. »
7. Proposition du Gouvernement hellénique de faire inscrire à l'ordre du jour de la cinquième Assemblée la question du transfert des réfugiés arméniens au Caucase et de la création d'un foyer national arménien dans cette région.

La Commission a reconnu que toutes ces propositions méritaient d'être prises en considération et qu'il y avait lieu de les renvoyer pour examen aux Commissions dont elles relèvent.

En conséquence, la Commission a décidé de proposer à l'Assemblée de les inscrire à son ordre du jour et d'en ordonner le renvoi:

à la 1^{re} Commission :

La proposition de délégation des Pays-Bas sur la modification de l'article 27 du Règlement intérieur de l'Assemblée;

à la 3^{me} Commission :

Le Projet de Traité d'assistance mutuelle;

à la 4^{me} Commission :

- a) Le projet de pensions du personnel de la Cour de Justice;
- b) La demande du Gouvernement de Panama relative aux contributions antérieures à 1923;

à la 5^{me} Commission :

- a) La protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient;
- b) La question du secours mutuel aux populations frappées de calamités;
- c) La proposition du Gouvernement hellénique sur le transfert au Caucase des réfugiés arméniens et la création d'un foyer national arménien.

IV. PREMIÈRE COMMISSION

La première Commission s'est réunie le mardi 2 septembre, sous la présidence de Sir Littleton E. GROOM (Australie); M. J. LIMBURG (Pays-Bas) a été élu vice-président.

La Commission a décidé de tenir ses séances en public.

Une sous-Commission a été nommée pour examiner le rapport présenté par le Secrétaire-Général à l'Assemblée concernant des arrangements internationaux pour l'assistance judiciaire aux indigents (Document A.34.1924).

Members of the League had not presented credentials for their representation at the Fifth Assembly: The Argentine Republic, Bolivia, Honduras, Nicaragua and Peru.

III. REPORT OF THE AGENDA COMMITTEE TO THE FIFTH ASSEMBLY.

The Agenda Committee met yesterday (September 2nd, 1924) at the offices of the Secretariat at 4 p.m.

M. MARINKOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) was elected Chairman.

The questions on the agenda were as follows:

1. Pensions Scheme for the Personnel of the Permanent Court of International Justice;
2. Protection of Women and Children in the Near East;
3. International Federation of Mutual Assistance for the Relief of Peoples overcome by Disaster;
4. Draft Treaty of Mutual Assistance. Observations received from Governments;
5. Request by the Government of Panama regarding Contributions previous to 1923;
6. Proposal of the Netherlands Delegation to add a second paragraph in the following terms to Article 27 of the Rules of Procedure of the Assembly:
"Nevertheless the decisions of the Committees shall be taken on the vote of a majority of the Members of the League represented at the meeting."
7. Proposal of the Greek Government to place on the agenda of the fifth Assembly the question of the transfer of the Armenian refugees to the Caucasus and the creation of an Armenian home in this region.

The Committee recognised that all these proposals deserved to be considered, and decided that they should be referred for examination to the appropriate committees.

The Committee therefore decided to propose to the Assembly that the proposals should be placed on the agenda and referred to the Committees as follows:

To the First Committee:

The Proposal of the Netherlands Delegation for the Modification of Article 27 of the Rules of Procedure of the Assembly;

To the Third Committee:

The Draft Treaty of Mutual Assistance;

To the Fourth Committee:

- a) The Pensions Scheme for the Personnel of the Permanent Court of International Justice;
- b) The Request of the Government of Panama regarding Contributions previous to 1923;

To the Fifth Committee:

- a) Protection of Women and Children in the Near East;
- b) Question of Mutual Assistance for the Relief of Peoples overtaken by Disaster;
- c) Proposal of the Greek Government for the Transfer to the Caucasus of the Armenian Refugees and the Creation of an Armenian National Home.

IV. FIRST COMMITTEE

The First Committee met on Tuesday September 2nd, under the chairmanship of Sir Littleton E. GROOM (Australia). M. J. LIMBURG (Netherlands) was elected Vice-Chairman.

The Committee decided to meet in public.

A Sub-Committee was appointed to consider the Report presented by the Secretary-General to the Assembly on the question of International Arrangements for Legal Aid for the Poor (Document A.34.1924).

Elle est composée des membres suivants:

S. E. M. Raul FERNANDES (Brésil).
Sir Cecil J. B. HURST (Empire britannique).
S. E. M. SCIALOJA (Italie).
M. Léon BABINSKI (Pologne).
S. E. M. Diogenes ESCALANTE (Venezuela).

En outre, M. le professeur Mikael LIE (Norvège) a été invité à participer aux travaux de la sous-Commission.

La proposition britannique d'amendement à l'article 16 a été portée à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la Commission.

V. DEUXIEME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu sa première séance hier mardi 2 septembre 1924, à 15 heures, sous la présidence de M. GARAY (Panama).

Adresse du Président.

Le PRÉSIDENT remercie les membres de la Commission de l'honneur qu'ils lui ont fait à lui et à son pays en l'élisant au fauteuil présidentiel, et déclare qu'en ce qui concerne les travaux relatifs à l'hygiène, le transit, et aux questions financières et économiques, toutes questions dont s'occupera la Commission, son pays a bénéficié de façon notable de récents progrès techniques.

Election du Vice-Président.

La Commission élit par acclamations M. de BROUCKERE (Belgique), Vice-Président.

Ordre du jour.

Le PRÉSIDENT donne lecture d'un bref exposé des questions qui seront soumises à la Commission et sur sa proposition, celle-ci adopte l'ordre du jour suivant:

1. Reconstitution de la Hongrie.
2. Travaux de la Commission de coopération intellectuelle.
3. Travaux de l'organisation d'hygiène.
4. Travaux de l'organisation des communications et du transit.
5. Travaux de la Commission économique et financière.
6. Reconstitution de l'Autriche.

La Commission décide aussi que si les délibérations du Conseil le permettent, le rapport de la Commission de coopération intellectuelle, qui sera renvoyé par le Conseil à l'Assemblée, sera examiné avant la fin de la semaine.

VI. TROISIEME COMMISSION

La troisième Commission a tenu sa première séance hier, mardi 2 septembre, à 15 heures, sous la présidence de M. DUCA (Roumanie).

Election d'un Vice-Président.

La Commission élit M. POLITIS (Grèce) Vice-Président.

Adoption de l'ordre du jour.

La Commission adopte son ordre du jour et sur la proposition de M. LANGE (Norvège) ajoute deux questions supplémentaires.

1. Limitation des dépenses affectées aux armements.
2. Examen de l'annuaire des armements.

VII. QUATRIEME COMMISSION

La quatrième Commission a tenu sa première séance hier mardi 2 septembre, à 16 h. 30 sous la présidence de M. ADATCI.

Election du Vice-Président.

La Commission élit à l'unanimité et par acclamations M. ZUMETA (Venezuela) Vice-Président.

Adoption de l'ordre du jour provisoire.

La Commission adopte l'ordre du jour provisoire proposé par le Secrétariat, en n'introduisant qu'une modification dans l'ordre des questions.

It is composed of the following members:

H. E. M. Raul FERNANDES (Brazil).
Sir Cecil J. B. HURST (British Empire).
H. E. M. SCIALOJA (Italy).
Mr. Léon BABINSKI (Poland).
H. E. M. Diogenes ESCALANTE (Venezuela).

Professor Mikael LIE (Norway) was asked to co-operate with the Sub-Committee.

The British proposal to amend Article 16 of the Covenant was placed upon the Agenda of the next meeting of the Committee.

V. SECOND COMMITTEE.

The Second Committee held its first meeting yesterday, Tuesday September 2nd, 1924, at 3 p.m., under the Chairmanship of M. GARAY (Panama).

Address by the Chairman.

The CHAIRMAN thanked the Members of the Committee for the honour they had done him and his country in electing him to the Chair, and said that in such matters as Health, Transit and general Economic and Financial activities, all of which would be dealt with by this Committee, his country had derived great benefit from recent technical developments.

Election of Vice-Chairman.

The Committee elected by acclamation M. de BROUCKERE (Belgium), Vice-Chairman.

Agenda.

The CHAIRMAN read a brief review of the subjects which would come before the Committee, and on his proposal it adopted the following order for its agenda:

1. Reconstruction of Hungary.
2. Work of the Committee on Intellectual Co-operation.
3. Work of the Health Organisation.
4. Work of the Organisation for Communications and Transit.
5. Work of the Economic and Financial Commission.
6. Reconstruction of Austria.

It was also decided that should the deliberations of the Council permit, the Report of the Committee on Intellectual Co-operation, which will be referred by the Council to the Assembly, will be taken before the end of the week.

VI. THIRD COMMITTEE

The Third Committee held its first meeting yesterday (Tuesday, September 2nd) at 3 p.m., under the chairmanship of M. DUCA (Roumania).

Election of Vice-Chairman.

The Committee elected M. POLITIS (Greece) Vice-Chairman.

Adoption of the Agenda.

The Committee adopted its agenda, and on the proposal of M. LANGE (Norway) added two additional items:

1. Limitation of expenditure on armaments.
2. Consideration of the Armaments Year-Book.

VII. FOURTH COMMITTEE.

The Fourth Committee held its first meeting yesterday (Tuesday, September 2nd), at 4.30 p.m., M. ADATCI in the Chair.

Election of Vice-Chairman.

The Committee unanimously and by acclamation elected M. ZUMETA (Venezuela) as Vice-Chairman.

Adoption of Provisional Agenda.

The Committee adopted the provisional agenda submitted by the Secretariat, subject to a single rearrangement of the items.

Publicité des séances.

Sur la proposition de M. OSŮSKY (Tchécoslovaquie) la Commission s'accorde à déclarer que ces séances seront désormais publiques, en se réservant cependant le droit de se réunir en séance privée quand elle le jugerait bon.

Nomination des sous-Commissions.

La Commission s'accorde à nommer les sous-Commissions suivantes:

- a) Contributions arriérées;
- b) Construction d'une salle de conférences;
- c) Répartition des dépenses.

La Commission s'accorde à renvoyer à la prochaine séance la nomination des membres de ses sous-Commissions et demande aux membres du Bureau de la Commission de faire des propositions à ce sujet.

Election des rapporteurs.

La Commission renvoie à une séance ultérieure l'élection des rapporteurs pour les diverses questions dont elle s'occupe.

VIII. CINQUIEME COMMISSION.

La cinquième Commission a tenu sa première séance le mardi 2 septembre, à 16 h. 30, sous la présidence de M. ZAHLE (Danemark).

Publicité des séances.

Sur la proposition du PRÉSIDENT, la Commission décide à l'unanimité que ses séances seront publiques.

Election du vice-président.

M. DANDURAND (Canada) est élu à l'unanimité vice-président de la Commission.

Adoption de l'ordre du jour.

La Commission adopte l'ordre du jour suivant, sous réserve des questions additionnelles qui pourraient lui être renvoyées ultérieurement:

1. Rapport sur les travaux de la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles;
2. Questions concernant les réfugiés. Rapports du Haut Commissaire.
3. Rapport sur les travaux de la Commission consultative de la traite des femmes et des enfants;
4. Association internationale pour la protection de l'enfance. Résolution du Conseil en date du 14 mars 1924.
5. Intermunicipalité. Proposition soumise à la quatrième Assemblée par le Gouvernement cubain et renvoyée à la cinquième Assemblée.

Election des rapporteurs.

Sont élus à l'unanimité rapporteurs chargés de présenter à la Commission les diverses questions à l'ordre du jour:

- 1^{re} question : Mlle BONNEVIE (Norvège);
- 2^{me} question : Mrs SWANWICK (Empire britannique);
- 3^{me} question : M. SOKAL (Pologne);
- 4^{me} question : M. DE BROUCKERE (Belgique);
- 5^{me} question : M. PATTERSON (Cuba).

La prochaine séance aura lieu le samedi 6 septembre, à 15 h. 30.

IX. SIXIEME COMMISSION

La sixième Commission a tenu sa première séance hier, 2 septembre, à 16 h. 30, sous la présidence de M. ENCKELL (Finlande).

Sur la proposition de M. PUSTA (Esthonie) et du Professeur Gilbert MURRAY (Empire britannique), la Commission élit M. James McNEILL (Etat libre d'Irlande) vice-président.

Deux sous-Commissions sont formées:

1. Pour établir un rapport sur la question de l'esclavage. Le rapport des experts concordant avec la résolution de la 4^{me} Assemblée.

Publicity of Meetings.

On the proposal of M. OSŮSKY (Czechoslovakia), the Committee agreed that it should in general hold its meetings in public, reserving to itself the right to hold a private meeting whenever it should deem it desirable to do so.

Appointment of Sub-Committees.

The Committee agreed to the appointment of the following Sub-Committees:

- (a) Contributions in arrears,
- (b) Erection of a Conference Hall,
- (c) Allocation of expenses.

The Committee agreed to defer till the next meeting the appointment of the members of these Sub-Committees, and requested the Officers of the Committee (Bureau) to make suggestions on the subject.

Elections of Rapporteurs.

The Committee deferred to a later meeting the election of rapporteurs for the various subjects with which it dealt.

VIII. FIFTH COMMITTEE.

The Fifth Committee held its first meeting yesterday (Tuesday, September 2nd) at 4.30 p.m. under the chairmanship of M. Herluf ZAHLE (Denmark).

Publicity of Meetings.

The Committee, on the proposal of the CHAIRMAN, unanimously decided that its meetings should be public.

Election of the Vice-Chairman.

M. DANDURAND (Canada) was unanimously elected Vice-Chairman of the Committee.

Adoption of the Agenda.

The Committee adopted the following agenda subject to the addition of questions which might be referred to it at a later stage:

1. Report on the work of the Advisory Committee on Traffic in Opium and other Dangerous Drugs;
2. Refugee questions. Reports by the High Commissioner.
3. Report on the work of the Advisory Committee on Traffic in Women and Children;
4. International Association for the Promotion of Child Welfare. Resolution of the Council of March 14th, 1924.
5. The principle of closer municipal relations. Proposal made to the Fourth Assembly by the Cuban Government and referred to the Fifth Assembly.

Appointment of Rapporteurs.

The following were unanimously appointed rapporteurs for the various items on the agenda:

- Item 1: Mlle. BONNEVIE (Norway);
- Item 2: Mrs. SWANWICK (British Empire);
- Item 3: M. SOKAL (Poland);
- Item 4: M. DE BROUCKERE (Belgium);
- Item 5: M. PATTERSON (Cuba).

The next meeting will take place on Saturday, September 6th, at 3.30 p.m.

IX. SIXTH COMMITTEE

The Sixth Committee held its first meeting at 4.30 yesterday (September 2nd) under the Chairmanship of M. ENCKELL (Finland).

On the proposal of M. PUSTA (Esthonia) and Professor Gilbert MURRAY (British Empire), the Committee elected Mr. James McNEILL (Irish Free State) as Vice-Chairman.

The Sub-Committees were then formed.

1. To report on the question of slavery. Report of experts in accordance with the resolution of the Fourth Assembly.

Cette sous-Commission comprend les membres suivants:

- Dr NANSEN (Norvège), président.
- Sir Edgar WALTON (Afrique du Sud).
- Sir James COOK (Australie).
- M. HYMANS (Belgique).
- Lord PARMOOR (Empire britannique).
- M. QUINONES DE LEON (Espagne).
- Comte DE BELLEFONDS (Ethiopic).
- M. Léon BOURGEOIS (France).
- Comte BONIN-LONGARE (Italie).
- Vicomte ISHII (Japon).
- Comte VAN LINDEN VAN SANDENBURG (Pays-Bas).
- Sir James ALLEN (Nouvelle-Zélande).
- Général Freire D'ANDRADE (Portugal).
- M. BRANTING (Suède).

2. Pour étudier la demande adressée par le Gouvernement lithuanien, renvoyée par la 4^{me} à la 5^{me} Assemblée: « Renvoi de certaines questions à la Cour permanente de Justice internationale pour avis consultatif ».

Cette sous-Commission comprend les membres suivants:

- M. ENCKELL (Finlande), président.
- Comte VAN LINDEN VAN SANDENBURG (Pays-Bas).
- M. HYMANS (Belgique).
- M. DE MELLO-FRANCO (Brésil).
- M. TITULESCO (Roumanie).
- M. SCHUMANS (Lettonie).
- M. PUSTA (Esthonie).

X. RATIFICATION DES CONVENTIONS

Lord HARDINGE a signé hier, 1^{er} septembre, pour l'Inde britannique:

1. La Convention internationale pour la simplification des formalités douanières et Protocole (Genève, 3 novembre 1923).
2. La Convention sur le régime international des Voies ferrées et Protocole de signature (Genève, 9 décembre 1923).
3. La Convention sur le régime international des ports maritimes et Protocole de signature (Genève, 9 décembre 1923).

Son Excellence Phya SANPAKITCH PREECHA, Délégué du Siam à la cinquième Assemblée a signé, le 2 septembre:

1. La Convention sur le régime international des voies ferrées avec Protocole (Genève, 9 décembre 1923).
2. La Convention sur le régime international des ports maritimes avec Protocole (Genève, 9 décembre 1923).
3. La Convention relative à l'aménagement des forces hydrauliques intéressant plusieurs États avec Protocole (Genève, 9 décembre 1923).

This Sub-Committee consists of the following members:

- Dr. NANSEN (Norway), Chairman.
- Sir Edgar WALTON (South Africa).
- Sir James COOK (Australia).
- M. HYMANS (Belgium).
- Lord PARMOOR (British Empire).
- M. QUINONES DE LEON (Spain).
- Comte DE BELLEFONDS (Ethiopia).
- M. Léon BOURGEOIS (France).
- Comte BONIN-LONGARE (Italy).
- Viscount ISHII (Japan).
- Comte VAN LINDEN VAN SANDENBURG (Netherlands).
- Sir James ALLEN (New Zealand).
- General Freire D'ANDRADE (Portugal).
- M. BRANTING (Sweden).

2. To study the request by the Lithuanian Government referred by the 4th to the 5th Assembly: "Reference of certain questions to the Permanent Court of International Justice for an advisory opinion."

This Sub-Committee consists of the following:

- M. ENCKELL (Finland), Chairman.
- Comte VAN LINDEN VAN SANDENBURG (Netherlands).
- M. HYMANS (Belgium).
- M. DE MELLO-FRANCO (Brazil).
- M. TITULESCO (Roumania).
- M. SCHUMANS (Latvia).
- M. PUSTA (Esthonia).

X. RATIFICATION OF CONVENTIONS

The following Conventions were signed on the 1st September, 1924, by Lord HARDINGE on behalf of British India:

1. The International Convention relating to the Simplification of Customs Formalities and Protocol (Geneva, 3rd November, 1923).
2. The Convention on the International Regime of Railways and Protocol of Signature (Geneva, 9th December, 1923).
3. The Convention on the International Regime of Maritime Ports and Protocol of Signature (Geneva, 9th December, 1923).

His Excellency Phya SANPAKITCH PREECHA, delegate of Siam at the Fifth Assembly, signed on 2nd September, 1924:

1. The Convention on the International Regime of Railways and Protocol of Signature (Geneva, 9th December, 1923).
2. The Convention on the International Regime of Maritime Ports and Protocol of Signature (Geneva, 9th December, 1923).
3. The Convention relating to the Development of Hydraulic Power affecting more than one State and Protocol of Signature (Geneva, 9th December, 1923).

XI. SECRÉTARIAT DES COMMISSIONS. — XI. SECRETARIAT ARRANGEMENTS FOR THE COMMITTEES.

Les membres suivants du Secrétariat sont chargés des dispositions à prendre touchant le travail des Commissions.
The following members of the Secretariat are in charge of the general arrangements for the work of the Committees.

PREMIÈRE COMMISSION. — FIRST COMMITTEE.

Secrétaire—Secretary: Dr. Van Hamel, assisted by Mr. McKINNON WOOD.
Secrétaire au procès-verbal—Recording Secretary: M. Lamba (Room 67).
Archiviste—Document Officer: Miss PACZENSKY.

DEUXIÈME COMMISSION. — SECOND COMMITTEE.

Secrétaire—Secretary: M. DENIS.
Secrétaire au procès-verbal—Recording Secretary: M. FELKIN (Room 143).
Archiviste—Document Officer: M^{lle} MAYRAS.

TROISIÈME COMMISSION. — THIRD COMMITTEE.

Secrétaire—Secretary: M. MADARIAGA.
Secrétaire au procès-verbal—Recording Secretary: M. MATHENET (Room 112b).
Archiviste—Document Officer: M^{lle} BOISSEAU.

QUATRIÈME COMMISSION. — FOURTH COMMITTEE.

Secrétaire—Secretary: Mr. BIELER.
Secrétaires au procès-verbal—Recording Secretaries: Mr. MANNING and M. GODET (Room 135bis).
Archiviste—Document Officer: M. PASTOUHOFF.

CINQUIÈME COMMISSION. — FIFTH COMMITTEE.

Secrétaire—Secretary: Dame Rachel CROWDY.
Secrétaire au procès-verbal—Recording Secretary: M. TOLÉDANO (Room 135bis).
Archiviste—Document Officer: Miss BUTLER.

SIXIÈME COMMISSION. — SIXTH COMMITTEE.

Secrétaire—Secretary: M. MANTOUX.
Secrétaire au procès-verbal—Recording Secretary: Mr. ABRAHAM (Room 103).
Archiviste—Document Officer: Mrs. SPILLER.

XII. CORRECTIONS ET ADJONCTIONS A LA LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS
CORRECTIONS AND ADDITIONS TO THE LIST OF MEMBERS OF COMMITTEES

PREMIÈRE COMMISSION. — FIRST COMMITTEE.

Australie: Sir Littleton E. Groom. — Mrs. S. M. Allan, Sir William G. McBeath (suppléants).
Luxembourg: M. Lefort.
Siam: M. Luang Bahiddha Nukara (suppléant).
Venezuela: S.E. M. Diogenes Escalante.

DEUXIÈME COMMISSION. — SECOND COMMITTEE.

Australie: M. Matthew Charlton. — Sir William G. McBeath, Mrs. S.M. Allan (suppléants).
Brésil: M. de Mello Franco.
Danemark: M. d'Oldenburg (suppléant).
Grèce: M. Tsouderos.
Italie: M. Cavazzoni. — M. Pironti, M. Cippico (suppléants).
Siam: M. K. Vathanaprida.
Suède: M. Ramel.
Uruguay: M. Fernandez y Medina ou M. Buerdo.
Venezuela: M. César Zumeta ou M. C. Parra-Perez.

TROISIÈME COMMISSION. — THIRD COMMITTEE.

Australie: Sir Littleton E. Groom. — Mrs. S. M. Allan, Sir William G. McBeath (suppléants).
Brésil: M. Castello Branco Clark. — Rear Admiral de Souza e Silva and le Commandant L. de Carvalho (suppléants).
Grèce: M. Souidas (suppléant).
Siam: M. Luang Bahidaka Nukara (suppléant).
Uruguay: M. Guani ou M. Buerdo.
Venezuela: M. Parra-Perez ou M. D. Escalante.

QUATRIÈME COMMISSION. — FOURTH COMMITTEE.

Australie: M. Matthew Charlton. — Sir William G. McBeath, Mrs. S. M. Allan (suppléants).
Brazil: M. Barboza Carneiro (suppléant).
Grèce: M. Colocotronis (suppléant).
Royaume des Serbes, Croates et Slovènes: Dr. Pitamic.
Siam: M. Luang Buhidaha Nukara (suppléant).

CINQUIÈME COMMISSION. — FIFTH COMMITTEE.

Australie: Sir Joseph Cook. — Mrs. S. M. Allan, Sir William G. McBeath (suppléants).
Brésil: M. de Castello Branco Clark et M. Bandeira de Mello.
Grèce: M. Tsouderos. — M. Seferiades (suppléant).
Royaume des Serbes, Croates, Slovènes: Dr. Pitamic.
Siam: M. K. Vathanaprida (suppléant).
Uruguay: M. Fernandez y Medina ou M. Buerdo.
Venezuela: M. C. Parra-Perez.

SIXIÈME COMMISSION. — SIXTH COMMITTEE.

Australie: Sir Joseph Cook. — Mrs. S. M. Allan, Sir W. G. McBeath, K.B.E. (suppléants).
Brésil: M. de Castello Branco Clark.
Luxembourg: M. Lefort.
Siam: M. Luang Bahiddha Nukara (suppléant).
Sweden: M^{me} Bugge-Wicksell (suppléant).

XIII. ADJONCTION A LA LISTE DES MEMBRES DES DÉLÉGATIONS
XIII. ADDITION TO THE LIST OF MEMBERS OF THE DELEGATIONS

Uruguay: M. Eduardo Arteaga, Secretary.

XIV. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES
DE L'ASSEMBLÉE
LE 1^{er} SEPTEMBRE 1924

Compte rendu provisoire: deuxième séance.
Compte rendu provisoire: troisième séance.
A.8a. Rapport supplémentaire à la cinquième Assemblée de la Société des Nations sur l'Œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.
A.8a. Annexe au Rapport supplémentaire sur les travaux du Conseil et du Secrétariat à la cinquième Assemblée de la Société des Nations.
A.13/II. Commission permanente des Mandats: Annexe aux Procès-Verbaux de la quatrième Session tenue à Genève du 24 juin au 8 juillet 1924.
A.25. La Question de l'esclavage: Mémoire du Secrétaire général.

XIV. DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE MEMBERS
OF THE ASSEMBLY
ON SEPTEMBER 2nd, 1924

Provisional Verbatim Record: Second Meeting.
Provisional Verbatim Record: Third Meeting.
A.8a. Supplementary Report to the Fifth Assembly of the League on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.
A.8a. Annex to the Supplementary Report on the Work of the Council and the Secretariat to the Fifth Assembly of the League.
A.13/II. Permanent Mandates Commission: Annexes to the Minutes of the Fourth Session held at Geneva from June 24th to July 8th, 1924.
A.25. The Question of Slavery: Memorandum by the Secretary-General.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Liste des Dépositaires
des Publications de la Société des Nations.

ARGENTINE
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.

AUSTRALIE
Australasian Publishing Co. Ltd., 229 Clarence Street, SYDNEY.

AUTRICHE et ALLEMAGNE
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz 5, VIENNE.

BELGIQUE
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.

BOLIVIE
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.

BRESIL
Livreria F. Briguiet & Cia., 23, rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.

BULGARIE
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. « Tsar Osvo-
boditel » No 4a, SOFIA.

CANADA
William Tyrrell and Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.

COSTA-RICA
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.

CUBA
Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.

DANEMARK
V. Pios Boghandel-Povi Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.

ÉQUATEUR
Victor Janer, GUAYAQUIL.

ESPAGNE
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.

ÉTATS-UNIS
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.

FINLANDE
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.

FRANCE
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain,
PARIS (VI^e).

**GRANDE-BRETAGNE,
DOMINIONS et COLONIES**
Constable & Co. Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W. C. 2.

GRÈCE
Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Consti-
tution, ATHÈNES.

GUATEMALA
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantès, 10a, Calle Oriente No. 5,
GUATEMALA.

HAWAII
Pan-Pacific Union, HONOLULU.

HONDURAS
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.

HONGRIE
Ferdinand Pfeifer (Zeldler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST
IV, KER.

INDES
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS et CALCUTTA.

ITALIE
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.

JAPON
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi
Torii-Sanchome, TOKIO.

MEXIQUE
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.

NICARAGUA
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.

NORVÈGE
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, CHRISTIANIA.

PANAMA
Libreria I. Preclado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.

PAYS-BAS
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.

PÉROU
Alberto ULLOA, Apartado de Correo 128, LIMA.

POLOGNE
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.

ROUMANIE
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.

SALVADOR
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.

BASSIN DE LA SARRE
Librairie Marguet 74, Bahnhofstrasse, SARREBRUCK.

ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES
Librairie Française Henri Soubre 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.

SUÈDE
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.

SUISSE
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX,
NEUCHÂTEL, BERNE.

TCHÉCOSLOVAQUIE
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.

URUGUAY
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandí 461, MONTEVIDEO.

VENEZUELA
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser:
Service des Publications, Société des Nations,
GENÈVE (Suisse).

LEAGUE OF NATIONS

Authorised Agents
for the Publications of the League of Nations.

ARGENTINE
Libreria « El Ateneo », Calle Florida 371, BUENOS AIRES.

AUSTRALIA
Australasian Publishing Co., Ltd., 229, Clarence Street, SYDNEY.

AUSTRIA and GERMANY
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz, 5, VIENNA.

BELGIUM
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil,
BRUSSELS.

BOLIVIA
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.

BRAZIL
Livreria F. Briguiet & Cia., 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.

BULGARIA
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. « Tsar Osvo-
boditel » No 4a, SOFIA.

CANADA
William Tyrrell & Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.

COSTA RICA
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.

CUBA
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.

CZECHOSLOVAKIA
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.

DENMARK
V. Pios Boghandel—Povi Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.

ÉQUATEUR
Victor Janer, GUAYAQUIL.

FINLAND
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.

FRANCE
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain,
PARIS (VI^e).

**GREAT BRITAIN,
DOMINIONS and COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.

GRÈCE
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitu-
tion, ATHENS.

GUATEMALA
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantès, 10a, Calle Oriente, No. 5,
GUATEMALA.

HAWAII
Pan-Pacific Union, HONOLULU.

HONDURAS
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.

HUNGARY
Ferdinand Pfeifer (Zeldler Bros.), Kossuth Lajos Utca 7 SZ. BUDAPEST,
IV, KER.

INDIA
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS and CALCUTTA.

ITALY
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.

JAPAN
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi
Torii-Sanchome, TOKIO.

MEXICO
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.

NETHERLANDS
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE
HAAGUE.

NICARAGUA
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.

NORWAY
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, CHRISTIANIA.

PANAMA
Libreria I. Preclado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.

PERU
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.

POLAND
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.

ROUMANIA
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCHAREST.

SAAR BASIN
Librairie Marguet, 74, Bahnhofstrasse, SAARBRUCK.

SALVADOR
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.

KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENS
Librairie Française Henri Soubre, 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.

SPAIN
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.

SWEDEN
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.

SWITZERLAND
Librairie Payot & Cie, GENEVA, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX,
NEUCHÂTEL, BERNE.

UNITED STATES
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, Boston 9, MASS.

URUGUAY
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandí 461, MONTEVIDEO.

VENEZUELA
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries apply:
Publication Department, League of Nations,
GENEVA (Switzerland).

JOURNAL

DE LA
CINQUIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1924

OF THE
FIFTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1924

N° 4. — JEUDI 4 SEPTEMBRE 1924.

No. 4. — THURSDAY, SEPTEMBER 4th, 1924.

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	23
II. Quatrième séance plénière de l'Assemblée	24
III. Cinquième séance plénière de l'Assemblée	26
IV. Réduction des Armements	27
V. Corrections et adjonctions à la liste des membres des Commissions	32
VI. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée	32

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	23
II. Fourth Plenary Meeting of the Assembly	24
III. Fifth Plenary Meeting of the Assembly	26
IV. Reduction of Armaments	27
V. Corrections and Additions to the List of Members of Committees	32
VI. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	32

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 132, au Secrétariat.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 132 at the offices of the Secretariat).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

I. PROGRAMME DES SÉANCES.

Séances plénières de l'Assemblée.

Il y aura deux séances plénières de l'Assemblée aujourd'hui (jeudi 4 septembre) à 11 heures et à 16 heures.

Ordre du jour: Discussion sur la Réduction des Armements.

Première Commission: Sous-Commission d'Assistance judiciaire aux Indigents.

La Sous-Commission nommée pour examiner la question de l'assistance judiciaire aux indigents, se réunira aujourd'hui (jeudi 4 septembre) à 3 heures de l'après-midi dans la salle de la Section Juridique derrière la tribune du Président à la Salle de la Réformation.

Commission permanente consultative pour les questions militaires, navales et aériennes.

La Commission permanente consultative se réunira aujourd'hui (4 septembre) à 16 heures aux bureaux du Secrétariat (Salle F).

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

Plenary Meetings of the Assembly.

There will be two plenary meetings of the Assembly to-day (Thursday, September 4th), one at 11 a.m. and another at 4 p.m.

Agenda: Debate on the Reduction of Armaments.

First Committee: Sub-Committee on Legal Aid for the Poor.

The Sub-Committee appointed to examine the question of Legal Aid for the Poor will meet to-day (Thursday, September 4th) at 3 p.m. in the room of the Legal Section behind the President's platform at the Salle de la Réformation.

Permanent Advisory Commission for Military, Naval and Air Questions.

The Permanent Advisory Commission will meet to-day (September 4th) at 4 p.m. in the offices of the Secretariat (Room F).

II. QUATRIÈME SÉANCE PLENIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation, le mercredi 3 septembre 1924,
à 11 heures.

Adresse de bienvenue aux premiers ministres de France, de
Grande-Bretagne et de Belgique.

Le PRÉSIDENT, en ouvrant la séance, souhaite, au nom de
l'Assemblée, la bienvenue aux premiers ministres de France et
de Grande-Bretagne et annonce la prochaine arrivée du premier
ministre de Belgique.

Rapport de la Commission de l'Ordre du Jour.

Le PRÉSIDENT donne communication à l'Assemblée du rap-
port de la Commission de l'Ordre du Jour relatif aux questions
qui avaient été renvoyées devant elle lors de la précédente
séance. (Voir *Journal de l'Assemblée*, N^o 3, page 17.)

Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.

M. DE AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba), Président de la
Commission de Vérification des pouvoirs, déclare que cette
Commission a reçu une lettre adressée par la délégation belge
à l'Assemblée annonçant que M. Theunis, premier ministre de
Belgique, vient d'être nommé premier délégué de Belgique
auprès de la cinquième Assemblée, et que durant son séjour à
Genève, le troisième délégué de Belgique remplira les fonctions
de délégué suppléant.

La délégation française a annoncé que M. Herriot, premier
ministre de France, assumerait la présidence de la délégation
française pendant son séjour à Genève et que le troisième
délégué français remplirait pendant cette période les fonctions
de délégué suppléant pour reprendre ensuite après le départ
de M. Herriot son rang de délégué titulaire.

Un télégramme a été reçu du Gouvernement de Costa-Rica,
accréditant M. de Peralta comme délégué auprès de la cinquième
Assemblée.

Anniversaire du tremblement de terre au Japon.

Le Vicomte ISHII, au nom du gouvernement et du peuple
japonais, adresse l'expression de sa gratitude à l'Assemblée,
pour la sympathie manifestée au Japon par la Société des
Nations, lors de la dernière Assemblée.

La sympathie de la Société s'était manifestée par la réduction
des contributions du Japon au budget de la Société des Nations,
en raison des circonstances tragiques qui anéantissaient une
part importante de sa richesse nationale, en même temps que
par l'assistance généreuse que la Société lui prodigua pour la
reconstitution de ses bibliothèques.

Ces manifestations de sympathie ont fait naître au Japon
une compréhension plus profonde du grand idéal humanitaire
qui unit les nations aujourd'hui présentes à l'Assemblée.

Rapport sur les travaux du Conseil.

Le Professeur Gilbert MURRAY attire l'attention sur la sec-
tion du rapport relative au traité pour la protection des mine-
rités.

Il traite d'abord de la question de procédure qui semble avoir
pour objet essentiel d'éviter tout heurt dans l'application d'un
principe d'une justice incontestable, mais très difficile à appli-
quer. La Société des Nations a accompli en général, par l'organe
du Secrétariat, des démarches tout amicales et sans caractère
officiel auprès des gouvernements.

Il est heureux de constater que le problème difficile des colo-
nies allemandes en Pologne a été réglé enfin à l'honneur des
deux parties.

L'histoire même de cette question lui inspire une proposition.
Le problème ordinaire du Conseil consiste à attendre qu'une
nation commette une infraction au Traité des minorités et de
l'attendre alors à comparaître devant lui. Ne vaudrait-il pas
pour chaque nation quelle qu'elle soit, dès qu'elle sent se
lever devant elle une question délicate relative à ses minorités,
prendre elle-même l'initiative de se présenter devant le Conseil
pour lui demander son avis sur la procédure à adopter? Il
s'agit de résoudre le grave incident qui s'est produit en juillet
dernier sur la frontière bulgare où 17 personnes furent
tuées. Les gouvernements bulgare et grec demandèrent

II. FOURTH PLENARY MEETING.

Held at the Salle de la Réformation at 11 a.m. on Wednesday,
September 3rd, 1924.

Welcome to the Prime Ministers of France, Great Britain and
Belgium.

The PRESIDENT, on opening the meeting, welcomed, on behalf
of the Assembly, the Prime Ministers of France and Great
Britain, and announced that the Prime Minister of Belgium
would shortly be present.

Report of the Agenda Committee.

The PRESIDENT communicated to the Assembly the report
of the Agenda Committee on the questions which had been
referred to it at the previous meeting (see *Assembly Journal*
No. 3, p. 17).

Report of the Committee on Credentials.

M. DE AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba), Chairman of the
Committee on Credentials, said his Committee had received a
letter from the Belgian Delegation to the Assembly announcing
that M. Theunis, Prime Minister of Belgium, had been appointed
first Belgian delegate to the fifth Assembly, and that during
his stay in Geneva the third Belgian delegate would act as a
substitute delegate.

The French Delegation had announced that M. Herriot,
Prime Minister of France, would be at the head of the French
Delegation during his stay in Geneva, and that the third French
delegate would during this period act as substitute delegate,
resuming his former position as soon as M. Herriot had left.

A telegram had been received from the Government of Costa
Rica accrediting M. de Peralta as delegate to the Fifth Assembly

Anniversary of the Earthquake in Japan.

Viscount ISHII, on behalf of the Japanese Government and
people, expressed his gratitude for the sympathy which the
League of Nations had shown towards Japan at the time of the
last Assembly.

The sympathy of the League had been shown by adjusting
the contribution of Japan to the Budget of the League of
Nations owing to the unhappy circumstances resulting from
the destruction of a part of her national wealth, as also by
generously assisting in the reconstruction of her libraries.

These expressions of sympathy had aroused a deeper under-
standing in Japan of the humanitarian ideals which united the
nations now present at the Assembly.

Report on the Work of the Council.

Professor Gilbert MURRAY referred to the section of the
report on the treaties for the protection of minorities.

He dealt first with the question of procedure which was
almost entirely devoted to avoiding friction in the application
of a principle incontestably right but at the same time very
difficult to apply. The work was carried out for the most part
by informal and friendly communications with the Govern-
ments by the section of the Secretariat dealing with the ques-
tion.

He was happy to note that the difficult problem of the
German colonists in Poland was at last settled in a way which
did credit to both sides.

He was prompted by the history of this question to put
forward a suggestion. The practice of the Council was to wait
for the infraction of a Minorities Treaty and then to summon
before it the Member concerned. Would it not be better for
any nation which felt that a difficulty was arising with regard
to its minorities to come before the Council on its own initiative
and seek advice as to the proper course to adopt?

He next referred to the grave incident which occurred last
July on the frontier between Bulgaria and Greece in which
seventeen people were killed. The Governments of Bulgaria
and Greece had asked a commission of the League which was

à une commission de la Société qui déjà travaillait sur cette frontière, de vouloir bien agir temporairement comme représentant de ces gouvernements afin de protéger les minorités des deux côtés à la fois. Cette commission fit une enquête approfondie et affirma l'innocence absolue du Gouvernement grec.

La procédure suivie en ce cas respectait l'honneur des deux parties et était absolument conforme à l'esprit de la Société. Il espère que les deux gouvernements consentiront à s'accorder encore pour demander au Conseil de les aider à élaborer un mécanisme qui leur permettrait de coopérer à l'œuvre de la restauration de la paix dans cette région. Le Traité de Lausanne a imposé au Conseil le devoir de protéger les minorités dans l'état national turc. Il espère que le Conseil daignera au moment favorable informer l'Assemblée de l'organisme qu'il espérait instituer en collaboration avec le Gouvernement turc.

Il y a quelque chose qui laisse à désirer dans les traités relatifs aux minorités, à savoir qu'ils sont susceptibles de faire naître l'idée d'une limitation imposée par un groupe de puissances plus fortes à des nations faibles. La protection des minorités cependant n'est pas une contrainte imposée à des nations libres, mais un idéal que tous les membres de la Société devraient également partager. Le principe a été affirmé pendant l'Assemblée de 1922 qui déclara à l'unanimité que toutes les nations liées ou non par les Traités des minorités, accompliraient les devoirs qu'ils imposent.

M. POLITIS (Grèce) annonce que le Traité grec, des Minorités signé en 1920 vient maintenant d'entrer en vigueur en vertu de la ratification du Traité de Lausanne.

Le Gouvernement grec aura toujours recours à la Commission mixte et profitera des conseils qu'elle voudra bien lui donner pour la mise en application du régime des minorités. Il est en outre disposé, lorsque l'œuvre de cette commission sera terminée, à demander au Conseil de la Société des Nations de bien vouloir examiner dans quelles mesures et de quelle manière il pourrait l'assister pour la meilleure application dans l'avenir de ce même régime des minorités. Il est essentiel que le système de la protection des minorités ne perde pas le caractère que lui donne les traités en vigueur. Ces traités organisent tout un ensemble de droits et d'obligations réciproques entre les membres des minorités et le pays dont ils font partie. C'est une question de droit public interne soumise au contrôle et à la garantie de la Société des Nations. Ce n'est nullement une question diplomatique ni une question de rapport entre deux États, car la protection des minorités serait chose précaire si elle était considérée comme dépendant d'une intervention étrangère.

Le Docteur NANSEN fait observer que le rapport sur les travaux du Conseil est loin de renfermer toute l'œuvre accomplie par la Cour permanente de justice internationale. Il serait bon, pourtant, que les délégués eussent en main un exposé de cette œuvre, bien que la Cour soit indépendante du Conseil.

Passant ensuite à la question des mandats, il présente le projet de résolution suivant:

« Le rapport de la Commission permanente des Mandats sur la quatrième session est renvoyé, conformément à l'usage des années précédentes, à l'examen de la sixième Commission. »

Le Conseil aurait envisagé la convocation d'une conférence sur la radiotélégraphie. M. Nansen demande si un membre du Conseil pourrait fournir des indications sur la date probable de ladite conférence.

Un protocole constituant une disposition facultative a été annexé au statut de la Cour permanente de Justice internationale, en vertu duquel les États pourront se considérer comme tenus d'accepter la juridiction de la Cour dans tout différend tombant sous l'article 36 du Statut. Dix-neuf États ont signé ce protocole et 15 l'ont ratifié. Toutefois, aucune grande puissance n'a pu accepter ce protocole bien que trois années d'expérience aient pleinement montré l'utilité du rôle de la Cour.

Le gouvernement français a fait preuve d'initiative en reconnaissant le principe fondamental de l'arbitrage, en reconnaissant aussi que tous les différends pouvant surgir de l'exécution du plan Dawes concernant les réparations, doivent être réglés de cette manière. Cette décision constitue un progrès important dans les relations internationales.

Le PRÉSIDENT fait remarquer que la résolution présentée par le délégué de la Norvège relatif au rapport de la Commission permanente des mandats, est conforme à l'usage.

already working on that frontier to act temporarily as a representative of both Governments for the common purpose of protecting minorities on both sides. This commission had made a thorough investigation and had affirmed the absolute innocence of the Greek Government.

The procedure followed in this case was creditable to both parties and absolutely in the spirit of the League. He hoped that both Governments would again act together in asking the Council to help them to devise some machinery by which they would be able to co-operate in restoring peace in this region.

Under the Treaty of Lausanne there was laid upon the Council the duty of protecting minorities in the Turkish national State. He hoped that the Council would at some suitable time inform the Assembly what machinery it hoped to set up in co-operation with the Turkish Government.

There was one unsatisfactory element in the Minorities Treaties, namely, that they might erroneously seem like a disability imposed by a group of strong Powers upon weaker nations. The protection of minorities, however, was no irksome restriction enforced upon free nations, but an ideal in which all Members of the League should equally share. This principle had been affirmed by the Assembly in 1922, when it resolved unanimously that all nations, whether bound by Minorities Treaties or not, would carry out the duties which they imposed.

M. POLITIS (Greece) said that the Greek Minorities Treaty signed in 1920 had now come into force as a result of the ratification of the Treaty of Lausanne.

The Greek Government would resort to the mixed commission which was dealing with voluntary and reciprocal emigration between Greece and Bulgaria and profit from its advice in applying the Minorities Treaty. It would, moreover, when the work of this commission was finished, ask the Council to consider how best it might assist in a better application of the minorities regime in the future. It was essential that the regime should not lose the character given to it by the treaties in force. These treaties constituted a series of reciprocal rights and obligations between the members of the minorities and the countries of which they formed part. This was a question of internal public law subject to the control and guarantee of the League of Nations. It was in no way a diplomatic question or one involving the relations between two States. It would not assist minorities to regard them as protected by means of foreign intervention.

Dr. NANSEN noted that the report on the work of the Council did not summarise the important work of the Permanent Court of International Justice. It would be convenient for delegates to have a summary of these activities, though he recognised that the Court was independent of the Council.

Referring to the subject of mandates, he begged to move the following resolution:

“ That the report of the Permanent Mandates Commission on its fourth session be, in accordance with the practice of previous years, referred for consideration to the Sixth Committee.”

It appeared that the Council had considered calling a conference on wireless telegraphy. Could some member of the Council state whether there was any probability of this conference being convened in the near future?

An optional protocol had been drawn up to the Statute of the Permanent Court under which States might bind themselves to accept the jurisdiction of the Court in all disputes covered by Article 36 of the Statute. The optional protocol had been signed by 19 and ratified by 15 countries. No great Power, however, had yet been able to accept the optional protocol, though three years' experience had shown the efficiency of the Court.

The French Government had taken an initiative in acknowledging the vital principle of arbitration by agreeing that all disputes arising from the execution of the Dawes plan for the settlement of reparations should be decided by this means. This was a definite step forward in the improvement of relations between nations.

The PRESIDENT pointed out that the resolution submitted by the delegate for Norway concerning the report of the Permanent Mandates Commission was in accordance with precedent.

L'Assemblée décide de renvoyer le rapport de la Commission Permanente des mandats à la sixième Commission.

M. HYMANS, en réponse à M. Nansen, fait remarquer que le rapport sur l'œuvre du Conseil contient tous les avis donnés, à la demande du Conseil, par la Cour permanente de Justice internationale. Le Conseil ne peut formuler d'observations au sujet des décisions rendues par la Cour en sa qualité d'organe suprême de juridiction en ce qui concerne les différends entre Etats. L'Assemblée pourra toutefois recommander qu'à l'avenir le rapport du Conseil contienne un compte rendu des travaux de la Cour permanente de Justice internationale. Le Conseil pourrait transmettre cette recommandation à la Cour en la priant de vouloir bien lui communiquer un résumé de ses travaux, qui pourrait être incorporé dans le rapport.

Le PRÉSIDENT déclare qu'aucune proposition définitive n'a été soumise à l'Assemblée à ce sujet, mais que le Conseil prendra certainement en considération les suggestions qui lui ont été faites par son représentant.

Le Prince ARFA-OD-DOWLEH (Perse) annonce que l'opinion publique dans le Proche-Orient devient plus favorable à la Société des Nations. La présence des Premiers Ministres de Grande-Bretagne, de France et de Belgique va sans doute relever le prestige de la Société dans le monde et lui donner un nouvel éclat.

Le Comité d'Hygiène de la Société des Nations a envoyé en Perse un des meilleurs spécialistes des maladies épidémiques pour combattre celles qui sévissaient dans ce pays. Le Prince Arfa-od-Dowleh vient de recevoir un télégramme de son gouvernement, lui demandant d'exprimer publiquement ses remerciements à la Société des Nations pour cette noble preuve de solidarité internationale.

Le gouvernement persan l'a également chargé de s'adresser au Conseil de la Société des Nations pour réparer les injustices commises envers la Perse en 1919 par un article de la Convention de St. Germain. Cet article a placé ce pays parmi les zones prohibées où le trafic des armes et des munitions doit être placé sous le contrôle des pays producteurs et exportateurs de ces munitions. La Convention n'ayant pas été ratifiée par tous les Parlements, il a été décidé de la remplacer par un autre texte acceptable par tous. Le Conseil invita la Perse à présenter ses desiderata et à envoyer un représentant à la Commission mixte chargée d'élaborer un nouveau projet de convention.

Le Prince désire tout particulièrement remercier le Président et les membres de cette Commission de la bienveillante attention qu'ils ont bien voulu prêter aux observations qu'il a présentées.

III. CINQUIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE,

tenuë à la Salle de la Réformation, le mercredi 3 septembre 1924, à 4 heures.

Rapport sur l'œuvre du Conseil (suite).

M. PROCOPE (Finlande) attire l'attention sur la question de la Carélie orientale. La quatrième Assemblée a exprimé le désir de voir résoudre cette question, conformément aux principes généraux de la Société des Nations. La Finlande ne croit pas que la Société puisse rester indifférente lorsqu'il y a une question à résoudre d'une grande importance internationale, même si cette question concerne un Etat qui n'est pas membre de la Société.

La question est d'un intérêt tout particulier pour la Finlande qui a conclu plusieurs accords internationaux avec la Russie. Le Gouvernement de la Finlande espère que la Société poursuivra ses efforts en conformité des vœux exprimés par la quatrième Assemblée.

M. GURAKUQI (Albanie) aborde la question de l'œuvre de secours entreprise par la Société en faveur des populations albanaises victimes de la famine et des épidémies. Le Gouvernement albanais a fait tout ce qui a été en son pouvoir pour leur venir en aide, mais ses ressources sont extrêmement limitées. M. Gurakuqi désire, au nom du Gouvernement albanais, exprimer sa gratitude la plus vive à la Société des Nations et aux différents Etats qui ont participé à l'œuvre de secours.

The Assembly decided to refer the report of the Permanent Mandates Commission to the Sixth Committee.

M. HYMANS, replying to Dr. Nansen, pointed out that the report on the work of the Council mentioned all the opinions given at the request of the Council by the Permanent Court of Justice. The Council could not report in regard to decisions given by the Court as a supreme jurisdiction in disputes between States. Nevertheless, the Assembly might recommend that in future the report of the Council should contain an account of the work of the Permanent Court of International Justice. The Council could forward this recommendation to the Permanent Court, asking it to communicate a summary which might be embodied in the report.

The PRESIDENT said that there was no formal proposal before the Assembly in regard to the matter, but that the Council would doubtless have due regard for the suggestion which had been made by its representative.

Prince ARFA-OD-DOWLEH (Persia) said that public opinion in the Near East was becoming more favourable to the League of Nations. The presence of the Prime Ministers of Great Britain, France and Belgium at the Assembly might be regarded as an augury for the future success of the League.

The Health Committee of the League had sent to Persia an expert to assist in combating the epidemics which were raging in that country. He had received a telegram from his Government asking him to thank the League of Nations publicly for this proof of international solidarity.

He had been instructed to apply to the Council of the League in order that an injustice committed towards Persia in 1919 by an Article of the Convention of St. Germain might be repaired. Under this Article, Persia was included among prohibited zones in which the traffic in arms and munitions must be placed under the control of the producing and exporting countries. The Convention was to be replaced by another text acceptable to all States, and the Council had invited Persia to present her claims and to sit on the Mixed Commission which framed the next Convention.

He desired to thank the Chairman and members of that Commission for the regard which had been paid to the statements which he had presented.

III. FIFTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation at 4 p.m. on Wednesday, September 3rd, 1924.

Report on the Work of the Council (continuation).

M. PROCOPE (Finland) referred to the question of Eastern Carelia. The fourth Assembly had expressed a wish that this question should be settled according to the general principles of the League of Nations, and Finland did not believe that the League could remain indifferent when there was an important international question to be settled, even though this question concerned a State which was not a Member of the League.

The question was of particular interest for Finland, which had entered into several international engagements with Russia. The Government of Finland hoped that the League would continue its efforts in accordance with the desire expressed by the fourth Assembly.

M. GURAKUQI (Albania) referred to the relief work done by the League on behalf of the Albanian populations suffering from famine and disease. The Albanian Government had made every possible effort to come to their assistance, but its resources were extremely limited. He desired on behalf of the Albanian Government to offer to the League of Nations and to the various States which had participated in the work of relief in Albania the most cordial thanks and gratitude.

VI. RÉDUCTION DES ARMEMENTS

En raison de l'importance du débat spécial sur la réduction des armements qui doit avoir lieu demain, les textes suivants sont publiés dans le *Journal* de l'Assemblée:

- a) Traité d'assistance mutuelle;
- b) Projet de convention relatif au contrôle du commerce international des armes, des munitions et du matériel de guerre.

a) TRAITÉ D'ASSISTANCE MUTUELLE.

PRÉAMBULE.

Les Hautes Parties contractantes, désireuses d'établir les bases d'une organisation d'assistance mutuelle, afin de faciliter l'application des articles 10 et 16 du Pacte de la Société des Nations et la réduction ou la limitation des armements nationaux, conformément à l'article 8 du dit Pacte, « au minimum compatible avec la sécurité nationale et avec l'exécution des obligations internationales imposées par une action commune », sont convenues des dispositions suivantes:

ARTICLE 1.

I. Pacte de non-agression.

Les Hautes Parties contractantes affirment que la guerre d'agression constitue un crime international et prennent l'engagement solennel de ne pas se rendre coupable de ce crime.

Ne sera point considérée comme guerre d'agression, celle dirigée par un Etat partie à un différend et qui a accepté la recommandation unanime du Conseil, l'arrêt de la Cour permanente de Justice internationale ou la sentence arbitrale, contre une Haute Partie contractante qui ne l'a pas acceptée, pourvu, toutefois, que le premier Etat ne vise pas à porter atteinte à l'indépendance politique ou à l'intégrité territoriale de la Haute Partie contractante.

ARTICLE 2.

II. Assistance générale.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent individuellement et collectivement à porter assistance, conformément aux stipulations du présent Traité, à l'une quelconque d'entre elles, au cas où celle-ci serait victime d'une guerre d'agression, à condition qu'elle se soit conformée aux dispositions du présent Traité, en ce qui concerne la réduction ou la limitation des armements.

ARTICLE 3.

Menace d'agression.

Dans le cas où l'une quelconque des Hautes Parties contractantes estimerait que les armements d'une autre Haute Partie contractante excèdent les limites fixées à cette Haute Partie contractante par application des dispositions du présent Traité, ou redouterait un début d'hostilité en raison de la politique agressive ou des préparatifs d'un autre Etat, partie ou non au présent Traité, elle pourra informer le Secrétaire général de la Société des Nations qu'elle est menacée d'agression; le Secrétaire général devra, en ce cas, convoquer immédiatement le Conseil.

Si le Conseil est d'avis qu'il existe des motifs plausibles de redouter une agression, il pourra prendre toute mesure pour écarter cette menace et notamment, s'il l'estime juste, celles indiquées aux alinéas a), b), c), d), e), du deuxième paragraphe de l'article 5.

Seront considérées comme spécialement intéressées et devront donc être invitées à se faire représenter au Conseil, aux termes des articles 4, 15 et 17 du Pacte, sans toutefois que le vote de leur représentant soit compté dans le calcul de l'unanimité, les Hautes Parties contractantes dénoncées et celles qui se seront dites l'objet de la menace d'agression.

ARTICLE 4.

Hostilités.

Dans le cas où une ou plusieurs des Hautes Parties contractantes se trouveraient engagées dans des hostilités, le Conseil de la Société des Nations devra déclarer, dans les quatre jours à partir de la notification qui aura été adressée au Secrétaire général, quelles sont les Hautes Parties contractantes qui sont victimes d'une agression et si elles sont en droit de réclamer l'assistance prévue dans le Traité.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à accepter la décision formulée par le Conseil de la Société des Nations.

Seront considérées comme spécialement intéressées et devront donc être invitées à se faire représenter au Conseil (aux termes des articles 4, 15 et 17 du Pacte), sans toutefois que le vote de leur représentant soit compté dans le calcul de l'unanimité, les Hautes Parties contractantes engagées dans les hostilités; il en sera de même des Etats signataires de tout accord particulier appelé à jouer avec l'un quelconque des belligérants, à moins que les Membres restant du Conseil n'en décident autrement.

ARTICLE 5.

Mesures d'assistance.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se prêter mutuellement assistance dans le cas indiqué à l'article 2 du Traité, dans la forme arrêtée

IV. REDUCTION OF ARMAMENTS.

In view of the importance of the special debate on the reduction of armaments which is to take place to-day, the following texts are published in the Assembly *Journal*.

- (a) Treaty of Mutual Assistance;
- (b) Draft Convention for the Control of the International Trade in Arms, Munitions and Implements of War.

(a) TEXT OF THE TREATY OF MUTUAL ASSISTANCE.

PREAMBLE.

The High Contracting Parties, being desirous of establishing the general lines of a scheme of mutual assistance with a view to facilitate the application of Articles 10 and 16 of the Covenant of the League of Nations, and of a reduction or limitation of national armaments in accordance with Article 8 of the Covenant "to the lowest point consistent with national safety and the enforcement by common action of international obligations", agree to the following provisions:

ARTICLE 1.

I. Pact of non-aggression.

The High Contracting Parties solemnly declare that aggressive war is an international crime and severally undertake that no one of them will be guilty of its commission.

A war shall not be considered as a war of aggression if waged by a State which is party to a dispute and has accepted the unanimous recommendation of the Council, the verdict of the Permanent Court of International Justice, or an arbitral award against a High Contracting Party which has not accepted it, provided, however, that the first State does not intend to violate the political independence or the territorial integrity of the High Contracting Party.

ARTICLE 2.

II. General assistance.

The High Contracting Parties, jointly and severally, undertake to furnish assistance, in accordance with the provisions of the present Treaty, to any one of their number should the latter be the object of a war of aggression, provided that it has conformed to the provisions of the present Treaty regarding the reduction or limitation of armaments.

ARTICLE 3.

Menace of aggression.

In the event of one of the High Contracting Parties being of opinion that the armaments of any other High Contracting Party are in excess of the limits fixed for the latter High Contracting Party under the provisions of the present Treaty, or in the event of it having cause to apprehend an outbreak of hostilities, either on account of the aggressive policy or preparations of any State party or not to the present Treaty, it may inform the Secretary-General of the League of Nations that it is threatened with aggression, and the Secretary-General shall forthwith summon the Council.

The Council, if it is of opinion that there is reasonable ground for thinking that a menace of aggression has arisen, may take all necessary measures to remove such menace, and in particular, if the Council thinks right, those indicated in sub-paragraphs (a), (b), (c), (d) and (e) of the second paragraph of Article 5 of the present Treaty.

The High Contracting Parties which have been denounced and those which have stated themselves to be the object of a threat of aggression shall be considered as especially interested and shall therefore be invited to send representatives to the Council in conformity with Articles 4, 15 and 17 of the Covenant. The vote of their representatives shall, however, not be reckoned when calculating unanimity.

ARTICLE 4.

Hostilities.

In the event of one or more of the High Contracting Parties becoming engaged in hostilities, the Council of the League of Nations shall decide, within four days of notification being addressed to the Secretary-General, which of the High Contracting Parties are the objects of aggression and whether they are entitled to claim the assistance provided under the Treaty.

The High Contracting Parties undertake that they will accept such a decision by the Council of the League of Nations.

The High Contracting Parties engaged in hostilities shall be regarded as especially interested, and shall therefore be invited to send representatives to the Council (within the terms of Articles 4, 13 and 17 of the Covenant), the vote of their representative not being reckoned when calculating unanimity; the same shall apply to States signatory to any partial agreements involved on behalf of either of the two belligerents, unless the remaining Members of the Council shall decide otherwise.

ARTICLE 5.

Measures of assistance.

The High Contracting Parties undertake to furnish one another mutually with assistance in the case referred to in Article 2 of the Treaty

par le Conseil de la Société des Nations comme la plus efficace, et à prendre sans délai toutes mesures appropriées dans l'ordre d'urgence commandé par les circonstances.

En particulier, le Conseil pourra :

- a) Décider d'appliquer immédiatement à l'Etat agresseur les sanctions économiques prévues par l'article 16 du Pacte, les Membres de la Société non signataires du présent Traité n'étant toutefois liés par cette décision que dans le cas où l'Etat attaqué est fondé à se prévaloir des articles du Pacte;
- b) Désigner les Hautes Parties contractantes dont il requiert l'assistance. La participation aux opérations militaires, navales ou aériennes ne sera pas, en principe, demandée aux Hautes Parties contractantes situées dans un continent autre que celui dans lequel les opérations doivent avoir lieu;
- c) Déterminer les forces que chaque Etat assistant devra mettre à sa disposition;
- d) Prescrire toutes mesures pour assurer la priorité des communications et transports relatifs aux opérations;
- e) Préparer un plan de coopération financière entre les Hautes Parties contractantes en vue de fournir à l'Etat attaqué et aux Etats assistants les fonds nécessaires aux opérations;
- f) Désigner le commandement en chef et lui fixer le but et la nature de sa mission.

Ne pourront prendre part aux délibérations du Conseil prévues dans cet article, les représentants des Etats qui auront été reconnus agresseurs, conformément aux dispositions de l'article 4 du Traité. Seront, par contre, considérées comme spécialement intéressées et devront en cette qualité être invitées à se faire représenter, si elles ne le sont déjà, en vue des délibérations visées aux alinéas c), d), e), f), les Hautes Parties contractantes dont l'assistance aura été requise par le Conseil, conformément à l'alinéa b).

ARTICLE 6.

III. *Accords complémentaires défensifs.*

En vue de donner une efficacité immédiate à l'assistance générale prévue aux articles 2, 3 et 5, les Hautes Parties contractantes pourront conclure, soit à deux, soit à plusieurs, des accords complémentaires au présent Traité, dans le but exclusif d'assurer leur défense mutuelle et de faciliter l'exécution des mesures prescrites à ce Traité, en réglant à l'avance l'assistance qu'elles se prêteraient dans des éventualités d'agression déterminées.

Ces accords pourront, si les Hautes Parties contractantes intéressées le désirent, être négociés et conclus sous les auspices de la Société des Nations.

ARTICLE 7.

Les accords complémentaires prévus à l'article 6 seront, avant tout enregistrement, examinés par le Conseil au point de vue de leur conformité avec les principes du présent Traité et du Pacte.

En particulier, le Conseil examinera si les cas d'agression prévus dans ces accords sont compris dans les termes de l'article 2 et sont de nature à donner ouverture à l'obligation d'assistance des autres Hautes Parties contractantes. Le Conseil pourra, le cas échéant, suggérer des changements au texte des accords qui lui sont soumis.

Lorsqu'ils auront été reconnus tels, ces accords devront être enregistrés conformément à l'article 18 du Pacte. Ils seront considérés comme complémentaires au présent Traité et ne limiteront en rien les obligations générales des Hautes Parties contractantes ni les sanctions prévues contre tout Etat agresseur, telles qu'elles résultent du présent Traité.

Ils seront accessibles, avec le consentement des Etats signataires, à toute autre Haute Partie contractante.

ARTICLE 8.

Les Etats signataires des accords complémentaires peuvent s'engager dans ces accords à mettre immédiatement à exécution, dans les cas d'agression qui y sont prévus, le plan d'assistance arrêté. Ils devront, en ce cas, informer sans retard le Conseil de la Société des Nations des mesures qu'ils ont prises pour assurer l'exécution de ces accords.

Sous réserve du paragraphe précédent, les dispositions des articles 4 et 5 ci-dessus entreront également en vigueur, à la fois dans les cas prévus dans les accords complémentaires et dans les autres cas tombant sous l'application de l'article 2 et qui ne seraient pas envisagés dans les accords.

ARTICLE 9.

IV. *Zones démilitarisées.*

Afin de faciliter l'application du présent Traité, toute Haute Partie contractante, pourra négocier, par l'intermédiaire du Conseil, l'établissement de zones démilitarisées avec un pays ou plusieurs pays limitrophes.

Le Conseil, avec la coopération des représentants des Parties intéressées siégeant comme Membres aux termes de l'article 4 du Pacte, devra s'assurer au préalable que l'établissement de la zone démilitarisée demandée n'exige pas de sacrifices unilatéraux, du point de vue militaire, de la part des Hautes Parties contractantes intéressées.

in the form determined by the Council of the League of Nations as the most effective, and to take all appropriate measures without delay in the order of urgency demanded by the circumstances.

In particular, the Council may :

- (a) decide to apply immediately to the aggressor State the economic sanctions contemplated by Article 16 of the Covenant, the Members of the League not signatory to the present Treaty not being, however, bound by this decision, except in the case where the State attacked is entitled to avail itself of the Articles of the Covenant;
- (b) invoke by name the High Contracting Parties whose assistance it requires. No High Contracting Party situated in a continent other than that in which operations will take place shall, in principle, be required to co-operate in military, naval or air operations;
- (c) determine the forces which each State furnishing assistance shall place at its disposal;
- (d) prescribe all necessary measures for securing priority for the communications and transport connected with the operations;
- (e) prepare a plan for financial co-operation among the High Contracting Parties with a view to providing for the State attacked and for the States furnishing assistance the funds which they require for the operations;
- (f) appoint the Higher Command and establish the object and the nature of his duty.

The representatives of States recognised as aggressors under the provisions of Article 4 of the Treaty shall not take part in the deliberations of the Council specified in this Article. The High Contracting Parties who are required by the Council to furnish assistance, in accordance with sub-paragraph (b), shall, on the other hand, be considered as especially interested, and, as such, shall be invited to send representatives, unless they are already represented, to the deliberations specified in sub-paragraphs (c), (d), (e) and (f).

ARTICLE 6.

III. *Complementary defensive agreements.*

For the purpose of rendering the general assistance mentioned in Articles 2, 3 and 5 immediately effective, the High Contracting Parties may conclude, either as between two of them or as between a larger number, agreements complementary to the present Treaty exclusively for the purpose of their mutual defence and intended solely to facilitate the carrying out of the measures prescribed in this Treaty, determining in advance the assistance which they would give to each other in the event of any act of aggression.

Such agreements may, if the High Contracting Parties interested so desire, be negotiated and concluded under the auspices of the League of Nations.

ARTICLE 7.

Complementary agreements, as defined in Article 6, shall, before being registered, be examined by the Council with a view to deciding whether they are in accordance with the principles of the Treaty and of the Covenant.

In particular, the Council shall consider if the cases of aggression contemplated in these agreements come within the scope of Article 2 and are of a nature to give rise to an obligation to give assistance on the part of the other High Contracting Parties. The Council may, if necessary, suggest changes in the texts of agreements submitted to it.

When recognised, the agreements shall be registered in conformity with Article 18 of the Covenant. They shall be regarded as complementary to the present Treaty, and shall in no way limit the general obligations of the High Contracting Parties nor the sanctions contemplated against the aggressor State under the terms of this Treaty.

They will be open to any other High Contracting Party with the consent of the signatory States.

ARTICLE 8.

The States parties to complementary agreements may undertake in any such agreements to put into immediate execution, in the cases of aggression contemplated in them, the plan of assistance agreed upon. In this case they shall inform the Council of the League of Nations, without delay, concerning the measures which they have taken to ensure the execution of such agreements.

Subject to the terms of the previous paragraph, the provisions of Articles 4 and 5 above shall also come into force both in the cases contemplated in the complementary agreements and in such other cases as are provided for in Article 2 but are not covered by the agreements.

ARTICLE 9.

IV. *Demilitarised zones.*

In order to facilitate the application of the present Treaty, any High Contracting Party may negotiate, through the agency of the Council, with one or more neighbouring countries, for the establishment of demilitarised zones.

The Council, with the co-operation of the representatives of the Parties interested, acting as Members within the terms of Article 4 of the Covenant, shall previously ensure that the establishment of the demilitarised zone asked for does not call for unilateral sacrifices from the military point of view on the part of the High Contracting Parties interested.

ARTICLE 10.

V. *Frais d'intervention.*

Les Hautes Parties contractantes conviennent que la totalité des frais de toute opération d'ordre militaire, naval ou aérien, entreprise conformément aux termes du présent Traité et des accords défensifs complémentaires, y compris la réparation de tous dégâts matériels occasionnés par les opérations, sera supportée par l'Etat agresseur jusqu'à l'extrême limite de sa capacité financière.

Les sommes payables aux termes du présent article par l'Etat agresseur constitueront, dans la mesure fixée par le Conseil, une charge de premier rang sur tout l'actif et les recettes de cet Etat. Le remboursement du capital et le service des intérêts de tout emprunt intérieur ou extérieur que l'Etat agresseur aurait contracté, directement ou indirectement, au cours de la guerre seront suspendus jusqu'au paiement complet des frais et réparations.

ARTICLE 11.

VI. *Désarmement.*

Les Hautes Parties contractantes, tenant compte des sécurités que leur apporte le présent Traité et des limitations auxquelles elles ont consenti dans d'autres traités internationaux, s'engagent à faire connaître au Conseil de la Société des Nations les réductions ou limitations d'armements qu'elles estiment proportionnées aux sécurités fournies par le Traité général ou par les accords défensifs complémentaires.

Elles prennent, en outre, l'engagement de coopérer à l'établissement de tout plan général de réduction des armements que le Conseil de la Société, tenant compte des informations qui lui sont ainsi fournies par les Hautes Parties contractantes, pourra proposer, en exécution des termes de l'article 8 du Pacte.

Ce plan sera soumis à l'examen et à la décision des gouvernements, et, une fois approuvé par eux, formera la base de la réduction envisagée dans l'article 2 du Traité.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à effectuer cette réduction dans un délai de deux ans, à dater de l'approbation du plan en question.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, conformément aux stipulations du quatrième paragraphe de l'article 8 du Pacte de la Société des Nations, à ne plus augmenter les armements ainsi réduits sans le consentement du Conseil.

ARTICLE 12.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à fournir aux délégués militaires ou autres de la Société des Nations tous les renseignements sur leurs armements que le Conseil pourrait solliciter.

ARTICLE 13.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que l'état d'armements déterminé pour chacune d'entre elles, conformément au présent Traité, sera sujet à révision à l'expiration de chaque délai de cinq ans, à dater de la première entrée en vigueur du présent Traité.

ARTICLE 14.

VII. *Protocole.*
Maintien des Traités en vigueur.

Le présent Traité ne porte en rien atteinte aux droits et obligations qui résultent des dispositions, soit du Pacte de la Société des Nations, soit des Traités de Paix signés en 1919 et 1920 à Versailles, Neuilly, Saint-Germain et Trianon, ainsi que des dispositions des accords enregistrés à la Société des Nations et rendus publics par elle, à la date de l'entrée en vigueur du présent Traité, en ce qui concerne les Puissances signataires ou bénéficiaires des dits traités ou accords.

ARTICLE 15.

Compétence obligatoire de la Cour

Les Hautes Parties contractantes déclarent reconnaître dès à présent comme obligatoire de plein droit la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale pour l'interprétation du présent Traité.

ARTICLE 16.

Signature.

Le présent Traité restera ouvert à la signature de tous les Etats, membres de la Société des Nations, ou mentionnés à l'annexe du Pacte.

Les Etats qui ne sont pas membres pourront y adhérer avec le consentement des deux tiers des Hautes Parties contractantes pour lesquelles le Traité est entré en vigueur.

ARTICLE 17.

Adhésion partielle.

Tout Etat peut, avec l'assentiment du Conseil de la Société, envoyer une adhésion conditionnelle ou partielle aux stipulations du dit Traité, pourvu toutefois que cette adhésion ne soit acceptée que si l'Etat intéressé a réduit ou est prêt à réduire ses forces, conformément aux dispositions du présent Traité.

ARTICLE 18.

Ratification.

[Le présent Traité sera ratifié et les instruments de ratification seront déposés le plus tôt possible au Secrétariat général de la Société des Nations.

ARTICLE 10.

V. *Cost of intervention.*

The High Contracting Parties agree that the whole cost of any military, naval or air operations which are undertaken under the terms of the present Treaty and of the supplementary partial agreements, including the reparation of all material damage caused by operations of war, shall be borne by the aggressor State up to the extreme limits of its financial capacity.

The amount payable under this article by the aggressor shall, to such an extent as may be determined by the Council of the League, be a first charge on the whole of the assets and revenues of the State. Any repayment by that State in respect of the principal money and interest of any loan, internal or external, issued by it, directly or indirectly, during the war shall be suspended until the amount due for cost and reparations is discharged in full.

ARTICLE 11.

VI. *Disarmament.*

The High Contracting Parties, in view of the security furnished them by this Treaty and the limitations to which they have consented in other international treaties, undertake to inform the Council of the League of the reduction or limitation of armaments which they consider proportionate to the security furnished by the general Treaty or by the defensive agreements complementary to the general Treaty.

The High Contracting Parties undertake to co-operate in the preparation of any general plan of reduction of armaments which the Council of the League of Nations, taking into account the information provided by the High Contracting Parties, may propose under the terms of Article 8 of the Covenant.

This plan should be submitted for consideration and approved by the Governments, and, when approved by them, will be the basis of the reduction contemplated in Article 2 of this Treaty.

The High Contracting Parties undertake to carry out this reduction within a period of two years from the date of the adoption of this plan.

The High Contracting Parties undertake, in accordance with the provisions of Article 8, para. 4, of the Covenant, to make no further increase in their armaments, when thus reduced, without the consent of the Council.

ARTICLE 12.

The High Contracting Parties undertake to furnish to the military or other delegates of the League such information with regard to their armaments as the Council may request.

ARTICLE 13.

The High Contracting Parties agree that the armaments determined for each of them, in accordance with the present Treaty, shall be subject to revision every five years, beginning from the date of the entry into force of this Treaty.

ARTICLE 14.

VII. *Protocol. Maintenance of existing treaties.*

Nothing in the present Treaty shall affect the rights and obligations resulting from the provisions of the Covenant of the League of Nations or of the Treaties of Peace signed in 1919 and 1920 at Versailles, Neuilly, St. Germain and Trianon, or from the provisions of treaties or agreements registered with the League of Nations and published by it at the date of the first coming into force of the present Treaty as regards the signatory or beneficiary Powers of the said treaties or agreements.

ARTICLE 15.

Compulsory jurisdiction of the Court.

The High Contracting Parties recognise from to-day as *ipso facto* obligatory the jurisdiction of the Permanent Court of International Justice with regard to the interpretation of the present Treaty.

ARTICLE 16.

Signature.

The present Treaty shall remain open for the signature of all States Members of the League of Nations or mentioned in the Annex to the Covenant.

States not Members shall be entitled to adhere with the consent of two-thirds of the High Contracting Parties with regard to whom the Treaty has come into force.

ARTICLE 17.

Partial adhesion.

Any State may, with the consent of the Council of the League, notify its conditional or partial adherence to the provisions of this Treaty, provided always that such State has reduced or is prepared to reduce its armaments in conformity with the provisions of this Treaty.

ARTICLE 18.

Ratification.

[The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be deposited as soon as possible at the Secretariat of the League of Nations.

Il entrera en vigueur:
 Pour l'Europe, quand il aura été ratifié par cinq Etats, dont trois représentés d'une façon permanente au Conseil;
 Pour l'Asie, quand il aura été ratifié par deux Etats, dont un représenté d'une façon permanente au Conseil;
 Pour l'Amérique du Nord, quand il aura été ratifié par les Etats-Unis d'Amérique;
 Pour l'Amérique centrale et les Antilles, quand il aura été ratifié par un Etat des Antilles et deux de l'Amérique centrale;
 Pour l'Amérique du Sud, quand il aura été ratifié par quatre Etats;
 Pour l'Afrique et l'Océanie, quand il aura été ratifié par deux Etats.
 A l'égard des Hautes Parties contractantes qui ratifieront ultérieurement le Traité, il entrera en vigueur à la date du dépôt de l'instrument.
 Le Secrétariat général communiquera aussitôt une copie certifiée conforme des instruments de ratifications reçus.
 Il est entendu que les droits prévus aux articles 2, 3, 5, 6 et 8 de ce Traité n'entrent en vigueur pour chaque Haute Partie contractante que lorsque le Conseil aura certifié que la dite Haute Partie contractante a réduit ses armements, conformément au présent Traité, ou a pris les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de cette réduction dans un délai de deux ans à dater de l'acceptation par la dite Haute Partie contractante d'un plan de réduction ou de limitation des armements.]

ARTICLE 19.

Dénonciation.

[Le présent Traité est conclu pour une durée de quinze ans à dater de sa première entrée en vigueur.

Après ce délai, il sera prolongé automatiquement pour les Etats qui ne l'auraient pas dénoncé.

Toutefois, si un des Etats membres permanents du Conseil dénonce le présent Traité, celui-ci ne pourra plus exister à partir du moment où cette dénonciation prendra effet.

La dénonciation sera faite au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en fera notification sans retard à toutes les Puissances liées par le présent Traité.

La dénonciation prendra effet douze mois après la date de la remise de la notification au Secrétaire général de la Société des Nations.

Si des opérations exécutées par application de l'article 5 du présent Traité sont en cours d'exécution au moment de l'expiration du délai de quinze ans prévu au paragraphe 1^{er} du présent article, ou au moment d'une dénonciation faite dans les conditions déterminées ci-dessus, le traité restera en vigueur pour toutes les Hautes Parties contractantes jusqu'à ce que l'état de paix soit complètement rétabli.]

b) PROJET DE CONVENTION RELATIVE AU CONTRÔLE DU COMMERCE INTERNATIONAL DES ARMES, MUNITIONS ET MATÉRIELS DE GUERRE.

Chapitre I. — Définition des armes, munitions et matériels de guerre dont le commerce international fait l'objet du contrôle.

(Ce chapitre comprenant un article unique est consacré à la définition de trois catégories d'armes, munitions et matériels de guerre. Une première catégorie comprend les armes et les munitions exclusivement destinées à la guerre. La deuxième catégorie comprend les armes et les munitions qui peuvent être utilisées à la guerre et à d'autres usages. La troisième catégorie comprend les armes et les munitions n'ayant pas de valeur militaire.)

Chapitre II. — Exportation et transit d'armes, munitions et matériels de guerre.

ARTICLE 2.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas exporter d'armes, de munitions et de matériels de guerre énumérés à la catégorie I, et à en prohiber l'exportation, sauf aux conditions énumérées ci-après.

ARTICLE 3.

Les Hautes Parties contractantes pourront, en ce qui concerne les armes dont l'emploi n'est pas prohibé par le droit des gens, accorder, par dérogation à cette interdiction, des autorisations d'exporter des armes, munitions et matériels de guerre énumérés à la catégorie I, aux conditions suivantes:

1^o Ces autorisations ne seront accordées que pour la livraison directe à un gouvernement reconnu comme tel par le gouvernement du pays exportateur.

2^o Le gouvernement acquéreur ne pourra procéder aux acquisitions que par l'intermédiaire d'un agent dûment accrédité.

3^o Cet agent devra présenter un ordre écrit du gouvernement qu'il représente pour l'acquisition de toutes quantités formant un envoi. Cet ordre devra spécifier que les quantités acquises sont destinées à être livrées au dit gouvernement pour son utilisation propre.

4^o L'autorisation d'exporter sera donnée par une licence dont la formule se rapprochera autant que possible de celle qui est annexée à la présente Convention.

It shall come into force:

In Europe when it shall have been ratified by five States, of which three shall be permanently represented on the Council;

In Asia when it shall have been ratified by two States, one of which shall be permanently represented on the Council;

In North America when ratified by the United States of America;

In Central America and the West Indies when ratified by one State in the West Indies and two in Central America;

In South America when ratified by four States;

In Africa and Oceania when ratified by two States.

With regard to the High Contracting Parties which may subsequently ratify the Treaty, it will come into force at the date of the deposit of the instrument.

The Secretariat will immediately communicate a certified copy of the instruments of ratification received to all the signatory Powers.

It remains understood that the rights stipulated under Articles 2, 3, 5, 6 and 8 of this Treaty will not come into force for each High Contracting Party until the Council has certified that the said High Contracting Party has reduced its armaments in conformity with the present Treaty or has adopted the necessary measures to ensure the execution of this reduction, within two years of the acceptance by the said High Contracting Party of the plan of reduction or limitation of armaments.]

ARTICLE 19.

Denunciation.

[The present Treaty shall remain in force for a period of fifteen years from the date of its first entry into force.

After this period, it will be prolonged automatically for the States which have not denounced it.

If, however, one of the States referred to in Article 18 denounces the present Treaty, the Treaty shall cease to exist as from the date on which this denunciation takes effect.

This denunciation shall be made to the Secretariat of the League of Nations, which shall, without delay, notify all the Powers bound by the present Treaty.

The denunciation shall take effect twelve months after the date on which notification has been communicated to the Secretariat of the League of Nations.

When the period of fifteen years referred to in the first paragraph of the present Article has elapsed, or when one of the denunciations made in the conditions determined above takes place, if operations undertaken in application of Article 5 of the present Treaty are in progress, the Treaty shall remain in force until peace has been completely re-established.]

(b) CONVENTION FOR THE CONTROL OF THE INTERNATIONAL TRADE IN ARMS, MUNITIONS AND IMPLEMENTS OF WAR.

Chapter I. — Definition of the Arms, Munitions and Implements of War the International Trade of which is to be Controlled.

(This chapter, which is Article 1 of the Convention, defines three categories of arms, munitions and implements of war. The first category is set apart for arms exclusively designed for war. The second category includes arms and ammunition which without being designed exclusively for war are nevertheless capable of use both for military and other purposes. The third category contains arms and munitions having no military value.)

Chapter II. — Export and Transit of Arms, Munitions and Implements of War.

ARTICLE 2.

The High Contracting Parties undertake not to export themselves, and to prohibit the export of, arms, munitions and other implements of war enumerated in Category I, except on the conditions hereinafter mentioned.

ARTICLE 3.

Notwithstanding this prohibition, the High Contracting Parties may grant, in respect of arms, munitions and implements of war whose use is not prohibited by international law, licences for the export of arms, munitions and implements of war enumerated in Category I, in the following conditions:

1. Licences are not to be granted except for a direct supply to a Government recognised as such by the Government of the exporting country.

2. The Government acquiring the consignment must act through a duly accredited representative.

3. Such representative must produce a written authority from the Government he represents for the acquisition of each consignment, which authority must state that the consignment is required for delivery to that Government for its own use.

4. The form in which this licence shall be given shall, so far as practicable, be that given as an appendix to the present Convention.

Chaque licence devra comprendre une description permettant d'identifier les armes, munitions ou matériels de guerre, auxquels elle s'applique, ainsi que les noms de l'exportateur et du gouvernement acquéreur, l'indication des ports d'embarquement et de débarquement, des moyens de transport, de l'itinéraire projeté et du lieu de destination.

5° Une licence distincte sera exigée pour chaque envoi séparé franchissant la frontière du pays exportateur par voie terrestre, maritime ou aérienne et accompagnera cet envoi.

6° Un état des licences d'exportation sera adressé par les gouvernements qui les auront délivrées, trimestriellement, à l'organisme central international visé à l'article 8 de la présente Convention. Un état des mêmes licences sera également adressé trimestriellement au dit organisme central, par les gouvernements importateurs, s'ils sont Hautes Parties contractantes. Il y sera fait mention du libellé sous lequel figurent les marchandises importées à leur statistique d'importation.

ARTICLE 4.

En outre, des licences pour l'exportation à des particuliers de pièces détachées visées à la catégorie I pourront être accordées aux conditions suivantes:

Ces pièces devront être exportées directement à l'adresse d'un fabricant de matériel de guerre dûment autorisé par son gouvernement, sur sa déclaration que les dites pièces lui sont nécessaires.

Le gouvernement qui octroie la licence et le gouvernement du pays de l'importateur prendront toutes les précautions appropriées pour s'assurer que les dites pièces sont envoyées à leur destination.

Les licences accordées aux termes du présent article devront, autant que possible, être conformes au modèle annexé à la présente Convention et seront soumises à toutes les prescriptions de cette Convention, et notamment aux dispositions de l'article 8.

ARTICLE 5.

Sans préjudice des obligations qu'elles auraient souscrites aux termes des conventions internationales qui régissent le transit, les Hautes Parties contractantes, lorsqu'elles ont des motifs de croire qu'un envoi d'armes, de munitions ou de matériels de guerre, traversant leur territoire, n'est pas conforme à la présente Convention, s'engagent à faire une enquête et, s'il y a lieu, à en interdire le transit.

ARTICLE 6.

Sous réserve des dispositions de l'article 7 ci-après, les armes et munitions des catégories II et III peuvent, au gré du gouvernement du pays exportateur, être exportées sans licence. Il est entendu néanmoins que s'il s'agit d'armes ou munitions de la catégorie II, les Hautes Parties contractantes prennent l'engagement de déterminer, d'après l'importance, la destination et les autres circonstances de chaque expédition, si ces armes ou munitions sont destinées à un usage de guerre. Si tel est le cas, les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre la dite expédition aux dispositions des articles 2 à 5.

ARTICLE 7.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, en outre, à interdire l'exportation des armes, munitions et matériels de guerre énumérés à l'article 1, lorsqu'ils sont à destination des zones maritimes ou terrestres spécifiées à l'article 9 ci-après.

Toutefois, sous réserve de se conformer aux stipulations des articles 3 à 5, les Hautes Parties contractantes pourront accorder des licences dérogeant à cette interdiction. Les autorités compétentes, avant de les délivrer, devront s'assurer que les armes, munitions ou matériels de guerre n'ont pas une destination et ne doivent pas recevoir un usage contraire aux stipulations de la présente Convention.

ARTICLE 8.

Un organisme central international sera institué par le Conseil de la Société des Nations, avec mission de réunir, de conserver et de publier les documents de toute nature délivrés par les Hautes Parties contractantes relativement au commerce et à la circulation des armes, munitions et matériels de guerre, ainsi que les textes de tous lois, décrets et règlements établis en vue d'appliquer la présente Convention.

Chacune des Hautes Parties contractantes devra publier, chaque année, un état des licences qu'elle aura délivrées en application de la Convention, avec mention de la quantité et de la destination des armes et munitions et autres matériels de guerre qui auront fait l'objet de la licence. Un exemplaire de cet état sera adressé à l'organisme central international.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, en outre, à lui adresser tous les renseignements qu'il leur sera possible de fournir pour assurer la publicité concernant les livraisons effectuées en exécution des contrats conclus antérieurement à la mise en vigueur de la présente Convention.

Le *Chapitre III* a trait à l'importation du matériel défini à l'article 1^{er} dans certaines zones maritimes et terrestres. L'objet essentiel de ce chapitre est contenu dans l'article 9, qui établit la prohibition générale d'importation, dans ces zones, de tout le matériel défini à l'article 1^{er}, sans distinction de catégories.

Each licence must contain a description sufficient for the identification of the arms, munitions and implements of war to which it relates and the names of the exporter and the acquiring Government, ports of embarkation and disembarkation, means of transport, intended route and destination.

5. A separate licence shall be required for each separate consignment which crosses the frontier of the exporting country, whether by land, water or air, and shall accompany each separate consignment.

6. A return of the licences granted shall be sent quarterly to the Central International Office referred to in Article 8 of the present Convention by the issuing Governments; importing Governments, when High Contracting Parties, shall also forward quarterly to the Central International Office a return of the same licences, enclosing particulars of the heading under which the imported goods will appear in their import statistics.

ARTICLE 4.

Further, licences for the export to private individuals of component parts covered by Category I may be granted on the following conditions:

The said component parts must be exported direct to a recognised manufacturer of war material, duly authorised by his own Government, on a declaration from him to the effect that the said component parts are required by him.

The Government which grants the licence and the Government of the importer's country shall take all adequate precautions to ensure that the said component parts are sent direct to their destination.

The licences granted in the terms of the present Article shall, so far as practicable, be drafted according to the form annexed to the present Convention, and shall conform to the provisions of the present Convention, and particularly to those of Article 8.

ARTICLE 5.

Without prejudice to any obligations to which they may have subscribed under international conventions dealing with transit, the High Contracting Parties, when they have reason to believe that any consignment of arms, munitions or implements of war in transit through their territory does not conform to the provisions of the present Convention, undertake to investigate the circumstances and, if necessary, to prohibit the transit.

ARTICLE 6.

Without prejudice to the provisions of Article 7, arms and munitions in Categories II and III may, if the exporter's country so desires, be exported without licence. Provided, nevertheless, that in the case of arms and munitions of Category II the High Contracting Parties hereby undertake to determine from the size, destination and other circumstances of each consignment whether these arms and munitions are intended for war purposes. If such is the case, the High Contracting Parties undertake that the shipments shall become subject to Articles 2 to 5.

ARTICLE 7.

The High Contracting Parties further undertake to prohibit the export of arms, munitions and implements of war enumerated in Article 1 to the maritime or territorial zones specified in Article 9.

Nevertheless, the High Contracting Parties may grant export licences notwithstanding this prohibition, provided that they conform to the provisions of Articles 3 to 5. The competent authorities must satisfy themselves, before issuing the licences, that the arms, munitions or implements of war are not intended for export to any destination or for disposal in any way contrary to the provisions of this Convention.

ARTICLE 8.

A Central International Office shall be established by the Council of the League of Nations for the purpose of collecting, preserving and publishing documents of all kinds exchanged by the High Contracting Parties with regard to the trade in and the distribution of arms, munitions and implements of war, as well as the texts of all laws, orders and regulations made for the carrying out of the present Convention.

Each of the High Contracting Parties shall publish an annual return of the export licences which each may have granted in respect of arms, munitions and implements of war in pursuance of the present Convention, mentioning the quantities and destination of the arms, munitions and implements of war to which the export licences refer. A copy of this return shall be sent to the Central International Office.

The High Contracting Parties further undertake to forward to the Central International Office all information which they will be in a position to provide relating to consignments under contracts entered into before the coming into force of the present Convention.

Chapter III deals with the importation of material defined in Article 1 in certain maritime and territorial zones. The main purpose of this chapter is contained in Article 9, which stipulates that the import of all the material defined in Article 1 is to be prohibited in these zones.

Les Chapitres IV et V sont consacrés à l'organisation de la surveillance, respectivement à terre et en mer, et à l'exécution des dispositions précédentes en ce qui concerne les zones prohibées. Ces chapitres ont été rédigés en prenant pour base les chapitres correspondants de la Convention de Saint-Germain et en tenant compte des modifications techniques proposées par la Commission permanente consultative et, en ce qui concerne la surveillance en mer, par la Sous-Commission navale de cette Commission.

Finalement, le Chapitre VI a trait aux dispositions générales et protocolaires.

Chapters IV and V deal with the land and sea supervision of the trade and the measures to be taken to carry out the preceding provisions in the prohibited zones. These chapters have been drafted on the basis of the corresponding chapters of the Convention of St. Germain after technical modifications suggested by the Permanent Advisory Commission, and, in the case of the maritime supervision, by the Naval Sub-Commission of the Permanent Advisory Commission.

Finally, Chapter VI of the draft deals with general and protocol provisions.

V. CORRECTIONS ET ADJONCTIONS A LA LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS
V. CORRECTIONS AND ADDITIONS TO THE LIST OF MEMBERS OF COMMITTEES

PREMIERE COMMISSION. — FIRST COMMITTEE.

Danemark : M. Holger Andersen.
Italie : S. E. M. Scialoja.

DEUXIEME COMMISSION. — SECOND COMMITTEE.

Danemark : M. Borgbjerg.
Italie : M. Pironti. — S. E. M. Cavazzoni. — M. Cippico. — Prof. Gallavresi.
Pologne : Prof. Halecki.

TROISIEME COMMISSION. — THIRD COMMITTEE.

Danemark : M. Munch.
Grèce : M. V. Colocotronis (suppléant).
Italie : S. E. M. Schanzer. — Gén. de Marinis. — Comm. Ruspoli.

QUATRIEME COMMISSION. — FOURTH COMMITTEE.

Danemark : M. d'Oldenberg.
Grèce : M. G. Mantziavinos (suppléant).
Italie : M. Bignami.

CINQUIEME COMMISSION. — FIFTH COMMITTEE.

Danemark : M. Zahle. — M^{me} Forchhammer (expert).
France : M. Matter (suppléant). — M. Bourgeois (suppléant).
Italie : M. Pironti. — S. E. M. Ciraolo. — Prof. Gallavresi. — Suisse : M. Ador. — M. Secretan (suppléant).

SIXIEME COMMISSION. — SIXTH COMMITTEE.

Danemark : M. Moltesen.
Grèce : M. Souidas (suppléant).
Italie : S. E. M. Bonin Longare. — S. E. M. Tosti de Valminuta. — Comte Gravinia.

CORRECTION A LA LISTE DES SIX VICE-PRÉSIDENTS
DE L'ASSEMBLÉE

CORRECTION IN THE LIST OF THE SIX VICE-PRESIDENTS
OF THE ASSEMBLY

China : M. Tang Tsai Fou.

CORRECTION A LA LISTE DES MEMBRES DE LA SOUS-COMMISSION
DE LA SIXIÈME COMMISSION

CORRECTION IN THE LIST OF THE MEMBERS OF THE
SUB-COMMITTEE OF THE SIXTH COMMITTEE

Australia : Sir Joseph Cook.

VI. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE
L'ASSEMBLÉE

A. 8 a (Annexe). *Erratum*. Par suite d'une erreur, introduite dans ce document, la Hongrie a été placée parmi les Etats qui ont signé le protocole sur les clauses d'arbitrage en matière commerciale (Genève, 24 septembre 1923).

Compte rendu provisoire, 3^{me} séance.

Compte rendu provisoire, 4^{me} séance.

- A. 17 Commission temporaire de l'esclavage. Rapport au Conseil.
- A. 21 Commission de coopération intellectuelle. Procès-verbaux du Comité des experts pour l'échange international des publications, Genève, 17-19 juillet 1924.
- A. 41 Virements dans le Budget approuvés depuis la quatrième Assemblée. Rapport par le Secrétaire Général.
- A. 42 Esclavage. Extrait du procès-verbal de la trentième session du Conseil.
- A. 42 a Commission temporaire de l'esclavage. Première session de la Commission. Rapport de M. Branting.
- A. 44 Nouveaux travaux entraînant pour la Société des charges financières supplémentaires.
- A. 45 Commission consultative du trafic de l'opium. Rapport sur les travaux de la sixième session. Extrait du procès-verbal de la trentième session du Conseil.

VI. DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS OF THE
ASSEMBLY

A. 8 a (Annex). *Erratum*. Owing to an error in this document, Hungary was mentioned amongst the States which had signed the Protocol on Arbitration Clauses in Commercial Matters (Geneva, September 24th, 1923).

Provisional Verbatim Record: Third Meeting.

Provisional Verbatim Record: Fourth Meeting.

- A. 17 Temporary Committee on Slavery: Report to the Council.
- A. 21 Committee on Intellectual Co-operation. Minutes of the Committee of Experts on the International Exchange of Publications, Geneva, July 17th to July 19th, 1924.
- A. 41 Transfers in the Budget approved since the Fourth Assembly. Report by the Secretary-General.
- A. 42 Slavery. Extract from the Minutes of the Thirtieth Session of the Council.
- A. 42 a Temporary Committee on Slavery. First Session of the Committee. Report by M. Branting.
- A. 44 New Work involving New Expenditure on the part of the League.
- A. 45 Advisory Committee on Traffic in Opium. Report on the Work of the Sixth Session. Extract from the Minutes of the Thirtieth Session of the Council.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Liste des Dépositaires
des Publications de la Société des Nations.

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.
- AUSTRALIE**
Australasian Publishing Co. Ltd., 229 Clarence Street, SYDNEY.
- AUTRICHE et ALLEMAGNE**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz 5, VIENNE.
- BELGIQUE**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRESIL**
Livreria F. Brigulet & Cia., 23, rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.
- BULGARIE**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvo-hoditel" No 4a, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell and Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA-RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.
- DANEMARK**
V. Pios Boghandel-Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.
- ÉQUATEUR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- ÉTATS-UNIS**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- FINLANDE**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).
- GRANDE-BRETAGNE, DOMINIONS et COLONIES**
Constable & Co. Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W. C., 2.
- GRECE**
Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Constitution, ATHÈNES.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantès, 10a, Calle Oriente No. 5, GUATEMALA.
- HAWAÏ**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HONGRIE**
Ferdinand Pflefer (Zeldier Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST IV, KER.
- INDES**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS et CALCUTTA.
- ITALIE**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- MEXIQUE**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORVÈGE**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Libreria I. Preclado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PAYS-BAS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PÉROU**
Alberto ULLOA, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE**
Gebethner & Wolff, ulica Slaskiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- ROUMANIE**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- BASSIN DE LA SARRE**
Librairie Marguet 74, Bahnhofstrasse, SARREBRUCK.
- ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES**
Librairie Française Henri Soubre 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SUÈDE**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE**
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser:
Service des Publications, Société des Nations,
GENÈVE (Suisse).

LEAGUE OF NATIONS

Authorised Agents
for the Publications of the League of Nations.

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », Calle Florida 371, BUENOS-AIRES.
- AUSTRALIA**
Australasian Publishing Co., Ltd., 229, Clarence Street, SYDNEY.
- AUSTRIA and GERMANY**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz, 5, VIENNA.
- BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUSSELS.
- BOLIVIA**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRAZIL**
Livreria F. Brigulet & Cia., 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIA**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvo-hoditel" No 4a, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell & Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- DENMARK**
V. Pios Boghandel—Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.
- ECUADOR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- FINLAND**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).
- GREAT BRITAIN, DOMINIONS and COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.
- GREECE**
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitution, ATHENS.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantès, 10a, Calle Oriente, No. 5, GUATEMALA.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HUNGARY**
Ferdinand Pflefer (Zeldier Bros.), Kossuth Lajos Utca 7 SZ. BUDAPEST, IV, KER.
- INDIA**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS and CALCUTTA.
- ITALY**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPAN**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- MEXICO**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE HAGUE.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Libreria I. Preclado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PERU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLAND**
Gebethner & Wolff, ulica Slaskiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.
- ROUMANIA**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SAAR BASIN**
Librairie Marguet, 74, Bahnhofstrasse, SAARBRUCK.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENS**
Librairie Française Henri Soubre, 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SPAIN**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND**
Librairie Payot & Cie, GENEVA, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- UNITED STATES**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries apply:
Publication Department, League of Nations,
GENEVA (Switzerland).

JOURNAL

DE LA
CINQUIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1924

OF THE
FIFTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1924

N° 5. — VENDREDI 5 SEPTEMBRE 1924.

No. 5. — FRIDAY, SEPTEMBER 5th, 1924.

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	33
II. Sixième séance plénière de l'Assemblée	34
III. Septième séance plénière de l'Assemblée	36
IV. Procès-verbaux des Commissions	38
V. Corrections et adjonctions à la liste des membres des Commissions	38
VI. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée	38
VII. Liste des agences télégraphiques et des journaux représentés à la cinquième Assemblée de la Société des Nations	39

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	33
II. Sixth Plenary Meeting of the Assembly	34
III. Seventh Plenary Meeting of the Assembly	36
IV. Minutes of Committees	38
V. Corrections and Additions to the List of the Members of the Committees	38
VI. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	38
VII List of Telegraph Agencies and Newspapers represented at the Fifth Assembly of the League of Nations	39

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 132, au Secrétariat.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 132 at the offices of the Secretariat).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

I. PROGRAMME DES SÉANCES.

Séance plénière de l'Assemblée.

Il y aura une séance plénière de l'Assemblée aujourd'hui 5 septembre, à 10 h. 30.

Ordre du jour: Discussion sur la réduction des armements.
Il y aura probablement une séance plénière durant l'après-midi.

Première Commission : Sous-Commission d'assistance judiciaire aux indigents.

La sous-Commission nommée pour examiner la question de l'assistance judiciaire aux indigents se réunira aujourd'hui, vendredi 5 septembre, à 15 heures, dans la salle de la Section juridique, derrière la tribune du Président, à la Salle de la Réformation.

Commission permanente consultative pour les questions militaires, navales et aériennes.

La Commission permanente consultative se réunira aujourd'hui, 5 septembre, à 16 heures, au bureau du Secrétariat, Salle F.

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

Plenary Meeting of the Assembly.

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day (Friday, September 5th), at 10.30 a.m.

Agenda: Debate on the Reduction of Armaments.
It is anticipated that there will be another plenary meeting of the Assembly in the afternoon.

First Committee: Sub-Committee on Legal Aid for the Poor.

The Sub-Committee appointed to examine the question of Legal Aid for the Poor will meet to-day (Friday, September 5th), at 3 p.m. in the room of the Legal Section behind the President's platform at the Salle de la Réformation.

Permanent Advisory Commission for Military, Naval and Air Questions.

The Permanent Advisory Commission will meet to-day (September 5th), at 4 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room F).

II. SIXIEME SÉANCE PLÉNIERE

Tenue à la Salle de la Réformation le jeudi 4 septembre 1924,
à 11 heures.

Réduction des armements :

M. Ramsay MACDONALD (Empire-britannique) déclare qu'il est aujourd'hui présent à l'Assemblée pour engager le Gouvernement de son pays à ne négliger aucun des moyens qui sont en son pouvoir pour élargir l'influence et augmenter l'autorité de la Société des Nations. L'espoir et la confiance pour les années à venir dépendent entièrement de l'activité de la Société et de la concorde qu'elle établira entre les nations.

Le grand danger auquel nous avons à faire face c'est que le problème de la sécurité soit considéré comme un problème purement militaire, fondé uniquement sur la prédominance de la force.

Le gouvernement britannique n'a pas donné une réponse défavorable à la question posée au sujet de la sécurité parce qu'il est indifférent à la sécurité des nations. Le gouvernement britannique est au contraire extrêmement reconnaissant aux membres de la commission qui ont rédigé le projet de traité d'assistance mutuelle. Mais pour diverses raisons, il n'a pu considérer ce document comme apportant une solution idéale à cette importante question. Le gouvernement britannique se refuse à croire que les alliances militaires apportent la sécurité. De telles alliances ne peuvent que ramener les nations à une situation militaire exactement semblable à celle de 1914.

De plus, le Gouvernement britannique ne veut accepter une obligation que si elle lui apparaît comme strictement définie. Or, les amendements qui ont été soumis à la Commission étaient de nature telle que, s'ils avaient été acceptés et incorporés au Traité, ils auraient détruit le Traité même. Le Gouvernement britannique estime donc que le dernier mot n'a pas été dit sur ce projet de traité et il demande un plus ample examen de la question.

Certaines questions sont indispensables à la poursuite de la paix. La première, c'est que la Société soit aussi compréhensive que possible et n'englobe pas que les nations menacées, mais aussi les nations qu'on regarde comme menaçantes. Les Etats-Unis n'ont jamais refusé leur aide à la Société des Nations quand il s'est agi d'une question précise et parfaitement déterminée et ils ont tous récemment joué un rôle précieux dans la Conférence de Londres. L'Amérique se joindra certainement à la Société des Nations quand les efforts accomplis par les Puissances européennes dans le sens de l'établissement de la paix auront porté leurs premiers fruits.

L'Allemagne ne peut pas demeurer en dehors de la Société des Nations et la Société elle-même ne peut pas s'offrir le luxe de laisser l'Allemagne en dehors d'elle. Il est impossible d'instituer un seul débat sérieux sur les armements, la paix ou la sécurité en l'absence de l'Allemagne. La Conférence de Londres vient de créer de nouvelles relations entre l'Allemagne et les autres Etats européens et ces nouveaux liens devraient être scellés et sanctifiés par la présence de l'Allemagne à l'Assemblée. La rénovation du système européen reste impossible tant que les anciens ennemis des puissances alliées n'ont pas été admis à coopérer à l'édification de ce système.

Il espère que l'Assemblée prendra immédiatement des mesures pour aborder l'examen de la question et qu'elle pourra la traiter durant la session présente, non point avec une arrière-pensée de l'ajourner, mais avec le ferme propos de la résoudre définitivement et une fois pour toutes.

La situation en ce qui concerne la Russie est quelque peu différente. Le Gouvernement des Soviets croit que la dissolution de l'ancien état de choses est le préliminaire essentiel de la construction du nouveau. Cependant la Russie conclut maintenant des traités et applique des méthodes diplomatiques. Il espère donc que l'accord récemment conclu entre le gouvernement britannique et le Gouvernement des Soviets est une première indication que le Gouvernement russe est prêt à venir participer à ce grand système coopératif européen et rendra ainsi complète l'autorité de la Société des Nations.

Comment faut-il aborder le problème de la paix et de la sécurité ? M. MacDonald rappelle à ce sujet que le commerce illicite des armes devient de plus en plus intense. Or, la complicité des Puissances alliées constituerait sur ce point une infraction formelle aux Traités et un manquement à la foi jurée :

II. SIXTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation, on Thursday,
September 4th, 1924, at 11 a.m.

Reduction of Armaments.

Mr. Ramsay MACDONALD (British Empire) said he was present at the Assembly as a pledge that his country would use every means in its power to widen the influence and increase the authority of the League of Nations. Hope and confidence in the future hung upon the work and the agreement of the League of Nations.

The great danger was that national security should be regarded merely as a military problem, and based solely on the predominance of force.

The British Government had not reported against the proposed Treaty of Mutual Assistance because it was indifferent to the problem of national security. The British Government felt under the greatest obligation to the members of the commission who had produced that Treaty, but for various reasons it could not regard that document as the final word upon this important subject. The British Government did not believe that military alliances would bring security. Such alliances must bring back the nations to exactly the same military position as prevailed in 1914.

Moreover, the British Government, before accepting an obligation, desired that obligation to be strictly defined. The amendments proposed to the Draft Treaty, described by certain Governments as essential, had been rejected by the Temporary Mixed Commission, and in fact they destroyed the Draft Treaty. The British Government felt that the last word had not been said in regard to the Draft Treaty, and wished that the matter should be further considered.

Certain conditions were essential for the pursuit of peace. The first was that the League should be comprehensive, including not only the threatened nations, but the nations which were supposed to be threatening.

The United States had never refused to assist the League in specific work, and had recently borne a most helpful part in the London Conference. America would join the League when the efforts of the European Powers towards peace had proved successful.

Germany could not remain outside the League of Nations, nor could the League afford to allow Germany to remain outside. It was impossible to have a single discussion upon armaments, peace, or security with Germany absent. The London Conference had created a new relationship between Germany and the other European States, and that relationship should now be sealed by Germany's appearance on the floor of the Assembly. The renewed creation of a European system was impossible until the late enemies of the Allied Powers had begun to co-operate in that system.

He hoped steps would be taken at once to deal with this matter, and that it might be taken up during the present session, not with the idea of postponing it, but with the idea of settling it now once and for all.

The position with regard to Russia was somewhat different. The Russian Soviet Government believed in revolution and in the destruction of the old as an essential preliminary to the creation of the new. Russia, however, was now making treaties and pursuing diplomatic methods, and he hoped that the agreement just concluded between the British Government and the Soviet Government was a first indication that the Russian Government would become a participator in the European system and thus complete the authority and influence of the League.

How was the League to approach the problem of peace and security ? In this connection he would allude to the active and growing illicit private traffic in arms. This was absolutely prohibited under certain Treaties, and for any of the Allied Powers to connive at it and not to suppress it was a breach of

le Gouvernement britannique prend nettement position en cette matière et demande instamment aux autres nations de l'aider à réprimer ces abus.

Le fond même du problème réside dans le rapport entre la sécurité nationale et les armements nationaux et la première difficulté qui surgit est celle de définir ces deux termes. Qu'est-ce que la sécurité et qu'est-ce qu'une agression. C'est à l'historien seul qu'il appartient, au bout d'un demi-siècle, de prononcer un jugement sur la responsabilité d'une guerre et non aux hommes politiques qui en ont été les témoins. Le seul moyen de parvenir à une juste attribution des responsabilités concernant une agression c'est de recourir à l'arbitrage et d'instituer une cour de justice à cette fin. Le vrai critère sur les intentions, d'une nation devant l'opinion publique du monde c'est l'empressement qu'elle manifeste à demander l'arbitrage, à expliquer pleinement sa politique et à faire la lumière sur ses désirs les plus secrets.

Il faut choisir entre deux choses: ou l'arbitrage ou cet antique errement de la course aux armements et de la préparation immédiate à une guerre inévitable.

Il est nécessaire de prévoir plus judicieusement qu'on ne l'a fait jusqu'ici et dans les moindres détails la juridiction arbitrale que l'on veut instituer. Il y a lieu de se demander par exemple si la clause facultative du statut de la Cour internationale de justice jouerait en temps de guerre ou seulement en temps de paix. Il importe que cette question soit résolue et qu'une commission spécialement nommée par l'Assemblée par exemple soit chargée de l'étudier. Cette commission pourrait soumettre à l'Assemblée avant la fin même de cette session un rapport où cette clause apparaîtrait sous une forme plus précise et plus définie. Le Gouvernement britannique n'apposera sa signature à un pareil document que lorsque toute possibilité d'équivoque en aura disparu.

Il y a ensuite le problème proprement dit des armements. L'Amérique a fait le premier pas en ce qui concerne les armements navals. Le Gouvernement britannique a signé l'accord de Washington et il a tenu ses engagements dans la lettre et dans l'esprit. Il souhaite qu'on aille plus loin encore dans la même voie.

Le problème des armements terrestres est plus difficile.

Si l'Assemblée convoquait immédiatement une conférence internationale sur la réduction des armements, cette conférence, faute de préparation, aboutirait à un échec absolu. C'est qu'il importe de préparer l'atmosphère. Cette préparation serait plus aisée si l'Allemagne faisait partie de la Société des Nations, si l'on pouvait approfondir immédiatement la question de l'arbitrage. Il faut donc constituer une commission, et lui donner pleine autorité. Une conférence internationale pourra ensuite devenir possible et avoir des chances de succès. Il y a dans le Pacte de la Société des Nations des stipulations très complètes sur le mécanisme de l'arbitrage et l'application des sanctions éventuelles, et cependant ces sanctions seront inapplicables sans l'intervention préalable d'une interprétation et d'une élucidation des textes, d'une adaptation de ces textes aux conditions présentes que le Pacte n'a pu pleinement prévoir. Les articles 10, 12, 13, 15 et 16 pourraient devenir, par une interprétation appropriée, une vraie charte de la paix.

Il faut donc frayer la voie et préparer la conférence internationale. Déjà une commission de la Société a soumis à l'Assemblée un projet au sujet duquel ont été reçues les critiques de divers gouvernements, et il y a également comme élément de discussion un plan extrêmement bien fait élaboré par un groupe d'Américains. Tous ces documents sont à reprendre, à confier à une Commission chargée de préparer une conférence sur la réduction des armements et avant même la fin de cette Assemblée un progrès substantiel pourra être réalisé.

L'histoire est pleine d'invasions, de guerres et d'agressions et il y a toujours eu des pactes, des garanties militaires et des mesures militaires de sécurité. L'histoire du monde nous apprend quels ont été les destins de ces nations qui se sont confiées à ces apparences trompeuses de sécurité. Pour lui, il fait appel aux petites nations qui, avec ou sans Pacte, seraient envahies et écrasées à nouveau dans l'avenir si elles continuaient à n'avoir confiance qu'en une organisation militaire de la société.

Il est aisé d'organiser un mécanisme défensif, mais en l'organisant précisément on détruit les chances de paix. Or, il faut arriver à réaliser un progrès et on n'y parviendra que par

faith. The British Government took a very firm stand in the matter, and appealed to the other nations for support.

The main problem was that of national security in relation to national armaments, and the first difficulty was one of definition. What, for example, was security, and what was aggression? The ability to assign responsibility for aggression had hitherto belonged to the historian who studied and wrote fifty years after a war, and never to the politician who lived through its beginnings.

The only way to accurate attribution of responsibility for aggression was by means of arbitration, and the setting up of courts for this purpose. The test for a nation was whether it was willing to arbitrate, to explain its policy, and to publish its intention.

There was no alternative to arbitration except the old system of competitive armaments, and an immediate preparation for inevitable war.

It was necessary to devise more successfully than hitherto the manner in which the courts would operate under a system of arbitration and the nature of the obligations laid upon the States which accepted such a system. It was asked whether the optional clause in the Statute of the International Court of Justice would operate in war or only in peace. That question must be settled. He would propose that the clause in question should be carefully examined by a commission appointed by the Assembly. This commission might submit to the Assembly before the end of the present session a more accurate expanded and definite form of the undertaking which the clause embodied. The British Government desired to sign undertakings like the optional clause, but before taking that step it was only proper that the clause should be put in the most specific possible form.

Then there was the direct problem of armaments themselves. America had taken the first step in regard to naval armaments. The British Government had signed the Washington agreement, and had fulfilled it in the letter and in the spirit, and he hoped that still further investigations would be undertaken into this great problem.

Land armaments were more difficult. What would happen if the Assembly were here and now to call an international conference for the reduction of armaments? The conference would certainly fail for lack of adequate preparation. An atmosphere and adequate machinery were essential. The League, however, had an opportunity to create these conditions, if Germany were brought within the League and if the system of arbitration were further explored and defined within the present year.

It was only necessary to create a commission, and give it adequate authority and encouragement. An international conference would then become practical and be assured of a successful issue.

The Covenant of the League contained all the provisions necessary to a system of arbitration, but the Covenant required elaboration and interpretation. Articles 10, 12, 13, 15 and 16 of the Covenant might well become a chapter of peace if they were applied to present circumstances and extended.

A beginning had been made with the preparation for an international conference. A draft treaty of mutual guarantee was before the Assembly, together with the criticisms of the Governments and an interesting plan drafted in the United States. Let these documents be handed over to a commission with a mandate to prepare for an armaments conference, and let the Assembly ensure before rising that some substantial progress had been made in co-ordinating these ideas and in producing some measure of agreement and consent.

History was full of invasions, of wars and aggressions, and there had always been pacts, military guarantees and military security. History was full of the doom of nations that had trusted that false security. He would appeal to the small nations which, with or without pacts, would be invaded and crushed in the future as in the past, if they continued to trust in a military organisation of society.

A machinery of defence was easy to create, but in creating it the chances of peace might be destroyed. The only alternative was a League of Nations embodying confidence in the

les moyens de l'arbitrage. C'est ainsi qu'on inspirera le respect de la loi et du droit, et que les peuples pourront lever les yeux vers la Société des Nations qui sera au-dessus d'eux non parce qu'elle est armée, mais parce qu'elle sera composée d'hommes calmes à l'esprit juste.

III. SEPTIEME SÉANCE PLÉNIERE

Tenue à la Salle de la Réformation le jeudi 4 septembre 1924, à 16 heures.

Réduction des armements (suite).

M. SKRZYŃSKI (Pologne) déclare que la Pologne a accepté le projet de traité d'assistance mutuelle, bien que, sur certains points, en particulier en ce qui concerne la définition des agressions, le texte du traité manquât de précision. La Pologne ne pense pas que l'on puisse rejeter le traité, étant donné qu'il n'est guère plus qu'une interprétation et qu'une amplification du Pacte de la Société. Il y a un point sur lequel les opinions peuvent différer. Ce sont les accords complémentaires. On peut prétendre en effet, que l'on n'a pas le droit de reprendre des formes rappelant la structure internationale du passé. Pour lui, cependant, il incline à croire que les traités complémentaires doivent être considérés moins comme une cause que comme un effet. Il résulte de ce fait, que la solidarité universelle n'est pas réalisée encore et qu'on ne peut lui attribuer des sanctions suffisantes pour garantir la paix du monde. Tous accords complémentaires deviendront inutiles le jour où le monde entier désarmera moralement.

La Pologne est prête à approuver toute formule mettant les nations en mesure de subordonner leurs aspirations nationales au sens de l'équité. Il verrait pour lui avec joie l'introduction dans la vie internationale de la procédure utilisée dans l'intérieur des pays. La Cour permanente de justice est déjà un pas très important dans cette voie, car elle constitue une rupture avec les anciennes traditions. L'arbitrage est le grand idéal pour l'avenir, mais il n'est pas encore possible de voir exactement comment on réalisera la procédure de la justice internationale. Pourtant il est un point qu'on entrevoit déjà, c'est qu'il sera nécessaire d'appliquer à la justice internationale les principes et les idées qui demeurent la base de la jurisprudence, en particulier le principe de l'indépendance des juges. Or, un juge est d'autant plus indépendant qu'il est lié plus étroitement par un code fixe, par une loi connue. Il est impossible dans la vie internationale de faire appel à la coutume puisque l'effort de la Société des Nations consiste précisément à rompre avec les traditions anciennes. Il faut donc que le juge international tire son indépendance de sa soumission à un code fixe, connu, indiscutable.

Un pareil code est constitué par les traités. Les nations doivent donc renoncer d'elles-mêmes à une part de leur souveraineté, en faveur de l'arbitrage obligatoire, mais elles ne le feront que lorsque le juge devant lequel elles devront s'incliner, aura en main un code indiscutable appuyé d'une sanction, garantissant à tous les pays l'inviolabilité des traités et des statuts territoriaux établis.

M. Matthew CHARLTON (Australie) rappelle que lorsque la Société des Nations se mit à l'œuvre, la question qui intéressait principalement le public était celle du désarmement et de la paix. Aujourd'hui cependant, l'Europe a sous les armes plus d'un million d'hommes de plus qu'en 1913, ce qui a suscité un certain nombre de doutes sur l'efficacité de la Société des Nations et ce qui rend nécessaire l'accomplissement de quelque chose de positif durant la présente session de l'Assemblée.

Ce qui aggrave encore le problème, c'est que tant de nations restent encore en dehors de la Société. Il s'accorde entièrement avec le Premier Ministre de la Grande-Bretagne à considérer comme nécessaire la coopération de l'Allemagne durant la présente Assemblée. Il approuve aussi la proposition qui a été faite de réunir une conférence sur la question du désarmement et il insiste pour qu'une invitation soit adressée immédiatement à tous les pays pour une date déterminée. La Conférence de Washington qui était limitée aux nations qui avaient des intérêts dans le Pacifique, a déjà pris des décisions en ce qui concerne la réduction du nombre de vaisseaux de ligne, mais la question générale du désarmement ne peut être réglée qu'avec la coopération de toutes les nations et par un accord général.

order and rectitude of law, and trusted, not because its arm was great, but because its mind was calm and its nature just.

III. SEVENTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation, on Thursday, September 4th, 1924, at 4 p.m.

Reduction of Armaments (continuation).

M. SKRZYŃSKI (Poland) said that Poland had accepted the Draft Treaty of Mutual Assistance, although in certain particulars, notably in the definition of aggression, the Treaty was not sufficiently precise. Poland did not think that the Treaty could well be rejected, as it was scarcely more than an interpretation and extension of the Covenant of the League.

There might be a difference of opinion in regard to the complementary agreements sanctioned under the Treaty of Mutual Assistance. It might be argued that it was not right to revive forms which were characteristic of the international system of the past. Personally he was of opinion that complementary treaties should not be regarded so much as a cause as an effect. They were the result of the fact that universal solidarity was not yet realised and could not be provided with adequate sanctions. Complementary agreements would no longer be necessary when the world was morally disarmed.

Poland would be prepared to sign any formula enabling the nations to subordinate their national aspirations to the sense of right. He would welcome the introduction in international life of the procedure which already regulated the internal affairs of nations. The Permanent Court of International Justice was already a very important step in this direction. It represented a breach with the old traditions.

Arbitration was the great ideal of the future. It was not yet possible to see exactly how international justice would be regulated. One point, however, was clear: namely, that it would be necessary to apply to international justice the principles and ideas which lay at the root of all jurisprudence, particularly the principle of the independence of the judges, which must depend largely on their being closely bound by a fixed code and by a recognised law. It was not possible in international life to appeal to custom, since the efforts of the League were directed towards a breach with the old traditions. The independence of the international judge must therefore be based on his submission to a fixed code, known and beyond dispute.

Such a code was constituted by treaties. Nations could only surrender their sovereignty in favour of compulsory arbitration if the judges whose decision they would be obliged to respect were administering an indisputable code, guaranteeing the rights of all countries and recognising the validity of treaties and the established territorial system.

Mr. Matthew CHARLTON (Australia) said that when first the League began its work the question which principally interested the public was that of disarmament and peace. To-day, however, Europe had over one million more men under arms than in 1913, a fact which had raised doubts whether the League would be able to achieve its object, and which made it essential for something tangible to be done at the present session of the Assembly.

The problem was aggravated by the fact that so many nations remained outside the League. He entirely agreed with the Prime Minister of Great Britain as to the necessity of securing the co-operation of Germany during the present Assembly. He also supported the suggestion that a conference on armaments should be convened, and he was strongly of opinion that an invitation should be issued immediately to all countries to come together at a given date.

The Washington Conference had been limited to nations interested in the Pacific and to the reduction of capital ships. The general question of armaments would only be settled by the co-operation of all nations under a general scheme.

Une conférence internationale pourrait dissiper l'anxiété légitime de la France au sujet de sa sécurité future et pourrait conduire à une réduction générale des armements, en abandonnant toute question litigieuse internationale au règlement arbitral.

Si ce problème n'est pas promptement résolu, la confiance publique en l'utilité de la Société des Nations, serait considérablement affaiblie.

Il assiste à l'Assemblée, non point en tant que représentant du gouvernement australien, mais en chef du parti travailliste australien et de l'opposition au Parlement de la République. Le Gouvernement australien regarde avec raison le problème de la paix comme dépourvu de tout intérêt de parti et comme devant être traité d'un point de vue national. Le Gouvernement australien reconnaît que toutes les forces politiques devraient être représentées à l'Assemblée de la Société et M. Charlton souhaiterait que cet exemple pût être suivi dans d'autres pays.

La Société ne peut se justifier aux yeux des peuples qu'en agissant résolument sur ce point. L'Assemblée devrait voter une résolution, invitant le Conseil à prendre immédiatement des mesures pour convoquer toutes les nations du monde à une conférence ayant pour but la discussion du désarmement. Par là le public se rendrait compte que la Société des Nations est une réalité vivante.

M. van KARNEBEEK (Pays-Bas) déclare que le Gouvernement des Pays-Bas regrette de n'avoir pu donner son adhésion au projet de traité d'assistance mutuelle. La plupart des Etats ont exprimé leurs vues à ce sujet et la question qui se pose maintenant est de savoir comment la Société des Nations pourra agir dans ces conditions.

Quel que puisse être le résultat de la présente discussion, nul ne doit avoir l'impression que le Pacte est impropre à amener un règlement de la question du désarmement et de la paix, ou que la Société est incapable de suffire à la tâche. Selon lui, l'article 12 du Pacte est la clef de voûte de l'édifice. Il est stipulé dans l'article 12 qu'aucune nation ne doit recourir à la guerre avant d'avoir fait appel à l'arbitrage ou à la médiation du Conseil, et qu'il doit en outre s'écouler un délai de trois mois après l'application du jugement arbitral et le rapport du Conseil. Depuis que l'article a été accepté, les membres de la Société sont soumis à l'obligation de régler leurs différends par les méthodes pacifiques. Bien que la guerre ne soit pas strictement impossible, elle est astreinte à remplir à de telles conditions qu'elle ne pourrait presque pas éclater si les membres de la Société satisfont à toutes leurs obligations. Le cas où ces obligations ne pourraient pas être satisfaites, est couvert par l'article 16 du Pacte. Le projet de traité d'assistance mutuelle semble montrer néanmoins que cet article n'est pas tout à fait suffisant.

Si les membres de la Société des Nations ne sont pas capables de satisfaire aux obligations imposées par l'article 12, la question est de savoir si un autre contrat pourrait sauver la situation. Lord Balfour, parlant de ce projet de traité d'assistance mutuelle, a dit que c'était une tentative pour soutenir un traité au moyen d'un autre et que si tous les signataires du Pacte avaient agi conformément à l'esprit du Pacte, il n'y aurait plus de guerre, ni de danger de guerre. Le respect de l'article 12 est la plus grande garantie de sécurité nationale à l'avenir. Si, de plus, la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale était acceptée comme obligatoire, conformément à l'article 36; si, en outre, la Société des Nations englobait toutes les nations du monde, le public n'aurait plus d'inquiétude sur l'exécution de l'article 8 du Pacte relatif à la réduction des armements.

M. STAUNING (Danemark) déclare que les destinées du monde dépendent dans une large mesure des décisions que prendra la cinquième Assemblée. Il partage pleinement le désir exprimé par le Premier Ministre britannique que toutes les nations du monde soient représentées à la Société.

Elle a aussi remarqué avec plaisir l'insistance du Premier Ministre britannique sur le principe de l'arbitrage obligatoire. Tous les partis politiques du Danemark sont favorables à ce principe et, en prévision de son acceptation, le Gouvernement danois envisage une réforme radicale de son armée et de sa

An international conference might remove the anxiety which France legitimately felt in regard to her future security, and might lead to a general reduction of armaments, leaving all matters of international dispute to be settled by arbitration or any other practicable method.

If this problem were not solved, public confidence in the utility of the League to secure peace would inevitably be weakened.

He was attending the Assembly not as a representative of the Australian Government, but as leader of the Australian Labour Party and of the Opposition in the Parliament of the Commonwealth. The Australian Government rightly regarded the question of peace as one devoid of all party significance, and one which should be dealt with from a national point of view. The Australian Government recognised that every political force should be represented at the Assembly of the League, and he would submit that this example might usefully be followed in other countries.

The League could only justify itself in the eyes of the peoples of the world by taking decisive action in this matter. A resolution should in some way come from the Assembly calling upon the Council to take immediate steps to invite all the nations of the world to a conference for the purpose of discussing disarmament. Thereby the public would realise that the League was a living reality.

M. VAN KARNEBEEK (Netherlands) said that the Netherlands Government regretted that it had been unable to adhere to the Draft Treaty of Mutual Assistance. Most States had given their views on the subject, and the question which now arose was how the League of Nations would, in these circumstances, proceed.

Whatever might be the practical issue of the present discussion, the impression need not arise that the Covenant was in any way inadequate to create the conditions necessary for a solution of the problem of disarmament and peace, or that the League was incapable of fulfilling its task. In his opinion, Article 12 of the Covenant was the keystone. It was agreed in Article 12 of the Covenant that there would be no resort to war before appeal had been made to arbitration, or to the mediation of the Council, and that there should, moreover, be a delay of three months after the application of the sentence of arbitration and the report of the Council. From the moment that Article was accepted, the Members of the League were living subject to an obligation to settle all their disputes by pacific methods. War, though under the Covenant it might still in certain circumstances be legally admissible, was submitted to such conditions that there could be almost no chance of it arising if the undertakings accepted by the Members of the League were honourably fulfilled.

Cases in which the undertaking was not fulfilled were covered by Article 16 of the Covenant. Was Article 16, however, sufficient? The Draft Treaty of Mutual Assistance appeared to cast some doubt on the subject.

If Members of the League of Nations were not capable of keeping the undertaking embodied in Article 12 of the Covenant, would another contract be able to save the position? Lord Balfour, speaking of the Draft Treaty of Mutual Assistance, had said that it was an attempt to buttress up one Treaty by another, and that, if all the signatories to the Covenant acted in the spirit of the Covenant, there would be no war and no danger of war.

Respect for Article 12 of the Covenant was one of the great guarantees of international security in the future. If, in addition, the obligatory jurisdiction of the Permanent Court of International Justice, as contemplated in Article 36 of its Statute, were generally accepted, and, further, if the League of Nations were extended to include all the nations of the world, the public might rest assured in regard to the execution of Article 8 of the Covenant relating to the reduction of armaments.

M. STAUNING (Denmark) said that the destinies of the world would depend considerably on the decisions taken by the Fifth Assembly. He fully shared the desire expressed by the British Prime Minister that all the nations of the world would soon be represented in the League.

He had also noted with pleasure the insistence laid by the British Prime Minister on the principle of compulsory arbitration. All political parties in Denmark were in favour of that principle, and, in view of the possibility of it being accepted, the Danish Government was considering a radical revision of its

marine qui, si elle aboutissait, modifierait profondément la situation militaire de ce pays. L'armée et la marine ne seraient plus destinées à la guerre, mais uniquement à l'inspection des frontières et des eaux territoriales. Il espère que les conditions auxquelles parviendra l'Assemblée comprendront le principe de l'arbitrage obligatoire et permettront la réalisation de tous ces projets.

Communication concernant la délégation danoise.

Le PRÉSIDENT, en invitant M. STAUNING à prendre la parole devant l'Assemblée, lui a souhaité la bienvenue, en déclarant qu'il prendrait la présidence de la délégation danoise pendant son séjour à Genève. M. Borgberg, pendant cette période, serait délégué suppléant et reprendrait son titre de délégué titulaire après le départ du Premier Ministre.

IV. PROCES-VERBAUX DES COMMISSIONS.

NOTE DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE.

Le Bureau de l'Assemblée prie MM. les Présidents des Commissions de vouloir bien rappeler à celles-ci aussitôt que possible le caractère de leur procès-verbal.

Tandis que le compte rendu des séances plénières de l'Assemblée est un compte rendu *in extenso*, le procès-verbal des Commissions consiste en un simple résumé des points essentiels de la discussion. MM. les délégués ne doivent donc pas s'attendre à trouver dans le procès-verbal la reproduction sténographique de leurs déclarations, mais un résumé, auquel ils pourront demander des corrections.

Les procès-verbaux provisoires de chaque séance seront communiqués autant que possible avant la séance suivante. Les corrections demandées par MM. les délégués devront être remises au Secrétaire avant la séance qui suivra celle où le procès-verbal aura été distribué. Le Président soumettra à la Commission, s'il le juge nécessaire, les modifications demandées; la Commission restant toujours maîtresse du texte définitif du procès-verbal.

army and navy which, if accepted, would entirely alter the military establishments of the country. The army and navy would then no longer be organised with a view to war, but only with a view to the inspection of frontiers and territorial waters.

He hoped the decisions to be reached by the Assembly would endorse the principle of compulsory arbitration and make it possible for such proposals to be practically carried out.

Communication concerning the Danish Delegation.

The PRESIDENT, on inviting M. STAUNING to address the Assembly, welcomed him to Geneva and stated that he would act as head of the Danish Delegation during his stay. M. Borgberg would during that period act as substitute delegate, resuming his regular duties when the Danish Prime Minister left Switzerland.

IV. MINUTES OF COMMITTEES

NOTE BY THE GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY.

The General Committee of the Assembly requests the Chairman of Committees to be good enough to remind the latter, as soon as possible, of the character of their minutes.

Whereas the records of the Plenary Meetings of the Assembly are verbatim records, the minutes of Committees consist merely of a summary of the main points of the discussion. Delegates should not, therefore, expect to find in the minutes a full shorthand report of their remarks, but a summary, in regard to which they may request corrections to be made.

The draft minutes of each meeting will be distributed, so far as possible, before the next meeting. Any corrections desired by Delegates should be handed in to the Secretary before the meeting following that at which the minutes are distributed. The Chairman will, at his discretion, submit such emendations to the Committee, with which it will rest to determine the final text of the minutes.

V. CORRECTIONS ET ADJONCTIONS A LA LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS

V. CORRECTIONS AND ADDITIONS TO THE LIST OF MEMBERS OF COMMITTEES

PREMIERE COMMISSION. — FIRST COMMITTEE.

Nouvelle-Zélande: Sir James Allen. — Mr. Knowles (suppléant).

DEUXIEME COMMISSION. — SECOND COMMITTEE.

Espagne: M. Leopoldo de Palacios (suppléant).
Nouvelle-Zélande: Mr. Knowles (suppléant).

TROISIEME COMMISSION. — THIRD COMMITTEE.

Espagne: M. Emilio Palacios.
Nouvelle-Zélande: Sir James Allen.

QUATRIEME COMMISSION. — FOURTH COMMITTEE.

Nouvelle-Zélande: Sir James Allen.

CINQUIEME COMMISSION. — FIFTH COMMITTEE.

Espagne: M. Emilio Palacios. — M. Leopoldo de Palacios (suppléant).
Nouvelle-Zélande: Sir James Allen. — Mr. Knowles (suppléant).

SIXIEME COMMISSION. — SIXTH COMMITTEE.

Lettonie: M. Louis Seja. — M. Villa Schumans.
Nouvelle-Zélande: Sir James Allen.

VI. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE

Compte rendu provisoire, 5^{me} séance.
Compte rendu provisoire: 6^{me} séance.
Compte rendu définitif: 1^{re} séance.

- A. 20 Commission de Coopération intellectuelle. Procès-Verbal de la quatrième session.
A. 45 Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient: Extrait du procès-verbal de la trentième session du Conseil.
Liste des délégués et membres des délégations (révisée).

VI. DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS OF THE ASSEMBLY

Provisional Verbatim Record: Fifth Meeting.
Provisional Verbatim Record: Sixth Meeting.
Definitive Verbatim Record: First Meeting.

- A. 20 Committee on Intellectual Co-operation. Minutes of the Fourth Session.
A. 46. Protection of Women and Children in the Near East: Extract from Minutes of the 30th session of the Council.
List of Delegates and Members of Delegations (revised).

VII. LISTE DES AGENCES TÉLÉGRAPHIQUES ET DES JOURNAUX
REPRÉSENTÉS A LA CINQUIÈME ASSEMBLÉE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

VII. LIST OF TELEGRAPH AGENCIES AND NEWSPAPERS REPRESENTED
AT THE FIFTH ASSEMBLY OF THE LEAGUE OF NATIONS

PRESSE ALLEMANDE. — GERMAN PRESS.

Agence Wolf: Dr M. BEER, Hôtel de Genève, rue du Mont-Blanc; M. B. SCHEFFER, idem.
Berliner Zeitung: Mme A. BLOGSER, 3, chemin des Cottages.
Berliner Volkszeitung: M. F. LEHNHOFF, Hôtel Central.
Berliner Börsencourier: Mme E. WOLFF, 15, rue Galland.
Berliner Feuilleton: Mlle H. SCHLESNINGER, Hôtel du Lion-d'Or.
Berliner Tageblatt: Dr W. RUPPEL, Pension Minerva.
Deutsche Allgemeine Zeitung: Dr M. ADLER, Hôtel du Siècle.
Dresdener Anzeiger: Dr W. THUM, rue Tœpffer, 21.
Dresdner Volkszeitung: M. O. RUTHER, chez M. Campiche, 8, chemin Sautier.
Express Korrespondenz: Dr von E. SCHMIDT-PAULI, Hôtel de l'Ecu.
Frankfurter Zeitung: M. W. von DEWALL, Hôtel d'Angleterre.
Frau im Staat: Mme V. GLUCKLICH, 6, rue du Vieux-College.
Friedenswarte: M. G. SEZER, Hôtel de Bourgogne.
Leipziger Tageblatt: Mme M. DRIESCH, chez Mme Mermod, 12, rue Jules-Crosnier.
Lokal Anzeiger: Mme L. MULLER, 118, rue des Eaux-Vives.
Munchner Post, etc.: M. K. LENZ, Ligue internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté.
Oberschlesischer Kurrier: M. J. MAIER-HULTSCHIN, Hôtel du Lion-d'Or.
Service Parlementaire de la Presse Socialiste Allemande: Dr H. WESEMANN, 8, rue du Léman.
Telegraphen Union: M. F. DE LA TROBE, 10, route de Chêne.
Volkswacht (Freiburg): M. S. LION, 60, rue de Carouge.
Vorwärts: M. V. SCHIFF, Hôtel de la Gare.
Vossische Zeitung: Dr J. BECKER, 3, chemin des Cottages. M. H. HERZ, idem.
Welt am Montag: M. von GERLACH, 11, avenue de Champel.
Weser Zeitung: M. O. KRIEGH, Hôtel Bristol.

PRESSE AMÉRICAINE. — AMERICAN PRESS.

Associated Press: Mr. J. SCHARKEY, 8, route de Florissant; Mr. HAWLEY, Pension La Résidence.
United Press: Mr. H. WOOD, 29, quai du Mont-Blanc.
Advocate of Peace: Mr. A. D. CALL, Pension La Résidence.
Brooklyn Eagle: Mr. GUY HICKOK, Hôtel de la Paix; Mr. H. V. KALTENBORN, Pension Sues.
Century Magazine: Mrs. Sara WAMBAUGH, Hôtel Bellevue.
Chicago Daily News: Mr. P. S. MOWRER, Hôtel de Russie.
Chicago Tribune: Mr. H. WALES, Hôtel Victoria.
Christian Science Monitor: Mr. S. J. JENNINGS, 2, place Beau-Séjour.
Federated Press: Mr. G. E. HOOKER, 7, rue de Ferney.
Hearst-Newspapers: Mr. R. DELL, 61, rue du Rhône.
Herald Tribune: Mr. W. S. FORREST, Hôtel Victoria.
International News Service: Mr. F. E. MASON, Hôtel Victoria.
Ladies Home Journal: Miss Constance Drexel, Hôtel de la Paix.
News Bulletin: Mr. J. G. McDONALD, Hôtel Bellevue.
Newark Evening News: Miss C. I. DORRIAN, Hôtel Suisse.
New York Daily News: Mr. J. CLAYTON, Hôtel Victoria.
New York Herald Tribune: Mr. W. P. MADDOX.
New York Sun: Mr. G. ADAM, Hôtel Touring et Balance.
New York Times: Mr. E. J. JAMES, Hôtel Victoria; Mr. J. CORBIN, Hôtel de la Paix.
New York World: Mr. A. DOSCH-FLEUROT, Hôtel de la Paix.
Paris Evening Telegram: Mr. J. PARKERSON, Hôtel d'Angleterre.
Pioneer Press, etc.: Mr. R. B. ANDERSON.
Public Ledger: Mr. R. G. CARROLL, Hôtel des Voyageurs.
Survey: Mrs. V. BRENNER, Hôtel Beau-Séjour.
Wall Street Journal: Mr. S. GRIFFITH, 17, rue du Mont-Blanc.

PRESSE SUD-AMÉRICAINE. — SOUTH AMERICAN PRESS.

A Noite (Rio de Janeiro): M. J. MARIUHO, Hôtel de Genève et du Brésil; M. J. CASTELLO DE CARVALHO, idem.
Excelsior (Guatemala): M. O. BERTHOLIN, Grand-Sacoune.
La Nacion (Buenos Aires): M. J. A. del VAYO, Hôtel Richemond.
La Prensa (Buenos Aires): M. R. de FRANCH, Hôtel Victoria.

PRESSE AUSTRALIENNE. — AUSTRALIAN PRESS.

Australian Cable Service: Mr. J. PATON.

PRESSE AUTRICHIENNE. — AUSTRIAN PRESS.

Der Tag: M. R. BERMANN, Hôtel Victoria.
Friedenswarte: M. I. BENRUBI, 2, avenue Sorot.
Groupe de Journaux autrichiens: Dr S. FLOCH, Hôtel de Bourgogne.

PRESSE BELGE. — BELGIAN PRESS.

Agence télégraphique belge: M. A. HAUBRECHTS, 26, chemin de Richemont.
Journal de Charleroi: Sénateur H. LAFONTAINE, Hôtel Touring et Balance.
Soir (Bruxelles): M. P. ADAM, c/o le *Journal de Genève*.

PRESSE BRITANNIQUE. — BRITISH PRESS.

Agence Reuter: Mr. W. H. G. WERNDL, Hôtel d'Angleterre; Mr. EMMETT, Hôtel d'Angleterre.
Akhari (Londres): Mr. A. E. BLACKBURN, Hôtel des Familles.
British Weekly: M. B. MATHEWS, 3, rue du Général-Dufour.
Central News: Dr J. PENTMAN, 14, Clos Belmont.
Christian World: Mr. J. H. HARRIS, Hôtel des Familles; Miss E. BATTY, Hôtel des Familles.
Church of England Newspaper: Canon H. B. OTTLEY, Hôtel Bristol.
Daily Chronicle: Mr. G. RENWICK, Hôtel Victoria.
Daily Express: Mr. P. DEVITTE, 31, rue Liotard.
Daily Herald: Mr. A. ZIMMERN, 13, rue Versonnex.
Daily Mail: Mr. James CHALLINOR.
Daily News: Mr. H. Wilson HARRIS, Hôtel Richemond.
Daily Telegraph: Mr. Julian GRANDE, 8, avenue Léon-Gaud.
English Herald: Mr. A. CHARLESON, 8, Crêts de Champel.
Evening Standard: Mr. G. H. MAIR.
Exchange Telegraph: M. André GLARNER, Hôtel Victoria.
League of Nations Union Publicity Service: Miss L. MAIR, Pension des Tourelles.
Manchester Guardian: Mr. E. T. SCOTT, Hôtel Victoria; Mr. HAMILTON, Hôtel Victoria.
Morning Post: Mr. E. BARBER, Hôtel Victoria.
Nation: Mr. C. WEBSTER, Hôtel Richemond.
Observer: Mr. P. CARR, Hôtel Victoria.
Review of Reviews: Mr. W. STEED, Hôtel de la Paix.
Spectator: Prof. F. ROGET, « Le Manoret », Vandœuvres.
Sunday Express: Mr. R. DONALD.
Times: Mr. A. L. KENNEDY, Hôtel d'Angleterre; Mr. C. Eg. d'ARCIS, rue Michel-Chauvet, 8.
Time and Tide: Miss V. BRITAIN.
Westminster Gazette: Mr. Hugh SPENDER; Mr. HANCOCK.
Woman's Leader: Mrs. TIMES.
Yorkshire Evening News: M. A. KRAFFT, 9, avenue Gaspard-Vallette.
Yorkshire Evening Post, etc.: Miss L. REID, Hôtel d'Angleterre.

PRESSE BULGARE. — BULGARIAN PRESS.

Agence-télégraphique bulgare et Slovo (Sofia): M. G. KOULICHEFF, 2, Rond-Point de Plainpalais.
Spra (Sofia): M. L. NEMANOFF, Pension Dupuis.

PRESSE CANADIENNE. — CANADIAN PRESS.

La Presse (Montreal): M. A. L. MATTHEY, « Les Vergers », Grange-Canal.

PRESSE CHINOISE. — CHINESE PRESS.

Koué-Fong: M. T. Y. MA, Pension Linsi, 10, bould G.-Favon.
North China Herald, etc.: Mr. C. WATNEY, Hôtel Beau-Rivage.
Shun Pao: Mrs. D. LEIGH-WANG, « Les Hirondelles », Champel.

PRESSE DANOISE. — DANISH PRESS.

Berlinske Tidende: M. V. NAESER, Hôtel des Bergues.
Fyns Venstreblad: M. A. VEDEL, Hôtel des Alpes.
København: M^{me} E. BRUCHN-PETERSEN, Pension Léman, 15, rue des Alpes.
Politiken, etc.: M. N. BLAEDER, Hôtel de l'Europe.
Social Demokrat: M. H. RECHENDORFF, Pension Nouvelle-Poste.
Sorø Amstidende: M. W. PETERSEN, Pension du Léman.
Telegraphen Company: M. A. WEISS, 60, rue du Rhône.

PRESSE ÉGYPTIENNE. — EGYPTIAN PRESS.

Allcira (Caire): M. K. BOUBLÉ, Hôtel du Siècle.
La Tribune d'Orient: A. EL-GHAIATY, 8, rue Barthélemy-Menn.

PRESSE ESPAGNOLE. — SPANISH PRESS.

La Publicitat (Barcelone): M. J. PLA, Hôtel Touring et Balance.
Le Voz: M^{me} M. MARTINEZ-SIERRA, Pension Suez.
El Liberal, Heraldo, Veu de Catalunya: M. F. MADRID, 33, Quai du Mt-Blanc, chez M^{me} Katz.
El Sol: M. C. BARGA, Hôtel Richemond.

PRESSE ESTHONIENNE. — ESTHONIAN PRESS.

Revaler Botc: M. E. AMENDE, Hôtel Victoria.

PRESSE FINLANDAISE. — FINNISH PRESS.

Helsingin Sanimat: M^{me} R. TAIVOLA, 2, avenue des Vollandes.

PRESSE FRANÇAISE. — FRENCH PRESS.

Action française: M. J. LE BOUCHER, Hôtel Suisse.
Agence Havas: M. H. RUFFIN, Hôtel Victoria.
Agence Information: Information politique, Information financière: M. E. TAPONIER, Hôtel des Bergues; M. J. JORDY, Hôtel des Bergues.
Christianisme Social: M. H. DARTIGUE, 14, avenue de la Gare, Annemasse.
Chronique Sociale de France: M. P. CLOTTU, 7, avenue Léon-Gaud.
La Croix: Monseigneur E. BEAUPIN, Confignon (près Genève).
Dépêche (Toulouse): M. F. de TESSAN, Hôtel International.
Dernières Nouvelles (Paris): Dr. A. CHARASCH, 15, boulevard des Philosophes.
Dernières Nouvelles (Strasbourg): M. J. KNITTEL, Hôtel de l'Europe.
Eclair: M. M. PAILLARES, Hôtel Touring-Balance; M. M. MALEROFF, 3, rue Versonnex.
Echo de Paris: M. A. GÉRAUD, Hôtel d'Angleterre; M. R. LACOSTE, idem.
Evangile et Liberté: M. C. DUCASSE, 11, rue de Candolle.
Europe Nouvelle: M^{me} L. WEISS, Hôtel Bellevue; M. R. Lévy, idem.
L'Ère Nouvelle: M. P. CAMPARGUE, Les Tourelles, 2, boulevard James-Fazy; M. R. COLRAT, Hôtel du Siècle.
La Flamme (Le Havre): M. R. RUFENACHT, Hôtel du Siècle.
La France mutilée: M. L. VIALA, Hôtel Touring et Balance.
Intransigeant: M. A. de GOBART, Hôtel International.
Le Journal: M. L. CHASSAIGNE, Hôtel International; M. Y. ROCHE, 3, place des XXI-Cantons.
Journal des Débats: M. A. GAUVAIN, Hôtel de Russie; M. Ed. BAUTY, Grand-Lancy.
Lyon Républicain: Prof. E. ANTONELLI, M. J. VEYRAT, 32, rue de la Terrassière.
Le Matin: M. H. de KORAB, Pension Régina; M. E. SOMMER, 31, quai des Bergues.

L'Œuvre: M. St. VALOT, 1, place du Port; M. M. BERTHET, 25, rue des Alpes.

Paris-Soir: M. C. LUSSY, Pension Dupuis.

Le Petit Journal: M. Marcel RAY, Pension Regina.

Le Peuple (Paris): M. H. PRÉTÉ.

Petit Marseillais: M. A. GARCIN, Hôtel du Lion-d'Or.

Le Petit Parisien: M. A. JULLIEN, Hôtel International.

M. P. du BOCHET, c/o la *Tribune de Genève*.

Le Progrès (Lyon): M. C. SAHUC, Hôtel des Voyageurs.

Le Quotidien: M. P. BERTRAND, Hôtel des Alpes; M. S. GRUMBACH, Hôtel du Simplon.

Le Radical (Marseille): M. A. CRAISSAC, 12, rue de Lausanne.

Radical (Marseille), *Eclaircur* (Nice): M. C. PONCHARD, Hôtel du Lion-d'Or.

Républicain Lorrain (Metz): M. V. DEMANGE, Hôtel Suisse.

La République (Strasbourg): M. C. DAHLET, Hôtel de l'Europe.

Sahil Public (Lyon): M. F. RANNAZ, 10, rue de la Filature, Carouge.

Le Temps: M. J. HERBETTE, Hôtel Bellevue; M. F. LAYA, 4, boulevard du Théâtre.

La Tribune Républicaine (St-Etienne): M^{me} G. GUERNIER, Hôtel Bellevue, Ferney.

PRESSE GÉORGIENNE. — GEORGIAN PRESS.

Bureau de Presse Géorgien: M. K. CHAVICHVILY, 10, rue de l'Aubépine.

PRESSE GRECQUE. — GREEK PRESS.

Bureau de Presse du Ministère des Affaires Etrangères: M. C. MÉLAS, 15, Grand-Rue.

Ethniki Ora: M. E. MAZARACHI, 10, avenue de la Gare des Eaux-Vives.

Messenger (Athènes): M^{me} R. CROPTIER, 21, rue Pierre-Fatio.

Scrip (Athènes): M. P. R. BAMICHAS, 23, rue du Rhône.

PRESSE HOLLANDAISE. — NETHERLANDS PRESS.

Algemeen Handelsblad: Dr T. van SCHAARDENBURG, 1, place Longemalle.

Amsterdanner: M^{me} G. VAN DER MOLEN, Pension des Tranchées

Het Volk: Dr J. H. VAN MEURS, Pension Sergy, chemin Krieg.

Locomotief: M. H. B. VAN DER ELST, 4, rue Fendt.

Nieuwe Arnhemse Courant: M. C. VAN ESSEN, Pension Sergy.

Nieuwe Rotterdamse Courant: Dr B. DE JONG VAN BEEK EN

Maasbode: DONK, Hôtel des Bergues.

Rotterdamsch Nieuwsblad: M. H. J. VAN MEURS, Pension Sergy.

Telegraaf: Dr. U. HUBER NOODT, Pension Gallay, 12, rue Croix-

d'Or.

Vaderland: M. F. KARY, Hôtel Terminus.

PRESSE HONGROISE. — HUNGARIAN PRESS.

Az. Est: Dr A. GOELLNER, Hôtel du Siècle.

Bureau de Presse du Ministère des Affaires Etrangères: M. E.

GOMBO, 4, Boulevard Georges-Favon.

Pesti Hirlap: Dr E. BENDA, Pension Minerva.

PRESSE INDIENNE. — INDIAN PRESS.

Groupe de Journaux: M. G. E. NORVULA, 5, avenue Léon-Gaud.

PRESSE ITALIENNE. — ITALIAN PRESS.

Corriere della Sera: M. G. CAPRIN, Pension des Tourelles.

Gazzetta del Popolo: M. G. de BENEDETTI, Hôtel des Alpes.

Giornale d'Italia: M. C. STELLUTI SCALA, Pension Coupier.

Giustizia: M. G. MODIGLIANI, Hôtel Terminus.

Popolo d'Italia: M. V. STELLA, 15bis, rue du Pré-Jérôme.

Resto del Carlino: M. G. M. SANGIORGI, Chemin Venel.

Secolo: M. A. MONTI, chemin du Bois, Onex.

Stampa: M. L. AMBROSINI, Hôtel des Alpes.

La Tribuna: Comte A. PONZONE, 7, place Claparède.

Voce Repubblicana: M. M. SANCISI, 7, Rond Point de Plain-

palais.

Vox Populorum: Prof. F. COSENTINI, 22, Rue Barthélemy-Menn.

PRESSE JAPONAISE. — JAPANESE PRESS.

Osaka Asahi: M. SHIGETOKU, Hôtel Bellevue.
Osaka Mainichi: M. Y. KUSUYAMA, Hôtel Métropole.

PRESSE LETTONIENNE. — LATVIAN PRESS.

Rigasche Nachrichten: M. F. LEHNHOFF, Hôtel Central.
Rigasche Rünsch: M. H. HAFFEBERG, Hôtel Victoria.

PRESSE LITHUANIENNE. — LITHUANIAN PRESS.

Klaipėdos Žinios: M. J. GABRYS, Hôtel de l'Univers.
Trimūtas: M. L. WAILLIONIS, Hôtel de l'Europe.

PRESSE NORVÉGIENNE. — NORWÉGIAN PRESS.

Dagbladet: M. M. A. NORMANN, Hôtel de l'Europe.
Tidens Tegn: M. K. SINDING LARSEN.

PRESSE POLONAISE. — POLISH PRESS.

Agence Télégraphique de l'Est: M. St. AUBAC, Hôtel Richemond.
Agence Télégraphique Polonaise: M. G. STEMPOWSKI, Pension Minerva.
Czas: M. A. DE BEAUPRÉ, Pension Minerva.
Gazeta Warszawska: M. C. SMOGORZEWSKI, Hôtel du Soleil.
Kurjer Codzienny: M. L. CHRZANOWSKI, Hôtel du Siècle.
Kurjer Polski: M. I. ROSNER, Hôtel Victoria.
Kurjer Warszawski: Sénateur B. KOSKOWSKI, Hôtel Richemond.
Journal de Pologne: M. J. LIBRACH, 6, rue des Grands-Philosophes.
Nasz Przegląd: M. N. SWALBE, Pension Minerva.
Nowy Dziennik: M. S. BALIZER, 6, rue St-Léger.
Oberschlesischer Kurier: M. Maier HULTSCHIN, Hôtel de Lyon.
Robotnik: M. J. SZAPIRO, Hôtel du Siècle.
Rzeczpospolita: M. O. GORSKI, Rond Bosson, Morges.

PRESSE ROUMAINE. — RUMANIAN PRESS.

Adeverul Dimineata } M. B. BRANISTEANU, Hôtel Central.
Neamul Romanesc: M. A. CUSIN, Hôtel de la Nouvelle-Poste.
Universul Lupta: M. M. MIRCEA, Hôtel de la Paix.

PRESSE RUSSE. — RUSSIAN PRESS.

Dni (Berlin): M. L. HERSCH, 28bis, route de Chêne.
Gazette Russe (Paris): M. W. FELKNER, 6, boulevard du Théâtre.
Information Russe: M. B. SERGUEYEFF, 6, boulevard du Théâtre.

PRESSE SERBE-CROATE-SLOVÈNE - SERB-CROAT-SLOVENE PRESS

Europe Nouvelle: D^r R. MITROVITCH, 8, rue St-Victor.
Novosti (Belgrade): M. MILOSEVIC.
Novi Vek: M. Ly. VALITCH, 18, boulevard des Philosophes.
Pravda } M. M. SOKITCH, Hôtel de Russie.
Novosti }
Slovenec } M. V. CHAJGER, Hôtel de Russie.
Obzor }
Politika: M. A. MILOSSAVLIEVITCH, 3, chemin des Cottages.
Trgovinski Glasnik: M. DRA-MILETITCH, 14, rue Gourgas.
Vreme: M. R. M. YOSSIMOVITCH, 4, rue du Mont-Blanc.

PRESSE SUÉDOISE. — SWEDISH PRESS.

Agence Télégraphique Suédoise: M. A. WALTZ, Hôtel Bellevue, Ferney.

Arbelet: M^{lle} A. LEITREL, Pension Ker Assas, 14, clos Belmont.
Göteborgs Handelstidning: M. G. POPOFF, Hôtel Victoria.
Handelstidning: M. I. TORELL, Hôtel Richemond.
Social-Demokraten: M. O. THORSING, 29, rue Plantamour.

PRESSE SUISSE. — SWISS PRESS.

Agence Télégraphique Suisse } M. F. FILLIOL } Hôtel Victoria
} D^r C. KUBICK }
} M. F. KUGLER }
Europäische Correspondenz: M. Ed. HARST-GOLLÉ, Villa « Ma Chaumière », Anières (Genève).
Basler Nachrichten } D^r OERI, chez M^{me} Vouga, 14, quai des Eaux-Vives.
} D^r M. Löw, chez M. Empeyta, Corratèrie.
Bund: M. E. SCHUERCH, Hôtel Central.
Courrier de Genève: M. J.-E. GOTTRET, Cours de Rive.
Droit du Peuple (Lausanne): M. Ed. PRIVAT, Hermance.
Feuille d'Avis (Lausanne): M. M. REYMOND, chez M. Bauty, Grand-Lancy.
Gazette de Lausanne: M. M. MURET.
Hochwacht (Wintherthur): M. H. BERRA, 4, avenue du Mail.
Journal de Genève: M. Ed. CHAPUISAT, 12, rue du Général-Dufour.
Journal Français: M. G. WERNLÉ, 2, Petite-Fusterie.
Landschäftler (Liestal): M^{me} INGOLD.
La Liberté (Fribourg): M. J.-E. GOTTRET, Cours de Rive.
National-Zeitung: D^r L. BAUER, Hôtel Terminus.
Novel Essor: M^{me} H. CLAPARÈDE, 11, avenue de Champel.
Nouvelle Gazette de Zurich: D^r H. KLOETZLI, 2, avenue Warens. M. Tony BOREL, 2, avenue de Warens.
Peuple Genevois: M. V. SNELL, 27, Coulouvrenière.
Presse Télégraphique Suisse: D^r J. BECKER, 3, chemin d. Cottages
Revue de Genève: M. R. DE TRAZ, 8, rue des Granges.
Revue de Lausanne: M. R. GOUZY, 27, boulevard Georges-Favon.
Revue Mensuelle: M. C. BERNARD, rue Bovy-Lysberg.
Semaine Judiciaire: M. J.-H. PATRY, Frontenex.
Semaine Littéraire: M. L. DEBARGE, 10, rue Petitot.
Sentinelles (Chaux-de-Fonds): M^{me} PRIVAT-FALLOT, Hermance.
Schweizer Frauenblatt: M^{lle} GOBAT, rue du Vieux-Collège.
La Suisse: M. E. FABRE, Cité, 19.
Suisse Libérale: M. MATTHEY-CLAUDET, c/o Tribune de Genève.
Travail: M. G. KROUSCH-VIGNE, 14, rue du Jura.
Tribune de Genève } M. Eg. JUNOD, 4, boulevard de la Tour.
} M. Ed. COMBE, 20, rue Etienne-Dumont.
Volk (Olten): M. INGOLD.
Wissen und Leben: Prof. E. BOVET, chez M^{me} Dupont, 2, rue Céard.

PRESSE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK PRESS.

Bohemia: D^r F. WEILL, Hôtel de Strasbourg.
Ceske Slovo: D^r J. KOPECKY.
Fahranicni Politika: M. J. CHMELAR.
Gazette de Prague: M. Y. V. HYKA, Hôtel de la Métropole.
Narodni Osvozeni: M. G. DRBOHLAV, 5, Passage des Lions.
Pravo Lidu: D^r G. WINTER, Hôtel des Alpes.
M. J. LINHART, 30, quai des Eaux-Vives.
Venkov: M. S. NECASEK, 57, rue de Montchoisy.

PRESSE TURQUE. — TURKISH PRESS.

Echo Siècle } (Canea): M. Z. DJAFADZADÉ, 36, rue de Candolle.
Illeri (Constantinople): M. Zia HUSNI BEY, case Stand.
Vertchin-Lour: M. HRATCHIA DER NERSESSIAN, 11, avenue des Vollandes.

PRESSE UKRAINIENNE. — UKRAINIAN PRESSE.

Dniipro: M. E. de BATCHINSKY, Anières (Genève).

RÉSUMÉ MENSUEL

DES TRAVAUX
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le *Résumé mensuel* des travaux de la Société des Nations fournit chaque mois un tableau général de l'activité de la Société des Nations. Il est en vente aux prix suivants :

Abonnement annuel.....	Argent suisse Fr. 6.—
Prix du numéro	» 0.50

SOCIÉTÉ DES NATIONS

JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal Officiel* paraît, depuis janvier 1922, en deux éditions (l'une en français et l'autre en anglais); il contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et des résolutions adoptés par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

Abonnement annuel, 1924	Argent suisse Fr. 60.—
(Le prix des numéros isolés varie selon leur étendue.)	

1 ^{re} année, 1920, Nos 1-8	» 15.—
2 ^{me} » 1921, » 1-12	» 15.—
3 ^{me} » 1922, » 1-12	» 60.—
4 ^{me} » 1923, » 1-12	» 60.—

SUPPLÉMENTS SPÉCIAUX

DU
JOURNAL OFFICIEL

N ^o hors série. Résolutions adoptées par l'Assemblée au cours de sa première session	Argent suisse Fr. 2.—
N ^o 1. Correspondance concernant la question des îles d'Aland	» 1.25
N ^o 2. Avant-projet pour l'Institution de la Cour permanente de Justice internationale	» 1.25
N ^o 3. Question des îles d'Aland. Rapport de la Commission internationale de Juristes	» 1.25
N ^o 4. Documents relatifs au différend entre la Pologne et la Lituanie	» 9.—
N ^o 5. Résolutions adoptées par le Conseil de la Société des Nations au cours de sa treizième session, Genève, 17-28 juin 1921	» 1.50
N ^o 6. Résolutions et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa deuxième session (du 5 septembre au 5 octobre 1921)	» 2.—
N ^o 7. Constitution de la Ville libre de Dantzig	» 3.50
N ^o 8. Index des Procès-Verbaux des Sessions du Conseil de l'année 1921	» 5.—
N ^o 9. Résolution et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa troisième session	» 2.—
N ^o 10. Index du <i>Journal Officiel</i> pour les années 1920 et 1921 (1 ^{re} et 2 ^{me} années)	» 9.—
N ^o 11. Résolution et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa quatrième session	» 3.—
N ^o 12. Index du <i>Journal Officiel</i> pour l'année 1922	» 5.—
N ^{os} 13-19. Actes de la Quatrième Assemblée (six volumes)	» 50.—

MONTHLY SUMMARY

OF THE
LEAGUE OF NATIONS

The *Monthly Summary* of the League of Nations is a record of the proceedings of all League meetings, and provides in general form a regular account of League activities. It is on sale at the following prices :

Annual subscription	5/-	\$1	5 Swiss frs.
Single numbers	6d.	10 cts.	50 centimes.

LEAGUE OF NATIONS

OFFICIAL JOURNAL

The *Official Journal*, which is published (since January 1922) in separate editions in English and French, contains the complete Minutes of the Sessions of the Council of the League of Nations, the text of the Reports and Resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Annual subscription, 1924	£2 10s.	\$12.00
(The prices of the separate numbers vary according to size.)		

1st Year, 1920, Nos. 1-8	15/-	\$3.00
2nd » 1921, » 1-12	15/-	\$3.00
3rd » 1922, » 1-12	£3	\$12.00
4th » 1923, » 1-12	£2/10	\$12.00

SPECIAL SUPPLEMENTS

TO THE
OFFICIAL JOURNAL

Unnumbered. Resolutions adopted by the Assembly during its First Session	2/-	\$0.40
No. 1. Correspondence concerning the Question of the Aaland Islands	1/3	\$0.25
No. 2. Draft Scheme for the Institution of the Permanent Court of International Justice	1/3	\$0.25
No. 3. The Aaland Islands Question. Report of the Committee of Jurists	1/3	\$0.25
No. 4. Documents concerning the Dispute between Poland and Lithuania	9/-	\$1.80
No. 5. Resolutions adopted by the Council at its Thirteenth Session in Geneva, June 1921	1/6	\$0.30
No. 6. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Second Session (September 5th to October 5th, 1921)	2/-	\$0.40
No. 7. Constitution of the Free City of Danzig	3/6	\$0.70
No. 8. Index to the Minutes of the Sessions of Council during 1921	5/-	\$1.00
No. 9. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Third Session	2/-	\$0.40
No. 10. Index to the <i>Official Journal</i> for the years 1920 and 1921 (first and second years)	7/6	\$1.80
No. 11. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Fourth Session	2/6	\$0.60
No. 12. Index to the <i>Official Journal</i> for the year 1922	4/-	\$1.00
No. 13-19. Records of the Fourth Assembly (six volumes)	£2	\$10.00

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Liste des Dépositaires
des Publications de la Société des Nations.

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.
- AUSTRALIE**
Australasian Publishing Co. Ltd., 229 Clarence Street, SYDNEY.
- AUTRICHE et ALLEMAGNE**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz 5, VIENNE.
- BELGIQUE**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE**
Flores, San Román y Cia., Librería « Renacimiento », LA PAZ.
- BRESIL**
Livreria F. Brigulet & Cia., 23, rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.
- BULGARIE**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvo-
boditel" No 4a, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell and Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA-RICA**
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambal Bouza y Cia., LA HAVANE.
- DANEMARK**
V. Pios Boghandel-Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.
- EQUATEUR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- ETATS-UNIS**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- FINLANDE**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain,
PARIS (VI^e).
- GRANDE-BRETAGNE,
DOMINIONS et COLONIES**
Constable & Co. Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W. C., 2.
- GRÈCE**
Eleftheroudakis & Barth, Librairie Internationale, Place de la Consti-
tution, ATHÈNES.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Librería Cervantés, 10a, Calle Oriente No. 5,
GUATEMALA.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HONGRIE**
Ferdinand Pfeiffer (Zeldler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST
IV, KER.
- INDES**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS et CALCUTTA.
- ITALIE**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi
Torii-Sanchome, TOKIO.
- MEXIQUE**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORVÈGE**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Libreria I. Preciado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PAYS-BAS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PÉROU**
Alberto ULLOA, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- ROUMANIE**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- BASSIN DE LA SARRE**
Librairie Marguet 74, Bahnhofstrasse, SARBREDRUCK.
- ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES**
Librairie Française Henri Soubre 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SUÈDE**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX,
NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE**
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser:
Service des Publications, Société des Nations,
GENÈVE (Suisse).

LEAGUE OF NATIONS

Authorised Agents
for the Publications of the League of Nations.

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », Calle Florida 371, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIA**
Australasian Publishing Co., Ltd., 229, Clarence Street, SYDNEY.
- AUSTRIA and GERMANY**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz, 5, VIENNA.
- BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil,
BRUSSELS.
- BOLIVIA**
Flores, San Román y Cia., Librería « Renacimiento », LA PAZ.
- BRAZIL**
Livreria F. Brigulet & Cia., 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIA**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvo-
boditel" No 4a, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell & Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA RICA**
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambal Bouza y Cia., HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- DENMARK**
V. Pios Boghandel—Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.
- ECUADOR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- FINLAND**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain
PARIS (VI^e).
- GREAT BRITAIN,
DOMINIONS and COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.
- GREECE**
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitu-
tion, ATHENS.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Librería Cervantés, 10a, Calle Oriente, No. 5,
GUATEMALA.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HUNGARY**
Ferdinand Pfeiffer (Zeldler Bros.), Kossuth Lajos Utca 7 SZ. BUDAPEST,
IV, KER.
- INDIA**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS and CALCUTTA.
- ITALY**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPAN**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi
Torii-Sanchome, TOKIO.
- MEXICO**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE
HAGUE.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Libreria I. Preciado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PERU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLAND**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.
- ROUMANIA**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCHAREST.
- SAAR BASIN**
Librairie Marguet, 74, Bahnhofstrasse, SAARBRUCK.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES**
Librairie Française Henri Soubre, 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SPAIN**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX,
NEUCHÂTEL, BERNE.
- UNITED STATES**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, Boston 9, MASS.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries apply:
Publication Department, League of Nations,
GENÈVE (Switzerland).

JOURNAL

DE LA
CINQUIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1924

OF THE
FIFTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1924

No 6. — SAMEDI 6 SEPTEMBRE 1924.

No. 6. — SATURDAY, SEPTEMBER 6th, 1924.

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	43
II. Huitième séance plénière de l'Assemblée	44
III. Neuvième séance plénière de l'Assemblée	47
IV. Séance de la Commission consultative relative au Haut-Commissariat des Réfugiés	50
V. Corrections et adjonctions à la liste des membres des Commissions	51
VI. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée	51

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	43
II. Eighth Plenary Meeting of the Assembly	44
III. Ninth Plenary Meeting of the Assembly	47
IV. Meeting of the Advisory Committee of the High Commissioner for Refugees.	50
V. Corrections and Additions to the List of the Members of the Committees	51
VI. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	51

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 132, au Secrétariat.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 132 at the offices of the Secretariat).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

I. PROGRAMME DES SÉANCES.

Séance plénière de l'Assemblée.

Il y aura une séance plénière de l'Assemblée aujourd'hui 6 septembre, à 10 h. 30.

Ordre du jour: Discussion sur la réduction des armements. (Suite.)

Il y aura probablement une séance plénière durant l'après-midi.

Commission permanente consultative pour les questions militaires, navales et aériennes.

La Commission permanente consultative se réunira aujourd'hui, 6 septembre, à 10 h. au Bureau du Secrétariat (Salle F).

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

Plenary Meeting of the Assembly.

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day (Saturday, September 6th) at 10.30 a.m.

Agenda: Debate on the reduction of armaments (*Continuation*).

It is anticipated that there will be another plenary meeting of the Assembly in the afternoon.

The Permanent Advisory Commission on Military, Naval and Air Questions.

The Permanent Advisory Commission will meet to-day (September 6th) at 10 a.m. in the offices of the Secretariat (Room F).

II. HUITIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation le vendredi 5 septembre 1924,
à 10 h. 30.

Réduction des armements (suite).

M. HERRIOT (France) déclare que plus que jamais depuis les récentes consultations électorales, son pays a manifesté sa volonté de paix, non seulement pour lui-même mais pour toutes les nations, pour les plus petites aussi bien que pour les plus grandes. La France désire d'autant plus profondément la paix qu'elle a été plus cruellement éprouvée par la guerre. Elle demeure étroitement fidèle au Pacte inscrit en tête du Traité de Versailles, non seulement dans la lettre, mais dans l'esprit, pacte de coopération, pacte de sûreté, pacte de justice, pacte de droit. C'est le Pacte lui-même qui, dans son article 8, allie le désarmement à la sécurité et c'est de ce lien établi par lui qu'est sorti le projet de Traité d'assistance mutuelle, déjà contenu en principe dans la fameuse résolution N° XIV de l'Assemblée de 1922, résolution revêtue de tant de signatures honorables et solennelles.

Ce projet de traité qui prévoit non seulement la guerre elle-même, mais toute politique de nature à provoquer la guerre qui prévoit non seulement l'agression, mais la menace d'agression, a suscité un certain nombre d'objections dont M. Herriot ne retient que la plus importante: la difficulté qu'il y a à déterminer et définir l'agresseur. Certes, la complexité de la guerre moderne, à laquelle l'industrie tout entière et la chimie elle-même prêtent leur concours rend cette définition malaisée, car il ne peut plus s'agir désormais de simples violations de frontières. Mais l'idée même de l'arbitrage peut sur ce point venir en aide à la jurisprudence et à la cinquième Assemblée, en s'efforçant de résoudre ce problème, aurait donné au monde une définition précise et définitive de l'agression en déclarant par exemple que l'agresseur serait désormais celui qui refuserait l'arbitrage.

On ne saurait insister trop sur l'importance de l'arbitrage. Il appartient à la Société des Nations de constituer un système cohérent de cet arbitrage, sans même qu'une Commission spéciale soit pour cela constituée. La première et la troisième Commission peuvent suffire à cette tâche. La France reste sur ce point fidèle à son idée directrice: ne rien détruire, toujours perfectionner. Ainsi, pourrait-on, conformément au vœu de M. MacDonald, amender l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale: l'examiner à nouveau et le rendre plus explicite. Cette tâche délicate réclame le travail minutieux des commissions, mais ce qui importe avant tout et partout c'est d'étendre l'application du principe de l'arbitrage qui doit désormais être placé au centre même du droit international public.

Mais pourtant, cet arbitrage, si indispensable, n'est pas suffisant; c'est un moyen, ce n'est pas un but; il ne répond pas complètement aux intentions visées à l'article 8 du Pacte et qui peuvent se résumer en ces deux mots, sécurité et désarmement. Pour le Gouvernement de la France et pour la France entière, arbitrage, sécurité, et désarmement sont trois termes solidaires et inséparables, qui doivent recouvrir et définir une même et indivisible réalité. L'arbitrage seul, en effet, risquerait de demeurer à l'état flottant d'abstraction, de demeurer aussi un piège pour les nations de bonne foi. Or, il faut que l'arbitrage ait la force effective de protéger la loyauté des Puissances, même et surtout les plus faibles et les plus petites. Sans doute, l'arbitrage devrait être, selon la belle définition de M. MacDonald, Donald, « une justice sans passion » mais il ne faut pas que cette justice demeure sans force. Aujourd'hui, comme en tous temps, le mot de Pascal reste une vérité dernière: « La justice sans la force est impuissante, la force sans la justice est tyrannique ».

Point n'est besoin de raisonnements pour démontrer cette vérité: il suffit d'ouvrir les yeux, autour de soi, de se rappeler les événements récents: la Belgique n'avait-elle pas marqué sa volonté de rester étrangère aux contestations armées et de servir de lien impartial entre les grandes nations de l'Europe?

Certes, la sécurité ne peut pas être assurée uniquement par les moyens de force et cette force elle-même peut et doit revêtir d'autres formes que la forme militaire, la forme économique et financière par exemple. Selon une expression très juste

II. EIGHTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation on Friday, September 5th,
1924, at 10.30 a.m.

Reduction of Armaments (continuation).

M. HERRIOT (France) said that more than ever since the recent elections his country had shown its will for peace, not only for itself but for all the nations, the small nations as well as the great. France desired peace all the more deeply as she had suffered cruelly from war. She remained strictly loyal to the Covenant, placed at the head of the Treaty of Versailles, not only in the latter but in the spirit, a Covenant of co-operation, of security, of justice and of right. It was the Covenant itself which in Article 8 bound up disarmament with security, and from this connection of ideas established by the Covenant had issued the Draft Treaty of Mutual Assistance, already contained in principle in the famous resolution No. XIV of the Assembly of 1922, a resolution endorsed by so many signatures honourably and formally inscribed.

The Draft Treaty — which was aimed not only at war itself but at any policy which was of a nature to provoke war, not only at aggression but at the threat of aggression — had given rise to a certain number of objections of which he would mention only the most important, namely, the difficulty of determining and defining the aggressor. It was true that the complexity of modern warfare, in which industry as a whole and chemical science played a part, rendered such definition extremely hard to establish, for henceforth there would no longer be merely a question of a simple violation of frontiers. On this point, however, the idea of arbitration might be called to the assistance of jurisprudence; and the fifth Assembly, in endeavouring to solve this problem, might give the world a precise and final definition of aggression by declaring, for example, that the aggressor would henceforth be the country which refused arbitration.

It was impossible to emphasise too strongly the importance of arbitration. It was for the League of Nations to establish a coherent system of arbitration. It was not, however, necessary for a special commission to be constituted for this purpose. The First Committee and the Third Committee of the Assembly would suffice. France on this point remained faithful to her leading idea, which was to destroy nothing, but always to perfect what was in existence. In this direction it might be possible, in accordance with the desire of Mr. Ramsay MacDonald, to amend Article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice, to examine it further and to make it more explicit. This delicate task would need careful work on the part of the Committees. What was above all important was to extend the application of the principle of arbitration, which must henceforth be placed at the centre of international public law.

Arbitration, however indispensable, was not sufficient. It was a means but not an end. It did not completely satisfy the intentions of Article 8 of the Covenant. These intentions might be summarised in the two words security and disarmament. For the French Government and for the whole of France, arbitration, security and disarmament were three connected and inseparable terms which must comprise and define the same one and indivisible reality. Arbitration, by itself, ran the risk of remaining in the field of abstraction and in this way of setting a trap for nations of good faith. It was necessary that arbitration should have effective force to protect the loyalty of the Powers, especially of the weaker and smaller nations. Arbitration should doubtless, according to the definition given to it by Mr. Ramsay MacDonald, be a system of justice without passion, but it was necessary that this justice should not remain without force. To-day as always the saying of Pascal remained finally true: "Justice without force was powerless, force without justice was tyrannical".

There was no need of argument in order to demonstrate this truth. It was only necessary to look at existing facts and to recall recent events. Had not Belgium affirmed her will to remain outside armed disputes and to remain impartial between the great nations of Europe?

It was true that security could not be assured solely by means of force, and this force could and must take other forms than military, economic and financial coercion. According to a very judicious expression contained in one of the

contenue dans l'une des réponses sur le projet de traité: « Ce qu'il faut créer, c'est la communauté internationale ». Il faut pour assurer la paix, unir le réalisme à l'idéalisme, les doser, les concilier. C'est là, sans doute, la tâche la plus difficile de la Société des Nations, mais pour la remplir il suffit de rester fidèle à l'article 8 du Pacte, et c'est là le vœu du peuple de France, spécialement des anciens combattants. Donnons à tous les peuples cette paix quotidienne qu'ils ont tant méritée par leurs souffrances. Et l'on pourra alors aboutir au but final qui demeure bien entendu le désarmement.

Pour amener ce désarmement, M. Herriot s'associe entièrement aux vues de M. MacDonald, en croyant comme lui à la nécessité de préparer une conférence générale chargée d'examiner cette question, mais à la nécessité aussi d'éviter toute mesure qui apparaîtrait comme improvisée. Il croit en particulier que ce serait une grave faute de tactique, que de confier cette importante entreprise à un organisme autre que la Société des Nations. Si, par impossible, on créait une institution nouvelle, on risquerait de créer la guerre entre deux organismes de paix.

Les Etats-Unis ne refuseraient certainement pas leur aide, dès surtout qu'ils seraient convaincus que l'arbitrage est placé au centre même de toutes ces organisations de paix. M. Herriot remarque, comme M. MacDonald, que des Américains d'élite ont soumis des formules qui méritent d'être retenues.

En ce qui concerne l'Allemagne, la France ne combat que son militarisme et que cette doctrine atroce proclamée en plein Parlement, suivant laquelle « nécessité ne connaît pas de loi », mais la France n'éprouve aucune haine; elle ne vit pas dans la haine. Elle attend les preuves sincères que lui donnera l'Allemagne de son désir de conciliation et elle prend acte déjà des déclarations faites par elle à Londres de faire face à ses obligations. A l'égard de l'Allemagne, comme à l'égard de toute autre nation, la France ne professe qu'un seul principe: ni exceptions, ni privilèges. L'attitude de la France est faite d'une parfaite impartialité.

Pour ce qui est de la Russie, M. Herriot déclare que la France la considère avec sympathie. La Russie doit revenir à la vie normale par la patience, l'usage de la liberté et le retour aux échanges.

En définitive, la France est, avant tout, fidèle au Pacte, mais elle veut le rendre vivant et le fonder sur cette triple réalité: arbitrage, sécurité, désarmement.

M. SALANDRA (Italie) déclare que l'Italie depuis la guerre s'est hâtée de réduire ces armements jusqu'au point même d'inquiéter l'opinion au sujet de sa sécurité. L'Italie n'a pas d'autre désir que de garder ses frontières et d'assurer le développement pacifique de ses destinées.

Le Gouvernement italien s'est efforcé d'éliminer toutes les difficultés internationales qui n'ont pas été réglées par les traités de paix au moyen d'ententes directes. Ces accords sont déjà nombreux et sont tous enregistrés par la Société des Nations.

Le Gouvernement italien est toujours prêt à apporter son concours à l'œuvre de mise en vigueur des principes du Pacte pour le règlement pacifique des différends.

Les membres de la Société ont déjà signé un traité d'assistance mutuelle dans le Pacte même et collaborent à la préparation d'entreprise répondant à des besoins plus particuliers. L'Italie ne méconnaît pas les difficultés inhérentes à ces projets. Il y a le danger de confier au Conseil de la Société des Nations une tâche démesurée à laquelle il ne puisse suffire et le danger aussi de créer au moyen d'accords particuliers des rivalités entre des groupes d'Etats, résultat qui ne pourrait que conduire à un accroissement au lieu d'une réduction, des armements.

Peut-être une méthode plus aisée de parvenir et une amélioration réelle d'étendre le principe de l'arbitrage obligatoire déjà exprimé dans le Pacte, en ayant soin de le mieux définir. L'Italie se prépare à aller de l'avant dans cette voie.

Un des pionniers les plus distingués du droit international moderne, M. Mancini, a en 1873, présenté à la Chambre italienne une motion, que cette Assemblée a adopté à l'unanimité,

replies on the Draft Treaty, it was necessary to create a feeling of international community. It was necessary, if peace were to be assured, to combine reality with idealism, to adjust and bring them into harmony. This would undoubtedly be the most difficult task of the League of Nations. To fulfil it, however, it would be sufficient to remain faithful to Article 8 of the Covenant, and this was the desire of the people of France, particularly of those who had fought in the war. Let peace, so greatly deserved by the peoples as a reward for their sufferings, be given them for their daily needs. It would then be possible to attain the final object which, now as ever, was disarmament.

In regard to the method of bringing about this disarmament, he entirely agreed with the views of Mr. Ramsay MacDonald, believing with him in the necessity of preparing for a general conference to examine this question, as well as in the necessity of avoiding any step which might appear to be not sufficiently considered. He believed, in particular, that it would be a grave mistake to entrust this important enterprise to any other organ but the League of Nations. If, as seemed to him impossible, a new institution was created for this purpose, there would be a risk of provoking a conflict between two organs designed for peace.

The United States would certainly not refuse their assistance, particularly if they were convinced that arbitration would take its place at the heart of all the organisations for peace. In this connection he would point out, as Mr. Ramsay MacDonald had already done, that distinguished Americans had submitted a scheme which deserved every consideration.

As regarded Germany, France opposed only her militarism and the savage doctrine proclaimed in full parliament according to which necessity knew no law. France, however, felt no hatred towards Germany, nor did she live in a condition of hatred. She was awaiting the sincere proofs which Germany would give of her desire for peace, and already she had noted the declarations made by Germany at the London Conference to the effect that Germany would meet her obligations. Towards Germany, as towards every other nation, France professed only one principle, namely, that there should be no exceptions and no privileges. The attitude of France was one of complete impartiality.

France regarded Russia with sympathy. Russia must return to a normal condition of life by the exercise of patience, by the habit of freedom and by a return to the normal traffic between nations.

France was, before all, loyal to the Covenant. She wished to render the Covenant a living reality and to base it on the triple conception of arbitration, security and disarmament.

M. SALANDRA (Italy) said that Italy since the war had hastened to reduce her armed forces to an extent which had given rise to some anxiety in regard to the security of the country. Italy had no other desire than to secure her frontiers, and to ensure the peaceful development of her population.

The Italian Government had endeavoured to eliminate all international difficulties which had not been settled by the treaties of peace by means of direct agreements. These agreements were already numerous, and had all been registered with the League of Nations.

The Italian Government was always prepared to collaborate in the practical development of the principles embodied in the Covenant for the peaceful solution of disputes.

The Members of the League had already signed a treaty of mutual assistance in the Covenant itself, and had also co-operated in the careful preparation of more exact undertakings. Italy did not disguise from herself the difficulties inherent in these schemes.

There was the danger of entrusting to the Council of the League of Nations an immense task for which it was not fitted by its constitution, and the danger of creating by means of particular agreements groups of States, perhaps rivals or hostile one to another — a result which could not fail to increase armaments instead of reducing them.

Perhaps an easier method of achieving practical progress would be to extend and define more exactly the principle of compulsory arbitration, which also was embodied in the Covenant. Italy was prepared to advance in this direction.

A distinguished pioneer in modern international law, Mr. Mancini, had in 1873 moved a resolution in the Italian Chamber expressing the wish that arbitration might be regarded as a

exprimant le désir que l'arbitrage soit reconnu comme une méthode pratique et courante de trancher les conflits internationaux. Depuis, l'Italie a inséré la cause de l'arbitrage dans plusieurs dizaines de traités, stipulés et renouvelés avec différents Etats et notamment en 1903 avec la France, en 1904 avec l'Angleterre. Il s'agit à l'heure présente de rechercher jusqu'à quelle limite et sous quelle forme l'arbitrage peut être reconnu obligatoire dans les questions n'ayant pas le caractère strictement juridique ou technique qui ont semblé jusqu'ici non susceptibles à une solution judiciaire. Il faut ensuite trouver le moyen de donner en tout cas une sanction exécutive aux décisions des arbitres. Si de nouvelles grandes réunions internationales sont convoquées pour arriver à la réduction simultanée des armements, l'Italie y prendra part avec le vif désir d'y apporter une active et sincère collaboration. Certes, il ne faut pas se dissimuler qu'il ne sera jamais possible de renoncer au devoir de conserver les forces nécessaires pour garantir la sécurité et l'indépendance de chaque Etat et en conséquence le problème du désarmement ne peut être scindé de celui de la sécurité. Mais la cinquième Assemblée pourrait être fière des résultats obtenus par elle, si au cours de cette session l'on parvenait à trouver un moyen d'adapter les divers organes de la Société des Nations aux objets en vue desquels ils ont été créés.

Lord PARMOOR (Empire britannique) désire exprimer à M. Herriot la gratitude de la délégation britannique pour les grands principes qu'il vient d'annoncer et qui peuvent servir de base à l'établissement de la paix.

Il est essentiel que l'Assemblée trouve un remède aux dangers toujours existants qui menacent l'édifice tout entier de la civilisation européenne. Ce remède, on peut le trouver dans l'observation fidèle des dispositions du Pacte dont les articles sont aussi compréhensifs que possible dans leur définition et susceptibles d'une application immédiate.

M. Herriot estime que les Etats les plus puissants doivent être traités de la même manière que les Etats les plus faibles, mais il est impossible d'établir une égalité de traitement si l'on se fonde sur la base militaire, le seul principe que l'Assemblée puisse prendre pour base est celui de la suprématie du droit international et de la juridiction d'une Cour arbitrale internationale. La création d'un tel système juridique assurerait l'égalité de toutes les nations et par suite la justice et l'équité.

M. Herriot s'accorde à penser avec M. MacDonald qu'il faut apporter un amendement convenable à l'article 36 du statut de la Cour permanente de Justice internationale en même temps qu'une définition plus rigoureuse de façon à en rendre la signature possible pour les grandes Puissances.

L'adoption de cet article constitue un critère véritable permettant d'établir si les nations les plus fortes sont véritablement disposées à adopter une politique d'égalité et à mettre dans tous les cas la justice au-dessus de la force dans leurs relations avec leurs puissants voisins. Bien des petits Etats ont déjà accepté l'obligation imposée par l'article et son universelle acceptation signifierait qu'un premier pas a été fait vers l'institution d'un grand code international conformément auquel toutes les nations seraient jugées sans égard pour leur force ou leur faiblesse. De cette façon, serait réalisée une sécurité nationale à laquelle on ne pourrait nullement parvenir par les projets de traités de garantie mutuelle, lesquels exigent pour réussir une base militaire et un dispositif militaire préalable.

M. Herriot a déclaré que la politique extérieure de la France était fondée sur les dispositions du Pacte. Le résultat logique de cette déclaration c'est la substitution de principes déterminés à la force des armes pour le maintien de la paix et la garantie de la sécurité. Si les nations désirent la paix, elles n'ont rien d'autre à faire qu'à remplir en toute sincérité et loyauté les obligations du Pacte.

Dans un système général d'arbitrage, une condition essentielle est que la nation qui tente d'agir sans avoir eu recours à l'arbitrage soit déclaré l'agresseur. Cette nation devrait être considérée comme hors la loi et les sanctions économiques prévues par le Pacte qui sont tout à fait adéquates devraient lui être appliquées *ipso facto*.

Quelques-uns ont objecté que l'arbitrage sans un système adéquat de sanctions dépassant en portée celui qui est prévu dans le Pacte serait dans l'impossibilité de garantir la sécurité. Ceci est matière à plus ample discussion. Mais pour lui il fait observer qu'au cours du XIX^e siècle, plusieurs centaines de

reconnus and frequent method of solving international disputes. This resolution had been unanimously adopted, and Italy had since that time inserted an arbitration clause in many treaties, particularly in treaties made with France in 1903 and with Great Britain in 1904.

The present problem was to find how arbitration might be made obligatory in questions which were not strictly legal or technical in character and which had hitherto not appeared to be capable of judicial settlement. It would then be necessary to find a method of giving executive sanction to the decisions of the arbitrators.

If new important international meetings were convened in order to arrive at a simultaneous reduction of armaments, Italy would take part with a keen desire to afford an active and sincere collaboration. It would, however, never be possible for any State to abandon the duty of preserving sufficient forces to guarantee its security and independence, and the problem of disarmament could not, therefore, be separated from that of security.

The Fifth Assembly might be proud of the results obtained if during this present session some progress was made and a means found of adapting the various organs of the League of Nations to the supreme objects for which they had been created.

Lord PARMOOR (British Empire) desired to express the gratitude of the British Delegation to M. Herriot, for it expressed many of the great principles underlying the establishment of peace.

It was essential for the Assembly to find a remedy for the existing perils threatening the whole fabric of European civilisation. Such a remedy could be found in faithfully following the directions of the Covenant, the articles of which were exhaustive in their definition and capable of immediate application.

M. Herriot had said that both small and large countries should be treated exactly alike, but it would be impossible to obtain equality of treatment if reliance were placed upon military force. The only principle upon which the Assembly could proceed was to establish the supremacy of international law, administered by the constituted authority of an international court. The establishment of such a system of law would mean the equality of all nations and consequent justice and equity.

M. Herriot had agreed with Mr. MacDonald in thinking that Article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice should be suitably amended and defined more strictly in order to make it possible for the great Powers to sign it. The adoption of this article was a real test whether the stronger nations were prepared to adopt a policy of equality and to place justice in every instance before force in their relationships with less powerful neighbours. Many small countries had already accepted the obligation imposed by the article, and its universal acceptance would mean that a first step had been taken towards the creation of a great international common law by which all nations would be judged, irrespective of their strength or weakness. By this means a national security would be obtained, such as could never be achieved by draft treaties of mutual guarantee, which required for their success a military basis and pre-arranged military plans.

M. Herriot had said that the foreign policy of France would be founded on the provisions of the Covenant. The logical result of that statement was that for arms and force had been substituted the settled principles of peace and security. If the nations desired peace, all they had to do was to fulfil in truth and sincerity the terms of the Covenant.

In a general system of arbitration an essential condition was that a nation which sought to act without having resorted to arbitration should be branded as an aggressor. It should be regarded as an outlaw, and the economic sanctions provided for in the Covenant, which were entirely adequate, should be applied to it *ipso facto*.

Some had objected that arbitration, without an adequate system of sanctions, going, presumably, beyond that attained in the Covenant, would not give security. That was a matter for further discussion, but he would point out that during the nineteenth century several hundred arbitral awards had been

jugements arbitraux ont été rendus dont beaucoup sur des points d'une considérable gravité pour les Etats intéressés. Tous cependant ont été acceptés, bien qu'aucune sanction précise n'eût été prévue en cas de refus.

Il est essentiel que toute conférence internationale convoquée en vue d'examiner la question du désarmement se tienne sous les auspices de la Société.

Il est amené malgré lui à cette conclusion que le traité d'assistance mutuelle est non seulement sans valeur aucune mais encore fondé sur des principes qui sont faux. Il est inapplicable et il entraînerait la Société dans une politique de militarisme puisqu'il repose tout entier sur cette idée que la force est prédominante, idée absolument destructive de tout pacte.

Bien plus, le Traité transformerait le Conseil en une sorte d'organisme militaire officieux ayant des devoirs de nature militaire et entraînant même la nécessité d'une entente sur le commandement suprême à donner à la guerre.

M. Herriot a exprimé cette idée que l'arbitrage peut n'être pas suffisant, le Pacte cependant prévoit qu'au moment voulu une enquête sur le désarmement pourrait être laissée aux soins du Conseil de la Société, et c'est précisément cette disposition du Pacte qui est appliquée aujourd'hui dans le cas de la Bulgarie, de la Hongrie et de l'Autriche.

III. NEUVIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation le vendredi 5 septembre 1924, à 16 heures.

Réduction des armements (suite).

M. THEUNIS (Belgique) constate avec satisfaction que l'œuvre accomplie par la Société des Nations depuis sa fondation est du moins dans le domaine moral déjà considérable. La Société a créé un esprit nouveau et sans que les nations n'abdiquent rien de leur esprit national, elles s'habituent cependant à recourir à cette institution érigée en dehors et au-dessus d'elle, pour lui demander des directives ou des conseils. La Société a acquis une autorité qui sera de plus en plus incontestée et elle contribue à rétablir la confiance si fortement ébranlée entre les diverses nations. Nulle institution ne sera plus qualifiée pour travailler à l'établissement de la paix.

La Belgique fixe d'autant plus vivement ses regards sur elle qu'elle a plus souffert de la guerre, et que sa situation géographique l'y expose davantage. C'est pourquoi le peuple belge a un si profond désir de la paix. Mais il veut la paix dans la sécurité, dans une sécurité réelle qui ne consiste pas en de simples mesures sur le papier, jouant contre ceux-là même qui les respecteraient le plus loyalement.

Des deux discours des premiers Ministres de Grande-Bretagne et de France, il y a plusieurs points à retenir qui sont d'une réelle importance. M. MacDonald a fait ressortir que les accords de Londres ont diminué la tension entre les Puissances; elles constituent déjà une étape et un stimulant. Il a montré aussi qu'une adhésion générale à la clause facultative de la compétence de la Cour permanente de Justice internationale serait une précieuse garantie de paix, et M. Herriot a donné sa pleine adhésion à cette idée.

M. Theunis ne doute pas que si les grandes puissances se décident à franchir cette étape, il en résultera un accroissement notable de la confiance internationale, et il affirme que la Belgique sera prête à suivre leur exemple. L'arbitrage général est essentiellement sympathique aux petites nations.

Mais cet arbitrage suffirait-il? Quelle serait la situation si un Etat reniait ses engagements d'arbitrage ou si ayant plaidé devant la Cour ou le tribunal ou le Conseil, il faisait fi de l'avis rendu. Sans doute, le droit est supérieur à la force, mais comme l'a dit M. Herriot, le but suprême vers lequel tendent depuis des siècles les efforts des jurisconsultes, c'est de mettre la force au service du droit, et c'est là aussi l'essence même du Pacte. La définition même donnée de la Société des Nations par son fondateur le Président Wilson, s'accorde pleinement avec cette conception: « Une association de nations créée dans le but d'apporter des garanties mutuelles, l'indépendance politique et l'intégrité territoriale aux Etats grands et petits. Ce principe

given, many of them dealing with matters of very great importance to the countries concerned, all of which had been accepted, although no provision had been made for any adequate form of sanction in the event of non acceptance.

It was essential that any international conference called to consider the question of disarmament should be held under the auspices of the League.

He had been forced to the conclusion that the Treaty of Mutual Assistance was not only valueless but founded on wrong principles. It was impracticable and it involved the League in a policy of militarism, since it was framed on the idea that force was paramount, an idea that was absolutely destructive of the Covenant.

Further, the Treaty turned the Council into a kind of informal military body, with duties of a military nature even involving the decision as to what commander should be appointed to conduct the war.

M. Herriot had expressed the view that arbitration might not be sufficient. The Covenant, however, contained a provision that, when the time came, disarmament could properly be left to the investigation of the Council of the League. It was this provision of the Covenant which was now being put into operation in the case of Bulgaria, Hungary and Austria.

III. NINTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation on Friday, September 5th, 1924, at 4 p.m.

Reduction of Armaments (cont.).

M. THEUNIS (Belgium) noted with satisfaction that the work accomplished by the League since its foundation was considerable, at least in the moral field. The League had created a new spirit, and though nations had in no way abandoned their national feeling, they nevertheless were now accustomed to have recourse to an institution set up outside and above them in order to ask its advice or its counsel. The League had acquired an authority which would become more and more incontestable, and it had contributed to the re-establishment of that confidence between the various nations which had been so rudely shaken. No institution was better qualified to work for the establishment of peace.

Belgium was especially interested in the League in view of her sufferings during the war, and in view of the fact that her geographical position peculiarly exposed her to the danger of war. It was for this reason that the Belgian people so earnestly desired peace. They did not, however, desire peace without security, and that security must be real and should not consist merely in paper treaties, which often acted to the disadvantage of those who respected them most loyally.

In the two speeches of the Prime Ministers of Great Britain and France there were many points of real importance to be borne in mind. Mr. MacDonald had shown that the agreements reached in London had diminished the feeling of tension between the Powers; they marked the first step and were a stimulus to further effort. He had shown, further, that a general adhesion to the optional clause of the Statute of the Permanent Court of International Justice would be a valuable guarantee of peace. M. Herriot had fully agreed with this view.

He had no doubt that if the Great Powers decided to take this step a notable increase in international confidence would result, and he himself was prepared to state that Belgium was ready to follow their example. The principle of general arbitration was one which essentially found favour among the small nations.

Was arbitration, however, sufficient? What would be the position if a State went back upon its undertaking to arbitrate, or if, having put its case before the Court, or before an international tribunal, or before the Council, it defied the judgment given? Doubtless, right was superior to force, but, as M. Herriot had pointed out, the final end which all lawyers had striven to achieve for centuries was to harness force to the service of right. This was the essential principle underlying the Covenant. Even the definition of the League of Nations given by its founder President Wilson was in clear agreement with this conception. He had spoken of the League as an association of nations set up in order to establish mutual

d'arbitrage contenu dans le Pacte, il importe, ainsi que le recommandent MM. les premiers Ministres de France et d'Angleterre et l'Honorable M. van Karnebeek, de ne point le négliger, de ne pas le sous-évaluer.

Ce Pacte, en effet, prévoit non seulement des sanctions économiques de déclenchement automatique et d'application générale à tous les Etats, mais encore, s'il le faut, des sanctions militaires, auxquelles certains Etats, du moins, sinon tous, sont juridiquement tenus d'apporter leur concours. Il ne peut y avoir de doutes sur ce point et le Pacte sans la prévision de cette sanction, serait inexistant.

Mais le Pacte n'a pu prévoir tous les cas, ni définir tous les modes possibles d'agression. La Belgique a trop souffert pour se contenter de la protection que lui assure des dispositions aussi générales et elle aspire légitimement à des garanties plus efficaces encore et mieux définies, pour être assurée que la certitude d'une agression quelconque trouvera devant elle la coalition des peuples civilisés.

Au nom des petites nations il remercie M. Herriot de la sollicitude qu'il leur a témoigné ce matin dans son discours. Il le remercie d'avoir proclamé leur droit sacré à la vie et à l'indépendance.

Ce supplément de garanties que demandent les petites nations, la Belgique est comme elles disposée à le rechercher sans s'attacher exclusivement à telle ou telle forme. Sans doute le projet de traité d'assistance mutuelle n'est pas sans défaut, et c'est à tort par exemple qu'il a substitué la notion de guerre d'agression à la notion si claire de « recours à la guerre sans préliminaire d'arbitrage ou de médiation », ou la notion de guerre d'annexion visée dans l'article 10. Mais ce projet contient les clauses d'assistance générale que la Belgique avait trouvées excellentes, car ces clauses en renforçant les pouvoirs du conseil, supprimaient une période redoutable d'agitations et de tâtonnements.

Il faut faire confiance à la Société des Nations et espérer qu'une étude approfondie de ces documents aboutira à des dispositions plus satisfaisantes, soit que l'on procède par voie de traité soit qu'on élabore des amendements au Pacte de nature à le rendre tout à fait efficace. De toutes façons, il faut que la Société des Nations, que le Conseil en particulier se prépare à exercer les fonctions que le Pacte lui confère: constatation rapide des transgressions du Pacte et mise en œuvre des sanctions économiques et militaires.

A côté des dispositions d'assistance générale, des accords particuliers entre Etats prévus par le projet de traité, semblent répondre à une nécessité inéluctable, comme le démontre la liste des traités enregistrés déjà à la Société des Nations. Sans doute de ces accords particuliers, peuvent naître des conflits, mais le meilleur moyen de conjurer ce péril consiste bien encore en faisant entrer les nouvelles constellations politiques de l'Europe en les coordonnant, en les disciplinant en les soumettant au contrôle du Conseil.

M. BENES (Tchécoslovaquie) déclare qu'ayant été rapporteur général de la troisième Commission de l'année dernière pour la question du Traité d'assistance mutuelle, il se sent en quelque sorte responsable de cet acte qui a été si véhémentement critiqué. C'est pourquoi M. Benes se permet de présenter encore une fois devant l'Assemblée la thèse qui a prévalu dans les discussions au cours des années précédentes. L'Assemblée de la Société des Nations a fait sien le principe que la réduction des armements est liée à l'établissement d'un système de garantie des pays ayant procédé au désarmement, système basé sur les engagements mutuels des Etats membres de la Société. Ce principe est soutenu dans la fameuse résolution XIV élaborée par la troisième Assemblée, dont le résultat a été le Projet de Traité d'assistance mutuelle présenté à la quatrième Assemblée. Ce projet, le résultat de quatre années de travail, a été envoyé aux divers gouvernements aux fins d'observations.

Notre Assemblée a devant elle un nombre considérable de réponses d'Etats membres de la Société, ainsi que d'autres observations formulées au cours de la présente discussion.

On prétend que le Traité d'assistance mutuelle est trop compliqué et qu'un cas d'agression est impossible à définir. Il est dit aussi, que les traités complémentaires sont dangereux parce qu'ils rappellent les anciens systèmes d'alliances. On croit enfin, que mieux vaudrait penser soit au désarmement pur et simple, soit au principe d'arbitrage obligatoire, que l'on

garanties, political independence and the territorial integrity of great and small States. The principle of arbitration contained in the Covenant should not be neglected, nor undervalued, as the Prime Ministers of France and Great Britain and M. van Karnebeek had been careful to state.

The Covenant indeed provided not only economic penalties capable of automatic and general application to all States, but, if necessary, military sanctions in the application of which certain States at least, if not all, were legally bound to contribute. There could be no doubt on this point, and the Covenant without this sanction would cease to exist. The Covenant, however, had not been able to provide for every case, nor to define every possible form of aggression. Belgium had suffered too much for her to rest content with the protection afforded by provisions of such a general character, and she aspired to obtain still more efficacious and better defined guarantees in order to be assured that any form of aggression committed against her would result in the coalition of all civilised peoples.

In the name of the small nations he thanked M. Herriot for his anxiety on their behalf which he had displayed at the previous meeting. He thanked him for having proclaimed the sacred right of small nations to live and to live independently.

Belgium was ready to seek for the additional guarantees required by little nations, without advocating any particular form to the exclusion of others. Doubtless the Draft Treaty of Mutual Assistance was not without faults, and it was wrong, for example, in substituting the idea of a war of aggression for the idea so clearly expressed of recourse to war without preliminary arbitration or mediation, or the idea of a war of annexation contemplated in Article 10. The scheme, however, contained clauses providing for general assistance which Belgium thought excellent, for they increased the powers of the Council and put an end to a period of unrest and disquiet.

Confidence must be placed in the League, and nations must hope that a close examination of these documents would result in the drafting of more satisfactory provisions. Whether the end be achieved by means of a treaty, or by means of amendments to the Covenant in order to make it more effective, was immaterial. In any case it was necessary that the League, and especially the Council, should be prepared to exercise the duties conferred upon it by the Covenant, which consisted in the speedy recognition of any breach of the Covenant and the putting into execution of the economic and military sanctions.

Besides provisions for general assistance, the special agreements between States mentioned in the Draft Treaty seemed to him to be an inevitable necessity, as the list of treaties already registered by the League of Nations showed. Doubtless conflicts might arise owing to special agreements, but the best means of removing this danger consisted in bringing the new political combinations of Europe into the scope of the Treaty, in co-ordinating their efforts and submitting them to the discipline and control of the Council.

M. BENES (Czechoslovakia) said that, as general Rapporteur of the Third Committee last year for the Treaty of Mutual Assistance, he felt some responsibility for the document which had been so forcibly criticised. He accordingly ventured again to present to the Assembly the thesis which had prevailed in its discussions during the previous years.

The Assembly of the League of Nations had endorsed the principle that the reduction of armaments was bound up with the establishment of a system of guarantees of security for the countries which disarmed, based on reciprocal engagements between States Members of the League. This principle had been embodied in the famous resolution XIV of the Third Assembly, and, as a result of this resolution, a Draft Treaty of Mutual Assistance had been presented to the Fourth Assembly. This Treaty, representing the work of four years, had been sent to the various Governments for their observations.

The present Assembly had before it a considerable number of replies from the States Members of the League, and other observations had been made during the present discussion.

It was said that the mechanism of the Treaty was too complicated and that it was impossible to define aggression. It was also said that complementary treaties were dangerous, as they revived the old system of alliances. It was maintained that it would be better to proceed with disarmament pure and simple, or to develop the principle of compulsory arbitration,

pourrait combiner avec des mesures spéciales de sécurité partielle: l'établissement de zones démilitarisées, par exemple.

En ce qui concerne le désarmement pur et simple, M. Benès se permet de faire remarquer que depuis quatre ans que le problème fait l'objet de discussions renouvelées, on n'a jamais dissocié le désarmement du principe de sécurité. La réduction des armements n'est qu'un moyen pour empêcher la guerre. En effet une guerre peut aussi bien commencer avec des armements réduits, qu'avec les armements actuels. Car pour certains pays industriels, capables de se préparer pour la guerre moderne avec rapidité, la réduction des armements pure et simple deviendrait un avantage formidable qui pourrait les tenter de s'engager dans la voie des aventures. Enfin tous les Membres de la Société ont signé un acte, le Pacte, dans lequel nous avons consacré solennellement l'interdépendance de la sécurité et de la réduction des armements. L'article 8 du Pacte stipule que les armements soient réduits au minimum compatible avec la sécurité nationale. Les pays auxquels on demande de réduire davantage leurs armements ont le droit d'exiger en compensation la garantie.

Il a de même été dit que le Traité d'assistance mutuelle est une machine de guerre qui n'est point faite pour établir la paix et que mieux vaudrait avoir recours à l'arbitrage obligatoire pour le règlement de différends, qu'au principe d'assistance militaire.

M. Benès est tout à fait en faveur de l'arbitrage obligatoire qu'il a déjà accepté plusieurs fois dans des traités conclus au nom de son pays.

Néanmoins, il est nécessaire d'employer la force afin d'assurer le triomphe du droit pour des raisons à la fois morales et matérielles. Si le traité d'arbitrage obligatoire avait été violé et que la guerre fût déclarée à une nation trop faible pour résister, il serait certes nécessaire que les nations accourussent au secours de ce pays qui aurait suivi son conseil en se désarmant après avoir reçu d'eux préalablement une sorte d'assurance. Une garantie effective est en fait une condition nécessaire de l'arbitrage. C'est aussi une conséquence nécessaire de l'arbitrage, puisque si un traité d'arbitrage obligatoire était signé, il serait nécessaire de prévoir des sanctions en cas de violation éventuelle de ce traité.

Ces considérations s'appliquent aussi aux autres mesures suggérées comme substituts de la garantie mutuelle. Dans tous les cas, les sanctions sont nécessaires contre ceux qui se sont rendus coupables d'une infraction à la loi internationale.

Il est en faveur de l'arbitrage mais il reconnaît que la question est complexe; elle doit être étudiée de près et les textes appropriés nécessitent encore une préparation. Cette œuvre doit être entreprise immédiatement.

La proclamation de l'arbitrage obligatoire par les grandes puissances est déjà un acheminement vers le salut des petites nations. Si de plus des sanctions effectives étaient prévues en cas de violation du traité de la part d'un Etat puissant le salut des petites nations serait assuré.

Enfin, on dénonce le danger pour la paix des traités complémentaires ou régionaux. De deux maux il faut choisir le moindre. De pareils traités existent et existeront et il n'est aucun moyen de les empêcher d'être ou de les faire disparaître. Il est en conséquence préférable de les soumettre au contrôle de la Société et à celui de l'opinion publique internationale.

M. Ramsay MacDonald a déclaré que les petites nations seraient nécessairement ruinées et dévastées malgré ces traités. Il ne connaît pas pour lui que de pareils traités soient sans valeur bien qu'ils reconnaissent que leur signature ne suffit pas à garantir la sécurité. Il faut encore créer une atmosphère internationale. Ici, il évoque l'expérience acquise par son propre pays dans son effort pour coopérer à la reconstruction de l'Europe orientale et centrale. La Tchécoslovaquie a par exemple concouru à la reconstitution de l'Autriche et conclu à cette fin 3 ans après la guerre un traité d'arbitrage obligatoire qui a été observé dans la lettre et dans l'esprit. Son pays poursuit la même politique à l'égard de ses autres voisins, en les considérant, qu'ils aient été ses alliés ou non, comme des membres égaux d'une même communauté. Les accords régionaux sont pour l'instant d'une grande utilité et ils feront bientôt en harmonie avec le cadre général du Pacte et le Traité d'assistance mutuelle. Leur nécessité diminue à mesure que sont plus fermement établies et définies les garanties générales du Pacte ou celle du Traité d'assistance mutuelle. L'adoption de l'arbitrage obligatoire modifie la nature du système des traités privés.

combined with partial and special measures of security, as, for example, the establishment of demilitarised zones.

As to disarmament pure and simple, he would point out that for four years the problem had been discussed on the assumption that disarmament must be bound up with the principle of security. The reduction of armaments was only a means towards the prevention of war, but war might be begun with reduced armaments as with those actually existing. For certain industrial countries, able to prepare for modern warfare with great rapidity, a reduction of armaments pure and simple might be a formidable advantage, tempting them into paths of adventure. Moreover, all the Members of the League had signed a document, namely the Covenant, in which the connection between security and the reduction of armaments was solemnly affirmed. Article 8 of the Covenant laid down that armaments should be reduced to a level compatible with national security. If countries were asked to reduce their armaments below this level, they were entitled to require compensation in the form of a guarantee.

It was also objected that the Treaty of Mutual Assistance was an instrument of war, and, therefore, not calculated to establish peace, and it was urged that it would be better to establish compulsory arbitration as a means of settling disputes rather than abide by the principle of military assistance.

He was wholly in favour of compulsory arbitration, which he had already accepted in several treaties signed on behalf of his country.

Nevertheless, it was necessary to use force in order to ensure that right should prevail both for moral and for practical reasons. If a treaty of compulsory arbitration were violated and war was declared upon a country too weak to resist, it would surely be necessary for the nations to come to the assistance of that country, which, in disarming, had followed their advice and had thus received from them a species of assurance. An effective guarantee was in fact a necessary condition of arbitration. It was also a necessary consequence of arbitration, since, if a treaty of compulsory arbitration were signed, it was necessary to provide sanctions against its violation.

These considerations applied to the other measures which had been suggested as an alternative to a mutual guarantee. In all cases sanctions were necessary against those who were guilty of a crime in international law.

He was in favour of arbitration but recognised that the question was complex, that it must be studied and the necessary texts prepared. This work should be undertaken at once.

The proclamation of compulsory arbitration by the Great Powers was halfway towards the salvation of the smaller nations. If, in addition, effective sanctions were provided against violation on the part of a powerful State, the salvation of the smaller nations would be assured.

Finally, it was urged that complementary or regional treaties were dangerous to peace. Of two evils it was necessary, however, to choose the lesser. Such treaties existed, and would exist, and there was no means of preventing them or of causing them to disappear. It was accordingly better to have them controlled by the League and by international public opinion.

Mr. Ramsay MacDonald had said that the smaller nations would necessarily be ruined and devastated in spite of such treaties. M. Benès did not agree that such treaties were of no avail, though he recognised that the signature of such treaties was not in itself sufficient to ensure security. It was necessary to develop a new international atmosphere.

Here he would refer to the experience of his own country in endeavouring to assist in the reconstruction of Eastern and Central Europe. Czechoslovakia had, for example, assisted in the reconstruction of Austria, and to that end had concluded three years after the war a treaty of compulsory arbitration which had been observed in the letter and in the spirit. His country was pursuing the same policy towards her other neighbours regarding them, whether formerly allies or not, as equal members of the same community.

Regional agreements were for the moment of great service, and in course of time they would come within the general framework of the Covenant and the Treaty of Mutual Assistance. Their necessity would grow less in proportion as the general guarantees contained in the Covenant or in a treaty of mutual assistance were established, strengthened or defined.

De pareils traités, une fois soumis au principe de l'arbitrage, perdent leurs défauts et leur caractère dangereux, tandis qu'ils conservent tous leurs avantages. Les garanties contenues dans ces traités peuvent être considérées comme complétant les garanties déjà contenues dans le Pacte et le traité d'assistance mutuelle.

On avait observé que le traité d'assistance mutuelle n'était qu'une amplification du Pacte. Les objections élevées contre le Traité, sous prétexte que la lenteur des décisions du Conseil les rend inopérants, s'appliquent également au Pacte.

On prétend aussi qu'il n'est pas nécessaire de recourir à un nouveau traité et qu'il n'y a qu'à développer le Pacte. M. MacDonald ajoute même que l'on pourrait faire une étude des documents soumis à l'Assemblée, telle que le projet de traité et les réponses des gouvernements et que l'on pourrait tenter une synthèse du problème à l'aide de ces documents.

La forme que peut prendre l'instrument diplomatique matérialisant ces principes est en réalité sans importance. Le Pacte lui-même peut être regardé comme une sorte de traité d'assistance mutuelle. Durant ces dernières années cependant, le sens de certains articles du Pacte a été tacitement ou explicitement affaibli plutôt que renforcé et des doutes se sont élevés sur leur efficacité. On ne pourrait que se féliciter d'un mouvement qui aboutirait à renforcer et à mieux définir l'instrument déjà existant, afin qu'il pût permettre aux nations de remplir leurs devoirs de membres de la Société. Il est prêt pour lui à accepter telle ou telle solution qui puisse réaliser l'objet désiré et préférerait si possible atteindre ce but par le Pacte lui-même. L'opinion publique s'attend à ce que la Société se montre capable de résoudre le problème de la solidarité internationale et d'assurer l'assistance en cas d'agression non provoquée aussi bien que de résoudre le problème de la répression des crimes du droit international. Il se permet de résumer ainsi les résultats des contributions les plus importantes apportées aux discussions générales:

1. L'Assemblée pourrait discuter ces documents et décider d'une manière claire et définitive de quelle manière les garanties de la Société doivent être définies.
2. L'Assemblée pourrait se mettre immédiatement au travail pour voir comment elle pourrait élaborer un plan de réduction des armements proportionnés à la sécurité réalisée, en vue de convoquer une conférence sur la réduction des armements par la Société des Nations.
3. L'Assemblée doit entreprendre immédiatement les travaux nécessaires pour examiner, définir, élucider et enfin signer la clause d'arbitrage obligatoire, laquelle étant pourvue de sanctions, serait à la fois une garantie substantielle de l'impossibilité de provoquer désormais des différends sans raison sérieuse.

IV. COMMISSION CONSULTATIVE RELATIVE AU HAUT COMMISSARIAT DES RÉFUGIÉS

Séance tenue au Bureau du Secrétariat, le 3 septembre 1924, à 18 heures.

Le Dr Nansen, Haut-Commissaire pour les réfugiés, préside la séance de la Commission consultative composée de représentants de vingt des plus importantes organisations de secours. Il donne un aperçu succinct de l'œuvre déjà réalisée en faveur des réfugiés, en indiquant l'importance de la tâche qui reste à accomplir et des mesures qu'il proposera à l'Assemblée en vue d'aboutir à une conclusion pleinement satisfaisante.

Les résolutions suivantes sont adoptées à l'unanimité par la Commission, et le Haut-Commissaire est prié de les porter à la connaissance de l'Assemblée:

1. Assurer la continuation de l'œuvre entreprise par le Haut-Commissariat jusqu'à ce qu'une solution satisfaisante ait été obtenue;
2. Mettre les fonds nécessaires à cet effet à la disposition du Haut-Commissariat;
3. Approuver les recommandations du Haut-Commissariat et du Conseil prévoyant le transfert de l'œuvre de secours à l'Organisation internationale du travail, sous la direction d'une commission mixte composée de membres de cet organe et de la Société des Nations.

The adoption of compulsory arbitration would change the nature of the system of private treaties. Such treaties, being submitted to the principle of arbitration, necessarily lost their defects and dangers while retaining their advantages. The guarantees contained in these treaties might be regarded as additional to those already contained in the Covenant and in a treaty of mutual assistance.

It had been observed that the Treaty of Mutual Assistance was only an extension of the Covenant. The objections raised to this Treaty to the effect that it might be inoperative owing to delays in the decision of the Council and for other reasons applied equally to the Covenant.

It was said that it was not necessary to have recourse to a new treaty, but that it was only required to develop the Covenant. Mr. Ramsay MacDonald had added that a study might be made of the documents already before the Assembly, such as the draft treaty and the replies of the Governments, and that a synthetic study might be made of the question with the assistance of these documents.

The form to be taken by the diplomatic instrument which would embody the principles at issue was immaterial. The Covenant itself might be regarded as a kind of treaty of mutual assistance. During these last years, however, the significance of certain articles of the Covenant had been tacitly or explicitly enfeebled rather than enforced, and doubts had arisen in regard to their efficacy. It could only be a matter for congratulation if a movement were made towards reinforcing and defining the instrument which already existed, in order that it might afford the nations the possibility of fulfilling their duties as Members of the League. He was prepared to accept either this or any other solution which might achieve the object desired, and he would prefer, if possible, to attain this object through the Covenant. Public opinion expected that the League should show itself capable of solving the problem of international solidarity and thus assuring assistance in the event of unprovoked aggression as well as the problem of repressing crimes against international law.

He would venture to summarise as follows the results of the important contributions which had been made in the course of the general debate:

- (1) The Assembly might discuss the existing documents and decide clearly and finally how the guarantees of security should be defined.
- (2) The Assembly might immediately get to work in order to see in what way a plan might be elaborated for the reduction of armaments proportionate to the security afforded, with a view to the successful convening of a conference on armaments by the League of Nations.
- (3) The Assembly should undertake immediately the necessary work in order to examine, define and elucidate and finally sign a clause of compulsory arbitration which, being provided with sanctions, would at the same time be a substantial guarantee that nations would not lightly involve themselves in disputes.

IV. ADVISORY COMMITTEE OF THE HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES

Meeting held at the offices of the Secretariat on September 3rd, 1924, at 6 p.m.

Dr. Nansen, High Commissioner for Refugees, presided at a meeting of the Advisory Committee consisting of representatives of twenty of the most important organisations for relief work and gave a brief outline of the work already accomplished on behalf of the refugees, and also an indication of the magnitude of the task still to be performed and the measures which he would propose to the Assembly for its successful conclusion.

The following resolutions were adopted unanimously by the Committee, and the High Commissioner was requested to bring them to the notice of the Assembly:

- (1) To secure the prosecution of the work of the High Commissioner to a satisfactory conclusion;
- (2) To place adequate funds at the disposal of the High Commissioner for this purpose;
- (3) To endorse the recommendation of the High Commissioner and the Council, providing for the transfer of this work to the International Labour Organisation under a Mixed Commission representative of that body and of the League.

V. CORRECTIONS ET ADJONCTIONS A LA LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS
V. CORRECTIONS AND ADDITIONS TO THE LIST OF MEMBERS OF COMMITTEES

DEUXIÈME COMMISSION. — SECOND COMMITTEE.

Nouvelle-Zélande: Sir James Allen.

QUATRIÈME COMMISSION. — FOURTH COMMITTEE.

Etat libre d'Irlande: M. J. M. O'Sullivan. — M. Heffernan.

CINQUIÈME COMMISSION. — FIFTH COMMITTEE.

Etat libre d'Irlande: M. le marquis MacSwiney. — M. J. M. O'Sullivan.

SIXIÈME COMMISSION. — SIXTH COMMITTEE.

Etat libre d'Irlande: M. James McNeill. — M. Michael MacWhite.

VI. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE
L'ASSEMBLÉE.

Compte rendu provisoire: septième séance.
Compte rendu provisoire: huitième séance.

- A. 3(1)a. Articles additionnels inscrits à l'ordre du jour de la cinquième Assemblée, le 3 septembre 1924.
A. 10(a) Salle de Conférences. Note du Secrétaire général.
A. 19 Travaux du Comité des Experts pour l'Echange international des Publications, Genève, du 17 au 19 juillet 1924.
A. 35 Réduction des Armements. Traité d'Assistance mutuelle. Réponses des Gouvernements.
A. 38 Projet de pensions pour le personnel de la Cour permanente de Justice internationale.
A. 49 Situation financière au 31 août 1924: Mémoire du Secrétaire général.
A. 51 Organisation internationale du Travail: Virement dans le budget approuvé par le Conseil d'administration.
Erratum à la liste des délégués.

VI. DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS OF
THE ASSEMBLY.

Provisional Verbatim Record: Seventh Meeting.
Provisional Verbatim Record: Eighth Meeting.

- A. 3(1)a. Additional items inserted in the agenda of the Fifth Assembly, September 3rd, 1924.
A. 10(a) Conference Hall: Note by the Secretary-General.
A. 19 Work of the Committee of Experts on the International Exchange of Publications, Geneva, July 17th to 19th, 1924.
A. 35 Reduction of Armaments: Treaty of Mutual Assistance. Replies from Governments.
A. 38 Pension scheme for the personnel of the Permanent Court of International Justice.
A. 49 Financial position on August 31st, 1924: Memorandum by the Secretary-General.
A. 51 International Labour Organisation: Transfer in the Budget approved by the Governing Body.
Erratum to the list of delegates.

RÉSUMÉ MENSUEL

DES TRAVAUX
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le *Résumé mensuel* des travaux de la Société des Nations fournit chaque mois un tableau général de l'activité de la Société des Nations. Il est en vente aux prix suivants :

Abonnement annuel.....	Argent suisse Fr. 6.—
Prix du numéro	» 0.50

SOCIÉTÉ DES NATIONS

JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal Officiel* paraît, depuis janvier 1922, en deux éditions (l'une en français et l'autre en anglais); il contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et des résolutions adoptés par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

Abonnement annuel, 1924	Argent suisse Fr. 60.—
(Le prix des numéros isolés varie selon leur étendue.)	

1 ^{re} année, 1920, Nos 1-8	» 15.—
2 ^{me} » 1921, » 1-12	» 15.—
3 ^{me} » 1922, » 1-12	» 60.—
4 ^{me} » 1923, » 1-12	» 60.—

SUPPLÉMENTS SPÉCIAUX

DU
JOURNAL OFFICIEL

No hors série. Résolutions adoptées par l'Assemblée au cours de sa première session	Argent suisse Fr. 2.—
No 1. Correspondance concernant la question des îles d'Åland	» 1,25
No 2. Avant-projet pour l'Institution de la Cour permanente de Justice internationale	» 1,25
No 3. Question des îles d'Åland. Rapport de la Commission internationale de Juristes	» 1,25
No 4. Documents relatifs au différend entre la Pologne et la Lituanie	» 9.—
No 5. Résolutions adoptées par le Conseil de la Société des Nations au cours de sa treizième session, Genève, 17-28 juin 1921	» 1,50
No 6. Résolutions et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa deuxième session (du 5 septembre au 5 octobre 1921)	» 2.—
No 7. Constitution de la Ville libre de Dantzig	» 3,50
No 8. Index des Procès-Verbaux des Sessions du Conseil de l'année 1921	» 5.—
No 9. Résolution et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa troisième session	» 2.—
No 10. Index du <i>Journal Officiel</i> pour les années 1920 et 1921 (1 ^{re} et 2 ^{me} années)	» 9.—
No 11. Résolution et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa quatrième session	» 3.—
No 12. Index du <i>Journal Officiel</i> pour l'année 1922	» 5.—
No 13-19. Actes de la Quatrième Assemblée (six volumes)	» 50.—

MONTHLY SUMMARY

OF THE
LEAGUE OF NATIONS

The *Monthly Summary* of the League of Nations is a record of the proceedings of all League meetings, and provides in general form a regular account of League activities. It is on sale at the following prices :

Annual subscription	5/-	\$1	5 Swiss frs.
Single numbers	6d.	10 cts.	50 centimes.

LEAGUE OF NATIONS

OFFICIAL JOURNAL

The *Official Journal*, which is published (since January 1922) in separate editions in English and French, contains the complete Minutes of the Sessions of the Council of the League of Nations, the text of the Reports and Resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Annual subscription, 1924	£2 10s.	\$12.00
(The prices of the separate numbers vary according to size.)		

1st Year, 1920, Nos. 1-8	15/-	\$3.00
2nd » 1921, » 1-12	15/-	\$3.00
3rd » 1922, » 1-12	£3	\$12.00
4th » 1923, » 1-12	£2/10	\$12.00

SPECIAL SUPPLEMENTS

TO THE
OFFICIAL JOURNAL

Unnumbered. Resolutions adopted by the Assembly during its First Session	2/-	\$0.40
No. 1. Correspondence concerning the Question of the Åland Islands	1/3	\$0.25
No. 2. Draft Scheme for the Institution of the Permanent Court of International Justice	1/3	\$0.25
No. 3. The Åland Islands Question. Report of the Committee of Jurists	1/3	\$0.25
No. 4. Documents concerning the Dispute between Poland and Lithuania	9/-	\$1.80
No. 5. Resolutions adopted by the Council at its Thirteenth Session in Geneva, June 1921	1/6	\$0.30
No. 6. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Second Session (September 5th to October 5th, 1921)	2/-	\$0.40
No. 7. Constitution of the Free City of Danzig	3/6	\$0.70
No. 8. Index to the Minutes of the Sessions of Council during 1921	5/-	\$1.00
No. 9. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Third Session	2/-	\$0.40
No. 10. Index to the <i>Official Journal</i> for the years 1920 and 1921 (first and second years)	7/6	\$1.80
No. 11. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Fourth Session	2/6	\$0.60
No. 12. Index to the <i>Official Journal</i> for the year 1922	4/-	\$1.00
No. 13-19. Records of the Fourth Assembly (six volumes)	£2	\$10.00

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Liste des Dépositaires
des Publications de la Société des Nations.

ARGENTINE
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.

AUSTRALIE
Australasian Publishing Co. Ltd., 229 Clarence Street, SYDNEY.

AUTRICHE et ALLEMAGNE
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz 5, VIENNE.

BELGIQUE
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.

BOLIVIE
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.

BRESIL
Livraria F. Brigulet & Cia., 23, rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.

BULGARIE
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvoboditel" No 4a, SOFIA.

CANADA
William Tyrrell and Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.

COSTA-RICA
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.

CUBA
Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.

DANEMARK
V. Pios Boghandel-Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.

ÉQUATEUR
Victor Janer, GUAYAQUIL.

ESPAGNE
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.

ÉTATS-UNIS
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.

FINLANDE
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.

FRANCE
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).

GRANDE-BRETAGNE, DOMINIONS et COLONIES
Constable & Co. Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W. C., 2.

GRECE
Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Constitution, ATHÈNES.

GUATEMALA
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantès, 10a, Calle Oriente No. 5, GUATEMALA.

HAWAII
Pan-Pacific Union, HONOLULU.

HONDURAS
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.

HONGRIE
Ferdinand Pfeiffer (Zeldler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST IV, KER.

INDE
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS et CALCUTTA.

ITALIE
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.

JAPON
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.

MEXIQUE
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.

NICARAGUA
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.

NORVEGE
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, CHRISTIANIA.

PANAMA
Libreria I. Preclado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.

PAYS-BAS
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.

PÉROU
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.

POLOGNE
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.

ROUMANIE
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.

SALVADOR
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.

BASSIN DE LA SARRE
Librairie Marguet 74, Bahnhofstrasse, SARREBRUCK.

ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVENES
Librairie Française Henri Soubre 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.

SUEDE
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.

SUISSE
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.

TCHÉCOSLOVAQUIE
Librairie F. Topič, 11 Narodni, PRAQUE.

URUGUAY
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.

VENEZUELA
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser :
Service des Publications, Société des Nations,
GENÈVE (Suisse).

LEAGUE OF NATIONS

Authorised Agents
for the Publications of the League of Nations.

ARGENTINE
Libreria « El Ateneo », Calle Florida 371, BUENOS AIRES.

AUSTRALIA
Australasian Publishing Co., Ltd., 229, Clarence Street, SYDNEY.

AUSTRIA and GERMANY
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz, 5, VIENNA.

BELGIUM
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUSSELS.

BOLIVIA
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.

BRAZIL
Livraria F. Brigulet & Cia., 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.

BULGARIA
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvoboditel" No 4a, SOFIA.

CANADA
William Tyrrell & Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.

COSTA RICA
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.

CUBA
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.

CZECHOSLOVAKIA
Librairie F. Topič, 11 Narodni, PRAQUE.

DENMARK
V. Pios Boghandel—Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.

ECUADOR
Victor Janer, GUAYAQUIL.

FINLAND
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.

FRANCE
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain PARIS (VI^e).

GREAT BRITAIN, DOMINIONS and COLONIES
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.

GRECE
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitution, ATHENS.

GUATEMALA
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantès, 10a, Calle Oriente, No. 5, GUATEMALA.

HAWAII
Pan-Pacific Union, HONOLULU.

HONDURAS
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.

HUNGARY
Ferdinand Pfeiffer (Zeldler Bros.), Kossuth Lajos Utca 7 SZ. BUDAPEST, IV, KER.

INDIA
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS and CALCUTTA.

ITALY
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.

JAPAN
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.

MEXICO
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.

NETHERLANDS
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE HAGUE.

NICARAGUA
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.

NORWAY
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, CHRISTIANIA.

PANAMA
Libreria I. Preclado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.

PERU
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.

POLAND
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.

ROUMANIA
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.

SAAR BASIN
Librairie Marguet, 74, Bahnhofstrasse, SAARBRUCK.

SALVADOR
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.

KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES
Librairie Française Henri Soubre, 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.

SPAIN
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.

SWEDEN
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.

SWITZERLAND
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.

UNITED STATES
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, Boston 9, MASS.

URUGUAY
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.

VENEZUELA
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries apply :
Publication Department, League of Nations,
GENEVA (Switzerland).

JOURNAL

DE LA
CINQUIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1924

OF THE
FIFTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1924

N° 7. — DIMANCHE 7 SEPTEMBRE 1924.

No. 7. — SUNDAY, SEPTEMBER 7th, 1924.

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	53
II. Dixième séance plénière de l'Assemblée	54
III. Onzième séance plénière de l'Assemblée	56
IV. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée	61
V. Voiture spéciale directe entre Paris et Genève.	62

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	53
II. Tenth Plenary Meeting of the Assembly	54
III. Eleventh Plenary Meeting of the Assembly	56
IV. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	61
V. Special direct coach between Paris and Geneva	62

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 132, au Secrétariat.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 132 at the offices of the Secretariat).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Séance plénière de l'Assemblée.

Il y aura une séance plénière de l'Assemblée demain (lundi 8 septembre), à 10 h. 30.

Ordre du jour : Rapport sur l'œuvre du Conseil.

Bureau de l'Assemblée.

Il y aura une séance du Bureau de l'Assemblée demain (lundi 8 septembre), à 10 h., dans la salle de la présidence, Salle de la Réformation.

Commission permanente consultative pour les questions militaires, navales et aériennes.

La Commission permanente consultative se réunira demain (lundi 8 septembre), à 10 h., au bureau du Secrétariat (Salle F).

Commissions de l'Assemblée.

Trois des Commissions de l'Assemblée se réuniront lundi après-midi (8 septembre). Les trois autres Commissions se réuniront mardi après-midi.

L'ordre des séances sera discuté par le Bureau de l'Assemblée et annoncé au cours de la séance plénière de lundi matin.

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Plenary Meeting of the Assembly.

There will be a plenary meeting of the Assembly to-morrow (Monday, September 8th), at 10.30 a.m.

Agenda : Report on the Work of the Council.

General Committee of the Assembly.

There will be a meeting of the General Committee in the President's Room at the Salle de la Réformation to-morrow (Monday, September 8th), at 10 a.m.

Permanent Advisory Commission for Military, Naval and Air Questions.

The Permanent Advisory Commission will meet to-morrow (Monday, September 8th) at 10 a.m. in the Offices of the Secretariat (Room F.)

Committees of the Assembly.

Three of the Assembly Committees will meet on Monday afternoon (September 8th). The three other Committees will meet on Tuesday afternoon.

The order of their meeting will be discussed by the General Committee of the Assembly and announced at the meeting of the Assembly on Monday morning.

II. DIXIEME SEANCE PLENIERE

Tenue le 6 septembre 1924, à la Salle de la Réformation, à 10-heures 30' du matin.

Souhaits de bienvenue aux Membres du Conseil Fédéral suisse.

Sur la proposition de M. Parra PEREZ (Venezuela) l'Assemblée se lève pour saluer la présence du Président de la Confédération suisse et de plusieurs membres du Conseil Fédéral.

Réduction des armements (suite).

Le Maharajah de BIKANER (Inde) déclare qu'il désire au nom de l'Inde, exprimer son entière approbation de la lettre du Premier Ministre de Grande-Bretagne sur le projet de traité d'assistance mutuelle, ainsi que de sa prestigieuse défense du principe d'arbitrage. L'Inde est favorable à l'idéal exprimé dans ce projet de traité, mais elle rejette le projet parce qu'elle a le sentiment que les garanties sont si illusoire que même un désarmement effectif laisserait après lui une impression d'insécurité qui pourrait réveiller l'esprit d'agression.

L'Inde possède une longue frontière peuplée de tribus hardies et turbulentes qui n'ont d'autre loi que le pacte du sang et d'autres ambitions que de se livrer à des incursions guerrières dans les plaines. Ces tribus possèdent des armes et des munitions qui ont été importées d'Europe au moyen d'un trafic illicite encore insuffisamment contrôlé. Ces menaces pour la sécurité de l'Inde ne peuvent être conjuguées par des sanctions économiques, pas plus que par le principe d'arbitrage et l'Inde est dans la nécessité de tenir compte de ces faits dans la détermination de ses forces militaires. Tous les voisins de l'Inde ne sont pas Membres de la Société des Nations et ceux qui y ont adhéré ne se trouvent pas dans une situation géographique qui leur permette de prêter un secours effectif à l'Inde au cas où sa sécurité serait menacée. Une réduction des armements dans l'Inde aurait donc pour conséquence inévitable l'affaiblissement des garanties de sécurité à l'égard du peuple hindou.

L'Inde cependant ne le cède à aucune autre nation dans son zèle pour la paix, et n'a aucune arrière-pensée agressive. Elle adopte donc pleinement le principe d'arbitrage et toute mesure que pourrait prendre l'Assemblée pour la réduction des armements pour l'établissement du règne de la loi et pour la garantie de la sécurité aux nations.

M. GARAY (Panama) déclare que les peuples américains définissant l'attitude que doivent observer leurs délégués à l'Assemblée, expriment le désir de ne pas les voir intervenir dans la discussion de questions qui ne constituent pas pour eux un réel intérêt pratique et qui sont exclusivement du ressort d'autres continents. M. Garay n'est donc pas un mandataire infidèle de son pays en prenant part dans la discussion qui est d'un intérêt vital pour toute l'humanité, son pays sentant d'ailleurs le danger de l'isolement et les inconvénients de l'égoïsme international.

Il y a vingt ans, la République de Panama a signé avec le Gouvernement des Etats-Unis un traité de garantie en vue duquel les Etats-Unis consentaient en échange de certaines concessions, de garantir et de maintenir l'indépendance et la souveraineté de ce pays réglant ainsi le problème fondamental de sa sécurité.

Ce traité eut pour conséquence de permettre au Panama de licencier ses troupes et de limiter ses forces à une police armée et à une gendarmerie pour le maintien de sa sécurité et de son ordre intérieurs. Les fonds publics ainsi redevenus libres furent utilisés en vue du développement de l'instruction publique, de la construction de routes nouvelles et à entreprendre des travaux d'intérêt général.

Rien dans le traité avec les Etats-Unis ou dans la constitution de Panama ne lui imposait une politique de désarmement moral ou pratique, qu'il a cependant suivie. Le Panama a donc agi à cet égard de son plein gré avec une entière indépendance. C'est pour cette raison qu'en mai 1923, le Président de la délégation brésilienne à la cinquième conférence pan-américaine de Santiago, rendit hommage au Panama comme un pays ayant adopté le modèle même d'une politique de désarmement. A cette occasion, il a lui-même souligné que cette politique n'est pas suivie par le Panama en conformité d'un traité ou d'une disposition constitutionnelle, mais que c'est un acte souverain et volontaire qui a d'autant plus de valeur qu'il était plus libre et plus spontané.

II. TENTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation at 10.30 a.m. on September 6th, 1924.

Welcome to Members of the Swiss Federal Council.

On the motion of M. Parra PEREZ (Venezuela), the Assembly rose to welcome the presence of the President of the Swiss Confederation and several members of the Federal Council.

Reduction of Armaments (continuation).

The Maharaja of BIKANER (India) said that on behalf of India he desired to express entire concurrence with the letter of the Prime Minister of Great Britain on the proposed Treaty of Mutual Assistance and with his powerful advocacy of the principle of arbitration. India stood for the ideals of those who framed the proposed Treaty, but was compelled to reject it, feeling that the guarantees it contained were so illusory that effective disarmament would leave a sense of insecurity which might revive the spirit of aggression.

India had a long frontier peopled by hardy and turbulent tribes with no law but the blood feud, and no higher ambition than to raid the plains. These tribes had arms and munitions imported from Europe by means of an illicit traffic not yet fully brought under control. The menace to the security of India could not be met by economic sanctions or by the principle of arbitration, and India was bound to take account of these facts in fixing a standard for her military strength. Not all the neighbours of India were Members of the League, and those who were Members were not geographically in a position to give India the effective assistance necessary to her security. A reduction of armaments in India would inevitably weaken the guarantees for the security of the Indian people.

India, however, was behind no nation in her desire for peace, and had no aggressive designs. She associated herself wholly with the principle of arbitration and with any measures which the Assembly might take for the reduction of armaments, for the establishment of the rule of law, and for guaranteeing to the nations a secured peace.

M. GARAY (Panama) said that the American peoples, in defining the part to be played by their delegates at the Assembly, desired them not to interfere in matters which had for them no real and practical interest and which were exclusively the concern of other continents. He was not in any way unfaithful to his instructions, however, in taking part in the present discussion, which had a universal importance for all mankind, particularly as his own country clearly realised the dangers of isolation and the inherent objections to a policy of international egoism.

Twenty years ago the Republic of Panama signed with the Government of the United States a treaty of guarantee in accordance with which the United States, in return for certain concessions, undertook to maintain the independence and sovereignty of his country, which thus settled, once for all, the fundamental problem of her security.

As a result of this treaty, Panama was able to dismiss her soldiers and limit her forces to gendarmerie and armed police for the maintenance of internal order and security. The funds thus set free were used for the development of public education, the opening of new roads and works of general public interest.

Nothing in the treaty with the United States or in the constitution of Panama imposed upon her the policy of moral and material disarmament which had since been followed. Her action in this matter was entirely independent and voluntary.

It was for this reason that, in May 1923, the head of the Brazilian Delegation at the Fifth Pan-American Conference at Santiago paid a tribute to Panama as a model for a policy of disarmament. On this occasion he had himself emphasised that this policy was not followed in Panama as a result of a treaty or of the constitution, but that it was a sovereign and voluntary act, all the more valuable since it was free and spontaneous.

Le fait que le Panama a résolu ce problème fondamental ne l'a pas rendu indifférent à l'égard des pays qui supportent encore le fardeau des armements. Le Panama s'efforce au contraire de hâter par tous les moyens la venue du jour pour la justice et la confiance internationale qui dissiperont à jamais les ombres tragiques de l'impérialisme et de la guerre.

M. POLITIS (Grèce), résumant le débat, s'efforce de dégager les deux idées essentielles, qui se font jour à travers les diverses opinions émises: 1) tout le monde est d'accord pour estimer qu'il faut avant tout tenir compte des textes du Pacte; tout le monde aussi proclame la nécessité de l'arbitrage.

Mais, tandis que les uns voient dans les textes du Pacte une charte de paix complète et suffisante offrant aux Etats toutes les garanties et toutes les sécurités; d'autres au contraire estiment que le Pacte n'offre qu'un système incomplet et qu'il doit être renforcé pour devenir une réalité vivante.

Or, il est indiscutable que le Pacte de la Société des Nations n'interdit pas toutes les guerres. Il ne supprime pas le droit considéré comme le droit primordial des Etats de recourir à la force des armes. Il est seulement dit dans le préambule du Pacte qu'il importe d'accepter certaines obligations de ne pas recourir à la guerre. Il y a donc des guerres qui sont tolérées, celles qui sont entreprises après l'expiration du pacifique moratoire de 3 mois, imposé par l'article 12. Les guerres interdites sont simplement celles qui constituent une rupture du Pacte par violation des obligations établies par lui aux articles 12, 13 et 15.

La question est donc double: l'interdiction établie par le Pacte à l'égard de certaines guerres seulement doit elle être étendue à toutes, et, d'autre part, les sanctions établies contre les guerres prohibées sont-elles véritablement suffisantes?

Ces sanctions sont d'abord d'ordre économiques (article 16) et il a été démontré déjà qu'elles demeurent insuffisantes. Dans l'hypothèse même où l'agresseur serait le possesseur de riches matières premières, un pays de grandes exportations, l'exercice contre lui des sanctions économiques, causerait un tort plus grand à celui qui les exerce qu'à celui qui les subit.

Quant aux sanctions d'ordre militaire, imposées par l'article 8, d'autre part, elles tiennent compte, non seulement des nécessités de la défense nationale, mais aussi des obligations contractées par les nations en vertu du Pacte même, en vue d'une action commune et internationale.

Mais ces sanctions militaires ne sont pas définies avec assez de précision et l'obligation extrêmement importante contenue dans l'article 10 établissant le respect et la garantie mutuelle et donnant au Conseil le pouvoir d'aviser aux moyens d'assurer le respect de cette obligation, demeure indéterminée. L'interprétation en effet déjà admise par la grande majorité des Etats adhérent à la Société est que le Conseil n'a qu'un pouvoir de recommandation et que la décision finale sur l'opportunité, sur l'étendue du concours militaire que les membres donneront au Conseil restent à la décision souveraine des Etats séparés.

On ne peut donc dire dans ces conditions que ce système de garantie tant économique que militaire, constitue une sécurité suffisante pour les Etats invités à abandonner tout ou partie de leurs forces militaires. Nul Etat vraiment menacé ne peut renoncer, pour une garantie aussi illusoire à celle qu'il trouve dans ses propres forces. L'idée d'un traité d'assistance mutuelle apparaît donc comme absolument indispensable pour vivifier le Pacte et le compléter.

La preuve que ce Pacte est insuffisant, c'est que des propositions ont été faites de toutes parts, pour le compléter par l'arbitrage, par la justice internationale obligatoire. M. Politis se réjouit profondément de l'unanimité de ces desirs.

Il importe cependant de serrer de plus près cette idée d'arbitrage pour voir si elle recouvre une réalité et si elle ne réserve qu'une déception. L'idée est contenue dans l'article 12 du Pacte et exposée déjà plus explicitement dans l'article 13. Quand un différend s'élève entre deux membres de la Société, il y a obligation pour eux de soumettre ce conflit à une procédure pacifique. Si le conflit est de nature juridique, on propose l'arbitrage. S'il est d'une autre nature, le Conseil de la Société propose sa médiation et sa conciliation.

Il y a là même de la part de la Société des Nations autant d'hésitation que de prudence. Même lorsqu'on est en présence d'un conflit juridique, le Pacte n'impose aux Etats d'obligation arbitrale que si les deux parties sont également convaincues de la nature juridique du conflit autrement l'obligation ne joue pas.

Les juristes chargés de la rédaction du statut de la Cour permanente de justice internationale, il y a quatre ans,

The fact that Panama had solved this fundamental problem did not render her indifferent towards countries which still suffered the burden of armaments. Panama would, on the contrary, endeavour by every means to hasten the day when justice and international confidence would dissipate for ever the shadows of imperialism and war.

M. POLITIS (Greece) said that two main ideas had emerged from the debate: one was that full regard should be had for what was contained in the Covenant. The other was the idea of arbitration and international justice.

Certain people saw in the Covenant a complete charter of peace, offering States all the necessary guarantees and security. Others, however, thought that the Covenant offered a system which was incomplete and which must be transformed into a living reality.

The Covenant did not prohibit all wars or abolish resort to arms. It merely laid down certain obligations not to resort to war. Certain wars, however, were tolerated, namely, those which could be undertaken after the expiry of the period of three months imposed by Article 12. Prohibited wars were those involving a breach of the Covenant by violation of the obligations contained in Articles 12, 13 and 15.

There was thus a twofold question. Was it necessary to extend the prohibition in respect of certain wars contained in the Covenant, and were the sanctions established against wars which were prohibited in reality adequate?

The economic sanctions embodied in Article 16, useful though they were, were far from sufficient. By the side of the economic sanctions were military sanctions. These military sanctions were implicit in Article 8, which stated that national armaments should be reduced not only to the lowest point consistent with national safety but also having regard to the enforcement by common action of international obligations.

The military sanctions, however, were not accompanied by any practical rules for their enforcement, and the obligation contained in Article 10 was far from being in practice effective. It was represented that the Council had only power to recommend, and that the final decision in regard to the extent of the military assistance to be given to the Council by Members of the League depended upon a decision taken by the sovereign States in their discretion.

It could not be said in these circumstances that the system of guarantees, economic and military, established by the Covenant constituted an adequate security for States invited to abandon all or part of their military forces. The idea of a treaty of mutual assistance reinforcing the Covenant was, therefore, an idea perfectly and entirely justified.

The Pact required to be completed, and for this purpose the idea was put forward from all sides that it should be extended by means of arbitration and compulsory justice. He rejoiced at the unanimity with which this proposal had been received.

It was necessary, however, to look for the reality behind this formula of compulsory justice. The idea was contained in Article 12 of the Covenant and regulated by Article 13. Whenever a dispute arose between two Members of the League there was an obligation for them to submit this dispute to a peaceful procedure. If the dispute was of a legal character, arbitration was prescribed. In other disputes it was the Council which invited them to accept its mediation and conciliation.

Even, however, when the dispute was of a legal character, the Government did not then and there impose compulsory arbitration. It was necessary that the two parties should be equally convinced of the legal nature of the dispute, otherwise there was no compulsion.

The jurists who drafted the Statute of the Permanent Court had unanimously asserted the principle of the compulsory

avaient été unanimes à y inscrire le principe de l'obligation et de la compétence obligatoire de la Cour; mais le Conseil a reculé devant une innovation aussi hardie, et les partisans de l'arbitrage obligatoire ont dû se contenter d'une compétence facultative et de l'article 36, permettant aux Etats d'accepter la compétence obligatoire, s'ils le désiraient. Or, depuis trois ans, ce protocole facultatif de la compétence obligatoire n'a été accepté que par quinze Etats parmi lesquels ne figure aucune grande puissance. Comment après un tel recul, espérait-on franchir tout l'espace qui nous sépare encore de l'arbitrage obligatoire ?

Le Premier Ministre de la Grande-Bretagne a déclaré être prêt à accepter une juridiction devant laquelle toutes les nations devraient pouvoir expliquer leur politique et faire la lumière sur leurs secrets, et il a parlé de la possibilité de la création de plusieurs cours ou tribunaux. Mais il semble s'agir là plutôt d'organes de conciliation et de médiation que d'un tribunal arbitral proprement dit. Qu'arriverait-il si l'adversaire cité par le pays menacé refusait de se présenter devant la Cour et de se conformer à sa décision ?

Comment concilier ce système avec celui qui est prévu à l'article 12 du Pacte. Faut-il donc priver le Conseil de la compétence conciliatrice qui lui appartient aujourd'hui ?

Mais surtout l'on ne peut dans l'un ou l'autre cas se passer de sanctions. Il y a eu déjà des cas de refus dans l'histoire de notre temps. En particulier, un cas où, sur le Continent américain, un Etat a été obligé d'employer la force pour assurer l'exécution de la sentence arbitrale. On ne peut se dispenser de sanctions et de garanties que dans le cas d'arbitrage facultatif, mais l'arbitrage obligatoire devant un conflit inévitable doit être armé de sanctions et de moyens de coercition.

Cette idée de sanctions et de moyens de coercition n'est pas étrangère au Pacte. L'article 13 établit que le Conseil peut proposer les mesures propres à rendre effectives les décisions rendues. Les sanctions sont nécessaires dans la justice internationale, comme dans la justice interne des nations et l'on ne peut exiger d'aucun pays qu'il renonce à ses forces propres tant que la communauté des nations n'est pas en mesure de substituer une force internationale aux forces individuelles de ses membres.

III. ONZIEME SEANCE PLENIERE

tenue à la Salle de la Réformation, le samedi 6 septembre, à 15 h. 30

Réduction des armements (suite).

M. DE MELLO FRANCO (Brésil) appelle l'attention de l'Assemblée sur ce fait que toutes les nations du monde malgré leurs inégalités naturelles, constituées par les différentes conditions géographiques ou ethniques présentent un même caractère qui est de posséder une part égale de souveraineté. On ne peut plus distinguer aujourd'hui comme au moyen-âge une aristocratie d'Etats qui pourrait tout et une foule presque anonyme d'autres Etats qui auraient seulement le droit de vivre. Au sein de la Société des Nations, les Etats faibles sont les égaux des Etats forts et peuvent faire entendre leur parole dans le monde entier. Pour la première fois, au cours de l'histoire, 54 Etats écoutent l'avis de chacun d'entre eux au sujet d'un projet d'une importance vitale pour tous, un projet de traité de garantie mutuelle considéré comme la condition *sine qua non* de la réduction des armements, réduction qui est elle-même la condition essentielle de la paix, ainsi que le reconnaît et le proclame l'article 8 du Pacte. Ce projet de traité a suscité de nombreuses objections et a même été rejeté entièrement par certains Etats. Aussi apparaît-il que cette première tentative n'est plus susceptible d'aboutir, mais l'idée elle-même n'a aucunement été atteinte et il importe de la reprendre, de l'adapter à tous les besoins et à tous les cas.

Ce projet présente un inconvénient: de limiter l'assistance mutuelle aux Etats du même continent que l'Etat attaqué, restriction qui équivaut à l'exclusion d'un pays comme l'Australie et qui rendrait le Traité inopérant pour les Etats

compétence de la Cour, but the Council had retreated before this bold innovation. Those who believed in compulsory arbitration had been obliged to be content with an optional jurisdiction supplemented by Article 36 of the Statute, under which States might freely accept, if they so desired, the compulsory competence of the Court in the three kinds of legal conflicts contemplated in Article 13 of the Covenant. Only fifteen States, however, had accepted this clause, among whom there was not a single Great Power. Was it possible, after all these doubts and hesitations, that compulsory arbitration could here and now be imposed upon all States and for all cases ?

The Prime Minister of Great Britain has said that he was prepared to accept a jurisdiction before which all nations must come in order to explain their policy and reveal their intentions, and he had alluded to the possibility of creating several courts or tribunals. The idea behind this formula was that any country which was threatened would have the right to cite its adversary before such a court, and that its adversary would be declared an aggressor if he should refuse to appear. This, however, was not arbitration, but a procedure of mediation and conciliation, and it might be asked how this system could be reconciled with that embodied in Article 12 of the Covenant. Was it proposed to deprive the Council of its competence to act as mediator and to entrust this duty to some new body ?

Then there was the question of sanctions. What would happen if a State refused to appear before the international jurisdiction ? There had been cases of refusal in recent history; in particular there had been a case on the continent of America, in which a State had been obliged to employ force in order to carry out an arbitral decision given in its favour. It was true that in the majority of cases arbitral decisions were voluntarily executed, but this was because arbitration had hitherto been voluntary and spontaneous on the part of States resorting to it and had been entered upon as the result of a previous agreement (*compromis*). It was possible to dispense with sanctions and guarantees in the case of optional arbitration, but compulsory arbitration rested upon an entirely different footing.

The idea of providing international justice with a sanction was not foreign to the Covenant. Article 13 laid down that the Council might propose what steps should be taken to give effect to decisions rendered. Sanctions were necessary in international justice as in the internal justice of nations, and no country could be expected to surrender its own force until the community of nations was in a position to substitute international force for the individual forces of its Members.

III. ELEVENTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation, Saturday, September 6th, 1924, at 3.30 p.m.

Reduction of Armaments (continuation).

M. de MELLO FRANCO (Brazil) drew the Assembly's attention to the fact that all nations of the world, despite the natural inequality produced by their different geographical or racial conditions, were all alike in demanding an equal share of sovereignty. No distinction could be made to-day, such as was made during the Middle Ages, between an aristocracy which was all-powerful and a practically nameless crowd of other States possessing the bare right to live. Within the League of Nations weak States were the peers of strong States and could make their voices heard throughout the whole world. For the first time in history fifty-four States were listening to the views expressed by each of their number regarding a scheme of vital importance for all. This scheme was a Treaty of Mutual Assistance to be considered as an indispensable condition for the reduction of armaments, a reduction which, as Article 8 of the Covenant stated, was the essential condition of peace. This draft treaty had given rise to numerous objections and had even been entirely rejected by certain States. In his opinion this first essay would not achieve success. Its essential idea, however, had in no way been weakened, and it should be considered anew and should be adapted to meet all needs and all conditions.

The scheme was open to the objection that it limited the granting of mutual assistance to States situated in the same continent as the State which had been attacked. This was a restriction which meant the exclusion of a country such as

d'Amérique, étant donné surtout l'absence des Etats-Unis de la Société des Nations. Au reste, les Etats américains membres de la Société des Nations ne sont pas armés et ne sauraient, par conséquent, en cas d'agression, porter secours à l'Etat attaqué, quel que fût l'agresseur. Pour d'autres raisons encore, ce projet s'appliquerait fort mal à l'Amérique, la plupart des Etats ne jouissant pas des conditions géographiques telles qu'elles puissent rendre efficace l'assistance militaire qu'ils prêteraient, l'assistance dépendant, en effet, des possibilités de transport, de l'organisation des moyens de ravitaillement et de l'existence de bases spéciales d'opérations, toutes conditions insuffisamment remplies par l'Etat américain. Faute de ressources indispensables, leur assistance serait techniquement impossible. Il n'en irait pas mieux de l'assistance navale, à l'exception de la grande République du nord, car les autres Etats américains ne possèdent au mieux qu'une petite flotte de guerre et plusieurs d'entre eux se sont même engagés, par des traités spéciaux, à ne pas avoir de marine de guerre du tout.

Dans ces conditions, comment lier ces Etats par un traité général qui les obligerait avant de pouvoir concourir à cette mesure pacifique, à procéder préalablement à un armement général, du reste impossible à réaliser pour la plupart d'entre eux ? La même impossibilité se présenterait pour l'assistance aérienne, l'organisation des transports et du ravitaillement pour la constitution d'aérodromes convenables étant complètement inexistante. Des obstacles naturels considérables, d'ailleurs, comme le massif de la Cordillère des Andes, rendrait absolument impossible dans l'état présent des choses, l'assistance aérienne entre les Etats limitrophes ou voisins, séparés par de tels obstacles. Les difficultés techniques apparaissent donc, en ce qui concerne la plupart des Etats américains, comme insurmontables.

De plus, la promesse d'assistance militaire ne semble pas à ces Etats être de nature à empêcher le déclenchement de la guerre, car cette assistance, telle que la conçoit le projet, ne pourrait devenir effective qu'au fur et à mesure que se dérouleraient les opérations militaires et resterait sans efficacité pour empêcher la première attaque ou l'invasion.

L'idéal ne peut donc pas être atteint par ce projet. On a songé à combler ces lacunes par un système complémentaire de traités particuliers ou régionaux. Mais ce système lui-même suscite de nombreuses objections. Ces traités particuliers pouvant amener de fâcheuses modifications dans les relations internationales et créer parfois l'état d'hostilité entre certains Etats. Cependant, malgré le danger théorique que présentent ces traités particuliers, on doit reconnaître que, dans la plupart des cas, ils constituent encore pour un Etat déterminé le meilleur moyen d'éviter un conflit avec les Etats voisins ou de s'assurer le concours d'autres nations voisines. On ne doit donc pas combattre ces traités particuliers dans leur principe, mais leur permettre du moins de subsister, tant que d'autres moyens plus efficaces de garantir la sécurité internationale n'auront pas été réalisés.

Sans cette sécurité, point de désarmement et sans le désarmement, point d'espérance définitive de paix. Les échecs partiels auxquels ont abouti tous ces nobles efforts ne doivent pas nous décourager et la Société des Nations finira par trouver un système adéquat de moyens. Il paraît néanmoins établi que l'idée essentielle est celle de l'arbitrage. C'est l'usage du recours à l'arbitrage qu'il faut pour le présent s'efforcer à développer.

Il faut amener les Etats à accepter de plus en plus la compétence obligatoire de la Cour permanente de Justice internationale et il faut à cet effet que des Etats se lient par une déclaration spéciale, conformément à la formule présentée à la troisième Commission de l'Assemblée de 1920 par le délégué brésilien, M. Raoul Fernandez, formule qui avait déjà été mise en avant par la délégation suisse à la Conférence de La Haye, en 1907.

Telle a été l'invariable politique internationale du Brésil. Après avoir résolu par l'arbitrage ses plus graves questions de frontières, le Brésil a inscrit dans l'article 34 de la Constitution, le principe suivant lequel le Congrès fédéral ne peut autoriser le gouvernement à déclarer la guerre que dans le cas où le recours à l'arbitrage ne serait pas admissible ou dans le cas où ce recours aurait échoué. Puis l'article 88 de la constitution prescrit que les Etats-Unis du Brésil ne pourront en aucun cas s'engager dans

Australia and made the treaty inoperative as far as the States of America were concerned, above all in view of the fact that the United States was not a member of the League. Moreover, the American States Members of the League of Nations were not armed and therefore, in case of aggression, would not be able to send aid to the State attacked, no matter which State was the aggressor. For other reasons, also, this scheme was of little use to America, since most States in that continent did not possess the geographical conditions necessary to render effective the military assistance which they should give. This assistance depended upon the possession of adequate means of transport, of supplies and upon the existence of special bases from which to conduct operations. All these conditions were lacking in the States of America. Since they were not in possession of these indispensable resources, it would be technically impossible for them to give assistance. The same would be true with regard to naval assistance, with the exception of the great Northern Republic, since the other American States possessed at best only a small fleet of warships, and several of them were bound by special treaties to have no fleet at all.

In these circumstances, therefore, how could these States be bound by a general treaty which compelled them, before being able to take part in measures calculated to maintain peace, to proceed to a preliminary arming on a general scale, a procedure which for most of them would be impossible. Similar obstacles arose in connection with aerial assistance, since the means to organise transport and supplies, for the use of the necessary aerodromes, was entirely lacking. Further, natural obstacles, such as the range of the Cordilleras and the Andes, made it, in the present circumstances, quite impossible for neighbouring States, separated by such natural obstacles, to render aerial assistance. The technical difficulties, therefore, appeared insurmountable as far as most of the American States were concerned.

Further, the idea of military assistance did not, in the view of these States, prevent the outbreak of war, for that assistance, as described in the Treaty, could only gradually become effective, depending as it did on the development of military operations. It would therefore be powerless to prevent the initial attack or invasion.

The ideal aimed at, therefore, could not be attained by the scheme. An endeavour had been made to remedy its defects by the addition of a system of special or regional agreements. This system too, however, had given rise to numerous objections. Special treaties might lead to unfortunate changes in international relations and might occasionally give rise to an atmosphere of hostility between certain States. Nevertheless, despite the theoretical danger of special treaties, it should be recognised that in most cases they provided for any particular State the best means of preventing a conflict with its neighbouring States, and of assuring the assistance of other neighbouring nations. The principle underlying special treaties should not, therefore, be disputed, but they should be allowed to exist so long as other more effective means of guaranteeing international security had not been established.

Without that security there could be no disarmament, and without disarmament there could be no final hope of peace. The partial failure which all these noble efforts had encountered up to the moment ought not to be a source of discouragement, for the League of Nations would end by finding an adequate system. It seemed, however, to him that the essential idea, that was to say, arbitration, had been definitely established. It was the principle that recourse should be had to arbitration which should at all costs be developed.

The States should be induced to accept in an increasing degree the obligatory competence of the Permanent Court of International Justice, and to attain this end the States should bind themselves by a special declaration in conformity with the formula submitted to the Third Committee of the Assembly of 1920 by the Brazilian delegate, M. Raoul Fernandez, a formula which had already been anticipated by the Swiss delegation at the Hague Conference in 1907.

This had always been the international policy of Brazil. After having solved by arbitration the gravest frontier questions, Brazil had inserted in Article 34 of the Constitution the principle in accordance with which the Federal Congress would only authorise the Government to declare war in cases where resort to arbitration would not be admissible or in the event of arbitration having been a failure. Further, Article 88 of the Constitution lays down that the United States of Brazil could in

une guerre de conquête, soit directement, soit par l'effet d'une alliance avec une autre nation. Le Brésil s'est lié par des traités d'arbitrage avec plus de 30 Etats du monde et la proposition soumise par M. Raoul Fernandez auprès de la première Assemblée atteste l'inébranlable fidélité du Brésil à la doctrine de la nécessité de l'arbitrage obligatoire.

Pour que l'arbitrage obligatoire soit efficace et pratique, il faut qu'il ait à son service un tribunal avec juridiction compétente de plein droit pour connaître des questions prévues dans le compromis arbitral et l'organisation de ce tribunal ne saurait être considérée comme parfaite, tant que ces décisions ne seraient pas exécutoires au besoin par la force. Telle est la seule formule qui permettra d'obtenir la sécurité du droit. Le continent américain a atteint dans la direction du but, une position plus avancée que les Etats européens. Le Brésil a été le premier pays d'Amérique qui a ratifié le Traité signé à Santiago de Chili, en mai 1923, aux termes duquel 18 nations américaines se sont engagées à soumettre à l'examen, à l'investigation et à l'avis d'une commission prévue par le même traité, toutes les questions qui pour une raison quelconque seraient soulevées entre deux ou entre plusieurs d'entre elles et qui n'auraient pas été résolues par voie diplomatique ni portées devant l'arbitrage. Ce traité ayant été ratifié par plusieurs Etats, y compris les Etats-Unis, rend à vrai dire le superflu pour les nations d'Amérique le traité de garantie mutuelle contre le danger d'une agression se produisant dans ce continent du fait d'un pays américain.

Il ne reste plus au Brésil qu'à collaborer de toutes ses forces à l'établissement d'une formule générale de garantie d'assistance mutuelle valable pour toutes les nations du monde et c'est pourquoi elle réitère à la Société des Nations l'assurance de son entier dévouement.

M. DANDURAND (Canada) déclare qu'en tant que représentant d'un pays, habité par deux races, il désire attirer tout particulièrement l'attention sur l'importance pour toutes les nations du monde d'une alliance étroite entre la France et la Grande-Bretagne. L'accord conclu récemment à Londres a provoqué l'approbation générale. Tous les regards sont anxieusement fixés depuis trois ans sur Paris et Londres, car l'atmosphère internationale dépend des relations entre ces deux peuples.

M. QUINONES DE LEON (Espagne) déclare que son pays est au nombre de ceux qui ont soulevé des objections au projet de Traité d'assistance mutuelle.

Il est dans les traditions de l'Espagne de s'associer au progrès réalisé en matière de droit international. En effet, ce sont des juristes espagnols qui les premiers ont fait la distinction nette entre une guerre juste et injuste.

L'Espagne désire être comptée au nombre des nations qui ont affirmé que le pacte de la Société constituait la base de la paix. Elle estime que les Nations trouveront dans l'application stricte des principes du Pacte, la meilleure garantie de leur sécurité. Toutefois, les institutions, tant nationales qu'internationales ne peuvent se développer qu'avec le temps et en accord avec les lois de la vie. Le lettre même du Pacte ne peut être que vivifiée par l'expérience.

L'Espagne ne peut qu'envisager favorablement la politique de l'arbitrage, étant liée elle-même par des traités d'arbitrage avec de nombreux pays d'Europe et d'Amérique et elle croit que l'autorité du Pacte sera accrue par la conclusion d'accords qui donneront une forme contractuelle à l'idée d'arbitrage obligatoire.

C'est dans cet esprit que les membres espagnols de la Commission temporaire mixte pour le désarmement ont, au mois de juin 1923, proposé une série d'amendements tendant à définir l'agression par le refus de se soumettre à l'arbitrage.

M. VILLEGAS (Chili) dit que le peuple et le Gouvernement du Chili feront tout ce qui est en leur pouvoir pour aider aux travaux destinés à chercher la formule destinée à assurer le recours à l'arbitrage dans les différends internationaux, arbitrage basé sur la sécurité nationale et le désarmement effectif. Les statistiques démontrent qu'aucun pays sud-américain ne possède d'armements, hors de proportion avec l'extension de son territoire, sa population et ses nécessités intérieures. Il s'agit donc plutôt pour l'Amérique du Sud d'aboutir à des accords de limitation qu'à des accords de réduction d'armements.

Le Chili et la République argentine ont déjà conclu un accord de cette nature en 1902 en vue du désarmement naval. De même,

no event engage in a war of conquest whether directly or as a result of an alliance with another nation. Brazil had allied itself by treaties of arbitration with more than thirty States of the world, and the proposal submitted by M. Raoul Fernandez to the first Assembly proved the unshakable fidelity of Brazil to the doctrine of the necessity for compulsory arbitration.

To ensure that compulsory arbitration should be efficacious and practical, it was necessary that a tribunal should be constituted with competent and full jurisdiction to deal with questions arising out of the arbitral agreement. The organisation of this tribunal could not be considered perfect as long as these decisions could not be executed if necessary by force.

That was the only formula which would secure the safety of right. The American continent had in this direction attained a position in advance of European States. Brazil had been the first American country to ratify the Treaty signed at Santiago with Chile in May, 1923, by the terms of which 18 American nations undertook to submit for the examination, investigation, and report of a Commission appointed by the terms of this Treaty any question which for any reason might arise between two or more of these States and which could not be solved by diplomatic means or dealt with by arbitration. This treaty had been ratified by several States, including the United States, and this made it unnecessary for the nations of America to adopt the Treaty of Mutual Assistance against the danger of an aggression committed on that continent by any American State.

It only remained for Brazil to collaborate by every means in its power in the establishment of a general formula calculated to guarantee mutual assistance valid for all nations in the world. It was for this reason that Brazil reiterated before the League of Nations the assurance of her entire devotion.

M. DANDURAND (Canada) said that, as representative of a country which was inhabited by two races, he desired to emphasise the importance to the nations of the world of a close agreement between France and Great Britain. The agreement recently reached at London had aroused widespread satisfaction. For three years all eyes had been turned anxiously towards London and Paris, and the international atmosphere depended to a great extent on the relations between these two countries.

M. QUINONES DE LEON (Spain) said that his country figured among those which had raised objections to the Draft Treaty of Mutual Assistance.

Spain was traditionally associated with the progress of international law, and it was Spanish jurists who first drew a clear distinction between wars that were just and unjust. Spain still believed that international peace could only be based upon this distinction.

Spain desired to be associated with those countries which affirmed that the Covenant of the League of Nations was the true basis of peace. She believed that nations would find the best guarantee of security in the strict application of the principles of the Covenant. But institutions, whether national or international, could only develop with time and in accordance with organic laws. The letter of the Covenant must be rendered living by means of experience.

Spain could not fail to be sympathetic with the policy of arbitration. Already she was united by treaties of arbitration with numerous countries in Europe and America. She believed that the Covenant could be strengthened by means of agreements, giving a contractual form to the idea of compulsory arbitration.

It was in this spirit that the Spanish members of the Temporary Mixed Commission for the Reduction of Armaments had, in June 1923, proposed a series of amendments which aimed at defining the aggressor as the party which refused to submit to arbitration.

M. VILLEGAS (Chile) said that the people and Government of Chile would do their utmost to assist in finding a formula which would provide for resort to arbitration in international disputes on the basis of national security and effective disarmament. Statistics showed that there was not any State in South America armed out of proportion to the extent of her territory, population and internal needs. In South America, therefore, the object to be achieved was agreements in regard to the limitation rather than the reduction of armaments.

Chile and the Argentine Republic had already made an agreement of this character in 1902 in regard to their naval

le Chili et le Brésil ont fait des déclarations à la Conférence de Rome en février, qui justifient l'espoir qu'une solution du problème de la limitation des armements navals de ces trois grands pays, ne présentera pas de difficultés spéciales.

Le représentant du Chili désire s'associer aux déclarations qui viennent d'être faites par son collègue du Brésil sur la situation spéciale des peuples de l'Amérique du Sud.

De grands progrès ont déjà été réalisés par les Etats de l'Amérique du Sud, en ce qui concerne le principe de l'arbitrage. M. Villegas rappelle entre autres l'exemple du traité signé par 16 républiques américaines, à Santiago, en mai 1923. Les parties à cet accord s'engagent à ne pas mobiliser, ni entreprendre d'acte d'hostilité à partir du moment où des dispositions auront été prises pour réunir une Commission d'enquête, composée de cinq membres nommés sous les auspices de Commissions permanentes spécialement créées à cet effet. Ce traité a déjà été ratifié par les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, le Brésil et d'autres Etats américains. M. Villegas pense que ce traité pourra être examiné avec profit par la troisième commission.

M. URRUTIA (Colombie) déclare que la proclamation du principe d'arbitrage obligatoire par les premiers ministres de la Grande Bretagne et de la France sont peut-être les faits les plus importants dans l'ordre international depuis la création de la Cour permanente de justice internationale.

M. Urrutia est le représentant d'un pays qui a fait de ce principe un dogme. Les discours des délégués du Chili, du Brésil et d'autres pays sont la meilleure preuve que ce sentiment est partagé par tous les Etats américains. L'arbitrage n'est pas pour les nations américaines une abstraction, mais bien une réalité vivante qui leur a permis de mettre un terme à tous leurs conflits.

Le PRÉSIDENT annonce que les délégations britannique et française ont soumis une résolution qui à leur avis peut servir de conclusion au grand débat qui a eu lieu ces trois derniers jours. Il propose que cette résolution soit mise aux voix sous le paragraphe 3 de l'article 17 du Règlement intérieur de l'Assemblée.

La résolution est la suivante:

L'Assemblée,

Prenant acte des déclarations des Gouvernements représentés, y voit avec satisfaction la base d'une entente tendant à établir la paix définitive,

Et décide:

Afin de concilier les divergences qui demeurent entre certains des points de vue exposés et, cette conciliation une fois opérée, de pouvoir faire convoquer, dans les délais les plus rapides possible, par les soins de la Société des Nations, une conférence internationale sur les armements:

1. La troisième Commission est chargée d'examiner les documents relatifs à la sécurité et à la réduction des armements, notamment les observations des gouvernements sur le projet de traité d'assistance mutuelle, préparé en vertu de la résolution XIV de la troisième Assemblée, et les autres plans préparés et présentés au Secrétaire général depuis la publication du projet de traité, ainsi que d'examiner les obligations contenues dans le Pacte de la Société en vue des garanties de sécurité qu'un recours à l'arbitrage ou une réduction des armements peuvent nécessiter.

2. La première Commission est chargée:

a) D'étudier, en vue d'amendements éventuels, les articles du Pacte relatifs au règlement des différends,

b) D'examiner dans quelles limites les termes de l'article 36, para. 2, du statut de la Cour permanente de Justice internationale pourraient être précisés afin de faciliter l'acceptation de cette clause;

en vue de renforcer la solidarité et la sécurité des nations du monde en résolvant par des voies pacifiques tous les différends susceptibles de s'élever entre les Etats.

armements. Moreover, Chile and Brazil, at the Rome Conference in February, had made declarations which justified a hope that a solution of the problem of the limitation of naval armaments of these three great countries would not present any particular difficulty.

He desired to associate himself with what his Brazilian colleague had just said concerning the special position of the South American peoples.

The South American countries had already made great progress with the principle of arbitration. He would refer, amongst other examples, to the treaty made at Santiago in May 1923 between 16 American republics. The parties to this treaty undertook not to begin mobilisation or to undertake any hostile act from the moment steps were taken to call together a commission of inquiry composed of five members appointed under the auspices of permanent commissions specially created.

This treaty had already been ratified by the United States, Brazil and other American States, and he would respectfully submit that it might usefully be considered by the Third Committee.

M. URRUTIA (Colombia) said that the proclamation of the principle of compulsory arbitration by the Prime Ministers of Great Britain and France was perhaps the most important fact in the international world since the creation of the Permanent Court of International Justice.

He represented a country which had made a dogma of this principle, and the speeches of the delegates of Chile, Brazil and of other countries were the best possible proof that this feeling was shared by all the American States. Arbitration was for the American nations not an abstraction but a living reality, which had enabled them to put an end to almost all their disputes.

THE PRESIDENT said that the British and French delegations had submitted a resolution which might in their opinion serve as a conclusion to the great debate of the last three days. He proposed that this resolution should be put to the vote under paragraph 3 of Article 17 of the Rules of Procedure of the Assembly.

The resolution was as follows:

The Assembly,

Noting the declarations of the Governments represented, observes with satisfaction that they contain the basis of an understanding tending to establish a secure peace,

Decides as follows:

With a view to reconciling in the new proposals the divergences between certain points of view which have been expressed and, when agreement has been reached, to enable an international conference upon armaments to be summoned by the League of Nations at the earliest possible moment:

(1) The Third Committee is requested to consider the material dealing with security and the reduction of armaments, particularly the observations of the Governments on the Draft Treaty of Mutual Assistance, prepared in pursuance of Resolution XIV of the Third Assembly and other plans prepared and presented to the Secretary-General since the publication of the draft Treaty, and to examine the obligations contained in the Covenant of the League in relation to the guarantee of security which a resort to arbitration and a reduction of armaments may require.

(2) The First Committee is requested:

(a) To consider, in view of possible amendments, the articles in the Covenant relating to the settlement of disputes;

(b) To examine within what limits the terms of Article 36, paragraph 2, of the Statute establishing the Permanent Court of International Justice might be rendered more precise and thereby facilitate the more general acceptance of the clause;

and thus strengthen the solidarity and the security of the nations of the world by settling by pacific means all disputes which may arise between States.

M. MACDONALD (Empire britannique) déclare que par l'accord des délégations britannique et française, a pu être élaborée une résolution maintenant soumise à l'Assemblée dont on peut espérer qu'elle rendra efficace ce débat sur le désarmement. Cette résolution comporte la convocation par la Société d'une Conférence chargée de discuter la question du désarmement. Elle comporte que la troisième commission de l'Assemblée sera chargée, en vue de préparer cette conférence, d'examiner tous les documents suscités par l'activité de la Société et que la première Commission de l'Assemblée sera chargée de l'examen de la forme que revêtira la clause relative à l'arbitrage obligatoire incorporée dans le statut de la Cour permanente de Justice. La résolution exprime aussi l'espoir que la sécurité des nations sera renforcée par la découverte d'une méthode précise de règlement des différends.

La discussion sur le désarmement a selon lui été admirable et elle vient d'exposer remarquablement les besoins des Etats les plus divers par leur situation et leurs conditions. Quelque satisfaisante qu'une entente puisse être sur le papier, elle resterait vaine si elle n'est pas adaptée à la réalité des faits et de la situation respective de chaque Etat. La grande question, en présence de laquelle on se trouve maintenant pour la première fois est la suivante: Quelles sont les conditions mêmes de la paix, de la sécurité nationale, de l'arbitrage, du désarmement et quels sont les moyens de les réaliser ?

L'Assemblée est honorée de la présence de M. Léon Bourgeois, qui a lutté toute sa vie pour la cause de la paix internationale. M. Léon Bourgeois, il y a de nombreuses années, a proposé à une conférence internationale que l'arbitrage soit examiné scientifiquement mais malgré les tragiques événements des dernières années, la question en est encore à son premier stade et ceci est déplorable.

Si la cinquième Assemblée de la Société peut effacer ce caractère et marquer non seulement l'accomplissement d'un progrès non-seulement verbal, mais réel, elle aura accompli plus qu'aucune autre assemblée dans l'histoire de l'humanité.

M. Herriot et lui-même se sont engagés sur la même route pour les mêmes fins. La route est la même et la fin est la même, et bien que l'on puisse pousser parfois M. Herriot d'un côté de la route et lui de l'autre, avant qu'on ait pu vraiment les séparer, on les retrouverait marchant la main dans la main au milieu même de cette route dont on voudrait les écarter.

Le Premier Ministre belge, M. Theunis, le docteur Benes, M. van Karnebeek et d'autres, ont prononcé des discours empreints d'une calme sagacité qui était indispensable pour envisager des problèmes de la nature de ceux qui examinent l'Assemblée. Les rêves et les visions ne suffisent pas; il est nécessaire de découvrir le sentier à travers les sombres forêts qui séparent l'humanité de ces destinées.

M. MacDonald désire convaincre l'Assemblée que le gouvernement britannique ne veut nullement se dissimuler les dangers évidents, ni semer des pièges sur le chemin des petites nationalités en matière de désarmement ni réduire leurs chances de vie. Il n'a nullement l'intention de sacrifier la sécurité des petites nations ni de diminuer leurs libertés, ou de gêner les traditions qui les ont faites ce qu'elles sont.

Pour parler franc cependant, il craignait qu'un recul ne fût possible, que les nations ne pussent pas sortir de l'antique ornière de la guerre en la prenant pour la seule route sûre et la grande guerre a montré qu'il fallait s'en écarter si l'on ne voulait pas s'exposer à quelque cataclysme nouveau.

Si la résolution soumise maintenant à l'Assemblée était fidèlement exécutée par toutes les nations, il n'y aurait plus aucun danger qu'on retomât dans les antiques errements pères d'une fausse sécurité et féconds en désastres. Il a confiance que cette résolution sera adoptée et adoptée à l'unanimité. Le monde attend beaucoup de l'Assemblée. Que l'Assemblée adopte cette résolution et s'assure qu'il n'y a pas une pierre du chemin qu'elle n'ait retournée pour mieux aplanir la voie vers la paix durable !

M. HERRIOT (France) déclare que M. Ramsay MacDonald et lui sont venus à Genève hautement conscients de leurs responsabilités et désireux de servir la grande cause de la paix à laquelle tous dans cette enceinte sont dévoués; l'un et l'autre ils ont

Mr. MACDONALD (British Empire) said that, by agreement between the British and French delegations, the Assembly had before it a resolution which it was believed would give practical effect to the debate upon disarmament. The resolution assumed that a conference would be summoned by the League to deal with armament; that in preparation for that conference the Third Committee of the Assembly would consider all documents which had been produced through the activity of the League; and that the First Committee of the Assembly would be entrusted with considering the form of the clause regarding compulsory arbitration which had been embodied in the Statute of the Permanent Court of International Justice. The resolution also expressed the hope that the security of the nations of the world would be strengthened by finding a specific means of settling disputes.

The discussion on disarmament had in his view been an admirable one and had exposed the needs of States in which every kind of differing condition prevailed. However satisfactory an agreement concluded under the auspices of the League might be upon paper, it would have no weight unless it related to the actual situation in which each particular State found itself. The great questions which were now for the first time being honestly faced were: what were the conditions of peace, of national security, of arbitration and its scope, of disarmament and the conditions under which it could be carried out.

The Assembly was honoured by the presence of M. Léon Bourgeois, who had striven through all his long life for the cause of international peace. M. Léon Bourgeois had many years ago proposed at an international conference that the question of arbitration should be scientifically discussed, but despite all the tragic happenings of the last few years the question was still in its preliminary stage. This was a disgrace. If the Fifth Assembly of the League could wipe it out and could record not only lip-service to peace but brain-service it would do more than any previous Assembly of mankind.

M. Herriot and himself had started on the same road towards the same end. The road was the same and the end was the same, and, though they might start M. Herriot on one side of the road and himself on the other, before they had gone very far they found themselves walking arm-in-arm down the middle.

The Belgian Prime Minister, M. Theunis, Dr. Benes, M. van Karnebeek and others had all delivered speeches characterised by a calm sagacity which was essential in facing the problems before the Assembly. Dreams and visions were not enough: it was necessary to discover the path through the dark forests separating mankind from his destiny.

Mr. MacDonald desired to assure the Assembly, in as far as the British Government was concerned, that it had no intention of regarding obvious dangers, of setting traps for small nationalities in the matter of disarmament or of weakening their opportunities to live. It had no intention of sacrificing the security of small nations or curtailing their freedom to express themselves and to enjoy the historical traditions which had made them what they were.

To speak frankly, however, he had feared lest by some evil chance a step back might be taken. It was as though the nations had constantly been using the same old road and had been haunted by the fear that any other road was unsafe. It had needed the Great War to show that the old road was not, after all, the safe road, and if the nations continued to use it, another war, or another revolution, would have to break out in order to compel them to abandon it.

If the resolution, however, before the Assembly were faithfully carried out, all nations would be secured from falling back into those methods, productive of false security, which had proved so disastrous. He hoped that it would be adopted, and that it would be adopted unanimously. The world expected much from the Assembly. Let the Assembly adopt the resolution and see to it that no stone be left unturned to discover the way to lasting peace !

M. HERRIOT (France) said that Mr. Ramsay MacDonald and he had come to Geneva with a high sense of their responsibilities and were anxious to serve the great cause of peace to which all were alike devoted. Throughout they had been dominated by the

été dominés par le désir de ne pas la quitter sans avoir réalisé une entente; cette entente figure maintenant dans la résolution soumise à l'Assemblée. M. Herriot eût souhaité que cette résolution fut l'objet d'une consultation plus longue et plus générale. C'est à peine s'il a eu le temps de s'assurer l'adhésion à cette résolution de la délégation belge, qui l'a autorisé à parler en son nom, et de la délégation italienne, qui a bien voulu lui accorder la même autorisation.

Mais c'est à l'Assemblée entière qu'il s'adresse, dans la certitude que celle-ci voudra bien répondre d'un élan unanime à l'appel qui lui est fait.

C'eût été une calamité si l'important débat qui s'est développé ici pendant ces trois jours eût eu simplement le caractère d'une discussion académique. L'heure est venue d'arriver à une conclusion; cette conclusion se trouve contenue dans le texte qu'il présente.

M. Herriot croit que l'on a choisi la meilleure méthode de procédure; il eût été déplorable que quatre années d'efforts eussent été vaines. La motion proposée va permettre aux Commissions de l'Assemblée de poursuivre leurs travaux et de procéder à l'étude des problèmes si difficiles d'assistance et de solidarité. Le représentant de la France quittera l'Assemblée ce soir rempli d'un sentiment d'espoir et de gratitude à l'égard de ses collègues.

La Société des Nations est arrivée à l'heure la plus difficile de son histoire, heure où les peuples se demandent si elle demeurera dans l'ordre des discussions académiques ou si elle va passer à des résolutions et à des actes pouvant avoir des conséquences réelles; il espère que dans quelques instants le point mort dont il a parlé sera franchi.

L'Assemblée réunit des hommes dont le savoir et l'intelligence devront se concentrer sur les problèmes qui lui seront soumis et qui trouveront des solutions peut-être imparfaites, mais que les nations acceptent avec reconnaissance parce qu'elles émanent de la plus haute autorité qu'elles aient encore connue.

Il espère que les uns et les autres auront la volonté et la patience nécessaires pour mener à bout cette grande œuvre. Il ne cessera d'être présent parmi ses collègues en esprit et mettra toute sa confiance et toute sa foi en eux. Rien ne pourra être effectué dans ce domaine sans une foi puissante; seule la résolution de vaincre tous les obstacles et de ne se laisser dérouter par aucune objection pourra conduire au but désiré.

La délégation française collaborera avec l'Assemblée en cette commune inspiration et il a confiance que en moins de quelques semaines les nations apprendront avec joie que la cinquième Assemblée de la Société des Nations a réalisé un progrès décisif. Les nations du monde entier approcheront par là même du couronnement de l'œuvre qui est le but de leurs efforts communs.

La résolution est mise aux voix et adoptée à l'unanimité.

IV. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE

Compte rendu provisoire: neuvième séance.
Compte rendu provisoire: dixième séance.
Compte rendu définitif: deuxième séance.
Compte rendu définitif: troisième séance.
Compte rendu définitif: quatrième séance.
Compte rendu définitif: cinquième séance.

- A. 31 Commission de Coopération intellectuelle: troisième et quatrième sessions: Rapport de la Commission.
- A. 35 (a) Réduction des Armements: Traité d'Assistance Mutuelle; Réponse du Gouvernement Japonais
- A. 36 Réduction des Armements: Limitation des Armements Navals; Réponses des Gouvernements.
- A. 48 Fédération internationale des Etats pour le secours mutuel aux populations frappées de calamités.
- A. 50 Commission permanente des mandats: Rapport sur les travaux de la quatrième session.

wish not to leave the Assembly without having reached an agreement. That agreement was now embodied in the resolution submitted to the Assembly. He wished that this resolution might have been the result of a longer and more general consultation. He had scarcely in the time available been able to assure himself in advance of the adherence of the Belgian delegation, which had authorised him to speak on its behalf, and of the Italian delegation, which had accorded him the same authority.

He would, however, address himself to the whole Assembly in the certainty that it would unanimously respond to the appeal which was being made.

It would have been a calamity if the great discussion which had taken place during the last three days had been merely academic. The time had come to arrive at a conclusion, and that conclusion was contained in the text presented.

He thought that the best method of procedure had been chosen. It would have been deplorable if four years of work had gone for nothing. By the resolution which was being moved, the Committees of the Assembly would be empowered to continue this work and to study the difficult problems of assistance and solidarity. He would be leaving the Assembly that evening full of hope and of gratitude towards his colleagues.

The League of Nations had stood at the most difficult moment in its history — the moment when people wondered whether it would remain within the field of academic discussion or whether it would advance to resolutions and to acts which might have real consequences.

In a few moments he hoped that this stage would have been safely passed.

The Assembly had in its service men whose knowledge and intelligence would be brought to bear on the problems submitted to them, and who would be able to find solutions not perhaps perfect but solutions which the nations would gratefully accept and endorse as coming from the highest authority yet known to them.

He expressed the hope that all would have the necessary will and patience to bring this great work to a successful conclusion. Personally he would not cease to be present in the spirit and he would not fail to place in their work his personal confidence and faith. Nothing could be effected in this domain without strong faith. Only the resolution to overcome all obstacles and not to be baffled by any objections could lead to the desired result.

The French delegation would work with the Assembly inspired by these feelings, and he was sure that within a few weeks the nations would learn with joy that the Fifth Assembly of the League of Nations had achieved a decisive progress. The nations of the world would thereby draw nearer to the high achievement which they were endeavouring to attain by their united efforts.

The resolution was put to the vote and was unanimously adopted.

IV. DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY

Provisional Verbatim Record: Ninth Meeting.
Provisional Verbatim Record: Tenth Meeting.
Definitive Verbatim Record: Second Meeting.
Definitive Verbatim Record: Third Meeting.
Definitive Verbatim Record: Fourth Meeting.
Definitive Verbatim Record: Fifth Meeting.

- A. 31 Committee on Intellectual Co-operation, 3rd and 4th sessions: Report of the Committee.
- A. 35 (a) Reduction of Armaments: Treaty of Mutual Assistance; Reply from the Japanese Government.
- A. 36 Reduction of Armaments: Limitation of Naval Armaments: Replies from Governments.
- A. 48 International Federation for Mutual Assistance in the Relief of Peoples overtaken by disaster.
- A. 50 Permanent Mandates Commission: Report on the work of the Fourth Session.

V. VOITURE SPÉCIALE DIRECTE ENTRE PARIS
ET GENÈVE

Le P.-L.-M. mettra en circulation chaque jour, pendant l'Assemblée, une voiture spéciale directe Paris-Genève, qui partira de Paris à 20 h. 10, par le train N° 659, et arrivera à Genève à 7 h. 08, par train spécial.

Cette voiture, qui comportera trois compartiments de 1^{re} classe, 2 compartiments de couchettes et 3 lits-salons, sera réservée aux personnes se rendant à Genève à l'occasion de l'Assemblée de la Société des Nations.

V. SPECIAL DIRECT COACH BETWEEN PARIS
AND GENEVA

The P.L.M. Railway Company will put on a special direct coach between Paris and Geneva, which will leave Paris at 8.10 p.m. attached to train No. 659, and will arrive at Geneva attached to a special train.

This coach, which will consist of three first-class compartments, two couchettes, and three wagon-lits, will be reserved for persons travelling to Geneva for the Assembly of the League of Nations.

RÉSUMÉ MENSUEL

DES TRAVAUX
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le *Résumé mensuel* des travaux de la Société des Nations fournit chaque mois un tableau général de l'activité de la Société des Nations. Il est en vente aux prix suivants :

Abonnement annuel.....	Argent suisse	Fr. 6.—
Prix du numéro		» 0.50

SOCIÉTÉ DES NATIONS

JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal Officiel* paraît, depuis janvier 1922, en deux éditions (l'une en français et l'autre en anglais); il contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et des résolutions adoptés par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

Abonnement annuel, 1924	Argent suisse	Fr. 60.—
(Le prix des numéros isolés varie selon leur étendue.)		

1 ^{re} année, 1920, Nos 1-8	»	15.—
2 ^{me} » 1921, » 1-12	»	15.—
3 ^{me} » 1922, » 1-12	»	60.—
4 ^{me} » 1923, » 1-12	»	60.—

SUPPLÉMENTS SPÉCIAUX

DU
JOURNAL OFFICIEL

No hors série. Résolutions adoptées par l'Assemblée au cours de sa première session	Argent suisse	Fr. 2.—
No 1. Correspondance concernant la question des îles d'Aland	»	1.25
No 2. Avant-projet pour l'Institution de la Cour permanente de Justice internationale	»	1.25
No 3. Question des îles d'Aland. Rapport de la Commission internationale de Juristes	»	1.25
No 4. Documents relatifs au différend entre la Pologne et la Lituanie	»	9.—
No 5. Résolutions adoptées par le Conseil de la Société des Nations au cours de sa treizième session, Genève, 17-28 juin 1921	»	1.50
No 6. Résolutions et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa deuxième session (du 5 septembre au 5 octobre 1921)	»	2.—
No 7. Constitution de la Ville libre de Dantzig	»	3.50
No 8. Index des Procès-Verbaux des Sessions du Conseil de l'année 1921	»	5.—
No 9. Résolution et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa troisième session	»	2.—
No 10. Index du <i>Journal Officiel</i> pour les années 1920 et 1921 (1 ^{re} et 2 ^{me} années)	»	9.—
No 11. Résolution et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa quatrième session	»	3.—
No 12. Index du <i>Journal Officiel</i> pour l'année 1922	»	5.—
No 13-19. Actes de la Quatrième Assemblée (six volumes)	»	50.—

THE MONTHLY SUMMARY

OF THE
LEAGUE OF NATIONS

The *Monthly Summary* of the League of Nations is a record of the proceedings of all League meetings, and provides in general form a regular account of League activities. It is on sale at the following prices :

Annual subscription	5/-	\$1. 5 Swiss frs.
Single numbers	6d.	10 cts. 50 centimes.

LEAGUE OF NATIONS

OFFICIAL JOURNAL

The *Official Journal*, which is published (since January 1922) in separate editions in English and French, contains the complete Minutes of the Sessions of the Council of the League of Nations, the text of the Reports and Resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Annual subscription, 1924	£2 10s.	\$12.00
(The prices of the separate numbers vary according to size.)		
1st Year, 1920, Nos. 1-8	15/-	\$3.00
2nd " 1921, " 1-12	15/-	\$3.00
3rd " 1922, " 1-12	£3	\$12.00
4th " 1923, " 1-12	£2/10	\$12.00

SPECIAL SUPPLEMENTS

TO THE
OFFICIAL JOURNAL

Unnumbered. Resolutions adopted by the Assembly during its First Session	2/-	\$0.40
No. 1. Correspondance concerning the Question of the Aaland Islands	1/3	\$0.25
No. 2. Draft Scheme for the Institution of the Permanent Court of International Justice	1/3	\$0.25
No. 3. The Aaland Islands Question. Report of the Committee of Jurists	1/3	\$0.25
No. 4. Documents concerning the Dispute between Poland and Lithuania	9/-	\$1.80
No. 5. Resolutions adopted by the Council at its Thirteenth Session in Geneva, June 1921	1/6	\$0.30
No. 6. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Second Session (September 5th to October 5th, 1921)	2/-	\$0.40
No. 7. Constitution of the Free City of Danzig	3/6	\$0.70
No. 8. Index to the Minutes of the Sessions of Council during 1921	5/-	\$1.00
No. 9. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Third Session	2/-	\$0.40
No. 10. Index to the <i>Official Journal</i> for the years 1920 and 1921 (first and second years)	7/6	\$1.80
No. 11. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Fourth Session	2/6	\$0.60
No. 12. Index to the <i>Official Journal</i> for the year 1922	4/-	\$1.00
No. 13-19. Records of the Fourth Assembly (six volumes)	£2	\$10.00

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Liste des Dépositaires
des Publications de la Société des Nations.

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.
- AUSTRALIE**
Australasian Publishing Co. Ltd., 229 Clarence Street, SYDNEY.
- AUTRICHE et ALLEMAGNE**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz 5, VIENNE.
- BELGIQUE**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRESIL**
Livreria F. Brigulet & Cia., 23, rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.
- BULGARIE**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. « Tsar Osvo-
boditel » No 4a, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell and Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA-RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.
- DANEMARK**
V. Pios Boghandel-Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.
- EQUATEUR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- ETATS-UNIS**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- FINLANDE**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain,
PARIS (VI^e).
- GRANDE-BRETAGNE,
DOMINIONS et COLONIES**
Constable & Co. Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W. C., 2.
- GRECE**
Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Consti-
tution, ATHENES.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantès, 10a, Calle Oriente No. 5,
GUATEMALA.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HONGRIE**
Ferdinand Pfeifer (Zeldler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST
IV, KER.
- INDES**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS et CALCUTTA.
- ITALIE**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi
Torii-Sanchome, TOKIO.
- MEXIQUE**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORVEGE**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Libreria I. Preciado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PAYS-BAS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PEROU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE**
Gebethner & Wolff, ulica Slaskowicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- ROUMANIE**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- BASSIN DE LA SARRE**
Librairie Marguet 7A, Bahnhofstrasse, SARREBRUCK.
- ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVENES**
Librairie Française Henri Soubre 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SUEDE**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX,
NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE**
Librairie F. Topič, 11 Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandí 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser :
Service des Publications, Société des Nations,
GENÈVE (Suisse).

LEAGUE OF NATIONS

Authorised Agents
for the Publications of the League of Nations.

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », Calle Florida 371, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIA**
Australasian Publishing Co., Ltd., 229, Clarence Street, SYDNEY.
- AUSTRIA and GERMANY**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz, 5, VIENNA.
- BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil,
BRUSSELS.
- BOLIVIA**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRAZIL**
Livreria F. Brigulet & Cia., 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIA**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. « Tsar Osvo-
boditel » No 4a, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell & Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topič, 11 Narodni, PRAGUE.
- DENMARK**
V. Pios Boghandel—Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.
- ECUADOR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- FINLAND**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain
PARIS (VI^e).
- GREAT BRITAIN,
DOMINIONS and COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.
- GREECE**
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Consti-
tution, ATHENS.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantès, 10a, Calle Oriente, No. 5,
GUATEMALA.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HUNGARY**
Ferdinand Pfeifer (Zeldler Bros.), Kossuth Lajos Utca 7 SZ. BUDAPEST,
IV, KER.
- INDIA**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS and CALCUTTA.
- ITALY**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPAN**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi
Torii-Sanchome, TOKIO.
- MEXICO**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE
HAGUE.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Libreria I. Preciado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PERU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLAND**
Gebethner & Wolff, ulica Slaskowicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.
- ROUMANIA**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SAAR BASIN**
Librairie Marguet, 7A, Bahnhofstrasse, SAARBRUCK.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES**
Librairie Française Henri Soubre, 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SPAIN**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX,
NEUCHÂTEL, BERNE.
- UNITED STATES**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, Boston 9, MASS.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandí 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries apply:
Publication Department, League of Nations,
GENÈVE (Switzerland).

JOURNAL

DE LA
CINQUIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1924

OF THE
FIFTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1924

N° 8. — MARDI, 9 SEPTEMBRE 1924.

No. 8. — TUESDAY, SEPTEMBER 9th, 1924.

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	63
II. Douzième séance plénière de l'Assemblée	64
III. Deuxième séance de la troisième Commission	68
IV. Deuxième séance de la quatrième Commission	69
V. Deuxième séance de la cinquième Commission	70
VI. Rapport de la Commission de l'Ordre du Jour	71
VII. Ratification des conventions	71
VIII. Corrections et adjonctions à la liste des membres des Commissions	72
IX. Association internationale des journalistes accrédités auprès de la Société des Nations	72
X. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée	72

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 132, au Secrétariat.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

I. PROGRAMME DES SÉANCES.

Séance plénière de l'Assemblée.

Il y aura une séance plénière de l'Assemblée aujourd'hui (mardi 9 septembre) à 10 h. 30.

Ordre du jour: Rapport sur l'œuvre du Conseil.

Première Commission.

La première Commission se réunira cette après-midi (mardi 9 septembre) au Bureau du Secrétariat (Salle F.).

Le Président de l'Assemblée annoncera l'heure de la réunion à la séance plénière.

Ordre du jour:

1. Rapport de la sous-Commission de l'assistance judiciaire aux indigents.
2. Propositions britannique d'amendements à l'article 16 du Pacte.
3. Amendement à l'article 27 du Règlement intérieur de l'Assemblée.

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	63
II. Twelfth Plenary Meeting of the Assembly	64
III. Second Meeting of the Third Committee	68
IV. Second Meeting of the Fourth Committee	69
V. Second Meeting of the Fifth Committee	70
VI. Report of the Agenda Committee	71
VII. Ratifications of Conventions	71
VIII. Corrections and Additions to the List of the Members of the Committees	72
IX. International Association of Journalists accredited to the League of Nations	72
X. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	72

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 132 at the offices of the Secretariat).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

Plenary Meeting of the Assembly.

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day (Tuesday, September 9th) at 10.30 a.m.

Agenda: Report on the Work of the Council.

First Committee.

The First Committee will meet this afternoon (Tuesday, September 9th) in the offices of the Secretariat (Room F.).

The time of meeting will be announced at the plenary meeting of the Assembly.

Agenda:

1. Report of the Sub-Committee on Legal Assistance for the Poor.
2. British proposals to amend Article 16 of the Covenant.
3. Amendment to Article 27 of the Rules of Procedure of the Assembly.

Deuxième Commission.

La deuxième Commission se réunira cette après-midi (mardi 9 septembre) au Bureau du Secrétariat (Salle B).
Le Président de l'Assemblée annoncera l'heure de la réunion à la séance plénière.

Troisième Commission.

Les trois sous-Commissions de la troisième Commission se réuniront aujourd'hui (mardi 9 septembre) à 15 h. 30 à la Villa St-Victor.

Quatrième Commission.

Sous-Commission D de la quatrième Commission se réunira aujourd'hui (mardi 9 septembre) à 16 h. au Bureau du Secrétariat.

Cinquième Commission.

La première sous-Commission de la cinquième Commission (Commission de Rédaction) se réunira aujourd'hui (mardi 9 septembre) à 11 h. dans le Bureau du Secrétariat général à la Salle de la Réformation.

Sixième Commission.

La première sous-Commission de la sixième Commission (Esclavage et Mandats) se réunira aujourd'hui (mardi 9 septembre) à 17 h. au Bureau du Secrétariat (Salle E).

La deuxième sous-Commission de la sixième Commission (Question lituanienne) se réunira aujourd'hui (mardi 9 septembre) à 17 h. au Bureau du Secrétariat (Salle 104).

Le Conseil.

Il y aura une réunion du Conseil aujourd'hui (mardi 9 septembre) à 15 h. 30 au Bureau du Secrétariat (Salle C).

Commission permanente consultative pour les questions militaires, navales et aériennes.

Il y aura une séance de la Commission permanente consultative aujourd'hui (mardi 9 septembre) à 10 h. au Bureau du Secrétariat (Salle F).

Commission financière.

La Commission financière se réunira aujourd'hui (mardi 9 septembre) à 15 h. 30 au Bureau du Secrétariat (Salle D).

II. DOUZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation, le lundi 8 septembre 1924, à 10 heures 30.

Communication du Président.

Le PRÉSIDENT informe l'Assemblée que le Bureau ayant examiné la question très importante de la façon la plus utile de réunir les commissions, a décidé qu'il importait que la première et la troisième commissions ayant à discuter des problèmes connexes et d'une importance vitale pussent assister aux séances l'une de l'autre et en conséquence tinsent régulièrement leurs séances à des heures distinctes. La conclusion générale proposée par le bureau pour l'organisation des séances est la suivante: se réuniraient simultanément les première, deuxième et sixième commissions d'une part et de l'autre, les troisième, quatrième et cinquième Commissions. Toutes les réunions des commissions se tiendraient au Secrétariat.

L'Assemblée donne son assentiment à ces propositions.

Examen du rapport sur les travaux du Conseil.

M. ADOR (Suisse) aborde la discussion du rapport présenté par le Conseil, en soulignant l'importance de ce grand travail, en soulignant aussi l'excellence de la méthode adoptée par la Société des Nations, qui permet à l'Assemblée et à ses Commissions de discuter des questions sérieusement préparées par les organisations techniques et les commissions spéciales. Il rend un hommage public à la compétence et au zèle de tous les experts convoqués par le Secrétariat et à tous les membres des commissions permanentes.

Il espère que ces travaux si remarquables seront continués avec plus de succès encore dans la nouvelle salle dont il importe de hâter la construction, car la salle actuelle est devenue insuffi-

Second Committee.

The Second Committee will meet this afternoon (Tuesday, September 9th) in the Offices of the Secretariat (Room B).
The time of meeting will be announced at the plenary meeting of the Assembly.

Third Committee.

The First, Second and Third Sub-Committees of the Third Committee will meet to-day (Tuesday, September 9th) at 3.30 p.m. at the Villa St-Victor.

Fourth Committee.

Sub-Committee D of the Fourth Committee will meet to-day (Tuesday, September 9th) at 4 p.m. in the offices of the Secretariat.

Fifth Committee.

The First Sub-Committee of the Fifth Committee (Drafting) will meet to-day (Tuesday, September 9th) at 11 a.m. in the Room of the Secretary-General at the Salle de la Réformation.

Sixth Committee.

The First Sub-Committee of the Sixth Committee (Slavery and Mandates) will meet to-day (Tuesday, September 9th) at 5 p.m. in the offices of the Secretariat (Room E).

The Second Sub-Committee of the Sixth Committee (Lithuanian Question) will meet to-day (Tuesday, September 9th) at 5 p.m. in the offices of the Secretariat (Room 104).

The Council.

There will be a meeting of the Council to-day (Tuesday, September 9th) at 3.30 p.m. in the offices of the Secretariat (Room C).

Permanent Advisory Commission for Military, Naval and Air Questions.

There will be a meeting of the Permanent Advisory Commission to-day (Tuesday, September 9th) at 10 a.m. in the offices of the Secretariat (Room F).

Financial Committee.

The Financial Committee will meet to-day (Tuesday, September 9th) at 3.30 p.m. in the offices of the Secretariat (Room D).

II. TWELFTH PLENARY MEETING.

Held at the Salle de la Réformation on Monday, September 8th, 1924, at 10.30 a.m.

Communication by the President.

The PRESIDENT informed the Assembly that the General Committee had considered how best the meetings of committees might be held, and had decided that, as the First and Third Committees had to discuss problems similar in character and of vital importance, the members should be able to attend the meetings of both Committees. They should consequently meet at different hours. The general conclusion of the General Committee for the organisation of meetings was as follows: The First, Third and Sixth Committees should meet on one day and the Second, Fourth and Fifth on another. All the meetings of the Committees should take place at the Secretariat.

The Assembly adopted these proposals.

Report on the Work of the Council.

M. ADOR (Switzerland) began his examination of the Report of the Council by emphasising the importance of the great work which that body had accomplished. The excellent method adopted by the League of Nations enabled the Assembly and its committees to discuss questions already fully prepared by the Technical Organisations of the League and by its special Committees. He paid public tribute to the competence and zeal of the experts summoned by the Secretariat and to all the members of the permanent committees.

He hoped that the work of the League would be continued with even greater success in the new Assembly building, of which it was now necessary to hasten the construction. The

fisante, en raison du nombre toujours plus considérable des Etats qui font partie de la Société des Nations et de l'importance toujours plus grande des délégations. Les couloirs sont en effet trop étroits et l'aération très défectueuse. Le moment est venu de mettre à exécution la décision de la dernière Assemblée et de construire immédiatement le bâtiment dans lequel sera installée la salle des séances. Cela est d'autant plus facile que la Société a en ce moment les capitaux disponibles nécessaires. Il faut donc se mettre décidément et résolument à l'œuvre.

La délégation suisse n'ayant pas pris part aux importantes discussions qui ont eu lieu la semaine dernière, M. Ador ne mentionnera que pour mémoire et pour marquer son approbation, l'importante résolution adoptée par l'Assemblée en ce qui concerne la question du désarmement.

Mais il dira quelques mots sur la Cour de Justice internationale et sur l'arbitrage. Le peuple suisse considère la Cour de Justice internationale comme le couronnement du grand édifice de la Société des Nations et il appelle de tous ses vœux une collaboration toujours plus directe de la Cour de Justice internationale. Il souhaite que le plus grand nombre possible de différends lui soient soumis, car cette Cour par la complète indépendance et la haute autorité de ces membres offre des garanties d'impartialité exceptionnelles.

La Suisse n'a pas hésité à signer le protocole additionnel à l'article 31 du Pacte et a adhéré ainsi sans réserve aux obligations résultant de cet article. Elle reconnaît par conséquent la compétence complète de la Cour dans les cas prévus par l'article 36 de son statut. La Suisse, par cette adhésion pleine et entière s'est associée aux 19 Etats qui avec elle ont signé ce protocole additionnel. Elle ne s'est d'ailleurs par là que conformée à une antique tradition nationale, puisque déjà dans les siècles passés les confédérés s'engageaient solennellement à faire trancher par l'arbitrage les conflits qui pourraient s'élever entre eux.

Dès la création de la Société des Nations, le gouvernement de la Confédération a proposé au Parlement quelque temps avant l'entrée en vigueur du Pacte la conclusion d'une Convention d'arbitrage inconditionnelle et les Chambres fédérales ont approuvé à l'unanimité les principes exposés dans cette proposition. Plusieurs traités fort importants dont quelques-uns constituaient un type entièrement nouveau de conventions d'arbitrage ont été conclus depuis lors ou sont en voie de conclusion entre la Confédération et diverses Puissances avec l'Allemagne, le Danemark, l'Autriche et la Suède. La Suisse a donc contribué à donner une place plus large dans l'esprit de l'article 21 du Pacte, au principe de l'arbitrage. Par ces accords particulier, la Suisse contribue à généraliser une procédure d'arbitrage et de conciliation qui faciliterait la tâche du Conseil de la Société auquel, conformément à un vœu émis déjà en 1919, il serait souhaitable que seuls fussent soumis les différends qui n'auraient pu être aplanis déjà par une procédure d'arbitrage particulière.

C'est avec une très vive satisfaction qu'il a entendu les déclarations si catégoriques en faveur de l'arbitrage que viennent de faire d'éminents présidents du Conseil participant aux délibérations de l'Assemblée. Ces déclarations sont de nature à créer cette atmosphère d'apaisement que le monde entier appelle de ses vœux.

Sans doute des réserves ont été faites par divers orateurs qui nécessitent une étude très attentive. Cependant, il semble bien qu'en dernière analyse les engagements pris de recourir à l'arbitrage constituent un fait de la plus haute importance et tout à l'honneur des pays qui y ont adhéré.

Pour lui, il a la conviction que l'arbitrage, envisagé dans le Pacte comme la suprême ressource si les efforts de médiation du Conseil n'ont pas été couronnés de succès, s'imposera toujours davantage à tous ceux qui veulent éviter à tous prix le recours à la violence et à la force.

L'opinion du monde tout entier se dresserait contre un peuple qui, ayant signé les clauses d'arbitrage, ne s'y soumettrait pas. Ce serait une sanction formidable de l'opinion publique et une garantie contre ceux qui n'exécuteraient pas de bonne foi les engagements qu'ils auraient pris.

Le jour où les grandes Puissances acceptent l'arbitrage obligatoire non seulement en parole, mais par des actes, elles auront réalisé un grand et magnifique progrès en faveur de la paix du monde.

M. Ador passe ensuite à un autre sujet et exprime la satisfaction qu'il a éprouvée à la lecture de la réponse des juristes

present building was too small for the ever-increasing number of States Members of the League and for the increasing importance of the Delegations. The corridors were too narrow and the ventilation defective. The decision of the last Assembly should therefore be put into execution, and a building should be constructed which would contain a hall for holding the meetings of the Assembly. This was all the easier since the League at the moment possessed the necessary capital to undertake the work, which, therefore, should be begun without delay.

Since the Swiss Delegation had not taken part in the important discussions of the previous week, he would like in passing to express his approval of the important resolution adopted by the Assembly on the question of disarmament.

He wished, however, to make special reference to the Permanent Court of International Justice and to arbitration. The Swiss people considered the Court of International Justice as the coping stone of the League of Nations, and he strongly urged a closer co-operation with that Court. He expressed the hope that the greatest number of disputes possible would be submitted to it, for by its independence and authority possessed by its members, exceptional guarantees of impartiality were secured.

Switzerland had not hesitated to sign the additional Protocol to Article 31 of the Covenant, and had adhered without reserve to the obligations of that Article. She therefore recognised the entire competence of the Court in cases coming under Article 36 of its Statute. Switzerland, by her full and complete adhesion, was now one of the nineteen States which had signed the additional Protocol. Thereby she had followed an ancient national tradition, since for centuries past the Confederated Cantons had solemnly undertaken to settle all disputes by arbitration.

Since the creation of the League of Nations, and shortly before the coming into force of the Covenant, the Government of the Swiss Confederation had presented to the Swiss Parliament a proposal to conclude an unconditional arbitration agreement, and the Federal Chambers had unanimously approved its principles. Several very important treaties, some of which presented an entirely new type of arbitration convention, had since been concluded, or were on the point of conclusion, between the Swiss Confederation and various Powers, with Germany, Sweden, Denmark, and Austria. Switzerland had, therefore, contrived to give a very prominent place to the principle of arbitration contained in Article 21 of the Covenant. By these special agreements Switzerland had hoped to generalise a procedure of arbitration and conciliation which would facilitate the task of the Council of the League, to which body it was desirable, in accordance with the recommendation made in 1919, to refer only those disputes which had been found incapable of settlement by special arbitration.

He had heard with great satisfaction the very categorical statements in favour of arbitration which had been made by the distinguished delegates taking part in the discussions of the Assembly. These declarations were calculated to create an atmosphere of goodwill for which the whole world was hoping.

It was true that reservations had been made by various speakers which would need very careful consideration. Nevertheless, it seemed in the last resort that the engagement to resort to arbitration constituted a fact of the highest importance which was greatly to the honour of the countries concerned.

He was convinced that the arbitration contemplated in the Covenant as a final resource, failing the mediation of the Council, must be accepted by all States wishing to avoid at all costs recourse to violence and force.

The public opinion of the whole world would be directed against a nation which, having signed arbitration clauses, refused to submit to arbitration. There would thus be a formidable body of public opinion as a guarantee and a sanction against those which did not execute in good faith the engagements into which they had entered. The day when the great Powers accepted compulsory arbitration not only as a formula but in practice would measure a great and magnificent progress towards securing the peace of the world.

Passing to another subject, he would like to express the satisfaction which he had felt on reading the reply given by the

aux questions renvoyées par le Conseil à leur examen. Ce document a une grande valeur, grâce à la haute compétence des juristes qui l'ont rédigé et pourra être consulté avec profit par l'Assemblée toutes les fois qu'elle sera amenée à se prononcer sur l'interprétation de l'article. Ce document a précisé en particulier l'interprétation du Pacte relativement à la procédure devant le Conseil et aux exceptions d'incompétence qui peuvent être soulevées. Le document reconnaît aussi que l'Etat sur le territoire duquel un crime a été commis contre des ressortissants d'autres Etats n'a pas d'autre devoir que de poursuivre et de punir les auteurs du crime comme si l'attentat avait été commis par un de ses nationaux. Il a seulement le devoir d'empêcher, dans la mesure du possible les attentats contre les ressortissants officiels d'autres Etats.

M. Ador ne veut pas, d'ailleurs discuter à fond ce document ni faire les réserves que la délégation suisse aurait peut-être à faire sur l'étude de l'application des mesures prises; l'Assemblée n'a pas à discuter ce rapport et sa souveraineté doit rester entière en ce qui concerne l'interprétation du Pacte.

Abordant ensuite la question arménienne, dont il souligne la complexité, M. Ador, sans se prononcer sur la question, prie l'Assemblée et le Conseil de la Société des Nations, de continuer à lui accorder toute leur attention. Il félicite le Secrétariat d'avoir envoyé un délégué sur place pour faire une enquête, afin que l'on soit renseigné exactement sur la situation géographique et économique du pays, et sur les possibilités d'y constituer un foyer arménien. Il annonce la création en Suisse et à Genève d'associations philarméniennes qui sont venues largement au secours de ces populations malheureuses. La Suisse a dû prendre à sa charge les orphelins de Sivas, qui avaient été transportés à Samson et à Constantinople. Ils sont maintenant hospitalisés à Begnins dans le canton de Vaud où ils sont élevés aux frais des associations philarméniennes suisses. Les enfants, avant de retourner dans leur pays auront reçu une éducation professionnelle qui leur permettra de vivre honorablement.

Le Baron Marks von WURTEMBERG (Suède) attire l'attention sur l'annexe au Rapport sur l'œuvre du Conseil indiquant le nombre des engagements internationaux conclus sous les auspices de la Société et enregistrés au Secrétariat. Il ressort du tableau contenu dans cette annexe que la Société a déjà accompli un progrès considérable dans le sens du développement du droit international. Les conventions sur le transit conclues à Barcelone, les conventions sur la traite des femmes et des enfants, sur la simplification des formalités douanières, sur la protection des minorités raciales, religieuses et linguistiques sont d'une importance toute particulière. D'autres comme celles qui ont été conclues entre certains états du Nord concernant la procédure d'enquête et de conciliation pour le règlement des différends, ont aussi été enregistrées dernièrement par le Secrétariat.

La Société a le devoir de contribuer au développement du droit international selon une inflexible direction, c'est pourquoi il lui faut adopter un plan d'action méthodique.

Il est impossible, cela va de soi de créer de toutes pièces un système complet de droit international semblable au code de droit interne des différents pays. Toutefois, étant donné l'autorité dont jouit la Société, elle peut, à son avis, encourager et aider à la conclusion d'accords entre les Etats, accords basés sur les principes du droit international. Une proposition de ce genre avait déjà été faite par la première Assemblée, cette proposition pourrait être adoptée maintenant. La Société devrait encourager la conclusion d'accords concernant certains grands principes du droit des gens tels que la question de l'étendue des eaux territoriales et du régime juridique les régissant, de la responsabilité d'un Etat vis-à-vis des crimes commis contre les Etrangers, celle de l'extraterritorialité et de l'immunité diplomatique et consulaire.

Certains gouvernements, notamment ceux des Pays Bas, de la Belgique et de la Suisse, ont déjà pris l'initiative de ces mesures.

L'Assemblée pourrait prier le Conseil d'examiner s'il ne serait pas possible de constituer un comité restreint chargé de ces travaux, comité qui serait composé de personnes dument qualifiées et chargées d'établir un plan général concernant ces questions.

jurists to the questions referred to them by the Council for examination. This document had a great value thanks to the high competence of the jurists who had drafted it, and it might with profit be consulted by the Assembly whenever that body felt called upon to decide on the interpretation of the Article. This document had in particular given greater definition to the Covenant as regards the procedure to be followed before the Council, and to the exceptions of grounds of incompetence which might be raised. The document had also recognised that the State on whose territory a crime had been committed against the nationals of other States had no other obligation than to pursue and to punish the authors of the crime as if it had been committed by one of its own nationals. It was merely bound to hinder to the best of its ability crimes against officials who were nationals of other States.

He did not wish to discuss this document in detail; nor to make the reservations which the Swiss Delegation might perhaps be obliged to submit in regard to the scope of its provisions. It was not for the Assembly to discuss this report and its sovereignty must remain intact as regards the interpretation of the Covenant.

He referred next to the Armenian question, emphasising its complexity. Without expressing any opinion on the subject, he would beg the Assembly and the Council of the League of Nations to continue to give all their attention to this problem. He congratulated the Secretariat for having sent a delegate to the spot in order to make an inquiry, so that exact information might be obtained in regard to the geographical and economic conditions of the country and the possibility of creating an Armenian national home. There had been established in Switzerland and at Geneva Phil-Armenian associations which had given very considerable help to these unhappy people. Switzerland had been obliged to assume the charge of the orphans of Sivas who had been transported to Samsoun and to Constantinople. They were now established at Begnins in the Canton of Vaud, where they were being educated at the expense of the Swiss Phil-Armenian associations. The children, before returning to their country, would receive an education in order to fit them for a career which would enable them to make an honest living.

Baron Marks von WURTEMBERG (Sweden) referred to the annex to the Report on the Work of the Council, which gave the number of international engagements concluded under the auspices of the League and registered at the Secretariat. The list contained in the Annex showed that the League had already made a considerable advance in the development of international law. The Conventions concluded at Barcelona on Transit, the Conventions on the Traffic in Women and Children, on the Simplification of Customs Formalities, on the Protection of Racial, Religious and Linguistic Minorities, were of particular importance. Other Conventions, such as those concluded between certain Northern States concerning a procedure of inquiry and conciliation in the settlement of disputes, had also lately been registered at the Secretariat.

It was the duty of the League to develop international law along the right lines, and for this purpose it should adopt a definite plan of action.

It was obviously impossible to establish immediately a complete code of international law similar to the codes of common law in use in the various countries. In view, however, of the authority which the League possessed, it could, in his opinion, aid and encourage the conclusion of agreements between States based on the principles of international law. A proposal to this effect had already been made at the first Assembly, which he thought could now be accepted. The League should endeavour to promote the conclusion of engagements between States regarding certain great general principles such as the extent of territorial waters and their legal status, the question of the responsibility of a State for crimes committed against foreigners, the question of extra-territoriality and diplomatic immunity.

Certain Governments, notably those of the Netherlands, Belgium and Switzerland, had already taken steps in this direction.

The Assembly might ask the Council to consider whether a small *ad hoc* committee should not be created for this work, composed of persons possessing the necessary qualifications, and invited to submit a general plan.

Le Baron Marks von Wurtemberg propose l'adoption de la résolution suivante:

« L'Assemblée,

« Prenant acte du rapport du Conseil concernant l'œuvre accomplie par la Société des Nations pour la conclusion d'engagements de droit international;

« Et reconnaissant l'intérêt qu'il y aurait à incorporer dans des conventions internationales ou dans d'autres instruments internationaux, certains chapitres ou matières de droit international qui se prêteraient à cette procédure, lesquelles conventions ou lesquels instruments pourraient être finalement établis par des conférences internationales réunies sous les auspices de la Société des Nations, après consultation préalable des Gouvernements et d'experts:

« Prie le Conseil:

« 1. D'inviter les Membres de la Société des Nations à signaler au Conseil les chapitres ou matières de droit international, public ou privé qui, à leur avis, pourraient être utilement examinés, en vue de les incorporer dans des conventions internationales ou dans d'autres instruments internationaux, ainsi qu'il a été indiqué plus haut;

« 2. D'adresser une invitation analogue aux institutions les plus autorisées, qui ont voué leur activité à l'étude du droit international;

« 3. D'examiner, après avoir procédé aux consultations nécessaires, les mesures qui pourraient être prises à l'égard des diverses suggestions présentées, afin de permettre à la Société des Nations de contribuer, dans la plus large mesure possible, au développement du droit international;

« 4. De présenter un rapport à la prochaine Assemblée sur la mise à exécution de la présente résolution: »

M. HOFMEYR (Afrique du Sud) déclare que l'Afrique du Sud compte au nombre de ses enfants le promoteur du système mandataire, le Général Smuts. Le successeur de celui-ci, le Général Herzog, premier Ministre actuel, est disposé à donner tout son appui à la Société.

Le manque de confiance à l'égard de la Société ne peut résulter que de sentiments d'apathie ou d'animosité; il suffit toutefois, d'assister aux séances de l'Assemblée pour se convaincre de l'esprit de conciliation et de la bonne volonté qui y règnent.

On a prétendu que les grands problèmes de la sécurité et de l'assistance mutuelle sont loin d'être réglés, mais les éléments nécessaires à leur solution se trouvent déjà assurés, et l'esprit qui anime l'Assemblée en assure le succès.

Si l'on veut enfin aboutir au règlement des litiges internationaux par les cours d'arbitrage et de justice il est essentiel que la Société des Nations affirme son existence.

Passant en revue la situation mondiale à la fin de la guerre il a été frappé par les progrès déjà réalisés par la Société. Dans les domaines de l'arbitrage de l'assistance, des réformes morales et sociales, des œuvres humanitaires et de la reconstruction financière et de l'hygiène, elle a réalisé des progrès remarquables. Elle a, en outre, créé des organes compétents pour traiter des questions variées ses bureaux centraux groupent des fonctionnaires d'une haute compétence.

En ce qui concerne la réduction des armements, il importe que la Société procède avec prudence et sans perdre de vue la question de la sécurité. Il reste à la Société à gagner la confiance de tous les peuples ainsi que des nations qui n'ont pas encore adhéré à elle. Bien qu'une solution immédiate du problème ne paraisse pas possible, il importe que des progrès soient réalisés au cours de cette session, même s'il fallait pour cela prolonger l'Assemblée, ou convoquer une session spéciale.

S'il paraît nécessaire d'admettre l'Allemagne, il faut du moins que les premiers ministres de France et d'Angleterre usent de leur influence auprès de l'Allemagne pour l'engager à demander son admission. L'Afrique du Sud saluera avec joie l'entrée de l'Allemagne dans la Société.

M. GALVANAUSKAS (Lithuanie) désire au nom de la Lithuanie s'associer aux efforts qui ont été réalisés dans le sens d'un rapprochement des nations. La Lithuanie a pu particulièrement apprécier au cours des années passées l'œuvre de la Société des Nations. Le différend de Memel a été réglé rapidement et de manière efficace par la Commission d'experts présidée par M. Norman Davis et par le Conseil de la Société. Cette solution

He accordingly submitted the following resolution:

“The Assembly,

“Taking note of the report of the Council on the work accomplished by the League of Nations for the conclusion of agreements on matters of international law and

“Recognising the desirability of incorporating in international conventions or in other international instruments certain items or subjects of international law which lend themselves to this procedure, such conventions or such instruments to be finally established by international conferences convened under the auspices of the League of Nations, after preliminary consultation with Governments and experts:

“Requests the Council:

“(1) To invite the Members of the League of Nations to signify to the Council the items or subjects of international law, public or private, which in their opinion may be usefully examined with a view to their incorporation in international conventions or in other international instruments as indicated above;

“(2) To address a similar invitation to the most authoritative organisations which have devoted themselves to the study and development of international law;

“(3) To examine, after the necessary consultations, the measures which may be taken with respect to the various suggestions presented, in order to enable the League of Nations to contribute in the largest possible measure to the development of international law; and

“(4) To present a report to the next Assembly on the measures taken in execution of this resolution.”

M. HOFMEYR (South Africa) said that South Africa had produced the father of the mandates system, General Smuts. His successor, the present Prime Minister, General Herzog, was prepared to give his wholehearted support to the League.

Lack of faith in the League sprang either from apathy or impatience, but it was only necessary to attend the Assembly to be convinced of the spirit of goodwill, conciliation and forbearance which was there prevalent.

It had been said that the great problems of security and mutual assistance were still remote of settlement, but the elements for solving these problems were already present, and success was assured by the spirit which animated the Assembly.

The existence and continuance of the League were essential if disputes between nations were at last to be settled by international courts of arbitration and justice.

Reviewing the condition of the world towards the end of the war, he could not fail to be struck by the progress already achieved by the League. Its record in the spheres of mediation, relief work, social and moral reform, humanitarian service, financial reconstruction the improvement of international health, was remarkable. It had, moreover, set up efficient machinery for dealing with a great variety of matters, and at its central offices had assembled a staff of most competent officials.

With regard to the reduction of armaments, the League should proceed carefully, with a due regard to security. The League had still to gain the confidence of all the peoples of the world and of those nations which had not yet joined it. Though an immediate solution might not be possible, some progress should be attempted during the present session, even if this involved prolonging the Assembly or calling together a special session.

If the admission of Germany were essential, let the Prime Ministers of France and England use their influence in order to induce her to apply. South Africa would heartily welcome the entry of Germany into the League.

M. GALVANAUSKAS (Lithuania) desired, in the name of Lithuania, to associate himself with the efforts being made to draw closer the relationship of nations. Lithuania during the past year had particular cause to appreciate the work of the League. The dispute over the port of Memel had been solved rapidly and efficiently by the Committee of Experts presided over by Mr. Norman Davis and by the Council of the League.

ne satisfait pas entièrement la Lithuanie, mais elle l'accepte pour manifester son profond désir de paix. Au nom de la Lithuanie, M. Galvanuskas exprime ses remerciements à la Société et au Conseil.

Reste un autre problème cependant d'une importance vitale pour son pays: celui de Vilna. Ce problème est lié de près à celui de la paix européenne. La Commission d'experts qui s'occupa de l'affaire de Memel a proclamé son incompétence à l'égard du problème de Vilna, mais elle a déclaré que la solution, quelle qu'elle fût, apportée à la question de Memel, ne pouvait préjuger en rien, des revendications ou diminuer les droits de l'une ou l'autre partie dans d'autres différends d'ordre politique. M. Norman Davis avait cependant exprimé l'espoir que la Société réussirait à régler les différends encore pendants dans la vallée du Niémen. L'Europe d'aujourd'hui n'est plus l'Europe d'avant-guerre et la Société des Nations a encore bien des problèmes à résoudre, mais aucun qui soit aussi obscur ou difficile que celui de Vilna. Il répète donc pour terminer les paroles de M. Norman Davis et il espère sincèrement que l'on pourra trouver un jour une solution satisfaisante de ce problème.

III. SECONDE SÉANCE DE LA TROISIÈME COMMISSION

La troisième Commission a tenu sa seconde séance hier lundi 8 septembre 1924, sous la présidence de M. DUCA (Roumanie).

Adoption de l'ordre du jour.

La Commission a adopté son ordre du jour modifié, et a nommé les trois sous-Commissions suivantes:

1. Première Sous-Commission.

Ordre du jour:

- a) Contrôle du trafic des armes et des munitions.
- b) Fabrication privée des armes et des munitions.

Les membres de cette Commission sont:

Le Maharajah de BIKANER (Inde).
M. JOUHAUX (France).
Général de MARINIS (Italie).
M. SKRZYNSKI (Pologne).
M. ENCKELL (Finlande).
M. POULLET (Belgique).
Prince ARFA-OD-DOVLEH (Perse).

2. Deuxième Sous-Commission.

Ordre du jour:

- a) Co-ordination des travaux de la Commission permanente consultative sur les questions militaires, navales et aériennes, et la Commission temporaire mixte de réduction des armements.
- b) Guerre chimique.
- c) Limitation des dépenses affectées aux armements.
- d) Annuaire militaire.
- e) Accords régionaux.

Les Membres de la Deuxième Sous-Commission sont:

M. BUXTON (Empire Britannique).
M. LANGE (Norvège).
M. KOUMANOUDI (Royaume des Serbes, Croates et Slo-
vènes).
M. UNDEN (Suède).
M. TANCZOS (Hongrie).
M. VILLEGAS (Chili).
M. de VASCONCELLOS (Portugal).
M. LUCIEN (remplaçant M. BONCOUR) (France).

3. Troisième Sous-Commission.

Ordre du jour:

Limitation des armements navals.

Les Membres de cette Sous-Commission sont:

M. HENDERSON (Empire Britannique).
M. MATSUDA (Japon).
M. de PALACIOS (Espagne).
M. BRANCO-CLARK (Brésil).
M. de JOUVENEL (France).
M. SCHANZER (Italie).
Jonkheer LOUDON (Pays-Bas).

The manner in which the question of Memel had been settled had not entirely satisfied Lithuania, but she had accepted it in order to show her sincere desire for peace, and in the name of Lithuania he thanked the League and the Council.

There was another problem, however: that of Vilna, with which his country was vitally concerned. This was a problem closely bound up with European peace. The Committee of Experts, which had discussed the Memel question, had explicitly denied its competence as regards the question of Vilna, but had stated that any solution reached with regard to Memel should in no way diminish or interfere with the rights either of Lithuania or Poland in regard to any other political dispute. Mr. Norman Davis had expressed the hope that the League would be successful in dealing with the other disputes which remained to be settled in the Valley of the Niemen. Europe to-day was not the Europe of before the war, and the League of Nations was faced with many problems; but none so dark or difficult as the problem of Vilna. He would therefore repeat the words of Mr. Norman Davis and sincerely hope that a just solution would be found.

III. SECOND MEETING OF THE THIRD COMMITTEE.

The Third Committee held its second meeting yesterday, Monday, September 8th, 1924, under the Chairmanship of M. DUCA (Roumanie).

Adoption of Agenda.

The Committee adopted its revised agenda and appointed the three following Sub-Committees:

1. First Sub-Committee:

Agenda:

- (a) Control of Traffic in Arms and Munitions.
- (b) Private Manufacture of Arms and Munitions.

The members of this Committee are:

The Maharaja of BIKANER (India).
M. JOUHAUX (France).
General de MARINIS (Italy).
M. SKRZYNSKI (Poland).
M. ENCKELL (Finland).
M. POULLET (Belgium).
Prince ARFA-ED-DOWLEH (Persia).

2. Second Sub-Committee.

Agenda:

- (a) Co-ordination of the work of the Permanent Advisory Committee on Military, Naval and Air Questions, and the Temporary Mixed Commission on Reduction of Armaments.
- (b) Chemical Warfare.
- (c) Limitation of Expenditure on Armaments.
- (d) Military Year-book.
- (e) Regional Agreements.

Members of the Second Sub-Committee are:

Mr. BUXTON (British Empire).
M. LANGE (Norway).
M. KOUMANOUDI (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes).
M. UNDEN (Sweden).
M. TANCZOS (Hungary).
M. VILLEGAS (Chile).
M. de VASCONCELLOS (Portugal).
M. LUCIEN (replacing M. Paul BONCOUR) (France).

3. Third Sub-Committee.

Agenda:

Limitation of Naval Armaments.

Members of this Sub-Committee are:

Mr. HENDERSON (British Empire).
M. MATSUDA (Japan).
M. de PALACIOS (Spain).
M. BRANCO-CLARK (Brazil).
M. de JOUVENEL (France).
M. SCHANZER (Italy).
Jonkheer LOUDON (Netherlands).

La Commission a décidé d'instituer une petite Sous-Commission composée de M. POLITIS (Grèce), M. POULLET (Belgique) et Jonkheer LOUDON (Pays-Bas) pour établir un tableau des réponses des gouvernements relatifs au traité d'assistance mutuelle.

Discussion générale d'assistance mutuelle.

Après un échange de vues entre M. SCHANZER (Italie), Lord PARMOOR (Empire britannique), Sir James ALLEN (Nouvelle-Zélande), M. van KARNEBEEK (Pays-Bas) et M. POLITIS (Grèce) il a été décidé de discuter en séance plénière le traité d'assistance mutuelle, les réponses des gouvernements au traité et la première résolution à la cinquième Assemblée, adoptée à une de ses séances plénières.

M. SCHANZER (Italie) a présenté les vues du Gouvernement italien.

IV. DEUXIEME SÉANCE DE LA QUATRIEME COMMISSION.

La Quatrième Commission a tenu sa seconde séance hier lundi 8 septembre à 15 h. 45, sous la présidence de M. ADATCI (Japan).

Composition des sous-Commissions.

La Commission a décidé de nommer une quatrième sous-Commission pour examiner la question des pensions pour le personnel de la Cour permanente de justice internationale. Sur la proposition du Président, la Commission décida que ces quatre sous-Commissions seraient composées comme suit:

A. *Contributions arriérées:*

M. Cristobal BOTELLA (Espagne);
M. J. E. LOEFGREN (Suède);
ou Baron RAMEL (Suède);
M. Enrique BUERO (Uruguay);
M. Jean RÉVEILLAUD (France) élu ensuite Président;

Lord HARDINGE (Inde);
M. Urho TOIVOLA (Finlande).

B. *Construction d'une Salle de réunion:*

M. W. J. M. van EYSINGA (Pays-Bas) élu ensuite Président

M. Jean de MOZELEWSKI (Pologne);
Prof. W. BURCKHARDT (Suisse);
Sir Hubert Llewellyn SMITH (Grande-Bretagne);
M. R. V. CABALLERO (Paraguay);
Prince CHAROON (Siam).

C. *Répartition des dépenses:*

M. M. ANDERKOPP (Esthonie);
M. P. BIGNAMI (Italie) élu ensuite Président;
M. J. MÉLOT (Belgique);
Sir Henry STRAKOSCH (Afrique du Sud);
M. A. QUEZADA (Chili);
M. K. KOUMANOUDI (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes).

D. *Pensions pour le personnel de la Cour permanente de Justice internationale:*

Sir James ALLEN (Nouvelle-Zélande) ou Mr. KNOWLES;

M. Barboza CARNEIRO (Brésil) élu ensuite Président;

M. A. d'OLDENBURG (Danemark);
M. de BLANCK (Cuba);
M. Wang TSENG SZE (Chine);
Baron R. LEHMAN (Liberia).

Comptes vérifiés du cinquième exercice financier.

A la demande du Président, Sir Herbert AMES, Directeur financier du Secrétariat, donne quelques brèves explications sur le document déjà distribué à ce sujet. Après quelques minutes de discussion, la Commission adopte la résolution suivante:

« La quatrième Commission recommande à la cinquième Assemblée d'adopter définitivement les comptes vérifiés pour la cinquième période financière prenant fin le 1^{er} septembre 1923. »

The Committee decided to set up a small Sub-Committee consisting of M. POLITIS (Greece), M. POULLET (Belgium) and Jonkheer LOUDON (Netherlands) to draw up a schedule of the answers of Governments concerning the Treaty of Mutual Assistance.

General discussion on the Treaty of Mutual Assistance.

After an exchange of views between M. SCHANZER (Italy), Lord PARMOOR (British Empire), Sir James ALLEN (New Zealand), M. van KARNEBEEK (Netherlands), and M. POLITIS (Greece), it was decided to discuss in full session the Treaty of Mutual Assistance, the replies of the Governments to the Treaty, and the first resolution of the Fifth Assembly adopted at one of plenary meeting.

M. SCHANZER (Italy) presented the views of the Italian Government.

IV. SECOND MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE.

The Fourth Committee held its second meeting yesterday, Monday, September 8th, at 3.45 p.m. under the chairmanship of M. ADATCI (Japan).

Composition of Sub-Committees.

The Committee agreed to the appointment of a Fourth Sub-Committee for the question of pensions for the staff of the Permanent Court of International Justice. On the proposal of the Chairman, the Committee agreed that its four Sub-Committees should be constituted as follows:

A. *Contributions in Arrears.*

M. Cristobal BOTELLA (Spain);
M. J. E. LOEFGREN (Sweden);
or Baron RAMEL (Sweden);
M. Enrique BUERO (Uruguay);
M. Jean RÉVEILLAUD (France) (subsequently elected Chairman);
Lord HARDINGE (India);
M. Urho TOIVOLA (Finland).

B. *Building of a Conference Hall.*

M. W. J. M. VAN EYSINGA (Netherlands) (subsequently elected Chairman);
M. Jean DE MODZELEWSKI (Poland);
Prof. W. BURCKHARDT (Switzerland);
Sir Hubert LLEWELLYN SMITH (British Empire);
M. R. V. CABALLERO (Paraguay);
Prince CHAROON (Siam).

C. *Allocation of Expenses.*

M. M. ANDERKOPP (Esthonia);
M. P. BIGNAMI (Italy) (subsequently elected Chairman);
M. J. MELOT (Belgium);
Sir Henry STRAKOSCH (South Africa);
M. A. QUEZADA (Chile);
M. K. KOUMANOUDI (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes);

D. *Pensions for the Staff of the Permanent Court of International Justice.*

Sir James ALLEN (New Zealand);
or Mr. KNOWLES (New Zealand);
M. Barboza CARNEIRO (Brazil) (subsequently elected Chairman);
M. A. d'OLDENBURG (Denmark);
M. DE BLANCK (Cuba);
M. WANG TSENG SZE (China);
Baron R. LEHMAN (Liberia).

Audited Accounts for the Fifth Financial Period.

At the request of the Chairman, Sir Herbert AMES, Financial Director of the Secretariat, spoke briefly in explanation of the document already distributed on this subject. After some discussion the Committee adopted the following resolution:

“The Fourth Committee recommends the Fifth Assembly finally to pass the audited accounts for the fifth financial period ending September 1st, 1923.”

Hommage à la mémoire de M. Georges Noblemaire.

Sur la proposition de M. Barboza Carneiro, le Président invite les membres de la Commission à se lever un instant pour rendre hommage à la mémoire de M. Georges Noblemaire, l'ex-Président de la Commission de Contrôle, M. Réveillaud est chargé d'exprimer à la veuve de M. Noblemaire la respectueuse sympathie de la Commission.

Situation financière de la Société au 31 août 1924.

La Commission prend note d'un mémoire présenté sur ce sujet par le Secrétaire-général et aussi d'une liste présentée par le Directeur financier, de paiements complémentaires relatifs à l'année courante reçus au cours de la semaine des Etats suivants:

Royaume des Serbes, Croates et Slovènes;
Roumanie,
Chili,
Haïti,
Siam.

En particulier, la Commission prend acte avec gratitude des contributions volontaires versées au compte d'avances, effectuées durant l'année courante par les Etats suivants:

Abyssinie,
Finlande,
Lettonie.

Rapport sur les nouveaux travaux entraînant des dépenses nouvelles de la part de la Société:

La Commission prend note d'un rapport présenté sur ce sujet par le Conseil de la Société en même temps que d'une lettre sur la même question, adressée par le Directeur de l'Office international du travail, au Secrétaire général.

V. DEUXIEME SÉANCE DE LA CINQUIEME COMMISSION.

La cinquième Commission a tenu sa deuxième séance le lundi 8 septembre à 15 h. 30 sous la présidence de M. ZAHLE (Danemark).

Mlle BONNEVIE (Norvège) donne lecture des rapports soumis à la cinquième Commission sur les travaux de la Commission préparatoire et présente les deux projets de résolution suivants:

"1. La cinquième Commission adopte le rapport de la Commission consultative, ainsi que les résolutions qui y figurent.

"2. La cinquième Commission exprime sa satisfaction de voir que la Commission consultative a pu se mettre d'accord pour convenir d'un ensemble de mesures qui lui ont paru de nature à pouvoir fournir une base utile aux travaux de la deuxième Conférence internationale et ouvrir la voie à un accord final.

"La cinquième Commission espère que les résultats des travaux des Conférences internationales contribueront à la solution des grands et difficiles problèmes que chacune des Conférences internationales seront appelées à examiner, conformément aux résolutions de la quatrième Assemblée."

Le PRÉSIDENT ouvre la discussion sur le rapport.

M. HENDERSON (Empire Britannique) attire l'attention sur la ratification par la Suisse de la convention relative à l'opium. Il demande des éclaircissements sur la position de la Turquie et de la Perse en ce qui concerne la ratification de cette convention et fait observer qu'aucune tentative sérieuse n'a été faite par le gouvernement chinois pour faire des recherches en ce qui concerne la situation de l'opium en Chine. Il y a aussi de nombreux sujets de mécontentement en ce qui concerne le commerce frauduleux des drogues en Extrême-Orient.

M. SARRAUT (France) pense que le second projet de résolution peut prêter à confusion, étant donné que la Commission consultative n'a pas été unanime au sujet des mesures à prendre. Il propose de substituer:

"a pu élaborer un ensemble de mesures qui, sans avoir reçu chacune l'approbation de tous les Membres de la Commission lui ont paru de nature...."

au lieu de:
"a pu se mettre d'accord pour convenir d'un ensemble de mesures qui lui ont paru"

Tribute to the Memory of M. Georges Noblemaire.

On the proposal of M. Barboza Carneiro, the Chairman invited the Committee to rise for a few moments as a mark of respect for the memory of M. Georges Noblemaire, late Chairman of the Supervisory Commission. M. Reveillaud was charged to convey to M. Noblemaire's widow an expression of the Committee's respectful sympathy.

Financial Situation of the League on August 31st, 1924.

The Committee noted a memorandum on this subject by the Secretary-General and also a supplementary list, presented by the Financial Director, of further payments on account of the current year received during the past week from the following States:

Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes;
Roumania;
Chile;
Haiti;
Siam.

In particular the Committee noted with appreciation voluntary payments to the working capital fund, received during the current year from

Abyssinia;
Finland;
Latvia.

Report on New Work involving New Expenditure on the Part of the League.

The Committee noted a report on this subject by the Council of the League of Nations as well as a letter on the same subject addressed by the Director of the International Labour Office to the Secretary-General.

V. SECOND MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE.

The Fifth Committee held its second meeting on Monday, September 8th, at 3.30 p.m. under the chairmanship of M. ZAHLE (Denmark).

Mlle. BONNEVIE (Norway) read the reports submitted to the Fifth Committee on the work of the Preparatory Committee and submitted the two following draft resolutions:

"(1) The Fifth Committee adopts the report of the Advisory Committee together with the resolutions embodied therein.

"(2) The Fifth Committee expresses its satisfaction that the Advisory Committee has been able to agree upon a series of measures which, in its opinion, may furnish a satisfactory basis for the work of the Second International Conference and may prepare the way for final agreement. The Fifth Committee hopes that the result of the work of the International Conferences will lead to a solution of the great and difficult problems which each Conference, according to the resolutions of the Fourth Committee, will be called upon to consider."

The CHAIRMAN opened the discussion on the report.

Mr. HENDERSON (British Empire) referred to the ratification by Switzerland of the Opium Convention. He asked for information as to the position with regard to ratification by Turkey and Persia and pointed out that no serious attempt had been made by the Chinese Government to carry out investigations as to the opium situation in that country. The position was also thoroughly unsatisfactory with regard to the smuggling of manufactured drugs in the Far East.

M. SARRAUT (France) thought that the second draft resolution was misleading, since the members of the Advisory Committee had not been unanimous as to the measures to be adopted. He proposed in place of "has been able to agree upon a series of measures which in its opinion, etc" to substitute "has been able to draft a series of measures, which, although they have not individually been approved by the members of the Advisory Committee, would appear to furnish, etc."

Le Prince ARFA-OD-DOVLEH (Perse) fait un bref exposé des efforts faits par la Perse pour régler la question de l'opium. Il donne lecture d'un certain nombre d'extraits d'un rapport rédigé par lui-même sur ce sujet.

M. CHAO-HSIN CHU (Chine) déclare que les difficultés éprouvées par la Chine en ce qui concerne le contrôle du trafic de l'opium sont dues surtout au fait que son pays est tenu d'observer certains droits découlant de traités. Si la souveraineté de la Chine en la matière était complète, la question serait très vite résolue:

M. HOFMEYR (Afrique du Sud) propose que la première résolution serait modifiée comme suit:

« La cinquième Commission, en adoptant le rapport de la Commission consultative ainsi que les résolutions qui y figurent, désire insister spécialement sur la nécessité d'adopter dans un avenir prochain, des mesures appropriées pour enrayer et, si possible, supprimer le danger croissant qui résulte, en Chine, de l'augmentation énorme de la culture du pavot à opium dans de nombreuses provinces de cet Etat.

« La cinquième Commission note avec satisfaction et approuve la recommandation de la Commission consultative préconisant de faire appel à l'opinion publique par l'entremise de la presse d'Extrême-Orient, en vue d'un effort commun pour résoudre ce grave problème. »

Mrs. SWANWICK (Empire Britannique) déclare que la délégation britannique prépare une résolution invitant la Suisse à se faire représenter à la Commission consultative.

Le PRÉSIDENT nomme une Commission chargée d'élaborer le texte des résolutions, composée de

Mlle BONNEVIE (Norvège).

M. SARRAUT (France).

M. HOFMEYR (Afrique du Sud).

Mlle BONNEVIE (Norvège) propose que la délégation britannique soit représentée à la Commission d'élaboration. La Commission accepte.

M. CIRAOLO (Italie) est nommé rapporteur pour la troisième question de l'ordre du jour: Assistance mutuelle aux populations sinistrées.

M. SARRAUT (France) est nommé rapporteur pour la cinquième question de l'ordre du jour: Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient.

VI. RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'ORDRE DU JOUR

La Commission chargée de donner son avis sur l'inscription à l'ordre du jour a pris connaissance du projet de Résolution soumis par la Délégation suédoise sur les mesures à prendre par le Conseil afin de contribuer, dans la plus large mesure possible, au développement du droit international. (Voir séance plénière, discours de M. Marks von Wurtemberg):

La Commission a estimé qu'il y a lieu de proposer à l'Assemblée d'inscrire cette proposition à son ordre du jour et d'en ordonner le renvoi à la première Commission.

VII. RATIFICATION DES CONVENTIONS

L'instrument de ratification des protocoles relatifs aux amendements des articles 4 et 6 (dernier paragraphe) du Pacte, a été déposé au bureau du Secrétariat, au nom de la République de Salvador.

Prince ARFA-ED-DOWLEH (Persia) gave a summary of the efforts of Persia to deal with the opium question, and read extracts from a report which he had written on the subject.

M. CHAO-HSIN CHU (China) said that the difficulties of China in regard to the control of the opium traffic were largely due to the fact that his country had to observe certain treaty rights. If the sovereignty of China in the matter were complete, the question would very soon be solved.

M. HOFMEYR (South Africa) suggested that the first resolution should be amended as follows:

"The Fifth Committee, in adopting the report of the Advisory Committee together with the resolutions embodied therein, desires specially to emphasise the urgency of adequate measures being adopted at an early date to arrest and if possible to prevent the growing menace in China of the enormous increase in the cultivation of opium in many provinces of that State.

"The Fifth Committee notes with satisfaction and approval the recommendation of the Advisory Committee to enlist to aid of public opinion through the medium of the Far Eastern members in an endeavour to solve this grave problem."

Mrs. SWANWICK (British Empire) said that a resolution was being prepared by the British Delegation inviting Switzerland to be represented on the Advisory Committee.

The CHAIRMAN appointed a Drafting Committee for resolutions as follows:

Mlle. BONNEVIE (Norway);

M. SARRAUT (France); and

M. HOFMEYR (South Africa).

Mlle. BONNEVIE (Norway) proposed that the British Delegation should be represented on the Drafting Committee. The Committee agreed.

M. CIRAOLO (Italy) was appointed Rapporteur for the third question on the agenda: Mutual help to the populations stricken by calamities.

M. SARRAUT (France) was appointed Rapporteur for the fifth question on the agenda: Protection of women and children in the Near East.

VI. REPORT OF THE AGENDA COMMITTEE

The Agenda Committee, instructed to examine questions to be placed on the Agenda of the Assembly, has considered the draft resolution submitted by the Swedish Delegation on the measures to be taken by the Council with a view to contributing, in the largest possible measure, to the development of international law. (See plenary meeting, speech of M. Marks von Wurtemberg.)

The Committee considered that the Assembly might be invited to place this proposal on its agenda and to refer it for examination to the First Committee.

VII. RATIFICATIONS OF CONVENTIONS

The instrument of ratification of the Protocols concerning the amendments to Articles 4 and 6 (last paragraph) of the Covenant, has been deposited on behalf of the Republic of Salvador.

VIII. CORRECTIONS ET ADJONCTIONS A LA LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS
VIII. CORRECTIONS AND ADDITIONS TO THE LIST OF MEMBERS OF COMMITTEES

PREMIÈRE COMMISSION. — FIRST COMMITTEE.

Afrique du Sud: Sir E. H. Walton.
Inde: Sir M. Rafique.

DEUXIÈME COMMISSION. — SECOND COMMITTEE.

Esthonie: Général Laidoner. — M. Opik (suppléant).
Inde: H. H. the Maharaja of Bikaner. — Sir S. Reed. — The Maharaj Kunwar of Bikaner (suppléants).

TROISIÈME COMMISSION. — THIRD COMMITTEE.

Inde: The Right. Hon. the Lord Hardinge of Penshurst. — H. H. the Maharaja of Bikaner. — Sir S. Reed. — The Maharaj Kunwar of Bikaner (suppléants).

QUATRIÈME COMMISSION. — FOURTH COMMITTEE.

Inde: The Right Hon. Lord Hardinge of Penshurst. — M. P. J. Patrick (suppléant).

CINQUIÈME COMMISSION. — FIFTH COMMITTEE.

Chine: M. H. K. Hsia (suppléant).
Esthonie: M. Pusta. — M. Opik (suppléant).
Inde: Sir M. Rafique. — M. J. Campbell (suppléant).

SIXIÈME COMMISSION. — SIXTH COMMITTEE.

Afrique du Sud: M. G. R. Hofmeyr.
Inde: The Right Hon. Lord Hardinge of Penshurst.

IX. ASSOCIATION INTERNATIONALE DES JOURNALISTES ACCRÉDITÉS AUPRES DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.

L'Assemblée générale des Membres de l'Association aura lieu vendredi prochain, 12 septembre, à 2 h. 30. Elle se tiendra, soit à l'Hôtel Victoria, soit au Secrétariat de la Société des Nations.

ADDITIONS A LA LISTE DES MEMBRES.

Presse française.

Les Documents politiques, diplomatiques et financiers: M. R. MENNEVÉE, Pension Sapierre, 4, place de la Fusterie

Presse allemande:

Dresdner Volkzeitung: M. H. O. RICHTER, 18, chemin Sautter.

X. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE

Compte rendu provisoire: onzième séance.
Compte rendu provisoire: douzième séance.
Compte rendu définitif: sixième séance.
Compte rendu définitif: septième séance.
Compte rendu définitif: huitième séance.

- A. 29 Commission de Coopération intellectuelle; Propriété scientifique: Rapport supplémentaire soumis par le sénateur Ruffini.
A. 40 Limitation des dépenses nationales d'armements: Réponses des Gouvernements.
A. 47 Mémoire présenté par la Délégation de Chine, au nom de son Gouvernement, relatif à la demande de faire réduire de 65 à 35 le nombre d'unités attribuées à la Chine dans la répartition des dépenses de la Société des Nations.
A. 53 Réduction des Armements: Résolution adoptée par l'Assemblée en sa séance du samedi 6 septembre 1924.

ERRATUM

Onzième séance plénière.

Le premier paragraphe du discours de M. Urrutia (Colombie) doit se lire de la manière suivante:

«M. URRUTIA (Colombie) déclare que la proclamation du principe d'arbitrage obligatoire par les premiers ministres de la Grande-Bretagne et de la France est peut-être le fait le plus important dans l'ordre international depuis la création de la Cour permanente de justice internationale.»

IX. THE INTERNATIONAL ASSOCIATION OF JOURNALISTS ACCREDITED TO THE LEAGUE OF NATIONS.

GENERAL ASSEMBLY.

The General Assembly of the members of the Association will take place on Friday next, September 12th, at 2.30 p.m. It will be held either at the Hotel Victoria or at the Secretariat of the League of Nations.

ADDITIONS TO LIST OF MEMBERS.

French Press.

Les Documents Politiques, Diplomatiques et Financiers: M. R. MENNEVÉE, Pension Sapierre, 4, place de la Fusterie.

German Press.

Dresdner Volkzeitung: M. H. O. RICHTER, 18, chemin Sautter.

X. DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY

Provisional Verbatim Record: Eleventh Meeting.
Provisional Verbatim Record: Twelfth Meeting.
Definitive Verbatim Record: Sixth Meeting.
Definitive Verbatim Record: Seventh Meeting.
Definitive Verbatim Record: Eighth Meeting.

- A. 29 Committee on Intellectual Co-operation; Scientific Property: Supplementary Report submitted by Senator Ruffini.
A. 40 Limitation of National Expenditure on Armaments: Replies from Governments.
A. 47 Memorandum submitted by the Chinese Delegation on behalf of its Government with regard to the Request for the Reduction from 65 to 35 Units of the Proportion of the Expenses of the League of Nations allocated to China.
A. 53 Reduction of Armaments: Resolution adopted by the Assembly at its Meeting held on Saturday, September 6th, 1924.

ERRATUM

Eleventh Plenary Meeting.

The first paragraph of the speech of M. Urrutia (Colombia) should read as follows:

“M. URRUTIA (Colombia) said that the proclamation of the principle of compulsory arbitration by the Prime Ministers of Great Britain and France was perhaps the most important fact in the international world since the creation of the Permanent Court of International Justice.”

RÉSUMÉ MENSUEL

DES TRAVAUX
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le *Résumé mensuel* des travaux de la Société des Nations fournit chaque mois un tableau général de l'activité de la Société des Nations. Il est en vente aux prix suivants :

Abonnement annuel.....	Argent suisse	Fr. 5.—
Prix du numéro		» 0.50

SOCIÉTÉ DES NATIONS

JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal Officiel* paraît, depuis janvier 1922, en deux éditions (l'une en français et l'autre en anglais); il contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et des résolutions adoptés par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

Abonnement annuel, 1924	Argent suisse	Fr. 60.—
(Le prix des numéros isolés varie selon leur étendue.)		

1 ^{re} année, 1920, Nos 1-8	»	15.—
2 ^{me} » 1921, » 1-12	»	15.—
3 ^{me} » 1922 » 1-12	»	60.—
4 ^{me} » 1923 » 1-12	»	60.—

SUPPLÉMENTS SPÉCIAUX

DU
JOURNAL OFFICIEL

N ^o hors série. Résolutions adoptées par l'Assemblée au cours de sa première session	Argent suisse	Fr. 2.—
N ^o 1. Correspondance concernant la question des îles d'Aland	»	1,25
N ^o 2. Avant-projet pour l'Institution de la Cour permanente de Justice internationale	»	1,25
N ^o 3. Question des îles d'Aland. Rapport de la Commission internationale de Juristes	»	1,25
N ^o 4. Documents relatifs au différend entre la Pologne et la Lituanie	»	9.—
N ^o 5. Résolutions adoptées par le Conseil de la Société des Nations au cours de sa treizième session, Genève, 17-28 juin 1921	»	1,50
N ^o 6. Résolutions et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa deuxième session (du 5 septembre au 5 octobre 1921)	»	2.—
N ^o 7. Constitution de la Ville libre de Dantzig	»	3,50
N ^o 8. Index des Procès-Verbaux des Sessions du Conseil de l'année 1921	»	5.—
N ^o 9. Résolution et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa troisième session	»	2.—
N ^o 10. Index du <i>Journal Officiel</i> pour les années 1920 et 1921 (1 ^{re} et 2 ^{me} années)	»	9.—
N ^o 11. Résolution et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa quatrième session	»	3.—
N ^o 12. Index du <i>Journal Officiel</i> pour l'année 1922	»	5.—
N ^{os} 13-19. Actes de la Quatrième Assemblée (six volumes)	»	50.—

THE MONTHLY SUMMARY

OF THE
LEAGUE OF NATIONS

The *Monthly Summary* of the League of Nations is a record of the proceedings of all League meetings, and provides in general form a regular account of League activities. It is on sale at the following prices :

Annual subscription	5/-	\$1	5 Swiss frs.
Single numbers	6d.	10 cts.	50 centimes.

LEAGUE OF NATIONS

OFFICIAL JOURNAL

The *Official Journal*, which is published (since January 1922) in separate editions in English and French, contains the complete Minutes of the Sessions of the Council of the League of Nations, the text of the Reports and Resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Annual subscription, 1924	£2 10s.	\$12.00
(The prices of the separate numbers vary according to size.)		

1st Year, 1920, Nos. 1-8	15/-	\$3.00
2nd » 1921, » 1-12	15/-	\$3.00
3rd » 1922, » 1-12	£3	\$12.00
4th » 1923, » 1-12	£2/10	\$12.00

SPECIAL SUPPLEMENTS

TO THE
OFFICIAL JOURNAL

Unnumbered. Resolutions adopted by the Assembly during its First Session	2/-	\$0.40
No. 1. Correspondence concerning the Question of the Aaland Islands	1/3	\$0.25
No. 2. Draft Scheme for the Institution of the Permanent Court of International Justice	1/3	\$0.25
No. 3. The Aaland Islands Question. Report of the Committee of Jurists.	1/3	\$0.25
No. 4. Documents concerning the Dispute between Poland and Lithuania	9/-	\$1.80
No. 5. Resolutions adopted by the Council at its Thirteenth Session in Geneva, June 1921	1/6	\$0.30
No. 6. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Second Session (September 5th to October 5th, 1921)	2/-	\$0.40
No. 7. Constitution of the Free City of Danzig	3/6	\$0.70
No. 8. Index to the Minutes of the Sessions of Council during 1921	5/-	\$1.00
No. 9. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Third Session	2/-	\$0.40
No. 10. Index to the <i>Official Journal</i> for the years 1920 and 1921 (first and second years)	7/6	\$1.80
No. 11. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Fourth Session	2/6	\$0.60
No. 12. Index to the <i>Official Journal</i> for the year 1922	4/-	\$1.00
No. 13-19. Records of the Fourth Assembly (six volumes)	£2	\$10.00

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Liste des Dépositaires
des Publications de la Société des Nations.

ARGENTINE
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.

AUSTRALIE
Australasian Publishing Co. Ltd., 229 Clarence Street, SYDNEY.

AUTRICHE et ALLEMAGNE
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz 5, VIENNE.

BELGIQUE
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.

BOLIVIE
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.

BRESIL
Livreria F. Brigueit & Cia., 23, rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.

BULGARIE
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. " Tsar Osvo-
boditel " No 4a, SOFIA.

CANADA
William Tyrrell and Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.

COSTA-RICA
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.

CUBA
Rambal Bouza y Cia., LA HAVANE.

DANEMARK
V. Pios Boghandel-Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.

EQUATEUR
Victor Janer, GUAYAQUIL.

ESPAGNE
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.

ETATS-UNIS
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.

FINLANDE
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.

FRANCE
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain,
PARIS (VI^e).

**GRANDE-BRETAGNE,
DOMINIONS et COLONIES**
Constable & Co. Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W. C., 2.

GRÈCE
Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Consti-
tution, ATHÈNES.

GUATEMALA
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantès, 10a, Calle Oriente No. 5,
GUATEMALA.

HAWAII
Pan-Pacific Union, HONOLULU.

HONDURAS
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.

HONGRIE
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST
IV, KÉR.

INDES
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS et CALCUTTA.

ITALIE
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.

JAPON
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi
Torii-Sanchome, TOKIO.

MEXIQUE
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.

NICARAGUA
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.

NORVEGE
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, CHRISTIANIA.

PANAMA
Libreria I. Preclado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.

PAYS-BAS
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.

PÉROU
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.

POLOGNE
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.

ROUMANIE
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.

SALVADOR
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.

BASSIN DE LA SARRE
Librairie Marguet 74, Bahnhofstrasse, SARRBRUCK.

ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES
Librairie Française Henri Soubre 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.

SUEDE
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.

SUISSE
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX,
NEUCHÂTEL, BERNE.

TOHCOSLOVAQUIE
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.

URUGUAY
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.

VENEZUELA
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser :

Service des Publications, Société des Nations,
GENÈVE (Suisse).

LEAGUE OF NATIONS

Authorised Agents
for the Publications of the League of Nations.

ARGENTINE
Libreria « El Ateneo », Calle Florida 371, BUENOS AIRES.

AUSTRALIA
Australasian Publishing Co., Ltd., 229, Clarence Street, SYDNEY.

AUSTRIA and GERMANY
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz 5, VIENNA.

BELGIUM
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil,
BRUSSELS.

BOLIVIA
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.

BRAZIL
Livreria F. Brigueit & Cia., 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.

BULGARIA
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. " Tsar Osvo-
boditel " No 4a, SOFIA.

CANADA
William Tyrrell & Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.

COSTA RICA
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.

CUBA
Rambal Bouza y Cia., HAVANA.

CZECHOSLOVAKIA
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.

DENMARK
V. Pios Boghandel—Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.

ECUADOR
Victor Janer, GUAYAQUIL.

FINLAND
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.

FRANCE
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain
PARIS (VI^e).

**GREAT BRITAIN,
DOMINIONS and COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W. C. 2.

GRECE
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitu-
tion, ATHENS.

GUATEMALA
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantès, 10a, Calle Oriente, No. 5,
GUATEMALA.

HAWAII
Pan-Pacific Union, HONOLULU.

HONDURAS
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.

HUNGARY
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Bros.), Kossuth Lajos Utca 7 SZ. BUDAPEST,
IV, KÉR.

INDIA
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS and CALCUTTA.

ITALY
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.

JAPAN
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi
Torii-Sanchome, TOKIO.

MEXICO
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.

NETHERLANDS
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE
HAGUE.

NICARAGUA
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.

NORWAY
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, CHRISTIANIA.

PANAMA
Libreria I. Preclado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.

PERU
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.

POLAND
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.

ROUMANIA
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCHAREST.

SAAR BASIN
Librairie Marguet, 74, Bahnhofstrasse, SAARBRUCK.

SALVADOR
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.

KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENS
Librairie Française Henri Soubre, 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.

SPAIN
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.

SWEDEN
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.

SWITZERLAND
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX,
NEUCHÂTEL, BERNE.

UNITED STATES
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, Boston 9, MASS.

URUGUAY
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.

VENEZUELA
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries apply :

Publication Department, League of Nations,
GENEVA (Switzerland).

JOURNAL

DE LA
CINQUIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1924

OF THE
FIFTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1924

N° 9. — MERCREDI 10 SEPTEMBRE 1924.

No. 9. — WEDNESDAY, SEPTEMBER 10th, 1924.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 132, au Secrétariat.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 132 at the offices of the Secretariat).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	73
II. Treizième séance plénière de l'Assemblée	74
III. Deuxième séance de la première Commission	77
IV. Troisième Commission	78
V. Première séance de la première Sous-Commission de la sixième Commission (Esclavage et mandats)	80
VI. Deuxième séance de la deuxième Commission	80
VII. Exposé du Commissaire-général pour la Hongrie	83
VIII. Ratifications des conventions	86
IX. Corrections et adjonctions à la liste des membres des Commissions	87
X. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée	87

I. PROGRAMME DES SÉANCES.

Séance plénière de l'Assemblée.

Il y aura une séance plénière de l'Assemblée aujourd'hui (mercredi 10 septembre) à 10 h. 30.

Ordre du jour :

Rapport sur l'œuvre du Conseil.

Première Commission.

La sous-Commission (proposition suédoise) de la première Commission se réunira aujourd'hui (mercredi 10 septembre), à 15 h. 30, à la Villa St-Victor.

Troisième Commission.

La troisième Commission se réunira aujourd'hui (mercredi 10 septembre), à 15 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle F).

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	73
II. Thirteenth Plenary Meeting of the Assembly	74
III. Second Meeting of the First Committee	77
IV. Third Committee	78
V. First Meeting of First Sub-Committee of the Sixth Committee (Slavery and Mandates)	80
VI. Second Meeting of the Second Committee	80
VII. Statement of the Commissioner-General for Hungary	83
VIII. Ratifications of Conventions	86
IX. Corrections and Additions to the List of the Members of the Committees	87
X. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	87

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

Plenary Meeting of the Assembly.

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day (Wednesday September 10th) at 10.30 a.m.

Agenda :

Report on the Work of the Council.

First Committee.

The Sub-Committee (Swedish proposal) of the First Committee will meet to-day (Wednesday September 10th) at 3.30 p.m. in the Villa St-Victor.

Third Committee.

The Third Committee will meet to-day (Wednesday September 10th) at 3.30 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room F).

Quatrième Commission.

La quatrième Commission se réunira aujourd'hui (mercredi 10 septembre) à 15 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle B).

La sous-Commission C de la quatrième Commission se réunira aujourd'hui (mercredi 10 septembre), à 14 h. 30 (Salle E).

Cinquième Commission.

La cinquième Commission se réunira aujourd'hui (mercredi 10 septembre), à 15 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle C).

Comité financier.

Le Comité financier se réunira aujourd'hui (mercredi 10 septembre) à 10 h. 30 et 15 h., au bureau du Secrétariat (Salle D)

II. TREIZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue dans la Salle de la Réformation, le mardi 9 septembre, à 10 h. 30.

Comte APPONYI (Hongrie) déclare qu'il a le devoir d'exprimer publiquement la gratitude de son pays à la Société des Nations pour l'œuvre du relèvement financier de la Hongrie à laquelle sous ses auspices, plusieurs nations ont généreusement collaboré particulièrement la Grande-Bretagne et l'Italie. Il transmet aussi à ces deux nations les vifs remerciements de son peuple et de son gouvernement.

Il reprend l'examen d'une question qui tient particulièrement au cœur du peuple hongrois: celle de la protection des minorités. S'il s'associe entièrement à la mise au point lumineuse et précise qu'a faite de la question M. Politis et s'il adopte comme lui cette définition que la question des minorités nationales est par nature une question de droit public intérieur des pays où les minorités habitent, placées par les traités sous le contrôle de la Société des Nations, il n'en estime pas moins nécessaire de faire sans acrimonie, mais avec franchise, un certain nombre d'observations relatives aux méthodes jusqu'ici employées pour le règlement de ces questions épineuses.

Il s'agit de savoir dans quelles limites et par quels moyens, par quels organes aussi, la Société peut et doit intervenir. Les demandes d'intervention auxquelles des Etats étrangers peuvent avoir droit à l'égard de ceux où habitent des minorités sont étroitement définies par le Traité, étant donné que les interventions que la Société des Nations est susceptible d'admettre ou d'entreprendre, ont pour organe le Conseil. Il ne peut s'agir en aucun cas d'une discussion sur le plus ou moins de libéralisme que l'on voudrait voir appliquer au traitement de telle ou telle minorité, mais seulement de la question de savoir si des traités qui assurent d'une façon internationale le droit des minorités, ont été observés ou non. Aucun Etat voisin n'a le droit d'intervenir, au titre des sympathies particulières qu'il professe pour telle ou telle minorité nationale d'origine identique à la majorité de sa population.

Le droit d'intervention, le droit de signaler à l'attention de la Société des Nations ou du Conseil, les infractions supposées au traité protégeant les minorités, n'est basé que sur les traités eux-mêmes et, ayant cette base, il est absolument compatible avec la souveraineté nationale des Etats intéressés, parce qu'il repose sur le libre consentement qu'ils ont donné eux-mêmes au Traité.

Il s'ensuit que les questions de ce genre sont toujours et essentiellement arbitraires.

A ce sujet, le comte Apponyi regrette de ne pouvoir approuver sans réserves les méthodes adoptées par la Société des Nations, à une ou deux exceptions près, notamment la question des minorités allemandes en Pologne. Bien des plaintes que l'on doit regarder comme autorisées et fondées sont restées à l'état de plaintes et n'ont pas reçu de réponses. Il en résulte un état d'âme déplorable et même dangereux parmi les minorités. Elles sont fondées à croire que leurs revendications, même les mieux établies, n'obtiennent pas justice, car il y a une très grande différence entre l'effet moral d'un verdict même mettant une des parties en perte de cause et une absence de réponse, laquelle maintient un état d'inquiétude, pour ne pas dire d'exaspération dans les âmes.

Fourth Committee.

The Fourth Committee will meet to-day (Wednesday September 10th) at 3.30 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room B).

Sub-Committee C of the Fourth Committee will meet to-day (Wednesday September 10th) at 2.30 p.m. (Room E).

Fifth Committee.

The Fifth Committee will meet to-day (Wednesday, September 10th) at 3.30 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room C).

Financial Committee.

The Financial Committee will meet to-day (Wednesday, September 10th) at 10.30 a.m. and at 3 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room D).

II. THIRTEENTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation at 10.30 a.m. on Tuesday, September 9th, 1924.

Count APPONYI (Hungary) said that it was his duty publicly to assure the League of Nations of the gratitude of his country for the work of the financial reconstruction of Hungary, to which, under the auspices of the League, several nations had generously contributed, more particularly Great Britain and Italy. He would like to express to these two countries the cordial thanks of his people and of his Government.

He would next turn to a question which lay particularly near to the Hungarian people: the protection of minorities. He entirely agreed with the point of view so clearly and precisely defined by M. Politis, and he adopted the definition given by M. Politis, in accordance with which this question of national minorities was by its nature a question of public internal law for the countries in which the minorities were found, placed by the treaties under the control of the League of Nations. He felt it necessary, however, to make a certain number of observations in a friendly spirit, but quite frankly, in regard to the methods hitherto used for the settlement of this difficult question.

Within what limits, by what means, and by what organs, could and must the League of Nations intervene? The requests for intervention which foreign States might rightly make of the countries inhabited by minorities were strictly defined by the Treaties. It was understood that the interventions which the League might allow, or undertake, must be made through the Council. There could be no discussion as to the degree of liberalism which one might desire to see applied to the treatment of any particular minority. The sole point was whether the treaties which safeguarded the rights of minorities internationally had been observed or not. No neighbouring State had the right to intervene on the ground of the special sympathies which it professed for a particular minority, whose national origin was identical with the majority of its own population.

The right of intervention and the right of drawing the attention of the League of Nations or of the Council to alleged infractions of a treaty protecting minorities was based solely upon the treaties themselves, and on this basis such intervention was quite compatible with the national sovereignty of the interested States, since it rested on the free consent which they themselves had given to the Treaty.

It followed that questions of this kind were always and by their nature susceptible of arbitration.

He regretted in this connection that except in one or two cases, notably that of the German minorities in Poland, he was unable to approve without reservation the method applied for the settlement of such questions.

Many complaints which must be regarded as authorised and well founded had not passed beyond the stage of complaints, and had not received any reply. A deplorable and even a dangerous spirit among the minorities had resulted from these facts. The minorities were justified in believing that justice was not being done to their claims, even those which were most well founded, for there was a great difference between the moral effect of a verdict, even if it put one of the parties in the wrong, and the absence of any reply at all, which maintained a condition of anxiety or even exasperation in the minds of the people.

Il importe donc de trouver une méthode différente de celle qui a été suivie jusqu'ici. Celle-ci consiste, de la part du Conseil de la Société des Nations, à communiquer simplement la plainte à l'Etat contre lequel elle se dresse et à attendre que cet Etat réponde soit dans les 15 jours, s'il le veut, soit encore dans les deux mois qui suivent; de telle sorte que les choses en restent généralement là, parce qu'un examen approfondi de la plainte ne peut être effectué que sur la demande d'un membre du Conseil.

Or, le Conseil est une corporation politique avant tout, une corporation composée d'hommes d'Etats, délégués par leurs gouvernements, munis d'instructions, ayant certainement conscience du devoir international qui leur est imposé, mais qui, de par la nature des choses et de leur situation, ont avant tout le souci des intérêts politiques de l'Etat qu'ils représentent.

Cette méthode de procédure ne permet donc pas d'arriver au but désirable.

Il proposerait de lui en substituer une autre, consistant essentiellement en ceci: il faudrait une énumération complète, des plaintes dont le Conseil serait saisi, par le fait même de leur présentation et auquel il ne pourrait pas refuser un examen à fond. Ces plaintes qui émaneraient soit d'un Etat membre de la Société des Nations, soit d'une représentation suprême des minorités elles-mêmes, le comte Apponyi propose que le Conseil soit non seulement dans l'obligation de les retenir, mais de les désérer à la Cour permanente de Justice internationale, pour lui demander son avis. Cette voie est clairement indiquée par le magnifique exemple donné par le Gouvernement polonais, dans le cas si délicat des colons allemands en Pologne.

Le Gouvernement hongrois est prêt à conclure un accord d'après lequel toute plainte recevable, tout litige jugé par un Etat assez important pour compromettre son autorité, devra être soumis à la décision de la Cour permanente de justice internationale. C'est le seul moyen d'ôter tout venin à la question de la protection des minorités. Chaque Etat serait ainsi sûr d'être entendu et jugé par un tribunal compétent.

Cette question a une importance capitale pour la Hongrie étant donné que, parmi les 10 millions d'habitants qu'elle a perdus par suite du Traité de Trianon, il y a 3.300.000 Magyars et de nombreux et actifs représentants d'une culture hongroise séculaire.

Il aborde ensuite la question des armements. La Hongrie est parmi les Etats à qui la situation créée par le Traité de paix bien que loyalement acceptée, ne donne pas satisfaction, mais impose au contraire des sacrifices et des souffrances sentimentales très grandes. Elle a du moins le droit de demander que l'exécution de ce traité soit loyale et complète de part et d'autre et que les quelques clauses qui amortissent pour elle et pour les nations qui se trouvent dans les mêmes conditions qu'elle le choc des nations qui les affligent soient observées avec une fidélité et une loyauté égales à celles dont elles font preuve elles-mêmes.

Où, le Traité de Trianon impose à la Hongrie un désarmement anticipé et complet, avant même que la question de la réduction des armements puisse être résolue d'une façon générale. Elle a du moins le droit de réclamer que la promesse d'une réduction générale des armements soit tenue et réalisée avec toute la célérité possible, car la Hongrie seule désarmée au milieu de peuples armés encore jusqu'aux dents se trouve dans la plus complète insécurité. Ce minimum d'armements, compatible avec la sécurité de chaque nation dont la nécessité a été proclamée si éloquemment par M. Politis, la Hongrie a, elle aussi, le droit de le réclamer, conformément à l'article 8 du Pacte.

L'article 8 du Pacte ne fait aucune distinction entre les nations. Il est la règle générale, le Code de la Société des Nations et les articles particuliers qui définissent la limite du désarmement hongrois en l'étendant beaucoup au-delà de la limite fixée, ne peuvent avoir qu'un caractère provisoire parce que, selon le préambule, le but est de préparer la possibilité d'arriver à la réduction générale des armements. Dès que cette opération aura commencé, il devra y avoir égalité complète entre les nations, parce que l'article 8 du Pacte dit d'une façon formelle que les nations, sans aucune exception, s'engagent à réduire leurs armements jusqu'aux limites fixées par la sécurité nationale et c'est cette disposition générale qui doit guider dans l'inter-

It was, therefore, necessary to find a different method from that which had been followed hitherto. The method so far followed by the Council of the League of Nations was merely to communicate a complaint to the State against which it was directed, and to wait until this State replied, either within fifteen days, if it so desired, or within the two months following. The practical result of this procedure was that things generally remained as they were, since a thorough examination of the complaint could only be carried out on the request of a member of the Council.

The Council, however, was above all a political body, composed of statesmen representing their Governments, possessing instructions, certainly conscious of the international duty laid upon them, but by the very nature of their position concerned chiefly with the political interests of the State they represented.

This method of procedure, therefore, did not enable the desired end to be reached.

He proposed that another method should be substituted, consisting essentially in the following: a complete list should be made of complaints and these would be considered as having been submitted to the Council by the mere fact of their presentation. The Council should not have the power to refuse to examine them in detail. Whether these complaints came from a State Member of the League or from a responsible representative body of the minorities themselves, the Council should be compelled not only to deal with them but also to submit them to the Permanent Court of International Justice for its opinion. This procedure was clearly indicated by the magnificent example given by the Polish Government in the very delicate question of the German colonists in Poland.

The Hungarian Government was ready to conclude an agreement under which any admissible complaint, any dispute thought by a State to be important enough to call in question its authority, should be submitted to the Permanent Court of International Justice. This was the only means of removing all acrimony in dealing with the question of the protection of minorities. Each State would thus be ensured of an opportunity to plead before and be judged by a competent tribunal.

The question was of vital importance to Hungary in view of the fact that among the 10,000,000 inhabitants she had lost as a result of the Treaty of Trianon there were 3,300,000 Magyars and numerous active representatives of an ancient Hungarian civilisation.

He would turn next to the question of armaments. Hungary was among those States to which the situation set up by the Treaty of Peace, although it had been loyally accepted, had not given satisfaction, but had on the contrary imposed considerable sacrifices and deeply wounded her national feeling. She had at least the right to ask that the execution of the Treaty should be loyally and completely carried out in all its clauses, and that the provisions which lightened for her and for nations in a similar position the burdens inflicted upon her by other nations should be observed with the same good faith and loyalty as was shown by Hungary herself.

The Treaty of Trianon, however, compelled Hungary to disarm completely, in anticipation of action to be taken by other States, even before the question of a reduction of armaments could be solved in a general manner. Hungary had at least the right to demand that the promise of a general reduction of armaments should be kept, and that this reduction should be carried out as quickly as possible, as Hungary, disarmed and surrounded by people still armed to the teeth, would find her position one of great insecurity. Hungary had the right, in conformity with Article 8 of the Covenant, to that minimum of armaments essential to the security of a nation, the necessity of which had been so eloquently maintained by M. Politis.

Article 8 of the Covenant made no distinction between the nations. It laid down a general rule to be regarded as the code of the League of Nations. The special articles which defined the limits of disarmament for Hungary extended these limits far beyond the general limits. These special articles could only be provisional in character, since, according to the preamble, the final object was to prepare the way for a general reduction of armaments. As soon as this general reduction had begun, there should be complete equality between the nations. Article 8 of the Covenant formally laid down that the nations, without any exception, should reduce their armaments to the point consistent with national security, and this

prétation des dispositions particulières et préciser le sens et la portée de ces dernières.

Au point de vue politique et moral, la situation ainsi créée par cette inégalité, a des conséquences fâcheuses et il n'y a pas de fraternité possible, pas d'unité morale possible, tant que certaines nations restent soumises à un traitement d'exception, tant qu'il y a deux droits, deux systèmes juridiques. Aussi, le comte Apponyi se réjouit-il du pas en avant qui vient d'être accompli, concernant surtout l'arbitrage, dans la voie devant ultimement conduire au désarmement général.

Mais si la question de l'arbitrage a progressé, il reste encore une pierre d'achoppement insurmontable dans la situation actuelle, la question de la réduction des armements. La seule solution à laquelle on ait abouti est le renvoi de la question à une commission de l'Assemblée. Cette solution n'en est pas vraiment une. Ce qu'il faut, c'est faire état des résultats obtenus à Londres, où, pour la première fois depuis la guerre, on a traité d'égal à égal avec l'ennemi vaincu, et où l'on a réalisé aussi un progrès considérable dans la voie de l'arbitrage obligatoire. Cette clause de l'arbitrage obligatoire, il faut lui donner une portée universelle, et la Hongrie, malgré son ferme attachement à l'idée nationale, s'efforcera dans toute la mesure du possible, à collaborer à l'œuvre de pacification générale.

M. LANGE (Norvège), cite l'opinion du Vicomte Cecil à savoir que la publicité constitue l'élément vital de la Société des Nations. Le Conseil, l'Assemblée et les Commissions de la Société siègent pour la plupart en public et le rapport et les résolutions sont publiées. L'activité de ces organismes est commenté par la presse du monde entier. Pendant la première Assemblée, on a distribué un document préparé par le Secrétariat intitulé « Opinions de la presse ». Il est regrettable que ce document ne paraisse plus.

Il existe de nombreuses et importantes organisations internationales dont les travaux coïncident en partie avec les buts de la Société des Nations et qui désirent collaborer avec la Société. Ces organisations sont d'importance et d'influence variables, mais elles donnent toutes leur appui à la Société des Nations. La question de la coopération avec elles a été discutée par le Conseil le 23 juillet et une opinion juridique été exprimée tendant à considérer les Membres du Conseil comme n'étant que les représentants de leurs Gouvernements. Si cette opinion était acceptée, il serait impossible au Conseil, considéré comme entité, de s'occuper d'aucune demande de coopération faite par une organisation internationale.

Personnellement, l'orateur ne partage pas cette opinion, mais il estime que le Conseil a une personnalité juridique et n'a pas eu raison de donner comme instructions au Secrétaire général de répondre à toutes les demandes émanant d'une organisation internationale que les organisations doivent présenter ces demandes par l'intermédiaire de leurs propres gouvernements.

Le Conseil a cependant décidé, en dernier lieu, qu'une liste de ces demandes sera communiquée à ces Membres de façon à ce que des mesures puissent être éventuellement prises au sujet de celles-ci. C'est là une solution satisfaisante en ce qui concerne le Conseil, mais quelle est la situation vis-à-vis de l'Assemblée ? L'Assemblée reçoit des demandes de toutes parts et de toutes sortes d'organisations. Elle devrait essayer d'examiner ces demandes et de faire un choix parmi celles qu'elle estime dignes d'attention. La Société a tout à gagner aux critiques qui stimuleraient son activité.

L'orateur suggère que l'examen de ces demandes soit effectué par le Bureau de l'Assemblée.

M. Arthur HENDERSON (Empire britannique) déclare que le champ d'activité parcouru par la Société est impressionnant, activité qui va du désarmement à la suppression des drogues, de la reconstruction financière à la réforme du calendrier, de l'abolition de la guerre à la suppression des passeports. Le rapport très circonstancié même que l'Assemblée a devant elle, n'englobe pas toutes les activités de la Société. Le Dr Nansen a attiré l'attention sur le fait qu'il n'y avait pas été fait mention de l'œuvre de la Cour permanente de Justice internationale. L'orateur partage l'avis du Dr Nansen et croit que du moment que l'Assemblée vote les crédits nécessaires à l'activité de chacune des organisations de la Société, elle ne peut se désintéresser des efforts d'aucune d'entre elles. Il serait donc du plus haut intérêt d'avoir un exposé des travaux de la Cour perma-

general provision must act as a guide for the interpretation of the special provisions, and for the definition of the sense and scope of these special provisions.

Both from the political and moral point of view the position thus created, owing to its inequality, had deplorable results. No fraternity and no moral unity was possible so long as certain nations remained subject to exceptional treatment, so long as there were two systems of international law and two legal codes. He was accordingly happy to note the step, in respect of arbitration, which had just been taken in a direction which must ultimately lead to general disarmament.

If, however, progress had been made with the question of arbitration, there still remained an insurmountable obstacle in the present situation, namely, the question of the reduction of armaments. The only solution reached in regard to this question was its reference to a Committee of the Assembly, and that was no real solution. It was necessary to take into full account the results which had been reached in London, where, for the first time since the war, negotiations had been conducted on a footing of equality with the conquered enemy, and where considerable progress had been achieved in the direction of compulsory arbitration. The clause providing for compulsory arbitration should be given a general application, and Hungary, in spite of her strong attachment to the national idea, would endeavour as far as possible to participate in the general work of pacification.

Dr. LANGE (Norway) quoted the opinion of Viscount Cecil that publicity was the life-blood of the League of Nations. The Council, the Assembly and the Committees of the League sat for the most part in public and their reports and resolutions were published. The activities of these bodies were commented upon by the Press of the whole world. During the First Assembly there had been circulated a document prepared by the Secretariat entitled "Press Opinions". He was sorry that this document no longer appeared.

There were many great international organisations part of whose work coincided with the aims of the League and which desired to collaborate with the League. These organisations were of varying importance and influence but were all supporters of the League. The question of co-operating with them had been discussed by the Council on July 23rd and a legal opinion had been expressed to the effect that the members of the Council were merely the representatives of their Governments. If this opinion were accepted, it would be impossible for the Council as an entity to deal with any request for co-operation made by an international organisation. Personally he did not agree with this view but considered that the Council was a legal personality, and that it had not been right in instructing the Secretary-General to reply to any request received from an international organisation to the effect that that organisation should present such requests through its own Government.

The Council had, however, eventually decided that a list of all such requests should be circulated to its Members so that action could be taken on any one of them if necessary. This was satisfactory so far as the Council was concerned, but what was the position as regards the Assembly? The Assembly received requests from all quarters and from all kinds of organisations. It should endeavour to examine these and make a choice of those it thought worthy of attention. The League had everything to gain from criticism which would stimulate its activity. He would suggest that the examination of these requests could be conducted by the General Committee of the Assembly.

Mr. Arthur HENDERSON (British Empire) said that no one could fail to be impressed by the immense amount of ground covered by the League, ranging as it did from armaments to drugs, from financial reconstruction to the reform of the calendar, from the abolition of war to the abolition of passports. Even the very full report before the Assembly, however, did not cover all the activities of the League. Dr. Nansen had referred to the fact that no mention had been made of the work of the Permanent Court of International Justice. He agreed with Dr. Nansen in thinking that the Assembly, voting as it did the credits for the upkeep of all branches of the League's activity, must necessarily be interested in all of them. It would accordingly be of great interest to have a statement of the work of the Permanent Court of International Justice and some

nente et de ceux de l'Organisation internationale du Travail. S'il fait cette suggestion, c'est afin seulement que l'Assemblée soit mise en possession d'un document englobant toutes les formes d'activité de la Société: il ne désire aucunement porter atteinte à l'autonomie de ces deux organismes.

Le Secrétariat a enregistré 128 ratifications de conventions du travail dont 65 ont été déposées au cours des dix-huit derniers mois. Ceci constitue un résultat remarquable. Le gouvernement britannique vient de recevoir l'autorisation de ratifier deux nouvelles conventions et a déposé sur le bureau du Parlement des projets de ratification relatifs à trois autres de ces conventions, dont une relative à la journée de huit heures.

Tous les efforts devront être tentés pour mettre les classes ouvrières au courant du travail accompli par la Société; à cet effet il faudra attirer plus particulièrement leur attention sur les répercussions heureuses de l'activité multiple de la Société des Nations, sur les conditions du travail et d'existence des classes ouvrières. Il serait désirable qu'une collaboration plus intime ait lieu entre le Conseil de la Société et le Conseil d'administration de l'organisation internationale du travail, de même qu'entre le Bureau international du travail et le Secrétariat.

L'importance des décisions prises par les Conférences internationales du Travail provient de ce qu'elles constituent des accords entre patrons et employés et ont pour résultat non seulement l'amélioration des conditions du travail, mais encore une entente meilleure entre toutes les personnes ayant des intérêts dans l'industrie. Il serait donc de la plus haute importance pour l'Assemblée qu'un rapport pût lui être présenté qui englobât toutes les activités de l'Organisation internationale du Travail. Il y a d'ailleurs de nombreuses questions, d'ordre économique aussi bien qu'humanitaire, auxquelles collaborent étroitement la Société et l'Organisation internationale du Travail.

De nombreuses personnes professant un vif enthousiasme pour l'Idéal que symbolise la Société des Nations se montrent sceptiques à l'égard de la Société telle qu'elle existe actuellement. On obtiendrait leur appui si l'on élargissait les cadres de la Société, en admettant tous les Etats qui n'en font pas encore partie.

Les fondateurs de la Société ont eu raison de dire que l'établissement de conditions de travail plus justes était essentiel à la stabilisation de la paix. La Société gagnera en autorité et en force dans la mesure où elle assurera, dans le domaine social comme dans le domaine économique et dans tous les pays qu'elle comprend, des conditions plus humaines.

III. DEUXIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

La Première Commission s'est réunie mardi 9 septembre, à 15 h. 30.

Assistance judiciaire pour les indigents.

La Commission a approuvé un rapport de la sous-Commission, adoptant les recommandations avec quelques amendements. Elle décide de transmettre le rapport à la quatrième Commission, pour qu'elle donne son avis sur les aspects financiers de la question, en appelant l'attention sur l'importance du travail proposé et en joignant au rapport un compte rendu de la discussion relatif à la question.

Amendements de l'article 16 du Pacte.

Après les avis mis par les représentants de l'Empire britannique et de la France, on nomme une Sous-Commission chargée d'examiner cette question, comprenant:

M. Enrique BUERO (Uruguay).
Professor Walter BURCKHARDT (Suisse).
M. Raul FERNANDEZ (Brésil).
Sir Cecil HURST (Empire Britannique).
Dr. J. LIMBURG (Pays-Bas).
M. Mikael LIE (Norvège).
M. LOUCHEUR (France) (suppléant M. René CASSIN).

account of the work of the International Labour Organisation. He made this suggestion simply in order that the Assembly might be provided with a comprehensive document covering every branch of the League's work, and not with the object of interfering in any way with the autonomy of these two organisations.

128 ratifications of Labour conventions had been registered by the Secretariat, 65 of which had been deposited within the last eighteen months. This was a remarkable record. The British Government had just obtained authority to ratify two further conventions, and had presented bills for the ratification of three others, including one which dealt with the eight-hours day.

Every effort should be made to bring the work of the League home to the working classes of the world, especially by emphasising the progress made through the League's organisation towards establishing better conditions of living and labour. For this purpose a closer co-operation should exist between the Council of the League and the Governing Body of the International Labour Organisation and between the Secretariat and the International Labour Office.

Much of the value of the decisions of the International Labour Conferences sprang from the fact that they represented agreements between employers and workers, and thus contributed not merely to the general betterment of conditions of labour but also to a better understanding between all persons concerned with industry. It would, therefore, be of great interest to the Assembly to have a report covering the various activities of the Labour Organisation. There were many questions in the economic and humanitarian fields in which both the League and the International Labour Organisation were working in close co-operation.

There were many supporters of the ideal of the League of Nations in the world who were at the same time sceptical regarding the present League. The support of these persons would be gained if the basis of membership of the League were broadened by the inclusion of all non-member States.

The founders of the League had been right in stating that the establishment of just labour conditions was essential to permanent peace. The League would gain in force and authority in proportion as it succeeded in securing more humane standards of social and economic conditions in all the countries belonging to it.

III. SECOND MEETING OF THE FIRST COMMITTEE

The First Committee met at 3.30 p.m. on Tuesday, September 9th.

Legal Aid for the Poor.

The Committee approved a report from the Sub-Committee adopting the recommendations of the experts with some amendments. It decided to transmit the report to the fourth Committee for consideration of the financial aspects of the question, calling attention to the desirability of the work proposed, and sending at the same time the minutes of its discussion of the question.

Amendment of Article 16 of the Covenant.

After statements by the representatives of the British Empire and France, a Sub-Committee was appointed to consider this subject composed of:

M. Enrique BUERO (Uruguay).
Professor Walter BURCKHARDT (Switzerland).
M. Raul FERNANDEZ (Brazil).
Sir Cecil HURST (British Empire).
Dr. J. LIMBURG (Netherlands).
M. Mikael LIE (Norway).
M. LOUCHEUR (France). (Substitute M. René CASSIN).

Amendements à la règle 27 du règlement de procédure.

On nomme une sous-commission pour examiner cette question, composée de:

- Sir James ALLEN (Nouvelle-Zélande).
- M. Joao CHAGAS (Portugal).
- M. CHAO-HSIN CHU (Chine).
- Sir Cecil HURST (Empire britannique).
- Dr. J. LIMBURG (Pays-Bas).
- M. PALLACIOS (Espagne).
- M. ROLIN (Belgique).
- M. URRUTIA (Colombie).

Question relatives: a) aux articles du Pacte concernant les règlements des différends; b) à l'article 36, § 2 du Statut de la Cour permanente de justice.

Après discussion, la Commission décide de nommer une sous-commission et en même temps d'instituer un débat en séance plénière sur les aspects généraux des questions mentionnées plus haut. La sous-Commission comprend:

- M. ADATCI (Japon).
- Comte APPONYI (Hongrie).
- M. BRIAND ou M. LOUCHEUR (France).
- M. John O'BYRNE (Irlande).
- M. ERICH (Finlande).
- M. R. FERNANDEZ (Brésil).
- Sir Cecil HURST (Empire britannique).
- M. Nicolas POLITIS (Grèce).
- M. ROLIN (Belgique).
- M. Vittorio SCIALOJA (Italie).
- M. Nicolas TITULESCO (Roumanie).
- M. Cosme de la TORRIENTE (Cuba).

Propositions de la Suède relatives à l'incorporation dans les conventions internationales de certaines questions de droit international.

Une Sous-Commission est nommée pour l'examen de cette question, comprenant:

- M. Enrique BUERO (Uruguay).
- M. DANDURAND (Canada).
- M. le Dr. J. LIMBURG (Pays-Bas).
- M. Stephen OSUSKY (Tchécoslovaquie).
- M. ROLIN (Belgique).
- M. Vittorio SCIALOJA (Italie).
- M. Oesten UNDEN (Suède).

IV. TROISIÈME COMMISSION

SOMMAIRE DE L'EXPOSÉ FAIT PAR M. SCHANZER
à la deuxième séance (8 septembre 1924)

(Ce sommaire n'a pas été reçu à temps pour être inséré dans le numéro d'hier.)

M. SCHANZER reprend les objections du Gouvernement italien au projet d'assistance mutuelle, notamment en ce qui concerne les accords particuliers et les dispositions concernant l'adhésion. Il considère comme un point acquis l'intime connection des trois termes: arbitrage, sécurité, désarmement. Sur ces bases, il procède à une critique du traité.

1. Le Traité ne lie pas en réalité la sécurité et le désarmement, qui est postérieur à l'acceptation du Traité et n'est obtenu qu'après une procédure compliquée.
2. La sécurité est assurée par les accords particuliers, qui n'ont pas le caractère d'universalité inhérent à la Société des Nations et qui créent des situations privilégiées pour certains Etats.
3. La détermination de l'agresseur par la position prise en face de l'arbitrage n'est pas entièrement satisfaisante, en raison des difficultés qu'il y aura à apprécier l'exécution des sentences arbitrales ou les mesures constituant une menace d'agression.
4. Les pouvoirs donnés au Conseil de la Société des Nations lui transfèrent une partie de la souveraineté des Etats, ce qui est opposé à l'esprit du Pacte.

Amendments to Rule 27 of the Assembly Rules of Procedure.

A Sub-Committee was appointed to consider this subject composed of:

- Sir James ALLEN (New Zealand).
- M. Joao CHAGAS (Portugal).
- M. CHAO-HSIN CHU (China).
- Sir Cecil HURST (British Empire).
- Dr. J. LIMBURG (Netherlands).
- M. PALACIOS (Spain).
- M. ROLIN (Belgium).
- M. URRUTIA (Colombia).

Questions relating to: (a) the Articles in the Covenant concerning the Settlement of Disputes and (b) Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Permanent Court.

After some discussion, the Committee decided to appoint a Sub-Committee and concurrently to debate in full Committee the general aspects of the above questions. The Sub-Committee was composed as follows:

- M. ADATCI (Japan).
- Count Albert APPONYI (Hungary).
- M. BRIAND (or M. LOUCHEUR) (France).
- Mr. John O'BYRNE (Ireland).
- M. ERICH (Finland).
- M. Raul FERNANDEZ (Brazil).
- Sir Cecil HURST (British Empire).
- M. Nicolas POLITIS (Greece).
- M. ROLIN (Belgium).
- M. Vittorio SCIALOJA (Italy).
- M. Nicolas TITULESCO (Roumania).
- M. Cosme de la TORRIENTE (Cuba).

Swedish proposal concerning the Incorporation in International Conventions of certain Subjects of International Law.

A Sub-Committee was appointed to consider this question composed as follows:

- M. Enrique BUERO, (Uruguay).
- Mr. DANDURAND (Canada).
- Dr. J. LIMBURG (Netherlands).
- M. Stephen OSUSKY (Czechoslovakia).
- M. ROLIN (Belgium).
- M. Vittorio SCIALOJA (Italy).
- M. Oesten UNDEN (Sweden).

IV. THIRD COMMITTEE

SUMMARY OF THE STATEMENT MADE BY M. SCHANZER
at the Second Meeting (September 8th 1924).

(This statement was not received in time to be included in the Journal of yesterday.)

M. SCHANZER resumed the objections of the Italian Government to the plan of mutual assistance, especially in regard to special agreements and the conditions governing adhesion. He considered that the intimate connection of the three terms arbitration, security and disarmament was now beyond dispute. Taking this as a basis he proceeded to criticise the Treaty.

- (1) The Treaty did not in reality combine security and disarmament. The latter took place after the acceptance of the Treaty and was only secured after a complicated procedure.
- (2) Security was ensured by special agreements which did not have the character of universality inherent in the League of Nations and which established a privileged position for certain States.
- (3) To determine the aggressor by the attitude adopted towards arbitration was not entirely satisfactory, in view of the difficulties experienced in forming a judgment as to the execution of arbitral awards or the measures which constituted a threat of aggression.
- (4) The powers given to the Council of the League of Nations transferred to it a part of the sovereignty of the States which was opposed to the spirit of the Covenant.

5. La Pacte constitue à lui seul un traité d'assistance et de garantie mutuelle dont les stipulations juridiques prendront de plus en plus de force au fur et à mesure de la pacification des esprits.

Le projet américain, outre un certain nombre des objections déjà formulées précédemment, en soulève de nouvelles:

1. Il renvoie à un corps judiciaire la solution de questions politiques, comme, par exemple, l'appréciation du caractère agressif de la politique d'un Etat.
2. Il semble affaiblir les sanctions prévues par le Pacte.

M. SCHANZER signale que l'arbitrage qui est considéré par le Gouvernement italien avec la plus grande sympathie, ne doit pas empêcher le fonctionnement des procédures de conciliation prévues par le Pacte.

En résumé, le problème de la sécurité doit être résolu sur le terrain du Pacte; toutefois, le Gouvernement italien est prêt à examiner objectivement toutes les propositions mais plus favorablement celles qui précéderont par l'interprétation ou amendement du Pacte.

PREMIERE SOUS-COMMISSION.

La première Sous-Commission de la troisième Commission s'est réunie le mardi 9 septembre, à 3 heures 30.

Etaient présents:

Prince ARFA-OD-DOVLEH (Perse).
Le Maharajah de BIKANER (Inde).
M. HENDERSON (Grande-Bretagne).
M. JOUHAUX (France).
M. LOUWERS (remplaçant M. POULLET), (Belgique).
Général de MARINIS (Italie).
M. TOIVOLA (remplaçant M. ENCKELL), (Finlande).

Elle a élu comme Président M. le Général de MARINIS (Italie).
Ordre du jour: Contrôle du Commerce international des armes.

La Sous-Commission a décidé qu'il n'y avait pas lieu de procéder à une discussion générale du rapport de la Commission Temporaire Mixte et a adopté à l'unanimité le projet de résolution suivant, présenté par M. Henderson (Empire britannique):

« La troisième Commission propose à l'Assemblée de prier le Conseil:

« 1^o de soumettre aux Gouvernements Membres et non Membres de la Société des Nations le projet de convention relative au contrôle du commerce international des armes, munitions et matériel de guerre, élaboré par la Commission Temporaire Mixte et de demander aux dits Gouvernements de faire connaître leurs observations sur ce projet, dans un délai de quatre mois.

« 2^o de convoquer une Conférence internationale, s'il le juge opportun après avoir pris connaissance des opinions émises par les Gouvernements. »

Le Maharajah de BIKANER (Inde) a fait des réserves sur la deuxième partie de la résolution, relative à une Conférence internationale au sujet de laquelle il n'a pas d'instructions de son Gouvernement.

DEUXIEME SOUS-COMMISSION.

La deuxième Sous-Commission de la troisième Commission de l'Assemblée a tenu une séance à 3 heures 30 sous la présidence de M. SKRZYNSKI (Pologne).

Après discussion de l'ordre du jour, on a entamé la discussion de la guerre chimique et la Sous-Commission a été saisie d'une proposition du Général Tanczos.

La séance a été levée à 17 h.

TROISIEME SOUS-COMMISSION.

La troisième Sous-Commission de la troisième Commission s'est réunie à 15 h. 30 sous la présidence de Son Excellence le Jonkheer J. LOUDON.

Ordre du jour: Limitation des armements navals.

Après un échange de vues, au sujet de l'ordre du jour, comprenant la résolution du Conseil du 25 juillet 1924 relative à la

(5) The Covenant itself was a treaty of assistance and mutual guarantee and its legal stipulations would acquire increased force as the temper of the world became more pacific.

The American plan, in addition to a certain number of objections which had already been stated, contained others:

- (1) It referred the solution of political questions to a judicial body, as for example the determination of the aggressive character of the policy of a State.
- (2) It appeared to weaken the sanctions provided for in the Covenant.

M. SCHANZER observed that arbitration, which was viewed by the Italian Government with the greatest sympathy, should not prevent the working of the procedure of conciliation provided for by the Covenant.

In short, the problem of security should be solved on the basis of the Covenant. In any event the Italian Government was prepared to examine all proposals objectively, but would view those most favourably which depended upon the interpretation or the amendment of the Covenant.

FIRST SUB-COMMITTEE.

The First Sub-Committee of the Third Committee met yesterday (Tuesday, September 9th) at 3.30 p.m.

There were present:

Prince ARFA-ED-DOWLEH (Persia).
The Maharajah de BIKANER (India).
Mr. HENDERSON (British Empire).
M. JOUHAUX (France).
M. LOUWERS (substitute for M. POULLET) (Belgium).
General de MARINIS (Italy).
M. TOIVOLA (substitute for M. ENCKELL) (Finland).

General de MARINIS (Italy) was elected Chairman.
Agenda: Control of the International Traffic in Arms.

The Sub-Committee decided that it would be unnecessary to have a general discussion of the report of the Temporary Mixed Commission, and, therefore, unanimously adopted the following draft resolution submitted by Mr. HENDERSON (British Empire):

“That the Third Committee proposes that the Assembly should request the Council:

“(1) To submit to the Governments of States Members and States non-Members of the League of Nations the draft Convention concerning the Control of International Traffic in Arms, Munitions and Implements of War drawn up by the Temporary Mixed Commission, and to ask these Governments to present their observations on the scheme within four months.

“(2) To convene an international conference if, after receiving the opinions of the Governments, it considered the step to be advisable.”

The Maharajah of BIKANER (India) made reservations concerning the second part of the resolution concerning an international conference, regarding which he had received no instructions from his Government.

SECOND SUB-COMMITTEE.

The Second Sub-Committee of the Third Committee of the Assembly met at 3.30 p.m. under the Chairmanship of M. SKRZYNSKI (Poland).

After discussing the agenda, there was a debate on the question of chemical warfare, and a proposal of General Tanczos was submitted to the Sub-Committee.

The Sub-Committee rose at 5 p.m.

THIRD SUB-COMMITTEE.

The Third Sub-Committee of the Third Committee held a meeting at 3.30 p.m. under the Chairmanship of His Excellency the Jonkheer J. LOUDON.

Agenda: Limitation of Naval Armaments.

After an exchange of views on the agenda, including the Resolution of the Council of July 25th, 1924, on the subject

limitation des armements navals et la résolution de l'Assemblée, en date du 6 septembre 1924, relative à la Conférence internationale sur les armements, la Sous-Commission renvoie la discussion à jeudi 11 septembre à 15 h. 30.

V. SIXIÈME COMMISSION PREMIÈRE SOUS-COMMISSION

La première Sous-Commission de la Sixième Commission (Esclavage et Mandats) s'est réunie hier, mardi 9 septembre, sous la présidence du Dr NANSEN (Norvège).

Rapport de la Commission temporaire de l'Esclavage.

La sous-Commission décide de prier M. Gohr, président de la sous-Commission de l'Esclavage, d'assister à la réunion de la sous-Commission, lorsque le rapport de la Commission sera discuté. Ce rapport sera probablement discuté le samedi 13 septembre.

Rapport de la Commission permanente des Mandats.

La sous-Commission décide d'inviter le président de la Commission permanente des Mandats, le marquis Theodoli, ou à son défaut le vice-président, M. van Rees, à assister aux séances de la sous-Commission, le jour où sera discuté le rapport de la Commission permanente des Mandats.

VI. DEUXIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu sa deuxième séance mardi 9 septembre 1924, à 16 h. 30, sous la présidence de M. GARAY (Panama).

Restauration financière de la Hongrie.

M. Jérémie SMITH (Commissaire général). A la demande de la Commission, M. Smith lit une déclaration sur l'origine, le développement et l'avenir de l'œuvre de restauration de la Hongrie. (Ce discours figure dans le *Journal de l'Assemblée* de ce jour.)

Le Baron KORANYI (Hongrie) donne un aperçu de la répercussion fâcheuse qu'a eue sur la vie économique et financière de son pays la dépréciation de la monnaie et déclare que l'emprunt extérieur est l'unique moyen de sauver la situation de la Hongrie. Il offre ensuite l'hommage de sa gratitude à la Société des Nations pour son programme de restauration. Il expose ensuite en ses grandes lignes la situation économique actuelle du pays et fait ressortir que la production a diminué par comparaison avec les chiffres d'avant-guerre, donne le chiffre de la balance du commerce, et prouve, en indiquant le montant des dépôts en banque, combien est sérieux le manque de capitaux. L'emprunt a, toutefois, ramené la confiance à l'intérieur aussi bien qu'à l'étranger. La Hongrie désire achever l'œuvre financière en concluant des traités économiques. La tâche de la Hongrie diffère de celle de l'Autriche, consiste à accroître sa production agricole, en vue de payer ses importations. C'est sur ce point que diffère surtout la situation entre l'Autriche et la Hongrie. L'Autriche a besoin de nouveaux marchés; la Hongrie a besoin, avant tout, de capitaux.

M. CAVAZZONI (Italie) déclare que certains États qui ont participé à l'œuvre de restauration ont été heureux de consentir de grands sacrifices en vue d'achever cette œuvre de solidarité internationale. Il signale que pour la première fois deux ordres d'intérêts divergents, celui de la restauration et celui des réparations, ont heureusement été mis en harmonie. M. Cavazzoni, après avoir attiré l'attention sur plusieurs aspects du projet ainsi que sur son exécution au cours des trois derniers mois, termine en disant qu'il est urgent de compléter cette œuvre financière par des mesures d'ordre économique, tout spécialement par l'abolition des restrictions apportées à l'importation et à l'exportation et de mettre fin aux autres mesures qui viennent entraver les relations commerciales. C'est là une œuvre qui ne saurait être accomplie que grâce à la collaboration internationale.

of the Limitation of Naval Armaments and the Resolution of the Assembly, dated September 6th, 1924, on the subject of an International Conference on Armaments, the Sub-Committee adjourned further discussion until 3.30 p.m. on Thursday, September 11th.

V. SIXTH COMMITTEE. FIRST SUB-COMMITTEE

The First Sub-Committee of the Sixth Committee (Slavery and Mandates) met yesterday (Tuesday, September 9th) under the Chairmanship of Dr. NANSEN (Norway).

Report of the Temporary Committee on Slavery.

The Sub-Committee decided to request M. Gohr, Chairman of the Temporary Committee on Slavery, to attend the meetings of the Sub-Committee when the report of the Committee was discussed. This report will probably be discussed on Saturday, September 13th.

Report of the Permanent Mandates Commission.

The Sub-Committee decided to invite the Chairman of the Permanent Mandates Commission, the Marquis Theodoli, or, if it were impossible for him to attend, the Vice-Chairman, M. van Rees, to attend the meetings of the Sub-Committee when the report of the Permanent Mandates Commission was discussed.

VI. SECOND MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee held its second meeting at 4.30 p.m. on Tuesday, September 9th, 1924, under the chairmanship of M. GARAY (Panama).

Financial Reconstruction of Hungary.

Mr. Jeremiah SMITH (Commissioner-General), on the invitation of the Committee, read a statement on the origin, presentation and prospects of the reconstruction work in Hungary. (This speech is printed in the present number of the *Assembly Journal*.)

Baron KORANYI (Hungary), after tracing the ill effects upon the financial and economic life of the country of the depreciation of the currency, and after showing that a foreign loan was the only means of saving the situation in Hungary, paid a tribute to the League of Nations for having drawn up the reconstruction plan. He gave some account of the present economic position of the country, showing the diminution in production as compared with pre-war figures and the trade balance and quoting the figures for bank deposits; he emphasised the serious lack of capital. The loan had, however, brought about a notable increase of confidence internally and externally. Hungary desired to complete the financial work by the conclusion of economic agreements. Unlike Austria, her real task in the economic field was to increase her agricultural production in order to pay for her imports. This was the chief difference between the Austrian and Hungarian situation. Austria required markets; Hungary above all needed capital.

M. CAVAZZONI (Italy) said that certain of the States which had participated had been glad to make great sacrifices to achieve this work of international solidarity. He pointed out how for the first time the two opposing interests of reconstruction and reparation had been successfully combined. After drawing attention to several features in the plan and in its execution during the past three months he concluded by emphasising the importance of completing the financial work by economic measures, above all by the abolition of import and export restrictions and other hindrances to trade relations — a work which could only be achieved by international co-operation.

Sir Henry STRAKOSCH (Afrique du Sud) définit l'objet et les limitations du plan. Il fait observer qu'il assure la stabilisation financière et politique de la Hongrie. Il ne saurait assez insister sur l'importance du rétablissement du libre échange entre des pays dont les frontières ont été tracées selon des lignes d'ordre purement politique sans qu'il ait été tenu compte des besoins économiques. Il espère toutefois que l'esprit d'entente si cordiale qui a présidé à l'élaboration de ce plan prévaudra à l'avenir et que des traités de commerce aboutiront au résultat souhaité.

M. van EYSINGA (Pays-bas) déclare que la restauration de la Hongrie est une œuvre qui a réalisé des résultats pratiques et définitifs bien qu'elle ne figure pas au nombre des obligations découlant du Pacte. Seule la Société des Nations pouvait réaliser cette œuvre de collaboration internationale; il croit d'ailleurs que son succès découle du désintéressement avec lequel s'est effectué le contrôle, trait nouveau et admirable dans l'histoire du contrôle financier international.

L'absence de garanties dans le lancement de l'emprunt international, garanties nécessaires il y a deux ans seulement en ce qui concerne l'Autriche, démontre que la confiance inspirée par la Société s'accroît.

M. Georges BONNET (France), après avoir chaleureusement félicité ceux qui ont préparé et qui mettent à exécution ce programme, attire l'attention sur les déficits budgétaires considérables qu'accusent les premiers mois de la restauration. Il pense que les causes passagères de ces déficits pourraient ne pas disparaître aussitôt qu'on le suppose. Les traitements des fonctionnaires pourraient être l'une d'entre elles; il est d'avis qu'il faut lever les barrières économiques et les interdictions.

M. STRASBURGER (Pologne) déclare que les rapports du Commissaire général sont extrêmement précieux pour des pays qui comme le sien essayent d'assainir leurs finances publiques.

Sir Hubert Llewellyn SMITH (Empire britannique) après avoir félicité le Comité financier, le Commissaire général et le Secrétariat, observe qu'il est de la plus grande utilité, si l'on veut que la restauration soit couronnée de succès, de prendre des mesures d'ordre économique. Les réformes d'ordre financier peuvent maintenir la vie mais ne peuvent pas rétablir la santé.

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie), tout en s'associant aux louanges qui ont été décernées à l'œuvre accomplie, désire faire observer que les résultats obtenus ne sont que peu de chose auprès de ce qui reste à faire et exprime le vœu que le Gouvernement hongrois continue à faire preuve de son désir d'exécuter le programme et redouble d'énergie de façon à en assurer le plein succès.

M. PUSCARIU (Roumanie) et M. L. PITAMIC (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) appuient cette déclaration.

La Commission, adopte, à l'unanimité, la résolution suivante:

Projet de résolution.

« La Seconde Commission, après avoir pris connaissance du compte-rendu de l'œuvre de relèvement de la Hongrie contenu dans le rapport général du Conseil à l'Assemblée :

« 1. Constate avec une vive satisfaction qu'une fois de plus, sous les auspices de la Société des Nations, et sur la base d'un programme établi par son Comité financier, la reconstruction d'un autre pays de l'Europe se poursuit avec succès.

« 2. Estime que, comme dans le cas de l'Autriche, cette œuvre ne pouvait être menée à bonne fin que grâce à une coopération internationale, et enregistre avec une grande satisfaction la participation active de nombreux pays à cette œuvre, soit par la signature des protocoles, soit par l'émission de l'emprunt (Etats-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Roumanie, Etat Serbe-Croate-Slovène, Suède-Suisse, Tchécoslovaquie.

« 3. Estime que la participation de ces pays à une œuvre collective de cette nature, démontre d'une part qu'il s'est produit une amélioration dans les relations politiques et d'autre part que cette participation a déjà conduit et conduira à l'avenir à des résultats bienfaisants s'étendant au-delà des résultats financiers de la reconstruction, objet primordial du programme.

Sir Henry STRAKOSCH (South Africa), defining the object and limitations of the plan, pointed out that it assured the political and financial stability of the country. He emphasised the importance of re-establishing a free exchange of goods between countries whose frontiers had been drawn up on purely political lines, with little regard to economic needs. He felt, however, that the cordial spirit which had inspired the preparation of this plan would continue and that commercial treaties would be concluded which would bring about this desirable result.

M. van EYSINGA (Netherlands) pointed out that the reconstruction of Hungary was a piece of work which had produced definite and practical results in spite of the fact that it did not come within the specific obligations of the Covenant. This piece of international co-operation could have been effected only through the League of Nations, and the secret of its success lay in the disinterestedness of the control which was exercised — a new and admirable feature in the history of international financial control.

The absence of guarantees for the Hungarian loan which had been necessary for Austria only two years ago showed the increase in the confidence inspired by the League.

M. Georges BONNET (France), after heartily congratulating those who had prepared and were carrying out the plan, drew attention to the high budget deficits which had emerged during the early months of reconstruction and feared that the temporary causes which had produced them might not disappear as soon as was expected. One cause of this delay might be found in the payment of the officials. He agreed that it was essential that economic barriers and prohibitions must be broken down.

M. STRASBURGER (Poland) said how valuable the Commissioner-General's reports were to countries like his own which were attempting to rehabilitate their public finances.

Sir Hubert Llewellyn SMITH (British Empire), after congratulating the Financial Committee, the Commissioner-General and the Secretariat, pointed out how vital it was for the success of general reconstruction that economic measures should be taken. Financial reform, while it would prevent a country from dying, would not restore it to health.

M. VEVERKA (Czechoslovakia), while associating himself with the appreciation of the work accomplished, pointed out that the results were only a fraction of what required to be done and expressed the hope that the Government of Hungary, by redoubled energy, would continue to show its determination to carry out the plan so as to secure the full results contemplated.

M. PUSCARIU (Roumania) and M. L. PITAMIC (Serb-Croat-Slovene State) supported this declaration.

The Committee unanimously adopted the following resolution :

Draft Resolution.

« The Second Committee, having examined the account of the work of reconstruction in Hungary contained in the general Report of the Council to the Assembly :

« (1) Notes with lively satisfaction that once more, under the auspices of the League of Nations, and on the basis of a plan prepared by its Financial Committee, the reconstruction of another European country is being successfully achieved.

« (2) Believes that, as in the case of Austria, this work could only be carried out by international co-operation, and notes with great satisfaction the active association in the work of many countries, whether by the signature of the Protocols or through the issue of the loan — United States of America, France, Great Britain, Hungary, Italy, Roumania, Holland, Serb-Croat-Slovene State, Sweden, Switzerland and Czechoslovakia.

« (3) Believes that the association of these countries in co-operative work of this kind both reflects an improvement in political relations and that it has led, and will lead, to beneficial results extending beyond the financial reconstruction which is the primary object of the scheme.

« 4. Constate en particulier que le principe de la reconstruction, fondé sur l'assainissement des finances publiques, a été heureusement combiné avec un arrangement limitant et fixant pendant vingt années les paiements résultant des charges du Traité — et que — comme dans le cas de l'Autriche — l'exécution de l'œuvre dépend d'un contrôle exercé avec impartialité par un haut fonctionnaire de la Société des Nations — ressortissant des Etats-Unis d'Amérique.

« 5. Constate qu'une fois de plus, le but immédiat que les auteurs de ce programme se sont proposé est de caractère financier plutôt qu'économique, estimant que le retour de la confiance dû à une saine politique financière aura un effet bien-faisant sur la situation économique du pays.

« La Commission désire néanmoins souligner ici l'importance des recommandations du Comité financier relativement au développement et à la politique économiques. Elle espère que l'œuvre commencée en Hongrie — comme en Autriche — pourra être complétée par telles mesures et tels accords nationaux et internationaux de nature à favoriser la reprise de relations commerciales libres et normales.

« 6. Désire une fois de plus exprimer sa haute appréciation aux membres du Comité financier qui, par leur capacité, leur patience et leur jugement ont su produire un plan basé — comme le programme d'assainissement de l'Autriche — sur les principes généraux d'une saine finance adaptés aux conditions particulières d'un autre pays; au Gouvernement hongrois pour l'énergie et la rapidité qu'il a déployées en poursuivant l'exécution du programme établi avec sa collaboration; à ceux — et en particulier à M. Jeremiah Smith, Commissaire général — dont le travail administratif a mis le programme en œuvre dans des conditions qui permettent d'en prévoir le succès avec confiance; et enfin à tous ceux qui, dans de nombreux pays, ont contribué au placement du montant total de l'emprunt de reconstruction.

« 7. Souligne avec satisfaction que les lois hongroises prévues au programme ont été votées; que la nouvelle Banque nationale a été fondée et que l'inflation est arrêtée; que les réformes administratives ont commencé; que le rendement des impôts augmente, le produit des revenus affectés au service de l'emprunt dépassant de beaucoup les estimations prudentes qui furent faites au moment de l'élaboration du plan; et en général que ce plan a été mis en œuvre avec les meilleures chances de succès. »

Désignation des rapporteurs.

La Commission désigne, à l'unanimité, M. CAVAZZONI (Italie) comme rapporteur à l'Assemblée, sur la question de la restauration financière de la Hongrie.

La Commission désigne de même les membres suivants qui sont chargés de présenter un exposé préliminaire sur les questions à l'ordre du jour de la Commission:

Hygiène: Dr Ramon CABALLERO (Paraguay).
Transit: M. H. STRASBURGER (Pologne).
Coopération intellectuelle: Prof. Gilbert MURRAY (Empire britannique).
Questions économiques: M. VEVERKA (Tchécoslovaquie).
Questions financières: M. SUGIMURA (Japon).
Autriche: M. Georges BONNET (France).

Le PRÉSIDENT annonce que la prochaine séance de la Commission aura lieu jeudi, 11 septembre, à une heure qui sera fixée par le Président de l'Assemblée.

“(4) Observes in particular that the principle of reconstruction based upon the re-establishment of sound public finance has been successfully combined with an arrangement limiting and fixing over the next twenty years payments in respect of Treaty charges; and that — as in the case of Austria — the execution of the work rests upon a control exercised impartially through a high officer of the League — a national of the United States of America.

“(5) Observes that once again the immediate end to which the authors of this plan have addressed themselves is financial rather than economic in character, in the belief that the renewal of confidence brought about by a sound financial policy will have a beneficial effect on the economic condition of the country.

“In this connection the Committee desires, however, to emphasise the importance of the Financial Committee's recommendations as to economic policy and development. It hopes that the work begun in Hungary — as in Austria — may be completed by such national or international measures and agreements as will foster the resumption of free and normal trade relations.

“(6) Desires once more to express its appreciation to the members of the Financial Committee, whose ability, patience and judgment produced a plan based like the Austrian one on general principles of sound finance, but adapted to the peculiar conditions of another country; to the Hungarian Government for the energy and despatch with which it has entered into the plans prepared with its collaboration; to those — and in particular to Mr. Jeremiah Smith, Commissioner-General — whose administrative work has set the plan working with every prospect of its reaching a successful conclusion; and lastly to all those who in many countries have brought about the issue of the entire reconstruction loan.

“(7) Observes with pleasure that all the internal legislation required by the scheme has been passed; that the new National Bank has been founded and inflation has stopped; that the administrative reforms have begun; that taxation receipts are improving, the yield of the revenues assigned for the service of the loan far exceeding the conservative estimates made at the time the scheme was constructed; and in general that the scheme has been well launched under the best auguries for its complete success.”

Appointment of Rapporteurs.

The Committee unanimously appointed M. CAVAZZONI (Italy) to report to the Assembly on the question of the reconstruction of Hungary.

The Committee also appointed the following members to make an introductory statement before the Committee on the questions on its agenda:

Health: Dr. Ramon CABALLERO (Paraguay).
Transit: M. H. STRASBURGER (Poland).
Intellectual Co-operation: Prof. Gilbert MURRAY (British Empire).
Economic: M. VEVERKA (Czechoslovakia).
Financial: M. SUGIMURA (Japan).
Austria: M. Georges BONNET (France).

The Chairman announced that the next meeting of the Committee would be held on Thursday, September 11th, at an hour to be announced by the President of the Assembly.

VII. RESTAURATION FINANCIÈRE DE LA HONGRIE

EXPOSÉ PRÉSENTÉ DEVANT LA DEUXIÈME COMMISSION PAR
M. J. SMITH, COMMISSAIRE GÉNÉRAL POUR LA HONGRIE.

La restauration financière de la Hongrie constitue l'une des étapes nécessaires au rétablissement de conditions économiques normales en Europe centrale. Il y a un an à peine, lorsque s'ouvrit la quatrième Assemblée, la Société n'avait pas encore entrepris cette œuvre importante de reconstruction. Au cours de la session, cependant, le Conseil autorisa le Comité financier à préparer un plan au cas où la Commission des réparations inviterait la Société à collaborer à la tâche. Voilà quatre mois aujourd'hui que ce plan est mis en œuvre, et je vais brièvement vous exposer les faits de l'an passé et vous résumer les progrès accomplis.

La Hongrie, pays essentiellement agricole et qui, dans des conditions normales, devrait produire suffisamment pour nourrir sa population et disposer, pour l'exportation d'un excédent de denrées et de bétail, avait espéré se rétablir par ses propres forces des suites de la guerre. Par malheur, la désorganisation provoquée par la guerre, les difficultés politiques, intérieures et extérieures, qui suivirent l'armistice, les charges des réparations et la difficulté de réadapter une organisation politique et commerciale, destinée à un pays trois fois plus étendu qu'aujourd'hui, constituèrent des obstacles insurmontables. En dépit d'efforts considérables, le budget se déséquilibra et le Gouvernement fut contraint de recourir à la planche à billets pour faire face à ses dépenses courantes. Cette politique aboutit aux mêmes conséquences qui se sont produites en d'autres pays dans des circonstances semblables. L'inflation provoqua une dépréciation sans cesse croissante de la monnaie, jusqu'au jour où il devint évident que le seul moyen de l'arrêter consistait à contracter à l'étranger un emprunt pour combler le déficit durant la période nécessaire à une réorganisation financière. Avant l'ouverture de la dernière Assemblée, la Hongrie essaya de réaliser cet emprunt, mais l'existence de la charge des réparations grevant d'une hypothèque de premier rang tous les avoirs du pays, rendit cet emprunt impossible. Genève offrait un terrain d'entente sur lequel tous les pays intéressés pouvaient engager des négociations; celles-ci eurent pour résultat que la Commission des réparations, un mois après la clôture de l'Assemblée, invitait la Société à établir un plan de restauration financière de la Hongrie et se montrait disposée à suspendre le privilège des réparations au bénéfice d'un emprunt de reconstruction, si le projet était réalisable.

Le Comité financier de la Société élaborait donc ce plan, après un examen approfondi de la situation effectué d'abord par les membres du Secrétariat, enfin par le Comité, au cours d'une visite à Budapest où il eut des réunions avec les membres du Gouvernement et avec des représentants de tous les partis. La Société a eu la bonne fortune de trouver comme membres de son Comité financier, des hommes d'une grande expérience et d'une haute compétence dans les questions économiques et financières des divers pays de l'Europe, hommes dont il aurait été impossible de s'assurer le concours contre rémunération — si élevée fut-elle — mais qui se sont bénévolement consacrés à l'œuvre de la Société et à la cause de la restauration.

L'un des plus grands succès du projet a consisté à s'assurer le concours de ces hommes d'expérience, et je ne crois pas qu'il aurait été possible d'obtenir un tel résultat autrement que par l'intermédiaire de la Société.

Lorsque le projet lui eut été soumis, la Commission des réparations adopta une résolution suspendant, au bénéfice de l'emprunt de restauration, le privilège des réparations, et donnant ainsi à la Hongrie la faculté de disposer du privilège sur ses avoirs et recettes qui existait en faveur des réparations: sans cette décision, l'emprunt eût été impossible. En même temps, la Commission des réparations fixait les paiements dû par la Hongrie au titre des réparations, pendant une période de 20 ans, à une somme ne dépassant pas, en moyenne, 10 millions de couronnes-or par an, de manière à lui éviter l'incertitude de charges non définies, qui l'aurait paralysée. Ces démarches furent suivies par la signature, à Genève, de deux protocoles. Par le premier de ces actes, désigné parfois sous le titre de Protocole politique et signé par la Hongrie et les Etats voisins, ainsi que par la Grande-Bretagne, la France et l'Italie, tous ces pays s'engageaient à respecter l'indépendance politique, l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Hongrie,

VII. FINANCIAL RECONSTRUCTION OF HUNGARY

STATEMENT BY MR. J. SMITH,
COMMISSIONER-GENERAL FOR HUNGARY, TO THE SECOND
COMMITTEE.

The financial reconstruction of Hungary is one of the steps necessary to re-establish normal economic conditions in Central Europe. Only a year ago, when the Assembly met, the League had not undertaken this important piece of construction work. During the session, however, the Council authorised the Financial Committee to prepare a plan if the Reparation Commission should extend to the League an invitation to co-operate in this work. To-day the plan has been in operation for four months and I will describe briefly the events of the past year and report to you the progress which has been made.

Hungary, which is essentially an agricultural country and under normal conditions should produce enough to feed its own population and have an exportable surplus of food stocks and cattle, had hoped to recover from the effects of the war through its own efforts. Unfortunately the disorganisation caused by the war; political difficulties both internal and external following the armistice; the liability for reparations and the difficulty of reorganising a political and commercial establishment designed for a country three times its present size, presented obstacles which could not be overcome. Notwithstanding great exertions the budget became unbalanced and the Government was forced to have recourse to the printing press to meet its current expenses. This action was followed by the same consequences that have occurred in other countries under similar circumstances. Inflation produced a continually increasing depreciation of the currency until it was apparent that the only means of arresting it was a foreign loan to meet the deficit during the period necessary for a financial reorganisation. Before the meeting of the Assembly last year Hungary attempted to secure such a loan but the existence of the liability to reparations which were a first charge on all the assets of the country made this impossible. Geneva afforded a mutual ground upon which negotiations could be carried on between all the countries interested, and as a result of these negotiations the Reparation Commission, within a month after the adjournment of the Assembly, invited the League to prepare a plan for the financial reconstruction of Hungary and indicated its willingness to postpone the lien of reparations to that of a reconstruction loan if a suitable plan were produced.

This plan was prepared by the Financial Committee of the League after a most careful examination of the situation, first by the members of the Secretariat and finally by a visit of the Committee to Budapest where conferences were had with the members of the Government and with representatives of all varieties of opinion. The League has been fortunate enough to secure as members of this Financial Committee men of great experience and ability in financial and economic affairs in the different countries of Europe whose services it would have been impossible to secure for any compensation but who willingly gave them to the League and the cause of reconstruction. Securing the advice of these experienced men is one of the most valuable features of the entire plan, and I do not believe it could have been done except through the agency of the League.

Upon presentation of the plan the Reparation Commission adopted a resolution postponing the lien of reparations to the reconstruction loan, thereby affording an opportunity to Hungary to create a charge upon its assets and revenues prior to the claims for reparations and without which a loan would have been impossible. At the same time the Reparations Commission fixed the reparation payments for Hungary for twenty years at an amount not exceeding an average of 10 million gold crowns a year, thus affording protection against the paralysing uncertainty of an undefined liability. This was followed by the execution in Geneva of two Protocols, the first sometimes called the Political Protocol, executed by Hungary, its neighbours and also Great Britain, France and Italy, in which all these countries undertook to respect the political independence, territorial integrity and sovereignty of Hungary; agreed not to seek any special or exclusive economic or financial advantages calculated to compromise that independence, and

convenaient de ne rechercher aucun avantage spécial ou exclusif d'ordre économique et financier de nature à compromettre cette indépendance, de s'abstenir de toute action qui pourrait être contraire aux conventions conclues en vue de la reconstruction économique et financière de la Hongrie ou qui pourrait porter préjudice aux garanties stipulées en faveur des porteurs de l'emprunt de restauration, et, enfin, en cas de différend, d'en appeler au Conseil de la Société des Nations. La Hongrie, de son côté, souscrivait à des obligations similaires et signait un second protocole par lequel elle acceptait le plan de restauration et s'engageait à l'exécuter.

Il fallait encore prendre une autre mesure pour permettre à la Hongrie de créer, sur ses avoirs et revenus, un droit de priorité absolu, qui constituait l'un des facteurs essentiels de l'emprunt. Il importait de suspendre le privilège des bons de secours remis par la Hongrie aux huit pays qui lui avaient prêté assistance. Le Gouvernement hongrois a pu obtenir que ces bons de secours soient subordonnés aux charges créées en faveur de l'emprunt de restauration; je tiens à remercier ces pays pour ce geste essentiel de collaboration au plan de restauration.

Le plan proprement dit suit de près le plan établi précédemment en faveur de l'Autriche, avec les modifications et les améliorations qui étaient la conséquence naturelle de l'expérience autrichienne. Il prévoit l'arrêt de l'inflation au moyen de la création d'une nouvelle Banque nationale d'émission, indépendante du gouvernement et de tout contrôle politique et jouissant du droit exclusif d'émettre les billets de banque; il est interdit à la Banque de faire des avances au gouvernement ou aux autres personnes morales et établissements publics, sauf contre garantie suffisante et elle doit fonctionner en vertu de statuts approuvés par des représentants éminents du monde de la banque, exigeant une couverture suffisante pour le papier monnaie et établis d'après des principes bancaires sains et d'une efficacité reconnue.

Le plan prévoit l'équilibre final du budget au moyen de l'adoption de budgets pour les deux années à venir, le déficit devant être couvert pendant cette période au moyen du produit d'un emprunt. Si ces budgets sont régulièrement appliqués, la Hongrie doit, au bout de deux ans, arriver à se suffire à elle-même. Le plan assure la garantie de l'emprunt au moyen de la création d'un privilège de premier rang sur certaines des recettes les plus productives et prévoit l'addition d'autres recettes en cas de besoin. Une nouvelle garantie résulte du fait que le Commissaire général exerce le contrôle du produit de l'emprunt et des recettes affectées au service de cet emprunt; ce contrôle a pour but d'assurer l'exécution du programme de réforme et, au cas où le programme budgétaire ne serait pas suivi, le Commissaire général est revêtu de pouvoirs étendus pour assurer l'application intégrale du plan.

Les protocoles ont été signés en mars et, un peu plus d'un mois après, le Gouvernement hongrois avait fait voter des lois, approuvées par une délégation de la Société qui s'était rendue spécialement à Budapest; ces lois accordaient au Gouvernement les pleins pouvoirs pendant toute la période de restauration.

Quinze jours après l'arrivée à Budapest et le 1^{er} mai le plan de restauration entrait en application.

La première étape et la plus nécessaire était l'émission de l'emprunt de restauration; les négociations en vue de cet emprunt ont été entreprises par le Gouvernement hongrois, dont la délégation a reçu l'appui constant des membres du Comité Financier. L'emprunt autrichien avait été garanti par divers gouvernements. L'emprunt hongrois ne bénéficie pas de cette garantie, mais repose sur les ressources de la Hongrie et sur la valeur du plan adopté par la Société. Des doutes avaient été exprimés sur le point de savoir si les banquiers consentiraient à se charger de l'émission de l'emprunt hongrois, sans des garanties analogues à celles qui avaient été obtenues dans le cas de l'Autriche. Heureusement ces doutes se sont trouvés sans fondement, et l'emprunt a été émis en juillet dans huit pays différents: Grande-Bretagne, Italie, Suisse, Suède, Tchécoslovaquie, Pays-Bas, Hongrie et Etats-Unis d'Amérique, et son succès a été complet. L'œuvre du Comité financier a reçu ainsi une heureuse consécration, qui montre la sûreté de son jugement, et le Gouvernement hongrois a pu disposer d'un montant effectif de 250 millions de couronnes-or pour couvrir le déficit budgétaire jusqu'au 30 juin 1926.

Le Gouvernement hongrois, en vue de faire face aux dépenses de l'Etat en attendant l'émission de cet emprunt, a eu recours

to abstain from any act contrary to the conventions for the economic and financial reconstruction of Hungary or which might affect the guarantees to be given to the holders of the reconstruction loan and to appeal in case of difference to the Council of the League of Nations. Hungary on its part entered into a similar obligation and executed a second Protocol accepting and agreeing to carry out the reconstruction plan.

One more step was necessary before Hungary could create a clean first charge on its assets and revenues, which was an indispensable feature of the loan. This was the postponement of the prior charge of the relief bonds given by Hungary to the eight countries which had furnished it assistance. The Hungarian Government was able to secure the subordination of these relief bonds to the charges created in favour of the reconstruction loan and I desire to thank those countries for this essential act of co-operation in the reconstruction plan.

The plan itself follows closely the precedent of the Austrian plan with modifications and improvements which are the natural result of the Austrian experience. It provides for the stoppage of inflation through the creation of a new National Bank of Issue independent of the Government and of political control with the exclusive right to issue bank notes, prohibited from making advances to the Government or other public bodies except against adequate security and operating under statutes approved by eminent bankers, requiring adequate cover for currency notes and based upon sound and proved banking principles.

It provides for the ultimate balancing of the budget by the adoption of budgets covering the next two years, the deficit during the period to be met from the proceeds of a loan. If the budgets are adhered to, Hungary should be self-supporting at the end of two years. It provides security for the loan through the creation of a clean first charge upon some of the most productive revenues with provision for the inclusion of other revenues if necessary. Further security is afforded by conferring upon the Commissioner-General the control of the proceeds of the loan and of the revenues pledged to secure it, which control must be exercised to carry out the programme of reform and in the event that the budget programme is not adhered to the Commissioner-General is entrusted with very great powers to insure the due execution of the plan.

The Protocols were executed in March and in a little more than a month thereafter the Hungarian Government had adopted laws approved by a delegation of the League which visited Budapest for the purpose, granting full powers during the entire period of reconstruction. A fortnight thereafter I arrived in Budapest and on May 1st the operation of the reconstruction plan had commenced.

The first and most necessary step was the issue of the reconstruction loan, the negotiations for which were undertaken by the Hungarian Government whose delegation received untiring support from the members of the Financial Committee. The Austrian loan had been guaranteed by various Governments. The Hungarian loan was not so guaranteed but was dependent on the resources of Hungary and the soundness of the plan adopted by the League. Doubts had been expressed as to whether bankers would be willing to undertake the issue of the Hungarian loan without guarantees similar to those obtained in the case of Austria. Happily those doubts proved unfounded and the loan was issued in July in eight different countries — Great Britain, Italy, Switzerland, Sweden, Czechoslovakia, Holland, Hungary and the United States of America — and was entirely successful. This result is a gratifying endorsement of the work of the Financial Committee and the soundness of its judgment, and has provided the Hungarian Government with an effective amount of 250 million gold crowns to cover the budget deficits up to June 30th, 1926.

To meet the expenses of the Government pending the issue of the loan, the Hungarian Government by internal and external

à des emprunts intérieurs et extérieurs, qui impliquaient de grands sacrifices de la part du peuple hongrois, et il a pu recueillir ainsi des sommes très importantes.

La Banque nationale a été ouverte avec un capital souscrit presque entièrement à l'intérieur de la Hongrie et l'inflation a pris définitivement fin le 24 juin. En conséquence la monnaie hongroise a été stabilisée; c'est là un résultat des plus importants pour créer un sentiment de confiance en la stabilité de la situation qui permettra aux gens d'affaires tant en Hongrie qu'à l'étranger de poursuivre sans crainte les transactions commerciales et financières qui sont nécessaires à la vie de la collectivité.

Le montant élevé des sommes en devises étrangères que possèdent la nouvelle banque et la banque existant antérieurement, la Devisenzentrale, indique d'une manière frappante le retour de ce sentiment de confiance. Toutes les opérations de change ont été, aux termes de la loi, effectuées uniquement par l'entremise de la Banque officielle, qui a été obligée, en conséquence, de se trouver à même de répondre à toutes les demandes de change étranger. Avant l'ouverture de la nouvelle Banque, le montant des sommes en devises étrangères était tombé à un million de francs suisses, tandis qu'il s'élève maintenant à plus de 90 millions.

L'un des objets du plan était d'obtenir des fonds en vue de couvrir le déficit du Trésor hongrois pour l'exercice financier prenant fin le 30 juin dernier. Il est encourageant de constater que ce déficit a été couvert avec les sommes prévues à cet effet et qu'il reste même un excédent important, qui constituera une réserve appréciable pour l'avenir.

Certaines des recettes de l'Etat ont été gagées à titre de garantie spécifique de premier rang pour le service de l'emprunt de restauration; il s'agit des recettes des douanes, de l'impôt sur le sucre, du monopole du sel et du monopole du tabac.

Le produit de ces recettes dépasse les prévisions de la Société des Nations. Ce produit s'est élevé pour les deux derniers mois à plus du double des prévisions qui avaient été intentionnellement fixées à des taux très modérés et il a été trois fois plus élevé que la somme nécessaire pour le service de l'emprunt.

Il est trop tôt pour obtenir des estimations en ce qui concerne le produit des impôts directs; quant au produit des impôts indirects, qui n'est pas compris dans les recettes gagées, il a dépassé les prévisions et, après examen de la situation financière, j'ai acquis la conviction que le chiffre de recettes prévues par la Société sera atteint et peut-être dépassé et que le peuple hongrois est capable de l'effort nécessaire pour obtenir ce résultat.

La balance passive du commerce de la Hongrie, qui est toujours plus élevée pendant le premier semestre de l'année du calendrier, est déjà inférieure de 40% à celle de 1923. Cette diminution est due, dans une très large mesure, à l'accroissement des exportations, et j'espère qu'à la fin de l'année présente, la balance commerciale sera entièrement équilibrée grâce aux exportations invisibles.

Le Gouvernement hongrois a inauguré les réformes administratives par l'adoption d'un grand nombre des décrets nécessaires pour assurer l'application des lois de restauration et par le licenciement d'un membre important de fonctionnaires inutiles.

Toutes ces étapes, — la préparation du plan, la limitation des réparations, la suspension de la priorité des charges au titre des réparations et des bons de secours, l'émission de l'emprunt, l'adoption des lois nécessaires, l'établissement du contrôle, l'arrêt de l'inflation et la stabilisation de la monnaie, — toutes ces étapes ont été effectuées depuis la dernière réunion de l'Assemblée. Elles marquent la fin de la première phase de la restauration de la Hongrie. Le peuple hongrois, grâce à l'œuvre de la Société, a maintenant l'occasion d'établir sa situation financière et économique sur une base sûre et stable. Grâce à la collaboration fidèle du Gouvernement et du peuple hongrois, qui ont donné à la Société et au Commissaire général tout l'appui que l'on pouvait leur demander, nous sommes maintenant entrés dans la deuxième phase de l'œuvre de restauration.

Désormais, l'un des éléments de succès les plus importants sera la limitation des dépenses du Gouvernement aux chiffres prévus par le plan de restauration. Un autre facteur important sera la reprise des échanges de marchandises par les voies ordinaires et normales du commerce, troublé dans le passé, par des entraves vexatoires et artificielles, dont certaines constituaient une protection nécessaire pendant la crise provoquée par la dépréciation de la monnaie. Beaucoup de ces obstacles

loans which involved great sacrifices on the part of the Hungarian people raised a very large amount of money.

The National Bank has been opened with a capital subscribed almost entirely within Hungary and inflation definitely ended on June 24th. As a result the Hungarian currency has been stabilised, one of the most important steps in the creation of confidence in the stability of conditions which will enable those within and without Hungary to carry on with confidence the commercial and financial transactions which are necessary to the life of the community.

A striking illustration of the return of confidence and its results is provided by the amount of foreign exchange in possession of the new bank and in that of its predecessor, the Devisenzentrale. All exchange operations were by law carried on through the official bank only, which in consequence was obliged to be in a position to supply all demands for foreign exchange. Before the opening of the new bank the stock of exchange had sunk as low as 1 million Swiss francs, while it has now risen to over 90 millions.

It was a part of the plan to provide funds to meet the deficit of the Hungarian Treasury for its financial year which ended on the 30th June last. It is gratifying to note that this deficit has been covered with a substantial saving from the amounts provided for this purpose which should prove a valuable reserve for the future.

Certain of the revenues of the State have been pledged as specific security in the first instance for the service of the reconstruction loan — those from customs duties, the sugar tax, salt monopoly and the tobacco monopoly. The yield from these is in excess of the estimates of the League. For the last two months this yield has been at a rate more than double these estimates which were purposely made conservative and three times more than necessary to meet the service of the loan.

While it is too early to obtain estimates of value of the yield of the direct taxes, those from the indirect taxes which are not included in the pledged revenues have been in excess of the estimates, and an examination of the financial situation has convinced me that the revenues estimated by the League will be attained and perhaps exceeded and that they are well within the capacity of the Hungarian people.

The adverse trade balance of Hungary, which is always greatest during the first half of the calendar year, is already 40% lower than that of 1923, due very largely to increased exports, and I hope that the present year will end with a balance of trade which will be fully met from invisible exports.

The Hungarian Government has commenced the administrative reforms by the adoption of a great number of the decrees necessary to ensure the application of the reconstruction laws and by the discharge of a considerable number of superfluous State employees.

All these steps — the preparation of the plan; the limitation of reparations; the postponement of the prior charges of reparations and relief bonds; the issue of the loan; the passage of the necessary laws; the installation of control; the stoppage of inflation and the stabilisation of the currency — have occurred since the last meeting of the Assembly. They constitute the end of the first stage of Hungarian reconstruction. Through the work of the League, the Hungarian people have now been afforded an opportunity of putting their financial and economic affairs upon a permanently sound basis. Through the faithful co-operation of the Hungarian Government and people, which have given the League and the Commissioner-General every support that could be asked for, we have now entered upon the second stage of the reconstruction plan.

In this stage one of the most important factors for its successful execution will be the limitation of the expenditures of the Government to the figures established in the reconstruction plan. Another important factor will be the resumption of the exchange of goods through the ordinary and normal carrying on of commerce, which has been interfered with in the past by vexatious and artificial obstacles to trade, some of which were a necessary protection during the crisis created by the

ont maintenant été écartés. Les prohibitions d'exportation, y compris l'interdiction de l'exportation des monnaies étrangères ont été supprimées: on a commencé à modifier les restrictions à l'importation et, j'espère que des traités de commerce pourront être conclus avec les Puissances voisines et d'autres encore; ces traités tout en constituant une défense raisonnable contre une importante balance passive du commerce détermineront un courant de commerce ordinaire plus normal pour le bénéfice de tous les intéressés.

J'ai entrepris ma mission sans avoir eu à m'occuper en quoi que ce fût de la préparation du plan de restauration, et je ne possédais qu'une connaissance superficielle des événements qui avaient abouti à son élaboration. Il peut être intéressant pour le Comité de savoir que j'ai été particulièrement frappé par deux caractères de ce plan. C'est d'abord le fait qu'il est le fruit d'une collaboration internationale, qui, j'en suis tout à fait convaincu, n'aurait jamais été possible sans le concours actif de la Société et sans les moyens dont elle dispose pour la conduite des négociations internationales. A Genève, les discussions pouvaient avoir lieu oralement, sans que le prestige de quiconque eût à en souffrir, et sans le danger de créer des complications politiques d'ordre intérieur, résultat auquel les communications diplomatiques écrites n'auraient jamais permis d'aboutir. La Société a fourni le lieu de réunion et les moyens appropriés pour que les nombreux pays intéressés puissent discuter la question librement et ouvertement, et ce genre de discussion aboutit d'ordinaire à un accord.

Ce qui m'a encore particulièrement frappé, c'est le fait que le plan de restauration financière, préparé avec l'appui et la collaboration de la Société, est l'œuvre de personnalités très éminentes, qu'il est impartial, sans caractère politique et qu'il repose sur des principes économiques et financiers très sûrs; la Société a rendu au monde un très grand service en démontrant que les plans de ce genre peuvent être élaborés, sans revêtir le caractère politique qu'accuseraient inévitablement des plans de ce genre s'ils dépendaient uniquement de négociations entre des entités politiques. J'ai la conviction que le plan de restauration financière de la Hongrie constitue un exemple frappant de collaboration internationale, collaboration qui n'aurait pu être réalisée sans les efforts de la Société et sans les facultés offertes par elle.

Je dois saisir cette occasion pour dire à la Commission que j'apprécie pleinement l'honneur d'avoir été chargé par le Conseil de mettre ce plan à exécution et je tiens à lui donner l'assurance que je suis pleinement conscient des obligations et des responsabilités que cette tâche entraîne.

La première étape a été heureusement franchie, et j'ai le ferme espoir qu'avec l'appui et la collaboration du Gouvernement et du peuple hongrois, qui, j'en suis certain, ne feront pas défaut, cette grande œuvre sera menée à bien.

VIII. RATIFICATION DES CONVENTIONS

Son Excellence le Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères d'Italie a transmis au Secrétaire général, le 8 septembre 1924, les instruments de ratification par Sa Majesté le Roi d'Italie des Conventions suivantes:

1. Convention concernant l'indemnité de chômage en cas de perte par naufrage;
2. Convention concernant le placement des marins. (Adoptées par la Conférence internationale du Travail à Gênes, 15 juin-10 juillet 1920.)
3. Convention concernant l'âge d'admission des enfants au travail dans l'agriculture.
4. Convention concernant les droits d'association et de coalition des travailleurs agricoles.
5. Convention concernant l'application du repos hebdomadaire dans les établissements industriels.
6. Convention fixant l'âge minimum d'admission des jeunes gens au travail en qualité de soutiers ou chauffeurs.
7. Convention concernant l'examen médical obligatoire des enfants et des jeunes gens employés à bord des bateaux. (Adoptées par la Conférence internationale du Travail à Genève, 25 octobre-19 novembre 1921.)

depreciation of the currency. Many of these have now been removed, the prohibitions on exportation, including that on the exportation of foreign money, have been abolished; a beginning has been made with the modification of import restrictions, and I hope that commercial treaties can be executed with the neighbouring and with other countries, which, while affording reasonable protection against a large adverse balance of trade, will result in a more normal flow of ordinary commerce and benefit all concerned.

I undertook my duties without having had anything to do with the preparation of the reconstruction plan and with only a slight knowledge of the events which had brought it about. It may be of interest to the Committee to know that I have been especially impressed with two features of the plan. One is the fact that it is a product of international co-operation which I am quite convinced would never have been possible without the active help of the League and the opportunities afforded by it for conducting international negotiations. Geneva provided a place where discussions could take place by word of mouth without loss of prestige and without the danger of creating political entanglements at home, something which could never be done through written diplomatic communications. The League furnished the ground and means for the many countries interested to discuss the matter freely and frankly, and such discussions usually result in some sort of an agreement.

The other fact which has impressed me is that through the assistance and co-operation of the League the plan for financial reconstruction was prepared, the work of very eminent men, non-political in character, impartial and based upon sound principles of economics and finance, and the League has performed a very valuable service in demonstrating that plans of such a character can be prepared without the political features which would inevitably enter into such plans if they were dependent solely upon negotiations between political entities. I am convinced that the plan for the financial reconstruction of Hungary presents a striking illustration of international co-operation which could not have been achieved without the efforts of and the facilities afforded by the League.

I must take this occasion to tell the Committee that I appreciate fully the honour of being entrusted by the Council with the execution of this plan and to assure the Committee that I am fully conscious of the duties and responsibilities connected with it.

The first stage has been successfully passed and I am confident that with the support and co-operation of the Hungarian Government and people, which I am sure will be given, this great work will be carried to a successful conclusion.

VIII. RATIFICATION OF CONVENTIONS.

His Excellency the President of the Council and Minister for Foreign Affairs of Italy forwarded to the Secretary-General on September 8th, 1924, the instruments of ratification by His Majesty the King of Italy of the following Conventions:

1. Convention concerning unemployment indemnity in case of loss or foundering of the ship.
2. Convention for establishing facilities for finding employment for seamen. (Adopted by the International Labour Conference Genoa, June 15th-July 10th, 1920.)
3. Convention concerning the age for admission of children to employment in agriculture.
4. Convention concerning the rights of association and combination of agricultural workers.
5. Convention concerning the application of the weekly rest in industrial undertakings.
6. Convention fixing the minimum age for the admission of young persons to employment as trimmers and stokers.
7. Convention concerning the compulsory medical examination of children and young persons employed at sea. (Adopted by the International Labour Conference, Geneva, October 25th-November 19th, 1921.)

Le Chargé d'Affaires de la République Tchécoslovaque à Berne a transmis au Secrétariat, le 8 septembre 1924, l'instrument de ratification par le Président de la République tchécoslovaque, des actes suivants adoptés par la première Conférence générale des Communications et du Transit, à Barcelone:

Convention sur le régime des voies navigables d'intérêt international;
Protocole additionnel à cette convention;
Déclaration portant reconnaissance du droit au pavillon des États dépourvus de littoral maritime.

The Chargé d'Affaires of the Republic of Czechoslovakia has forwarded on September 8th, 1924, to the Secretariat the instrument of ratification by the President of Czechoslovakia of the following Conventions adopted by the First General Conference on Communications and Transit at Barcelona:

Convention on the Regime of Navigable Waterways of International concern.
Additional Protocol to this Convention.
Declaration recognising the right to a Flag of States having no Sea-coast.

IX. CORRECTIONS ET ADJONCTIONS A LA LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS

IX. CORRECTIONS AND ADDITIONS TO THE LIST OF MEMBERS OF COMMITTEES

PREMIERE COMMISSION. — FIRST COMMITTEE.

Guatemala: M. ADRIAN RECINOS. — M. RAFAEL PINEDA DE MONT.

Italie: M. MASSIMO PILOTTI.

DEUXIEME COMMISSION. — SECOND COMMITTEE.

Guatemala: M. ADRIAN RECINOS. — M. RAFAEL PINEDA DE MONT.

TROISIEME COMMISSION. — THIRD COMMITTEE.

Guatemala: M. ADRIAN RECINOS. — M. RAFAEL PINEDA DE MONT.

La Délégation du Japon annonce que les Conseillers techniques suivants assisteront aux travaux des Commissions de l'Assemblée:

The Japanese Delegation announces that the following Experts will attend the Committees of the Assembly:

MM. le Docteur M. TSURUMI.

S. MATSUYAMA, Attaché commercial à l'Ambassade du Japon à Londres.

T. SEKIBA, Secrétaire au Ministère des Finances.

K. OMORI, Conseiller au Ministère de la Justice.

N. NAGAOKA, Secrétaire au Ministère des Communications.

S. KUSAMA, Secrétaire au Bureau du Japon à la Société des Nations.

X. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS
AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE

Compte rendu provisoire: Treizième séance.

A. 18 Commission Temporaire de l'Esclavage. Procès-Verbaux de la Première Session.

A. 35 (b) Réduction des Armements. Traité d'Assistance Mutuelle. Lettre adressée à la cinquième Assemblée par la Délégation bulgare.

A. 40 (a) Réduction des Armements. Limitation des dépenses nationales d'Armements: Réponse du Gouvernement japonais.

A. 54 Demande du Gouvernement lithuanien: renvoi de certaines questions à la Cour de Justice internationale.

A. 55 Demande du Gouvernement lithuanien: Renvoi de certaines questions à la Cour permanente de Justice internationale.

A. 56 Développement du Droit international. Proposition de la Délégation suédoise.

X. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS
OF THE ASSEMBLY

Provisional Verbatim Record: Thirteenth Meeting.

A. 18 Temporary Slavery Commission: Minutes of the First Session.

A. 35 (b) Reduction of Armaments: Treaty of Mutual Assistance: letter addressed to the Fifth Assembly by the Bulgarian Delegation.

A. 40 (a) Reduction of Armaments: Limitation of National Expenditure on Armaments: Reply from the Japanese Government.

A. 54 Request by the Lithuanian Government: Reference of certain questions to the Permanent Court of International Justice.

A. 55 Request by the Lithuanian Government: Reference of certain questions to the Permanent Court of International Justice.

A. 56 Development of International Law: Proposal by the Swedish Delegation.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Liste des Dépositaires
des Publications de la Société des Nations.

- ARGENTINE**
Librería « El Atenco », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.
- AUSTRALIE**
Australasian Publishing Co. Ltd., 229 Clarence Street, SYDNEY.
- AUTRICHE et ALLEMAGNE**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz 5, VIENNE.
- BELGIQUE**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE**
Flores, San Román y Cia., Librería « Renacimiento », LA PAZ.
- BRESIL**
Livraria F. Briguelet & Cia, 23, rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.
- BULGARIE**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvo-
boditel" No 4a, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell and Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA-RICA**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.
- DANEMARK**
V. Pios Boghandel-Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.
- ÉQUATEUR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- ETATS-UNIS**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- FINLANDE**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain,
PARIS (VI^e).
- GRANDE-BRETAGNE,
DOMINIONS et COLONIES**
Constable & Co. Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W. C., 2.
- GRÈCE**
Eleftheroudakis & Barth, Librairie Internationale, Place de la Consti-
tution, ATHÈNES.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Librería Cervantés, 10a, Calle Oriente No. 5,
GUATEMALA.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HONGRIE**
Ferdinand Pfeiffer (Zeidler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST
IV, KER.
- INDES**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS et CALCUTTA.
- ITALIE**
Librería Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi
Tori-Sanchome, TOKIO.
- MEXIQUE**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORVÈGE**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Librería I. Preciado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PAYS-BAS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PÉROU**
Alberto ULLOA, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLONNE**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- ROUMANIE**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**
Librería Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- BASSIN DE LA SARRE**
Librairie Marguet 74, Bahnhofstrasse, SARRERBRUCK.
- ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES**
Librairie Française Henri Soubre 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SUÈDE**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX,
NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE**
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY**
Librería Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser:
Service des Publications, Société des Nations,
GENÈVE (Suisse).

LEAGUE OF NATIONS

Authorised Agents
for the Publications of the League of Nations.

- ARGENTINE**
Librería « El Atenco », Calle-Florida 371, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIA**
Australasian Publishing Co., Ltd., 229, Clarence Street, SYDNEY.
- AUSTRIA and GERMANY**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz, 5, VIENNA.
- BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil,
BRUSSELS.
- BOLIVIA**
Flores, San Román y Cia., Librería « Renacimiento », LA PAZ.
- BRAZIL**
Livraria F. Briguelet & Cia., 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIA**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Ed. "Tsar Osvo-
boditel" No 4a, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell & Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA RICA**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- DENMARK**
V. Pios Boghandel—Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.
- ECUADOR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- FINLAND**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain
PARIS (VI^e).
- GREAT BRITAIN,
DOMINIONS and COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.
- GREECE**
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitu-
tion, ATHENS.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Librería Cervantés, 10a, Calle Oriente, No. 5,
GUATEMALA.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HUNGARY**
Ferdinand Pfeiffer (Zeidler Bros.), Kossuth Lajos Utca 7 SZ. BUDAPEST,
IV, KER.
- INDIA**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS and CALCUTTA.
- ITALY**
Librería Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPAN**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi
Tori-Sanchome, TOKIO.
- MEXICO**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE
HAAGUE.
- NICARAGUA**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Librería I. Preciado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PERU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLAND**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.
- ROUMANIA**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCHAREST.
- SAAR BASIN**
Librairie Marguet, 74, Bahnhofstrasse, SAARBRUCK.
- SALVADOR**
Librería Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENS**
Librairie Française Henri Soubre, 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SPAIN**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND**
Librairie Payot & Cie, GENEVA, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX,
NEUCHÂTEL, BERNE.
- UNITED STATES**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- URUGUAY**
Librería Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries apply:
Publication Department, League of Nations,
GENEVA (Switzerland).

JOURNAL

DE LA
CINQUIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1924

OF THE
FIFTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1924

N° 10. — JEUDI 11 SEPTEMBRE 1924.

No. 10. — THURSDAY, SEPTEMBER 11th, 1924.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 132, au Secrétariat.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 132 at the offices of the Secretariat).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	89
II. Quatorzième séance plénière de l'Assemblée	90
III. Troisième séance de la cinquième Commission	93
IV. Troisième séance de la troisième Commission	95
V. Troisième séance de la quatrième Commission	98
VI. Ratifications des conventions	99
VII. Corrections et adjonctions à la liste des membres des Commissions	99
VIII. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée	99

I. PROGRAMME DES SÉANCES.

Séance plénière de l'Assemblée.

Il y aura une séance plénière de l'Assemblée aujourd'hui (jeudi 11 septembre), à 11 h.

Ordre du jour :

Rapport sur l'œuvre du Conseil.

Première Commission.

La première Commission se réunira aujourd'hui (jeudi 11 septembre) à 15 h. 30 au bureau du Secrétariat (Salle F).

Ordre du jour :

Discussion générale des questions renvoyées à la Commission au sujet : *a*) des articles du Pacte relatifs au règlement des différends; *b*) article 36, paragraphe 2 du Statut de la Cour permanente de justice.

La deuxième Sous-Commission de la première Commission (amendements à l'article 27 du Règlement intérieur de l'Assemblée) se réunira après la séance de l'Assemblée, aujourd'hui (jeudi 11 septembre) dans la Salle de la Section juridique à la Salle de la Réformation.

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	89
II. Fourteenth Plenary Meeting of the Assembly	90
III. Third Meeting of the Fifth Committee	93
IV. Third Meeting of the Third Committee	95
V. Third Meeting of the Fourth Committee	98
VI. Ratifications of Conventions	99
VII. Corrections and Additions to the List of the Members of the Committees	99
VIII. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	99

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

Plenary Meeting of the Assembly.

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day (Thursday September 11th) at 11 a.m.

Agenda :

Report on the Work of the Council.

First Committee.

The First Committee will meet to-day (Thursday September 11th) at 3.30 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room F).

Agenda :

General discussion of the questions referred to the Committee concerning: *(a)* the articles in the Covenant relating to the settlement of disputes, and *(b)* Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Permanent Court.

The Second Sub-Committee of the First Committee (amendments to Article 27 of the Assembly Rules of Procedure) will meet after the close of the Assembly to-day (Thursday September 11th) in the Legal Section's Room at the Salle de la Réformation.

Deuxième Commission.

La deuxième Commission se réunira aujourd'hui (jeudi 11 septembre) à 15 h. 30 au bureau du Secrétariat (Salle C).

Troisième Commission.

La troisième Sous-Commission de la troisième Commission se réunira aujourd'hui (jeudi 11 septembre) à 15 h. 30 à la Villa St.-Victor.

Quatrième Commission.

Sous-Commission A de la quatrième Commission se réunira aujourd'hui (jeudi 11 septembre) à 16 h. 30 au bureau du Secrétariat (Salle 95).

Sixième Commission.

La première Sous-Commission de la sixième Commission se réunira aujourd'hui (jeudi 11 septembre) à 15 h. 30 au bureau du Secrétariat (Salle E).

La deuxième Sous-Commission de la sixième Commission se réunira aujourd'hui (jeudi 11 septembre) à 15 h. 30 au bureau du Secrétariat (Salle 104).

Commission permanente consultative pour les questions militaires, navales et aériennes.

La Commission permanente consultative se réunira aujourd'hui (jeudi 11 septembre) à 10 h. au bureau du Secrétariat (Salle F).

Comité financier.

Le Comité financier se réunira aujourd'hui (jeudi 11 septembre) à 10 h. et 15 h. au bureau du Secrétariat (Salle D).

Bureau de l'Assemblée.

Il y aura une séance du Bureau de l'Assemblée aujourd'hui (jeudi 11 septembre) à 10 h. 15 dans la salle de la présidence, Salle de la Réformation.

II. QUATORZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue dans la Salle de la Réformation, le mercredi 10 septembre à 10 h. 30.

Souhaits de bienvenue à Monseigneur Seipel, Chancelier fédéral d'Autriche.

Le PRÉSIDENT, au nom de l'Assemblée, salue Monseigneur Seipel, Chancelier fédéral d'Autriche, qui, durant son séjour à Genève, assumera la présidence de la délégation autrichienne. Il le félicite d'avoir recouvré la santé après le criminel attentat dont il a été la victime le 1^{er} juin dernier.

Discussion du rapport sur les travaux du Conseil (suite).

M. KALFOFF (Bulgarie) déclare que la Bulgarie se fera un devoir de contribuer dans toute la mesure de ses forces à la solution du problème du désarmement et la généralisation du principe de l'arbitrage obligatoire auquel la Bulgarie a déjà adhéré.

La Bulgarie a réduit ses forces armées au-delà même du minimum compatible avec le souci du maintien de l'ordre.

Le problème des minorités est d'une importance particulière pour la Bulgarie qui a donné asile à des centaines de milliers de réfugiés venus des régions balkaniques et qui comprend en outre de nombreuses minorités parmi ses propres nationaux.

Le Conseil a fait tout ce qui était en son pouvoir pour résoudre ce problème des minorités et le Secrétariat l'a secondé en créant un organisme spécial à cet effet. Cependant, la solution est loin encore d'être réalisée ainsi que le montre le récent incident tragique de Tarlis.

L'institution des commissions mixtes par la Société des Nations est pour lui le moyen le plus efficace de parvenir au but souhaité, ainsi que semble le montrer l'activité déployée par la Commission mixte gréco-bulgare. Il a entendu avec joie l'approbation que l'Honorable Professeur Murray a donné à cette idée et salue aussi avec espoir l'adhésion complète de la Grèce proclamée par M. Politis.

M. TSANG TSAI FOU (Chine) rend hommage à l'œuvre accomplie par la Société dans le domaine politique, particulièrement

Second Committee.

The Second Committee will meet to-day (Thursday September 11th) at 3.30 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room C).

Third Committee.

The Third Sub-Committee of the Third Committee will meet to-day (Thursday September 11th) at 3.30 p.m. in the Villa St-Victor.

Fourth Committee.

Sub-Committee A of the Fourth Committee will meet to-day (Thursday September 11th) at 4.30 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room 95).

Sixth Committee.

The First Sub-Committee of the Sixth Committee will meet to-day (Thursday September 11th) at 3.30 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room E).

The Second Sub-Committee of the Sixth Committee will meet to-day (Thursday September 11th) at 3.30 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room 104).

Permanent Advisory Commission for Military, Naval and Air Questions.

There will be a meeting of the Permanent Advisory Commission to-day (Thursday September 11th) at 10 a.m. in the Offices of the Secretariat (Room F).

Financial Committee.

The Financial Committee will meet to-day (Thursday September 11th) at 10 a.m. and 3 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room D).

General Committee of the Assembly.

There will be a meeting of the General Committee to-day (Thursday September 11th) at 10.15 a.m. in the President's Room at the Salle de la Réformation.

II. FOURTEENTH PLENARY MEETING.

Held at the Salle de la Réformation at 10.30 a.m. on Wednesday, September 10th, 1924.

Welcome accorded to Mgr. Seipel, Federal Chancellor of Austria.

The PRESIDENT, on behalf of the Assembly, welcomed Mgr. Seipel, Federal Chancellor of Austria, who during his stay in Geneva would act as the head of the Austrian Delegation. He congratulated Mgr. Seipel on having recovered his health after the criminal attempt upon his life which had been made in June of the present year.

Discussion of the Report on the Work of the Council (continuation).

M. KALFOFF (Bulgaria) said that Bulgaria would assist to the best of her power in the endeavour to solve the problem of disarmament and to extend the principle of compulsory arbitration to which she had already adhered.

Bulgaria had reduced her armaments to the minimum compatible with the preservation of internal order.

The problem of minorities was of particular interest to Bulgaria, which had given shelter to hundreds of thousands of refugees from the Balkans, and which included numerous minorities among its own nationals.

The Council had done its utmost to fulfil its duties towards minorities, and had been greatly assisted by the Secretariat of the League and the special body created for this purpose. Much, however, remained to be done, as was shown by the recent tragic incident at Tarlis.

The appointment of mixed commissions by the League of Nations was, in his opinion, one of the most effective means for securing the objects desired, as was shown by the recent activities of the Greco-Bulgarian Mixed Commission. He had noted with satisfaction the complete adherence to this view of Professor Gilbert Murray and of the Greek delegate, M. Politis.

M. TANG TSAI FOU (China) paid a tribute to the work of the League on political questions, the question of minorities,

en ce qui concerne la question des minorités, l'administration directe des territoires par la Société des Nations et la question des territoires sous mandat. Il appelle aussi l'attention sur la reconstitution de l'Autriche et de la Hongrie et sur l'œuvre humanitaire de la Société.

La Chine, qui a signé la clause de l'arbitrage obligatoire du statut de la Cour permanente de justice internationale se réjouit de voir grandir l'autorité de cette cour et se réjouit aussi des progrès réalisés par le principe de l'arbitrage obligatoire, particulièrement dans les accords de Londres entre la France et la Grande-Bretagne et dans les déclarations faites durant la présente Assemblée.

Le Président Wilson, fondateur de la Société, serait certainement fier des progrès accomplis dans le sens de la réalisation de son idéal qui se résume en ces deux mots: la paix par la justice.

La Société des Nations, poursuivant la politique tracée par l'article 8 du Pacte, a étudié à fond le problème du désarmement, et les discussions qui ont eu lieu durant la présente Assemblée permettent d'espérer qu'on approche d'une solution.

La Chine s'est empressée de mettre à exécution la résolution 8 sur les travaux de la Commission de coopération intellectuelle de la dernière Assemblée, tendant à faire connaître à la jeunesse des nations le but et l'œuvre de la Société. Il constate avec satisfaction que cette Commission s'est élargie par l'adjonction d'experts appartenant aux Etats membres de la Société. Il se permet de souligner l'importance qu'il y aurait à ce que la Chine la plus grande nation du monde, au point de vue de l'ancienneté de la civilisation, et du nombre des habitants, soit représentée à cette Commission, car elle ne l'est pas encore.

Il voudrait attirer l'attention aussi sur l'absence d'un règlement qui assure au Conseil de la Société le caractère d'universalité dans son élément non-permanent. La Chine a, depuis le début, soutenu le principe de la distribution géographique des sièges non permanents au Conseil, principe qui a été d'ailleurs recommandé et respecté par la deuxième et la troisième Assemblée. Il a été de plus consacré par une résolution unanime prise à la huitième Assemblée de l'Union des Associations pour la Société des Nations, tenue à Lyon, résolution qui doit être communiquée aux Etats membres de la Société.

Une autre lacune à combler est le manque d'un barème scientifique pour la répartition des dépenses de la Société. En attendant une répartition juste et durable de ces dépenses, la Chine a introduit une demande tendant à obtenir la diminution de sa quote-part, demande sur laquelle elle appelle la bienveillante attention de l'Assemblée.

M. HYMANS (Belgique), Président du Conseil, rappelant la proposition faite par M. Henderson, qu'une collaboration étroite doit être établie entre le Secrétariat de la Société des Nations et le Bureau international, assure M. Henderson de la part du Secrétaire général que la collaboration la plus étroite existe, en effet, entre ces deux organisations, ainsi que les relations les plus amicales. Toutes les dispositions sont prises pour que des réunions communes aient lieu entre elles sur toutes les questions d'intérêt commun.

Touchant la suggestion formulée par M. Henderson, tendant à demander que le rapport sur l'œuvre du Conseil et du Secrétariat, comprenne un exposé de l'œuvre accomplie par l'organisation internationale du travail au cours de l'exercice écoulé, le Secrétaire général consultera M. Albert Thomas.

Il aborde ensuite la question soulevée par le comte Apponyi qui, dans son examen du problème de la protection des minorités, tout en admettant le droit d'intervention de la Société, a formulé des critiques sévères sur la façon dont le Conseil s'acquittait de ses fonctions. Le comte Apponyi a même déclaré que l'impression générale dominait que les minorités ne pouvaient obtenir justice, en dénonçant comme cause principale du mal, la dépendance trop étroite des membres du Conseil par rapport à leurs gouvernements respectifs, laquelle ne leur permet pas, selon lui, de pousser assez à fond, et avec assez de désintéressement, l'examen des questions qui leur sont soumises.

Les règles de procédure que suit le Conseil en cette matière, ont pour base une résolution adoptée par lui en octobre 1920.

administrative questions and the territories under mandate. He referred also to the reconstruction of Austria and Hungary, and the humanitarian work of the League.

China, which had signed the compulsory clause of the Statute of the Permanent Court of International Justice, noted with satisfaction the increasing prestige of this principle, as shown by the recent agreements in London between the French and British Governments and by the statements which had been made during the present Assembly.

President Wilson, the founder of the League, might certainly be proud of the progress made in the fulfilment of his ideals, which might be summed up in the phrase "peace founded upon justice".

The League of Nations, pursuing the policy laid down in Article 8 of the Covenant, had studied the problem of disarmament, and the discussions which had taken place during the present Assembly justified the hope that a solution would shortly be found.

China had hastened to give effect to the resolution passed by the last Assembly in regard to the work of the Committee on Intellectual Co-operation, recommending that the youth of the nations should be educated in the work and aims of the League of Nations. He noted that this Committee had been enlarged by the addition of experts belonging to certain States Members of the League. He would emphasise in this connection the importance of ensuring the representation on this Committee of a representative of the greatest nation in the world from the point of view of the antiquity of its civilisation and the number of its inhabitants. China was still unrepresented on the Committee.

He would draw attention to the lack of any regulation which might give a universal character to the non-permanent element of the Council. China had from the outset supported the principle of the geographical distribution of the non-permanent seats on the Council, and this principle had been recommended and taken into account by the Second and Third Assemblies. The principle had been further embodied in a unanimous resolution adopted by the Eighth Assembly of the Union of the Associations for the League of Nations, and he thought that this resolution should be communicated to the States Members of the League.

Another omission was the need of a scientific scale for the allocation of the expenditure of the League. Pending a scientific allocation, China had presented a request to the effect that her quota should be decreased, and she desired to draw the friendly attention of the Assembly to this request.

M. HYMANS (Belgium), President of the Council, referred to the suggestion of Mr. Henderson that there should be a close co-operation between the Secretariat of the League and the International Labour Office. He had been asked by the Secretary-General to assure Mr. Henderson that the closest collaboration existed between these two bodies, and that there were joint meetings and consultations upon all questions of common interest.

The Secretary-General would consult the Director of the Labour Office in regard to the suggestion that there should be a summary of the work of the International Labour Organisation in the Report on the Work of the Council and of the Secretariat.

Count Apponyi, in referring to the protection of minorities, had recognised that the right of intervention of the League could only rest upon the minorities treaties and be exercised within the limits of these treaties but had made some severe criticisms of the way in which the Council was discharging its obligations. He had even said there was an impression that justice could not be obtained by the minorities.

Count Apponyi had said that the present procedure did not give the desired results because a thorough examination of complaints of breaches of the minorities treaties could only take place on the request of a member of the Council, and that a member of the Council did not care to undertake this very delicate task.

The procedure of the Council was based on a resolution which it had adopted in October 1920. Any petition or

Toute pétition ou information relative à une infraction ou à un danger d'infraction à une des clauses des Traités des Minorités doit être examinée par le Président du Conseil et deux autres membres du Conseil aussitôt que possible après la distribution des documents de l'affaire à tous les membres du Conseil et aux gouvernements intéressés.

Ces trois membres du Conseil entreprennent alors un examen sérieux de la question, afin de faciliter aux autres membres du Conseil l'exercice de leurs droits d'initiative. Il n'est pas de session du Conseil où des questions de ce genre ne soient portées devant lui et n'attirent son attention la plus sérieuse.

Le 21 septembre 1922, l'Assemblée a adopté une résolution tendant à établir que le meilleur moyen pour la Société des Nations d'entretenir de bonnes relations entre les différents gouvernements signataires des traités et d'autre part les minorités elles-mêmes est d'avoir avec les gouvernements des communications officielles et bienveillantes. A cet effet, l'Assemblée suggéra que le Conseil eut à sa disposition un personnel de secrétariat plus nombreux. Cette résolution a été mise à exécution et il y a une section du Secrétariat qui se consacre d'une manière assidue et permanente à l'étude de tous les aspects de la question des minorités. Elle recueille les renseignements et les étudie et grâce à elle le Conseil est mis fidèlement au courant de tous les problèmes qui se présentent.

Il rappelle aussi que dans des cas particulièrement délicats, le Cons il n'a pas hésité à solliciter l'avis de la Cour permanente de Justice.

Ces explications suffisent à démontrer que les appréhensions de M. Apponyi ne sont pas fondées, pas plus que ses critiques. Sans doute la position du Conseil est très délicate; il a devant lui d'une part, des minorités sensibles et susceptibles, et d'autre part des gouvernements, qui ont le souci très ombrageux du respect de leur souveraineté. Néanmoins, M. Hymans croit pouvoir affirmer que le Conseil a rempli avec fermeté et avec la pleine conscience de ses devoirs les lourdes et délicates fonctions que lui imposent les traités.

M. POLITIS (Grèce) fait allusion au renvoi par le Conseil de certaines questions relatives à l'interprétation du Pacte à un Comité spécial de Juristes. Les réponses du Comité des Juristes ayant été approuvées par le Conseil, celui-ci a décidé de les communiquer aux Etats Membres de la Société.

M. Politis est l'interprète de plusieurs de ses collègues en déclarant que ni la manière dont ces questions ont été posées ni les réponses qui y ont été faites ne sont satisfaisantes. Elles ne sont pas motivées et sont rédigées d'une façon trop imprécise et trop brève.

L'interprétation du Pacte rentre dans la compétence souveraine des Etats Membres de la Société; il serait désirable que le Conseil ne cherche pas à étendre sa compétence au-delà de ses limites naturelles. Le Conseil n'est ni un Tribunal ni une Académie de Droit et le seul organe universellement reconnu capable de statuer en toute impartialité et toute autorité sur les questions de droit est la Cour Permanente de Justice internationale. La Société est essentiellement un corps politique qui s'est, il est vrai, montré prudent au point de vue politique en ce qui concerne ces questions. Les critiques de l'orateur s'adressent seulement à la valeur scientifique des réponses qui ont été données sur des questions de droit et d'interprétation.

M. LOUDON (Pays-Bas), déclare qu'il désire s'associer à la proposition faite par le délégué de la Suède au sujet de la codification du droit international par la Société des Nations. Les Pays-Bas ont en effet largement contribué au développement du droit international privé en convoquant une série de conférences à La Haye depuis 1893; elles sont prêtes à prendre une part active au développement ultérieur du droit international.

M. Loudon appuie les observations de M. Politis en ce qui concerne le renvoi de certaines questions d'interprétation du Pacte à un Comité spécial de Juristes. C'est aux Membres de la Société de se prononcer en dernière instance sur ces questions, c'est pourquoi la communication des réponses des juristes aux différents gouvernements ne suffit pas pour donner à celles-ci une valeur légale.

M. Loudon va plus loin que M. Politis; il suggère que la première Commission de l'Assemblée examine dans quelle mesure il y aura lieu de préciser les points restés obscurs dans la

information regarding the infraction or danger of infraction of any of the clauses of the minorities treaties must be examined by the President of the Council and two other members as soon as possible after the distribution of the relevant documents to all the members of the Council and to the Governments concerned.

These three members of the Council then undertook a careful examination of the matter, in order that the exercise of the right of initiative of the individual members of the Council might be facilitated. There was no session of the Council in which questions of this character were not brought up for consideration, and given the most serious attention.

The Assembly, on September 21st, 1922, had adopted a resolution to the effect that the best way for the League of Nations to encourage good relations between the various Governments which had signed the minorities treaties and the minorities themselves was the method of informal and friendly communication with the Governments, and the Assembly had suggested that for this purpose the staff of the Secretariat dealing with this question should be reinforced. Action had been taken under this resolution, and there was a section of the Secretariat which devoted itself continually and diligently to every aspect of the minorities question. It collected and studied information and kept the Council informed of all the problems that arose.

He would also point out that in cases of peculiar delicacy the Council had not hesitated to ask the advice of the Permanent Court of International Justice.

He did not think, therefore, that the fears expressed by Count Apponyi were justified. It could not be disguised that the position of the Council was very delicate. There were on the one hand minorities which were extremely sensitive and among whom feeling occasionally ran high, and, on the other hand, there were Governments which were naturally anxious that their sovereignty should be respected. He felt, however, that the Council might justly claim that it had fulfilled its obligations with firmness and with a full consciousness of their importance and scope.

M. POLITIS (Greece) alluded to the reference by the Council of certain questions relating to the interpretation of the Covenant to a special committee of jurists. The replies of the committee of jurists had been approved by the Council, which had decided to communicate them to the States Members of the League.

He was interpreting the feeling of several of his colleagues in stating that from the scientific point of view neither the manner in which these questions were put nor the replies given to them were satisfactory. No reasoning was given in support of the replies, which were brief and ambiguously drafted.

The interpretation of the Covenant came within the sovereign competence of the States Members of the League. It was desirable that the Council should not seek to extend its competence beyond the natural limits. The Council was not a tribunal nor an academy of law, and the only body which could deal with questions of law with an impartiality and an authority recognised by all was the Permanent Court of International Justice. The Council was essentially a political body, and it was true that from the political point of view it had shown itself prudent in dealing with this question. His criticisms were directed merely against the scientific value of the replies which had been given upon questions of law and interpretation.

M. LOUDON (Netherlands) said he desired to support the proposal made by the Swedish Delegation for a codification of international law through the League of Nations. The Netherlands had contributed in a large degree to the development of private international law by means of a long series of conferences held at The Hague since 1893, and his Government was prepared to continue to take a prominent part in the development of international jurisprudence.

He decided to support the observations of M. Politis in regard to the reference of certain questions involving the interpretation of the Covenant to a special committee of jurists. It was for the Members of the League to pronounce in the last resort on this question, and the communication to the various Governments of the replies of the jurists did not suffice to give to these replies any legal validity.

He would go further than M. Politis and suggest that the First Committee of the Assembly should examine how far it was necessary to define the points which remained obscure

réponse des juristes et solliciter des explications. A ces fins, il propose la résolution suivante:

« L'Assemblée, ayant pris connaissance des réponses du Comité spécial de Juristes visé par la résolution du Conseil du 28 septembre 1923 et estimant qu'il y aurait lieu d'éclaircir certains points de ces réponses, prie la première Commission d'examiner dans quelle mesure des éclaircissements seraient désirables. »

Sur la proposition du Président, la résolution présentée par M. Loudon est renvoyée à la Commission de l'ordre du jour.

Mgr. Fan NOLI (Albanie) déclare que la Société des Nations a défendu les intérêts de l'Albanie dans les Balkans et y a assuré la paix. Il se permet toutefois de demander pourquoi l'Albanie s'est vu refuser l'emprunt qu'elle a sollicité. L'Albanie a fixé un chiffre, mais elle est prête à le diminuer.

Il semble à Monseigneur Fan Noli que l'Assemblée se voue plutôt aux paroles qu'aux actes. C'est ainsi que sa procédure consistant à renvoyer des questions de commission à sous-commission et de là aux conférences ou au Conseil retarde indéfiniment la solution des problèmes traités.

Mais la Société des Nations est une nécessité et elle continuera à subsister, car elle correspond à un désir universel de paix, Il ne faut pas perdre de vue cependant que la paix ne sera pas obtenue au moyen de traités, mais bien par l'éducation des générations montantes.

M. URRUTIA (Colombia), se référant à l'opinion exprimée par plusieurs orateurs qui ont parlé avant lui, exprime l'espoir qu'à l'avenir toutes les questions ayant trait à l'interprétation du Pacte, seront soumises à la Cour permanente de justice internationale. Cette Cour a été créée pour donner des avis consultatifs sur tout différend ainsi que sur tous les points dont le Conseil ou l'Assemblée le saisiront. L'Assemblée et le Conseil sont donc soumis à l'obligation morale de s'en référer à la Cour permanente pour toutes les questions ayant trait à l'interprétation du Pacte. Les dispositions contenues dans le Pacte formeront la base d'une jurisprudence internationale et cette jurisprudence ne peut être établie que par la Cour permanente.

D'autre part, le Pacte de la Société des Nations est un traité public international et l'interprétation d'un tel traité par un Comité de juristes nommé par le Conseil, ne saurait être soumis aux Parlements nationaux. Il désire attirer l'attention sur le fait que le Conseil s'est réservé le droit d'approbation des conclusions auxquelles est arrivé le Comité de Juristes. C'est donc le Conseil lui-même qui interprète le Pacte et cela ne peut être accepté.

III. TROISIEME SÉANCE DE LA CINQUIEME COMMISSION

La cinquième Commission a tenu sa troisième séance hier mercredi 10 septembre 1924, à 15 h. 30, sous la présidence de M. ZAHLE (Danemark).

Traffic de l'opium et autres drogues nuisibles. Adoption des projets de résolution présentés à la Commission.

Mlle BONNEVIE (Norvège) (rapporteur à la Commission) présente le projet de résolutions élaboré par le Comité de rédaction. Ce projet de résolutions est le suivant:

« 1. L'Assemblée exprime sa satisfaction profonde du très précieux travail accompli par la Commission consultative et adopte le rapport de cette Commission, ainsi que les résolutions qui y figurent.

« 2. L'Assemblée exprime sa satisfaction de voir que la Commission consultative a pu élaborer un ensemble de mesures qui, bien que chacune d'elles n'ait pas reçu l'approbation de tous les Membres de la Commission, lui ont paru de nature à pouvoir fournir une base utile aux travaux de la deuxième Conférence internationale et ouvrir la voie à un accord final;

« Et espère que les résultats des travaux des Conférences internationales contribueront à la solution des grands et difficiles problèmes que chacune des conférences internationales sera, conformément aux résolutions de la quatrième Assemblée, appelée à examiner.

in the replies of the jurists, and to ask for further explanations. To this end, he begged to submit the following resolution.

« The Assembly, having taken note of the replies of the Special Committee of Jurists appointed in pursuance of the Resolution adopted by the Council on September 28th, 1923, and considering that certain points in these replies require elucidation, requests the First Committee to consider how far such elucidation would be desirable. »

On the proposal of the President, the resolution of M. Loudon was referred to the Agenda Committee.

Mgr. Fan NOLI (Albania) said that the League of Nations had safeguarded the interests of Albania in the Balkans and had assured peace in this region. He would ask, however, why Albania was refused the loan for which she had asked. The Albanian Government had fixed a figure but was prepared to decrease it.

He would venture to suggest that the Assembly tended to believe in words rather than in deeds, and that its procedure of referring questions to committees and sub-committees and thence to conferences or to the Council involved delay and an indefinite postponement of the problems treated.

The League of Nations, however, was necessary, and would survive. It corresponded with the universal desire for peace. It must be remembered, however, that peace would not come by means of treaties, but above all through the education of the rising generation.

M. URRUTIA (Colombia), referring to the views expressed by previous speakers, hoped that in future all questions involving the interpretation of the Covenant would be submitted to the Permanent Court of International Justice. This Court had been created in order to give advisory opinions on disputes and on all points referred to it by the Council of the Assembly. The Assembly and Council were, therefore, under a moral obligation to resort to the Permanent Court for all questions touching the interpretation of the Covenant. The provisions of the Covenant would be the basis of an international jurisprudence and this jurisprudence could only be formed by the Permanent Court.

Moreover, the Covenant of the League of Nations was a public international treaty, and an interpretation of such a treaty based on the views of a committee of jurists appointed by the Council could not possibly be submitted to the national Parliaments. He would point out that the Council had reserved the right to approve or not to approve the conclusions of the special committee of jurists. It was thus the Council itself which claimed to interpret the Covenant, and this claim could not be accepted.

III. THIRD MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE

The Fifth Committee held its third meeting yesterday (Wednesday, September 10th, 1924), at 3.30 p.m. under the Chairmanship of M. ZAHLE (Denmark).

Traffic in Opium and other Dangerous Drugs: Adoption of the Draft Resolutions presented to the Committee.

Mlle BONNEVIE (Norway), Rapporteur of the Committee, submitted the following draft resolutions drawn up by the Drafting Committee:

« 1. The Assembly expresses its satisfaction at the very valuable work accomplished by the Advisory Committee and adopts the report of the Advisory Committee together with the resolutions embodied therein.

« 2. The Assembly expresses its satisfaction that the Advisory Committee has been able to work out a series of measures which, although they have not each of them received the approval of all the members of the Committee, were considered by the Committee to furnish a satisfactory basis for the work of the Second International Conference and to prepare the way for a final agreement;

« And expresses the hope that the result of the work of the International Conferences will lead to a solution of the great and difficult problems which each Conference, according to the resolutions of the Fourth Assembly, will be called upon to consider.

« L'Assemblée, prenant acte des mesures adoptées par le Conseil fédéral et les pouvoirs législatifs suisses pour ratifier les dispositions de la Convention de la Haye et y donner effet et tenant compte de l'importance de la Suisse en tant que pays fabricant les stupéfiants visés au chapitre III de la Convention, exprime l'espoir qu'aussitôt que les mesures nécessaires auront été prises pour l'application effective en Suisse des dispositions de la Convention, le Conseil invitera le Gouvernement fédéral à désigner un représentant pour prendre part aux travaux de la Commission consultative.

« 4. L'Assemblée constate avec regret que les enquêtes plus approfondies que le Gouvernement chinois s'est engagé, en 1922, à effectuer, au sujet de la culture du pavot à opium en Chine, n'ont pas permis d'établir de l'avis du Gouvernement chinois lui-même, des rapports adéquats et satisfaisants;

« Et l'Assemblée, constatant avec la plus vive inquiétude que la production de l'opium se poursuit en Chine,

« Enregistre le caractère peu satisfaisant que présentent, à son avis, les enquêtes officielles qui ont eu lieu et les rapports officiels soumis à la Société et approuve la recommandation de la Commission consultative tendant à faire appel à l'opinion publique, par l'entremise de la Presse d'Extrême-Orient, en vue d'un effort pour résoudre ce grave problème. »

Les résolutions sont adoptées à l'unanimité.

M. SOKAL (Pologne) présente le projet de résolution suivant, appuyé par le marquis MACSWINEY (Etat libre d'Irlande), Mlle VACARESCO (Roumanie), le prince ARFA-OD-DOWLEH (Perse), MM. ADOR (Suisse) et SARRAUT (France):

« La cinquième Assemblée de la Société des Nations prie le Conseil de bien vouloir demander à la Commission consultative de l'opium si elle estime désirable et opportun de compléter l'œuvre entreprise par la Société des Nations en vertu de l'article 23 du Pacte en ce qui concerne le trafic de l'opium par l'élaboration d'un programme de propagande ayant pour objet de renseigner les masses populaires sur les conséquences terribles de l'usage des drogues nuisibles, et, par suite, de restreindre la consommation de ces drogues. Dans le cas où la Commission consultative serait d'avis qu'il est désirable et opportun d'élaborer un tel programme, l'Assemblée de la Société des Nations invite le Conseil à lui soumettre à sa prochaine session ce programme en indiquant en même temps les mesures nécessaires à réalisation. »

La résolution est adoptée à l'unanimité.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) présente le projet de résolution suivant, appuyé par MM. CHAO-HSIN CHU (Chine), ARMENTEROS (Cuba), Mlle VACARESCO (Roumanie) et M. PARRA-PÉREZ (Vénézuéla).

« L'Assemblée, dans l'intérêt et pour l'efficacité des travaux de la Commission consultative du trafic de l'opium, exprime le désir que le Conseil prenne les mesures nécessaires pour qu'un membre appartenant à l'un quelconque des pays latino-américains soit appelé à faire partie de ladite Commission. »

La résolution est adoptée par 25 voix contre 3.

Désignation d'un rapporteur à l'Assemblée sur la question du trafic de l'opium.

Mlle BONNEVIE (Norvège) est désignée par acclamations rapporteur à l'Assemblée sur la question du trafic de l'opium.

Questions concernant les réfugiés.

Mrs. SWANWICK (Empire britannique) donne lecture de son rapport à la Commission sur la question.

M. NANSSEN (Norvège), Haut Commissaire pour les réfugiés, dit que la question qui se pose actuellement est de savoir si le travail accompli en faveur des réfugiés doit ou non continuer; dans le premier cas, des fonds sérieux seraient nécessaires. Il explique ensuite les raisons pour lesquelles il a proposé au Conseil de transférer le Haut Commissariat au Bureau international du Travail.

« 3. The Assembly, taking note of the measures adopted by the Swiss Federal Council and legislative authorities for ratifying and giving effect to the provisions of the Hague Convention, and bearing in mind the importance of Switzerland as a manufacturer of the drugs to which Chapter III of the Convention applies, expresses the hope that, as soon as the necessary steps have been taken to put into actual effect in Switzerland the provisions of the Convention, the Council will invite the Swiss Government to nominate a representative to take part in the work of the Advisory Committee.

« 4. The Assembly regrets to note that the more thorough investigations which the Chinese Government undertook in 1922 to carry out with regard to the cultivation of the poppy in China have not, even in the opinion of the Chinese Government itself, yielded adequate and satisfactory results;

« And the Assembly, viewing with the utmost concern the continued production of opium which is now going on in China:

« Records its sense of the unsatisfactory character of the official investigations which have been made and of the official reports which have been furnished to the League, and approves of the recommendation of the Advisory Committee that the aid of public opinion should be enlisted through the medium of the Far Eastern Press in an endeavour to solve this grave problem. »

The resolutions were unanimously adopted.

M. SOKAL (Poland) submitted the following draft resolution supported by the Marquis MACSWINEY (Irish Free State), Mlle. VACARESCO (Roumania), Prince ARFA-ED-DOWLEH (Persia), M. ADOR (Switzerland) and M. SARRAUT (France):

« The Fifth Assembly of the League of Nations requests the Council to be good enough to ask the Advisory Committee on Traffic in Opium whether it considers it desirable and expedient that the work undertaken by the League of Nations in connection with the Traffic in Opium, under Article 23 of the Covenant, should be completed by the preparation of a scheme of propaganda to acquaint the masses with the terrible consequences resulting from the use of dangerous drugs, and thereby to restrict the consumption of such drugs. Should the Advisory Committee be of opinion that it is desirable and expedient to prepare such a scheme, the Assembly of the League of Nations requests the Council to submit the scheme to it at its next session and to indicate what measures are required in order to carry it into effect. »

The resolution was unanimously adopted.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) submitted the following draft resolution supported by M. CHAO-HSIN CHU (China), M. ARMENTEROS (Cuba), Mlle. VACARESCO (Roumania) and M. PARRA-PÉREZ (Venezuela):

« The Assembly, in the interests of the work of the Advisory Committee on the Traffic in Opium, and in order to make this work more effective, expresses a wish that the Council may take the necessary steps to ensure that a member belonging to one of the Latin-American countries be appointed to this Committee. »

The resolution was adopted by 25 votes to 3.

Appointment of a Rapporteur to the Assembly on the Traffic in Opium.

Mlle BONNEVIE (Norway) was appointed by acclamation Rapporteur to the Assembly on the traffic in opium.

Question concerning refugees.

Mrs. SWANWICK (British Empire) read a report to the Committee on this question.

Dr. NANSSEN (Norway), High Commissioner for Refugees, said that the question at the moment was whether the work which had been accomplished to the benefit of the refugees would be carried on or not. In the first event, considerable funds would be necessary. He then explained the reasons for which he had proposed to the Council to transfer the work of the High Commission to the International Labour Office.

Il insiste, en conclusion, sur le point suivant : si la Société des Nations ne continue pas à s'occuper de ces réfugiés, ils seront abandonnés à leur destin; la Commission doit donc examiner sérieusement s'il serait conforme à l'idéal de la Société des Nations de renoncer à l'œuvre en faveur des réfugiés.

M. SARRAUT (France) se prononce en faveur de la continuation de l'activité du Haut Commissariat et de son transfert au Bureau international du Travail. Il rend un hommage chaleureux au Dr Nansen et à l'œuvre remarquable accomplie par lui.

Le comte TOSTI (Italie) rend également hommage au Dr Nansen, particulièrement en faveur des réfugiés grecs. Il exprime l'espoir que les Arméniens pourront aussi reconstruire leur foyer national.

IV. TROISIÈME SÉANCE DE LA TROISIÈME COMMISSION

La troisième Commission a tenu sa troisième séance hier mercredi, le 10 septembre, sous la présidence de M. DUCA.

Réduction des armements (suite).

M. MARINKOVITCH (Royaume des Serbes, Croates, Slovènes) explique que son Gouvernement avait trouvé les garanties du traité d'assistance mutuelle insuffisantes, précisément en raison de la difficulté qu'il y avait à définir l'agresseur. Il n'est possible d'envisager une réduction des armements que si la sécurité offerte par un traité de garantie est au moins équivalente à celle fournie par les forces militaires qu'il peut mettre sur pied.

Il ne croit pas que la sécurité militaire soit la seule et la meilleure. Il est certain qu'un jour la conscience universelle suffira pour maintenir la paix des peuples, mais dans l'état actuel des choses, des forces militaires sont encore nécessaires en Europe.

Le point de vue de son Gouvernement s'est modifié, en raison de faits nouveaux, depuis la date d'envoi de sa réponse au traité de garantie mutuelle.

Le criterium proposé pour la définition de l'agression par le groupe américain, consistant à déclarer agresseur l'Etat qui se refuse à l'arbitrage donne la certitude de pouvoir décider objectivement et automatiquement d'où vient l'agression. Les objections présentées par M. Schanzer prouvent simplement que le principe reste à perfectionner.

L'article 10 du Pacte était suffisant en étendue, mais non en précision. Le but du traité d'assistance mutuelle doit être de mettre cet article en pratique.

La troisième Commission a pour tâche d'étudier comment l'idée de l'arbitrage obligatoire peut rapprocher les opinions divergentes.

En ce qui concerne les traités particuliers, M. Marinkovitch présente les observations suivantes :

On n'a jamais prouvé que les alliances d'avant-guerre étaient la cause de la guerre. En fait, elles ont sauvé la paix pendant 40 ans. Les alliances ou traités particuliers ne sont pas mauvais en soi, mais ne peuvent l'être que par le but qu'ils se proposent. Enfin, il est vrai qu'ils apportent une complication, mais en matière politique et sociologique, la complication est une preuve de meilleure adaptation aux conditions de la vie.

Il est donc excellent que le traité soit complété par des accords conclus dans l'esprit du traité et du Pacte et qui ne font que préciser les obligations pour des Etats placés dans des situations particulières. Il estime que le résultat de la discussion générale en cours doit être de tirer de tous les éléments dont la Commission dispose, pacte, traité d'assistance, réponses des gouvernements, plans et projets nouveaux, etc., de quoi construire un nouveau système d'assurances mutuelles.

Lord PARMOOR (Empire britannique) déclare que de l'avis de la délégation britannique il faut chercher la solution du problème dans le Pacte et dans les statuts de la Cour internationale avec les précisions et définitions qui y seront apportées par la

He feared, however, that, if the League did not continue to concern itself with these refugees, they would be left to their fate, and he asked the Committee to consider seriously whether it would be consistent with the ideal of the League of Nations for this work to be abandoned.

M. SARRAUT (France) declared himself in favour of the continuance of the activities of the High Commission and of its transfer to the International Labour Office. He paid a warm tribute to Dr. Nansen and to the remarkable work which he had done.

Count TOSTI (Italy) also paid a tribute to Dr. Nansen, particularly with regard to the Greek refugees. He expressed the hope that the Armenian people would also be able to reconstruct their national home.

IV THIRD MEETING OF THE THIRD COMMITTEE

The Third Committee held its third meeting yesterday (Wednesday, September 10th), under the chairmanship of M. DUCA.

Reduction of Armaments (continuation of the discussion).

M. MARINKOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) explained that his Government had thought the Treaty of Mutual Guarantee insufficient precisely because of the difficulty of defining the aggressor. It was only possible to contemplate a reduction of armaments if the security offered by the Treaty of Guarantee were at least equivalent to that obtained by the possession of military forces which could be mobilised.

He was not of opinion that military security was the best or the only form of security. One day assuredly the conscience of humanity would be sufficient to maintain peace between peoples, but at the present juncture military forces were still necessary in Europe.

The point of view of his Government had changed since the day upon which it had sent its reply to the Treaty of Mutual Guarantee, since new facts had been brought to its notice.

The standard proposed for the definition of aggression by the American group and which consisted in stating that the aggressor was the State which refused to arbitrate made it quite certain that the source of the aggression could be impartially and automatically determined. The objections raised by M. Schanzer merely proved that this principle had not been completely worked out.

Article 10 of the Covenant was sufficient in extent but was not sufficiently precise. The object of the Treaty of Mutual Guarantee ought to be to find a practical means of applying this article.

The task of the Third Committee was to discover how the idea of compulsory arbitration could reconcile conflicting opinions.

With regard to special treaties, M. Marinkovitch made the following remarks :

It had never been proved that alliances before the war had been the cause of the war. In point of fact they had kept the peace for 40 years. Alliances or special treaties were never bad in themselves and could only become so if the object for which they were concluded was bad. Finally, it was true that they made the scheme a complicated one, but in political and social matters the complexity of a solution proved that it had been adequately adapted to meet modern conditions.

It was, therefore, an excellent thing that the treaty should be completed by agreements concluded in the spirit of the treaty itself and of the Covenant. These agreements would merely define the obligations of States situated in particular circumstances. The new system should be constructed on the results achieved by the general discussion, by making use of all material at the Committee's disposal — the Covenant of the League, the Treaty of Guarantee, the replies of Governments, and other plans and new schemes.

Lord PARMOOR (British Empire) said that, in the opinion of the British Delegation, the solution of the problem would have to be found in the Covenant and in the Statute of the Court of International Justice after it had been defined and amended

première Commission. Par le Pacte les nations s'engagent à ne pas recourir à la guerre. Il faut donc trouver une autre solution aux litiges, solution qui couvre tous les cas, qu'on peut subdiviser de la façon suivante:

1. Litiges justiciables d'une procédure normale d'arbitrage.
2. Litiges juridiques tombant sous le coup de la clause facultative de la Cour.
3. Litiges à porter devant le Conseil.

La question de sécurité pose celle des sanctions. Le criterium de l'agression admis par MM. Herriot et MacDonald est trouvé dans le refus d'accepter l'arbitrage, en employant ce terme de façon à y comprendre les trois catégories d'arbitrage visées plus haut. Les sanctions à appliquer doivent être suffisamment sévères pour sauvegarder la paix du monde. Il faut également prévoir des sanctions pour assurer l'exécution de la sentence arbitrale. Il serait bon que les sanctions puissent être automatiques, mais cela ne paraît pas possible dans tous les cas.

Sur la question du désarmement, Lord Parmoor pense que les termes de l'article 8 du Pacte doivent être appliqués. Les deux questions de désarmement et de sécurité sont intimement liées par cet article.

Les traités de paix prévoient l'investigation en Bulgarie, Autriche, Hongrie et Allemagne, par le Conseil de la Société des Nations. La question de savoir si l'investigation sera applicable à tous les Etats n'est pas d'un intérêt immédiat.

Il note que aucun plan ne sera parfait tant que l'Allemagne ne sera pas membre de la Société. La délégation britannique appuiera tout effort qui sera fait pour amener l'Allemagne à la Société et présentera en temps opportun une proposition concrète.

M. MATSUDA (Japon) déclare que le Japon n'a pas d'objections à un traité général, mais il a des appréhensions au sujet des accords particuliers. Il y a lieu de revenir constamment sur le terrain du Pacte et d'en assurer la plus grande efficacité. Il ne faut y apporter d'amendements qu'avec une extrême prudence. A ce point de vue il note que le projet de traité dépasse de beaucoup les stipulations du Pacte.

En ce qui concerne l'arbitrage, il craint qu'il ne se passe longtemps avant que les nations acceptent la compétence exclusive de la Cour sur toutes les questions même celles qui touchent à l'existence et à l'honneur des pays.

Il demande que les plans nouveaux proposés soient communiqués le plus tôt possible aux Délégations.

M. Paul BONCOUR (France) déclare que la position prise par la France tient tout entière dans cette idée: la question de l'arbitrage ne peut pas être séparée de la sécurité et des formes de sécurité prévues dans le projet de traité. Il croit que la troisième Commission est toujours saisie du projet de traité, qui est visé expressément par la première résolution de l'Assemblée. Il y a, pour garder ce projet de traité comme base de discussion, deux raisons: une raison de continuité et une raison de droit. Il estime que le projet de traité est par rapport au Pacte ce qu'un règlement d'administration est par rapport à une loi. Le but du traité est de mettre en application, en tenant compte de l'expérience acquise, les garanties de sécurité qui sont dans le Pacte.

La raison de droit a plus d'importance. La délégation française s'associe à toute modification faite en vue d'établir un texte acceptable à tous, mais elle entend mettre à la base que l'arbitrage et la sécurité sont inséparables et sont un précédent nécessaire au désarmement.

Il estime qu'après lecture des réponses des Gouvernements on peut trouver dans les objections des uns et les amendements des autres, les bases d'un accord.

Le Gouvernement français avait apprécié les difficultés de détermination de l'agresseur. Cette difficulté a disparu, grâce à la proposition américaine. Le Gouvernement français était d'autant plus prêt à accepter l'idée de l'arbitrage, qu'il l'a lui-même préconisée à Londres et que M. Léon Bourgeois a été son grand champion aux Conférences de La Haye.

Il observe que toutefois l'arbitrage ne se suffit pas. Jamais aucun grand conflit ne lui a été soumis parce qu'au bout de la sentence il n'y avait pas la force obligatoire. Le but des travaux

by the First Committee. By the terms of the Covenant, nations undertook not to have recourse to war. It was necessary, therefore, to find another solution for a dispute, and this solution should cover cases which could be classified in the following manner: (1) such disputes as in the ordinary course were determinable by arbitration; (2) all disputes of a legal nature which could be brought within the optional clause of the Court; (3) disputes to be brought before the Council.

The question of security raised the question of sanctions. The definition of aggression adopted by M. Herriot and Mr. MacDonald was to the effect that aggression should mean refusal to accept arbitration, arbitration being taken to include the three above-mentioned categories of arbitration. The sanctions to be applied ought to be sufficiently severe to safeguard the peace of the world. Provision should also be made for sanctions in order to ensure the execution of the arbitral award. Further, it was desirable that sanctions could be automatically applied, but this would not be possible in every case.

With reference to the question of disarmament, Lord Parmoor was of the opinion that the terms of Article 8 of the Covenant ought to be applied. The two questions of disarmament and security were closely connected by the terms of this article.

The treaties of peace provided for an investigation to be carried out in Bulgaria, Austria, Hungary and Germany by the Council of the League of Nations. The question whether this investigation should be applied to all States was not of immediate importance. He noted that no plan could be considered perfect unless Germany were a Member of the League.

The British Delegation would support any effort which would be made to bring Germany into the League and would submit a specific proposal when the time came.

M. MATSUDA (Japan) said that Japan had no objections to a general treaty but feared the conclusion of special agreements. Reference should constantly be made to the Covenant, and steps should be taken to ensure the efficient execution of its provisions. It should only be amended with extreme prudence. In this connection he noted that the draft treaty went far beyond the provisions of the Covenant.

With regard to arbitration, he feared that a long time would elapse before nations would consent to recognise the exclusive competence of the Court in all questions, even those which concerned the existence and honour of a country. He asked that any new proposal should be communicated as soon as possible to delegations.

M. Paul BONCOUR (France) said that the position of France was based on the following conception:

The question of arbitration could not be separated from the question of security and the forms of security contemplated in the draft Treaty. He thought that the Third Committee was still competent to discuss the draft Treaty which had been expressly mentioned in the first resolution of the Assembly. There were two reasons for keeping this Treaty as a basis of discussion: one was the need to ensure the continuity of the work, and the other was a legal reason. He thought that the relation of the draft Treaty to the Covenant was the same as the relation of an administrative order to a law. The object of the Treaty was to apply, by taking into account experience gained, the guarantees of security embodied in the Covenant.

The legal reason was more important. The French delegation would agree to any amendment made with the object of drawing up a text which could be accepted by all, but it wished to adopt as a basis the conception that arbitration and security were inseparable and necessarily preceded disarmament.

He thought that after reading the replies of the Governments a basis of agreement could be found in the objections presented by some and the amendments submitted by others.

The French Government appreciated how difficult it was to determine the aggressor. This difficulty had now disappeared, thanks to the American proposal. The French Government was all the more ready to accept the idea of arbitration as it had itself put this forward in London. Moreover, M. Léon Bourgeois had been the great advocate of this idea at the Hague Conference, but arbitration alone was insufficient.

No great dispute had ever been submitted to arbitration precisely because there was no compulsory force to carry out the arbitral award. The object of the present work of the

actuels est de trouver le moyen d'assurer cette force obligatoire à la sentence arbitrale, et le fait nouveau est que les Délégations sont réunies pour essayer de mettre la totalité des forces de leurs Pays respectifs au service de la justice.

Il est d'accord avec Lord Parmoor pour déclarer que la sécurité ne sera complète que lorsque toutes les nations absentes, y compris l'Allemagne, seront ici. Il suffit pour cela qu'elles veuillent bien se prêter à la procédure commune.

Ce n'est qu'en mettant la totalité des forces contre l'agresseur qu'on tuera le désir de faire la guerre, en ne permettant plus l'illusion d'une guerre facile et fructueuse.

Au sujet des accords particuliers il fait observer qu'ils ne doivent ressembler en rien aux formules des vieilles alliances qui ont donné 40 ans de paix mais d'une paix qui ressemblait trop à la guerre; leur seul but est d'organiser l'Europe en tenant compte des réalités; ils doivent faire partie du Pacte, être contrôlés par la Société des Nations, n'avoir que des buts défensifs et rester ouverts à tous les Etats.

Il est des nations qui ont pu procéder à un désarmement, il n'y a pas lieu de leur demander d'armer, ces nations participeront aux sanctions par l'arme économique, boycottage de l'agresseur, secours et assistance à l'attaqué. Les nations qui répugnent à entretenir des forces militaires, et qui sont de grandes puissances maritimes apporteront les forces navales dont elles disposent. Enfin, les autres nations apportent leurs forces militaires jusqu'au moment où le sentiment général de sécurité leur permettra de désarmer à leur tour.

En résumé, il faut poser la généralité dans le principe des obligations d'assistance et chercher des modalités variées dans l'exécution. Ce système souple est d'ailleurs prévu dans l'art. 16 du Pacte.

Il termine en disant qu'à son avis la Commission doit aboutir à la rédaction d'un texte précis et positif.

M. LANGE (Norvège) estime que la tâche de la troisième Commission est définie dans la résolution XIV et qu'il faut: premièrement, concilier les divergences manifestées au cours des débats de l'Assemblée; deuxièmement, préparer la convocation et le programme de la Conférence internationale.

Il désire apporter des réserves sur les conclusions du magistral exposé de M. Politis. Il est impossible de comparer les faits internationaux à ceux du domaine national. La Société des Nations sera une organisation *sui-generis*; elle se compose d'entités peu nombreuses possédant une vie éternelle qui ont un souci du prestige moral, souci qui n'est pas aussi nécessaire à la vie de l'individu.

Il pense que l'organisation militaire reste une menace en étant toujours l'argument ultime de la diplomatie. Le Pacte et l'arbitrage peuvent-ils jouer tant que les Etats sont armés? La possibilité de l'emploi de la force crée la tentation de s'en servir pour refuser d'exécuter la sentence arbitrale.

Il n'est pas inquiet sur l'exécution des sentences arbitrales qui finissent toujours par être exécutées lorsqu'il est impossible de recourir à la guerre. Il croit que les sanctions sont utiles et qu'il est possible d'en trouver dans l'art. 36 du Statut de la Cour et dans le Pacte, en y apportant au besoin des amendements peu importants. Il note que le désarmement n'étant pas unilatéral, l'arbitrage ne saurait être un piège pour les Etats de bonne foi.

La difficulté de résoudre les problèmes est qu'il est difficile de les sérier car l'arbitrage et la réduction des armements sont solidaires l'un de l'autre et doivent marcher de pair. Toutefois il veut insister sur ce point que c'est le désarmement qui éliminera l'insécurité tout en admettant que le Pacte prévoit le recours à la force armée.

En ce qui concerne la procédure à suivre, il pense qu'il faut passer légèrement sur le traité qui n'a été voté que par un minimum de délégations et qu'il faut en revenir à la résolution XIV.

Committee was to find a means of giving to the arbitral award the necessary compulsory force to carry it out, and the new fact which had arisen was that delegations were now prepared to seek for a means of placing the whole of the forces of their respective countries at the service of justice.

He agreed with Lord Parmoor in thinking that security would not be complete until all absent nations, including Germany, were present on the Committee. All that was necessary was that they should agree to follow the procedure laid down for all.

It was only by placing all available forces in opposition to the aggressor that the desire to make war would be killed, because the illusion that a war might be easy and fruitful would be destroyed.

With regard to special agreements, he pointed out that they should not bear any resemblance to the old form of alliances, which had indeed given forty years of peace, but of peace which too closely resembled war. Their only object was to organise Europe by taking account of actually existing circumstances. They must be brought within the scope of the Covenant and be controlled by the League of Nations. Their object should be solely a defensive one, and all States should be able to adhere to them.

There were nations which had been able to carry out some form of disarmament. They should not be asked to re-arm, but they could participate in the sanctions by means of the economic weapon, boycotting the aggressor, and giving aid and assistance to the country attacked. Nations which refused to maintain military forces and which were at the same time great naval Powers could lend the naval force which they had at their disposal.

Finally, other nations would lend their military aid until the day came when the general feeling of security would permit them to disarm in their turn.

Briefly, the general principle should be laid down that nations should be compelled to give assistance, and various means should be sought to put this principle into execution. A flexible system was provided for the purpose in Article 16 of the Covenant.

He ended by saying that in his opinion the Committee ought not to rise until it had produced a definite and positive text.

M. LANGE (Norway) thought that the task of the Third Committee was defined by Resolution XIV, and that it should in the first place conciliate the divergent points of view which had been expressed in the general discussion in the Assembly. Secondly it should prepare a programme for an international conference.

He wished to make reservations concerning the masterly statement of M. Politis. It was impossible to compare international facts with facts arising in the national domestic field. The League of Nations was an organisation *sui generis*; it was composed of a few separate entities possessing continuous life and having a regard for their moral prestige to a degree that was not necessary for the individual.

Military forces would constitute the threat which was always the final argument in diplomacy. Could the Covenant and could arbitration have any force so long as States continued under arms? The possibility of employing force created the temptation to make use of it in order to refuse to accept the arbitral award. He had no fear about the execution of arbitral awards, for they always ended by being put into execution so long as it was impossible to have recourse to war. He thought sanctions were useful, and that it would be possible to have them in Article 36 of the Statute of the Court, and to strengthen those contained in the Covenant by small amendments. He noted that, since disarmament was not unilateral, arbitration could not be a trap to catch States which had recourse to it in good faith.

The difficulty of solving these problems was that it was difficult to deal with them one after another, for arbitration and the reduction of armaments were one complete whole and should take place simultaneously. Nevertheless, he wished to insist on the fact that disarmament would eliminate insecurity while he admitted that the Covenant contemplated recourse to armed force.

With regard to the procedure to be followed, he thought that the Treaty should not be taken too seriously. It had only been voted by a minimum of delegations, and a return should be

Les Etats, tels que la Norvège, ont fait opposition au Traité parce qu'il était unilatéral et reposait sur l'emploi de la force. Pour créer la sécurité on pourrait envisager d'autres moyens, par exemple celui de la démilitarisation des zones frontalières. Les petits Etats ne pourront pas adhérer à un traité d'assistance mutuelle tant qu'ils ne sauront pas dans quelle mesure les grands Etats voisins auront désarmé.

Il propose un projet de réduction des armements qu'il ne considère pas comme définitif, il se réserve de développer plus tard les idées de base de ce projet.

En ce qui concerne le travail pratique de la Commission, à savoir la conciliation des points de vue et la préparation de la Conférence, il estime qu'il est insuffisant et même périlleux d'avoir un programme vague, mais qu'il faut poser un certain nombre de questions précises, telles que: extension et fixation des obligations concernant l'arbitrage, modalités variées des sanctions à appliquer, modalités des sécurités additionnelles, base et principes d'une réduction des armements.

Il termine en déclarant que l'heure est particulièrement favorable pour aboutir et que ce serait un malheur de la laisser passer.

V. TROISIEME SÉANCE DE LA QUATRIEME COMMISSION

La quatrième Commission a tenu sa troisième séance le mercredi 10 septembre sous la présidence de M. ADATCI.

Nomination du Rapporteur général.

Sur la proposition de M. BOTELLA, M. de VASCONCELLOS est nommé rapporteur général à l'unanimité et par acclamations.

Discussion générale sur les prévisions budgétaires du Bureau international du Travail.

A la requête du PRÉSIDENT, M. Albert THOMAS, Directeur du Bureau international du Travail, a fait une déclaration générale concernant les prévisions budgétaires du Bureau du Travail. Vient ensuite une discussion générale à laquelle prennent part: M. RÉVEILLAUD (France), Dr OSUSKY (Tchécoslovaquie), Mr. CHARLTON (Australie), M. de VASCONCELLOS (Portugal), M. de MODZELEWSKI (Pologne), M. BARBOZA CARNEIRO (Brésil), M. BIGNAMI (Italie), Jonkheer van EYSINGA (Pays-Bas), M. COMNENE (Roumanie), M. ITO (Japon), M. TOIVOLA (Finlande) et M. Albert THOMAS.

A la requête du DÉLÉGUÉ DE LA COLOMBIE, la Commission décide de demander au Secrétaire général et au Directeur du Bureau international du Travail de préparer et de soumettre à la Commission des relevés faisant ressortir les nationalités des fonctionnaires, la manière dont ils sont recrutés, les résultats obtenus lorsqu'on a rempli les postes vacants et la suite donnée aux résolutions précédentes de l'Assemblée en ce qui concerne le recrutement du personnel.

Examen détaillé des prévisions budgétaires, Bureau international du Travail.

La Commission examine et adopte, avec certaines réserves concernant les articles 3 et 6 et une réduction de 5.000 francs à l'article 9, les quinze premiers articles des prévisions budgétaires du Bureau international du Travail, c'est-à-dire les chapitres 1 et 2: Sessions de la Conférence et du Conseil d'administration du Bureau international du Travail: Services généraux du Bureau international du Travail.

Ordre du jour:

Sur la proposition du PRÉSIDENT, la Commission décide de renvoyer à la Sous-Commission (A), Contributions arriérées, l'article supplémentaire suivant renvoyé dernièrement par l'Assemblée à la quatrième Commission:

Demande du Gouvernement de Panama relative à ses contributions antérieures à 1923

Revision du Statut du personnel.

Sur la proposition de M. RÉVEILLAUD (France), la Commission décide de prier le Secrétaire général de la Société des Nations et le Directeur du Bureau international du Travail de préparer

made to Resolution XIV. States such as Norway had opposed the Treaty because it was unilateral and depended upon the use of force. To establish security, other methods could be contemplated, for example, that of the demilitarisation of frontier zones. The small States could not adhere to a Treaty of Mutual Assistance so long as they did not know to what extent the neighbouring great Powers would disarm.

He proposed a plan for the reduction of armaments which he did not consider as final. He reserved to himself the right of developing the basic ideas of this plan later.

With regard to the practical work of the Committee, namely, the bringing into accord of points of view and the preparatory work for the conference, he was of opinion that it was inadequate and even dangerous to have a vague programme. A certain number of definite questions should be put, such as the extent and determination of the obligations concerning arbitration, the various forms of sanctions to be applied, the forms of additional securities, and the basic principles for a reduction of armaments.

He ended by saying that the moment was particularly favourable for arriving at a successful result and that it would be a misfortune to let the moment pass.

V. THIRD MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE.

The Fourth Committee held its third meeting on Wednesday, September 10th, M. ADATCI in the Chair.

Appointment of Rapporteur-General.

On the proposal of M. BOTELLA, M. de VASCONCELLOS was unanimously and by acclamation appointed to the position of Rapporteur-General.

General Discussion on Budget Estimates of International Labour Office.

At the request of the CHAIRMAN, M. Albert THOMAS, Director of the International Labour Office, made a general statement concerning the budget estimates of the Labour Office. There followed a general discussion, in which M. RÉVEILLAUD (France), Dr. OSUSKY (Czechoslovakia), Mr. CHARLTON (Australia), M. de VASCONCELLOS (Portugal), M. de MODZELEWSKI (Poland), M. BARBOZA CARNEIRO (Brazil), M. BIGNAMI (Italy), Jonkheer van EYSINGA (Netherlands), M. COMNENE (Roumania), M. ITO (Japan), M. TOIVOLA (Finland) and M. Albert THOMAS, took part.

At the request of the DELEGATE FOR COLOMBIA, it was decided to ask the Secretary-General and the Director of the International Labour Office to prepare and submit to the Committee statements showing the nationalities of the officials, the methods of recruiting, the results obtained when filling vacancies, and the effect given to previous resolutions of the Assembly with regard to the recruiting of the staff.

Detailed Examination of Budget Estimates, International Labour Office.

The Committee examined and adopted, subject to certain reservations in respect of items 3 and 6, and to the reduction by 5,000 francs of item 9, the first fifteen items of the Budget Estimates of the International Labour Office, viz., Chapters I and II: Sessions of the Conference and the Governing Body: General Services of the International Labour Office.

Agenda.

On the proposal of the CHAIRMAN, the Committee decided to transmit to Sub-Committee A (Contributions in Arrears) the following supplementary item recently referred by the Assembly to the Fourth Committee: Request of the Government of Panama regarding contributions previous to 1923.

Revision of Staff Regulations.

On the proposal of M. RÉVEILLAUD (France), the Committee decided to request the Secretary-General of the League of Nations and the Director of the International Labour Office to

d'un commun accord et de soumettre à la prochaine session ordinaire de la Commission de Contrôle, des propositions relatives à la revision du Statut du personnel résultant de l'entrée en vigueur du Statut de la Caisse de prévoyance du personnel.

Sous-Commission C (Répartition des Dépenses).

La Sous-Commission C de la quatrième Commission s'est réunie hier, à 14 heures 50, sous la présidence de M. Bignami et a discuté le rapport de la Commission de Répartition des Dépenses à l'Assemblée.

VI. RATIFICATION DES CONVENTIONS

Son Excellence M. le Dr Walters a transmis au Secrétaire général, le 9 septembre 1924, les instruments de ratification par le Président de la République de Lettonie des conventions suivantes:

1. Convention concernant l'emploi de la céruse dans la peinture.
2. Convention fixant l'âge minimum d'admission des jeunes gens au travail en qualité de soutiers ou chauffeurs.
3. Convention concernant les Droits d'association et de coalition de travailleurs agricoles.
4. Convention concernant l'application du repos hebdomadaire dans les établissements industriels.
5. Convention concernant l'examen médical obligatoire des enfants et des jeunes gens employés à bord des bateaux. (Adoptées par la Conférence internationale du Travail à Genève, 25 octobre-19 novembre 1921.)

VII. CORRECTIONS ET ADJONCTIONS
A LA LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS

DEUXIEME COMMISSION

Colombie : M. M. Maldonado.

SIXIEME COMMISSION

Pays-Bas : M. François.

VIII. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS
AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE

Compte rendu provisoire: Quatorzième séance.
Compte rendu définitif: Neuvième séance.
Réduction des Armements: Compte rendu *in extenso* des débats de la cinquième Assemblée, 4 au 6 septembre 1924.

prepare for submission to the next ordinary session of the Supervisory Commission, joint proposals for a revision of the Staff Regulations consequent upon the coming into effect of the Staff Provident Fund Regulations.

SUB-COMMITTEE C (ALLOCATION OF EXPENSES).

Sub-Committee C of the Fourth Committee held a meeting yesterday at 2.50 p.m. under the Chairmanship of M. Bignami, when the report to the Assembly of the Allocations Committee was discussed.

VI. RATIFICATION OF CONVENTIONS

His Excellency Dr Walters has forwarded to the Secretary-General the instruments of ratification by the President of the Republic of Latvia of the following Conventions:

1. Convention concerning the use of white lead in painting.
2. Convention fixing the minimum age for the admission of young persons to employment as trimmers and stokers.
3. Convention concerning the rights of association and combination of agricultural workers.
4. Convention concerning the application of the weekly rest in industrial undertakings.
5. Convention concerning the compulsory medical examination of children and young persons employed at sea. (Adopted by the International Labour Conference, Geneva, 25th October-19th November, 1921.)

VII. CORRECTIONS AND ADDITIONS
TO THE LIST OF MEMBERS OF COMMITTEES

SECOND COMMITTEE

Colombia : M. Maldonado.

SIXTH COMMITTEE

Netherlands : M. François.

VIII. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE
MEMBERS OF THE ASSEMBLY

Provisional Verbatim Record: Fourteenth Meeting.
Definitive Verbatim Record: Ninth Meeting.
Reduction of Armaments: Verbatim record of the debate in the Fifth Assembly, September 4th to 6th, 1924.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Liste des Dépositaires
des Publications de la Société des Nations.

ARGENTINE
Librería « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.

AUSTRALIE
Australasian Publishing Co. Ltd., 229 Clarence Street, SYDNEY.

AUTRICHE et ALLEMAGNE
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz 5, VIENNE.

BELGIQUE
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.

BOLIVIE
Flores, San Román y Cia., Librería « Renacimiento », LA PAZ.

BRESIL
Livraria F. Briguiet & Cia., 23, rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.

BULGARIE
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. " Tsar Osvo-
boditel " No 4a, SOFIA.

CANADA
William Tyrrell and Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.

COSTA-RICA
Librería Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.

CUBA
Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.

DANEMARK
V. Pios Boghandel-Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.

EQUATEUR
Victor Janer, GUAYAQUIL.

ESPAGNE
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.

ETATS-UNIS
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.

FINLANDE
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.

FRANCE
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain,
PARIS (VI^e).

**GRANDE-BRETAGNE,
DOMINIENS et COLONIES**
Constable & Co. Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W. C., 2.

GRECE
Eleftheroudakis & Barth, Librairie Internationale, Place de la Constitu-
tion, ATHÈNES.

GUATEMALA
J. Humberto Ayestas, Librería Cervantès, 10a, Calle Oriente No. 5,
GUATEMALA.

HAWAII
Pan-Pacific Union, HONOLULU.

HONDURAS
Librería Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.

HONGRIE
Ferdinand Pfeifer (Zeldler Frères), Kossuth Lajos Utca 7 SZ., BUDAPEST
IV, KER.

INDES
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS et CALCUTTA.

ITALIE
Librería Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.

JAPON
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi
Torii-Sanchome, TOKIO.

MEXIQUE
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.

NICARAGUA
Librería Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.

NORVEGE
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, CHRISTIANIA.

PANAMA
Librería I. Preclado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.

PAYS-BAS
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.

PÉROU
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.

POLOGNE
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.

ROUMANIE
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.

SALVADOR
Librería Mata y Centell, SAN SALVADOR.

BASSIN DE LA SARRE
Librairie Marguet 74, Bahnhofstrasse, SARRERBRUCK.

ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES
Librairie Française Henri Soubre 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.

SUEDE
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.

SUISSE
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTRÉUX,
NEUCHÂTEL, BERNE.

TCHÉCOSLOVAQUIE
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.

URUGUAY
Librería Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.

VENEZUELA
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser:
Service des Publications, Société des Nations,
GENÈVE (Suisse).

LEAGUE OF NATIONS

Authorised Agents
for the Publications of the League of Nations.

ARGENTINE
Librería « El Ateneo », Calle Florida 371, BUENOS AIRES.

AUSTRALIA
Australasian Publishing Co., Ltd., 229, Clarence Street, SYDNEY.

AUSTRIA and GERMANY
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz, 5, VIENNA.

BELGIUM
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil,
BRUSSELS.

BOLIVIA
Flores, San Román y Cia., Librería « Renacimiento », LA PAZ.

BRAZIL
Livraria F. Briguiet & Cia., 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.

BULGARIA
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. " Tsar Osvo-
boditel " No 4a, SOFIA.

CANADA
William Tyrrell & Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.

COSTA RICA
Librería Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.

CUBA
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.

CZECHOSLOVAKIA
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.

DENMARK
V. Pios Boghandel—Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.

ECUADOR
Victor Janer, GUAYAQUIL.

FINLAND
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.

FRANCE
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain
PARIS (VI^e).

**GREAT BRITAIN,
DOMINIENS and COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.

GREECE
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitu-
tion, ATHENS.

GUATEMALA
J. Humberto Ayestas, Librería Cervantès, 10a, Calle Oriente, No. 5,
GUATEMALA.

HAWAII
Pan-Pacific Union, HONOLULU.

HONDURAS
Librería Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.

HUNGARY
Ferdinand Pfeifer (Zeldler Bros.), Kossuth Lajos Utca 7 SZ. BUDAPEST,
IV, KER.

INDIA
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS and CALCUTTA.

ITALY
Librería Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.

JAPAN
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi
Torii-Sanchome, TOKIO.

MEXICO
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.

NETHERLANDS
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE
HAAG.

NICARAGUA
Librería Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.

NORWAY
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, CHRISTIANIA.

PANAMA
Librería I. Preclado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.

PERU
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.

POLAND
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.

ROUMANIA
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCHAREST.

SAAR BASIN
Librairie Marguet, 74, Bahnhofstrasse, SAARBRUCK.

SALVADOR
Librería Mata y Centell, SAN SALVADOR.

KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES
Librairie Française Henri Soubre, 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.

SPAIN
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.

SWEDEN
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.

SWITZERLAND
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTRÉUX,
NEUCHÂTEL, BERNE.

UNITED STATES
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, Boston 9, MASS.

URUGUAY
Librería Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.

VENEZUELA
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries apply:
Publication Department, League of Nations,
GENÈVE (Switzerland).

JOURNAL

DE LA
CINQUIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1924

OF THE
FIFTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1924

N° 11. — VENDREDI 12 SEPTEMBRE 1924.

No. 11. — FRIDAY, SEPTEMBER 12th, 1924.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 132, au Secrétariat.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	101
II. Quinzième séance plénière de l'Assemblée	103
III. Adjonction au compte-rendu de la quatorzième séance plénière de l'Assemblée	107
IV. Troisième séance de la première Commission	108
V. Troisième Commission	109
VI. Quatrième Commission	109
VII. Sixième Commission	109
VIII. Troisième séance de la deuxième Commission	110
IX. Ratifications des conventions	112
X. Corrections et adjonctions à la liste des membres des Commissions et des Délégations	112
XI. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée	113
XII. Erratum	113

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Première Commission.

La deuxième Sous-Commission de la première Commission (Amendement du Règlement intérieur de l'Assemblée) se réunira aujourd'hui (vendredi 12 septembre), à 15 h. au bureau du Secrétariat (Salle 68).

La cinquième sous-Commission de la première Commission (Articles du Pacte relatifs au règlement des différends et Article 36, par. 2, du Statut de la Cour permanente) se réunira aujourd'hui (vendredi 12 septembre), à 10 h. 30, à la Villa St-Victor (Salle du rez-de-chaussée).

Deuxième Commission.

La deuxième Commission se réunira aujourd'hui (vendredi 12 septembre), à 10 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle C).

Troisième Commission.

La troisième Commission se réunira aujourd'hui (vendredi 12 septembre), à 15 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle F).

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 132 at the offices of the Secretariat).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	101
II. Fifteenth Plenary Meeting of the Assembly	103
III. Addition to the Report of the Fourteenth Plenary Meeting of the Assembly	107
IV. Third Meeting of the First Committee	108
V. Third Committee	109
VI. Fourth Committee	109
VII. Sixth Committee	109
VIII. Third Meeting of the Second Committee	110
IX. Ratifications of Conventions	112
X. Corrections and Additions to the List of the Members of the Committees and Delegations	112
XI. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	113
XII. Erratum	113

I. PROGRAMME OF MEETINGS

First Committee.

The Second Sub-Committee of the First Committee (Amendment of Rules of Procedure of the Assembly) will meet to-day (Friday, September 12th) at 3 p.m. in the offices of the Secretariat (Room 68).

The Fifth Sub-Committee of the First Committee (Articles of Covenant concerning settlement of disputes and Article 36, para. 2 of the Permanent Court Statute) will meet to-day (Friday, September 12th) at 10.30 a.m. in the Villa St. Victor (room on the ground floor).

Second Committee.

The Second Committee will meet to-day (Friday, September 12th) at 10.30 a.m. in the offices of the Secretariat (Room C).

Third Committee.

The Third Committee will meet to-day (Friday, September 12th) at 3.30 p.m. in the offices of the Secretariat (Room F).

Quatrième Commission.

La quatrième Commission se réunira aujourd'hui (vendredi 12 septembre), à 15 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle B).

La Sous-Commission B de la quatrième Commission se réunira aujourd'hui (vendredi 12 septembre), à 9 h., au bureau du Secrétariat (Salle 95).

La sous-Commission C de la quatrième Commission se réunira aujourd'hui (vendredi 12 septembre), à 14 h. 30, à la Villa St-Victor.

La sous-Commission D de la quatrième Commission se réunira aujourd'hui (vendredi 12 septembre), à 11 h., à la Villa St-Victor (salle à droite, rez-de-chaussée).

Cinquième Commission.

La cinquième Commission se réunira aujourd'hui (vendredi 12 septembre), à 15 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle C).

Sixième Commission.

La sixième Commission se réunira aujourd'hui (vendredi 12 septembre), à 10 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle E).

Ordre du jour :

Demande de la Délégation lithuanienne tendant à l'adjonction d'un membre lithuanien à la sous-Commission chargée d'étudier la question inscrite sous le n° 14 à l'ordre du jour de l'Assemblée.

La première Sous-Commission de la sixième Commission se réunira aujourd'hui (vendredi 12 septembre), à la fin de la séance plénière de la Commission.

La deuxième Sous-Commission de la sixième Commission se réunira à la fin de la séance plénière de la Commission (Salle 104).

Commission permanente consultative pour les questions militaires, navales et aériennes.

Il y aura une séance de la Commission permanente consultative aujourd'hui (vendredi 12 septembre), à 10 h., au bureau du Secrétariat (Salle B).

Comité financier.

Le Comité financier se réunira aujourd'hui (vendredi 12 septembre), à 10 h. et à 15 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle D).

Commission de l'ordre du jour.

La Commission de l'ordre du jour se réunira aujourd'hui (vendredi 12 septembre), à 10 h., au bureau du Secrétariat (Salle E) (non comme il avait été précédemment annoncé au cabinet du Dr van Hamel).

Ordre du jour :

1. Election d'un Président de la Commission en raison de l'absence de M. Marinkovitch.
2. L'examen de la proposition faite par la Délégation des Pays-Bas et renvoyée par l'Assemblée à la Commission :
« L'Assemblée, ayant pris connaissance des réponses du Comité spécial de juristes visé par la Résolution du Conseil du 28 septembre 1923, et estimant qu'il y aurait lieu d'éclaircir certains points de ces réponses, prie la première Commission d'examiner dans quelle mesure des éclaircissements seraient désirables ».
3. Examen de la proposition faite par les Délégations de France, Empire britannique et Belgique concernant la Georgie, et renvoyé par l'Assemblée à la Commission :
« L'Assemblée, renouvelant la résolution votée le 22 septembre 1922 par la troisième Assemblée au sujet de la Georgie, invite le Conseil à suivre avec attention les événements dans cette partie du monde, de manière à saisir les occasions qui pourraient se présenter d'aider par des moyens pacifiques et conformes au Droit international, le retour de ce pays à une situation normale. »

Association internationale des journalistes accrédités auprès de la Société des Nations.

L'Assemblée générale des membres de l'Association aura lieu aujourd'hui (vendredi 12 septembre), à 14 h. 30, au bureau du Secrétariat de la Société des Nations.

Fourth Committee.

The Fourth Committee will meet to-day (Friday, September 12th) at 3.30 p.m. in the offices of the Secretariat (Room B).

Sub-Committee B of the Fourth Committee will meet to-day (Friday, September 12th) at 9 a.m. in the offices of the Secretariat (Room 95).

Sub-Committee C of the Fourth Committee will meet to-day (Friday, September 12th) at 2.30 p.m. in the Villa St. Victor.

Sub-Committee D of the Fourth Committee will meet to-day (Friday, September 12th) at 11 a.m. in the Villa St. Victor (room to the right on the ground floor).

Fifth Committee.

The Fifth Committee will meet to-day (Friday, September 12th) at 3.30 p.m. in the offices of the Secretariat (Room C).

Sixth Committee.

The Sixth Committee will meet to-day (Friday, September 12th) at 10.30 a.m. in the offices of the Secretariat (Room E).

Agenda:

Request of the Lithuanian Delegation that a Lithuanian member should be added to the Sub-Committee entrusted with the study of the question under item No. 14 of the Agenda of the Assembly.

The First Sub-Committee of the Sixth Committee will meet to-day (Friday, September 12th) at the end of the plenary meeting of the Committee.

The Second Sub-Committee of the Sixth Committee will meet at the end of the plenary meeting of the Committee (Room 104).

Permanent Advisory Commission on Military, Naval and Air Questions.

There will be a meeting of the Permanent Advisory Commission to-day (Friday, September 12th) at 10 a.m. in the offices of the Secretariat (Room B).

Financial Committee.

The Financial Committee will meet to-day (Friday, September 12th) at 10 a.m. and 3.30 p.m. in the offices of the Secretariat (Room D).

Agenda Committee.

The Agenda Committee will meet to-day (Friday, September 12th) at 10 a.m. in the offices of the Secretariat (Room E) (not in Dr. van Hamel's Room as had been previously arranged).

Agenda:

1. Election of a Chairman of the Committee, owing to M. Marinkovitch's absence.
2. Examination of the proposals by the Netherlands Delegation which had been referred by the Assembly to the Committee:
"The Assembly, having taken note of the replies of the special Committee of Jurists set up in pursuance of the resolution adopted by the Council on September 28th, 1923, and considering that certain points in these replies require elucidation, requests the First Committee to consider how far such elucidation would be desirable."
3. Examination of the proposal of France, British Empire and Belgium concerning Georgia which has been referred by the Assembly to the Committee:
"The Assembly, wishing to renew the resolution adopted on September 22nd, 1922, by the Third Assembly concerning Georgia, invites the Council to follow attentively the course of events in this part of the world so that it may be able to seize any opportunity that may occur to help in the restoration of this country to normal conditions by any peaceful means in accordance with the rules of international law."

International Association of Journalists accredited to the League of Nations.

The General Assembly of the members of the Association will take place to-day (Friday, September 12th) at 2.30 p.m. in the Secretariat of the League of Nations.

II. QUINZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation, le jeudi 11 septembre 1924,
à 11 heures

Commission de Vérification des Pouvoirs.

M. de AGUERO Y BÉTHANCOURT (Cuba) Président de la Commission de Vérification des Pouvoirs, annonce que M. Caballero a été dûment accrédité auprès de la Cinquième Assemblée comme délégué du Paraguay.

Il annonce en outre que le comte Bethlen, Premier Ministre hongrois, remplira les fonctions de délégué de la Hongrie, pendant la discussion de la question de la reconstruction financière de la Hongrie.

Reconstruction financière de la Hongrie.

Le PRÉSIDENT souhaite la bienvenue au Comte Bethlen, au nom de l'Assemblée.

M. GARAY, Président de la deuxième Commission, et M. CAVAZZONI, rapporteur pour la question de la reconstitution de la Hongrie, prennent place à la tribune.

M. CAVAZZONI (Italie) présente son rapport et soumet les résolutions suivantes :

« L'Assemblée, après avoir pris connaissance du compte-rendu de l'œuvre de relèvement de la Hongrie contenus dans le rapport général du Conseil à l'Assemblée (Documents A.8 et A.8(a). 1924):

« 1. Constate avec une vive satisfaction qu'une fois de plus sous les auspices de la Société des Nations, et sur la base d'un programme établi par son Comité financier, la reconstruction d'un autre pays de l'Europe se poursuit avec succès;

« 2. Estime que, comme dans le cas de l'Autriche, cette œuvre ne pouvait être menée à bonne fin que grâce à la coopération internationale, et enregistre avec une vive satisfaction la participation active de nombreux pays à cette œuvre, soit par la signature des protocoles, soit par l'émission de l'emprunt (États-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie;

« 3. Estime que la participation de ces pays à une œuvre collective de cette nature démontre d'une part qu'il s'est produit une amélioration dans les relations politiques et, d'autre part, que cette participation a déjà conduit et conduira à l'avenir à des résultats bienfaisants s'étendant au-delà des résultats financiers de la reconstruction, objet primordial du programme;

« 4. Constate en particulier que le principe de la reconstruction, fondé sur l'assainissement des finances publiques, a été heureusement combiné avec un arrangement limitant et fixant pendant vingt années les paiements résultant des charges du Traité et que, comme dans le cas de l'Autriche, l'exécution de l'œuvre dépend d'un contrôle exercé avec impartialité par un haut fonctionnaire de la Société des Nations ressortissant des États-Unis d'Amérique;

« 5. Constate qu'une fois de plus, que les auteurs de ce programme se sont proposé un but immédiat de caractère financier plutôt qu'économique, estimant que le retour de la confiance dû à une saine politique financière aura un effet bienfaisant sur la situation économique du pays. L'Assemblée désire néanmoins souligner ici l'importance des recommandations du Comité financier relativement au développement et à la politique économiques. Elle espère que l'œuvre commencée en Hongrie — comme en Autriche — pourra être complétée par telles mesures et tels accords nationaux ou internationaux de nature à favoriser la reprise de relations commerciales libres et normales;

« 6. Désire une fois de plus exprimer sa haute appréciation aux membres du Comité financier qui, par leurs capacités, leur patience et leur jugement ont su produire un plan basé — comme le programme d'assainissement de l'Autriche — sur les principes généraux d'une saine finance adaptés aux conditions particulières d'un autre

II. FIFTEENTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation at 11 a.m. on Thursday,
September 11th, 1924.

Committee on Credentials.

M. de AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba), Chairman of the Committee on Credentials, announced that Dr. Caballero had been duly accredited as delegate of Paraguay to the Fifth Assembly.

He further announced that Count Bethlen, the Hungarian Prime Minister, would act as delegate for Hungary during the discussion of the question of the financial reconstruction of Hungary.

Financial Reconstruction of Hungary.

The PRESIDENT welcomed Count Bethlen on behalf of the Assembly.

M. GARAY, Chairman of the Second Committee, and M. CAVAZZONI, rapporteur for the question of the reconstruction of Hungary, came to the platform.

M. CAVAZZONI (Italy) presented his report and moved the following resolutions:

"The Assembly,

"Having examined the account of the work of reconstruction in Hungary contained in the General Report of the Council to the Assembly (Documents A. 8 and A. 8(a). 1924):

"(1) Notes with lively satisfaction that once more, under the auspices of the League of Nations, and on the basis of a plan prepared by its Financial Committee, the reconstruction of another European country is being successfully achieved;

"(2) Believes that, as in the case of Austria, this work could only be carried out by international co-operation, and notes with great satisfaction the active association of many countries in the work, whether by the signature of the Protocols or through the issue of the loan — United States of America, Czechoslovakia, France, Great Britain, Hungary, Italy, the Netherlands, Roumania, Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, Sweden and Switzerland;

"(3) Believes that the association of these countries in co-operative work of this kind both reflects an improvement in political relations and that it has led, and will lead, to beneficial results extending beyond the financial reconstruction which is the primary object of the scheme;

"(4) Observes in particular that the principle of reconstruction based upon the re-establishment of sound public finance has been successfully combined with an arrangement limiting and fixing over the next twenty years payments in respect of treaty charges; and that, as in the case of Austria, the execution of the work rests upon a control exercised impartially through a high officer of the League — a national of the United States of America;

"(5) Observes that once again the immediate end to which the authors of this plan have addressed themselves is financial rather than economic in character, in the belief that the renewal of confidence brought about by a sound financial policy will have a beneficial effect on the economic condition of the country. In this connection the Assembly desires, however, to emphasise the importance of the Financial Committee's recommendations as to economic policy and development. It hopes that the work begun in Hungary — as in Austria — may be completed by such national or international measures and agreements as will foster the resumption of free and normal trade relations;

"(6) Desires once more to express its appreciation to the members of the Financial Committee, whose ability, patience and judgment have produced a plan based, like the Austrian one, on general principles of sound finance but adapted to the peculiar conditions of another country; to the Hungarian Government for the energy and despatch

pays; au Gouvernement hongrois pour l'énergie et la rapidité qu'il a déployées en poursuivant l'exécution du programme établi, avec sa collaboration; à ceux — et en particulier à M. Jeremiah Smith, Commissaire général — dont le travail administratif a mis le programme en œuvre dans des conditions qui permettent d'en prévoir le succès avec confiance; et enfin à tous ceux qui, dans de nombreux pays, ont contribué au placement du montant total de l'emprunt de reconstruction;

« 7. Souligne avec satisfaction que toutes les lois hongroises prévues au programme ont été votées; que la nouvelle Banque nationale a été fondée et que l'inflation est arrêtée; que les réformes administratives ont commencé; que le rendement des impôts augmente, le produit des revenus affectés au service de l'emprunt dépassant de beaucoup les estimations prudentes qui furent faites au moment de l'élaboration du plan; et en général que ce plan a été mis en œuvre avec les meilleures chances de succès. »

Le Comte BETHLEN (Hongrie) appelle l'attention sur l'importance de l'œuvre accomplie en Hongrie par la Société des Nations, œuvre dont les résultats dépassent les limites de la reconstruction financière et constituent un élément essentiel du raffermissement de la paix dans l'Europe centrale.

L'action de la Société des Nations en Hongrie a réussi pour la première fois depuis la guerre à rendre possible l'entente et la collaboration des différents peuples réunis dans ce pays.

Les petites nations s'attendent à ce que la Société des Nations fasse triompher les principes de justice et d'équité sans égard pour les forces politiques et militaires que tels de ses membres pourraient inscrire à l'actif de leur cause; les peuples vaincus cherchent l'appui de la Société dans le but d'arriver à la liberté et à l'égalité entre nations.

La politique à suivre sous l'égide de la Société des Nations doit être d'éliminer les causes de désespoir et de guérir les plaies qui sont les conséquences de la guerre.

L'œuvre de restauration économique et financière de la Hongrie a été couronnée d'un succès bien mérité. Il est difficile d'imaginer le degré de souffrance et de désespoir auquel étaient arrivées toutes les classes de la population des Etats danubiens vaincus après la chute de la monarchie austro-hongroise. L'intervention de la Société en faveur de la Hongrie a été le premier remède à ces maux, ainsi que le premier acte destiné à rassurer la population. Le peuple hongrois commence à se rendre compte qu'il n'est pas complètement abandonné à sa mauvaise fortune.

Cette constatation, de même que la consolidation intérieure de l'Etat, la reprise des affaires et des relations économiques avec les autres Etats, a rétabli la confiance publique. Tous ces faits tendent à dissiper la méfiance qui régnait entre la Hongrie et ses voisins et aident à assurer aux peuples conquis la reconnaissance de leurs droits à l'égalité avec d'autres nations. La consolidation de la situation économique de la Hongrie et sa stabilisation au point de vue international ont avancé l'ère des solutions pacifiques de tous les litiges en suspens dans l'Europe centrale.

L'œuvre de la Société a contribué au désarmement moral et a dissipé l'approbation de la crise imminente, sentiment si nécessaire au désarmement moral.

L'orateur désire attirer tout particulièrement l'attention sur deux faits: le premier c'est que les projets de loi de restauration ont obtenu une importante majorité de voix au Parlement hongrois, bien qu'elles aient imposé à la Hongrie un contrôle strict de la part de la Société des Nations, contrôle qui comporte une atteinte temporaire à la souveraineté de l'Etat. La Hongrie a donc fait preuve de confiance dans la Société.

Le deuxième fait ne sera certainement pas contesté par le représentant des Etats voisins de la Hongrie. De cent questions au moins, restées pendantes entre la Hongrie et ses voisins, le plus grand nombre a été réglé, et tous les litiges ont été réglés. Ce résultat n'aurait pas pu être obtenu sans l'action médiatrice de la Société.

L'intervention de la Société a aussi eu pour effet un adoucissement des mesures de restrictions et de prohibitions dans le domaine du commerce international. A l'heure actuelle, la porte n'est qu'à moitié ouverte, mais la reprise des affaires com-

with which it has entered into the plans prepared with his collaboration; to those — and in particular to Mr. Jeremiah Smith, Commissioner-General — whose administrative work has set the plan working with every prospect of its reaching a successful conclusion; and, lastly, to all those who in many countries have brought about the issue of the entire reconstruction loan;

“(7) Observes with pleasure that all the internal legislation required by the scheme has been passed; that the new National Bank has been founded and that inflation has stopped; that the administrative reforms have begun; that taxation receipts are improving, the yield of the revenues assigned for the service of the loan far exceeding the conservative estimates made at the time the scheme was constructed; and in general that the scheme has been well launched under the best auguries for its complete success.”

Count BETHLEN (Hungary) emphasised the importance of the work accomplished in Hungary by the League of Nations, the effect of which went far beyond the limits of financial reconstruction and constituted an essential element in the consolidation of the peace of Central Europe. The action of the League in Hungary had succeeded for the first time since the war in bringing about a friendly co-operation among all the peoples involved in the political life of that part of the world.

The small countries expected the League of Nations to make the principles of justice and equality prevail without regard to the political and military forces which any of its members might be able to bring in support of their cause, and the conquered peoples sought the support of the League in order to achieve liberty and equality among all the nations.

The policy which must be pursued under the aegis of the League of Nations was one tending to eliminate all causes of despair and to heal the wounds of the nations which had suffered from the war.

The work of restoring Hungary economically and financially had been crowned with well-deserved success. It was difficult to realise the suffering and despair which had been prevalent throughout every class in the conquered States of the Danube after the fall of the Austro-Hungarian monarchy. The intervention of the League on behalf of Hungary had found the first remedy for this evil, and was the first act calculated to reassure the minds of the people. The Hungarian people had begun to realise that they did not lie completely at the mercy of ill fortune.

This realisation had restored tranquility to the public mind, a process which was further assisted by the internal consolidation of the State, the resuming of business, and the increase of trade with other countries. All these factors tended to remove distrust between Hungary and her neighbours and helped to restore to the conquered peoples a recognition of their right to equality with other nations. The strengthening of the economic position of Hungary and the improvement of her international position brought nearer a peaceful solution of all disputes still outstanding in this part of Central Europe.

The action of the League had contributed to a moral disarmament and a removal of the sense of crisis, a process which was a necessary condition for the success of material disarmament.

He would allude in particular to two facts. The first was that the draft reconstruction laws had obtained an important majority in the Hungarian Parliament, although they instituted in Hungary a strict control to be exercised by the League of Nations which implied a temporary infringement of the sovereignty of the State. Hungary had thus shown her confidence in the League of Nations.

The second fact was one to which the representatives of the neighbouring States of Hungary would be prepared to testify. There had been at least a hundred questions outstanding between Hungary and her neighbours. The majority of these questions had now been settled, and all disputes had been removed. This result could not have been achieved without the mediating action of the League of Nations.

The intervention of the League of Nations had also brought about a relaxation of the system of restriction and prohibition in the sphere of international trade. At present the door was only half open, but the resuming of commercial contact, an

merciales, l'accroissement journalier du trafic, ainsi que le resserrement des liens économiques entre les différents pays feront le reste.

En résumé, la restauration de la Hongrie par la Société constitue un acte de haute importance politique parce qu'elle contribue à la stabilisation économique de l'Europe centrale, de même qu'elle concourt à hâter l'avènement général de la paix.

La Hongrie est désireuse de faire quelque chose en échange de ce qui lui a été donné, l'orateur offre à la Société des Nations, au nom de son pays, sa collaboration à la restauration de la paix.

Sir Henry STRAKOSCH félicite vivement la Société du succès remporté en ce qui concerne la restauration financière de la Hongrie, succès aussi éclatant que celui obtenu en faveur de l'Autriche dans des circonstances semblables: La Société a réalisé, au cours de deux années successives des succès marqués et qui lui font honneur, succès qui constituent un encouragement précieux pour tous les adeptes de la Société. Quinze millions d'hommes ont été sauvés au dernier moment de la misère inévitable et du chaos et l'Europe de périls politiques graves. Ce n'est pas là un fait quelconque et le monde entier doit à la Société du respect et de la reconnaissance.

Il est essentiellement nécessaire que la Société des Nations instruisse l'opinion publique de ses travaux. C'est pourquoi il faut insister sur l'importance du succès que constitue la restauration financière de la Hongrie.

L'orateur fait un bref résumé de l'œuvre accomplie par la Société en faveur de la Hongrie.

Le 9 septembre 1923, le Conseil a décidé que si la Commission des Réparations invitait la Société à collaborer à l'établissement du plan de restauration financière de la Hongrie, le Comité financier du Secrétariat serait autorisé à se mettre à l'œuvre immédiatement.

Le 17 octobre, la Commission des Réparations a prié la Société d'élaborer un projet de réforme. Une délégation restreinte s'est rendue à Budapest. Au mois de novembre le rapport de ce Comité a été soumis au Comité financier qui a préparé un projet lui-même approuvé par le Conseil en décembre.

Le 16 janvier 1924, la Commission des Réparations révisa le plan et prit des gages sur l'actif hongrois. En mars, les protocoles ont été ratifiés et une délégation du Conseil s'est rendue à Budapest pour fixer les détails du plan de réforme. Le 17 avril 1924, le Parlement hongrois sanctionna le plan; c'est ainsi qu'en un peu plus de six mois tout le projet fut lancé avec succès et qu'en moins de trois mois tous les organes de contrôle fonctionnaient d'une manière satisfaisante, sous la direction du Commissaire général, M. Jeremiah Smith, et que l'emprunt de 250 millions de couronnes-or a été lancé avec succès.

L'orateur désire exprimer sa profonde admiration pour le magnifique esprit de collaboration qui a régné au cours des négociations. Les larges vues de l'homme d'Etat qu'est le Comte Bethlen ont aidé dans une large mesure à la solution des problèmes compliqués. Nulle organisation autre que celle de la Société n'aurait pu mener à bien les négociations difficiles, ni mettre à exécution le plan de réforme d'une manière si satisfaisante et en si peu de temps.

La Société a établi sur une base stable sur laquelle la Hongrie pourra édifier son avenir aussi bien financier qu'économique et politique. La confiance était indispensable à l'établissement de cette stabilité, qui devait permettre le lancement d'un emprunt destiné à faciliter la période de réformes et à stabiliser et à équilibrer le budget. La Hongrie devra maintenant reconstituer sa situation économique intérieure avec l'aide amicale des pays auxquels des liens économiques la rattachent intimement.

La somme de 250 millions de couronnes-or nécessaire à couvrir la période des réformes a été levée entièrement par la Hongrie et garantie par elle, aucun gouvernement étranger n'ayant été appelé à fournir des garanties, comme cela avait été le cas pour l'Autriche. La Hongrie a donné d'amples garanties, mais c'est particulièrement à la confiance inspirée par le jugement de la Société et à l'efficacité de son contrôle qu'est dû le lancement d'un emprunt aussi considérable. Les trois rapports du Commissaire général montrent l'étendue des progrès accomplis.

La Banque nationale nouvellement fondée est en pleine activité. La stabilisation monétaire a été réalisée. Les recettes

increasing exchange of goods, and the tightening of the economic bonds between the various countries would achieve the rest.

In brief, the restoration of Hungary by the League was an act of the highest political importance, because it contributed to the economic consolidation of Central Europe and at the same time was an important contribution to the general cause of peace.

Hungary was anxious to do something in return, and on behalf of his country he offered the League of Nations the devoted collaboration of his Government in the restoration of peace.

Sir Henry STRAKOSCH warmly congratulated the League on the achievement of a success in the financial reconstruction of Hungary as great as that achieved in similar circumstances for Austria. The League was able to record in two years in succession outstanding and gratifying achievements which were of so tangible a character as to constitute a most powerful encouragement to all supporters of the League. Fifteen million people had been rescued at the last moment from an almost inevitable fate of chaos and destitution, and Europe had been saved from grave political complications. This was no mean performance and must command the respect and gratitude of the whole world.

It was essential for the League to foster the creation of a well-instructed public opinion, and for this reason emphasis should be laid upon the success achieved in the financial reconstruction of Hungary.

He briefly reviewed the work done by the League for Hungary.

On September 9th, 1923, the Council had decided that, if the Reparation Commission should invite the League to cooperate in preparing a plan for the financial reconstruction of Hungary, the Financial Committee and the Secretariat should be authorised to proceed at once.

On October 17th, the Reparation Commission invited the League to draw up a scheme of reform. A small delegation proceeded to Budapest. In the following November the report was submitted to the Financial Committee, which prepared a plan which was approved by the Council in December. On January 16th, 1924, the Reparation Commission reviewed the plan and raised the liens on Hungarian assets. In March, the Protocols were ratified and a delegation of the Council proceeded to Budapest and worked out the details of the programme of reform. On April 17th, 1924, parliamentary sanction was obtained in Hungary. Thus, in little more than six months, the whole scheme was successfully launched, and within less than three months more the whole machinery of control under the management of the Commissioner-General, Mr. Jeremiah Smith, was working smoothly and the loan of 250 million gold crowns had been successfully launched.

He wished to express his sense of profound admiration at the splendid spirit of co-operation which prevailed throughout the negotiations. The wide-minded statesmanship of Count Bethlen had greatly assisted in solving many intricate problems. No organisation except the League could have completed the difficult negotiations and put the plan of reform into execution in so short a time and so satisfactorily.

The League had created a basis of stability, political and financially, on which Hungary could safely build her economic future. Confidence was indispensable for the establishment of that stability in order that a loan could be raised to bridge the period of reform and to establish budget equilibrium on a sure foundation. Hungary would now have to rebuild in stable conditions her internal economy with the friendly co-operation of those countries with which her economic life was closely connected.

The amount of 250 million gold crowns needed to bridge the period of reform had been raised entirely on Hungary's own credit; the loan not being guaranteed by any foreign Government as had been the case with Austria. Hungary had provided ample security, but it was in no small degree due to the confidence in the judgment of the League and to the efficiency of its control that the raising of so substantial a loan had been effected.

The three reports of the Commissioner-General showed the progress achieved. The new National Bank was in full opera-

rentrent d'une manière satisfaisante. La balance du commerce fait apparaître une sensible amélioration, et la réduction des dépenses publiques semble avoir été inaugurée d'une manière encourageante; les échanges ont été libérés aussi de leurs barrières artificielles. Enfin et surtout, la confiance se rétablit rapidement à l'intérieur et à l'extérieur.

Ceux qui croient que l'activité essentielle de la Société est uniquement humanitaire, sont dans l'erreur. Sans doute, le but primordial de la Société est de parvenir à la paix universelle et au désarmement. Mais désarmement signifie beaucoup plus que réduction des moyens matériels de faire la guerre. Le véritable esprit de paix, ou, ainsi que l'a appelé M. Noblemaire, le désarmement moral, doit être réalisé. Mais ce désarmement moral est impossible dans un pays bouleversé par le désordre économique et toutes les calamités morales et sociales qui s'ensuivent. La paix et le désarmement ne seront possibles qu'après la restauration de l'ordre économique et financier, garantissant une production suffisante pour fournir au peuple un degré de confort compatible avec l'état de leur civilisation.

L'œuvre essentielle de la Société consiste bien à éliminer les causes fondamentales de conflit avant qu'elles aient atteint au stade du recours à la force armée. Le Général Smuts a déclaré que la Société des Nations devait être considérée comme un organisme toujours en activité en faveur de la civilisation, un organisme qui n'essaie pas seulement de régler les différends internationaux une fois qu'ils se sont produits, mais qui prend en main au début de leur croissance les forces si complexes dont la paix et la guerre ne sont que les résultantes et qui tarit ainsi les difficultés dans leur source même.

L'œuvre de l'Organisation économique et financière de la Société est ainsi au centre même de l'activité de la Société, car elle a procuré la satisfaction et le bonheur à des peuples affligés de nombreuses calamités.

Le sceptique le plus obstiné est tenu de reconnaître que l'on a considérablement progressé. L'Autriche et la Hongrie toutes deux sont sur la route de la guérison et l'esprit de la Société les a imprégnés l'une et l'autre. De plus, le problème si inquiétant des réfugiés grecs a été résolu de manière fort satisfaisante par la Société. Bien que la Société n'ait pas participé directement aux négociations relatives aux réparations allemandes, c'est cependant à la vertu des exemples qu'elle a donnés que cette question doit d'avoir atteint ce stade plein de promesses.

Il reste encore beaucoup à faire. Il faut que la production soit considérablement intensifiée pour que le monde retrouve une proportion suffisante de bien-être, mais on possède les moyens. Les ressources de la science physique sont immenses. Ce qu'il faut, c'est trouver une formule qui permette de les appliquer à l'organisation économique existante, laquelle a été construite suivant un processus qui ne peut être détruit et qui s'appuie sur une sage division internationale du travail, ainsi que sur l'échange des marchandises et des services. Il faut restaurer cette organisation et la paix et la prospérité s'ensuivront d'elles-mêmes.

Il est presque incompréhensible que tant de pays persistent à négliger cette condition fondamentale de leur propre prospérité. Par une ironie du destin, ils s'imposent eux-mêmes volontairement les sanctions que l'article 16 du Pacte prescrit comme pénalité contre les infractions au Pacte, c'est-à-dire la prohibition des relations commerciales et financières libres.

Rien ne peut être accompli sans une coopération internationale intime et il n'est pas d'instrument qui puisse assurer celle-ci mieux que la Société des Nations.

Le Comte BONIN-LONGARE (Italie) déclare que la restauration financière de la Hongrie et celle de l'Autriche sont les deux œuvres qui témoignent le plus clairement de la puissance et de l'influence de la Société des Nations, aussi bien dans le domaine économique que dans les domaines politique et moral.

Les difficultés matérielles à vaincre dans la question de la Hongrie ont été considérables, la situation internationale semblant elle-même mettre obstacle à l'œuvre de restauration; toutefois, le Gouvernement hongrois a fait appel franchement à la Société et les difficultés tant financières que politiques ont été vaincues. Ainsi, la Société a pu réaliser une réconciliation morale entre des nations voisines et l'horizon international s'est considérablement éclairci. Le Comte Bonin Longare désire exprimer la haute satisfaction du Gouvernement italien devant les résultats obtenus ainsi que ses vœux pour le prompt rétablissement économique et financier de l'État hongrois.

tion; monetary stability had been attained; revenue was coming in satisfactorily; the balance of trade was showing a most gratifying improvement; and a good beginning had been made to reduce public expenditure and free the exchange of goods from artificial barriers. Finally, confidence was being rapidly established both internally and externally.

Persons who thought that this achievement of the League was merely humanitarian were mistaken. It was true that the primary aim of the League was to achieve universal peace, and disarmament. But disarmament meant more than the physical diminution of engines of war. The true spirit of peace or, as the late M. Noblemaire had called it, moral disarmament, must be achieved. This end could not be achieved in a country racked with economic disorder with all the social and political ills that this implied. If conditions of economic and financial order were created, guaranteeing a measure of production adequate to provide a degree of comfort which was compatible with the state of civilisation in which a people found itself, then peace and disarmament were possible.

To remove the fundamental causes of friction before they developed into the desire of resorting to arms was essentially the work of the League. General Smuts had said that the League should be looked upon as a working organ in the polity of civilisation, an organ which not only attempted the settlement of international disputes but which dealt with the many complex forces, of which peace and war were only the results, at an early stage in their growth.

The work of the Economic and Financial Organisation of the League was therefore part of the very essence of the League, since it brought contentment and happiness to peoples afflicted by misfortune.

The gravest sceptic would have to admit that much progress had been made. Both Austria and Hungary were on the high road to recovery, and the spirit of the League had been implanted in them. In addition, the perplexing problem of refugees in Greece was being successfully handled by the League. Although the League had had no direct part in the negotiations concerning German reparations, it was, he thought, largely owing to its examples that that question had reached the promising stage in which it now stood.

Much yet remained to be done. Production would have to reach a far higher stage of intensity if the world was to enjoy a satisfactory measure of well-being. The means were at hand; the resources of physical science were very great. All that was required was to apply them in an ordered manner to the economic organisation of the world, which had been built up by a process which could not be undone. That organisation depended upon a widespread division of international labour and the unhindered exchange of goods and services. Restore these, and peace and prosperity became inevitable.

He could not understand why so many countries persisted in ignoring this fundamental condition of their own prosperity. By the irony of fate they were imposing upon themselves by their own free will the sanctions which Article 16 of the Covenant prescribed as a penalty for those who broke it, that is to say, the prohibition of free commercial and financial intercourse.

Nothing could be achieved without the most intimate international co-operation, and there was no instrument better fitted to secure this than the League of Nations.

Count BONIN-LONGARE (Italy) said that the work of the financial reconstruction of Hungary and of Austria were the two achievements which most clearly indicated the power and influence of the League of Nations, both in the economic field and in the political and moral field.

The material difficulties to be overcome in Hungary had been considerable, and the international situation had itself seemed an obstacle to the work of reconstruction. The Hungarian Government, however, had frankly appealed to the League, and the difficulties, both financial and political, had been successfully overcome. The League had thus been able to effect a moral reconciliation between neighbouring nations, and a section of the international horizon had thereby been cleared. He would like to express the keen satisfaction of the Italian Government at the results obtained and its good wishes for the prompt financial and economic restoration of the Hungarian State.

L'Italie a été heureuse de consentir à de sérieux sacrifices en vue de ce résultat et espère que la Hongrie deviendra de plus en plus un élément pacificateur de l'Europe centrale.

M. GARAY (Panama), Président de la deuxième Commission, rend hommage au premier Ministre de Hongrie et aux services rendus à la cause de la restauration par Sir Henry Strakosch, en sa qualité de conseiller technique de la Société à Budapest, et au Comte Bonin-Longare, dont l'influence au sein du Conseil a contribué en grande partie au succès de l'emprunt.

La déclaration faite par un des orateurs à l'Assemblée selon laquelle l'œuvre de restauration de la Hongrie, entreprise débordant le cadre fixé par le Pacte, a été plus importante que celles qui ont été réalisées en vertu des obligations imposées par celui-ci a vivement impressionné M. Garay. Cette œuvre a été rendue possible par l'existence d'un fort courant de sympathies et de solidarité dans les affaires internationales.

Le PRÉSIDENT met aux voix les résolutions proposées par le rapporteur.

Les résolutions sont adoptées à l'unanimité.

Résolution relative à la Georgie.

Le PRÉSIDENT informe l'Assemblée que les Délégués de la France, de l'Empire britannique et de la Belgique désirent présenter une motion qui sera inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée. La motion est ainsi conçue :

« L'Assemblée, renouvelant la résolution votée, le 22 septembre 1922, par la troisième Assemblée, au sujet de la Georgie,

« Invite le Conseil à suivre avec attention les événements dans cette partie du monde, de manière à saisir les occasions qui pourraient se présenter d'aider, par des moyens pacifiques et conformes aux règles du droit international, au retour de ce pays à une situation normale ».

M. Paul BONCOUR (France) se déclare en faveur de la motion proposée. Il dit que la Société ne saurait se désintéresser des événements qui ont lieu actuellement en Georgie. La situation est particulièrement délicate, du fait que la guerre existe entre deux Etats qui ne sont pas Membres de la Société. Toutefois, les hommes qui ont conçu le Pacte de la Société ont pensé que celle-ci ne devrait pas seulement s'occuper de ses Membres, mais que son œuvre de paix et de conciliation devrait s'étendre même à ceux qui n'en feraient pas partie.

La motion qui vient d'être soumise à l'Assemblée est le résultat d'un accord entre les premiers Ministres de la Grande-Bretagne et de la France avant leur départ de Genève. Le premier Ministre français a reçu du Gouvernement géorgien un appel urgent sollicitant l'aide de la Société des Nations.

La motion ménage les susceptibilités des deux Etats en question; nul Etat ne saurait se montrer offensé du désir de la Société de rétablir la justice et la paix dans toutes les parties du monde.

Sur la proposition du PRÉSIDENT, la motion est renvoyée à la Commission de l'ordre du jour.

III. SUPPLÉMENT AU COMPTE-RENDU DE LA QUATORZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Le résumé suivant du discours prononcé à la quatorzième séance plénière de l'Assemblée, du 10 septembre 1924, par M. Skrzynski a été omis dans le numéro du *Journal* d'hier.

Protection des Minorités.

M. SKRZYNSKI (Pologne) exprime son admiration pour les discours qui ont été prononcés au sujet de la protection des minorités par le professeur Gilbert Murray, M. Hymans et M. Politis. Des discours de ce genre présentent la question sous

Italy had been glad to make serious sacrifices in order to bring about this result, and she hoped that Hungary would tend increasingly in Central Europe to become a valuable element in the restoration of a universal peace.

M. GARAY (Panama), Chairman of the Second Committee, paid a tribute to the Hungarian Prime Minister and to the services rendered to the cause of reconstruction by Sir Henry Strakosch as expert of the League at Budapest, and to Count Bonin-Longare, to whose influence in the Council the success of the loan had been partly due.

He had been struck by the statement made by one of the speakers at the Assembly to the effect that the work of reconstruction of Hungary, undertaken beyond the limits of the Covenant, had been an achievement more important than those which had been realised in pursuance of the obligations of the Covenant. This achievement had been secured by means of a strong sentiment of sympathy and solidarity in international affairs.

The PRESIDENT put the resolutions moved by the rapporteur to the vote.

The resolutions were unanimously adopted.

Motion relating to Georgia.

The PRESIDENT said that the delegations of France, the British Empire and Belgium desired to present a motion to be placed on the agenda of the present Assembly. The motion was in the following terms:

"The Assembly, wishing to renew the resolution adopted on September 22nd, 1922, by the Third Assembly, regarding Georgia,

"Invites the Council to follow attentively the course of events in this part of the world, so that it may be able to seize any opportunity which may occur to help in the restoration of this country to normal conditions by any peaceful means in accordance with the rules of international law."

M. Paul BONCOUR (France), speaking for the motion, said that the League could not fail to be concerned by the events which were at present happening in Georgia. The position was particularly delicate owing to the fact that a condition of war existed between two States which were not Members of the League.

Those who had drafted the Covenant of the League, however, had considered that the League should not only concern itself with its own members, but that it should extend its work of peace and conciliation even to those who were not part of the League.

The motion which had been presented was the result of an agreement reached between the Prime Ministers of Great Britain and France before they left Geneva. The French Prime Minister had received from the Georgian Government an urgent appeal invoking the assistance of the League of Nations.

There was nothing in the motion which need wound the susceptibilities of either of the States concerned. No State could take offence if the League of Nations showed itself anxious to establish justice and peace in every part of the world.

On the proposal of the PRESIDENT, the motion was referred to the Agenda Committee.

III. ADDITION TO THE REPORT OF THE FOURTEENTH PLENARY MEETING

The following summary of the speech delivered at the fourteenth plenary meeting of the Assembly on September 10th, 1924, by M. Skrzynski was omitted from yesterday's issue of the *Journal*.

Protection of Minorities.

M. SKRZYNSKI (Poland) expressed his admiration for the speeches which had been delivered in regard to the protection of minorities by Professor Gilbert Murray, M. Hymans and M. Politis. Such speeches presented the subject in its true

son vrai jour et aideront les gouvernements désireux de mettre en application les Traités de minorités à combattre les idées fausses qui se sont répandues sur cette question, notamment l'idée que les traités sont destinés à permettre à un Etat quelconque d'intervenir dans les affaires d'un autre Etat par l'intermédiaire d'une nation hostile à ce dernier. Les traités de minorités ont deux aspects: ils ne sont pas seulement destinés à protéger les minorités, mais à établir définitivement la souveraineté territoriale de l'Etat dans lequel se trouvent des minorités.

L'orateur fait ensuite allusion à la question des minorités en Pologne. Une partie du rapport sur l'œuvre du Conseil traite de l'acquisition de la nationalité polonaise par d'anciens ressortissants allemands. Le règlement de cette question a fait l'objet de négociations entre les gouvernements allemand et polonais et le gouvernement polonais a accepté une procédure d'arbitrage qui lui a été proposé par le Conseil, par résolution du 14 mars 1924.

Les négociations entre les parties au différend ont abouti, le 30 août, à la signature d'une convention qui devra être ratifiée avant le 1^{er} décembre 1924. La convention règle la question de fond et le gouvernement polonais a été forcé de trouver la meilleure méthode à suivre en vue d'assurer l'application impartiale de la convention à l'égard des intéressés.

A cette fin, le gouvernement polonais a constitué des commissions paritaires mixtes composées de ressortissants polonais de nationalités polonaise et allemande. Ces commissions auront le droit de donner des avis qui auront pour effet de suspendre les sentences des préfets en cas de litiges non résolus relatifs aux questions de minorités. Ce mécanisme assure à la minorité allemande une part dans le règlement des questions qui la concernent directement, et pour lesquelles la décision appartient aux minorités locales. La Pologne, fidèle à ses vieilles traditions de libéralisme, est ainsi allée plus loin dans la voie des concessions que n'exigeait le traité des minorités.

Le 31 juillet 1924, le gouvernement polonais a promulgué trois lois relatives à l'usage des langues des minorités dans les sept districts de l'Etat: une loi concernant la langue des tribunaux, une loi ayant trait à l'organisation de l'instruction et une loi concernant la langue employée par les autorités administratives dans l'est de la Pologne et par les unités de l'autonomie locale. Le gouvernement polonais s'est ensuite occupé de fonder une université ukrainienne temporaire à Cracovie. L'organisation et l'administration de cette université ont été confiées à une commission composée de professeurs polonais et ruthènes en nombre égal.

Toutes ces mesures sont en harmonie avec le Traité pour la protection des minorités et sont de nature à assurer l'exécution des dispositions qu'il comporte. Elles s'accordent en outre avec les anciennes traditions polonaises et il espère que les minorités polonaises au-delà de la frontière de Pologne bénéficieront d'un traitement semblable.

IV. TROISIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION.

La première Commission s'est réunie hier, jeudi, 11 septembre, à 15 h. 30.

Le Prince ARFA-OD-DOVLEH a été adjoint à la sous-commission n° 4 (amendement à l'article 16 du Pacte).

La Commission institue un débat général sur les questions qui lui ont été renvoyées concernant: a) les articles du Pacte relatifs au règlement des différends et b) l'article 36, paragraphe 2, du statut de la Cour permanente.

Les membres suivants ont pris la parole: M. FERNANDEZ (Brésil), Sir Cecil HURST (Empire britannique), M. LOUCHEUR (France), M. LIMBURG (Pays-Bas), M. ROLIN (Belgique), M. UNDEN (Suède).

La Commission décide d'adjoindre M. LIMBURG (Pays-Bas) et M. UNDEN (Suède) à la sous-commission chargée de l'étude de la question (Sous-Commission n° 5).

M. LOUCHEUR (France) est adjoint à la sous-commission n° 2 (amendement à l'article 27 du règlement intérieur de l'Assemblée).

light, and could not fail to assist the Governments which were applying the Minorities Treaties to combat the wrong ideas which existed on the subject, particularly the idea that the treaties were designed to give an opportunity for a country to interfere in the affairs of another country through the intermediary of a hostile nationality. There were two sides to the Minorities Treaties: they were not only designed to protect minorities, but definitely asserted the territorial sovereignty of the State in which the minorities were found.

He referred next to certain minorities questions in Poland. There was a section in the Report on the Work of the Council which dealt with the acquisition of Polish nationality by former German nationals. The settlement of this question had been the subject of negotiations between the German and Polish Governments, and the Polish Government had accepted an arbitral procedure proposed to it by the Council under a resolution of March 14th, 1924.

Negotiations between the parties had terminated on August 30th in the signature of a Convention which must be ratified before December 1st, 1924. The Convention settled the question of substance and the Polish Government had endeavoured to discover the best method of ensuring to the interested persons its impartial application.

For this purpose the Polish Government had constituted Mixed Parity Commissions composed of Polish nationals of Polish and German extraction. These commissions would have the right to issue opinions which would have the effect in disputed cases of suspending the sentences of the prefects in regard to questions of nationality. This machinery ensured to the German minority a share in the settlement by the authorities of the country of questions directly concerning them. Poland, faithful to her old traditions of liberalism, had thereby gone farther than was required by the Minorities Treaty.

On July 31st, 1924, the Polish Government had published three laws concerning the use of the languages of the minorities in the seven districts of the State: a law concerning the language to be used by the tribunals, a law relating to certain regulations for the organisation of education, and a law on the language to be used by the administrative authorities in the east of Poland and by the local autonomous units.

The Polish Government had further taken steps to found a temporary Ukrainian university at Cracow. The organisation and administration of this university had been entrusted to a commission composed of Polish and Ruthenian professors in equal numbers.

All these measures were in harmony with the Treaty for the Protection of Minorities and were intended to carry out its provisions. They were, moreover, in keeping with the ancient traditions of the Polish people, and he hoped that Polish minorities beyond the frontiers of Poland would benefit from a similar treatment.

IV. THIRD MEETING OF THE FIRST COMMITTEE.

The Committee met yesterday (Thursday, September 11th), at 3.30 p.m.

Prince ARFA-ED-DOWLEH (Persia) was added to Sub-Committee No. 4 (Amendment of Article 16 of the Covenant).

The Committee held a general debate on the questions referred to it in connection with: (a) the articles of the Covenant dealing with the settlement of disputes, and (b) Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Permanent Court.

The following members spoke: M. FERNANDEZ (Brazil), Sir Cecil HURST (British Empire), M. LOUCHEUR (France), M. LIMBURG (Netherlands), M. ROLIN (Belgium), M. UNDEN (Sweden).

It was decided to add M. LIMBURG (Netherlands) and M. UNDEN (Sweden) to the Sub-Committee dealing with the matter (Sub-Committee No. 5).

M. LOUCHEUR (France) was added to Sub-Committee No. 2 (Amendment of Rule 27 of the Assembly's Rules of Procedure).

V. TROISIÈME COMMISSION.

TROISIÈME SOUS-COMMISSION.

La troisième Sous-Commission de la troisième Commission a tenu sa seconde séance hier jeudi, 11 septembre 1924, sous la présidence du Jonkheer LOUDON. Après avoir repris la discussion elle décide de soumettre à la troisième Commission la résolution suivante:

"La Sous-Commission estime:

"1. Qu'une nouvelle conférence technique n'est pas nécessaire;

"2. Que la question du désarmement naval doit être englobée dans celle du désarmement, dont doit s'occuper la Conférence internationale envisagée dans la résolution adoptée le 6 septembre par la cinquième Assemblée.

"3. Qu'elle ne saurait poursuivre utilement ses discussions avant que la troisième Commission ait déterminé les principes qui devront présider au désarmement général en vue de la Conférence internationale.

VI. QUATRIÈME COMMISSION

SOUS-COMMISSION D.

La Sous-Commission D de la quatrième Commission, chargée de l'examen de la question des pensions pour le personnel de la Cour permanente de Justice internationale, a tenu deux séances.

Sous la direction de son président, M. Barboza CARNEIRO, (Brésil) la Sous-Commission, après avoir établi le plan général de ses travaux, poursuit l'étude des différents points qu'elle s'est proposé d'examiner.

VII. SIXIÈME COMMISSION

PREMIÈRE SOUS-COMMISSION (Mandats et Esclavage)

La première Sous-Commission a tenu séance hier à 15 h. 30. sous la présidence de M. NANSEN (Norvège).

La Sous-Commission a discuté, en la présence de M. Van Rees, vice-président de la Commission permanente des Mandats, le droit de pétition des habitants des territoires sous mandat, la question du domaine public et du commerce des spiritueux. Elle se met d'accord sur un projet de résolution recommandant que les rapports annuels des Puissances mandataires soient réimprimés et publiés par la Société des Nations afin qu'ils bénéficient d'une publicité plus grande.

La séance de la Sous-Commission était publique.

DEUXIÈME SOUS-COMMISSION (N° 14 de l'Ordre du jour)

La deuxième Sous-Commission s'est réunie à 15 h. 30 sous la présidence de M. ENCKELL (Finlande). Elle a examiné la demande des délégations lithuanienne et polonaise de se faire représenter à ses délibérations sur la question N° 14 de l'Ordre du jour de l'Assemblée.

La Sous-Commission ayant été d'avis qu'elle devait entendre ces délégations, mais sans les admettre à se faire représenter à toutes ses séances, M. GALVANAUSKAS (Lithuanie) a demandé que la sixième Commission fût saisie de la question de l'adjonction à la sous-commission d'un membre lithuanien. La même demande a été faite au nom de la Pologne par M. ZALESKI.

La Sous-Commission a décidé le renvoi à la Commission plénière.

V. THIRD COMMITTEE.

THIRD SUB-COMMITTEE.

The Third Sub-Committee of the Third Committee held its second meeting yesterday, Thursday, under the chairmanship of Jonkheer LOUDON. After further discussion it decided to report to the Third Committee in the following terms:

"The Sub-Committee is of opinion:

"1. That a further technical conference is not necessary;

"2. That the question of naval disarmament should be discussed as part of the general question of disarmament to be dealt with by the International Conference proposed in the Resolution of September 6th adopted by the Fifth Assembly;

"3. That the Sub-Committee feels unable to continue its discussion with advantage until the Third Committee shall have laid down the principles which should govern general disarmament in view of the proposed international conference."

VI. FOURTH COMMITTEE

SUB-COMMITTEE D.

Sub-Committee D of the Fourth Committee instructed to examine the question of pensions for the personnel of the Permanent Court of International Justice, has held two meetings.

The Sub-Committee, under the direction of its Chairman, M. Barbosa CARNEIRO (Brazil), after having established its plan of work, is continuing the examination of the various points submitted to it.

VII. SIXTH COMMITTEE.

FIRST SUB-COMMITTEE (Mandates and Slavery).

The First Sub-Committee met yesterday at 3.30 p.m. under the chairmanship of Dr. NANSEN (Norway).

The Sub-Committee, in the presence of M. Van Rees, Vice-Chairman of the Permanent Mandates Commission, discussed the right of petition of the inhabitants of mandated territories, the question of State domain, and the liquor traffic.

It agreed on a draft resolution recommending that the annual reports of the mandatory Powers should be reprinted and published by the League of Nations in order to give them a wider publicity.

The meeting of the Sub-Committee was held in public.

SECOND SUB-COMMITTEE (Item 14 of the Agenda).

The Second Sub-Committee met at 3.30 p.m. yesterday under the chairmanship of M. ENCKELL (Finland).

It examined the request of the Lithuanian and Polish delegations to be represented upon it during its discussion of Article 14 of the Agenda of the Assembly.

The Sub-Committee reached the conclusion that it should hear the views of these delegations but that they should not be represented at all its meetings.

M. GALVANAUSKAS (Lithuania) asked that the Sixth Committee should be requested to decide whether a member of the Lithuanian Delegation should sit on the Sub-Committee.

The same request was made on behalf of Poland by M. ZALESKI.

The Sub-Committee decided to refer the question to the full Committee.

VIII. TROISIEME SÉANCE
DE LA DEUXIEME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu sa troisième séance hier, jeudi 11 septembre 1924, à 15 h. 30, sous la présidence de M. GARAY (Panama).

Travaux de l'Organisation d'Hygiène.

Le Dr Ramon CABALLERO (Paraguay), rapporteur de la Commission, donne un résumé substantiel de l'œuvre de l'Organisation d'Hygiène au cours de l'année écoulée et soumet à la Commission le projet suivant de résolution :

« La deuxième Commission, après avoir pris connaissance du rapport A.22.1924 présenté par le Comité d'Hygiène sur l'œuvre de l'Organisation d'Hygiène entre la quatrième et la cinquième Assemblées, se félicite de la constitution définitive du Comité d'Hygiène sur la base du projet approuvé par la quatrième Assemblée;

« Estime que l'œuvre accomplie par l'Organisation d'Hygiène est conforme à la mission confiée à la Société des Nations par le paragraphe /, article 23 du Pacte, et de nature à développer une collaboration internationale féconde en matière d'hygiène;

« Elle approuve les résultats obtenus par les activités statistiques du Service de Renseignements Epidémiologiques et par le fonctionnement régulier du système des Echanges de personnel sanitaire; elle approuve d'autre part les résultats obtenus par les enquêtes qui ont été continuées par le Comité en matière de standardisation des produits sérologiques et biologiques, ainsi que les enquêtes sur la mortalité par le cancer; les activités de la Commission du Paludisme, ainsi que les démarches des enquêteurs et des conseillers techniques mis à la disposition des Gouvernements par la Commission des Epidémies; les travaux portant sur la préparation des accords et des conventions sanitaires, et donne son approbation à l'initiative prise pour l'établissement d'un bureau de renseignements épidémiologiques en Extrême-Orient;

« La deuxième Commission émet le vœu que l'Organisation d'Hygiène prenne en considération, dès à présent, le problème de l'éducation physique, qu'elle envisage son expansion et la standardisation éventuelle d'une méthode rationnelle qui pourrait être incorporée internationalement au programme de toutes les écoles ».

Le MAHARAJAH DE BIKANER (Inde) exprime son admiration pour l'œuvre qui a été accomplie et qui est d'une si grande importance pour l'Inde, pays particulièrement exposé aux contagions, en raison de sa position centrale entre l'Orient et l'Occident et de l'étendue de son littoral. Il propose qu'il y ait un contact constant entre les spécialistes formant le Comité d'Hygiène d'une part, et de l'autre le Comité de l'Office international d'Hygiène publique, afin que les propositions du Comité d'Hygiène soient susceptibles d'être acceptées et mises à exécution par les autorités des organisations d'hygiène des gouvernements intéressés, dont quelques-uns, quoique représentés au Comité permanent, ne le sont pas au Comité d'Hygiène. Il est désirable par exemple que le projet maintenant examiné par le Comité d'Hygiène, tendant à établir une nouvelle commission sanitaire en Extrême-Orient, soit rattaché au projet de convention actuellement entre les mains du Comité permanent de l'Office international. A cet effet, il propose que la deuxième Commission adopte une résolution sur la procédure à suivre pour que l'Office international puisse exprimer son avis sur le rapport annuel du Comité d'Hygiène.

Sir Hubert Llewellyn SMITH (Empire britannique) félicite le rapporteur et déclare que le travail du Comité d'Hygiène s'est développé d'une façon admirable au cours de l'année écoulée; les promesses relatives aux économies données l'an dernier ont été strictement tenues.

Il donne son adhésion en principe et parce qu'elles lui semblent de bonne politique, aux suggestions faites par le Maharajah de Bikaner; tout en reconnaissant les heureux effets des échanges en personnel sanitaire, il espère que les relations individuelles dans les différents pays qui en résulteront ne remplaceront pas les rapports directs et tout naturels entre le Comité

VIII. THIRD MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee held its third meeting yesterday, Thursday, September 11th, at 3.30 p.m., under the chairmanship of M. GARAY (Panama).

Work of the Health Organisation.

Dr. Ramon CABALLERO (Paraguay), Rapporteur of the Committee, gave a comprehensive review of the work of the Health Organisation during the past year and submitted the following draft resolution for the consideration of the Committee:

"The Second Committee, after examining the report (A. 22. 1924) of the Health Committee on the work accomplished by the Health Organisation between the Fourth and Fifth Assemblies, notes with satisfaction that the Health Committee has been definitely constituted in accordance with the scheme approved by the Fourth Assembly;

"It considers that the work accomplished by the Health Organisation is in conformity with the duties entrusted to it by Article 23 (f) of the Covenant and that it is instrumental in promoting valuable international co-operation in health matters;

"It approves the work done by the Service of Epidemiological Intelligence and Public Health Statistics and the results obtained by the regular working of the system of the interchange of health personnel. It further approves the results obtained by the enquiries carried on by the Committee in regard to the standardisation of sera and biological products and mortality from cancer, the work of the Malaria Commission and of the investigators and advisers placed at the disposal of the Governments by the Epidemic Commission, the work connected with the preparation of sanitary agreements and conventions, and the action taken with a view to establishing a Bureau of Epidemiological Intelligence in the Far East; and

"Expresses the hope that the Health Organisation will forthwith take into consideration the problem of physical education, its extension and the eventual standardisation of a rational method to be incorporated internally in the curricula of all schools."

The MAHARAJAH OF BIKANER (India) expressed his appreciation of the work which had been done, especially the work which vitally affected India — a country peculiarly exposed to infection owing to its central position between East and West and the extent of its seaboard. He suggested that continuous contact should be maintained between the specialists drawn from certain countries forming the Health Committee on the one hand and, on the other hand, the Permanent Committee of the International Office of Public Health, in order that the proposals of the Health Committee might be capable of acceptance in practice by the health authorities of the Governments concerned, some of whom, while represented on the Permanent Committee, were not represented on the Health Committee. It was desirable, for instance, that the scheme under consideration by the Health Committee for a new Sanitary Convention for the Far East should be related to the draft convention at present under consideration by the International Office of Public Health. With this object in view, he suggested that the Commission might adopt a resolution with regard to the procedure to be observed in securing the opinion of the Comité permanent of the Office international de l'Hygiène publique on the annual report of the Health Committee.

Sir Hubert LLEWELLYN SMITH (British Empire) congratulated the Rapporteur and said that the work of the Health Committee had developed admirably during the past year and that the promise of economy given a year ago had been strictly fulfilled.

As a matter of good procedure, and in principle, he supported the suggestion of the Maharajah of Bikaner. While testifying to the beneficent effect of the interchanges of public health personnel, he hoped that the resulting establishment of relations between individuals in different countries would not in any way supersede the natural and direct inter-

d'Hygiène et les autorités sanitaires nationales des Etats Membres de la Société. D'une part, il se permet de douter de la possibilité d'accorder la somme entière prévue au budget pour cette œuvre, au cas où la dotation Rockefeller viendrait à cesser. D'autre part, il est convaincu qu'en aucun cas l'article relatif aux recherches spéciales et aux conférences techniques ne sera réduit et il désire donner au Comité l'assurance qu'il donnera son appui quand le budget de l'Organisation de l'Hygiène sera examiné.

Le Dr RAJCHMAN déclare qu'il n'a pas été possible de soumettre à l'Office international d'Hygiène publique un rapport concernant la tâche future de l'Organisation d'Hygiène, parce que le développement de ses travaux dépend des crédits qui lui seront alloués par l'Assemblée et de l'approbation du programme par la deuxième Commission. D'autre part, le rapport de l'Office international d'Hygiène de Paris est soumis à la deuxième Commission, conformément au désir qui avait été exprimé l'an dernier.

En ce qui concerne les échanges, l'Organisation d'Hygiène ne désire nullement substituer un système de correspondance avec les fonctionnaires ayant bénéficié des échanges aux relations existant actuellement avec les organisations d'hygiène nationale.

M. SUGIMURA (Japon), après avoir félicité cordialement l'Organisation d'Hygiène de son œuvre prospère et importante, exprime l'espoir que lorsque la contribution précieuse fournie par l'Amérique à l'œuvre des échanges des fonctionnaires sanitaires cessera, il sera possible d'inscrire au budget une somme suffisante pour continuer l'œuvre.

M. PIRONTI (Italie) exprime sa vive satisfaction devant l'œuvre accomplie, particulièrement devant les études qui ont été faites des maladies épidémiques comme la malaria et le cancer. L'Italie a été assidue dans sa lutte contre la malaria et dans l'établissement du dispensaire destiné à lutter contre la tuberculose et les maladies vénériennes, conformément à la nouvelle convention sanitaire de mars 1923. Eu égard aux résultats réalisés durant l'année écoulée et à la certitude que l'argent serait dépensé prudemment, la délégation italienne a retiré les réserves qu'elle avait faites sur le budget durant la dernière Assemblée. Il désire pour lui, non seulement que le budget ne soit pas réduit, mais encore qu'il soit augmenté, afin que le système des échanges du personnel sanitaire soit continué après la cessation de la dotation de l'Institut Rockefeller.

M. van EYSINGA (Pays-Bas) approuve le projet d'enquête sur l'éducation physique qui ne nécessitera aucune nouvelle dépense. Il approuve aussi l'opinion du délégué de l'Inde. Il propose la formation d'un petit sous-comité pour concilier ses propositions relatives au rapport annuel avec des considérations pratiques du Dr Rajchman. Il exprime quelques doutes sur la possibilité d'accroître les crédits de 50% ainsi qu'il a été proposé et il ne promet pas de donner son appui.

M. Georges BONNET (France) espère que les enquêtes spéciales si heureuses jusqu'ici continueront. Il insiste sur l'importance des échanges de personnel sanitaire, auxquels les représentants de Grande-Bretagne, de France et du Japon, ont rendu témoignage et qui comprennent des ressortissants de pays étrangers à la Société des Nations, par exemple la Russie et l'Allemagne. Il espère que les plus larges crédits possibles lui seront alloués pour l'œuvre de l'organisation d'hygiène.

Le Dr PITAMIC (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) demande que l'Organisation d'hygiène entreprenne une enquête coordonnant l'œuvre réalisée dans les autres pays pour la lutte contre la tuberculose, questions de grande importance, non seulement pour la Serbie, mais aussi pour plusieurs autres pays.

Sur la proposition du PRÉSIDENT, cette question est renvoyée à la sous-commission des résolutions.

M. MONTARROYOS (Brésil) félicite chaleureusement le rapporteur et tous les collaborateurs de l'œuvre de l'organisation d'hygiène et insiste sur les bienfaits éprouvés par son pays du fait de la lutte contre les maladies épidémiques, par voie coopérative. Il est à souhaiter que l'on accorde les crédits les plus élevés pour la continuation de cette œuvre; en particulier en ce qui regarde le système d'échange il est entièrement de l'avis de M. Bonnet.

course between the Health Committee and the national health authorities of States Members. On the one hand, he expressed some doubt as to the possibility of including in the budget the full amount requested for this work, if and when the contribution of the Rockefeller Foundation should expire. On the other hand, he was convinced that in no event should the item for special investigations and technical conferences be cut down, and he assured the Committee of his support when the budget of the Health Organisation was under consideration.

Dr. RAJCHMAN stated that it had not been possible to submit to the International Office at Paris a report regarding the future work of the Health Organisation because the development of this work depended upon the credits allotted by the Assembly and the programme approved by the Second Committee. On the other hand, the Report to the International Office at Paris was being submitted to the Second Committee in accordance with the desire expressed last year.

As regards interchanges, there was no desire on the part of the Health Organisation to substitute for relations with the national health authorities a system of correspondence with officers who had benefited by the interchanges.

M. SUGIMURA (Japan), after heartily congratulating the Health Organisation on its successful and far-reaching work, hoped that, if and when the welcome American contribution towards the interchange of health officers expired, it might be possible to place on the budget a sufficient sum in order to carry on this work.

M. PIRONTI (Italy) expressed lively satisfaction at the work that had been done, especially in the study of epidemic diseases, e.g. malaria and cancer. Italy had been particularly assiduous in combating malaria and in setting up dispensaries for dealing with tuberculosis and venereal diseases under a new sanitary convention of March 1923. In view of the results which had been attained during the past year, and the certainty that the money would be prudently spent, the Italian Delegation withdrew the reserves which it had made regarding the budget during the last Assembly. He desired not only that the budget should in no way be cut down but that it should be increased in order to allow of the system of interchange of sanitary personnel being continued after the Rockefeller Foundation's contribution had expired.

M. van EYSINGA (Netherlands) approved the enquiry on physical education, which would require no new expenditure. He supported the opinion of the Delegate of India and suggested the formation of a small sub-committee to reconcile his suggestion regarding the annual report with the practical considerations of Dr. Rajchman. He expressed some doubt as to the possibility of increasing the budget by 50%, as was proposed, but promised his sympathetic consideration.

M. Georges BONNET (France) hoped that the special enquiries which had been so successful in the past would continue. He emphasised the importance of the interchange of sanitary personnel to which the British, French and Japanese representatives had borne testimony, and which included nationals of countries outside the League of Nations, e.g. Russia and Germany. He hoped that the maximum amount possible would be allocated for the work of the Health Organisation.

Dr. PITAMIC (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) requested that the Health Organisation should undertake an enquiry co-ordinating the practical work which had been done in other countries in fighting tuberculosis, a matter of importance not only to Serbia but to several other countries.

On the proposal of the CHAIRMAN, this was referred to the Sub-Committee on Resolutions.

M. MONTARROYOS (Brazil) warmly congratulated the Rapporteur and all those connected with the work of the Health Organisation, and emphasised the benefit which his country had derived from the combating of epidemic diseases by co-operation. It was desirable to allocate as much money as possible for the prosecution of this work. In particular as regards the interchange system he agreed entirely with M. Bonnet.

Dr VASCONCELLOS (Portugal) suggère qu'un paragraphe soit ajouté à la résolution de la deuxième Commission, de façon à convaincre la quatrième Commission de l'importance qu'il y a à maintenir les crédits demandés par l'Organisation d'hygiène.

Sir Henry STRAKOSCH (Afrique du Sud) parle en faveur de la proposition du Maharajah de Bikaner. Une coopération étroite est rendue possible par le fait que l'Office permanent de Paris se réunit deux fois par an, tout comme le Comité d'hygiène. Cette coopération est d'autant plus précieuse que certains pays non représentés au comité d'hygiène, mais représentés à l'Office de Paris, sont intéressés à cette œuvre.

Dr C. C. WANG (Chine) exprime son estime pour l'œuvre de l'Organisation d'hygiène, espérant qu'elle se développera à l'avenir. Il est essentiel que la Société se préoccupe de la santé publique. L'œuvre sanitaire complète, celle du développement du transit, par coopération internationale, déjà entreprise par la Société, puisque les transports intensifs propagent les maladies.

NOMINATION DE LA SOUS-COMMISSION

Sur la proposition du Président, les sous-commissions suivantes sont nommées:

Sous-Commission des relations entre la Commission d'hygiène et l'Office de Paris:

M. van EYSINGA (Pays-Bas).
Le Maharajah de BIKANER (Inde).
M. PIRONTI (Italie).
Sir Hubert LLEWELLYN SMITH (Empire britannique).
et le rapporteur Dr CABALLERO.
Secrétaire: Dr RAJCHMAN.

La Sous-Commission chargée d'élaborer le texte final de la résolution (se réunira à 9 h. 30, chambre 44, du Secrétariat, le vendredi 12 septembre):

Dr PITAMIC (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes).
M. SUGIMURA (Japon).
M. Georges BONNET (France).
Sir George BUCHANAN (Empire britannique).
et le rapporteur Dr CABALLERO.

IX. RATIFICATION DES CONVENTIONS

M. MOTTA, premier délégué de la Suisse et président de la cinquième Assemblée, a signé, pour la Confédération suisse, le Protocole relatif aux Clauses d'arbitrage, fait à Genève, le 24 septembre 1923.

Dr VASCONCELLOS (Portugal) suggested that a paragraph should be added to the resolution of the Second Committee in order to convince the Fourth Committee that it was important to maintain the credits asked for by the Health Organisation.

Sir Henry STRAKOSCH (South Africa) supported the proposal of the Maharajah of Bikaner. Close co-operation was practicable, as the Paris International Office, like the Health Committee, met twice a year. This co-operation was all the more desirable as certain countries not directly represented on the Health Committee, but affiliated to the Paris Office, were closely interested in the work undertaken by the former.

Dr. C. C. WANG (China) expressed warm appreciation of the past work of the Health Organisation and hoped that it would attain full development in the future. It was the essence of League work to take steps to preserve human life. Health work was also the necessary complement of the development of transit by international co-operation, already undertaken by the League, since intensive transport spread disease.

APPOINTMENT OF SUB-COMMITTEES

On the proposal of the Chairman, the following sub-committees were appointed:

Sub-Committee on Relations between the Health Committee and the Permanent Committee of the Office international d'Hygiène publique:

M. van EYSINGA (Netherlands).
The Maharaja of BIKANER (India).
M. PIRONTI (Italy).
Sir Hubert LLEWELLYN SMITH (British Empire).
Dr. CABALLERO (Rapporteur).
Secretary: Dr. RAJCHMAN.

Committee for drafting the final text of the Rapporteur's resolution (to meet at 9.30 in Room 44, at the Secretariat, on Friday September 12th):

Dr. PITAMIC (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes)
M. SUGIMURA (Japan).
M. Georges BONNET (France).
Sir George BUCHANAN (British Empire).
Dr. CABALLERO (Rapporteur).

IX. RATIFICATION OF CONVENTIONS

M. MOTTA, First Delegate of Switzerland and President of the Fifth Assembly, has signed on behalf of the Swiss Confederation the Protocol on Arbitration Clauses adopted at Geneva on September 24th, 1923.

X. CORRECTIONS ET ADJONCTIONS A LA LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS ET DES DÉLÉGATIONS

X. CORRECTIONS AND ADDITIONS TO THE LIST OF MEMBERS OF COMMITTEES AND DELEGATIONS

PREMIÈRE COMMISSION. — FIRST COMMITTEE.

Royaume des Serbes, Croates et Slovènes: Dr L. Politch. — Dr K. Koumanoudi (suppléant).

DEUXIÈME COMMISSION. — SECOND COMMITTEE.

Royaume des Serbes, Croates et Slovènes: Dr Pitamic. — Dr M. Novakovitch (suppléant).

TROISIÈME COMMISSION. — THIRD COMMITTEE.

Royaume des Serbes, Croates et Slovènes: Dr K. Koumanoudi. — Dr Politch (suppléant).

QUATRIÈME COMMISSION. — FOURTH COMMITTEE.

Royaume des Serbes, Croates et Slovènes: Dr Novakovitch. — Dr L. Pitamic (suppléant).

CINQUIÈME COMMISSION. — FIFTH COMMITTEE.

Royaume des Serbes, Croates et Slovènes: Dr L. Pitamic. — Dr M. Novakovitch (suppléant).

SIXIÈME COMMISSION. — SIXTH COMMITTEE.

Royaume des Serbes, Croates et Slovènes: Dr M. Novakovitch. — Dr L. Pitamic (suppléant).

ADJONCTIONS A LA LISTE DES MEMBRES DES DÉLÉGATIONS ADDITIONS TO THE LIST OF MEMBERS OF THE DELEGATIONS

Brésil: M. Heitor Lyra (secrétaire).
Hongrie: S. E. M. le Comte Bethlen.
Italie: M. Massimo Pilotti (suppléant).
Paraguay: M. Caballero.

XI. LISTE DES DOCUMENTS COMMUNIQUÉS AUX
MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE

Compte rendu provisoire: quinzième séance.

Compte rendu définitif: dixième séance.

Compte rendu définitif: onzième séance.

- A. 52 Organisation économique et financière. Rapport soumis à la cinquième Assemblée (travaux du Comité économique).
- A. 58 Reconstruction de la Hongrie. Rapport de la deuxième Commission à la cinquième Assemblée.
- A. 59 Examen des réponses du Comité spécial de juristes visé par la résolution du Conseil du 28 septembre 1923. Proposition faite par M. Loudon, délégué des Pays-Bas.

XII. ERRATUM

La fin du discours prononcé par Lord Parmoor à la troisième Commission, le mercredi 10 septembre, est la suivante:

« Pour terminer, Lord Parmoor déclare que lorsque le moment sera venu (ce qui n'est point le cas encore), le Gouvernement britannique soumettra à l'examen de la Commission une proposition circonstanciée, relative à l'arbitrage, la sécurité et le désarmement. »

XI. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS
OF THE ASSEMBLY

Provisional Verbatim Record: fifteenth meeting.

Definitive Verbatim Record: tenth meeting.

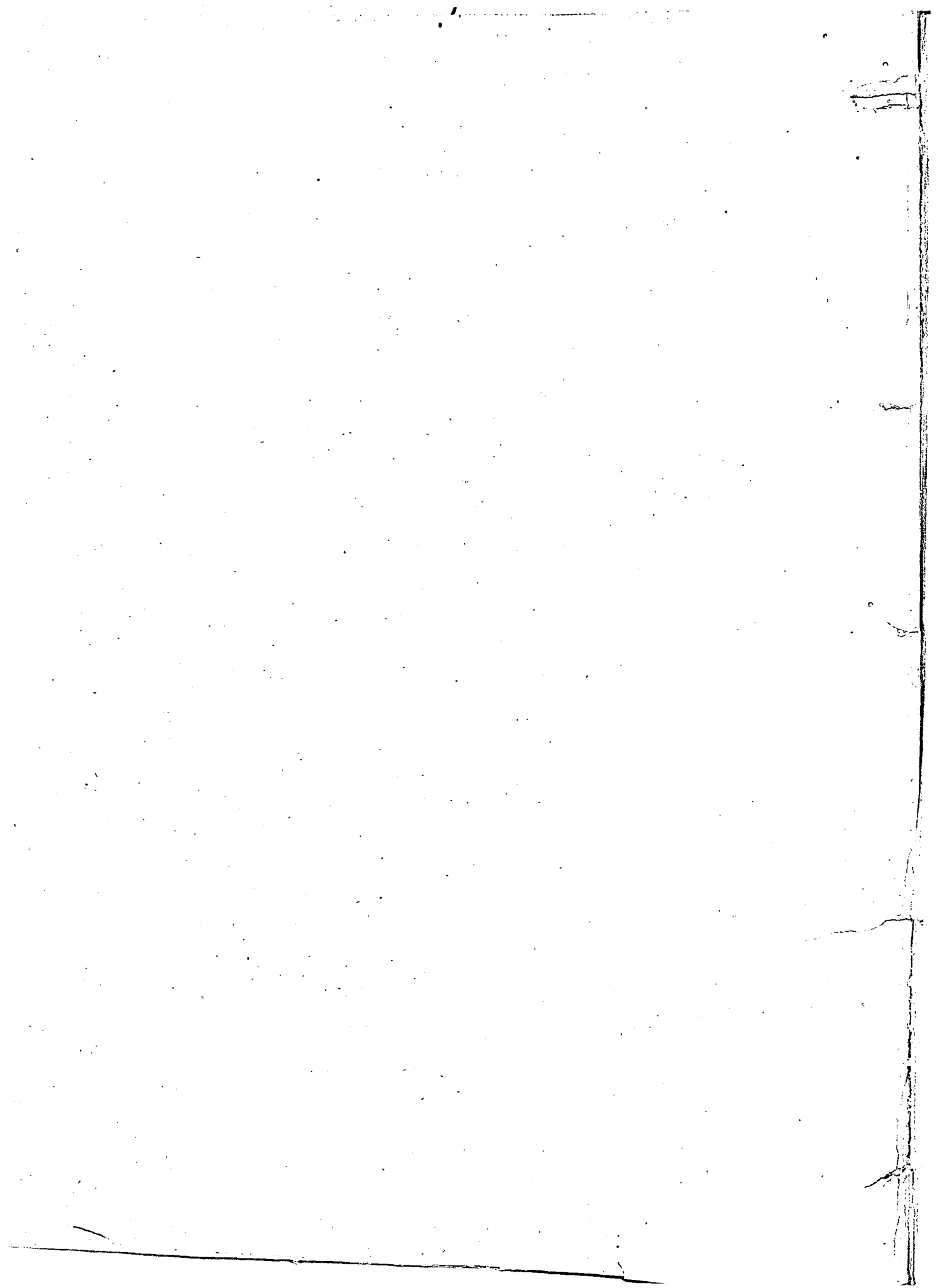
Definitive Verbatim Record: eleventh meeting.

- A. 52 Economic and Financial Organisation. Report submitted to the Fifth Assembly (Work of Economic Committee).
- A. 58 Reconstruction of Hungary. Report of the Second Committee to the Fifth Assembly.
- A. 59 Examination of the replies of the Special Committee of Jurists appointed in pursuance of the Resolution adopted by the Council on September 28th, 1923. Proposal by M. Loudon, Delegate of the Netherlands.

XII. ERRATUM.

The conclusion of Lord Parmoor's speech in the Third Committee on Wednesday, September 10th, should read as follows:

"In conclusion, Lord Parmoor said that, when the time came (which was not yet), the British Government would present a specific proposal in regard to arbitration, security and disarmament for the consideration of the Committee."



RÉSUMÉ MENSUEL

DES TRAVAUX
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le *Résumé mensuel* des travaux de la Société des Nations fournit chaque mois un tableau général de l'activité de la Société des Nations. Il est en vente aux prix suivants :

Abonnement annuel.....	Argent suisse	Fr. 5.—
Prix du numéro		» 0.50

SOCIÉTÉ DES NATIONS

JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal Officiel* paraît, depuis janvier 1922, en deux éditions (l'une en français et l'autre en anglais); il contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et des résolutions adoptés par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

Abonnement annuel, 1924	Argent suisse	Fr. 60.—
(Le prix des numéros isolés varie selon leur étendue.)		

1 ^{re} année, 1920, Nos 1-8	»	15.—
2 ^{me} » 1921, » 1-12	»	15.—
3 ^{me} » 1922, » 1-12	»	60.—
4 ^{me} » 1923, » 1-12	»	60.—

SUPPLÉMENTS SPÉCIAUX DU JOURNAL OFFICIEL

No hors série. Résolutions adoptées par l'Assemblée au cours de sa première session	Argent suisse	Fr. 2.—
No 1. Correspondance concernant la question des îles d'Aland	»	1,25
No 2. Avant-projet pour l'Institution de la Cour permanente de Justice internationale ..	»	1,25
No 3. Question des îles d'Aland. Rapport de la Commission internationale de Juristes ..	»	1,25
No 4. Documents relatifs au différend entre la Pologne et la Lituanie	»	9.—
No 5. Résolutions adoptées par le Conseil de la Société des Nations au cours de sa treizième session, Genève, 17-28 juin 1921 ..	»	1,50
No 6. Résolutions et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa deuxième session (du 5 septembre au 5 octobre 1921)	»	2.—
No 7. Constitution de la Ville libre de Dantzig ..	»	3,50
No 8. Index des Procès-Verbaux des Sessions du Conseil de l'année 1921	»	5.—
No 9. Résolution et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa troisième session	»	2.—
No 10. Index du <i>Journal Officiel</i> pour les années 1920 et 1921 (1 ^{re} et 2 ^{me} années)	»	9.—
No 11. Résolution et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa quatrième session	»	3.—
No 12. Index du <i>Journal Officiel</i> pour l'année 1922 ..	»	5.—
No 13-19. Actes de la Quatrième Assemblée (six volumes)	»	50.—

THE MONTHLY SUMMARY

OF THE
LEAGUE OF NATIONS

The *Monthly Summary* of the League of Nations is a record of the proceedings of all League meetings, and provides in general form a regular account of League activities. It is on sale at the following prices :

Annual subscription	5/-	\$1 5	Swiss frs.
Single numbers	6d.	10 cts.	50 centimes.

LEAGUE OF NATIONS

OFFICIAL JOURNAL

The *Official Journal*, which is published (since January 1922) in separate editions in English and French, contains the complete Minutes of the Sessions of the Council of the League of Nations, the text of the Reports and Resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Annual subscription, 1924	£2 10s.	\$12.00
(The prices of the separate numbers vary according to size.)		

1st Year, 1920, Nos. 1-8	15/-	\$3.00
2nd » 1921, » 1-12	15/-	\$3.00
3rd » 1922, » 1-12	£3	\$12.00
4th » 1923, » 1-12	£2/10	\$12.00

SPECIAL SUPPLEMENTS TO THE OFFICIAL JOURNAL

Unnumbered. Resolutions adopted by the Assembly during its First Session ..	2/-	\$0.40
No. 1. Correspondence concerning the Question of the Aaland Islands	1/3	\$0.25
No. 2. Draft Scheme for the Institution of the Permanent Court of International Justice	1/3	\$0.25
No. 3. The Aaland Islands Question. Report of the Committee of Jurists.	1/3	\$0.25
No. 4. Documents concerning the Dispute between Poland and Lithuania ..	9/-	\$1.80
No. 5. Resolutions adopted by the Council at its Thirteenth Session in Geneva, June 1921	1/6	\$0.30
No. 6. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Second Session (September 5th to October 5th, 1921)	2/-	\$0.40
No. 7. Constitution of the Free City of Danzig ..	3/6	\$0.70
No. 8. Index to the Minutes of the Sessions of Council during 1921	5/-	\$1.00
No. 9. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Third Session	2/-	\$0.40
No. 10. Index to the <i>Official Journal</i> for the years 1920 and 1921 (first and second years) ..	7/6	\$1.80
No. 11. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Fourth Session	2/6	\$0.60
No. 12. Index to the <i>Official Journal</i> for the year 1922	4/-	\$1.00
No. 13-19. Records of the Fourth Assembly (six volumes)	£2	\$10.00

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Liste des Dépositaires
des Publications de la Société des Nations.

- ARGENTINE**
Librería « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.
- AUSTRALIE**
Australasian Publishing Co. Ltd., 229 Clarence Street, SYDNEY.
- AUTRICHE et ALLEMAGNE**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz 5, VIENNE.
- BELGIQUE**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE**
Flores, San Román y Cia., Librería « Renacimiento », LA PAZ.
- BRESIL**
Livraria F. Brigulet & Cia., 23, rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.
- BULGARIE**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvo-boditel" No 4a, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell and Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA-RICA**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.
- DANEMARK**
V. Pios Boghandel-Povl Branner, 13, Nórregade, COPENHAGUE.
- ÉQUATEUR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- ETATS-UNIS**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- FINLANDE**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).
- GRANDE-BRETAGNE, DOMINIONS et COLONIES**
Constable & Co. Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W. C., 2.
- GRECE**
Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Constitution, ATHÈNES.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Librería Cervantès, 10a, Calle Oriente No. 5, GUATEMALA.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HONGRIE**
Ferdinand Pfeifer (Zeldler Frères), Kossuth Lajos Utca 7 SZ., BUDAPEST IV, KER.
- INDES**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS et CALCUTTA.
- ITALIE**
Librería Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- MEXIQUE**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORVEGE**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Librería I. Preclado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PAYS-BAS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PÉROU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE**
Gebethner & Wolff, ulica Stenkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- ROUMANIE**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**
Librería Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- BASSIN DE LA SARRE**
Ulric Marguet 74, Bahnhofstrasse, SARBREUCK.
- ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES**
Librairie Française Henri Soubre 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SUEDE**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE**
Librairie F. Topič, 11 Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY**
Librería Maximino García, Calle Sarandí 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser :
Service des Publications, Société des Nations,
GENÈVE (Suisse).

LEAGUE OF NATIONS

Authorised Agents
for the Publications of the League of Nations.

- ARGENTINE**
Librería « El Ateneo », Calle Florida 371, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIA**
Australasian Publishing Co., Ltd., 229, Clarence Street, SYDNEY.
- AUSTRIA and GERMANY**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz, 5, VIENNA.
- BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUSSELS.
- BOLIVIA**
Flores, San Román y Cia., Librería « Renacimiento », LA PAZ.
- BRAZIL**
Livraria F. Brigulet & Cia., 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIA**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvo-boditel" No 4a, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell & Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA RICA**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topič, 11 Narodni, PRAGUE.
- DENMARK**
V. Pios Boghandel—Povl Branner, 13, Nórregade, COPENHAGEN.
- ECUADOR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- FINLAND**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain PARIS (VI^e).
- GREAT BRITAIN, DOMINIONS and COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.
- GRECE**
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitution, ATHENS.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Librería Cervantès, 10a, Calle Oriente, No. 5, GUATEMALA.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HUNGARY**
Ferdinand Pfeifer (Zeldler Bros.), Kossuth Lajos Utca 7 SZ. BUDAPEST, IV, KER.
- INDIA**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS and CALCUTTA.
- ITALY**
Librería Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPAN**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- MEXICO**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE HAGUE.
- NICARAGUA**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Librería I. Preclado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PERU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLAND**
Gebethner & Wolff, ulica Stenkiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.
- ROUMANIA**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SAAR BASIN**
Librairie Marguet, 74, Bahnhofstrasse, SAARBRUCK.
- SALVADOR**
Librería Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES**
Librairie Française Henri Soubre, 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SPAIN**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- UNITED STATES**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, Boston 9, Mass.
- URUGUAY**
Librería Maximino García, Calle Sarandí 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries apply:
Publication Department, League of Nations,
GENÈVE (Switzerland).

JOURNAL

DE LA
CINQUIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1924

OF THE
FIFTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1924

N° 12. — SAMEDI 13 SEPTEMBRE 1924.

No. 12. — SATURDAY, SEPTEMBER 13th, 1924.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 132, au Secrétariat.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 132 at the offices of the Secretariat).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	115
II. Première Commission	116
III. Quatrième séance de la deuxième Commission	116
IV. Quatrième séance de la cinquième Commission	118
V. Deuxième séance de la sixième Commission	120
VI. Quatrième séance de la troisième Commission	121
VII. Quatrième séance de la quatrième Commission	125
VIII. Rapport à l'Assemblée de la Commission de l'Ordre du Jour	126
IX. Ratifications des conventions	127
X. Corrections et adjonctions à la liste des membres des Commissions et des Délégations	127
XI. Communications émanant des organisations interna- tionales non-officielles	127
XII. Assemblée générale de l'Association internationale des journalistes accrédités à la Société des Nations	128
XIII. Adjonctions à la liste des agences télégraphiques et des journaux représentés à la cinquième Assem- blée de la Société des Nations	128
XIV. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée	129

I. PROGRAMME DES SÉANCES.

Première Commission.

La cinquième Sous-Commission de la première Commission se réunira aujourd'hui (samedi 13 septembre) à 15 h. à la Villa St-Victor.

Deuxième Commission.

La deuxième Commission se réunira aujourd'hui (samedi 13 septembre) à 14 h. 30 au Bureau du Secrétariat (Salle F).

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	115
II. First Committee	116
III. Fourth Meeting of the Second Committee	116
IV. Fourth Meeting of the Fifth Committee	118
V. Second Meeting of the Sixth Committee	120
VI. Fourth Meeting of the Third Committee	121
VII. Fourth Meeting of the Fourth Committee	125
VIII. Report to the Assembly of the Agenda Committee.	126
IX. Ratifications of Conventions	127
X. Corrections and Additions to the List of the Members of the Committees and Delegations.	127
XI. Communications from non-official International Orga- nizations	127
XII. General Assembly of the International Association of Journalists accredited to the League of Nations	128
XIII. Additions to the List of Telegraph Agencies and news- papers represented at the Fifth Assembly of the League of Nations	128
XIV. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	129

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

First Committee.

The Fifth Sub-Committee of the First Committee will meet to-day (Saturday, September 13th) at 3 p.m. in the Villa St. Victor.

Second Committee.

The Second Committee will meet to-day (Saturday, September 13th) at 2.30 p.m. in the offices of the Secretariat (Room F).

Troisième Commission.

La troisième Commission se réunira aujourd'hui (samedi 13 septembre) à 10 h. 30 au Bureau du Secrétariat (Salle F).

Quatrième Commission.

La quatrième Commission se réunira aujourd'hui (samedi 13 septembre) à 10 h. 30 au Bureau du Secrétariat (Salle B).

La Sous-Commission A de la quatrième Commission se réunira aujourd'hui (samedi 13 septembre) à 16 h. 30 au Bureau du Secrétariat (Salle 95).

Cinquième Commission.

La cinquième Commission se réunira aujourd'hui (samedi 13 septembre) à 10 h. 30 au Bureau du Secrétariat (Salle C).

Sixième Commission.

La sixième Commission se réunira aujourd'hui (samedi 13 septembre) à 15 h. 30 au Bureau du Secrétariat (Salle E).

La première Sous-Commission de la sixième Commission se réunira aujourd'hui (samedi 13 septembre) à 11 h. 30 au Bureau du Secrétariat (Salle E).

La deuxième Sous-Commission de la sixième Commission se réunira aujourd'hui (samedi 13 septembre) à 10 h. 30 au Bureau du Secrétariat (Salle 104).

Comité financier.

Le Comité financier se réunira aujourd'hui (samedi 13 septembre) à 10 h. et à 15 h. 30 au Bureau du Secrétariat (Salle D).

Commission de Contrôle d'Autriche.

La Commission de Contrôle se réunira aujourd'hui (samedi 13 septembre) à 11 h. au Bureau du Secrétariat (Salle D).

Commission permanente consultative pour les questions militaires navales et aériennes.

La Commission permanente consultative se réunira aujourd'hui (samedi 13 septembre) à 16 h. au Bureau du Secrétariat (Salle B).

Le Conseil.

Il y aura une séance du Conseil aujourd'hui (samedi 13 septembre) à 17 h. 30 au Bureau du Secrétariat (Salle C).

II. PREMIÈRE COMMISSION.

CINQUIÈME SOUS-COMMISSION.

La cinquième Sous-Commission s'est réunie hier (vendredi 12 septembre) à 10 h. 30. Elle a ouvert le débat sur des questions qui lui avaient été renvoyées, entre autres celle de l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

Le débat sera repris lors de la prochaine séance.

III. QUATRIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION.

La deuxième Commission a tenu sa quatrième séance hier vendredi 12 septembre 1924, à 10 h. 30 sous la présidence de M. GARAY (Panama).

ŒUVRE DE L'ORGANISATION D'HYGIÈNE (suite de la discussion).

Adoption d'une résolution d'ensemble.

Sur la proposition de la Sous-Commission chargée des résolutions, la Commission propose la résolution suivante:

« La deuxième Commission, après avoir pris connaissance du rapport présenté par le Comité d'Hygiène sur l'œuvre de l'Organisation d'Hygiène entre la quatrième et la cinquième Assemblées, se félicite de la constitution définitive du Comité d'Hygiène sur la base du projet approuvé par la quatrième Assemblée.

Third Committee.

The Third Committee will meet to-day (Saturday, September 13th) at 10.30 a.m. in the offices of the Secretariat (Room F).

Fourth Committee.

The Fourth Committee will meet to-day (Saturday, September 13th) at 10.30 a.m. in the offices of the Secretariat (Room B).

Sub-Committee A of the Fourth Committee will meet to-day (Saturday, September 13th) at 4.30 p.m. in the offices of the Secretariat (Room 95).

Fifth Committee

The Fifth Committee will meet to-day (Saturday, September 13th) at 10.30 a.m. in the offices of the Secretariat (Room C).

Sixth Committee.

The Sixth Committee will meet to-day (Saturday, September 13th) at 3.30 p.m. in the offices of the Secretariat (Room E).

The First Sub-Committee of the Sixth Committee will meet to-day (Saturday, September 13th) at 11.30 a.m. in the offices of the Secretariat (Room E).

The Second Sub-Committee of the Sixth Committee will meet to-day (Saturday, September 13th) at 10.30 a.m. in the offices of the Secretariat (Room 104).

Financial Committee.

The Financial Committee will meet to-day (Saturday, September 13th) at 10 a.m. and 3.30 p.m. in the offices of the Secretariat (Room D).

Austrian Committee of Control.

The Committee of Control will meet to-day (Saturday, September 13th) at 11 a.m. in the offices of the Secretariat (Room D).

Permanent Advisory Commission for Military, Naval and Air Questions.

The Permanent Advisory Commission will meet to-day (Saturday, September 13th) at 4 p.m. in the offices of the Secretariat (Room B).

The Council.

There will be a meeting of the Council to-day (Saturday, September 13th) at 5.30 p.m. in the offices of the Secretariat (Room C).

II. FIRST COMMITTEE

FIFTH SUB-COMMITTEE.

The Fifth Sub-Committee met yesterday (Friday, September 12th) at 10.30 a.m. It began a discussion of questions referred to it, including Article 36, par. 2, of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

It will continue this discussion at its next meeting.

III. FOURTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee held its fourth meeting yesterday Friday, September 12th, at 10.30 a.m. under the Chairmanship of M. GARAY (Panama).

WORK OF THE HEALTH ORGANISATION (continuation of the discussion).

Adoption of the general resolution.

On the proposal of the Resolutions Sub-Committee, the Committee adopted the following resolution:

“ The Second Committee, after examining the report of the Health Committee on the work accomplished by the Health Organisation between the Fourth and Fifth Assemblies, notes with satisfaction that the Health Committee has been definitely constituted in accordance with the scheme approved by the Fourth Assembly.

« Elle estime que l'œuvre accomplie par l'Organisation d'Hygiène est conforme à la mission confiée à la Société des Nations par le paragraphe /, article 23 du Pacte et de nature à développer une collaboration internationale féconde en matière d'hygiène.

« Elle apprécie les travaux du Service de renseignements épidémiologiques et statistiques sanitaires ainsi que les résultats du développement de la pratique des échanges du personnel sanitaire. Elle se félicite du résultat obtenu par les efforts du Comité en matière de standardisation des produits sérologiques et biologiques; elle estime qu'il est possible d'attendre les résultats les plus féconds de l'enquête entreprise sur la mortalité par le cancer, et que les travaux de la Commission du paludisme sont de nature à apporter une aide précieuse aux administrations intéressées; elle félicite le Comité d'avoir mis à la disposition des gouvernements qui en ont présenté la demande des enquêteurs et des conseillers techniques en matière d'hygiène, elle donne son approbation à l'établissement d'un bureau de renseignements épidémiologiques en Extrême-Orient.

« Elle invite l'Organisation d'Hygiène à aborder, en temps utile, l'étude du problème d'éducation physique et de rechercher les moyens de la généraliser selon des méthodes rationnelles. Elle demande au Comité d'entreprendre une enquête sur la valeur des mesures efficaces contre la tuberculose en tenant compte de la proposition du Gouvernement serbe-croate-slovene. »

Lettre au Président de l'Assemblée relative au budget de l'Organisation d'hygiène.

La Sous-Commission chargée des résolutions soumet un projet de lettre adressé par le Président de la deuxième Commission au Président de l'Assemblée, dans laquelle il exprime l'avis que, la deuxième Commission, tout en n'étant pas compétente pour discuter une question budgétaire, est convaincue qu'aucune décision tendant à rendre impossible la réalisation du programme technique élaboré par le Comité d'hygiène, ne saurait être prise par l'Assemblée; la deuxième Commission est d'avis que cette opinion doit être portée à la connaissance de la quatrième Commission.

M. van EYSINGA (Pays-Bas) s'oppose à cette procédure qui, à son avis, constitue un précédent indésirable, lequel, une fois établi, devra être suivi, en ce qui concerne tous les autres organismes techniques de la Société, si la quatrième Commission ne peut pas leur porter préjudice.

Après un débat prolongé, on décide par 14 voix contre 10 que la lettre ne sera pas envoyée, mais que l'activité de l'organisation d'hygiène sera portée à la connaissance de la quatrième Commission par la voie des procès-verbaux des séances des 11 et 12 septembre, ainsi que par d'autres moyens officieux, entre autres par l'intervention des membres de la deuxième Commission faisant aussi partie de la quatrième Commission.

Rapport de la Sous-Commission sur les rapports entre le Comité d'hygiène et le Comité permanent de l'Office international d'hygiène publique.

Après une discussion prolongée, au cours de laquelle M. van EYSINGA (Pays-Bas), Président de la Sous-Commission, appuyé par M. PIRONTI (Italie) et Sir Hubert Llewellyn SMITH (Empire britannique), déclare que la résolution n'envisage aucunement le contrôle du Comité d'hygiène par le Comité permanent de l'Office international d'hygiène publique, mais seulement un moyen par lequel ce dernier pourra transmettre au Comité d'hygiène son avis sur le programme annuel du Comité d'hygiène. La résolution est ensuite critiquée comme dépassant la portée de l'article 4 du règlement intérieur du Comité d'hygiène par M. STRASBURGER (Pologne), M. SUGIMURA (Japon), M. MONTARROYOS (Brésil), M. ZUMETA (Venezuela), M. de BROUCKÈRE (Belgique) et M. VEVERKA (Tchécoslovaquie).

La Commission décide par 24 voix contre 5 d'adopter la résolution suivante qui a été amendée sur la proposition de Sir Hubert Llewellyn Smith (Empire britannique).

« It considers that the work accomplished by the Health Organisation is in conformity with the duties entrusted to it by Article 23 (f) of the Covenant, and that it is instrumental in promoting valuable international co-operation in health matters;

« Approves the work of the Service of Epidemiological Intelligence and public health statistics and the results obtained from the carrying out of the system of interchanges of public health personnel. The Commission notes with pleasure the results obtained through the efforts of the Committee in connection with the standardisation of sera and biological products. It considers that the most valuable results may be anticipated from the enquiry which has been undertaken into mortality from cancer, and that the work of the Malaria Commission is calculated to furnish valuable assistance to the administrations most vitally concerned. The Commission is gratified to note that the Health Committee has responded to the requests of several Governments by placing at their disposal investigators and technical advisers on matters of public health. It approves the establishment of a Bureau of Epidemiological Intelligence in the Far East.

« It requests the Health Organisation to take into consideration in due course the study of the problem of physical education and to investigate the means for its general extension on rational principles. It further requests the Committee to undertake an enquiry as to the value of preventive measure against tuberculosis taking into account the proposition presented by the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes. »

Letter to the President of the Assembly regarding the Budget of the Health Organisation.

The Resolutions Sub-Committee submitted a draft letter from the Chairman of the Second Committee to the President of the Assembly expressing the view that, while the Second Committee was of opinion that it was not competent to enter into a discussion on a budgetary question, it was its considered opinion that no decision should be taken by the Assembly that would render impossible the realisation of the technical programme elaborated by the Health Committee, and that it believed that this view should be brought to the knowledge of the Fourth Committee.

M. van EYSINGA (Netherlands) objected to this procedure as constituting an unnecessary precedent which, once set up, would have to be followed for all the other technical activities of the League if they were not to be prejudiced before the Fourth Committee.

After considerable discussion it was decided by 14 votes to 10 that the letter should not be sent, but that, by the transmission of the minutes of the meetings held on September 11th and 12th, and through various unofficial channels, including representations from those members of the Second Committee who also sat upon the Fourth Committee, the views of the former regarding the value of the work done by the Health Organisation should be brought to the notice of the Fourth Committee.

Report of the Sub-Committee on Relations between the Health Committee and the Permanent Committee of the Office International d'Hygiène publique.

There was a prolonged discussion during which M. van EYSINGA (Netherlands), Chairman of the Sub-Committee, supported by M. PIRONTI (Italy) and Sir Hubert Llewellyn SMITH (British Empire), stated that the resolution contemplated no kind of control over the Health Committee by the Permanent Committee of the Office International d'Hygiène publique but only a machinery by means of which the opinions of the latter body upon the annual programme might be available to the Health Committee; and criticisms of the resolution, as going beyond the terms of Art. 4 of the Rules of Procedure of the Health Committee, were made by M. STRASBURGER (Poland), M. SUGIMURA (Japan), M. MONTARROYOS (Brazil), M. ZUMETA (Venezuela), M. de BROUCKÈRE (Belgium) and M. VEVERKA (Czechoslovakia).

As a result of this discussion, the Committee decided by 24 votes to 5 to adopt the following resolution, amended on the proposal of Sir Hubert Llewellyn Smith (British Empire).

La deuxième Commission recommande à l'Assemblée d'inviter le Comité d'Hygiène à communiquer au Comité permanent de l'Office International d'Hygiène à Paris le rapport contenant les questions que le Comité d'Hygiène se propose de traiter (Procédure conforme à l'article 4 du Règlement Intérieur) à une date qui permettra au Comité de l'Office International de faire au Comité d'Hygiène toutes les observations qui lui paraîtraient désirables avant la réunion de la prochaine Assemblée.

IV. QUATRIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION.

La cinquième Commission a tenu sa quatrième séance hier vendredi 12 septembre à 15 h. 30 sous la présidence de M. ZAHLE (Danemark).

1. Désignation d'un rapporteur à l'Assemblée sur la question de l'établissement d'un foyer national pour les arméniens.

La Commission désigne M. DE BROUCKÈRE (Belgique) comme rapporteur à l'Assemblée sur les questions concernant les réfugiés.

2. Questions concernant les réfugiés (suite).

M. SARRAUT (France) soumet le projet de résolution suivant, présenté d'accord avec M^{me} SWANWICK (Empire britannique):

« La cinquième Commission considère comme un devoir de rendre à M. le Haut Commissaire, Dr Fridtjof Nansen, un éclatant hommage, tant pour l'admirable dévouement dont il n'a cessé de donner la preuve, depuis plus de quatre années, dans l'assistance aux réfugiés de toutes nations, que pour les qualités éminentes qu'il a affirmées dans l'accomplissement de ses lourdes fonctions.

« Elle constate qu'avec des moyens extrêmement réduits, M. le Haut Commissaire Fridtjof Nansen est parvenu à arracher à la détresse, et souvent à la mort, des centaines de milliers d'existences et lui adresse le tribut de profonde reconnaissance dû en sa personne à un bienfaiteur de l'humanité.

« Considérant, d'autre part, que la plus importante tâche qu'il reste à accomplir à l'heure actuelle a trait à l'emploi, à l'émigration et à l'installation des réfugiés;

« Considérant, en outre, que le Conseil a adopté la recommandation du Haut Commissaire visant le transfert au Bureau international du Travail de la partie de la tâche restant à accomplir, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration:

« Recommande à l'Assemblée de faire sienne la décision du Conseil du 12 juin et de mettre à sa disposition des fonds suffisants soit 203.000 francs spécialement destinés à assurer les services administratifs nécessités par le placement des réfugiés durant l'année 1925 et de prier le Conseil de continuer les négociations avec le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, en vue de déterminer les règles précises dans lesquelles s'accomplira l'achèvement de la tâche en cours.

M. SOKAL (Pologne) se déclare en faveur de la continuation de l'activité du Haut Commissaire pour les réfugiés, mais il estime que l'Europe ne pouvant absorber les réfugiés, des débouchés hors d'Europe devraient leur être assurés. Il rappelle l'excellent accueil fait en Pologne aux réfugiés russes. Il souhaite que la Société des Nations prenne à sa charge une certaine partie des frais entraînés par le placement des réfugiés. Il préconise l'institution d'une Commission mixte composée des représentants du Conseil de la Société des Nations et des représentants du Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et présidée par le Dr Nansen. Il estime qu'une action analogue à celle entreprise en faveur des réfugiés russes devrait être entreprise pour les réfugiés arméniens.

M. MASARYK (Tchécoslovaquie) rend hommage au travail accompli par le Dr Nansen et se déclare favorable au transfert du Haut Commissariat au Bureau international du Travail. Il rappelle l'activité déployée en faveur des réfugiés russes par le Gouvernement et la Croix-Rouge tchécoslovaques, ainsi

The Second Committee recommends the Assembly to request the Health Committee to communicate to the Permanent Committee of the Office international d'Hygiène publique at Paris the report setting out the questions with which the Health Committee proposes to deal (a procedure in conformity with Article 4 of the Rules of Procedure) at such a date as to permit the Committee to make, before the next Assembly, any observations to the Health Committee which appear to it desirable.

IV. FOURTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE.

The Fifth Committee held its fourth meeting yesterday, Friday, September 12th, under the chairmanship of M. ZAHLE (Denmark).

1. Appointment of a Rapporteur to the Assembly on the Establishment of a National Home for the Armenians.

The Committee appointed M. de BROUCKÈRE (Belgium) as rapporteur to the Assembly for questions concerning refugees.

2. Questions concerning refugees (continuation of the discussion).

M. SARRAUT (France) presented the following resolution in agreement with Mrs. SWANWICK (British Empire):

« The Fifth Committee feels it its duty to pay a whole-hearted tribute to the High Commissioner, Dr. Fridtjof Nansen, both for the unceasing devotion of which for more than four years he has given proof, in assisting refugees of every nation, and for the high qualities which he has displayed in the carrying out of his onerous duties.

« The Committee would record the fact that, with very limited means at his disposal, Dr. Nansen has saved from misery and often from death hundreds of thousands of human beings, and would render him the grateful thanks due to him as a benefactor of humanity.

« Considering that the most important work which still remains to be done refers to the employment, emigration and settlement of the refugees;

« Considering, moreover, that the Council has adopted the High Commissioner's recommendation for the transfer to the International Labour Office of the work still to be accomplished, subject to the approval of the Governing Body:

« The Committee proposes to the Assembly that it should adopt the Council's decision of June 12th and place at its disposal sufficient funds, that is to say, 203,000 francs, specially set aside for the administrative services required to deal with the establishment of the refugees during the year 1925, and that it should request the Council to continue negotiations with the Governing Body of the International Labour Office in order to determine the precise conditions under which the work now in course of accomplishment shall be completed. »

M. SOKAL (Poland) said he was in favour of continuing the activity of the High Commission for Refugees. He thought, however, that as Europe could not absorb the refugees, an endeavour should be made to find openings for them outside Europe. He referred to the cordial welcome accorded by Poland to the Russian refugees. He hoped that the League of Nations would make itself financially responsible for some part of the cost involved in placing the refugees, and suggested the appointment of a mixed committee composed of representatives of the Council of the League of Nations and of the Governing Body of the Labour Office under the chairmanship of Dr. Nansen. He thought that action similar to that undertaken on behalf of the Russian refugees should be instituted on behalf of the Armenian refugees.

M. MASARYK (Czechoslovakia) paid a tribute to the work done by Dr. Nansen, and said he was in favour of transferring the High Commission to the International Labour Office.

He referred to the activities shown in favour of the Russian refugees by the Czechoslovak Government and by the Czecho-

que par les organisations privées, notamment dans le domaine de l'enseignement. En conclusion, il appuie la proposition des délégués français et anglais.

M. SEFERIADES (Grèce) rend également hommage au Dr Nansen, auquel il associe le nom de M. Morgenthau, président de l'Office autonome pour l'établissement des réfugiés grecs. Il expose la situation faite aux réfugiés grecs par certaines banques étrangères qui refusent de leur remettre les fonds déposés par eux et il soumet à ce sujet le projet de résolution suivant:

« Attendu que certains établissements de crédit européens, ayant ou ayant eu des succursales en Asie mineure, débiteurs ou dépositaires de sommes ou titres appartenant à des réfugiés, refusent de les remettre à leurs propriétaires, bien que ces titres et sommes aient été transférés depuis déjà deux ans hors de la Turquie, sous prétexte que le Gouvernement turc a mis opposition sur les titres et sommes en question;

« Attendu qu'un tel refus, dont la base légale est, tout au moins, douteuse, étant exercé vis-à-vis des personnes qui ont tout perdu et dont la plupart, autrefois riches, sont ainsi réduites à vivre de l'aumône universelle, ne peut être considéré que comme complètement inhumain:

« La Commission décide qu'il est d'une extrême urgence que la Société des Nations invite les Gouvernements intéressés à prendre des mesures immédiates auprès des établissements de crédit susvisés, aux fins que ces derniers versent ou remettent sans retard aux réfugiés les montants ou titres que ces établissements leur doivent ou qu'ils détiennent en leur nom. »

Le Comte MENSENDORFF-POUILLY (Autriche) rend également hommage au Dr Nansen et appuie la proposition relative au transfert du Haut Commissariat au Bureau international du Travail, ainsi que le projet de résolution présenté par M. Séferiades.

M^{lle} VACARESCO (Roumanie) s'associe aux orateurs précédents dans l'hommage qu'ils ont rendu au Dr Nansen et à M. Morgenthau. La Roumanie abrite plus de 100.000 réfugiés russes qu'elle a accueilli d'une main secourable.

M. BANDEIRA DE MELLO (Brésil) s'associe également à l'hommage rendu au Dr Nansen. Il se déclare favorable à la continuation de l'activité du Haut Commissariat. Il indique les difficultés qu'il y aura à transporter outre-atlantique et à recevoir au Brésil les réfugiés russes, mais il exprime cependant la volonté de son pays qui a toujours été une terre de refuge, de collaborer efficacement à l'œuvre humanitaire du Dr Nansen.

Le Dr NANSSEN, Haut Commissaire pour les réfugiés, se félicite que les différents orateurs qui l'ont précédé se sont tous déclarés en faveur de la continuation de l'activité du Haut Commissariat. Il relève l'importance de l'œuvre accomplie par le Gouvernement tchécoslovaque en faveur des réfugiés russes et de l'énergie déployée par le Gouvernement hellénique pour porter secours aux réfugiés d'Asie mineure. Il désire que la question si importante des réfugiés reçoive une solution définitive, et il estime que le moyen le plus pratique d'assurer cette solution, est le transfert du Haut Commissariat au Bureau international du Travail.

Mme. SWANWICK (Empire britannique) s'associe également à l'hommage rendu au Dr Nansen. Elle déclare que son Gouvernement a toujours été favorable à une collaboration entre la Société des Nations et le Bureau international du Travail en ce qui concerne les réfugiés et qu'il estime que le soin d'établir les modalités de cette collaboration doit être laissée au Conseil de la Société et au Conseil d'Administration du Bureau international du Travail.

M. PARRA-PEREZ (tout en marquant la reconnaissance que l'humanité doit au Dr Nansen) craint que la Société des Nations ne disperse des efforts dans des tâches trop diverses. Il indique, en outre, certains obstacles, notamment d'ordre financier, qui l'obligeront à s'abstenir de voter la proposition de M. Sarraut.

slovak Red Cross, as well as private organisations, particularly in the field of education. In conclusion, he supported the proposal of the French and British delegates.

M. SEFERIADES (Greece) paid a tribute to Dr. Nansen and to M. Morgenthau, Chairman of the Greek Settlement Commission. He explained the position which had arisen for the Greek refugees owing to the action of certain foreign banks which were refusing to remit to them the funds which they had deposited.

He submitted the following draft resolution:

"Whereas certain European banking establishments which have or had branches in Asia Minor owe sums or hold securities belonging to refugees, and refuse to restore the same, although these securities and sums were removed from Turkey two years ago on the pretext that the Turkish Government had opposed certain rights thereto;

"Whereas such refusal — the legal basis of which is, at least open to doubt — is to the prejudice of those persons who have lost everything and the majority of whom are thus reduced, though once wealthy, to living on public charity, and cannot therefore be regarded as anything but utterly inhuman:

"The Committee decides that it is a matter of urgent necessity that the League of Nations should request the Governments concerned to make immediate representations to the aforesaid banking establishments in order that the latter may without delay pay to the refugees such sums as they owe them and restore such securities as they hold in their name."

Count MENSENDORFF-POUILLY (Austria), recognising the work which Dr. Nansen had done, supported the proposal for the transfer of the High Commission to the International Labour Office, as well as the draft resolution submitted by M. Seferiades.

Mlle. VACARESCO (Roumania) associated herself with the tributes which had been paid to Dr. Nansen and M. Morgenthau. Roumania sheltered more than 100,000 refugees, received and assisted by her country.

M. BANDEIRA DE MELLO (Brazil), emphasising the gratitude which was due to Dr. Nansen, said he was in favour of the High Commission continuing its work. He indicated the difficulties of transporting the Russian refugees across the Atlantic and of finding them openings in Brazil. His country, which had always been a place of refuge, was, however, willing to collaborate effectively in the humanitarian work of Dr. Nansen.

Dr. NANSSEN, High Commissioner for Refugees, was happy to observe that the various speakers who had preceded him were in favour of continuing the activities of the High Commission. He emphasised the importance of the work accomplished by the Czechoslovak Government for the Russian refugees, and the energy shown by the Greek Government in assisting the refugees from Asia Minor. He was anxious that the important question of the refugees should receive a final solution, and he considered that the most practical means of obtaining a solution was the transfer of the High Commission to the International Labour Office.

Mrs. SWANWICK (British Empire), joining in the tribute to Dr. Nansen, said that her Government had always favoured collaboration between the League of Nations and the International Labour Office in matters concerning the refugees. It felt that the task of deciding upon the methods of this collaboration should be left to the Council of the League and to the Governing Body of the International Labour Office.

M. PARRA-PEREZ (Venezuela), emphasising the duty which humanity owed to Dr. Nansen, feared that the efforts of the League of Nations might be dispersed in tasks which were of too various a character. He drew attention, moreover, to certain obstacles, notably financial, which would oblige him to abstain from voting on the proposal moved by M. Sarraut.

M. Albert THOMAS, Directeur du Bureau international du Travail, indique en premier lieu que ses déclarations seront faites sous réserve de la décision définitive que prendra le Conseil d'administration du Bureau international du Travail en ce qui concerne le transfert du Haut Commissariat au Bureau. Il retrace ensuite l'historique de la question des réfugiés et la collaboration prêtée jusqu'à présent à la Société par le Bureau en cette question. Quel que soit l'organisme auquel le Commissariat devra être rattaché, il insiste sur la nécessité d'assurer un budget suffisant pour l'organisation des réfugiés. Il signale les objections faites par le Conseil d'administration du Bureau à la proposition dont est saisie la cinquième Commission. Il estime que l'institution d'une Commission mixte devrait être laissée à la décision du Conseil d'administration, lorsqu'il aurait accepté le transfert. Il termine en rappelant la nécessité de poursuivre l'œuvre de secours.

M. AVENOL, Secrétaire général adjoint, estime qu'il serait peut-être opportun de laisser au Conseil de la Société et au Conseil d'administration du Bureau le soin de décider de la question de l'institution d'une Commission mixte.

M. PIRONTI (Italie) demande au rapporteur à l'Assemblée d'insérer dans son rapport deux recommandations mentionnées dans le rapport du Conseil à l'Assemblée, et relatives, l'une à l'emploi de la main-d'œuvre russe et à la nécessité d'empêcher qu'elle soit exploitée, l'autre relative au rapatriement des réfugiés russes.

M. PITAMIC (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) s'associe à l'hommage rendu au Dr Nansen. Il attire l'attention de ses collègues sur les sommes considérables dépensées par son pays en faveur des réfugiés russes, notamment pour pourvoir à leur éducation. Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes a donné à ces réfugiés les mêmes droits civils et politiques qu'à ses propres ressortissants.

V. DEUXIÈME SÉANCE DE LA SIXIÈME COMMISSION

La sixième Commission s'est réunie hier, 12 septembre 1924, à 10 h. 30, sous la présidence de M. ENCKELL (Finlande).

La Commission examine une requête de la délégation lithuanienne, demandant qu'un membre lithuanien soit adjoint à la sous-commission, chargée d'examiner l'article 14 de l'Ordre du jour. (Demande du Gouvernement lithuanien, ayant pour objet le renvoi de certaines questions pour avis à la Cour permanente de Justice internationale.)

Le PRÉSIDENT rappelle à la Commission qu'elle a, à une de ses séances précédentes, nommé une sous-commission de sept personnes, laquelle ne comprend pas de délégué lithuanien.

À sa seconde séance, la Sous-Commission a invité les représentants de la Lithuanie et de la Pologne à assister aux débats pour exposer leurs points de vue. Le délégué de la Lithuanie a demandé que la Sous-Commission l'admette à toutes ses délibérations et le représentant de la Pologne a demandé à assister à toutes les séances auxquelles assistera le représentant de la Lithuanie. La Sous-Commission estime qu'elle entendra les représentants de la Lithuanie et de la Pologne lorsqu'elle le jugera nécessaire et s'abstiendra de les convoquer lorsqu'elle le jugera inutile. Le représentant de la Lithuanie demande alors que la sixième Commission adjoigne un membre lithuanien à la Sous-Commission. Le délégué de la Pologne demande qu'en ce cas un membre polonais soit aussi adjoint à la Sous-Commission. Au cours de la discussion quelques-uns des membres expriment cette opinion qu'en général une délégation qui a inscrit une question à l'ordre du jour a le droit de faire partie de la sous-commission nommée pour l'examen de cette question. En ce cas cependant, le Gouvernement lithuanien n'étant pas désintéressé de la question, il ne paraît pas indiqué d'adjoindre un délégué lithuanien à la sous-commission.

La question est mise aux voix, et par 18 voix contre 2 la Commission décide de ne pas augmenter le nombre des membres de la Sous-Commission.

M. Albert THOMAS, Directeur of the International Labour Office, said that his statements were made subject to the final decision which would be taken by the Governing Body of the International Labour Office in regard to the transfer of the High Commission. He summarised the history of the question of the refugees, and the collaboration so far accorded to the League by the Labour Office in this matter. He emphasised the need of providing a sufficient budget for the work, and drew attention to the objections which had been made by the Governing Body of the Labour Office to the proposal which had been submitted to the Fifth Committee. He thought that the appointment of a mixed committee should be left to the decision of the Governing Body when it had consented to the transfer. He ended by reminding the Committee of the necessity of continuing the work of relief.

M. AVENOL, Deputy Secretary-General, thought that it would perhaps be advisable to leave to the Council of the League and the Governing Body of the Labour Office the task of deciding the question of the appointment of a mixed committee.

M. PIRONTI (Italy) asked the rapporteur to the Assembly to insert in his report two recommendations contained in the report of the Council to the Assembly: one relating to the employment of Russian labour and the necessity of protecting it from exploitation, and the other relating to the repatriation of the Russian refugees.

M. PITAMIC (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) associated himself with the tribute paid to Dr. Nansen. He drew the attention of his colleagues to the very considerable sums expended by his country on behalf of the Russian refugees, particularly in order to provide for their education. The Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes had given to these refugees the same civil and political rights as were enjoyed by their own nationals.

V. SECOND MEETING OF THE SIXTH COMMITTEE.

The Sixth Committee met at 10.30 a.m. yesterday (September 12th) under the chairmanship of M. ENCKELL (Finland).

The Committee considered a request of the Lithuanian Delegation that a Lithuanian member should be added to the Sub-Committee dealing with Item 14 of the agenda (Request by the Lithuanian Government: Reference of certain questions to the Permanent Court of International Justice for an advisory opinion).

The CHAIRMAN reminded the Committee that at a previous meeting it had appointed a committee of seven persons, but this number did not include a representative of Lithuania. At its second meeting the Sub-Committee had invited representatives of Lithuania and Poland to be present to explain their points of view. The representative of Lithuania had requested the Sub-Committee to admit him to all its deliberations. The representative of Poland had invited the Sub-Committee to invite him to all meetings at which a Lithuanian representative was present. The Sub-Committee was of opinion that it should hear representatives of Lithuania and Poland when necessary, but reserved to itself the right to sit without these representatives when it thought fit. The representative of Lithuania then requested that the Sixth Committee should be invited to add a Lithuanian member to the Sub-Committee. The Polish representative requested that, if this were done, a Polish member should also be added to the Sub-Committee.

The matter was discussed and the view put forward by some members that in general a delegation which had placed a question on the agenda of the Assembly could reasonably form part of the Sub-Committee appointed to report upon it. In this case, however, the Lithuanian Government was directly interested, and it might therefore be considered inadvisable to add a Lithuanian representative to the Sub-Committee.

The matter was put to the vote, and by 18 to 2 the Committee decided not to increase the membership of its Sub-Committee.

M. HYMANS exprime le désir de se retirer de la Sous-Commission ayant été rapporteur devant le Conseil de la question discutée.

La Commission nomme M. Forrer (Suisse) à sa place.

PREMIERE SOUS-COMMISSION (Mandats et Esclavage).

La première Sous-Commission de la sixième Commission a, au cours de deux séances publiques, épuisé la discussion sur l'œuvre de la Commission permanente des mandats et clos la discussion. Les membres suivants ont pris part aux débats:

Sir James ALLEN (Nouvelle-Zélande),
Sir Joseph COOK (Australie),
M. FREIRE D'ANDRADE (Portugal),
M. Travers BUXTON (Empire britannique),
M. LOUWERS (Belgique),
M. HOFMEYR (Union Sud-Africaine),
M. AUBERT (France),
Le Comte BONIN-LONGARE (Italie),
M. de PALACIOS (Espagne),
M. NANSEN (Norvège), Président,
M. VAN REES (Vice-Président de la Commission permanente des Mandats).

Les questions suivantes ont été soulevées au cours de la discussion: commerce des spiritueux dans les territoires sous mandat, domaines publics, recrutement de la main-d'œuvre pour les entreprises privées, emprunts, avances et placements de capitaux dans les territoires sous mandat.

La Sous-Commission se met d'accord sur les questions qui seront incorporées au rapport et sur les résolutions qui seront soumises à la sixième Commission. La discussion concernant la rédaction des rapports et des résolutions a toutefois été renvoyée à une séance ultérieure.

DEUXIÈME SOUS-COMMISSION (Article 14 de l'ordre du jour).

La deuxième Sous-Commission s'est réunie hier à midi, sous la présidence de M. ENCKELL (Finlande).

Elle a pris connaissance des vues exprimées par les représentants de la Lithuanie et de la Pologne sur le renvoi de certaines questions pour avis consultatif à la Cour permanente de Justice internationale.

VI. QUATRIÈME SÉANCE DE LA TROISIÈME COMMISSION.

La troisième Commission a tenu sa quatrième séance hier vendredi 12 septembre sous la présidence de M. DUCA (Roumanie).

Réduction des Armements (suite).

Le PRÉSIDENT propose de nommer une Sous-Commission pour rédiger un texte inspiré des principes émis pendant la discussion générale en cours et établir la liaison entre les travaux de la première et de la troisième Commission.

M. GUANI (Uruguay) passe en revue les réponses des Etats non européens au Traité d'assistance mutuelle et souligne que l'Uruguay comme l'Australie ont considéré qu'ils assument des obligations sans recevoir les garanties nécessaires correspondantes.

Les Etats américains ont montré peu d'empressement à répondre parce que le traité est inopérant pour l'Amérique. M. Guani se déclare partisan de la mise en commun de toutes les forces contre la guerre d'agression dans la mesure où les Etats peuvent les fournir. Il fait observer que l'assistance prévue serait inopérante en Amérique si elle était limitée au continent, en raison des difficultés de communications. L'Uruguay néanmoins a donné son adhésion au principe de l'assistance mutuelle en vue de collaborer à la réduction des armements. Ce problème n'est pas aussi aigu en Amérique qu'en Europe en raison de l'esprit de fraternité qui règne sur le continent américain et de l'application généralisée d'un système d'arbitrage qui a résolu jusqu'à ce jour la plupart des conflits.

M. DUCA (Roumanie) affirme que la Roumanie, qui est un Etat profondément pacifique, et qui n'a pas de revendications territoriales, éprouve un profond besoin de paix. Le Gouverne-

M. HYMANS expressed a desire to retire from the Sub-Committee, having been rapporteur before the Council on the question at issue. The Committee nominated Dr. Forrer (Switzerland) to replace him.

FIRST SUB-COMMITTEE (Mandates and Slavery).

The First Sub-Committee of the Sixth Committee, in the course of two public meetings, has continued and terminated its discussions on the work of the Permanent Mandates Commission. The following members took part in the discussion:

Sir James ALLEN (New Zealand),
Sir Joseph COOK (Australia),
M. FREIRE D'ANDRADE (Portugal),
Mr. Travers BUXTON (British Empire),
M. LOUWERS (Belgium),
Mr. HOFMEYR (Union of South Africa),
M. AUBERT (France),
Count BONIN-LONGARE (Italy),
M. DE PALACIOS (Spain),
Dr. NANSEN (Norway), Chairman,
M. VAN REES (Vice-Chairman of the Permanent Mandates Commission).

The following points were raised during the discussions: liquor traffic in the mandated territories, State domain, recruitment of labour for private enterprises, loans, advances and investments of private capital in the mandated territories.

The Sub-Committee agreed on the points to be included in the report and draft resolutions which will be submitted to the Sixth Committee. The discussion of the wording of the report and resolutions was, however, postponed to a later meeting.

SECOND SUB-COMMITTEE (Item 14 of the Agenda).

The second Sub-Committee met at 12 noon yesterday, under the chairmanship of M. ENCKELL (Finland).

It heard the views of the representatives of Lithuania and Poland on the question of referring certain questions to the Permanent Court of International Justice for an advisory opinion.

VI. FOURTH MEETING OF THE THIRD COMMITTEE.

The Third Committee held its fourth meeting yesterday, Friday, September 12th, under the chairmanship of M. DUCA (Roumania).

Reduction of Armaments (general discussion continued).

The CHAIRMAN proposed that a Sub-Committee should be appointed to draft a text based on the principles affirmed during the general discussion and to establish a liaison between the work of the First and Third Committees.

M. GUANI (Uruguay) reviewed the replies of non-European States to the Treaty of Mutual Guarantee and emphasised the fact that Uruguay, like Australia, had thought that it would be assuming obligations without receiving the necessary corresponding guarantee.

The American States had not shown any great readiness to reply because the Treaty was inoperative as far as America was concerned. He was in favour of placing all national forces in a general pool to combat aggression within the limits of each State's capabilities. The assistance contemplated in the Treaty would be of no effect in America if it were limited to that continent in view of the difficulties arising from inadequate communications. Uruguay had nevertheless adhered to the principle of mutual guarantee in order to share in the reduction of armaments. This problem was not so pressing in America as in Europe owing to the fraternal spirit on the American continent and owing to the existence of a system of arbitration which had hitherto solved most of the disputes.

M. DUCA (Roumania) stated that Roumania, which was a very peaceful State and had no desire to increase her territory, was in profound need of peace. Her Government had been

Il insiste pour qu'on ne fasse rien qui puisse jeter un doute sur les obligations contractuelles contenues dans le Pacte notamment dans les articles 11 et 12. L'article 13 a prévu l'arbitrage; les articles 15 et 16 les obligations. Il serait nécessaire que les Gouvernements fassent connaître aux peuples ce à quoi le Pacte les oblige. Il est d'avis de développer, de préciser les termes du Pacte et de chercher une solution par a) la médiation, b) l'arbitrage, c) l'acceptation de la juridiction de la Cour internationale.

M. BRANTING (Suède) désire insister sur l'idée que le désarmement moral est essentiel pour obtenir le désarmement militaire. Il considère que tous les espoirs sont permis grâce aux efforts des Gouvernements dans ces derniers mois. Il fait observer que le problème de la sécurité est un problème international, car il pourrait se faire que le désarmement isolé d'un pays pût augmenter le danger au lieu de le diminuer.

Il déclare que la Suède ne peut assumer des engagements pour une assistance militaire. Son entrée dans la Société des Nations avait été un pas décisif qui pouvait modifier sa politique traditionnelle de neutralité. L'obligation de participer aux sanctions économiques prévues par le Pacte pouvait être considérée comme un acte hostile par l'Etat à qui ces sanctions auraient été appliquées.

La Suède a toutefois consenti à ce risque afin de réaliser la Société des Nations. Mais un traité d'assistance militaire créerait en Suède un sentiment d'insécurité aussi grand que celui créé chez d'autres pays par un sentiment d'isolement.

M. Branting se déclare d'accord avec M. Paul Boncour pour déclarer nécessaire que chaque pays apporte sa part de sanctions. La Suède est prête à apporter la sienne, en cas de guerre faite en violation du Pacte. Il fait observer que si la solidarité des nations existe, le Pacte offre des garanties suffisantes. Si elle n'existe pas, tout traité est inopérant. L'assistance militaire offerte par le Traité d'assistance mutuelle n'a pas une valeur notablement supérieure à celle qui est recommandée par le Conseil, étant donné que pour l'entrée en vigueur des sanctions militaires prévues par le Traité, il faudrait l'unanimité au Conseil.

M. Branting signale en outre, qu'en raison de la rédaction très habile du Pacte, toute extension du système d'arbitrage amène une extension des sanctions et que, en conséquence, il n'y aura plus que des guerres en violation de Pacte.

En ce qui concerne l'arme économique des Assemblées précédentes ont déjà essayé de la rendre plus efficace. On pourrait améliorer la réglementation du blocus économique en prenant comme base les résolutions antérieures de l'Assemblée. Il exprime, pour terminer, le meilleur espoir dans la possibilité de pouvoir appliquer l'article 8 du Pacte, en tenant compte des diverses situations, des besoins et de la politique traditionnelle des divers pays.

M. BRANCO-CLARK (Brésil) déclare que le Brésil est prêt à collaborer à l'élaboration d'un traité d'assistance comprenant ou non des accords particuliers et basé sur un système universel et non continental. Les armements des Etats Sud-Américains sont loin d'atteindre les minima dont il est question à l'article 8 du Pacte, de l'atmosphère de sécurité et de fraternité qui existe en Amérique latine. Le traité continental de Santiago signé en 1923 est actuellement en vigueur. Le Brésil fut le premier à le ratifier et à inviter les Etats américains notamment les Etats-Unis à le ratifier. Ce traité soumet tous les différends à une Commission d'enquête et interdit tout acte préparatoire à la guerre, avant six mois écoulés après l'envoi du rapport à cette Commission aux Gouvernements.

Ce traité est toutefois insuffisant, et c'est pour cela que les Etats américains font partie de la Société des Nations et ont besoin d'une garantie plus générale. Ils se trouvent donc en cas de litige avoir le choix entre deux procédures.

En ce qui concerne l'arbitrage, le Brésil a inscrit dans sa constitution que la guerre ne pouvait être décidée avant que toute procédure d'arbitrage ne fut épuisée. Il n'a mis, en outre, à son adhésion à la clause facultative de la Cour de Justice

Nothing should be done which might throw any doubt on the contractual obligations embodied in the Covenant, particularly in Articles 11 and 12. Article 13 contemplated the procedure of arbitration. Articles 15 and 16 contained obligations; it would be necessary for the Governments to inform the peoples of the extent of their obligations under the Covenant. He was of opinion that it was necessary to develop and to make more precise the terms of the Covenant and to seek for a solution of the problem of armaments either by mediation, by arbitration, or by accepting the jurisdiction of the International Court.

M. BRANTING (Sweden) said he wished to insist on the idea that moral disarmament was essential as a means towards military disarmament. He said that there was every ground for hope, thanks to the efforts which the Governments had made during these last months. The problem of security was an international problem, for it might happen that the isolated disarmament of one country might increase the present dangers instead of decreasing them.

Sweden could not assume any engagements in respect of military assistance. Her entry into the League of Nations had been a decisive step which might modify her traditional policy of neutrality. Her obligation to participate in the economic sanctions contained in the Covenant might be considered as a hostile act by the State against whom these sanctions would have to be applied.

Sweden had, however, accepted this risk in order that the League of Nations might be created. A Treaty of Mutual Guarantee nevertheless would arouse in Sweden a feeling of insecurity as great as that which was aroused in other countries by the feeling that they were isolated.

He agreed with M. Paul Boncour as to the necessity for each country to contribute the share to the sanctions required, and Sweden was prepared to contribute to these sanctions in the event of a war resulting from a breach of the Covenant. If solidarity among the nations really existed, the Covenant offered sufficient guarantees. If such solidarity did not exist, then no treaty could be of any avail. The military assistance offered by the Treaty of Mutual Guarantee had no value essentially superior to the military assistance which was subject to the recommendation of the Council of the League, in view of the fact that unanimity in the Council was necessary before the military sanctions contemplated by the Treaty could come into force.

He would, moreover, point out that, owing to the very skilful drafting of the Covenant, any extension in the system of arbitration involved an extension of the sanctions and that, in consequence, there would in future be only such wars as were breaches of the Covenant.

As regards the economic weapon, previous Assemblies had already endeavoured to render it more effective. The rules governing the application of the economic blockade might be improved, taking as a basis the previous resolutions of the Assembly. He would in conclusion express his firm hope in the possibility of being able to apply Article 8 of the Covenant, taking into account the positions of the various countries and having regard to their needs and their traditional policies.

M. BRANCO-CLARK (Brazil) said that Brazil was prepared to collaborate in the drafting of a Treaty of Guarantee comprising or not comprising special agreements and based on a universal and not a continental system. The armaments of the South American States were less than the minimum contemplated in Article 8 of the Covenant owing to the atmosphere of security and friendship which existed throughout Latin America. The continental Treaty of Santiago signed in 1923 was at present in force. Brazil was the first to ratify this treaty and to invite the American States, particularly the United States, to ratify it. This treaty submitted all disputes to a committee of enquiry and prohibited any act in preparation for war until six months had elapsed after the despatch of the report of this committee to the Governments. This treaty, however, was insufficient, and it was for this reason that the American States had joined the League of Nations and felt the need for a more general guarantee. Thereby, in case of a dispute, they had the choice between two procedures.

As regards arbitration, Brazil had embodied in her constitution the principle that war could not be decided upon until every possible means of arbitration had been exhausted. Brazil had not, moreover, adhered to the optional clause in

que la condition que deux grandes Puissances représentées au Conseil y adhèrent d'abord, condition qui semble en voie de réalisation.

M. Branco-Clark ne partage pas l'avis de M. MacDonald sur la création de tribunaux d'arbitrage pour les différends politiques, le Pacte ayant institué pour ces différends un système alternatif, comprenant la procédure arbitrale ou le recours au Conseil. Ainsi les questions juridiques et techniques seraient justiciables de la Cour, après l'adhésion générale à l'art. 36 du Statut et les conflits politiques seraient justiciables de l'arbitrage ou de l'examen du Conseil.

Il signale, en outre, que tout Gouvernement a le choix entre les deux Cours de Justice actuellement en fonctions.

Il comprend, toutefois, les scrupules émis au sujet de l'arbitrage obligatoire et est d'avis qu'il y a lieu de préciser les limites et la forme de l'arbitrage.

M. Branco-Clark partage également l'avis que la sécurité n'est pas obtenue uniquement par l'arbitrage, mais qu'il faut des garanties, et que ces garanties semblaient être données par le traité d'assistance considéré comme une mise en application du Pacte.

Il se rallie au système de sanctions préconisé par M. Paul Boncour et signale à ce sujet que l'Amérique latine étant pratiquement désarmée, elle ne pourra intervenir que par les sanctions économiques.

Il fait observer qu'il ne peut être question de conclure des accords régionaux inter-américains, qui seraient inutiles en raison de la politique sage de tous les États et qui risqueraient de créer des sentiments de défiance. Toutefois, il admet l'utilité, en Europe, des accords particuliers qui ne semblent pas constituer le même danger, après les explications de leurs défenseurs et en particulier, l'interprétation donnée par le Gouvernement français, dans sa réponse.

M. Branco-Clark termine en exprimant toute sa confiance dans les travaux de la cinquième Assemblée.

M. JOUHAUX (France) désire expliquer dans quelles conditions la Commission temporaire mixte dont il est membre a préparé le projet de traité d'assistance mutuelle. Cette Commission avait pour mandat de travailler à résoudre le problème du désarmement. Elle a dû s'inspirer de la résolution XIV qui déclarait que les Gouvernements ne pourraient réduire leurs armements, qu'après avoir reçu des garanties de sécurité.

Il importe donc de ne pas laisser s'établir l'idée que le traité pourrait avoir comme conséquence une augmentation des armements. Le traité ne faisait que mettre en vigueur les stipulations du Pacte. Il apparaît, actuellement, en y ajoutant l'idée de l'arbitrage obligatoire et des précisions pour la définition de l'agression, comme un système cohérent et vraiment efficace.

M. Jouhaux insiste sur la nécessité de sanctionner les obligations posées par le Pacte. La condamnation universelle de la guerre ne suffit pas pour l'empêcher. Aussi faut-il revenir à un engagement d'assistance mutuelle, sans quoi aucune procédure d'arbitrage ou de conciliation ne sera efficace.

M. Jouhaux fait observer, en outre, qu'il était impossible pour la Commission Mixte d'envisager le problème autrement que par l'organisation des forces matérielles par suite des termes mêmes de la résolution XIV qui était la base de son programme.

Il voudrait toutefois, faire observer à la Commission que le problème de la paix reste encore posé d'une façon insuffisante, actuellement. La paix est conditionnée par les facteurs économiques et on ne peut organiser la paix, si on laisse se développer entre les peuples, les antagonismes d'intérêts. Inutile de chercher à établir la paix politique si on laisse pratiquer des méthodes de combat dans les relations économiques. Il rappelle que le Président Wilson dans un de ses 14 points, avait envisagé la suppression des barrières économiques et l'établissement d'une égalité commerciale entre toutes les nations. Cette idée est entrée dans le Pacte sous une forme très rétrécie à l'article 23.

M. Jouhaux voudrait que toute la politique économique des États soit étudiée par la Société des Nations et que l'article 18 du Pacte soit appliqué non seulement aux traités politiques mais également aux accords commerciaux. Il y aurait lieu dans

the Statute of the Permanent Court of Justice except on condition that two Great Powers represented on the Council should first adhere to it — a condition which seemed on the way to be realised.

He did not share the opinion of Mr. Ramsay MacDonald in regard to the creation of arbitration tribunals for political disputes, as the Covenant had instituted an alternative system for such disputes consisting of an arbitral procedure or resort to the Council. Legal and technical questions would come within the competence of the jurisdiction of the Court as a consequence of the general adhesion to Article 36 of the Statute, whereas political disputes would come under arbitration or examination by the Council.

He would further point out that any Government had the choice between the two courts of justice at present in being.

He understood, however, the scruples which had been expressed in regard to compulsory arbitration and was of opinion that it would be well to define the limits and the form which arbitration would take.

He also shared the opinion that security could not be obtained solely by means of arbitration, but that guarantees were necessary. These guarantees appeared to be given by the Treaty of Guarantee regarded as a practical application of the Covenant. He was in favour of the system of sanctions contemplated by M. Paul Boncour, and he would point out in this connection that Latin America, being practically disarmed, could only intervene by means of economic sanctions.

There could be no question of the conclusion of regional agreements among the Latin-American States, as such agreements would be useless owing to the wise policy pursued by these States and as they would run the risk of creating feelings of distrust. He recognised, however, the usefulness of such regional agreements in Europe where they did not seem to involve the same danger, as had been shown by the explanations of those who had defended them, more particularly by the interpretation given to them by the French Government in its reply.

He would conclude by expressing his utmost confidence in the work of the Fifth Assembly.

M. JOUHAUX (France) said he wished to explain how the Temporary Mixed Commission, of which he was a member, had prepared the Draft Treaty of Mutual Guarantee. This Commission had been instructed to work with a view to solving the problem of disarmament. It had been asked to take as the basis of its work Resolution XIV, which declared that the Governments could only reduce their armaments after having received guarantees of security.

It was accordingly important not to encourage the idea that the Treaty might lead to an increase of armaments. The Treaty merely aimed at putting the provisions of the Covenant into force. It seemed at present a coherent and truly effective system, provided the idea of compulsory arbitration were added and provided aggression were satisfactorily defined.

He would insist on the necessity of finding sanctions for the obligations embodied in the Covenant. The universal condemnation of war did not suffice to prevent it. It was accordingly necessary to have resort to a treaty of mutual assistance without which no arbitration procedure or conciliation would be effective.

It was impossible for the Temporary Mixed Commission to deal with the problem other than by organising material forces in accordance with the terms of Resolution XIV, which lay at the basis of its programme.

He would, however, draw attention to the fact that the problem of peace at the present moment was raised in a form which was inadequate. Peace was conditioned by economic factors, and it was not possible to organise peace if an antagonism of economic interests was allowed to develop among the nations. It was useless to seek to establish political peace if hostile methods were tolerated in economic relations. President Wilson, in one of his fourteen points, had contemplated the suppression of economic barriers and the establishment of commercial equality between all the nations. This idea had been included in the Covenant under a very restricted form in Article 23. He would like to see the whole economic policy of States studied by the League, and Article 18 of the Covenant applied not only to political treaties but also to commercial agreements. For this purpose it was advisable

le même ordre d'idées, de constituer une Commission de collaboration économique, comme on a constitué une Commission de collaboration intellectuelle. La Commission économique serait le germe du Conseil économique international projeté par les organisations ouvrières et qui serait un organe nécessaire à l'organisation d'une paix définitive.

M. Jouhaux admet toutefois qu'il faut sérier les questions, et donner tout d'abord satisfaction aux besoins des Etats concernant la sécurité et le désarmement. Il espère qu'ensuite, dans une atmosphère plus calme, on pourra passer à l'examen des questions économiques qui peuvent être aussi menaçantes pour la paix que les questions politiques.

Il termine, en insistant sur le grand espoir qu'ont mis les masses ouvrières dans l'œuvre de paix tentée par la Société des Nations et sur la désespérance qui résulterait d'un échec de ses travaux.

VII. QUATRIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION.

La quatrième Commission a tenu sa quatrième séance vendredi 12 septembre 1924, sous la présidence de M. ADATCI.

Budget de l'Organisation internationale du Travail.

Chapitre IV. — "Immeubles, matériel permanent, intérêts, frais de déménagement et d'installation dans le nouveau bâtiment."

Le montant de 165.000 francs affecté à ce chapitre est adopté sous réserve que l'article 22 (service des intérêts) pourra subir une réduction si certaines recommandations de la Commission de contrôle relatives à l'affectation de l'excédent pour 1923 sont approuvées ultérieurement.

Recettes prévues pour publications.

Après une discussion à laquelle prennent part M. ALBERT THOMAS, Sir HUBERT LLEWELLYN SMITH (Empire britannique) et M. ANDREADES (Grèce), on décide de prier la Commission de contrôle d'examiner à nouveau si, en considération de l'augmentation des recettes provenant de la vente des publications depuis le commencement de l'année, le montant de 80.000 francs, figurant actuellement au budget, doit ou non être maintenu.

La quatrième Commission décide, sous réserve de décisions ultérieures à prendre par la Commission de contrôle en ce qui concerne certains articles, de recommander à l'Assemblée l'adoption du budget s'élevant à 7.105.595 francs suisses de l'Organisation internationale du Travail.

Mémoire présenté par le personnel du Secrétariat et du Bureau international du Travail sur le Statut de la Caisse de Prévoyance.

La Commission décide de renvoyer ce mémoire à la Commission de contrôle.

Nomination d'une Sous-Commission chargée d'examiner la question de la réorganisation du Bureau de liaison avec l'Amérique latine.

Sur la proposition de M. BUERO (Uruguay), la Commission prie le Président et le Vice-Président de lui soumettre, lors de la prochaine séance, les noms de six membres de la quatrième Commission, parmi lesquels devra figurer une proportion suffisante de latino-américains, appelés à étudier cette question et à élaborer un rapport.

Budget du Secrétariat et des organisations spéciales de la Société des Nations.

Chapitre I. — « Sessions de l'Assemblée et du Conseil »; le montant de 524.500 francs est adopté.

Chapitre II. — « Services généraux du Secrétariat »: adopté sous réserve que les articles suivants:

Article 4: « Contribution à la Caisse de prévoyance du personnel »; Article 11: « Frais généraux de bureau »; Article 13: « Service des intérêts, comptes en banque et intérêts perçus »;

soient renvoyés à la Commission de contrôle; l'adoption de

to appoint a Committee on Economic Co-operation on the model of the Committee on Intellectual Co-operation. This Committee might be the germ of the international economic council desired by the workers' organisations, and it would be a necessary body in the organisation of a final peace.

He quite recognised that it was necessary to take these questions one by one, and first of all to satisfy the needs of States in respect of security and disarmament. He hoped that later on, in a calmer atmosphere, it would be possible to pass to the examination of economic questions which might be as dangerous for peace as political questions. He would conclude by insisting on the great hopes placed by the working classes in the organisation of peace which was being attempted by the League of Nations and on the great disappointment which would result from any failure to achieve the object desired.

VII. FOURTH MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE

The Fourth Committee held its fourth meeting on Friday, September 12th; M. ADATCI in the chair.

Budget of the International Labour Organisation.

Chapter IV. — "Buildings, Permanent Equipment, Interest Charges and Occupation of New Building."

This Chapter, amounting to 165,000 francs, was adopted subject to the reservation that Item 22 (Interest Charges) might be reduced if certain recommendations of the Supervisory Commission concerning the disposal of the 1923 surplus were approved at a later stage.

Estimated Receipts from Sale of Publications.

After a discussion in which M. ALBERT THOMAS, Sir HUBERT LLEWELLYN SMITH (British Empire) and M. ANDREADES (Greece) took part, it was decided to request the Supervisory Commission to reconsider the amount of 80,000 francs at present included in the budget, in view of the increase in the sales of publications since the beginning of the year.

Subject to further decisions of the Supervisory Commission as regards certain items, the Fourth Committee decided to recommend the Assembly to adopt the budget of the International Labour Organisation at the figure of 7,105,595 Swiss francs.

Memorandum drawn up by the Staff of the Secretariat and International Labour Office on the subject of the Staff Provident Fund Regulations.

The Committee decided to refer this memorandum to the Supervisory Commission.

Appointment of a Sub-Committee to consider the question of the Re-organisation of the Latin-American Liaison Bureau.

On the proposal of M. BUERO (Uruguay), the Committee requested the President and Vice-President to submit to it at its next session the names of six members of the Fourth Committee, including a suitable proportion of Latin Americans, who might consider and make a report on this question.

Budget of the Secretariat and the Special Organisations of the League.

Chapter I. — "Assembly and Council Sessions," amounting to 524,500 francs, was adopted.

Chapter II. — "General services of the Secretariat" was adopted subject to the following reservations:

Item 4: "Contribution to the Staff Provident Fund"; Item 11: "General office expenses"; Item 13: "Interest charges on bank account," and "interest earned" were referred back to the Supervisory Commission. Item 5: "Latin-American

l'article 5, « Bureau de liaison avec l'Amérique latine », étant différé jusqu'au moment où la Sous-Commission chargée de son examen aura présenté son rapport.

Le Chapitre IV: « Profits et pertes au change » et le Chapitre V: « Compte capital » sont adoptés.

Sur la proposition de M. BIGNAMI (Italie), la quatrième Commission décide de prier la Commission de contrôle de considérer s'il y aurait lieu d'amortir les paiements effectués pour l'achat des diverses propriétés de la Société des Nations, de manière à ce que les sommes qui y ont été consacrées puissent être équitablement mises à la charge des Etats qui font partie de la Société ainsi qu'à celle des Etats qui pourront en faire partie ultérieurement.

Chapitre III: « Organisations spéciales de la Société des Nations ».

Sur la proposition du Jonkheer van EYSINGA et après discussion, la Commission décide de prier la Commission de contrôle de considérer le remaniement de ce chapitre. Il y aurait lieu, pour la Commission de contrôle, d'examiner si l'arrangement actuel doit être maintenu, avec certaines modifications ou si la distinction faite entre les organisations « à durée prolongée ou permanente » et les organisations « temporaires » doit être supprimée. La Commission de contrôle serait en outre priée d'examiner si l'article « Dépenses imprévues (sous réserve d'un vote spécial du Conseil) » doit continuer à figurer sous le chapitre III.

Après discussion, l'article 17, « Commissions administratives et questions des minorités » et l'article 18: « Organisations économiques et financières » sont adoptés.

Sous-Commission D.

La Sous-Commission D de la quatrième Commission s'est réunie hier, le 12 septembre à 11 h., pour la troisième fois, présidée par M. Barboza CARNEIRO (Brésil), président.

Assistait à la séance M. OSUSKY (Tchécoslovaquie), président de la Commission de contrôle, qui a donné à la Sous-Commission les éclaircissements que nécessitaient les travaux de cette dernière (question des pensions pour le personnel de la Cour permanente de Justice internationale).

VIII. RAPPORT A L'ASSEMBLÉE DE LA COMMISSION DE L'ORDRE DU JOUR.

La Commission s'est réunie au Secrétariat le 12 septembre 1924, à 10 h.

M. KOUMANOUDI a été élu président, au lieu et place de M. Marinkowitch, obligé de s'absenter des travaux de l'Assemblée.

Les questions inscrites à son ordre du jour étaient les suivantes:

1^o Examen de la proposition faite par la Délégation des Pays-Bas (Doc. A. 59. 1924) et renvoyée par l'Assemblée à la Commission, proposition ainsi conçue:

« L'Assemblée,

« Ayant pris connaissance des réponses du Comité spécial de juristes visé par la résolution du Conseil du 28 septembre 1923, et estimant qu'il y aurait lieu d'élucider certains points de ces réponses, prie la première Commission d'examiner dans quelle mesure des éclaircissements seraient désirables. »

La Commission pense que l'Assemblée désirera reconnaître toute l'importance de cette proposition. D'autre part, elle considère que les études constitutionnelles et juridiques dont la première Commission est déjà chargée cette année, pourraient lui rendre difficile d'entreprendre l'étude d'une question aussi importante au cours de la présente réunion; de plus la Commission est en train d'étudier, sur la demande de l'Assemblée, plusieurs dispositions du Pacte dont il a été question dans les réponses des juristes-consultes. Il pourrait donc être utile d'attendre le résultat de ces travaux, avant d'entreprendre l'étude de la proposition néerlandaise.

Liaison Bureau" was reserved until the Sub-Committee appointed to consider the question had presented its report.

Chapter IV. — "Profit and loss on exchange," and Chapter V: "Capital Expenditure," were adopted.

On the proposal of M. BIGNAMI (Italy), the Fourth Committee decided to request the Supervisory Commission to consider the expediency of placing the payments for the various League properties on an amortisation basis in view of the equitable distribution of their cost as between the States at present Members of the League and those which may in future become Members of the League.

Chapter III. — "Special Organisations of the League."

After a discussion, the Committee decided, on the proposal of Jonkheer van EYSINGA (Netherlands), to request the Supervisory Commission to consider the possible re-arrangement of this Chapter. The Supervisory Commission should consider whether the present arrangement should be retained with certain modifications or whether the distinction between "continuing or permanent" and "temporary" organisations should be abolished. It should further examine whether it was desirable to keep the item for "Unforeseen expenditure (subject to vote of the Council)" under Chapter III.

After discussion, Item 17: "Administrative Commissions and Minorities Questions," and Item 18: "Economic and Financial Organisation," were adopted.

SUB-COMMITTEE D.

The third meeting of Sub-Committee D of the Fourth Committee was held yesterday (Friday, September 12th) at 11 a.m. under the chairmanship of M. Barboza CARNEIRO (Brazil).

M. OSUSKY (Czechoslovakia), Chairman of the Supervisory Commission, was present at the meeting, and gave the Sub-Committee the necessary explanations for its work (Question of pensions for the personnel of the Permanent Court of International Justice.)

VIII. REPORT TO THE ASSEMBLY OF THE AGENDA COMMITTEE.

The Committee met in the offices of the Secretariat on September 12th, 1924, at 10 a.m.

M. KOUMANOUDI was elected Chairman in place of M. Marinkowitch, who was no longer able to take part in the work of the Assembly.

The questions placed on the agenda were the following:

1. Examination of the proposal made by the Netherlands Delegation (Document A. 59. 1924), and referred to the Committee by the Assembly. The proposal was as follows:

"The Assembly,

"Having taken note of the replies of the Special Committee of Jurists appointed in pursuance of the resolution adopted by the Council on September 28th, 1923, and considering that certain points in these replies require elucidation, requests the First Committee to consider how far such elucidation would be desirable."

The Committee thought that the Assembly would wish to recognise the full importance of this proposal. It considered, however, that the constitutional and legal studies with which the First Committee had already been entrusted this year might render it difficult for it to undertake the examination of so important a question during the present session. The Committee, moreover, was at the request of the Assembly examining several provisions of the Covenant dealt with in the replies of the jurists. It might, therefore, be useful to await the result of this work before undertaking the examination of the proposal of the Netherlands.

Par conséquent, la Commission propose à l'Assemblée d'ordonner l'inscription de cette proposition à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée.

La Délégation néerlandaise a déclaré ne pas s'opposer à cette procédure.

2^o Examen de la proposition concernant la Géorgie (émanant des Délégations de France, de l'Empire britannique et de Belgique (Doc. A. 62. 1924. VII) et renvoyée à la Commission par l'Assemblée, proposition ainsi conçue:

« L'Assemblée,

« Renouvelant la résolution votée le 22 septembre 1922 par la troisième Assemblée, au sujet de la Géorgie, invite le Conseil à suivre avec attention les événements dans cette partie du monde, de manière à saisir les occasions qui pourraient se présenter d'aider par des moyens pacifiques et conformes au droit international le retour de ce pays à une situation normale. »

La Commission de l'ordre du jour est d'avis de proposer à l'Assemblée d'inscrire cette question à son ordre du jour et de la renvoyer à la sixième Commission.

IX. RATIFICATION DES CONVENTIONS.

Son Excellence M. E. Pfügl, représentant permanent de l'Autriche auprès de la Société des Nations, a transmis l'instrument de ratification du Président de la République Fédérale d'Autriche de la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières (Genève, le 3 novembre 1923).

Son Excellence M. L. Seja, Ministre des Affaires étrangères de Lettonie a signé le Protocole relatif aux Clauses d'arbitrage, fait à Genève le 24 septembre 1923.

X. CORRECTIONS ET ADJONCTIONS A LA LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS ET DES DÉLÉGATIONS.

CINQUIÈME COMMISSION.

Portugal: M. Ferreira.

DÉLÉGATIONS.

Autriche: Mgr. Seipel.

Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:

Par suite du départ de MM. Marinkovitch et Choumenkovitch les modifications suivantes ont été apportées à la liste des délégués:

Premier délégué: M. le Dr Koumanoudi.

Deuxième délégué: M. le Dr Politch.

Troisième délégué: M. le Dr Novakovitch.

Président de la Commission de l'Ordre du jour: M. le Dr Koumanoudi.

XI. COMMUNICATIONS ÉMANANT DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES NON-OFFICIELLES.

A sa séance tenue le 11 septembre 1924, le Bureau de l'Assemblée a décidé d'insérer dans le *Journal* de l'Assemblée toutes les communications émanant d'organisations internationales non officielles, ainsi que la teneur de ces communications, adressées à l'Assemblée et reçues par le Secrétaire général.

Ces communications, à la demande d'une délégation, seront communiquées par le Secrétaire général aux Membres de l'Assemblée.

Les communications suivantes ont été reçues par le Secrétaire général:

I. — *Source*: Union interparlementaire.

Sujet: Résolutions adoptées par la 22^{me} Conférence interparlementaire relatives aux sujets suivants:

a) Les mandats coloniaux et la Société des Nations;

b) La réduction des armements.

Date: 5 septembre 1924.

The Committee, therefore, proposed that the Assembly should place this proposal on the agenda of the next Assembly. The Netherlands Delegation stated that it was not opposed to this procedure.

2. Examination of the proposal concerning Georgia submitted by the Delegations of France, the British Empire, and Belgium (Document A. 62. 1924. VII) and referred to the Committee by the Assembly.

The proposal was as follows:

"The Assembly,

"Wishing to renew the resolution adopted on September 22nd, 1922, by the third Assembly, regarding Georgia,

"Invites the Council to follow attentively the course of events in this part of the world, so that it may be able to seize any opportunity which may occur to help in the restoration of this country to normal conditions by any peaceful means in accordance with the rules of international law."

The Agenda Committee decided to propose that the Assembly should place this question on its agenda and refer it to the Sixth Committee.

IX. RATIFICATION OF CONVENTIONS.

His Excellency M. E. Pfügl, permanent representative of Austria on the League of Nations, has forwarded the instrument of ratification of the President of the Federal Republic of Austria of the International Convention for the Simplification of Customs Formalities (Geneva, November 3rd, 1923).

His Excellency M. L. Seja, Latvian Minister for Foreign Affairs, has signed the Protocol on Arbitration Clauses adopted at Geneva on September 24th, 1923.

X. CORRECTIONS AND ADDITIONS TO THE LIST OF MEMBERS OF THE COMMITTEES AND DELEGATIONS.

FIFTH COMMITTEE.

Portugal: M. Ferreira.

DELEGATIONS.

Austria: Mgr. Seipel.

Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes:

Owing to the departure of M. Marinkovitch and M. Choumenkovitch the following changes have been made in the list of delegates:

First delegate: Dr. Koumanoudi.

Second Delegate: Dr. Politch.

Third Delegate: Dr. Novakovitch.

Chairman of the Agenda Committee: Dr. Koumanoudi.

XI. COMMUNICATIONS FROM NON-OFFICIAL INTERNATIONAL ORGANISATIONS.

At a meeting held on September 11th, 1924, the General Committee of the Assembly decided that there should be inserted in the *Journal* of the Assembly a notification of the receipt by the Secretary-General of communications addressed to the Assembly by non-official international organisations and of the subject of any such communication. Such a communication would, on the formal request of a Delegation, be circulated by the Secretary-General to the Members of the Assembly.

The following communications have been received by the Secretary-General:

I. — *Source*: The Inter-Parliamentary Union.

Subject: Resolutions adopted by the 22nd Inter-Parliamentary Congress relating to:

(a) Colonial Mandates and the League of Nations;

(b) Reduction of Armaments.

Date: September 5th, 1924.

II. — Source: Union des Associations internationales.

Subject: Résolutions adoptées par la Sixième Conférence de l'Union, tenue à Genève les 8 et 9 septembre, sur les rapports entre les organisations officielles de la vie internationale ainsi que sur les questions relatives au Centre international.

Date: 9 septembre 1924.

XII. ASSOCIATION INTERNATIONALE DES JOURNALISTES ACCRÉDITÉS AUPRÈS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

L'Association internationale des journalistes accrédités auprès de la Société des Nations, au cours de son Assemblée générale tenue hier dans la salle des Commissions de l'Hôtel National, a procédé au renouvellement de son bureau pour l'année 1924/1925.

Elle a désigné, par acclamations, M. André GLARNER (*Exchange Telegraph*), comme *Président*.

Elle a nommé, au scrutin secret, cinq *vice-présidents*:

Dr Max BEER (Agence Wolff),

Dr B. de JONG (*Nieuwe Rotterdamse Courant*),

Mr. SHARKEY (Associated Press, New-York),

M. J. A. DEL VAYO (*La Nacion*, Buenos-Ayres),

M. P. Du BOCHET (*Petit Parisien*, Paris).

Secrétaire général: M. Robert POULAINÉ (*Petit Journal*, Paris).

Trésorier: M. Ramon De FRANCH (*La Prensa*, Buenos-Ayres).

Délégué résidant à Genève: M. Jean François LAYA (*Le Temps*, Paris).

Membres du Comité: M. Angelo MONTI (*Il Secolo*),

M. SIGUETOKU (*Asahi*, Tokio).

M. Frank FILLIOL (Agence télégraphique suisse).

La prochaine Assemblée générale de l'Association internationale des journalistes accrédités auprès de la Société des Nations aura lieu le samedi 20 septembre à l'Hôtel National. L'heure sera fixée ultérieurement.

II. — Source: Union des Associations internationales.

Subject: Resolutions adopted by the Sixth Conference of the Union, held at Geneva on September 8th and 9th, "sur les rapports entre les organisations officielles de la vie internationale ainsi que sur les questions relatives au Centre international".

Date: September 9th, 1924.

XII. INTERNATIONAL ASSOCIATION OF JOURNALISTS ACCREDITED TO THE LEAGUE OF NATIONS.

The International Association of Journalists accredited to the League of Nations held its general assembly yesterday in the offices of the Secretariat, and elected its presiding officers for the year 1924/1925.

It appointed as *President* by acclamation M. André GLARNER (*Exchange Telegraph*).

It appointed by secret ballot the following five *Vice-Presidents*:

Dr. Max BEER (Agence Wolff),

Dr. B. de JONG (*Nieuwe Rotterdamse Courant*),

Mr. SHARKEY (Associated Press, New York),

M. J. A. DEL VAYO (*La Nacion*, Buenos-Ayres),

M. P. du BOCHET (*Petit Parisien*, Paris).

Secretary-General: M. Robert POULAINÉ (*Petit Journal*, Paris).

Treasurer: M. Ramon de FRANCH (*La Prensa*, Buenos-Ayres).

Resident Delegate at Geneva: M. Jean François LAYA (*Le Temps*, Paris).

Members of the Committee: M. Angelo MONTI (*Il Secolo*),

M. SIGUETOKU (*Asahi*, Tokio),

M. Frank FILLIOL (Agence télégraphique suisse).

The next general assembly will be held on Saturday, September 20th, at the offices of the Secretariat at an hour which will be fixed later.

XIII. ADJONCTIONS A LA LISTE DES AGENCES TÉLÉGRAPHIQUES ET DES JOURNAUX REPRÉSENTÉS A LA CINQUIÈME ASSEMBLÉE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

XIII. ADDITIONS TO THE LIST OF TELEGRAPH AGENCIES AND NEWSPAPERS REPRESENTED AT THE FIFTH ASSEMBLY OF THE LEAGUE OF NATIONS.

PRESSE ALLEMANDE. — GERMAN PRESS.

Europa Express (Berlin): Dr E. von PRITZWITZ und GAFFRON, Hôtel Suisse.

PRESSE AMÉRICAINE. — AMERICAN PRESS.

The Christian Industrial World: M^{me} M. DE PERROT, 21, rue Tœpffer.

PRESSE AUSTRALIENNE. — AUSTRALIAN PRESS.

Australian Press Association: Mr. A. L. BRIENT, Hôtel des Familles.

PRESSE AUTRICHIENNE. — AUSTRIAN PRESS.

Neuen Freien Presse: Dr L. KLINENBERGER, Hôtel des Alpes.
Neues Wiener Journal: Dr U. BESSEMER, Les Grangettes.
Neues Wiener Tagblatt: M. Max FORST, Hôtel de la Paix.
Stund: Dr KRUNES, Hôtel de Genève.

PRESSE BRITANNIQUE. — BRITISH PRESS.

Law Journal: Mr. P. M. HENDERSON, Pension des Tranchées.

PRESSE EGYPTIENNE. — EGYPTIAN PRESS.

La Réforme (Alexandrie): M. J. KLAT, Hôtel d'Angleterre.

PRESSE ESPAGNOLE. — SPANISH PRESS.

La Libertad (Madrid): M. A. BARCIA, Hôtel de l'Europe.

PRESSE FRANÇAISE. — FRENCH PRESS.

Agence Radio: M. A. GABION, Hôtel Suisse.

L'Illustration: M^{me} NOELLE ROGER, 36, Chemin des Cottages.

Petit Journal: M. Robert POULAINÉ, 2, Chemin de Roches.

PRESSE HOLLANDAISE. — NETHERLANDS PRESS.

Haagasche Post (La Haye): M. S. F. van Oss, Hôtel d'Angleterre.

PRESSE POLONAISE. — POLISH PRESS.

Echo de Varsovie: M. P. de La MAZIÈRE, Hôtel du Siècle.

PRESSE SUÉDOISE. — SWEDISH PRESS.

Svenska Morgonbladet: M. E. GULLERS, Hôtel de la Paix.

Sydsvenska Dagbladet: Dr G. LANGENFELT.

PRESSE SYRIENNE. — SYRIAN PRESS.

Al-Manfid (Damas): M. A. CHÉKIB, Pension « La Résidence ».

PRESSE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK PRESS.

Slovenska Politika: M^{me} Anna RYVOVA, 3, rue Ami Lullin.

XIV. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX
MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE

- A. 40 (b) Réduction des Armements: Limitation des dépenses nationales d'Armement: Réponse du Gouvernement danois.
- A. 57 Cour permanente de Justice internationale: Virements budgétaires approuvés par la Cour.
- A. 61 Reconstruction financière de la Hongrie: Résolution adoptée par l'Assemblée le 11 septembre 1924.

XIV. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS
OF THE ASSEMBLY

- A. 40 (b) Reduction of Armaments: Limitation of National Expenditure on Armaments: Reply from Danish Government.
- A. 57 Permanent Court of International Justice: Transfers in the Budget approved by the Court.
- A. 61 Financial Reconstruction of Hungary: Resolution adopted by the Assembly on September 11th, 1924.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Liste des Dépositaires
des Publications de la Société des Nations.

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.
- AUSTRALIE**
Australasian Publishing Co. Ltd., 229 Clarence Street, SYDNEY.
- AUTRICHE et ALLEMAGNE**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz 5, VIENNE.
- BELGIQUE**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRESIL**
Livreria F. Brigulet & Cia., 23, rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.
- BULGARIE**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvo-
boditel" No 4a, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell and Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA-RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.
- DANEMARK**
V. Pios Boghandel-Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.
- ÉQUATEUR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- ÉTATS-UNIS**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- FINLANDE**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain,
PARIS (VI^e).
- GRANDE-BRETAGNE,
DOMINIONS et COLONIES**
Constable & Co. Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W. C., 2.
- GRÈCE**
Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Consti-
tution, ATHÈNES.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantès, 10a, Calle Oriente No. 5,
GUATEMALA.
- HAWAÏ**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HONGRIE**
Ferdinand Pfeifer (Zeldler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST
IV, KER.
- INDES**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS et CALCUTTA.
- ITALIE**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi
Torii-Sanchome, TOKIO.
- MEXIQUE**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORVÈGE**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Libreria I. Preclado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PAYS-BAS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PÉROU**
Alberto ULLOA, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE**
Gebethner & Wolff, ulca Slenskiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- ROUMANIE**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- BASSIN DE LA SARRE**
Librairie Marguet 74, Bahnhofstrasse, SARREBRUCK.
- ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES**
Librairie Française Henri Soubre 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SUÈDE**
G. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTEUX,
NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE**
Librairie F. Topič, 11 Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser :
Service des Publications, Société des Nations,
GENÈVE (Suisse).

LEAGUE OF NATIONS

Authorised Agents
for the Publications of the League of Nations.

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », Calle Florida 371, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIA**
Australasian Publishing Co., Ltd., 229, Clarence Street, SYDNEY.
- AUSTRIA and GERMANY**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz, 5, VIENNA.
- BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil,
BRUSSELS.
- BOLIVIA**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRAZIL**
Livreria F. Brigulet & Cia., 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIA**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvo-
boditel" No 4a, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell & Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topič, 11 Narodni, PRAGUE.
- DENMARK**
V. Pios Boghandel—Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.
- ECUADOR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- FINLAND**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain
PARIS (VI^e).
- GREAT BRITAIN,
DOMINIONS and COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.
- GREECE**
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitu-
tion, ATHENS.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantès, 10a, Calle Oriente, No. 5,
GUATEMALA.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HUNGARY**
Ferdinand Pfeifer (Zeldler Bros.), Kossuth Lajos Utca 7 SZ. BUDAPEST
IV, KER.
- INDIA**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS and CALCUTTA.
- ITALY**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPAN**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi
Torii-Sanchome, TOKIO.
- MEXICO**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE
HAAGUE.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Libreria I. Preclado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PERU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLAND**
Gebethner & Wolff, ulca Slenskiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.
- ROUMANIA**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SAAR BASIN**
Librairie Marguet, 74, Bahnhofstrasse, SARREBRUCK.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVÈNES**
Librairie Française Henri Soubre, 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SPAIN**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- SWEDEN**
G. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTEUX,
NEUCHÂTEL, BERNE.
- UNITED STATES**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, Boston 9, MASS.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries apply:
Publication Department, League of Nations,
GENÈVE (Switzerland).

JOURNAL

DE LA
CINQUIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1924

OF THE
FIFTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1924

N° 13. — DIMANCHE 14 SEPTEMBRE 1924.

No. 13. — SUNDAY, SEPTEMBER 14th, 1924.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 132, au Secrétariat.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 132 at the offices of the Secretariat).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	131
II. Cinquième séance de la deuxième Commission	132
III. Cinquième séance de la troisième Commission	133
IV. Cinquième séance de la quatrième Commission	136
V. Cinquième séance de la cinquième Commission	137
VI. Troisième séance de la sixième Commission	139
VII. Ratifications des conventions	140
VIII. Corrections et adjonctions à la liste des membres des Commissions et des Délégations	140
IX. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée	140

I. PROGRAMME DES SÉANCES.

Première Commission.

La cinquième Sous-Commission de la première Commission se réunira demain (lundi 15 septembre), à 15 h. 30, à la Villa St-Victor.

Deuxième Commission.

La deuxième Commission se réunira demain (lundi 15 septembre), à 10 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle C).

Troisième Commission.

La quatrième Sous-Commission de la troisième Commission se réunira demain (lundi 15 septembre), à 10 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle E).

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	131
II. Fifth Meeting of the Second Committee	132
III. Fifth Meeting of the Third Committee	133
IV. Fifth Meeting of the Fourth Committee	136
V. Fifth Meeting of the Fifth Committee	137
VI. Third Meeting of the Sixth Committee	139
VII. Ratifications of Conventions	140
VIII. Corrections and Additions to the List of the Members of the Committees and Delegations	140
IX. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	140

I. PROGRAMME OF MEETINGS

First Committee.

The Fifth Sub-Committee of the First Committee will meet to-morrow (Monday, September 15th) at 3.30 p.m. in the Villa St. Victor.

Second Committee.

The Second Committee will meet to-morrow (Monday, September 15th) at 10.30 a.m. in the offices of the Secretariat (Room C).

Third Committee.

The Fourth Sub-Committee of the Third Committee will meet to-morrow (Monday, September 15th) at 10.30 a.m. in the offices of the Secretariat (Room E).

Quatrième Commission.

Sous-Commission A de la quatrième Commission se réunira demain (lundi 15 septembre), à 16 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle 95).

Sous-Commission B de la quatrième Commission se réunira demain (lundi 15 septembre), à 9 h., au bureau du Secrétariat (Salle C).

Cinquième Commission.

La cinquième Commission se réunira demain (lundi 15 septembre), à 15 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle C).

Sixième Commission.

La sixième Commission se réunira demain (lundi 15 septembre), à 10 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle F).

Ordre du jour: Rapport de la première Sous-Commission relatif à la question de l'esclavage.

La première Sous-Commission de la sixième Commission se réunira demain (lundi 15 septembre) à la fin de la séance plénière de la sixième Commission.

Commission permanente consultative pour les questions militaires navales et aériennes.

La Commission permanente consultative se réunira demain (lundi 15 septembre), à 10 h., au bureau du Secrétariat (Salle B).

Commission de Contrôle d'Autriche.

La Commission de Contrôle se réunira demain (lundi 15 septembre), à 15 h. 30.

Comité financier.

Le Comité financier se réunira demain (lundi 15 septembre), à 10 h., au bureau du Secrétariat (Salle D).

II. CINQUIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION.

La deuxième Commission a tenu sa cinquième séance le samedi 13 septembre, à 15 h. 30, sous la présidence de M. GARAY (Panama).

Oeuvre de l'Organisation d'hygiène.

La Commission adopte le rapport soumis à l'Assemblée par le rapporteur (Dr CABALLERO, Paraguay) en lui faisant subir quelques modifications.

Coopération intellectuelle.

Le Professeur Gilbert MURRAY (Empire britannique) rapporteur présente son rapport (A. II. 1924) qu'il accompagne des commentaires préliminaires suivants: en réservant le reste de ses observations concernant l'offre faite par le gouvernement français pour une séance ultérieure.

Si l'œuvre accomplie par la Commission au cours de l'année qui vient de s'écouler, ne comporte pas une série ininterrompue de succès, ce fait est dû dans une large mesure à ce que les ressources mises à la disposition de la Commission étaient ridiculement insuffisantes. Parmi les travaux accomplis au cours de cette année, il mentionne la fourniture des livres et des publications, le plan de M. Ruffini, pour l'extension du système des brevets, qui constitue une contribution importante à la protection de la propriété intellectuelle, sujet sur lequel il serait bon d'avoir l'avis de la Commission économique: l'élaboration d'un système général de bibliographie analytique; la rédaction d'un projet de convention relatif à l'échange des publications, la publication d'une liste semi-officielle des publications de tous les pays; le bulletin d'information universitaire, le recueil des renseignements sur l'instruction publique; le système d'échange des professeurs et des étudiants, œuvre difficile à accomplir sans crédits.

Fourth Committee.

Sub-Committee A of the Fourth Committee will meet to-morrow (Monday, September 15th) at 4.30 p.m. in the offices of the Secretariat (Room 95).

Sub-Committee B of the Fourth Committee will meet to-morrow (Monday, September 15th) at 9 a.m. in the offices of the Secretariat (Room C).

Fifth Committee.

The Fifth Committee will meet to-morrow (Monday, September 15th) at 3.30 p.m. in the offices of the Secretariat (Room C).

Sixth Committee.

The Sixth Committee will meet to-morrow (Monday, September 15th) at 10.30 a.m. in the offices of the Secretariat (Room F).

Agenda: Report of the First Sub-Committee on the question of slavery.

The First Sub-Committee of the Sixth Committee will meet to-morrow (Monday, September 15th) immediately after the plenary meeting of the Sixth Committee.

Permanent Advisory Commission on Military, Naval and Air Questions.

The Permanent Advisory Commission will meet to-morrow (Monday, September 15th) at 10 a.m. in the offices of the Secretariat (Room B).

Austrian Committee of Control.

The Committee of Control will meet to-morrow (Monday, September 15th) at 3.30 p.m.

Financial Committee.

The Financial Committee will meet to-morrow (Monday, September 15th) at 10 a.m. in the offices of the Secretariat (Room D).

II. FIFTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE.

The Second Committee held its fifth meeting on Saturday, September 13th, at 3.30 p.m., under the chairmanship of M. GARAY (Panama).

Work of the Health Organisation.

The Committee adopted the Report to the Assembly submitted by the Rapporteur (Dr. CABALLERO, Paraguay) with some modifications.

Intellectual Co-operation.

Prof. Gilbert MURRAY (British Empire), Rapporteur, presented his report (A. II. 1924) and made the following preliminary comments, reserving the remainder of his observations, which would deal with the offer of the French Government, to a later stage.

If the record of the Committee's work during the past year had not been a career of unbroken success, this was very largely due to the fact that the resources placed at the disposal of the Committee were utterly ridiculous. Of the activities of the past year he mentioned in particular the supply of books and publications; Signor Ruffini's plan for extending the system of patents, an important contribution to the problem of safeguarding intellectual property, a subject on which it would be desirable to have the opinion of the Economic Committee; the elaboration of a common system of analytical bibliography; the drafting of a convention for the exchange of publications; the publication of a semi-official list of the most important publications in all countries; the bulletin of university information; the collation of information on educational administration; the system of exchange of professors and students, a difficult piece of work to carry out without money.

La Commission a reçu parmi ses membres au cours de l'année qui vient de s'écouler, l'éminent savant sud-américain M. Lugones et l'illustre physicien Einstein.

Il insiste sur l'importance de la résolution votée par la dernière Assemblée, invitant tous les pays du monde à enseigner aux enfants les principes du Pacte.

Pour conclure, il fait un bref exposé des buts essentiels que s'est proposés la Commission par le passé. En premier lieu, elle s'est efforcée de combler le fossé qui séparait les ennemis de la guerre, mais dans cette tâche, c'est à peine si elle a réussi. En second lieu, elle avait senti le besoin de donner aux nations nouvellement formées des directives pour les aider dans le développement de leur culture nationale. Grâce surtout au zèle du gouvernement français et des membres français de la Commission, elle a sur ce point obtenu des résultats considérables.

En troisième lieu, elle s'est efforcée, mais sans disposer d'aucuns crédits d'alléger les souffrances des intellectuels causées par l'après-guerre. On a pu obtenir certains résultats grâce à la générosité privée, mais si l'aide matérielle qui a pu être fournie a été jusqu'ici insignifiante, en raison de l'absence de moyens, le Prof. Murray espère cependant que les intellectuels malheureux ont du moins éprouvé dans une certaine mesure une consolation morale en voyant avec quelle ardeur des penseurs aussi éminents et des savants aussi célèbres que M. Bergson, M^{me} Curie, M. Lorentz et le Prof. Einstein, s'efforçaient de soulager leur détresse.

M. WANG (Chine) fait observer que la Chine était déjà un pays intellectuel à une époque où l'Europe ne jouissait encore que d'une civilisation rudimentaire et que c'est de ce pays que proviennent la plupart des plus importantes découvertes scientifiques et mathématiques. Il rappelle la résolution de la quatrième Assemblée, reconnaissant les droits de la Chine à participer à l'œuvre de la Commission de coopération intellectuelle. Si son pays n'a pu encore apporter aucun concours financier à cette œuvre, il y a contribué du moins en d'autres manières. Non seulement on enseigne aux enfants de la Chine ce qu'est la Société des Nations et ce que signifie le Pacte, mais on donne cet enseignement aussi à tous les membres des forces de police.

M. de BROUCKÈRE (Belgique) déclare que malgré l'insuffisance des moyens dont elle dispose, la Commission a cependant accompli déjà le commencement d'une œuvre qui deviendra bientôt un des aspects essentiels de l'activité de la Société des Nations. L'année qui vient de s'écouler a abouti à des résultats précis. L'Office international d'information universitaire a été fondé. La Convention avec l'Institut bibliographique est sur le point d'être conclue, et l'on a accompli un grand progrès en ce qui concerne la question des échanges de publications et le problème de la propriété intellectuelle.

Les sommes allouées pour cette partie de l'œuvre de la Société sont tout à fait insuffisantes. Il ne peut pas être vrai que l'humanité ne puisse consacrer que 143,000 francs suisses par an à la poursuite de ses intérêts spirituels. Il est nécessaire que cette somme soit augmentée d'année en année étant donné que les crédits absolument nécessaires à la Commission de coopération intellectuelle, ne sont de nature à déséquilibrer aucun budget ni à appauvrir aucun contribuable.

III. CINQUIÈME SÉANCE DE LA TROISIÈME COMMISSION.

La troisième Commission a tenu sa cinquième séance hier (samedi 13 septembre) sous la présidence de M. DUCA (Roumanie).

Réduction des armements (suite).

M. LOUDON (Pays-Bas) constate qu'il existe actuellement une base pour la conciliation des divergences au sujet du problème général du désarmement. Jusqu'alors, le problème de la sécurité et celui de la solution pacifique des conflits avaient suivi des voies séparées. Aujourd'hui, ils sont réunis, grâce au double principe de l'arbitrage obligatoire et de la détermination

The Committee had been joined during the past year by the eminent South American scholar M. Lugones and by the illustrious scientist Prof. Einstein.

He emphasised the importance of the resolution passed by the last Assembly that children in all countries should be taught the meaning of the Covenant.

In conclusion he summarised the general aims of the Committee in the past. In the first place they had desired to bridge the gulf between the enemies of the late war. In this task they had hardly been successful. Secondly, the need had made itself felt of giving some guidance to the new nations which had arisen in establishing and developing their new national culture. Thanks largely to the zeal of the French Government and of the French members of the Committee, they had met with considerable success.

Thirdly, they had attempted, without having money to spend, to alleviate the sufferings of intellectuals which had arisen from the war. Some results had been achieved owing to private generosity. If the material assistance which they had been able to give had been insignificant so far, owing to lack of means, he hoped, nevertheless, that these sufferers might have derived a certain degree of psychological comfort from the assurance that eminent thinkers and scientists of world-wide reputation such as M. Bergson, Madame Curie, M. Lorentz, and Prof. Einstein were united in seeking to find some form of alleviating their distress.

M. WANG (China) pointed out that China had been an intellectual country at a time when Europe was in a rudimentary stage of civilisation, and that many of the most important scientific and mathematical discoveries had come from his country. He recalled the resolution of the fourth meeting of the Assembly recognising the claims of China to participation in the work of the Intellectual Co-operation Committee. If in the past his country had given no financial support to this work it had furthered it in other ways; not only were all children in China taught the objects of the League and the terms of the Covenant but such instruction had recently been extended to all members of the police force.

M. de BROUCKERE (Belgium) said that, in spite of very restricted means, the Committee had before it a record of the modest beginning in a piece of work which would one day become the most important sphere of the League of Nations. The last year has seen definite results. The International University Information Office had been founded; the Convention with the Bibliographical Institute was about to be concluded; questions of exchanges of publications and the problem of intellectual property had made great progress.

The amount allotted for this part of the League's work was ridiculously low. It was not true that humanity could devote only 143,000 Swiss francs a year for its non-material interests. It was necessary that the sums assigned to this work should increase year by year; the minute fraction necessary in order to give to the Intellectual Co-operation Committee the sums which it absolutely required for its work would upset no budget and impoverish no taxpayer.

III. FIFTH MEETING OF THE THIRD COMMITTEE.

The Third Committee held its fifth meeting yesterday (Saturday, September 13th) under the chairmanship of M. DUCA (Roumania).

Reduction of Armaments (continued).

M. LOUDON (Netherlands) thought that there existed a basis on which the divergencies of opinion in regard to the problem of general disarmament might be reconciled. Hitherto the problem of security and the problem of the peaceful solution of disputes had been considered separately. To-day these problems were being taken together, thanks to the

de l'agresseur par refus de se soumettre à l'arbitrage. Cet immense progrès restera acquis en tous les cas.

Le Pacte et l'article 36 du Statut de la Cour permanente devront être remaniés. C'est le travail de la première Commission, qui devra, en particulier, s'inspirer de l'article 12 et éliminer de l'article 15 le recours à la guerre, dans le cas où le Conseil échoue dans sa tâche de conciliation.

En ce qui concerne l'application des sanctions, il semble que la France et la Grande-Bretagne soient d'accord pour en reconnaître la nécessité mais la France continue à ne trouver que dans un traité d'assistance mutuelle, le seul moyen efficace pour organiser des sanctions.

La Hollande a toujours été opposée au Traité d'assistance mutuelle. La méthode exposée par M. Paul Boncour pour la mise en œuvre de sanctions différentes suivant les Etats, ne modifiera pas le point de vue hollandais.

Les Pays-Bas considèrent que si l'esprit de solidarité international existe, il n'y a pas lieu d'aller au-delà de l'article 16 du Pacte, et que tout traité d'assistance mutuelle est superflu. Il y a même danger à laisser croire aux nations que, hors ce Traité d'assistance mutuelle, il n'y a pas de salut.

Général TANCZOS (Hongrie) désire souligner le point de vue hongrois, déjà exprimé à maintes reprises. La Hongrie est restée fidèle aux engagements du Traité de Trianon. Elle ne possède pas d'armes au sens moderne du mot et se trouve pratiquement désarmée, alors que la plupart des autres Etats ont maintenu des armements, à peu près équivalents à ceux d'avant-guerre.

Or, ce traité de Trianon déclare dans le préambule du chapitre des clauses relatives au désarmement que ces clauses sont inscrites en vue de préparer une limitation générale des armements. En outre, la Hongrie se trouve actuellement bien au-dessous de la limite minimum dont il est question à l'article 8 du Pacte, en raison de la disproportion existant entre son armée et les autres armées de l'Europe.

Le Gouvernement hongrois, en raison des faits nouveaux, a le ferme espoir que la promesse inscrite dans le préambule du traité sera tenue et que le désarmement général rétablira l'égalité des nations et fera disparaître la situation humiliante dans laquelle se trouve la Hongrie.

M. SKRZYNSKI (Pologne) déclare qu'à son avis les trois termes : arbitrage, sécurité, désarmement, sont inséparables. Pour la Pologne qui n'est ni un Etat insulaire, ni un Etat entouré de nations moralement désarmées, la sécurité doit précéder le désarmement.

Le Gouvernement polonais avait considéré que le projet de traité d'assistance mutuelle, étant en accord avec le Pacte. Actuellement, après toutes les difficultés soulevées, il ne croit pas opportun de discuter un nouveau projet et il propose de revenir au Pacte, dont il faudra remplir les lacunes et assouplir les dispositions.

La définition de l'agression doit tenir compte des étapes qui précèdent l'agression.

Le Conseil est la seule instance qui puisse se charger de veiller au désarmement, et si l'arbitrage doit être obligatoire, les nations ne peuvent céder une partie de leur souveraineté à une autre autorité que la Société des Nations.

Il faudra préciser les sanctions prévues par l'article 16 en vue de leur application dans le temps et dans l'espace. Les sanctions militaires et navales seront peut-être inutiles si la solidarité internationale se manifeste dans tous les autres domaines, mais il importe de les garder.

M. Skrzyński termine en déclarant que s'il est naturel que les nations qui ne se sentent pas menacées ne soient pas astreintes à fournir les garanties militaires, il faut que celles qui se sentent menacées soient prêtes à se défendre et à donner aux autres nations dans la même situation l'assistance dont elles-mêmes ont besoin.

M. FITZGERALD (Etat libre d'Irlande) a l'impression que les petits pays jouent en ce moment le rôle d'observateurs et à ce

acceptance of the double principle of compulsory arbitration and the definition of the aggressor as the party which refused to submit to arbitration. It would be recognised that here a very considerable progress had been achieved.

The Covenant and Article 36 of the Statute of the Permanent Court would have to be redrafted. This was the work of the First Committee, which should be guided in particular by the provisions of Article 12 and eliminate from Article 15 a resort to war in the event of the Council failing in its task of conciliation.

As regards the application of the sanctions, it seemed that France and Great Britain were agreed in recognising their necessity, but France continued to find in a Treaty of Mutual Guarantee the only effective means of organising such sanctions.

The Netherlands had always opposed the Treaty of Mutual Guarantee, and the scheme explained by M. Paul Boncour for putting into execution sanctions of varying kind according to the States concerned did not modify the view taken by the Netherlands.

The Netherlands considered that, if there existed a spirit of international solidarity, it was not necessary to go beyond Article 16 of the Covenant and that any Treaty of Mutual Guarantee was superfluous. There was even a danger in encouraging nations to believe that outside such a Treaty of Mutual Guarantee there was no possible security.

General TANCZOS (Hungary) said he wished to emphasise the Hungarian point of view which had already been expressed on various occasions. Hungary had remained faithful to her obligations under the Treaty of Trianon. She had no army in the modern sense of the word and was practically disarmed, whereas the majority of the other States had maintained arms almost equal to those they had before the war.

The Treaty of Trianon declared in the preamble of the chapter on the clauses relating to disarmament that these clauses were drafted with a view to preparing for a general limitation of armaments. Hungary was at present well below the minimum limit contemplated in Article 8 of the Covenant owing to the disproportion which existed between her army and the other armies of Europe.

The Hungarian Government, in view of the new facts which had arisen, firmly hoped that the promise embodied in the preamble of the Treaty would be kept and that a general disarmament would restore equality between the nations and bring about the disappearance of the humiliating position in which Hungary at present was placed.

M. SKRZYNSKI (Poland) said that in his opinion the three terms arbitration, security and disarmament were inseparable. For Poland, which was not an isolated State, or a State surrounded by States morally disarmed, security must take precedence of disarmament.

The Polish Government had considered the Draft Treaty of Mutual Guarantee as a document which was in agreement with the Covenant. At the present moment, in view of all the difficulties which had been raised, the Polish Government did not think it desirable to discuss a new draft, and proposed to return to the Covenant, in which it would be necessary to fill up the gaps and render the provisions more elastic.

The definition of aggression must take into account the stages which preceded aggression.

The Council was the only body able to take up the duty of supervising disarmament, and, if arbitration was to be compulsory, nations could not yield any portion of their sovereignty to any other authority than the League of Nations.

It would be necessary to define the sanctions contemplated in Article 16 with a view to their application at a particular time and in a particular instance. Military and naval sanctions would be unnecessary if international solidarity was shown in other fields, but it was necessary to retain these sanctions.

He ended by declaring that, if nations which did not feel themselves threatened should naturally not be obliged to furnish military guarantees, it was on the other hand necessary for nations which felt themselves threatened to be prepared to defend themselves to give to other nations in the same position the assistance of which they themselves stood in need.

M. FITZGERALD (Irish Free State) said he had the impression that the small nations were at this moment playing the part of

titre, il se réjouit de l'accord intervenu entre la France et la Grande-Bretagne. Il prend l'exemple de l'Irlande, qui en moins d'une année a diminué son armée de 50.000 à 20.000 pour démontrer que les Etats ne maintiennent des armements qu'à cause d'un danger précis. Si la sécurité est obtenue, les armements disparaissent.

Dans ces conditions, il suggère qu'il serait plus sage d'aborder le problème par l'étude de l'insécurité et il propose que l'arbitrage serve d'abord à décider si les dangers ou les menaces craints par certaines nations sont réels ou imaginaires.

A la Conférence internationale prévue, chaque nation pourrait exposer franchement quel est le danger qui l'a fait s'armer et cette méthode, basée sur la franchise, permettrait un jugement mutuel et impartial.

M. CABALLERO (Paraguay) s'associe aux déclarations faites par les délégués de l'Uruguay et du Brésil. Le Paraguay a de tout temps accepté le principe de la solution pacifique des conflits et la convention qui tend à résoudre les conflits inter-américains porte le nom d'un ancien Président du Paraguay, M. Manuel Gondra. Malgré le peu d'intérêt qu'il offre pour le Paraguay le traité d'assistance mutuelle et malgré son éloignement, le Paraguay est toujours prêt à répondre à l'appel de la Société des Nations dans sa lutte contre la guerre.

M. DE PALACIOS (Espagne) explique que les faits nouveaux obligent le Gouvernement espagnol à intervenir une fois de plus dans le débat. Il affirme que la volonté de l'Espagne est, et a toujours été, d'obtenir une paix définitive et que tout en faisant les objections au Traité d'assistance mutuelle, l'Espagne a toujours désiré un accord général. Il est d'avis de s'en tenir au Pacte. Il exprime la satisfaction d'avoir entendu M. Paul Boncour déclarer que s'il apparaissait que le traité ait dépassé le Pacte, rien ne saurait néanmoins prévaloir contre le Pacte.

L'Espagne considère que la base de la paix réside dans le développement de la fraternité et les devoirs réciproques des nations; mais il est nécessaire d'établir des garanties au moins équivalentes à celles qui sont données en ce moment par les armements nationaux.

M. de Palacios pense que la force militaire sera toujours nécessaire, mais qu'il faut qu'elle soit la dernière sanction utilisée.

L'Espagne se déclare prête à accepter l'arbitrage obligatoire; toutefois, il ne faudrait pas abandonner l'idée de sanctions à déclenchements automatiques pour l'exécution de toutes les sentences arbitrales. On a proposé d'exclure de l'arbitrage certaines catégories de questions. Cela faciliterait aisément l'acceptation par divers pays, mais il faut restreindre ces exceptions, le plus possible. Il rappelle que l'Amiral de Magaz avait déjà proposé l'année précédente une formule, pour la définition de l'agresseur, analogue à celle qui a recueilli actuellement la presque unanimité et cette formule comprenait même le principe de sécurités additionnelles telles que les zones démilitarisées.

Il termine en déclarant que l'Espagne éprouve quelques inquiétudes au sujet des accords particuliers et qu'elle désirerait qu'on s'en tint au principe de l'universalité.

Le PRÉSIDENT déclare la discussion générale terminée et la résume de la façon suivante:

La connexité des trois termes: arbitrage, sécurité, désarmement, a été admise à peu près à l'unanimité. La question de l'arbitrage qui appartient à la première Commission a été peu envisagée. Une liaison devra exister entre la première et la troisième Commission sur ce point.

Au sujet de la sécurité, il y a unanimité sur les sanctions économiques et quelques divergences sur la portée des sanctions militaires. A l'unanimité on a admis de prendre le Pacte comme base de discussion.

Sur le désarmement, il y a peu d'idées exprimées, la plupart des orateurs considérant qu'on ne peut le réaliser qu'après les deux autres termes,

observers, and in this capacity he rejoiced at the agreement which had been reached between France and Great Britain. He would take the example of Ireland, which in less than a year had decreased its army from 50,000 to 20,000 effectives, in order to show that States only maintained armaments owing to some definite danger. If security were obtained armaments would disappear.

In these circumstances he suggested that it would be wiser to begin with a study of the problem of insecurity, and he would suggest that arbitration would serve in the first instance to decide whether the dangers or the threat of dangers feared by certain nations were real or imaginary.

At the proposed International Conference each nation would be able to explain frankly what was the danger which caused it to maintain its armaments, and this method, if frankly followed, would enable an impartial and mutual judgment to be formed by the nations.

M. CABALLERO (Paraguay) associated himself with the statements made by the representatives of Uruguay and Brazil. Paraguay had always accepted the principle of the peaceful settlement of disputes, and the convention which aimed at solving disputes between the American countries bore the name of a former President of Paraguay, M. Manuel Gondra. In spite of the small practical interest which the Treaty of Mutual Guarantee held for Paraguay, and in spite of the fact that for her the problem was a distant one, Paraguay was always ready to respond to the appeal of the League of Nations in its struggle against war.

M. de PALACIOS (Spain) explained that the new facts which had arisen obliged the Spanish Government to intervene once again in the discussion. Spain desired, and had always desired, to obtain a final peace, and, though she raised objections to the Treaty of Mutual Guarantee, she had always desired a general agreement. He was of opinion that it would be advisable to keep to the Covenant, and he expressed satisfaction at having heard M. Paul Boncour declare that, if the Treaty did in fact seem to go beyond the limits of the Covenant, nothing, nevertheless, could prevail against the Covenant.

Spain considered that peace reposed on the development of friendly feeling between the nations and a recognition of their reciprocal duties. It was necessary, however, to establish guarantees at least equivalent to those which were afforded at the present time by national armaments.

Military force would always be necessary, but military force should be the last sanction employed.

Spain was ready to accept compulsory arbitration, but it was necessary not to abandon the idea of sanctions to be automatically put into execution in support of arbitration decisions. It had been proposed to exclude certain categories of questions from arbitration. Such a proposal would facilitate the acceptance of the principle by various countries, but it was necessary that these exceptions should be, as far as possible, restricted. He would remind the Committee that Admiral de Magaz had already proposed, during the previous year, a formula for the definition of the aggressor similar to that which had been almost unanimously welcomed. This formula included devices for additional security such as demilitarised zones.

He would state in conclusion that Spain had felt certain anxiety in regard to particular agreements and that she desired to keep within the principle of universality.

The CHAIRMAN said the general debate was now closed and he would venture to summarise it as follows:

It had been almost unanimously admitted that the three terms arbitration, security and disarmament must be taken together. The question of arbitration, which fell within the province of the First Committee, had not been extensively dealt with. There should for this purpose be a liaison between the First and the Third Committees.

In regard to security there was unanimity in regard to the economic sanctions but some difference of opinion concerning the scope of the military sanctions. It had been unanimously decided to take the Covenant as a basis of discussion.

In regard to disarmament, though few ideas had been put forward, the majority of the speakers considered that disarmament could only be realised after the two other problems had been dealt with.

La Commission, sur la proposition de M. LOUDON (Pays-Bas), désigne comme membres de la Sous-Commission chargée de continuer l'étude du point 6 de l'ordre du jour:

M. BENES (Tchécoslovaquie),
M. Paul BONCOUR (France),
M. BRANTING (Suède),
M. HENDERSON (Empire britannique),
M. LANGE (Norvège),
M. MATSUDA (Japon),
Lord PARMOOR (Empire britannique),
M. POULLET (Belgique),
M. SCHANZER (Italie),
M. SKRZYNSKI (Pologne),
M. TITULESCO (Roumanie),
M. VILLEGAS (Chili).

QUATRIÈME SOUS-COMMISSION.

La quatrième Sous-Commission de la troisième Commission nommée en vue de préparer un texte qui tiendrait compte des différents projets à la connaissance des Membres de l'Assemblée et des débats qui se sont déroulés ces jours-ci sur l'arbitrage, la garantie et le désarmement, a tenu sa première séance le samedi 13 septembre à 15 heures 30.

La Sous-Commission a nommé M. BENES (Tchécoslovaquie) Président.

Elle a abordé ensuite la question de la forme à donner au document qui lui a été demandé et de la meilleure procédure à suivre pour accélérer son travail.

La proposition de M. Schanzer, qu'il devrait être question d'un Protocole interprétatif du Pacte, a été prise en considération dans le sens précisé par M. Paul Boncour, à savoir: qu'il s'agirait d'un protocole ouvert à l'adhésion des différentes nations. Ce protocole viserait directement l'arbitrage et la sécurité (questions juridiques), la question du désarmement (questions techniques) étant envisagée en même temps, mais sous une autre forme.

La Sous-Commission a chargé son Président de se mettre en contact avec la première Commission de l'Assemblée, particulièrement chargée de la question de l'arbitrage au point de vue juridique et de vouloir bien préparer pour la réunion qui aura lieu lundi le 15 septembre à 10 h. 30, un avant-projet qui viserait les points suivants: article 36 du Statut de la Cour de Justice; rôle du Conseil en ce qui concerne l'arbitrage, la conciliation et la médiation; définition de l'agression; sanctions (économiques et militaires) et manière dont elles joueraient; accords particuliers et désarmement.

IV. CINQUIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La quatrième Commission a tenu sa cinquième séance hier, samedi 13 septembre, à 10 heures 30, sous la présidence de M. ADATCI (Japon).

Nomination de la Sous-Commission chargée de l'examen du projet de réorganisation du Bureau de l'Amérique latine.

Sur la proposition du PRÉSIDENT, la Commission a décidé que cette Sous-Commission serait composée comme suit:

M. Enrique BUERO (Uruguay),
M. BONAMY (Haïti),
M. BARBOZA CARNEIRO (Brésil),
M. E. MACDONALD (Canada), M. O. D. SKELTON (suppléant),
M. le Général G. TANCZOS (Hongrie), M. Z. de BARANYI (suppléant),
M. WANG-TSENG-SZE (Chine), ou son suppléant.

M. BARBOZA CARNEIRO, étant déjà Président d'une sous-commission, a été, à sa demande, remplacé par M. A. QUEZADA (Chili), ou son suppléant.

Il a été décidé que les Gouvernements intéressés pourraient, le cas échéant, être entendus par la Commission.

The Committee, on the proposal of M. LOUDON (Netherlands), appointed the following delegates as members of the Sub-Committee instructed to continue the examination of item 6 on the agenda:

M. BENES (Czechoslovakia),
M. Paul BONCOUR (France),
M. BRANTING (Sweden),
Mr. HENDERSON (British Empire),
M. LANGE (Norway),
M. MATSUDA (Japan),
Lord PARMOOR (British Empire),
M. POULLET (Belgium),
M. SCHANZER (Italy),
M. SKRZYNSKI (Poland),
M. TITULESCO (Roumania),
M. VILLEGAS (Chile),

FOURTH SUB-COMMITTEE.

The Fourth Sub-Committee of the Third Committee appointed to prepare a text based on the various schemes submitted to the members of the Assembly and on the discussions which have taken place regarding arbitration, guarantees and disarmament, held its first meeting on Saturday, September 13th, at 3.30 p.m.

The Sub-Committee elected M. BENES (Czechoslovakia) Chairman.

It then discussed the question of the form to be given to the document which it had been instructed to prepare, and the best procedure to be followed in order to hasten this work.

M. Schanzer's proposal that an explanatory protocol should be added to the Covenant was considered in the sense proposed by M. Paul Boncour, that was to say as a protocol to be opened for the adhesion of the various States. This protocol would be directly concerned with arbitration and security (legal questions). The question of disarmament (technical questions) was also to be dealt with in the same manner but in a different form.

The Sub-Committee instructed its Chairman to consult the First Committee of the Assembly, which is dealing with the question of arbitration from the legal point of view, and to prepare a scheme covering the following points, for submission to the Sub-Committee at its next meeting (Monday, September 15th) at 10.30 a.m.: Article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice; duties of the Council in regard to arbitration, conciliation and mediation; definition of aggression; sanctions (economic and military) and when they are to be applied; special agreements and disarmament.

IV. FIFTH MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE.

The Fourth Committee held its fifth meeting yesterday, Saturday, September 13th, at 10.30 a.m., under the chairmanship of M. ADATCI (Japan).

Appointment of the Sub-Committee entrusted with the Examination of the Scheme for the re-organisation of the Latin-American Bureau.

On the proposal of the CHAIRMAN, the Committee decided that this Sub-Committee should be composed as follows:

M. Enrique BUERO (Uruguay)
M. BONAMY (Haïti)
M. BARBOZA-CARNEIRO (Brazil)
M. E. MACDONALD (Canada), M. O. D. SKELTON (substitute)
General G. TANCZOS (Hungary), M. Z. de BARANYI (substitute)
M. WANG-TSENG-SZE (China), or his substitute.

M. BARBOZA-CARNEIRO, being already Chairman of a Sub-Committee, was, on his request, replaced by M. A. QUEZADA (Chile) or by his substitute.

It was decided that the interested Governments might, if necessary, be heard by the Committee.

Budget du Secrétariat de la Société.

Chapitre III: Organisations spéciales de la Société.

Le **SECRETARE GÉNÉRAL** a expliqué que le **DIRECTEUR** de la Section des mandats avait démissionné et qu'il serait probablement remplacé par un **CHIEF DE SERVICE**. La Commission, après avoir rendu hommage au travail accompli par **M. RAPPARD** et exprimé le vœu qu'il revienne sur sa décision, a adopté l'article 19 au chiffre primitif de 199,682 francs.

L'**Article 20**, « Organisation du transit », a été adopté au chiffre de 285,633 francs; le sous-titre « Conférences régionales » étant, après discussion, renvoyé à la Commission de contrôle afin que celle-ci examine s'il convenait de maintenir ce crédit au chiffre de 50.000 francs, compte tenu des propositions de crédits supplémentaires qui venaient d'être transmises à la Commission de contrôle par la Commission consultative et technique des Communications et du Transit.

Conférences et Commissions tenues en dehors de Genève.

La Commission a invité **M. van Eysinga** (Pays-Bas) et **M. Osusky**, Président de la Commission de contrôle, à soumettre à une séance ultérieure de la Commission, un projet de résolution qui pourrait être présenté à l'Assemblée en vue de restreindre autant que possible la convocation de Conférences et de Commissions en dehors du siège de la Société.

L'**Article 21**, « Organisation internationale d'hygiène », a été renvoyé à l'examen de la Commission de contrôle pour que celle-ci examine, au cours d'une nouvelle discussion, les procès-verbaux de la deuxième Commission qui faisaient ressortir l'extrême importance des résultats obtenus par l'Organisation d'hygiène, résultats qui justifieraient peut-être une augmentation de crédits.

V. CINQUIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION.

La cinquième Commission a tenu sa cinquième séance le samedi 13 septembre 1924 à 10 h. 30; sous la présidence de **M. ZAHLE** (Danemark).

Questions concernant les réfugiés (suite).

M. MADJAROFF (Bulgarie) expose ce que son pays a fait en faveur des réfugiés russes. Il appuie le projet de résolution des délégations française et britannique, ainsi que le projet de résolution présenté par **M. SÉFÉRIADÈS** (Grèce).

M. HOFMEYR (Afrique du Sud), tout en rendant hommage à l'activité remarquable du **Dr Nansen**, craint que la question des réfugiés ne rentre pas directement dans la sphère d'activité de la Société des Nations. On ne peut songer à mettre fin à l'œuvre de secours, mais il s'agit de déterminer dans quelle mesure et avec quelles ressources elle doit être poursuivie. Peut-être des sociétés philanthropiques pourraient-elles la prendre en mains. Quant au transfert du Haut Commissariat au Bureau international du Travail, l'orateur ne se déclare pas favorable à cette proposition. Il propose, en conclusion, de confier à un sous-comité d'experts le soin d'étudier, en collaboration avec le Secrétariat et le Bureau international du Travail, la question du secours aux réfugiés.

Mme SWANWICK (Empire britannique) rapporteur à la Commission, montre que le Pacte et la partie XIII du Traité de Versailles donne compétence à la Société des Nations pour s'occuper de questions telles que la question des réfugiés. Elle est d'avis que si l'on ne cherche pas à résoudre cette question, elle deviendra de plus en plus grave et pourra menacer la situation économique et sociale des pays les plus éloignés de l'Europe.

M. HOFMEYR (Afrique du Sud) explique que son intention n'a pas été de mettre fin à l'œuvre de secours aux réfugiés, mais de faire étudier par un sous-comité la question de savoir quel organisme continuera l'œuvre du Haut Commissariat. Il déclare par ailleurs qu'il ne peut se rallier à l'interprétation du Pacte donnée par **Mme Swanwick**.

M. TOKUGAWA (Japon) partage l'admiration de ses collègues envers le **Dr Nansen**. Il annonce que le Gouvernement japonais a envoyé au Secrétariat général trois communications relatives

Budget of the Secretariat of the League.

Chapter III: Special Organisations of the League.

The **SECRETARY-GENERAL** explained that the **DIRECTOR** of the Mandates Section had resigned and would probably be replaced by a **CHIEF OF SECTION**. The Committee, after having paid a tribute to the work done by **M. RAPPARD** and expressing the hope that he would reconsider his decision, adopted Item 19 at the original figure of 199,682 francs.

Article 20: Transit Organisation, was adopted at the figure of 283,633 francs, the sub-title "Regional Conferences" being, after discussion, referred to the Supervisory Commission in order to decide whether it was advisable to retain this credit at the figure of 50,000 francs, having regard to the proposals for supplementary credits which had just been forwarded to the Supervisory Commission by the Advisory and Technical Committee for Communications and Transit.

Conferences and Committees meeting outside Geneva.

The Committee asked **M. van Eysinga** (Netherlands) and **M. Osusky**, Chairman of the Supervisory Commission, to submit to a later meeting of the Committee a draft resolution which might be presented to the Assembly with a view to limiting as far as possible the convening of conferences and commissions at places other than the seat of the League.

Article 21: International Health Organisation, was referred for examination to the Supervisory Commission in order that this Commission might examine, during a further discussion, the minutes of the Second Committee, which emphasised the extreme importance of the results obtained by the Health Organisation, results which might perhaps justify an increase in the credits allotted.

V. FIFTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE.

The Fifth Committee held its fifth meeting yesterday, September 13th, 1924, at 10.30 a.m., under the chairmanship of **M. ZAHLE** (Denmark).

Questions concerning Refugees (continuation).

M. MADJAROFF (Bulgaria) explained what his country had done on behalf of Russian refugees. He supported the draft resolution moved by the French and British delegations, as well as the draft resolution moved by **M. Seferiades** (Greece).

Mr. HOFMEYR (South Africa), while paying a tribute to the remarkable work of **Dr. Nansen**, feared that the question of the refugees did not fall directly within the sphere of activity of the League of Nations. There could be no thought of putting an end to the work of relief, but the question was to determine to what extent and with what resources this work should be pursued. Perhaps it would be possible for philanthropic societies to take the task in hand. He was not in favour of the transfer of the High Commission to the International Labour Office. He proposed in conclusion to ask a sub-committee of experts to study in collaboration with the Secretariat and the International Labour Office the question of relief for the refugees.

Mrs. SWANWICK (British Empire), rapporteur to the Committee, argued that the Covenant and Part XIII of the Treaty of Versailles gave full power to the League of Nations to deal with questions such as the question of the refugees. She was of opinion that, if no attempt was made to settle this question, it would become more and more serious and would be a source of danger to the economic and social position of countries far remote from Europe.

Mr. HOFMEYR (South Africa) said it had not been his intention that the work of relief should cease, but that a sub-committee should be asked to consider by what body the work of the High Commission should be continued. He felt bound to add that he could not agree with the interpretation of the Covenant given by **Mrs. Swanwick**.

M. TOKUGAWA (Japan) shared the admiration of his colleagues for **Dr. Nansen**. He announced that the Japanese Government had sent to the Secretary-General three com-

à la situation des réfugiés russes en Corée, et il demande que ces communications soient portées à la connaissance des membres de la Commission. Il appuie les propositions de M. Sarraut.

Mme ALLEN (Australie) s'associe à ses collègues dans leur hommage au Dr Nansen. Elle explique que l'Australie se verra sans doute obligée de fermer ses portes à l'émigration des réfugiés russes, car elle s'est déjà engagée vis-à-vis de la Grande-Bretagne à recevoir un certain nombre d'émigrés.

Le marquis MACSWINEY (Etat libre d'Irlande) offre à son tour son tribut d'admiration au Dr Nansen. Il appuie le projet de résolution présenté par les délégations française et britannique, qui contribuera à restaurer la paix et l'ordre dans le monde.

M. PARRA-PÉREZ (Venezuela) se rallie au point de vue de M. Hofmeyr en ce qui concerne l'interprétation du Pacte. Il estime que l'œuvre des réfugiés est hors du domaine de l'activité de la Société; si du reste la Société devait s'occuper assidûment d'œuvres humanitaires, d'autres questions aussi graves que celles des réfugiés solliciteraient son activité.

M. de BROUCKÈRE (Belgique) dit que la Société des Nations se doit de continuer l'œuvre dont elle a assumé la responsabilité. Il estime que la Société doit affirmer le droit des réfugiés à retourner chez eux, mais il ne se dissimule pas les obstacles qui s'opposent à la repatriation. Il insiste sur la nécessité pour la Société d'assumer la tâche de chercher les endroits où la main-d'œuvre russe pourrait être utilement employée. Les réfugiés se trouvent en effet actuellement dans les pays les plus éprouvés par la guerre et qui par conséquent peuvent le plus difficilement les faire vivre. Il exprime en conclusion la conviction que la paix ne pourra être définitive tant que le problème des réfugiés n'aura pas reçu de solution.

M. de PALACIOS (Espagne) se déclare en faveur du projet de résolution des délégations française et britannique. Il rend hommage au Dr Nansen et aux pays qui ont fourni une aide efficace aux réfugiés russes.

Le Comte TOSTI (Italie) estime que la Société des Nations est engagée d'honneur à mener à bien l'œuvre entreprise en faveur des réfugiés, entreprise qui d'ailleurs n'entraîne pas des dépenses considérables. En conséquence, il appuie le projet de résolution présenté par les délégations française et britannique.

M. SARRAUT (France) estime que la question de principe, qui est réglée en théorie par la partie XIII du Traité de Versailles, a déjà été résolue pratiquement par les Assemblées précédentes et par le Conseil de la Société. D'ailleurs la situation de fait exige que la Société ne se dérobe pas devant un devoir moral dont l'accomplissement constitue une de ses tâches essentielles.

M. ADOR (Suisse) appuie le projet de résolution des délégations française et britannique. Il désire, en sa qualité de Président du Comité international de la Croix-Rouge exprimer sa vive admiration pour l'œuvre accomplie par le Dr Nansen.

M. HOFMEYR (Afrique du Sud) présente le projet de résolution suivant:

« La question du transfert au Bureau international du Travail de l'œuvre des réfugiés est renvoyée à une Sous-Commission de cinq membres, qui sera chargée d'examiner les questions suivantes et de présenter sur elles un rapport:

« 1^o Quelles seront les économies que le transfert permettrait d'effectuer;

« 2^o Quelle serait la durée probable des travaux;

« 3^o Quelles seraient les dépenses probables qu'il sera nécessaire d'encourir annuellement pendant la période des travaux.

« La Sous-Commission sera invitée à soumettre un plan assez détaillé des opérations futures. »

M. PARRA-PÉREZ (Venezuela) déclare qu'il n'est pas hostile en principe à la continuation de l'œuvre du Haut Commissaire,

communications concernant la position de la Russie en Corée, et il demande que ces communications soient portées à la connaissance des membres de la Commission. Il appuie les propositions de M. Sarraut.

Mrs. ALLEN (Australia) joined in the tribute to Dr. Nansen. She explained that Australia would doubtless find herself obliged to close her ports to the immigration of Russian refugees, as she had already promised the British Government to receive a certain number of emigrants.

Marquis MACSWINEY (Irish Free State) expressed his admiration for the administration of Dr. Nansen. He supported the draft resolution presented by the French and British delegations, which could not fail to contribute to the restoration of peace and order in the world.

M. PARRA-PÉREZ (Venezuela) associated himself with the point of view of Mr. Hofmeyr as regards the interpretation of the Covenant. He considered that the work for the refugees was beyond the sphere of the activity of the League. If the League was called upon to deal systematically with humanitarian work, other questions as grave as that of the refugees would call for attention.

M. de BROUCKÈRE (Belgium) said that the League of Nations must continue the work for which it had assumed responsibility. The League should affirm the right of the refugees to return to their own countries, but he was not blind to the obstacles which lay in the way of repatriation. He emphasised the necessity for the League to assume the task of finding places where Russian labour might be usefully employed. The refugees at present were domiciled in countries which had suffered most from the war, and which, therefore, found it most difficult to ensure them a livelihood. In conclusion, he expressed the conviction that peace could not be final so long as the problem of the refugees had not received a solution.

M. de PALACIOS (Spain) declared himself in favour of the draft resolution of the French and British delegations. He paid a tribute to Dr. Nansen, and to the countries which had come effectively to the assistance of the Russian refugees.

Count TOSTI (Italy) thought that the League of Nations was honourably bound to conduct to a successful conclusion the work which it had undertaken on behalf of the refugees. This work did not entail any very considerable expense. He accordingly supported the draft resolution presented by the French and British delegations.

M. SARRAUT (France) thought that the question of principle, which was theoretically covered by Part XIII of the Treaty of Versailles, had already been solved in practice by previous Assemblies and by the Council of the League. Moreover, the facts of the situation required that the League should not seek to evade a moral duty, the accomplishment of which constituted one of its essential tasks.

M. ADOR (Switzerland) supported the draft resolution of the French and British delegations. He desired, as President of the International Committee of the Red Cross, to express his keen admiration for the work of Dr. Nansen.

Mr. HOFMEYR (South Africa) presented the following draft resolution:

« That the question of the transfer of the work to the International Labour Office in ameliorating the condition of refugees be referred to a sub-committee consisting of five members to enquire and report upon:

« 1. The economies involved in the proposed transfer;

« 2. The probable period over which the work will extend;

« 3. The probable extent of the commitments annually over that period;

and to submit in some detail the plan of future operations. »

M. PARRA-PÉREZ (Venezuela) said that he was not opposed in principle to the continuation of the work of the High Commission, but that he differed on the question of method. He

mais qu'il diffère sur la question de méthode. Il appuie le projet de résolution présenté par M. Hofmeyr.

M. de BROUCKÈRE (Belgique) prie instamment son collègue du Venezuela de considérer qu'un renvoi à une Sous-Commission entraînerait des délais qui pourraient avoir pour résultats d'interrompre l'activité du Haut Commissariat et de compromettre toute l'œuvre en faveur des réfugiés.

M. SARRAUT (France) montre que les questions que M. Hofmeyr renvoie à l'examen de la Sous-Commission ne pourraient être résolues par cette Sous-Commission. Il demande donc à ses collègues de bien vouloir voter la résolution franco-britannique.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) dit que si la Commission a l'assurance que les fonds attribués à l'organisation en faveur des réfugiés et le délai assigné à son activité seront réduits au strict minimum nécessaire, aucun de ses collègues n'aura sans doute d'objection à voter la résolution franco-britannique.

Le projet de résolution de M. Hofmeyr, mis aux voix, est rejeté par 25 voix contre une.

Le PRÉSIDENT met aux voix le projet de résolution suivant, présenté par les délégations française et britannique:

« La cinquième Commission considère comme un devoir de rendre à M. le Haut Commissaire, Dr Fridtjof Nansen, un éclatant hommage, tant pour l'admirable dévouement dont il n'a cessé de donner la preuve, depuis plus de quatre années, dans l'assistance aux réfugiés de toutes nations, que pour les qualités éminentes qu'il a affirmées dans l'accomplissement de ses lourdes fonctions.

« Elle constate qu'avec des moyens extrêmement réduits, M. le Haut Commissaire Fridtjof Nansen est parvenu à arracher à la détresse, et souvent à la mort, des centaines de milliers d'existences et lui adresse le tribut de profonde reconnaissance dû en sa personne à un bienfaiteur de l'humanité; elle compte sur sa collaboration cordiale pour la continuation du travail en faveur des réfugiés.

« Considérant, d'autre part, que la plus importante tâche qu'il reste à accomplir à l'heure actuelle a trait à l'emploi, à l'émigration et à l'installation des réfugiés;

« Considérant, en outre, que le Conseil a adopté la recommandation du Haut Commissaire visant le transfert au Bureau international du Travail de la partie de la tâche restant à accomplir, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration:

« Recommande à l'Assemblée de faire sienne la décision du Conseil du 12 juin et de mettre à sa disposition des fonds suffisants soit 203.000 francs spécialement destinés à assurer les services administratifs nécessités par le placement des réfugiés durant l'année 1925 et de prier le Conseil de continuer les négociations avec le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, en vue de déterminer les règles précises dans lesquelles s'accomplira l'achèvement de la tâche en cours. »

La résolution est adoptée à l'unanimité.

Adoption du rapport à l'Assemblée sur la question du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.

Le rapport en question est adopté à l'unanimité.

VI. TROISIÈME SÉANCE DE LA SIXIÈME COMMISSION.

La sixième Commission s'est réunie hier, 12 septembre 1924, à 15 h. 30, sous la présidence de M. ENCKELL (Finlande).

La Commission a examiné le rapport de la deuxième Commission relatif à l'article 14 de l'ordre du jour (requête du Gouvernement lithuanien: renvoi de certaines questions à la Cour permanente de Justice internationale pour avis consultatif).

La Sous-Commission déclare qu'au cours de sa réunion du matin, elle a entendu une déclaration du premier délégué de la Lithuanie, disant qu'à la suite du vote de la sixième

accordingly supported the draft resolution presented by M. Hofmeyr.

M. de BROUCKÈRE (Belgium) urgently begged his Venezuelan colleague to consider that a reference of this question to a sub-committee would involve delays which could not fail to have the effect of interrupting the activity of the High Commission and of compromising all the work in favour of the refugees.

M. SARRAUT (France) argued that the questions which Mr. Hofmeyr desired to refer to the examination of the Sub-Committee could not be settled by the Sub-Committee. He, therefore, asked his colleagues to vote for the resolution of the French and British delegations.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) said that if the Committee could rest assured that the funds allotted to the organisation on behalf of the refugees and the period of its activity would be reduced to the strict minimum necessary, none of his colleagues could have any objection to voting the resolution moved by the French and British delegations.

The draft resolution of Mr. Hofmeyr was put to the vote and rejected by 25 votes to 1.

The CHAIRMAN put to the vote the resolution presented by the French and British delegations in the following form:

"The Fifth Committee feels it its duty to pay a whole-hearted tribute to the High Commissioner, Dr. Fridtjof Nansen, both for the unceasing devotion of which for more than four years he has given proof, in assisting refugees of every nation, and for the high qualities which he has displayed in the carrying out of his onerous duties.

"The Committee would record the fact that, with very limited means at his disposal, Dr. Nansen has saved from misery and often from death hundreds of thousands of human beings, and would render him the grateful thanks due to him as a benefactor of humanity; it relies on his cordial co-operation for the continuance of the work on behalf of the refugees.

"Considering that the most important work which still remains to be done refers to the employment, emigration and settlement of the refugees;

"Considering, moreover, that the Council has adopted the High Commissioner's recommendation for the transfer to the International Labour Office of the work still to be accomplished, subject to the approval of the Governing Body:

"The Committee proposes to the Assembly that it should adopt the Council's decision of June 12th and place at its disposal sufficient funds, that is to say, 203,000 francs, specially set aside for the administrative services required to deal with the establishment of the refugees during the year 1925, and that it should request the Council to continue negotiations with the Governing Body of the International Labour Office in order to determine the precise conditions under which the work now in course of accomplishment shall be completed."

The resolution was unanimously adopted.

Adoption of the report to the Assembly on the question of the Traffic in Opium and other Dangerous Drugs.

The report was unanimously adopted.

VI. THIRD MEETING OF THE SIXTH COMMITTEE.

The Sixth Committee met yesterday, September 12th, 1924, at 3.30 p.m. under the chairmanship of M. ENCKELL (Finland).

The Committee examined the report of the Second Committee on Item 14 of the Agenda (Request by the Lithuanian Government: Reference of certain questions to the Permanent Court of International Justice for an advisory opinion).

The Sub-Committee stated that in the course of its morning meeting it had heard a statement of the first delegate of Lithuania to the effect that after the vote of the Sixth Committee

Commission du 12 septembre, relative à la composition de la sixième Commission, le Gouvernement lithuanien, qui en avait été informé télégraphiquement, a chargé la délégation de retirer de l'ordre du jour l'article 14 tout en se réservant le droit de soulever de nouveau la question en temps opportun.

Le PRÉSIDENT donne lecture de la copie d'une lettre du premier délégué de la Lithuanie au Président de l'Assemblée, confirmant cette déclaration.

La Commission adopte une proposition émanant de sa Sous-Commission, à attendre les résultats de la Communication faite par le premier délégué de la Lithuanie au Président de l'Assemblée et tendant à ce que la Sous-Commission suspende entre-temps ses travaux.

Cette proposition est adoptée par la Commission.

VII. RATIFICATION DES CONVENTIONS.

M. le Dr J. Gustavo GUERRERO, Délégué du Salvador à la cinquième Assemblée de la Société des Nations, a signé le Protocole relatif aux Clauses d'arbitrage (Genève, le 24 septembre 1923).

S. E. M. le Dr M. WALTERS, Ministre de Lettonie à Rome, a signé, pour la Lettonie, la Convention et Statut sur le Régime international des voies ferrées et Protocole de signature (Genève, le 9 décembre 1923).

VIII. CORRECTIONS ET ADJONCTIONS A LA LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS ET DES DÉLÉGATIONS.

PREMIÈRE COMMISSION.

Suède: M. Eliel Loefgren. — Mme Anna Bugge-Wicksell; M. Oesten Undén (suppléants).

DÉLÉGATIONS.

Nicaragua: M. le Dr A. Sottile.

IX. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE.

Compte rendu définitif: douzième séance.

A. 30 Renseignements statistiques sur le commerce des armes, munitions et matériel de guerre.

A. 62 Situation de la Géorgie: Proposition présentée par les délégations de la France, de l'Empire britannique et de la Belgique.

of September 12th referring to the composition of the Sixth Committee, the Lithuanian Government, which had been informed telegraphically of the vote, had requested the delegation to remove Item 14 from the Agenda although entirely reserving to itself the right of raising the question again at an opportune moment.

The CHAIRMAN read a copy of a letter of the first delegate of Lithuania to the President of the Assembly which confirmed this statement.

The Committee adopted a proposal of its Sub-Committee that it should await the results of the communication made by the first delegate of Lithuania to the President of the Assembly and that the Sub-Committee should in the meantime entirely discontinue its work.

This proposal was adopted by the Committee.

VII. RATIFICATION OF CONVENTIONS.

Dr. J. Gustavo GUERRERO, Delegate of Salvador at the Fifth Assembly of the League of Nations, has signed the Protocol on Arbitration Clauses (Geneva, September 24th, 1923).

His Excellency Dr. M. WALTERS, Minister for Latvia at Rome, has signed for Latvia the Convention and Statute on the International Regime of Railways. (Geneva, December 9th, 1923).

VIII. CORRECTIONS AND ADDITIONS TO THE LIST OF MEMBERS OF COMMITTEES AND DELEGATIONS.

FIRST COMMITTEE.

Sweden: M. Eliel Loefgren. — Mme. Anna Bugge-Wicksell; M. Oesten Undén (substitutes).

DELEGATIONS.

Nicaragua: Dr. A. Sottile.

IX. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS OF THE ASSEMBLY.

Definitive Verbatim Record: twelfth meeting.

A. 30 Statistical Information on the Trade in Arms, Ammunition and Material of War.

A. 62 Situation in Georgia: Proposal by the French, British and Belgian Delegations.

RÉSUMÉ MENSUEL DES TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le *Résumé mensuel* des travaux de la Société des Nations fournit chaque mois un tableau général de l'activité de la Société des Nations. Il est en vente aux prix suivants :

Abonnement annuel.....	Argent suisse Fr. 5.—
Prix du numéro	» 0.50

SOCIÉTÉ DES NATIONS

JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal Officiel* paraît, depuis janvier 1922, en deux éditions (l'une en français et l'autre en anglais); il contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et des résolutions adoptés par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

Abonnement annuel, 1924	Argent suisse Fr. 60.—
(Le prix des numéros isolés varie selon leur étendue.)	

1 ^{re} année, 1920, Nos 1-8	» 15.—
2 ^{me} » 1921, » 1-12	» 15.—
3 ^{me} » 1922, » 1-12	» 60.—
4 ^{me} » 1923, » 1-12	» 60.—

SUPPLÉMENTS SPÉCIAUX DU JOURNAL OFFICIEL

N ^o hors série. Résolutions adoptées par l'Assemblée au cours de sa première session	Argent suisse Fr. 2.—
N ^o 1. Correspondance concernant la question des îles d'Aland	» 1.25
N ^o 2. Avant-projet pour l'Institution de la Cour permanente de Justice internationale	» 1.25
N ^o 3. Question des îles d'Aland. Rapport de la Commission internationale de Juristes	» 1.25
N ^o 4. Documents relatifs au différend entre la Pologne et la Lituanie	» 9.—
N ^o 5. Résolutions adoptées par le Conseil de la Société des Nations au cours de sa treizième session, Genève, 17-28 juin 1921	» 1.50
N ^o 6. Résolutions et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa deuxième session (du 5 septembre au 5 octobre 1921)	» 2.—
N ^o 7. Constitution de la Ville libre de Dantzig	» 3.50
N ^o 8. Index des Procès-Verbaux des Sessions du Conseil de l'année 1921	» 5.—
N ^o 9. Résolution et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa troisième session	» 2.—
N ^o 10. Index du <i>Journal Officiel</i> pour les années 1920 et 1921 (1 ^{re} et 2 ^{me} années)	» 9.—
N ^o 11. Résolution et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa quatrième session	» 3.—
N ^o 12. Index du <i>Journal Officiel</i> pour l'année 1922	» 5.—
N ^{os} 13-19. Actes de la Quatrième Assemblée (six volumes)	» 50.—

THE MONTHLY SUMMARY OF THE LEAGUE OF NATIONS

The *Monthly Summary* of the League of Nations is a record of the proceedings of all League meetings, and provides in general form a regular account of League activities. It is on sale at the following prices :

Annual subscription	5/-	\$1	5 Swiss frs.
Single numbers	6d.	10 cts.	50 centimes.

LEAGUE OF NATIONS

OFFICIAL JOURNAL

The *Official Journal*, which is published (since January 1922) in separate editions in English and French, contains the complete Minutes of the Sessions of the Council of the League of Nations, the text of the Reports and Resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Annual subscription, 1924	£2 10s.	\$12.00
(The prices of the separate numbers vary according to size.)		

1st Year, 1920, Nos. 1-8	15/-	\$3 00
2nd » 1921, » 1-12	15/-	\$3 00
3rd » 1922, » 1-12	£3	\$12.00
4th » 1923, » 1-12	£2/10	\$12.00

SPECIAL SUPPLEMENTS TO THE OFFICIAL JOURNAL

Unnumbered. Resolutions adopted by the Assembly during its First Session	2/-	\$0.40
No. 1. Correspondence concerning the Question of the Aaland Islands	1/3	\$0.25
No. 2. Draft Scheme for the Institution of the Permanent Court of International Justice	1/3	\$0.25
No. 3. The Aaland Islands Question. Report of the Committee of Jurists.	1/3	\$0.25
No. 4. Documents concerning the Dispute between Poland and Lithuania	9/-	\$1.80
No. 5. Resolutions adopted by the Council at its Thirteenth Session in Geneva, June 1921	1/6	\$0.30
No. 6. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Second Session (September 5th to October 5th, 1921)	2/-	\$0.40
No. 7. Constitution of the Free City of Danzig	3/6	\$0.70
No. 8. Index to the Minutes of the Sessions of Council during 1921	5/-	\$1.00
No. 9. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Third Session	2/-	\$0.40
No. 10. Index to the <i>Official Journal</i> for the years 1920 and 1921 (first and second years)	7/6	\$1.80
No. 11. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Fourth Session	2/6	\$0.60
No. 12. Index to the <i>Official Journal</i> for the year 1922	4/-	\$1.00
No. 13-19. Records of the Fourth Assembly (six volumes)	£2	\$10.00

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Liste des Dépositaires
des Publications de la Société des Nations.

ARGENTINE
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.

AUSTRALIE
Australasian Publishing Co. Ltd., 229 Clarence Street, SYDNEY.

AUTRICHE et ALLEMAGNE
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz 5, VIENNE.

BELGIQUE
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.

BOLIVIE
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.

BRESIL
Livreria F. Briguelet & Cia, 23, rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.

BULGARIE
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvo-
boditel" No 4a, SOFIA.

CANADA
William Tyrrell and Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.

COSTA-RICA
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.

CUBA
Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.

DANEMARK
V. Pios Boghandel-Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.

ÉQUATEUR
Victor Janer, GUAYAQUIL.

ESPAGNE
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.

ÉTATS-UNIS
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.

FINLANDE
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.

FRANCE
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).

GRANDE-BRETAGNE, DOMINIONS et COLONIES
Constable & Co. Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W. C., 2.

GRECE
Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Consti-
tution, ATHÈNES.

GUATEMALA
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantès, 10a, Calle Oriente No. 5, GUATEMALA.

HAWAÏ
Pan-Pacific Union, HONOLULU.

HONDURAS
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.

HONGRIE
Ferdinand Pfeifer (Zeldler Frères), Kossuth Lajos Utca 7 SZ., BUDAPEST IV, KER.

INDES
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS et CALCUTTA.

ITALIE
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.

JAPON
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi
Torii-Sanchome, TOKIO.

MEXIQUE
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.

NICARAGUA
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.

NORVEGE
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, CHRISTIANIA.

PANAMA
Libreria I. Preclado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.

PAYS-BAS
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.

PÉROU
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.

POLOGNE
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.

ROUMANIE
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.

SALVADOR
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.

BASSIN DE LA SARRE
Librairie Marguet 74, Bahnhofstrasse, SARREBRUCK.

ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVENES
Librairie Française Henri Soubre 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.

SUÈDE
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.

SUISSE
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTRÉUX, NEUCHÂTEL, BERNE.

TCHÉCOSLOVAQUIE
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.

URUGUAY
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.

VENEZUELA
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser:
Service des Publications, Société des Nations,
GENÈVE (Suisse).

LEAGUE OF NATIONS

Authorized Agents
for the Publications of the League of Nations.

ARGENTINE
Libreria « El Ateneo », Calle Florida 371, BUENOS AIRES.

AUSTRALIA
Australasian Publishing Co., Ltd., 229, Clarence Street, SYDNEY.

AUSTRIA and GERMANY
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz 5, VIENNA.

BELGIUM
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUSSELS.

BOLIVIA
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.

BRAZIL
Livreria F. Briguelet & Cia., 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.

BULGARIA
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvo-
boditel" No 4a, SOFIA.

CANADA
William Tyrrell & Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.

COSTA RICA
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.

CUBA
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.

CZECHOSLOVAKIA
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.

DENMARK
V. Pios Boghandel—Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.

ECUADOR
Victor Janer, GUAYAQUIL.

FINLAND
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.

FRANCE
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain
PARIS (VI^e).

GREAT BRITAIN, DOMINIONS and COLONIES
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.

GREECE
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitu-
tion, ATHENS.

GUATEMALA
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantès, 10a, Calle Oriente, No. 5, GUATEMALA.

HAWAII
Pan-Pacific Union, HONOLULU.

HONDURAS
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.

HUNGARY
Ferdinand Pfeifer (Zeldler Bros.), Kossuth Lajos Utca 7 SZ. BUDAPEST, IV, KER.

INDIA
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS and CALCUTTA.

ITALY
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.

JAPAN
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi
Torii-Sanchome, TOKIO.

MEXICO
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.

NETHERLANDS
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE
HAAGUE.

NICARAGUA
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.

NORWAY
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, CHRISTIANIA.

PANAMA
Libreria I. Preclado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.

PERU
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.

POLAND
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.

ROMANIA
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.

SAAR BASIN
Librairie Marguet, 74, Bahnhofstrasse, SAARBRUCK.

SALVADOR
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.

KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES
Librairie Française Henri Soubre, 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.

SPAIN
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.

SWEDEN
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.

SWITZERLAND
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTRÉUX, NEUCHÂTEL, BERNE.

UNITED STATES
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, Boston 9, MASS.

URUGUAY
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.

VENEZUELA
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries apply:
Publication Department, League of Nations,
GENÈVE (Switzerland).

JOURNAL

DE LA
CINQUIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1924

OF THE
FIFTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1924

N° 14. — MARDI 16 SEPTEMBRE 1924.

No. 14. — TUESDAY, SEPTEMBER 16th, 1924.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 132, au Secrétariat.

Note: Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 132 at the offices of the Secretariat).

Note: The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	141
II. Sixième séance de la deuxième Commission	142
III. Troisième Commission	144
IV. Sixième séance de la cinquième Commission	145
V. Quatrième séance de la sixième Commission	147
VI. Corrections et adjonctions à la liste des membres des Commissions et des Délégations	149
VII. Communications émanant d'organisations non officielles	149
VIII. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée	149

I. PROGRAMME DES SÉANCES.

Première Commission.

La deuxième Sous-Commission de la première Commission se réunira aujourd'hui (mardi 16 septembre), à 15 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle 68).

La troisième Sous-Commission de la première Commission se réunira aujourd'hui (mardi 16 septembre), à 10 h. 30, à la Villa St-Victor.

Deuxième Commission.

La deuxième Commission se réunira aujourd'hui (mardi 16 septembre), à 15 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle B).

Troisième Commission.

La première Sous-Commission de la troisième Commission se réunira aujourd'hui (mardi 16 septembre), à 15 h. 30, à la Villa St-Victor.

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	141
II. Sixth Meeting of the Second Committee	142
III. Third Committee	144
IV. Sixth Meeting of the Fifth Committee	145
V. Fourth Meeting of the Sixth Committee	147
VI. Corrections and Additions to the List of the Members of the Committees and Delegations	149
VII. Communications from non-official Organisations	149
VIII. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	149

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

First Committee.

The Second Sub-Committee of the First Committee will meet to-day (Tuesday September 16th) at 3.30 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room 68).

The Third Sub-Committee of the First Committee will meet to-day (Tuesday September 16th) at 10.30 a.m. in the Villa St-Victor.

Second Committee.

The Second Committee will meet to-day (Tuesday September 16th) at 3.30 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room B).

Third Committee.

The First Sub-Committee of the Third Committee will meet to-day (Tuesday September 16th) at 3.30 p.m. in the Villa St. Victor.

La quatrième Sous-Commission de la troisième Commission se réunira aujourd'hui (mardi 16 septembre), à 10 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle E).

Cinquième Commission.

La cinquième Commission se réunira aujourd'hui (mardi 16 septembre), à 10 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle C).

Sixième Commission.

La sixième Commission se réunira aujourd'hui (mardi 16 septembre) à 15 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle F).

Commission de contrôle d'Autriche.

La Commission de contrôle se réunira aujourd'hui (mardi 16 septembre), à 10 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle D).

Le Conseil.

Le Conseil se réunira aujourd'hui (mardi 16 septembre), à 18 h., au bureau du Secrétariat (Salle C).

Le Comité d'Autriche du Conseil se réunira aujourd'hui (mardi 16 septembre), à 17 h., au bureau du Secrétariat (Salle E).

II. SIXIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu sa sixième séance le lundi 15 septembre 1924, à 10 h. 30, sous la présidence de M. GARAY (Panama).

Œuvre de la Commission de coopération intellectuelle (suite). — Offre du Gouvernement français.

Sur l'invitation du Président, M. BERGSON, Président de la Commission de coopération intellectuelle, prend la parole devant la Commission.

Parlant en qualité de témoin assidu et attentif des travaux de la Commission depuis le début, il considère comme une nécessité absolue la création d'un Institut de la nature de celui que le Gouvernement français propose de créer avec sa collaboration. Après avoir entendu le rapport admirable du rapporteur on se rendra compte que, tandis que des résultats considérables avaient été réalisés au cours de la première année, ceux qui ont été obtenus durant la dernière ne correspondent nullement aux efforts qui ont été faits. Ceci est dû en premier lieu au manque de ressources, et ensuite à l'absence d'organisation permanente. Les enquêtes, pour être utiles, doivent être continues, car les conditions intellectuelles du monde sont dans un état de perpétuel changement. Le même besoin d'organisation permanente se fait sentir à propos du problème tel que celui de la propriété scientifique et celui de la réunion ou de l'échange des étudiants et des professeurs. L'entente mutuelle, qui serait la conséquence de ces réunions et de ces diffusions intellectuelles, contribuerait dans une large mesure, à créer cet esprit international qui, sans tendre à supprimer le nationalisme sous sa forme la plus élevée, implique cependant la nécessité de lui trouver un complément naturel dans l'internationalisme, si l'on ne veut pas que ce nationalisme devienne trop étroit.

Le Gouvernement français a fait son offre en vue de parer à ce danger. On s'est demandé si l'acceptation de cette offre n'entraînerait pas le développement du caractère international. Il fait remarquer cependant que cet Institut serait destiné à être l'instrument de la Commission de coopération intellectuelle, qui continuerait évidemment à avoir son siège à Genève, et qu'il serait sous l'entière dépendance de cette Commission. L'Institut, par contre, aurait grand avantage à être installé dans une ville comme Paris, centre de vie intellectuelle, muni de tous les instruments de travail, tels que bibliothèques, archives et laboratoires.

Il n'est nullement question de vouloir saper les autres institutions internationales déployant leur activité dans le même champ, telles que celles qui sont maintenant établies à Bruxelles.

La création de cet Institut n'est pas seulement un luxe, mais une nécessité. Son objet est de composer une atmosphère dans laquelle les intellectuels du monde entier puissent collaborer. Non seulement les professeurs, mais les étudiants, à l'âge où

The Fourth Sub-Committee of the Third Committee will meet to-day (Tuesday September 16th) at 10.30 a.m. in the Offices of the Secretariat (Room E).

Fifth Committee.

The Fifth Committee will meet to-day (Tuesday September 16th) at 10.30 a.m. in the Offices of the Secretariat (Room C).

Sixth Committee.

The Sixth Committee will meet to-day (Tuesday September 16th) at 3.30 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room F).

Austrian Committee of Control.

The Committee of Control will meet to-day (Tuesday September 16th) at 10.30 a.m. in the Offices of the Secretariat (Room D).

The Council.

The Council will meet to-day (Tuesday September 16th) at 6 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room C).

The Sub-Committee of the Council on Austria will meet to-day (Tuesday September 16th) at 5 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room E).

II. SIXTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee held its sixth meeting on Monday, September 15th, 1924, at 10.30 a.m., under the chairmanship of M. GARAY (Panama).

Work of the Committee on Intellectual Co-operation (continuation). — Offer of the French Government.

On the invitation of the Chairman, Professor BERGSON (Chairman of the Committee on Intellectual Co-operation), addressed the Committee.

Speaking as one who had followed the work of this Committee since its beginning with close attention, he considered the creation of an Institute such as that to which the French Government had offered to make a contribution was an absolute necessity. After hearing the admirable report of the Rapporteur, it would be realised that, whereas considerable results had been achieved during the first year, the results during the last year did not correspond to the efforts which had been made. This was due in the first place to lack of resources and secondly to the absence of some permanent organisation. Enquiries, to be of value, must be continuous, as intellectual conditions in the world were continually changing. The same need for some permanent organisation arose in connection with such problems as scientific property and the attempt to bring together students and representatives of universities. The mutual understanding arising out of such meetings and such diffusions of information would go far to create that international mind which, without trying to suppress nationalism in its best form, recognised that it must, to avoid becoming narrow, find its natural complement in internationalism.

The French Government had made its offer in order to meet this situation. Some doubt had been expressed whether its acceptance would not involve a loss of international character. He would point out, however, that the Institute was intended to become the instrument of the Committee on Intellectual Co-operation, which would continue, of course, to sit in Geneva, and that it would be entirely supervised by that Committee. The Institute would benefit greatly from being situated in a town like Paris, a centre of intellectual thought, equipped with ample conveniences such as libraries, archives and laboratories.

There was no intention whatever of attempting to sap other international institutions working in the same field, such as those now established at Brussels.

The creation of this Institute was not a luxury but a necessity. Its aim would be to bring about an atmosphere in which intellectuals of the whole world would be able to co-operate, not only professors but students at the age when they were

ils sont encore le plus malléables intellectuellement et émotivement. C'est une question de vie ou de mort pour l'œuvre de la Commission et il importe de profiter de cette offre faite par la France. L'Institut devra être à l'entière disposition de la Commission de coopération intellectuelle, sinon il en résulterait un gaspillage de temps, d'efforts et d'argent.

M. Van EYSINGA (Pays-Bas) souligne l'importance qu'il y a à ce que les jeunes gens apprennent à connaître l'idéal que se propose la Société des Nations et l'œuvre qu'elle accomplit. Sans vouloir sous-estimer l'œuvre accomplie par la Commission, il considère nécessaire d'exprimer un point de vue jusqu'ici négligé. A un moment où plusieurs des Membres de la Société ne paient pas leur contribution, et où l'économie s'impose à tous, il importe d'abord de faire face aux dépenses présentant un caractère « constitutionnel », c'est-à-dire spécifiquement prévu par le Pacte.

Le Professeur Gilbert MURRAY (Empire britannique), après avoir rendu un chaleureux hommage au désintéressement du Gouvernement français et des membres français en proposant la création de cet Institut, s'accorde à reconnaître avec M. Bergson que l'acceptation ou le refus de cette offre sont une question de vie ou de mort pour l'œuvre de la Commission.

D'autre part, il faut envisager le danger que la nouvelle institution cesse peu à peu de conserver son caractère international. Tous les membres de la Commission désirent comme lui, lui maintenir son caractère international mais un versement d'un million de francs lui sera fait par un pays, alors que 150.000 fr. lui seront versés par tous les autres collectivement. Son Président appartiendra à ce premier pays et son centre d'activité sera Paris. Le programme de ses travaux comprendra l'établissement d'un service de renseignements devant constituer un centre d'études pour les Universités mondiales ainsi qu'un foyer pour tous les arts et toutes les disciplines économiques et scientifiques. Il comprendra de même l'établissement d'un service de Presse. Il importe donc de s'assurer que cette institution qui agira au nom de la Société conservera bien en fait son caractère d'institution internationale.

Résolution proposée par le Professeur Gilbert Murray.

« Considérant que les résolutions précédentes, et, d'une façon générale, le programme tout entier de la Société des Nations en ce qui concerne la coopération intellectuelle seront exécutés beaucoup plus facilement grâce à l'Institut international que le Gouvernement français a proposé de fonder et de mettre à la disposition de la Société des Nations, l'Assemblée prend acte de ce que le Conseil a accepté en principe ce don généreux auquel l'Assemblée tient à rendre un hommage éclatant; désirant souligner le caractère international que l'Institut devra avoir, selon l'intention tant du Gouvernement français que du Conseil; elle décide de répondre de la manière suivante aux trois questions qui lui ont été posées par le Conseil:

« a) Les attributions du nouvel Institut seront définies conformément au programme établi par la Commission de Coopération intellectuelle dans ses rapports au Conseil, et selon les indications que celui-ci et l'Assemblée lui donneront.

« b) Les sommes que le Gouvernement français versera à la Société des Nations pour couvrir les frais de l'Institut seront gérées conformément à l'article 23 du Règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations. L'Institut constituera un élément du Secrétariat de la Société des Nations détaché à Paris; le régime auquel sera soumis son personnel sera, sous tous les rapports, le même que celui du personnel du Secrétariat à Genève.

« c) L'Assemblée, prenant acte de l'acceptation de principe par le Conseil de l'offre généreuse faite par le Gouvernement français à la Commission de coopération intellectuelle, prie le Conseil de la communiquer aux autres Gouvernements Membres de la Société des Nations, et d'étudier la possibilité d'établir des relations semblables entre la Commission de coopération intellectuelle et d'autres instituts et sociétés savantes dans les divers pays. »

still intellectually and emotionally pliable. This was a matter of life and death to the Committee's work, and every advantage should be taken of the French offer. The Institute should be at the entire disposal of the Committee on Intellectual Co-operation, otherwise there would be waste of time, effort and money.

M. van EYSINGA (Netherlands) particularly emphasised the importance of young people being instructed in the ideals and work of the League of Nations. While in no way desiring to under-estimate the great importance of the work of this Committee, he considered it just to put a point of view which had not so far been represented in this connection. At a time where several members of the League were not paying their contributions and all had to exercise economy, it was necessary in the first place to meet expenditure upon objects which were "constitutional," i.e. which were specifically prescribed under the Covenant.

Prof. Gilbert MURRAY (British Empire), after paying a warm tribute to the disinterestedness of the French Government and of the French members of the Committee in promoting this Institute, agreed with Prof. Bergson that the acceptance or refusal of this offer was a question of life or death for the Committee's work. At the same time there was a certain danger that the new Institute would gradually cease to be international in character. All the members of the Committee desired, like himself, to keep it international, but it would derive 1,000,000 francs from one country as compared with 150,000 francs from all the others; its President was drawn from the same country, and its centre of activity was Paris. Among its list of activities was to establish an information service to form the centre of work for universities and for all artistic economic and scientific work and also a Press service was to be established. It was, therefore, important to be quite sure that this Institute, which would act in the name of the League, would, in fact, be an international institution.

Resolution proposed by Professor Gilbert Murray.

"In view of the fact that the foregoing resolutions and in general the whole programme of the League of Nations as regards intellectual co-operation will be carried out with greater facility with the assistance of the International Institute which the French Government has proposed to found and place at the disposal of the League of Nations, the Assembly notes that the Council has in principle accepted this generous gift, for which the Assembly wishes to express its most sincere gratitude; and, being desirous of emphasising the international character which the Institute should possess, according to the intentions both of the French Government and of the Council, the Assembly decides to reply as follows to the three questions addressed to it by the Council:

"(a) The powers and duties of the new Institute shall be defined in accordance with the programme laid down by the Committee on Intellectual Co-operation in its reports to the Council and on the lines subsequently laid down by the Council and the Assembly.

"(b) The sums which the French Government shall pay to the League of Nations to cover the expenses of the Institute shall be administered in conformity with Article 23 of the Regulations for the Financial Administration of the League of Nations. The Institute shall be part of the Secretariat of the League of Nations, working in Paris; its staff shall in every way be subject to the same regulations as the staff of the Secretariat in Geneva.

"(c) The Assembly, noting that the Council has accepted in principle the generous offer of the French Government to the Committee on Intellectual Co-operation, invites the Council to communicate this offer to the other Governments Members of the League of Nations and to examine the possibility of establishing similar relations between the Committee on Intellectual Co-operation and other learned institutes and societies in the various countries."

M^{lle} BONNEVIE (Norvège), après avoir rappelé la création en Norvège et au Danemark de certaines institutions et l'institution de Conférences pour le développement de la collaboration internationale dans le domaine intellectuel, et après avoir attiré l'attention sur l'importance que comporte la création dans tous les pays de Comités nationaux, déclare qu'elle approuve l'offre faite par le Gouvernement français en ce qui concerne l'Institut en question. Il importe, toutefois, que la Commission est en train d'établir des principes qui guideront durant une longue période les travaux de l'Institut, que son caractère international soit établi une fois pour toutes. En ce qui concerne le point *a*) du projet de résolution, elle propose qu'il soit amendé de manière qu'il ressorte clairement que les pouvoirs et les obligations de la nouvelle institution seront définis par la Commission de coopération intellectuelle conformément aux principes déjà établis en ce qui concerne le point *c*), c'est-à-dire que le paragraphe soit amendé de manière à rassurer les organisations déjà existantes.

M. Georges BONNET (France) déclare que si le Gouvernement français a fait l'offre en question, c'est en raison de la très sérieuse réduction de fonds consacrés à cette œuvre et, en particulier, pour faire suite à la résolution adoptée par l'Assemblée lors de sa dernière session, en vue d'inviter la Commission de coopération intellectuelle à accepter les dons offerts aussi bien par les organisations privées et les personnes que par les Etats eux-mêmes.

Le but de l'Institut est de faire œuvre utile. Le Gouvernement français se propose d'offrir l'immeuble et les ressources nécessaires qui figureront au budget annuel de la France. En ce qui concerne certaines appréhensions exprimées, l'orateur assure la Commission au nom du Gouvernement français, que l'Institut appartiendra à la Société des Nations et à la Commission de coopération intellectuelle et qu'il est destinée à être un instrument entre leurs mains. La Commission usera de l'Institut comme bon lui semblera, tracera le programme de ses travaux et contrôlera ses finances. Le personnel en sera international, l'Institut ne portera ombrage à aucune institution déjà existante, mais collaborera avec elle. Pour des raisons d'ordre internes, il sera préférable que la contribution de la France ne soit pas versée directement à la Société des Nations, mais sous forme d'un supplément à la contribution annuelle de la France au budget de la Société.

L'orateur ne peut se rallier à l'opinion de M. van Eysinga (Pays-Bas) qui établit une distinction entre les dépenses « constitutionnelles » de la Société et d'autres dépenses. La coopération intellectuelle est le moyen le plus sur de réaliser une entente entre les peuples et, comme l'a dit M. Léon Bourgeois, sans la coopération intellectuelle, la Société des Nations ne saurait avoir aucune existence.

III. TROISIÈME COMMISSION.

PREMIÈRE SOUS-COMMISSION.

La première Sous-Commission de la troisième Commission s'est réunie hier, à 17 h. 30, sous la présidence de M. le général de MARINIS (Italie).

Ordre du jour: Contrôle du commerce des armes.

Le PRÉSIDENT fait part à la Sous-Commission des observations de M. Jouhaux, qui considère que la résolution votée par la Sous-Commission à sa dernière séance retarde la convocation de la conférence internationale pour conclure une convention sur le contrôle du trafic des armes qui avait été envisagée par la résolution IV de la quatrième Assemblée.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL attire l'attention de la Sous-Commission sur la lettre du Ministre des Etats-Unis à Berne, en date du 29 août dernier, où il est dit que les Etats-Unis seraient disposés à accueillir favorablement une invitation à participer à une conférence internationale en vue de négocier et conclure une convention sur le contrôle du commerce des armes.

Après une courte discussion, la Sous-Commission adopte à l'unanimité le projet de résolution ci-dessous:

« La Commission propose à l'Assemblée de prier le Conseil de soumettre aux Gouvernements des Etats mem-

M^{lle} BONNEVIE (Norway), after referring to the initiation in Norway and Denmark of certain institutes and conferences to further international co-operation in the intellectual field, and after drawing attention to the importance of National Committees being created in each country, said that she welcomed the offer of the French Government in connection with the proposed Institute. It was important, however, as the Committee was now laying down the principles which would guide the work of the Institute over a long period, that its international character should be once for all established. She suggested, as regards point *(a)* of the draft resolution, that it should be amended so as to make it clear that the powers and duties of the new Institute would be defined by the Committee on Intellectual Co-operation in accordance with the principles already laid down, and, as regards point *(c)*, that the paragraph should be amended in order to alleviate the apprehension of existing organisations.

M. Georges BONNET (France) said it was in view of the serious shortage of funds for this work, and particularly in response to a resolution of the last meeting of the Assembly inviting the Committee on Intellectual Co-operation to accept gifts not only from States but from private organisations or private individuals, that the French Government had made its offer.

The object of the Institute was to work. The French Government would give the building and the resources necessary, which would be provided for yearly in the French budget. As regards certain fears which had been expressed, he assured the Committee in the name of the French Government that the Institute was intended to belong to the League of Nations and to the Committee on Intellectual Co-operation and to be their instrument. The Committee would do with the Institute as it liked, would lay down the lines of its work and would control its funds. The staff would be international in character. The Institute would not threaten any existing institutions but would collaborate with them. For internal reasons it would be better for the French contribution not to be paid directly to the League of Nations but in the form of a supplement to the normal contribution of France to the League Budget.

He could not agree with M. van Eysinga in making a distinction between so-called "constitutional" expenditure by the League and other expenditure. Intellectual co-operation was the best means of bringing about understanding between peoples, and, as M. Léon Bourgeois had said, without intellectual co-operation there would not be, properly speaking, a League of Nations at all.

III. THIRD COMMITTEE.

FIRST SUB-COMMITTEE.

The First Sub-Committee of the Third Committee met yesterday at 5.30 p.m. under the Chairmanship of General de MARINIS (Italy).

Agenda: Control of the traffic in arms.

The CHAIRMAN informed the Sub-Committee of M. Jouhaux's opinion to the effect that he considered that the resolution adopted by the Sub-Committee at its last meeting would delay the summoning of the international conference for the conclusion of a Convention on the Control of the Traffic in Arms which had been contemplated by Resolution IV of the Fourth Assembly.

The SECRETARY-GENERAL drew the attention of the Sub-Committee to the letter of the Minister of the United States at Berne dated August 29th last, which stated that the United States would be ready favourably to consider an invitation to take part in an international conference with a view to negotiating and concluding a Convention on the Control of Traffic in Arms.

After a short discussion, the Sub-Committee unanimously adopted the following resolution:

"The Sub-Committee suggests that the Assembly requests the Council to submit to the Governments o

bres de la Société des Nations, le projet de Convention concernant le contrôle du trafic international des armes, munitions et matériel de guerre, élaboré par la Commission temporaire mixte et de demander à ces gouvernements d'informer le Secrétaire général, avant la session du Conseil en décembre, s'ils seraient disposés à participer à une Conférence qui se réunira en avril ou mai 1925 pour discuter ce projet de Convention.»

IV. SIXIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La cinquième Commission a tenu sa sixième séance hier (lundi 15 septembre), à 15h.30, sous la présidence de M. ZAHLE (Danemark).

Question concernant les réfugiés (suite).

M. SARRAUT (France) présente le projet de résolution suivant relatif aux saisies pratiquées dans certaines banques au détriment des réfugiés arméniens et grecs:

« L'Assemblée, émue par les déclarations du délégué de la Grèce sur les saisies pratiquées dans certaines banques au détriment des réfugiés arméniens et grecs;

« Sans se prononcer sur des faits dont elle ne connaît pas tous les détails, ni sur la compétence de la Société des Nations en cette matière;

« Invite d'urgence le Conseil à faire une enquête minutieuse sur les faits en question, en vue d'exercer ensuite, s'il le juge conforme au rôle de la Société des Nations, l'action qu'il jugera nécessaire. »

M. SÉFÉRIADÈS (Grèce) expose que la question qu'il a soulevée à la quatrième séance n'est pas dictée par des considérations politiques et qu'elle a pour but de protéger non pas tant les intérêts des réfugiés grecs que ceux des réfugiés arméniens.

Après un échange de vues, la résolution de M. Sarraut, mise aux voix, est adoptée, M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay), votant contre.

Intermunicipalité.

M. PATTERSON (Cuba), rapporteur de la Commission, expose que le projet d'intermunicipalité conçu par la municipalité de la Havane, qui a déjà été recommandé à la cinquième Conférence pan américaine de Santiago de Chili, pour lequel il demande à la Commission un vote de sympathie, vise à faciliter les rapports entre les municipalités d'une même nation ainsi que les rapports entre les municipalités d'une nation avec toutes les municipalités du monde. Déjà les municipalités aident l'Etat dans l'accomplissement de ses obligations et interviennent dans le domaine de l'enseignement. L'intermunicipalité accentuerait ces tendances et permettrait en outre le développement de l'urbanisme. En conclusion, le rapporteur présente le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée:

« Considérant que l'établissement de relations directes entre les municipalités importantes des divers pays est une nouvelle forme de coopération entre les peuples qui contribuera à la diffusion des idéals qui ont déterminé la création de la Société des Nations et qui inspirent son activité:

« Décide d'accueillir avec la plus vive sympathie la doctrine de l'intermunicipalité recommandée aux membres de l'Union panaméricaine par la Conférence de Santiago de Chili. »

M. PIRONTI (Italie) appuie le projet de résolution présenté par M. Patterson et montre ce qui a été fait en Italie dans le domaine de l'intermunicipalité nationale. Il désire cependant signaler le danger possible d'un conflit éventuel entre l'Etat et les municipalités que pourrait amener le développement du système d'intermunicipalité.

M. SARRAUT (France) appuie également le projet de résolution Il met en relief l'importance de l'activité municipale dans la vie

States Members and States non-Members of the League of Nations the draft Convention concerning the Control of International Traffic in Arms, Munitions and Implements of War drawn up by the Temporary Mixed Commission, and to ask those Governments to inform the Secretary-General before the meeting of the Council in December whether they would be prepared to come to a Conference to be held in April or May 1925 to discuss the draft Convention."

IV. SIXTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE

The Fifth Committee held its sixth meeting yesterday (Monday, September 15th) under the chairmanship of M. ZAHLE (Denmark).

Questions concerning Refugees (continuation).

M. SARRAUT (France) submitted the following draft resolution concerning confiscations effected in certain banks to the detriment of Armenian and Greek refugees:

"The Assembly,

"Moved by the Greek Delegate's statement in regard to the confiscations effected in certain banks to the detriment of the Armenian and Greek refugees;

"While making no pronouncement in regard to the facts, with all the details of which it is not acquainted, or in regard to the competence of the League in this question:

"Urgently invites the Council to make a careful enquiry into the facts in question and then to take such measures as it may consider necessary, should it decide that the matter comes within the sphere of action of the League of Nations."

M. SEFERIADES (Greece) said that the question which had been raised at the fourth meeting had no political significance but was merely designed to protect not so much the interests of Greek as those of Armenian refugees.

After an exchange of views, the resolution was adopted. M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) voted against the resolution.

Closer Municipal Relations.

M. PATTERSON (Cuba), rapporteur, gave an account of the scheme for closer municipal relations drafted by the municipality of Havana which the Fifth Pan-American Conference held at Santiago de Chile had been recommended to adopt. He asked the Committee to vote a vote of sympathy on behalf of the proposal with a view to facilitating the relations between the municipalities of a nation and with the municipalities of the whole world. Municipalities aided a State to fulfil its obligations, more especially in the field of education. Closer municipal relations would encourage these tendencies and further the development of urbanism.

In conclusion, the rapporteur submitted the following resolution:

"Whereas the maintenance of direct relations between the important municipalities of the various countries is a new form of co-operation between peoples which will contribute largely to diffusing the ideals which led to the creation of the League of Nations and which guide its work:

"The Assembly decides to accept with the greatest sympathy the principle of closer municipal relations which the Santiago Conference recommended to the Members of the Pan-American Union for adoption."

M. PIRONTI (Italy) supported the draft resolution submitted by M. Patterson and described what had been done in Italy in the field of national relations between municipalities. He nevertheless desired to point out the possible danger of conflict between a State and its municipalities arising from the development of the system.

M. SARRAUT (France) also supported the draft resolution and emphasised the importance of municipal activities in modern

moderne. Il demande que le projet de résolution soit complété de la façon suivante:

« L'Assemblée invite le Secrétariat à préparer pour la sixième Assemblée un rapport relatif à la coopération intermunicipale, aux éléments déjà utilisables pour cette coopération, au rôle éventuel de la Société des Nations en cette matière, en tenant compte, soit des moyens dont elle pourrait disposer, soit du concours des éléments réunis par d'autres organisations. »

M. MACSWINEY (Etat libre d'Irlande) appuie le projet de résolution de M. Patterson, complété par M. Sarraut. Il propose, en outre, à la Commission de recommander la tenue fréquente de réunions de techniciens dans les différentes branches de la vie municipale.

M. FRANÇOIS (Pays-Bas) croit que l'idée d'intermunicipalité devrait être précisée et sa sphère d'action définie. Il craint que l'intermunicipalité ne fasse double emploi avec certains organismes de la Société des Nations.

M. SÉFÉRIADÈS (Grèce) appuie le projet de résolution de M. Patterson, complété par M. Sarraut. Il cite des exemples de solidarité intermunicipale en France en faveur de villes et villages des régions dévastées.

M^{lle} BONNEVIE (Norvège) demande le renvoi de la question à la séance suivante, afin de permettre aux membres de la Commission de consulter leur délégation.

M^{lle} VACARESCO (Roumanie) appuie les projets de résolution de M. Patterson et de M. Sarraut, en formant le vœu que l'intermunicipalité ne porte aucune atteinte à la souveraineté de l'Etat et contribue encore au rapprochement des peuples.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) appuie également le projet de résolution, sous réserve de la souveraineté respective des Etats, ainsi que des traités existants. Il exprime le vœu que dans toutes les réunions qu'entraînera l'application du système d'intermunicipalité, l'idée de la Société des Nations soit toujours mise au premier plan.

M. PITAMIC (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) insiste sur l'importance de sauvegarder dans la résolution, la souveraineté de chaque Etat. Il appuie la motion d'ajournement déposée par M^{lle} Bonnevie.

M. VALDES MENDEVILLE (Chili) appuie les projets de résolution de M. Patterson et de M. Sarraut, ainsi que les propositions formulées par M. MacSwiney et M. Fernandez y Medina. Il rappelle que la dernière conférence panaméricaine s'est déclarée favorable à l'intermunicipalité.

M. de PALACIOS (Espagne) donne également son appui aux projets de résolution en question.

M. SARRAUT (France) précise que sa proposition a pour but de permettre à la Société des Nations de se procurer la documentation nécessaire sur l'intermunicipalité, qui s'est grandement développée en France au cours de ces dernières années. Il estime, d'autre part, qu'il n'y a nullement à craindre que l'intermunicipalité porte atteinte à la souveraineté des Etats.

M. PIRONTI (Italie) précise que tout en insistant sur la sauvegarde de la souveraineté des Etats, il donne sa pleine adhésion aux projets de résolution en discussion.

M. BANDEIRA DE MELLO (Brésil) appuie également les projets de résolution, qui aideront au rapprochement entre peuples. Il indique que l'intermunicipalité est déjà développée parmi les nations sud-américaines.

M. PATTERSON (Cuba) rapporteur à la Commission, accepte le texte de M. Sarraut, qui complète sa proposition. Pour donner satisfaction aux craintes des divers orateurs, il propose d'ajouter au deuxième paragraphe de son texte la phrase suivante: « dans les limites strictes de la souveraineté des Etats. »

Le rapport et le projet de résolution présentés par M. Patterson ainsi que le projet de résolution de M. Sarraut, complétant celui de M. Patterson, mis aux voix, sont adoptés: Mmes BONNEVIE (Norvège) et BUGGE-WICKSELL (Suède) déclarent s'abstenir.

life. He asked that the draft resolution should be completed by the following addition:

“And requests the Secretariat to draw up in preparation for the Sixth Assembly a report on inter-municipal cooperation on the existing facilities which might be utilised to that end, and on the part which the League of Nations might play in this matter, having regard to the means which might be available and to any facilities provided by other organisations.”

Mr. MACSWINEY (Irish Free State) supported the draft resolution of M. Patterson, with the addition proposed by M. Sarraut. He further proposed that the Committee should recommend the holding of frequent meetings of experts in the different branches of municipal life.

M. FRANÇOIS (Netherlands) thought the idea and scope of municipal relations ought to be defined in greater detail. He feared that the idea of municipal relations would duplicate the work performed by certain organisations of the League.

M. SEFERIADES (Greece) supported the draft resolution of M. Patterson and the addition proposed by M. Sarraut. He gave examples of the principle of closer municipal relations as applied to French towns and villages in the devastated areas.

M^{lle} BONNEVIE (Norway) asked that the question should be postponed to the following meeting in order that members of the Committee might be able to consult their delegations.

M^{lle} VACARESCO (Roumania) supported the draft resolution of M. Patterson and the addition proposed by M. Sarraut, and expressed the hope that the principle of closer municipal relations might in no way affect the sovereignty of a State but contribute to the closer relationship of peoples.

M. Fernandez y MEDINA (Uruguay) also supported the draft resolution, with the reservation that it should not affect the sovereignty of States or the provisions of existing treaties.

He expressed the hope that in all the meetings which involved applying the principle of closer municipal relations, the idea of the League of Nations should always take first place.

M. PITAMIC (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) emphasised the importance of safeguarding, in the terms of the resolution, the sovereignty of each State. He supported the proposal of M^{lle} Bonnevie to adjourn the question.

M. Valdés MENDEVILLE (Chile) supported the draft resolution of M. Patterson and the addition of M. Sarraut, as well as the proposals put forward by Mr. MacSwiney and M. Fernandez y Medina. He recalled the fact that the last Pan-American Conference had declared itself in favour of closer municipal relations.

M. de PALACIOS (Spain) also supported the resolution.

M. SARRAUT (France) explained that his proposal had been made mainly with the object of permitting the League to collect the necessary information regarding the principle of closer municipal relations which had been so largely developed in France during the last few years. Further, there was no fear that this principle would diminish the sovereignty of States.

M. PIRONTI (Italy) explained that, while insisting that the sovereignty of States should be safeguarded, he was ready to adhere to the draft resolution.

M. Bandeira de MELLO (Brazil) also supported the draft resolution, which would facilitate closer relationship between peoples. He pointed out that the principle of municipal relations had already been developed in South-American nations.

M. PATTERSON (Cuba), rapporteur, supported the resolution of M. Sarraut, which completed his own proposal. In order to allay certain fears, he proposed that the following sentence should be inserted in paragraph 2 of his text: “within the strict limits of the sovereignty of States.”

The report and the draft resolution of M. Patterson, thus amended, was put to the vote and adopted together with the additional paragraph of M. Sarraut.

M^{lle} BONNEVIE (Norway) and M^{me} BUGGE-WICKSELL (Sweden) abstained from voting.

Désignation d'un rapporteur à l'Assemblée sur la question de l'intermunicipalité.

M. PATTERSON (Cuba), est élu rapporteur à l'Assemblée sur cette question.

Désignation d'un rapporteur à l'Assemblée sur la question des réfugiés.

M^{me} SWANWICK (Empire britannique) est élue rapporteur à l'Assemblée sur cette question.

V. QUATRIÈME SÉANCE DE LA SIXIÈME COMMISSION

La sixième Commission a tenu sa quatrième séance hier lundi 15 septembre, à 10 h. 30 sous la présidence de M. ENCKELL (Finlande).

Travaux de la Commission temporaire de l'esclavage: Rapport de la première Sous-Commission.

M. NANSEN (Norvège), président de la Sous-Commission, donne lecture du rapport suivant:

La première Sous-Commission tient à exprimer sa gratitude au Président, au Vice-Président et aux membres de la Commission temporaire de l'esclavage.

Elle reconnaît que l'enquête confiée à cette Commission est, de par sa nature, délicate et difficile, mais elle s'en rapporte entièrement à la sagesse et au tact de la Commission.

Dans cet esprit, elle approuve le programme et les méthodes de travail exposés par la Commission.

M. LOUWERS (Belgique) rappelle que l'Assemblée décida, il y a deux ans, qu'une enquête devait être ouverte sur la question de l'esclavage, et l'an dernier l'Assemblée se prononça en faveur de la constitution d'une Commission d'experts, à laquelle serait confiée cette tâche. La Commission temporaire de l'esclavage a exposé, dans un rapport actuellement devant l'Assemblée, son programme de travail et les méthodes à suivre.

Le Conseil désire que l'Assemblée déclare si ce programme et ces méthodes lui agréent. La première Sous-Commission a fait un examen approfondi de la question, à la fois du programme et des méthodes proposés. Il est clair que la Commission de l'esclavage ne doit pas agir en tant que juge des politiques coloniales adoptées par tel ou tel gouvernement. Sa tâche consiste à recueillir toutes les informations possibles et à faire des propositions qui soient susceptibles de conduire à un accord international sur les mesures à prendre à ce sujet. Cet aspect international de la question est le plus important de tous. Il est apparu à quelques gouvernements que le programme proposé par la Commission dépassait quelque peu les intentions de l'Assemblée au moment où celle-ci a demandé l'ouverture de l'enquête. Ceci s'applique particulièrement à la question du travail forcé. La Sous-Commission cependant, après avoir entendu les explications fournies par le Président de la Commission temporaire de l'esclavage est unanime à déclarer que les membres de la Commission seront à même d'établir une distinction entre les questions essentielles et les questions d'importance secondaire.

Quant à la question de procédure, la quatrième Assemblée a autorisé la Commission de l'esclavage à utiliser des sources privées d'information et le Conseil a demandé aux différents Etats de lui fournir les noms de personnes compétentes ou de sociétés susceptibles de fournir sur ce point des renseignements sûrs. Un nombre assez restreint de gouvernements a seul répondu à cette invitation. Il ne faut pas oublier que la Société des Nations est une Société formée d'Etats: c'est pourquoi ni des personnes privées ni des sociétés ne devraient dans la règle, prendre une part directe à son activité. La Commission de l'esclavage aurait à faire face à une tâche extrêmement difficile et délicate quand elle voudrait utiliser des renseignements provenant de source privée, parce que la question de l'esclavage n'est pas uniquement une question d'ordre technique, mais implique aussi des considérations politiques et administratives. La Sous-Commission sent toutefois qu'elle peut avoir sur ce point-là aussi, pleine et entière confiance dans le tact et la sagesse de la Commission de l'esclavage. Il espère que la Commission de l'esclavage aura bientôt achevé sa tâche et pourra présenter des suggestions d'un grand intérêt, susceptibles d'être adoptées par toutes les Puissances intéressées.

Appointment of Rapporteur to the Assembly on the Question of Closer Municipal Relations.

M. PATTERSON (Cuba) was appointed rapporteur on this question.

Appointment of Rapporteur to the Assembly on the Question of Refugees.

Mrs. SWANWICK (British Empire) was appointed rapporteur to the Assembly on this question.

V. FOURTH MEETING OF THE SIXTH COMMITTEE.

The Sixth Committee held its fourth meeting yesterday, Monday, September 15th, at 10.30 a.m. under the Chairmanship of M. ENCKELL (Finland).

Work of the Temporary Committee on Slavery: Report by the First Sub-Committee.

Dr. NANSEN, Chairman of the Sub-Committee, read the following report:

The First Sub-Committee desires to place on record its gratitude to the Chairman, Vice-Chairman and members of the Temporary Slavery Commission.

It recognises that the enquiry which has been entrusted to this Commission involves delicate and difficult questions, but it has complete reliance on the wisdom and tact of the Commission in dealing with these questions.

In this conviction, it approves the programme and the methods of work set forth in the Report of the Commission.

M. LOUWERS (Belgium) said that the Assembly had decided two years ago that an enquiry into the question of slavery should be undertaken, and last year the Assembly had recommended that an expert body should be entrusted with this task. In a report, which was now before the Assembly, the Temporary Committee on Slavery had given its programme of work and the methods it proposed to follow. The Council desired the Assembly to state whether this programme and these methods were in conformity with its wishes. The First Sub-Committee had carefully examined both the question of the programme and the methods it was proposed to follow.

It was clear that the Slavery Committee had not to act as a judge of the colonial policies of certain Governments. Its task was to collect information and draft suggestions which might perhaps lead to an international agreement on certain measures to be taken in the matter. This international aspect of the question was the most important one.

It had seemed to some Governments that the programme proposed by the Committee went perhaps a little further than that which the Assembly had in mind when deciding that an enquiry should be made. This was specially the case as regards the question of forced labour. The Sub-Committee, however, after having heard the explanations furnished by the Chairman of the Temporary Committee on Slavery, was unanimous in feeling that the members of the Committee would be able to distinguish between questions of primary and of secondary importance.

As to the question of procedure, the Fourth Assembly had authorised the Slavery Committee to use private sources of information, and the Council had asked the different States to give the names of competent private individuals or societies who might be able to give reliable information. This invitation had not been very widely answered by the Governments. It must be remembered that the League of Nations was a league of States, and private individuals and societies ought not, as a rule, to interfere directly in its activities. The Slavery Committee would be confronted with a very difficult and delicate task in dealing with information from private sources, as the question of slavery was not solely a technical one but embodied political and administrative considerations. The Sub-Committee had, however, felt that it might also on this point have complete confidence in the tact and wisdom of the Slavery Committee. He expressed the hope that the Slavery Committee would soon terminate its labours and be able to make valuable suggestions which could be adopted by all the Powers interested.

Le Comte Bonin-Longare (Italie) déclare que l'abolition de l'esclavage sous toutes ses formes, est certainement une des plus nobles tâches que la Société puisse entreprendre. Le programme élaboré par la Commission est d'une grande envergure, même peut-être d'une trop grande envergure.

Il faut attirer l'attention sur ce point, que la première question que doit considérer la Commission est celle du trafic des esclaves, et sur ce point elle peut se placer sur un terrain solide et déjà préparé. Sur d'autres points en particulier, sur la question de la transition d'un système de main-d'œuvre impliquant l'esclavage à un système de main-d'œuvre libre, les travaux de la Commission seront beaucoup plus délicats. Il lui faudra amasser un grand nombre de documents.

Des rapports importants ont déjà été reçus des gouvernements belge, français et éthiopien. Il est cependant difficile à la Commission de se baser uniquement sur les sources officielles. Il ne doute pas, pour lui, que la Commission ne parvienne à éviter de blesser les susceptibilités des gouvernements. Il sera du moins nécessaire, de ne pas publier les renseignements d'origine privée sans la coopération des gouvernements intéressés. Il souhaite un plein succès à la Commission dans l'œuvre qu'elle entreprend.

M. RODEN BUXTON (Empire britannique) déclare que toute la question de l'esclavage est extrêmement délicate et complexe, non point seulement à cause des susceptibilités des Gouvernements en cause, mais aussi parce qu'elle affecte les intérêts vitaux de millions d'hommes sans défense qui ne peuvent pas élever la voix pour se défendre, et qu'elle touche à des problèmes sociaux affectant intimement les populations indigènes. Le Gouvernement britannique ne désire nullement limiter la portée de l'enquête. Il va sans dire qu'il ne peut d'avance s'engager à accepter toutes les mesures qui seront proposées par la Commission de l'Esclavage, mais il accordera à chaque cas individuellement son attention la plus favorable. Le Gouvernement britannique ne propose pas que l'on charge aucune organisation ni personne privée de fournir des renseignements, mais il fera les observations nécessaires sur les rapports individuels ou issus d'une organisation qui lui seront communiqués.

M. HOFMEYR (Afrique du Sud) se déclare entièrement d'accord avec le Comte Bonin-Longare. Il désire ajouter un mot sur la situation dans l'Afrique Sud-Occidentale. Le rapport sur l'administration de ce territoire, pour 1922, communiqué à la Société contient une allusion aux conditions de l'esclavage dans la partie nord du territoire; il a été constaté ultérieurement que le régime existant n'était pas un régime d'esclavage proprement dit, mais un régime de servitude domestique, dont les autorités s'occupent actuellement. M. Hofmeyr espère que la même entente régnera entre la Commission d'Esclavage et les Gouvernements en question que celle qui règne entre la Commission permanente des Mandats et les Puissances mandataires.

M. AUBERT (France) déclare que le Gouvernement français a toujours accordé et accordera toujours son concours plein et entier à l'œuvre de la Commission. Ce que l'on demande à la Commission n'est pas tant un rapport complet traitant scientifiquement de tous les problèmes, que des propositions nettes sur des mesures pratiques à prendre pour l'abolition de l'esclavage sur toutes ses formes.

M. FREIRE D'ANDRADE (Portugal) se rallie aux déclarations du représentant de la Grande-Bretagne. L'enquête ne sera pas dirigée contre un tel Etat en particulier, mais entreprise en toute impartialité et de manière à susciter des propositions relatives aux moyens les plus pratiques pour mettre un terme à l'esclavage sous toutes ses formes.

Sir Joseph COOK (Australie) ne doute pas que les divers gouvernements faciliteront par tous les moyens les enquêtes de la Commission. La politique suivie par l'Australie a tendu de tout temps à abolir l'esclavage. L'existence du travail forcé dans n'importe quel territoire est certainement en contradiction avec les principes de la Société, aussi le Gouvernement de l'Australie fait-il tout ce qui est en son pouvoir pour abolir ce régime partout où il a existé jusqu'ici.

M. GOHR (Président de la Commission de l'Esclavage), en remerciant la sixième Commission déclare, au nom de ses collègues, qu'en poursuivant leur œuvre, ils ne manqueront pas de se souvenir de ce qui a été dit à l'Assemblée. La Commission de l'Esclavage envisageant la portée de l'enquête qu'elle doit

Count BONIN-LONGARE (Italy) said that the suppression of slavery in all its forms was certainly one of the noblest tasks which the League could undertake. The programme of work drawn up by the Committee was very complete, perhaps almost too complete. It had to be emphasised that the question of the slave trade should be the first to be considered by the Committee; on this point it could place itself on ground which had already been prepared. On other points, and especially as regards the question of the transition from a system of slave labour to a system of free labour, the work of the Committee would be much more difficult. It would have to collect a great number of documents.

Valuable reports had already been received from the Governments of Belgium, France and Ethiopia. It was, however, difficult for the Committee to rely entirely on official sources. He had no doubt that the Committee would avoid hurting the susceptibilities of the Governments. Information obtained from private sources ought not to be made public without the co-operation of the Governments interested. He wished the Committee every success in its labours.

M. RODEN BUXTON (Great Britain) said that the whole question of slavery was very difficult and delicate, not only on account of the susceptibilities of the Governments concerned but also because it effected the vital interests of millions of helpless people who could not speak for themselves, and touched on social problems of the most intimate concern to the native populations. The British Government did not suggest any limitation of the scope of the enquiry. It could, of course, not bind itself beforehand to accept the measures which might be proposed by the Slavery Committee but would consider them carefully on their merits. The British Government did not propose to designate any particular organisations or individuals to give information, but would make the necessary comments on such reports from individuals or organisations as might be forwarded to it.

Mr. HOFMEYR (South Africa) entirely agreed with Count Bonin-Longare. He wished to add a remark regarding the position in South-West Africa. The report to the League on the administration of that territory for 1922 had included a reference to conditions of slavery existing in the northern part of the territory; it had later been seen that the system obtaining was not one of slavery proper but a kind of domestic servitude which was now being dealt with by the authorities. He hoped that the Slavery Committee would be able to come into the same sympathetic contact with the Governments concerned as obtained between the Permanent Mandates Commission and the Mandatory Powers.

M. AUBERT (France) said that the French Government had always given and would always be willing to give the fullest possible co-operation to the work of the Committee. What was expected from the Committee was not a complete scientific report dealing with all the problems so much as definite proposals of practical means for the suppression of slavery in all its forms.

M. FREIRE D'ANDRADE (Portugal) agreed with the statements of the British representative. The enquiry would not be decided against any particular country but be undertaken in an entirely impartial way with a view to arriving at suggestions for the necessary means of putting an end to slavery in all its forms.

Sir Joseph COOK (Australia) had no doubt that the different Governments would give all possible facilities to the enquiries of the Committee. The policy of Australia had always been to try to eliminate all traces of slavery. The existence of forced labour in any territory was certainly against the principles of the League, and the Australian Government was doing its utmost to do away with this system where it had existed.

M. GOHR (Chairman of the Temporary Committee on Slavery) thanking the Sixth Committee, stated on behalf of his colleagues that, in continuing their work, they would certainly bear in mind what had been said in the Assembly. The Committee, in measuring the scope of its enquiry after consultation on the

entreprendre et après examen des résolutions adoptées par l'Assemblée et par le Conseil, estime que la question de l'esclavage doit être étudiée dans le sens le plus large. Elle a donc inscrit à son programme la question du travail forcé. En ce qui concerne les méthodes à suivre, la procédure proposée par la Commission prévoit toutes les mesures de sauvegarde auxquelles il importe de recourir pour l'examen des renseignements provenant de source privée. La Commission comprend parfaitement que les documents qu'elle a en main sont la propriété du Conseil et que seul le Conseil a le droit de publier les rapports reçus ou élaborés par la Commission.

Le PRÉSIDENT propose l'adoption de la résolution suivante:

« La VI^{me} Commission, ayant pris connaissance du rapport relatif à l'esclavage présenté au nom de sa première Sous-Commission et ayant fait siennes les conclusions de ce rapport, a l'honneur d'inviter l'Assemblée à adopter la résolution suivante:

« L'Assemblée, ayant pris connaissance du rapport de la Commission temporaire de l'esclavage:

« 1^o Décide d'exprimer aux membres de cette Commission ses vifs remerciements pour leur remarquable travail;

« 2^o S'en rapportant entièrement à la sagesse et au tact de cette Commission pour mener à bien l'enquête délicate et difficile qui lui a été confiée, approuve le programme et les méthodes de travail exposés dans son rapport. »

La résolution est adoptée.

M. IRO (Japon) adresse ses remerciements à M. GOHR pour le concours qu'il a bien voulu apporter à la Commission.

M. GOHR (président de la Commission temporaire de l'esclavage), déclare combien il apprécie l'accueil fait au rapport de la Commission temporaire de l'Esclavage par la sixième Commission.

PREMIÈRE SOUS-COMMISSION.

La première Sous-Commission de la sixième Commission s'est réunie hier, lundi 15 septembre 1924, sous la présidence de M. NANSEN et a établi son rapport sur la question des mandats.

Ce rapport, qui traite de diverses questions découlant du rapport de la Commission permanente des Mandats sur les travaux de sa quatrième session, sera discuté par la sixième Commission au cours de sa séance de ce jour.

resolutions passed by the Assembly and the Council, had thought that the question of slavery must be examined on a broad basis. It had therefore also included the question of forced labour in its programme. As regards its methods, the procedure proposed by the Committee contained all possible safeguards to be applied when information from private sources came to be considered by the Committee. The Committee perfectly well understood that its documents were the property of the Council, and that only the Council had the right to publish any reports received or made by the Committee.

The CHAIRMAN moved the adoption of the following resolution:

"The Sixth Committee having taken cognisance of the report referring to slavery, presented in the name of the First Sub-Committee, and, having adopted the conclusions of this report, has the honour to ask the Assembly to adopt the following resolution:

"The Assembly, having taken cognisance of the Report of the Temporary Committee on Slavery, decides: (1) to express to the members of this Committee its cordial thanks for their remarkable work; (2) relying entirely on the wisdom and tact of that Committee in terminating the delicate and difficult enquiry that has been entrusted to it, approves the programme and the methods of work explained in the Report."

The resolution was adopted.

M. IRO (Japan) thanked M. GOHR for the assistance he had given the Committee.

M. GOHR expressed his appreciation of the manner in which the Sixth Committee had received the Report of the Temporary Committee on Slavery.

FIRST SUB-COMMITTEE.

The First Sub-Committee of the Sixth Committee met yesterday (Monday, September 15th) under the Chairmanship of Dr. NANSEN, and drew up its report on the question of mandates.

This report, which deals with various questions arising out of the report of the Permanent Mandates Commission on the work of its fourth session, will come before the Sixth Committee at its meeting to-day.

VI. CORRECTIONS ET ADJONCTIONS A LA LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS ET DES DÉLÉGATIONS
VI. CORRECTIONS AND ADDITIONS TO THE LIST OF MEMBERS OF COMMITTEES AND DELEGATIONS

TROISIÈME COMMISSION (QUATRIÈME SOUS-COMMISSION):
THIRD COMMITTEE (FOURTH SUB-COMMITTEE):

Empire britannique: Lord PARMOOR ou M. HENDERSON.
Bulgarie: M. C. KALFOFF.

CINQUIÈME COMMISSION. — FIFTH COMMITTEE:

Pologne: M. S. GRALINSKI.
Portugal: M. H. Regende DIAS DE OLIVEIRA (suppléant).

DÉLÉGATIONS.

Guatemala: M. R. PINEDA DE MONT (Hôtel de Russie).

Roumanie: 1^{er} délégué: M. Nicolas TITULESCO.

2^{me} " M. N. Petresco COMNÈNE.

3^{me} " M. Sextil PUSCARIU;

M^{lle} Hélène VACARESCO (suppléant).

VII. COMMUNICATIONS ÉMANANT D'ORGANISATIONS
NON OFFICIELLES

Le Secrétaire général a reçu la communication suivante:

Source: Association internationale de droit.

Sujet: L'Association offre ses services au sujet des propositions faites par la Délégation de Suède tendant au développement du Droit international.

VIII. DOCUMENT DISTRIBUÉ AUX MEMBRES
DE L'ASSEMBLÉE

Compte rendu définitif: treizième séance.

VII. COMMUNICATIONS FROM NON-OFFICIAL
ORGANISATIONS

The Secretary-General has received the following communication:

Source: International Law Association.

Subject: The Association offers its services in view of the proposals made by the Swedish Delegation regarding the development of international law.

VIII. DOCUMENT DISTRIBUTED TO THE
MEMBERS OF THE ASSEMBLY

Definitive Verbatim Record: thirteenth meeting.

RÉSUMÉ MENSUEL

DES TRAVAUX
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le *Résumé mensuel* des travaux de la Société des Nations fournit chaque mois un tableau général de l'activité de la Société des Nations. Il est en vente aux prix suivants :

Abonnement annuel.....	Argent suisse Fr. 5.—
Prix du numéro	» 0.50

SOCIÉTÉ DES NATIONS

JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal Officiel* paraît, depuis janvier 1922, en deux éditions (l'une en français et l'autre en anglais); il contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et des résolutions adoptés par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

Abonnement annuel, 1924	Argent suisse Fr. 60.—
(Le prix des numéros isolés varie selon leur étendue.)	

1 ^{re} année, 1920, Nos 1-8	» 15.—
2 ^{me} » 1921, » 1-12	» 15.—
3 ^{me} » 1922, » 1-12	» 60.—
4 ^{me} » 1923, » 1-12	» 60.—

SUPPLÉMENTS SPÉCIAUX

DU

JOURNAL OFFICIEL

N ^o hors série. Résolutions adoptées par l'Assemblée au cours de sa première session	Argent suisse Fr. 2.—
N ^o 1. Correspondance concernant la question des îles d'Aland	» 1,25
N ^o 2. Avant-projet pour l'Institution de la Cour permanente de Justice internationale	» 1,25
N ^o 3. Question des îles d'Aland. Rapport de la Commission internationale de Juristes	» 1,25
N ^o 4. Documents relatifs au différend entre la Pologne et la Lituanie	» 9.—
N ^o 5. Résolutions adoptées par le Conseil de la Société des Nations au cours de sa treizième session, Genève, 17-28 juin 1921	» 1,50
N ^o 6. Résolutions et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa deuxième session (du 5 septembre au 5 octobre 1921)	» 2.—
N ^o 7. Constitution de la Ville libre de Dantzig	» 3,50
N ^o 8. Index des Procès-Verbaux des Sessions du Conseil de l'année 1921	» 5.—
N ^o 9. Résolution et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa troisième session	» 2.—
N ^o 10. Index du <i>Journal Officiel</i> pour les années 1920 et 1921 (1 ^{re} et 2 ^{me} années)	» 9.—
N ^o 11. Résolution et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa quatrième session	» 3.—
N ^o 12. Index du <i>Journal Officiel</i> pour l'année 1922	» 5.—
N ^{os} 13-19. Actes de la Quatrième Assemblée (six volumes)	» 50.—

THE MONTHLY SUMMARY

OF THE
LEAGUE OF NATIONS

The *Monthly Summary* of the League of Nations is a record of the proceedings of all League meetings, and provides in general form a regular account of League activities. It is on sale at the following prices :

Annual subscription	5/-	\$1	5 Swiss frs.
Single numbers	6d.	10 cts.	50 centimes.

LEAGUE OF NATIONS

OFFICIAL JOURNAL

The *Official Journal*, which is published (since January 1922) in separate editions in English and French, contains the complete Minutes of the Sessions of the Council of the League of Nations, the text of the Reports and Resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Annual subscription, 1924	£2 10s.	\$12.00
(The prices of the separate numbers vary according to size.)		
1st Year, 1920, Nos. 1-8	15/-	\$3.00
2nd » 1921, » 1-12	15/-	\$3.00
3rd » 1922, » 1-12	£3	\$12.00
4th » 1923, » 1-12	£2/10	\$12.00

SPECIAL SUPPLEMENTS

TO THE

OFFICIAL JOURNAL

Unnumbered. Resolutions adopted by the Assembly during its First Session	2/-	\$0.40
No. 1. Correspondence concerning the Question of the Aaland Islands	1/3	\$0.25
No. 2. Draft Scheme for the Institution of the Permanent Court of International Justice	1/3	\$0.25
No. 3. The Aaland Islands Question. Report of the Committee of Jurists	1/3	\$0.25
No. 4. Documents concerning the Dispute between Poland and Lithuania	9/-	\$1.80
No. 5. Resolutions adopted by the Council at its Thirteenth Session in Geneva, June 1921	1/6	\$0.30
No. 6. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Second Session (September 5th to October 5th, 1921)	2/-	\$0.40
No. 7. Constitution of the Free City of Danzig	3/6	\$0.70
No. 8. Index to the Minutes of the Sessions of Council during 1921	5/-	\$1.00
No. 9. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Third Session	2/-	\$0.40
No. 10. Index to the <i>Official Journal</i> for the years 1920 and 1921 (first and second years)	7/6	\$1.80
No. 11. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Fourth Session	2/6	\$0.60
No. 12. Index to the <i>Official Journal</i> for the year 1922	4/-	\$1.00
No. 13-19. Records of the Fourth Assembly (six volumes)	£2	\$10.00

SOCIÉTÉ DES NATIONS.

Liste des Dépositaires
des Publications de la Société des Nations.

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.
- AUSTRALIE**
Australasian Publishing Co. Ltd., 229 Clarence Street, SYDNEY.
- AUTRICHE et ALLEMAGNE**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz 5, VIENNE.
- BELGIQUE**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRESIL**
Livreria F. Brigulet & Cia., 23, rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.
- BULGARIE**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvo-
boditel" No 4a, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell and Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA-RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.
- DANEMARK**
V. Pios Boghandel-Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.
- ÉQUATEUR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- ÉTATS-UNIS**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- FINLANDE**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain,
PARIS (VI^e).
- GRANDE-BRETAGNE,
DOMINIONS et COLONIES**
Constable & Co. Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W. C., 2.
- GRÈCE**
Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Consti-
tution, ATHÈNES.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantès, 10a, Calle Oriente No. 5,
GUATEMALA.
- HAWAÏ**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HONGRIE**
Ferdinand Pfeiffer (Zeldler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST
IV, KER.
- INDES**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS et CALCUTTA.
- ITALIE**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi
Torii-Sanchome, TOKIO.
- MEXIQUE**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORVÈGE**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Libreria I. Preciado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PAYS-BAS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PÉROU**
Alberto ULLOA, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- ROUMANIE**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- BASSIN DE LA SARRE**
Librairie Marguet 74, Bahnhofstrasse, SARREBRUCK.
- ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES**
Librairie Française Henri Soubre 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SUÈDE**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE**
— Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX,
NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE**
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandí 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser :

Service des Publications, Société des Nations,
GENÈVE (Suisse).

LEAGUE OF NATIONS

Authorised Agents

for the Publications of the League of Nations.

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », Calle Florida 371, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIA**
Australasian Publishing Co., Ltd., 229, Clarence Street, SYDNEY.
- AUSTRIA and GERMANY**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz 5, VIENNA.
- BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil,
BRUSSELS.
- BOLIVIA**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRAZIL**
Livreria F. Brigulet & Cia., 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIA**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvo-
boditel" No 4a, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell & Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- DENMARK**
V. Pios Boghandel—Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.
- ECUADOR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- FINLAND**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain
PARIS (VI^e).
- GREAT BRITAIN,
DOMINIONS and COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.
- GREECE**
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitu-
tion, ATHENS.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantès, 10a, Calle Oriente, No. 5,
GUATEMALA.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HUNGARY**
Ferdinand Pfeiffer (Zeldler Bros.), Kossuth Lajos Utca 7 SZ. BUDAPEST,
IV, KER.
- INDIA**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS and CALCUTTA.
- ITALY**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPAN**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi
Torii-Sanchome, TOKIO.
- MEXICO**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE
HAGUE.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Libreria I. Preciado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PERU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLAND**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.
- ROUMANIA**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCHAREST.
- SAAR BASIN**
Librairie Marguet, 74, Bahnhofstrasse, SAARBRUCK.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVÈNES**
Librairie Française Henri Soubre, 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SPAIN**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND**
Librairie Payot & Cie, GENEVA, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX,
NEUCHÂTEL, BERNE.
- UNITED STATES**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandí 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries apply:

Publication Department, League of Nations,
GENEVA (Switzerland).

JOURNAL

DE LA
CINQUIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1924

OF THE
FIFTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1924

N° 15. — MERCREDI 17 SEPTEMBRE 1924.

No. 15. — WEDNESDAY, SEPTEMBER 17th, 1924.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 132, au Secrétariat.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 132 at the offices of the Secretariat).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	151
II. Septième séance de la cinquième Commission	152
III. Première Commission	154
IV. Troisième Commission	154
V. Septième séance de la deuxième Commission	156
VI. Cinquième séance de la sixième Commission	157
VII. Union internationale des Associations pour la Société des Nations	160
VIII. Ratifications des conventions	165
IX. Corrections et adjonctions à la liste des membres des Commissions	165
X. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée	165

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	151
II. Seventh Meeting of the Fifth Committee	152
III. First Committee	154
IV. Third Committee	154
V. Seventh Meeting of the Second Committee	156
VI. Fifth Meeting of the Sixth Committee	157
VII. International Federation for League of Nations Societies	160
VIII. Ratifications of Conventions	165
IX. Corrections and Additions to the List of the Members of the Committees	165
X. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	165

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Première Commission.

La quatrième Sous-Commission de la première Commission (proposition britannique relative à l'article 16 du Pacte) se réunira aujourd'hui (mercredi 17 septembre), à 15 h. 30, à la Villa St-Victor.

La cinquième Sous-Commission de la première Commission (article 36 du Statut de la Cour et articles du Pacte) se réunira aujourd'hui (mercredi 17 septembre), à 11 h. 30, à la Villa St-Victor.

Deuxième Commission.

La deuxième Sous-Commission se réunira aujourd'hui (mercredi 17 septembre), à 10 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle F).

I. PROGRAMME OF MEETINGS

First Committee.

The Fourth Sub-Committee of the First Committee (British proposal regarding Article 16 of the Covenant) will meet to-day (Wednesday, September 17th), at 3.30 p.m., in the Villa St. Victor.

The Fifth Sub-Committee of the First Committee (Article 36 of the Court Statute and Articles of the Covenant) will meet to-day (Wednesday, September 17th), at 11.30 a.m., in the Villa St. Victor.

Second Committee.

The Second Committee will meet to-day (Wednesday, September 17th), at 10.30 a.m. at the Offices of the Secretariat (Room F).

Troisième Commission.

La quatrième Sous-Commission de la troisième Commission se réunira aujourd'hui (mercredi 17 septembre), à 10 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle E).

Quatrième Commission.

La quatrième Commission se réunira aujourd'hui (mercredi 17 septembre), à 15 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle B).

La Sous-Commission C se réunira aujourd'hui (mercredi 17 septembre) à 14 h. 30, à la Villa St-Victor.

Cinquième Commission.

La cinquième Commission se réunira aujourd'hui (mercredi 17 septembre), à 15 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle C).

Commission de contrôle.

La Commission de contrôle se réunira aujourd'hui (mercredi 17 septembre), à 10 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle D).

Sous-Commission juridique de la Commission de transit.

La Sous-Commission juridique de la Commission de transit se réunira aujourd'hui (mercredi 17 septembre), à 14 h. 30.

Commission permanente consultative des questions militaires, navales et aériennes.

La Commission permanente consultative des questions militaires, navales et aériennes se réunira aujourd'hui (mercredi 17 septembre), à 10 h., au bureau du Secrétariat (Salle B).

Bureau de l'Assemblée.

Le Bureau de l'Assemblée se réunira (mercredi 17 septembre), à 18 h. 30, au bureau du Secrétariat (Bureau particulier du Secrétaire-Général).

II. SEPTIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La cinquième Commission a tenu sa septième séance hier mardi 15 septembre à 10 h. 30, sous la présidence de M. ZAHLE (Danemark).

Fédération internationale pour le secours mutuel aux populations frappées de calamités.

M. CIRAOLO (Italie), rapporteur à la Commission, expose que son projet tend à ce que les Etats s'unissent en une fédération universelle, neutre au point de vue politique, religieux et social, fondée uniquement sur la solidarité humaine, et destinée à assurer l'aide immédiate des collectivités nationales à celle d'entre elles qui seraient frappée dans une région quelconque des continents par une calamité telle que cataclysme naturel, épidémie, conséquences de la guerre mettant en danger la vie d'un peuple, etc.

La fédération n'aurait pour objet que le secours de première instance. Elle aurait son siège auprès de la Société des Nations, mais son budget en serait distinct et son activité technique serait autonome. L'organe technique de la fédération serait la Croix-Rouge. M. Ciralo présente en conclusion le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée, après avoir pris connaissance des premières réponses des gouvernements à la lettre du Secrétaire général sur le projet Ciralo, et des propositions du Conseil invitant l'Assemblée à se prononcer sur la suite qu'elle entend donner ultérieurement à la réalisation du projet:

« Invite le Conseil à charger le Secrétaire général :

« 1. De continuer à recueillir, en les sollicitant s'il y a lieu, les réponses, adhésions ou observations des gouvernements, en conformité avec la délibération de la quatrième Assemblée dans sa séance du 23 septembre 1923;

« 2. De prier la Commission de coopération intellectuelle de la Société des Nations de vouloir bien encourager, et, si possible, coordonner le mouvement scientifique des recherches des matériaux pour l'étude des calamités;

Third Committee.

The Fourth Sub-Committee of the Third Committee will meet to-day (Wednesday, September 17th), at 10.30 a.m., at the Offices of the Secretariat (Room E).

Fourth Committee.

The Fourth Committee will meet to-day (Wednesday, September 17th), at 3.30 p.m., at the Offices of the Secretariat (Room B).

Sub-Committee C will meet to-day (Wednesday, September 17th), at 2.30 p.m., in the Villa St. Victor.

Fifth Committee.

The Fifth Committee will meet to-day (Wednesday, September 17th), at 3.30 p.m., in the Offices of the Secretariat (Room C).

Supervisory Committee.

The Supervisory Committee will meet to-day (Wednesday, September 17th), at 10.30 a.m., in the Offices of the Secretariat (Room D).

Legal Sub-Committee of the Transit Committee.

The Legal Sub-Committee of the Transit Committee will meet to-day (Wednesday, September 17th), at 2.30 p.m.

Permanent Advisory Committee for Military, Naval and Air Questions.

The Permanent Advisory Committee for Military, Naval and Air Questions will meet to-day (Wednesday, September 17th) at 10 a.m., in the Offices of the Secretariat (Room B).

General Committee of the Assembly.

The General Committee of the Assembly will meet to-day (Wednesday, September 17th), at 6.30 p.m., in the Offices of the Secretariat (Private Room of the Secretary-General).

II. SEVENTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE

The Fifth Committee held its seventh meeting yesterday (Tuesday, September 16th) at 10.30 a.m., under the chairmanship of M. ZAHLE (Denmark).

International Federation for Mutual Assistance for the Relief of Peoples overtaken by Disaster.

M. CIRAOLO (Italy), rapporteur, gave an account of his scheme, which provided that States should bind themselves in a universal federation, neutral from the political, religious and social point of view, and founded solely on human solidarity with the object of giving immediate assistance to any peoples which might be overtaken in any part of any continent by a calamity such as an earthquake, epidemic, or the consequences of a war likely to endanger the life of a people, etc.

The federation would only give first aid. Its seat would be the seat of the League of Nations, but its object would be kept separate, and its technical work would be autonomous. The technical organ of the federation would be the Red Cross.

M. Ciralo, in conclusion, submitted the following draft resolution.

« The Assembly, having taken note of the first replies received from the Governments to the Secretary-General's letter on the Ciralo scheme and of the proposals of the Council, requesting the Assembly to say what action it intends to take for the execution of the scheme:

« Invites the Council to instruct the Secretary-General:

« (1) To continue to collect and if necessary solicit the replies, adhesion or observations, of the various Governments in accordance with the conclusions of the Fourth Assembly at its meeting of September 23rd, 1923;

« (2) To request the Committee on Intellectual Cooperation of the League of Nations to encourage and, if possible, co-ordinate the scientific movement for the research of material for the study of disasters;

« 3. De nommer une Commission préparatoire, avec la participation des représentants des organismes internationaux de la Croix-Rouge, d'experts techniques et du promoteur, laquelle, après examen des réponses des Gouvernements, des délibérations de la Croix-Rouge, des données scientifiques ainsi que des observations de nature technique ou financière, présentera dans un bref délai:

a) un schéma de convention qui puisse constituer une base de discussion pour une Conférence internationale que le Conseil lui-même convoquera comme suite aux travaux de la Commission préparatoire;

b) toute proposition qu'elle jugera opportune pour arriver à la réalisation du projet Ciralo. »

M. ADOR (Suisse) apporte sa chaleureuse adhésion au projet remarquable de M. Ciralo. Il estime par ailleurs que le système devrait s'inspirer de la technique des assurances, et tenir compte de la valeur de la chose assurée et des risques encourus. Il estime également que la définition des calamités donnée par le sénateur Ciralo est trop étendue. Il se félicite de ce que M. Ciralo ait prévu, conformément à l'article 23 du Pacte, un appel de la Société des Nations aux sociétés de Croix-Rouge et il salue son initiative au nom de ces sociétés. En conclusion, l'orateur propose de compléter le projet de résolution en ajoutant, après le premier paragraphe, le paragraphe suivant:

« ... Prend acte avec satisfaction de l'approbation de principe formulée en thèse générale par de nombreux gouvernements, et invite le Conseil, etc. »

M. CIRALO (Italie), rapporteur à la Commission, dit qu'il sera heureux de voir renforcer son projet de résolution et il espère que la Commission exprimera à l'Assemblée sa volonté de voir mettre à exécution le plan préconisé dans son rapport.

M^{me} BUGGE-WICKSELL (Suède) rappelle les objections formulées par les divers gouvernements au projet du sénateur Ciralo. Elle estime que l'essentiel de ce projet se ramène aux deux points suivants :

1^o Donner aux Croix-Rouges, en temps de paix, un statut légal par lequel elles auront le droit et le devoir d'intervenir pour remédier aux souffrances humaines, comme elles le font en temps de guerre;

2. Coordonner avec l'aide des Croix-Rouges nationales les secours accordés par les différents gouvernements.

Elle demande d'autre part que la création d'un fonds international de secours ne fasse pas partie intégrante du plan, et tous les Etats ne se rallieraient pas à cette proposition.

M. MACSWINEY (Etat libre d'Irlande), tout en rendant hommage à l'initiative de M. Ciralo, dont il apprécie pleinement le but humanitaire élevé et l'intérêt qu'elle présente pour le monde entier, partage les objections indiquées dans la réponse envoyée par le Gouvernement français au Secrétariat quant à la délimitation précise de l'œuvre de secours, ainsi que l'objection de M^{me} Bugge-Wicksell portant sur la création d'un fonds international. Il demande par ailleurs des précisions au sujet du fonctionnement de ce fonds.

M. VALDÉS MENDEVILLE (Chili) appuie le projet en discussion qui, à son avis, rentre tout à fait dans le rôle de la Société des Nations. Il appuie le projet d'institution d'une Commission d'experts, qui aura précisément à étudier les objections qui ont été présentées. La Société des Nations dont la tâche est de préserver le monde de cette calamité qu'est la guerre, doit également étudier les moyens de porter secours aux populations atteintes par des calamités naturelles.

M. SARRAUT (France) apporte l'adhésion chaleureuse de son gouvernement au projet de M. Ciralo, qui groupe l'universalité des nations dans une œuvre de solidarité fraternelle. Il s'agit de créer et de consacrer par le droit international un système d'assurance entre Etats. L'orateur analyse en détails le projet et attire l'attention sur les points suivants: la Société des Nations ne devrait intervenir que si l'équilibre de la vie d'un Etat était compromis par un cataclysme; tout Etat négligeant ses devoirs de protection envers ses nationaux ne pourrait recevoir aucun secours de la Société des Nations. Il ajoute que le Gouvernement français désirerait avoir des précisions sur le

“(3) To appoint a Preparatory Committee, comprising representatives of the International Red Cross organisations, technical experts and the author of the scheme, which, after considering the replies to the Governments, the conclusion of the Red Cross, the scientific data available and the technical and financial aspects of the problem, will submit as soon as possible;

(a) A draft convention to form a basis of discussion for an international conference to be convened by the Council after the completion of the work of the Preparatory Committee;

(b) Any proposal it may consider to be of a nature to favour the accomplishment of the Ciralo scheme.”

M. ADOR (Switzerland) warmly supported the remarkable scheme proposed by M. Ciralo. He thought that the expert assistance of assurance companies should be secured, and that the value of what was insured and the risks should also be taken into consideration. The definition of calamities given by M. Ciralo was too vague. He was glad to note that M. Ciralo had provided, in accordance with the terms of Article 23 of the Covenant, for appeal to be made by the League of Nations to the Red Cross Societies, and in their name he welcomed this proposal. Finally, he proposed to complete the draft resolution by adding after the first resolution the following amendment:

“Notes with satisfaction the approval of the principle put forward as a general proposition by numerous Governments and invites the Council, etc.”

M. CIRALO (Italy), rapporteur, said he was happy to see his draft resolution strengthened by this addition, and hoped that the Committee would express to the Assembly its desire to see the plan containing his resolution carried into execution.

M^{me} BUGGE-WICKSELL (Sweden) recalled the objections put forward to Senator Ciralo's scheme by several Governments. She thought it essential that it should be confined to the two following points:

(1) To give to the Red Cross in time of peace a legal status by which it would have the right and the duty to intervene in order to bring aid to human suffering in the same manner as it intervened during time of war;

(2) To co-ordinate with the aid of national Red Cross Societies the work of assistance afforded by the various Governments.

She further asked that the creation of an international fund for expenditure on international aid should not form an integral part of the scheme, for by no means all States would adhere to this proposal.

Mr. MACSWINEY (Irish Free State) paid a tribute to the intention of Senator Ciralo, and recognised its humanitarian aims. He was ready to believe that the scheme was of interest to the whole world, but he realised the force of the objections contained in the reply of the French Government to the Secretariat regarding the need for a definite limit to be set to the work of assistance, as well as of the objection of M^{me} Bugge-Wicksell regarding the establishment of an international fund. He asked for information regarding the working of this fund.

M. Valdés MENDEVILLE (Chile) supported the scheme under discussion, which, in his opinion, came entirely within the scope of the League of Nations. He supported the proposal that a committee of experts should be set up whose duty it would be to examine the objections which had been presented.

The League of Nations, whose task was to preserve humanity from war, should also study means to aid populations overtaken by disasters due to natural causes.

M. SARRAUT (France) warmly supported M. Ciralo's scheme, which bound all nations together in a common humanitarian end. It was necessary to create and establish by international law a system of insurance between States. He analysed in detail the scheme, and drew the attention of the Committee to the following points. The League of Nations ought not to intervene unless the equilibrium of the life of any State were destroyed by a catastrophe. No State which neglected its duty of protecting its nationals should receive any help from the League of Nations. The French Government wished to have further details of the scheme, especially regarding its

projet, notamment des précisions budgétaires. Il préconise notamment à ce sujet une consultation officieuse des grandes sociétés d'assurance.

Il se félicite de ce que les Croix-Rouges soient associées à l'œuvre remarquable à laquelle le sénateur Ciruolo a associé son nom.

III. PREMIÈRE COMMISSION

SOUS-COMMISSION CHARGÉE DE L'ÉTUDE DE LA PROPOSITION SUÉDOISE TENDANT AU DÉVELOPPEMENT DU DROIT INTERNATIONAL.

La Sous-Commission a terminé ses travaux mardi matin, 16 septembre. Elle a nommé rapporteur M. ROLIN (Belgique) et proposé que la première Commission soumette à l'approbation de l'Assemblée la résolution suivante:

« L'Assemblée,

« Considérant qu'une expérience de cinq années a démontré les services considérables que la Société des Nations peut rendre pour la satisfaction rapide des besoins de réglementation des rapports internationaux, rappelant, notamment, les importantes conventions élaborées en matière de conciliation internationale, en matière de communications et transit, celles relatives à la simplification des formalités douanières, à la reconnaissance de la clause arbitrale dans les conventions commerciales, à la législation internationale du travail, à la répression de la traite des femmes et des enfants, à la protection des minorités, ainsi que les résolutions récentes relatives à l'assistance judiciaire des indigents;

« Désireuse d'accroître la contribution de la Société des Nations à la codification progressive du droit international,

« Prie le Conseil,

« De convoquer un comité d'experts, lesquels, après consultation éventuelle des institutions les plus autorisées qui ont voué leur activité à l'étude du droit international, et sans empiéter sur les initiatives officielles qui pourraient avoir été prises par des États particuliers, auront pour mission:

"(1) de dresser une liste provisoire de matières de droit international dont la solution par voie d'entente internationale paraîtrait dès maintenant le plus souhaitable et réalisable;

"(2) et, après communication de la dite liste aux Membres de la Société par le Secrétariat aux fins d'avis, d'étudier les réponses et de faire rapport au Conseil sur les questions ayant obtenu le degré de maturité suffisant et sur la procédure qui pourrait être suivie en vue de la préparation de conférences éventuelles pour leur solution.»

IV. TROISIÈME COMMISSION

PREMIÈRE SOUS-COMMISSION

La première Sous-Commission de la troisième Commission s'est réunie le 16 septembre, à 15 h. 30, sous la présidence de M. le général de MARINIS.

Le PRÉSIDENT signale qu'il y a lieu de faire un erratum à la résolution votée par la Sous-Commission à la séance du 15 septembre. Il faut lire:

« La Commission propose à l'Assemblée de prier le Conseil de soumettre aux Gouvernements des États membres et *non-membres* de la Société des Nations, etc. »

Contrôle sur la fabrication privée.

Après une courte discussion générale, la Sous-Commission adopte à l'unanimité la résolution ci-dessous:

« L'Assemblée, ayant pris connaissance des rapports de la Commission temporaire mixte et du Comité écono-

financial aspects. He thought that the big insurance companies should be unofficially approached, in order to obtain their opinion. He was happy to note that the Red Cross would be associated with so remarkable a work as Senator Ciruolo's scheme.

III. FIRST COMMITTEE:

SUB-COMMITTEE ON THE SWEDISH PROPOSAL CONCERNING THE DEVELOPMENT OF INTERNATIONAL LAW.

This Sub-Committee concluded its work on Tuesday morning, September 16th. It has appointed as its Rapporteur M. ROLIN (Belgium) and is proposing that the First Committee should submit for adoption by the Assembly the following resolution:

"The Assembly,

"Considering that the experience of five years has demonstrated the valuable services which the League of Nations can render towards rapidly meeting the legislative needs of international relations, and recalling particularly the important conventions already drawn up with respect to communications and transit, the simplification of Customs formalities, the recognition of arbitration clauses in commercial contracts, international labour legislation, the suppression of the traffic in women and children, the protection of minorities, as well as the recent resolutions concerning legal assistance for the poor;

"Desirous of increasing the contribution of the League of Nations to the progressive codification of international law,

"Requests the Council:

"To convene a committee of experts, who, after eventually consulting the most authoritative organisations which have devoted themselves to the study of international law, and without trespassing in any way upon the official initiative which may have been taken by particular States, shall have the duty:

"(1) to prepare a provisional list of the subjects of international law the regulation of which by international agreement would seem to be most desirable and realisable at the present moment; and

"(2) after communication of the list to the Members of the League of Nations for their opinion by the Secretariat, to examine the replies received and report to the Council on the questions which are sufficiently ripe and on the procedure which might be followed with a view to preparing eventually for conferences for their solution."

IV. THIRD COMMITTEE.

FIRST SUB-COMMITTEE.

The First Sub-Committee of the Third Committee met at 3.30 p.m. on September 16th under the Chairmanship of General de MARINIS (Italy).

The CHAIRMAN pointed out that a correction would have to be made in the resolution adopted by the Sub-Committee on September 15th. The resolution should read as follows:

"The Committee suggests that the Assembly should request the Council to submit to the Governments of States Members and States *non-Members* of the League of Nations, etc."

Control of the Private Manufacture of Arms.

After a short general discussion, the Sub-Committee unanimously adopted the following resolution:

"The Assembly, having noted the reports of the Temporary Mixed Commission and of the Economic Committee

mique sur le contrôle de la fabrication privée des armes, munitions et matériel de guerre,

« 1^o Prie le Conseil d'inviter la Commission temporaire mixte à reprendre l'examen de cette question et à élaborer un projet de convention internationale, en tenant compte de tous les éléments intervenus depuis la remise du rapport de la Commission temporaire mixte à la cinquième Assemblée.

« Ce projet servirait de base de discussion à une Conférence internationale qui doit être réunie en vue de la conclusion d'une Convention sur le contrôle de la fabrication privée des armes, munitions et matériel de guerre.

« 2^o L'Assemblée prie également le Conseil de vouloir bien envisager l'opportunité d'inviter le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique à envoyer un représentant pour collaborer à l'élaboration par la Commission temporaire mixte, du projet de convention sur le contrôle de la manufacture privée des armes, munitions et matériel de guerre. »

Annuaire statistique.

Après un échange de vues, auquel prennent part MM. JOUHAUX (France), LOUWERS (Belgique) et l'amiral Aubrey SMITH (Empire britannique), le PRÉSIDENT propose le projet de résolution ci-dessous, qui est voté à l'unanimité:

« L'Assemblée, ayant pris connaissance des renseignements statistiques relatifs au commerce des armes, munitions et matériel de guerre, publiés par le Secrétariat de la Société des Nations, en vertu d'une décision du Conseil, exprime sa satisfaction pour le travail accompli et prie le Conseil:

« 1^o De charger la Commission temporaire mixte (ou tout autre Commission nommée par le Conseil pour s'occuper de la réduction des armements) de porter son attention sur les renseignements déjà publiés et de présenter un rapport sur les traits caractéristiques du commerce des armes, munitions et matériel de guerre, tels qu'ils apparaissent d'après ces renseignements obtenus au moyen de documents officiels et publics, ainsi que sur les conclusions que ces mêmes renseignements comporteraient;

« 2^o D'assurer la publication périodique par les soins du Secrétariat des renseignements statistiques sur le commerce des armes, munitions et matériel de guerre;

« 3^o De prier les Etats membres et non-membres de la Société des Nations de remettre au Secrétariat tous documents qu'ils estiment de nature à faciliter la préparation de ce travail ».

M. LOUWERS (Belgique) et M. l'amiral Aubrey SMITH (Empire britannique) déclarent que les votes qu'ils ont émis au sujet de la résolution ci-dessus ne préjugent en rien de la constitution future de l'Organe central international prévu par le projet de Convention sur le contrôle du trafic des armes, munitions et matériel de guerre.

QUATRIÈME SOUS-COMMISSION.

La quatrième Sous-Commission a tenu deux séances à 10 h. 30 et à 15 h. 30, sous la présidence de M. BENES (Tchécoslovaquie).

M. BENES en sa qualité de rapporteur de la Sous-Commission, présente un rapport qui conformément aux décisions prises antérieurement par la Sous-Commission doit servir de base à la discussion.

Après un échange de vues sur la question de procédure, on décide de traiter d'abord des parties du rapport qui ne portent pas directement sur l'arbitrage, étant donné qu'il a été jugé nécessaire de renvoyer ces parties du rapport à une séance ultérieure, de manière à permettre à la première Commission d'étudier ce sujet à loisir.

on the control of the private manufacture of arms, munitions and implements of war;

“(1) Requests the Council to invite the Temporary Mixed Commission to resume the examination of this question, and to frame a draft international convention, taking into account all the factors which have arisen since the submission of the report of the Temporary Mixed Commission to the Fifth Assembly. This draft would afford a basis of discussion for an international conference which should be convened with a view to the conclusion of a convention on the control of the private manufacture of arms, munitions and implements of war;

“(2) The Assembly also requests the Council to consider the advisability of inviting the Government of the United States of America to send a representative to collaborate in the framing by the Temporary Mixed Commission of the draft convention on the control of the private manufacture of arms, munitions and implements of war.”

Statistical Year-Book.

Following an exchange of views, in which M. JOUHAUX (France), M. LOUWERS (Belgium) and Admiral Aubrey SMITH (British Empire) took part, the CHAIRMAN proposed the following draft resolution, which was unanimously adopted:

“The Assembly, having noted the statistical information relating to the traffic in arms, munitions and implements of war published by the Secretariat of the League of Nations in pursuance of a decision of the Council, expresses its satisfaction at the work accomplished and requests the Council:

“(1) To instruct the Temporary Mixed Commission (or any other Commission appointed by the Council to deal with the reduction of armaments) to devote its attention to the information already published, and to present a report on the characteristic features of the trade in arms, munitions and implements of war, as they appear from information obtained by means of official and published documents, and to examine the conclusions which this information appears to involve;

“(2) To ensure the periodical publication by the Secretariat of statistical information on the traffic in arms, munitions and implements of war;

“(3) To request the States Members and non-Members of the League to forward to the Secretariat any documents which they consider of a nature likely to facilitate the preparation of this work.”

M. LOUWERS (Belgium) and Admiral Aubrey SMITH (British Empire) said that the votes which they had given on the above resolution must not be regarded as in any way prejudicing the future constitution of the central international body contemplated in the draft convention for the control of the traffic in arms, munitions and implements of war.

FOURTH SUB-COMMITTEE.

The Fourth Sub-Committee held two sittings at 10.30 a.m. and 3.30 p.m. under the Chairmanship of M. BENES (Czechoslovakia).

M. BENES, acting as Rapporteur of the Sub-Committee, submitted the report which, in accordance with the previous decision of the Sub-Committee, was to serve as a basis for discussion.

After an exchange of views on procedure, it was decided to deal first with all the parts of this report which did not bear directly on arbitration, since it was found necessary to postpone these sections of the report to a later sitting in order to give time to the First Committee to study the subject.

V. SEPTIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION.

La deuxième Commission a tenu sa septième séance mardi 16 septembre, à 15 h. 30, sous la vice-présidence de M. de BROUCKÈRE (Belgique).

Coopération intellectuelle: Offre du Gouvernement français.

A la demande du Président, le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL de la Société des Nations entretient la Commission des aspects administratifs de la question et discute le problème de la possibilité de l'administration de l'Institut de Paris par le Secrétariat. Il fait observer que la tâche du Secrétariat est déjà assez lourde actuellement pour le Bureau qu'elle possède à Genève et la proposition que l'on vient de faire accroîtrait considérablement les responsabilités du Secrétaire général. Il espère que l'on trouvera une autre solution, car la création de cet institut à Paris pourrait amener d'autres créations ailleurs dans des régions fort éloignées de Genève.

Le Professeur MURRAY (Empire britannique), rapporteur consent à retirer sa proposition, en la remplaçant par celle-ci, à savoir que la Commission de coopération intellectuelle nomme un Comité administratif chargé d'élaborer le programme des études et des travaux de l'Institut. Le côté administratif et technique des travaux de cet institut serait soumis à la surveillance d'un Conseil de directeurs nommé par le Comité administratif et se réunissant au moins une fois tous les deux mois.

Le sénateur CIPPICO (Italie) déclare que fort peu a été fait encore pour préparer l'atmosphère morale et intellectuelle propre à rendre florissante la Société des Nations. Son gouvernement à lui cependant a fait quelque chose en ce sens, en promulguant un décret, accordant aux étrangers l'accès gratuit des écoles et des universités. L'offre faite par le Gouvernement français de fournir les bâtiments, les crédits et les bibliothèques doit être acceptée avec une profonde gratitude et l'on devrait suivre ce splendide exemple donné par le Gouvernement français.

Il importe du moins que l'on exécute immédiatement une partie du programme tracé. Une importance et un appui plus grands doivent être accordés par tous les gouvernements aux associations et instituts internationaux divers d'un caractère intellectuel existant dans leur pays.

Il serait bon aussi que de nouveaux instituts de même nature fussent fondés sous les auspices et sous la direction de la Société des Nations.

Il espère que cette œuvre de la Commission de coopération intellectuelle ira en se développant. Elle est d'une importance vitale pour la Société des Nations.

M. de BROUCKÈRE (Belgique) répond d'abord aux observations de M. van Eysinga, relatives au budget de cette œuvre. Il ne lui accorde pas que cet aspect de l'œuvre de la Société revête un caractère inconstitutionnel: si les trois principaux aspects de cette œuvre sont les suivants: coopération, paix et sécurité, il est très certain que la science doit entrer en ligne de compte et être rangée du côté de la paix et non du côté de la guerre. Sans coopération intellectuelle, il est impossible d'atteindre à la paix.

Il accueille avec chaleur l'offre faite par la France et espère que cet effort dans un aussi vaste champ d'activité sera suivi de beaucoup d'autres. De nombreux instituts internationaux devront suivre celui-là, chacun d'entre eux étant placé au centre même de sa région naturelle, mais tous comportant un centre commun qui serait Genève et où résiderait l'administration centrale. Les principes essentiels de cette administration devraient consister d'abord à relier ensemble les instituts existants, tout en leur laissant leur indépendance, et aussi à relier directement avec Genève certains instituts comme celui de Paris. Quant aux fonctions propres de cet institut, elles ne pourront se dessiner que plus tard avec quelque netteté.

L'orateur termine en attirant l'attention sur les droits historiques de la France à la priorité en cette matière. Condorcet n'a-t-il pas esquissé lui-même quelques jours avant son exécution, le premier plan de cette œuvre dans sa « Nouvelle Atlantide »? Son pays profondément intéressé à cette œuvre et ayant toujours été le premier à faire face aux nations qui veulent la guerre, peut revendiquer aussi l'honneur d'être le premier à jeter les fondations de la paix.

V. SEVENTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee held its seventh meeting on Tuesday, September 16th, at 3.30 p.m., M. de BROUCKÈRE (Belgium), Vice-Chairman, in the chair.

Intellectual Co-operation: Offer of the French Government.

At the request of the Chairman, the SECRETARY-GENERAL of the League of Nations addressed the Committee on the administrative aspects of the question whether the proposed Institute in Paris could be managed by the Secretariat. He pointed out that the present duties of the Secretariat were difficult enough to carry out with a staff at Geneva; the present proposal would add greatly to the Secretary-General's responsibilities and he hoped an alternative could be found. He was confirmed in this by the possibility contemplated that similar institutes might be founded in other countries far distant from Geneva.

Prof. Gilbert MURRAY (British Empire), Rapporteur, agreed to withdraw his suggestion and proposed as an alternative that the Committee on Intellectual Co-operation should appoint a Governing Body to establish the programme of work of the Institute; the administrative and technical work of the Institute would be supervised by a Committee of Directors, nominated by the Governing Body and meeting at least every two months.

Senator CIPPICO (Italy) said that very little had been done to prepare the moral and intellectual atmosphere in which the League of Nations could flourish. His Government had done something towards it last year by issuing a decree allowing foreigners to enter all schools and universities without paying a tax.

The offer of the French Government to supply buildings, money and a library should be accepted with deep gratitude; more money would be required, but the French Government was setting a splendid example. Meanwhile it was important that one branch of the work should be begun at once.

He emphasised the importance of all Governments giving greater prominence and assistance to the different international associations and institutes of an intellectual kind which existed in their countries. It would be well also if other new institutes of this kind could be founded, depending directly on the League of Nations.

He hoped that the work of the Committee on Intellectual Co-operation would develop. It was vital to the existence of the League of Nations.

M. de BROUCKÈRE (Belgium) replied in the first place to M. van Eysinga's remarks on the budget for this work.

He could not agree that this was not one of the constitutional or essential tasks of the League. Regarding its work under three aspects which must be co-ordinated—co-operation, peace and security—it was evident that science must be enlisted on the side of peace and not of war. Without intellectual co-operation, it would be impossible to obtain peace.

He warmly welcomed the French offer and in so wide a field there was room for every effort. This should be the first of many such institutes, each located in its natural centre. The centre of all these branches must be Geneva, but it must be an administrative centre. The method of administration should be first to establish relations with existing institutes retaining their independence; others, like the proposed Paris Institute, would belong to the League without condition. The function of the new Institute could not be ascertained until an enquiry had been made into the nature of work already done in the field of intellectual co-operation all over the world by other institutions.

He would conclude by drawing attention to France's historic rights in this matter. Had not Condorcet snatched a few days before his execution to write the first and noblest plan of such work in the "Nouvelle Atlantide"? His own country, long and deeply interested in this work, and lying as it did on the pathway of nations bent upon war, had some claim to special consideration when nations met together to lay the foundations of peace.

M. CHARLTON (Australie) invite la Commission à reprendre tout le problème. Pour lui, il est d'avis, contrairement aux autres orateurs, que c'est Genève, centre de la Société, qui doit être aussi le centre de la coopération intellectuelle. Il ne faut pas que pour une somme aussi minime que 12,500 livres, on souffre que cette œuvre importante de la Société des Nations ait son centre hors de celui de cette Société. Les fonds nécessaires seront aisément prélevés sur le budget de la Société. Il est impossible de sauvegarder le caractère international de cet institut, si cet institut a son siège à Paris.

M. HALECKI (Pologne) signale que son pays a porté son concours à l'œuvre de coopération intellectuelle, conformément au désir de la Commission, en instituant un enseignement relatif à l'œuvre de la Société des Nations dans les écoles et dans les universités et en donnant son appui aux congrès internationaux d'étudiants.

Il insiste sur ce point que les échanges de publications devraient être réciproques. La Pologne envoie, en particulier, des publications à l'Université de Tokio, à la Commission nationale autrichienne et à la Nouvelle bibliothèque de Louvain. Des projets de conventions sont en voie d'élaboration avec la Suisse et la Roumanie.

En ce qui concerne les questions financières, il fait remarquer que lors de la Conférence de la Paix, la Coopération intellectuelle ne figurait pas au texte du Traité pour la seule raison qu'elle n'était pas considérée comme une des tâches immédiates à accomplir par la Société. Il accueille avec satisfaction l'offre faite par la France, comme il accueillera les offres qui pourraient suivre. Il craint cependant que la quatrième Commission ne vote pas de crédits plus étendus pour cette œuvre.

L'enquête qui avait été proposée par M. de Brouckère est terminée.

M. Van EYSINGA (Pays-Bas) déclare que tant que la situation financière de nombreux Etats membres demeure grave, et tant qu'il demeure difficile de trouver une somme nécessaire à l'exécution de travaux imposés par le Pacte à la Société, il est indispensable d'agir avec prudence en ce qui concerne les crédits supplémentaires.

Il s'associe aux remerciements adressés au Gouvernement français. Le Conseil a accepté l'offre et c'est à l'Assemblée de statuer sur l'aspect politique et juridique que doit revêtir le problème en plein accord avec les intérêts de la Société. Ces intérêts sont nettement du côté international, tout spécialement en ce qui concerne les tâches de la Commission, telles qu'elles ont été définies par le Rapporteur dans son discours d'ouverture.

Envisageant les trois questions posées par le Conseil, il approuve la réponse faite en ce qui concerne la première, surtout parce qu'elle n'altère en rien la situation juridique de la Commission. En ce qui concerne la seconde, il n'est pas certain qu'elle ne s'éloigne pas plus du principe d'internationalisme que dans le texte primitif. Il sera aisé d'assimiler le personnel d'une institution de ce genre à celui du Secrétariat, qui fait œuvre semblable dans des domaines différents. Il désire surtout voir se maintenir l'unité financière de la Société et aimerait que les fonds destinés à être dépensés soient soumis à la Commission de contrôle, comme c'est le cas pour toutes les autres dépenses faites par la Société.

En ce qui concerne la troisième question, il est d'accord pour dire qu'il est essentiel d'éviter tout double emploi et désire que la résolution fasse mention de cette nécessité.

Désignation d'une Sous-Commission.

On décide de constituer une Sous-Commission chargée du projet de texte final d'une résolution concernant l'offre faite par le Gouvernement français.

VI. CINQUIÈME SÉANCE DE LA SIXIÈME COMMISSION

La Sixième Commission s'est réunie hier, 16 septembre, à 15 h. 30, sous la présidence de M. ENCKELL (Finlande).

Le PRÉSIDENT donne lecture d'une lettre du Président de l'Assemblée informant la sixième Commission que la requête de la délégation lithuanienne tendant au retrait de l'article 14 de l'ordre du jour, sera soumise à l'Assemblée à sa prochaine séance plénière.

Mr. CHARLTON (Australia) appealed warmly to the Committee to reconsider the whole position. He differed from most of the speakers. The same reason which brought the League to the neutral town of Geneva militated in favour of establishing the centre of intellectual co-operation there also. It was uneconomical, for the sake of the comparatively small sum equivalent to £12,500 a year, to allow this important work to be done outside the centre of government of the League. Surely the necessary fund could be found in the League budget. It was impossible to establish rules which would ensure its international character if the Institute went to Paris.

M. HALECKI (Poland) stated that in his country the Government had made efforts to give practical effect to the desires of the Committee on Intellectual Co-operation by prescribing League teaching in schools and universities and by supporting the international congress of students.

He emphasised that the system of the exchange of publications should mean reciprocal help. Poland was sending publications specially to the University of Tokio, to the National Austrian Committee, and to the New Library at Louvain. Draft conventions were being concluded with Switzerland and Roumania.

As regards the financial question, he pointed out that at the Peace Conference intellectual co-operation was not inscribed in the Covenant, only because it was not considered to be one of the immediate duties of the League. He welcomed the French offer and would welcome similar ones. He feared that the Fourth Committee would not vote more sums for this work.

The enquiry suggested by M. de Brouckère into the work done in this field had already been made.

M. van EYSINGA (Netherlands) said that, while the financial position of many States Members was serious, and while it was difficult to find enough money for work definitely imposed by the Covenant upon the League as a duty, it was necessary to be prudent in all other supplementary credits.

He associated himself with the thanks offered to the French Government. The Council had accepted it, and it had been left to the Assembly to decide on the political and legal aspects of the problem in accordance with the interests of the League of Nations. Those interests clearly lay in the direction of internationalism, especially in view of the tasks of the Committee as defined by the Rapporteur in his opening speech.

Taking in turn the three questions put by the Council, he approved the answer to the first especially because it left the Committee in the same legal position as before. As regards the second, he was not sure that it did not go further away from the principle of internationalism than the earlier text. It would be quite possible for the staff of such an institute to be assimilated to the present staff of the Secretariat, which did similar work in other fields. Above all, he would like to see the financial unity of the League maintained and the money spent like all other funds of the League and subjected to the supervision of the Supervisory Commission.

With regard to the third point, he agreed that the most important consideration was to avoid overlapping, and he desired it to be inserted in the resolution.

Appointment of a Sub-Committee.

It was decided that a sub-committee should be appointed to draft the final text of a resolution dealing with the offer of the French Government.

VI. FIFTH MEETING OF THE SIXTH COMMITTEE

The Sixth Committee met yesterday, September 16th, at 3.30 p.m., under the Chairmanship of M. ENCKELL (Finland).

The CHAIRMAN read a letter from the President of the Assembly informing the Sixth Committee that the request of the Lithuanian Delegation for the removal of Item 14 from the Agenda would be brought before the Assembly at its next plenary meeting.

Rapport de la première Sous-Commission sur les mandats.

M. NANSEN (Norvège), président de la Sous-Commission, donne lecture du rapport et des résolutions présentés par la Sous-Commission.

M. FREIRE D'ANDRADE (Portugal) désire attirer l'attention de la Commission sur deux points que fait ressortir l'examen du rapport sur les mandats.

Il a pris acte avec satisfaction du fait que le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande a interdit l'usage des boissons alcooliques aussi bien en ce qui concerne les indigènes que les blancs pour toute la région occidentale de l'île de Samoa. Le commerce des spiritueux a causé un énorme préjudice par le passé aux populations des tropiques et il croit que la politique de l'interdiction sans distinction de races est le seul moyen d'obtenir des résultats satisfaisants. Il fait observer aussi que l'interprétation et l'exécution de certaines clauses du traité de Saint-Germain sur le commerce des spiritueux ont soulevé des difficultés. Il est prévu, en effet, que le Traité pourra être révisé cinq années après la date de signature. Le moment étant venu, il croit opportun d'examiner la question.

L'orateur attire de même l'attention sur la question de la main-d'œuvre. Il est vrai que l'esclavage est partout aboli, il n'en continue pas moins à exister souvent sous des formes déguisées, telles que le travail forcé et d'autres pratiques portant atteinte à la liberté individuelle.

De nombreux abus se sont produits lorsque le capital européen et la main-d'œuvre indigène se sont trouvés en présence. La collaboration de la Société des Nations et du Bureau du Travail est indispensable à l'obtention d'une solution satisfaisante du problème du travail indigène.

Il ne désire pas présenter de résolutions sur les deux questions qu'il vient de soulever, mais seulement proposer: (1) que la question de la révision du Traité de Saint-Germain soit envisagée et (2) que l'on établisse une Charte de la main-d'œuvre indigène avec la collaboration de l'organisation internationale du Travail.

M. BUXTON (Empire britannique) fait quelques observations sur la question des mandats en général. La valeur et l'importance de l'œuvre accomplie par la Commission permanente des mandats apparaissent pleinement à tous les membres de la Société. Cependant cette œuvre ne pourra vraiment devenir efficace que si elle intéresse le grand public. Il importe donc de donner au public une idée tangible de cette œuvre.

Il croit que la Commission pourrait peut-être accorder plus d'attention aux aspects les plus généraux du problème des mandats et pour le grand public. Les travaux de la Commission des mandats pourront avec le temps mener à l'extension des solides principes devant former la base de l'administration coloniale, tels qu'ils ressortent du Pacte. L'œuvre de la Commission aura réalisé un notable progrès quand elle sera parvenue à faire adopter des directives générales concernant des questions aussi importantes que celles de la réglementation de la main-d'œuvre, l'exploitation illégale de celle-ci, l'esclavage, etc. Il approuve les suggestions faites par M. Freire d'Andrade. Quel organe serait plus propre que la Commission des Mandats à faire des propositions devant conduire à l'élaboration d'une Charte de la main-d'œuvre et à l'adoption d'une politique agraire équitable?

L'Assemblée de la Société a adopté une résolution tendant à ce que, relativement à la question des minorités, les Puissances qui ne sont pas liées par des Traités de minorités, soient priées d'appliquer des principes aussi libéraux que ceux qui sont contenus dans ces traités. On pourrait peut-être faire les mêmes suggestions en ce qui concerne le système mandataire, de manière que le standard réalisé par la politique coloniale de celui-ci, soit reconnu comme devant être appliqué à toutes les colonies.

M. FREIRE D'ANDRADE, parlant au nom du Gouvernement portugais, déclare être pleinement d'accord avec les vues exprimées par M. Buxton; son gouvernement prend un vif intérêt aux travaux de la Commission des mandats. En tant que membre de la Commission il déclare que celle-ci doit demeurer dans les limites qui lui ont été tracées par le Pacte et par son statut. Au début de son activité surtout il importe qu'elle soit très prudente et ne paraisse en aucune façon s'immiscer dans les affaires intérieures des Puissances coloniales. La Commission a cependant essayé d'arriver à certaines conclusions générales

Report of the First Sub-Committee on Mandates.

Dr. NANSEN (Norway), Chairman of the Sub-Committee, read the report and the resolutions of the Sub-Committee.

M. FREIRE D'ANDRADE (Portugal) wished to draw the attention of the Committee to two points arising from the consideration of the mandatory reports.

He had noted with satisfaction that the Government of New Zealand had introduced prohibition of alcoholic liquors for natives and whites alike in Western Samoa. The liquor traffic had in the past caused enormous harm both to natives and whites in the tropical areas; and he thought that the policy of equal prohibition was the only one which could lead to satisfactory results. He also pointed out that the interpretation and application of certain clauses in the St. Germain Treaty on the liquor traffic had given rise to difficulties. It was provided that five years after its signature this Treaty could be revised. This moment had now arrived and he thought it advisable that the question should be considered.

He referred also to the question of labour. It was true that slavery was forbidden everywhere, but it often continued to exist in disguised forms such as forced labour and other practices restrictive of personal liberty. Many abuses had occurred when European capital and black labour came into contact. The co-operation of the League of Nations and the International Labour Office was essential to obtain a satisfactory solution of native labour problems.

He would not submit any resolutions regarding the two questions he had raised, but would only put forward as suggestions (1) that the question of the revision of the Treaty of St. Germain should be considered and (2) that a general charter for native labour should be drawn up with the co-operation of the International Labour Organisation.

Mr. BUXTON (British Empire) made a few observations on mandates questions in general. The value and importance of the work done by the Permanent Mandates Commission was fully recognised by the Members of the League. Very much of the effectiveness of its labours did, however, depend on the appeal to the public outside. They ought therefore to be explained to the public in a way they could grasp.

He thought that more attention might perhaps be given by the Commission to the broader aspects of the mandates problems, and that its reports might possibly be made more interesting for the general public. In due course the work of the Mandates Commission might lead to the wider extension of the sound principles of colonial administration laid down in the Covenant. It would be a great step forward if the work of the Commission resulted in the adoption of common policies regarding such great questions as the labour system, the labour traffic, the slave trade, etc. He supported the suggestions of M. Freire d'Andrade. What body would be better suited to make proposals for the draft of a labour charter and for a land policy than the Permanent Mandates Commission?

The Assembly of the League had adopted a resolution on the question of minorities to the effect that the Powers not expressly bound by Minorities Treaties should be asked to apply at least as liberal principles as those embodied in such treaties. A similar proposal might perhaps be made in respect of the mandates system, so that the high standard of colonial policy embodied in the mandates should be recognised as applying to all colonial territories.

M. Freire d'ANDRADE, speaking in the name of the Portuguese Government, said that he quite agreed with the general suggestions of Mr. Buxton; his Government took the greatest interest in the work of the Mandates Commission. Speaking as a member of the Mandates Commission, he wished to say that a Commission must keep within the scope indicated by the Covenant and by its constitution. Especially in the beginning it was only natural that it should be very prudent, and not even appear in any way to interfere in the internal affairs of the colonial Powers. They had, nevertheless, tried to arrive at

telles que celles concernant le commerce des spiritueux et la tenure des terres.

M. NANSEN (Norvège) approuve les principes généraux auxquels M. Buxton a donné son adhésion. Toutefois, selon lui, les réserves formulées par M. Freire d'Andrade concernant l'application de celles-ci par la Commission des Mandats n'ont rien que de très naturel; si l'Assemblée est libre d'exprimer son avis sur les sujets d'un intérêt général la tâche de la Commission des Mandats doit se borner à surveiller l'administration entreprise par les Puissances mandataires.

Le Comte BONIN-LONGARE (Italie) trouve utile l'extension à d'autres territoires des principes contenus dans le système mandataire. Toutefois, il émet un doute sur la sagesse de confier à la Commission permanente des mandats la tâche très délicate de l'extension de ceux-ci. La Commission pourrait se voir aux prises avec des difficultés.

Sir Joseph COOK (Australie) croit que la Commission permanente des mandats se trouve déjà chargée d'une tâche très lourde et qu'il ne semble pas indiqué de proposer l'extension de celle-ci. L'influence de la Commission des mandats, qui travaille avec beaucoup de compétence, s'est fait sentir au-delà des frontières des territoires sous mandat. Les Puissances mandataires devront se servir du système mandataire tel qu'il existe et donner un bon exemple d'administration à leurs voisins. Il semble toutefois impossible d'exercer officiellement une influence dans ce sens.

Faisant allusion à la démission de M. Rappard, il déclare qu'il sera accompagné de tous les vœux de ceux qui ont été à même d'apprécier l'œuvre magnifique qu'il a accomplie à la Section des Mandats de la Société.

La Commission approuve dans tous ses détails le rapport de la Sous-Commission et adopte le projet de résolution suivant qui sera soumis à l'Assemblée:

« La cinquième Assemblée de la Société des Nations,

« Ayant pris connaissance du rapport de la Commission permanente des mandats relatif à sa quatrième session, des observations des représentants accrédités de la Belgique, de la France, de la Nouvelle-Zélande et de l'Union sud-africaine et de la résolution du Conseil en date du 29 août 1924:

« a) Tient à renouveler à la Commission permanente des mandats l'expression de sa vive et sincère reconnaissance pour le grand zèle, la haute compétence et la parfaite impartialité qu'elle ne cesse d'apporter à l'exécution de son importante et délicate mission;

« b) Exprime très instamment le vœu que la question des emprunts, avances et placements de capitaux, dans les territoires sous mandat, dont l'état actuel est de nature à entraver très sérieusement le développement de ces territoires, reçoive une solution dans le plus bref délai possible;

« c) Confirme que les habitants des territoires sous mandat ont le droit d'adresser des pétitions au Conseil suivant la procédure qui a été établie;

« d) Espère que les Puissances mandataires voudront bien, dans un délai aussi bref que possible, donner la suite qu'elle comporte à la résolution adoptée par le Conseil à la demande de la Commission permanente des mandats, en ce qui touche la définition des termes techniques employés dans les conventions relatives au trafic de l'alcool;

« e) Demande que les rapports des Puissances mandataires soient distribués aux États membres de la Société des Nations et mis à la disposition du public désireux de les acquérir. Elle prie la Commission de contrôle de bien vouloir envisager la possibilité de prévoir des crédits supplémentaires pour une somme de dépassant pas 25,000 fr.;

« f) Exprime le vœu qu'il soit établi des tables analytiques en annexe aux rapports de la Commission permanente des mandats;

« g) Exprime le vœu qu'il sera possible aux Puissances mandataires de charger, dans les années à venir, les fonctionnaires personnellement responsables de l'administration des territoires sous mandat de les représenter auprès de la Commission permanente des mandats aussi souvent que les circonstances le permettront. »

Le paragraphe e) de la résolution est adopté sous réserve de son approbation par la quatrième Commission.

certain general conclusions, such, for instance, as those regarding the liquor traffic and land tenure.

Dr. NANSEN (Norway) approved the general principles supported by Mr. Buxton, but said that the reserves expressed by M. Freire d'Andrade regarding its application by the Mandates Commission were quite natural. While the Assembly was free to express its opinion on these matters of general interest, the task of the Mandates Commission was a limited one: namely, to supervise the administration of the Mandatory Powers.

Count BONIN-LONGARE (Italy) entirely agreed as to the utility of extending the principles of the mandates to other territories. He doubted, however, whether it was wise to entrust to the Permanent Mandates Commission the very delicate task of preparing such an extension; this might create difficulties for the Commission.

Sir Joseph COOK (Australia) thought that the Permanent Mandates Commission had already so heavy a task that it was not wise to suggest an extension of its work. The influence of the Permanent Mandates Commission, which was working in a most competent way, already extended beyond the borders of the mandated territories. The Mandatory Powers must try to work with the mandates system as they found it, and set their neighbours a good example by their administration. It seemed, however, impossible to exercise any official influence in this direction.

Referring to the resignation of Dr. Rappard, he said that Dr. Rappard would take with him the best wishes of all those who had learned to appreciate his splendid work in the Mandates Section of the League.

The Committee approved, point by point, the report of its Sub-Committee and adopted the following draft resolution to be submitted to the Assembly:

« The Fifth Assembly of the League of Nations,

« Having taken cognisance of the report of the Permanent Mandates Commission relating to its fourth session, of the observations made by the accredited representatives of Belgium, France, New Zealand and the Union of South Africa, and of the Resolution of the Council dated August 29th, 1924:

« (a) Desires again to convey to the Permanent Mandates Commission its profound and sincere thanks for the zeal, the great competence and the perfect impartiality with which it has invariably discharged its important and difficult duties;

« (b) Earnestly recommends that a solution should be found as soon as possible for the question of loans, advances and investment of capital in the mandated territories, the present position of which is likely to prove a very serious hindrance to the development of these territories, and

« (c) Recalls the fact that the inhabitants of mandated territories have the right to address petitions to the Council, in accordance with the procedure already established;

« (d) Hopes that the Mandatory Powers will, with as little delay as possible, take such action as may be required to give effect to the Resolution adopted by the Council at the request of the Permanent Mandates Commission concerning the definition of the technical terms employed in the conventions relating to the liquor traffic;

« (e) Requests that the reports of the Mandatory Powers should be circulated to the States Members of the League of Nations and placed at the disposal of the public who may desire to purchase them. The Assembly requests the Supervisory Commission to consider the possibility of providing supplementary credits to an amount not exceeding 25,000 francs;

« (f) Recommends that analytical tables should be drawn up as an annex to the reports of the Permanent Mandates Commission;

« (g) Expresses the desire that it will be possible for the Mandatory Powers in the future to entrust to officials personally responsible for the administration of the mandated territories, as often as circumstances will permit, the duty of representing them before the Permanent Mandates Commission. »

Paragraph (e) of the resolution was passed subject to its approval by the Fourth Committee.

M. ITO (Japon), se référant au dernier paragraphe de la résolution, déclare que son gouvernement approuve pleinement la proposition faite.

M. FORRER (Suisse) remercie M. Rappard, au nom de la délégation suisse, pour l'œuvre précieuse qu'il a accomplie au service de la Société.

Sir James ALLEN (Nouvelle-Zélande) exprime la reconnaissance de toutes les Puissances mandataires pour les admirables services que M. Rappard a rendus au cours de la période d'organisation du système mandataire.

D'autres membres de la Commission se joignent à ces hommages.

M. RAPPARD remercie tous les membres de la Commission, ainsi que les représentants des Puissances mandataires, pour les bontés qui lui ont été témoignées.

VII. UNION INTERNATIONALE DES ASSOCIATIONS POUR LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

RÉSOLUTIONS ADOPTÉES AU COURS DE SA HUITIÈME ASSEMBLÉE
TENUE A LYON
(29 JUIN-2 JUILLET 1924.)

On publie pour l'information des délégués les plus importantes des résolutions adoptées par l'Union internationale, lors du Congrès qu'elle a tenu à Lyon.

Censure des communiqués officiels de la Société des Nations

L'Assemblée demande qu'aucune censure des communiqués officiels de la Société des Nations ne soit en aucun cas exercée par les Gouvernements.

Minorités.

Recours à la Cour permanente de Justice internationale. — L'Assemblée plénière demande au Conseil de la Société des Nations de recourir à la Cour permanente de Justice internationale pour obtenir son avis consultatif dans toutes les plaintes importantes concernant les infractions aux traités de minorités qui sont présentées sous une forme précise, concrète et documentée.

Envoi de représentants de la Société des Nations et Commissions mixtes. — L'Assemblée demande au Conseil de la Société des Nations de prendre sans délai les mesures nécessaires pour la protection des minorités de race, de langue et de religion dans tous les pays où le dit Conseil estimera que cette protection n'est pas suffisamment assurée, en envoyant dans ces pays des représentants chargés de le tenir au courant de ces questions. Elle demande également au Conseil de suggérer la création de commissions mixtes aux Etats voisins qui comptent des minorités appartenant respectivement à la nationalité de l'un et de l'autre.

Émigrés de Macédoine et de Thrace Occidentale. — L'Assemblée, dans le désir de voir s'établir des relations plus cordiales entre les peuples qui ont eu à se combattre, exprime le vœu qu'on procède activement à la solution de la question des émigrés de Macédoine et de Thrace occidentale. A cet effet, l'Union serait heureuse de voir les conventions déjà conclues entre les Gouvernements de Bulgarie, de Grèce et de Yougoslavie appliquées avec générosité et bonne volonté, afin que l'exécution loyale des obligations réciproques rétablisse la sécurité et contribue à créer une atmosphère de confiance indispensable au développement pacifique des populations éprouvées des Balkans¹.

Numerus clausus. — L'Assemblée de l'Union des Associations pour la Société des Nations, fidèle aux principes exprimés par les Assemblées précédentes au sujet du traitement des minorités, et délibérant sur le régime du *numerus clausus*, ajourne les questions d'espèce et de fait jusqu'à plus complète enquête, et s'élève contre tout système qui aurait pour résultat de violer le principe d'égalité inscrit dans les diverses Constitu-

¹ Convention gréco-bulgare d'émigration du 27 novembre 1919, et convention bulgare-yougoslave du 26 novembre 1923.

M. ITO (Japan), referring to the last paragraph of the resolution, said that his Government associated itself entirely with this proposal.

M. FORRER, in the name of the Swiss Delegation, thanked Dr. Rappard for his valuable work in the services of the League.

Sir James ALLEN (New Zealand) expressed the gratitude felt by all the Mandatory Powers for the splendid services rendered by Dr. Rappard during the organisation days of the mandate system.

Other members of the Committee associated themselves with these remarks.

Dr. RAPPARD thanked all the members of the Commission and the representatives of the Mandatory Powers for the kindness shown to him.

VII. INTERNATIONAL FEDERATION OF LEAGUE OF NATIONS SOCIETIES

RESOLUTIONS ADOPTED AT ITS EIGHTH ASSEMBLY
HELD AT LYONS
(JUNE 29th-JULY 22nd, 1924)

The more important of the resolutions adopted by the International Federation at its recent Congress in Lyons are published for the information of delegates.

Censorship of League communiqués.

The Assembly considers that no censorship on the publication of official League communiqués shall in any circumstances be imposed by any Government and that steps be taken to have a resolution to this effect adopted by the Assembly of the League of Nations.

Minorities.

Recourse to the Permanent Court of International Justice. — The Assembly requests the Council of the League to apply to the Permanent Court of International Justice for advisory opinions in all important complaints as to infraction of the Minority Treaties that are presented in a precise and concrete form and accompanied by proper documents.

Representatives of the League and Mixed Commissions. — The Assembly requests the Council of the League of Nations to take immediate measures for the protection of the racial, linguistic and religious minorities in all countries in which the Council considers the minorities to be insufficiently protected, by sending into these regions representatives, charged with keeping the Council informed of this matter, and to suggest the creation of Mixed Commissions for neighbouring States which have minorities belonging to each other's nationality.

Refugees from Macedonia and Western Thrace. — The Assembly, desiring to see more cordial relations established between the peoples who have been in conflict, expresses the wish that active measures should be taken to settle the question of the refugees from Macedonia and Western Thrace. With this object, the Federation would be glad to see the conventions already concluded between the Governments of Bulgaria, Greece and Yugo-Slavia⁽¹⁾ applied with generosity and goodwill in order that the loyal execution of reciprocal obligations may re-establish security and contribute to create an atmosphere of confidence which is indispensable to the peaceful development of the suffering populations of the Balkans.

Numerus Clausus. — The Assembly of the Federation of League of Nations Societies, faithfully adhering to the principles expressed by preceding Assemblies as regards the treatment of minorities, and considering the application of *Numerus Clausus*, decides to submit questions of fact and of right to a closer enquiry and investigation. It protests against any system which would lead to the violation of the principles

¹ Greco-Bulgarian Emigration Convention November 27th, 1919, and Bulgar Yugo-Slav Convention, November 26th, 1923.

tions et qui priverait un individu quelconque du droit de recevoir tout enseignement correspondant à ses capacités naturelles.

Dans l'enquête qui sera ouverte, il sera tenu compte de toutes les circonstances qui ont pu faire craindre aux majorités de ne pas avoir leur part équitable d'enseignement supérieur, et qui ont pu donner lieu à des mesures exceptionnelles et provisoires. L'Assemblée estime que le but essentiel doit être d'assurer le triomphe le plus prochain du principe d'égalité.

QUESTIONS ÉCONOMIQUES.

Réparations.

L'Assemblée accueille avec satisfaction les rapports des deux Commissions d'experts désignées par la Commission des Réparations, rapports acceptés par cette Commission, comme de précieuses contributions à la solution du problème des réparations. Ces rapports constituent d'importantes étapes vers le rétablissement de la paix et de la stabilité en Europe.

Elle exprime l'espoir que ces rapports seront adoptés par tous les Gouvernements intéressés.

Elle exprime sa conviction:

a) Que l'organisme de la Société des Nations offre la meilleure garantie que cette solution du problème des réparations et des problèmes connexes sera effectivement réalisée;

b) Et que, en conséquence, il est plus nécessaire que jamais que l'Allemagne devienne membre de la Société des Nations et dispose d'un siège permanent au Conseil, pourvu qu'elle donne les assurances exigées par l'article 1^{er} du Pacte, les obligations de l'Allemagne en ce qui concerne les réparations étant interprétées conformément aux termes du rapport Dawes.

L'Assemblée est enfin d'avis que l'exécution du rapport Dawes n'exige pas de l'Allemagne la renonciation au principe de la journée de huit heures.

Conférence économique internationale.

L'Assemblée demande au Conseil de la Société des Nations de convoquer une conférence internationale des membres de la Société des Nations, en vue d'établir un système de dispositions analogues à celles qui sont incorporées dans le rapport de la Conférence internationale de Bruxelles, afin de préciser le principe impliqué par l'article 23(e) du Pacte, qui assure un traitement équitable au commerce des Etats membres de la Société des Nations. La conférence devait inscrire à son programme des sujets tels que les tarifs préférentiels, les accords impliquant la clause de la « nation la plus favorisée », les restrictions imposées à la marine marchande et la politique de la « porte ouverte », conformément aux six premières résolutions de la Commission économique adoptées par l'Assemblée de Vienne.

Projet de conférence des représentants des Banques officielles d'émission.

Considérant qu'aucune mesure n'a été prise pour mettre en pratique les recommandations de la Conférence de Gênes, proposant la réunion d'une Conférence des Banques centrales d'émission et suggérant les principes généraux susceptibles de stabiliser les changes européens, et considérant les effets désastreux produits sur la vie économique de l'Europe par l'instabilité des changes, l'Assemblée invite les Gouvernements de toutes les nations affiliées à l'Union à donner mandat à leurs délégués à la prochaine Assemblée de la Société des Nations de convoquer une conférence de représentants des Banques centrales d'émission et du *Federal Reserve Board* des Etats-Unis, en la chargeant de préparer un projet de coopération internationale en vue de stabiliser le cours international des changes.

L'Assemblée décide également que toute documentation sur ce problème sera transmise sans commentaires à la Conférence des banquiers.

Trafic de l'opium dit « trafic des stupéfiants ».

L'Assemblée recommande:

La reconnaissance universelle du principe que la culture du pavot, la production, le trafic et la consommation de l'opium, soit brut, soit préparé, celle de la cocaïne et de l'héroïne tant naturelles que synthétiques, ainsi que celle de tout autre

of equality provided for under the various constitutions and which would deprive any individual of the right of receiving such instructions as his natural qualities equip him for.

Throughout the investigations thus made, all those circumstances shall be borne in mind which have led the majority to fear that its own rights in superior instruction might be infringed upon and which have caused exceptional and provisional measures to be taken. The Assembly believes that the most essential aim in this connection is to secure that the principle of equality should, as soon as possible, prove triumphant.

ECONOMIC QUESTIONS.

Reparations.

The Assembly welcomes as valuable contributions to the reparations problem and as important steps towards the establishment of peace and stability in Europe, the reports of the Expert Committees appointed by the Reparations Commission and accepted by it.

It expresses the hope that the reports will be accepted by all the interested Governments and declares its conviction:

(a) That the machinery of the League of Nations affords the best safeguard that such a solution of reparations and of cognate problems will be carried into effect;

And (b) that it is therefore more necessary than ever that Germany should become a Member of the League of Nations with a permanent seat on the Council, provided that she gives the assurances required by Article 1 of the Covenant, her reparations obligations being interpreted in the terms of the Dawes report.

The Assembly is furthermore of the opinion that the carrying out of the Dawes report does not require from Germany any departure from the principle of the eight-hours day.

International Economic Conference.

The Assembly urges the Council of the League of Nations to summon an international conference of Members of the League with the object of drawing up a code of rules similar to those embodied in the report of the International Conference of Brussels to give precision to the principle embodied in Article 23(e) of the Covenant, which assures equitable treatment to the commerce of the States Members of the League. The conference should include on its agenda such subjects as preferential tariffs, most-favoured-nation agreements, discriminations in shipping and the policy of the "open door" in accordance with the first six resolutions of the Economic Commission passed at the Vienna Conference.

Convening of a Conference representative of Official Banks of Issue.

In view of the fact that no steps have yet been taken to give effect to the recommendations of the Genoa Conference proposing a meeting of Central Banks of Issue and suggesting general principles on which exchanges of European countries might be stabilised, and having regard to the harmful effects which unsettled exchanges are still producing on the economic life of Europe:

The Assembly of the Federation invites the Governments of all States Members of the Federation to instruct their delegates to the next Assembly of the League of Nations to urge that a conference, representative of Central Banks of Issue and of the Federal Reserve Board of the United States, should be called with a view to formulating a scheme of international co-operation for stabilising the foreign exchanges.

The Assembly furthermore resolves that all documents relating to this question shall be transmitted without comment to the Bankers' Conference.

Traffic in Poisonous Drugs.

The Assembly urges:

Universal recommendation of the principle that the cultivation of poppies, the production, traffic in and consumption of opium, whether raw or prepared, the production of cocaine and heroin, both natural and synthetic, as also of all other

stupéfiant, soient absolument interdits, sauf pour les fins scientifiques et médicales que les commissions compétentes de la Société des Nations pourraient déterminer;
Que le commerce des stupéfiants ne puisse faire l'objet d'une fiscalité ou d'un affermage quelconque.

Traitement équitable des étrangers.

A. L'Assemblée affirme à nouveau sa conviction que les principes généraux incorporés dans les résolutions concernant le traitement équitable des races, qui ont été adoptées par la sixième Assemblée plénière de l'Union, à Prague, en juin 1922, représentent encore le but vers lequel tous les efforts de la Société des Nations doivent être dirigés.

B. L'Assemblée exprime sa satisfaction du fait que de grands progrès ont déjà été réalisés pour assurer l'égalité de traitement entre les nationaux et les étrangers:

- a) Par la Société des Nations;
- b) Par le Bureau international du Travail.

a) *Par la Société des Nations.*

L'Assemblée noté avec une satisfaction particulière que le Comité économique de la Société des Nations, quoique estimant peu pratique, dans la situation actuelle, politique et économique, du monde, l'élaboration de mesures satisfaisantes concernant l'admission d'organisations et de personnes étrangères qui leur permettraient de poursuivre leurs occupations dans un Etat, a cependant formulé sa très juste recommandation faite aux membres des Etats au mois de juillet 1923, au sujet du traitement des personnes, firmes et compagnies déjà reconnues par la loi en vue de les protéger contre un système fiscal arbitraire et d'injustes restrictions.

Elle prend acte également de ce que le Conseil de la Société des Nations a recommandé aux Etats membres de la Société des Nations de mettre ces principes en pratique en y adaptant leur législation nationale et par la conclusion de conventions bilatérales.

Elle rappelle que la quatrième Assemblée de la Société des Nations a approuvé l'action du Conseil;

Et que la quatrième Assemblée a invité la Commission économique à étudier le très important problème de la coopération étrangère dans le développement des richesses d'un pays et à prendre en considération les facilités commerciales et industrielles à accorder aux étrangers et aux différents membres de la Société des Nations dans le but de leur permettre de jouir du même traitement que les nationaux.

b) *Par le Bureau international du Travail.*

L'Assemblée note aussi avec une satisfaction particulière que l'égalité de traitement des travailleurs indigènes et étrangers a été définitivement avancée par l'adoption, dans les conventions et recommandations concernant le travail international, des dispositions suivantes:

1. Projet de convention concernant le chômage (assurances), 1919, article 3.
2. Recommandation concernant le chômage (recrutement de travailleurs étrangers), 1919, paragraphe 2.
3. Recommandation concernant la réciprocité dans le traitement des travailleurs étrangers, 1919.
4. Recommandation concernant l'établissement d'un Code international relatif au travail des marins, 1920.
5. Projet de convention en vue d'établir des facilités pour procurer du travail aux marins, 1920, article 8.
6. Recommandations concernant la communication au Bureau international du Travail d'informations concernant l'émigration, l'immigration, le rapatriement et le transit des travailleurs, 1922;

Et aussi par l'inclusion à l'ordre du jour de la sixième session de la Conférence internationale du Travail (1924) de la question de l'égalité de traitement pour les travailleurs nationaux et étrangers en ce qui concerne les indemnités d'accidents pour les travailleurs.

C. 1. — L'Assemblée reconnaissant que l'application immédiate des principes impliqués dans les résolutions ci-dessus peut rencontrer des difficultés, recommande aux Etats d'apporter, mutuellement et réciproquement, des règlements identiques pour l'admission et le départ des étrangers, sans distinction de nationalité, de religion ou de profession.

poisonous drugs, should be completely prohibited, except for such scientific and medicinal purposes as the competent Commissions of the League of Nations may determine;

That the trade in poisonous drugs should not be used as a means of revenue or leased as a public monopoly.

Equitable Treatment of Foreigners.

A. The Assembly of the Federation reaffirms its conviction that the general principles incorporated in the resolutions regarding the "Equitable Treatment of Races", which were adopted by the Sixth Plenary Assembly of the Federation at Prague in June 1922, still represent the goal towards which the efforts of the National Societies should be directed.

B. The Assembly records its appreciation of the fact that great progress towards securing equality of treatment as between nationals and foreigners has already been made both:

- (a) By the League of Nations;
- (b) By the International Labour Office.

(a) *By the League of Nations.*

The Assembly notes with particular satisfaction that the Economic Committee of the League, while finding it "impracticable in the present political and economic condition of the world" to formulate satisfactory conditions governing the admission of foreign persons and organisations to carry on their occupation within a State, has nevertheless formulated its very just "recommendations made to the States Members in July 1923" with regard to the treatment of persons, firms and companies already admitted by law with a view to protecting them from arbitrary fiscal treatment and unjust discrimination.

That the Council of the League has recommended the Member States to put these principles into practice "both by the adaptation of their national legislation and by the conclusion of bilateral agreements;

That the Fourth Assembly approved the Council's action, and;

That the Fourth Assembly invited the Economic Committee "to study the very important problem of foreign co-operation in the development of a country's riches, and to take into consideration the general commercial and industrial facilities to be granted to foreigners by the various Members of the League, with a view to allowing the former to enjoy the same treatment as nationals".

(b) *By the International Labour Office.*

The Assembly also notes with particular satisfaction that equality of treatment of national and foreign workers has been definitely advanced by the adoption, in international labour conventions and recommendations, of the following provisions:

1. — Draft Convention concerning Unemployment (Insurance), 1919, Article 3.
2. — Recommendation concerning Unemployment (Recruiting of Foreign Workers), 1919, Sect. 2.
3. — Recommendation concerning Reciprocity of Treatment of Foreign Workers, 1919.
4. — Recommendation concerning Establishment of an International Seamen's Code, 1920.
5. — Draft Convention for establishing Facilities for Finding Employment for Seamen, 1920, Article 8.
6. — Recommendations concerning communication to the International Labour Office of information regarding emigration, immigration and the repatriation and transit of workers, 1922.

And by the inclusion in the agenda of the Sixth (1924) Session of the International Labour Conference of the question of "Equality of Treatment for National and Foreign Workers, as regards Workers' Compensation for Accidents".

C. 1. — The Assembly, while recognising that the principles above set forward may be difficult of immediate application, recommends the States to adopt, mutually and reciprocally, uniform regulations for the admittance and the departure of foreigners, without distinction of nationality, religion or occupation.

2. — De même, exception faite du cas de circonstances extraordinaires découlant de considérations d'ordre public et de sécurité nationale, les étrangers, firmes et corporations doivent jouir en s'établissant ou en faisant des affaires, en leurs occupations ou professions, du même traitement que les indigènes ayant une occupation similaire.

3. — L'Assemblée exprime le désir, conformément aux principes contenus dans le Pacte de la Société des Nations et dans les chapitres des Traités de Paix relatifs au Travail, que la *Société des Nations* et le Bureau international du Travail se préoccupent de l'application de ces principes, lesquels sont essentiels pour le maintien de la paix mondiale et l'harmonie entre les peuples.

N. B. — L'Assemblée considère que les dispositions ci-dessus n'affectent nullement la question de l'émigration.

Définition de l'agression.

1. — Le recours à la guerre en méconnaissance des articles 12, 13 et 15 du Pacte constitue une guerre d'agression.

2. — Après l'ouverture des hostilités, le refus par un Etat qui s'y trouve engagé d'accepter la demande faite par le Conseil de soumettre à l'arbitrage, à un règlement judiciaire ou à une enquête toute question relative à l'ouverture de ces hostilités constitue une preuve concluante que cet Etat est l'agresseur.

3. — L'entrée de forces armées dans une zone neutre ou démilitarisée, ou le refus de s'en retirer constitue une présomption d'agression.

4. — L'invasion, par terre ou par voie aérienne du territoire d'un autre Etat, ou l'attaque de ses navires par mer, le bombardement ou le blocus de ses côtes constituent une présomption d'agression.

Passeports.

L'Assemblée:

1. — Considérant que le régime des passeports et des visas établi pendant la guerre et durant les années suivantes porte préjudice aux relations morales et matérielles internationales;

2. — Considérant que ce régime est un obstacle pour la conciliation rapide des peuples et qu'en conséquence il est urgent de l'abolir;

3. — Considérant que la méthode des négociations isolées d'Etat à Etat n'est pas appropriée à la réalisation de cette fin;

4. — Considérant qu'une Conférence internationale convoquée par le Conseil de la Société des Nations serait le moyen le plus efficace pour y parvenir;

5. — Considérant que l'article 23, § e du Pacte de la Société des Nations charge la Société des Nations de prendre les dispositions nécessaires pour assurer la garantie et le maintien de la liberté des communications et du transit;

Emet le vœu que, sous les auspices de la Société des Nations, une convention internationale soit conclue en vue de la suppression du système des passeports et des visas.

Pour arriver à ce but, l'Assemblée prie le Conseil de la Société des Nations de convoquer une Conférence de tous les Etats intéressés et de faire préparer un projet de convention soit par la Commission permanente des Transports et du Transit, soit par une Commission spéciale. Ce projet devrait s'inspirer des principes suivants:

1. — Les H. P. C. permettront à leurs propres ressortissants la libre sortie et aux ressortissants des autres H. P. C. l'entrée, la circulation et la sortie libre, sans passeport;

2. — Les H. P. C. renoncent au système des permis (visas) et des taxes de séjour. Les H. P. C. interdiront aux autorités locales de demander aux étrangers des taxes spéciales en dehors de celles perçues sur leurs propres ressortissants;

3. — Les H. P. C. se réservent les mesures visées par l'article 16 du Pacte de la Société des Nations, l'expulsion des étrangers indésirables et les mesures nécessaires à la protection des travailleurs nationaux;

4. — La présente Convention restera ouverte à tous les Etats;

5. — En cas de réciprocité, les H. P. C. accorderont les facilités susmentionnées aux ressortissants des Etats qui n'auraient pas encore adhéré à cette Convention;

6. — L'Assemblée émet enfin le vœu que, sans attendre le résultat d'une Conférence internationale, les Gouvernements

2. — Similarly, except in the case of extraordinary circumstances arising out of consideration for public order and national security, foreign persons, firms and corporations should enjoy, in establishing or in carrying on business, trade, occupation or professions, the same treatment as the corresponding native persons, firms and corporations.

3. — The Assembly expresses the desire that, in accordance with the principles of the Covenant of the League and of the Labour Section of the Treaties of Peace, the *League of Nations* and the International Labour Office should concern themselves with the application of these principles, which are essential for the maintenance of world peace and of harmony among the peoples.

N. B. — The Assembly understands that the above resolutions do not involve the question of immigration.

Definition of Aggression.

1. A resort to war in breach of the provisions of Articles 12, 13 and 15 of the Covenant is an aggressive war.

2. After hostilities have broken out, a refusal by any State engaged therein of a request by the Council that any question connected with the outbreak of such hostilities should be referred to arbitration, judicial settlement or inquiry shall be conclusive evidence that it is the aggressor State.

3. The entry into or failure to retire from a neutral or demilitarised zone by the forces of any State is presumptive evidence of aggressive war.

4. The invasion by land or air of the territory of another State, or the attack of its ships by sea, or the bombardment or blockade of its coast is presumptive evidence of aggressive war.

Passports.

The Assembly:

1. Seeing that the passport and visa system introduced during the war and during the years succeeding the war prejudices moral and material international relations;

2. Seeing that this system is an obstacle to a rapid conciliation between peoples and that it is, in consequence, necessary to abolish it urgently;

3. Seeing that the method employed by negotiating isolated inter-State agreements is not likely to lead to the results desired;

4. Seeing that an International Conference convened by the Council of the League of Nations would be the most effective method of realising the same;

5. Seeing that Article 23, par. (e) of the League's Covenant instructs the League of Nations to take the necessary steps to ensure the security and maintenance of freedom of transit and communication:

The Eighth Assembly of the Federation of League of Nations Societies expresses the wish that a convention should be concluded under the auspices of the League of Nations for the suppression of the passport and visa system.

In order to attain this end, the Assembly requests the Council of the League to call a conference of all the interested States with a view to preparing a Convention drafted either by its Permanent Commission of Communication and Transit or by a special Commission. This draft Convention should be based upon the following principles:

1. The High Contracting Parties shall accord their nationals free exit and each other's nationals free entry, movement and exit without passports.

2. The High Contracting Parties renounce the visa system and taxes of domicile. The High Contracting Parties forbid local authorities to exact special taxes from foreigners beyond those exacted from their own nationals.

3. The High Contracting Parties reserve for themselves the measures mentioned in Article 16 of the League's Covenant, the expulsion of undesirable foreigners and such measures as are required to be taken for the protection of national labour.

4. This Convention shall be open to acceptance by all States.

5. In cases of reciprocity the High Contracting Parties will give the facilities above mentioned to the nationals of States which should not yet have adhered to this Convention.

The Assembly expresses the wish that, without waiting for the results of an international conference, the Governments,

prennent sans retard des mesures en faveur de l'abolition des passeports et des visas.

Et décide que cette motion sera transmise au Conseil de la Société des Nations.

QUESTIONS POLITIQUES.

Question de Haïti.

L'Union des Associations pour la Société des Nations, considérant l'occupation du territoire de la République de Haïti par les forces des Etats-Unis et après avoir entendu avec sympathie l'exposé fait par le délégué de l'Association haïtienne pour la Société des Nations relativement aux aspirations du peuple haïtien, exprime sa satisfaction du fait que le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis a déclaré l'intention de son Gouvernement d'effectuer l'évacuation de Haïti aussitôt que possible.

Exécution du Traité de Lausanne.

Considérant qu'en vertu du Traité de Lausanne, certaines obligations sont imposées à la Société des Nations, mais qu'aucune mesure pratique n'a été prise en vue d'assurer l'exercice de ces obligations, l'Assemblée estime qu'avant d'accepter ces obligations, le Conseil de la Société des Nations devrait s'assurer qu'il dispose de moyens suffisants pour y satisfaire.

Membres non-permanents du Conseil de la Société des Nations.

La VIII^{me} Assemblée de l'Union des Associations pour la Société des Nations félicite l'Assemblée de la Société des Nations de ce qu'elle a adopté à l'unanimité en 1920 et renouvelé en 1921, 1922 et 1923 le vœu suivant :

« Il est désirable que l'Assemblée, dans l'élection des six membres non-permanents du Conseil, établisse son choix en tenant compte des divisions géographiques dominantes, des grandes familles ethniques, des différentes traditions religieuses, des divers types de civilisation et des sources principales de richesses. »

Elle espère que la Société des Nations, ayant approuvé à l'unanimité ce vœu, lui contient un principe éminemment juste et équitable, s'efforcera de l'appliquer en ne faisant, selon ses traditions, aucune distinction entre les grands et les petits Etats, afin que l'aspiration très justifiée de plusieurs centaines de millions d'Asiatiques, qui désirent se voir représentés constamment par un membre non-permanent au Conseil de la Société des Nations, soit satisfaite.

Le Secrétaire général de l'Union est chargé d'entrer en rapport avec le Secrétariat de la Société des Nations, afin que cette recommandation soit distribuée à tous les membres de la Société des Nations à la cinquième Assemblée.

Question arménienne.

L'Assemblée :

1. — Constate, avec regret, que, malgré les votes successifs et unanimes de la Société des Nations; la question arménienne, loin d'avoir été réglée par le Traité de Lausanne, reste au contraire ouverte et attend encore sa solution;

2. — Souhaite que le problème arménien soit au programme de l'Union des Associations pour la Société des Nations jusqu'à ce qu'une solution conforme à la justice et au droit des peuples lui soit donnée;

3. — Demande à l'opinion publique, comme à tous les gouvernements, de soutenir et de développer le secours indispensable à des milliers de réfugiés et à plus de 100.000 orphelins.

Elle attire spécialement l'attention sur l'institution internationale du *Golden Rule Day* (7 décembre 1924) organisé en faveur des réfugiés.

Réfugiés de Russie, d'Arménie et d'ailleurs.

L'Assemblée émet le vœu que l'œuvre philanthropique entreprise au nom de la Société des Nations par le Dr Nansen en faveur des réfugiés russes, arméniens et autres, puisse être poursuivie par le Bureau international du Travail, conformément au vœu exprimé par le Conseil de la Société des Nations en sa séance du 13 juin dernier;

Et demande que ce vœu soit immédiatement transmis aux organes directeurs du Bureau international du Travail.

without delay, take measures in favour of the abolition of passports and visas.

It decides that these proposals shall be transmitted to the Council of the League of Nations.

POLITICAL QUESTIONS.

Question of Haiti.

The Assembly of the Federation of League of Nations Societies, considering the occupation of the Republic of Haiti by the forces of the United States and having heard sympathetically the representations made by the delegate of the Haitian Society for the League of Nations on the national aspirations of the people of Haiti, expresses its satisfaction in the fact that the Secretary of State of the United States has declared the intention of his Government to effect a withdrawal from Haiti as soon as possible.

Execution of the Terms of the Treaty of Lausanne.

The Assembly:

Seeing that, by the provisions of the Treaty of Lausanne, certain duties are laid upon the League of Nations, but no means are provided whereby these duties can be carried out:

Considers that, before accepting these obligations, the Council of the League should satisfy itself that it has adequate means for carrying them out.

Non-permanent Members of the League's Council.

The Assembly of the Federation of League of Nations Societies congratulates the Assembly of the League of Nations on having adopted unanimously in 1920 and again in 1921, 1922 and 1923 the following resolution:

"It is desirable that the Assembly, in electing the six non-permanent members of the Council, should make its choice with due consideration for the main geographical divisions of the world, the great ethnical groups, the different religious traditions, the various types of civilisation and the chief sources of wealth."

It hopes that, having unanimously approved this recommendation, which contains a principle eminently just and equitable, the League of Nations will endeavour to apply it in accordance with its traditions, making no distinction between great and small States, in order that the justified hopes of many hundreds of millions of Asiatics who desire to be constantly represented by a non-permanent member on the Council of the League might be realized.

The Secretary-General of the Federation is requested to communicate with the Secretariat of the League of Nations in order that this recommendation be distributed to all the Members of the League at the Fifth Assembly of the League of Nations.

Armenian Question.

The Assembly:

1. Notes with regret that, in spite of the several and unanimous actions taken by the League of Nations, the Armenian question, far from being regulated by the Treaty of Lausanne, still remains unsettled and without solution.

2. The Assembly expresses the hope that the Armenian problem shall retain its place in the programme of the Federation until justice and the right of self-determination shall have been secured for this people.

3. The Assembly calls upon the Governments and the general public to maintain and develop the indispensable relief measures on behalf of the refugees and more than 100,000 orphans of the Near East, and directs attention especially to the proposed world-wide observance of International Golden Rule Day (December 7th, 1924) instituted on behalf of these refugees and orphans.

Russian, Armenian and other Refugees: Resolution sent to the International Labour Office.

This Assembly expresses the earnest hope that the work hitherto carried on by the League of Nations through its High Commissioner, Dr. Nansen, for the welfare of the Russian, Armenian and other refugees may be undertaken by the International Labour Office as requested by the League of Nations Council at Geneva on June 13th and that a copy of this resolution be transmitted immediately to the Governing Body of the International Labour Office.

VIII. RATIFICATION DES CONVENTIONS.

Son Excellence le Dr P. S. MIMBELA, Ministre du Pérou en Suisse, a signé pour le Pérou, *ad referendum*, des Protocoles d'adhésion relatifs:

1. La Convention et Statut sur la liberté du transit.
A la Convention et Statut sur le régime des voies navigables d'intérêt international.
Au Protocole additionnel à la Convention sur le régime des voies navigables d'intérêt international et à la déclaration portant reconnaissance du droit au pavillon des Etats dépourvus de littoral maritime (Barcelone, le 20 avril 1921).
2. A la Convention internationale pour la répression de la traite des femmes et des enfants, ouverte à la signature à Genève, du 30 septembre 1921 au 31 mars 1922.
3. A la Convention internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, ouverte à la signature du 12 septembre 1923 au 31 mars 1924.

Sir James Allen, délégué de la Nouvelle-Zélande à la cinquième Assemblée de la Société des Nations, a signé pour la Nouvelle-Zélande:

1. La Convention et Statut sur le régime international des voies ferrées et Protocole de signature;
2. La Convention et Statut sur le régime international des ports maritimes et Protocole de signature;
3. Convention relative au transport en transit de l'énergie électrique et Protocole de signature;
4. Convention relative à l'aménagement des forces hydrauliques intéressant plusieurs Etats et Protocole de signature.

Genève, 9 décembre 1923.

S. E. M. Armando Quézeda et S. E. M. Enrique Villegas, délégués du Chili à la cinquième Assemblée, ont signé hier le Protocole relatif aux clauses d'arbitrage, fait à Genève le 24 septembre 1923.

VIII. RATIFICATION OF CONVENTIONS.

His Excellency Dr. P. S. MIMBELA, Minister for Peru in Switzerland, has signed for Peru *ad referendum* Protocols of Adhesion to:

1. The Convention and Statute on Freedom of Transit.
The Convention and Statute on the Regime of Navigable Waterways of International Concern.
The Additional Protocol to the Convention on the Regime of Navigable Waterways of International Concern, and Declaration recognising the Right to a Flag of States having no Sea-Coast. (Barcelona, 20th April, 1921).
2. The International Convention for the Suppression of the Traffic in Women and Children, open for Signature at Geneva from September 30th, 1921, to March 31st, 1922.
3. The International Convention for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications open for signature at Geneva from September 12th, 1923, to March 31st, 1924.

Sir James Allen, Delegate for New Zealand at the Fifth Assembly of the League of Nations, has signed for New Zealand:

1. The Convention and Statute on the International Regime of Railways and Protocol of Signature;
2. The Convention and Statute on the International Regime of Maritime Ports and Protocol of Signature;
3. The Convention relating to the Transmission in Transit of Electric Power and Protocol of Signature;
4. The Convention relating to the Development of Hydraulic Power affecting more than one State and Protocol of Signature.

(Geneva, December 9th, 1923.)

His Excellency M. Armando Quézeda and His Excellency M. Enrique Villegas, Delegates of Chile at the Fifth Assembly, have signed the Protocol on Arbitration-Clauses (adopted at Geneva on September 24th, 1923).

IX. CORRECTIONS ET ADJONCTIONS A LA LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS

IX. CORRECTIONS AND ADDITIONS TO THE LIST OF MEMBERS OF COMMITTEES

DEUXIÈME COMMISSION. — SECOND COMMITTEE:

Portugal: M. le Dr Augusto de VASCONCELLOS.

TROISIÈME COMMISSION. — THIRD COMMITTEE:

Portugal: M. le Général Alfredo FREIRE D'ANDRADE.

CINQUIÈME COMMISSION. — FIFTH COMMITTEE:

Haiti: M. BONAMY.

X. LISTE DES DOCUMENTS COMMUNIQUÉS
AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE

Liste de nouveaux délégués.

- A. 58 (1) Reconstruction de la Hongrie. Rapport de la deuxième Commission à la cinquième Assemblée.
- A. 67 Trafic de l'Opium. Rapport de la cinquième Commission à l'Assemblée.
- A. 68 Lettre du Gouvernement persan concernant le Traité entre la Grande-Bretagne et l'Irak.

X. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED
TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY

List of new delegates.

- A. 58 (1) Reconstruction of Hungary. Report of the Second Committee to the Fifth Assembly.
- A. 67 Traffic in Opium. Report of the Fifth Committee to the Assembly.
- A. 68 Letter from the Persian Government concerning the Treaty between Great Britain and Iraq.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Liste des Dépositaires
des Publications de la Société des Nations.

- ARGENTINE**
Librería « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.
- AUSTRALIE**
Australasian Publishing Co. Ltd., 229 Clarence Street, SYDNEY.
- AUTRICHE et ALLEMAGNE**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz 5, VIENNE.
- BELGIQUE**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE**
Flores, San Román y Cia., Librería « Renacimiento », LA PAZ.
- BRESIL**
Livraria F. Briguet & Cia, 23, rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.
- BULGARIE**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvoboditel" No 42, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell and Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA-RICA**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.
- DANEMARK**
V. Pios Boghandel-Povi Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.
- ÉQUATEUR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- ÉTATS-UNIS**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- FINLANDE**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).
- GRANDE-BRETAGNE, DOMINIONS et COLONIES**
Constable & Co. Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W. C., 2.
- GRÈCE**
Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Constitution, ATHÈNES.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Librería Cervantès, 10a, Calle Oriente No. 5, GUATEMALA.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HONGRIE**
Ferdinand Pfeifer (Zeldler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST IV, KER.
- INDES**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS et CALCUTTA.
- ITALIE**
Librería Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- MEXIQUE**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORVÈGE**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Librería I. Preclado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PAYS-BAS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PÉROU**
Alberto ULLOA, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- ROUMANIE**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**
Librería Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- BASSIN DE LA SARRE**
Librairie Marguet 74, Bahnhofstrasse, SARREBRUCKE.
- ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES**
Librairie Française Henri Soubre 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SUÈDE**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE**
Librairie F. Topič, 11 Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY**
Librería Maximino García, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser :
Service des Publications, Société des Nations,
GENÈVE (Suisse).

LEAGUE OF NATIONS

Authorized Agents
for the Publications of the League of Nations.

- ARGENTINE**
Librería « El Ateneo », Calle Florida 371, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIA**
Australasian Publishing Co., Ltd., 229, Clarence Street, SYDNEY.
- AUSTRIA and GERMANY**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz, 5, VIENNA.
- BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUSSELS.
- BOLIVIA**
Flores, San Román y Cia., Librería « Renacimiento », LA PAZ.
- BRAZIL**
Livraria F. Briguet & Cia., 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIA**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvoboditel" No 42, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell & Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA RICA**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topič, 11 Narodni, PRAGUE.
- DENMARK**
V. Pios Boghandel—Povi Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.
- ECUADOR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- FINLAND**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain PARIS (VI^e).
- GREAT BRITAIN, DOMINIONS and COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.
- GREECE**
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitution, ATHENS.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Librería Cervantès, 10a, Calle Oriente, No. 5, GUATEMALA.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HUNGARY**
Ferdinand Pfeifer (Zeldler Bros.), Kossuth Lajos Utca 7 SZ. BUDAPEST, IV, KER.
- INDIA**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS and CALCUTTA.
- ITALY**
Librería Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPAN**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- MEXICO**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE HAGUE.
- NICARAGUA**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Librería I. Preclado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PERU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLAND**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.
- ROUMANIA**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCHAREST.
- SAAR BASIN**
Librairie Marguet, 74, Bahnhofstrasse, SAARBRUCK.
- SALVADOR**
Librería Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENS**
Librairie Française Henri Soubre, 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SPAIN**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- UNITED STATES**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, Boston 9, MASS.
- URUGUAY**
Librería Maximino García, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries apply:
Publication Department, League of Nations,
GENÈVE (Switzerland).

JOURNAL

DE LA
CINQUIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1924

OF THE
FIFTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1924

N^o. 16. — JEUDI 18 SEPTEMBRE 1924.

No. 16. — THURSDAY, SEPTEMBER 18th, 1924.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 132, au Secrétariat.

Note: Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 132 at the offices of the Secretariat).

Note: The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	167
II. Première Commission	168
III. Huitième séance de la deuxième Commission	169
IV. Troisième Commission	171
V. Sixième séance de la quatrième Commission	171
VI. Huitième séance de la cinquième Commission	172
VII. Corrections et adjonctions à la liste des membres des Commissions	175
VIII. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée	175

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	167
II. First Committee	168
III. Eighth Meeting of the Second Committee.	169
IV. Third Committee	171
V. Sixth Meeting of the Fourth Committee	171
VI. Eighth Meeting of the Fifth Committee.	172
VII. Corrections and Additions to the List of the Members of the Committees	175
VIII. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	175

I. PROGRAMME DES SÉANCES.

Prochaine séance plénière de l'Assemblée.

La Présidence de l'Assemblée prévoit comme probable la convocation d'une séance plénière de l'Assemblée pour le vendredi, 19 septembre, matin.

Un avis ultérieur confirmera cette indication après décision du Bureau de l'Assemblée.

Première Commission.

La première Commission se réunira aujourd'hui (jeudi 18 septembre), à 10 h. 30, au bureau de Secrétariat (Salle F).

La cinquième Sous-Commission de la première Commission (article 36 du Statut de la Cour et articles du Pacte) se réunira aujourd'hui (jeudi 18 septembre), à 15 h. 30 à la Villa St-Victor.

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Next plenary meeting of the Assembly.

The President of the Assembly considers it probable that there will be a plenary meeting of the Assembly on Friday, September 19th, in the morning. A later notice will confirm this after the decision of the General Committee of the Assembly.

First Committee.

The First Committee will meet to-day (Thursday, September 18th) at 10.30 a.m. in the Offices of the Secretariat (Room F).

The Fifth Sub-Committee of the First Committee (Article 36 of the Court Statute and Articles of the Covenant) will meet to-day (Thursday, September 18th) at 3.30 p.m. in the Villa St. Victor.

Ordre du jour :

1. Rapport de la deuxième Sous-Commission sur l'amendement proposé par la délégation des Pays-Bas à l'article 27 du règlement intérieur de l'Assemblée;
2. Résolution soumise par la troisième Sous-Commission relative à la proposition de la délégation suédoise concernant le développement du droit international.
3. Requête du Président de la quatrième Commission demandant un avis concernant le droit à une pension du greffier de la Cour permanente de Justice internationale.

La cinquième Sous-Commission (Article 36 du Statut de la Cour et articles du Pacte) se réunira aujourd'hui (jeudi, 18 septembre) à 15 h. 30, à la Villa St-Victor.

Le Comité de rédaction de la quatrième Sous-Commission (article 16 du Pacte) se réunira aujourd'hui (jeudi, 18 septembre) après la séance plénière de la première Commission (Salle F).

Le Comité de rédaction de la cinquième Sous-Commission (article 36 du Statut de la Cour et articles du Pacte) se réunira aujourd'hui (jeudi, 18 septembre) à 10 h., au bureau du Secrétariat (Salle 55).

Deuxième Commission.

La deuxième Commission se réunira aujourd'hui (jeudi, 18 septembre), à 15 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle F).

Le Sous-Comité de rédaction de la deuxième Commission se réunira aujourd'hui (jeudi, 18 septembre) à midi au bureau du Secrétariat (Salle E).

Troisième Commission.

La quatrième Sous-Commission de la troisième Commission se réunira aujourd'hui (jeudi, 18 septembre), à 15 h., au bureau du Secrétariat (Salle E).

Quatrième Commission.

La quatrième Commission se réunira aujourd'hui (jeudi, 18 septembre) à 10 h., au bureau du Secrétariat (Salle B).

Cinquième Commission.

La cinquième Commission se réunira aujourd'hui (jeudi, 18 septembre), à 10 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle C).

Sous-Commission juridique de la Commission de transit.

La Sous-Commission juridique de la Commission de transit se réunira aujourd'hui (jeudi, 18 septembre), à 14 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle D).

II. PREMIÈRE COMMISSION

Sous-Commission chargée d'élaborer l'amendement à l'article 16 du Pacte (N° 4).

La quatrième Sous-Commission de la première Commission a tenu sa première séance en vue de discuter la proposition relative à l'amendement de l'article 16 du Pacte, émise par la délégation britannique et appuyée par la délégation française. Le professeur Mikael LIE (Norvège) est nommé président.

Certains membres de la Commission sont chargés de préparer un projet alternatif d'amendement qui sera examiné à une séance ultérieure.

CINQUIÈME SOUS-COMMISSION

La Sous-Commission N° 5 de la première Commission s'est réunie hier (mercredi 17 septembre) à 11 h. 30 du matin sous la présidence du D^r ADATCI, pour discuter les projets présentés par divers membres ayant pour but d'élaborer les clauses de procédure qui assurent le bon fonctionnement des divers organes devant conduire au règlement pacifique de tout différend international.

La discussion s'est continuée dans l'après-midi.

Agenda :

1. Report of Sub-Committee No. 2 on the amendment proposed by the Netherlands Delegation to Article 27 of the Rules of Procedure of the Assembly.
2. Resolution submitted by Sub-Committee No. 3 with regard to the proposal of the Swedish Delegation for the development of international law.
3. Request from the Chairman of the Fourth Committee for an opinion regarding the right to a pension of the Registrar of the Permanent Court of International Justice.

Sub-Committee No. 5 (Article 36 of the Court Statute and Articles of the Covenant) will meet at 3.30 p.m. to-day (Thursday, September 18th, 1924) at the Villa St. Victor.

The Drafting Committee of Sub-Committee No. 4 (Article 16 of the Covenant) will meet to-day (Thursday, September 18th, 1924) after the plenary session of the First Committee (Salle F).

The Drafting Committee of Sub-Committee No 5 (Article 36 of Court Statute and Articles of the Covenant) will meet to-day (Thursday, September 18th) at 10 a.m. in the Offices of the Secretariat (Room 55).

Second Committee.

The Second Committee will meet to-day (Thursday, September 18th) at 3.30 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room F).

The Drafting Sub-Committee of the Second Committee will meet to-day (Thursday, September 18th) at noon in the Offices of the Secretariat (Room E).

Third Committee.

The Fourth Sub-Committee of the Third Committee will meet to-day (Thursday, September 18th) at 3 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room E).

Fourth Committee.

The Fourth Committee will meet to-day (Thursday, September 18th) at 10 a.m. in the Offices of the Secretariat (Room B).

Fifth Committee.

The Fifth Committee will meet to-day (Thursday, September 18th) at 10.30 a.m. in the Offices of the Secretariat (Room C).

Legal Sub-Committee of the Transit Committee.

The Legal Sub-Committee of the Transit Committee will meet to-day (Thursday, September 18th) at 2.30 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room D).

II. FIRST COMMITTEE

Sub-Committee on the Amendment of Article 16 of the Covenant (N° 4).

The Fourth Sub-Committee of the First Committee held its first meeting to discuss the proposal for the amendment of Article 16 of the Covenant submitted by the British and supported by the French Delegation. Professor Mikael LIE (Norway) was appointed Chairman.

Certain members of the Committee were asked to prepare an alternative draft of the amendment which will be considered at a subsequent meeting.

FIFTH SUB-COMMITTEE

The Fifth Sub-Committee of the First Committee met yesterday (Wednesday, September 17th), at 11.30 a.m. under the Chairmanship of D^r ADATCI, to discuss plans presented by certain of its members with the object of drawing up a procedure to assure the satisfactory working of the various organs whose object it is to secure peaceful settlement of all international disputes.

The discussion was continued in the afternoon.

III. HUITIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION.

La deuxième Commission a tenu sa huitième séance le mercredi 17 septembre 1924, à 10 h. 30, sous la présidence de M. GARAY (Panama).

*Oeuvre de la Commission de coopération intellectuelle (suite):
Nomination d'une sous-commission de rédaction.*

M. BONNET (France), M^{lle} BONNEVIE (Norvège), M. DE BROUCKÈRE (Belgique), M. CIPPICO (Italie), M. HALECKI (Pologne), Sir Gilbert MURRAY (Empire britannique) et M. VAN EYSINGA (Pays-Bas) sont nommés membres de la Sous-Commission qui sera chargée de rédiger un nouveau texte pour l'alinéa 8 du projet de résolution à soumettre à l'Assemblée.

Suite de la discussion générale.

M. DE MONTARROYOS (Brésil) signale l'intérêt que son gouvernement attache à l'œuvre de coopération, les mesures qu'il a prises en réponse aux suggestions de la Commission de coopération intellectuelle. Il remercie la France pour son geste généreux dont il est certain que la Société des Nations tirera les plus grands avantages.

M. SUGIMURA (Japon) se félicite de voir le progrès que la Société des Nations pourra réaliser grâce à l'initiative généreuse de la France, où le Japon est incapable de discerner la moindre tentative d'un impérialisme de l'esprit.

La juste paix ne peut que reposer sur l'étroite collaboration de toutes les grandes forces morales de l'humanité. Il faut faire confiance aux hommes d'élite qui seront chargés de la coopération intellectuelle pour réaliser l'idéal commun dans la mesure du possible.

Le D^r CABALLERO (Paraguay) remercie la France pour sa généreuse initiative et ne partage pas certaines craintes qui ont été formulées. C'est en constituant de tels foyers qu'on facilitera le désarmement moral d'où dépend la paix du monde.

Le D^r Caballero se bornera à formuler le vœu que dans sa tâche la Commission de coopération intellectuelle ne laisse pas de côté la bibliographie des sciences biologiques. Il demande qu'on conserve au procès-verbal sa suggestion que la Commission de coopération intellectuelle aborde des questions concernant la bibliographie analytique des sciences biologiques.

M. DE VASCONCELLOS (Portugal) formule le vœu que justice soit faite dans le plus bref délai possible à la culture du peuple qu'il représente dont la langue est parlée par plus de 40 millions d'hommes.

En qualité de rapporteur général du budget à la quatrième Commission de la Société des Nations, il redoute que les généreuses intentions des délégués ne soient pas sanctionnées par des votes de crédits supplémentaires à la quatrième Commission. La seule voie est celle qui a été montrée par le Gouvernement français et M. de Vasconcellos formule l'espoir que les autres gouvernements suivront cet exemple. Les personnalités qui composeront l'Institut donnent les meilleures garanties de l'esprit international qui ne cessera d'y régner.

M. PUSCARIU (Roumanie) s'associe sans aucune inquiétude aux hommages qui ont été rendus au Gouvernement français pour son offre généreuse.

Il souhaite que la solidarité qui a été réalisée par la Société des Nations en matière financière soit également appliquée dans ce domaine de l'esprit.

Il présente donc la résolution suivante:

« La cinquième Assemblée, convaincue de la nécessité de la solidarité des nations, et ayant hautement apprécié les résultats de cette solidarité en ce qui concerne certains pays dans le domaine économique et financier, serait heureuse de voir ce principe appliqué dans le domaine intellectuel.

« Elle invite la Commission de coopération intellectuelle à mettre à l'étude la question d'un emprunt international sous le contrôle de la Société des Nations, destiné exclusivement au développement intellectuel des membres de la Société des Nations qui le désiraient. »

III. EIGHTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee held its eighth meeting at 10.30 a.m. on September 17th, 1924, under the chairmanship of M. GARAY (Panama).

*Work of the Committee on Intellectual Co-operation (continuation):
Appointment of a Drafting Sub-Committee.*

M. BONNET (France), M^{lle} BONNEVIE (Norway), M. de BROUCKERE (Belgium), M. CIPPICO (Italy), M. HALECKI (Poland), Sir Gilbert MURRAY (British Empire), and M. van EYSINGA (Netherlands) were appointed members of the Sub-Committee entrusted with the drafting of a new text for paragraph 8 of the draft resolution to be submitted to the Assembly.

Continuation of the General Discussion.

M. de MONTARROYOS (Brazil) emphasised the interest taken by his Government in the work of Intellectual Co-operation and the steps which it had taken as a result of the suggestions of the Committee on Intellectual Co-operation. He thanked France for the generous offer made by the French Government, from which he was sure that the League of Nations would derive the greatest advantage.

M. SUGIMURA (Japan) was happy to note the progress which the League of Nations would be able to make, thanks to the generous initiative of France. Japan was unable to discover the last element of imperialism in the spirit of this offer. Peace that was just could only rest upon a close collaboration between all the great moral forces of humanity. It was necessary to trust the distinguished men who would be dealing with intellectual co-operation to realise the common ideal as far as it was possible to do so.

Dr. CABALLERO (Paraguay) thanked France for her generous initiative. He did not share certain fears which had been expressed. It was by constituting such centres of influence that moral disarmament would be facilitated on which the peace of the world would depend. He would confine himself to expressing the wish that the Committee on Intellectual Co-operation, in carrying out its task, would not neglect the bibliography of the biological sciences, and he would ask that note should be made of his suggestion that the Committee on Intellectual Co-operation should undertake the examination of the question of the analytical bibliography of the biological sciences.

M. de VASCONCELLOS (Portugal) expressed a wish that justice might be done as soon as possible to the culture of the nation which he represented, whose language was spoken by more than forty million people. As general rapporteur for the budget of the Fourth Committee, he feared that the generous intentions of the delegates might not be supported by supplementary credits voted in that Committee. The only way to prosecute the desired object was that which had been indicated by the French Government, and he hoped that other Governments would follow this example. The persons who would compose the Institute afforded the best possible guarantees that an international spirit would continue to prevail.

M. PUSCARIU (Roumania) associated himself with outmisgiving with the tributes which had been paid to the French Government for its generous offer. He hoped that the international solidarity realised by the League of Nations in financial matters would be equally respected in the mental sphere. He presented the following resolution:

"The Fifth Assembly, convinced of the need for solidarity among the nations, and greatly appreciating the results of this solidarity in the case of certain countries in the economic and financial spheres, would rejoice to see this principle applied in the intellectual sphere.

"It calls upon the Committee on Intellectual Co-operation to study the question of an international loan for exclusively intellectual purpose, and for the intellectual development of certain countries under conditions to be fixed. This loan would be under the control of the League of Nations."

Le Délégué HONGROIS présente le projet de résolution suivant :

« La deuxième Commission de la cinquième Assemblée de la Société des Nations exprime le vœu que la Commission de Coopération intellectuelle adresse, sous l'autorité du Conseil, le même appel aux Académies, Universités et Sociétés scientifiques, dans l'intérêt des travailleurs intellectuels de la Hongrie, qu'elle a adressé en novembre 1922 en faveur des travailleurs intellectuels de l'Autriche. »

M. PITAMIC (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) demande que le texte de résolution adopté l'an dernier concernant la représentation des délégations chinoise, tchécoslovaque et portugaise à la Commission de Coopération intellectuelle soit inséré au procès-verbal comme un vœu de la Commission.

Il remercie pour son offre magnifique la nation française qui a si souvent aidé de tant de façons différentes les Etats nouvellement créés.

Enfin, il demande à compléter la septième résolution du rapport de sir Gilbert Murray en insérant un texte invitant les Etats à créer des bourses pour faciliter les voyages d'études des professeurs et des étudiants.

M. BONNET (France) demande à tirer les conclusions de la discussion.

La Commission a entendu deux catégories d'orateurs : 1^o ceux qui ont adressé des remerciements purs et simples au Gouvernement français ; 2^o ceux qui ont ajouté à leurs remerciements certaines craintes et certaines suggestions. Après les avoir tous remerciés, M. Bonnet tient à rassurer tout d'abord M. de Brouckère en répétant nettement qu'il n'est question en aucune façon d'une atteinte aux institutions belges.

Jamais la situation du délégué français n'a été aussi simple et facile. Pourrait-on s'étonner de voir la France répondre à l'appel de l'Assemblée et offrir sans aucune condition la création d'un Institut ? Si l'on doit admettre qu'il y a des précautions à prendre, ce sera contre la Commission et non pas contre le Gouvernement français. La France lui remet l'Institut en pleine propriété, en souhaitant qu'on lui donne dans toute la mesure du possible un caractère international, au besoin sous le contrôle de la Société des Nations.

On a suggéré l'utilité de procéder à des enquêtes pour éviter des doubles emplois dans le programme de cet Institut. M. Bonnet accepte volontiers.

On a demandé que le plan du travail en fût soumis au Conseil ou à l'Assemblée. Ce point est déjà fixé dans la résolution A du rapport de sir Gilbert Murray.

On a insisté sur la nécessité de la collaboration entre les organismes actuels et l'Institut. Ce point est expressément prévu dans la résolution C.

A qui appartiendra cet Institut ? Selon le droit civil, il s'agit d'une fondation qui a le caractère d'une personne morale. Elle est remise à la Société des Nations et lui appartient en toute propriété. En même temps, le Gouvernement français prend l'engagement formel de procurer à l'Institut les sommes nécessaires à son entretien pendant toute la durée de son fonctionnement. Il y a là un engagement irrévocable.

M. Bonnet accepte volontiers le contrôle financier réclamé par certains délégués.

Enfin d'autres délégués viennent annoncer que leur gouvernement va suivre l'exemple donné par la France, il ne fera pas de discours et se lèvera simplement pour les remercier.

Le PRÉSIDENT met en discussion immédiate les résolutions 2, 3, et 4 du rapport de sir Gilbert Murray, dont l'adoption doit entraîner une demande de crédit, afin de les communiquer immédiatement à la quatrième Commission.

Ces résolutions sont votées avec amendements sous la forme suivante :

« 2. L'Assemblée estime avec le Conseil qu'il serait hautement désirable de réunir une Conférence d'experts pour l'étude des divers problèmes soulevés par la question de

The HUNGARIAN delegate presented the following resolution :

“The Second Committee of the Assembly expresses a wish that the Committee on Intellectual Co-operation should make—under the Council's authority—the same appeal to the universities, academies and other scientific bodies on behalf of the intellectual workers of Hungary which it made in November 1922 on behalf of the intellectual workers in Austria.”

M. PITAMIC (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) asked that the text of the resolution adopted the previous year concerning the representation of the Chinese, Czechoslovak and Portuguese delegations on the Committee on Intellectual Co-operation should be inserted in the minutes as a recommendation of the Committee.

He thanked for its magnificent offer the French nation, which had so often assisted in so many different ways the States which had been newly created.

Finally, he asked that the seventh resolution in the report of Sir Gilbert Murray should be completed by the insertion of a text inviting States to create scholarships in order to facilitate the distribution of travelling fellowships to professors and students.

M. BONNET (France) drew the following conclusions from the debate.

The speakers who had addressed the Committee fell into two classes. There were those who had merely addressed words of thanks to the French Government, and there were those who had in addition to thanking the French Government had expressed certain fears and made certain suggestions. He would thank all these speakers and would hasten to reassure, in the first place, M. de Brouckère by repeating that there was not any question of an attempt to take any action which might prejudice Belgian institutions.

The position of the French delegate was quite simple. Was it surprising that France had replied to the appeal of the Assembly and had offered to create an institute without attaching any conditions to the offer? It was true that there were precautions which it was necessary to take, but these would be directed not against the French Government but the Committee on Intellectual Co-operation. France handed over the Institute to the Committee on Intellectual Co-operation in full ownership, expressing the hope that an international character would be given to the Institute to the utmost possible extent, if necessary under the control of the League of Nations.

It had been suggested that enquiries should be made with a view to avoiding overlapping in the work of the Institute. He willingly accepted this suggestion.

It had been asked that the plan of work should be submitted to the Council or the Assembly. This point was already dealt with in Resolution A of the report of Sir Gilbert Murray. Emphasis had been laid on the necessity for collaboration between the Institute and existing organisations. This point was covered by Resolution C.

To whom would the Institute belong? According to civil law the Institute would be a foundation which would in law be a moral person. It was handed over to the League of Nations and belonged to the League in full ownership. At the same time, the French Government formally undertook to supply the Institute with the funds necessary for its maintenance during the full period of its working. This was an irrevocable undertaking.

He willingly accepted the financial control demanded by certain delegates. Other delegates had announced that their Governments would follow the example given by France. He would like to thank these delegates for the statements they had made.

The CHAIRMAN put to the Committee Resolutions 2, 3, and 4 of the report of Sir Gilbert Murray, pointing out that the adoption of these resolutions would involve a request for credits, and that they should, therefore, be communicated at once to the Fourth Committee.

The resolutions were adopted in the following form :

“(2) The Assembly shares the opinion of the Council that it would be highly desirable to convene a conference of experts to consider the various problems raised by the

la propriété scientifique, notamment par les rapports de M. le Sénateur Ruffini et les réponses des gouvernements sur cette question. Elle invite la Commission de Coopération intellectuelle après consultation avec le Comité économique, à organiser cette réunion en 1925.

« 3. L'Assemblée, constatant avec satisfaction les résultats importants atteints par la Commission de Coopération intellectuelle en ce qui concerne la coordination des travaux bibliographiques dans le domaine de la physique, invite la Commission à poursuivre ses démarches analogues dans le domaine des autres sciences, en premier lieu des sciences sociales.

« 4. L'Assemblée, prenant acte de l'approbation donnée en principe par le Conseil au projet d'accord avec l'Institut international de bibliographie de Bruxelles, approuve cet accord et décide d'allouer à cet Institut pour l'année 1925, une subvention dont le chiffre a été fixé par la quatrième Commission.

« Les crédits supplémentaires pour l'application de ces propositions s'élèveraient aux sommes suivantes :

Pour la 2 ^{me} résolution	8.000 francs
Pour la 3 ^{me} »	8.000 »
Pour la 4 ^{me} »	1.000 »

Au total 17.000 francs »

Au sujet de la quatrième résolution, M. van EYSINGA (Hollande) l'accepte volontiers, mais estime que la Société des Nations doit se montrer attentive à ne pas accorder trop facilement son patronage à diverses institutions qui pourraient le solliciter.

IV. TROISIÈME COMMISSION

QUATRIÈME SOUS-COMMISSION.

La quatrième Sous-Commission s'est réunie hier (mercredi 17 septembre, à 10 h. 30 et à 3 h. 30 sous la présidence de M. BÉNÈS (Tchécoslovaquie).

Elle a continué l'examen du projet qui lui a été remis comme base de discussion.

V. SIXIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La quatrième Commission a tenu sa sixième séance hier 17 septembre, à 15 h. 30.

Prévisions budgétaires pour la Cour permanente de justice internationale.

Sous réserve de dispositions ultérieures à adopter pour le chapitre II, article 2 (c) — (pensions de retraite pour les juges) qui est encore à l'étude entre les mains de la Sous-Commission D, la Commission adopte sans modifications les prévisions budgétaires pour la Cour permanente de Justice, s'élevant au chiffre de 905.796,76 florins (c'est-à-dire 1.887.379 francs-or).

Prévisions budgétaires pour le Secrétariat et les organisations spéciales de la Société

Sous réserve de modifications ultérieures possibles concernant certains articles explicitement spécifiés, la Commission termine l'examen des prévisions budgétaires relatives au Secrétariat et aux organisations spéciales de la Société, en adoptant sans modification les articles suivants :

Chapitre III, article 22: Questions sociales, Traite des femmes et des enfants, contrôle du commerce de l'opium, etc., 241.921 francs-or. Article 23, bureau international et questions diverses: 18.000 francs-or. Article 25: Coopération intellectuelle et Office d'information universitaire international: 143.905 francs-or. Article 26: Commission temporaire de l'esclavage: 15.000 francs-or. Article 27: Dépenses imprévues: 500.000 francs-or.

Sur la proposition du SECRÉTAIRE GÉNÉRAL et en attendant a clôturé des débats encore ouverts sur les travaux en cours de

question of scientific property, especially in the reports of Senator Ruffini and the replies of the various Governments regarding this question. It requests the Committee on Intellectual Co-operation to organise such a meeting in 1925 after consulting the Economic Committee.

“(3) The Assembly notes with satisfaction the valuable work of the Committee on Intellectual Co-operation in regard to the co-ordination of bibliographical work in the domain of physics, and requests the Committee to undertake a similar task in regard to the other sciences, and more especially the social sciences.

“(4) The Assembly, noting that the Council has approved in principle the draft agreement with the Institut international de Bibliographie at Brussels, approves this agreement and decides to grant to this Institute for the year 1925 a subsidy, the amount of which has been fixed by the Fourth Committee.

“The additional sums necessary for the execution of these proposals will amount to:

“For the 2nd resolution	8,000 francs
“For the 3rd resolution	8,000 ”
“For the 4th resolution	1,000 ”

17,000 francs”

M. van EYSINGA (Netherlands), referring to the fourth resolution, said he willingly accepted it, but thought that the League of Nations should be careful not to grant its patronage too easily to the various institutions which might request it.

IV. THIRD COMMITTEE

FOURTH SUB-COMMITTEE.

The Fourth Sub-Committee met yesterday (Wednesday September 17th) at 10.30 a.m. and 3.30 p.m. under the Chairmanship of M. BÉNÈS (Czechoslovakia).

It continued the examination of the plan which had been submitted to it as a basis of discussion.

V. SIXTH MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE

The Fourth Committee held its sixth meeting yesterday (Tuesday, September 17th) at 3.30 p.m.

Budget Estimates of the Permanent Court of International Justice.

Subject to the reservation of Chapter II, item 2(c), Retiring Pensions for Judges, still under consideration by Sub-Committee D, the Committee adopted, without modification, the budget estimates of the Permanent Court of International Justice at the figure of 905,796.76 Dutch florins (i.e., 1,887,379 gold francs).

Budget Estimates of the Secretariat and Special Organisations of the League.

Subject to the reconsideration of various items specifically reserved, the Committee concluded the examination of the budget estimates of the Secretariat and Special Organisations of the League, adopting without modification the following items: Chapter III, item 22: Social Questions, Traffic in Women and Children, Supervision of Opium Traffic, etc. (241,921 gold francs); Item 23: International Bureau and Various Questions (18,000 gold francs); Item 25: Intellectual Co-operation and International University Information Office (143,905 gold francs); Item 26: Temporary Commission on Slavery (15,000 gold francs); Item 27: Unforeseen Expenditure (500,000 gold francs).

On the proposal of the SECRETARY-GENERAL, and, pending the conclusion of the discussions still in progress bearing on

la Section du désarmement, la Commission réserve l'article 24, réduction des armements : (a) organisations permanentes, 158.320 francs-or et (b) organisations temporaire, 454.000 francs-or.

Rapport de la Commission de contrôle.

M. OSUSKY (Tchécoslovaquie), Président de la Commission de contrôle, donne lecture à la Commission de l'introduction et des observations générales du rapport de la Commission de contrôle et présente les observations particulières de la Commission concernant les prévisions supplémentaires relatives au placement et à l'emploi des réfugiés russes et arméniens (203.000 francs-or).

Au nom de la Commission de contrôle, il propose que cet article soit adopté sous la forme d'un chapitre spécial du budget du Bureau international du Travail sous le titre de « dépenses exceptionnelles et temporaires ».

Après une discussion prolongée, à laquelle prennent part M. NANSEN, Haut-Commissaire pour l'assistance aux réfugiés, et nombre de membres de la Commission, la Commission décide, à une majorité de quelques voix, sur la proposition de M. BUERO (Uruguay), de renvoyer à la prochaine séance, la mise aux voix de la question.

Sous-Commission C (Répartition des dépenses)

La Sous-Commission C de la quatrième Commission s'est réunie hier, mercredi 17 septembre, à 14 h. 30 et a discuté le projet de résolution qui sera soumis pour examen à la quatrième Commission.

VI. HUITIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La cinquième Commission a tenu sa huitième séance aujourd'hui mercredi 17 septembre à 15 h. 30, sous la présidence de M. ZAHLE (Danemark).

Fédération internationale pour le secours mutuel aux populations frappées de calamités (suite).

M. HOFMEYR (Afrique du Sud) craint que le projet du sénateur Ciraolo (Voir le *Journal*, N° 15, p. 152), auquel il se plaît à rendre un chaleureux hommage, ne soit quelque peu ambitieux, et que des questions plus urgentes ne s'imposent à l'attention de la Société des Nations. Il estime que pour le moment l'activité de la Société en ce qui concerne le projet en question devrait se limiter à rassembler de nouveaux éléments d'information. Il reconnaît cependant l'utilité qu'il y aurait à ce que les sociétés philanthropiques des différents pays se préparent à entreprendre, dans le cadre national, l'œuvre de secours tracée par M. Ciraolo.

M. TOKUGAWA (Japon) apporte au sénateur Ciraolo le tribut d'admiration de son pays. Il rappelle avec reconnaissance les témoignages de sympathie et l'aide matérielle qui parvinrent au Japon lors du tremblement de terre de septembre 1923. Il appuie le projet du sénateur Ciraolo, car le Japon sait par expérience combien la coopération internationale est précieuse pour remédier aux conséquences des calamités.

M. PINEDA DE MONT (Guatemala) craint que le projet Ciraolo ne soit trop vaste et n'entraîne certaines dépenses. Il soumet en conséquence l'amendement suivant:

« La cinquième Commission, après avoir pris connaissance des premières réponses des gouvernements à la lettre du Secrétaire général sur le projet Ciraolo, et des propositions du Conseil invitant l'Assemblée à se prononcer sur la suite qu'elle entend donner ultérieurement à la réalisation du projet, prie ladite Assemblée de charger le Secrétariat général:

- « 1) (texte Ciraolo);
- « 2) (idem);

the further work of the Disarmament Section, the Committee reserved Item 24 (Reduction of Armaments): (a) Permanent Organisation (158,320 gold francs), and (b) Temporary Organisation (454,000 gold francs).

Report of the Supervisory Commission.

Dr. OSUSKY (Czechoslovakia), Chairman of the Supervisory Commission, read to the Committee the introductory portion and general observations contained in the Report of the Supervisory Commission, and presented the particular observations of the Commission on the supplementary estimate for the Placing and Employment of Russian and Armenian Refugees (203,000 gold francs).

On behalf of the Supervisory Commission, he proposed that this item should be voted in the form of a special chapter of the budget of the International Labour Office, under the title "Exceptional and Temporary Expenditure".

After a prolonged discussion, in which Dr. NANSEN, High Commissioner for Refugees, and a number of members of the Committee took part, it was decided, on the proposal of M. BUERO (Uruguay), by a small majority of votes, to postpone the taking of a vote on this question to the next meeting.

SUB-COMMITTEE C (ALLOCATION OF EXPENSES).

Sub-Committee C of the Fourth Committee met yesterday (Wednesday, September 17th) at 2.30 p.m. and discussed a draft resolution which will be submitted for discussion to the Fourth Committee.

VI. EIGHTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE

The Fifth Committee held its eighth meeting yesterday (Wednesday, September 17th), at 3.30 p.m., under the chairmanship of M. ZAHLE (Denmark).

International Federation for Mutual Assistance for the Relief of Peoples overtaken by Calamities. (Continuation.)

M. HOFMEYR (South Africa) feared lest Senator Ciraolo's scheme (*Journal* No. 15, p. 152), to which he paid a warm tribute, was somewhat too ambitious, and lest more urgent questions should engage the attention of the League of Nations. For the moment the activity of the League with regard to the scheme in question ought to be limited to collecting further information on the subject. He recognised, nevertheless, how useful it would be for philanthropic bodies of the different countries to prepare to undertake within the sphere of their national operations the work of aid outlined by Senator Ciraolo.

M. TOKUGAWA (Japan) paid a tribute in the name of his country to Senator Ciraolo's scheme. He recalled with gratitude the expressions of sympathy and the material aid which had been forthcoming when Japan had been struck by an earthquake in September 1923. He supported the scheme of Senator Ciraolo, for Japan knew by experience how precious and how valuable was international co-operation in order to remedy the consequences of a calamity.

M. R. PINEDA DE MONT (Guatemala) feared lest the scheme of Senator Ciraolo might be too large and involve too great an expenditure. He consequently submitted the following amendment:

"The Fifth Committee, having taken note of the first replies received from the Governments to the Secretary-General's letter on the Ciraolo Scheme and of the proposals of the Council requesting the Assembly to say what action it intends to take for the execution of this scheme, requests the Assembly to instruct the Secretariat:

- "(1)..... (Senator Ciraolo's text).
- "(2) (Ditto).

« (3) de rechercher la coopération bénévole des représentants des organismes internationaux de la Croix-Rouge, d'experts techniques et du promoteur; et, après examen des réponses des Gouvernements, des délibérations de la Croix-Rouge, des données scientifiques ainsi que des observations de nature technique ou financière qui lui seraient parvenues, présenter, dans un bref délai;

« (a) un schéma de convention qui puisse constituer une base de discussion pour une Conférence internationale que le Conseil lui-même convoquera pour avoir lieu à Genève, pendant une prochaine session de l'Assemblée de la Société des Nations;

« (b) toutes propositions que le Conseil jugera opportun de faire pour arriver à la réalisation du projet Ciralo. »

M. SÉFÉRIADÉS (Grèce) appuie énergiquement le projet du sénateur Ciralo qui, à son avis, rentre dans le cadre de l'activité de la Société et lui apparaît comme tout à fait opportun. C'est le pendant du projet d'assistance mutuelle qu'étudie la Commission du désarmement et il constituera pour la Société un puissant instrument de propagande.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) rend hommage au projet du sénateur Ciralo, ainsi qu'au pays qu'il représente et qui a toujours su réparer rapidement les ruines causées par les désastres naturels. Il estime que ce projet ne saurait laisser aucune nation indifférente, car toutes les nations sont solidaires et tout malheur qui frappe une nation peut avoir sa répercussion dans une autre.

M. SOKAL (Pologne) se déclare pleinement en faveur du projet Ciralo qu'il estime en principe et, malgré de grandes difficultés, réalisable. Il demande que les résolutions de la Commission soient nettement à l'Assemblée d'approuver le projet et d'étudier les moyens de le mettre le plus tôt possible en application.

Mme SWANWICK (Empire britannique) tout en appréciant hautement les motifs qui ont inspiré au sénateur Ciralo son projet, rappelle que les deux tiers des gouvernements consultés sur ce projet n'ont pas répondu et que sept des gouvernements qui ont répondu ne l'ont pas approuvé, tandis que cinq seulement y ont souscrit. Elle croit que les Croix-Rouges devraient recevoir un statut leur permettant en temps de paix de porter secours aux populations frappées de calamités. La Société des Nations ne serait pas ainsi amenée à encourir de nouvelles dépenses.

En conclusion, la déléguée britannique présente le projet de résolution suivant:

« La cinquième Assemblée ayant pris acte des réponses envoyées par les gouvernements à la lettre du Secrétaire général concernant le projet de Fédération internationale d'assistance mutuelle aux populations frappées de calamités, ainsi que de la communication émanant du Conseil sur la politique future de l'Assemblée concernant la réalisation du projet:

« Invite le Conseil à charger le Secrétaire général:

« 1. De prier les gouvernements dont les réponses ne sont pas encore parvenues au Secrétariat, d'en hâter l'envoi afin de pouvoir constater si le projet recevra un appui suffisant pour justifier une décision de la sixième Assemblée tendant à convoquer une Conférence intergouvernementale et internationale sur la question;

« 2. De prier la Commission de coopération intellectuelle d'encourager et, si possible, de coordonner le mouvement scientifique en vue de la recherche de données permettant l'étude des calamités;

« 3. De se mettre en communication avec la Croix-Rouge internationale en vue d'examiner les suggestions proposées par la délégation suédoise, à savoir: a) reconnaître à la Croix-Rouge un statut légal qui lui donnerait le droit et le devoir d'intervenir en temps de paix, afin d'apporter son assistance aux souffrances humaines, comme elle est intervenue en temps de guerre; b) coordonner, avec l'aide des

« (3) To secure the friendly co-operation of the representatives of the International Red Cross Organisations, technical experts and the author of the scheme; and, after considering the replies of the Governments, the conclusions of the Red Cross, the scientific data available and the technical and financial observations which may have been received, to submit as soon as possible:

« (a) A draft Convention to form a basis of discussion for an international Conference to be convened at Geneva by the Council itself in the course of a future session of the Assembly of the League of Nations;

« (b) Any proposals which the Council may think fit to make with a view to the accomplishment of the Ciralo scheme. »

M. SEFERIADES (Greece) also supported Senator Ciralo's scheme, which, in his opinion, came within the scope of the League. The moment for presenting it appeared to him opportune. Senator Ciralo's scheme completed the scheme of mutual guarantee which was being examined by the Committee on Disarmament, and from the point of view of propaganda the League would greatly benefit.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) paid a tribute to Senator Ciralo's scheme and to the country which he represented, which had always found means quickly to repair devastation caused by national disasters. No nation could remain indifferent, for all nations were bound by a common spirit, and a misfortune which fell on one nation might affect another.

M. SOKAL (Poland) said that he was strongly in favour of M. Ciralo's scheme, which in principle, despite great difficulties, he thought was practicable.

He asked that any resolution taken by the Committee should state definitely that the Committee approved of the scheme and desired that the means to put it as soon as possible into execution should be examined.

Mrs. SWANWICK (British Empire), while appreciating the lofty motives of Senator Ciralo, called attention to the fact that two-thirds of the Governments consulted on the scheme had not replied, and that seven Governments which had replied had not approved of it, while only five Governments had agreed to it. She thought that the Red Cross Societies ought to receive a status allowing them in times of peace to give assistance to peoples overtaken by disaster. If this course were followed, the League of Nations would not be involved in any fresh expenditure.

In conclusion, she submitted the following draft resolution:

« The Fifth Assembly, having taken note of the replies already received from the Governments to the Secretary-General's letter on the scheme for an international federation for mutual assistance in the relief of peoples overtaken by disaster and of the communication from the Council as to the Assembly's future policy with regard to the realisation of the scheme:

« Requests the Council to instruct the Secretary-General:

« (1) To request the Governments whose replies have not yet been received to expedite those replies with a view to ascertaining whether the scheme is likely to receive sufficient support to justify the Sixth Assembly in undertaking the summoning of an International Inter-Governmental Conference on this subject;

« (2) To request the Committee on Intellectual Co-operation to encourage and, if possible, co-ordinate the scientific movement for the research of material for the study of disasters;

« (3) To place himself in communication with the International Red Cross Organisation with a view to exploring the suggestions made by the Swedish Delegation, viz.

« (a) The giving to the Red Cross in time of peace of a legal status by which it would have the right and the duty to intervene in order to bring aid to human suffering in the same manner as it intervened during time of war;

sociétés nationales de la Croix-Rouge, l'assistance fournie par les différents gouvernements. »

M^{lle} BONNEVIE (Norvège) appuie le projet de résolution présenté par M^{me} Swanwick.

Sir Muhammad RAFIQUE (Inde), tout en rendant hommage à l'idéal élevé qui a inspiré le sénateur Ciralo dans l'élaboration de son projet, déclare, au nom de son gouvernement, qu'il ne pourra y souscrire, car l'Inde consacre déjà des sommes considérables pour lutter contre la famine et les épidémies.

M. BANDEIRA DE MELLO (Brésil) s'associe aux hommages rendus au sénateur Ciralo. Il estime que son projet rentre pleinement dans la sphère d'activité de la Société des Nations: il adhère donc à ce projet, avec les restrictions formulées par M. Sarraut à la séance précédente.

M. PARRA-PÉREZ (Venezuela) s'associe également aux hommages des orateurs précédents et déclare adhérer en principe au projet du sénateur Ciralo. Il propose d'amender comme suit le chiffre 3, lettre a) du projet de résolution présenté par M. Ciralo à la séance précédente.

« a) Un schéma de convention qui puisse constituer une base de discussion pour une Conférence internationale que le Conseil lui-même pourra convoquer etc. »

M^{lle} VACARESCO (Roumanie) appuie pleinement le projet de résolution. Elle espère que les objections d'ordre financier qu'on a formulées de divers côtés ne tiendront pas devant l'importance de la question posée et qui porte en quelque sorte sur une forme de la guerre, la guerre entre l'homme et les éléments. En conclusion, la déléguée de la Roumanie présente le projet de résolution suivant:

« La cinquième Commission prie le Secrétaire général de demander à chacun des gouvernements des Etats faisant partie de la Société des Nations et qui, tout en ayant exprimé leur sympathie pour le projet du sénateur Ciralo, ne pensent, pour le moment, mettre à la disposition de la Caisse de secours envisagée, les subsides qu'on leur a demandés, s'il ne leur plairait pas d'instituer quelque régime intérieur, taxes ou décimes additionnels sur les taxes existantes en faveur de la Caisse dont les fonds feraient face aux premiers besoins des peuples frappés de calamités. »

M. de PALACIOS (Espagne) rend également hommage au projet Ciralo. Il croit que ce projet répond à un besoin réel, et tout en s'associant aux paroles des délégués favorables au projet, apprécie cependant la portée des réserves formulées par M^{me} Bugge-Wicksell, Swanwick et Bonnevie. Il exprime cependant le vœu que la Commission aboutisse à un résultat concret dans la question.

M. de ARMENTEROS (Cuba) se déclare tout à fait en faveur du projet en discussion.

M. SARRAUT (France) estime qu'il est temps de tirer du débat les conclusions qui s'imposent. La Commission semble unanime sur deux points: le projet Ciralo rentre dans la compétence de la Société des Nations, et il est pratiquement réalisable. Il s'agit à présent de déterminer quelles sont les calamités qui entraîneront une action de secours internationale et de préciser les détails techniques du projet. Malgré les objections qui ont été présentées, ce projet a créé parmi les sociétés savantes et au sein de l'opinion publique un fort courant de sympathie que la Société des Nations ne saurait ignorer. Étant donné les différences d'opinion qui se sont fait jour, le délégué de la France propose de confier à une Sous-Commission le soin d'élaborer un projet de résolution susceptible d'être adopté par la Commission.

M. CIRALO (Italie), rapporteur à la Commission, remercie ses collègues de la sympathie qu'ils ont manifestée envers son idée. Il rappelle les efforts auxquels il s'est livré et les déceptions qu'il a éprouvées depuis qu'il s'est fait le champion de cette idée. Il adresse un chaleureux appel en faveur de l'union de tous les gouvernements et de tous les peuples dans la lutte contre les forces aveugles de la nature. Il exprime aux orateurs

“(b) The co-ordination with the aid of national Red Cross Societies of the work of assistance afforded by the various Governments.”

M^{lle} BONNEVIE (Norway) supported the draft resolution proposed by Mrs. Swanwick.

Sir Mohammed RAFIQUE (India), while paying a tribute to the ideals expressed by Senator Ciralo in his scheme, said, on behalf of his Government, that he could not accept it, as India already set aside considerable sums to meet famines and epidemics.

M. BANDEIRA DE MELLO (Brazil) associated himself with the tribute paid to Senator Ciralo, and thought that the scheme was within the scope of the League and agreed to it provided that the limitations suggested by M. Sarraut at the preceding meeting were adopted.

M. PARRA-PÉREZ (Venezuela) also associated himself with the tribute paid by previous speakers to Senator Ciralo, and acceded in principle to his scheme. He proposed that subparagraph (a) of paragraph 3 of the draft resolution presented by Senator Ciralo at the preceding meeting should be amended as follows:

“(a) A draft convention which might form a basis of discussion for an international conference which the Council might convene.”

M^{lle} VACARESCO (Roumania) supported the draft resolution. She thought that the objections of a financial kind which had been put forward by the various delegations should not be allowed to outweigh the importance of the question which concerned, in effect, the eternal warfare between man and the elements.

In conclusion, she submitted the following resolution:

“The Fifth Committee requests the Secretariat to ask the Governments of such States Members of the League of Nations as have expressed their sympathy with the Ciralo scheme but do not think for the moment that they can contribute to the contemplated fund the amounts asked of them, whether they would be willing to set up some internal system in the form of taxes or further percentages on existing taxes for the purpose of the fund, in order to meet the first requirements of the peoples overtaken by disasters.”

M. de PALACIOS (Spain) also paid a tribute to Senator Ciralo's scheme. It met a real need, and, while associating himself with the remarks of the various delegates who had expressed themselves in favour of it, he, nevertheless, appreciated the reservations made by M^{me} Bugge-Wicksell, Mrs. Swanwick and M^{lle} Bonnevie. He expressed the hope, however, that the Committee would find some concrete solution for the problem.

M. de ARMENTEROS (Cuba) said that he was fully in favour of the scheme under discussion.

M. SARRAUT (France) thought that the Committee could now sum up the discussion. It seemed unanimous on two points: (1) that Senator Ciralo's scheme was within the scope of the League of Nations; (2) that it was a practicable one. At the moment the Committee would have to determine what calamities would necessitate assistance being given on an international scale. It would also have to define the technical details of the scheme. In spite of the objections which had been put forward, the scheme had aroused among learned societies and in the mind of its public a strong feeling of sympathy to which the League of Nations could not remain indifferent. In view of the difference which had appeared during the discussion, the French delegate proposed that a sub-committee should be instructed to draw up a draft resolution which would meet the views of the Committee as a whole.

M. CIRALO (Italy), rapporteur, thanked his colleagues for the sympathy which they had shown towards his idea. He recalled the steps which he had taken and the disappointments which he had encountered when he had begun to put forward the idea. He strongly appealed to the Committee to recommend that all Governments and all peoples should unite in the struggle against the blind forces of nature. He thanked those

qui ont fait des objections à son projet sa reconnaissance pour la forme modérée qu'ils ont donnée à ces objections. Il exprime également sa reconnaissance à tous les orateurs qui ont appuyé son projet, particulièrement à M^{lle} Vacaresco (Roumanie) et à M. Sarraut (France). Il rappelle que les gouvernements des pays suivants ont adhéré à son projet: France, Japon, Espagne, Allemagne, Autriche, Hongrie, Brésil, et que seuls les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la Suède et l'Australie s'y sont déclarés opposés. En conclusion, il accepte le renvoi de sa proposition à une Sous-Commission et se déclare prêt à la reviser en tenant compte des diverses objections qui ont été formulées.

La Commission décide de renvoyer l'examen du projet Ciruolo à une Sous-Commission composée des membres suivants: M. Sarraut (France), M^{me} Bugge-Wicksell (Suède), M. Sokal (Pologne), M^{me} Swanwick (Empire britannique), M. Pineda de Mont (Guatemala), M. Tokugawa (Japon) et le rapporteur M. Ciruolo (Italie).

VII. CORRECTIONS ET ADJONCTIONS A LA LISTE
DES MEMBRES DES COMMISSIONS

CINQUIÈME COMMISSION.

Guatemala: M. Rafael PINEDA DE MONT.

VIII. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS
AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE

- A. 64 Fondation d'un Institut international de coopération intellectuelle. Offre du Gouvernement français. Rapport et résolution adoptée par le Conseil, le 9 septembre 1924.
- A. 65 Fondation d'un Institut international de coopération intellectuelle. Offre du Gouvernement français. Extrait des procès-verbaux de la trentième session du Conseil.
- A. 69 Question de l'esclavage. Rapport présenté à l'Assemblée par la sixième Commission.

who had raised objections to his scheme for the restrained attitude which they had adopted, as well as those who had supported the scheme, especially M^{lle} Vacaresco (Roumania) and M. Sarraut (France). He recalled the fact that the Governments of the following countries had agreed to his scheme: France, Japan, Spain, Germany, Austria, Hungary, Brazil, and that only the United States, Great Britain, Sweden and Australia had opposed it. He agreed to the reference of his proposal to a sub-committee and declared his readiness to revise the project in accordance with the various objections raised.

The Committee decided to entrust the examination of Senator Ciruolo's scheme to a sub-committee composed of the following members: M. Sarraut (France), M^{me} Bugge-Wicksell (Sweden), M. Sokal (Poland), Mrs. Swanwick (British Empire), M. Pineda de Mont (Guatemala), M. Tokugawa (Japan), M. Ciruolo (Italy), rapporteur.

VII. CORRECTIONS AND ADDITIONS TO THE LIST
OF MEMBERS OF THE COMMITTEES

FIFTH COMMITTEE.

Guatemala: M. Rafael PINEDA DE MONT.

VIII. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE
MEMBERS OF THE ASSEMBLY

- A. 64 Foundation of an International Institute on Intellectual Co-operation; Offer by the French Government: Report and Resolution adopted by the Council on September 9th, 1924.
- A. 65 Foundation of an International Institute on Intellectual Co-operation; French Government's Offer: Extract from the minutes of the Thirtieth Session of the Council.
- A. 69 Question of Slavery: Report submitted to the Assembly by the Sixth Committee.

RÉSUMÉ MENSUEL

DES TRAVAUX
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le *Résumé mensuel* des travaux de la Société des Nations fournit chaque mois un tableau général de l'activité de la Société des Nations. Il est en vente aux prix suivants :

Abonnement annuel.....	Argent suisse	Fr. 5.—
Prix du numéro		» 0.50

SOCIÉTÉ DES NATIONS

JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal Officiel* paraît, depuis janvier 1922, en deux éditions (l'une en français et l'autre en anglais); il contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et des résolutions adoptés par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

Abonnement annuel, 1924	Argent suisse	Fr. 60.—
(Le prix des numéros isolés varie selon leur étendue.)		

1 ^{re} année, 1920, Nos 1-8	»	15.—
2 ^{me} » 1921, » 1-12	»	15.—
3 ^{me} » 1922 » 1-12	»	60.—
4 ^{me} » 1923 » 1-12	»	60.—

SUPPLÉMENTS SPÉCIAUX

DU
JOURNAL OFFICIEL

N ^o hors série. Résolutions adoptées par l'Assemblée au cours de sa première session	Argent suisse	Fr. 2.—
N ^o 1. Correspondance concernant la question des îles d'Aland	»	1,25
N ^o 2. Avant-projet pour l'Institution de la Cour permanente de Justice internationale	»	1,25
N ^o 3. Question des îles d'Aland. Rapport de la Commission internationale de Juristes	»	1,25
N ^o 4. Documents relatifs au différend entre la Pologne et la Lituanie	»	9.—
N ^o 5. Résolutions adoptées par le Conseil de la Société des Nations au cours de sa treizième session, Genève, 17-28 juin 1921	»	1,50
N ^o 6. Résolutions et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa deuxième session (du 5 septembre au 5 octobre 1921)	»	2.—
N ^o 7. Constitution de la Ville libre de Dantzig	»	3,50
N ^o 8. Index des Procès-Verbaux des Sessions du Conseil de l'année 1921	»	5.—
N ^o 9. Résolution et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa troisième session	»	2.—
N ^o 10. Index du <i>Journal Officiel</i> pour les années 1920 et 1921 (1 ^{re} et 2 ^{me} années)	»	9.—
N ^o 11. Résolution et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa quatrième session	»	3.—
N ^o 12. Index du <i>Journal Officiel</i> pour l'année 1922	»	5.—
N ^{os} 13-19. Actes de la Quatrième Assemblée (six volumes)	»	50.—

THE MONTHLY SUMMARY

OF THE
LEAGUE OF NATIONS

The *Monthly Summary* of the League of Nations is a record of the proceedings of all League meetings, and provides in general form a regular account of League activities. It is on sale at the following prices :

Annual subscription	5/-	\$1 5	Swiss frs.
Single numbers	6d.	10 cts.	50 centimes.

LEAGUE OF NATIONS

OFFICIAL JOURNAL

The *Official Journal*, which is published (since January 1922) in separate editions in English and French, contains the complete Minutes of the Sessions of the Council of the League of Nations, the text of the Reports and Resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Annual subscription, 1924	£2 10s.	\$12.00
(The prices of the separate numbers vary according to size.)		

1st Year, 1920, Nos. 1-8	15/-	\$3.00
2nd » 1921, » 1-12	15/-	\$3.00
3rd » 1922, » 1-12	£3	\$12.00
4th » 1923, » 1-12	£2/10	\$12.00

SPECIAL SUPPLEMENTS

TO THE
OFFICIAL JOURNAL

Unnumbered. Resolutions adopted by the Assembly during its First Session	2/-	\$0.40
No. 1. Correspondence concerning the Question of the Aaland Islands	1/3	\$0.25
No. 2. Draft Scheme for the Institution of the Permanent Court of International Justice	1/3	\$0.25
No. 3. The Aaland Islands Question. Report of the Committee of Jurists	1/3	\$0.25
No. 4. Documents concerning the Dispute between Poland and Lithuania	9/-	\$1.30
No. 5. Resolutions adopted by the Council at its Thirteenth Session in Geneva, June 1921	1/6	\$0.30
No. 6. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Second Session (September 5th to October 5th, 1921)	2/-	\$0.40
No. 7. Constitution of the Free City of Danzig	3/6	\$0.70
No. 8. Index to the Minutes of the Sessions of Council during 1921	5/-	\$1.00
No. 9. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Third Session	2/-	\$0.40
No. 10. Index to the <i>Official Journal</i> for the years 1920 and 1921 (first and second years)	7/6.	\$1.80
No. 11. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Fourth Session	2/6	\$0.60
No. 12. Index to the <i>Official Journal</i> for the year 1922	4/-	\$1.00
No. 13-19. Records of the Fourth Assembly (six volumes)	£2	\$10.00

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Liste des Dépositaires
des Publications de la Société des Nations.

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.
- AUSTRALIE**
Australasian Publishing Co. Ltd., 229 Clarence Street, SYDNEY.
- AUTRICHE et ALLEMAGNE**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz 5, VIENNE.
- BELGIQUE**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE**
Flores, San Roman y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRESIL**
Livraria F. Briguelet & Cia., 23, rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.]
- BULGARIE**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvoboditel" No 4a, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell and Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA-RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambal Bouza y Cia., LA HAVANA.
- DANEMARK**
V. Pios Boghandel-Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.
- ÉQUATEUR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- ÉTATS-UNIS**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- FINLANDE**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI°).
- GRANDE-BRETAGNE, DOMINIONS et COLONIES**
Constable & Co. Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W. C., 2.
- GRÈCE**
Eleftheroudakis & Barth, Librairie Internationale, Place de la Constitution, ATHÈNES.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayeslas, Libreria Cervantès, 10a, Calle Oriente No. 5, GUATEMALA.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HONGRIE**
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST IV, KER.
- INDES**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS et CALCUTTA.
- ITALIE**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- MEXIQUE**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORVEGE**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Libreria I. Preclado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PAYS-BAS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PÉROU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- ROUMANIE**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- BASSIN DE LA SARRE**
Librairie Marguet 74, Bahnhofstrasse, SARREBRUCK.
- ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES**
Librairie Française Henri Soubre 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SUEDE**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE**
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser:
Service des Publications, Société des Nations,
GENÈVE (Suisse).

LEAGUE OF NATIONS

Authorised Agents
for the Publications of the League of Nations.

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », Calle Florida 371, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIA**
Australasian Publishing Co., Ltd., 229, Clarence Street, SYDNEY.
- AUSTRIA and GERMANY**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz, 5, VIENNA.
- BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUSSELS.
- BOLIVIA**
Flores, San Roman y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRAZIL**
Livraria F. Briguelet & Cia., 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIA**
Librairie Française et Etrangère, S & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvoboditel" No 4a, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell & Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambal Bouza y Cia., HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- DENMARK**
V. Pios Boghandel—Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.
- ECUADOR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- FINLAND**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain PARIS (VI°).
- GREAT BRITAIN, DOMINIONS and COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.
- GRÈCE**
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitution, ATHENS.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayeslas, Libreria Cervantès, 10a, Calle Oriente, No. 5, GUATEMALA.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HUNGARY**
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Bros.), Kossuth Lajos Utca 7 SZ. BUDAPEST IV, KER.
- INDIA**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS and CALCUTTA.
- ITALY**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPAN**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- MEXICO**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE HAGUE.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Libreria I. Preclado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PERU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLAND**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.
- ROUMANIA**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SAAR BASIN**
Librairie Marguet, 74, Bahnhofstrasse, SAARBRUCK.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENS**
Librairie Française Henri Soubre, 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SPAIN**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- UNITED STATES**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, Boston 9, MASS.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries apply:
Publication Department, League of Nations,
GENÈVE (Switzerland).

JOURNAL

DE LA
CINQUIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1924

OF THE
FIFTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1924

N° 17. — VENDREDI 19 SEPTEMBRE 1924.

No. 17. — FRIDAY, SEPTEMBER 19th, 1924.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 132, au Secrétariat.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 132 at the offices of the Secretariat).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	177
II. Quatrième séance de la première Commission	178
III. Troisième Commission	179
IV. Septième séance de la quatrième Commission	179
Va. Neuvième séance de la cinquième Commission	180
Vb. Dixième séance de la cinquième Commission	182
VI. Neuvième séance de la deuxième Commission	184
VII. Ratifications des conventions	187
VIII. Corrections et adjonctions à la liste des membres des Commissions	187
IX. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée	187

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	177
II. Fourth Meeting of the First Committee	178
III. Third Committee	179
IV. Seventh Meeting of the Fourth Committee	179
Va. Ninth Meeting of the Fifth Committee	180
Vb. Tenth Meeting of the Fifth Committee	182
VI. Ninth Meeting of the Second Committee	184
VII. Ratifications of Conventions	187
VIII. Corrections and Additions to the List of the Members of the Committees	187
IX. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	187

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Prochaine séance plénière de l'Assemblée.

La prochaine séance plénière de l'Assemblée aura lieu samedi (20 septembre) à 10 h. 30.

Première Commission.

La cinquième Sous-Commission de la première Commission (Article 36 du statut de la Cour et articles du Pacte) se réunira aujourd'hui (vendredi 19 septembre) à 10 h. 30 et 15 h. 30 à la Villa St-Victor.

Le Comité de rédaction de la cinquième Sous-Commission se réunira aujourd'hui (vendredi 19 septembre) à 15 heures au bureau du Secrétariat (Salle 55).

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

Next plenary meeting of the Assembly.

The next plenary meeting of the Assembly will be held on Saturday (September 20th), at 10.30 a.m.

First Committee.

The Fifth Sub-Committee of the First Committee (Article 36 of the Court Statute and Articles of the Covenant) will meet to-day (Friday September 19th), at 10.30 a.m. and 3.30 p.m. in the Villa St. Victor.

The Drafting Committee of the Fifth Sub-Committee will meet to-day (Friday September 19th), at 3 p.m., in the offices of the Secretariat (Room 55).

Deuxième Commission.

La deuxième Commission se réunira aujourd'hui (vendredi 19 septembre) à 10 h. 30 au bureau du Secrétariat (Salle F).

Troisième Commission.

La quatrième Sous-Commission de la troisième Commission se réunira aujourd'hui (vendredi 19 septembre) à 15 heures au bureau du Secrétariat (Salle E).

Quatrième Commission.

La quatrième Commission se réunira aujourd'hui (vendredi 19 septembre) à 15 h. 30 au bureau du Secrétariat (Salle B).

La Sous-Commission B de la quatrième Commission se réunira aujourd'hui (vendredi 19 septembre) à 9 heures au bureau du Secrétariat (Salle 95).

Cinquième Commission.

La cinquième Commission se réunira aujourd'hui (vendredi 19 septembre) à 10 h. 30 au bureau du Secrétariat (Salle B).

Sous-Commission juridique de la Commission de transit.

La Sous-Commission juridique de la Commission de transit se réunira aujourd'hui (vendredi 19 septembre) à 17 heures au bureau du Secrétariat (Salle D).

Commission de contrôle.

La Commission de contrôle se réunira aujourd'hui (vendredi 19 septembre) à 10 h. 30 au bureau du Secrétariat (Salle D).

Le Conseil.

Il y aura une séance du Conseil aujourd'hui (vendredi 19 septembre) à 10 heures au bureau du Secrétariat (Salle C).

II. QUATRIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

La première Commission a tenu sa quatrième séance le 18 septembre à 10 h. 30, sous la présidence de Sir Littleton GROOM.

Article 27 du Règlement intérieur de l'Assemblée.

La Commission approuve un rapport, soumis à elle par sa sous-commission sur la proposition de la Délégation des Pays-Bas, relatif à un amendement à apporter à cet article et aux propositions complémentaires faites à ce propos par d'autres délégations. Le rapport se prononce en faveur du maintien des règles de procédure en leur état actuel, bien que présentant un certain nombre d'observations relatives aux pratiques et usages que devraient suivre les Commissions en ce qui concerne les rapports qu'elles présentent à l'Assemblée.

Développement du droit international.

Le projet de résolution élaboré par la Sous-Commission et destiné à être soumis à l'Assemblée, est approuvé avec quelques modifications.

Projet de pension en faveur du greffier de la Cour permanente.

La quatrième Commission ayant posé à la première une question sur ce sujet, a nommé une Sous-Commission chargée d'étudier cette question. Elle comprend:

M. LÉON BABINSKI (Pologne),
M. le Prof. BURCKHARDT (Suisse),
S. E. M. FERNANDES (Brésil),
M. N. ITO (Japon),
The Hon. Sir Edgar WALTON, K.C.M.G. (Afrique du Sud).

Travaux de la cinquième Sous-Commission.

La Commission autorise cette Sous-Commission à entrer en relations, dans la mesure où elle le jugera bon, avec la Sous-Commission correspondante de la troisième Commission.

Second Committee.

The Second Committee will meet to-day (Friday September 19th), at 10.30 a.m., in the offices of the Secretariat (Room F).

Third Committee.

The Fourth Sub-Committee of the Third Committee will meet to-day (Friday September 19th), at 3 p.m., in the offices of the Secretariat (Room E).

Fourth Committee.

The Fourth Committee will meet to-day (Friday September 19th), at 3.30 p.m., in the offices of the Secretariat (Room B).

Sub-Committee B of the Fourth Committee will meet to-day (Friday September 19th), at 9 a.m., in the offices of the Secretariat (Room 95).

Fifth Committee.

The Fifth Committee will meet to-day (Friday September 19th), at 10.30 a.m., in the offices of the Secretariat (Room B).

Legal Sub-Committee of the Transit Committee.

The Legal Sub-Committee of the Transit Committee will meet to-day (Friday September 19th), at 5 p.m., in the offices of the Secretariat (Room D).

Supervisory Commission.

The Supervisory Commission will meet to-day (Friday September 19th), at 10.30 a.m., in the offices of the Secretariat (Room D).

The Council.

There will be a meeting of the Council to-day (Friday September 19th), at 10 a.m., in the offices of the Secretariat (Room C).

II. FOURTH MEETING OF THE FIRST COMMITTEE

The First Committee held its fourth meeting on September 18th, at 10.30 a.m., under the Chairmanship of Sir Littleton GROOM.

Article 27 of the Assembly Rules of Procedure.

The Committee approved a report by its Sub-Committee on the proposal of the Netherlands delegation for amendment of this Article and the consequential proposals which had been made by other delegations. The report pronounces in favour of maintaining the Rules of Procedure as they stand while making some observations as to the practice which should be followed by committees in connection with their reports to the Assembly.

Development of International Law.

The draft resolution prepared by the Sub-Committee for submission to the Assembly was approved with some modifications.

Pension for the Registrar of the Permanent Court.

A question on this subject having been addressed to the First Committee by the Fourth Committee, a Sub-Committee was appointed to examine the matter. It consists of the following members:

M. LÉON BABINSKI (Poland),
M. le Prof. W. BURCKHARDT (Switzerland),
His Excellency M. FERNANDES (Brazil),
M. N. ITO (Japan),
The Hon. Sir Edgar WALTON, K.C.M.G. (South Africa).

Work of the Fifth Sub-Committee.

The Committee authorised this Sub-Committee to enter into relations, as it should judge expedient, with the corresponding Sub-Committee of the Third Committee.

Communication du Président de l'Assemblée.

La Commission prend acte d'une communication du Président de l'Assemblée demandant que les Commissions accélèrent leurs travaux le plus possible. Elle décide de faire tous ses efforts pour se conformer à ce désir afin de hâter l'achèvement des travaux de l'Assemblée, mais elle se croit obligée de faire remarquer qu'il faut qu'on lui accorde le temps nécessaire pour que les délégations puissent étudier les propositions importantes qui seront ultérieurement et en dernier lieu présentées à la Commission par sa cinquième Sous-Commission.

III. TROISIÈME COMMISSION.

QUATRIÈME SOUS-COMMISSION.

La quatrième Sous-Commission a continué hier (jeudi, 18 septembre) l'examen du projet de protocole. Elle a nommé un Comité de rédaction composé de M. BÉNÈS (Tchécoslovaquie), président, M. BRANTING (Suède) et M. POULLET (Belgique), qui se réunira aujourd'hui 19 septembre, à 10 h. 30, avec un Comité de la cinquième Sous-Commission de la première Commission.

La quatrième, Sous-Commission se réunira à 15 h. 30.

IV. SEPTIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION.

La quatrième Commission a tenu sa septième séance hier jeudi, 18 septembre à 10 heures.

Crédits supplémentaires. — Réfugiés russes.

La proposition de la Commission de contrôle, tendant à ce qu'un crédit supplémentaire de 203.000 fr. pour le placement et l'emploi des réfugiés russes soit prévu au budget de l'organisation internationale du travail sous la rubrique « Dépenses extraordinaires d'un caractère temporaire » est adopté à l'unanimité sous réserve d'une clause annexe proposée par Sir Henry STRAKOSCH (Afrique du Sud) stipulant que le rapport de la Commission à l'Assemblée comporte l'engagement de rechercher au cours de l'année à venir, une solution définitive de cette question afin que cette dépense accessoire ne figure plus au budget de la Société de 1926.

Crédits supplémentaires. — Organisation d'hygiène.

La Commission examine la proposition émise par la Commission de contrôle d'adopter un crédit supplémentaire de 75.000 fr. destiné à l'Organisation d'hygiène, lequel serait porté à l'article « Echange du personnel sanitaire. »

Après un débat prolongé, M. OSUSKY (Tchécoslovaquie) Président de la Commission de contrôle, déférant aux vœux de plusieurs orateurs, accepte de porter la somme proposée par la Commission de Contrôle à 105.000 francs, à répartir comme suit:

Rapports et enquêtes spéciaux . . .	50.000 Fr.
Echange du personnel sanitaire . . .	50.000 Fr.
Echange de renseignements sanitaires . . .	5.000 Fr.

Propose des amendements:

1. M. MODZELEWSKI (Pologne) qui pense qu'on pourrait porter le crédit supplémentaire de 105.000 à 130.000 fr. en ramenant la somme prévue pour les échanges au chiffre primitif de 75.000 fr.

2. M. BIGNAMI (Italie) propose de porter le crédit supplémentaire de 75.000 fr. à 200.000 fr.

On met les propositions aux voix en procédant par appel nominal. L'amendement de M. Bignami est rejeté par 17 voix contre 15 et celui de M. Modzelewski par 22 voix contre 14.

Le PRÉSIDENT déclare que le crédit supplémentaire adopté pour l'Organisation d'hygiène s'élève à 130.000 fr.

Communication from the President of the Assembly.

The Committee took note of a communication from the President of the Assembly asking that the work of Committees might be expedited. It decided to make every effort to comply with this desire which was expressed in the interest of the rapid completion of the Assembly's work, but felt obliged to note that it must be allowed the necessary time to allow delegations to examine the important proposals which would ultimately be presented to the Committee by its Fifth Sub-Committee.

III. THIRD COMMITTEE.

FOURTH SUB-COMMITTEE.

The Fourth Sub-Committee continued yesterday (Thursday, September 18th) the examination of the draft Protocol. It appointed a drafting committee consisting of M. BENES (Czechoslovakia), Chairman, M. BRANTING (Sweden) and M. POULLET (Belgium) which will meet to-day (September 19th), at 10.30 a.m., with a committee of the Fifth Sub-Committee of the First Committee.

The Fourth Sub-Committee will meet at 3.30 p.m.

IV. SEVENTH MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE.

The Fourth Committee held its seventh meeting yesterday, Thursday, September 18th, at 10 a.m.

Supplementary Estimate. — Russian Refugees.

The proposal of the Supervisory Commission that a supplementary credit of 203,000 francs for the placing and employment of Russian refugees should be included in the budget of the International Labour Office, under the special title of "Exceptional and Temporary Expenditure", was unanimously adopted, with a rider, proposed by Sir Henry STRAKOSCH (South Africa), to the effect that the Committee's report to the Assembly should contain an expression of the view that during the forthcoming year some final solution should be found for the question in order that this appropriation should disappear from the budget of the League for 1926.

Supplementary Estimate. — Health Organisation.

The Committee considered the proposal of the Supervisory Commission to adopt a supplementary estimate of 75,000 francs for the Health Organisation, the whole to be allocated to the item "Interchange of Public Health Personnel".

In the course of a prolonged discussion, Dr. OSUSKY (Czechoslovakia), Chairman of the Supervisory Commission, agreed, in deference to the opinions expressed by a number of speakers, to increase the figure proposed by the Supervisory Commission to 105,000 francs, to be distributed as follows:

Special Reports and Enquiries . . .	50,000 Fr.
Interchange of Public Health Personnel . . .	50,000 Fr.
Sanitary Notifications	5,000 Fr.

Amendments to this proposal were moved:

(1) by M. MODZELEWSKI (Poland) to increase the supplementary credit from 105,000 to 130,000 francs, by restoring the allocation for interchanges to the figure of 75,000 francs originally proposed;

(2) by M. BIGNAMI (Italy) to increase the supplementary credit from 75,000 to 200,000 francs.

Votes by roll-call being taken, M. Bignami's amendment was rejected by 17 votes to 15 and that of M. Modzelewski was adopted by 22 votes to 14.

The CHAIRMAN declared the supplementary credit for the Health Organisation adopted at the figure of 130,000 francs.

Va. NEUVIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION.

La cinquième Commission a tenu sa neuvième séance hier jeudi 18 septembre 1924, à 11 h., sous la présidence de M. ZAHLE (Danemark).

Rapport de l'Assemblée sur la question de l'intermunicipalité.

M. PATTERSON (Cuba), rapporteur à l'Assemblée, donne lecture de son rapport et présente le projet de résolution suivant :

« L'Assemblée,

« Considérant que l'établissement de relations directes entre les municipalités importantes des divers pays dans les limites strictes de la souveraineté des Etats, est une nouvelle forme de coopération entre les peuples, qui contribuera à la diffusion des idéals qui ont déterminé la création de la Société des Nations et qui inspirent son activité :

« Décide d'accueillir avec la plus vive sympathie la doctrine de l'intermunicipalité recommandée aux membres de l'Union panaméricaine par la Conférence de Santiago de Chili,

« Et invite le Secrétariat à préparer pour la sixième Assemblée un rapport relatif à la coopération intermunicipale, aux éléments déjà utilisables pour cette coopération, au rôle éventuel de la Société des Nations en cette matière en tenant compte, soit des moyens dont elle pourrait disposer, soit du concours des éléments réunis par d'autres organisations. »

Le rapport et la résolution sont adoptés.

Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient.

M. SARRAUT (France), rapporteur à la Commission, donne lecture de son rapport et présente le projet de résolution suivant :

« 1^o La cinquième Commission de l'Assemblée exprime aux Gouvernements responsables des territoires mandatés ou soumis au contrôle allié, où les membres de la Commission pour la protection des femmes et des enfants exercent leur activité, ses remerciements pour l'appui qu'ils ont bien voulu prêter à la Commission ainsi qu'à ses membres et leur demande de bien vouloir continuer cet appui ;

« 2^o la cinquième Commission approuve les rapports du Dr Kennedy et de M^{lle} Karen Jeppe. Elle apprécie hautement les résultats obtenus par eux et par leurs collaborateurs ;

« 3^o elle recommande d'accorder pour les travaux de la Commission de 1925 des crédits de 75.000 francs, équivalents à ceux de 1924. »

M^{lle} FORCHHAMMER (Danemark) rappelle la remarquable activité déployée par M^{lle} Jeppe. Elle ne croit pas que la Société des Nations puisse cesser son appui à l'œuvre entreprise. M^{lle} Jeppe cherche à ce que cette œuvre se suffise à elle-même en établissant les réfugiés dans les colonies agricoles en Syrie et elle espère ainsi amener la réconciliation et une coopération entre Arméniens et Arabes. Elle a rencontré pour son projet l'appui des Gouvernements français et arabe en Syrie.

En conclusion, M^{lle} Forchhammer demande au rapporteur d'insérer dans sa résolution, après le deuxième paragraphe, l'addition suivante :

« et recommande à la Société des Nations de continuer l'œuvre de protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient. »

Et elle prie les membres de la Commission d'intervenir auprès de leurs collègues de la quatrième Commission pour qu'ils votent les crédits nécessaires à la continuation de l'œuvre.

M. SEFERIADES (Grèce) expose la situation précaire dans laquelle se trouvent les femmes et les enfants dans le Proche-Orient. Il remercie vivement le rapporteur et M^{lle} Forchhammer de leurs généreuses paroles, ainsi que la Société des Nations pour tout ce qu'elle a fait en faveur des réfugiés du Proche-Orient.

Va. NINTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE

The Fifth Committee held its ninth meeting on Wednesday, September 18th, 1924, at 11 a.m., under the chairmanship of M. ZAHLE (Denmark).

Report to the Assembly on the Question of Closer Municipal Relations.

Mr. PATTERSON (Cuba), Rapporteur to the Assembly, read his report and submitted the following draft resolution :

“Whereas the maintenance of direct relations between the important municipalities of the various countries within the strict limits of national sovereignty is a new form of co-operation between peoples which will contribute largely to diffusing the ideals which led to the creation of the League of Nations and which guide its work :

“The Assembly decides to adopt with the greatest sympathy the principle of closer municipal relations which the Santiago Conference recommended to the Members of the Pan-American Union for adoption ;

“And requests the Secretariat to draw up in preparation for the Sixth Assembly a report on inter-municipal co-operation on the existing facilities which might be utilised to that end, and on the part which the League of Nations might play in this matter, having regard to the means which might be available and to any facilities provided by other organisations.”

The report and resolution were adopted.

Protection of Women and Children in the Near East.

M. SARRAUT (France), rapporteur, read his report and submitted the following draft resolution :

“(1) The Fifth Committee of the Assembly expresses its thanks to the Governments responsible for the territories under mandate or under Allied control in which Members of the Commission for the Protection of Women and Children are working, for the support they have given to the Commission and its Members, and it requests them to continue to give this support.

“(2) The Fifth Committee approves the reports of Dr. Kennedy and Miss Karen Jeppe ; it expresses its great appreciation of the work they and their assistants have accomplished.

“(3) It recommends that a sum similar to that granted in 1924 should be allocated for the work of the Commission in 1925 (75,000 francs).”

M^{lle} FORCHHAMMER (Denmark) reminded the Committee of the remarkable activity shown by Miss Jeppe. It would be impossible for the League of Nations to discontinue the work of assistance which it had begun. Miss Jeppe was trying to find means to make that work self-supporting by establishing the refugees in agricultural colonies in Syria, and she hoped by this means to bring about co-operation between the Armenians and Arabs. Her scheme had obtained the support of the French and Arab Governments in Syria.

In conclusion, M^{lle} Forchhammer asked the Rapporteur to insert the following addition in the second paragraph of his report :

“and recommends that the League of Nations should continue the work of protecting women and children in the Near East.”

She asked the members of the Committee to approach their colleagues on the Fourth Committee in order to obtain the credits necessary for the continuation of the work.

M. SEFERIADES (Greece) referred to the precarious situation in which women and children in the Near East found themselves. He warmly thanked the Rapporteur and M^{lle} Forchhammer for their support, and also the League of Nations for all that it had done to assist refugees from the Near East.

M^{lle} VACARESCO (Roumanie) rappelle qu'elle a toujours appuyé, à l'Assemblée, l'œuvre de protection dans le Proche-Orient. Elle évoque le travail accompli par M^{lle} Jeppe, Miss Cushman et le Dr Kennedy et elle adresse un chaleureux appel à l'Assemblée et à sa quatrième Commission en faveur de l'adoption des crédits nécessaires pour la continuation de cette œuvre.

M. MASARYK (Tchécoslovaquie) appuie la résolution de M. Sarraut et déclare qu'il s'efforcera d'obtenir du représentant de la Tchécoslovaquie à la quatrième Commission son vote en faveur des crédits demandés.

M^{me} ALLEN (Australie) s'associe à l'appel adressé par M^{lle} Forchhammer. Elle estime que si la Société des Nations doit être prudente avant d'entreprendre de nouvelles tâches, elle ne saurait abandonner une œuvre déjà entreprise et qui présente un intérêt humanitaire élevé.

M^{me} SWANWICK (Empire britannique) s'associe également à cet appel et exprime son admiration de l'œuvre entreprise par M^{lle} Jeppe à Alep et Miss Mille à Constantinople.

M. SARRAUT (France) rapporteur à la Commission, remercie les précédents orateurs et en particulier M^{lle} Forchhammer, à qui il demande, pour des raisons d'opportunité, de ne pas insister sur son addition, et M^{me} Allen, dont les compatriotes ont récemment envoyé des secours dans le Proche-Orient.

M^{lle} FORCHHAMMER (Danemark) retire son addition aux résolutions.

Le rapport et la résolution de M. Sarraut sont adoptés à l'unanimité.

Protection de l'enfance.

M. de BROUCKÈRE (Belgique) rapporteur à la Commission présente son rapport et le projet de résolutions suivant :

« 1. L'Assemblée ratifie la décision prise par le Conseil dans sa session de mars 1924 et portant que l'œuvre accomplie jusqu'à ce jour par l'« Association internationale pour la protection de l'enfance » sera désormais confiée au Secrétariat de la Société des Nations.

« 2. L'Assemblée prie le Conseil de reconstituer la Commission consultative de la Traite des femmes et des enfants sous un nouveau titre et avec deux séries d'assesseurs dont l'une serait appelée à siéger chaque fois que seraient traitées des questions relatives à la traite des femmes et des enfants, l'autre quand seraient traitées des questions relatives à la protection de l'enfance.

« L'Assemblée recommande que parmi les assesseurs de cette dernière catégorie se trouvent des personnalités qualifiées pour représenter les principales organisations d'initiative privée qui se consacrent à la protection de l'enfance et notamment l'Association internationale pour la protection de l'enfance. »

M. SARRAUT (France) appuie le projet de résolution présenté par le rapporteur.

M. de BROUCKÈRE (Belgique) rapporteur à la Commission, répond à certaines objections soulevées dans une note de la déléguée britannique. Il rappelle l'œuvre accomplie en Belgique en faveur de la protection de l'enfance et comment on a été amené à proposer le transfert de Bruxelles à Genève de l'Association internationale pour la protection de l'enfance. Il regrette que les objections en question restreignent la portée de l'œuvre.

Désignation d'un rapporteur à l'Assemblée pour la question de la protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient.

M^{lle} FORCHHAMMER (Danemark) est désignée comme rapporteur à l'Assemblée sur cette question.

M^{lle} VACARESCO (Roumanie) recalled the fact that she had always supported the work of protecting women and children in the Near East. She reminded the Committee of the work already accomplished by Miss Jeppe, Miss Cushman and Dr. Kennedy, and she strongly appealed to the Assembly and to the Fourth Committee in order that the necessary credits might be obtained for continuing the work.

M. MASARYK (Czechoslovakia) supported M. Sarraut's resolution and said that he would endeavour to obtain the vote of the representative of Czechoslovakia on the Fourth Committee for the necessary credits.

Miss ALLEN (Australia) associated herself with the appeal made by M^{lle} Forchhammer. Though the League of Nations might have to be prudent in undertaking any new tasks, it could not abandon a work to which it had already put its hand and which was of a lofty humanitarian character.

Mrs. SWANWICK (British Empire) associated herself also with the appeal and expressed her admiration for the work accomplished by Miss Jeppe at Aleppo and by Miss Mille at Constantinople.

M. SARRAUT (France), Rapporteur, thanked the supporters of the resolution, especially M^{lle} Forchhammer. He asked her to withdraw her addition as being in the circumstances undesirable. He thanked Miss Allen, whose compatriots had recently sent aid to the Near East.

M^{lle} FORCHHAMMER (Denmark) withdrew her addition.

The report and resolution of M. Sarraut were unanimously adopted.

Child Welfare.

M. de BROUCKÈRE (Belgium), Rapporteur, read his report and submitted the following draft resolution:

“(1) The Assembly ratifies the decision adopted by the Council at its session in March 1924 providing that the work hitherto carried out by “The International Federation for the Promotion of Child Welfare” should henceforth be entrusted to the Secretariat of the League of Nations.

“(2) The Assembly requests the Council to reconstitute the Advisory Committee on the Traffic in Women and Children under a new name and with two groups of assessors, one group to attend whenever questions relating to the traffic in women and children are dealt with and the other when questions relating to the promotion of child welfare are discussed.

“The Assembly recommends that the assessors belonging to the latter category should include persons qualified to act as representatives of the principal private organisations dealing with the promotion of child welfare, and in particular the International Federation for the Promotion of Child Welfare.”

M. SARRAUT (France) supported the draft resolution submitted by the rapporteur.

M. de BROUCKÈRE (Belgium), rapporteur, replied to certain objections raised in a note submitted by the British Delegation. He referred to the work accomplished in Belgium in connection with child welfare and the facts which had led to the proposal that the International Association for Child Welfare should be transferred from Brussels to Geneva. He expressed regret that the objections in question would restrict the scope of the work.

Appointment of a Rapporteur to the Assembly on the Protection of Women and Children in the Near East.

M^{lle} FORCHHAMMER (Denmark) was appointed Rapporteur to the Assembly on this question.

Vb. DIXIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La cinquième Commission a tenu sa dixième séance hier, jeudi 18 septembre, à 15 h. 30, sous la présidence de M. ZAHLE (Danemark).

Questions concernant les réfugiés (suite).

M. HOFMEYR (Afrique du Sud) tient à expliquer son attitude lors de la discussion de la question des réfugiés (voir *Journal de l'Assemblée*, n° 13, p. 137). Il n'a jamais voulu dire que l'œuvre en faveur des réfugiés devrait cesser immédiatement; il est en faveur de la continuation de cette œuvre pendant un an mais il ne veut pas voir instituer une organisation permanente sans que les gouvernements aient été consultés. Personnellement, il a toujours fait en faveur de la Société des Nations une active propagande dans son pays.

M. SOKAL (Pologne), se référant à un vœu exprimé par la Commission de contrôle et tendant à limiter à un an les crédits accordés pour l'œuvre des réfugiés, prie le président de la cinquième Commission de rappeler à la Commission de contrôle que le Conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail a formulé les plus expresses réserves au sujet du transfert du Haut Commissariat au Bureau international du Travail, au cas où les crédits ne seraient accordés que pour un an.

Protection de l'enfance (suite).

M. PIRONTI (Italie) expose l'œuvre législative accomplie par l'Italie dans le domaine de la protection de l'enfance. Il rappelle que l'Association pour la protection de l'enfance de Bruxelles se consacrait uniquement à des études d'ordre théorique et à la réunion d'une documentation, ainsi qu'à la coordination des efforts des diverses associations s'occupant de la protection de l'enfance. Il adhère aux projets de résolution présentés par M. de Brouckère, notamment à celui qui prévoit la présence à titre d'assesseur à la Commission de la traite des femmes et des enfants, d'un délégué de l'Association de Bruxelles. Il espère que le Secrétariat aura recours à la collaboration des associations s'occupant de la protection de l'enfance, et remplira auprès d'elle le rôle de coordination qu'avait assumé l'Association de Bruxelles.

M^{me} SWANWICK (Empire britannique) affirme que son Gouvernement n'a pas eu en vue de diminuer l'œuvre accomplie par l'Association de Bruxelles mais qu'il estime que la Commission de la traite des femmes et des enfants doit avoir la surveillance de l'œuvre de protection de l'enfance. Il craint en outre que, si le programme prévu dans le rapport de la Commission était mis à exécution, un personnel considérable serait nécessaire. En ce qui concerne la présence de représentants de l'Association de Bruxelles à la Commission de la traite des femmes et des enfants, le Gouvernement britannique n'est nullement opposé, mais il pense qu'il faudrait, avant de décider de cette question, connaître exactement les nouveaux statuts de l'Association en question, qui vient de se transformer.

M^{me} ALLEN (Australie) se félicite de voir la Société des Nations s'occuper de la protection de l'enfance, elle expose l'activité de son pays dans ce domaine. Elle demande qu'on étudie d'une manière préventive les diverses questions relatives à l'enfance. En conséquence, elle se déclare en faveur de l'adoption des conclusions du rapporteur.

M. HOFMEYR (Afrique du Sud) insiste sur l'importance de l'œuvre de protection de l'enfance et exprime toute sa sympathie envers cette œuvre. Il précise la législation sud-africaine en la matière. En conclusion, il estime que la Société des Nations doit résolument assumer toutes les tâches qui sont de son ressort, et il se rallie au projet de résolutions présenté par le rapporteur.

M. BANDEIRA DE MELLO (Brésil) se déclare en faveur du transfert à la Société des Nations de l'œuvre pour la protection de l'enfance. Tout en admettant la nécessité de ne pas augmenter indûment le budget de la Société, il estime que l'œuvre en question mérite tout l'appui de l'Assemblée; il se rallie en conséquence aux conclusions du rapporteur.

Vb. TENTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE.

The Fifth Committee held its tenth meeting on Thursday (September 18th), at 3.30 p.m., under the chairmanship of M. ZAHLE (Denmark).

Questions concerning Refugees (continuation).

Mr. HOFMEYR (South Africa) desired to explain the attitude which he had adopted at the discussion of the question of refugees. (See *Assembly Journal* No. 13, p. 137). He had never wished to say that the work in favour of the Russian refugees ought to cease immediately. He was in favour of its continuance for the period of a year, but he did not desire to see established a permanent organisation until Governments had been consulted on the point. Personally he had always conducted active propaganda in his country in favour of the League.

M. SOKAL (Poland), referring to the recommendation adopted by the Supervisory Commission to the effect that the credits set aside for refugees should be limited to the period of one year, asked the Chairman of the Fifth Committee to remind the Supervisory Commission that the Governing Body of the International Labour Organisation had made definite reservations regarding the transfer of the High Commission to the International Labour Office in the event of credits being granted only for the period of one year.

Child Welfare (continuation).

M. PIRONTI (Italy) gave an account of the legislative dispositions adopted in Italy regarding child welfare. He reminded the Committee that the Association for Child Welfare at Brussels concentrated upon the theoretical side of the problem, upon the collecting of information connected with it and upon co-ordinating the efforts of the various voluntary associations. He supported the draft resolutions submitted by M. de Brouckère, especially the resolution providing for the addition of an assessor to the Committee on the Traffic in Women and Children, this assessor to be a representative of the Brussels Association. He hoped that the Secretariat would collaborate with associations concerned with child welfare and would undertake the work of co-ordination for which the Brussels Association had been responsible.

Mrs. SWANWICK (British Empire) emphasised the fact that her Government had no intention of diminishing the work accomplished by the Brussels Association, but thought that the Committee on Traffic in Women and Children ought to supervise child welfare. Her Government feared that, if the programme contemplated in the Committee's report were put into execution, it would be necessary to engage a considerable staff.

With regard to the presence of representatives of the Brussels Association on the Committee on Traffic in Women and Children, the British Government had no objection, but thought that, before this question was decided, the new statutes of the Association, which had just been transformed, should be clearly known.

Mrs. ALLEN (Australia) was happy to see that the League of Nations was concerning itself with child welfare. She gave an account of what was being done in her country in this connection, and asked that the ground might be prepared for examining the various questions concerning child welfare. Consequently, she declared herself in favour of the conclusions of the rapporteur.

Mr. HOFMEYR (South Africa) emphasised the importance of child welfare, and expressed his sympathy with the undertaking. He explained the scope of South-African legislation regarding the question, and thought that the League of Nations should be ready to assume any task which came within its scope. He accordingly supported the resolution submitted by the rapporteur.

M. BANDEIRA DE MELLO (Brazil) said that he was in favour of the transfer to the League of Nations of the work of child welfare. While admitting the necessity of not increasing unduly the budget of the League, he thought the work in question certainly deserved the support of the Assembly. He accordingly agreed with the conclusions of the rapporteur.

M. de BROUCKÈRE (Belgique), rapporteur à la Commission, remercie ceux de ses collègues qui ont appuyé son projet de résolution. Il est d'accord pour que tout double emploi avec les Organisations du Travail et de l'Hygiène soit évité. Il ne croit pas que l'exécution du programme qu'il a proposé entraîne des frais considérables. Il fait remarquer, par ailleurs, que l'Association de Bruxelles a déjà ses statuts qui resteront les mêmes lorsque son activité officielle aura été transférée à la Société des Nations.

Traite des femmes et des enfants.

M. SOKAL (Pologne), rapporteur à la Commission, présente son rapport et le projet de résolution suivant:

« La cinquième Commission soumet à la cinquième Assemblée de la Société des Nations les résolutions suivantes pour son approbation:

« 1. L'Assemblée exprime sa vive satisfaction des travaux accomplis par la Commission Consultative pour la traite des femmes et des enfants; elle adopte son rapport ainsi que les résolutions qui y figurent.

« 2. L'Assemblée exprime ses regrets qu'un si petit nombre d'Etats aient jusqu'ici ratifié la Convention internationale de 1921. Elle recommande que les Etats qui n'ont pas encore adhéré à la convention ou qui ne l'ont pas ratifiée, soient invités à exposer les raisons qui les ont empêchés.

« 3. L'Assemblée de la Société des Nations se rallie à la résolution du Conseil, approuvant la décision de la Commission consultative concernant les rapports annuels; invitant les Etats qui n'ont pas encore fourni ces rapports à bien vouloir le faire à l'avenir; invitant les Etats qui ont envoyé les rapports pour 1922 à une date trop tardive pour qu'ils aient pu être insérés dans le résumé des rapports annuels, à les faire parvenir à l'avenir le 1^{er} avril de chaque année, dans le cas des Etats occidentaux, et le 1^{er} juillet, dans le cas des Etats d'Extrême-Orient.

« 4. L'Assemblée se rallie à la décision suivante du Conseil:

« Considérant qu'il est indispensable à la Commission Consultative d'avoir sur ses travaux une collection complète de lois et règlements relatifs à la Traite des femmes et des enfants, le Conseil invite de nouveau les Gouvernements qui n'ont pas encore transmis les textes de ces lois et règlements, à bien vouloir le faire aussitôt que possible.

« 5. L'Assemblée se rallie également à la décision suivante du Conseil:

« Le Conseil invite les Etats qui se sont engagés à désigner les autorités centrales et ne l'ont pas encore fait, à le faire sans délai. Le Conseil prie de bien vouloir communiquer le nom de ces autorités au Secrétariat de la Société des Nations.

« 6. L'Assemblée de la Société des Nations fait sienne la résolution du Conseil du 11 juin 1924:

« Appréciant hautement la bonne volonté avec laquelle un grand nombre de gouvernements ont répondu à la demande formulée par le Conseil, le 19 avril 1923, et relative à certains aspects du système des maisons de tolérance. Le Conseil exprime l'espoir que les Gouvernements qui n'ont pas encore fait connaître leurs vues à ce sujet, fourniront les renseignements demandés, et invite la Commission Consultative à poursuivre son étude de la question à la lumière de toutes nouvelles réponses qu'elle pourra recevoir. »

M. BOURGEOIS (France) fait ressortir l'importance que la France attache à la répression de la traite des femmes et des enfants; il rappelle l'œuvre accomplie par son pays dans ce domaine et spécialement la législation adoptée depuis 1921 et qui s'inspire de la Convention de Genève relative à la traite des femmes et des enfants. Il rend hommage à l'activité remarquable des associations privées. En conclusion, il affirme la pleine sympathie de la France pour l'œuvre poursuivie par la Société des Nations en vue de réprimer l'odieux trafic.

M. PIRONTI (Italie) rappelle que l'Italie a ratifié, le 30 juin 1924, la Convention de Genève sur la traite des femmes et des

M. de BROUCKÈRE (Belgium), rapporteur, thanked those members of the Committee who had supported his draft resolution. He agreed that any duplication of work with the International Labour Organisation and the Health Organisation should be avoided, but he did not think that the execution of the programme proposed would necessitate considerable expenditure. The Brussels Association already possessed statutes, and these would remain unchanged when its final activity had been transferred to the League of Nations.

Traffic in Women and Children.

M. SOKAL (Poland), rapporteur, submitted his report, together with the following draft resolution:

« The Fifth Committee submits for the approval of the Fifth Assembly of the League of Nations the following resolutions:

“(1) The Assembly expresses its keen satisfaction with the work accomplished by the Advisory Committee on the Traffic in Women and Children, and adopts the report and its resolutions.

“(2) The Assembly expresses its regret that so few States have as yet ratified the International Convention of 1921, and it recommends that those States which have not yet adhered to or ratified the Convention should be invited to give the reasons which have prevented their doing so.

“(3) The Assembly of the League of Nations endorses the resolutions of the Council approving the decision of the Advisory Committee regarding the annual reports, and inviting those States which have not yet furnished these reports to be good enough to do so in the future, and further inviting those States which sent in their reports for 1922 too late to be included in the summary of annual reports to furnish them by April 1st of each year in the case of Western States, and by July 1st in the case of Far Eastern States.

“(4) The Assembly endorses the following decision of the Council:

“The Council, being of opinion that a full collection of laws and regulations relative to the traffic in women and children is essential to the work of the Advisory Committee, again invites those Governments which have not already furnished copies of such laws and regulations to be good enough to do so with the least possible delay.

“(5) The Assembly also endorses the following decision of the Council:

“The Council invites those States which have undertaken to appoint central authorities but have not yet appointed them to do so without delay, and requests them to be good enough to communicate the names of these authorities to the Secretariat.

“(6) The Assembly of the League of Nations adopts the resolution of the Council of June 11th, 1924:

“The Council of the League of Nations, greatly appreciating the readiness with which many Governments have complied with the request formulated by the Council on April 19th, 1923, regarding some aspects of the system of licensed houses, expresses the hope that those Governments which have not yet made known their opinions on the subject will furnish the information asked for, and requests the Advisory Committee to continue its study of the question in the light of any further replies which may be received.”

M. BOURGEOIS (France) emphasised the importance that his country attached to the suppression of the traffic in women and children. He recalled the work accomplished in his country in this field, especially with regard to the legislation which had been adopted in 1921, based on the Geneva Convention on the Traffic in Women and Children. He paid a tribute to the remarkable activity of private associations, and in conclusion emphasised the sympathy felt by his country for the work being carried on by the League of Nations in order to suppress this vile traffic.

M. PIRONTI (Italy) recalled the fact that on June 30th, 1924, Italy had ratified the Geneva Convention on the Traffic in

enfants, et que le Gouvernement italien a déjà constitué un bureau central pour la répression de la traite.

M. BANDEIRA DE MELLO (Brésil) rappelle les mesures législatives prises par son Gouvernement à la suite de la conclusion de la Convention de Genève de 1921. Il appuie le projet de résolutions présenté par le rapporteur.

Le rapport et le projet de résolution présentés par M. Sokal sont adoptés.

Désignation d'un rapporteur à l'Assemblée pour la question de la traite des femmes et des enfants.

M. SOKAL (Pologne) est désigné comme rapporteur à l'Assemblée pour cette question.

VI. NEUVIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION.

La deuxième Commission a tenu sa neuvième séance le jeudi, 18 septembre 1924, à 15 h. 30, sous la présidence de M. GARAY (Panama).

Coopération intellectuelle (suite de la discussion générale).

M. PRIVAT (Perse) fait observer que le subside de 1000 francs accordé à l'Institut bibliographique de Bruxelles est tout à fait insuffisant et il espère qu'il sera augmenté.

Il espère que grâce à l'influence de la Commission de Coopération intellectuelle, les grades conférés par les établissements d'instruction publique de Téhéran, seront admis au privilège de l'équivalence.

M. TCHÉOU-WEI (Chine) félicite le gouvernement français de son offre généreuse. Il fait remarquer que si le centre de gravité de la Société était transporté d'Europe en Asie ou en Amérique, et qu'un Etat de ces continents fit une offre semblable à celle de la France, le même dilemme se poserait. La décision de la Société dans le cas actuel constituera donc un précédent, en cas de refus comme en cas d'acceptation.

En conclusion, il se déclare en faveur de la revendication émise par l'Union des associations internationales relative au droit de représentation au sein de la Commission, de Coopération intellectuelle.

Le Commission adopte alors à l'unanimité les projets de résolution suivants :

"1. L'Assemblée constate avec plaisir que le réseau des Commissions nationales de coopération intellectuelle devient de plus en plus complet. Elle demande au Conseil d'inviter à nouveau les Gouvernements qui ne l'auraient pas encore fait à encourager la création de Commissions nationales et si possible à les soutenir financièrement dans leur œuvre d'entraide intellectuelle.

"2. L'Assemblée estime avec le Conseil qu'il serait hautement désirable de réunir une Conférence d'experts pour l'étude des divers problèmes soulevés par la question de la propriété scientifique, notamment par les rapports de M. le Sénateur Ruffini et les réponses des gouvernements sur cette question. Elle invite la Commission de Coopération intellectuelle après consultation avec le Comité économique, à organiser cette réunion en 1925.

"3. L'Assemblée, constatant avec satisfaction les résultats importants atteints par la Commission de Coopération intellectuelle en ce qui concerne la coordination des travaux bibliographiques dans le domaine de la physique, invite la Commission à poursuivre ses démarches analogues dans le domaine des autres sciences, en premier lieu des sciences sociales.

"4. L'Assemblée, prenant acte de l'approbation donnée en principe par le Conseil au projet d'accord avec l'Institut international de Bibliographie de Bruxelles, approuve cet accord et décide d'allouer à cet Institut pour l'année 1925, une subvention dont le chiffre a été fixé par la quatrième Commission.

"5. L'Assemblée approuve le rapport du Comité des Experts pour l'échange international des publications. Elle prie le Gouvernement belge de bien vouloir prêter ses bons offices en vue

Women and Children. The Italian Government had already set up a central office for the suppression of the traffic.

M. BANDEIRA DE MELLO (Brazil) reminded the Committee of the legislative measures taken by his Government as the result of the Geneva Convention of 1921. He supported the draft resolution of the rapporteur.

The report and the draft resolution presented by M. Sokal were adopted.

Appointment of a Rapporteur for the Question of the Traffic in Women and Children.

M. SOKAL (Poland) was appointed rapporteur to the Assembly for this question.

VI. NINTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee held its ninth meeting yesterday (Thursday, September 18th, 1924) at 3.30 p.m., under the chairmanship of M. GARAY (Panama).

Intellectual Co-operation (continuation).

M. PRIVAT (Persia) remarked that the subsidy of 1,000 francs for the Bibliographical Institute at Brussels was far too small and hoped the subsidy could be increased.

He hoped that the degrees given by the educational establishments at Teheran might be admitted to the system of equivalence under consideration by the Committee on Intellectual Co-operation.

M. TCHÉOU-WEI (China) congratulated the French Government on its generous offer. He stated that, if at any time the centre of gravity of the League shifted from Europe to Asia or America, and a State situated in one of these continents made a similar offer on condition that some special departments were created in that State, the same dilemma would arise. If the League refused, this precedent would be quoted; if it accepted, there would be the danger of decentralisation.

In conclusion, he supported the claim of the Union of International Associations for representation on the Committee on Intellectual Co-operation.

The Committee then unanimously adopted the following draft resolutions :

"1. The Assembly notes with satisfaction that the system of National Committees on Intellectual Co-operation is gradually being extended. It asks the Council to invite once more the Governments of States, where this has not already been done, to encourage the creation of National Committees, and if possible to give financial support to these Committees in their work of intellectual co-operation.

"2. The Assembly shares the opinion of the Council that it would be highly desirable to convene a conference of experts to consider the various problems raised by the question of scientific property, especially in the reports of Senator Ruffini and the replies of the various Governments regarding this question. It requests the Committee on Intellectual Co-operation to organise such a meeting in 1925 after consultation with the Economic Committee.

"3. The Assembly notes with satisfaction the important results obtained by the Committee on Intellectual Co-operation in regard to the co-ordination of bibliographical work in the domain of physics, and requests the Committee to undertake a similar task in regard to the other sciences, particularly the social sciences.

"4. The Assembly, noting that the Council has approved in principle the draft agreement with the Institut international de Bibliographie at Brussels, approves this agreement and decides to grant to this Institute for the year 1925 a subsidy, the amount of which has been fixed by the Fourth Committee.

"5. The Assembly approves the report of the Committee of Experts for the international exchange of publications. It requests the Belgian Government to lend its kind offices with

d'assurer des adhésions partielles à la Convention générale de Bruxelles de 1886, prévue dans la première résolution du Comité d'experts. Elle prie le Conseil d'inviter aussi tous les Etats signataires ou non des Conventions de 1886 à bien vouloir accepter la nouvelle Convention pour l'échange des Publications scientifiques et littéraires projetées par le Comité.

« 6. L'Assemblée charge l'Office international de Renseignements universitaires de réunir en un texte d'ensemble toutes les recommandations de la Commission de coopération intellectuelle en matière universitaire.

« S'inspirant des propositions faites par le Gouvernement espagnol à la quatrième Assemblée, elle prie tous les Etats de faire connaître les dispositions qu'ils auraient prises ou se proposeraient de prendre dans le sens indiqué par la Commission, en vue de se rapprocher, autant que possible, des buts visés dans les dites propositions.

« 7. L'Assemblée constatant avec plaisir qu'un nombre considérable d'Etats ont répondu favorablement au vœu formulé l'année dernière en vue de faciliter les voyages d'étudiants, invite tous les Etats:

« a) à donner une suite favorable aux demandes soumises par les Associations d'étudiants et destinées à faciliter les échanges d'étudiants;

« b) à accorder des facilités de voyage analogues aux professeurs et aux savants, dûment qualifiés se rendant dans les pays étrangers dans un but scientifique.

« c) à créer des bourses dans les buts mentionnés sous § a et b.»

La Commission adopte la résolution suivante sur la proposition du Dr. Privat, Délégué de la Perse, la teneur devant en être incorporée au texte ci-dessus sous le § 6.

« La cinquième Assemblée, désireuse de voir une très large équivalence accordée aux diplômes présentés pour l'admission des étudiants d'un continent dans les universités de l'autre invite les membres de la Société des Nations, à communiquer à l'Office universitaire du Secrétariat, la liste et les titres des diplômes nationaux qu'ils désirent voir admettre à cette équivalence, et charge le Secrétariat de transmettre ces demandes à tous les autres membres de la Société en sollicitant leur réponse. »

Sur la proposition de M. Privat (Perse) la Commission adopte par 25 voix contre une la résolution suivante:

« Considérant que les résolutions précédentes et, d'une façon générale, le programme tout entier de la Société des Nations en ce qui concerne la Coopération intellectuelle, seront exécutés beaucoup plus facilement grâce à l'Institut international que le Gouvernement français a proposé de fonder et de mettre à la disposition de la Société des Nations, l'Assemblée prend acte de ce que le Conseil a accepté en principe, le don généreux auquel l'Assemblée tient à rendre un hommage éclatant.

« Désirant souligner le caractère international que l'Institut devra avoir, tant par le programme de ses travaux que par le choix de son personnel, selon l'intention du Gouvernement français, ainsi que du Conseil, elle décide de répondre de la manière suivante aux trois questions qui lui ont été posées par le Conseil:

« A. Les attributions du nouvel Institut seront définies par la Commission de Coopération intellectuelle conformément aux principes établis par elle-même — après qu'elle aura procédé aux consultations nécessaires pour éviter les doubles emplois — et aux indications du Conseil et de l'Assemblée. Ces attributions pourront être développées ultérieurement par la Commission, avec l'assentiment du Conseil et de l'Assemblée

« B. Le Conseil de la Société des Nations est invité à prendre avec le Gouvernement français tous les accords nécessaires à l'établissement, à la continuité et au bon fonctionnement de l'Institut.

« Suivant ces accords, l'Administration de l'Institut devra être confiée à la Commission de coopération intellectuelle agissant comme Conseil d'Administration. Celui-ci, déléguera, avec l'approbation du Conseil, cinq personnes de nationalités différentes, qui formeront un Comité de direction. Les fonctions

à view to obtaining partial adherence to the Brussels General Convention of 1886 referred to in the first resolution of the Committee of Experts. It also invites the Council to request all the States, whether or not signatories of the 1886 Conventions, to examine the possibility of accepting the new Convention for the exchange of literary and scientific publications proposed by the Committee.

« 6. The Assembly requests the International University Information Office to embody in one text all the recommendations of the Committee on Intellectual Co-operation in regard to university matters

« Acting upon the proposals submitted by the Spanish Government at the Fourth Assembly, it requests all the Governments to state what steps they have taken or are prepared to take for the purposes suggested by the Committee with a view to approaching as closely as possible the objects contemplated in the said proposals.

« 7. The Assembly notes with satisfaction that a considerable number of States have given a favourable reply to the recommendation adopted last year with a view to providing travelling facilities for students and invites all States:

« (a) To take sympathetic action on requests submitted by student associations for the purpose of facilitating the exchange of students;

« (b) To grant similar travelling facilities to duly qualified professors and men of learning travelling to foreign countries for scientific purposes;

« (c) To found scholarships for the purposes mentioned in (a) and (b).»

The Committee adopted the following resolution proposed by Dr. Privat, the Persian Delegate, the substance to be incorporated under paragraph 6 in the above text:

« The Fifth Assembly, being anxious that, in the matter of degrees submitted by students of one continent who desire to be admitted to universities of another, the system of equivalence should be extended as widely as possible, requests the Members of the League of Nations to forward to the University Office of the Secretariat a list with the titles of the national degrees which they wish to be considered in this connection, and requests the Secretariat to forward such suggestions to all the other Members of the League and to ask for their replies. »

On the proposal of Dr. Privat (Persia), the Committee adopted by 25 votes to 1 the following resolution:

« In view of the fact that the above Resolutions and, in general, the whole programme of the League of Nations as regards intellectual co-operation will be carried out more easily with the assistance of the International Institute which the French Government has proposed to found and place at the disposal of the League of Nations, the Assembly notes that the Council has accepted, in principle, this generous gift, for which it desires to express its deepest gratitude.

« Being desirous of emphasising the international character which this Institute should possess, both as regards the programme of its work and the choice of its staff, in accordance with the intention of the French Government and of the Council, the Committee desires to reply as follows to the three questions asked by the Council:

« A. — The powers and duties of the new Institute shall be defined by the Committee on Intellectual Co-operation in accordance with the principles laid down by the Committee itself — after it has consulted all bodies concerned with a view to avoiding overlapping — and with the instructions of the Council and the Assembly. These powers and duties may subsequently be enlarged by the Committee with the consent of the Council and the Assembly.

« B. — The Council of the League of Nations is invited to conclude with the French Government all agreements necessary to ensure the establishment, continuity and proper working of the Institute.

« In accordance with these agreements, the administration of the Institute shall be entrusted to the Committee on Intellectual Co-operation, acting as a Governing Body. The latter shall, with the approval of the Council, delegate its authority to five persons of different nationalities, who shall form a

du Comité de direction, qui se réunira au moins tous les deux mois, de même que la durée du mandat de ses membres et le système de roulement selon lequel ils seront renouvelés, seront déterminés par la Commission de coopération intellectuelle.

« Le budget et les comptes de la fondation seront communiqués au Conseil et à l'Assemblée. Les comptes seront vérifiés au moins une fois par an par le Commissaire aux Comptes de la Société des Nations. Le rapport de celui-ci sera joint au budget et aux comptes.

« C. La Commission de coopération intellectuelle, déterminera dans chaque cas, après avoir consulté les parties intéressées, et d'accord avec elles, les rapports des institutions mentionnées dans la résolution du Conseil ou de toutes autres institutions de caractère intellectuel avec l'Institut international.

« La Commission de coopération intellectuelle sera prête à collaborer avec ces institutions, en vue de résoudre des questions particulières, sans cependant porter en aucune manière atteinte à leur autonomie. »

La Commission adopte à l'unanimité les résolutions suivantes :

Sur la proposition du délégué de la Roumanie, M. PUSCARIU :

« La cinquième Assemblée, convaincue de la nécessité de la solidarité des nations, ayant hautement apprécié les résultats de cette solidarité en ce qui concerne certains pays dans le domaine économique et financier, serait heureuse de voir ce principe appliqué dans le domaine intellectuel.

« Elle invite la Commission de Coopération intellectuelle à mettre à l'étude la question d'un emprunt international, sous le contrôle de la Société des Nations, destiné exclusivement au développement intellectuel des Membres de la Société des Nations qui le désireraient. »

Sur la proposition du délégué de la Hongrie, le Comte APPONYI :

« La deuxième Commission de l'Assemblée de la Société des Nations exprime le vœu que la Commission de Coopération intellectuelle adressât, sous l'autorité du Conseil, le même appel aux universités, académies et sociétés scientifiques dans l'intérêt des travailleurs intellectuels de la Hongrie, qu'elle leur a adressé en novembre 1922 en faveur des travailleurs intellectuels de l'Autriche. La Commission prie le Conseil de bien vouloir agir à cet égard comme il a agi dans l'intérêt de l'Autriche. »

Sur la proposition du rapporteur, le Professeur Gilbert MURRAY :

« L'Assemblée,

« Convaincue de l'importance fondamentale qu'il a à familiariser la jeunesse du monde entier avec les principes et le travail de la Société des Nations, et à habituer les jeunes générations à considérer la coopération internationale comme la méthode normale de conduire les affaires du monde,

« Ayant noté les résolutions adoptées par la quatrième Assemblée concernant l'encouragement des relations entre les jeunes gens de différentes nationalités et l'instruction de la jeunesse dans les idéals de la Société des Nations,

« Est d'avis que de nouvelles démarches devront être faites pour poursuivre ces buts,

« Et par conséquent prie le Secrétariat de rechercher les moyens les plus propres à développer et à coordonner les efforts destinés à favoriser ces relations, ainsi qu'à donner à la jeunesse de tous les pays un enseignement sur les idéals de paix mondiale et de solidarité, et de présenter un rapport sur ce sujet à la sixième Assemblée. »

Le Professeur MURRAY est nommé rapporteur à l'Assemblée.

Travaux de l'Organisation du transit.

M. STRASBURGER (Pologne), rapporteur, donne lecture de son rapport.

M. SUGIMURA (Japon) félicite cette organisation de l'œuvre pratique qu'elle a accomplie. Son pays est particulièrement

Committee of Directors. The powers and duties of the Committee of Directors, which shall meet at least once every two months, the term of office of its members and the system of rotation by which its membership shall be renewed, shall be determined by the Committee on Intellectual Co-operation.

« The budget and the accounts of the Institute shall be communicated to the Council and to the Assembly. The accounts shall be audited at least once a year by the Auditor of the League of Nations and his report shall be annexed to the budget and to the accounts.

« C. — The Committee on Intellectual Co-operation shall determine in each case, after consulting the parties concerned and in agreement with them, the relations of the institutions mentioned in the resolution of the Council, or any other institutions of an intellectual character, with the International Institute.

« The Committee on Intellectual Co-operation will be ready to collaborate with these institutions with a view to solving particular problems, without, however, interfering in any way with their autonomy. »

The Committee unanimously adopted the following resolutions :

On the proposal of the Roumanian Delegate, M. PUSCARIU :

« The Fifth Assembly, convinced of the need for solidarity among the nations, and greatly appreciating the results of this solidarity in the case of certain countries in the economic and financial spheres, would rejoice to see this principle applied in the intellectual sphere.

« It calls upon the Committee on Intellectual Co-operation to study, and, if it thinks fit, refer to the Financial Committee the question of an international loan for exclusively intellectual purposes, and for the intellectual development of certain countries under conditions to be fixed. This loan would be under the control of the League of Nations. »

On the proposal of the Hungarian Delegate, Count APPONYI :

« The Second Committee of the League of Nations' Assembly expresses a wish that the Committee on Intellectual Co-operation should make — under the Council's authority — the same appeal to the universities, academies and other scientific bodies, on behalf of the intellectual workers of Hungary, which it made in November 1922 on behalf of the intellectual workers in Austria. The Council is respectfully asked to act with respect to that matter, in the same way it acted in the case of Austria. »

On the proposal of the rapporteur, Prof. Gilbert MURRAY :

« The Assembly,

« Being convinced of the fundamental importance of familiarising young people throughout the world with the principles and work of the League of Nations, and of training the younger generation to regard international co-operation as the normal method of conducting world affairs:

« In view of the resolutions adopted by the Fourth Assembly regarding the encouragement of contact between young people of different nationalities, and concerning the instruction of youth in the ideals of the League of Nations:

« Is of opinion that further steps should be taken to promote these objects;

« And therefore instructs the Secretariat to investigate the means by which efforts to promote contact and to educate the youth of all countries in the ideals of world peace and solidarity may be further developed and co-ordinated, and to furnish a report to the Sixth Assembly. »

Prof. Gilbert MURRAY was appointed rapporteur to the Assembly.

Work of the Transit Organisation.

A report was read by M. STRASBURGER (Poland), rapporteur for this subject.

M. SUGIMURA (Japan) congratulated the Transit Organisation on the practical work which had been done. His country

intéressé à cette œuvre, surtout dans son rapport avec les ports maritimes, question à propos de laquelle l'organisation a fait preuve d'équité et de libéralisme.

M. CHARLTON (Australie) appelle l'attention sur la manière humiliante dont fonctionne actuellement le régime des passeports. S'il n'est pas possible d'abolir cet usage inutile, il doit être au moins possible de le rendre moins gênant.

Sir Hubert LLEWELLYN SMITH (Empire britannique) se déclare en faveur de l'opinion de M. Charlton. Le fonctionnement de ce régime est véritablement scandaleux et il espère qu'on pourra lui apporter quelque adoucissement.

Il félicite chaleureusement cette organisation de l'œuvre qu'elle a accomplie. Les conférences qui ont eu lieu l'an dernier ont dû leur succès au soin avec lequel les travaux avaient été préparés. Ces résultats cependant conserveront un caractère provisoire tant que les Etats qui ont coopéré à l'établissement de ces conventions ne les auront pas signées et ratifiées. Il espère que les questions qui seront traitées à l'avenir auront un degré de maturité suffisant pour qu'elles puissent recevoir une solution internationale, qu'elles ne seront pas traitées par d'autres organes compétents et qu'elles ne seront pas d'une nature trop technique pour nécessiter la juridiction de ces organes spéciaux.

VII. RATIFICATION DES CONVENTIONS

Son Excellence M. Hj. Branting, délégué de la Suède à la cinquième Assemblée, a signé, pour la Suède, la Convention pour la simplification des formalités douanières (Genève, 3 novembre 1923).

VIII. CORRECTIONS ET ADJONCTIONS A LA LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS

CINQUIEME COMMISSION.

Venezuela: M. Alberto Adriano (suppléant).

IX. DOCUMENT DISTRIBUÉ AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE

Compte rendu définitif: quatorzième séance.

was particularly interested in the work connected with maritime ports in which the Organisation had shown equity and liberalism.

M. CHARLTON (Australia) drew attention to the humiliating way in which the system of passport formalities worked. If it were not possible to abolish the useless practice of requiring passports at frontiers it should at least be possible to make it less inconvenient.

Sir Hubert LLEWELLYN SMITH (British Empire) heartily supported Mr. Charlton. The working of the passport system amounted to a scandal, and he hoped that something would be done to remedy it.

He warmly congratulated the Transit Organisation upon its work. The conferences which had been held last year owed their success to careful preparatory work. Their results, however, would only remain provisional as long as States which had co-operated in negotiating the conventions refrained from signing and ratifying them.

He hoped that the subjects to be treated in the future would be such as were ripe for international treatment, which were not dealt with by other competent bodies and were not too technical for this kind of treatment.

VII. RATIFICATION OF CONVENTIONS

His Excellency M. Hj. Branting, Delegate of Sweden at the Fifth Assembly, has signed for Sweden the Convention relating to the Simplification of Customs Formalities (Geneva, November 3rd, 1923).

VIII. CORRECTIONS AND ADDITIONS TO THE LIST OF MEMBERS OF THE COMMITTEES

FIFTH COMMITTEE.

Venezuela: M. Alberto Adriano (substitute).

IX. DOCUMENT DISTRIBUTED TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY

Definite Verbatim Record: fourteenth meeting.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Liste des Dépositaires
des Publications de la Société des Nations.

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.
- AUSTRALIE**
Australasian Publishing Co. Ltd., 229 Clarence Street, SYDNEY.
- AUTRICHE et ALLEMAGNE**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz 5, VIENNE.
- BELGIQUE**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRESIL**
Livraria F. Briguiet & Cia, 23, rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.
- BULGARIE**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvo-boditel" No 4a, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell and Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA-RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.
- DANEMARK**
V. Pios Boghandel-Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.
- EQUATEUR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- ETATS-UNIS**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- FINLANDE**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).
- GRANDE-BRETAGNE, DOMINIONS et COLONIES**
Constable & Co. Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W. C., 2.
- GRÈCE**
Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Constitution, ATHÈNES.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantès, 10a, Calle Oriente No. 5, GUATEMALA.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HONGRIE**
Ferdinand Pfelfer (Zeidler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST IV, KER.
- INDES**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS and CALCUTTA.
- ITALIE**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- MEXIQUE**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORVEGE**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Libreria I. Preclado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PAYS-BAS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PÉROU**
Alberto ULLOA, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- ROUMANIE**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- BASSIN DE LA SARRE**
Librairie Marguet 74, Bahnhofstrasse, SARREBRUCK.
- ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES**
Librairie Française Henri Soubre 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SUÈDE**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE**
Librairie Payot & Cie, GENEVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE**
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser :

Service des Publications, Société des Nations,
GENÈVE (Suisse).

LEAGUE OF NATIONS

Authorised Agents
for the Publications of the League of Nations.

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », Calle Florida 371, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIA**
Australasian Publishing Co., Ltd., 229, Clarence Street, SYDNEY.
- AUSTRIA and GERMANY**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz, 5, VIENNA.
- BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUSSELS.
- BOLIVIA**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRAZIL**
Livraria F. Briguiet & Cia., 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIA**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvo-boditel" No 4a, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell & Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- DENMARK**
V. Pios Boghandel—Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.
- ECUADOR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- FINLAND**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain PARIS (VI^e).
- GREAT BRITAIN, DOMINIONS and COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.
- GREECE**
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitution, ATHENS.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantès, 10a, Calle Oriente, No. 5, GUATEMALA.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HUNGARY**
Ferdinand Pfelfer (Zeidler Bros.), Kossuth Lajos Utca 7 SZ. BUDAPEST, IV, KER.
- INDIA**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS and CALCUTTA.
- ITALY**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPAN**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- MEXICO**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE HAGUE.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Libreria I. Preclado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PERU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLAND**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.
- ROUMANIA**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCHAREST.
- SAAR BASIN**
Librairie Marguet, 74, Bahnhofstrasse, SAARBRUCK.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES**
Librairie Française Henri Soubre, 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SPAIN**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND**
Librairie Payot & Cie, GENEVA, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- UNITED STATES**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, Boston 9, MASS.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries apply:

Publication Department, League of Nations,
GENEVA (Switzerland).

JOURNAL

DE LA
CINQUIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1924

OF THE
FIFTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1924

N° 18. — SAMEDI 20 SEPTEMBRE 1924.

No. 18. — SATURDAY, SEPTEMBER 20th, 1924.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 132, au Secrétariat.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 132 at the offices of the Secretariat).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	189
II. Dixième séance de la deuxième Commission	191
III. Troisième Commission	192
IVa. Huitième séance de la quatrième Commission	192
IVb. Neuvième séance de la quatrième Commission	193
Va. Onzième séance de la cinquième Commission	194
Vb. Douzième séance de la cinquième Commission	199
VI. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée	203

I. PROGRAMME DES SÉANCES.

Séance plénière de l'Assemblée.

Une séance plénière de l'Assemblée aura lieu aujourd'hui (samedi 20 septembre); à 10 h. 30 (à la Salle de la Réformation).

Ordre du jour:

1. *Amendement à l'article 27 du Règlement intérieur de l'Assemblée: Proposition de la délégation néerlandaise.*
Rapport de la première Commission. (Rapporteur: M. Rolin, représentant de la Belgique.)
2. *Assistance judiciaire internationale aux indigents: Question soumise par le Gouvernement norvégien à la quatrième Assemblée et renvoyée à la cinquième Assemblée.*
Rapport de la première Commission. (Rapporteur: Son Excellence M. Scialoja, délégué de l'Italie.)

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	189
II. Tenth Meeting of the Second Committee	191
III. Third Committee	192
IVa. Eighth Meeting of the Fourth Committee	192
IVb. Ninth Meeting of the Fourth Committee	193
Va. Eleventh Meeting of the Fifth Committee	194
Vb. Twelfth Meeting of the Fifth Committee	199
VI. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	203

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

Plenary Meeting of the Assembly.

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day (Saturday, September 20th), at 10.30 a.m. in the Salle de la Réformation.

Agenda:

1. *Amendment of Article 27 of the Rules of Procedure. Proposal of the Netherlands Delegation.*
Report of the First Committee (Rapporteur: M. Rolin, Representative of Belgium).
2. *Legal assistance for the poor. Question submitted by the Norwegian Government to the Fourth Assembly and referred to the Fifth Assembly.*
Report of the First Committee (Rapporteur: His Excellency M. Scialoja, Delegate of Italy).

3. *Travaux de la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.*
Rapport de la cinquième Commission. (Rapporteur: Mlle Bonnevie, déléguée de la Norvège.)
4. *Intermunicipalité: Proposition soumise à la quatrième Assemblée par le Gouvernement cubain et renvoyée à la cinquième Assemblée.*
Rapport de la cinquième Commission. (Rapporteur: Son Excellence M. Patterson, délégué du Cuba.)
5. *Travaux de l'Organisation des Communications et du Transit.*
Rapport de la deuxième Commission. (Rapporteur: Son Excellence M. Strasburger, délégué de la Pologne.)
6. *Travaux de l'Organisation d'Hygiène de la Société, y compris ceux de la Commission des épidémies.*
Rapport de la deuxième Commission. (Rapporteur: M. le Dr Caballero, délégué du Paraguay.)
7. *Mandats: Résolution présentée par la sixième Commission.*
(Rapporteur: M. le Dr Nansen, délégué de la Norvège.)
8. *Esclavage.*
Rapport de la sixième Commission. (Rapporteur: M. le Dr Nansen, délégué de la Norvège.)

Première Commission.

La sixième Sous-Commission de la première Commission (Pension du Greffier de la Cour permanente de justice internationale) se réunira aujourd'hui (samedi 20 septembre), à 10 h. à l'Hôtel Victoria (Salle 18).

La cinquième Sous-Commission de la première Commission (Article 36 du Statut de la Cour et articles du Pacte) se réunira aujourd'hui (samedi 20 septembre), à 18 h., au bureau du Secrétariat (Salle D).

Deuxième Commission.

La deuxième Commission se réunira aujourd'hui (samedi 20 septembre), à 15 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle F).

Troisième Commission.

La quatrième Sous-Commission de la troisième Commission se réunira aujourd'hui (samedi 20 septembre), à 17 h., au bureau du Secrétariat (Salle E).

Quatrième Commission.

La Sous-Commission A de la quatrième Commission (Pension du personnel de la Cour permanente de justice internationale) se réunira aujourd'hui (samedi 20 septembre), à 16 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle 95).

Cinquième Commission.

La cinquième Commission se réunira aujourd'hui (samedi 20 septembre), à 17 h., au bureau du Secrétariat (Salle B).

Sixième Commission.

La sixième Commission se réunira aujourd'hui (samedi 20 septembre), à 15 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle E).

Sous-Commission juridique de la Commission de Transit.

La Sous-Commission juridique de la Commission de Transit se réunira aujourd'hui (samedi 20 septembre), à 15 h. 30, à la Villa St-Victor.

Commission de contrôle.

La Commission de contrôle se réunira aujourd'hui (samedi 20 septembre), à 10 h., au bureau du Secrétaire général (Salle de la Réformation).

Le Conseil.

Le Conseil se réunira aujourd'hui (samedi 20 septembre), à 15 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle C).

3. *Work of the Advisory Committee on Traffic in Opium and other Dangerous Drugs.*

Report of the Fifth Committee (Rapporteur: Mlle Bonnevie, Delegate of Norway).

4. *The principle of closer municipal relations. Proposal made to the Fourth Assembly by the Cuban Government and referred to the Fifth Assembly.*

Report of the Fifth Committee (Rapporteur: His Excellency M. Patterson, Delegate of Cuba).

5. *Work of the Organisation for Communications and Transit.*

Report of the Second Committee (Rapporteur: His Excellency M. Strasburger, Delegate of Poland).

6. *Work of the Health Organisation of the League, including the work of the Epidemic Commission.*

Report of the Second Committee (Rapporteur: Doctor Caballero, Delegate of Paraguay).

7. *Mandates: Resolution presented by the Sixth Committee*

(Rapporteur: Doctor Nansen, Delegate of Norway).

8. *Slavery.*

Report of the Sixth Committee (Rapporteur: Doctor Nansen, Delegate of Norway).

First Committee.

The Sixth Sub-Committee of the First Committee (Pension for the Registrar of the Permanent Court of International Justice) will meet to-day (Saturday, September 20th) at 10 a.m. in the Hotel Victoria (Room 18).

The Fifth Sub-Committee of the First Committee (Article 36 Court Statute and Articles of the Covenant) will meet to-day (Saturday, September 20th) at 6 p.m. in the offices of the Secretariat (Room D).

Second Committee.

The Second Committee will meet to-day (Saturday, September 20th) at 3.30 p.m. in the offices of the Secretariat (Room F).

Third Committee.

The Fourth Sub-Committee of the Third Committee will meet to-day (Saturday, September 20th) at 5 p.m. in the offices of the Secretariat (Room E).

Fourth Committee.

Sub-Committee A of the Fourth Committee (Pension for the personnel of the Permanent Court of International Justice) will meet to-day (Saturday, September 20th) at 4.30 p.m. in the offices of the Secretariat (Room 95).

Fifth Committee.

The Fifth Committee will meet to-day (Saturday, September 20th) at 5 p.m. in the offices of the Secretariat (Room B).

Sixth Committee.

The Sixth Committee will meet to-day (Saturday, September 20th) at 3.30 p.m. in the offices of the Secretariat (Room E).

Legal Sub-Committee of the Transit Committee.

The Legal Sub-Committee of the Transit Committee will meet to-day (Saturday, September 20th) at 3.30 p.m. in the Villa St. Victor.

Supervisory Commission.

The Supervisory Committee will meet to-day (September 20th) at 10 a.m. in the room of the Secretary-General (Salle de la Réformation).

The Council.

The Council will meet to-day (Saturday, September 20th) at 3.30 p.m. in the offices of the Secretariat (Room C).

II. DIXIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION.

La deuxième Commission a tenu sa dixième séance hier vendredi, 19 septembre 1924, à 10 h. 30, sous la présidence de M. GARAY (Panama).

Communications et transit. (Suite de la discussion.)

MM. TCHOU WEI (Chine), van EYSINGA (Pays-Bas), et MONTARROYOS (Brésil) rendent hommage à l'œuvre accomplie par l'Organisation des communications et du transit pendant l'année écoulée.

M. MONTARROYOS (Brésil) fait, en outre, ressortir l'importance de certains travaux techniques dont s'occupe cette Organisation, notamment la question de la signalisation maritime (balisage et éclairage des côtes). Au sujet de l'opportunité de la ratification des conventions électriques conclues à Genève en décembre 1923, l'orateur désire faire quelques réserves; il demande, par conséquent, que le rapport et le projet de résolution présentés par le rapporteur soient légèrement modifiés pour tenir compte de ces réserves.

M. STRASBURGER (Pologne), rapporteur, est tout disposé à introduire dans son rapport quelques modifications pour donner satisfaction aux points de vue exprimés par M. Montarroyos.

M. BONNET (France) a été très frappé des observations au sujet du régime des passeports et des formalités au passage de frontières, exposées à la séance précédente par l'honorable délégué de l'Australie et appuyées par d'autres orateurs. Il est heureux de pouvoir dire que la délégation française a fait une démarche pour que des améliorations soient apportées à l'état actuel en ce qui concerne les formalités de passeports et de douane à Bellegarde.

En ce qui concerne la signature et la ratification des conventions de Genève, il peut également déclarer que la France signera très prochainement, probablement avant la fin de l'Assemblée, les conventions de Genève et ne manquera pas d'engager ensuite la procédure de ratification.

M. HAAS, Secrétaire général de la Commission consultative et technique, fournit des renseignements au sujet des travaux entrepris par l'Organisation des communications et du transit dans le domaine des passeports. Il répond également à certaines observations soulevées par Sir Hubert Llewellyn Smith et il confirme que la nouvelle Commission consultative et technique s'inspire toujours des mêmes principes qui ont guidé l'ancienne Commission dans son travail.

La Commission adopte le rapport du rapporteur ainsi que le projet de résolution suivant:

« I. L'Assemblée:

« Prend acte avec satisfaction du rapport de la Commission consultative et technique des communications et du transit sur l'œuvre de l'Organisation des communications et du transit entre la quatrième et la cinquième Assemblée;

« Se félicitant du succès de la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit, compte que, dans la plus large mesure possible, les Etats dont les gouvernements ont voté les conventions adoptées les signeront avant la clôture du registre de signatures et procéderont dans le plus bref délai aux ratifications nécessaires;

« Donne son approbation générale aux méthodes employées par la Commission des communications et du transit pour la poursuite de ses études et pour la solution des litiges soumis à son examen;

« Et invite les gouvernements intéressés à faciliter, comme par le passé, l'œuvre de la Commission des communications et du transit et ses Sous-Commissions, en vue de l'amélioration générale du régime des transports et du progrès du droit des gens dans le domaine des communications internationales, conformément à l'article 23 *e* du Pacte ».

Après une discussion à laquelle ont pris part M. PRIVAT (Perse), Sir Hubert Llewellyn Smith (Empire britannique), M. CHARLTON (Australie), M. STRASBURGER (Pologne), rapporteur, M. SUGIMURA (Japon) et M. ZUMETA (Venezuela), les deux

II. TENTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee held its tenth meeting yesterday, (Friday, September 19th) at 10.30 a.m. under the chairmanship of M. GARAY (Panama).

Communications and Transit (continuation).

M. TCHOU WEI (China), M. van EYSINGA (Netherlands) and M. MONTARROYOS (Brazil) paid a tribute to the work accomplished by the Organisation for Communications and Transit during the previous year.

M. MONTARROYOS (Brazil) emphasised the importance of certain technical work which this Organisation had done, particularly in regard to maritime signalling (buoys, lighting of coasts, etc.). Referring to the advisability of ratifying the electrical agreements concluded at Geneva in December 1923, he desired to make certain reservations. He therefore asked that the report and draft resolution presented by the rapporteur should be slightly amended in order to take these reservations into account.

M. STRASBURGER (Poland), rapporteur, said he was quite prepared to introduce into his report amendments in order to meet the points raised by M. Montarroyos.

M. BONNET (France) said he had been struck by the observations made at the previous meeting by the delegate for Australia, supported by other speakers, in regard to passports and frontier formalities. He was happy to be able to state that the French delegation had taken steps to secure an improvement in the present position as regards passports and customs formalities at Bellegarde.

As regards the signature and ratification of the Geneva Conventions, he would also state that France would sign these conventions in the near future, probably before the end of the Assembly, and that she would not fail to set on foot the procedure for their ratification.

M. HAAS, Secretary-General of the Advisory and Technical Committee, furnished information in regard to the work undertaken by the Organisation for Communications and Transit in the matter of passports. He also replied to certain observations made by Sir Hubert Llewellyn Smith, and said that the new Advisory and Technical Committee would always be inspired by the principles which had guided the former Committee.

The Committee approved the report of the rapporteur, and adopted the following draft resolution:

« I. The Assembly:

« Notes with satisfaction the report of the Advisory and Technical Committee for Communications and Transit on the work accomplished by the Organisation for Communications and Transit between the Fourth and Fifth Assemblies;

« Expresses its gratification at the success of the Second General Conference on Communications and Transit and hopes that as far as possible the States whose Governments have voted the Conventions adopted will, before the closing of the protocol of signature, sign the conventions and will proceed to the necessary ratifications as soon as possible;

« Gives its general approval to the procedure adopted by the Committee for Communications and Transit in conducting its investigations and solving the disputes submitted to it;

« And invites the Governments concerned to facilitate, as in the past, the work of the Committee for Communications and Transit and its sub-committees, with a view to the general improvement of the régime of transport and to the development of international law in the domain of international communications, in conformity with Article 23 *e* of the Covenant.»

After a discussion in which M. PRIVAT (Persia), Sir Hubert Llewellyn Smith (British Empire), Mr. CHARLTON (Australia), M. STRASBURGER (Poland), rapporteur, M. SUGIMURA (Japan), and M. ZUMETA (Venezuela) took part, the following draft

projets de résolution suivants proposés par M. PRIVAT (Perse) et amendés à la suite de la discussion, sont adoptés dans la forme suivante:

« 2. L'Assemblée attire l'attention du Conseil sur l'urgence extrême de donner suite à la proposition dont a été déjà saisi le Conseil d'une révision de la convention de Londres de 1912, notamment en raison du vaste développement de la radio-téléphonie. »

« 3. L'Assemblée recommande que les Etats membres de la Société des Nations accordent à l'espéranto le traitement et les tarifs d'un langage en clair dans les relations télégraphiques et radio-télégraphiques à titre de langue auxiliaire pratique des communications internationales à côté des langues nationales usitées, et attire l'attention de l'Organisation des communications et du transit à cet effet. »

La Commission décide également de faire mention dans le rapport du vœu exprimé par certaines délégations, relatif à l'opportunité qu'il y aurait à répandre le plus possible, les délibérations publiques de la Société des Nations par la voie de la téléphonie sans fil.

Neuvième séance: Erratum.

La résolution relative à l'offre faite par le gouvernement français concernant l'Institut international a été proposée, non par M. PRIVAT, délégué de la Perse, mais par la Sous-Commission des résolutions.

III. TROISIÈME COMMISSION

QUATRIÈME SOUS-COMMISSION

La quatrième Sous-Commission de la troisième Commission a tenu une séance hier à 15 heures.

Elle a poursuivi l'examen du projet de protocole.

Le Comité de rédaction mixte nommé hier se réunira avec des représentants de la cinquième Sous-Commission de la première Commission aujourd'hui dans la matinée.

IVa. HUITIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La quatrième Commission a tenu sa huitième séance le jeudi 18 septembre, à 10 h. 15.

Discussion du rapport de la Commission de contrôle sur la marche des travaux. Crédits supplémentaires. Organisation du Transit.

La Commission sur la proposition de la Commission de contrôle décide:

1^o D'adopter l'article 1 (tableau N), Conférence régionale (50.000 francs) jusque là réservé, étant entendu qu'il n'y aurait à l'avenir qu'une seule Conférence régionale par an.

2^o D'adopter des crédits s'élevant en tout à 31.940 francs or en vue des réunions de diverses commissions techniques d'experts.

Crédits supplémentaires divers et autres modifications apportées au budget. Organisation internationale du Travail.

Sur la proposition de la Commission de contrôle, la Commission décide:

1^o Qu'aucune modification ne sera apportée à l'article « traitements » du budget de l'Office du Travail.

2^o Que la somme de 5.000 francs sera ajoutée à l'article 13 « Commissions » pour couvrir les dépenses de la Commission mixte des crises économiques de la Société des Nations et du Bureau international du Travail.

3^o Qu'aucune augmentation ne sera apportée au chiffre de 80.000 francs, recettes prévues de la vente des publications.

resolutions moved by M. PRIVAT (Persia) and amended as a result of the discussion were adopted in the following form:

“2. The Assembly draws the attention of the Council to the extreme urgency of giving effect to the proposal already submitted to the Council for a revision of the London Convention of 1912, particularly in view of the enormous development in radio-telephony.”

“3. The Assembly recommends that the States Members of the League of Nations should grant to Esperanto, as a practical auxiliary language for international communications side by side with the national languages in use, the treatment and the charges in force for a language *en clair* in telegraphic and radio-telegraphic communications. It draws the attention of the Organisation for Communications and Transit to this question.”

The Committee also decided to mention in the report the desire expressed by certain delegations to the effect that it was desirable to publish as widely as possible the public discussions of the League of Nations by means of wireless telegraphy.

Ninth Meeting: Erratum.

The resolution relating to the offer of the French Government in connection with an International Institute was proposed not by Dr. PRIVAT (Delegate of Persia) but by the Resolutions Sub-Committee.

III. THIRD COMMITTEE

FOURTH SUB-COMMITTEE

The Fourth Sub-Committee of the Third Committee held a meeting yesterday at 3 p.m.

It continued the examination of the protocol.

The mixed drafting committee appointed yesterday will meet representatives of the Fifth Sub-Committee of the First Committee to-day during the course of the morning.

IVa. EIGHTH MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE

The Fourth Committee held its eighth meeting at 10.15 p.m. on Thursday (September 18th).

Discussion of the Interim Report of the Supervisory Commission. Supplementary Credits. Transit Organisation.

The Committee, on the proposal of the Supervisory Commission, decided:

1. To adopt Item 1 (Schedule N), Regional Conferences (50,000 francs), previously reserved, on the understanding that in future only one regional conference should be held each year.

2. To adopt credits amounting in all to 31,940 gold francs asked for in view of the meetings of various technical expert committees.

Miscellaneous Supplementary Credits and other Modifications in the Budget. International Labour Organisation.

On the proposal of the Supervisory Commission, the Committee decided:

1. That no change should be made in the item “Salaries” in the budget of the Labour Office;

2. That the sum of 5,000 francs should be added to Item 13, “Commissions”, to meet the expenses of the Mixed Committee on Economic Crises of the League of Nations and the International Labour Organisation;

3. That no increase should be made in the figure of 80,000 francs for estimated receipts from the sale of publications.

Secrétariat et Organisations spéciales de la Société.

Sur la proposition de la Commission de contrôle, la Commission décide que les montants affectés à:

1^o L'article *d* (tableau I), Poste (74.000 francs suisses), soit porté à 99.000 francs suisses.

2^o L'article *e* (tableau H), Voyages, annonces pour le service des ventes, catalogues, etc. (15.000 francs suisses), soit porté à 30.000 francs suisses.

3^o Le Chapitre II, article 13, service des intérêts, *a*) compte en banque (50.000 francs-or), soit ramené à 10.000 francs-or.

Affectation de l'excédent de 1923.

La Commission adopte les conclusions contenues dans le rapport de la Commission de contrôle.

Contribution de l'Argentine aux Budgets de 1922 et 1923.

Sur la proposition de la Commission de contrôle, la Commission décide que la somme de 1.756.873,70 francs reçue de la République argentine sera portée au compte spécial représentant l'actif appartenant collectivement aux divers États membres qui ont versé leur contribution pour les années ci-dessus.

Réfugiés russes: Lettre du Président de la cinquième Commission.

La Commission passe à l'examen d'une lettre qui lui a été adressée par le Président de la cinquième Commission, exprimant au nom de cette commission quelque doute sur l'opportunité du maintien sous sa forme actuelle de l'additif relatif au crédit supplémentaire de 203.000 francs suisses porté au budget de l'Organisation internationale du Travail par la quatrième Commission, sous la rubrique « Dépenses extraordinaires d'un caractère temporaire » et destiné au placement et à l'emploi des réfugiés russes.

Après un débat prolongé, on décide que le vœu contenu dans cet additif au lieu d'être présenté sous sa forme actuelle sera exprimée dans les termes suivants:

« Ce crédit sera considéré comme n'ayant qu'un caractère temporaire, et la quatrième Commission espère que cet article pourra aussitôt que possible cesser de figurer au budget de l'Organisation internationale du Travail ».

IVb. NEUVIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION.

La quatrième Commission a tenu sa neuvième séance hier vendredi 19 septembre, à 15 h. 30.

Discussion du rapport de la Commission de contrôle. (Suite.) Rapport des Puissances mandataires; Crédit supplémentaire de 25.000 francs-or.

Sur la proposition de la Commission de contrôle, la Commission adopte un crédit supplémentaire de 25.000 francs pour la réimpression des rapports des Puissances mandataires à la Commission des Mandats.

Coopération intellectuelle: Crédits supplémentaires.

Sur la proposition de la Commission de contrôle, la Commission adopte les crédits supplémentaires suivants:

1^o Pour une Conférence d'experts chargée d'étudier les différents problèmes posés par la question de la propriété scientifique: 8.000 fr.

2^o Pour permettre à la Commission de coopération intellectuelle de poursuivre son œuvre relative à la coordination des travaux bibliographiques dans le domaine des sciences sociales: 8.000 fr., sous réserve qu'aucun autre crédit de ce genre ne sera accordé avant que la Commission n'ait sur ce point pleinement rempli sa mission.

Conformément à une proposition de la Commission de contrôle, la Commission adopte à l'unanimité des voix, sauf une, (M. Charlton, Australie), un crédit supplémentaire de 1000 fr. destinés à la publication de l'*Index bibliographique*.

Secretarial and Special Organisations of the League.

On the proposal of the Supervisory Commission, the Committee decided:

1. That item *(d)* (Schedule I), Postage (74,000 Swiss francs), should be increased to 99,000 Swiss francs:

2. That Item *(e)*, (Schedule H), Travelling, Advertising for Sales Department, Catalogues, etc. (15,000 Swiss francs), should be increased to 30,000 Swiss francs; and

3. That Chapter II, Item 13, Interest Charges, *(a)* Bank Account (50,000 gold francs) should be reduced to 10,000 gold francs.

Disposal of Surplus for 1923.

The Committee adopted the conclusions on this subject contained in the report of the Supervisory Commission.

Contribution of Argentine towards the Budget of 1922 and 1923.

On the proposal of the Supervisory Commission, the Committee decided that the sum of 1,756,873,70 francs received from the Argentine Republic should be placed in a special account representing assets collectively belonging to the several States Members which contributed to the budget of the years in question.

Russian Refugees: Letter from Chairman of the Fifth Committee.

The Committee considered a letter received from the Chairman of the Fifth Committee communicating, on behalf of that Committee, a doubt as to the advisability of maintaining in its existing form the rider attached by the Fourth Committee to its insertion in the Labour Office budget, as "exceptional and temporary expenditure", of the supplementary credit of 203,000 Swiss francs for the placing and employment of Russian refugees.

After considerable discussion, it was agreed to substitute for the terms of the wish expressed in that rider the following alternative wording:

"The credit should be regarded as temporary, and the Fourth Committee hopes it will be possible for the item to disappear from the Budget of the International Labour Office at the earliest possible moment."

IVb. NINTH MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE.

The Fourth Committee held its ninth meeting on Friday, September 19th, at 3.30 p.m.

Discussion of the Report of the Supervisory Commission (continued). Reports of Mandatory Powers; Supplementary Credit of 25,000 Gold Francs.

On the proposal of the Supervisory Commission, the Committee adopted a supplementary credit of 25,000 francs for the reprinting of the reports of the Mandatory Powers to the Mandates Commission.

Intellectual Co-operation: Supplementary Credits.

On the proposal of the Supervisory Commission, the Committee adopted the following supplementary credits:

1. For a conference of experts to consider various problems raised by the question of scientific property: 8,000 francs.

2. To enable the Committee on Intellectual Co-operation to continue its work in connection with the co-ordination of bibliographical work in the field of social sciences: 8,000 francs, subject to the general proviso that the purposes of this grant should be completed before other grants of a similar character were applied for.

In adaptation of a proposal by the Supervisory Commission the Committee (Mr. Charlton, Australia, dissenting) adopted a supplementary credit of 1,000 francs to assist in the publication of an *Index Bibliographicus*.

Assistance judiciaire aux indigents.

Sur la proposition de la Commission de contrôle, la Commission décide d'insérer au chapitre III du budget un article supplémentaire de 42.000 frs. destiné à couvrir les dépenses octasionnées par la mise en vigueur des résolutions de la première Commission, relatives à l'assistance judiciaire aux indigents, ce crédit étant compensé par une recette accessoire équivalente, figurant au même article, et étant entendu qu'aucune dépense ne sera effectuée sur cette réserve à moins que de nouvelles recettes, de sources officieuses, ne puissent effectivement couvrir cette dépense.

Comité de juristes pour le développement du droit international.

Sur la proposition de la Commission de contrôle, la Commission adopte le crédit supplémentaire de 29.500 francs or, destiné à faire face aux dépenses entraînées par la création d'un Comité de juristes experts, chargé du travail préparatoire en vue de conférences à convoquer, destinées à régler par une entente internationale certains problèmes de droit international.

Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient.

Sur la proposition de la Commission de contrôle, la Commission adopte le crédit supplémentaire de 75.000 francs or, destiné à permettre au Dr Kennedy et à Miss Jeppe de poursuivre leur œuvre de protection en faveur des femmes et des enfants du Proche-Orient.

Discussion du rapport de la Sous-Commission « B » (Construction d'une Salle de Conférences).

La Commission adopte dans son ensemble, sous réserve de légères modifications proposées par Sir HENRY STRAKOSCH (Afrique du Sud), M. BIGNAMI (Italie) et M. BARBOZA CARNEIRO (Brésil), le rapport de la Sous-Commission « B » relatif à la construction d'une salle de Conférences.

Rapport de la Sous-Commission « E » (Réorganisation du Bureau de l'Amérique latine).

La Commission adopte dans son ensemble le rapport de la Sous-Commission « E ».

Va. ONZIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION.

La cinquième Commission a tenu sa onzième séance hier vendredi 19 septembre, à 10 h. 30, sous la présidence de M. ZAHLE (Danemark).

Fédération internationale pour le secours mutuel aux populations frappées de calamités (suite).

Le PRÉSIDENT donne lecture d'une lettre du Président de la Croix-Rouge italienne annonçant qu'au cas où une Commission préparatoire d'experts serait nommée en vue d'étudier la question, la Croix-Rouge italienne serait prête à contribuer pour une somme de 10.000 francs or aux frais entraînés par l'institution de cette Commission. Le Président croit se faire l'interprète de tous les membres de la cinquième Commission en adressant à la Croix-Rouge italienne ses plus vifs remerciements de son offre généreuse.

M. SOKAL (Pologne), rapporteur de la Sous-Commission chargée d'étudier le plan Ciralo donne lecture du projet de résolution suivant présenté par la Sous-Commission:

« La cinquième Assemblée:

« Renouvelant l'hommage déjà rendu par la précédente Assemblée à l'initiative généreuse et aux efforts persévérants de M. Giovanni Ciralo, délégué de l'Italie, président de la Croix-Rouge italienne, promoteur de la création d'une Union internationale contre les calamités;

« Considérant que sa proposition est conforme à l'esprit de fraternité humaine qui inspire la Société des Nations et qu'elle prévoit, conformément à l'article 25 du Pacte, une utilisation féconde dans les œuvres de paix de l'organisation internationale de la Croix-Rouge;

Legal Assistance to the Poor.

On the proposal of the Supervisory Commission, the Committee decided to insert in Chapter III of the budget an additional item of 42,000 francs for the expenses of putting into effect the conclusions of the First Committee in regard to the question of legal assistance for the poor, this credit being balanced by the inclusion under the same item of an appropriation in aid of equivalent amount, it being understood that no expenditure would be incurred under the appropriation in question except in so far as funds should have been actually furnished for the purpose from unofficial sources.

Jurists' Committee for Development of International Law.

On the proposal of the Supervisory Commission, the Committee adopted a supplementary credit of 29,500 gold francs for the expenses of a proposed committee of experts in legal questions for preliminary work in contemplation of the possible summoning of conferences with a view to the regulation by international agreement of selected subjects of international law.

Protection of Women and Children in the Near East.

On the proposal of the Supervisory Commission, the Committee adopted a supplementary credit of 75,000 gold francs for the continuance of the work of Dr. Kennedy and Miss Jeppe for the protection of women and children in the Near East.

Discussion of Report of Sub-Committee B (Erection of Conference Hall).

Subject to slight additions proposed by Sir HENRY STRAKOSCH (South Africa), M. BIGNAMI (Italy) and M. BARBOZA CARNEIRO (Brazil), the Committee adopted in its entirety the report of Sub-Committee B on the erection of a Conference Hall.

Report of the Sub-Committee E (Re-organisation of the Latin-American Office).

The Committee adopted in its entirety the report of Sub-Committee E.

Va. ELEVENTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE

The Fifth Committee held its eleventh meeting yesterday (Friday, September 19th) under the chairmanship of M. ZAHLE (Denmark).

International Federation for Mutual Assistance for the Relief of Peoples overtaken by Disaster (continuation).

The CHAIRMAN read a letter from the President of the Italian Red Cross stating that if a Preparatory Committee of Experts were appointed to study the question, the Italian Red Cross was ready to contribute 10,000 gold francs to the cost of such a committee. The Chairman, in the name of all the members of the Fifth Committee, warmly thanked the Italian Red Cross for its generous offer.

M. SOKAL (Poland) rapporteur of the sub-committee entrusted with examining Senator Ciralo's plan, read the following draft resolution submitted by the Sub-Committee:

"The Fifth Assembly,

"Reiterating the tribute paid by the preceding Assembly to the noble initiative and untiring efforts of M. Giovanni Ciralo, delegate of Italy, President of the Italian Red Cross and author of the scheme for establishing an international union against calamities;

"Whereas his proposal is in harmony with the spirit of human brotherhood by which the League of Nations is inspired, and provides, in accordance with Article 25 of the Covenant, for the fruitful utilisation of the International Red Cross Organisation for works of peace;

« Considérant en outre, que cette proposition a été accueillie avec sympathie par les Gouvernements auxquels elle a été soumise;

« Mais qu'elle nécessite encore, en raison même des réserves formulées par un certain nombre de ces Gouvernements, une étude approfondie pour pouvoir entrer dans la voie de la réalisation:

« Décide:

« 1^o Que le Secrétariat général sera chargé de réunir toute documentation nécessaire, en vue d'étudier:

- « a) le cadre précis dans lequel l'Union internationale projetée serait appelée à exercer son action, c'est-à-dire la définition des calamités dans lesquelles elle intervient et l'étendue des secours d'extrême urgence qu'elle assurerait;
- « b) le calcul des besoins auxquels il y aurait lieu de faire face, en tenant compte des sommes versées pour ces calamités dans les cinquante dernières années, soit sur les budgets publics des Etats, des provinces et des villes, soit par les particuliers, ainsi que des évaluations pouvant être fournies par des techniciens de l'assurance;
- « c) le calcul approximatif de la contribution qui apparaîtrait dans ces conditions comme nécessaire pour assurer la réalisation du projet et qui incomberait à chaque Etat, en prenant pour base une proportion à établir par rapport à ses versements actuels au budget de la Société des Nations sans négliger l'éventualité de concours volontaires sous forme de donation ou de fondation.

« 2^o Que cette documentation recueillie, le Secrétariat général présentera ce rapport au Conseil qui prendra les mesures convenables pour hâter la réalisation du projet Ciruolo, notamment en désignant une Commission préparatoire formée par la coopération bénévole du promoteur et des représentants internationaux de la Croix-Rouge, des experts techniques choisis dans les corps savants, des instituts d'assurances et toutes organisations ou spécialités, en utilisant les moyens matériels mis généreusement à la disposition du Conseil par la Croix-Rouge italienne, en vue de parer aux frais nécessités par cette Commission.

« Cette Commission aurait pour mission de proposer au Conseil son étude faite, l'établissement de propositions concrètes, portant tant sur l'objet de l'assistance, que sur sa nature, son étendue et la contribution qui serait demandée à chaque Etat, en vue que le Conseil soumette à l'Assemblée, après consultation nouvelle des gouvernements, telles résolutions qui lui sembleraient convenables. »

M^{me} SWANWICK (Empire britannique) déclare qu'elle s'abstiendra lors du vote en Commission de la résolution présentée, et ceci pour les raisons suivantes:

1^o Elle ne croit pas que l'Assemblée se soit engagée en 1923 quant au projet en question; 2^o elle estime que la Commission ne doit pas prendre de décisions inspirées par des sentiments, si généreux soient-ils, mais délibérer froidement et en pleine connaissance de cause.

Elle rappelle que son pays n'est jamais resté insensible aux appels humanitaires, et elle demande combien d'Etats parmi ceux qui appuient le projet, sont disposés à verser la contribution additionnelle de 10% au budget de la Société, qui est demandée par le projet. La Société des Nations ne doit pas éveiller trop d'espoirs, car si ces espoirs étaient déçus, l'idée de Société des Nations en souffrirait.

M^{me} BUGGE-WICKSELL (Suède) s'abstiendra également lors du vote en Commission, et sa délégation votera à l'Assemblée conformément aux instructions qu'elle aura reçues.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) indique que les membres de la Commission qui ont approuvé le projet en principe, ont formulé des réserves, et qu'ils ont désiré uniquement que la question fasse l'objet d'une étude très approfondie, sans pour cela décider d'une contribution additionnelle. L'orateur affirme que la Société des Nations doit s'inspirer, non d'une sentimentalité vague, mais d'une foi agissante.

« And whereas this proposal has been received with sympathy by the Governments to which it has been submitted;

« But, by reason of the reservations made by a certain number of these Governments, still requires exhaustive investigation before it can be carried into effect;

« Decides:

« 1. That the Secretariat shall undertake the collection of the necessary information with a view to determining:

- « (a) The exact sphere within which the proposed International Union would be called upon to take action, i.e., the kinds of calamity in respect of which it would intervene, and the extent of the relief which it would grant in cases of extreme urgency;
- « (b) The needs which would have to be met, estimated on the basis of the funds included in the budgets of States, provinces and municipalities, or subscribed by private persons for relief in such calamities in the last 50 years, and of estimates to be supplied by insurance experts;

« (c) The approximate contribution which would in these circumstances appear to be necessary in order to ensure the execution of the scheme, and the amount for which each State would be liable, taking as the basis a proportion corresponding to that of its present payment towards the expenditure of the League of Nations, without neglecting the possibility of voluntary assistance in the form of donations or bequests.

« 2. That, as soon as this information has been collected, the Secretariat shall submit this report to the Council, which shall take suitable steps to promote the speedy realisation of the Ciruolo scheme, and for this purpose shall appoint a Preparatory Committee by obtaining the friendly co-operation of the author of the scheme, international representatives of the Red Cross, and technical experts chosen among learned bodies, insurance associations, and any organisations specially affected, and shall utilise the material assistance generously placed at the disposal of the Council by the Italian Red Cross, in order to meet the expenditure which this Committee involves.

« The duty of this Committee would be, after investigation, to recommend to the Council for adoption concrete proposals relating both to the objects in respect of which assistance would be given and to the nature and extent of such assistance, and, further, to the contribution which each State would be called upon to pay, with a view to the Council submitting to the Assembly, after again consulting the various Governments, such resolutions as it might think necessary. »

Mrs. SWANWICK (British Empire) said that she would abstain from voting on the resolution submitted, for the following reasons: (1) She did not think that the Assembly had taken any decision regarding the matter in 1923; (2) The Committee ought not to take decisions from motives of generosity, however strong, but should take a decision quietly and only after full knowledge of the facts. Her country had never turned a deaf ear to the appeals of humanity, and she asked how many States among those which supported the scheme were ready to pay the additional contribution of 10 per cent to the budget of the League required by the scheme. The League of Nations ought not to arouse too great hopes, for, if these hopes were dashed, the League of Nations would suffer.

Mme. BUGGE-WICKSELL (Sweden) said that she also would abstain from voting, and that the Swedish delegation would vote in the Assembly in accordance with any instructions which it might receive.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) pointed out that the members of the Committee who had approved the scheme in principle had made reservations, and that they merely desired that the question should be very carefully investigated before taking any decision in regard to the additional contribution. The League of Nations ought to base its actions not on vague sentiment but on the firm determination to achieve good.

Afin de concilier les points de vues opposés et de permettre que la question soit étudiée suivant une méthode rigoureuse, l'orateur présente le projet de résolution suivant :

« La cinquième Assemblée,

« Renouillant l'hommage déjà rendu par la précédente Assemblée à l'initiative généreuse et aux efforts persévérants de M. Giovanni Ciralo, délégué de l'Italie, président de la Croix-Rouge italienne, promoteur de la création d'une Union internationale contre les calamités;

« Considérant que sa proposition est conforme à l'esprit de solidarité internationale qui inspire la Société des Nations et qu'elle prévoit, conformément à l'article 23 du Pacte, une utilisation féconde dans les œuvres de paix de l'Organisation internationale de la Croix-Rouge;

« Considérant en outre, que cette proposition a été accueillie avec sympathie par les Gouvernements auxquels elle a été soumise;

« Mais qu'elle nécessite encore, en raison même des réserves formulées par un certain nombre de ces Gouvernements une étude approfondie pour pouvoir entrer dans la voie de réalisation;

« Décide,

« 1^o qu'une Commission préparatoire constituée par le Conseil de la Société des Nations, selon la disposition de l'article 2 ci-dessous sera chargée d'étudier avec la collaboration du Secrétariat général:

« a) Le cadre précis dans lequel l'Union internationale projetée serait appelée à exercer son action, c'est-à-dire la définition des calamités dans lesquelles elle intervendrait et l'étendue des secours d'extrême urgence qu'elle assurerait;

« b) Le calcul des besoins auxquels il y aurait lieu de faire face en tenant compte des sommes versées pour ces calamités dans les dernières années, soit sur les budgets publics des Etats, des provinces et des villes, soit par les particuliers ainsi que des évaluations pouvant être fournies par des techniciens de l'assurance;

« c) Le calcul approximatif de la contribution qui apparaîtrait dans ces conditions comme nécessaire pour assurer la réalisation du projet et qui incomberait à chaque Etat, en prenant pour base une proportion à établir par rapport à ses versements actuels au budget de la Société des Nations sans négliger l'éventualité de concours volontaires, sous forme de donation ou de fondation.

« 2^o La Commission préparatoire sera formée avec la coopération bénévole du promoteur, des représentants des organisations de la Croix-Rouge internationale, des experts techniques choisis dans les corps savants et dans les instituts d'assurance. Elle disposera, pour les frais nécessaires des fonds mis généreusement à la disposition du Conseil par la Croix-Rouge italienne, ainsi que de ceux qui lui seront accordés par la Société.

« 3^o Tenant compte des études et des enquêtes prévues à l'article 1^{er}, la Commission présentera au Conseil des propositions concrètes portant tant sur l'objet de l'assistance que sur sa nature et étendue, sur la contribution qu'éventuellement on demanderait à chaque Etat, etc., pour que le Conseil puisse soumettre à l'Assemblée des résolutions qui lui sembleraient convenables. »

M. Fernandez y Medina ajoute que d'après les évaluations du Secrétariat, l'acceptation de son projet nécessiterait un crédit de 30.000 francs, dont 10.000 seraient couverts par l'offre de la Croix-Rouge italienne. La quatrième Commission devrait donc être saisie d'une demande de crédit supplémentaire de 20.000 fr.

M. SOKAL (Pologne) rapporteur de la Sous-Commission, explique que les frais entraînés par la Commission préparatoire se monteraient à 10.000 fr., mais que la réunion de la documentation prévue au premier paragraphe de la résolution de la Sous-Commission occasionnerait une dépense supplémentaire de 20.000 fr.

Le marquis MACSWINEY (Etat libre d'Irlande) désire que le projet généreux du sénateur Ciralo soit mis à exécution. Il ne peut assurer que son gouvernement contribuera aux fonds

In order to conciliate conflicting points of view and ensure a careful examination of the question, he submitted the following draft resolution:

"The Fifth Assembly,

"Reiterating the tribute paid by the preceding Assembly to the noble initiative and perseverance of M. Giovanni Ciralo, delegate of Italy, President of the Italian Red Cross; and author of the scheme for establishing an international union against calamities;

"Whereas his proposal is in harmony with the spirit of international solidarity by which the League of Nations is inspired, and provides, in accordance with Article 23 of the Covenant, for the fruitful utilisation of the International Red Cross Organisation for works of peace;

"And whereas this proposal has been received with sympathy by the Governments to which it has been submitted;

"But, by reason of the reservations made by a certain number of these Governments, still requires exhaustive investigation before it can be carried into effect:

"Decides:

"1. That a preparatory committee appointed by the Council of the League of Nations in accordance with the terms of Article 2 below be instructed to determine in conjunction with the Secretariat:

"(a) The exact sphere within which the proposed international union would be called upon to take action, *i. e.* the kinds of calamity in respect of which it would intervene, and the extent of the relief which it would grant in cases of extreme urgency;

"(b) The needs which would have to be met, estimated on the basis of the funds included in the budgets of States, provinces or municipalities, or subscribed by private persons for the relief of such calamities in the last 50 years, and of estimates to be supplied by insurance experts;

"(c) The approximate contribution which would in these circumstances appear to be necessary in order to ensure the execution of this scheme, and the amount for which each State would be liable, taking as the basis a proportion corresponding to that of its present contributions towards the expenditure of the League of Nations, without neglecting the possibility of voluntary assistance in the form of donations or bequests.

"2. That the preparatory committee be formed by obtaining the friendly co-operation of the author of the scheme, of representatives of the International Red Cross Organisations, and technical experts chosen among learned bodies and insurance associations. It will have available, in order to meet its necessary expenditure, the funds placed generously at the disposal of the Council by the Italian Red Cross, and the funds supplied to it by the League."

"3. That the Committee, paying due regard to the investigations and enquiries provided for in Article 1, lay before the Council concrete proposals relating alike to the objects in respect of which assistance will be given and to the nature and extent of such assistance, and, further, to the contribution which each State might be called upon to pay, in order that the Council may submit to the Assembly such resolutions as it considers desirable."

He added that according to the estimate of the Secretariat the acceptance of his scheme would mean an additional credit of 30,000 francs, 10,000 of which would be furnished by the Italian Red Cross. The Fourth Committee would, therefore, have to decide upon a request for an additional credit of 20,000 francs.

M. SOKAL (Poland), rapporteur, explained that the expenses necessitated by the appointment of a preparatory committee would amount to 10,000 francs; but that the collecting of the necessary information as provided for in the first paragraph of the sub-committee's resolution would necessitate an additional expenditure of 20,000 francs.

Marquis MACSWINEY (Irish Free State) hoped that the generous scheme of Senator Ciralo would be put into practice. His Government would contribute to an international fund, but

international, mais il estime que des études préparatoires doivent être immédiatement entreprises par une Commission d'experts. Il préconise également la collaboration d'associations telles que les Sociétés de Croix-Rouge, ainsi que celles de particuliers. En terminant, l'orateur prie ses collègues d'approuver un projet qui tend, par une action préventive, à diminuer les effets des calamités inévitables.

M. FRANÇOIS (Pays-Bas) rappelle que les Indes néerlandaises et les Pays-Bas eux-mêmes ne sont pas à l'abri des calamités naturelles. Il explique que si son Gouvernement n'est pas disposé à y souscrire c'est qu'il estime que chaque pays doit par ses propres moyens remédier aux effets des calamités et que d'autre part aucune atteinte ne doit être portée à l'initiative privée; en outre la Société des Nations s'occupe déjà de problèmes trop nombreux et trop importants pour assumer une nouvelle tâche, et il ne conviendrait pas au moment où la situation financière du monde n'est pas encore satisfaisante, d'immobiliser des capitaux et du matériel en vue des calamités à venir.

En conclusion, l'orateur se déclare prêt à accepter une résolution prévoyant une étude ultérieure du problème, sous réserve que cette étude n'entraînera pas des frais supplémentaires et n'engagera pas son gouvernement à souscrire au fonds international.

M. SOKAL (Pologne), parlant en sa qualité de délégué de la Pologne, communique la réponse officielle de son Gouvernement touchant le projet Ciralo, réponse qui approuve pleinement ce projet, tout en faisant des réserves expresses quant à l'engagement de nouveaux crédits pour sa mise à exécution.

M. SÉFÉRIADÈS (Grèce) ne peut accepter le projet de résolution présenté par le rapporteur de la Sous-Commission qui ferait faire au projet un pas en arrière; il appuie, par contre, la proposition de M. Fernandez y Medina qui a été acceptée par M. Ciralo.

M^{lle} VACARESCO (Roumanie) rend hommage à M^{me} Swanwick pour l'activité qu'elle a déployée en faveur de la Société des Nations, ainsi qu'au Gouvernement britannique pour l'appui qu'il a donné à la Société. Elle exprime sa foi profonde en l'idéal que la Société des Nations s'efforce de réaliser. Elle revendique avec fierté pour la cinquième Commission, à laquelle elle siège depuis quatre ans, le titre de « Commission sentimentale ». En conclusion, elle déclare appuyer le projet de résolution proposé par M. Fernandez y Medina.

M^{lle} BONNEVIE (Norvège) est d'avis que la Croix-Rouge devrait être chargée du travail prévu par le projet Ciralo. Elle ne peut se rallier à aucune des résolutions présentées, car celles-ci prévoient des crédits supplémentaires. Elle serait prête à appuyer le projet de résolution précédemment présenté par M^{me} Swanwick (voir *Journal de l'Assemblée*, N^o 16, p. 173).

M. MASARYK (Tchécoslovaquie) appuie chaleureusement le projet Ciralo. Il affirme sa foi en l'idéal et se déclare prêt à voter en faveur de la résolution présentée par M. Fernandez y Medina.

M. SARRAUT (France) explique le travail accompli par la Sous-Commission et le but visé par la résolution présentée par elle; le texte nouveau présenté par M. Fernandez y Medina va plus loin que cette résolution, mais l'orateur ne voit aucun inconvénient à s'y rallier, étant donné que les crédits que son adoption entraînera seront les mêmes que les crédits prévus par la Sous-Commission. Il demande expressément que le rapport qui sera soumis au Conseil sur le projet Ciralo soit aussi soumis aux Gouvernements, afin que ceux-ci puissent formuler une opinion à son sujet. Il estime que la tâche de la Commission préparatoire d'experts sera de définir le cadre dans lequel s'exercerait l'activité de la Fédération internationale, la portée de l'œuvre de secours, et les frais qui résulteraient de l'exécution du projet.

M. VALDÈS MENDEVILLE (Chili) se rallie à la résolution Fernandez y Medina. Il rappelle que le projet ne vise que les secours d'extrême urgence, et qu'il ne porterait donc pas atteinte à l'activité des gouvernements, et des associations privées en cas de calamités.

he thought that a preparatory investigation should be immediately undertaken by a committee of experts. Associations such as the Red Cross Societies and private institutions should collaborate. He asked his colleagues to support a scheme which would by the preventive action contemplated diminish the effects of inevitable calamities.

M. FRANÇOIS (Netherlands) recalled the fact that the Dutch Indies and the Netherlands themselves were not safe from natural disasters. His Government, however, was not ready to subscribe a sum, since it thought that each country ought by means of its own resources to remedy the effects of a disaster, and, further, that no attack on the initiative of private persons should be made. The League of Nations already had too many and too important problems to deal with, and for this reason it should not assume a new task. At a time when the financial situation of the world was unsatisfactory it was not good policy to put aside capital and material to lie idle as a fund to meet future disasters.

He was ready to accept a resolution providing for the examination at some future date of the problem, provided his Government was not compelled to subscribe to an international fund.

M. SOKAL (Poland), speaking as delegate for Poland, gave the official reply of his Government regarding the Ciralo scheme. This reply entirely approved the scheme, while making express reserves regarding any new undertaking concerning the credits necessary to put it into force.

M. SEFERIADES (Greece) was unable to accept the resolution submitted by the rapporteur of the Sub-Committee, which would, in his view, mean a step backward. He therefore supported the proposal of M. Fernandez y Medina, which had been accepted by M. Ciralo.

M^{lle} VACARESCO (Roumania) paid a tribute to Mrs. Swanwick for the activity which she had shown for the League of Nations, as well as to the British Government for the support which it had given to the League. She expressed her firm belief in the ideal which the League of Nations was endeavouring to realise. She could claim with pride for the Fifth Committee, on which she had sat for four years, the title of the "sentimental committee". In conclusion, she supported the draft resolution supported by M. Fernandez y Medina.

M^{lle} BONNEVIE (Norway) was of the opinion that the Red Cross should be entrusted with the work contemplated by the scheme of Senator Ciralo. She could not support any of the resolutions submitted, as they implied supplementary credits. She was ready to support the draft resolution previously submitted by Mrs. Swanwick (see *Assembly Journal* No. 16, p. 173.)

M. MASARYK (Czechoslovakia) warmly supported the scheme of Senator Ciralo. He affirmed his faith in the ideal embodied in that scheme, and said he was ready to vote in favour of the resolution submitted by M. Fernandez y Medina.

M. SARRAUT (France) explained the work which had been done by the Sub-Committee, and the object of the resolution which the Sub-Committee had presented. The new text submitted by M. Fernandez y Medina went further than this resolution, but he did not think that there was any objection to this resolution, since the credits involved by its adoption would be the same as the credits contemplated in the resolution of the Sub-Committee. He asked expressly that the report on the scheme of Senator Ciralo to be submitted to the Council should also be submitted to the Governments in order that they might give their opinions in regard to it. He thought that the task of the preparatory committee of experts would be to define the limits within which the activities of the International Federation should be pursued, the scope of the work of relief to be undertaken, and the costs involved by the carrying-out of the scheme.

M. Valdès MENDEVILLE (Chile) supported the resolution of M. Fernandez y Medina, but pointed out that the scheme provided for relief only in cases of extreme urgency, and that it did not in any way prejudice the activities of the Governments or of private associations.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) explique que son projet de résolution n'engage en rien les gouvernements et il demande à ses collègues de se rallier à son texte en apportant une modification à la lettre *b* et une modification au chiffre 3, prévoyant la « consultation de tous les Gouvernements. »

M. SOKAL, (Pologne) rapporteur de la Sous-Commission, se rallie personnellement au projet de résolution amendé de M. Fernandez y Medina.

M. PINEDA DE MONT (Guatemala) et M. TOKUGAWA (Japon), membres de la Sous-Commission, se rallient également à ce projet de résolution.

M. CIRAOLO (Italie), rapporteur à la Commission, estime que ce n'est pas à la cinquième Commission, mais à la quatrième, de se prononcer sur l'ouverture des nouveaux crédits. Il affirme que son projet est basé sur des considérations d'ordre purement pratique et qu'il vise à donner une organisation technique à une grande idée à laquelle ont déjà adhéré 22 Etats. En conclusion, il déclare accepter le projet de résolution présenté par le délégué de l'Uruguay.

Mlle VACARESCO (Roumanie) et M. PINEDA DE MONT (Guatemala) déclarent retirer leurs projets de résolution déposés à la neuvième séance (voir *Journal* N° 16, pp. 172 et 174).

M. SARRAUT (France) déclare au nom de la Sous-Commission retirer le projet de résolution présenté par cette dernière.

Le PRÉSIDENT met aux voix le projet de résolution suivant présenté par M^{me} SWANWICK (Empire britannique).

« La cinquième Assemblée, ayant pris acte des réponses envoyées par les Gouvernements à la lettre du Secrétaire général concernant le projet de Fédération internationale d'assistance mutuelle aux populations frappées de calamités, ainsi que de la communication émanant du Conseil sur la politique future de l'Assemblée concernant la réalisation du projet :

« Invite le Conseil à charger le Secrétaire général :

« 1. De prier les Gouvernements dont les réponses ne sont pas encore parvenues au Secrétariat, d'en hâter l'envoi afin de pouvoir constater si le projet recevra un appui suffisant pour justifier une décision de la sixième Assemblée tendant à convoquer une Conférence intergouvernementale et internationale sur la question ;

« 2. De prier la Commission de Coopération intellectuelle d'encourager, et, si possible, de coordonner le mouvement scientifique en vue de la recherche de données permettant l'étude des calamités ;

« 3. De se mettre en communication avec la Croix-Rouge internationale en vue d'examiner les suggestions proposées par la Délégation suédoise, à savoir (a) reconnaître à la Croix-Rouge un statut légal qui lui donnerait le droit et de devoir d'intervenir en temps de paix, afin d'apporter son assistance aux souffrances humaines, comme elle est intervenue en temps de guerre ; (b) coordonner, avec l'aide des sociétés nationales de la Croix-Rouge, l'assistance fournie par les différents gouvernements. »

Le projet de résolution est rejeté par 19 voix contre 6.

Le projet de résolution de M. Fernandez y Medina mis aux voix est adopté par 21 contre 3 sous la forme suivante :

« La cinquième Assemblée :

« Renouarrant l'hommage déjà rendu par la précédente Assemblée à l'initiative généreuse et aux efforts persévérants de M. Giovanni Ciralo, délégué de l'Italie, président de la Croix-Rouge italienne promoteur de la création d'une Union internationale contre les calamités ;

« Considérant que sa proposition est conforme à l'esprit de solidarité internationale qui inspire la Société des Nations et qu'elle prévoit, conformément à l'article 25 du Pacte, une utilisation féconde dans les œuvres de paix de l'Organisation internationale de la Croix-Rouge ;

M. Fernandez y MEDINA (Uruguay) explained that his draft resolution did not in any way commit the Governments, and he asked his colleagues to vote for his text, subject to a verbal amendment of sub-paragraph *b*, and an amendment of paragraph 3 providing for a previous consultation of the Governments by the Council.

M. SOKAL (Poland), rapporteur of the Sub-Committee, said that he was personally prepared to support the draft resolution of M. Fernandez y Medina as thus amended.

M. Pineda de MONT (Guatemala) and M. TOKUGAWA (Japan), members of the Sub-Committee, also supported this draft resolution.

M. CIRAOLO (Italy), rapporteur of the Committee, did not think that it was for the Fifth Committee, but for the Fourth Committee, to decide as to the opening of new credits. His scheme, which was inspired by a high ideal, was nevertheless based on purely practical considerations. It aimed at creating a technical organisation for carrying out a great idea to which 22 States had already adhered.

In conclusion, he said he would accept the draft resolution presented by the delegate of Uruguay.

Mlle VACARESCO (Roumania), M. Pineda de MONT (Guatemala) withdrew the draft resolutions which they had submitted at the eighth meeting (see *Assembly Journal* No. 16, pp. 172 and 174).

M. SARRAUT (France), on behalf of the Sub-Committee, withdrew the draft resolution which the Sub-Committee had presented.

The CHAIRMAN put to the vote the following draft resolution presented by Mrs. Swanwick (British Empire) :

« The Fifth Assembly :

« Having taken note of the replies already received from the Governments to the Secretary-General's letter on the scheme for an international federation for mutual assistance in the relief of peoples overtaken by disaster and of the communication from the Council as to the Assembly's future policy with regard to the realisation of the scheme :

« Requests the Council to instruct the Secretary-General :

« 1. To request the Governments whose replies have not yet been received to expedite those replies with a view to ascertaining whether the scheme is likely to receive sufficient support to justify the Sixth Assembly in undertaking the summoning of an International Inter-Governmental Conference on this subject ;

« 2. To request the Committee on Intellectual Co-operation to encourage and, if possible, co-ordinate the scientific movement for the research of material for the study of disasters ;

« 3. To place himself in communication with the International Organisation of the Red Cross with a view to exploring the suggestions made by the Swedish Delegation, viz. : (a) the giving to the Red Cross in time of peace of a legal status by which it would have the right and the duty to intervene in order to bring aid to human suffering in the same manner as it intervened during time of war ; (b) the co-ordination, when necessary, with the aid of National Red Cross Societies, of assistance from Red Cross Societies of other countries. »

The draft resolution was rejected by 19 votes to 6.

The draft resolution of M. Fernandez y Medina was put to the vote and adopted by 21 votes to 3, in the following form :

« The Fifth Assembly :

« Reiterating the tribute paid by the preceding Assembly to the noble initiative and perseverance of M. Giovanni Ciralo, delegate of Italy, President of the Italian Red Cross, and author of the scheme for establishing an international union against calamities ;

« Whereas his proposal is in harmony with the spirit of international solidarity by which the League of Nations is inspired, and provides, in accordance with Article 25 of the Covenant, for the fruitful utilisation of the International Red Cross Organisation for works of peace ;

« Considérant en outre, que cette proposition a été accueillie avec sympathie par les Gouvernements auxquels elle a été soumise;

« Mais qu'elle nécessite encore, en raison même des réserves formulées par un certain nombre de ces Gouvernements une étude approfondie pour pouvoir entrer dans la voie de la réalisation;

« Décide:

« 1^o qu'une Commission préparatoire constituée par le Conseil de la Société des Nations selon les dispositions ci-dessous sera chargée d'étudier avec la collaboration du Secrétariat général:

« a) Le cadre précis dans lequel l'Union internationale projetée serait appelée à exercer son action, c'est-à-dire la définition des calamités dans lesquelles elle interviendrait et l'étendue des secours d'extrême urgence qu'elle assurerait;

« b) Le calcul des besoins auxquels il y aurait lieu de faire face en tenant compte de tous les renseignements immédiatement disponibles au sujet des sommes versées pour ces calamités dans les dernières années, soit sur les budgets publics des Etats, des provinces et des villes, soit par des particuliers ainsi que des évaluations pouvant être fournies par des techniciens de l'assurance;

« c) Le calcul approximatif de la contribution qui apparaîtrait dans ces conditions comme nécessaire pour assurer la réalisation du projet et qui incomberait à chaque Etat, en prenant pour base une proportion à établir par rapport à ses versements actuels au budget de la Société des Nations sans négliger l'éventualité de concours volontaires, sous forme de donation ou de fondation.

« 2^o La Commission préparatoire sera formée avec la coopération bénévole du promoteur, des représentants des organisations de la Croix-Rouge internationale, des experts techniques choisis dans les corps savants et dans les Instituts d'assurance. Elle disposera pour les frais nécessaires des fonds mis généreusement à la disposition du Conseil par la Croix-Rouge italienne, ainsi que de ceux qui lui seront accordés par la Société.

« 3^o Tenant compte des études et des enquêtes prévues à l'article premier, la Commission présentera au Conseil des propositions concrètes portant tant sur l'objet de l'assistance que sur sa nature et étendue, sur la contribution qu'éventuellement on demanderait à chaque Etat, etc. pour que le Conseil puisse après consultation des différents gouvernements soumettre à l'Assemblée les résolutions qui lui sembleraient convenables. »

Ont voté pour: Belgique, Canada, Chili, Chine, Costa-Rica, Danemark, Espagne, Ethiopie, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Irlande, Italie, Japon, Pologne, Roumanie, Siam, Suisse, Tchécoslovaquie, Uruguay.

Ont voté contre: Empire britannique, Inde, Suède.

Se sont abstenus: Australie, Norvège, Pays-Bas, Royaume des Serbes, Croates et Slovénes.

Désignation d'un rapporteur à l'Assemblée sur le projet du sénateur Ciraolo.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) est désigné à l'unanimité rapporteur à l'Assemblée sur la question.

Vb. DOUZIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION.

La cinquième Commission a tenu sa douzième séance hier vendredi 19 septembre à 15 h. 30, sous la présidence de M. ZAHLE (Danemark).

« And whereas this proposal has been received with sympathy by the Governments to which it has been submitted;

« But, by reason of the reservations made by a certain number of these Governments, still requires exhaustive investigation before it can be carried into effect:

« Decides:

« 1. That a preparatory committee appointed by the Council of the League of Nations in accordance with the terms of Article 2 below be instructed to determine, in conjunction with the Secretariat:

« (a) The exact sphere within which the proposed international union would be called upon to take action, i. e. the kinds of calamity in respect of which it would intervene, and the extent of the relief which it would grant in cases of extreme urgency:

« (b) The needs which would have to be met, estimated on the basis of the information immediately available regarding the funds included in the budgets of States, provinces or municipalities, or subscribed by private persons for the relief of such calamities in the last 50 years and of estimates to be supplied by insurance experts;

« (c) The approximate contribution which would in these circumstances appear to be necessary in order to ensure the execution of this scheme, and the amount for which each State would be liable, taking as the basis a proportion corresponding to that of its present contributions, towards the expenditure of the League of Nations, without neglecting the possibility of voluntary assistance in the form of donations or bequests.

« 2. That the preparatory committee be formed by obtaining the friendly co-operation of the author of the scheme, of representatives of the International Red Cross Organisations and technical experts chosen among learned bodies and insurance associations. It will have available, in order to meet its necessary expenditure, the funds placed generously at the disposal of the Council by the Italian Red Cross, and the funds supplied to it by the League.

« 3. That the Committee, paying due regard to the investigations and enquiries provided for in Article 1, lay before the Council concrete proposals relating alike to the objects in respect of which assistance will be given and to the nature and extent of such assistance, and, further, to the contribution which each State might be called upon to pay, in order that the Council, after consultation of the various Governments, may submit to the Assembly such resolutions as it considers desirable. »

There voted for the resolution: Belgium, Canada, China, Costa Rica, Czechoslovakia, Denmark, Ethiopia, France, Greece, Guatemala, Haiti, Irish Free State, Italy, Japan, Poland, Roumania, Siam, Spain, Switzerland and Uruguay.

There voted against the resolution: British Empire, India and Sweden.

The following abstained: Australia, the Netherlands, Norway and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

Appointment of Rapporteur to the Assembly on the Scheme of Senator Ciraolo.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) was unanimously appointed rapporteur to the Assembly on this question.

V b. TWELFTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE

The Fifth Committee held its twelfth meeting on Friday (September 19th) at 3.30 p.m., under the chairmanship of M. ZAHLE (Denmark).

Protection de l'enfance (suite).

M. de BROUCKÈRE (Belgique) rapporteur à la Commission, présente le projet de résolution suivant, qu'il a élaboré d'accord avec Mme Swanwick :

« 1. L'Assemblée ratifie la décision prise par le Conseil dans sa session de mars 1924 et portant que l'œuvre accomplie jus qu'à ce jour par « l'Association internationale pour la protection de l'enfance » sera désormais confiée au Secrétariat de la Société des Nations.

« 2. L'Assemblée prie le Conseil de reconstituer la Commission consultative de la Traite des femmes et des enfants sous un nouveau titre et avec deux séries d'assesseurs dont l'une serait appelée à siéger chaque fois que seraient traitées des questions relatives à la traite des femmes et des enfants, l'autre quand seraient traitées des questions relatives à la protection de l'enfance.

« L'Assemblée recommande que parmi les assesseurs de cette dernière catégorie se trouvent des personnalités qualifiées pour représenter les principales organisations d'initiative privée qui se consacrent à la protection de l'enfance et notamment l'Association internationale pour la protection de l'enfance.

« 3. L'Assemblée prend acte du fait que la question de la protection des enfants rentre déjà à certains égards dans le cadre des travaux dévolus à certaines organisations actuelles de la Société; par exemple, la protection en matière d'hygiène est du domaine de l'Organisation d'hygiène de la Société, la réglementation des conditions de travail des enfants est du domaine de l'Organisation internationale du Travail; elle considère que dans l'exécution des nouveaux devoirs qu'elle aura à remplir, il faudra prendre soin d'éviter les doubles emplois.

« 4. L'Assemblée estime que dans ce domaine, les questions à examiner ainsi que les méthodes à suivre devront être telles que le Conseil puisse les approuver sur l'avis de la Commission consultative, elle estime que les études qui peuvent le plus utilement être confiées à la Société des Nations sont celles qui portent sur les points à l'égard desquels la comparaison des diverses méthodes suivies et des essais effectués dans différents pays, les avis demandés aux techniciens, les échanges de vues entre fonctionnaires et experts de divers pays et la coopération internationale, peuvent aider les Gouvernements à traiter ces problèmes.

« 5. L'Assemblée recommande, en outre, que l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations soit invitée à examiner toutes mesures relevant de sa compétence, qu'il pourrait sembler désirable et pratique d'entreprendre, en vue d'assurer la protection de l'enfance au point de vue de l'hygiène. »

L'orateur indique qu'en vue de mettre la résolution à exécution, une somme de 50.000 francs serait nécessaire, dont 10.000 seulement sont inscrits au budget. Il est donc indispensable de demander instamment à la quatrième Commission de voter un crédit supplémentaire de 40.000 fr.

M^{lle} FORCHHAMMER (Danemark) se félicite de l'accord intervenu entre M^{me} Swanwick et M. de Brouckère; elle propose d'intervertir l'ordre des paragraphes 3 et 4 le paragraphe 3 présentant un caractère plus général.

M. de BROUCKÈRE (Belgique) rapporteur à la Commission accepte la modification proposée par M^{lle} Forchhammer.

Le PRÉSIDENT prie le rapporteur d'insérer dans sa résolution un paragraphe spécial relatif à une demande d'un crédit supplémentaire de 40.000 francs.

Transfert au Caucase des réfugiés arméniens et création d'un foyer national arménien dans cette région.

M. de BROUCKÈRE (Belgique) rapporteur à la Commission, rappelle par des exemples qui lui ont été rapportés personnellement les souffrances subies par les réfugiés arméniens. Il insiste sur les devoirs particuliers qu'a assumés la Société des Nations envers les Arméniens et les promesses qu'elle leur a faites.

Il estime cependant que la question du transfert des réfugiés arméniens au Caucase exige une étude plus approfondie. Il rappelle la proposition d'établissement des réfugiés arméniens au Caucase faite par les autorités soviétiques. Il signale la difficulté d'assigner comme foyer aux Arméniens cette région

Child Welfare (continuation).

M. de BROUCKÈRE (Belgium), rapporteur to the Committee, presented the following draft resolution which he had drawn up in agreement with Mrs. Swanwick :

"1. The Assembly ratifies the decision adopted by the Council at its session in March 1924 providing that the work hitherto carried out by the International Federation for the Protection of Children should henceforth be entrusted to the Secretariat of the League of Nations.

"2. The Assembly requests the Council to reconstitute the Advisory Committee on the Traffic in Women and Children under a new name and with two groups of assessors, one group to attend whenever questions relating to the traffic in women and children are dealt with and the other when questions relating to the protection of children are discussed.

"The Assembly recommends that the assessors belonging to the latter category should include persons qualified to act as representatives of the principal private organisations dealing with the protection of children, and in particular the International Federation for the Protection of Children.

"3. The Assembly takes note of the fact that the protection of children in certain respects already falls within the scope of the work of existing organisations of the League, as, for example, protection from the hygienic point of view falls within the sphere of the Health Organisation of the League, and the regulation of the conditions of employment of children within that of the International Labour Organisation; and considers that, in carrying out any new duties entrusted to it, care should be taken to prevent any duplication of work.

"4. The Assembly considers that the subjects to be dealt with and the methods of dealing with them should be such as may be approved by the Council on the advice of the Advisory Committee; and considers that in this matter the League can most usefully concern itself with the study of those problems on which the comparison of the methods and experiences of different countries, consultation and interchange of views between the officials and experts of different countries and international co-operation may be likely to assist the Governments in dealing with such problems.

"5. The Assembly recommends in addition that the Health Organisation of the League should be invited to consider any measures within its competence which it would be desirable and practicable to undertake for the protection of children from the hygienic point of view "

He pointed out that, in order to put this resolution into effect, a sum of 50,000 francs would be necessary, of which only 10,000 francs were placed upon the budget. It was therefore necessary to ask the Fourth Committee for a supplementary credit of 40,000 francs.

M^{lle} FORCHHAMMER (Denmark) congratulated Mrs. Swanwick and M. de Brouckère on the agreement which they had reached. She proposed that the order of paragraphs 3 and 4 should be transposed, as paragraph 3 was more general in character.

M. de BROUCKÈRE (Belgium), rapporteur to the Committee, accepted this transposition.

The CHAIRMAN asked the rapporteur to insert in his resolution a special paragraph embodying a request for a supplementary credit of 40,000 francs.

Transfer to the Caucasus of the Armenian Refugees and Establishment of an Armenian National Home in this Region.

M. de BROUCKÈRE (Belgium), rapporteur to the Committee, gave examples which had been reported to him personally illustrating the sufferings of the Armenian refugees. He insisted upon the special responsibility which had been assumed by the League of Nations towards the Armenians and the promises which had been made to them. He thought, however, that the question of the transfer of the Armenian refugees to the Caucasus required a more thorough investigation. He referred to the proposal for the establishment of Armenian refugees in the Caucasus which had been made by the Soviet

du Caucase où les races sont si mélangées et où la guerre règne à nouveau. On a proposé également l'Arménie caucasique comme terre d'asile pour les Arméniens, mais cette région, déjà surpeuplée, ne pourrait guère accueillir de réfugiés. D'autre part, l'ingénieur russe Savalachine avait avant la guerre établi un plan extrêmement intéressant d'irrigation d'une plaine de 47.000 hect. dont la mise à exécution coûterait au minimum un million de livres sterling. Mais cette plaine pourrait devenir une riche proie pour le voisin peu scrupuleux.

Il faut avant tout éviter de susciter chez les Arméniens des espoirs qui seraient déçus. Cependant, on pourrait peut être établir les Arméniens ailleurs qu'au Caucase. Il convient ici de rendre un hommage chaleureux au Gouvernement et au peuple hellénique pour les sacrifices considérables consentis en faveur des réfugiés arméniens, qu'ils ont traités sur un pied d'égalité absolue avec les réfugiés grecs. En tout cas, la Société des Nations se doit de travailler au maintien de la nationalité arménienne, en attendant la reconstitution de la patrie arménienne.

En conclusion, l'orateur présente le projet de résolution suivant:

« La cinquième Commission propose à l'Assemblée de confier au Dr Nansen le soin d'étudier la possibilité de placer au Caucase un certain nombre de réfugiés arméniens et de mettre à cet effet une somme supplémentaire de cinquante mille francs à la disposition du Haut Commissariat.

« Elle propose encore à l'Assemblée de déclarer qu'en attendant que puisse être constitué un foyer national arménien, il importe que toutes facilités soient accordées aux réfugiés pour qu'ils puissent maintenir et sauvegarder leur existence nationale.»

M. SARRAUT (France) rappelle que la France a toujours soutenu la nation arménienne et estime que la Société des Nations ne saurait se désintéresser du sort de cette nation. Il s'associe à l'hommage rendu par M. de Brouckère au Gouvernement hellénique. La délégation française est en faveur d'une solution qui n'éveille pas parmi des Arméniens des espoirs qui ne pourraient qu'être déçus, elle s'associe donc au vœu du rapporteur, mais elle espère ardemment que quelque jour la patrie arménienne pourra être reconstituée. Elle fait confiance au Dr Nansen pour mener à bien l'étude qu'on propose de lui confier.

Mlle FORCHHAMMER (Danemark) croit qu'il serait peut-être possible d'établir les réfugiés dans d'autres endroits que le Caucase. Elle insiste sur l'importance qu'il y a à permettre aux Arméniens de conserver leur vie nationale.

M. SÉFÉRIADÈS (Grèce) remercie le rapporteur et M. Sarraut pour les paroles qu'ils ont prononcées à l'adresse de son pays. Il explique la situation des Arméniens en Grèce. Il rappelle que pendant la guerre, tous les Gouvernements étaient d'accord pour faire un sort supportable aux Arméniens, mais qu'aucune promesse n'a été tenue et que la Société des Nations elle-même a presque échoué dans ses efforts en faveur de ce malheureux peuple.

Le marquis MACSWINEY (Etat libre d'Irlande) exprime l'intérêt profond que le gouvernement et le peuple irlandais portent à la nation arménienne. Il rappelle l'œuvre séculaire accomplie par la France dans le Proche-Orient. Il propose de modifier le projet de résolution en discussion de la façon suivante:

« La cinquième Commission propose à l'Assemblée de confier au Bureau international du Travail en collaboration avec le Dr Nansen le soin d'étudier la possibilité de placer au Caucase ou ailleurs un certain nombre de réfugiés arméniens et d'ajouter à cet effet une somme de cinquante mille francs à la disposition du budget pour les réfugiés.

« Elle propose encore à l'Assemblée de déclarer qu'en attendant que puisse être constitué un foyer national arménien, il importe que toutes facilités soient accordées aux réfugiés pour qu'ils puissent s'établir dans des emplois productifs dans d'autres pays afin de sauvegarder leur existence nationale.»

Le comte TOSRI (Italie) estime difficilement réalisable, les divers projets relatifs à l'établissement des réfugiés arméniens. Il faut dire au monde que la Société des Nations est désarmée en

authorities. There appeared to be some difficulty in assigning a home to the Armenians in a region in which the races were so mixed and where war was again in progress. Caucasian Armenia had also been proposed as a land of refuge for the Armenians, but this region, already over-populated, would hardly be able to receive them. The Russian engineer Savalachine had, before the war, formed an extremely interesting project for the irrigation of a plain of 47,000 hectares, the execution of which would involve a minimum cost of one million pounds sterling. This plain, however, might fall an easy prey to neighbouring peoples, who would not scruple to seize upon it.

It was necessary above all to avoid raising false hopes among the Armenians. It might be possible to establish the Armenians elsewhere than in the Caucasus. In this connection, he would pay a warm tribute to the Government and people of Greece for the considerable sacrifices which they had made on behalf of the Armenian refugees, whom they had treated on a footing of absolute equality with the Greek refugees. In any event, the League of Nations could not neglect to work for the preservation of the Armenian people pending the restoration of the Armenian nation.

In conclusion he presented the following draft resolution:

“The Fifth Committee proposes to the Assembly that Dr. Nansen should be asked to investigate the possibility of settling a certain number of Armenian refugees in the Caucasus, and that for this purpose a further sum of 50,000 francs should be placed at the disposal of the High Commissioner.

“It further suggests that the Assembly should declare that until an Armenian national home can be established, every possible facility should be given to the refugees to maintain and safeguard their national existence.”

M. SARRAUT (France) said that France had always supported the Armenian nation and thought that the League of Nations could not abandon the Armenians. He associated himself with the tribute paid by M. de Brouckère to the Greek Government. The French delegation was in favour of a solution which would not arouse false hopes in the Armenians. It accordingly associated itself with the recommendation of the rapporteur, but cordially hoped that at some time the Armenian national home might be reconstituted. It was confident that Dr. Nansen would carry to a successful conclusion the investigation with which it was proposed to entrust him.

Mlle. FORCHHAMMER (Denmark) believed that it would perhaps be possible to establish the refugees in other regions than the Caucasus. She emphasised the importance of enabling the Armenians to preserve their national life.

M. SEFERIADES (Greece) thanked the rapporteur and M. Sarraut for the tributes which they had paid to his country. He explained the situation of the Armenians in Greece, reminding the Committee that during the war all the Governments had agreed to render life tolerable for the Armenians, but that none of these promises had been kept, and the League of Nations itself had almost failed in its efforts on their behalf.

The Marquis MACSWINEY (Irish Free State) emphasised the deep interest taken by the Government and people of Ireland in the Armenian nation, and referred to the important work which had been accomplished by France in the Near East. He proposed to modify the draft resolution under discussion as follows:

“The Fifth Committee proposes to the Assembly that the International Labour Office, in collaboration with Dr. Nansen, should be asked to investigate the possibility of settling a certain number of Armenian refugees in the Caucasus or elsewhere, and that for this purpose a further sum of 50,000 francs should be placed upon the budget for refugees.”

“It further suggests that the Assembly should declare that, until an Armenian national home can be established, every possible facility should be given to the refugees in order that they may be given productive employment in other countries with a view to safeguarding their national existence.”

Count TOSRI (Italy) thought it would be difficult to realise the various schemes relating to the establishment of the Armenian refugees. The League of Nations would have to

face du problème arménien. L'orateur se demande si l'étude du Dr Nansen pourra aussi s'étendre à la possibilité de secourir les Arméniens dans les pays où ils se trouvent actuellement. Il se demande également s'il serait possible d'adresser un appel à divers pays, notamment à la Turquie, en faveur de l'amélioration du sort des Arméniens, et peut être aussi d'envisager l'emploi, par l'intermédiaire du Bureau international du Travail, de la main-d'œuvre arménienne dans les pays qui pourraient la recevoir.

En conclusion, l'orateur affirme la sympathie profonde de son pays envers le malheureux peuple arménien.

M. de BROUCKÈRE (Belgique) rapporteur à la Commission, explique qu'il n'a pas voulu soulever dans sa résolution la question de l'emploi de la main-d'œuvre arménienne estimant qu'elle est de la compétence du Dr Nansen. Il indique qu'environ 10 milliards de francs ont été abandonnés par les Arméniens en Turquie, et il signale à ce sujet l'importance de la résolution de M. Séferiades relatives aux saisies-arrêts sur les valeurs appartenant aux réfugiés et déposées dans des banques étrangères.

M. SARRAUT (France) propose l'addition suivante à la résolution présentée par le rapporteur:

« Elle lui propose enfin de remercier et de féliciter particulièrement le Gouvernement hellénique pour l'admirable effort qu'il a déjà accompli en faveur des Arméniens: d'exprimer aux Etats-Unis sa gratitude pour la générosité dont ils ne cessent de donner la preuve à leur égard et de leur demander de bien vouloir continuer à ces malheureuses populations un soutien indispensable et précieux dans la dure épreuve qu'elles traversent. »

M. de BROUCKÈRE (Belgique) rapporteur à la Commission accepte l'addition présentée par M. Sarraut.

M. DANDURAND (Canada) s'associe aux sentiments de gratitude exprimés dans le texte de M. Sarraut, mais il souhaite que ces sentiments soient étendus à tous les pays qui ont aidé et secouru les Arméniens.

M^{lle} VACARESCO (Roumanie) s'associe aux paroles de M. Dandurand. Elle rappelle ce que son pays a fait en faveur des Arméniens

Le comte TOSTI (Italie) propose d'adresser aux peuples comme aux gouvernements les sentiments de gratitude de la Commission.

Le rapport et les résolutions avec les amendements proposés par le marquis MacSwiney sont adoptés à l'unanimité.

Offre de la Croix-Rouge italienne pour l'étude du projet Ciralo.

La Commission décide d'accepter l'offre généreuse que la Croix-Rouge italienne a faite de mettre à la disposition de la Société des Nations une somme de 10.000 francs en vue de l'étude du projet Ciralo. Elle adresse à cette organisation l'expression de sa vive reconnaissance.

Protection de l'enfance (suite).

M. Valdès MENDEVILLE (Chili) rappelle l'intérêt que la Société des Nations porte à la protection de l'enfance. Il annonce qu'un Congrès panaméricain de l'enfance se tiendra prochainement à Santiago-de-Chili.

Il soumet le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée approuve la déclaration des droits de l'enfant, dite Déclaration de Genève, et invite les Etats membres de la Société à s'inspirer de ses principes dans l'œuvre de la protection de l'enfance.

Déclaration de Genève.

« Par la présente Déclaration des Droits de l'Enfant, dite Déclaration de Genève, les hommes et les femmes de toutes les nations, reconnaissant que l'humanité doit donner à l'enfant

publish to the world that it was helpless in the face of the Armenian problem. He wondered whether the investigation to be undertaken by Dr. Nansen might comprise an examination of the possibility of helping the Armenians in the countries where they were at present to be found. He also wondered whether it would be possible to appeal to the various countries, particularly to Turkey, with a view to securing an improvement in their situation. The possible employment of the Armenians in countries in a position to receive them might also be examined by means of the International Labour Office.

In conclusion, he expressed his deep sympathy with the unhappy Armenian people.

M. de BROUCKÈRE (Belgium), rapporteur to the Committee, explained that he had not wished to raise in his resolution the question of the employment of Armenian labour, believing that this question was within the competence of Dr. Nansen. Some ten millions of francs had already been abandoned by the Armenians in Turkey, and in this connection he emphasised the importance of the resolution moved by M. Seferiades in regard to the confiscation of funds belonging to the refugees deposited in foreign banks.

M. SARRAUT (France) proposed the following addition to the resolutions submitted by the rapporteur:

"Finally, it proposes that the Greek Government should be thanked and congratulated on the admirable efforts which it had made on behalf of the Armenians, and that gratitude should be expressed to the United States for the generosity which they had never ceased to show towards the Armenians. It further proposes that the United States should be asked to continue to afford these unhappy people a help which was indispensable and of great value during the crisis through which they were passing."

M. de BROUCKÈRE (Belgium), rapporteur to the Committee, accepted the addition proposed by M. Sarraut.

M. DANDURAND (Canada) associated himself with the expressions of gratitude embodied in the addition proposed by M. Sarraut. He desired, however, that these expressions of gratitude should be extended to all countries which had helped and relieved the Armenians.

M^{lle} VACARESCO (Roumania) associated herself with the words of M. Dandurand, reminding the Committee of what her country had done on behalf of the Armenians.

Count TOSTI (Italy) proposed that the expressions of gratitude of the Committee should be addressed to the peoples as well as to the Governments.

The report and the resolutions were unanimously adopted with the amendments proposed by Marquis MacSwiney.

Offer of the Italian Red Cross for the Study of the Scheme of Senator Ciralo.

The Committee decided to accept the generous offer which the Italian Red Cross had made to place at the disposal of the League of Nations a sum of 10,000 francs with a view to a study of the scheme of M. Ciralo.

It decided to address to the Italian Red Cross an expression of its warm gratitude.

Child Welfare (continuation).

M. Valdès MENDEVILLE (Chile) emphasised the interest taken by the League of Nations in child welfare. He announced that a Pan-American Congress on child welfare would shortly be held at Santiago in Chile.

He submitted the following draft resolution:

"The Assembly endorses the declaration of the rights of the child, commonly known as the Declaration of Geneva, and invites the States Members of the League to be guided by its principles in the work of child welfare.

Declaration of Geneva.

"By the present Declaration of the Rights of the Child, commonly known as the Declaration of Geneva, men and women of all nations, recognising that mankind owes to the

ce qu'elle a de meilleur, affirmant leurs devoirs, en dehors de toute considération de race, de nationalité et de croyance.

« I. L'enfant doit être mis en mesure de se développer d'une façon normale, matériellement et spirituellement.

« II. L'enfant qui a faim doit être nourri; l'enfant malade doit être soigné; l'enfant arriéré doit être encouragé; l'enfant dévoyé doit être ramené; l'orphelin et l'abandonné doivent être recueillis et secourus.

« III. L'enfant doit être le premier à recevoir des secours en temps de détresse.

« IV. L'enfant doit être mis en mesure de gagner sa vie, et doit être protégé contre toute exploitation.

« V. L'enfant doit être élevé dans le sentiment que ses meilleures qualités doivent être mises au service de ses frères. »

MM. SARRAUT (France), de PALACIOS (Espagne), LUKACS (Hongrie), PIRONTI (Italie), FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) et de BROUCKÈRE (Belgique) appuient le projet de résolution.

M. de BROUCKÈRE (Belgique), rapporteur à la Commission, présente la résolution additionnelle suivante:

« La cinquième Commission propose qu'au crédit de 50.000 francs soit inscrit au budget, pour couvrir les frais qu'entraînerait l'exécution de la résolution précédente.

« Le crédit comprend la somme de 10.000 francs antérieurement prévu. »

M. PIRONTI (Italie) appuie le projet de résolution et ajoute qu'une grande publicité est indispensable dans l'œuvre de protection de l'enfance.

Les résolutions présentées par M. de Brouckère sont adoptées à l'unanimité.

La résolution présentée par M. Valdès Mendeville est adoptée à l'unanimité.

Désignation d'un rapporteur à l'Assemblée sur la question de la protection de l'enfance.

M. de BROUCKÈRE (Belgique) est nommé rapporteur à l'Assemblée sur cette question.

Désignation d'un rapporteur à l'Assemblée sur la question d'un foyer national pour les réfugiés arméniens.

M. de BROUCKÈRE (Belgique) est nommé rapporteur à l'Assemblée sur cette question.

VI. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE

Compte-rendu définitif: Quinzième séance.

A. 40 (c) Réduction des armements: Limitation des dépenses nationales d'armements: Réponse du Gouvernement suédois.

A. 66 Travaux de la Commission de coopération intellectuelle. Rapport de M. de Jouvenel et résolution adoptée par le Conseil le 9 septembre 1924.

A. 70 Rapport de la deuxième Commission à la Cinquième Assemblée sur les travaux de l'Organisation d'hygiène.

child the best that it has to give, declare and accept it as their duty that, beyond and above all considerations of race, nationality or creed:

"I. The child must be given the means requisite for its normal development, both materially and spiritually.

"II. The child that is hungry must be fed; the child that is sick must be helped; the delinquent child must be reclaimed; and the orphan and the waif must be sheltered and succoured.

"III. The child must be the first to receive relief in times of distress.

"IV. The child must be put in a position to earn a livelihood, and must be protected against every form of exploitation.

"V. The child must be brought up in the consciousness that its talents must be devoted to the service of its fellowmen."

M. SARRAUT (France), M. de PALACIOS (Spain), M. LUKACS (Hungary), M. PIRONTI (Italy), M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay), and M. de BROUCKÈRE (Belgium) supported the draft resolution.

M. de BROUCKÈRE (Belgium), rapporteur to the Committee, presented the following additional resolution:

"The Fifth Committee proposes that a credit of 50,000 francs should be placed in the budget in order to cover the expenses necessary for the execution of the previous resolution. The credit includes the sum of 10,000 francs already provided."

M. PIRONTI (Italy) supported the draft resolution, adding that a wide publicity was indispensable for the work of child welfare.

The resolutions presented by M. de Brouckère (Belgium) were unanimously adopted.

The resolution presented by M. Valdes Mendeville was unanimously adopted.

Appointment of Rapporteur to the Assembly on Child Welfare.

M. de BROUCKÈRE (Belgium) was appointed rapporteur to the Assembly on this question.

Appointment of Rapporteur to the Assembly on a National Home for the Armenian Refugees.

M. de BROUCKÈRE (Belgium) was appointed rapporteur to the Assembly on this question.

VI. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS OF THE ASSEMBLY

Definitive Verbatim Record: Fifteenth meeting.

A. 40 (c) Reduction of armaments. Limitation of national expenditure on armaments. Reply from the Swedish Government.

A. 66 Work of the Committee on Intellectual Co-operation. Report by M. de Jouvenel and resolution adopted by the Council on September 9th, 1924.

A. 70 Report of the Second Committee to the Fifth Assembly on the work of the Health Organisation.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Liste des Dépositaires
des Publications de la Société des Nations.

- ARGENTINE**
Librería « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.
- AUSTRALIE**
Australasian Publishing Co. Ltd., 229 Clarence Street, SYDNEY.
- AUTRICHE et ALLEMAGNE**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz 5, VIENNE.
- BELGIQUE**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE**
Flores, San Román y Cia., Librería « Renacimiento », LA PAZ.
- BRESIL**
Livraria F. Briguiet & Cia, 23, rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.
- BULGARIE**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvo-
boditel" No 43, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell and Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA-RICA**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.
- DANEMARK**
V. Pios Boghandel-Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.
- ÉQUATEUR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- ÉTATS-UNIS**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- FINLANDE**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain,
PARIS (VI^e).
- GRANDE-BRETAGNE,
DOMINIONS et COLONIES**
Constable & Co. Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W. C. 2.
- GRÈCE**
Eleftheroudakis & Barth, Librairie Internationale, Place de la Consti-
tution, ATHÈNES.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Librería Cervantès, 10a, Calle Oriente No. 5,
GUATEMALA.
- HAWAÏ**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HONGRIE**
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Frères), Kossuth Lajos Utca 7 SZ., BUDAPEST
IV, KÉR.
- INDES**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS et CALCUTTA.
- ITALIE**
Librería Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi
Tori-Sanchome, TOKYO.
- MEXIQUE**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORVÈGE**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Librería I. Freclado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PAYS-BAS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PÉROU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE**
Gebethner & Wolff, ulica Senkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- ROUMANIE**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**
Librería Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- BASSIN DE LA SARRE**
Librairie Marguet 74, Bahnhofstrasse, SARREBRUCK.
- ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES**
Librairie Française Henri Soubre 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SUÈDE**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX,
NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE**
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY**
Librería Maximino Garcia, Calle Sarandí 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser :
Service des Publications, Société des Nations,
GENÈVE (Suisse).

LEAGUE OF NATIONS

Authorised Agents
for the Publications of the League of Nations.

- ARGENTINE**
Librería « El Ateneo », Calle Florida 371, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIA**
Australasian Publishing Co., Ltd., 229, Clarence Street, SYDNEY.
- AUSTRIA and GERMANY**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz, 5, VIENNA.
- BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil,
BRUSSELS.
- BOLIVIA**
Flores, San Román y Cia., Librería « Renacimiento », LA PAZ.
- BRAZIL**
Livraria F. Briguiet & Cia., 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIA**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvo-
boditel" No 43, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell & Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA RICA**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- DENMARK**
V. Pios Boghandel—Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.
- ÉCUADOR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- FINLAND**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain
PARIS (VI^e).
- GREAT BRITAIN,
DOMINIONS and COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.
- GRÈCE**
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitu-
tion, ATHENS.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Librería Cervantès, 10a, Calle Oriente, No. 5,
GUATEMALA.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HUNGARY**
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Bros.), Kossuth Lajos Utca 7 SZ, BUDAPEST,
IV, KÉR.
- INDIA**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS and CALCUTTA.
- ITALY**
Librería Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPAN**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi
Tori-Sanchome, TOKYO.
- MEXICO**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE
HAAG.
- NICARAGUA**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Librería I. Freclado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PERU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLAND**
Gebethner & Wolff, ulica Senkiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.
- ROUMANIA**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCHAREST.
- SAAR BASIN**
Librairie Marguet, 74, Bahnhofstrasse, SAARBRUCK.
- SALVADOR**
Librería Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENS**
Librairie Française Henri Soubre, 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SPAIN**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX,
NEUCHÂTEL, BERNE.
- UNITED STATES**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, Boston 9, MASS.
- URUGUAY**
Librería Maximino Garcia, Calle Sarandí 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries apply:
Publication Department, League of Nations,
GENÈVE (Switzerland).

JOURNAL

DE LA
CINQUIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1924

OF THE
FIFTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1924

N° 19. — DIMANCHE 21 SEPTEMBRE 1924.

No. 19. — SUNDAY, SEPTEMBER 21th, 1924.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 132, au Secrétariat.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 132 at the offices of the Secretariat).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	205
II. Sixième séance plénière de l'Assemblée	207
III. Troisième Commission	212
IV. Treizième séance de la cinquième Commission	213
V. Sixième séance de la sixième Commission	213
VI. Onzième séance de la deuxième Commission	214
VII. Corrections et adjonctions à la liste des membres des Commissions	219
VIII. Ratifications des conventions	219
IX. Communications des organisations non-officielles	219
X. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée	219
XI. Assemblée générale de l'Association internationale des Journalistes accrédités auprès de la Société des Nations	220

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Séance plénière de l'Assemblée.

Une séance plénière de l'Assemblée aura lieu demain (lundi 22 septembre) à 10 h. 30 à la Salle de la Réformation.

Ordre du jour:

1. *Développement du droit international: Proposition de la délégation suédoise.*
Rapport de la première Commission. (Rapporteur: M. Rolin, délégué de la Belgique.)
2. *Mandats.*
Résolution présentée par la sixième Commission. (Rapporteur: M. le Dr Nansen, délégué de la Norvège.)

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	205
II. Sixth Plenary Meeting of the Assembly	207
III. Third Committee	212
IV. Thirteenth Meeting of the Fifth Committee	213
V. Sixth Meeting of the Sixth Committee	213
VI. Eleventh Meeting of the Second Committee	214
VII. Corrections and Additions to the List of the Members of the Committees	219
VIII. Ratifications of Conventions	219
IX. Communications from non-official Organisations	219
X. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	219
XI. General Assembly of the International Association of Journalists accredited to the League of Nations	220

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Plenary Meeting of the Assembly.

There will be a plenary meeting of the Assembly to-morrow (Monday, September 22nd) at 10.30 a.m. in the Salle de la Réformation.

Agenda:

1. *Development of International Law: Proposal of the Swedish Delegation.*
Report of the First Committee (Rapporteur: M. Rolin, Delegate of Belgium).
2. *Mandates.*
Resolution presented by the Sixth Committee. (Rapporteur: Doctor Nansen, Delegate of Norway.)

3. *Esclavage.*
Rapport de la sixième Commission. (Rapporteur: M. le D^r Nansen, délégué de la Norvège.)
4. *Travaux de la Commission de Coopération intellectuelle.*
Rapport de la deuxième Commission. (Rapporteur: M. le Professeur Gilbert Murray, délégué de l'Empire britannique.)
5. *Questions concernant les Réfugiés.*
Rapport de la cinquième Commission. (Rapporteur: M^{me} Swanwick, déléguée de l'Empire britannique.)

Troisième Commission.

La quatrième Sous-Commission de la troisième Commission se réunira demain (lundi 22 septembre) à 9 h. 30 au bureau du Secrétariat (Salle E).

Quatrième Commission.

La quatrième Commission se réunira demain (lundi 22 septembre) à 15 h. 30 au bureau du Secrétariat (Salle B).

Sixième Commission.

La sixième Commission se réunira demain (lundi 22 septembre) à 10 heures à la Salle de la Réformation.

Commission de Contrôle.

La Commission de Contrôle se réunira demain (lundi 22 septembre) à 10 heures au bureau du Secrétaire général (Salle de la Réformation).

Commission de l'Ordre du jour.

La Commission de l'ordre du jour se réunira demain (lundi 22 septembre) à 10 h. 15 du matin, à la Réformation, salle 18 (derrière la tribune du président), pour l'examen de la proposition de la résolution suivante émanant de la délégation chinoise:

« Cette Assemblée réitère la recommandation suivante unanimement adoptée par les Assemblées de 1922 et 1923:

« Il est désirable que l'Assemblée, dans l'élection des six Membres non permanents du Conseil, établisse son choix en tenant compte des divisions géographiques dominantes, des grandes familles ethniques, des différentes traditions religieuses, des divers types de civilisation et des sources principales de richesse. »

Le Conseil.

Une séance privée du Conseil aura lieu demain (lundi 22 septembre) à 15 h. 30 au bureau du Secrétariat (Salle C).

Association internationale des journalistes accrédités auprès de la Société des Nations.

La deuxième Assemblée générale de l'Association aura lieu lundi soir à 9 heures et demi: Hôtel Victoria.

Les membres de l'Association sont instamment priés d'assister à cette réunion au cours de laquelle des questions générales très importantes seront soumises à l'Assemblée par le Comité.

3. *Slavery.*

Report of the Sixth Committee. (Rapporteur: Doctor Nansen, Delegate of Norway.)

4. *Work of the Committee on Intellectual Co-operation.*

Report of the Second Committee. (Rapporteur: Prof. Gilbert Murray, Delegate of the British Empire.)

5. *Refugee questions.*

Report of the Fifth Committee. (Rapporteur: Mrs. Swanwick, Delegate of the British Empire.)

Third Committee.

The Fourth Sub-Committee of the Third Committee will meet to-morrow (Monday, September 22nd) at 9.30 a.m., in the offices of the Secretariat (Room E).

Fourth Committee.

The Fourth Committee will meet to-morrow (Monday, September 22nd) at 3.30 p.m. in the offices of the Secretariat (Room B).

Sixth Committee.

The Sixth Committee will meet to-morrow (Monday, September 22nd) at 10 a.m., in the Salle de la Réformation.

Supervisory Commission.

The Supervisory Commission will meet to-morrow (Monday, September 22nd) at 10 a.m., in the room of the Secretary-General at the Salle de la Réformation.

Agenda Committee.

The Agenda Committee will meet to-morrow (Monday, September 22nd) at 10.15 a.m. at the Salle de la Réformation (in the room behind the President's Chair), to consider the following motion submitted by the Chinese Delegation:

“ This Assembly reiterates the following recommendation adopted unanimously by the Assemblies of 1922 and 1923:

“ It is desirable that the Assembly, in electing the six non-permanent Members of the Council, should make its choice with due consideration for the main geographical divisions of the world, the great ethnical groups, the different religious traditions, the various types of civilisation and the chief sources of wealth.”

The Council.

There will be a private meeting of the Council to-morrow (Monday, September 22nd) at 3.30 p.m. in the offices of the Secretariat (Room C).

International Association of Journalists accredited to the League of Nations.

The Second General Assembly of the Association will take place to-morrow (Monday, September 22nd) at 9.30 p.m. in the Hotel Victoria. (Members of the Association are urgently required to be present at this meeting, in the course of which general questions of great importance will be submitted to the Assembly by the Committee.)

II. SIXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue le 20 septembre 1924, à 10 h. 30 à la Salle de la Réformation.

Commission de vérification des pouvoirs.

M. de AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba), Président de la Commission de vérification des pouvoirs, annonce que:

Le Dr A. SOTTILE a été dûment accrédité en qualité de Délégué de Nicaragua à la cinquième Assemblée.

M. BRANTING, en raison du départ du Premier Ministre de Suède, devient premier délégué de la Suède et le baron RAMEL remplira désormais les fonctions de délégué titulaire.

Mgr. SEIPEL, pendant son séjour à Genève, assumera la présidence de la délégation autrichienne à la cinquième Assemblée.

M. de AGUERO Y BETHANCOURT, en raison du départ de M. de la TORRIENTE, devient premier délégué de Cuba.

La Commission de l'Ordre du jour.

Le PRÉSIDENT annonce que la Commission de l'Ordre du jour a décidé avec l'approbation de la délégation des Pays-Bas de recommander que la proposition néerlandaise, ayant trait aux réponses faites par le Comité spécial de Juristes (voir *Journal de l'Assemblée* du 13 septembre 1924) soit renvoyée à la prochaine Assemblée.

La Commission de l'Ordre du jour a, en outre, recommandé le renvoi à la sixième Commission de la proposition relative à la Géorgie.

L'Assemblée adopte ces recommandations.

La Délégation lithuanienne a exprimé le désir de voir retirer de l'ordre du jour de l'Assemblée la question soulevée par elle en ce qui concerne l'article 14.

L'Assemblée décide le retrait de l'ordre du jour de cette question.

Le PRÉSIDENT annonce que par une lettre en date du 18 septembre, la Délégation de la Chine, a exprimé le désir que la proposition suivante soit soumise à l'Assemblée:

« Cette Assemblée renouvelle la recommandation suivante, unanimement adoptée par les Assemblées de 1922 et 1923: il est désirable que l'Assemblée, pour l'élection des six membres non permanents du Conseil établisse son choix en tenant compte des divisions géographiques dominantes, des grandes familles ethniques, des différentes traditions religieuses, des divers types de civilisation et des sources principales de richesses. »

Cette proposition est renvoyée à la Commission de l'Ordre du jour.

Article 27 du Règlement Intérieur: Rapport de la première Commission.

Sir Littleton GROOM (Australie), Président de la première Commission et M. ROLIN (Belgique), rapporteur, prennent place à la tribune.

M. ROLIN (Belgique) informe l'Assemblée que la proposition d'amendement de la délégation des Pays-Bas relative à l'article 27 est libellée comme suit:

« A l'art. 27 du règlement intérieur de l'Assemblée un second alinéa est ajouté, ainsi conçu:

« Toutefois les décisions, dans les Commissions, sont prises à la majorité des membres de la Société représentés à la séance. »

La première Commission prie l'Assemblée d'adopter les conclusions de son rapport (A. 72. 1924. V) et de prendre acte de sa décision qu'il n'y a pas lieu d'amender l'article 27 du Règlement intérieur.

Le rapport de la première Commission est adopté.

Assistance judiciaire aux indigents: Rapport de la première Commission.

M. SCIALOJA (Italie), rapporteur, présente le rapport de la première Commission (A. 71. 1924. V) et déclarant que les conclusions de ce rapport ont été adoptées à l'unanimité.

II. SIXTEENTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation at 10.30 a.m. on September 20th, 1924.

Committee on Credentials.

M. de Aguero y BETHANCOURT (Cuba), Chairman of the Committee on Credentials, made the following announcements:

Dr. A SOTTILE has been duly accredited as delegate for Nicaragua to the Fifth Assembly.

M. BRANTING, following the departure of the Prime Minister of Sweden, is now first delegate of Sweden, and Baron RAMEL will henceforth act as a Swedish delegate.

Mgr. SEIPEL, during his stay in Geneva, will act as head of the Austrian delegation to the Fifth Assembly.

M. de AGUERO Y BETHANCOURT, owing to the departure of M. de la Torriente, is now first delegate of Cuba.

The Agenda Committee.

The PRESIDENT announced that the Agenda Committee had, with the consent of the Netherlands Delegation, decided to recommend that the Netherlands proposal in regard to the replies of the special committee of jurists (see *Assembly Journal* of September 13th, 1924) should be referred to the next Assembly.

The Agenda Committee had further recommended that the proposal concerning Georgia should be referred to the Sixth Committee.

The Assembly approved these recommendations.

The Lithuanian Delegation had asked that the question which it had raised in respect of Item 14 of the agenda of the Assembly should be withdrawn.

The Assembly decided that this question should be removed from the Agenda.

The PRESIDENT announced that the Chinese delegation, in a letter dated September 18th, had asked that the following proposal should be submitted to the Assembly:

"This Assembly reiterates the following recommendations adopted unanimously by the Assemblies of 1922 and 1923: It is desirable that the Assembly in selecting the six non-permanent Members of the Council should make its choice with due consideration for the main geographical divisions of the world, the great ethnical groups, the different religious traditions, the various types of civilisation, and the chief sources of wealth."

This proposal was referred to the Agenda Committee.

Article 27 of the Rules of Procedure of the Assembly: Report of the First Committee.

Sir Littleton GROOM (Australia), Chairman of the First Committee, and M. ROLIN (Belgium), rapporteur, came to the platform.

M. ROLIN (Belgium) said that the proposal for the amendment of Article 27, moved by the Netherlands Delegation, was as follows:

"There shall be added to Rule 27 of the Rules of Procedure of the Assembly a second paragraph worded as follows:

"Provided that decisions of the Committee shall be taken by the vote of the majority of the Members of the League represented at the meeting."

The First Committee was asking the Assembly to adopt the terms of its report (A. 72. 1924. V) and to place on record its decision that there was no necessity for any amendment to Rule 27 of the Rules of Procedure.

The Report of the First Committee was adopted.

Legal Assistance for the Poor: Report of the First Committee.

M. SCIALOJA (Italy), rapporteur, presented the report of the First Committee (A. 71. 1924. V) and stated that the conclusions contained in this report had been unanimously adopted.

Il propose l'adoption des résolutions suivantes :

« L'Assemblée décide :

« 1^o D'inviter le Secrétariat à préparer une liste indiquant d'une part, les institutions, tant publiques que privées, établies dans chaque pays, en vue de donner aux indigents l'assistance judiciaire devant les tribunaux ou des consultations juridiques gratuites et, d'autre part, les organisations internationales qui s'occupent de fournir ou d'assurer l'assistance judiciaire aux indigents.

« Cette liste sera imprimée et communiquée aux divers Gouvernements et sera également accessible aux institutions mentionnées sur ladite liste, ainsi qu'aux autres organisations intéressées.

« Cette liste sera révisée par le Secrétariat, de temps à autre, de façon à mentionner les bureaux qui pourraient être créés ou supprimés ultérieurement.

« 2^o D'inviter le Secrétariat à réunir et à faire un recuei des traités, lois et autres dispositions réglant l'assistance judiciaire aux indigents dans les divers pays et entre les divers pays.

« Les traités, lois ou autres dispositions, ou les sommaires de ceux-ci, seront publiés et distribués aux divers Gouvernements et seront également accessibles aux institutions figurant sur la liste et aux autres organisations intéressées.

« 3^o Chaque Gouvernement est invité à désigner une autorité ou tout autre personnalité, dûment qualifiée, qui répondrait aux demandes de renseignements émanant d'autorités ou autres personnalités dûment qualifiées d'autres pays, demandes portant sur les facilités accordées dans le pays de la personnalité requise, en vue d'assurer l'assistance judiciaire aux indigents d'autres pays, et cela tant au point de vue litigieux qu'au point de vue consultatif.

« Le Secrétariat est invité à dresser et à publier, de temps en temps, une liste des autorités et autres personnes ainsi désignées par les divers Gouvernements.

« 4^o Le Secrétaire général de la Société des Nations est invité à demander aux Etats, y compris ceux qui ne sont pas membres de la Société, s'ils seraient disposés à participer à une convention réglant l'assistance judiciaire gratuite aux indigents, sur la base des principes formulés aux articles 20-23 de la Convention de La Haye du 17 juillet 1905; et s'ils voudraient, éventuellement, proposer quelque modification à ces principes.

« 5^o Le Secrétaire général est invité à transmettre aux Gouvernements le rapport A.34.1924.V, concernant l'assistance judiciaire internationale aux indigents. »

Ces résolutions sont adoptées.

Travaux de la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nocives. Rapport de la cinquième Commission.

M. ZAHLE (Danemark), Président de la cinquième Commission et M^{lle} BONNEVIE (Norvège), Rapporteur, prennent place à la Tribune.

M^{lle} BONNEVIE fait un résumé du rapport (A.67.1924.XI) et propose les résolutions suivantes :

« 1. L'Assemblée exprime sa vive satisfaction des travaux accomplis par la Commission consultative de l'opium et autres drogues nuisibles; elle adopte son rapport ainsi que les résolutions qui y figurent.

« 2. L'Assemblée exprime sa satisfaction de voir que la Commission consultative a pu élaborer un ensemble de mesures qui, bien que chacune d'elles n'ait pas reçu l'approbation de tous les membres de la Commission, lui ont paru de nature à pouvoir fournir une base utile aux travaux de la deuxième Commission internationale et ouvrir la voie à un accord définitif et exprime l'espoir que le résultat des travaux des Conférences internationales contribuera à la solution des grands et difficiles problèmes que chacune des conférences internationales sera, conformément aux résolutions de la quatrième Assemblée, appelée à examiner.

He submitted the following resolutions:

“The Assembly decides:

“1. To invite the Secretariat to prepare a list of the agencies, both public and private, which have been established in each country for the purpose of giving to poor persons legal assistance in connection with litigation in the courts or free legal advice and consultation; and of international organisations that are interested in providing or securing legal assistance to poor persons.

“This list shall be printed and distributed to the various Governments and be available for the agencies named therein and for other interested institutions.

“This list shall be revised by the Secretariat from time to time in order that it may mention agencies that may hereafter be established or abolished.

“2. To invite the Secretariat to collect the various treaties, laws, and other provisions regulating legal assistance to poor persons in the various nations and between the various nations.

“Such treaties, laws and other provisions or summaries thereof shall be published and distributed to the various Governments and be made available to the agencies mentioned in the list of legal-aid associations and to other interested institutions.

“3. To invite each Government to nominate an authority or other duly qualified person who will answer enquiries from authorities or other duly qualified persons in other countries, with regard to the facilities afforded in the country applied to for giving legal advice and assistance in litigation to poor persons in other countries.

“The list of authorities or persons so designated by the various Governments shall be published by the Secretariat from time to time.

“4. To request the Secretary-General of the League of Nations to ask the various States, including States not Members of the League, whether they would be disposed to become parties to a Convention dealing with free legal aid for the poor on the basis of the principles formulated in Articles 20 to 23 of the Hague Convention of July 17th, 1905, and whether possibly they would desire to propose any modification of such principles.

“5. To request the Secretary-General to transmit to the Governments the report (A. 34. 1924. V) concerning international arrangements for legal assistance for the poor.”

The resolutions were adopted.

Work of the Advisory Committee on Traffic in Opium and other Dangerous Drugs: Report of the Fifth Committee.

M. ZAHLE (Denmark), Chairman of the Fifth Committee, and M^{lle}. BONNEVIE (Norway), rapporteur, came to the platform.

M^{lle}. BONNEVIE summarised the report (A. 67. 1924. XI) and presented the following resolutions:

“1. The Assembly expresses its deep appreciation of the very valuable work done by the Advisory Committee on Traffic in Opium and other Dangerous Drugs, and adopts its report together with the resolutions embodied therein.

“2. The Assembly expresses its satisfaction that the Advisory Committee has been able to work out a series of measures which, although they have not each of them received the approval of all of its members, were considered by the Committee to furnish a satisfactory basis for the work of the Second International Conference, and to prepare the way for a final agreement, and expresses the hope that the result of the work of the International Conferences will lead to a solution of the great and difficult problems which each Conference, according to the resolutions of the Fourth Assembly, will be called upon to consider.

« 3. L'Assemblée, prenant acte des mesures adoptées par le Conseil fédéral suisse et le pouvoir législatif fédéral pour ratifier les dispositions de la Convention de La Haye et y donner effet, et tenant compte de l'importance de la Suisse en tant que pays fabriquant les stupéfiants visés au chapitre III de la Convention, exprime l'espoir que, aussitôt que les mesures nécessaires auront été prises pour l'application effective en Suisse des dispositions de la Convention, le Conseil de la Société invitera le Conseil fédéral à désigner un représentant pour prendre part aux travaux de la Commission consultative.

« 4. L'Assemblée constate, avec regret, que les enquêtes plus approfondies que le Gouvernement chinois s'est, en 1922, engagé à effectuer sur la culture du pavot à opium en Chine, n'ont pas permis d'établir, de l'avis du Gouvernement chinois lui-même, des rapports satisfaisants, et, constatant avec la plus vive inquiétude que la production de l'opium se poursuit en Chine, l'Assemblée enregistre le caractère peu satisfaisant que présentent, à son avis, les enquêtes officielles qui ont eu lieu et les rapports officiels soumis à la Société; elle approuve la recommandation de la Commission consultative tendant à faire appel à l'opinion publique par l'entremise de la presse d'Extrême-Orient, afin de s'efforcer de résoudre ce grave problème.

« 5. L'Assemblée prie le Conseil de bien vouloir demander à la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles si elle estime désirable et opportun de compléter l'œuvre entreprise par la Société des Nations, en vertu de l'article 23 du Pacte, en ce qui concerne le trafic de l'opium, par l'élaboration du programme de propagande destiné à renseigner les masses populaires sur les conséquences terribles de l'usage des drogues nuisibles et par suite à restreindre la consommation de ces drogues. Dans le cas où la Commission consultative serait d'avis qu'il est désirable et opportun d'élaborer un tel programme, l'Assemblée invite le Conseil à lui soumettre, à sa prochaine session, ce programme indiquant en même temps les mesures nécessaires à sa réalisation.

« 6. L'Assemblée, dans l'intérêt et pour l'efficacité des travaux de la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles, exprime le désir que le Conseil prenne les mesures nécessaires afin qu'un membre, appartenant à l'un quelconque des pays latino-américains, soit appelé à faire partie de ladite Commission. »

M. CHAO-HSIN CHU (Chine) déclare qu'il a constaté avec regret que l'enquête officielle en ce qui concerne la culture du pavot en Chine, n'a pas donné de résultats satisfaisants. Il est vrai que les enquêtes ne sont pas faciles dans un grand pays où les communications sont défectueuses et où se font sentir des troubles politiques. Le gouvernement chinois a mené son enquête avec une parfaite bonne foi.

La culture du pavot n'est pas générale en Chine; certains gouverneurs ont même pris des mesures sévères pour l'empêcher, notamment le gouverneur Yen Shih Shan de Shanshi.

Il y a des lois qui interdisent ce trafic sous toutes ses formes et ces lois seront remises en vigueur lorsque le gouvernement central aura rétabli son autorité sur toutes les provinces.

Il désire faire remarquer que, bien que la Chine ne fabrique pas de drogues, elle est infestée de drogues dangereuses introduites en contrebande et provenant surtout des pays occidentaux.

On constate une augmentation de la consommation de l'opium à fumer. Pour ce qui est du trafic de l'opium préparé, la Chine se trouve entravée par des traités, en effet, de nombreux étrangers, jouissant en Chine de droits extra-territoriaux, peuvent se livrer au trafic illicite des narcotiques. Il a soumis lors de la dernière séance de la Commission consultative sur le trafic de l'opium, une proposition, tendant à ce que la réglementation chinoise de la fabrication des narcotiques, s'applique également à toutes les officines, qu'elles soient tenues par des étrangers, ou par des indigènes. Cette proposition n'a eu pour résultat que de provoquer le regret que satisfaction ne pût être donnée à la Chine, en raison des difficultés occasionnées par l'exterritorialité.

Un autre obstacle à la suppression est constitué par l'existence en Extrême-Orient de nombreuses colonies ressortissant

« 3. The Assembly, taking note of the measures adopted by the Swiss Federal Council and legislative powers for ratifying and giving effect to the provisions of the Hague Convention, and bearing in mind the importance of Switzerland as a manufacturer of the drugs to which Chapter III of the Convention applies, expresses the hope that, as soon as the necessary steps have been taken to put into actual effect in Switzerland the provisions of the Convention, the Council will invite the Federal Council to nominate a representative to take part in the work of the Advisory Committee.

« 4. The Assembly regrets to note that the more thorough investigations which the Chinese Government undertook in 1922 to carry out with regard to the cultivation of the poppy in China have not, even in the opinion of the Chinese Government itself, yielded adequate and satisfactory reports; and views with the utmost concern the continued production of opium which is now going on in China. The Assembly records its sense of the unsatisfactory character of the official investigations which have been made and of the official reports which have been furnished to the League, and approves of the recommendation of the Advisory Committee that the aid of public opinion should be enlisted through the medium of the Far Eastern Press in an endeavour to solve this grave problem.

« 5. The Assembly requests the Council to be good enough to ask the Advisory Committee on Traffic in Opium and other dangerous Drugs whether it considers it desirable and expedient that the work undertaken by the League of Nations in connection with the Traffic in Opium, under Article 23 of the Covenant, should be completed by the preparation of a scheme of propaganda to acquaint the masses with the terrible consequences resulting from the use of dangerous drugs, and thereby to restrict the consumption of such drugs. Should the Advisory Committee be of opinion that it is desirable and expedient to prepare such a scheme, the Assembly of the League of Nations requests the Council to submit the scheme to it at its next session, and to indicate what measures are required in order to carry it into effect.

« 6. The Assembly, in the interest of the work of the Advisory Committee on the Traffic in Opium and other Dangerous Drugs, and in order to make this work more effective, expresses a wish that the Council may take the necessary steps to ensure that a member belonging to one of the Latin-American countries be appointed to this Committee. »

M. CHAO-HSIN CHU (China) said he had noted with regret that the official investigation into the cultivation of the poppy in China had not yielded satisfactory results. Investigation, however, was not easy in a vast country where communications were imperfect and where there was political unrest. The Chinese Government had acted in good faith in respect of the investigation.

The cultivation of the poppy was not universal in China, and there were certain governors who had taken drastic action, notably Governor Yen Shih Shan of Shanshi. There were laws prohibiting opium traffic in any form, and these would be enforced when the central government had regained its control over all the provinces.

He would point out that, though China did not manufacture narcotics, she was nevertheless flooded with these dangerous drugs, smuggled from outside, particularly from Western countries.

The consumption of opium for smoking purposes was increasing. In dealing with prepared opium, China was hampered by treaties, as many foreigners enjoying extra-territorial rights were engaged in the illicit trade in narcotic drugs. He had submitted a proposal at the last meeting of the Advisory Committee on Traffic in Opium that the Chinese regulations as to the supply of narcotic drugs should apply equally to all drug stores, whether owned by foreigners or by natives. The result of his proposal was merely an expression of regret that no satisfaction could be given to China owing to the difficulty created by extra-territoriality.

Another obstacle to suppression was the existence in the Far East of many colonies under different Powers where opium-

à des Puissances diverses pour lesquelles la consommation de l'opium à fumer est encore permise et protégée par un système de monopole. De nombreux signataires de la Convention de La Haye ne remplissent pas en fait leurs obligations. La Conférence d'Extrême-Orient en novembre étudiera cette question.

Sir John Jordan a émis une proposition tendant à ce que l'exportation de l'opium du territoire de l'Inde et la consommation de l'opium dans les territoires de l'Extrême-Orient appartenant aux Puissances, subissent une réduction progressive de 10 %, pendant une période de 10 ans. Il désire qu'on prenne acte de cette proposition. Si elle était adoptée, la Chine apporterait son concours à sa mise en exécution en remplissant les obligations qui lui incombent en vertu de la convention de La Haye.

La question de l'opium n'affecte pas seulement l'Extrême-Orient, mais le monde tout entier. De nombreux pays d'Occident en ressentent très sérieusement les inconvénients. Le mal provenant de la fabrication non contrôlée de la morphine, de l'héroïne, de la cocaïne et d'autres drogues nocives. Il importe donc d'instituer d'urgence un contrôle international de la fabrication, de la vente et de la consommation des drogues en adaptant ce contrôle aux nécessités de la vie moderne.

Il demande donc instamment que l'on s'efforce de provoquer un mouvement d'opinion. En Chine, l'opinion publique est nettement hostile au trafic de l'opium. Les Chinois sont prêts à donner leur appui à toutes mesures tendant à supprimer ce trafic en Chine, pourvu que ces mesures ne portent pas atteinte à sa souveraineté.

Le PRÉSIDENT met aux voix les résolutions de la cinquième Commission.

Les résolutions sont adoptées à l'unanimité.

Intermunicipalité.

M. PATTERSON (Cuba), rapporteur, monte à la tribune. Il donne lecture de son rapport (A.74.1924.IV) et propose les résolutions suivantes:

« L'Assemblée,

« Considérant que l'établissement de relations directes entre les municipalités importantes de divers pays est une nouvelle forme de coopération entre les peuples, qui contribuera à la diffusion des idéals qui ont déterminé la création de la Société des Nations et qui inspirent son activité,

« Décide d'accueillir avec la plus vive sympathie la doctrine de l'intermunicipalité recommandée aux membres de l'Union panaméricaine par la Conférence de Santiago de Chili.

« L'Assemblée invite le Secrétariat à préparer pour la sixième Assemblée un rapport relatif à la coopération intermunicipale, aux éléments déjà utilisables pour cette coopération, au rôle éventuel de la Société des Nations en cette matière, en tenant compte, soit des moyens dont elle pourrait, soit du concours des éléments réunis par d'autres organisations. »

M. HYMANS (Belgique) déclare que sans vouloir s'opposer à l'adoption de cette résolution, il désire formuler quelques réserves. Avant d'admettre le principe contenu dans la résolution, il aimerait qu'un délai lui fut accordé pour l'étude de celui-ci.

La résolution est adoptée moins la voix de la Norvège, dont le représentant s'abstient.

Signature d'un traité général d'arbitrage entre la Suisse et l'Italie: Communication faite par M. Salandra.

M. SALANDRA (Italie) est heureux de pouvoir annoncer à l'Assemblée qu'un traité général d'arbitrage entre la Suisse et l'Italie, sera signé ce jour même à Rome, heureux résultat de négociations entre les deux pays. Aux termes de ce traité, les parties contractantes se déclarent prêtes à soumettre dans un bref délai tous les différends non réglés par voie diplomatique et de quelque nature qu'ils soient, à une procédure de conciliation.

En signant cet acte les deux gouvernements ont manifesté qu'ils sont imbus de l'esprit qui est à la base même du Pacte de la Société des Nations et qui domine tous ses actes.

smoking was still allowed under a system of monopoly. Many signatories of the Hague Convention were not in fact fulfilling their obligations. The Far-Eastern Conference in November would deal with this matter.

Sir John Jordan had put forward a proposal that the reduction of the export of opium from India and of the consumption of opium in the Far Eastern territories of the Powers should be effected at the rate of 10 per cent each year for a period of ten years. He desired to endorse this proposal, and, if it were carried out, China would assist by carrying out her obligations to the full under the Hague Convention.

The opium question was one which affected not only the Far East but the whole world. Many countries in the West were seriously affected. The evil was due to the unlimited manufacture of morphine, heroin and cocaine and other dangerous drugs. It was, therefore, imperative to work out an international control of the manufacture, distribution and consumption of narcotic drugs, and adjust this control to modern conditions.

He was strongly in favour of endeavouring to arouse public opinion. In China, public opinion strongly supported the movement against opium. The Chinese would support any step taken to suppress opium in China provided it did not infringe her sovereign rights.

The PRESIDENT put to the vote the resolutions submitted by the Fifth Committee.

The resolutions were unanimously adopted.

Principle of Closer Municipal Relations.

M. PATTERSON (Cuba), rapporteur, came to the platform. He read his report (A. 74. 1924. IV) and submitted the following resolution:

“Whereas the maintenance of direct relations between the important municipalities of the various countries, within the strict limits of national sovereignty, is a new form of co-operation between peoples which will contribute largely to diffusing the ideals which led to the creation of the League of Nations and which guide its work:

“The Assembly decides to accept with the greatest sympathy the principle of closer municipal relations which the Santiago Conference recommended to the Members of the Pan-American Union for adoption;

“And requests the Secretariat to draw up in preparation for the Sixth Assembly a report on inter-municipal co-operation, on the existing facilities which might be utilised to that end, and on the part which the League of Nations might play in this matter, having regard to the means which might be available and to any facilities provided by other organisations.”

M. HYMANS (Belgium) said that, without opposing the adoption of the resolution, he desired to formulate certain reservations. Before endorsing the principle defined in the resolution, he would like to have further time for study and reflection.

The resolution was adopted, the representative of Norway abstaining from voting.

Signature of the General Treaty of Arbitration between Switzerland and Italy: Communication by M. Salandra.

M. SALANDRA (Italy) said he was happy to announce to the Assembly the successful negotiation between Switzerland and Italy of a general treaty of arbitration which was being signed that day at Rome. Under this treaty the contracting parties undertook to submit all disputes of any nature whatsoever, which had not been settled by diplomatic means within a reasonable time, to a procedure of conciliation.

By this act the two Governments had shown that they were possessed by the spirit which lay at the basis of the League of Nations and governed its activities.

Le PRÉSIDENT déclare que les premières négociations entreprises en vue de ce traité, remontent au mois de mai de cette année. Ce traité combine les procédures de conciliation et d'arbitrage. Elle dépasse en portée l'article 36 du Statut de la Cour permanente, puisque tous les différends, sans exception, pouvant surgir entre deux pays, seront renvoyés à la Cour permanente, après épuisement de tous les moyens ordinaires de conciliation.

M. VILLEGAS (Chili) propose la résolution suivante:

« L'Assemblée, ayant entendu avec un grand intérêt la communication du Premier délégué de l'Italie, M. Salandra, et les déclarations du Président de l'Assemblée, M. Motta, au sujet de la signature d'un Traité général d'arbitrage entre la Suisse et l'Italie, exprime aux gouvernements signataires sa vive satisfaction pour la conclusion de ce Traité, dont la haute portée est conforme à l'esprit qui inspire les travaux de la cinquième Assemblée de la Société des Nations. »

Organisation des Communications et Transit: Rapport de la deuxième Commission.

M. STRASBURGER (Pologne), rapporteur, prend place à la tribune.

Il résume son rapport et présente les projets de résolution suivants:

« 1^o L'Assemblée,

« Prend acte avec satisfaction du rapport de la Commission consultative et technique des communications et du transit sur l'œuvre de l'Organisation des communications et du transit entre la quatrième et la cinquième Assemblée;

« Se félicitant du succès de la deuxième Conférence générale des communications et du transit, compte que, dans la plus large mesure possible, les Etats dont les gouvernements ont voté les conventions adoptées les signeront avant la clôture du registre de signatures et procéderont, dans le plus bref délai, aux ratifications nécessaires.

« Donne son approbation générale aux méthodes employées par la Commission des communications et du transit pour la poursuite de ses études et pour la solution des litiges soumis à son examen;

« Et invite les gouvernements intéressés à faciliter, comme par le passé, l'œuvre de la Commission des communications et du transit et de ses Sous-Commissions, en vue de l'amélioration générale du régime des transports et du progrès du droit des gens dans le domaine des communications internationales, conformément à l'article 23 e du Pacte.

« 2^o L'Assemblée attire l'attention du Conseil sur l'urgence extrême de donner suite à la proposition dont a été déjà saisi le Conseil d'une révision de la Convention de Londres de 1912, notamment en raison du vaste développement de la radiotéléphonie.

« 3^o L'Assemblée recommande que les Etats membres de la Société des Nations accordent à l'espéranto le traitement et les tarifs d'un langage en clair dans les relations télégraphiques et radio-télégraphiques à titre de langue auxiliaire pratique des communications internationales à côté des langues nationales usitées, et attire l'attention de l'Organisation des communications et du transit à cet effet. »

Les résolutions sont adoptées.

Travaux de l'Organisation de l'Hygiène: Rapport de la deuxième Commission.

M. GARAY (Panama), Président de la Commission, et M. CABALLERO (Paraguay), rapporteur, montent à la tribune.

M. CABALLERO donne un résumé de son rapport et présente les résolutions suivantes, la cinquième résolution comportant un amendement inspiré par la délégation britannique.

« 1. L'Assemblée, après avoir pris connaissance du rapport présenté par le Comité d'hygiène sur l'œuvre de l'organisation d'hygiène entre la quatrième et la cinquième

The PRESIDENT said that the first negotiations for this treaty went back to May of the present year. The treaty combined the procedure of conciliation and the procedure of arbitration. It went further than Article 36 of the Statute of the Permanent Court, as all disputes, without any exception, which might arise between the two countries would be brought before the Permanent Court after the ordinary means of conciliation had been exhausted.

M. VILLEGAS (Chile) submitted the following resolution:

« The Assembly, having heard with great interest the communication made by the First Delegate of Italy, M. Salandra, and the declaration of M. Motta, President of the Assembly, with regard to the signature of a general treaty of arbitration between Switzerland and Italy, expresses to the Governments signatories of the Treaty its lively satisfaction at its conclusion, the high significance of which is in conformity with the spirit which inspires the work of the Fifth Assembly of the League of Nations. »

Organisation for Communications and Transit: Report of the Second Committee.

M. STRASBURGER (Poland), rapporteur, came to the platform.

He summarised his report and submitted the following resolutions:

« 1. The Assembly:

« Notes with satisfaction the report of the Advisory and Technical Committee for Communications and Transit on the work accomplished by the Organisation for Communications and Transit between the Fourth and Fifth Assemblies;

« Expresses its gratification at the success of the Second General Conference on Communications and Transit and hopes that as far as possible the States whose Governments have voted the Conventions adopted will, before the closing of the Protocol of Signature, sign the Conventions and will proceed to the necessary ratifications as soon as possible;

« Gives its general approval to the procedure adopted by the Committee for Communications and Transit in conducting its investigations and solving the disputes submitted to it;

« And invites the Governments concerned to facilitate, as in the past, the work of the Committee for Communications and Transit and its Sub-Committees, with a view to the general improvement of the regime of transport and to the development of international law in the domain of international communications, in conformity with Article 23 (c) of the Covenant.

« 2. The Assembly draws the attention of the Council to the extreme urgency of giving effect to the proposal already submitted to the Council for a revision of the London Convention of 1912, particularly in view of the enormous development in radio-telephony.

« 3. The Assembly recommends that the States Members of the League of Nations should grant to Esperanto, as a practical auxiliary language for international communications side by side with the national languages in use, the treatment and the charges in force for a language *en clair* in telegraphic and radio-telegraphic communications. It draws the attention of the Organisation for Communications and Transit to this question. »

The resolutions were adopted.

Work of the Health Organisation: Report of the Second Committee.

M. GARAY (Panama), Chairman of the Committee, and M. CABALLERO (Paraguay), rapporteur, came to the platform.

M. CABALLERO summarised his report and presented the following resolutions, the fifth resolution being amended in accordance with a suggestion from the British Delegation:

« 1. The Assembly, after examining the report of the Health Committee on the work accomplished by the Health Organisation between the Fourth and Fifth

Assemblée, se félicite de la constitution définitive du Comité d'hygiène sur la base du projet approuvé par la quatrième Assemblée.

« 2. L'Assemblée estime que l'œuvre accomplie par l'Organisation d'hygiène est conforme à la mission confiée à la Société des Nations par le paragraphe /, article 23 du Pacte et de nature à développer une collaboration féconde en matière d'hygiène

« 3. L'Assemblée apprécie les travaux du service de renseignements épidémiologiques et statistiques sanitaires, ainsi que les résultats du développement de la pratique des échanges de personnel sanitaire. Elle se félicite du résultat obtenu par les efforts du Comité d'hygiène en matière de standardisation des produits sérologiques et biologiques; elle estime qu'il est possible d'atteindre les résultats les plus féconds de l'enquête entreprise sur la mortalité par le cancer et que les travaux de la Commission du paludisme sont de nature à apporter une aide précieuse aux administrations intéressées; elle félicite le Comité d'avoir mis à la disposition des gouvernements qui en ont présenté la demande des enquêteurs et des conseillers techniques en matière d'hygiène; elle donne son approbation à l'établissement d'un bureau de renseignements épidémiologiques en Extrême-Orient.

« 4. L'Assemblée invite l'Organisation d'hygiène à aborder en temps utile l'étude du problème de l'éducation physique et rechercher les moyens de la généraliser selon des méthodes rationnelles. Elle demande au Comité d'entreprendre une enquête sur la valeur des mesures efficaces contre la tuberculose, en tenant compte de la proposition du Gouvernement des Serbes, Croates et Slovènes.

« 5. L'Assemblée invite le Conseil à suggérer au Comité d'hygiène qu'il serait désirable qu'il fit parvenir au Comité permanent de l'Office international d'hygiène publique à Paris le rapport contenant les questions que le Comité d'hygiène se propose de traiter (procédure conforme à l'article 4 du Règlement intérieur) à une date qui permettra au Comité de l'Office international de faire au Comité d'hygiène toutes les observations qui lui paraîtraient désirables avant la réunion de la prochaine Assemblée. »

M. CAVAZZONI (Italie) fait une déclaration relative à l'interprétation italienne de la cinquième résolution: selon elle, le rapport mentionné dans la résolution indiquerait les questions sur lesquelles il serait désirable, qu'avant la prochaine réunion de l'Assemblée, que l'Office international d'hygiène publique adressât au Comité d'hygiène, toutes les observations qui lui paraîtraient opportunes.

M. STRASBURGER (Pologne) déclare que la délégation polonaise accepte l'interprétation italienne de la cinquième résolution, étant entendu que le rapport du Comité d'hygiène signalerait les questions sur lesquelles on sollicite les observations de l'Office international d'hygiène publique.

Ces résolutions sont adoptées.

III. TROISIÈME COMMISSION.

DEUXIÈME SOUS-COMMISSION.

La deuxième Sous-Commission de la troisième Commission a tenu une séance à 15 h. 30 hier (samedi) sous la présidence de M. SKRZYŃSKI (Pologne).

La discussion a porté sur le premier point de l'ordre du jour: Guerre chimique.

Après un long débat, la Sous-Commission a adopté une résolution qui, en rappelant, les résolutions analogues des Assemblées précédentes, formule le vœu qu'on donne une large publicité aux publications qui peuvent montrer la menace terrible qui est suspendue sur le peuple, sous forme des guerres chimiques et bactériologiques, et que l'attention de l'opinion publique mondiale soit attirée sur la nécessité d'éviter toute guerre par le règlement pacifique des conflits et par la solution du problème de la sécurité.

Assemblies, notes with satisfaction that the Health Committee has been definitely constituted in accordance with the scheme approved by the Fourth Assembly.

"2. The Assembly considers that the work accomplished by the Health Organisation is in conformity with the duties entrusted to it by Article 23 (f) of the Covenant, and that it is instrumental in promoting valuable international co-operation in health matters.

"3. The Assembly approves the work of the Service of Epidemiological Intelligence and Public Health Statistics and the results obtained from the carrying out of the system of interchanges of public health personnel. The Assembly notes with pleasure the results obtained through the efforts of the Health Committee in connection with the standardisation of sera and biological products. It considers that the most valuable results may be anticipated from the enquiry which has been undertaken into mortality from cancer, and that the work of the Malaria Commission is calculated to furnish valuable assistance to the administrations most vitally concerned. The Assembly is gratified to note that the Health Committee has responded to the requests of several Governments by placing at their disposal investigators and technical advisers on matters of public health. It approves the establishment of a Bureau of Epidemiological Intelligence in the Far East.

"4. The Assembly requests the Health Organisation to take into consideration in due course the study of the problem of physical education and to investigate the means for its general extension on rational principles. It further requests the Health Committee to undertake an enquiry as to the value of preventive measures against tuberculosis, taking into account the proposition presented by the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

"5. The Assembly asks the Council to suggest to the Health Committee the desirability of communicating to the Permanent Committee of the Paris Office international d'Hygiène publique the report setting out the questions with which the Health Committee proposes to deal (which is referred to in Article 4 of the *Règlement intérieur*), at such a date as to permit the Committee to make, before the next Assembly, any observations to the Health Committee which appear to it desirable."

M. CAVAZZONI (Italy) made a declaration to the effect that the Italian Delegation interpreted the fifth resolution to mean that the report mentioned in the resolution would indicate the questions on which it was desirable before the next meeting of the Assembly for the Office international d'Hygiène publique to send to the Health Committee of the League of Nations such observations as appeared to it desirable.

M. STRASBURGER (Poland) said that the Polish delegation accepted the fifth resolution as interpreted by the Italian delegate, it being understood that the report of the Health Committee would indicate the questions on which the observations of the Office international d'Hygiène publique were desired.

The resolutions were adopted.

III. THIRD COMMITTEE.

SECOND SUB-COMMITTEE.

The Second Sub-Committee of the Third Committee held a meeting at 3.30 p.m. yesterday (Saturday, September 20th), under the chairmanship of M. SKRZYŃSKI (Poland).

There was a discussion on the first item of the agenda (chemical warfare).

After a long discussion, the Sub-Committee adopted a resolution which, recalling similar resolutions of former Assemblies, recommends that a wide publicity should be given to publications demonstrating the terrible menace to the world of chemical and bacteriological warfare, and that the attention of the public should be drawn to the necessity of avoiding all war by developing peaceful settlement of disputes and by solving the problem of security.

IV. TREIZIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION.

La cinquième Commission a tenu sa treizième séance le samedi 20 septembre, à 17 h. 15, sous la présidence de M. ZAHLE (Danemark).

Adoption du rapport sur la question de la traite des femmes et des enfants.

M. SOKAL (Pologne), rapporteur à l'Assemblée, présente son rapport sur ce sujet.

Le rapport est adopté.

Adoption du rapport sur la question de la protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient.

M^{lle} FORCHHAMMER (Danemark), rapporteur à l'Assemblée, présente son rapport sur ce sujet.

Le rapport est adopté.

Le PRÉSIDENT annonce que la quatrième Commission a voté les crédits nécessaires.

Transfert au Caucase des réfugiés arméniens, etc.

Le PRÉSIDENT annonce que la Commission de contrôle a refusé les crédits demandés à cet effet.

M. SARRAUT (France) demande à ses collègues d'intervenir auprès de leurs délégations respectives en vue d'obtenir les crédits demandés.

M. de BROUCKÈRE (Belgique), rapporteur à l'Assemblée, se joint à l'appel de M. Sarraut.

Fédération internationale pour le secours mutuel aux populations frappées de calamités.

Le PRÉSIDENT annonce que la Commission de contrôle a adopté les crédits demandés.

Adoption du rapport sur la question de la protection de l'enfance.

M. de BROUCKÈRE (Belgique), rapporteur à l'Assemblée, présente son rapport sur ce sujet.

Le rapport est adopté.

Le PRÉSIDENT annonce que la Commission de contrôle a ramené de 50.000 francs à 10.000 francs, somme primitivement inscrite au budget, les crédits demandés par la cinquième Commission.

M. de BROUCKÈRE (Belgique), rapporteur à l'Assemblée, rappelle qu'une convention avait été passée entre la Société des Nations et le Gouvernement belge au sujet du transfert de l'Association pour la protection de l'enfance de Bruxelles à Genève et que le refus du crédit supplémentaire de 40.000 francs crée une situation nouvelle.

V. SIXIÈME SÉANCE DE LA SIXIÈME COMMISSION.

La sixième Commission a tenu sa sixième séance hier samedi après-midi, le 20 septembre, sous la présidence de M. ENCKELL (Finlande).

Il a étudié la proposition présentée par les délégations de la France, de l'Empire britannique, et de la Belgique, au sujet de la situation de la Géorgie, qui est ainsi conçue:

« L'Assemblée,
« Renouvelant la résolution votée le 22 septembre 1922, par la troisième Assemblée, au sujet de la Géorgie,
« Invite le Conseil à suivre avec attention les événements dans cette partie du monde, de manière à saisir les occasions qui pourraient se présenter d'aider, par des moyens pacifiques et conformes aux règles du droit international, au retour de ce pays à une situation normale. »

M. de BROUCKÈRE (Belgique) a exposé la situation actuelle de la Géorgie, et a rappelé que ce pays avait été reconnu de

IV. THIRTEENTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE.

The Fifth Committee held its thirteenth meeting yesterday (Saturday, September 20th), at 5.15 p.m., under the chairmanship of M. ZAHLE (Denmark).

Adoption of the Report on the Traffic in Women and Children.

M. SOKAL (Poland), rapporteur to the Assembly, presented his report on this subject.

The report was adopted.

Adoption of Report on the Protection of Women and Children in the Near East.

M^{lle}. FORCHHAMMER (Denmark), rapporteur to the Assembly, presented her report on this subject.

The report was adopted.

The CHAIRMAN announced that the Fourth Committee had voted the necessary credits.

Transfer to the Caucasus of the Armenian Refugees, etc.

The CHAIRMAN announced that the Supervisory Commission had refused the credits requested for this purpose.

M. SARRAUT (France) asked his colleagues to make representations to their delegations with a view to obtaining the credits desired.

M. de BROUCKÈRE (Belgium), rapporteur to the Assembly, associated himself with this appeal.

International Federation for the Mutual Assistance of Peoples overtaken by Calamities.

The CHAIRMAN announced that the Supervisory Commission had voted the necessary credits.

Adoption of Report on Child Welfare.

M. de BROUCKÈRE (Belgium), rapporteur to the Assembly, presented his report on this subject.

The report was adopted.

The CHAIRMAN announced that the Supervisory Commission had reduced the credits for which the Fifth Committee had asked from 50,000 francs to 10,000 francs (the sum originally placed on the budget).

M. de BROUCKÈRE (Belgium), rapporteur to the Assembly, said that an agreement had been reached between the League of Nations and the Belgian Government regarding the transfer of the Child Welfare Association from Brussels to Geneva. The refusal of the supplementary credit of 40,000 francs created a new situation.

V. SIXTH MEETING OF THE SIXTH COMMITTEE.

The Sixth Committee held its sixth meeting yesterday (Saturday September 20th) under the Chairmanship of M. ENCKELL (Finland).

It considered the proposal presented by the French, British and Belgian delegations concerning the position in Georgia. The proposal was as follows:

“The Assembly:

“Wishing to renew the resolution adopted on September 22nd, 1922, by the Third Assembly regarding Georgia:
“Invites the Council to follow attentively the course of events in this part of the world, so that it may be able to seize any opportunity which may occur to help in the restoration of this country to normal conditions by any peaceful means in accordance with the rules of international law.”

M. de BROUCKÈRE (Belgium) explained the existing position in Georgia and reminded the Committee that this country

jure en 1921 par plusieurs Puissances. Le Gouvernement géorgien, chassé de son pays en 1922, avait encore aujourd'hui des représentants accrédités auprès de certaines de ces Puissances.

Le Professeur Gilbert MURRAY (Empire britannique) et M. AUBERT (France) appuyèrent M. de Brouckère en recommandant la résolution à la Commission.

Après une discussion, à laquelle prirent part M. Freire d'ANDRADE, M. HOFMEYR, M. MACDONALD, Sir James ALLEN et le Comte BONIN-LONGARE, il fut décidé, sur la proposition du PRÉSIDENT, de nommer une Sous-Commission de rédaction pour préparer un rapport.

La Commission nomma comme membres de cette Sous-Commission MM. ENCKELL, AUBERT, de BROUCKÈRE, Gilbert MURRAY, MACDONALD et le Comte BONIN-LONGARE.

La Sous-Commission s'est réunie immédiatement et a rédigé un rapport, qui sera soumis à la Commission en une séance qui aura lieu à dix heures à la Salle de la Réformation lundi matin, le 22 septembre.

VI. ONZIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION.

La deuxième Commission a tenu sa onzième séance samedi 20 septembre, à 15 h. 30, sous la présidence de M. GARAY (Panama).

Coopération intellectuelle (suite).

Le PRÉSIDENT informe la deuxième Commission que la quatrième Commission a accordé les crédits nécessaires à l'exécution des travaux dont il est fait mention dans les résolutions 2 et 3, adoptées le 18 septembre, par la deuxième Commission.

En ce qui concerne la quatrième résolution, la quatrième Commission a décidé de ne pas accorder de subvention à l'Institut international de bibliographie de Bruxelles, mais une somme de 1.000 fr. pour la publication de l'index bibliographique par cet Institut.

La quatrième résolution a dû de ce fait, être amendée comme suit:

« L'Assemblée, prenant acte de l'approbation donnée en principe par le Conseil au projet d'accord avec l'Institut international de Bibliographie de Bruxelles, approuve cet accord. »

Le texte amendé de cette résolution est adopté.

Travaux du Comité économique.

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie) rapporteur pour cette question, donne lecture de son rapport.

M. SUGIMURA (Japon) en félicitant le rapporteur de l'excellent rapport qu'il a présenté rend hommage à l'œuvre accomplie par les membres du Comité. Cette œuvre est d'une haute importance. Le Comité vient de mettre à l'étude la question de l'application d'une disposition du Pacte ayant trait au traitement équitable du commerce.

Cette disposition exige qu'il ne soit fait aucune discrimination entre les membres de la Société en ce qui concerne leur commerce. La conférence sur les formalités douanières qui s'est tenue l'automne dernier à Genève, a fait réaliser un notable progrès à la fois à la paix économique et au traitement équitable du commerce. Bien que cette conférence ne soit pas parvenue à faire tomber toutes les barrières économiques, elle n'en a pas moins fait œuvre utile en supprimant toutes les formalités douanières inutiles et arbitraires.

M. CAVAZZONI (Italie) exprime sa satisfaction de l'œuvre accomplie jusqu'ici par le Comité économique et approuve le programme ultérieur de ce Comité. Il pense toutefois que le moment est venu de prendre de nouvelles mesures en vue de l'exécution de l'article 23 du Pacte. Il ne peut être question de libre échange, tant que certaines restrictions dans l'importation existent dans certains pays. Il a déjà eu l'occasion de faire allusion à cette question au moment où la deuxième Commission étudiait la question de la restauration de la Hongrie et l'approbation générale qu'ont rencontrée alors ses obser-

had been recognised *de jure* in 1921 by several Powers. The Georgian Government, driven from its country in 1922, still had representatives accredited to certain Powers.

Professor Gilbert MURRAY (British Empire) and M. AUBERT (France) supported M. de Brouckère in the resolution before the Committee.

After discussion, in which M. Freire d'ANDRADE, Mr. HOFMEYR, Mr. MACDONALD, Sir James ALLEN, and Count BONIN-LONGARE took part, it was decided, on the proposal of the CHAIRMAN, to appoint a drafting sub-committee to prepare a report.

The Committee appointed as members of this Sub-Committee M. ENCKELL, M. AUBERT, M. de BROUCKÈRE, Professor Gilbert MURRAY, Mr. MACDONALD, and Count BONIN-LONGARE.

The Sub-Committee met immediately and drafted a report which will be submitted to the full Committee at a meeting which will be held at 10 a.m. at the Salle de la Réformation on Monday morning, September 22nd.

VI. ELEVENTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee held its eleventh meeting on Saturday, September 20th, at 3.30 p.m., under the chairmanship of M. GARAY (Panama).

Intellectual Co-operation (continued).

The CHAIRMAN informed the Second Committee that the Fourth Committee had proposed the credits necessary for the carrying out of the work mentioned in Resolutions 2 and 3, adopted by the Second Committee on September 18th.

As regards the fourth resolution, the Fourth Committee decided not to grant a subsidy to the Institute international de Bibliographie at Brussels, but to contribute a sum of 1,000 francs towards the publication of a bibliographical index by that Institute.

The fourth resolution accordingly had to be amended and now reads as follows:

“The Assembly, noting that the Council has approved in principle the draft agreement with the Institut international de Bibliographie at Brussels, approves this agreement.”

The amended text of the resolution was adopted.

Work of the Economic Committee.

M. VEVERKA (Czechoslovakia), rapporteur for this subject, read his report.

M. SUGIMURA (Japan) congratulated the Rapporteur on his excellent report and the members of the Economic Committee on the success of their work. The work of the Economic Committee was a very important one. They were engaged upon the question of the practical application of the provision of the Covenant relating to the equitable treatment of commerce. This provision demanded that there should be no discrimination between the Members of the League as regards their commerce. The Conference on Customs Formalities which was held last autumn at Geneva constituted a great step towards a more equitable treatment and towards economic peace. Although that Conference could not suppress all existing customs barriers, it had nevertheless done good work by suppressing all unnecessary and arbitrary customs formalities.

M. CAVAZZONI (Italy) expressed his satisfaction with the work hitherto accomplished by the Economic Committee and his approval of the further programme of work of that Committee. He considered, however, that the time was ripe for making a further step forward towards the application of Article 23 of the Covenant. As long as there existed in certain countries various important import restrictions it was impossible to speak of the free exchange of goods. He already had had occasion, when the question of Hungary was before the Second Committee, to refer to this subject, and the general

vations confirme son opinion qu'il serait opportun de prendre des mesures d'un caractère international en vue d'abolir toutes les restrictions qui mettent encore obstacle au libre échange. Il rappelle qu'à la Conférence de Porto-Rose entre les Etats successeurs de l'Autriche-Hongrie la question des restrictions d'importations a été discutée. La Conférence de Gênes a également adopté une résolution très nette sur ce sujet. Le terrain lui semble suffisamment préparé pour qu'une action puisse être entreprise; il propose donc la résolution suivante:

« Se référant à l'alinéa 1 de l'article 3 de la Convention pour la simplification des formalités douanières, déjà signée par 30 Etats et ratifiée par 6;

« Considérant que le système des licences constitue un obstacle sérieux au libre développement des échanges internationaux;

« Considérant d'autre part, que les circonstances générales pourraient être désormais favorables à une action dans ce domaine;

« L'Assemblée exprime le désir que le Conseil invite le Comité économique à étudier la possibilité et l'opportunité d'une entente entre Etats Membres et non-Membres de la Société, qui aurait pour objet l'abolition définitive des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation et, le cas échéant, à proposer les moyens les plus appropriés dans ce but. Réserve est faite pour les dispositions visant la protection des intérêts vitaux des Etats. »

M. van EYSINGA (Pays-Bas) félicite le Comité économique du succès de ses travaux. Il appuie chaleureusement la proposition du délégué italien. Si le Comité économique parvient à supprimer les barrières économiques, il aura fait œuvre utile. Il rappelle les conditions d'avant-guerre en ce qui concerne les relations commerciales, les changements survenus au cours de la guerre et de l'après-guerre et regrette tout particulièrement que de nombreux accords d'avant-guerre relatifs au libre échange aient été dénoncés depuis.

M. LUKACZ (Hongrie) pense que l'œuvre réalisée jusqu'ici par le Comité a consisté à garantir le principe fondamental d'égalité économique, institué par le Pacte. Il croit toutefois qu'il reste encore une œuvre importante à accomplir dans ce domaine. La Conférence de Gênes a ouvert la voie à suivre pour atteindre au but final que se propose le Pacte. Il exprime son approbation pleine et entière de la proposition exprimée par le délégué de l'Italie. La Hongrie s'est toujours prononcée contre toute restriction apportée au commerce international. Elle a pris une part active aux travaux des Conférences de Porto-Rose et de Gênes. La dernière conférence de l'Union interparlementaire a, sur la proposition du délégué de la Hongrie, adopté une résolution tendant à la suppression de toutes les restrictions d'importations. Il croit que les conditions actuelles sont favorables à l'action préconisée par le délégué de l'Italie. Toutefois, pour arriver à un succès total, aucun Etat ne devra manquer à l'appel, seule une action collective peut garantir ce succès.

Sir HUBERT LLEWELLYN SMITH (Empire britannique), en sa qualité de président du Comité économique, croit pouvoir dire que le Comité n'est pas défavorable à la résolution de M. Cavazzoni. Le Comité économique a été chargé par l'Assemblée, il y a 3 ans, d'envisager la mise en application de la disposition du Pacte relative au traitement équitable du commerce: une sous-commission spéciale étudie cette question depuis deux ans. Le plan que cette sous-commission a établi est très vaste, et le Comité a décidé de l'examiner successivement sous ses divers aspects. La question soulevée par M. Cavazzoni est comprise dans ce plan et il ne semble pas indiqué qu'une résolution spéciale soit votée à ce sujet par l'Assemblée.

M. ZUMETA (Venezuela) remercie le Comité économique en son nom et au nom des délégués de l'Amérique latine du zèle qu'il a déployé dans l'étude de la question de la protection des acheteurs étrangers contre les marchandises sans valeur. Les recommandations rédigées par le Comité économique seront très utiles au commerce et contribueront dans une large mesure à donner une base morale au commerce. Il approuve vivement la proposition du délégué de l'Italie.

approval with which his remarks had been received confirmed him in the opinion that the time had come to contemplate some international action, with a view to suppressing all restrictions still hindering the free exchange of goods. He referred to the Porta Rosa Conference of the Austrian Succession States, where the question of import restrictions was discussed, and also to the Genoa Conference, which adopted a very strong resolution on the subject. The ground seemed to him to be sufficiently prepared now for further action to be taken, and he proposed, therefore, the following resolution:

"With reference to paragraph 1 of Article 3 of the Convention for the Simplification of Customs Formalities, which has already been signed by thirty States and ratified by six, the Assembly,

"Considering that the licence system constitutes a serious impediment to the free development of international trade, and also

"That the general situation might in future be favourable to action in this sphere:

"Desires the Council to instruct the Economic Committee to consider the possibility and expediency of an agreement between States Members of the League and States non-Members with a view to the final suppression of prohibitions and restrictions on importation and exportation and, if necessary, to suggest the most suitable methods of achieving this object. Provisions relating to the protection of the vital interests of States shall not be affected."

M. van EYSINGA (Netherlands) congratulated the Economic Committee on the success of its work. He warmly supported the proposal of the Italian Delegate. Should the Economic Committee succeed in suppressing all import restrictions it would do very useful work. He referred to the conditions which existed before the war as regards commercial relations to the changes which took place during and after the war, and he regretted in particular that many pre-war agreements granting liberty of commerce had since been abandoned.

M. LUKACZ (Hungary) thought that the resolutions hitherto achieved by the Committee aimed at guaranteeing the fundamental principle of economic equality granted by the Covenant. He thought, however, that a good deal of work had still to be accomplished in this respect. The Conference at Genoa had pointed the way which should be followed if the ultimate aim of the Covenant was to be achieved. He expressed his complete satisfaction with the proposal of the Italian Delegate. Hungary was always for the suppression of all hindrances to international commerce. She had taken an active part in the work of the Porta Rosa and Genoa Conferences. The last conference of the Inter-Parliamentary Union had adopted, on the proposal of the Hungarian delegate, a resolution recommending the suppression of all import restrictions. He thought that present conditions were very favourable to the action proposed by the Italian Delegate. However, if this action was to meet with complete success, it was necessary that no State should remain outside. Only collective action would guarantee complete success.

Sir Hubert LLEWELLYN SMITH (British Empire), speaking as Chairman of the Economic Committee, thought that the Committee had no objection to M. Cavazzoni's resolution. The Economic Committee was charged three years ago by the Assembly to consider the practical application of the provision in the Covenant relating to the equitable treatment of commerce, and for the last two years a special sub-committee had studied the subject. The programme the sub-committee had laid down was a vast one, and the Committee had decided to take the various questions successively. The problem raised by M. Cavazzoni was actually on the programme of the Committee, and he therefore did not consider it necessary for a special resolution to be adopted on this subject by the Assembly.

M. ZUMETA (Venezuela) thanked the Economic Committee in his own name and in that of the Latin-American Delegates for the great zeal with which they had studied the question of the protection of foreign buyers against worthless goods. The recommendations drawn up by the Economic Committee would be very useful to commerce and would greatly contribute towards the establishment of commercial morality. He warmly supported the proposal of the Italian Delegate.

M. STRASBURGER (Pologne) donne son approbation à l'œuvre du Comité économique, qui a déjà posé des jalons pour l'élaboration d'un code international des relations commerciales. Il croit toutefois que ce code ne pourra pas remplacer des accords bilatéraux. Il s'étonne que le Comité économique ne se soit pas occupé de la question du régime commercial. Il rappelle la Conférence de Gênes et juge le moment venu pour agir dans le sens indiqué par le délégué de l'Italie. Il croit que le Comité économique, lorsqu'il étudiera la question de la suppression des restrictions commerciales, devra de même examiner la question très délicate de la clause de la nation la plus favorisée.

Sir Henry STRAKOSCH (Afrique du Sud) appuie la proposition du délégué de l'Italie. Il considère la suppression des restrictions à l'importation et à l'exportation comme indispensable à la restauration économique et financière du monde. La proposition italienne s'inspire des résolutions adoptées par les conférences de Bruxelles et de Gênes et il croit le moment très favorable à une action de ce genre.

M. BONNET (France) s'associe à la déclaration du délégué de l'Italie, d'autant plus que le membre français du Comité économique a fait, il y a quelques semaines, indépendamment de la proposition italienne une proposition similaire au Comité économique. Il est certain que le Gouvernement français donnera tout son appui aux travaux du Comité économique dans ce sens.

Le Comte MENSENDORFF (Autriche) désire aussi appuyer chaleureusement la proposition du délégué de l'Italie qui est d'un intérêt tout spécial pour l'Autriche.

Le RAPPORTEUR appuie la résolution, mais croit qu'il sera difficile de séparer la question des restrictions à l'importation et à l'exportation de celle des tarifs et de la politique commerciale.

La Commission adopte la résolution proposée par M. CAVAZZONI avec l'amendement suivant :

Le mot « licences » figurant à la première ligne du deuxième alinéa, sera remplacé par les mots « prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation ».

La Commission approuve ensuite le rapport présenté par le Rapporteur et adopte le projet de résolution suivant :

« L'Assemblée, ayant pris connaissance du rapport du Comité économique sur l'œuvre accomplie par lui pendant l'année qui vient de s'écouler :

« 1. Enregistre avec une vive satisfaction le succès remporté par la Conférence internationale pour la simplification des formalités douanières et souhaite que la Convention, à laquelle la Conférence a abouti soit ratifiée au plus tôt, par le plus grand nombre possible d'Etats. Elle constate d'autre part que la Convention ne constitue qu'une première, bien que très importante étape dans la voie de l'amélioration des relations commerciales internationales, et elle souhaite que le Comité économique fasse tous ses efforts pour réaliser de nouveaux progrès dans cette direction;

« 2. Prend acte des propositions du Comité visant — au moyen d'amendements et d'additions à apporter à la Convention pour la Protection de la Propriété industrielle — une protection plus efficace contre la concurrence déloyale, et exprime le vœu que ces propositions puissent trouver l'appui des Etats Membres, à l'occasion de la prochaine Conférence de révision de l'Union pour la protection de la propriété industrielle;

« 3. Prend acte des recherches et des conclusions auxquelles a abouti le Comité économique en ce qui concerne la protection de l'acheteur étranger contre les marchandises sans valeur.

« Elle insiste très vivement pour que tous les moyens prévus dans les pays exportateurs, en vue d'analyser, de vérifier et de certifier la qualité des marchandises, soient mises sans restrictions à la disposition de l'acheteur étranger aussi bien qu'à celle du consommateur du pays même; pour que ces facilités soient développées et étendues et que leur existence soit portée, au moyen d'une publicité appropriée, à la connaissance des acheteurs étrangers.

M. STRASBURGER (Pologne) approved of the work of the Economic Committee, which already had laid certain bases for the establishment of an international code in commercial relations. He thought, however, that this code could not replace bilateral agreements. He wondered that the Economic Committee had dealt with the question of commercial policy. He referred to the Conference of Genoa and thought that the time was ripe for action as proposed by the Italian Delegate. He thought that the Economic Committee, when studying the question of the abolition of restrictions, would necessarily have to take into consideration also the very delicate question of the "most-favoured-nation clause".

Sir Henry STRAKOSCH (South Africa) supported the Italian proposal. He considered the abolition of import and export restrictions necessary for the economic and financial reconstruction of the world. The Italian proposal was inspired by the resolutions adopted at Brussels and Genoa, and he thought that the present moment was very favourable to the proposed action.

M. BONNET (France) was in favour of the Italian proposal, the more so as it was the French member of the Economic Committee who, independently of the Italian proposal, made a similar proposal a few weeks ago in the Economic Committee. He was sure that the French Government would give the warmest support to this work of the Economic Committee.

Count MENSENDORFF (Austria) also warmly supported the Italian proposal, in which Austria had a particular interest.

The RAPPORTEUR was in favour of the resolution, but was of the opinion that it would be difficult to separate the question of import and export restrictions from that of tariff and commercial policy.

The Committee adopted the resolution proposed by M. Cavazoni with the following amendment :

The word 'licence' in the first line of the second paragraph to be replaced by the words 'prohibitions and restrictions of importation and exportation'.

The Committee then approved the report of the Rapporteur and adopted the following draft resolution :

"The Assembly, having taken cognisance of the report of the Economic Committee upon its work during the past year :

"1. Records with great satisfaction the success achieved by the International Conference for the Simplification of Customs Formalities and hopes that the Convention at which the Conference arrived may be ratified as soon as possible by the largest possible number of States. It notes further that the Convention constitutes only the first, though a very important, stage in the improvement of international commercial relations, and it hopes that the Economic Committee will do its utmost to make further progress in the same direction;

"2. Takes note of the proposals of the Committee aiming, by means of amendments and additions to the Convention for the Protection of Industrial Property, at more effectual protection against unfair competition, and expresses the hope that these proposals may receive the support of the States Members on the occasion of the forthcoming Conference for the Revision of the Union for the Protection of Industrial Property;

"3. Takes note of the investigations of the Economic Committee regarding the protection of the foreign buyer against worthless goods, and of the conclusions arrived at.

"The Committee strongly urges that all the arrangements provided in exporting countries for testing, verifying, and certifying the quality of goods should always be freely available for the benefit of the foreign buyer as well as for that of the home consumer, and that these facilities should be developed and extended and their existence brought to the knowledge of foreign buyers by suitable methods of publicity.

« 4. Constate les progrès réalisés par le Comité économique dans l'étude du traitement à accorder aux ressortissants étrangers et aux entreprises étrangères, dans l'étude des crises économiques et en ce qui concerne l'unification des méthodes de statistiques.

« 5. Appelle à nouveau l'attention des Etats Membres sur le grand bénéfice qui résulterait pour le commerce international d'une prompte ratification par le plus grand nombre possible d'Etats du Protocole sur les clauses d'arbitrage. »

Comité financier.

a) Emprunt grec.

M. SUGIMURA (Japon) donne lecture de son rapport sur le projet d'emprunt international en faveur des réfugiés grecs. (Document A.II.28.1924).

M. ANDREADES (Grèce), déclare que le peuple hellénique a été profondément ému de la sympathie qui s'est manifestée pour les réfugiés et du zèle qu'ont déployé le D^r Nansen, M. Morgenthau et M. Campbell. De son côté le Gouvernement hellénique a fait tous ses efforts pour remédier à la situation lamentable des réfugiés. Il remercie le rapporteur de l'avoir constaté. Si la Société des Nations fait une bonne action, de leur côté les souscripteurs feront une opération avantageuse: les revenus garantissant cet emprunt ont été évalués à 750 millions de drachmes, soit 3 millions de livres sterling, alors que les garanties suffisantes au service de l'emprunt sont d'un million de livres sterling. En outre, les souscripteurs ont une hypothèque sur tous les biens affectés par le Gouvernement hellénique à l'Office autonome, que M. Campbell évalue à 10 millions de livres sterling. A ces garanties de tout premier ordre, on peut ajouter une garantie supplémentaire qui est la loyauté avec laquelle le Gouvernement grec a toujours tenu ses engagements dans des périodes très critiques. Enfin, M. Andreadès rappelle que la science économique condamne les emprunts de consommation et approuve les emprunts de production. L'emprunt actuel entre dans cette catégorie; il permettra aux réfugiés grecs d'apporter leur contribution à la production de leur pays et de donner ainsi une garantie supplémentaire aux souscripteurs.

M. van EYSINGA (Hollande) ne veut pas que le débat se termine sans qu'on ait exprimé la vive gratitude de la deuxième Commission envers le Comité financier pour la série de mesures d'une importance et d'une difficulté exceptionnelles qu'il a menées à bonne fin.

M. CAVAZZONI (Italie) tient au nom d'une Puissance voisine et amie de la Grèce à exprimer toute sa sympathie pour l'œuvre accomplie et toute sa satisfaction devant les heureux résultats obtenus.

M. SUGIMURA (Japon) présente le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée

« Prend connaissance avec une vive satisfaction des progrès réalisés pendant l'année écoulée, dans la tâche difficile et importante d'assurer aux réfugiés grecs des emplois productifs.

« Prend acte de la création et de l'heureux fonctionnement de l'Office autonome pour l'établissement des réfugiés grecs; des dispositions prises pour lui procurer les fonds nécessaires à ses travaux, au moyen d'avances temporaires s'élevant à 3 millions de livres sterling, de l'octroi de terres appropriées par le Gouvernement hellénique; du logement et de l'établissement sur ces terres et, dans une plus faible mesure, dans l'industrie, d'une grande partie des réfugiés.

« Constate, en outre, avec satisfaction l'amélioration de la stabilité des conditions politiques en Grèce, l'amélioration de la situation économique et le maintien à un cours stable de la monnaie grecque.

« Est heureuse d'apprendre que le Conseil, sur l'avis du Comité financier, estime que le moment est venu de donner à l'ensemble du plan une base financière définitive, par l'émission de l'emprunt à long terme; et qu'en raison de circonstances favorables sus-indiquées, les

« 4. Notes the progress made by the Economic Committee in the study of the treatment to be accorded to foreign nationals and foreign enterprises in the study of economic crises and with regard to the unification of methods of statistics;

« 5. Again draws the attention of the States Members to the great benefit which international trade would derive from the prompt ratification by the largest possible number of States of the Protocol on Arbitration Clauses. »

Financial Committee.

(a) Greek Loan.

M. SUGIMURA (Japan) read his report on the scheme for an international loan on behalf of the Greek Refugees (Document A. II. 28).

M. ANDREADES (Greece) said that the Greek people had been profoundly touched by the sympathy which had been shown to the refugees and for the zeal displayed by Dr. Nansen, M. Morgenthau and Mr. Campbell.

The Greek Government had on its side made all possible efforts to find remedies for the deplorable condition of the refugees. He thanked the Rapporteur for having recognised this fact. The League of Nations was doing a work of humanity, but the subscribers to the loan had on their side the advantage of financing a profitable enterprise. The revenues guaranteeing this loan had been valued at 750,000,000 drachmæ, or £3,000,000 sterling, whereas guarantees of the value of £1,000,000 were sufficient for the service of the loan. Moreover, the subscribers had a mortgage on all the property allocated by the Greek Government for the use of the autonomous office. This property was valued by Mr. Campbell at £10,000,000 sterling. To these guarantees, which were of the highest class, might be added a supplementary guarantee, namely, the good faith with which the Greek Government had always kept its engagements, even in the most critical times. He would finally point out that economic science condemned loans which were unproductive, and approved loans which were productive, and that the present loan fell within the latter class. It would enable the Greek refugees to increase production, and it thus afforded a supplementary guarantee for the subscribers.

M. van EYSINGA (Netherlands) said he would not like the discussion to close without having expressed the gratitude of the Second Committee towards the Financial Committee for the series of measures of great importance and exceptional difficulty which it had conducted to a successful conclusion.

M. CAVAZZONI (Italy), on behalf of a neighbouring and friendly Power, expressed his full sympathy for the work which had been done and his satisfaction at the results which had been obtained.

M. SUGIMURA (Japan) submitted the following resolution:

« The Assembly:

« Learns with great satisfaction the progress made during the last year in the difficult and important task of settling the Greek refugees in productive employment.

« It notes the establishment and successful working of the Greek Refugees Settlement Commission; the arrangements made to finance the work of the past year through temporary advances amounting to £3 million sterling; the allocation of suitable land by the Greek Government; the housing and establishment upon the land, and to a smaller extent, in industry, of a large proportion of the refugees.

« The Assembly further notes with satisfaction the improvement in the stability of Greek political conditions; the improved economic position; and the maintenance of a steady value of the Greek currency.

« It is glad to learn that the Council, on the advice of the Financial Committee, considers that the time has now arrived when the whole scheme may be placed upon a definite financial basis by the issue of the long-term loan, and that, in view of the above favourable circumstances,

terres et les recettes, proposées à titre de gages, dans le Protocole constituent une garantie suffisante pour la somme totale de 10 millions de livres sterling, nécessaires à l'achèvement de l'œuvre d'établissement de tous les réfugiés intéressés.

« Exprime, pour conclure, l'espoir sincère que les opérations d'émission de l'emprunt pourront être conduites avec succès, et que toute l'entreprise, d'un intérêt vital au point de vue de la stabilité économique et politique de la Grèce, pourra être menée à bonne fin. »

La résolution est acceptée à l'unanimité.

La deuxième Commission, désigne M. SUGIMURA comme rapporteur de cette question devant l'Assemblée.

b) Travaux du Comité financier.

M. SUGIMURA (Japon) donne lecture de son rapport et du projet de résolution suivant:

« L'Assemblée,

« Se référant aux résolutions spéciales qui visent la reconstruction de l'Autriche et de la Hongrie et le projet d'emprunt international pour les réfugiés grecs;

« Prend acte avec satisfaction des autres travaux de l'Organisation économique et financière en matière financière, notamment en ce qui concerne la Ville Libre de Dantzig, les publications périodiques de la Société des Nations sur des sujets financiers, et l'étude des problèmes de l'évasion fiscale et de la double imposition. Elle souhaite, sur ce dernier point, que l'accord de principe déjà conclu entre les experts soit rapidement précisé et réalisé suivant la procédure que détermineront le Comité financier et le Conseil. »

La résolution est adoptée à l'unanimité.

La deuxième Commission désigne M. SUGIMURA comme rapporteur de cette question devant l'Assemblée.

c) Reconstitution financière de l'Autriche.

M. Georges BONNET (France) donne lecture de son rapport. (Document A. II. 27. 1924.)

M. de MENSENDORFF (Autriche) prie le rapporteur d'accepter ses remerciements les plus vifs.

Il sait tout particulièrement gré à M. Bonnet de n'avoir rien dit dans son rapport qui aurait risqué d'atténuer la confiance dans la stabilité financière de l'Autriche et dans les heureux résultats de l'œuvre d'assainissement entreprise avec l'aide de la Société des Nations. Il tient à ajouter que toutes les mesures déjà prises ou en voie d'exécution seront aussi de nature à restaurer la confiance mondiale dans une œuvre que l'Autriche et la Société des Nations ont le plus vif désir de voir pleinement réussir.

M. Georges BONNET présente le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée se félicite des progrès de l'œuvre d'assainissement de l'Autriche, entreprise sous les auspices de la Société des Nations.

« Elle prend acte de la décision du Conseil fixant les conditions auxquelles le système de contrôle budgétaire pourra tout d'abord être modifié à une date prochaine, puis ultérieurement supprimé. »

La résolution est adoptée à l'unanimité.

La deuxième Commission désigne M. Georges BONNET comme rapporteur de cette question devant l'Assemblée.

Sir Hubert LLEWELLYN SMITH (Empire britannique) adresse au nom de la deuxième Commission ses remerciements les plus cordiaux pour l'impartialité et la dignité avec laquelle son éminent Président a mené les séances jusqu'à des conclusions heureuses et fécondes; il tient également à dire à quel point il a apprécié la tâche du Secrétariat.

Le PRÉSIDENT remercie de son côté tous ses collègues et tous ceux qui l'ont aidé d'une façon aussi efficace, en particulier les secrétaires du Comité économique et du Comité financier, MM. Denis et Léon-Dufour.

the land and the assigned revenues proposed in the Protocol afford a sufficient security for the total sum of 10 million pounds required to complete the work of establishing all the suitable refugees.

« The Assembly expresses in conclusion the earnest hope that the loan may be successfully issued and that the whole of the undertaking, so vital to the economic and political stability of Greece, may be carried through to a successful conclusion. »

The resolution was unanimously adopted.

The Second Committee appointed M. SUGIMURA to act as Rapporteur for this question to the Assembly.

(b) Work of the Financial Committee.

M. SUGIMURA (Japan) read his report and submitted the following draft resolution:

« The Assembly, with reference to the special resolutions concerning the reconstruction of Austria and Hungary, and the proposal of an international loan in favour of the Greek refugees:

« Notes with satisfaction the other work of the Economic and Financial Organisation in the financial sphere, particularly as regards the Free City of Danzig, the periodical publications of the League on financial subjects, and the study of the problems of fiscal evasion and double taxation. As regards the latter point, it hopes that the agreement of principle already reached by the experts will rapidly be given final shape and applied on the lines which may be determined by the Financial Committee and the Council. »

The resolution was unanimously adopted.

The Second Committee appointed M. SUGIMURA to act as Rapporteur for this question to the Assembly.

(c) Financial Reconstruction of Austria.

M. Georges BONNET (France) read his report (Document A. II. 27).

M. de MENSENDORFF (Austria) asked the Rapporteur to accept his most cordial thanks. He was particularly grateful to M. Bonnet for not having said anything in his report likely to diminish public confidence in the financial stability of Austria or in the happy results of the work of reconstruction which has been undertaken with the help of the League of Nations. He would add that all steps already taken or any measures which were in progress would also be of a character likely to restore public confidence in a work which Austria and the League of Nations had the liveliest desire to see carried to a completely successful conclusion.

M. Georges BONNET submitted the following resolution:

« The Assembly is glad to note the progress in the work of Austrian reconstruction taken in hand under the auspices of the League of Nations.

« It notes the decision of the Council prescribing the conditions under which the system of budget control can properly be modified at an early date and subsequently terminated. »

The resolution was unanimously adopted.

The Second Committee appointed M. Georges BONNET to act as Rapporteur for this question to the Assembly.

Sir Hubert Llewellyn SMITH (British Empire), on behalf of the Second Committee, expressed his most cordial thanks for the impartiality and dignity with which the distinguished Chairman had conducted these proceedings to a successful and fruitful conclusion. He also would like to say how very greatly he had appreciated the work of the Secretariat.

The CHAIRMAN thanked all his colleagues and all those who had helped him in so effective a manner, particularly the secretaries of the Economic Committee and the Financial Committee, M. Denis and M. Léon-Dufour.

VII. CORRECTIONS ET ADJONCTIONS A LA LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS.

PREMIÈRE COMMISSION.

Etat libre d'Irlande: M. P. McGilligan; M. le Marquis MacSwiney.

DEUXIÈME COMMISSION.

Etat libre d'Irlande: M. le Professeur J. M. O'Sullivan.

TROISIÈME COMMISSION.

Etat libre d'Irlande: M. P. McGilligan; M. J. P. Walshe.

VIII. RATIFICATION DES CONVENTIONS

M. le Président de la République française a signé pour la France la Convention et Statut sur la liberté du transit (Barcelone, 20 avril 1921).

Le Ministre des Pays-Bas à Berne a signé pour les Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao, le Protocole relatif aux Clauses d'Arbitrage (Genève, le 24 septembre 1923).

IX. COMMUNICATION DES ORGANISATIONS NON OFFICIELLES

A sa séance tenue le 11 septembre 1924, le Bureau de l'Assemblée a décidé d'annoncer dans le *Journal de l'Assemblée* la réception par le Secrétaire général de toute communication émanant d'organisations internationales non officielles, ainsi que l'objet de ces communications.

Le Secrétaire général a reçu la communication suivante:

Source: Comité international de coopération féminine.

Subject: Résolution relative au désarmement général adopté par la Conférence internationale de la coopération féminine tenue à Gand le 29 août 1924, et prière adressée à l'Assemblée de vouloir bien recevoir le Comité de coopération féminine.

X. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE.

Compte rendu provisoire: seizième séance.

A. 36 (a) Limitation des armements navals: réponse du Gouvernement du Salvador.

A. 71 Assistance judiciaire aux indigents: rapport de la première Commission de l'Assemblée.

A. 72 Proposition de la délégation néerlandaise au sujet de l'amendement de l'article 27 du Règlement intérieur de l'Assemblée.

A. 73 Développement du Droit international. Rapport de la première Commission sur la proposition de la Délégation suédoise.

A. 74 Intermunicipalité: Rapport de la cinquième Commission à l'Assemblée.

A. 75 Mandats: Résolution présentée à la cinquième Assemblée par la sixième Commission.

A. 76 Election des membres non-permanents du Conseil: Proposition de la délégation chinoise.

A. 77 Organisation des Communications et du transit: Rapport sur l'œuvre de l'Organisation entre la quatrième et la cinquième Assemblée présenté au nom de la deuxième Commission.

A. 80 Lettre adressée par la délégation lithuanienne au Président de l'Assemblée pour demander le retrait de la question inscrite à l'ordre du jour sous le numéro 14.

VII. CORRECTIONS AND ADDITIONS TO THE LIST OF MEMBERS OF THE COMMITTEES

FIRST COMMITTEE.

Irish Free State: Mr. P. McGilligan; Marquis MacSwiney.

SECOND COMMITTEE.

Irish Free State: Professor J. M. O'Sullivan.

THIRD COMMITTEE.

Irish Free State: Mr. P. McGilligan; Mr. J. P. Walshe.

VIII. RATIFICATION OF CONVENTIONS

The President of the French Republic has signed for France the Convention and Statute on Freedom of Transit (Barcelona, April 20th, 1921).

The Minister of the Netherlands at Berne has signed for the Dutch Indies, Surinam and Curacao the Protocol on Arbitration Clauses (Geneva, September 24th, 1923).

IX. COMMUNICATIONS FROM NON-OFFICIAL ORGANISATIONS

At a meeting held on September 11th, 1924, the General Committee of the Assembly decided that there should be inserted in the *Journal of the Assembly* a notification of the receipt by the Secretary-General of communications addressed to the Assembly by non-official international organisations and of the subject of any such communication.

The Secretary-General has received the following communication:

Source: International Co-operative Women's Committee.

Subject: Resolution on general disarmament adopted by the International Conference of Co-operative Women held in Ghent on August 29th, 1924, and a request that the Committee of Co-operative Women be heard by the Assembly.

X. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS OF THE ASSEMBLY

Provisional Verbatim Record: Sixteenth meeting.

A. 36 (a) Limitation of Naval Armaments: Reply from the Government of Salvador.

A. 71 Legal Assistance for the Poor: Report by the First Committee of the Assembly.

A. 72 Proposal of the Netherlands Delegation to amend Rule 27 of the Rules of Procedure of the Assembly: Report by the First Committee.

A. 73 Development of International Law: Report by the First Committee on the proposal of the Swedish Delegation.

A. 74 Inter-municipality: Report of the Fifth Committee to the Assembly.

A. 75 Mandates: Resolution submitted to the Fifth Assembly by the Sixth Committee.

A. 76 Election of non-permanent members of the Council: Proposal by the Chinese Delegation.

A. 77 Organisation for Communications and Transit: Report on the work accomplished by the Organisation between the Fourth and Fifth Assemblies submitted on behalf of the Second Committee.

A. 80 Letter from the Lithuanian Delegation to the President of the Assembly requesting the withdrawal of Point 14 of the Agenda.

XI. ASSOCIATION INTERNATIONALE DES JOURNALISTES ACCRÉDITÉS AUPRÈS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

L'Assemblée générale de l'Association internationale des journalistes accrédités auprès de la Société des Nations se tiendra lundi 22 septembre, à 21 h. 30, Hôtel Victoria.

Ordre du jour:

1. Revision des statuts.
2. Relation avec les autres associations internationales.
3. Enquête du Bureau international du Travail.
4. Construction de la Salle de la Presse.
5. Observations générales sur les services de Presse de la présente Assemblée.
6. Questions diverses.

XI. INTERNATIONAL ASSOCIATION OF JOURNALISTS ACCREDITED TO THE LEAGUE OF NATIONS.

The General Meeting of this Association will take place on Monday, September 22nd, at 9.30 p.m., Hôtel Victoria.

Agenda:

1. Revision of the Statute.
2. Relations with other international associations.
3. The International Labour Office enquiry.
4. Construction of the Press Hall.
5. General observations on the Press Service of the present Assembly.
6. Miscellaneous questions.

JOURNAL

DE LA
CINQUIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1924

OF THE
FIFTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1924

N° 20. — MARDI 23 SEPTEMBRE 1924.

No. 20. — TUESDAY, SEPTEMBER 23rd, 1924.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 132, au Secrétariat.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de M.M. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 132 at the offices of the Secretariat).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	221
II. Dix-septième séance plénière de l'Assemblée	222
III. Sixième séance de la troisième Commission	227
IV. Réduction des armements (projet de protocole)	231
V. Dixième séance de la quatrième Commission	235
VI. Septième séance de la sixième Commission	237
VII. Commission de l'Ordre du jour	237
VIII. Ratifications des conventions	238
IX. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée	238

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	221
II. Seventeenth Plenary Meeting of the Assembly	222
III. Sixth Meeting of the Third Committee	227
IV. Reduction of Armaments (Draft Protocol)	231
V. Tenth Meeting of the Fourth Committee	235
VI. Seventh Meeting of the Sixth Committee	237
VII. Agenda Committee	237
VIII. Ratifications of Conventions	238
IX. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	238

I. PROGRAMME DES SÉANCES.

Séance plénière de l'Assemblée.

Une séance plénière de l'Assemblée aura lieu aujourd'hui (mardi 23 septembre), à 10 h., à la Salle de la Réformation.

Ordre du jour :

- Travaux de la Commission de coopération intellectuelle.*
Rapport de la deuxième Commission.
Rapporteur: M. le professeur Gilbert MURRAY, délégué de l'Empire britannique.
- Questions concernant les réfugiés.*
Rapport de la cinquième Commission.
Rapporteur: Mme SWANWICK, déléguée de l'Empire britannique.
- Reconstruction financière de l'Autriche.*
Rapport de la deuxième Commission.
Rapporteur: M. Georges BONNET, délégué de la France.

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

Plenary Meeting of the Assembly.

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day (Tuesday, September 23rd) at 10 a.m. in the Salle de la Réformation.

- Work of the Committee on Intellectual Co-operation.*
Report of the Second Committee.
Rapporteur: Prof. Gilbert MURRAY, delegate of the British Empire.
- Refugee Questions.*
Report of the Fifth Committee.
Rapporteur: Mrs. SWANWICK, Delegate of the British Empire.
- Financial Reconstruction of Austria.*
Report of the Second Committee:
Rapporteur: M. Georges BONNET, Delegate of France.

4. *Travaux du Comité financier.*
Rapport de la deuxième Commission.
Rapporteur: M. SUGIMURA, délégué du Japon.
5. *Travaux du Comité économique.*
Rapport de la deuxième Commission.
Rapporteur: S. E. M. VEVERKA, délégué de la Tchécoslovaquie.
6. *La situation en Géorgie.*
Rapport de la sixième Commission.
Rapporteur: L'Honorable Edward Mortimer MACDONALD, délégué du Canada.
7. *Election des membres non-permanents du Conseil.*
Proposition de la délégation chinoise inscrite à l'ordre du jour conformément à la décision de l'Assemblée du 22 septembre 1924.
8. *Travaux de la Commission consultative de la traite des femmes et des enfants.*
Rapport de la cinquième Commission.
Rapporteur: M. SOKAL, délégué de la Pologne.
9. *Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient.*
Rapport de la cinquième Commission.
Rapporteur: M^{lle} FORCHHAMMER, déléguée du Danemark.

Première Commission.

La première Commission se réunira aujourd'hui (mardi 23 septembre) à 15 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle F).

La cinquième Sous-Commission de la première Commission se réunira aujourd'hui (mardi 23 septembre), à 10 h. du matin, au bureau du Secrétariat (Salle E).

Quatrième Commission.

La quatrième Commission se réunira aujourd'hui (mardi 23 septembre), à 15 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle B).

La Sous-Commission D de la quatrième Commission se réunira aujourd'hui (mardi, 23 septembre), à 11 heures, à la Salle de la Réformation (Salle 18).

Cinquième Commission.

La cinquième Commission se réunira aujourd'hui (mardi, 23 septembre), à 15 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle C).

Commission de contrôle.

La Commission de contrôle se réunira aujourd'hui (mardi, 23 septembre), à 10 heures du matin, au bureau du Secrétaire général (salle de la Réformation).

Le Conseil.

Une séance privée du Conseil aura lieu aujourd'hui (mardi 23 septembre), à 15 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle D).

II. DIX-SEPTIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation le lundi,
22 septembre 1924, à 10 h. 30.

Développement du droit international. Rapport de la première Commission.

Sir LITTLETON GROOM (Australie), Président de la première Commission et M. ROLIN (Belgique), rapporteur, montent à la tribune.

M. ROLIN présente le rapport de la première Commission, document A. 73, et soumet la résolution suivante:

« L'Assemblée,

« Considérant qu'une expérience de cinq années a démontré les services considérables que la Société des Nations peut rendre pour la satisfaction rapide des besoins de réglementation des rapports internationaux; rappelant, notamment, les importantes conventions élaborées en matière de conciliation internationale, en matière de communi-

4. *Work of the Financial Committee.*
Report of the Second Committee.
Rapporteur: M. SUGIMURA, Delegate of Japan.
5. *Work of the Economic Committee.*
Report of the Second Committee.
Rapporteur: His Excellency M. VEVERKA, Delegate of Czechoslovakia.
6. *The situation in Georgia.*
Report of the Sixth Committee.
Rapporteur: The Hon. Edward Mortimer MACDONALD, Delegate of Canada.
7. *Election of non-permanent members of the Council.*
Proposal of the Chinese Delegation inserted in the Agenda in accordance with the decision of the Assembly of September 22nd, 1924.
8. *Work of the Advisory Committee on Traffic in Women and Children.*
Report of the Fifth Committee.
Rapporteur: M. SOKAL, Delegate of Poland.
9. *Protection of Women and Children in the Near East.*
Report of the Fifth Committee.
Rapporteur: Mlle. FORCHHAMMER, Delegate of Denmark.

First Committee.

The First Committee will meet to-day (Tuesday, September 23rd), at 3.30 p.m., at the offices of the Secretariat, Room F.

The Fifth Sub-Committee of the First Committee will meet to-day, (Tuesday, September 23rd), at 10 a.m., in the offices of the Secretariat, Room E.

Fourth Committee.

The Fourth Committee will meet to-day (Tuesday, September 23rd), at 3.30 p.m., in the offices of the Secretariat, Room B.

Sub-Committee D of the Fourth Committee will meet to-day (Tuesday, September 23rd) at 11 a.m., in the Salle de la Réformation, Room 18.

Fifth Committee.

The Fifth Committee will meet to-day (Tuesday, September 23rd), at 3.30 p.m. in the offices of the Secretariat, Room C.

Supervisory Commission.

The Supervisory Commission will meet to-day (Tuesday, September 23rd), at 10 a.m., in the Room of the Secretary-General, Salle de la Réformation.

The Council.

A private meeting of the Council will be held to-day (Tuesday, September 23rd), at 3.30 p.m., in the offices of the Secretariat, Room D.

II. SEVENTEENTH PLENARY MEETING.

Held at the Salle de la Réformation at 10.30 a.m.
on Monday, September 22nd, 1924.

Development of International Law: Report of the First Committee.

Sir LITTLETON E. GROOM (Australia), Chairman of the First Committee, and M. ROLIN (Belgium), rapporteur, came to the platform.

M. ROLIN presented the report of the First Committee (Document A.73) and submitted the following resolution:

"The Assembly,

"Considering that the experience of five years has demonstrated the valuable services which the League of Nations can render towards rapidly meeting the legislative needs of international relations, and recalling particularly the important conventions already drawn up with respect to communications and transit, the simplification of

tions et transit, celles relatives à la simplification des formalités douanières, à la reconnaissance de la clause arbitrale dans les conventions commerciales, à la législation internationale du travail, à la répression de la traite des femmes et des enfants, à la protection des minorités, ainsi que les résolutions récentes relatives à l'assistance judiciaire des indigents;

« Désireuse d'accroître la contribution de la Société des Nations à la codification progressive du droit international,

« Prie le Conseil,

« De convoquer un comité d'experts qui non seulement réunissent individuellement les conditions requises, mais assurent dans l'ensemble la représentation des grandes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques du monde. Ce comité sera chargé, après consultation éventuelle des institutions les plus autorisées qui ont voué leur activité à l'étude du droit international, et sans empiétement sur les initiatives officielles qui pourraient avoir été prises par des Etats particuliers:

« 1^o De dresser une liste provisoire de matières de droit international dont la solution par voie d'entente internationale paraîtrait la plus souhaitable et réalisable;

« 2^o Et, après communication de ladite liste aux Gouvernements des Etats membres ou non de la Société, par le Secrétariat aux fins d'avis, d'étudier les réponses, et

« 3^o De faire rapport au Conseil sur les questions ayant obtenu le degré de maturité suffisant et sur la procédure qui pourrait être suivie en vue de la préparation de conférences éventuelles pour leur solution. »

M. Rolin appuyant la résolution, expose brièvement les progrès accomplis jusqu'ici dans le développement du droit international. Plusieurs conférences ont été convoquées afin de systématiser le droit international et de le rendre plus complet. Il rappelle en particulier les conférences de La Haye sur le droit international privé, et les conférences de Belgique sur le droit maritime.

La résolution présente n'a pas pour objet d'empiéter de quelque façon que ce soit sur l'initiative privée ou d'intervenir dans les actes d'un gouvernement et la Société des Nations n'a pas le moins du monde l'intention d'aboutir prochainement ou à une date éloignée à une codification du droit international.

La Société des Nations n'a que le désir de collaborer à l'œuvre du développement progressif du droit international.

En Amérique, au contraire, on est allé assez loin déjà dans le sens de la codification, en particulier dans les conférences panaméricaines successives convoquées aux Etats-Unis, et à la dernière Conférence de Santiago: une Commission de juristes a reçu la mission de préparer un code de droit public international et un code de droit international privé, en vue du prochain congrès de l'Union panaméricaine.

Cependant, la majorité des juristes européens sont d'avis qu'il n'est pas possible de tenter immédiatement une codification valable pour le monde entier, et qu'il serait nécessaire de procéder par étapes, en confiant à des conférences internationales successives le soin d'étudier des sujets particuliers paraissant suffisamment mûrs et urgents pour nécessiter un règlement international.

La procédure proposée pourra apparaître dilatoire et ne permettra sans doute de parvenir à aucun résultat avant l'expiration d'au moins une année, mais il importe de procéder avec prudence en raison de l'importance et de la difficulté de la question.

M. BURCKHARDT (Suisse) rappelle que la Suisse avait inséré dans le projet de Pacte qu'elle avait élaboré en 1919, une clause selon laquelle l'Assemblée pourrait être appelée à discuter des accords destinés à développer le droit des gens et l'organisation de la jurisprudence nationale.

La proposition présente a pour objet la définition et la fixation progressives du droit international. L'accomplissement d'une pareille tâche ne pourrait manquer de faciliter le règlement des différends et de les rendre plus rares. Un des principaux obstacles qui s'opposent à la reconnaissance d'une juridiction internationale obligatoire, est l'incertitude même qui plane sur la nature des règles du droit international.

Customs formalities, the recognition of arbitration clauses in commercial contracts, international labour legislation, the suppression of the traffic in women and children, the protection of minorities, as well as the recent resolution concerning legal assistance for the poor:

« Desirous of increasing the contribution of the League of Nations to the progressive codification of international law:

« Requests the Council:

« To convene a committee of experts, not merely possessing individually the required qualifications but also as a body representing the main forms of civilisation and the principal legal systems of the world. This Committee, after eventually consulting the most authoritative organisations which have devoted themselves to the study of international law, and without trespassing in any way upon the official initiative which may have been taken by particular States, shall have the duty:

“(1) To prepare a provisional list of the subjects of international law the regulation of which by international agreement would seem to be most desirable and realisable at the present moment; and

“(2) After communication of the list by the Secretariat to the Governments of States, whether Members of the League or not, for their opinion, to examine the replies received; and

“(3) To report to the Council on the questions which are sufficiently ripe and on the procedure which might be followed with a view to preparing eventually for conferences for their solution.”

M. Rolin, speaking in support of the resolution, briefly summarised the progress so far achieved in the progressive development of international law. Several conferences had been convened in order to systematise international law and to render it more complete. He referred particularly to the conferences on private international law at The Hague and the conferences on maritime law in Belgium.

The present resolution was not intended to encroach in any way on private initiative or to interfere with any action which the Governments might take. Nor did the League of Nations propose that international law should finally and in the near future be codified. The League of Nations merely wished to collaborate in the progressive development of international law.

Considerable progress had been achieved in the codification in the United States by successive pan-American conferences; and at the last Conference at Santiago a committee of jurists had been asked to prepare a code of public international law and a code of private international law for the next congress of the Pan-American Union.

The majority of European jurists, however, felt that codification could not at once be attempted for the whole world, and that it would be necessary to proceed by stages, entrusting to successive international conferences the investigation of special subjects which appeared to be sufficiently ripe and urgent for international settlement.

The procedure proposed would perhaps appear to be protracted, and it would probably not enable any result to be achieved during the next twelve months, but it was necessary to proceed carefully in view of the importance and difficulty of the question.

M. BURCKHARDT (Switzerland) recalled that Switzerland had inserted in the draft Covenant which she had elaborated in 1919 a provision under which the Assembly would have been called upon to discuss agreements destined to develop the law of nations and the organisation of international jurisprudence.

The present proposal had for its object progressively to define and fix international law. Such a task could not fail to facilitate the settlement of disputes and render them less likely to occur. One of the principal obstacles to the recognition of a compulsory international jurisdiction was the uncertainty which prevailed with regard to the rules of international law.

La Suisse a coopéré déjà activement à cette œuvre dans le domaine du travail, de la propriété intellectuelle et de la législation relative aux communications par chemin de fer, postes et télégraphes.

Il est nécessaire et juste que la Société poursuive l'œuvre commencée par les Conférences de La Haye.

M^{me} BUGGE-WICKSELL (Suède) estime que l'adoption de la présente résolution serait le commencement modeste de l'accomplissement d'une tâche nécessaire. Il flotte certes une grande incertitude sur l'objet même du droit international et rien ne cause autant de friction entre les Etats que cette incertitude. Le développement du droit international, au moyen d'accords et de conventions d'un caractère général, constitue une tâche importante à accomplir pour la consolidation de la paix et ne pourrait manquer d'entraîner une extension du système d'arbitrage et de conciliation.

M. POITICH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes), signale qu'on a élevé quelques doutes sur la compétence de la Société des Nations en ce qui concerne cette question qui ne paraît avoir été clairement prévue par aucune des dispositions du Pacte. Il est cependant généralement admis que la Société des Nations a le devoir de coopérer à l'œuvre de la mise au point du droit international et que par l'article 24 du Pacte qui place les associations internationales sous son autorité la Société est devenue en un sens une autorité suprême en matière d'administration internationale. La Société a établi une Cour Permanente de Justice internationale et est sur le point d'instituer un système d'arbitrage obligatoire. Il est donc clair qu'elle doit apporter son concours à l'œuvre consistant à définir les règles du droit international. Nul, à l'heure actuelle, ne peut considérer cette tâche comme étrangère à l'activité de la Société des Nations.

Sir Littleton GROOM (Australie) insiste sur l'importance qu'il y a pour le monde entier à voir définir clairement les droits et obligations réciproques des nations. L'Assemblée n'est pas un corps législatif investi du pouvoir d'édicter des lois et ce n'est pas un droit de cet ordre que l'on réclame actuellement dans le projet qui vient d'être élaboré. Il ne saurait être question de définir à la hâte la totalité des droits et des devoirs des différentes nations du monde, mais on ferait un effort utile en procédant à un développement progressif du droit, en prenant le droit international branche par branche, pour le compléter graduellement d'une saine coopération et d'une discussion générale.

La résolution est adoptée.

Mandats: résolutions présentées par la sixième Commission.

M. ENCKELL (Finlande), Président de la sixième Commission, et M. NANSEN (Norvège), rapporteur, montent à la tribune.

M. NANSEN présente la résolution suivante:

« L'Assemblée de la Société des Nations:

« Ayant pris connaissance du rapport de la Commission permanente des mandats relatif à sa quatrième session, des observations des représentants accrédités de la Belgique, de la France, de la Nouvelle-Zélande et de l'Union sud-africaine, et de la résolution du Conseil en date du 29 août 1924:

« a) Tient à renouveler à la Commission permanente des mandats l'expression de sa vive et sincère reconnaissance pour le grand zèle, la haute compétence et la parfaite impartialité qu'elle ne cesse d'apporter à l'exécution de son importante et délicate mission;

« b) Exprime très instamment le vœu que la question des emprunts, avances et placements de capitaux, dans les territoires sous mandat, dont l'état actuel est de nature à entraver très sérieusement le développement de ces territoires, reçoive une solution dans le plus bref délai possible;

« c) Confirme que les habitants des territoires sous mandat ont le droit d'adresser des pétitions au Conseil suivant la procédure qui a été établie;

« d) Espère que les Puissances mandataires voudront bien, dans un délai aussi bref que possible, donner la suite qu'elle comporte à la résolution adoptée par le Conseil à la demande de la Commission permanente des mandats, en

Switzerland had already collaborated actively in the field of labour, intellectual property, and the law relating to communications by railways, posts and telegraphs.

It was necessary and right that the League should continue the work which had been begun by the Hague Conference.

M^{me} BUGGE-WICKSELL (Sweden) said that the adoption of the present resolution would be a modest beginning of a necessary task. There was much uncertainty as to what was actually international law, and nothing caused so much friction between States as this uncertainty. The development of international law through general agreements or conventions constituted a most important task for the consolidation of peace and could not fail to involve an extension of the system of arbitration and conciliation.

Dr. POITICH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) said that some doubts had been expressed in regard to the competence of the League of Nations to deal with this question, which did not clearly fall under any provisions of the Covenant. It was, however, realised that the League of Nations was bound to collaborate in the work of improving international law, and that by Article 24 of the Covenant, which placed international associations under its authority, the League had become in a sense a supreme head in matters of international administration. The League had established a Permanent Court of International Justice, and was on the point of instituting a scheme of compulsory arbitration. It must clearly, therefore, assist in defining the rules of international law. No one at the present moment considered this task to lie outside the sphere of the League.

Sir Littleton GROOM (Australia) insisted on the importance to the world of having the mutual rights and obligations of nations clearly defined. The Assembly was not a legislative body with power to pass law, nor was any such right claimed for the purposes of the present scheme. There could be no hasty attempt to define all the rights and duties of the nations of the world, but an effort would be made by progressive development, taking international law branch by branch, to develop it gradually by means of sound co-operation and mutual discussion.

The resolution was adopted.

Mandats: Resolution presented by the Sixth Committee.

M. ENCKELL (Finland), Chairman of the Sixth Committee, and Dr. NANSEN (Norway), rapporteur, came to the platform.

Dr. NANSEN presented the following resolution:

“The Assembly of the League of Nations:

“Having taken cognisance of the report of the Permanent Mandates Commission relating to its Fourth Session, of the observations made by the accredited representatives of Belgium, France, New Zealand and the Union of South Africa, and of the resolution of the Council dated August 29th, 1924:

“(a) Desires again to convey to the Permanent Mandates Commission its profound and sincere thanks for the zeal, the great competence and the perfect impartiality with which it has invariably discharged its important and difficult duties;

“(b) Earnestly recommends that a solution should be found as soon as possible for the question of loans, advances and investment of capital in the mandated territories, the present position of which is likely to prove a very serious hindrance to the development of these territories; and

“(c) Recalls the fact that the inhabitants of mandated territories have the right to address petitions to the Council, in accordance with the procedure already established;

“(d) Hopes that the Mandatory Powers will, with as little delay as possible, take such action as may be required to give effect to the resolution adopted by the Council at the request of the Permanent Mandates Commission

ce qui touche la définition des termes techniques employés dans les conventions relatives au trafic de l'alcool;

« e) Demande que les rapports des Puissances mandataires soient distribués aux Etats membres de la Société des Nations et mis à la disposition du public, désireux de les acquérir;

« f) Exprime le vœu qu'il soit établi des tables analytiques en annexe aux rapports de la Commission permanente des mandats;

« g) Exprime le vœu qu'il sera possible aux Puissances mandataires de charger, dans les années à venir, les fonctionnaires personnellement responsables de l'administration des territoires sous mandat de les représenter auprès de la Commission permanente des mandats, aussi souvent que les circonstances le permettront. »

M. Nansen estime qu'un important pas en avant a été accompli en ce qui concerne le système des Mandats, grâce à l'excellence de l'article 22 du Pacte, à l'esprit avec lequel les Puissances mandataires se conforment à cet article et à la façon dont la Commission permanente des mandats a accompli ses tâches difficiles. La Commission, tout en exerçant la surveillance la plus avisée sur l'administration des Puissances mandataires, a réussi à s'assurer leur coopération effective. Le succès remporté par la Commission est dû en premier lieu à la qualité de son recrutement, les hommes dont elle se compose n'étant pas choisis en tant que représentants de leurs gouvernements, mais en tant qu'hommes expérimentés en matière d'administration coloniale.

Il attire l'attention de la Commission sur l'importance qu'il y a à parvenir à une solution satisfaisante en ce qui concerne certains problèmes mentionnés dans les résolutions, en particulier la question du placement des capitaux dans les territoires sous mandat et celle du commerce des spiritueux. Il signale aussi l'importance de la question de publicité pour les rapports des puissances mandataires. Une somme de 25,000 fr. est nécessaire pour la réimpression et la publication de ces rapports, dont il est espéré une vente considérable.

Enfin, il souligne l'importance des services rendus au cours de cette année à la Commission des mandats, par la collaboration de M. Hofmeyr, administrateur de l'Afrique sud-occidentale. Il est essentiel que la Commission soit le mieux renseignée possible par ceux qui sont directement mêlés à l'administration des territoires sous mandat.

M. BUXTON (Empire britannique) met en lumière l'importance particulière de la question des boissons alcooliques. Des essais de prohibition ont été tentés dans l'Afrique sud-occidentale, dans le Congo belge et dans le Samoa occidental. Personnellement, il est d'avis que si l'on introduit la prohibition, elle devra s'appliquer aux blancs aussi bien qu'aux noirs.

L'efficacité de l'œuvre des mandats dépend de la façon dont elle touchera l'opinion publique et il importe que toutes ses déclarations et ses rapports soient accessibles et intelligibles au public.

Il est nécessaire de poser des principes très larges. D'abord, en ce qui concerne la main-d'œuvre, il y a quelque danger que les intérêts des indigènes soient subordonnés aux besoins des employeurs blancs et ce problème mérite une attention particulière.

En second lieu, il est essentiel d'établir les bases d'une politique commune en ce qui concerne la question domaniale. La Commission des mandats a déjà fait une étude de cette question et l'on attend avec impatience de savoir quelle attitude adopteront les divers gouvernements.

Un besoin général de coordination des directives générales se fait sentir pour la politique employée à l'égard des territoires sous mandat et cette politique devra être considérée comme le modèle de celle employée dans les autres territoires extérieurs à ces régions.

Les principes d'administration exposés à l'égard des territoires sous mandat devraient s'appliquer aussi à toutes les races indigènes des régions tropicales. L'époque n'est point arrivée peut-être encore de tenter une extension formelle de ces principes, mais il faut que l'idée s'impose que les progrès réalisés dans l'administration des territoires sous mandat doivent être mis à profit pour les autres territoires.

Le Gouvernement britannique vient depuis trois mois de nommer deux commissions, l'une chargée d'étudier la question de la main-d'œuvre, celle des impôts, ainsi que d'autres ques-

concerning the definition of the technical terms employed in the conventions relating to the liquor traffic;

“(e) Requests that the reports of the Mandatory Powers should be distributed to the States Members of the League of Nations and placed at the disposal of the public who may desire to purchase them;

“(f) Recommends that analytical tables should be drawn up as an annex to the reports of the Permanent Mandates Commission;

“(g) Expresses the desire that it will be possible for the Mandatory Powers in the future to entrust to officials personally responsible for the administration of the mandated territories, as often as circumstances will permit, the duty of representing them before the Permanent Mandates Commission.”

Dr. Nansen said that excellent progress had been made with the mandates system owing to the fundamental soundness of Article 22 of the Covenant, the spirit in which the mandatory Powers were carrying out that Article, and the way in which the Permanent Mandates Commission had performed its difficult duties. The Commission, while scrutinising closely the administration of the Mandatory Powers, had succeeded in securing their co-operation. The success of the Commission was due primarily to the fact that it was composed of men who were chosen not as representatives of their Governments but as men of experience in matters of colonial administration.

He would allude to the importance of securing a satisfactory solution for certain problems mentioned in the resolutions, particularly the question of the investment of capital in the mandated territories and the liquor traffic. He would also emphasise the importance of the question of publicity for the reports of the Mandatory Powers. A fund of 25,000 francs was requested for the reprinting and publishing of these reports, and it was hoped that they would be widely purchased.

Finally, he would emphasise the great services rendered to the Mandates Commission this year by the co-operation of Mr. Hofmeyr, the Administrator for South-West Africa. It was of the utmost importance for the Commission to have the fullest possible information from those who were directly concerned with the administration of the mandated territories.

Mr. BUXTON (British Empire) emphasised the importance of the liquor question. Experiments in prohibition had been tried in South-West Africa, in the Belgian Congo, and in Western Samoa. Personally, he felt that prohibition, if introduced, should apply to the white, as well as to the black, population.

The value of the work of the Mandates Commission depended on its appeal to public opinion, and it was important that its statements and reports, should be accessible and intelligible to the public.

It was necessary that broad principles should be laid down. First there was the question of labour. There was a danger that the interests of the natives might be subordinated to the needs of the white employers, and special attention should be directed to the problem.

Secondly, there was need for the development of a common policy in dealing with the land question. The Mandates Commission had already investigated the matter, and the attitude adopted by the various Governments would be awaited with interest.

There was a need to co-ordinate policy in the mandated areas, and this policy should be regarded as a model of the policy to be followed in other territories outside these areas.

The policy and principles laid down for the mandated territories should apply equally to all native races in all tropical areas. The time was not perhaps ripe for any formal step towards the extension of these principles, but the idea should be kept in view that the improvements in administration gradually being worked out in the mandated territories should in future serve as a model for other territories.

The British Government had within the last three months appointed two commissions, one to investigate labour, taxation, and economic questions in the colonial territories of East

tions économiques relatives aux territoires coloniaux de l'Afrique orientale, et l'autre chargée d'étudier la question domaniale sur toute l'étendue de l'Afrique occidentale et de l'Afrique orientale.

Il doit être posé en principe que les mesures où prédomine l'esprit de la Société des Nations, ne s'appliquent pas seulement à un groupe particulier de membres de la Société. Cette idée a été adoptée aussi par l'Assemblée au sujet des minorités.

M. FREIRE D'ANDRADE (Portugal) s'associe entièrement aux idées exprimées par le délégué de la Grande-Bretagne. Certains principes généraux, qui se dégageront de la discussion des rapports présentés à la Commission par les Puissances mandataires, pourront servir de modèle aux autres Puissances qui administrent de nombreuses populations indigènes. Ce n'est pas à la Commission des mandats elle-même d'établir des règles générales relatives à l'administration des populations sous mandat. Mais il existe une tendance marquée à dégager des travaux de la Commission les principes généraux inhérents aux différents systèmes suivis par les Puissances mandataires.

L'orateur cite, par exemple, la question de l'esclavage. On admet non seulement que l'esclavage devrait être aboli partout où il existe, mais aussi que toutes les formes de travail forcé analogues à l'esclavage devraient être proscrites. On doit reconnaître, d'autre part, que l'humanité tout entière est soumise à l'obligation du travail. Il est nécessaire que les races blanches, qui s'occupent de développer et de civiliser les territoires indigènes puissent, éventuellement, recruter la main-d'œuvre nécessaire. L'Organisation internationale du Travail devrait être priée d'établir une charte du travail réglementant l'emploi de la main-d'œuvre indigène. Si l'idée d'une charte des travailleurs indigènes était acceptée par les Puissances mandataires, on aurait grandement contribué au développement des territoires africains et facilité la tâche de ceux qui les administrent.

Des progrès importants ont déjà été faits dans les discussions du problème des spiritueux. On a soulevé la question d'une définition plus précise des termes employés dans les Conventions, tels que trafic des spiritueux, spiritueux, et, on a reconnu dans plusieurs pays que la prohibition s'appliquant indistinctement aux blancs et aux noirs était le seul moyen de défendre l'indigène contre l'alcoolisme. Le principe de la prohibition totale est déjà appliqué aux territoires sous mandat néo-zélandais et à la colonie portugaise de l'Angola.

Le Gouvernement portugais est prêt à collaborer étroitement avec la Société des Nations en vue d'assurer le traitement équitable des populations indigènes placées sous son administration.

Se référant à un passage du rapport de la Commission permanente des mandats, M. d'Andrade déclare que le Portugal désire conclure aussi rapidement que possible une Convention avec l'Afrique du Sud pour la délimitation de leurs frontières communes. Des négociations en vue de cette Convention ont fait de grands progrès par suite de la présence à Genève de M. Hofmeyr, délégué de l'Afrique du Sud.

Esclavage.

M. NANSEN (rapporteur) présente la résolution suivante:

« L'Assemblée, ayant pris connaissance du rapport de la Commission temporaire de l'esclavage:

« 1. Décide d'exprimer aux membres de cette Commission ses vifs remerciements pour leur remarquable travail;

« 2. S'en rapportant entièrement à la sagesse et au tact de cette Commission pour mener à chef l'enquête délicate et difficile qui lui a été confiée, approuve le programme et les méthodes de travail exposés dans son rapport. »

M. Nansen déclare que la Commission temporaire de l'esclavage a eu devant elle deux difficultés essentielles. Tout d'abord, jusqu'où devrait-elle pousser l'investigation dont elle était chargée par le Conseil? Il y a plusieurs conceptions possibles et plusieurs aspects de la question: la traite, l'esclavage au point de vue international, l'esclavage proprement dit ou suppression de la liberté individuelle, non en tant que châtiment, mais en tant qu'institution. Il y a enfin des pratiques restreignant la liberté humaine, telles par exemple que le travail forcé. La méthode de recherches est la seconde

Africa, and the other, which would cover the whole of West Africa as well as East Africa, to investigate the land question.

It should be laid down as a general rule that principles in accordance with the spirit of the League should not be confined to one particular group of Members of the League. This idea had already been endorsed by the Assembly in respect of minorities.

M. Freire d'ANDRADE (Portugal) wholly associated himself with the views expressed by the delegate of Great Britain. Certain general principles, which emerged from the discussion of the reports presented by the Mandatory Powers to the Mandates Commission, might well serve as a model for other Powers which were administering large native populations. It was not for the Mandates Commission itself to establish general rules governing the administration of the populations inhabiting mandated territories, but there was a marked tendency to disengage from the work of the Commission the general principles inherent in the various systems administered by the Mandatory Powers.

He would instance the question of slavery. It was admitted that not only should slavery be abolished wherever it existed, but also that forms of forced labour which were analogous to slavery should be proscribed. On the other hand, it must be recognised that all men were subject to the obligation to work. It was necessary that the white races engaged in developing and civilising native territories should, if possible, be able to enlist the necessary labour. The International Labour Organisation should be asked to draw up a native labour charter regulating the conditions of native employment. If the idea of a native labour charter were accepted by the mandatory Powers, an important contribution would be made to the development of the African territories, and the task of those administering them would be facilitated.

Important progress had already been made in the discussion of the liquor problem. The question of clearer definitions of the terms employed in the conventions, such as "liquor traffic", "spirituous liquors" etc., had been raised; and in several countries it was being recognised that prohibition — for blacks and whites equally — was the sole means of defending the native against the abuse of liquor.

This method was already applied in the territories under the mandate of New Zealand and in the Portuguese colony of Angola.

The Portuguese Government was prepared to collaborate closely with the League of Nations in order to ensure the equitable treatment of the native populations under its administration.

Referring to a passage in the report of the Permanent Mandates Commission, M. d'Andrade stated that Portugal wished to conclude as rapidly as possible a convention with South Africa for the delimitation of their common frontier. Negotiations for this agreement had made great progress owing to the presence in Geneva of Mr. Hofmeyr, delegate of South Africa.

Slavery.

Dr. NANSEN, rapporteur, presented the following resolution:

« The Assembly, having taken note of the report of the Temporary Committee on Slavery:

« 1. Decides to express its gratitude to the members of this Committee for their excellent work;

« 2. Relying completely on the wisdom and tact of this Committee to carry out the delicate and difficult enquiry entrusted to it, approves the programme and the methods of work set forth in the Committee's report. »

Dr. Nansen said that the Temporary Committee on Slavery had been confronted with two main difficulties. First, what was the scope of the inquiry with which it had been entrusted by the Council? There were several conceptions possible. There was slave raiding or slavery in its international aspect. There was slavery proper or the deprivation of individual liberty, not as a punishment but as an institution. Finally there were practices restricting human liberty, such, for example, as forced labour. The second difficulty was the method of inquiry. Experience had shown that questionnaires to the Governments

difficulté. L'expérience a montré que les questionnaires adressés aux gouvernements n'étaient pas très satisfaisants. D'autre part, la Commission pourrait paraître s'immiscer dans les affaires des gouvernements si elle s'adressait directement pour son information à des particuliers ou à des organisations privées.

La Commission temporaire a établi un programme qui a été accepté par la sixième Commission de l'Assemblée et l'on propose que la Commission temporaire continue ses travaux, de façon à pouvoir soumettre à la prochaine Assemblée un rapport pleinement circonstancié.

M. BONAMY (Haïti) fait un bref historique de la question. La troisième Assemblée avait ordonné une enquête que le Secrétariat de la Société a immédiatement entreprise. Cependant l'information recueillie au cours de l'année dernière n'a pas permis de prendre une décision définitive et la quatrième Assemblée a exprimé le vœu que l'enquête fût continuée et, pour qu'elle devint plus efficace, qu'elle fut confiée à un organisme spécial.

Cet organisme n'a commencé ses travaux qu'en juillet dernier et n'a pu qu'élaborer un programme.

La constitution de la Commission temporaire de l'esclavage représente un pas important en avant. Il est nécessaire de poursuivre l'enquête avec vigueur, surtout en ce qui concerne les plaintes élevées de toutes parts au sujet de la situation des indigènes, dans certaines colonies et territoires sous mandat.

La Commission ne peut pas se baser uniquement sur les sources officielles d'information. Les fonctionnaires coloniaux ne se montrent pas toujours assez justes ou humains dans leurs rapports avec les indigènes et le droit de pétition est rendu purement illusoire par l'ignorance des populations indigènes. Il est donc nécessaire que la Commission puisse se renseigner par d'autres voies et recourir à des sources privées, pourvu que celles-ci offrent des garanties suffisantes de sérieux et d'impartialité.

L'enquête ne devrait pas porter seulement sur la traite des esclaves, mais aussi sur la réglementation générale de l'emploi de la main-d'œuvre en Afrique. Le régime du travail forcé prédomine encore dans la majorité des colonies et l'on ne devrait plus le tolérer. Ce régime n'est qu'une forme déguisée de l'esclavage et toutes les puissances se sont formellement engagées à poursuivre l'abolition de l'esclavage sous toutes ses formes. Il est donc nécessaire que les enquêtes poursuivies ne servent pas à couvrir un état de choses universellement reconnu comme déplorable et injuste.

III. SIXIÈME SÉANCE DE LA TROISIÈME COMMISSION

La troisième Commission a tenu sa sixième séance, hier (lundi le 22 septembre), à 15 h. 30, sous la présidence de M. POLITIS.

M. BÉNÈS (Tchécoslovaquie) présente le Protocole tel qu'il résulte des travaux de la première Commission et de la quatrième Sous-Commission de la troisième Commission¹. Il estime que le système présenté est complet et logique et aboutit au but désiré: la suppression de la guerre.

Il fait un exposé analytique des articles introduits dans le Protocole par la première Commission et qui concerne les différentes procédures de conciliation et d'arbitrage pour la solution de tous les conflits. Il montre que ces articles constituent un système permettant de résoudre tous les conflits, soit par l'intervention de la Cour Permanente de Justice, soit par celle du Conseil et des Tribunaux d'arbitrage. Il attire l'attention sur les dispositions pour la solution des conflits entre les signataires du Protocole et les États non-signataires et entre les signataires et les États non Membres de la Société.

En ce qui concerne le problème de l'agression, il était nécessaire de trouver des critères simples et précis basés autant que possible sur des constatations de faits évidents. Il faut insister à ce sujet sur la difficulté qu'il y aurait à désigner l'agresseur par un vote du Conseil pris à la majorité. Le Protocole s'est ingénié à trouver des solutions permettant au Conseil de pro-

¹ Le texte du protocole est publié dans ce numéro du *Journal*.

were not very satisfactory. On the other hand, the Committee might seem to be interfering with the Governments if it proceeded to ask private individuals and organisations for information.

The Temporary Committee had drawn up a programme which had been accepted by the Sixth Committee of the Assembly, and it was proposed that the Temporary Committee should continue its work so that a full report might be placed before the next Assembly.

M. BONAMY (Haiti) briefly summarised the history of the question. The Third Assembly had ordered an inquiry which the Secretariat of the League had immediately undertaken. There was not, however, sufficient information last year to enable any final decision to be taken, and the Fourth Assembly had directed that the inquiry should be continued and, in order to make this inquiry effective, had entrusted it to a special body.

This body had only begun its work in July of the present year, and had not been able to do more than draw up a programme of work.

The constitution of the Temporary Committee on Slavery was a step forward. It was necessary that the inquiry should be pursued with vigour, and that investigation should be made into the complaints everywhere arising in regard to the position of natives in certain colonies and territories placed under mandate.

The Committee could not base itself wholly upon official sources of information. Colonial officials did not always show themselves sufficiently just or humane in their dealings with the natives, and the right of petition was purely illusory owing to the ignorance of the native population. It was, therefore, necessary that the Committee should be able to obtain information from private sources subject to guarantees that this information was serious and impartial.

The inquiry should not deal solely with the slave trade but also with the general regulation of labour in Africa. The system of forced labour still flourishing in the majority of colonies could not be allowed to continue. This system was merely a veiled form of slavery, and all the Powers had formally undertaken that slavery should be abolished in all its forms. It was necessary that the inquiries to be followed should not serve to cloak a condition of things which was universally recognised to be deplorable and unjust.

III. SIXTH MEETING OF THE THIRD COMMITTEE

The sixth meeting of the Third Committee was held yesterday (Monday, September 22nd), at 3.30 p.m., under the chairmanship of M. POLITIS.

M. BENES (Czechoslovakia) submitted the Protocol drawn up by the First Committee and the Fourth Sub-Committee of the Third Committee¹. He was of the opinion that the system submitted was a complete and logical one, and attained the desired result, namely, the suppression of war.

He gave an analytic explanation of the articles embodied in the Protocol by the First Committee, which referred to the various methods of procedure of conciliation and arbitration for the solution of all disputes. He showed that these articles embodied a system which enabled all disputes to be solved either by the intervention of the Permanent Court of International Justice or of the Council and the courts of arbitration. He drew attention to the provisions for the solution of disputes between the signatories of the Protocol and non-signatory States, and between signatories and States which were not Members of the League of Nations.

With regard to the problem of aggression, it was necessary to find simple and definite standards which were based, as far as possible, on self-evident facts. In this connection, it was necessary to insist on the difficulty which there would be in determining the aggressor by a majority vote of the Council. Every attempt had been made in the Protocol to find solutions

¹ The text of the Protocol is published in the present issue of the *Journal*.

céder à des constatations presque mécaniques, même dans le cas où malgré toutes les procédures préventives la guerre éclate entre deux Etats et où les deux belligérants s'accusent mutuellement d'avoir commis l'agression. Dans les cas extrêmement rares où la constatation de l'agression ne pourra se faire automatiquement, il faudra faire confiance au Conseil.

La sécurité et les sanctions sont les deux côtés d'une seule question. Il ne peut y avoir d'arbitrage obligatoire sans sanctions. Pour ces sanctions, le Protocole n'est pas sorti du Pacte et n'a pas apporté d'engagements nouveaux; la seule addition a été faite en ce qui concerne l'emploi des sanctions. Dès la constatation de l'agression, les signataires doivent être prêts à appliquer ces sanctions. L'obligation commence immédiatement, ce qui ne veut pas dire, toutefois, qu'elles seront appliquées immédiatement. Le Pacte se bornait à prescrire au Conseil de recommander des sanctions. Si l'unanimité n'était pas obtenue, les Etats n'étaient pas liés. Le Protocole fait ainsi disparaître une grosse lacune du Pacte, tout en ne le modifiant en rien.

Il insiste sur la disposition qui permet aux Etats d'appliquer les sanctions selon leurs ressources et d'aviser le Conseil, par avance, de ces ressources. Il montre que, cette disposition maintient toutefois le principe de l'obligation pour tous les Etats.

En ce qui concerne les accords particuliers, le Protocole a réalisé un immense progrès. Le fonctionnement de ces accords est subordonné à la constatation de l'agression. Ils sont enregistrés à la Société des Nations et ouverts à tous les Etats. En somme, ils ne sont qu'un moyen plus facile d'appliquer les sanctions et une sécurité additionnelle pour les petits Etats qui sont ainsi assurés que le système ne fera pas faillite.

Le troisième terme du problème: le désarmement, avait mis en présence deux thèses opposées. Les uns désiraient que la mise en vigueur préalable du Protocole d'arbitrage et de sécurité vint créer une atmosphère morale indispensable pour le succès d'une Conférence de désarmement, et procurât au monde un résultat positif le plus tôt possible; les autres marquaient la nécessité de faire marcher de pair la sécurité et le désarmement pour apaiser les appréhensions des opinions publiques de leurs Pays. Le protocole a réalisé une transaction. La ratification aura lieu d'abord pour créer par une promesse solennelle l'atmosphère désirable avant la Conférence du désarmement, mais le Protocole ne jouera qu'après l'adoption du plan élaboré par la Conférence.

Il conclut en déclarant que le système présenté a voulu réunir toutes les idées émises dans l'Assemblée et dans la Commission et qu'il espère que la bonne volonté, l'esprit de conciliation et le désir d'aboutir de tous feront adopter ce Protocole par l'Assemblée et les Gouvernements.

M. HENDERSON remercie M. Bénès de l'énorme labeur qu'il a fourni et de l'esprit de conciliation qu'il a su maintenir dans la quatrième Sous-Commission. Il désire exposer le point de vue actuel de la Délégation britannique.

La troisième et la première Commissions ont travaillé côte à côte. Il devait en être ainsi pour maintenir ensemble les trois termes: arbitrage, sécurité et désarmement, qui ne doivent pas être séparés.

La guerre était une méthode de solution de conflits internationaux; les armements qui étaient les instruments de la guerre avaient créé un sentiment intolérable d'insécurité. Le protocole a pour but de remplacer la guerre par une méthode d'arbitrage.

En conséquence, les armements seront limités au minimum et le sentiment d'insécurité disparaîtra.

M. Henderson passe en revue les différents moyens prévus par le Protocole pour la solution pacifique des conflits. Il déclare que l'Angleterre se propose d'adhérer à l'art. 36 du Statut de la Cour, qui a été reconnu par les Juristes, suffisamment élastique pour permettre d'y faire des réserves. Il se félicite que le Protocole ait trouvé des moyens de résoudre tous les conflits et posé l'obligation pour les Etats d'accepter et d'exécuter de bonne foi les sentences. Il souligne que le Protocole ne prévoit pas de sanctions militaires pour assurer l'exécution de la sentence, à moins que la désobéissance soit suivie d'un recours à la guerre.

which allowed the Council to assess the true state of affairs in an almost mechanical manner, even in the event of war breaking out between two States despite all preventive procedure, and of the two belligerents accusing one another of having committed an act of aggression. In the extremely rare cases where aggression could not be automatically determined, it would be necessary to rely upon the Council.

Security and sanctions were two sides of one question. It was not possible to have compulsory arbitration without sanctions. To secure these sanctions the Protocol had not departed from the Covenant, and had not introduced any new engagements. The only addition that had been made was that which concerned the use of the sanctions. As soon as a case of aggression had been established, the signatories were bound to apply these sanctions. The obligation started at once, which did not, however, mean that the sanctions should be immediately applied. The Covenant confined itself to asking the Council to recommend the application of sanctions. If there were no unanimity the States were not bound. The Protocol, therefore, filled a great gap in the Covenant while in no way changing it.

He emphasised the provision which allowed States to apply sanctions in proportion to their resources, and to inform the Council in advance of the extent of these resources. He showed that this provision maintained the principle of an obligation for all States.

The Protocol had made great progress in regard to special agreements. The carrying out of these agreements was subordinated to the proof of aggression. They were registered at the League of Nations and were open to examination by all States. In point of fact, they only constituted an easier means of applying the sanctions and an additional security for the small States, which thus had the assurance that the system would not leave them in the lurch.

The third aspect of the problem, namely disarmament, had given rise to two opposed theories. Some had wished that the preliminary putting into force of the Protocol on Arbitration and Security might create a moral atmosphere indispensable for the success of a disarmament conference, which might secure a definite result to the world in the shortest possible time. Others emphasised the necessity of making security and disarmament proceed along parallel lines so as to allay the fears of public opinion in their countries. The Protocol had achieved a compromise. Ratification would first take place in order to create the atmosphere desirable for a Disarmament Conference by means of a solemn promise, but the Protocol would only come into force after the adoption of the plan drawn up by the Conference.

He concluded by declaring that the system presented aimed at uniting all the ideas which had been expressed in the Assembly and in the Committee, and he hoped that goodwill, the spirit of conciliation, and the desire of everyone to arrive at a successful conclusion would lead to this Protocol being accepted by the Assembly and the Governments.

Mr. HENDERSON thanked M. Bénès for the great work which he had undertaken and for the spirit of conciliation which he had maintained in the Fourth Sub-Committee. He wished to explain the present point of view of the British Delegation.

The First and Third Committees had worked side by side. This was necessary, with a view to keeping together the three terms—arbitration, security and disarmament, which should not be separated.

War was a method of solving international disputes, and armaments, which were the instruments of war, had created an intolerable feeling of insecurity. The Protocol had for its object the replacing of war by a method of arbitration. In consequence, armaments would be limited to the minimum, and the feeling of insecurity would disappear.

He passed in review the various means embodied in the Protocol for the peaceful solution of disputes. Great Britain proposed to adhere to Article 36 of the Statute of the Court, which had been recognised by the jurists as sufficiently elastic to permit of reservations being made in respect of it. Fortunately, means had been found in the Protocol of settling all disputes and for laying an obligation upon States to accept decisions and to carry them out in good faith. He emphasised the fact that the Protocol did not contemplate military sanctions in order to ensure the execution of a decision unless failure

Il est persuadé que la puissance morale de la Société des Nations suffira à obtenir l'obéissance.

La Grande-Bretagne désire cependant expliquer quelle réserve elle entend faire à l'article 36 du Statut de la Cour et à l'article 4 du Protocole. Il ne conçoit l'Empire britannique engagé dans une guerre, qu'en exécution d'une décision de la Société des Nations et pour la défense du Pacte. Dans ces conditions, dans l'intérêt de tous, et de la Grande-Bretagne, la flotte britannique devrait être libre de ses opérations, de façon à assurer rapidement le succès final. La Grande-Bretagne demande que les différends qui résulteraient de l'emploi de la flotte britannique dans de telles opérations ne soient pas envoyés à la Cour.

M. Henderson attire l'attention sur la nécessité de l'article qui prévoit des mesures conservatoires. Les procédures d'arbitrage peuvent durer longtemps et pendant ce temps les tentations seraient grandes dans les Etats en conflit d'augmenter l'armement ou de préparer les mobilisations. Il faut donc donner au Conseil les moyens de prévenir ces faits ou même de ne pas laisser naître des soupçons injustifiés qui pourraient envenimer les relations.

M. Henderson souligne que les sanctions prévues à l'article 11 existaient déjà toutes dans le Pacte et que tout Etat qui a accepté loyalement le Pacte ne peut hésiter à accepter les stipulations du Protocole sur ce point. Il trouve fort sage les prescriptions d'après lesquelles les Etats déterminés à agir collectivement fourniront les sanctions d'après les circonstances, la position de l'agresseur et leurs ressources propres. Il fait observer que le paragraphe 3 de l'art. 11 ne vise que les sanctions économiques dont la dernière guerre nous a appris la valeur.

M. Henderson montre que l'art. 14, qui demande aux Gouvernements de notifier au Conseil les forces militaires dont ils peuvent disposer peut agir à la fois comme une menace contre un perturbateur et comme un encouragement pour les Etats qui désirent désarmer en leur faisant connaître l'ensemble des forces qui viendront à leur secours. Il veut dissiper l'erreur consistant à croire que le Conseil disposera de ces forces. Il n'est pas question de transformer le Conseil en un Conseil suprême de guerre.

En ce qui concerne les accords particuliers, M. Henderson veut bien reconnaître que les objections qui leur avaient été faites ont perdu la presque totalité de leur valeur et qu'en revanche, on peut imaginer des cas où des accords de ce genre pourraient constituer un obstacle puissant à des tentatives d'agression. D'autre part, l'objection qu'on pourrait faire à cette mise en œuvre de forces militaires considérables tombe si l'effectif de ses forces est fixé par la Conférence du désarmement.

M. Henderson approuve les stipulations ayant trait aux zones démilitarisées, au remboursement des frais de guerre et au maintien de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de l'agresseur.

En ce qui concerne le désarmement, il signale que l'entrée en vigueur du Protocole est subordonnée à l'adoption du plan de désarmement. Ce terme d'adoption semble un peu vague, mais il estime qu'il est plus sage, de laisser à la Conférence elle-même, ainsi qu'il a été prévu, le soin de fixer les conditions d'après lesquelles le Conseil déclarera que le plan n'a pas été exécuté et qu'en conséquence le Protocole est devenu caduc.

Pour conclure, M. Henderson exprime l'espoir de l'approbation unanime du Protocole par l'Assemblée. Il ne se fait pas d'illusions; ce Protocole n'est encore qu'un projet à ratifier, et même ratifié, il est subordonné au succès du désarmement, qui est la tâche la plus difficile. Il estime, toutefois, que ce Protocole crée toutes les conditions de succès et qu'il représente un immense progrès.

M. SCHANZER (Italie) rend hommage à la sagesse et à l'activité de M. Bénès.

Au nom de la délégation italienne il se déclare heureux d'avoir pu collaborer au travail fourni par la Sous-Commission. Il constate avec plaisir que le texte a donné pleine satisfaction au point de vue italien exposé antérieurement.

La thèse principale de la délégation italienne avait été qu'il fallait rester sur le terrain du Pacte et ne pas superposer d'autres juridictions séparées. En ce qui concerne l'arbitrage qui

to execute the decision was followed by a resort to war. He was convinced that the moral power of the League of Nations would suffice to ensure the carrying out of a decision.

Great Britain, however, desired to explain the reservation which she had in mind concerning Article 36 of the Statute of the Court and Article 4 of the Protocol. He could not conceive of Great Britain embarking upon a war except in execution of a decision of the League of Nations and in support of the Covenant. In these circumstances, in the interests of all and of Great Britain herself, the British Fleet should be free to embark upon its operations in such a way as would rapidly ensure their final success. Great Britain asked that disputes which might involve the use of the British Fleet for such operations should not be referred to the Court.

He would emphasise the importance of the article which contemplated measures to preserve the *status quo*. Arbitration proceedings might last for a long time, and during this time great efforts would be made by the States which were parties to the dispute to increase their armaments and to prepare for mobilisation. It was therefore necessary to give the Council the means to guard against these possibilities, or even to prevent unjustifiable suspicions from arising which might result in exasperating existing relations.

All the sanctions contemplated in Article 11 already existed in the Covenant, and any State which had loyally accepted the Covenant could not hesitate to accept the provisions of the Protocol on this point. He thought the provision wise according to which States which had determined to act collectively would provide means to render the sanctions effective according to the circumstances, the position of the aggressor, and their own resources. He would point out that paragraph 3 of Article 11 only contemplated economic sanctions, the value of which had been appreciated during the last war.

Article 14, which asked Governments to notify the Council of the military forces at their disposal, would act at the same time as a threat against a State which was disturbing the peace and as an encouragement to States which desired to disarm, by informing them of the extent and nature of the forces which would come to their assistance. He would like to remove the false impression that the Council would have the disposal of these forces. There was no question of transforming the Council into a Supreme War Council.

As regards special agreements, he recognised that the objections which had been made to them had lost almost the whole of their force and that cases might be imagined in which agreement of this kind would constitute a powerful obstacle to attempts at aggression. Moreover, the objection which might be raised to this bringing into play of considerable military forces disappeared if the amount of these forces was fixed by the Conference on Disarmament.

He approved the stipulations in regard to demilitarised zones, the repayment of war costs and the maintenance of the territorial integrity and political independence of the aggressor.

As regards disarmament, he would point out that the entry into force of the Protocol was subordinated to the plan of disarmament. The term "adoption" appeared to be somewhat vague, but he thought it wiser to leave to the Conference itself, as was contemplated, the task of fixing the conditions in which the Council would declare that the plan had not been carried out and that in consequence the Protocol had lapsed.

In conclusion, he would express the hope that the Protocol would be unanimously approved by the Assembly. He had no illusions on the point. The Protocol was still only a draft to be ratified, and, even if ratified, was subordinated to the success of the disarmament plan, which was the more difficult task. He considered, however, that this Protocol created all the necessary conditions of success, and it represented an immense progress.

M. SCHANZER (Italy) paid a tribute to the wisdom and activity of M. Benes. On behalf of the Italian Delegation, he was happy to have been able to collaborate in the work of the Sub-Committee. He noted with pleasure that the text gave full satisfaction to the Italian point of view which had previously been put forward.

The principal thesis of the Italian Delegation had been that it was necessary to keep within the limits of the Covenant and not to superimpose on the Covenant other separate jurisdic-

constitue une part de la politique traditionnelle de l'Italie, ou a comblé une lacune du Pacte. Ce dernier contenait déjà dans les art. 12 et 13 la possibilité de choisir entre deux juridictions. La porte laissée ouverte à la guerre par les dispositions de l'art. 15 a été fermée. Une définition de l'agression a été trouvée. Les traités d'assistance mutuelle s'étaient heurtés en vain à cet obstacle. Or l'art. 16 du Pacte contenait déjà la définition juridique de l'agression.

En ce qui concerne les sanctions, la délégation italienne s'est prêtée très volontiers à les préciser et à les renforcer, car l'Italie s'est toujours sentie liée sur ce point par le Pacte.

Tout en admettant le droit pour les Etats de conclure des accords particuliers, l'Italie pensait qu'ils ne devaient pas entrer dans le fonctionnement de la Société des Nations. On a donné satisfaction sur ce point. Les accords prévus par le Protocole restent ouverts et ne sont pas déclenchés automatiquement comme il était prévu dans le Traité d'assistance mutuelle.

M. Schanzer se félicite également de ce qu'on ait tenu compte de ses critiques, au sujet de la simultanéité des opérations prévues par les deux termes: sécurité et désarmement.

Il a conscience qu'un pas décisif sera fait ainsi qu'il l'espère quand le Protocole sera accepté par les Gouvernements.

M. Paul BONCOUR (France) désire se joindre aux orateurs précédents pour prendre acte de l'accord réalisé et pour féliciter M. Bénès de la façon dont il a guidé les travaux. Il appuie l'observation de M. Schanzer sur la nécessité qu'il y avait à rester dans le Pacte et celle de M. Henderson sur les progrès considérables réalisés par le Protocole dans l'exécution des principes du Pacte. Ces progrès consistent notamment à supprimer toute possibilité de recours légitime à la guerre, à donner de l'agression une définition claire, donc, à permettre l'emploi de sanctions par lesquelles un agresseur trouvera devant lui les forces unies du monde entier.

En ce qui concerne les sanctions, le Protocole est le résultat d'un compromis qui a voulu tenir compte de la réalité des faits. Les Etats ne donneront que ce qu'ils ont, mais donneront tout ce qu'ils ont. Les sanctions économiques auxquelles il est possible à tous de prendre part seront donc obligatoires. Les Puissances navales assureront la liberté des mers. Les nations liées entre elles par une solidarité plus étroite mettront leurs forces en commun d'après les traités particuliers purifiés de tout élément offensif et de toute idée égoïste.

En ce qui concerne le désarmement, un accord s'est réalisé sur un terrain commun. Le Protocole n'entrera pas en vigueur avant que la conférence du désarmement n'ait abouti. Mais il sera acquis, il sera parfait, dans le sens où l'est un contrat de droit privé. Seul jouera une condition suspensive. Il devra attendre pour être appliqué, le succès de la Conférence, mais il reste néanmoins comme un fait acquis.

M. Paul Boncour termine en exprimant l'espoir que ce Protocole ralliera les votes unanimes de la Commission.

M. POULLET (Belgique) voudrait exposer les vues de la délégation belge qui n'a pas encore parlé dans la discussion générale. Il affirme sa joie de pouvoir apporter son adhésion à l'œuvre présentée par la Sous-Commission, œuvre due aux qualités éminentes de M. Bénès, à l'heureux accord des grandes Puissances et au concours des petits et moyens Etats.

Le Protocole a traduit en un texte les idées communes suivantes: fidélité au Pacte, adaptation des devoirs des Etats à leurs ressources, système automatique pour la définition de l'agression.

La Belgique eut souhaité que le Protocole put entrer immédiatement en action. La détente dans la situation de l'Europe, accomplie en premier lieu par les accords de Londres, continuée par l'accord intervenu sur les questions d'arbitrage se serait accentuée considérablement si ce Protocole avait pu immédiatement apporter au monde la sécurité désirée.

As regards arbitration, which constituted a part of the traditional policy of Italy, a gap in the Covenant had been filled. The Covenant already contained, in Articles 12 and 13, the possibility of choosing between two jurisdictions. The door left open to war by the provisions of Article 15 had been closed. A definition of aggression had been found, a difficulty which had proved an insuperable obstacle to the treaties of mutual assistance. Article 16 of the Covenant, however, already contained a legal definition of the question.

As regards sanctions, the Italian delegation was ready and willing to define them and to strengthen them, for Italy had always felt herself bound on this point by the Covenant.

Italy, while admitting the right of States to conclude special agreements, thought that these agreements should not come within the ordinary working of the Covenant of the League of Nations. Satisfaction had been given in regard to this point. The agreements contemplated by the Protocol remained open and did not automatically become operative as had been the case in the Treaty of Mutual Assistance.

He was also happy to note that account had been taken of his criticisms in regard to the necessity for the operations contemplated under the two headings of security and disarmament being simultaneously effected.

He felt that a decisive step would be made when, as he hoped, the Protocol was accepted by the Governments.

M. Paul BONCOUR (France) said he wished to join the previous speakers in proclaiming the agreement which had been realised and in congratulating M. Benes on the way in which he had directed the work. He supported the observation of M. Schanzer in regard to the necessity of remaining within the limits of the Covenant, and the observation of Mr. Henderson in regard to the considerable progress achieved by the Protocol in carrying out the principles of the Covenant. This progress consisted in particular in suppressing any possibility of a legitimate resort to war, in giving a clear definition of aggression, and in permitting the use of sanctions by which the aggressor would find himself confronted with the united forces of the whole world.

The Protocol, so far as the sanctions were concerned, was the result of a compromise in which account had been taken of existing realities. States would only give what they were in a position to give, but they would give all that was possible. The economic sanctions, in which it was possible for all to participate, would accordingly be compulsory. The naval Powers would ensure the freedom of the seas. Nations bound to each other by a closer bond would pool their military forces according to special treaties which had been purged of any offensive element or any selfish purpose.

In regard to disarmament, an agreement had been reached and a common ground had been found. The Protocol would not enter into force before the disarmament conference had reached a successful conclusion. It would, however, be a complete and perfect instrument in the sense in which a contract in private law was recognised to be valid. It would merely be subject to a suspensory provision. Before it could be applied, the Disarmament Conference must be successful, but it was nevertheless an accomplished fact.

In conclusion, he would express the hope that the Protocol would be unanimously adopted by the Committee.

M. POULLET (Belgium) said he wished to explain the views of the Belgian delegation, which had not yet spoken in the general discussion. He was glad to be able to announce his adherence to the plan submitted by the Sub-Committee—a plan which was due to the distinguished qualities of M. Benes, to the happy agreement reached between the Great Powers, and the assistance afforded by the smaller States.

The Protocol had embodied in a text the following ideas: fidelity to the Covenant, adjustment of the duties of States to their resources, and an automatic system for the definition of the aggressor.

Belgium would have preferred the Protocol to come immediately into action. The improvement of existing European relations which had begun with the agreements recently arrived at in London and had been continued by the agreement which had been reached in regard to the question of arbitration would have gone a considerable step further if it had been possible for this Protocol to bring to the world the security so much desired.

Mais tel qu'il est le travail accompli réalise un immense progrès sur les travaux de l'année dernière. Il reste encore beaucoup de difficultés à vaincre et M. Poulet estime qu'elles seront surmontées, si l'on reste fidèle aux deux idées qui ont fait le succès de la tâche accomplie jusqu'à ce jour, à savoir: la solidarité et l'esprit de conciliation.

Le PRÉSIDENT déclare la discussion générale close. Il se félicite de l'accord survenu entre les grandes Puissances, qui laisse prévoir un accord universel. La séance prochaine sera consacrée à l'examen des articles, en laissant de côté les articles rédigés par la première Commission.

IV. RÉDUCTION DES ARMEMENTS

PROJET DE PROTOCOLE.

Articles adoptés par le Comité mixte de la quatrième Sous-Commission de la troisième Commission, et la cinquième Sous-Commission de la première Commission.

Preamble.

En vue d'assurer la paix durable dans le monde et la sécurité des peuples dont l'existence, la liberté ou le territoire pourraient être menacés, Désireux de faciliter la complète application du système prévu au Pacte pour le règlement pacifique des différends qui pourraient surgir entre les membres de la communauté internationale et la répression des crimes internationaux,

Décidés à réaliser en conséquence la réduction et la limitation des armements prévues dans l'article 8 du Pacte de la Société des Nations,

Les Etats représentés par les soussignés dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Les soussignés acceptent de favoriser l'introduction d'un amendement à l'article 12 du Pacte supprimant la dernière phrase du paragraphe 1 de cet article et prévoyant l'insertion au commencement du texte de la disposition suivante:

« Les membres de la Société des Nations conviennent qu'en aucun cas ils ne doivent recourir à la guerre contre un autre membre de la Société, excepté dans le cas de résistance à des actes d'agression ou quand ils agissent avec le consentement du Conseil ou de l'Assemblée de la Société des Nations. »

Article 2.

Les soussignés s'engagent à reconnaître, dans les conditions prévues aux paragraphes 2 et 3 de l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, la juridiction de la Cour comme obligatoire de plein droit et sans accord spécial.

Article 3.

Les soussignés favoriseront l'introduction d'amendements à l'article 15 du Pacte, en vue d'étendre les paragraphes 4, 5, 6 et 7 de cet article, dans le sens suivant:

1. Si le différend soumis au Conseil n'a pu être réglé par lui ainsi qu'il est prévu au paragraphe 3 dudit article 15, le Conseil s'efforcera de persuader les Parties de soumettre le différend à un règlement judiciaire ou arbitral.

2. Si les Parties s'y refusent, il est procédé à la demande de l'une des Parties au moins à la constitution d'un Comité d'arbitres. Le Comité sera constitué autant que possible par l'accord des Parties.

a) Si dans le délai que le Conseil aura fixé, elles ne se sont pas entendues en tout ou en partie sur le nombre, le nom et les pouvoirs arbitres ainsi que sur la procédure, le Conseil réglera les points en suspens.

b) Il choisira d'urgence, en consultant les Parties, les arbitres et leur président, parmi des personnes qui, par leur nationalité, leur caractère et leur expérience lui paraîtront donner les plus hautes garanties de compétence et d'impartialité.

c) A la demande de toute Partie et une fois seulement au cours de la procédure, le Comité d'arbitres sollicitera, par l'entremise du Conseil, sur les points de droit indiqués par elle, l'avis consultatif de la Cour permanente de Justice internationale, qui, dans ce cas, se réunira d'urgence.

3. Si aucune des Parties ne demande l'arbitrage, le Conseil reprendra l'examen du différend.

Au cas où le Conseil réussit à établir un rapport voté à l'unanimité de ses membres autres que les représentants des Parties au différend, les membres de la Société conviennent d'accepter les solutions recommandées par lui.

But the work as it stood represented an immense progress on the work of the previous year. There still remained many difficulties to be overcome, but he thought that these difficulties would be surmounted if reliance were placed on the two ideas which had been responsible for the success of the task which had so far been accomplished, namely, solidarity and the spirit of conciliation.

The CHAIRMAN declared that the general discussion was now closed, and he was happy to note the agreement which had been reached between the Great Powers, an agreement which gave promise of a general understanding. The next meeting of the Committee would be devoted to an examination of the articles of the Protocol, leaving on one side the articles which had been drafted by the First Committee.

IV. REDUCTION OF ARMAMENTS

DRAFT PROTOCOL

Articles adopted by the Mixed Committee of the Fourth Sub-Committee of the Third Committee and the Fifth Sub-Committee of the First Committee.

Preamble

With a view to ensuring a lasting peace in the world and to guaranteeing the security of peoples whose existence, liberty or territory might be specially threatened,

Being desirous of facilitating the complete application of the system provided in the Covenant for the peaceful settlement of disputes which might arise between members of the international community, and for the repression of international crimes,

Being accordingly determined to carry out the reduction and limitation of armaments contemplated in Article 8 of the League of Nations,

The States represented by the undersigned, duly authorised, do hereby accept the following provisions.

Article 1

The undersigned agree to support the amendment of Article 12 of the Covenant by the suppression of the last sentence of paragraph 1 of that article and by the insertion at the beginning of the article of the following provision:

“The Members of the League agree that they will in no case resort to war against any Member of the League, except in resistance to acts of aggression or with the consent of the Council or Assembly of the League.”

Article 2

The undersigned agree to accept the jurisdiction of the Permanent Court of International Justice as compulsory *ipso facto* and without special agreement in the conditions contemplated in paragraphs 2 and 3 of Article 36 of the Statute of the Court.

Article 3

The undersigned will support the introduction of amendments to Article 15 of the Covenant for the purpose of amplifying paragraphs 4, 5, 6 and 7 of that article on the following lines:

(1) If the dispute submitted to the Council cannot be settled by it as provided in paragraph 3 of the said Article 15, the Council shall endeavour to persuade the parties to submit the dispute to judicial settlement or to arbitration.

(2) If the Parties cannot agree to do so, the Council shall, at the request of at least one of them, proceed to the establishment of a committee of arbitrators. The Committee shall, so far as possible, be established by agreement between the Parties.

(a) If within a time limit to be fixed by the Council the Parties have not reached complete or partial agreement in regard to the number, names and powers of the arbitrators, as well as in regard to procedure, the Council shall settle the outstanding points.

(b) It shall choose with all speed and after consultation with the Parties, the arbitrators and their President from among persons who, by reason of their nationality, their character and their experience, appear to it to afford the best guarantee of competence and impartiality.

(c) At the request of either Party and once only during the proceedings, the committee of arbitrators shall, through the medium of the Council, request an advisory opinion from the Permanent Court of International Justice on the points of law indicated by the Party. For this purpose the Court shall hold an emergency session.

(3) If neither of the Parties requests arbitration, the Council shall resume consideration of the dispute.

If the Council succeeds in arriving at a report which is adopted unanimously by its members, other than the representatives of the Parties to the dispute, the Members of the League agree to accept the settlement recommended by it.

4. Au cas où le Conseil ne peut établir un rapport accepté par tous ses Membres autres que les représentants de toutes Parties au différend, il soumettra le différend à l'arbitrage. Il réglera lui-même la composition, les pouvoirs et la procédure du Comité d'arbitres.

5. En aucun cas ne pourront être remises en question les solutions ayant déjà fait l'objet d'une recommandation unanime du Conseil.

6. Les Membres de la Société s'engagent à exécuter de bonne foi les sentences arbitrales et à se conformer comme il a été dit plus haut aux solutions recommandées par le Conseil.

7. Dans le cas où un Etat manquerait à cet engagement le Conseil exercera toute son influence pour en assurer le respect. S'il ne peut y réussir il proposera les mesures qui doivent en assurer l'effet ainsi qu'il est dit à la fin de l'article 13 du Pacte. Les sanctions prévues à l'article 16 interprétées de la manière indiquée au présent protocole deviendront immédiatement applicables contre l'Etat qui n'ayant pas respecté le dit engagement recourrait à la guerre.

Article 4.

Les dispositions des articles 2 et 3 ne s'appliquent pas au règlement des différends qui pourraient s'élever à la suite des mesures de guerre prises par un ou plusieurs Etats signataires en conformité des décisions du Conseil ou de l'Assemblée de la Société.

Il est également entendu que les dispositions des articles 2 ou 3 ne s'appliquent pas aux différends ayant pour objet la révision d'un traité ou d'une convention, étant donné que l'Assemblée seule est compétente pour s'en occuper en vertu de l'article 19 du Pacte.

Article 5.

Si pendant le cours d'une des procédures d'arbitrage prévues par l'article 3 ci-dessus l'une des Parties prétend que le différend ou une partie du différend porte sur une question que le droit international laisse à la compétence exclusive de cette partie, les arbitres seront obligés de consulter sur ce point la Cour permanente de Justice internationale par l'entremise du Conseil de la Société. Si la Cour répond qu'il s'agit bien d'une pareille question, les arbitres se borneront à le constater dans leur sentence.

Article 6.

Les signataires s'engagent à s'abstenir de toute action qui pourrait constituer une menace d'agression contre un autre Etat. Dans le cas où un des Etats signataires constate chez un autre Etat des préparatifs de guerre, il a le droit d'en saisir le Conseil.

Celui-ci, après avoir vérifié les faits, opère comme il est dit à l'article 7, alinéas 2, 4 et 5.

Article 7.

Dans le cas d'un différend s'élevant entre deux ou plusieurs Etats signataires, ceux-ci conviennent que, soit avant que le différend ait été soumis à l'arbitrage ou à la conciliation, soit pendant la durée de la procédure d'arbitrage ou de conciliation, ils ne procéderont à aucune augmentation d'armements ou d'effectifs qui pourrait modifier la situation fixée par la Conférence pour la réduction des armements. Ils s'engagent également à ne procéder au cours de la même période, à aucune mesure de mobilisation militaire, navale, aérienne, industrielle ou économique, ni en général à aucun acte de nature à aggraver ou à étendre le différend.

Conformément aux dispositions de l'article 11 du Pacte, il est du devoir du Conseil d'examiner toute plainte en violation des engagements ci-dessus, qui pourrait lui être adressée par un ou plusieurs des Etats parties au différend. Si le Conseil considère que la plainte est bien fondée, il doit, s'il l'estime convenable, autoriser des enquêtes et des investigations dans un ou plusieurs des pays intéressés. Ces enquêtes et ces investigations doivent être faites dans les délais les plus brefs par l'organisation créée par la Conférence pour la réduction des armements en vue d'assurer le respect des décisions de cette Conférence. Les Etats signataires s'engagent à donner à l'organisation en question toutes facilités pour remplir ses missions.

Les mesures prises ainsi par le Conseil sont destinées uniquement à faciliter le règlement pacifique des différends et ne doivent préjuger en rien du règlement lui-même.

L'organisation ci-dessus indiquée rendra compte au Conseil des résultats de ses enquêtes et si une infraction quelconque aux dispositions du premier alinéa du présent article est établie, il sera du devoir du Conseil de sommer l'Etat ou les Etats coupables de l'infraction de la faire disparaître. Si l'Etat ou les Etats en question refusent de le faire, le Conseil déclarera les dits Etats coupables d'une violation du Pacte et du Protocole et devra décider les mesures à prendre en vue de faire cesser au plus tôt une situation de nature à menacer la paix du monde.

Pour l'application de cet article, le Conseil prendra ses décisions à la majorité des deux tiers des membres ayant droit de prendre part au vote, le vote des représentants des Parties ne comptant pas dans le calcul de cette majorité.

(4) If the Council cannot arrive at a report which is concurred in by all its members, other than the representatives of the Parties to the dispute, it shall submit the dispute to arbitration. The Council shall itself determine the composition, powers and procedure of the committee of arbitrators.

(5) Questions which have already been the subject of a unanimous recommendation by the Council may in no case be reopened before the arbitrators.

(6) The Members of the League undertake to carry out in good faith the arbitral awards and to comply, as stated above, with the settlements recommended by the Council.

(7) In the event of a State failing to fulfil this undertaking, the Council shall exert all its influence to secure such fulfilment. If it cannot succeed therein, it shall suggest the measures to be taken to this end, in accordance with the concluding paragraph of Article 13 of the Covenant. The sanctions mentioned in Article 16, interpreted as provided in this protocol, shall be applied immediately to the State which, having failed to fulfil the said undertaking, resorts to war.

Article 4

The provisions of Articles 2 and 3 do not apply to the settlement of disputes arising as the result of measures of war taken by one or more of the signatory States in accordance with decisions of the Council or the Assembly.

It is further agreed that the provisions of Articles 2 and 3 do not apply to disputes concerning the revision of a Treaty or Convention, seeing that the Assembly is, under Article 19 of the Covenant, alone competent to deal with such matters.

Article 5

If in the course of an arbitration proceeding in accordance with Article 3 above, one of the Parties claims that the dispute or part of it relates to a matter which by international law is solely within the domestic jurisdiction of that Party, the arbitrators are bound, through the medium of the Council, to consult on this question the Permanent Court of International Justice. If the Court replies that the matter is of such a nature, the decision of the arbitrators must be limited to a declaration to that effect.

Article 6

The Signatory States undertake to abstain from any act which might constitute a threat of aggression against another State.

In the event of one of the signatory States ascertaining that preparations for war are being made in another State, the former has the right so to inform the Council.

The Council, after verification of the facts, shall proceed as indicated in paragraphs 2, 4 and 5 of Article 7.

Article 7

In the event of a dispute arising between two or more of the Signatory States, the said States undertake that both before the dispute is referred to arbitration or conciliation and during the time involved by the procedure of arbitration or conciliation they will not proceed to any increase of armaments or of effectives which might modify the position fixed by the Conference for the Reduction of Armaments. They undertake equally that during the above-mentioned period they will not proceed to any measures of military, naval, air, industrial or economic mobilisation nor generally to any action of a nature likely to render the dispute more acute or more extensive.

In accordance with the provisions of Article 11 of the Covenant, it shall be the duty of the Council to examine any complaints as to the infraction of the above provision which may be laid before it by one or more of the States parties to the dispute. Should the Council consider the complaint well founded it shall, if it considers such a course expedient, authorise enquiries and investigations in one or several of the countries concerned. These enquiries and investigations shall be carried out in the shortest possible time by the organisation set up by the Conference for the Reduction of Armaments to ensure respect for the decisions of that Conference. The Signatory States undertake to give the organisation in question every facility for carrying out its duties.

The steps thus taken by the Council are intended solely to facilitate the peaceful settlement of disputes and shall in no way prejudice the settlement itself.

The above-mentioned organisation shall report the result of its enquiries to the Council, and, if any infraction of the provisions of the first paragraph of this article be established, it shall be the duty of the Council to call upon the State or States guilty of the infraction to remedy the offence. Should the State or States in question refuse to do so, the Council shall declare the State or States in question to be guilty of a violation of the Covenant and the Protocol and shall decide upon the measures to be taken with a view to terminate as soon as possible a situation of a nature to threaten the peace of the world.

For purposes of this article the Council shall take its decisions by a two-thirds majority of the members of the Council entitled to vote excluding the votes of States parties to the dispute.

Définition de l'agresseur.

Article 8.

Est agresseur, et le Conseil aura le devoir de le constater, tout Membre de la Société signataire du présent Protocole qui :

1. Recourt à la guerre en violation des engagements de l'article premier, par exemple s'il refuse de soumettre le différend à la procédure pour règlement pacifique prévue aux articles 13 et 15 du Pacte, complétés par le présent protocole, ou de se conformer soit à une décision judiciaire ou arbitrale, soit à une recommandation unanime du Conseil comme il est dit aux dits articles et au présent protocole;
2. Commet un acte de guerre en violation des décisions du Conseil ayant pour but de suspendre tout mouvement de ses forces de terre, de mer ou aériennes;
3. Commet un acte de guerre en violation des mesures provisoires prescrites par le Conseil pendant la période de procédure comme il est dit à l'article 7 du présent protocole.

Est considéré comme acte de guerre une violation du statut d'une zone démilitarisée.

Dès que le Conseil l'aura constaté, il devra immédiatement mettre les Membres de la Société en demeure d'appliquer sans retard les sanctions visées à l'article 12 du présent Protocole.

Article 9.

Les signataires conviennent que l'Etat ou les Etats étrangers à la Société visés à l'article 17 du Pacte seront invités, le cas échéant, dans les conditions prévues audit article, à se soumettre aux conditions acceptées par les signataires du présent Protocole, aux fins de règlement pacifique pour des différends surgissant avec un ou plusieurs Etats signataires du présent Protocole.

Les dispositions de l'article 17 du Pacte s'appliqueront dans ces conditions, avec les modifications qui y sont apportées par le présent Protocole.

Article 10.

Les soussignés conviennent que les dispositions figurant dans les projets ci-dessus d'amendements au Pacte, deviendront obligatoires dans leurs rapports respectifs à la date fixée ci-après pour la mise en vigueur du présent Protocole et que, vis-à-vis d'eux, le Conseil dès lors sera autorisé à exercer tous les droits et devoirs que lui confèrent les dispositions desdits projets d'amendements.

Article 11.

L'existence de zones démilitarisées étant de nature à prévenir les agressions ou en faciliter la constatation officielle et sans équivoque visée à l'article 8, leur établissement est recommandé entre les Etats qui y seraient également consentants, comme un moyen d'éviter une violation du présent Protocole.

Les zones démilitarisées déjà existantes en vertu de certains Traités ou Conventions ou qui seraient établies à l'avenir entre Etats également consentants pourront faire l'objet d'un contrôle temporaire ou permanent organisé par le Conseil de la Société des Nations, à la demande et aux frais de l'un ou de tous les Etats limitrophes.

Article 12.

Dès que la déclaration d'agression aura été faite et que la mise hors la loi de l'agresseur aura été ainsi prononcée, les obligations des Puissances contractantes, en ce qui concerne les sanctions de toute nature visées aux alinéas 1 et 2 de l'article 16 du Pacte, entreront immédiatement en vigueur, afin que ces sanctions puissent porter leurs effets contre l'agresseur sans aucun retard.

Ces obligations doivent être interprétées comme obligeant chacun des membres de la Société à collaborer loyalement et effectivement pour faire respecter le Pacte de la Société et pour résister à tout acte d'agression.

Conformément à l'article 16, alinéa 3 du Pacte, les signataires prennent l'engagement, individuel et collectif, de venir en aide à l'Etat attaqué ou menacé et de se prêter un mutuel appui grâce à des facilités et à des échanges réciproques en ce qui concerne le ravitaillement en matières premières et denrées de toute nature, les ouvertures de crédit, les transports et le transit et, à cet effet, de prendre toutes mesures en leur pouvoir pour maintenir la sécurité des communications terrestres et maritimes de l'Etat attaqué ou menacé.

Si les deux Parties au différend ont été déclarées agresseurs conformément aux stipulations qui précèdent, les sanctions économiques s'appliquent à l'une et à l'autre.

Article 13.

Vu la complexité des conditions sous lesquelles le Conseil pourrait être appelé à remplir les fonctions visées dans l'article 12 du présent Protocole concernant les sanctions économiques et financières et pour préciser les garanties qui sont offertes par le présent Protocole aux Etats adhérents,

Le Conseil invitera immédiatement les organisations économiques et financières de la Société des Nations à procéder à un examen et à rendre compte de la nature des mesures à prendre pour mettre en vigueur les sanctions et mesures de coopération économiques et financières, visées à l'article 16 du Pacte et à l'article 12 du présent Protocole.

Definition of the Aggressor

Article 8

Every Member of the League signing the present protocol is an aggressor, and it is the duty of the Council so to declare:

(1) If it resorts to war in violation of the undertakings in Article 1, for instance if it refuses to submit a dispute to the procedure for pacific settlement laid down in Articles 13 and 15 of the Covenant as amplified by the present protocol or to conform either to a judicial or arbitral decision or to a unanimous recommendation of the Council as laid down in those articles and the present protocol;

(2) If it commits an act of war in violation of decisions of the Council for arresting the movement of its land, sea or air forces;

(3) If it commits an act of war in violation of provisional measures enjoined by the Council during the course of the proceedings as laid down in Article 7 of the present protocol.

Any violation of the act establishing a demilitarised zone is to be considered as an act of war.

When the Council has made the above declaration it must forthwith call upon the Members of the League to apply without delay the sanctions referred to in Article 12 of the present protocol.

Article 9

The signatories agree that a State or States not belonging to the League and to which accordingly Article 17 of the Covenant applies shall if the case arises be invited in the circumstances contemplated by the said Article to submit to the provisions accepted by the signatories of the present protocol for the purpose of pacific settlement of any dispute with one or more States signatories of the present protocol.

In such case the provisions of Article 17 of the Covenant as modified by the present protocol shall be applicable.

Article 10.

The undersigned agree that the measures indicated in the above draft amendments to the Covenant will become obligatory within their respective limits on the date fixed below for the entry into force of the present protocol and that so far as the undersigned are concerned the Council will thereafter be entitled to exercise all the rights and fulfil all the duties conferred on it by the provisions of the said draft amendments.

Article 11.

The existence of demilitarised zones being of a nature to prevent aggressions or to facilitate the official and authoritative declaration mentioned in Article 8, their establishment between States equally consenting thereto is recommended as a means of avoiding a violation of the present protocol.

The demilitarised zones already existing under the terms of certain treaties or conventions or which may be established in future between States equally consenting thereto may be subject to temporary or permanent supervision organised by the Council of the League of Nations, at the request and at the expense of one or all of the coterminous States.

Article 12.

As soon as the declaration of aggression has been made and the outlawry of the aggressor has been effected by this declaration, the obligations of the contracting Powers in regard to the sanctions of all kinds mentioned in paragraphs 1 and 2 of Article 16 of the Covenant will immediately become operative in order that such sanctions may forthwith be employed against the aggressor.

These obligations shall be interpreted as obliging each of the Members of the League to co-operate loyally and effectively in support of the Covenant of the League and in resistance to any act of aggression.

In accordance with Article 16 of the Covenant the signatories give a joint and several undertaking to come to the assistance of the State attacked or threatened, and to give each other mutual support by means of facilities and reciprocal exchanges as regards supplies of raw materials and foodstuffs of every kind, openings of credits, transports and transit, and for this purpose to take all measures in their power to preserve the safety of communications by land and by sea of the attacked or threatened State.

If both parties to the dispute have been declared aggressors according to the above provisions, the economic sanctions will be applied to both of them.

Article 13.

In view of the complexity of the conditions in which the Council may be called upon to exercise the functions mentioned in Article 12 of the present Protocol concerning economic and financial sanctions, and in order to define the guarantees offered by the present Protocol to the acceding States, the Council shall forthwith invite the economic and financial organisations of the League of Nations to consider and report as to the nature of the measures to be taken to give effect to the financial and economic sanctions and measures of co-operation contemplated in Article 16 of the Covenant and in Article 12 of this Protocol.

En possession de ces informations, le Conseil établira par ses organismes compétents :

1. Les plans d'action en vue de faire jouer les sanctions économiques et financières, contre un Etat agresseur;
 2. Les plans de coopération économique et financière entre un Etat attaqué et les divers Etats lui portant assistance,
- et les communiquera aux membres de la Société et aux autres signataires.

Article 14.

Vu les sanctions militaires, aériennes et navales éventuellement prévues dans l'article 16 du Pacte, et dans l'article 12 du présent Protocole, le Conseil aura qualité pour recevoir les engagements d'Etats déterminant par avance les forces militaires, aériennes et navales qu'ils pourraient faire intervenir immédiatement pour assurer l'exécution des obligations dérivant à ce sujet du Pacte et du présent Protocole.

Les Etats signataires peuvent, en outre, après la constatation de l'agression, faire entrer en ligne, suivant des accords antérieurement faits, la totalité ou la partie qu'ils jugeraient nécessaires de leurs forces militaires, navales et aériennes, au secours d'un Etat particulier victime de l'agression.

Les accords visés ci-dessus seront enregistrés et publiés par les soins du Conseil de la Société des Nations. Ils restent ouverts à tout Etat membre de la Société qui voudrait y apporter son concours.

Article 15.

Les Etats signataires estiment conforme à l'esprit du présent Protocole que la totalité des frais de toute opération d'ordre militaire, naval ou aérien entreprise pour la répression d'une agression, conformément aux termes du présent Protocole, ainsi que la réparation de tout dégât matériel occasionné par les opérations et de tous dommages subis par les personnes civiles ou militaires, soit supporté par l'Etat agresseur jusqu'à l'extrême limite de sa capacité financière.

Toutefois, vu l'article 10 du Pacte, l'application des sanctions visées au présent Protocole ne peut porter atteinte en aucun cas à l'intégrité territoriale ou à l'indépendance politique de l'Etat agresseur.

Article 16.

Les soussignés Membres de la Société des Nations s'engagent à prendre part à une Conférence internationale pour la réduction des armements qui devra être convoquée par le Conseil de la Société et qui se réunira à Genève le lundi 15 juin 1925. Tous les Etats non Membres de la Société des Nations seront invités à cette Conférence.

Les ratifications du présent Protocole devront être déposées au Secrétariat de la Société des Nations au plus tard le 1^{er} mai 1925. Si au moins la majorité des membres représentés en permanence au Conseil et dix autres membres de la Société n'ont pas déposé leur ratification pour le 1^{er} mai 1925, le Secrétaire général de la Société annulera les invitations.

La mise en vigueur du présent Protocole sera suspendue jusqu'à ce qu'un plan de réduction des armements ait été adopté par la Conférence.

En vue de la convocation de celle-ci, le Conseil préparera en tenant compte des engagements prévus aux articles 12 et 14 du présent Protocole un programme général pour la réduction des armements qui sera mis à la disposition de cette Conférence et communiqué aux Gouvernements deux mois avant sa réunion ou plus tôt si possible.

Si, dans un délai à fixer par la Conférence, après l'adoption du plan de réduction des armements, ce plan n'a pas été exécuté, il appartiendra au Conseil de le constater; par suite de cette constatation le présent Protocole deviendra caduc.

Les conditions en vertu desquelles le Conseil pourra constater que le plan établi par la Conférence internationale pour la réduction des armements n'a pas été exécuté et que, par conséquent, le présent Protocole est devenu caduc, seront définies par la Conférence elle-même.

Tout Membre de la Société des Nations qui ne se conformera pas, après l'expiration du délai fixé par la Conférence, au plan adopté par la Conférence, ne pourra bénéficier des dispositions du présent Protocole.

Article 17.

Tout différend relatif à l'interprétation du présent Protocole sera soumis à la Cour Permanente de Justice internationale.

Article 18.

Le présent Protocole ne porte en rien atteinte aux obligations qui résultent du Pacte.

Article additionnel
(au sujet des ratifications).

A rédiger.

Résolution supplémentaire à soumettre à l'Assemblée.

Le Conseil est invité à instituer un petit Comité d'experts pour rédiger les amendements au Pacte prévus dans le Protocole.

When in possession of this information, the Council shall draw up through its competent organisations:

1. Plans of action with a view to the operation of the economic and financial sanctions against an aggressor State;
2. Plans of economic and financial co-operation between a State attacked and the different States assisting it;

and shall communicate them to the Members of the League and to the other signatories.

Article 14

In view of the contingent military, air and naval sanctions provided for in Article 16 of the Covenant and in Article 12 of the present Protocol, the Council shall be entitled to receive undertakings on the part of States, determining in advance the military, air and naval forces which they would be able to bring into action immediately, in order to ensure the fulfilment of the obligations arising in this connection out of the Covenant and the present Protocol.

Further, after an act of aggression has been established, the States signatories may, in accordance with agreements previously concluded, bring to the assistance of a given State which is the victim of aggression the whole or such part of their military, naval and air forces as they may consider necessary.

The agreements mentioned above shall be registered and published through the instrumentality of the Council of the League of Nations. They shall be open to all States Members of the League who may desire to accede thereto.

Article 15

The signatory States consider, in accordance with the spirit of the present Protocol, that the whole cost of any military, naval or air operations undertaken for the repression of an aggression under the terms of the present Protocol, as well as the reparation of all material damage caused by the operations and of all losses suffered by civilians or members of the military forces, should be borne by the aggressor State up to the extreme limits of its financial capacity.

Nevertheless, in view of Article 10 of the Covenant, the application of the sanctions mentioned in the present Protocol shall not affect the territorial integrity or political independence of the aggressor State.

Article 16

The undersigned Members of the League of Nations undertake to participate in an International Conference for the Reduction of Armaments which shall be convened by the Council of the League and which shall meet at Geneva on Monday, June 15th, 1925. All States non-Members of the League of Nations shall be invited to take part in the Conference.

Ratifications of the present Protocol must be deposited at the Secretariat of the League not later than May 1st, 1925. Unless the majority of the Members of the League permanently represented on the Council and ten other Members of the League have deposited their ratifications by May 1st, 1925, the Secretary-General of the League shall cancel the invitations to the Conference.

The entry into force of the present Protocol shall be suspended until a scheme for the reduction of armaments has been adopted by the Conference.

In view of the convening of the Conference, the Council, taking into account the undertakings mentioned in Articles 12 and 14 of the present Protocol, shall draw up a general programme for the reduction of armaments which shall be laid before the Conference and communicated to the Governments two months before the Conference meets or earlier if possible.

If within a time limit which shall be fixed by the Conference, the scheme for the reduction of armaments has not been carried out, it shall be the duty of the Council so to declare. In consequence of such declaration the present Protocol will lapse.

The conditions in which the Council may declare that the scheme drawn up by the International Conference for the Reduction of Armaments has not been carried out, and that in consequence the present Protocol has lapsed, shall be defined by the Conference itself.

Any Member of the League of Nations which has not within the time limit fixed by the Conference conformed to the scheme adopted by the Conference shall not be admitted to benefit by the provisions of the present Protocol.

Article 17

All differences relating to the interpretation of the present Protocol shall be submitted to the Permanent Court of International Justice.

Article 18

The present Protocol shall not affect in any manner the obligations arising out of the Covenant.

Additional Article
(Relative to Ratification.)

To be drafted.

Supplementary Resolution to be submitted to the Assembly.

The Council is requested to constitute a small Committee of Experts for the purpose of drafting the amendments to the Covenant provided for in the Protocol.

V. DIXIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La quatrième Commission a tenu sa dixième séance le lundi 22 septembre à 15 h. 30.

Rapport de la Sous-Commission C (Répartition des dépenses).

La Commission adopte les résolutions suivantes adoptées par la Sous-Commission (Répartition des dépenses).

« La Sous-Commission chargée d'examiner la question de la répartition des dépenses de la Société pour l'année 1925 est d'avis :

« a) D'appuyer la demande de la Commission de répartition des dépenses, tendant à ce que l'Assemblée prenne une décision invitant chacun des Etats Membres de la Société à transmettre au Secrétaire (Section économique et financière) leurs prévisions budgétaires détaillées pour 1923 (1923-1924) et à continuer dans la suite, dès la publication des prévisions budgétaires et comptes clos de chaque exercice.

« b) De recommander à l'Assemblée de renouveler le mandat de la Commission de répartition des dépenses, présidée par M. Réveillaud, en accueillant sa proposition visant l'élargissement de ce mandat, de façon que, en raison des difficultés que soulève l'établissement d'un barème en ces années d'instabilité des changes, elle soit dès à présent autorisée à préparer un projet remanié de barème provisoire, qui redresse les erreurs les plus flagrantes de l'ancien barème et qui pourrait être soumis à l'Assemblée de 1925 et entrer en application dès 1926 pour une période à déterminer.

« c) De réserver les 35 unités provenant de la reprise des versements par l'Argentine;

« d) De se conformer, pour l'année 1925, au système suivi par les Assemblées de 1922 et 1923, et de proposer, par conséquent, pour l'année 1925, un barème provisoire sur la base de celui de 1924 en conservant au Japon la déduction de 12 unités et en donnant, comme l'année dernière, à la Commission de répartition des dépenses, le mandat de disposer des 35 unités qui restent disponibles pour 1925, dans la mesure où elle le jugera équitable, en tenant compte des réclamations des Etats membres particulièrement surchargés.

« La Commission de répartition des dépenses est certainement encore aujourd'hui, grâce aux éléments qu'elle possède et aux études qu'elle a effectuées, l'organe le plus qualifié pour s'acquitter avec compétence et impartialité de cette tâche difficile.

Barème de la répartition des dépenses de la Société pour l'année 1924.

		Report . . .	561
Abyssinie	2	Italie	61
Afrique du Sud	15	Japon	61
Albanie	1	Lettonie	3
Australie	26	Libéria	1
Autriche	1	Lithuanie	4
Belgique	15	Luxembourg	1
Bolivie	5	Nicaragua	11
Bésil	35	Norvège	10
Bulgarie	7	Nouvelle-Zélande	1
Canada	35	Panama	1
Chili	15	Paraguay	1
Chine	65	Pays-Bas	20
Colombie	7	Pérou	10
Costa-Rica	1	Perse	6
Cuba	9	Pologne	25
Danemark	12	Portugal	9
Espagne	40	Roumanie	29
Esthonie	3	Salvador	1
Finlande	10	Royaume des Serbes, Croates et Slovénes	26
France	78	Siam	10
Grande-Bretagne	88	Suède	18
Grèce	9	Suisse	15
Guatemala	1	Tchécoslovaquie	35
Haïti	2	Uruguay	7
Honduras	1	Venezuela	5
Hongrie	3		
Indes anglaises	65		
Irlande, Etat libre d'	10		
		Total	932
	561		
		Argentine	35 (réservés)

V. TENTH MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE

The Fourth Committee held its tenth meeting on Monday, September 22nd, at 3.30 p.m.

Report by Sub-Committee C: Allocation of Expenses.

The Committee adopted the following resolutions proposed by Sub-Committee C (Allocation of Expenses):

"The Sub-Committee entrusted with the task of considering the allocation of the expenses of the League for 1925 is of opinion:

"(a) That the request of the Committee on the Allocation of Expenses should be supported and the Assembly requested to take a decision to invite all States Members of the League to communicate to the Secretariat (Economic and Financial Section) their detailed budget estimates for 1923 (1923-1924), and to send in future the budget estimates and closed accounts for each financial period immediately they are published;

"(b) That the Assembly should be recommended to renew the mandate of the Committee on the Allocation of Expenses presided over by M. Réveillaud, and, at the same time, to accept its proposal for the extension of this mandate in order that, in view of the difficulties of drawing up a scale at a time when the exchange fluctuations are so pronounced, it may be forthwith authorised to prepare a fresh provisional scale redressing the most flagrant errors in the old scale, such new scale to be submitted to the 1925 Assembly and to come into force as from 1926 for a period to be decided upon;

"(c) That the 35 units available owing to the Argentine's resumption of payment should be held in reserve;

"(d) That for 1925 the system adopted by the 1922 and 1923 Assemblies should be followed and that a provisional scale based on that of 1924 should accordingly be proposed for 1925, the rebate of 12 units to Japan being maintained and the Committee on the Allocation of Expenses being charged, as it was last year, to utilise the 35 units available for 1925 in such a way as it may consider equitable, bearing in mind the claims of States Members who are especially over-burdened.

"Thanks to the means at its disposal and the enquiries it has carried out, the Committee on the Allocation of Expenses undoubtedly remains the most competent body to deal capably and impartially with this difficult task.

Scale of Allocation of the Expenses of the League for 1924

Abyssinia	2	Brought forward	602
Albania	1	Japan	61
Australia	26	Latvia	3
Austria	1	Liberia	1
Belgium	15	Lithuania	4
Bolivia	5	Luxembourg	1
Brazil	35	Netherlands	20
Bulgaria	7	New Zealand	10
Canada	35	Nicaragua	1
Chile	15	Norway	11
China	65	Panama	1
Colombia	7	Paraguay	1
Costa Rica	1	Peru	10
Cuba	9	Persia	6
Czechoslovakia	35	Poland	35
Denmark	12	Portugal	9
Esthonia	3	Roumania	29
Finland	10	Salvador	1
France	78	South Africa	15
Great Britain	88	Kingdom of Serbs, Croats and Slovenes	26
Greece	9	Siam	10
Guatemala	1	Spain	40
Haiti	2	Sweden	18
Honduras	1	Switzerland	15
Hungary	3	Uruguay	7
India, British	65	Venezuela	5
Irish Free State	10		
Italy	61		
		Total	932
	602		
		Argentine	35 (Held over)

« Les 35 unités provenant de la reprise des versements par l'Argentine seront réparties par les soins de la Commission de répartition des dépenses, conformément aux termes de la résolution ci-dessus. Par conséquent la valeur de l'unité pour 1925 sera de :

« Francs-or de la somme totale des dépenses =
932

« Cette valeur (.....) ne pourra pas être augmentée, elle pourrait être diminuée si une partie des 35 unités réservées était affectée par ladite Commission à un dégrèvement général. »

M. BIGNAMI (Italie), président de la Sous-Commission, est désigné comme rapporteur à l'Assemblée sur la question.

Discussion du quatrième rapport de la Commission de contrôle. Dépenses préalables occasionnées par l'érection d'une nouvelle salle de conférences.

Sur la proposition de la Commission de contrôle, la Commission adopte un crédit supplémentaire de 250.000 francs-or, à insérer au chapitre I^{er}, article 3, du budget et destiné à faire face aux dépenses préalables occasionnées par l'érection de la nouvelle salle de conférences.

Transfert des réfugiés arméniens au Caucase.

La Commission décide de renvoyer à la cinquième Commission sa demande d'un crédit supplémentaire de 50.000 francs en vue d'une enquête à entreprendre par le Bureau international du Travail, en collaboration avec le Dr Nansen, sur la possibilité d'établir les réfugiés arméniens dans le Caucase. La Commission propose à la cinquième Commission de modifier le titre de ce chapitre de la façon suivante: « Etablissement des réfugiés arméniens » et décide par 15 voix contre 9 d'adopter le crédit supplémentaire en question, sous réserve de l'acceptation par la cinquième Commission de l'amendement proposé.

Fédération internationale pour le secours aux populations frappées de calamités.

Sur la proposition de la Commission de contrôle, la Commission adopte un crédit supplémentaire de 20.000 francs-or pour les dépenses d'une Commission préparatoire qui sera désignée par le Conseil de la Société pour examiner, en collaboration avec le Secrétariat, certaines questions de caractère purement préparatoire en relation avec le projet du Sénateur Ciraolo.

Protection de l'Enfance.

Sur la proposition de la Commission de contrôle, la Commission décide par 15 voix contre 10 de ne pas faire droit à la demande d'un crédit supplémentaire de 40.000 francs-or pour les travaux proposés en rapport avec la protection de l'enfance.

Bibliothèque du Bureau international du Travail.

La Commission approuve les conclusions suivantes de la Commission de contrôle concernant la bibliothèque du Bureau international du Travail:

« a) La bibliothèque du Secrétariat et celle du Bureau international du Travail devraient s'entendre immédiatement au sujet du travail à effectuer, ainsi que des statistiques à dresser, afin qu'il soit possible d'établir des comparaisons entre les deux bibliothèques;

« b) Il conviendrait que le bibliothécaire du Bureau international du Travail examinât, avant que la bibliothèque soit installée dans le nouvel édifice, la question de savoir si le système décimal adopté pour le catalogue n'entraîne pas trop de déplacements de livres et, par conséquent, trop de travail matériel;

« c) Le rapporteur de la Commission devrait être, en temps opportun, invité à procéder à une nouvelle enquête portant sur le nombre de personnes employées à la bibliothèque du Bureau international du Travail, dès que celle-ci sera installée dans le nouvel édifice. »

Publications du Secrétariat et des organisations techniques de la Société.

La Commission approuve les conclusions suivantes de la Commission de contrôle concernant les publications du Secrétariat et des organisations techniques de la Société:

« The 35 units that are available owing to the Argentine's resumption of payment will be distributed by the Committee on the Allocation of Expenses in accordance with the terms of the above resolutions.

The value of a single unit in 1925 will therefore be:

« Total expenses in gold francs =
932

« This figure (.....) cannot be increased, but may be reduced if the said Committee decides to use part of the 35 units in hand for the purpose of making an all-round reduction. »

M. BIGNAMI (Italy), Chairman of the Sub-Committee, was appointed to act as rapporteur on the subject to the Assembly.

Discussion of Fourth Report of Supervisory Commission: Preliminary expenses in connection with the New Conference Hall.

On the proposal of the Supervisory Commission, the Committee adopted a supplementary credit of 250,000 gold francs to be inserted under Chapter I, Item 3, of the budget for preliminary expenses in connection with the creation of the new Conference Hall.

Transfer of Armenian Refugees to the Caucasus.

The Committee decided to refer back to the Fifth Committee the request for a supplementary credit of 50,000 francs for the purpose of investigation by the International Labour Organisation in collaboration with Dr. Nansen into the possibility of settling Armenian refugees in the Caucasus—with a suggestion for the modification of the title of that item to "Settlement of Armenian refugees" and decided by 15 votes to 10 to adopt the supplementary credit in question, on the condition that the Fifth Committee should assent to this proposed amendment.

International Federation for the Relief of Populations which are Victims of Disasters.

On the proposal of the Supervisory Commission, the Committee adopted a supplementary credit of 20,000 gold francs for the expenses of a preparatory committee to be appointed by the Council of the League to consider in collaboration with the Secretariat certain questions of a purely preparatory character relating to the scheme of Senator Ciraolo.

Child Welfare.

On the proposal of the Supervisory Commission the Committee decided by 15 votes to 9 to refuse the request for a supplementary credit of 40,000 gold francs for the purpose of the proposed work in connection with the protection of children.

Library of the International Labour Office.

The Committee approved the following conclusions of the Supervisory Commission with regard to the Library of the International Labour Office:

(a) That the libraries of the Secretariat and of the International Labour Office should at once come to an agreement as to the work to be done and the statistics to be prepared in order that comparison between the two libraries be made possible;

(b) That the question whether the decimal system of cataloguing does not cause too much moving of books and consequently too much physical work should be considered by the librarian of the International Labour Office before the occupation of the new building;

(c) That in due course the rapporteur of the Commission should be requested to institute a new enquiry into the numbers of the library staff of the International Labour Office, so soon as it is installed in the new building.

Publications of the Secretariat and of the Technical Organisations of the League.

The Committee approved the following conclusions of the Supervisory Commission in regard to the publications of the Secretariat and Technical Organisations of the League:

« 1. La Commission invite le Secrétaire général à intensifier la surveillance des manuscrits et des délais accordés pour l'impression; le Secrétaire général est également invité à faire connaître de temps à autre à la Commission toutes les difficultés qui pourraient s'élever à cet égard.

« 2. La Commission invite le Secrétaire général à étudier une réorganisation de la vente des publications de la Société des Nations, tendant à stimuler la vente dans la plus grande mesure possible, mais n'entraînant pas de dépenses autres que celles qui peuvent être couvertes par la vente.

« 3. La Commission estime qu'il conviendrait de reviser la liste des échanges et surtout celle de la distribution gratuite et, en vue de réduire le nombre des documents ainsi distribués, d'appliquer aux périodiques et aux livres le système exposé dans le rapport.

« 4. La Commission invite le Secrétaire général à veiller à ce que le prix des publications ne soit pas fixé au-dessous d'un chiffre raisonnable, compte tenu des frais d'impression.

« 5. La Commission invite le Secrétaire général à lui soumettre, une fois par an, en temps utile, tous les détails, relatifs à la vente, qui pourront permettre à la Commission de prendre des décisions sur toutes les questions concernant les publications, au point de vue commercial et dans le sens indiqué dans le rapport. »

SOUS-COMMISSION D.

La Sous-Commission D de la quatrième Commission a tenu sa cinquième réunion le lundi 22 septembre, sous la présidence de M. BARBOZA CARNEIRO (Brésil).

La Sous-Commission a continué ses travaux sur la question qui fait l'objet de ses attributions (pensions pour le personnel de la Cour permanente de Justice internationale).

VI. SEPTIÈME SÉANCE DE LA SIXIÈME COMMISSION

La sixième Commission a tenu sa septième séance à la Salle de la Réformation, lundi 22 septembre, à 10 heures, sous la présidence de M. ENCKELL (Finlande).

Le PRÉSIDENT annonce que la Sous-Commission nommée samedi dernier, a rédigé son rapport sur la proposition relative à la situation en Géorgie. Si les membres de la sixième Commission n'y font aucune objection, il propose que ce rapport soit soumis à l'Assemblée.

Un échange de vues a eu lieu entre le Dr NANSEN (Norvège), M. de BROUCKÈRE (Belgique), Sir James ALLEN (Nouvelle-Zélande) et le Comte BONIN-LONGARE (Italie). Ce dernier propose un changement de rédaction dans une phrase du rapport.

La Commission adopte le rapport ainsi modifié et, sur la proposition du Président, nomme M. MACDONALD (Canada) comme rapporteur à l'Assemblée.

VII. COMMISSION DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport à l'Assemblée de la Commission de l'ordre du jour sur la proposition de la délégation chinoise

La Commission s'est réunie lundi 22 septembre, à 10 h. 15, à la Salle de la Réformation.

La question inscrite à l'ordre du jour de sa délibération est la suivante:

« La cinquième Assemblée renouvelle le vœu ci-dessous, adopté à l'unanimité par les Assemblées de 1922 et de 1923:

« Il est désirable que l'Assemblée, dans l'élection des six membres non-permanents du Conseil, établisse son choix en tenant compte des divisions géographiques dominantes, des grandes familles ethniques, des différentes traditions religieuses, des divers types de civilisation et des sources principales de richesse ».

“(1) The Commission requests the Secretary-General to increase his supervision over manuscripts and time allowed for printing, and from time to time to communicate to the Commission any difficulties which may arise in this connection.

“(2) The Commission requests the Secretary-General to consider such reorganisation of the sale of League publications as will stimulate sales to the greatest possible degree without involving any other expenditure than that which is recoverable on sales.

“(3) The Commission is of opinion that it would be desirable to revise the list of exchanges and above all the free distribution list, and to reduce such distribution by the application to periodicals and books of the system explained in the report.

“(4) The Commission requests the Secretary-General to see that the price of publications is not lower than what is reasonable, having regard to printing charges.

“(5) The Commission requests the Secretary-General to submit to it once a year, at some favourable opportunity, all details concerning sales which will enable the Committee to take decisions on all matters concerned with publications, from the business point of view, and on the lines of the report.”

SUB-COMMITTEE D.

Sub-Committee D of the Fourth Committee held its fifth meeting yesterday (Monday, September 22nd) under the chairmanship of M. BARBOZA CARNEIRO (Brazil).

The Sub-Committee continued its work on the subject entrusted to it (Pensions for the personnel of the Permanent Court of International Justice).

VI. SEVENTH MEETING OF THE SIXTH COMMITTEE

The Sixth Committee held its seventh meeting yesterday (Monday, September 22nd) at the Salle de la Réformation, at 10 a.m., under the chairmanship of M. ENCKELL (Finland).

The CHAIRMAN announced that the Sub-Committee appointed on Saturday had drafted its report on the proposal concerning the present position in Georgia. If the members of the Sixth Committee had no objection, he proposed that this report should be submitted to the Assembly.

There was an exchange of views between Dr. NANSEN (Norway), M. de BROUCKÈRE (Belgium), Sir James ALLEN (New Zealand), and Count BONIN-LONGARE (Italy).

Count BONIN-LONGARE (Italy) proposed a draft amendment.

The Committee adopted the report thus amended, and on the proposal of the Chairman, Mr. MACDONALD (Canada) was appointed rapporteur to the Assembly.

VII. THE AGENDA COMMITTEE

Report of the Agenda Committee on the Proposal of the Chinese Delegation

The Committee met on Monday, September 22nd, at 10.15 a.m. at the Salle de la Réformation.

The question placed on its agenda was the following:

“This Assembly reiterates the following recommendation adopted unanimously by the Assemblies of 1922 and 1923:

“It is desirable that the Assembly, in electing the six non-permanent Members of the Council, should make its choice with due consideration for the main geographical divisions of the world, the great ethnical groups, the different religious traditions, the various types of civilisation and the chief sources of wealth.”

La Commission estime que, l'Assemblée s'étant déjà prononcée à l'unanimité à deux reprises sur ce vœu, il n'y a pas lieu de soumettre cette proposition à une nouvelle étude préliminaire dans une des Commissions permanentes, mais de la renvoyer directement à l'Assemblée.

En conséquence, la Commission de l'ordre du jour décide de renvoyer la proposition de la Délégation chinoise directement à l'Assemblée.

L'Assemblée, conformément à la décision de la Commission, a, dans sa séance du 22 septembre, inscrit la proposition de la Délégation chinoise à son ordre du jour du mardi 23 septembre.

VIII. RATIFICATION DES CONVENTIONS

Le Secrétariat a reçu, le 19 septembre 1924, l'instrument de ratification par M. le Président de la République française de la Convention et Statut sur la liberté du transit (Barcelone, 20 avril 1921).

IX. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE

Compte-rendu provisoire: dix-septième séance.

- A. 25 (1) La question de l'esclavage. Lettres du Gouvernement britannique, etc.
- A. 78 Les contributions du Gouvernement de Panama antérieurs à 1923: Mémorandum par la Délégation de Panama.
- A. 79 Travaux de la Commission de coopération intellectuelle. Rapport de la deuxième Commission à la cinquième Assemblée.
- A. 81 Questions concernant les réfugiés. Rapport de la cinquième Commission à la cinquième Assemblée.
- A. 82 Construction d'une Salle de Conférences. Rapport de la quatrième Commission à la cinquième Assemblée.
- A. 86 Intermunicipalité. Résolution adoptée par l'Assemblée le 20 septembre 1924.
- A. 87 Proposition de la Délégation néerlandaise au sujet de l'amendement de l'Article 27 du Règlement intérieur de l'Assemblée. Résolution adoptée par l'Assemblée, le 20 septembre 1924.
- A. 88 Trafic de l'opium et autres drogues nuisibles; résolutions adoptées par l'Assemblée le 20 septembre 1924.
- A. 89 Organisation d'hygiène. Résolutions adoptées par l'Assemblée le 20 septembre 1924.
- A. 91 Assistance judiciaire aux indigents. Résolution adoptée par l'Assemblée le 20 septembre 1924.

The Committee considered that, as the Assembly had already unanimously taken a decision in regard to this recommendation on two occasions, it was not necessary to submit the proposal again for preliminary examination to one of the permanent committees, but that it might be referred directly to the Assembly.

The Committee accordingly decided to refer the proposal of the Chinese delegation directly to the Assembly.

The Assembly, in accordance with the decision of the Committee, decided at its meeting on September 22nd to place the proposal of the Chinese delegation on its agenda for Tuesday, September 23rd.

VIII. RATIFICATION OF CONVENTIONS

The Secretariat received on 19th September, 1924, the instrument of ratification by the President of the French Republic of the Convention and Statute on Freedom of Transit (Barcelona, April 20th, 1921).

IX. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY

Provisional Verbatim Record: seventeenth meeting.

- A. 25 (a) The question of slavery: Letters from the British Government, etc.
- A. 78 Contributions of the Government of Panama prior to 1923: Memorandum by the Delegation of Panama.
- A. 79 Work of the Committee on Intellectual Co-operation: Report of the Second Committee to the Fifth Assembly.
- A. 81 Refugee Questions: Report of the Fifth Committee to the Fifth Assembly.
- A. 82 Question of the erection of a Conference Hall: Report of the Fourth Committee to the Fifth Assembly.
- A. 86 Inter-municipality: Resolution adopted by the Assembly on September 20th, 1924.
- A. 87 Proposal of the Netherlands Delegation for the amendment of Article 27 of the Rules of Procedure of the Assembly: Resolution adopted by the Assembly on September 20th, 1924.
- A. 88 Traffic in Opium and other Dangerous Drugs: Resolutions adopted by the Assembly on September 20th, 1924.
- A. 89 Health Organisation: Resolutions adopted by the Assembly on September 20th, 1924.
- A. 91 Legal Assistance for the Poor: Resolution adopted by the Assembly on September 20th, 1924.

RÉSUMÉ MENSUEL

DES TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le *Résumé mensuel* des travaux de la Société des Nations fournit chaque mois un tableau général de l'activité de la Société des Nations. Il est en vente aux prix suivants :

Abonnement annuel.....	Argent suisse	Fr. 5.—
Prix du numéro		» 0.50

SOCIÉTÉ DES NATIONS

JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal Officiel* paraît, depuis janvier 1922, en deux éditions (l'une en français et l'autre en anglais); il contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et des résolutions adoptés par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

Abonnement annuel, 1924	Argent suisse	Fr. 60.—
(Le prix des numéros isolés varie selon leur étendue.)		

1 ^{re} année, 1920, Nos 1-8	»	15.—
2 ^{me} » 1921, » 1-12	»	15.—
3 ^{me} » 1922 » 1-12	»	60.—
4 ^{me} » 1923 » 1-12	»	60.—

SUPPLÉMENTS SPÉCIAUX DU JOURNAL OFFICIEL

N° hors série. Résolutions adoptées par l'Assemblée au cours de sa première session	Argent suisse	Fr. 2.—
N° 1. Correspondance concernant la question des îles d'Åland	»	1,25
N° 2. Avant-projet pour l'Institution de la Cour permanente de Justice internationale	»	1,25
N° 3. Question des îles d'Åland. Rapport de la Commission internationale de Juristes	»	1,25
N° 4. Documents relatifs au différend entre la Pologne et la Lituanie	»	9.—
N° 5. Résolutions adoptées par le Conseil de la Société des Nations au cours de sa troisième session, Genève, 17-28 juin 1921	»	1,50
N° 6. Résolutions et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa deuxième session (du 5 septembre au 5 octobre 1921)	»	2.—
N° 7. Constitution de la Ville libre de Dantzig	»	3,50
N° 8. Index des Procès-Verbaux des Sessions du Conseil de l'année 1921	»	5.—
N° 9. Résolution et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa troisième session	»	2.—
N° 10. Index du <i>Journal Officiel</i> pour les années 1920 et 1921 (1 ^{re} et 2 ^{me} années)	»	9.—
N° 11. Résolution et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa quatrième session	»	3.—
N° 12. Index du <i>Journal Officiel</i> pour l'année 1922	»	5.—
N° 13-19. Actes de la Quatrième Assemblée (six volumes)	»	50.—

THE MONTHLY SUMMARY

OF THE LEAGUE OF NATIONS

The *Monthly Summary* of the League of Nations is a record of the proceedings of all League meetings, and provides in general form a regular account of League activities. It is on sale at the following prices :

Annual subscription	5/-	\$1 5	5 Swiss frs.
Single numbers	6d.	10 cts.	50 centimes.

LEAGUE OF NATIONS

OFFICIAL JOURNAL

The *Official Journal*, which is published (since January 1922) in separate editions in English and French, contains the complete Minutes of the Sessions of the Council of the League of Nations, the text of the Reports and Resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Annual subscription, 1924	£2 10s.	\$12.00
(The prices of the separate numbers vary according to size.)		
1st Year, 1920, Nos. 1-8	15/-	\$3.00
2nd » 1921, » 1-12	15/-	\$3.00
3rd » 1922, » 1-12	£3	\$12.00
4th » 1923, » 1-12	£2/10	\$12.00

SPECIAL SUPPLEMENTS TO THE OFFICIAL JOURNAL

Unnumbered. Resolutions adopted by the Assembly during its First Session	2/-	\$0.40
No. 1. Correspondence concerning the Question of the Åland Islands	1/3	\$0.25
No. 2. Draft Scheme for the Institution of the Permanent Court of International Justice	1/3	\$0.25
No. 3. The Åland Islands Question. Report of the Committee of Jurists	1/3	\$0.25
No. 4. Documents concerning the Dispute between Poland and Lithuania	9/-	\$1.80
No. 5. Resolutions adopted by the Council at its Thirteenth Session in Geneva, June 1921	1/6	\$0.30
No. 6. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Second Session (September 5th to October 5th, 1921)	2/-	\$0.40
No. 7. Constitution of the Free City of Danzig	3/6	\$0.70
No. 8. Index to the Minutes of the Sessions of Council during 1921	5/-	\$1.00
No. 9. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Third Session	2/-	\$0.40
No. 10. Index to the <i>Official Journal</i> for the years 1920 and 1921 (first and second years)	7/6	\$1.80
No. 11. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Fourth Session	2/6	\$0.60
No. 12. Index to the <i>Official Journal</i> for the year 1922	4/-	\$1.00
No. 13-19. Records of the Fourth Assembly (six volumes)	£2	\$10.00

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Liste des Dépositaires
des Publications de la Société des Nations.

- ARGENTINE**
Librería « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.
- AUSTRALIE**
Australasian Publishing Co. Ltd., 229 Clarence Street, SYDNEY.
- AUTRICHE et ALLEMAGNE**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz 5, VIENNE.
- BELGIQUE**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE**
Flores, San Román y Cia., Librería « Renacimiento », LA PAZ.
- BRESIL**
Livreria F. Brigueit & Cia., 23, rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.
- BULGARIE**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvo-
boditel" No 4a, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell and Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA-RICA**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.
- DANEMARK**
V. Pios Boghandel-Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.
- ÉQUATEUR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- ÉTATS-UNIS**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- FINLANDE**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).
- GRANDE-BRETAGNE, DOMINIONS et COLONIES**
Constable & Co. Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W. C., 2.
- GRÈCE**
Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Consti-
tution, ATHÈNES.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Librería Cervantès, 10a, Calle Oriente No. 5, GUATEMALA.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HONGRIE**
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST IV, KER.
- INDES**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS and CALCUTTA.
- ITALIE**
Librería Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- MEXIQUE**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORVÈGE**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Librería I. Preciado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PAÏS-BAS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PÉROU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- ROUMANIE**
Cartea Românească 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**
Librería Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- BASSIN DE LA SARRE**
Librairie Marguet 74, Bahnhofstrasse, SARRERUHE.
- ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES**
Librairie Française Henri Soubre 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SUÈDE**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE**
Librairie F. Topič, 11 Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY**
Librería Maximino García, Calle Sarandí 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser :
Service des Publications, Société des Nations,
GENÈVE (Suisse).

LEAGUE OF NATIONS

Authorised Agents
for the Publications of the League of Nations.

- ARGENTINE**
Librería « El Ateneo », Calle Florida 371, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIA**
Australasian Publishing Co., Ltd., 229, Clarence Street, SYDNEY.
- AUSTRIA and GERMANY**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz 5, VIENNA.
- BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUSSELS.
- BOLIVIA**
Flores, San Román y Cia., Librería « Renacimiento », LA PAZ.
- BRAZIL**
Livreria F. Brigueit & Cia., 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIA**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvo-
boditel" No 4a, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell & Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA RICA**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topič, 11 Narodni, PRAGUE.
- DENMARK**
V. Pios Boghandel—Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.
- ECUADOR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- FINLAND**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain PARIS (VI^e).
- GREAT BRITAIN, DOMINIONS and COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.
- GRÈCE**
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitu-
tion, ATHENS.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Librería Cervantès, 10a, Calle Oriente, No. 5, GUATEMALA.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HUNGARY**
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Bros.), Kossuth Lajos Utca 7 SZ. BUDAPEST, IV, KER.
- INDIA**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS and CALCUTTA.
- ITALY**
Librería Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPAN**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- MEXICO**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE HAGUE.
- NICARAGUA**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Librería I. Preciado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PERU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLAND**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.
- ROUMANIA**
Cartea Românească 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SAAR BASIN**
Librairie Marguet, 74, Bahnhofstrasse, SAARBRUCK.
- SALVADOR**
Librería Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES**
Librairie Française Henri Soubre, 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SPAIN**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND**
Librairie Payot & Cie, GENEVA, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- UNITED STATES**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- URUGUAY**
Librería Maximino García, Calle Sarandí 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries apply :
Publication Department, League of Nations,
GENEVA (Switzerland).

JOURNAL

DE LA
CINQUIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1924

OF THE
FIFTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1924

N° 21. — MERCREDI 24 SEPTÈMBRE 1924.

No. 21. — WEDNESDAY, SEPTEMBER 24th, 1924.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 132, au Secrétariat.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 132 at the offices of the Secretariat).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	239
II. Dix-huitième séance plénière de l'Assemblée	240
III. Cinquième séance de la première Commission	246
IV. Troisième Commission	247
V. Onzième séance de la quatrième Commission	248
VI. Quatorzième séance de la cinquième Commission	249
VII. Indisposition de M. Gustave Ador	252
VIII. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée	252

I. PROGRAMME DES SÉANCES.

Première Commission.

La première Commission se réunira aujourd'hui (mercredi 24 septembre), à 15 h. 30, au Bureau du Secrétariat (Salle F).

Ordre du jour :

1. Reprise des débats sur les propositions présentées par la cinquième Sous-Commission;
2. Pension pour le greffier de la Cour permanente: rapport de la sixième Sous-Commission (rapporteur: M. BURCKHARDT);
3. Amendement à l'article 16 du Pacte. Rapport présenté par la quatrième Sous-Commission (rapporteur: M. CASSIN).

Note: On décidera au début de la séance dans quel ordre les questions ci-dessus seront traitées.

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	239
II. Eighteenth Plenary Meeting of the Assembly	240
III. Fifth Meeting of the First Committee	246
IV. Third Committee	247
V. Eleventh Meeting of the Fourth Committee	248
VI. Fourteenth Meeting of the Fifth Committee	249
VII. Illness of M. Gustave Ador	252
VIII. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	252

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

First Committee.

The First Committee will meet to-day (Wednesday, September 24th) at 3.30 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room F).

Agenda.

1. Resumption of the debate on proposals of Sub-Committee No. 5.
3. Pension for the Registrar of the Court: Report of Sub-Committee No. 6. (Rapporteur: M. BURCKHARDT).
3. Amendment of Article 16 of the Covenant: Report submitted by Sub-Committee No. 4 (Rapporteur: M. CASSIN).

Note: The order in which the above items will be taken will be decided at the opening of the meeting.

La Commission mixte de la cinquième Sous-Commission de la première Commission et la quatrième Sous-Commission de la troisième Commission se réunira aujourd'hui (mercredi 24 septembre, à 9 h. 30, au Bureau du Secrétariat (Chambre 55).

Troisième Commission.

La troisième Commission se réunira aujourd'hui (mercredi 24 septembre), à 10 h., au Bureau du Secrétariat (Salle F).

La deuxième Sous-Commission de la troisième Commission se réunira aujourd'hui (mercredi 24 septembre), à 17 h. au Bureau du Secrétariat (Salle D).

Quatrième Commission.

La quatrième Commission se réunira aujourd'hui (mercredi 24 septembre), à 15 h. 30 au Bureau du Secrétariat (Salle B).

Cinquième Commission.

La cinquième Commission se réunira aujourd'hui (mercredi 24 septembre), à 15 h. 30, au Bureau du Secrétariat (Salle C).

Commission de fixation des traitements.

La Commission de fixation des traitements se réunira aujourd'hui (mercredi 24 septembre), à 10 h., au Bureau du Secrétariat (Salle D).

Sous-Commission pour la protection de l'enfance.

La Sous-Commission pour la protection de l'enfance se réunira aujourd'hui (mercredi 24 septembre), à 9 h. 30, au Bureau du Secrétariat (Chambre 93).

II. DIX-HUITIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation mardi 23 septembre 1924, à 10 heures.

Communications du Président.

Durée des discours. — Le PRÉSIDENT adresse un appel urgent aux membres de l'Assemblée pour les prier d'être aussi brefs que possible dans leurs discours, en raison du peu de temps dont on dispose.

Durée de la session. — Le PRÉSIDENT juge peu probable que la session de l'Assemblée puisse prendre fin le samedi 27 septembre, étant donné le travail très important de la première et de la troisième Commission.

Il ne semble donc pas que l'Assemblée puisse clore ses travaux avant le mardi 30 septembre.

L'œuvre de la Commission de coopération intellectuelle: Rapport de la deuxième Commission.

M. de BROUCKÈRE (Belgique), vice-président de la deuxième Commission et le Professeur Gilbert MURRAY (Empire britannique), rapporteur, prennent place à la tribune.

Le Prof. Gilbert MURRAY, rapporteur, présente les résolutions suivantes:

« 1. L'Assemblée constate avec plaisir que le réseau des Commissions nationales de coopération intellectuelle devient de plus en plus complet.

« Elle demande au Conseil d'inviter à nouveau les gouvernements des Etats qui ne l'auraient pas encore fait à encourager la création de commissions nationales et, si possible, de les soutenir financièrement dans leur œuvre d'entraide intellectuelle.

The Mixed Committee of Sub-Committee No. 5 of the First Committee and Sub-Committee No. 4 of the Third Committee will meet to-day (Wednesday, September 24th) at 9.30 a.m. in the Offices of the Secretariat (Room 55).

Third Committee.

The Third Committee will meet to-day (Wednesday, September 24th) at 10 a.m. in the Offices of the Secretariat (Room F).

The Second Sub-Committee of the Third Committee will meet to-day (Wednesday, September 24th) at 5 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room D).

Fourth Committee.

The Fourth Committee will meet to-day (Wednesday, September 24th) at 3.30 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room B).

Fifth Committee.

The Fifth Committee will meet to-day (Wednesday, September 24th) at 3.30 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room C).

Salaries Adjustment Committee.

The Salaries Adjustment Committee will meet to-day (Wednesday September 24th) at 10 a.m. in the Offices of the Secretariat (Room D).

Sub-Committee on Child Welfare.

The Sub-Committee on Child Welfare will meet to-day (Wednesday, September 24th) at 9.30 a.m. in the Offices of the Secretariat (Room 93).

II. EIGHTEENTH PLENARY MEETING.

Held at the Salle de la Réformation at 10 a.m. on Tuesday, September 23rd, 1924.

Communications by the President.

Length of Speeches. The PRESIDENT urged members to be as brief as possible when addressing the Assembly, owing to the lack of time now at its disposal.

Duration of the Session. The PRESIDENT considered it unlikely that the Assembly would be able to rise by Saturday September 27th, in view of the very important work being carried out by the First and Third Committees. It was, therefore, improbable that the Assembly would rise before Tuesday, September 30th.

Work of the Committee on Intellectual Co-operation: Report of the Second Committee.

M. DE BROUCKÈRE (Belgium), Vice-Chairman of the Second Committee, and Professor Gilbert MURRAY (British Empire), rapporteur, came to the platform.

Professor Gilbert MURRAY, rapporteur, submitted the following resolutions:

“1. The Assembly records with great satisfaction the fact that the system of forming national committees on intellectual co-operation is making steady progress.

“It requests the Council to make further representations to the Governments of those States which have not yet formed such national committees, inviting them to promote the creation of such committees and, if possible, to give them financial support in their work of mutual assistance in intellectual matters.

« 2. L'Assemblée estime, avec le Conseil, qu'il serait hautement désirable de réunir une conférence d'experts pour l'étude des divers problèmes soulevés par la question de la propriété scientifique, notamment par les rapports de M. le sénateur Ruffini et les réponses des gouvernements sur cette question. Elle invite la Commission de coopération intellectuelle, après consultation avec le Comité économique, à organiser cette réunion en 1925.

« 3. L'Assemblée, constatant avec satisfaction les résultats importants atteints par la Commission de coopération intellectuelle en ce qui concerne la coordination des travaux bibliographiques dans le domaine de la physique, invite la Commission à poursuivre des démarches analogues dans le domaine des autres sciences, en premier lieu des sciences sociales.

« 4. L'Assemblée, prenant acte de l'approbation donnée en principe par le Conseil au projet d'accord avec l'Institut international de bibliographie de Bruxelles, approuve cet accord.

« 5. L'Assemblée approuve le rapport du Comité des experts pour l'échange international des publications. Elle prie le Gouvernement belge de bien vouloir prêter ses bons offices en vue d'assurer les adhésions partielles à la Convention générale de Bruxelles de 1886, prévues dans la première résolution du Comité des experts.

« Elle demande au Conseil d'inviter aussi tous les Etats signataires ou non des Conventions de 1886 à bien vouloir examiner la possibilité d'accepter la nouvelle Convention pour l'échange des publications scientifiques et littéraires projeté par le Comité des Experts.

« 6. L'Assemblée charge l'Office international de renseignements universitaires de réunir en un texte d'ensemble toutes les recommandations de la Commission de coopération intellectuelle en matière universitaire.

« S'inspirant des propositions faites par le Gouvernement espagnol à la quatrième Assemblée et de la suggestion du délégué de la Perse concernant les équivalences, faite à la deuxième Commission, elle prie tous les Etats de faire connaître les dispositions qu'ils auraient prises ou se proposeraient de prendre dans le sens indiqué par la Commission de coopération intellectuelle, en vue de se rapprocher, autant que possible, des buts visés dans les dites propositions.

« 7. L'Assemblée, constatant avec plaisir qu'un nombre considérable d'Etats ont répondu favorablement au vœu formulé l'année dernière en vue de faciliter les voyages d'étudiants, invite tous les Etats:

« a) A donner une suite favorable aux demandes soumises par les associations d'étudiants et destinées à faciliter les échanges d'étudiants;

« b) A accorder des facilités de voyage analogues aux professeurs et aux savants dûment qualifiés, se rendant dans les pays étrangers dans un but scientifique.

« c) A créer des bourses dans les buts mentionnés sous les paragraphes (a) et (b).

« 8. L'Assemblée, convaincue de la nécessité de la solidarité des nations, ayant hautement apprécié les résultats de cette solidarité, en ce qui concerne certains pays, dans le domaine économique et financier, serait heureuse de voir ce principe appliqué dans le domaine intellectuel.

« Elle invite la Commission de coopération intellectuelle de mettre à l'étude et, le cas échéant, de renvoyer au Comité financier la question d'un emprunt international sous le contrôle de la Société des Nations, destiné exclusivement au développement intellectuel des Membres de la Société des Nations qui le désireraient.

« 9. L'Assemblée exprime le désir que la Commission de coopération intellectuelle adresse, sous l'autorité du Conseil, le même appel aux universités, académies et sociétés scientifiques, dans l'intérêt des travailleurs intellectuels de la Hongrie, qu'elle leur a adressé en novembre 1922 en faveur des travailleurs intellectuels de l'Autriche. Elle prie le Conseil de bien vouloir agir à cet égard comme il a agi dans l'intérêt de l'Autriche.

« 2. The Assembly shares the opinion of the Council that it would be highly desirable to convene a conference of experts to consider the various problems raised by the question of scientific property, especially in the reports of Senator Ruffini and the replies of the various Governments regarding this question. It requests the Committee on Intellectual Co-operation to organise such a meeting in 1925, after consultation with the Economic Committee.

« 3. The Assembly notes with satisfaction the important results obtained by the Committee on Intellectual Co-operation in regard to the co-ordination of bibliographical work in the domain of physics, and requests the Committee to undertake a similar task in regard to the other sciences, particularly the social sciences.

« 4. The Assembly, noting that the Council has approved in principle the draft agreement with the Institut international de Bibliographie at Brussels, approves this agreement.

« 5. The Assembly adopts the report of the Committee of Experts on the international exchange of publications. It relies on the good offices of the Belgian Government to obtain the partial adherences to the Brussels General Convention of 1886, provided for in the first resolution of the Committee of Experts.

« It also requests the Council to invite all States, whether signatories of the Conventions of 1886 or not, to consider the possibility of accepting the new Convention for the Exchange of Scientific and Literary Publications proposed by the Committee.

« 6. The Assembly instructs the International University Information Bureau to embody in one draft all the recommendations of the Committee on Intellectual Co-operation in university matters.

« In view of the proposals made by the Spanish Government at the fourth Assembly, and the suggestion made at the Second Committee by the Persian delegate with regard to the equivalence of degrees, the Assembly asks all States to communicate what steps they have taken, or intend to take, in the direction indicated by the Committee on Intellectual Co-operation, with a view to attaining as far as possible the aims referred to in the said proposals.

« 7. The Assembly, noting with satisfaction that a considerable number of States have replied favourably to the recommendation adopted last year that students should be provided with special travelling facilities, invites all the States:

« (a) To consider favourably applications from students' associations for measures to facilitate interchanges of students;

« (b) To grant similar travelling facilities to duly qualified teachers and scholars going abroad in the interests of science;

« (c) To found scholarships for the purposes indicated in paragraphs (a) and (b).

« 8. The Assembly, being convinced of the necessity of solidarity among the nations, and having witnessed the results of such solidarity in certain countries in the sphere of economics and finance, would be happy to see this principle applied in the sphere of intellectual life.

« It invites the Committee on Intellectual Co-operation to examine and, if necessary, to refer to the Financial Committee the question of an international loan, under the supervision of the League of Nations, intended exclusively for intellectual development in the countries of those Members of the League which may desire it.

« 9. The Assembly expresses the wish that the Committee on Intellectual Co-operation should make — under the Council's authority — the same appeal to the universities, academies and other scientific bodies on behalf of the intellectual workers of Hungary, which it made in November 1922 on behalf of the intellectual workers in Austria. The Council is respectfully asked to act with regard to that matter in the same way as it acted in the case of Austria.

« 10. L'Assemblée,

« Convaincue de l'importance fondamentale qu'il y a à familiariser la jeunesse du monde entier avec les principes et le travail de la Société des Nations, et à habituer les jeunes générations à considérer la coopération internationale comme la méthode normale de conduire les affaires du monde;

« Ayant noté les résolutions adoptées par la quatrième Assemblée concernant l'encouragement des relations entre les jeunes gens de différentes nationalités et l'instruction de la jeunesse dans les idéals de la Société des Nations.

« Est d'avis que de nouvelles démarches devront être faites pour poursuivre ces buts,

« Et, par conséquent, prie le Secrétariat de rechercher les moyens les plus propres à développer et à coordonner les efforts destinés à favoriser ces relations, ainsi qu'à donner à la jeunesse de tous les pays un enseignement sur les idéals de paix mondiale et de solidarité, et de présenter un rapport sur ce sujet à la sixième Assemblée. »

Vau.

« En réponse aux trois questions qui lui ont été posées par le Conseil;

« Considérant que les résolutions précédentes et, d'une façon générale, le programme tout entier de la Société des Nations en ce qui concerne la coopération intellectuelle, seront exécutés beaucoup plus facilement, grâce à l'Institut international que le Gouvernement français a proposé de fonder et de mettre à la disposition de la Société des Nations, l'Assemblée prend acte de ce que le Conseil a accepté, en principe, le don généreux auquel l'Assemblée tient à rendre un hommage éclatant;

« Désirant souligner le caractère international que l'Institut devra avoir, tant par le programme de ses travaux que par le choix de son personnel, selon l'intention du Gouvernement français, ainsi que du Conseil,

« L'Assemblée émet le vœu suivant :

« A. Les attributions du nouvel Institut seront définies par la Commission de coopération intellectuelle, conformément aux principes établis par elle-même — après qu'elle aura procédé aux consultations nécessaires pour éviter les doubles emplois — et aux indications du Conseil et de l'Assemblée. Ces attributions pourront être développées ultérieurement par la Commission, avec l'assentiment du Conseil et de l'Assemblée.

« B. Le Conseil de la Société des Nations est invité à prendre, avec le Gouvernement français, tous les accords nécessaires à l'établissement, à la continuité et au bon fonctionnement de l'Institut.

« Suivant ces accords, l'administration de l'Institut devra être confiée à la Commission de coopération intellectuelle agissant comme Conseil d'administration. Celui-ci délèguera, avec l'approbation du Conseil, cinq personnes de nationalités différentes, qui formeront un Comité de direction. Les fonctions du Comité de direction, qui se réunira au moins tous les deux mois, de même que la durée du mandat de ses membres et le système de roulement selon lequel ils seront renouvelés, seront déterminés par la Commission de coopération intellectuelle.

« Le budget et les comptes de la Fondation seront communiqués au Conseil et à l'Assemblée. Les comptes seront vérifiés, au moins une fois par an, par le Commissaire aux comptes de la Société des Nations. Le rapport de celui-ci sera joint au budget et aux comptes.

« C. La Commission de coopération intellectuelle déterminera dans chaque cas, après avoir consulté les parties intéressées, et d'accord avec elles, les rapports des institutions mentionnées dans la résolution du Conseil ou de toutes autres institutions de caractère intellectuel avec l'Institut international.

« La Commission de coopération intellectuelle sera prête à collaborer avec ces institutions, en vue de résoudre des questions particulières, sans cependant porter en aucune manière atteinte à leur autonomie. »

« 10. The Assembly:

« Being convinced of the fundamental importance of familiarising young people throughout the world with the principles and work of the League of Nations, and of training the younger generation to regard international co-operation as the normal method of conducting world affairs;

« In view of the resolutions adopted by the fourth Assembly regarding the encouragement of contact between young people of different nationalities, and concerning the instruction of youth in the ideals of the League of Nations:

« Is of opinion that further steps should be taken to promote these objects;

« And therefore instructs the Secretariat to investigate the means by which efforts to promote contact and to educate the youth of all countries in the ideals of world peace and solidarity may be further developed and coordinated, and to furnish a report to the sixth Assembly. »

Recommendation.

« In reply to the three questions asked by the Council;

« In view of the fact that the above resolutions and, in general, the whole programme of the League of Nations as regards intellectual co-operation will be carried out more easily with the assistance of the International Institute which the French Government has proposed to found and place at the disposal of the League of Nations, the Assembly notes that the Council has accepted, in principle, this generous gift, for which it desires to express its deepest gratitude;

« Being desirous of emphasising the international character which this Institute should possess, both as regards the programme of its work and the choice of its staff, in accordance with the intention of the French Government and of the Council:

« The Assembly expresses the following recommendation:

« A. The powers and duties of the new Institute shall be defined by the Committee on Intellectual Co-operation in accordance with the principles laid down by the Committee itself — after such consultations as may be necessary to avoid overlapping — and with the instructions of the Council and the Assembly. These powers and duties may subsequently be enlarged by the Committee with the consent of the Council and the Assembly.

« B. The Council of the League of Nations is invited to conclude with the French Government all agreements necessary to ensure the establishment, continuity and proper working of the Institute.

« In accordance with these agreements, the administration of the Institute shall be entrusted to the Committee on Intellectual Co-operation, acting as a governing body. The latter shall, with the approval of the Council, appoint five persons of different nationalities, who shall form a Committee of Directors. The powers and duties of the Committee of Directors, which shall meet at least once every two months, the terms of office of its members and the system of rotation by which its membership shall be renewed, shall be determined by the Committee on Intellectual Co-operation.

« The budget and accounts of the Foundation will be communicated to the Council and the Assembly. The accounts will be audited at least once a year by the Chief Auditor of the League, and his report will be annexed to the budget and the accounts.

« C. The Committee on Intellectual Co-operation shall determine in each case, after consulting the parties concerned and in agreement with them, the relations with the International Institute of the institutions mentioned in the resolution of the Council, or any other institutions of an intellectual character.

« The Committee on Intellectual Co-operation will be ready to collaborate with these institutions with a view to solving particular problems, without, however, interfering in any way with their autonomy. »

M. CASSIN (France) déclare que la délégation française approuve toutes les résolutions proposées par la deuxième Commission, tendant à rendre plus efficace l'œuvre de la Commission de coopération intellectuelle. L'Institut international, que le gouvernement français se propose d'instituer à Paris et qui doit être propriété de la Société des Nations, assurera le succès de l'œuvre de coopération intellectuelle.

Il appelle spécialement l'attention sur les associations de mutilés de guerre, car un lien particulier les rattache à l'œuvre de coopération intellectuelle. Du fond des calamités et des désastres causés par la dernière guerre, une grande espérance vient de surgir du sein même de la Société des Nations. Il est impossible que de ce point de vue nouveau les intérêts de ceux qui ont joué un rôle si grand pendant la guerre et les intérêts des travailleurs intellectuels qui ont souffert si cruellement demeurent à jamais négligés.

La première des tâches qui s'impose à la Commission de Coopération intellectuelle devra consister à empêcher que diminue le nombre des travailleurs intellectuels.

Les associations d'anciens combattants et de mutilés de guerre feront toujours tous leurs efforts pour soutenir par tous les moyens la cause de la Société des Nations. C'est pour cette raison qu'ils ont tâché de coordonner leurs efforts avec ceux des maîtres de la pensée et ceux de la jeunesse universitaire. Ils soutiendront de toutes leurs forces la cause de la coopération intellectuelle et celle d'un enseignement orienté chez toutes les nations, vers la paix. A tous les congrès d'anciens combattants ont été votées des résolutions en faveur de la Société des Nations et l'œuvre de la Société est maintenant suivie avec attention jusqu'au fond des campagnes. Ce sont ceux qui ont le plus souffert de la guerre, qui sont le plus intéressés à l'établissement d'une paix solide et durable. Tous les anciens combattants sont convaincus que l'éducation des jeunes esprits a une grande importance et qu'il faut leur inculquer un désir ardent de la paix. Aussi, adjure-t-il l'Assemblée au nom de l'Association des anciens combattants d'adopter les résolutions et les vœux proposés par le Prof. Murray. Il est du devoir de la Société des Nations de rendre, le plus complet possible, l'éducation de l'opinion dans tous les pays.

M. CHARLTON (Australie) tout en reconnaissant la générosité du gouvernement français, s'oppose à la création d'un institut international à Paris. Il ne croit pas qu'au point de vue international, cet institut donnerait les résultats espérés. L'Institut commencerait par être international, et au bout de quelques années prendrait un caractère nettement national. Toute institution créée sous les auspices de la Société, doit avoir son siège à Genève même, car toutes celles qui seraient établies hors de Suisse, seraient condamnées à n'être internationales que de façade.

La Société, en acceptant une offre de cette nature, aura créé un précédent, car dès lors chaque pays pourra, à un moment ou l'autre, offrir une somme donnée, pour la création d'un institut soi-disant international, destiné à la poursuite d'une des activités de la Société. Il doute que les pays consentent à donner leur concours à une institution créée et entretenue par les fonds de seulement l'un d'entre eux.

L'Institut de Paris sera, dit-on, placé sous le contrôle de la Société des Nations. Le gouvernement français toutefois, pourvoira à son entretien; c'est pourquoi il dépendrait des crédits consentis par le Parlement français. Il ne serait donc pas à proprement parler contrôlé par la Société.

Du point de vue économique ce projet semble très fâcheux et il désire protester avec la dernière énergie contre l'acceptation de cette offre.

Il semble que le Conseil ait accepté, en principe, l'offre du Gouvernement français. Le Conseil n'a aucun droit d'agir de la sorte car, si l'Assemblée n'a pas la prédominance sur le Conseil, la constitution de la Société est anti-démocratique et pêche par sa base. L'Assemblée devrait pouvoir, de son propre chef, décider si oui ou non elle désire accepter l'offre faite sans être mise dans la situation difficile d'examiner une proposition dont le principe a déjà été accepté par un autre organe. Le siège de l'Institut devra se trouver à Genève sous le contrôle direct de la Société des Nations, si l'on ne veut qu'un pays donné détienne le monopole de la culture intellectuelle.

La collaboration des pays à l'œuvre de l'Institut ne sera assurée que si celle-ci est établie en pays neutre et fait partie

M. CASSIN (France) said that the French delegation agreed with all the resolutions proposed by the Second Committee, which would make the work of the Committee on Intellectual Co-operation more effective.

The International Institute, which it was the intention of the French Government to set up in Paris and which would be the property of the League, would ensure the success of the work of the Committee on Intellectual Co-operation.

He drew special attention to the associations of war cripples and ex-combatants. A special bond allied them to the work of intellectual co-operation. From the disasters and misfortunes caused by the late war, a great hope had arisen, centred in the League of Nations, and in view of this fact it seemed impossible that the interests of those who had played so great a part in the war and the interests of intellectual workers who had suffered so terribly should remain neglected.

The first work of the Committee on Intellectual Co-operation should be to prevent any diminution in the numbers of intellectual workers.

The associations of ex-combatants and of war cripples would always do their best to support and further the League of Nations in every way. It was for this reason that they so strongly supported co-operation among the intellectual workers of all nations, and had been careful to direct their work on the same lines as those pursued by professors and students in universities. At all the congresses held by the various associations, strong resolutions had been passed in support of the League of Nations, and their members were at the moment following the work of the Assembly with the greatest attention. Those who had suffered most in the war were specially concerned with the establishment of a solid and durable peace. In the name of the associations, M. Cassin urged the Assembly to adopt the resolutions submitted to it. All ex-combatants were firmly convinced that the education of the young and the instilling into their minds of the spirit and desire for peace was of the utmost importance. It was the duty of the League to see that the education of public opinion was completed in every country.

Mr. CHARLTON (Australia), opposing the proposal to establish an International Institute in Paris, thought the offer of the French Government a most generous one. Regarding the proposal internationally, however, he thought that its effect would not be that anticipated. The Institute, which would begin by being international, would in a very few years come to bear a purely national aspect. Any institution which came under the League of Nations must be established at the international seat of the League in Geneva. Other institutions established in other countries could only be national in scope.

A bad precedent would be established if the League accepted such an offer, for any country could come forward at any moment with a proposal to grant a sum of money for setting up an international institute so-called to deal with any part of the League's work. He very much doubted whether countries would continue to co-operate in an international institution set up and financed by one Member of the League.

It was maintained that the International Institute in Paris would be controlled by the League. It would be financed, however, by the French Government, and would, therefore, depend for its existence on the credits voted by the French parliament. In these circumstances, it could not properly be said to be under the control of the League. From a business point of view this was deplorable, and he wished emphatically to protest against the acceptance of such an offer.

The Council had apparently accepted the French Government's offer in principle. This it had no right to do, for, if the Assembly was not paramount, then the constitution of the League was undemocratic and fundamentally unsound. The Assembly should be allowed to decide for itself whether it would accept such an offer without being placed in the difficult position of having to consider something which had already been accepted in principle by another party. The Institute should be established in Geneva under the proper control of the League, unless it was desired to grant to one country a monopoly of culture.

The co-operation of countries in the Institute would only be obtained if it were established on neutral territory belonging

de la Société. En ce qui concerne la question très importante des brevets, par exemple, aucun pays ne consentira à adopter les propositions de tel autre pays; seuls les brevets qui auront été approuvés par un corps international, seront pris en considération.

Pour terminer, M. Charlton insiste vivement auprès de l'Assemblée pour que celle-ci rejette l'offre. Si les pays sont convaincus de la nécessité d'un Institut de ce genre, il importe qu'ils trouvent les sommes nécessaires à son établissement.

M. PITAMIC (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) parlant de l'offre généreuse du gouvernement français, rappelle à l'Assemblée ce que la France a fait pour son pays. Il importe, dit-il, de sauvegarder le caractère international du nouvel institut, tout en s'assurant de son bon fonctionnement et de son administration efficace. Selon lui la solution à laquelle est arrivée la Commission est satisfaisante: toutefois son succès dépendra surtout de sa mise en application. Plus il y aurait de nations ayant recours à cet institut, et plus cet institut aurait un caractère international.

Ce nouvel institut serait précieux par les facilités qu'il créerait pour les voyages d'études et de recherches des professeurs et des étudiants.

On a beaucoup parlé de sécurité. Or, ne serait-ce pas l'objet même de l'Institut et de la Commission de coopération intellectuelle que d'assurer la paix du monde par une étroite entente intellectuelle ?

M. de HALECKI (Pologne) déclare que son pays accueille avec joie ce renouveau d'activité que manifeste la Société des Nations en matière de coopération intellectuelle. Il y a selon lui deux raisons, pour lesquelles l'Assemblée doit accepter l'offre du gouvernement français. En premier lieu, les grands espoirs suscités dans les Nations nouvelles par la création d'une Commission de coopération intellectuelle, risqueraient de rester vains en raison de l'insuffisance même des ressources dont dispose la Commission. D'autre part, la création de cet Institut constituerait un sérieux pas en avant vers la réalisation des espoirs suscités par la Société des Nations.

L'offre du gouvernement français a provoqué une certaine opposition pour cette raison même que c'est un fait sans précédent, puisque jamais encore gouvernement n'avait fait une offre aussi spontanée à la Société des Nations. Le caractère international de l'Institut serait pleinement sauvegardé par les termes de l'article 24 du Pacte qui soumet à la surveillance de la Société toutes institutions internationales. La gestion des finances de l'Institut la nomination de ses fonctionnaires et toutes les questions relatives à son administration, dépendraient de la Commission de coopération intellectuelle. Paris a été choisi comme siège en raison des avantages géographiques de sa situation et l'Institut ne se trouverait d'ailleurs à Paris que dans la même ville que d'autres organismes internationaux déjà existants et d'au moins égale importance. Pour lui, il peut assurer au nom de la Pologne, que la culture polonaise, qui n'avait pu avant la guerre se développer nulle part qu'à Paris, s'y est développée dans une complète liberté.

La Commission de coopération intellectuelle a donné maintes preuves de son esprit international. Elle compte parmi ses membres le grand philosophe H. Bergson et le grand physicien allemand Einstein.

Pour terminer, il félicite le gouvernement français, au nom des travailleurs intellectuels de Pologne et accepte son offre généreuse.

Sir Muhammad RAFIQUE (Inde) déclare qu'il est essentiel que la Commission de Coopération intellectuelle poursuive ses travaux: s'il est nécessaire que, pour lui conserver son caractère international, on établisse son siège à Genève, la Société devra consentir les sacrifices nécessaires en vue d'assurer son développement. Si l'offre de la France est rejetée, l'Assemblée devra voter les crédits nécessaires.

Il sera impossible d'atteindre au but que se propose la Société si l'on n'arrive pas à établir une communion de pensée entre les nations et si celles-ci n'arrivent pas à se connaître mieux. Il faut que les jeunes générations soient élevées dans le même idéal de solidarité et de paix internationale.

to the League of Nations. In the important matter of patents, for instance, no country would consent to adopt proposals of any one country, but only those which had been agreed upon and put forward by a truly international body.

In conclusion, he urged the Assembly to vote against the proposal, for, if nations were convinced that such an institute were necessary, it would ill become them to refuse to find the necessary money to establish it on a truly international basis.

M. PITAMIC (Kingdom of the Serbs, Croats, and Slovenes) referred to the generous offer of the French Government, and reminded the Assembly what France had done for his country. Besides the proper working and the administration of the new institute, it was necessary to safeguard its international character. The solution found by the Committee was, in his opinion, a good one, but its success depended above all on the manner in which it was put into execution. The larger the number of nations which used the institute, the more international would it become.

The new institute would be of great value in facilitating journeys of professors and students for scientific purposes.

Much had been heard of security. It would be the aim of the Institute and the Committee on Intellectual Co-operation to promote that intellectual and moral co-operation essential for the peace of the world.

M. de HALECKI (Poland) said that his country joyfully welcomed the increased activity in intellectual co-operation of the League. There were two reasons in his view why the Assembly would accept the offer of the French Government for establishing an international institute of intellectual co-operation in Paris. First the great hopes aroused in new countries by the appointment of a committee on intellectual co-operation seemed likely to prove for the most part vain, in view of the small resources at that committee's disposal and the impossibility of achieving its full purpose. The establishment of such an institute would go far to fulfil the legitimate hopes aroused by the work already begun by the League.

The offer of the French Government had aroused certain opposition precisely because it was without precedent, since this was the first occasion on which a Government had made a spontaneous offer of practical collaboration in the work of the League. The international character of the Institute would be fully safeguarded by the terms of Article 24 of the Covenant, which provided that all international institutions coming within the scope of the League would be placed under its supervision. The finances of the Institute, the appointment of its staff, and everything else connected with it would be decided by the Committee on Intellectual Co-operation. Paris had been chosen as its seat as being conveniently situated, and the Institute would find itself in the same city as other international bodies of equal importance. Speaking in the name of Poland, he could assure the Assembly that Polish culture, which had been unable to find a home elsewhere before the war, had developed freely in Paris.

The Committee on Intellectual Co-operation had given numerous proofs of its international spirit. Among its members was to be found the great French Professor Bergson and the great German Professor Einstein.

In conclusion, he congratulated the French Government, in the name of the intellectual workers of Poland, and accepted its generous offer.

Sir Muhammad RAFIQUE (India) said it was necessary for the work of the Committee on Intellectual Co-operation to continue. If, in order to maintain the essentially international character of this enterprise, it was necessary to establish the Institute at Geneva, the League must consent to make the necessary sacrifices in order to ensure the development of intellectual co-operation. If the offer of France were rejected, it was for the Assembly to vote the necessary credits.

It would be impossible to advance seriously towards the supreme object of the League unless a deeper knowledge and closer community of thought were established between the nations, and unless the younger generation were educated in the ideals of world peace and solidarity.

En tant que représentant de l'Inde, il est fier de penser que la culture de son pays, qui n'a jusqu'ici été qu'imparfaitement comprise par le monde occidental, pourra à l'avenir être admise d'un consentement unanime, à contribuer à l'œuvre entreprise par la Société et à la poursuite de l'idéal qu'elle se propose. Les efforts de la Commission de coopération intellectuelle auront pour résultat une plus grande diffusion de la culture indienne, et le développement de la collaboration entre l'Orient et l'Occident. L'œuvre de la Commission serait plus complète encore si celle-ci restait en contact avec les universités de l'Inde, non seulement celles qui ont été fondées sur le modèle occidental, mais avec les grandes universités hindoues et musulmanes établies par les gouvernements, les princes et les peuples de l'Inde.

M. de BROUCKÈRE (Belgique) déclare qu'il n'a rien à ajouter au débat, mais qu'il ne prend la parole que parce qu'il est de tradition déjà à l'Assemblée qu'un représentant de chacune des délégations les plus intéressées à la question, appuie les propositions les plus importantes qui ont été faites.

Il désire attirer tout particulièrement l'attention sur le concours apporté par la France au cours de son histoire à la coopération intellectuelle. Ses idéals sont contenus dans la « Nouvelle Atlantide » de Condorcet qui, en 1793, ouvre la voie à une nouvelle conception de la politique mondiale fondée sur l'idée d'un Gouvernement démocratique et sur la fraternité des peuples.

En ce qui concerne son propre pays, il désire faire remarquer que la Belgique qui se trouve à un des carrefours du monde, est de ce fait exposée plus que d'autres nations à la guerre mais n'en est pas moins un centre international comme le prouvent les nombreuses associations internationales qui ont leur siège à Bruxelles.

La Société des Nations a institué la Commission de coopération intellectuelle il y a deux ans; celle-ci s'est assurée le concours de savants distingués comme MM. Einstein et Bergson, M^{me} Curie, et M. Lorentz. La Commission a toutefois été entravée dans ses travaux par un manque de fonds. Les crédits mis à sa disposition ne représentent par tête d'habitant dans les pays qui versent les plus fortes cotisations à la Société qu'un « cent » par siècle.

Le délégué de l'Australie a proposé d'augmenter de 12.000 livres les crédits affectés à la Commission à condition que l'offre du Gouvernement français soit rejetée. Cette solution ne serait pas avantageuse pour la Commission. L'offre de la France n'est qu'un début et si la somme est peu importante, il sera d'autant plus facile aux autres nations d'offrir leur aide à la Commission.

On prétend que la France tirera avantage du fait que le siège de cette institution sera établi à Paris; l'établissement à Paris du premier institut de coopération internationale n'empêchera pas la création d'institutions similaires en d'autres endroits. Il est matériellement et moralement impossible de centraliser tous les efforts tendant vers la coopération intellectuelle; c'est ainsi qu'il semble absurde de créer un institut international d'océanographie au bord du lac de Genève. Un institut international de recherches scientifiques ne pourra être institué qu'à Paris, Londres ou Washington, qui possèdent d'importantes bibliothèques.

On devra s'efforcer de poursuivre la tâche de coopération intellectuelle dans les villes qui semblent le mieux appropriées à l'exécution de cette tâche. S'il est vrai que les avantages moraux et scientifiques découlant de cet institut sont appelés à devenir des avantages politiques par la suite, d'autres nations suivront l'exemple de la France.

Sir James ALLEN (Nouvelle-Zélande) déclare qu'il est essentiel que l'on sauvegarde les privilèges de l'Assemblée et que c'est à l'Assemblée qu'incombe le droit de se prononcer en dernier lieu.

Il approuve les observations faites par le délégué de l'Australie en ce qui concerne le caractère international d'organisations telle que la Commission de Coopération intellectuelle; ce caractère international ne saurait être maintenu à moins qu'elles ne soient placées sous le contrôle de la Société et n'aient leur siège au siège même de celle-ci.

L'institution de cette Commission en tant qu'organisation prévue par le Pacte, lui a toujours paru injustifiée; aussi s'est-il

As representative of India, he was proud to think that the culture of his country, hitherto not well understood in the West, would by mutual consent be enabled henceforth to share in attaining the ideal on which the League was founded. The efforts of the Committee on Intellectual Co-operation would result in spreading a wider knowledge of Indian culture and in developing collaboration between the East and the West. The work of the Committee would acquire a new force and value if it remained in close contact with the Indian universities, not only those which had been founded upon the Western model, but on the great Hindu and Musulman universities established by the Governments, princes and peoples of India.

M. de BROUCKÈRE (Belgium) said he had nothing to add to the debate, but it was a custom at the Assembly for a representative of each of the delegations most interested in a question to speak from the platform in support of the more important proposals which were moved.

He desired to emphasise the historic contribution of France towards the ideals of intellectual co-operation. These ideals were to be found embodied in the "Nouvelle Atlantide" of Condorcet written in 1793, the beginning of a new conception of world politics based on the idea of nations democratically governed and of brotherhood between the nations.

Referring to his own country, he would point out that Belgium, which was at a meeting of the ways, was, owing to this fact, not only more exposed to war than other nations but was one of the centres of collaboration between nations, as was shown by the great number of international associations which had their seat at Brussels.

The League of Nations had created the Committee on Intellectual Co-operation two years ago, and the Committee had secured the assistance of persons as distinguished as Professor Einstein, Professor Bergson, M^{me} Curie, and Professor Lorentz. The Committee, however, had been everywhere hampered by lack of funds. The credits placed at the disposal of the Committee involved a contribution from the inhabitants of the countries which paid most to the funds of the League of a halfpenny per head per century.

The Australian delegate had suggested that the credits allotted to the Committee should be raised to £12,000 on condition that the offer of the French Government was refused. This would not be a very profitable transaction for the Committee. The offer of France was intended to be only a beginning and, if the sum was small, it was only the more possible and necessary for other nations to come to the assistance of the Committee.

It was argued that France would derive an unfair advantage from the presence of the Institute in Paris. The existence of a first Institute of International Co-operation in Paris did not preclude the foundation of similar institutions elsewhere. The concentration of all efforts towards intellectual co-operation in a single place was a moral and a material impossibility. It would, for example, be absurd to found an international institute for oceanography on the borders of the Lake of Geneva, and international institutes for learned research could only be situated in cities with important libraries such as Paris, London, or Washington.

The work of intellectual co-operation must be pursued throughout the world in such places as were most appropriate. If it was true that the scientific and the moral advantage of the Institute would ultimately become a political advantage, other nations would be the more likely to follow the example which had been set by France.

Sir James ALLEN (New Zealand) said it was essential that the privileges of the Assembly should be safeguarded and that the Assembly had a right to pronounce on this question.

He desired to endorse the remarks of the Australian delegate with regard to the international character of such organisations as the Committee on Intellectual Co-operation, and their international character could not be sustained unless they came under the control of the League and were located at the seat of the League.

He had always doubted whether this Committee was an organisation which could justifiably be set up under the Co-

toujours opposé aux crédits qui lui ont été affectés. Son opinion n'a pas changé; à son avis, les travaux accomplis par l'Assemblée ont fait plus pour la création d'une atmosphère de coopération intellectuelle que tout ce que la Commission a réalisé au cours des trois années de son existence.

Si son collègue australien doit voter contre le rapport de la deuxième Commission, il est prêt à l'appuyer.

M. de JOUVENEL (France) désire exprimer ses remerciements à M. Gilbert Murray, rapporteur, ainsi qu'aux divers orateurs, notamment M. de Brouckère, M. Pitamic, et M. Halecki, qui ont si heureusement interprété le point de vue de la France.

La France a toujours soutenu qu'il ne saurait y avoir de Société des Nations dans toute l'acception du mot, ni de désarmement, ni de sécurité matérielle sans sécurité morale, et rien ne peut contribuer autant à la sécurité morale que la poursuite de l'œuvre de coopération intellectuelle. Ce n'est point la faute de la France, si la coopération intellectuelle n'a pas rencontré encore la coopération financière. Il y a deux ans, le délégué australien avait déclaré qu'aucun crédit ne devrait être voté pour cette œuvre, mais qu'il fallait trouver des fonds provenant de sources individuelles. La seule source individuelle de laquelle ait émané une offre, est celle de la France.

Sir Littleton GROOM (Australie) déclare que le seul désir de la délégation australienne a été de faire ressortir nettement le principe que la Société, ainsi que ses bureaux et son Secrétariat eussent autant que possible leur siège à Genève. Le délégué de l'Australie rend hommage à la générosité de la France qui s'est efforcée de combler une lacune en matière de coopération intellectuelle, et tout le monde partagera le sentiment du délégué de l'Inde que chaque nation devrait être appelée à apporter comme contribution à la richesse intellectuelle du monde, le meilleur de son art, de sa littérature, de sa science et de sa philosophie.

En sa qualité de Premier délégué de l'Australie, il ne fera rien qui puisse entraver le vote ni empêcher l'adoption des propositions de la deuxième Commission. La délégation de l'Australie croit au principe de coopération intellectuelle.

Les résolutions de la deuxième Commission sont adoptées à l'unanimité par l'Assemblée.

M. CHARLTON (Australie) déclare avoir parlé en son propre nom et persiste dans son opposition. Il n'a pas eu le droit de voter, mais s'il avait eu ce droit, il aurait voté contre la résolution.

III. CINQUIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION.

La première Commission a tenu sa cinquième séance hier (le 23 septembre) à 15 h. 30 sous la présidence de Sir Littleton GROOM (Australie).

Le PRÉSIDENT propose à la Commission d'entendre le rapport de la cinquième Sous-Commission sur les articles du Pacte, et l'article 36 du Règlement de la Cour et invite le Président de la Sous-Commission, M. Adatci et le rapporteur de la Sous-Commission, M. Politis, à prendre place au bureau.

M. ADATCI (Japon) expose le travail considérable que la Sous-Commission a eu à entreprendre; composée de quatorze Membres elle s'est réunie onze fois en séances laborieuses dont est issu le texte du projet de Protocole distribué aux Membres au début de la séance; mais il tient à faire remarquer qu'à cause de l'éloignement de son pays dont il n'a pu obtenir d'instructions, c'est à titre personnel qu'il a pris part aux travaux et qu'il prendra part aux débats concernant le Protocole d'arbitrage.

M. POLITIS (Grèce), au nom de la cinquième Sous-Commission rend compte de ses travaux. Il rappelle le mandat confié à la Commission par la résolution de l'Assemblée du 6 septembre et le programme immense développé par la discussion des premiers Ministres devant l'Assemblée sur l'arbitrage, la sécurité et le désarmement. Il expose comment une délégation de la

venant and he had always voted against the credits appropriated to it. He had not changed his opinion. In his view, the work of the Assembly in Geneva had done more to create an atmosphere of intellectual co-operation than anything which the Committee had achieved during the two years of its existence.

If the Australian delegate wished to vote against the report of the Second Committee, he was prepared to support him.

M. de JOUVENEL (France) said he wished to thank Professor Gilbert Murray, the rapporteur, and the various speakers, particularly M. de Brouckère, M. Pitamic, and M. de Halecki, who had so faithfully interpreted the views of France.

France had always thought that there could be no League of Nations in the full sense of the word, no disarmament or material security, unless there were moral security, and for this purpose the work of intellectual co-operation must go forward. It was not the fault of France if intellectual co-operation had not hitherto met with financial co-operation. Two years ago the delegate for Australia had said that no credit should be voted for this object, but that funds might be found from individual sources. The only individual source from which any offer had come was France.

Sir Littleton GROOM (Australia) said that the Australian delegation had merely wished to emphasise a definite principle, namely, that when the League of Nations was established with agencies and secretariats, these should as far as possible be concentrated at the seat of the League. The Australian delegate highly appreciated the generosity of France in coming forward to fill a gap in this matter of intellectual co-operation, and no one could fail to agree with the sentiment of the delegate for India that each nation should be asked to contribute to the common purpose the best of its art, its literature, its science, and its philosophy.

As chief delegate for Australia, he would not vote against the proposals of the Second Committee. The Australian delegation believed in the principle of intellectual co-operation.

The resolutions presented by the Second Committee were unanimously adopted by the Assembly.

Mr. CHARLTON (Australia) explained that personally he maintained his opposition to the proposal. He was not entitled to vote, but if he had been so entitled, he would have voted against the resolution.

III. FIFTH MEETING OF THE FIRST COMMITTEE.

The First Committee held its fifth meeting yesterday (Tuesday, September 23rd) at 3.30 p.m. under the chairmanship of Sir Littleton GROOM (Australia).

The CHAIRMAN proposed that the Committee should hear the report of the Fifth Sub-Committee on the Articles of the Covenant and Article 36 of the Statute of the Permanent Court. He asked the Chairman of the Sub-Committee, M. Adatci, and the rapporteur of the Sub-Committee, M. Politis, to come to the table.

M. ADATCI (Japan) explained the considerable work which the Sub-Committee had been required to undertake. The Committee had consisted of fourteen members, and it had met eleven times. It had worked extremely hard, and the result was the text of the draft protocol which had been distributed to the members of the Committee at the beginning of the meeting. He would observe that, owing to the distance of his country, he had not been able to obtain any instructions and he had taken part in the work of the Sub-Committee in a personal capacity. He would also be acting in a personal capacity in the ensuing discussion concerning the protocol of arbitration.

M. POLITIS (Greece) gave an account of the work of the Fifth Sub-Committee. He reminded the Committee of the task with which it had been entrusted by the resolution of the Assembly adopted on September 6th and the immense programme which had resulted from the discussion of the Prime Ministers at the Assembly on arbitration, security and disarmament.

cinquième Sous-Commission et une délégation de la Sous-Commission compétente de la troisième Commission ont établi le contact sur ces trois termes indivisibles du problème à résoudre, et ajoute que ce n'est encore qu'une partie d'un travail que la Sous-Commission est à même de présenter. Le document distribué à la Commission ne comprend que sept articles, et il reste à réviser un article 16 relatif à la mise en vigueur du Protocole en collaboration avec la troisième Commission.

M. Politis explique ensuite l'économie du système arrêté par la cinquième Sous-Commission et qui a pour but de ne laisser dans le Pacte aucune fissure par où pourrait s'introduire la guerre. Il analyse article par article le projet de Protocole. et exprime l'espoir que la Commission trouvera dans le texte soumis à sa discussion des solutions pratiques et efficaces qui rencontreront l'approbation de l'Assemblée.

M. LOUCHEUR (France) fait ressortir les difficultés du travail confié à la Sous-Commission; il exprime sa gratitude au Président, M. Adatci et au rapporteur, M. Politis pour la solution qu'ils ont réussi à donner au difficile problème posé devant elle.

Il appelle l'indulgence de la Commission sur les textes qui lui sont soumis et l'invite à ne pas perdre de vue, dans la critique qu'elle en fera, qu'il est plus facile de démolir que de construire; l'œuvre à laquelle la France, d'accord avec la Grande-Bretagne, a invité les membres à participer est l'œuvre la plus considérable qui ait jamais été réalisée dans le monde; aussi l'orateur espère-t-il que la Commission approuvera le résultat des travaux de la Sous-Commission.

M. SCIALOJA (Italie) fait l'éloge du travail de la Sous-Commission; le protocole peut avoir des défauts, dit-il, mais il assurera la paix dans le moment historique où nous vivons; il en fait ressortir la valeur psychologique qui prépare les esprits et les âmes des peuples à la paix et à l'amour de l'humanité. Ce n'est qu'un pas encore, un premier pas, dit-il, mais d'une importance considérable.

Sir Cecil HURST (Empire britannique) s'associe complètement aux paroles de gratitude prononcées par M. Loucheur envers le Président et le Rapporteur de la Sous-Commission. Il est plus facile, remarque-t-il, à des hommes d'Etat de faire des discours et de poser des principes généraux qu'à des hommes de loi réunis de trouver le texte précis qui traduise ces principes généraux; aussi, espère-t-il que les travaux si ardu de la Sous-Commission rencontreront l'adhésion de tous les Membres de la Commission.

Le PRÉSIDENT associe tous les membres de la Commission aux remerciements exprimés à MM. Adatci et Politis.

Sir James ALLEN (Nouvelle-Zélande) tient à affirmer que jamais, depuis l'origine de la Société des Nations, aucune Sous-Commission n'a eu une tâche aussi importante à remplir dans des conditions aussi difficiles; il forme l'espoir que le problème de la définition de l'agresseur trouvera une solution qui rallie l'adhésion unanime de la Commission et de l'Assemblée.

Le PRÉSIDENT annonce que demain le débat sera repris, d'abord d'une façon générale, ensuite, article par article.

IV. TROISIÈME COMMISSION

TROISIÈME SOUS-COMMISSION.

La troisième Sous-Commission de la troisième Commission a tenu sa troisième séance, mardi 23 septembre 1924, sous la présidence du Jonkheer LOUDON (Pays-Bas).

Ayant considéré les circonstances nouvelles créées par la rédaction du projet de protocole, elle a modifié comme suit la résolution qu'elle avait adoptée le 11 septembre :

mament. A delegation of the Fifth Committee and a delegation of the competent Sub-Committee of the Third Committee had met together to consider these three indivisible factors of the problem. It was still only a portion of the work which the Sub-Committee was in a position to submit. The document distributed to the Committee comprised only seven articles, and there still remained an Article 16 concerning the entry into force of the protocol to be revised in collaboration with the Third Committee.

He explained the general framework of the scheme which had been drafted by the Fifth Sub-Committee. The object of this scheme was not to leave in the Covenant any loop-hole for the outbreak of war. He analysed the draft protocol, article by article, and expressed the hope that the Committee would find in the text submitted for its consideration practical and effective solutions which would meet with the approval of the Assembly.

M. LOUCHEUR (France) emphasised the difficulties of the work entrusted to the Sub-Committee. He expressed his gratitude to the Chairman, M. Adatci, and to the Rapporteur, M. Politis, for the solutions which they had succeeded in finding for the difficult problems with which they had been asked to deal.

He craved the indulgence of the Committee for the texts submitted to it, and invited the Committee to remember, in any criticisms which it might make, that it was easier to destroy than to construct. The work to which France, in agreement with Great Britain, had called the members of the Committee to co-operate was the most considerable which had ever been undertaken in the history of the world, and he hoped that the Committee would approve the results of the work of the Sub-Committee.

M. SCIALOJA (Italy) paid a tribute to the work of the Sub-Committee. The protocol might have certain defects, but it would assure peace at the present critical moment in the world's history. He emphasised the importance of the psychological factors which prepared men's minds for peace and for a love of humanity. This was only one further step on the way, a first step of considerable importance.

Sir Cecil HURST (British Empire) associated himself completely with the expressions of gratitude which had been addressed by M. Loucheur to the Chairman and the Rapporteur of the Sub-Committee. It was easier for statesmen to make speeches and to lay down general principles than for lawyers to find a precise text which might give effect to these general principles. He hoped that the arduous work of the Sub-Committee would meet with the approval of all the members of the Committee.

The CHAIRMAN said that all the members of the Committee would desire to be associated with the thanks which had been addressed to M. Adatci and M. Politis.

Sir James ALLEN (New Zealand) said that never since the beginning of the League of Nations had any sub-committee had a task so important to fulfil in circumstances of such difficulty. He hoped that a solution would be found for the problem of defining the aggressor, which would obtain unanimous support of the Committee and of the Assembly.

The CHAIRMAN announced that the discussion would be resumed on the following day. There would first be a general discussion and afterwards a discussion of the protocol, article by article.

IV. THIRD COMMITTEE

THIRD SUB-COMMITTEE.

The Third Sub Committee of the Third Committee held its third meeting Tuesday (September 23rd, 1924) under the chairmanship of Jonkheer LOUDON (Netherlands).

Having considered the new situation created by the draft protocol, it amended as follows the resolution which it adopted on September 11th:

« La Sous-Commission propose à la Commission plénière de soumettre à l'Assemblée la résolution suivante:

« L'Assemblée émet l'avis:

« 1^o qu'une nouvelle conférence technique n'est pas nécessaire;

« 2^o que la question du désarmement naval doit être englobée dans celle du désarmement général, dont s'occupera la Conférence internationale envisagée par la résolution adoptée le 6 septembre par la cinquième Assemblée et dont il appartient au Conseil d'établir le programme. »

V. ONZIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La quatrième Commission a tenu sa onzième séance, hier, mardi 23 septembre 1924, à 15 h. 30.

Discussion du cinquième rapport de la Commission de contrôle. Traitements du personnel local.

La Commission adopte l'ensemble du rapport de la Commission de contrôle relatif aux traitements du personnel local, contenant notamment les résolutions suivantes:

« 1. La Commission recommande donc que le système de classement pour le personnel local, que la Commission de contrôle a élaboré à sa session de mai 1924, ne soit pas modifié et qu'aucun changement ne soit apporté au système des pensions ou des indemnités de retraite.

« 2. La Commission recommande par conséquent que la réduction de 3 ½ % apportée aux traitements du personnel local auquel est appliquée l'ancienne échelle des traitements, soit supprimée à partir du 1^{er} octobre 1924 et qu'à cet effet il soit inscrit au budget une somme de 31.000 francs (19.000 francs au budget du Secrétariat et 12.000 francs au budget de l'Organisation internationale du travail). »

Adoption des conclusions contenues dans les différents rapports de la Commission de contrôle.

La Commission adopte la résolution suivante:

« La quatrième Commission propose à l'Assemblée d'adopter, dans la mesure où elles ont été approuvées, par la quatrième Commission, les conclusions des différents rapports de la Commission de contrôle, qui ont été soumis à son examen et tient à exprimer à cette dernière ses remerciements chaleureux pour son travail si utile. »

Convocation de séances à Genève.

Sur la proposition de M. OSUSKY (Tchécoslovaquie) et du Jonkheer van EYSINGA (Pays-Bas), la Commission adopte la résolution suivante:

« La quatrième Commission,

« Ayant constaté l'avantage de tenir à Genève les réunions de tous les organismes de la Société des Nations, tant en raison de l'économie très considérable qui en résulte pour les finances de la Société qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement du Secrétariat et du Bureau international du Travail;

« Recommande, qu'à moins de raisons suffisantes toutes les réunions visées à l'alinéa 1, aient à l'avenir lieu à Genève;

« Invite le Conseil et le Conseil d'Administration du Bureau international du Travail à attirer l'attention de tous les Présidents de Commissions sur la présente recommandation et propose qu'il soit fait mention particulière de ce point dans le prochain rapport général de la Commission de contrôle. »

Adoption définitive des prévisions budgétaires antérieurement réservées.

La Commission adopte les articles suivants, lesquels avaient été antérieurement réservés:

Budget du Secrétariat et organisations spéciales de la Société, chapitre II, article 3 (c) contribution à la Caisse de prévoyance du personnel (210.000 francs suisses).

« The Sub-Committee proposes that the full Committee should submit to the Assembly the following resolution:

« The Assembly is of opinion:

« 1. That a further technical conference is not necessary;

« 2. That the question of naval disarmament should be discussed as part of the general question of disarmament dealt with by the International Conference proposed in the Resolution of September 6th adopted by the Fifth Assembly, and that it rests with the Council to settle the programme. »

V. ELEVENTH MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE

The Fourth Committee held its eleventh meeting yesterday (Tuesday, September 23rd, 1924) at 3.30 p.m.

Discussion of Fifth Report of Supervisory Commission. Salaries of Locally Recruited Staff.

The Committee adopted in its entirety the report of the Supervisory Commission in regard to salaries of locally recruited staff, comprising in particular the following resolutions:

« 1. That the system of classification for the locally recruited staff which the Supervisory Commission drew up at its session in May 1924, and which is already in force, be maintained, and that no change be made in the system of pensions or retiring allowances. »

« 2. That the deduction of 3 ½ % [from the salaries of locally recruited staff on the old scale of remuneration should disappear as from October 1st, 1924, and that for this purpose the sum of 31,000 francs should be inserted in the budget — 19,000 francs in the budget of the Secretariat and 12,000 francs in the budget of the International Labour Organisation. »

Adoption of the conclusions of the various reports of the Supervisory Commission.

The Committee adopted the following resolution:

« The Fourth Committee recommends the Assembly to adopt, in so far as they have been approved by the Fourth Committee, the findings of the various reports of the Supervisory Commission which have been submitted for its consideration, and wishes to express its warm thanks for the very useful work of the Commission. »

Holding of Meetings in Geneva.

On the proposal of Dr. OSUSKY (Czechoslovakia) and Jonkheer van EYSINGA (Netherlands), the Committee adopted the following resolution:

« The Fourth Committee,

« Recognising the desirability of holding at Geneva the meetings of all the League organisations both on account of the very considerable saving thereby effected in the finances of the League and in view of ensuring the smooth working of the Secretariat and of the International Labour Office;

« Recommends that, except where sufficient reasons exist for holding a meeting elsewhere, all meetings contemplated in paragraph 1 should in future take place at Geneva;

« Requests the Assembly to ask the Council and the Governing Body of the International Labour Office to call the attention of all Chairmen of Commissions to this recommendation and proposes that particular mention should be made of this point in the next general report of the Supervisory Commission. »

Definitive Adoption of Budget Estimates previously reserved.

The Committee adopted the following items previously reserved:

Budget of the Secretariat and Special Organisations of the League, Chapter II, Item 3 (c), contribution towards Provident Fund (210,000 Swiss francs).

Budget du Bureau international du Travail. Chapitre II, Article 3 (c): Contribution à la Caisse de prévoyance du personnel (210.000 francs suisses).

Budget de la Cour permanente de justice internationale. Chapitre II, article 2 (b) Contribution à la Caisse de retraite, 4.201,88 florins.

Résolution de la cinquième Commission, concernant les réfugiés russes et arméniens.

Le PRÉSIDENT donne lecture du texte révisé de la résolution concernant les réfugiés russes et arméniens, qui vient d'être adopté par la cinquième Commission. (Voir ci-dessous.)

Rapport de la Sous-Commission A: Contributions arriérées.

La Commission adopte le rapport de la Sous-Commission A sur les contributions arriérées sous réserve de certaines modifications.

QUATRIÈME SOUS-COMMISSION.

La quatrième Sous-Commission de la quatrième Commission a tenu, mardi le 23 septembre 1924, sa sixième réunion. La Sous-Commission a arrêté le texte d'un projet de règlement (pensions pour le personnel de la Cour permanente de justice internationale).

VI. QUATORZIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION.

La cinquième Commission a tenu sa quatorzième séance hier mardi 23 septembre à 15 h. 30, sous la présidence de M. ZAHLE (Danemark).

Etat de santé de M. Sarraut.

Le PRÉSIDENT exprime les vifs regrets de la Commission à la nouvelle de la maladie soudaine de M. Sarraut; il est heureux d'informer ses collègues que l'état de santé du délégué de la France à la Commission s'est amélioré.

Transfert des réfugiés arméniens au Caucase et création d'un foyer national arménien dans cette région.

Le PRÉSIDENT donne lecture d'une lettre du vice-président de la quatrième Commission par laquelle celui-ci l'informe que la quatrième Commission a voté le crédit proposé de 50.000 fr., sous réserve que ce vote ne serait acquis définitivement que si la cinquième Commission établit le texte définitif de sa proposition conformément aux réserves suivantes:

« Le crédit proposé est destiné à couvrir les frais d'une enquête en vue d'étudier la possibilité de placer en grand nombre les réfugiés arméniens en Caucase ou ailleurs, étant entendu que par ce vote les Membres de la Société ne prennent aucun engagement quant à l'exécution d'un projet quelconque à ce sujet. »

M. de BROUCKÈRE (Belgique), rapporteur à la Commission, présente son rapport à l'Assemblée sur la question. Il déclare qu'il ne voit aucun inconvénient à accepter la modification de texte proposée par la quatrième Commission, et il demande à ses collègues de se rallier au projet de résolution ci-dessous:

« L'Assemblée,

« Tenant compte des résolutions adoptées en faveur des Arméniens, par les première, seconde et troisième Assemblées, ainsi que par le Conseil;

« Désireuse de manifester sa sympathie envers cette malheureuse population;

« Ayant examiné les propositions formulées en vue de l'établissement des réfugiés arméniens dans le Caucase et dans d'autres régions;

« Estimant qu'il est toutefois inopportun d'exprimer une opinion quelconque sur ces propositions avant qu'elles n'aient fait l'objet d'études approfondies et impartiales:

Budget of the International Labour Office, Chapter II, Item 3 (c), contribution towards Provident Fund (210,000 Swiss francs).

Budget of the Permanent Court of International Justice, Chapter II, Item 2 (b), contribution to Pensions Fund (4,201.88 Dutch florins).

Resolution of the Fifth Committee regarding Russian and Armenian Refugees.

The CHAIRMAN read the text of the revised resolution regarding Russian and Armenian refugees, which had just been adopted by the Fifth Committee. (See below.)

Report of Sub-Committee A: Contributions in Arrears.

The Committee adopted the report of Sub-Committee A on contributions in arrears, with certain changes.

FOURTH SUB-COMMITTEE.

The Fourth Sub-Committee of the Fourth Committee held its sixth meeting on Tuesday September 23rd, 1924. The Sub-Committee adopted the text of a draft set of regulations. (Pensions for the personnel of the Permanent Court of International Justice.)

VI. FOURTEENTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE.

The Fifth Committee held its fourteenth meeting yesterday (Tuesday, September 23rd) at 3.30 p.m. under the chairmanship of M. ZAHLE (Denmark).

Indisposition of M. Sarraut.

The CHAIRMAN, on behalf of the Committee, expressed keen regret at the news of the sudden illness of M. Sarraut. He was happy to be able to inform his colleagues that the state of health of the French delegate to the Committee had improved.

Transfer of the Armenian Refugees to the Caucasus and Creation of an Armenian National Home in this Region.

The CHAIRMAN read a letter from the Vice Chairman of the Fourth Committee stating that the Fourth Committee had voted the proposed credit of 50,000 francs, but had made it a condition that this decision should not be regarded as definitive unless the Fifth Committee established the final text of its proposal in accordance with the following stipulation:

"The proposed credit is required to meet the cost of an enquiry into the possibility of settling large numbers of Armenian refugees in the Caucasus or elsewhere, but it is understood that by voting this credit the Members of the League assume no obligation as to the execution of any scheme whatever in this connection."

M. DE BROUCKÈRE (Belgium), rapporteur to the Committee, presented his report on the question. He did not see any objection to accepting the textual amendment proposed by the Fourth Committee. He submitted for the approval of his colleagues the following draft resolutions:

"The Assembly,

"Bearing in mind the resolutions passed by the First, Second and Third Assemblies and by the Council in favour of the Armenians;

"Desirous of manifesting its sympathy towards this unfortunate people;

"Having considered the proposals made for the settlement of the Armenian refugees in the Caucasus and elsewhere;

"Considering it undesirable, however, to express any opinion on the merits of such proposals until they have formed the subject of careful and impartial enquiries:

« Invite le Bureau international du Travail, en collaboration avec le Dr Nansen, à procéder à une enquête qui aura pour but d'étudier la possibilité d'établir en grand nombre les réfugiés arméniens en Caucasic ou ailleurs;

« Et ajoute, à cet effet, un crédit supplémentaire de 50.000 fr. au budget des Réfugiés pour l'année 1925, étant entendu que par ce vote les Membres de la Société des Nations ne prennent aucun engagement quant à l'exécution d'un projet quelconque à ce sujet;

« L'Assemblée déclare en outre, qu'en attendant que puisse être constitué un foyer national arménien, il importe que toutes facilités soient accordées aux réfugiés pour leur permettre de se procurer des emplois productifs dans d'autres pays, afin de maintenir et de sauvegarder leur existence nationale.

« Enfin, l'Assemblée propose de remercier et de féliciter le Gouvernement et le peuple hellénique pour les efforts admirables qu'ils ont accomplis en faveur des Arméniens, et d'exprimer aux Etats-Unis et aux autres pays sa vive gratitude pour la générosité dont ils n'ont jamais cessé de faire preuve à l'égard des Arméniens. Elle propose en outre d'inviter ces pays à continuer à cette malheureuse population une aide qui lui est précieuse et indispensable dans la dure épreuve qu'elle traverse actuellement. »

Le rapport et les résolutions sont adoptés.

Fédération internationale pour le secours mutuel aux populations frappées de calamités.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay), rapporteur à l'Assemblée, présente son rapport.

M. PARRA-PÉREZ (Venezuela) demande qu'il soit fait allusion dans le texte, au crédit voté par la quatrième Commission.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay), accepte l'addition demandée par M. Parra-Pérez. Il formulera une nouvelle résolution à ce sujet.

M^{lle} BONNEVIE (Norvège) déclare qu'étant donné la forme des résolutions et les réserves de la Commission de contrôle elle est en mesure de voter ces résolutions; elle demande donc d'être portée dans le rapport comme ayant approuvé les résolutions. D'autre part, elle serait heureuse de voir supprimer dans le rapport un passage d'une lettre du Ministre des Affaires étrangères de Pologne, la Commission n'a pas fait siennes les idées qu'exposait ce passage.

M. SOKAL (Pologne) interprète le passage en question comme indiquant simplement — et tous les membres de la Commission sont sans doute d'accord sur ce point — que l'action humanitaire de la Société des Nations a une grande importance et une grande valeur.

M^{me} SWANWICK (Empire britannique) craint que les représentants des Etats non-favorables à l'adoption du projet Ciruolo, ne puissent accepter le passage en question, qui semble porter approbation du projet. Elle appuie donc la demande de suppression faite par M^{lle} Bonnevie.

M. FRANÇOIS (Pays-Bas) appuie également la demande de suppression.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay), rapporteur à l'Assemblée, ne voit aucune objection à la suppression demandée.

Le rapport est accepté, avec les modifications proposées.

Protection de l'enfance.

Le PRÉSIDENT annonce que la quatrième Commission s'est ralliée aux conclusions de la Commission de contrôle repoussant la demande d'un crédit supplémentaire de 40.000 fr. pour le chapitre: « Protection de l'enfance. »

M. de BROUCKÈRE (Belgique) rapporteur à l'Assemblée, estime que la décision de la quatrième Commission change profondément la situation. Il regrette que certains délégués des gouvernements qui avaient approuvé le projet en cinquième Commission l'aient, en quelque sorte, repoussé en quatrième Commission par le refus des crédits. Il estime que ce refus

« Invites the International Labour Office, in collaboration with Dr. Nansen, to institute an enquiry with a view to studying the possibility of settling a substantial number of Armenian refugees in the Caucasus and elsewhere;

« And adds a further sum of 50,000 francs to the Refugee Budget for 1925 for this purpose, it being understood that by this vote the Members of the League do not assume any undertaking in regard to the execution of any definite plan;

« The Assembly further declares that, until an Armenian national home can be established, every possible facility should be given to the refugees to establish themselves in productive employment in other countries so as to maintain and safeguard their national existence:

« Finally, it proposes that the Greek Government and nation should be thanked and congratulated on the admirable efforts which they have made on behalf of the Armenians, and that gratitude should be expressed to the United States and other countries for the generosity which they have never ceased to show towards the Armenians. It further proposes that they should be asked to continue to afford these unhappy people a help which is indispensable and of great value during the crisis through which they are passing. »

The report and resolutions were adopted.

International Federation for Mutual Assistance for the Relief of Peoples overtaken by Calamities.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) rapporteur to the Assembly, presented his report.

M. PARRA-PÉREZ (Venezuela) asked that reference should be made in the text to the credit voted by the Fourth Committee.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) accepted the addition proposed by M. Parra-Pérez. He would draft a new resolution on the subject.

M^{lle} BONNEVIE (Norway) said that in view of the form given to the resolutions, and the reservations of the Supervisory Commission, she was able to vote for them. She accordingly asked that she should be mentioned in the report as having approved the resolutions. Moreover, she would be glad if a passage in the letter of the Minister for Foreign Affairs for Poland were deleted from the report, as the Committee had not adopted the suggestions contained in this passage.

M. SOKAL (Poland) interpreted the passage in question as merely indicating that the humanitarian action of the League of Nations was of great importance and value. All the members of the Committee doubtless agreed with him on this point.

Mrs. SWANWICK (British Empire) feared that the representatives of the States which did not favour the adoption of the scheme of M. Ciruolo could not accept the passage in question, which seemed to involve an approval of the scheme. She therefore supported the request for its deletion made by M^{lle} Bonnevie.

M. FRANÇOIS (Netherlands) also supported the request for its suppression.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay), rapporteur to the Assembly, did not see any objection to its suppression.

The report was adopted, subject to the amendments proposed.

Child Welfare.

The CHAIRMAN announced that the Fourth Committee had accepted the conclusions of the Supervisory Commission rejecting the demand for a supplementary credit of 40,000 francs for child welfare.

M. de BROUCKÈRE (Belgium), rapporteur to the Assembly, thought that the decision of the Fourth Committee profoundly affected the existing position. He regretted that certain delegates of the Governments which had approved the scheme in the Fifth Committee had in effect rejected it in the Fourth Committee by refusing credits. This refusal would not enable

ne permettra pas l'exécution du contrat passé entre la Société des Nations et le Gouvernement belge au sujet de l'œuvre de protection de l'enfance. Il croit que la solution la plus pratique serait de faire ratifier la décision du Conseil par l'Assemblée ce qui permettrait de disposer de ces crédits l'année prochaine, à condition toutefois que la Commission ait la certitude que pendant les douze mois à venir l'œuvre pourrait être continuée sous une forme suffisante, bien que réduite.

Le PRÉSIDENT rappelle que rien ne s'oppose à ce que la question soit portée à l'Assemblée.

M^{me} SWANWICK (Empire britannique) insiste sur l'importance de l'œuvre de protection de l'enfance; elle estime que la solution proposée par le rapporteur est excellente. Elle espère que cette activité pourra se développer l'année prochaine comme il convient.

M. PIRONTI (Italie) se rallie à la proposition du rapporteur. Il se déclare plein de confiance sur l'avenir de l'œuvre en question.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) partage les opinions exprimées par les orateurs précédents. Il estime que la question peut être portée à l'Assemblée, à qui revient toujours la décision finale.

M^{lle} VACARESCO (Roumanie) s'associe à la résolution du rapporteur et aux déclarations de M^{me} Swanwick. La Société des Nations ne peut se désintéresser de la protection de l'enfance. Peut-être n'a-t-on pas suffisamment expliqué à la quatrième Commission l'importance de l'œuvre en question, et l'Assemblée, suffisamment éclairée, reviendra sans doute sur la décision prise par la quatrième Commission.

M. de BROUCKÈRE (Belgique), ne croit pas qu'il soit possible de demander à l'Assemblée de revenir sur la décision de la quatrième Commission.

M. VALDÈS MENDEVILLE (Chili) partage l'avis du rapporteur. Il propose la nomination d'une sous-commission chargée de remanier la résolution dans le sens que l'activité de l'œuvre sera maintenue dans les limites des crédits disponibles.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) est d'avis que la cinquième Commission devrait dire qu'elle juge nécessaire le somme de 40.000 fr., en laissant à l'Assemblée le soin de décider.

M. SÉFÉRIADÈS (Grèce) dit que l'on est en présence d'un conflit entre la quatrième Commission et la cinquième. Il propose qu'en vue de résoudre ce conflit, une séance commune ait lieu entre les deux Commissions.

Le PRÉSIDENT ne croit pas que la proposition de M. Séfériadès soit constitutionnelle.

M. VALDÈS MENDEVILLE (Chili) se déclare généralement d'accord avec la thèse de M. Fernandez y Medina, mais il fait remarquer que le crédit de 10.000 fr. ne permet pas de mener à bien l'œuvre entreprise et il craint que si la question est portée à l'Assemblée, le crédit de 40.000 fr. ne soit refusé.

M^{lle} BONNEVIE (Norvège) croit que l'Assemblée voterait peut être un crédit supplémentaire, non pas de 40.000 fr., mais de 20.000 fr. par exemple.

M. de BROUCKÈRE (Belgique) est prêt à se rallier à la proposition de M^{lle} Bonnevie, mais la nomination d'une Sous-Commission, proposée par le délégué du Chili lui semble opportune en vue de préciser les crédits nécessaires.

M. BOURGEOIS (France) propose de demander à l'Assemblée un crédit supplémentaire de 10.000 fr. en indiquant que ce crédit semble insuffisant.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) propose de demander à l'Assemblée un crédit supplémentaire de 20.000 fr., chiffre qui lui a été donné comme le strict minimum nécessaire pour cette année.

Le PRÉSIDENT croit qu'au cas où la proposition de M. Fernandez y Medina serait adoptée, il faudrait aller à nouveau à la quatrième Commission.

the arrangement to be carried out which had been made between the League of Nations and the Belgium Government in regard to the work of child welfare. He believed that the most practical solution would be to have the decision of the Council ratified by the Assembly, a step which would enable credits to be found next year, provided the Committee were assured that during the ensuing twelve months the work of child welfare would be continued in an adequate though necessarily restricted manner.

The CHAIRMAN said that there was no reason why the question should not be brought before the Assembly.

Mrs. SWANWICK (British Empire) insisted on the importance of child welfare. She thought that the solution proposed by the rapporteur was excellent. She hoped that child welfare would be developed next year, as was only fitting.

M. PIRONTI (Italy) supported the proposal of the rapporteur. He was full of confidence in the future of the work.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) shared the opinions expressed by the previous speakers. He thought that the question might be brought before the Assembly, with whom the final decision would rest.

M^{lle} VACARESCO (Roumania) supported the resolution of the rapporteur, and associated herself with the declarations of Mrs. Swanwick. The League of Nations could not remain indifferent to child welfare. Perhaps the importance of the work had not been sufficiently explained to the Fourth Committee, and the Assembly, if adequately informed, would doubtless revoke the decision taken by that Committee.

M. de BROUCKÈRE (Belgium) did not think that it would be possible to ask the Assembly to go back on the decision of the Fourth Committee.

M. Valdés MENDEVILLE (Chile) shared the views of the rapporteur. He proposed the appointment of a sub-committee, instructed to redraft the resolution, so that the work might be kept within the limits of the available credits.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) thought that the Fifth Committee should state that it considered a sum of 40,000 francs to be necessary, leaving the decision to the Assembly.

M. SEFERIADES (Greece) noted that there was a difference of opinion between the Fourth and Fifth Committees. He proposed that, in order to settle this difference, a joint meeting of the two Committees should be held.

The CHAIRMAN did not think that the proposal of M. Seferiades was constitutionally correct.

M. Valdés MENDEVILLE (Chile) said that generally he was in agreement with the thesis of M. Fernandez y Medina, but a credit of 10,000 francs would not permit the work undertaken to be successfully conducted, and he feared that, if the question were put before the Assembly, the credit of 40,000 francs would be refused.

M^{lle} BONNEVIE (Norway) believed that the Assembly would perhaps vote a supplementary credit not of 40,000 francs but possibly of 20,000 francs.

M. de BROUCKÈRE (Belgium) said he was prepared to accept the proposal of M^{lle} Bonnevie, but the appointment of a sub-committee as proposed by the delegate for Chile appeared to him desirable with a view to defining the credits which were necessary.

M. BOURGEOIS (France) proposed to ask the Assembly for a supplementary credit of 10,000 francs, indicating that this credit did not seem to be sufficient.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) proposed to ask the Assembly for a supplementary credit of 20,000 francs, a figure which had been mentioned to him as the strict minimum necessary for the present year.

The CHAIRMAN thought that, in the event of the proposal of M. Fernandez y Medina being adopted, it would be necessary for the matter again to be referred to the Fourth Committee.

M. SÉFÉRIADÈS (Grèce) insiste sur sa proposition de constitution d'une réunion mixte entre les quatrième et cinquième Commissions ou entre Sous-Commissions de ces deux Commissions; aucun article du règlement de l'Assemblée n'interdit cette procédure.

Le PRÉSIDENT met aux voix la proposition du délégué du Chili tendant à nommer une Sous-Commission.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Les membres suivants sont désignés pour faire partie de la Sous-Commission: M. VALDÈS MENDEVILLE (Chili), M. SOKAL (Pologne), M. SÉFÉRIADÈS (Grèce), M^{me} SWANWICK (Empire britannique), D^r FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) et le RAP-
PORTEUR.

VII. INDISPOSITION DE M. GUSTAVE ADOR

Monsieur Gustave ADOR (Suisse) étant souffrant, regrette de ne pouvoir continuer d'assister aux délibérations de l'Assemblée. Cette note est insérée à sa demande.

VIII. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE

Compte rendu provisoire; dix-huitième séance.

- A. 79 (1) Travaux de la Commission de coopération intellectuelle. Rapport de la deuxième Commission à la cinquième Assemblée.
- A. 83 Traité des femmes et des enfants. Rapport de la cinquième Commission à la cinquième Assemblée.
- A. 85 Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient. Rapport de la cinquième Commission à la cinquième Assemblée.
- A. 90 Reconstitution financière de l'Autriche. Rapport de la deuxième Commission à la cinquième Assemblée.
- A. 92 Traité général d'arbitrage entre la Suisse et l'Italie. Résolution adoptée par l'Assemblée le 20 septembre 1924.
- A. 93 Organisation des Communications et du Transit. Résolution adoptée par l'Assemblée le 20 septembre 1924.
- A. 94 Emprunt international pour les Réfugiés grecs et autres travaux du Comité financier; Rapport de la deuxième Commission à la cinquième Assemblée.
- A. 95 La situation en Géorgie. Rapport de la sixième Commission à la cinquième Assemblée.
- A. 96 Signatures et ratifications du Protocole d'arbitrage et de la Convention douanière.
- A. 97 Travaux du Comité économique. Rapport et projet de résolution présentés par la deuxième Commission à la cinquième Assemblée.
- A. 98 Question de l'esclavage. Résolution adoptée par l'Assemblée le 22 septembre 1924.
- A. 99 Mandats. Résolution adoptée par l'Assemblée le 22 septembre 1924.
- A. 100 Développement du Droit international. Résolution adoptée par l'Assemblée le 22 septembre 1924.
- A. 101 Rapport à l'Assemblée de la Commission de l'Ordre du jour sur la proposition de la Délégation chinoise.

M. SEFERIADES (Greece) insisted on his proposal to call a joint meeting of the Fourth and Fifth Committees, or of sub-committees of these two committees. There was no rule of procedure of the Assembly against acting in this way.

The CHAIRMAN put to the vote the proposal of the delegate of Chile for the appointment of a sub-committee.

The proposal was unanimously adopted.

The following members were appointed to sit on the Sub-Committee: M. Valdés MENDEVILLE (Chile), M. SOKAL (Poland), M. SEFERIADES (Greece), Mrs. SWANWICK (British Empire), M. Fernandez y MEDINA (Uruguay), and the RAP-
PORTEUR.

VII. ILLNESS OF M. GUSTAVE ADOR

Owing to illness, M. Gustave ADOR (Switzerland) will, to his great regret, not be able to take part in the further deliberations of the Assembly. This notice is inserted at his request.

VIII. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY

Provisional Verbatim Record: eighteenth meeting.

- A. 79 (1) Work of the Committee on Intellectual Co-operation: Report of the Second Committee to the Fifth Assembly.
- A. 83 Traffic in Women and Children: Report of the Fifth Committee to the Fifth Assembly.
- A. 85 Protection of Women and Children in the Near East: Report of the Fifth Committee to the Fifth Assembly.
- A. 90 Financial reconstruction of Austria: Report of the Second Committee to the Fifth Assembly.
- A. 92 General treaty of arbitration between Switzerland and Italy: Resolution of Assembly September 20th, 1924.
- A. 93 Organisation for Communications and Transit: Resolution of Assembly September 20th, 1924.
- A. 94 International loan for Greek refugees and other work of the Financial Committee: Report of the Second Committee to the Fifth Assembly.
- A. 95 Situation in Georgia: Report of the Sixth Committee to the Fifth Assembly.
- A. 96 Signatures and ratifications of the Protocol on Arbitration Clauses and the Customs Convention.
- A. 97 Work of the Economic Committee: Report and draft resolution presented by the Second Committee to the Fifth Assembly.
- A. 98 Question of slavery: Resolution of the Assembly September 20th, 1924.
- A. 99 Mandates: Resolution of Assembly September 22nd, 1924.
- A. 100 Development of International Law: Resolution of Assembly, September 22nd, 1924.
- A. 101 Report of the Agenda Committee on the proposal of the Chinese Delegation.

RÉSUMÉ MENSUEL

DES TRAVAUX
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le *Résumé mensuel* des travaux de la Société des Nations fournit chaque mois un tableau général de l'activité de la Société des Nations. Il est en vente aux prix suivants :

Abonnement annuel	Argent suisse	Fr. 5.—
Prix du numéro		» 0.50

SOCIÉTÉ DES NATIONS

JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal Officiel* paraît, depuis janvier 1922, en deux éditions (l'une en français et l'autre en anglais); il contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et des résolutions adoptés par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

Abonnement annuel, 1924	Argent suisse	Fr. 60.—
(Le prix des numéros isolés varie selon leur étendue.)		

1 ^{re} année, 1920, Nos 1-8	»	15.—
2 ^{me} » 1921, » 1-12	»	15.—
3 ^{me} » 1922, » 1-12	»	60.—
4 ^{me} » 1923, » 1-12	»	60.—

SUPPLÉMENTS SPÉCIAUX

DU

JOURNAL OFFICIEL

N ^o hors série. Résolutions adoptées par l'Assemblée au cours de sa première session	Argent suisse	Fr. 2.—
N ^o 1. Correspondance concernant la question des îles d'Åland	»	1,25
N ^o 2. Avant-projet pour l'Institution de la Cour permanente de Justice internationale	»	1,25
N ^o 3. Question des îles d'Åland. Rapport de la Commission internationale de Juristes	»	1,25
N ^o 4. Documents relatifs au différend entre la Pologne et la Lituanie	»	9.—
N ^o 5. Résolutions adoptées par le Conseil de la Société des Nations au cours de sa troisième session, Genève, 17-28 juin 1921	»	1,50
N ^o 6. Résolutions et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa deuxième session (du 5 septembre au 5 octobre 1921)	»	2.—
N ^o 7. Constitution de la Ville libre de Dantzig	»	3,50
N ^o 8. Index des Procès-Verbaux des Sessions du Conseil de l'année 1921	»	5.—
N ^o 9. Résolution et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa troisième session	»	2.—
N ^o 10. Index du <i>Journal Officiel</i> pour les années 1920 et 1921 (1 ^{re} et 2 ^{me} années)	»	9.—
N ^o 11. Résolution et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa quatrième session	»	3.—
N ^o 12. Index du <i>Journal Officiel</i> pour l'année 1922	»	5.—
N ^{os} 13-19. Actes de la Quatrième Assemblée (six volumes)	»	50.—

THE MONTHLY SUMMARY

OF THE
LEAGUE OF NATIONS

The *Monthly Summary* of the League of Nations is a record of the proceedings of all League meetings, and provides in general form a regular account of League activities. It is on sale at the following prices :

Annual subscription	5/-	5 Swiss frs.
Single numbers	6d.	10 cts. 50 centimes.

LEAGUE OF NATIONS

OFFICIAL JOURNAL

The *Official Journal*, which is published (since January 1922) in separate editions in English and French, contains the complete Minutes of the Sessions of the Council of the League of Nations, the text of the Reports and Resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Annual subscription, 1924	£2 10s.	\$12.00
(The prices of the separate numbers vary according to size.)		
1st Year, 1920, Nos. 1-8	15/-	\$3.00
2nd » 1921, » 1-12	15/-	\$3.00
3rd » 1922, » 1-12	£3	\$12.00
4th » 1923, » 1-12	£2/10	\$12.00

SPECIAL SUPPLEMENTS

TO THE

OFFICIAL JOURNAL

Unnumbered. Resolutions adopted by the Assembly during its First Session	2/-	\$0.40
No. 1. Correspondence concerning the Question of the Åland Islands	1/3	\$0.25
No. 2. Draft Scheme for the Institution of the Permanent Court of International Justice	1/3	\$0.25
No. 3. The Åland Islands Question. Report of the Committee of Jurists.	1/3	\$0.25
No. 4. Documents concerning the Dispute between Poland and Lithuania	9/-	\$1.80
No. 5. Resolutions adopted by the Council at its Thirteenth Session in Geneva, June 1921	1/6	\$0.30
No. 6. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Second Session (September 5th to October 5th, 1921)	2/-	\$0.40
No. 7. Constitution of the Free City of Danzig	3/6	\$0.70
No. 8. Index to the Minutes of the Sessions of Council during 1921	5/-	\$1.00
No. 9. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Third Session	2/-	\$0.40
No. 10. Index to the <i>Official Journal</i> for the years 1920 and 1921 (first and second years)	7/6	\$1.80
No. 11. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Fourth Session	2/6	\$0.60
No. 12. Index to the <i>Official Journal</i> for the year 1922	4/-	\$1.00
No. 13-19. Records of the Fourth Assembly (six volumes)	£2	\$10.00

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Liste des Dépositaires
des Publications de la Société des Nations.

ARGENTINE
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.

AUSTRALIA
Australasian Publishing Co. Ltd., 229 Clarence Street, SYDNEY.

AUTRICHE et ALLEMAGNE
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz 5, VIENNE.

BELGIQUE
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.

BOLIVIE
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.

BRESIL
Livraria F. Brigulet & Cia., 23, rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.

BULGARIE
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvo-
boditel" No 4a, SOFIA.

CANADA
William Tyrrell and Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.

COSTA-RICA
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.

CUBA
Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.

DANEMARK
V. Pios Boghandel-Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.

ÉQUATEUR
Victor Janer, GUAYAQUIL.

ESPAGNE
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.

ÉTATS-UNIS
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.

FINLANDE
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.

FRANCE
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain,
PARIS (VI).

**GRANDE-BRETAGNE,
DOMINIONS et COLONIES**
Constable & Co. Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W. C., 2.

GRECE
Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Consti-
tution, ATHÈNES.

GUATEMALA
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantés, 10a, Calle Oriente No. 5,
GUATEMALA.

HAWAÏ
Pan-Pacific Union, HONOLULU.

HONDURAS
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.

HONGRIE
Ferdinand Pfeifer (Zeldler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST
IV, KER.

INDES
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS and CALCUTTA.

ITALIE
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.

JAPON
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi
Tori-Sanchome, TOKIO.

MEXIQUE
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.

NICARAGUA
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.

NORVEGE
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, CHRISTIANIA.

PANAMA
Libreria I. Preciado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.

PAYS-BAS
Martinaus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.

PÉROU
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.

POLOGNE
Gebethner & Wolff, ulica Slaskiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.

ROUMANIE
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.

SALVADOR
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.

BASSIN DE LA SARRE
Librairie Marguet 74, Bahnhofstrasse, SARRERBRUCK.

ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES
Librairie Française Henri Soubre 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.

SUEDE
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.

SUISSE
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX,
NEUCHÂTEL, BERNE.

TCHÉCOSLOVAQUIE
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.

URUGUAY
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandí 461, MONTEVIDEO.

VENEZUELA
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser:

Service des Publications, Société des Nations,
GENÈVE (Suisse).

LEAGUE OF NATIONS

Authorised Agents
for the Publications of the League of Nations.

ARGENTINE
Libreria « El Ateneo », Calle Florida 371, BUENOS AIRES.

AUSTRALIA
Australasian Publishing Co., Ltd., 229, Clarence Street, SYDNEY.

AUSTRIA and GERMANY
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz, 5, VIENNA.

BELGIUM
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil,
BRUSSELS.

BOLIVIA
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.

BRAZIL
Livraria F. Brigulet & Cia., 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.

BULGARIA
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvo-
boditel" No 4a, SOFIA.

CANADA
William Tyrrell & Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.

COSTA RICA
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.

CUBA
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.

CZECHOSLOVAKIA
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.

DENMARK
V. Pios Boghandel—Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.

ECUADOR
Victor Janer, GUAYAQUIL.

FINLAND
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.

FRANCE
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain
PARIS (VI).

**GREAT BRITAIN,
DOMINIONS and COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.

GREECE
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitu-
tion, ATHENS.

GUATEMALA
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantés, 10a, Calle Oriente, No. 5,
GUATEMALA.

HAWAII
Pan-Pacific Union, HONOLULU.

HONDURAS
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.

HUNGARY
Ferdinand Pfeifer (Zeldler Bros.), Kossuth Lajos Utca 7 SZ., BUDAPEST,
IV, KER.

INDIA
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS and CALCUTTA.

ITALY
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.

JAPAN
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi
Tori-Sanchome, TOKIO.

MEXICO
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.

NETHERLANDS
Martinaus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE
HAAG.

NICARAGUA
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.

NORWAY
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, CHRISTIANIA.

PANAMA
Libreria I. Preciado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.

PERU
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.

POLAND
Gebethner & Wolff, ulica Slaskiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.

ROUMANIA
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCHAREST.

SAAR BASIN
Librairie Marguet, 74, Bahnhofstrasse, SAARBRUCK.

SALVADOR
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.

KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES
Librairie Française Henri Soubre, 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.

SPAIN
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.

SWEDEN
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.

SWITZERLAND
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX,
NEUCHÂTEL, BERNE.

UNITED STATES
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.

URUGUAY
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandí 461, MONTEVIDEO.

VENEZUELA
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries apply:

Publication Department, League of Nations,
GENEVA (Switzerland).

JOURNAL

DE LA
CINQUIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1924

OF THE
FIFTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1924

N° 22. — JEUDI 25 SEPTEMBRE 1924.

No. 22. — THURSDAY, SEPTEMBER 25th, 1924.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 132, au Secrétariat.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 132 at the offices of the Secretariat).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	253
II. Sixième séance de la première Commission	255
III. Septième séance de la troisième Commission	255
IV. Huitième séance de la troisième Commission	257
V. Douzième séance de la quatrième Commission	260
VI. Quinzième et dernière séance de la cinquième Commission	260
VII. Ratifications des conventions	261
VIII. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée	261

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	253
II. Sixth Meeting of the First Committee	255
III. Seventh Meeting of the Third Committee	255
IV. Eighth Meeting of the Third Committee	257
V. Twelfth Meeting of the Fourth Committee	260
VI. Fifteenth and last Meeting of the Fifth Committee	260
VII. Ratifications of Conventions	261
VIII. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	261

I. PROGRAMME DES SÉANCES.

Séance plénière de l'Assemblée.

Une séance plénière de l'Assemblée aura lieu aujourd'hui, jeudi 25 septembre, à 10 h., à la Salle de la Réformation.

Ordre du jour :

1. Questions concernant les réfugiés.

Rapport de la cinquième Commission.
Rapporteur: M^{me} SWANWICK, déléguée de l'Empire britannique.

2. Reconstruction financière de l'Autriche.

Rapport de la deuxième Commission.
Rapporteur: M. Georges BONNET, délégué de la France.

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

Plenary meeting of the Assembly.

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day (Thursday, September 25th) at 10 a.m. in the Salle de la Réformation.

Agenda:

1. Refugee questions.

Report of the Fifth Committee.
Rapporteur: Mrs. SWANWICK, Delegate of the British Empire.

2. Financial Reconstruction of Austria.

Report of the Second Committee.
Rapporteur: M. Georges BONNET, Delegate of France.

3. *Travaux du Comité financier.*
Rapport de la deuxième Commission.
Rapporteur: M. SUGIMURA, délégué du Japon.
4. *Travaux du Comité économique.*
Rapport de la deuxième Commission.
Rapporteur: S. E. M. VEVERKA, délégué de la Tchécoslovaquie.
5. *La situation en Géorgie.*
Rapport de la sixième Commission.
Rapporteur: L'Honorable Edward Mortimer MACDONALD, délégué du Canada.
6. *Election des membres non-permanents du Conseil.*
Proposition de la délégation chinoise inscrite à l'ordre du jour conformément à la décision de l'Assemblée du 22 septembre 1924.
7. *Travaux de la Commission consultative de la traite des femmes et des enfants.*
Rapport de la cinquième Commission.
Rapporteur: M. SOKAL, délégué de la Pologne.
8. *Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient.*
Rapport de la cinquième Commission.
Rapporteur: M^{lle} FORCHHAMMER, déléguée du Danemark.
9. *Proposition du Gouvernement hellénique sur le transfert au Caucase des réfugiés arméniens et la création d'un foyer national arménien.*
Rapport de la cinquième Commission.
Rapporteur: M. DE BROUCKÈRE, délégué de la Belgique.
10. *Construction d'une salle de conférences sur le terrain offert à la Société des Nations par la République et Canton de Genève et par la Ville de Genève.*
Rapport de la quatrième Commission.
Rapporteur: M. VAN EYSINGA, délégué des Pays-Bas.
11. *Répartition des dépenses de la Société des Nations.*
Rapport de la quatrième Commission.
Rapporteur: M. BIGNAMI, délégué de l'Italie.

Première Commission.

La première Commission se réunira aujourd'hui (jeudi, 25 septembre), à 15 h., au Bureau du Secrétariat (Salle C).

La cinquième Sous-Commission de la première Commission se réunira aujourd'hui (jeudi, 25 septembre) à 11 h. 30, au Bureau du Secrétariat (Salle E).

Troisième Commission.

La troisième Commission se réunira aujourd'hui (jeudi, 25 septembre), à 3 h. et 22 h. au Bureau du Secrétariat (Salle F).

Quatrième Commission.

La Sous-Commission D de la quatrième Commission se réunira aujourd'hui (jeudi, 25 septembre), à 11 h. 30, à l'Hôtel Victoria (Salle 18).

Le Conseil.

Le Conseil se réunira aujourd'hui (jeudi, 25 septembre), à 10 h. 30, au Bureau du Secrétariat (Salle C).

3. *Work of the Financial Committee.*
Report of the Second Committee.
Rapporteur: M. SUGIMURA, Delegate of Japan.
4. *Work of the Economic Committee.*
Report of the Second Committee.
Rapporteur: His Excellency M. VEVERKA, Delegate of Czechoslovakia.
5. *Situation in Georgia.*
Report of the Sixth Committee.
Rapporteur: The Hon. Edward Mortimer MACDONALD, Delegate of Canada.
6. *Election of non-permanent members of the Council.*
Proposal of the Chinese Delegation inserted in the Agenda in accordance with the decision of the Assembly of September 22nd, 1924.
7. *Work of the Advisory Committee on Traffic in Women and Children.*
Report of the Fifth Committee.
Rapporteur: M. SOKAL, Delegate of Poland.
8. *Protection of Women and Children in the Near East.*
Report of the Fifth Committee.
Rapporteur: Mlle. FORCHHAMMER, Delegate of Denmark.
9. *Proposal of the Greek Government for the transfer to the Caucasus of the Armenian Refugees and the Creation of an Armenian National Home.*
Report of the Fifth Committee.
Rapporteur: M. DE BROUCKÈRE, Delegate of Belgium.
10. *Erection of a Conference Hall on the ground presented to the League of Nations by the Republic and Canton of Geneva and by the City of Geneva.*
Report of the Fourth Committee.
Rapporteur: M. VAN EYSINGA, Delegate of the Netherlands.
11. *Allocation of the expenditure of the League of Nations*
Report of the Fourth Committee.
Rapporteur: M. BIGNAMI, Delegate of Italy.

First Committee.

The First Committee will meet to-day, Thursday, September 25th, at 3 p.m. in the offices of the Secretariat (Room C).

The Fifth Sub-Committee of the First Committee will meet to-day, Thursday, September 25th, at 11.30 a.m. in the offices of the Secretariat (Room E).

Third Committee.

The Third Committee will meet to-day, Thursday, September 25th, at 3 p.m. and 10 p.m. in the Offices of the Secretariat (Room F).

Fourth Committee.

Sub-Committee D of the Fourth Committee will meet to-day Thursday, September 25th, at 11.30 a.m. in the Hotel Victoria (Room 18).

The Council.

The Council will meet to-day, Thursday, September 25th, at 10.30 a.m. in the offices of the Secretariat (Room C).

II. PREMIÈRE COMMISSION

ADJONCTION AU COMPTE RENDU DE LA CINQUIÈME SÉANCE.

Le résumé suivant du discours de M. SCIALOJA (Italie) doit être substitué pour celui publié dans le *Journal* d'hier:

« M. SCIALOJA (Italie) fait l'éloge du travail de la Sous-Commission; le protocole peut avoir des défauts, dit-il, mais il assurera la paix dans le moment historique où nous vivons; il en fait ressortir la valeur psychologique qui prépare les esprits et les âmes des peuples à la paix et à l'amour de l'humanité. Il ne faut pas se dissimuler que nous avons érigé un édifice juridique, un édifice de droit et que le monde n'est pas seulement régi par le droit. Il y a des règles de l'histoire et de l'humanité qui sont même au-dessus du droit. Or, la Société des Nations, après avoir fait ce grand pas, devra se préoccuper aussi de ces forces sociales mêmes physiques, qui peuvent, dans l'histoire, produire de grands mouvements qui changent le droit lui-même; l'orateur fait allusion aux grands besoins démocratiques et économiques, aux grandes questions d'émigration et de matières premières qui peuvent altérer la situation du moment. Déjà figurent dans le Pacte quelques dispositions qui démontrent que les auteurs du Pacte — et j'en suis un — se sont préoccupés même en 1919, de l'existence de ces grandes forces historiques, mais, dans le Pacte, on ne trouve pas l'explication nécessaire pour suivre l'évolution historique des institutions de la Société des Nations. En adoptant le projet qui lui est soumis la Société aura fait un grand pas. Ce n'est qu'un premier pas mais il faut en avoir conscience; son importance est considérable. »

SIXIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION.

La première Commission s'est réunie hier, mercredi le 24 septembre, à 15 h. 30, sous la présidence de Sir Littleton GROOM (Australie).

La première question inscrite à son ordre du jour concerne la pension du greffier de la Cour permanente de Justice internationale.

M. le PRÉSIDENT appelle la Commission à discuter les conclusions de la sixième Sous-Commission relative à ce sujet.

M. BURCKHARDT (Suisse), rapporteur, expose les conclusions du rapport. A la suite de diverses observations échangées le rapport est adopté et il est décidé d'en transmettre copie à la quatrième Commission avec le procès-verbal de la séance.

La seconde question à l'ordre du jour est l'examen en détail du rapport de la cinquième Sous-Commission: Projet de Protocole. M. LOUCHEUR (France) est chargé de défendre le rapport.

La discussion est ouverte sur le projet plus complet soumis à la Commission. Chaque article est mis en débat et donne lieu à un échange d'observations de la part des Délégués; certains amendements y sont apportés mais à l'heure où nous mettons sous presse, la Commission étant encore en séance, il nous est impossible d'en donner un compte rendu plus détaillé.

III. SEPTIÈME SÉANCE DE LA TROISIÈME COMMISSION

La troisième Commission a tenu sa septième séance hier (mercredi 24 septembre 1924), à 10 heures du matin, sous la présidence de M. POLITIS (Grèce).

La Commission procède à l'examen du Protocole, article par article.

Article 6.

M. KOUMANOUDI (Royaume des serbes, croates et slovènes) demande que dans le rapport de la Commission un certain nombre de faits tels que les violations de frontières par des bandes armées, soient expressément mentionnés comme constituant une menace d'agression, de façon à donner une sorte d'interprétation de l'article 6.

II. FIRST COMMITTEE

ADDITION TO THE REPORT OF THE FIFTH MEETING

The following should be substituted for the summary of the speech delivered by M. SCIALOJA published in the *Journal* of yesterday:

“M. SCIALOJA (Italy) paid a tribute to the work of the Sub-Committee. The protocol might have certain defects, but it would assure peace at the present critical moment in the world's history. He emphasised the importance of the psychological factors which prepared men's minds for peace and for a love of humanity. It was impossible to disguise the fact that, though a legal system based on right had been framed, the world was not influenced by right alone. The League of Nations, having made this step forward, must endeavour to deal with those social and physical forces which in history often succeeded in producing great movements which changed the character of right. He referred in this connection to the great democratic and economic needs, the important questions of emigration and raw materials, which might affect the present situation. There were already in the Covenant certain provisions which showed that its authors, of whom he was one, had kept in mind even in 1919 these great historic forces, but in the Covenant it was not possible to find the precise indications necessary to anticipate the historic evolution of the League of Nations. By adopting the draft submitted to it, the League would make an important step in advance. It was only a preliminary step, but it should be taken with a full knowledge of its significance, and it was a step of considerable importance.”

SIXTH MEETING OF THE FIRST COMMITTEE

The First Committee met yesterday (Wednesday, September 24th), at 3.30 p.m., under the chairmanship of Sir Littleton GROOM (Australia).

The first question on the agenda was the pension of the Registrar of the Permanent Court of International Justice.

The CHAIRMAN requested the Committee to discuss the conclusions of the Sixth Sub-Committee on this question.

M. BURCKHARDT (Switzerland), rapporteur, submitted his report.

After various observations, the report was adopted, and it was decided to transmit a copy of it to the Fourth Committee, together with the minutes of the meeting.

The second question on the agenda was the detailed examination of the Fifth Sub-Committee — the draft protocol.

The defence of the report was confided to M. LOUCHEUR (France).

The Committee discussed the entire scheme submitted to it, and there was an exchange of views on each article. Certain amendments were made, but at the hour at which the *Journal* goes to press, the Committee still being in session, it is impossible to give a more complete account of the meeting.

III. SEVENTH MEETING OF THE THIRD COMMITTEE

The Third Committee held its seventh meeting yesterday, Wednesday, September 24th, 1924, at 10 a.m. under the chairmanship of M. POLITIS (Greece).

The Committee proceeded to the examination of the Protocol article by article.

Article 6.

M. KOUMANOUDI (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) asked that in the report of the Committee a certain number of facts such as the violation of the frontier by armed bands should be expressly mentioned as constituting a threat of aggression in order that some form of interpretation might be given to Article 6.

M. BÉNÈS (rapporteur) accepte cette proposition.

L'article 6 est adopté.

Article 7.

Le général de MARINIS (Italie), au nom de la délégation italienne, déclare que le deuxième alinéa préjuge de la création par la conférence du désarmement d'un organe permanent d'investigation, ce qui ne semble ni justifié ni prudent. La Délégation italienne propose que la question soit laissée entièrement ouverte, et qu'il soit seulement stipulé que le Conseil devra organiser les enquêtes et les investigations prévues par l'article 7, et que les Etats devront s'engager à donner toutes facilités pour l'exécution de ces enquêtes et investigations.

M. Paul BONCOUR (France) précise sur cette question le point de vue de la Délégation française. Il faut maintenir le principe des mesures provisoires avant et pendant la procédure d'arbitrage, et ne pas mettre en question l'engagement que prennent les Etats à se soumettre aux investigations et enquêtes. La Délégation française avait accepté la proposition de M. Henderson, de confier ces enquêtes aux organismes créés par la Conférence internationale pour l'exécution du plan de désarmement parce qu'elle avait trouvé cette proposition pratique. Elle ne voit toutefois aucun inconvénient à séparer les deux questions, l'article 7 ne visant, en fait, que les mesures à prendre dans le cas d'un différend.

Lord PARMOOR et M. HENDERSON (Empire britannique) expliquent successivement que le texte n'entendait préjuger en aucune manière des mesures que prendrait la Conférence internationale, qui reste entièrement libre de ses décisions. M. Henderson trouve que, si la Conférence internationale doit instituer un organe de surveillance, il serait plus pratique de lui confier toutes les tâches d'investigation.

M. le général de MARINIS (Italie) ne se déclare pas satisfait et désire, au nom de la Délégation italienne, faire la réserve suivante, si le texte est maintenu :

« La Délégation italienne fait toutes réserves sur la constitution éventuelle d'organes de contrôle par la future Conférence et déclare, qu'à son sens, le texte de l'article 7 ne pourrait en aucune manière préjuger des décisions que pourrait prendre la future Conférence en cette matière. »

M. de JOUVENEL (France) fait remarquer qu'il sera de l'intérêt même des Etats de bonne foi de s'offrir à faire la preuve de leur bonne foi.

M. SCHANZER (Italie) se déclare entièrement d'accord sur le principe essentiel de l'article 7, qui est que les Etats parties à un différend doivent se soumettre à l'enquête, mais il persiste à croire qu'il n'est pas expédient de parler dans ce texte de la création d'une Commission d'investigation par la Conférence du désarmement. Il propose de modifier l'article 7 de la façon suivante :

Article 7.

Paragraphe 1: pas de changement.

Le paragraphe 2 — lire :

« Conformément aux dispositions de l'art. 11 du Pacte, il est du devoir du Conseil d'examiner toute plainte en violation des engagements ci-dessus, qui pourrait lui être adressée par un ou plusieurs des Etats parties au différend. Si le Conseil considère que la plainte est bien fondée, il doit s'il l'estime convenable, organiser des enquêtes et des investigations dans un ou plusieurs des pays intéressés. Ces enquêtes et ces investigations doivent être faites dans les délais les plus brefs. Les Etats signataires s'engagent à donner toutes facilités pour l'exécution de ces enquêtes et investigations. »

Paragraphe 3 — sans changement.

M. BÉNÈS (Rapporteur) accepted this proposal.

Article 6 was adopted.

Article 7.

General de MARINIS (Italy), in the name of the Italian Delegation, said that the second paragraph prejudged the establishment by the Disarmament Conference of a permanent organ of investigation. This was not justified or wise. The Italian Delegation proposed that the question should be left entirely open and that it should merely be stipulated that the Council should organise the enquiries and investigations contemplated by Article 7 and that States ought to undertake to give every facility for their execution.

M. Paul BONCOUR (France) explained the point of view of the French Delegation regarding this question. The principle of taking provisional measures before, and during, the procedure of arbitration should be maintained, and engagements undertaken by States to submit to investigation and enquiry should not be open to doubt. The French Delegation had accepted Mr. Henderson's proposal to entrust these enquiries to bodies created by the international conference for the execution of the disarmament plan because it thought that this proposal was a practical one. It nevertheless was of opinion that no inconvenience would arise if the two questions were separated, since Article 7 in effect only covered the measures to be taken in the case of a dispute.

Lord PARMOOR and Mr. HENDERSON (British Empire) explained in succession that the text was intended in no way to prejudge any measures which the international conference might wish to take. That conference would remain entirely free to take any form of decision it desired. Mr. Henderson thought that, if the international conference ought to establish an organisation of control, it would be more practical to entrust that organisation with all the duties of investigation.

General de MARINIS (Italy) said that he was not satisfied with the explanations and desired in the name of the Italian Delegation to make the following reservation if the text were adopted :

“The Italian Delegation makes a full reservation concerning the possible constitution of the bodies of control by the future conference and states that in its opinion the text of Article 7 cannot in any way prejudge any decisions which the future conference may take in regard to the question.”

M. de JOUVENEL (France) pointed out that it would be in the interests even of States acting in good faith to offer to give proof of their good faith.

M. SCHANZER (Italy) said that he was entirely in agreement regarding the essential principle of Article 7, which was that States parties to a dispute ought to submit to an enquiry, but he was still of opinion that it would not be expedient to speak in the text of the creation of a committee of investigation by the Disarmament Conference. He proposed that Article 7 should be amended as follows :

Article 7.

Paragraph 1: no change.

Paragraph 2:

“In accordance with the provisions of Article 11 of the Covenant, it shall be the duty of the Council to examine any complaints as to the infraction of the above provision which may be laid before it by one or more of the States parties to the dispute. Should the Council consider the complaint well founded, it shall, if it considers such a course expedient, organise enquiries and investigations in one or several of the countries concerned. These enquiries and investigations shall be carried out in the shortest possible time. The signatory States undertake to give every facility for carrying out these enquiries and investigations.”

Paragraph 3: no change.

Paragraphe 4 — lire:

« Sur la base des résultats de ces enquêtes et investigations, si une infraction quelconque aux dispositions du premier alinéa, etc..... » — le reste sans changement.

Paragraphe 5 — sans changement.

Le Rapporteur et la Délégation française se rallient à ce texte.

La Délégation britannique s'y rallie également, sous réserve que ce texte, à son tour, ne préjuge pas de la décision de la Conférence internationale au sujet de la création possible d'un organisme chargé de veiller à l'exécution du plan de désarmement, ni du droit du Conseil de se servir de cet organisme pour les enquêtes et investigations prévues à l'art. 7.

L'article 7 dans le texte proposé par la Délégation italienne est adopté, sous réserve de modifications de forme proposées par le général d'Andrade (Portugal) et M. Burckhardt (Suisse) et renvoyées au Comité de rédaction.

L'article II est adopté.

Article 12.

M. LOUDON (Pays-Bas) a, sur le sens à donner à cet article, quelques doutes qui subsistent après la lecture des procès-verbaux de la troisième Commission et de la quatrième Sous-Commission.

M. Loudon serait reconnaissant au Rapporteur de bien vouloir lui dire quelle est l'interprétation correcte qu'il faut donner à cet article.

IV. HUITIEME SÉANCE DE LA TROISIÈME COMMISSION

Projet de Protocole (suite de la discussion).

M. BÉNÈS (rapporteur) désire répondre à la question posée par M. Loudon à la fin de la séance précédente au sujet de l'interprétation à donner à l'article 12 du Protocole.

Le but de cet article est de couper court aux controverses qui n'ont cessé d'avoir lieu sur le sens à donner à l'article 16 du Pacte. Dès la constatation de l'agression par le Conseil et la mise en demeure des Etats d'avoir à appliquer sans retard les sanctions, l'obligation strictement juridique d'appliquer lesdites sanctions devient opérante.

Les Etats, sous peine de ne pas remplir leur devoir, doivent appliquer les sanctions économiques, financières et militaires. La nature et la portée de cette obligation sont précisées suffisamment par l'alinéa 2 qui oblige à collaborer loyalement et effectivement et ne sont pas laissées uniquement à l'appréciation des Etats. Il est vrai qu'une certaine élasticité permet de tenir compte de la situation de chaque signataire pour estimer s'il a loyalement et effectivement collaboré. Le Protocole ne prévoit pas de sanctions contre ceux qui n'auraient pas loyalement et effectivement collaboré. Chaque Etat reste juge de ce qu'il fera, mais non de ce qu'il doit faire.

La nature et l'étendue des sanctions seront différentes selon les conflits. Le Conseil aura à donner son avis. L'application même des sanctions est du ressort des gouvernements. La collaboration de ceux-ci se ferait comme par le passé, par négociations ou contacts d'Etat-majors. Le Conseil serait évidemment consulté.

La différence entre le Pacte et le Protocole est la suivante: suivant l'ancien système du Pacte, en cas de conflit, le Conseil essaie une instance de conciliation. Si elle ne réussit pas et si la guerre éclate, il constate à l'unanimité que l'un des belligérants est coupable et les sanctions économiques entrent en jeu. Il recommande à l'unanimité les sanctions militaires; si l'unanimité n'existe pas, chaque signataire est pratiquement libre. Suivant le Protocole, quand surgit un conflit le système d'arbitrage commence à fonctionner; s'il y a recours à la guerre, après refus de l'arbitrage ou désobéissance aux mesures provisoires, le Conseil désigne l'agresseur. La constatation signifie que toutes les sanctions militaires et autres doivent être appliquées sans retard sans autre recommandation. Le cas où les signataires ont la liberté de ne rien faire ne peut plus se présenter.

Paragraphe 4:

"In view of the result of these enquiries and investigations, if any infraction of the provisions of the first paragraph of this article", etc. The rest of the Article without change.

Paragraphe 5: no change.

The Rapporteur and the French Delegation agreed to this text.

The British Delegation also agreed, with the reservation that this text should not prejudice the decision of the international conference regarding the possible establishment of an organisation entrusted with the duty of supervising the execution of the plan of disarmament, nor of the Council's right to make use of that organisation for the enquiries and investigations provided for in Article 7.

Article 7 as amended by the Italian delegation was adopted with drafting amendments proposed by General d'Andrade (Portugal) and M. Burckhardt (Switzerland) and submitted to the Drafting Committee.

Article II was adopted.

Article 12.

M. LOUDON (Netherlands) had certain doubts regarding the meaning of this Article which had not been removed after reading the minutes of the Committee and of the Fourth Subcommittee. He would accordingly be very grateful to the rapporteur if he could inform him what was the correct interpretation to be given to the Article.

IV. EIGHTH MEETING OF THE THIRD COMMITTEE

Draft Protocol (continuation of the discussion).

M. BENES (Rapporteur) wished to reply to the question put by M. Loudon at the end of the preceding meeting regarding the interpretation to be given to Article 12 of the Protocol.

The object of this article was to put an end to disputes which were still continuing in regard to the interpretation of Article 16 of the Covenant. The moment that the act of aggression had been determined by the Council, and States had been called upon to apply the sanctions without delay, the strictly legal obligation to apply these sanctions would arise.

States, unless they fail to fulfil their duty, are bound to apply economic, financial and military sanctions. The nature and extent of this obligation are sufficiently defined in paragraph 2, which compels States to give loyal and effective co-operation, and these were not merely left to the States themselves to apply. It was true that a certain elasticity rendered it possible to estimate whether every Signatory had co-operated loyally and effectively. There were no sanctions in the Protocol against those States which had not co-operated loyally and effectively. Each State was the judge of what it did, but not of what it should do.

The nature and extent of the sanctions differed according to the disputes. It was for the Council to give its opinion. The actual application of the sanctions was an affair for the Governments. The co-operation of the Governments would take place, as in the past, by means of negotiations or through the general staffs. It was clear that the Council would be consulted. The difference between the Covenant and the Protocol was as follows: In accordance with the former system of the Covenant the Council would take steps to effect a conciliation in the event of a dispute. If it were not successful and war broke out, it would unanimously declare that one of the belligerents was the guilty party and the economic sanctions would then be applied. The Council unanimously recommend military sanctions. If there were no unanimity, each Signatory was in practice free. In accordance with the Protocol, when a conflict arose, the system of arbitration began to be put into operation. If recourse were had to war after arbitration had been refused, or if the provisional measures were disobeyed, the Council would indicate the aggressor. This indication would mean that all military and other sanctions should be applied without delay without any further recommendation. The case of the Signatories being at liberty to take no action could no longer arise.

Le Conseil est mis dans l'obligation de constater qui est l'agresseur et ainsi l'obligation devient opérante pour tous d'appliquer les sanctions de toute nature. Cette application se fait suivant les circonstances en fixant à chacun le devoir de collaborer loyalement et effectivement.

M. BRANCO-CLARK (Brésil) signale quelques modifications de rédaction qui sont renvoyées au Comité de rédaction.

M. KOUMANOUDI (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) fait observer que le Protocole se borne à mettre l'agresseur hors la loi. Dans le cas d'un Etat insolvable dont l'intégrité territoriale est garantie par l'article 15 du Protocole, les sanctions seraient très bénignes; il propose que la constatation de l'agression entraîne *ipso-facto* l'exclusion de la Société des Nations.

M. MUNCH (Danemark) exprime sa satisfaction de voir disparaître toute possibilité d'une guerre légitime. La délégation danoise croit pouvoir admettre les stipulations concernant les sanctions si l'on donne à l'article 12 l'interprétation exposée la veille par M. Henderson.

L'article 12 se trouve entièrement impliqué dans l'article 16 du Pacte. Le paragraphe 3 de l'article 12 ne vise que les sanctions économiques; en conséquence, cet article ne peut modifier les stipulations de l'article 16 du Pacte. La distinction sera maintenue entre les sanctions militaires et les sanctions économiques, le Conseil continuera à recommander à l'unanimité les mesures militaires que les Etats resteront libres de prendre. La seule nouveauté de l'article 12 est dans ce que la discussion ne sera plus possible sur la légitimité de la guerre.

Le Gouvernement danois ne pourrait ratifier le Protocole si, comme l'a dit M. Bénès, l'article 12 apportait des modifications à l'article 16 du Pacte, dont la rédaction avait été établie après entente avec les Etats neutres, ce qui avait permis l'entrée du Danemark dans la Société des Nations. Il propose de modifier le paragraphe 2 de l'article 12, qui serait ainsi rédigé:

« Ces stipulations doivent être interprétées comme obligeant chacun des membres de la Société à collaborer loyalement et effectivement à l'accomplissement des obligations prévues par l'article 16 du Pacte. »

Il pense que cet amendement pourrait être également introduit dans les amendements présentés par la délégation belge et qui lui semblent acceptables.

M. POULLET (Belgique) présente les amendements proposés par la délégation belge. Ces amendements ne sont que de pure rédaction et ont pour but de mettre en harmonie l'article 12 avec la nouvelle rédaction de l'article 6 présentée par la première Commission.

M. SCHANZER (Italie) est d'accord sur le principe qu'il faut rester dans le cadre de l'article 16, mais il accepte de le préciser en ce qui concerne les sanctions. M. Bénès a dit: Chaque Etat ne sera pas juge de ce qu'il doit faire. M. Schanzer interprète ainsi cette idée: un Etat ne peut pas mettre en question l'obligation qui résulte du Pacte. Il insiste sur la nécessité de rendre les sanctions opérantes dès la constatation de l'agression. Il ne croit pas que le rôle du Conseil sera très différent. Il aura de toute façon à organiser l'assistance en collaboration avec les gouvernements; ceux-ci restent maîtres de l'emploi de leurs forces et libres en toute bonne foi d'estimer quelle assistance ils peuvent fournir selon leur situation.

M. Schanzer estime qu'il ne pourrait admettre l'amendement belge qui introduit l'idée non juridique de l'agression patente. Il est nécessaire que l'agression soit constatée. Pour les mêmes raisons, il ne saurait admettre l'amendement à l'article 14 qui aboutit à réintroduire le déclenchement automatique des accords particuliers.

Le PRÉSIDENT désire expliquer ce qui a été fait à la première Commission. Le nouvel article 6 vise une série de cas où la constatation de l'agression est automatique et d'autres cas où le Conseil doit intervenir et constater l'agression. Cette distinction a été rendue nécessaire pour les raisons suivantes: la règle de l'unanimité pour la constatation de l'agression pouvait

The Council was obliged to determine the aggressor, and thus all parties were compelled to apply every form of sanction. These sanctions would be applied according to circumstances, each Power being obliged to co-operate *loyally and effectively*.

M. BRANCO-CLARK (Brazil) announced several changes in form which had been submitted to the Drafting Committee.

M. KOUMANOUDI (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) observed that the Protocol confined itself to outlawing the aggressor. In the case of an insolvent State, the territorial integrity of which was guaranteed by Article 15 of the Protocol, the sanction would not be strictly applied. He proposed that the establishment of aggression should automatically entail expulsion from the League of Nations.

M. MUNCH (Denmark) expressed his satisfaction at seeing all possibility of a legitimate war disappear. The Danish delegation thought that the provisions concerning sanctions given to Article 12 by Mr. Henderson on the previous day were accepted.

Article 12 was fully implied in Article 16 of the Covenant. Paragraph 3 of Article 12 contemplated only economic sanctions. This article, therefore, could not modify the provisions of Article 16 of the Covenant. The distinction would be maintained between military sanctions and economic sanctions, and the Council would continue unanimously to recommend the military measures which the States would be free to take. The only novelty in Article 12 would be that no discussion would henceforth be possible in regard to the legitimacy of a war.

The Danish Government could not ratify the Protocol if, as M. Benes had said, Article 12 involved modifications in Article 16 of the Covenant. Article 16 had been drafted after a previous agreement with the neutral States, a fact which had enabled Denmark to enter the League of Nations. He proposed that paragraph 2 of Article 12 should be modified to read as follows:

“These obligations shall be interpreted as obliging each of the Members of the League to co-operate loyally and effectively in the accomplishment of the obligations contained in Article 16 of the Covenant.”

He thought that this amendment might be introduced among the amendments presented by the Belgian Delegation, which appeared to him to be acceptable.

M. POULLET (Belgium) presented the amendments proposed by the Belgian Delegation. These amendments were purely drafting amendments and were intended to bring Article 12 into harmony with the new draft of Article 6 presented by the First Committee.

M. SCHANZER (Italy) agreed with the principle that the Protocol should remain within the scope of Article 16 but that it should be further defined in regard to sanctions. M. Benes had said that each State would not be required to decide what it would have to do. M. Schanzer interpreted this to mean that a State could not call in question the obligation incumbent upon it through its adherence to the Covenant. He laid emphasis on the necessity of making the sanctions operative from the moment that the act of aggression was established. He did not think that the part played by the Council would be a very different one. It would at any rate be required to organise the assistance given to the threatened State in collaboration with Governments. Governments would remain in control of the employment of their forces and would be free to estimate in all good faith what assistance they could give in accordance with their material circumstances.

M. Schanzer thought that the Belgian amendment could not be admitted, since it introduced the non-legal idea of “manifest aggression”. In his view it was necessary for the act of aggression to be established. For similar reasons he could not agree to any amendments of Article 14 which would result in the re-introduction of the automatic putting into force of special agreements.

The CHAIRMAN wished to explain what had been done in the First Committee. The new Article 6 covered a series of cases in which the establishment of the act of aggression was automatic and other cases in which the Council would have to intervene and establish the act of aggression. This distinction had become necessary for the following reasons. The

priver de toute garantie les victimes de l'agression. La règle de la majorité était inacceptable pour des Etats qui auraient à appliquer des sanctions dont ils ne seraient pas partisans. On a donc admis que dans certains cas, on pourrait déterminer automatiquement l'agresseur.

Il demande à M. Schanzer de bien vouloir retirer son opposition à l'amendement de la délégation belge.

M. BRANTING (Suède) déclare que le Gouvernement suédois ne peut s'engager d'avance à participer à des sanctions militaires. Il interprète l'article 12 dans le sens qu'une adhésion au Protocole n'implique pas l'obligation de prendre part à des sanctions militaires. La Suède entend, par contre, collaborer loyalement et effectivement aux sanctions économiques et financières.

M. HENDERSON (Empire britannique) estime qu'en règle générale, il serait préférable de renvoyer les amendements aux Sous-Commissions. Il désire, toutefois, attirer l'attention sur l'amendement de M. Munch, qui servira à souligner le malentendu qui semble se produire dans la Commission.

Les résolutions de l'Assemblée ont toujours dit qu'il est du devoir des Puissances de décider s'il y a rupture du Pacte et, dans l'affirmative, de donner suite à leurs obligations. A son avis, l'article 16 signifie que le Conseil doit recommander les mesures militaires et navales respectivement fournies par les Membres de la Société et ne signifie pas que chacun peut agir à sa guise et se contenter de sanctions économiques et financières. Celles-ci ne suffiraient pas à garantir un petit pays contre une agression d'un Etat puissant. Les mots «loyalement et effectivement» ont été introduits en raison de l'extension donnée au principe de l'arbitrage.

En ce qui concerne la partie de l'amendement belge critiquée par M. Schanzer, il propose le texte suivant :

« Dès que le Conseil aura, conformément à l'article 6, enjoint aux signataires l'application des sanctions, les obligations, etc... »

M. MATSUDA (Japon) déclare que le Japon a toujours été décidé à remplir les obligations du Pacte avec exactitude et loyauté. Si l'interprétation de l'article 12 s'écartait toutefois des dispositions de l'article 16 du Pacte, il serait obligé de faire une réserve en attendant d'avoir les instructions de son Gouvernement.

Il estime, comme M. Henderson, que la Cour de Justice et le Conseil ne doivent pas se transformer en Conseils supérieurs de guerre.

M. LANGE (Norvège) se déclare surpris de la nouvelle déclaration de M. Henderson. La Norvège a accepté le Pacte en raison de l'interprétation donnée par les juristes rédacteurs du Pacte. Si l'interprétation de M. Henderson était la bonne, le Gouvernement norvégien aurait à soumettre à nouveau le Pacte au Parlement. Il attire l'attention sur le mot « recommande » qui se trouve à l'article 16 du Pacte et fait observer que les Etats appelés à coopérer siègeront au Conseil quand celui-ci devra faire ces recommandations à l'unanimité. Soutenir que les Etats sont libres de donner suite aux recommandations ne signifie pas d'ailleurs qu'ils refuseront toujours leur concours. Il se demande en outre comment les petits Etats pratiquement désarmés feraient pour mettre en œuvre les sanctions militaires.

M. SCHANZER (Italie) remercie le Président des explications données au sujet de la nouvelle formule de l'article 6. Il se rallie à l'amendement proposé par M. Henderson, et il désirerait que la Commission se prononcât sur cet amendement. Il se déclare également d'accord avec M. Henderson sur l'interprétation loyale des obligations du Pacte. Ces obligations sont indiscutables, mais chaque Etat doit fixer lui-même l'étendue de sa contribution.

Sir James ALLEN (Nouvelle-Zélande) estime que le paragraphe 2 de l'article 16 n'établit qu'une obligation morale. Si le but de l'article 12 est de faire de cette obligation morale une obligation

unanimity rule, if applied to the establishment of the act of aggression, might deprive the victims of the aggression of any guarantee. The rule that the decision be taken by a majority vote was unacceptable for those States which would be called upon to apply sanctions with which they did not agree. The principle had therefore been admitted that in certain cases the aggressor could be automatically determined.

He asked M. Schanzer to withdraw his opposition to the Belgian Delegation's amendment.

M. BRANTING (Sweden) stated that the Swedish Government could not undertake beforehand to take part in military sanctions. He interpreted Article 12 to mean that an adhesion to the Protocol did not imply the assumption of the obligation to take part in military sanctions. Sweden, on the other hand, intended loyally and effectively to collaborate in the economic and financial sanctions.

Mr. HENDERSON (British Empire) thought that as a general rule it would be preferable to refer the amendments to Sub-Committees. He desired nevertheless to draw attention to the amendment put forward by M. Munch, which would serve to emphasise the misunderstanding which seemed to have arisen in the Committee.

It had always been maintained in the resolutions of the Assembly that it was the duty of the Powers to decide whether the Covenant had been broken, and, if the decision were in the affirmative, they were then bound to carry out their obligations. In his opinion Article 16 meant that the Council must recommend the military and naval measures to be carried out respectively by Members of the League, and it did not mean that each State could judge for itself and rest content with applying only economic and financial sanctions. These latter would not be sufficient to guarantee a small country against the aggression of a powerful State. The words "loyally and effectively" had been introduced because of the extension of the principle of arbitration.

With regard to that part of the Belgian amendment which M. Schanzer had criticised, he proposed the following text:

"As soon as the Council has summoned, in conformity with Article 6, the signatories to apply the sanctions, the obligations, etc."

M. MATSUDA (Japan) said that Japan had always decided to fulfil the obligations of the Covenant with exactness and loyalty. Were, however, the interpretation of Article 12 to go beyond the provisions of Article 16 of the Covenant, he would be obliged to make a reservation while awaiting the instructions of his Government.

He thought with Mr. Henderson that the Permanent Court of International Justice and the Council of the League ought not to be transformed into councils of war.

M. LANGE (Norway) said that he was surprised at the statement made by Mr. Henderson. Norway had accepted the Covenant because of the interpretation put upon it by the lawyers who had drafted it. If the interpretation of Mr. Henderson held good, then the Norwegian Government would have to submit the Covenant anew to Parliament for ratification. He drew attention to the word "recommend" in Article 16 of the Covenant and pointed out that the States called upon to co-operate would sit on the Council whenever that body was required to adopt its recommendations unanimously. To uphold the theory that States were free to take action upon the recommendations did not mean that they would invariably refuse their aid. Further, he was in doubt as to the manner in which small States which were for all practical purposes disarmed could put the military sanctions into execution.

M. SCHANZER (Italy) thanked the Chairman for his explanations regarding the new formula for inclusion in Article 6. He agreed with the amendment proposed by Mr. Henderson and expressed the hope that the Committee would take a decision upon it. He also stated that he was in agreement with Mr. Henderson on the loyal interpretation of the obligations of the Covenant. These obligations were indisputable, but each State should decide for itself the extent of its contribution.

Sir James ALLEN (New Zealand) thought that paragraph 2 of Article 16 only imposed a moral obligation. If the object of Article 12 was to transform that moral obligation into a

juridique, il se verra contraint à faire des réserves. Il signale qu'une obligation morale serait plus effective en Nouvelle-Zélande et aux Etats-Unis qu'une obligation juridique.

M. de JOUVENEL (France) estime que les amendements proposés ne sont pas nécessaires à l'exception de celui de M. Henderson. L'article 12 signifie: le Conseil recommande et les Etats suivent ces recommandations, mais le Conseil sait qu'il ne peut demander à chaque pays que les sanctions qu'il peut fournir. En outre, les contributions de chaque pays seront indiquées par la Conférence du désarmement.

L'arbitrage obligatoire doit disposer de toutes les forces possibles. Le droit étant établi, il ne doit pas y avoir d'incertitude sur la mesure du service qu'on lui doit.

M. POULLET (Belgique) se rallie à l'amendement Henderson en ce qui concerne la première phrase de l'article 12 et soumet ses autres amendements au Comité de rédaction.

M. MUNCH (Danemark) constate que l'interprétation donnée par la délégation française correspond à sa conception des articles 12 et 16 du Pacte et à l'interprétation donnée la veille par M. Henderson. Mais il persiste à trouver des différences entre cette conception et l'interprétation donnée dans la séance par M. Henderson et par M. Bénès. Dans ces conditions, il maintient son amendement.

Sur l'intervention de M. de JOUVENEL, M. Munch consent à chercher en collaboration avec M. Bénès et le Comité de rédaction une formule transactionnelle.

Le PRÉSIDENT déclare adoptés:

Le paragraphe 1 de l'article 12 avec l'amendement proposé par M. Henderson;

Le paragraphe 2, avec une modification proposée par M. Cobian (Espagne), consistant à remplacer les termes « Membres de la Société » par « Puissances contractantes », et sous réserve d'entente à intervenir entre la délégation danoise et le rapporteur;

Les paragraphes 3 et 4.

V. DOUZIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La quatrième Commission a tenu sa douzième séance, le mercredi 24 septembre 1924, sous la présidence de M. ZUMETA.

Rapport de la Sous-Commission A : la demande du Gouvernement de Panama.

Après discussion, la Commission adopte à l'unanimité le rapport de la Sous-Commission A, sur la demande du Gouvernement du Panama, renfermant, en particulier, le texte révisé suivant, du dernier paragraphe:

« Avec le sentiment final qu'elle va causer à l'un des Membres les plus dévoués et les plus appréciés de la Société, une déception compréhensible, mais qu'elle ne couvre aucune injustice, la Sous-Commission a l'honneur de demander à sa Commission de ne pas retenir, dans les circonstances actuelles, la requête du Panama; celle-ci pourrait être considérée à nouveau par une Assemblée ultérieure. »

VI. QUINZIÈME ET DERNIÈRE SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION.

La cinquième Commission a tenu sa quinzième séance hier, mercredi 24 septembre, à 15 h. 45, sous la présidence de M. ZAHLE (Danemark).

Protection de l'enfance.

La Commission est saisie du rapport de M. de Brouckère (Belgique) à l'Assemblée sur la question et de la résolution suivante,

legal obligation, he would be obliged to make reservations. He pointed out that in New Zealand and in the United States a moral obligation would prove more effective than a legal one.

M. de JOUVENEL (France) thought that the proposed amendments, with the exception of that put forward by Mr. Henderson, were unnecessary. Article 12 meant: the Council made recommendations, States gave effect to these recommendations, but the Council was well aware that it could only require from each country such sanctions as that country was able to furnish. Further, the contributions of each country would be settled by the conference on disarmament.

Compulsory arbitration ought to be supported by all the means of force possible. Once the law were established there should be no uncertainty as to the amount of service required to sustain it.

M. POULLET (Belgium) agreed with Mr. Henderson's amendment with regard to the first sentence of Article 12 and submitted further amendments for the consideration of the Drafting Committee.

M. MUNCH (Denmark) noted that the interpretation given by the French Delegation corresponded to his conception of the meaning of Articles 12 and 16 of the Covenant and to the interpretation given at a preceding meeting by Mr. Henderson. He still thought, however, that there were differences between this conception and the interpretation given at the present meeting by Mr. Henderson and by M. Bénès. In these circumstances he was unable to withdraw his amendment.

At the request of M. de JOUVENEL, M. Munch agreed to endeavour to find, in collaboration with M. Bénès and the Drafting Committee, a compromise to meet his view.

The CHAIRMAN declared the following paragraphs to be adopted.

Paragraph 1 of Article 12, together with the amendment proposed by Mr. Henderson.

Paragraph 2, with a drafting amendment proposed by M. Cobian (Spain), which consisted in replacing the words "Members of the League" by the words "Contracting Powers", and with a reservation regarding the compromise to be reached by the Danish Delegation and the Rapporteur.

Paragraphs 3 and 4.

V. TWELFTH MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE

The Fourth Committee held its twelfth meeting yesterday (Wednesday, September 24th), under the chairmanship of M. ZUMETA.

Report of Sub-Committee A : Claim of the Government of Panama.

After discussion, the Committee unanimously adopted the report of Sub-Committee A on the claim of the Government of Panama, including in particular the following revised text of its final paragraph:

"In conclusion, the Sub-Committee, although aware that it will be causing to one of the most devoted and esteemed Members of the League a comprehensible disappointment, is convinced, nevertheless, that its decision implies no injustice, and it has the honour to request its Committee not to entertain in the present circumstances the claim of Panama, which might, however, receive further consideration at some future Assembly."

VI. FIFTEENTH AND LAST MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE.

The Fifth Committee held its fifteenth meeting yesterday (Wednesday, September 24th.) at 3.45 p.m., under the chairmanship of M. ZAHLE (Denmark).

Child Welfare.

The Committee noted a report of M. de Brouckère (Belgium) to the Assembly on this question and on the following resolu-

élaborée par la Sous-Commission nommée à la séance précédente, qui remplace la sixième résolution du rapport sur la question de la protection de l'enfance:

« L'Assemblée, estimant que l'œuvre proposée est une œuvre internationale possédant une valeur permanente de la plus haute importance aux points de vue social, scientifique et juridique, regrette que, pour des raisons budgétaires d'ordre général, les fonds pour le crédit supplémentaire, qui avait été demandé, ne sont pas disponibles pour l'exercice 1925.

« L'Assemblée prie le Conseil d'inviter la Commission consultative, quand elle sera reconstituée, de présenter dans son rapport au Conseil et à la sixième Assemblée une estimation des fonds nécessaires pour en assurer l'exécution adéquate dans l'avenir. »

M. SOKAL (Pologne) explique son vote. Il désirerait savoir d'abord si la Commission consultative pourra être reconstituée, le crédit de 40.000 fr. n'ayant pas été voté. Il rappelle que l'Assemblée doit décider si oui ou non le Secrétariat doit, comme l'a proposé le Conseil, continuer l'œuvre de l'Association pour la protection de l'enfance de Bruxelles; personnellement, il estime que cette œuvre ne peut être continuée, car le crédit de 40.000 fr. n'est pas accordé.

M. DE BROUCKÈRE (Belgique), rapporteur à la Commission, partage les craintes de M. Sokal. Il croit, d'autre part, qu'il serait grave de faire annuler par l'Assemblée une décision prise par le Conseil. Comme la Sous-Commission a acquis la conviction que l'activité de l'œuvre pouvait être continuée en 1925, sur une échelle plus modeste, avec le crédit accordé, le rapporteur est d'avis que le texte de la Sous-Commission représente un compromis satisfaisant.

M. Georges BONNET (France) appuie le texte de résolution présenté par la Sous-Commission.

Le rapport et les résolutions sont adoptés à l'unanimité.

Discours de clôture du président.

Le PRÉSIDENT met en relief l'importance des travaux accomplis par la cinquième Commission et qui ont pu être menés à bien grâce à la compétence de ses collègues et à la collaboration du Secrétariat.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay), au nom de ses collègues, remercie le Président de la compétence avec laquelle il a dirigé les travaux de la Commission.

VII. RATIFICATION DE CONVENTIONS.

Son Excellence M. Paul Hymans, Ministre des Affaires étrangères de Belgique, premier délégué de la Belgique à la cinquième Assemblée, a transmis au Secrétaire général, le 23 septembre, l'instrument de ratification par Sa Majesté le Roi des Belges du Protocole relatif aux clauses d'arbitrage (Genève, 24 septembre 1923).

VIII. DOCUMENT DISTRIBUÉ AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE.

- A. 84 Réorganisation du Bureau de l'Amérique latine. Rapport de la quatrième Commission à la cinquième Assemblée.

tion, drafted by the Sub-Committee appointed at the preceding meeting, replacing the sixth resolution of the report on child welfare.

"The Assembly, holding that the international work proposed is of great permanent, social, scientific and juridical value, regrets that for general budgetary reasons the supplementary funds asked for are not available for 1925.

"It requests the Council to invite the Advisory Committee, when reconstituted, to present, in its report to the Council and the sixth Assembly, an estimate of the appropriations necessary for the adequate prosecution of its future undertakings."

M. SOKAL (Poland) explained his vote. He desired to know first of all whether the Advisory Committee could be reconstituted since the credit of 40,000 francs had not been voted. He recalled the fact that the Assembly must decide whether or not the Secretariat ought, as the Council had proposed, to continue the work of the Association for Child Welfare at Brussels. Personally he thought that this work could not be continued since the credit of 40,000 francs had not been granted.

M. de BROUCKÈRE (Belgium), rapporteur, shared the fears of M. Sokal. He further thought that it would be a grave matter for the Assembly to set at naught a decision taken by the Council. As the Sub-Committee had been convinced that the activity of the work ought to continue in 1925 on a new and more modest scale within the limits of the credits granted, he considered that the text of the Sub-Committee's report represented a satisfactory compromise.

M. Georges BONNET (France) supported the text of the resolution submitted by the Sub-Committee.

The report and resolutions were unanimously adopted.

Closing Speech of the Chairman.

The CHAIRMAN emphasised the importance of the work accomplished by the Fifth Committee, and the success which had attended it, thanks to the competence shown by his colleagues and the collaboration of the Secretariat.

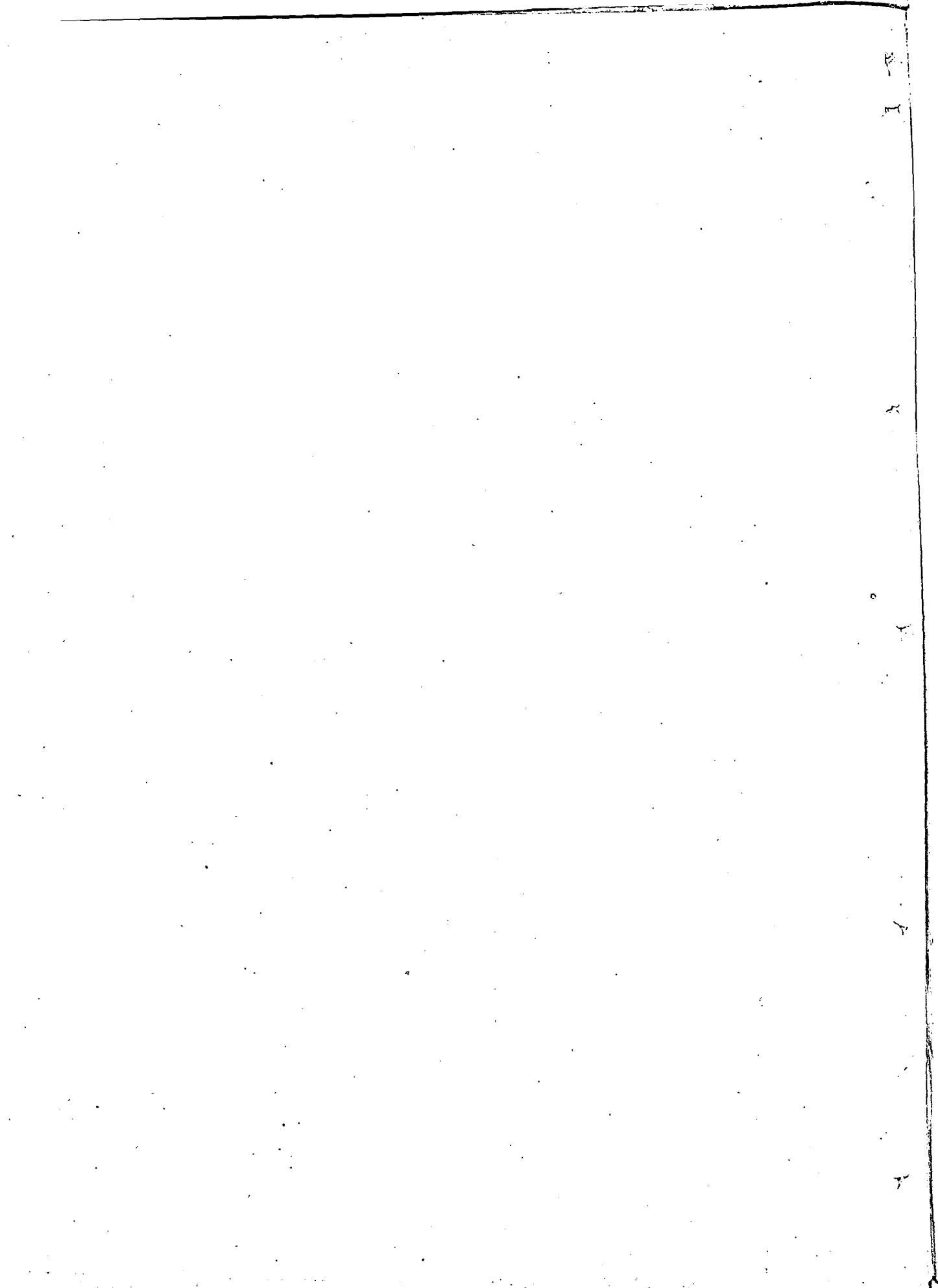
M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay), in the name of his colleagues, thanked the Chairman for the skill with which he presided over the Committee.

VII. RATIFICATION OF CONVENTIONS.

His Excellency M. Paul Hymans, Minister for Foreign Affairs of Belgium, first delegate of Belgium at the Fifth Assembly, forwarded to the Secretary-General on September 23rd the instrument of ratification by His Majesty the King of the Belgians of the Protocol on Arbitration Clauses (Geneva, September 24th, 1923).

VIII. DOCUMENT DISTRIBUTED TO MEMBERS OF THE ASSEMBLY.

- A. 84 Re-organisation of the Latin-American Bureau. Report of the Fourth Committee to the Fifth Assembly.



RÉSUMÉ MENSUEL

DES TRAVAUX
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le *Résumé mensuel* des travaux de la Société des Nations fournit chaque mois un tableau général de l'activité de la Société des Nations. Il est en vente aux prix suivants :

Abonnement annuel.....	Argent suisse Fr. 5.—
Prix du numéro	» 0.50

SOCIÉTÉ DES NATIONS

JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal Officiel* paraît, depuis janvier 1922, en deux éditions (l'une en français et l'autre en anglais); il contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et des résolutions adoptés par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

Abonnement annuel, 1924	Argent suisse Fr. 60.—
(Le prix des numéros isolés varie selon leur étendue.)	

1 ^{re} année, 1920, Nos 1-8	» 15.—
2 ^{me} » 1921, » 1-12	» 15.—
3 ^{me} » 1922, » 1-12	» 60.—
4 ^{me} » 1923, » 1-12	» 60.—

SUPPLÉMENTS SPÉCIAUX

DU

JOURNAL OFFICIEL

N° hors série. Résolutions adoptées par l'Assemblée au cours de sa première session	Argent suisse Fr. 2.—
N° 1. Correspondance concernant la question des îles d'Åland	» 1,25
N° 2. Avant-projet pour l'Institution de la Cour permanente de Justice internationale	» 1,25
N° 3. Question des îles d'Åland. Rapport de la Commission internationale de Juristes	» 1,25
N° 4. Documents relatifs au différend entre la Pologne et la Lituanie	» 9.—
N° 5. Résolutions adoptées par le Conseil de la Société des Nations au cours de sa treizième session, Genève, 17-28 juin 1921	» 1,50
N° 6. Résolutions et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa deuxième session (du 5 septembre au 5 octobre 1921)	» 2.—
N° 7. Constitution de la Ville libre de Dantzig	» 3,50
N° 8. Index des Procès-Verbaux des Sessions du Conseil de l'année 1921	» 5.—
N° 9. Résolution et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa troisième session	» 2.—
N° 10. Index du <i>Journal Officiel</i> pour les années 1920 et 1921 (1 ^{re} et 2 ^{me} années)	» 9.—
N° 11. Résolution et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa quatrième session	» 3.—
N° 12. Index du <i>Journal Officiel</i> pour l'année 1922	» 5.—
N° 13-19. Actes de la Quatrième Assemblée (six volumes)	» 50.—

THE MONTHLY SUMMARY

OF THE
LEAGUE OF NATIONS

The *Monthly Summary* of the League of Nations is a record of the proceedings of all League meetings, and provides in general form a regular account of League activities. It is on sale at the following prices :

Annual subscription	5/-	\$1	5 Swiss frs.
Single numbers	6d.	10 cts.	50 centimes.

LEAGUE OF NATIONS

OFFICIAL JOURNAL

The *Official Journal*, which is published (since January 1922) in separate editions in English and French, contains the complete Minutes of the Sessions of the Council of the League of Nations, the text of the Reports and Resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Annual subscription, 1924	£2 10s.	\$12.00
(The prices of the separate numbers vary according to size.)		

1st Year, 1920, Nos. 1-8	15/-	\$3 00
2nd » 1921, » 1-12	15/-	\$3 00
3rd » 1922, » 1-12	£3	\$12.00
4th » 1923, » 1-12	£2/10	\$12.00

SPECIAL SUPPLEMENTS

TO THE

OFFICIAL JOURNAL

Unnumbered. Resolutions adopted by the Assembly during its First Session	2/-	\$0.40
No. 1. Correspondence concerning the Question of the Åland Islands	1/3	\$0.25
No. 2. Draft Scheme for the Institution of the Permanent Court of International Justice	1/3	\$0.25
No. 3. The Åland Islands Question. Report of the Committee of Jurists	1/3	\$0.25
No. 4. Documents concerning the Dispute between Poland and Lithuania	9/-	\$1.80
No. 5. Resolutions adopted by the Council at its Thirteenth Session in Geneva, June 1921	1/6	\$0.30
No. 6. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Second Session (September 5th to October 5th, 1921)	2/-	\$0.40
No. 7. Constitution of the Free City of Danzig	3/6	\$0.70
No. 8. Index to the Minutes of the Sessions of Council during 1921	5/-	\$1.00
No. 9. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Third Session	2/-	\$0.40
No. 10. Index to the <i>Official Journal</i> for the years 1920 and 1921 (first and second years)	7/6	\$1.80
No. 11. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Fourth Session	2/6	\$0.60
No. 12. Index to the <i>Official Journal</i> for the year 1922	4/-	\$1.00
No. 13-19. Records of the Fourth Assembly (six volumes)	£2	\$10.00

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Liste des Dépositaires
des Publications de la Société des Nations.

- ARGENTINE**
Librería « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.
- AUSTRALIE**
Australasian Publishing Co. Ltd., 229 Clarence Street, SYDNEY.
- AUTRICHE et ALLEMAGNE**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz 5, VIENNE.
- BELGIQUE**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE**
Flores, San Román y Cia., Librería « Renacimiento », LA PAZ.
- BRESIL**
Livraria F. Brigulet & Cia, 23, rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.
- BULGARIE**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvo-boditel" No 4a, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell and Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA-RICA**
Librería Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.
- DANEMARK**
V. Pios Boghandel-Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.
- EQUATEUR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- ETATS-UNIS**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- FINLANDE**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).
- GRANDE-BRETAGNE, DOMINIONS et COLONIES**
Constable & Co. Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W. C. 2.
- GRECE**
Eleftheroudakis & Barth, Librairie Internationale, Place de la Constitution, ATHENES.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Librería Cervantès, 10a, Calle Oriente No. 5, GUATEMALA.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Librería Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HONGRIE**
Ferdinand Pfeifer (Zeldler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST IV, KER.
- INDES**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS and CALCUTTA.
- ITALIE**
Librería Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- MEXIQUE**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA**
Librería Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORVEGE**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Librería I. Preciado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PAYS-BAS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PÉROU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- ROUMANIE**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**
Librería Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- BASSIN DE LA SARRÉ**
Librairie Marguet 74, Bahnhofstrasse, SARBREUCK.
- ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES**
Librairie Française Henri Soubre 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SUÈDE**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTEUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- TOCHOSLOVAQUIE**
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY**
Librería Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser:
Service des Publications, Société des Nations,
GENÈVE (Suisse).

LEAGUE OF NATIONS

Authorised Agents
for the Publications of the League of Nations.

- ARGENTINE**
Librería « El Ateneo », Calle Florida 371, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIA**
Australasian Publishing Co., Ltd., 229, Clarence Street, SYDNEY.
- AUSTRIA and GERMANY**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz, 5, VIENNA.
- BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUSSELS.
- BOLIVIA**
Flores, San Román y Cia., Librería « Renacimiento », LA PAZ.
- BRAZIL**
Livraria F. Brigulet & Cia., 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIA**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvo-boditel" No 4a, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell & Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA RICA**
Librería Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- DENMARK**
V. Pios Boghandel—Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.
- ECUADOR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- FINLAND**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain PARIS (VI^e).
- GREAT BRITAIN, DOMINIONS and COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.
- GRECE**
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitution, ATHENS.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Librería Cervantès, 10a, Calle Oriente, No. 5, GUATEMALA.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Librería Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HUNGARY**
Ferdinand Pfeifer (Zeldler Bros.), Kossuth Lajos Utca 7 SZ. BUDAPEST, IV, KER.
- INDIA**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS and CALCUTTA.
- ITALY**
Librería Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPAN**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- MEXICO**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE HAGUE.
- NICARAGUA**
Librería Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Librería I. Preciado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PERU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLAND**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.
- ROUMANIA**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCHAREST.
- SAAR BASIN**
Librairie Marguet, 74, Bahnhofstrasse, SAARBRUCK.
- SALVADOR**
Librería Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES**
Librairie Française Henri Soubre, 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SPAIN**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND**
Librairie Payot & Cie, GENEVA, LAUSANNE, VEVEY, MONTEUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- UNITED STATES**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, Boston 9, MASS.
- URUGUAY**
Librería Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries apply:
Publication Department, League of Nations,
GENEVA (Switzerland).

JOURNAL

DE LA
CINQUIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1924

OF THE
FIFTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1924

N° 23. — VENDREDI 26 SEPTEMBRE 1924.

No. 23. — FRIDAY, SEPTEMBER 26th, 1924.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 132, au Secrétariat.

Note: Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	263
II. Dix-neuvième séance plénière de l'Assemblée	264
III. Vingtième séance plénière de l'Assemblée	272
IV. Septième séance de la première Commission	278
V. Neuvième séance de la troisième Commission	279
VI. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée	283

I. PROGRAMME DES SÉANCES.

Séance plénière de l'Assemblée.

Une séance plénière de l'Assemblée aura lieu aujourd'hui (vendredi 26 septembre), à 15 h. 30, à la Salle de la Réformation.

Ordre du jour :

- Contributions arriérées.*
Rapport de la quatrième Commission.
Rapporteur: M. RÉVEILLAUD, délégué de la France.
- Réclamation du Gouvernement de Panama concernant ses contributions antérieures à 1923.*
Rapport de la quatrième Commission.
Rapporteur: M. RÉVEILLAUD, délégué de la France.

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 132 at the offices of the Secretariat).

Note: The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	263
II. Nineteenth Plenary Meeting of the Assembly	264
III. Twentieth Plenary Meeting of the Assembly	272
IV. Seventh Meeting of the First Committee	278
V. Ninth Meeting of the Third Committee	279
VI. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	283

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Plenary meeting of the Assembly.

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day (Friday, September 26th) at 3.30 p.m., in the Salle de la Réformation.

Agenda :

- Contributions in Arrears.*
Report of the Fourth Committee.
Rapporteur: M. REVEILLAUD, Delegate of France.
- Claim of the Government of Panama concerning its contributions prior to 1923.*
Report of the Fourth Committee.
Rapporteur: M. REVEILLAUD, Delegate of France.

3. *Fédération internationale de secours mutuels aux populations frappées de calamités.*

Rapport de la cinquième Commission.
Rapporteur: S. E. M. FERNANDEZ Y MEDINA, délégué de l'Uruguay.

4. *Protection de l'enfance.* (Résolution du Conseil en date du 14 mars 1924.)

Rapport de la cinquième Commission.
Rapporteur: M. DE BROUCKÈRE, délégué de la Belgique.

Première Commission.

La première Commission se réunira aujourd'hui (vendredi, 26 septembre) à 15 heures, au Bureau du Secrétariat.

Ordre du jour :

1. Projet de protocole.
2. Amendement à l'article 16 du Pacte.

La cinquième Sous-Commission se réunira à 10 h. 30 au Bureau du Secrétariat.

Troisième Commission.

La troisième Commission se réunira aujourd'hui (vendredi, 26 septembre), à 11 h. 30, au Bureau du Secrétariat (Salle F).

La Sous-Commission D de la troisième Commission se réunira aujourd'hui (vendredi, 26 septembre), à 10 h., au Bureau du Secrétariat (Salle D).

Quatrième Commission.

La quatrième Commission se réunira aujourd'hui (vendredi, 26 septembre), à 17 h. 30, au Bureau du Secrétariat (Salle B).

La Sous-Commission D de la quatrième Commission se réunira aujourd'hui (vendredi 26 septembre), à 11 h. 30, à la Salle de la Réformation (Salle 18).

Sixième Commission.

La sixième Commission se réunira aujourd'hui (vendredi, 26 septembre), à 10 h. 30, au Bureau du Secrétariat (Salle B).

Ordre du jour :

Demande d'admission de la République Dominicaine.

Conseil.

Le Conseil se réunira aujourd'hui (vendredi, 26 septembre), à 11 h., au Bureau du Secrétariat (Salle E).

La Sous-Commission du Conseil se réunira aujourd'hui (vendredi, 26 septembre), à 10 h., au Bureau du Secrétaire général.

II. DIX-NEUVIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenuë à la Salle de la Réformation, le 25 septembre 1924, à 10 h. 30.

Demande d'admission adressée à la Société par la République Dominicaine.

Le PRÉSIDENT annonce que le Secrétaire général de la Société des Nations vient de recevoir un télégramme en date du 23 septembre 1924 du Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de la République Dominicaine demandant son admission dans la Société et exprimant le désir que la dite demande soit inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée.

Sur la proposition du Président, la question est renvoyée à la Commission de l'ordre du jour, qui est priée de présenter, aussitôt que possible, un rapport sur cette question.

Questions ayant trait aux Réfugiés.

M. ZAHLE (Danemark), Président de la cinquième Commission, M^{me} SWANWICK (Empire britannique) et M. de BROUCKÈRE (Belgique), rapporteurs de la cinquième Commission, prennent place à la tribune.

3. *International Federation for Mutual Assistance in the Relief of Peoples overtaken by Disasters.*

Report of the Fifth Committee.
Rapporteur: His Excellency M. FERNANDEZ Y MEDINA, Delegate of Uruguay.

4. *Protection of Children* (Resolution of the Council dated March 14th, 1924.)

Report of the Fifth Committee.
Rapporteur: M. de BROUCKÈRE, Delegate of Belgium.

First Committee.

The First Committee will meet to-day (Friday, September 26th), at 3 p.m., in the offices of the Secretariat.

Agenda :

1. Draft Protocol.
2. Amendment of Article 16 of the Covenant.

The Fifth Sub-Committee of the First Committee will meet at 10.30 a.m. in the offices of the Secretariat.

Third Committee.

The Third Committee will meet to-day (Friday, September 26th), at 11.30 a.m., in the offices of the Secretariat (Room F).

Sub-Committee 2 of the Third Committee will meet to-day (Friday, September 26th), at 10 a.m., in the offices of the Secretariat (Room D).

Fourth Committee.

The Fourth Committee will meet to-day (Friday, September 26th), at 5.30 p.m., in the offices of the Secretariat (Room B).

Sub-Committee D of the Fourth Committee will meet to-day (Friday, September 26th), at 11.30 a.m., in the Salle de la Réformation (Room 18).

Sixth Committee.

The Sixth Committee will meet to-day (Friday, September 26th), at 10.30 a.m., in the offices of the Secretariat (Room B).

Agenda :

Request of the Republic of San Domingo for admission.

Council.

The Council will meet to-day (Friday, September 26th), at 11 a.m., in the offices of the Secretariat (Room E).

The Sub-Committee of the Council will meet to-day (Friday, September 26th), at 10 a.m., in the room of the Secretary-General.

II. NINETEENTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation, at 10.30 a.m., on September 25th, 1924

Application from the Republic of San Domingo for Admission to the League.

The PRESIDENT announced that the Secretary-General of the League had received a telegram dated September 23rd, 1924, from the Secretary of State for Foreign Affairs of the Republic of San Domingo applying for admission to the League and asking that this application should be placed on the agenda of the Assembly.

On the proposal of the President, the question was referred to the Agenda Committee, with the request that a report should be presented as soon as possible.

Refugee Questions.

M. ZAHLE (Denmark), Chairman of the Fifth Committee, Mrs. SWANWICK (British Empire) and M. de BROUCKÈRE (Belgium), Rapporteurs for the Fifth Committee, came to the platform.

M^{me} SWANWICK donne lecture de son rapport (A. 81) et propose les résolutions suivantes:

« 1. L'Assemblée considère comme un devoir de rendre à M. le Haut Commissaire, Dr Fridtjof Nansen, un éclatant hommage, tant pour l'admirable dévouement dont il n'a cessé de donner la preuve, depuis plus de quatre années, dans l'assistance aux réfugiés de toutes nations, que pour les qualités éminentes qu'il a affirmées dans l'accomplissement de ses lourdes fonctions.

« Elle constate qu'avec des moyens extrêmement réduits, M. le Haut Commissaire Fridtjof Nansen est parvenu à arracher à la détresse, et souvent à la mort, des centaines de milliers d'existences et lui adresse le tribut de profonde reconnaissance dû en sa personne à un bienfaiteur de l'humanité; elle compte sur sa collaboration cordiale pour la continuation du travail en faveur des réfugiés.

« Considérant, d'autre part, que la plus importante tâche qu'il reste à accomplir à l'heure actuelle a trait à l'emploi, à l'émigration et à l'installation des réfugiés;

« Considérant, en outre, que le Conseil a adopté la recommandation du Haut Commissaire visant le transfert au Bureau international du Travail de la partie de la tâche restant à accomplir, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration:

« L'Assemblée fait sienne la décision du Conseil du 12 juin 1924 et met à sa disposition des fonds suffisants, soit 203,000 francs, spécialement destinés à assurer les services administratifs nécessités par le placement des réfugiés russes et arméniens durant l'année 1925, et prie le Conseil de continuer les négociations avec le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, en vue de déterminer les règles précises dans lesquelles s'accomplira l'achèvement de la tâche en cours. »

« 2. L'Assemblée,

« Emue par les déclarations du délégué de la Grèce sur les saisies pratiquées dans certaines banques, au détriment des réfugiés arméniens et grecs;

« Sans se prononcer sur des faits dont elle ne connaît pas tous les détails, ni sur la compétence de la Société des Nations en cette matière:

« Invite d'urgence le Conseil à faire une enquête minutieuse sur les faits en question, en vue d'exercer ensuite, s'il le juge conforme au rôle de la Société des Nations, l'action qu'il jugera nécessaire. »

M^{me} SWANWICK rappelle que la cinquième Commission a demandé si l'œuvre entreprise en faveur des réfugiés russes et arméniens devait continuer au cours de l'année prochaine et dans ce cas quel organisme serait le mieux qualifié pour la poursuivre dans les meilleures conditions d'efficacité et d'économie. Elle s'est aussi posé la question de savoir quelle somme elle pourrait proposer à l'Assemblée comme devant être consacrée à cette entreprise.

La cinquième Commission ne s'est pas crue compétente pour entreprendre un examen approfondi de l'organisation de cette œuvre, ne voulant pas s'immiscer dans les affaires qui lui paraissent être du ressort du Secrétariat et du Bureau international du Travail. Elle désire donc que les négociations continuent entre ces deux organes.

On répète constamment que la Société des Nations ne devrait pas entreprendre d'autres œuvres humanitaires. Il y a cependant un grand intérêt, qui s'attache aux œuvres qui mettent en contact des membres de la Société avec les souffrances individuelles ou collectives. La Société a le pouvoir de mener à bien ces œuvres. La seule question qui se pose est de savoir si elle doit faire usage de ce pouvoir ou non. Or, la Commission s'accorde à penser qu'elle doit en faire usage avec prudence et discernement. La Société ne doit pas entreprendre une œuvre à la légère en s'exposant par la suite à s'apercevoir qu'elle est impossible, car, de pareilles déconvenues seraient fort préjudiciables à la Société.

L'activité humanitaire de la Société trouve son meilleur emploi dans les œuvres constructives relatives à l'établissement de la paix, et complétant de manière précieuse les efforts tendant à instituer un mécanisme efficace d'arbitrage et de

Mrs. SWANWICK presented her report (A.81) and submitted the following resolutions:

« 1. The Assembly feels it its duty to pay a wholehearted tribute to the High Commissioner, Dr. Fridtjof Nansen, both for his unceasing devotion, of which for more than four years he has given proof, in assisting refugees of every nation, and for the high qualities which he has displayed in the carrying out of his onerous duties.

« The Assembly would record the fact that, with very limited means at his disposal, Dr. Nansen has saved from misery and often from death hundreds of thousands of human beings, and would render him the grateful thanks due to him as a benefactor of humanity; it relies on his cordial co-operation for the continuance of the work on behalf of the refugees.

« The Assembly:

« Considering that the most important work which still remains to be done refers to the employment, emigration and settlement of the refugees;

« Considering, moreover, that the Council has adopted the High Commissioner's recommendation for the transfer to the International Labour Organisation of the work still to be accomplished, subject to the approval of the Governing Body:

« Adopts the Council's decision of June 12th, 1924, and places at its disposal sufficient funds, that is to say 203,000 francs, specially set aside for the administrative services to deal with the establishment of the Russian and Armenian refugees during the year 1925, and requests the Council to continue negotiations with the Governing Body of the International Labour Organisation in order to determine the precise conditions under which the work now in course of accomplishment shall be completed. »

« 2. The Assembly,

« Moved by the Greek Delegate's statement in regard to the confiscations effected in certain banks to the detriment of the Armenian and Greek refugees;

« While making no pronouncement in regard to the facts with all the details of which it is not acquainted, or in regard to the competence of the League in this question:

« Urgently invites the Council to make a careful inquiry into the facts in question and then to take such measures as it may consider necessary, should it decide that the matter comes within the sphere of action of the League of Nations. »

Mrs. SWANWICK said that the Fifth Committee had asked whether the work for the Russian and Armenian refugees should continue for the ensuing year and, if so, what organisation was best suited for its efficient and economical prosecution. It had also considered what sum should be recommended to the Assembly for this purpose.

The Fifth Committee had not felt competent to go into the intimate question of organisation as between the League of Nations Secretariat and the International Labour Office. It therefore desired that the negotiations between these bodies should continue.

It was constantly said that the League should not take up further humanitarian work. There was, however, very great value in work which brought Members of the League into contact with individual suffering and individual persons. The League had the power to undertake such work. The only question was whether this power should be used or allowed to lapse. It was agreed that the power must be used with great care and prudence. The League should not lightly undertake work only to find on further consideration that the task was impossible. Such action could only injure the prestige of the League.

The humanitarian activities of the League were of the greatest value to the constructive work it was called upon to do in the cause of peace, and was a valuable complement to the endeavours which were being made to set up an effective machinery of

conciliation. L'activité humanitaire doit rapprocher les travailleurs du monde entier, pour la seule cause de l'accroissement du bien-être humain, et mobiliser toutes les forces de bonne volonté.

L'œuvre a, en outre, un aspect politique puisque aussi bien six millions de femmes sans foyer et d'hommes sans travail et sans domicile sont en danger pour le régime politique actuel. Un effort devrait être tenté pour susciter en eux un nouveau loyalisme dont à son tour bénéficierait la Société des Nations.

Nul mieux que le docteur Nansen ne pourrait assumer cette mission au nom de la Société; la Société, d'autre part, ne saurait avoir d'amis plus véritables que ceux à qui elle accorderait son passeport international.

M. DE BROUCKÈRE (Belgique) présente son rapport sur la question des réfugiés arméniens (A. 104) et soumet les résolutions suivantes:

« L'Assemblée,

« Tenant compte des résolutions adoptées en faveur des Arméniens par les première, seconde et troisième Assemblées, ainsi que par le Conseil;

« Désireuse de manifester sa sympathie envers ces malheureuses populations;

« Ayant examiné les propositions formulées en vue de l'établissement des réfugiés arméniens au Caucase et dans d'autres régions;

« Estimant qu'il est toutefois inopportun d'exprimer une opinion quelconque sur ces propositions avant qu'elles n'aient fait l'objet d'études approfondies et impartiales;

« Invite le Bureau international du Travail, en collaboration avec le Dr Nansen, à procéder à une enquête qui aura pour but d'étudier la possibilité d'établir en grand nombre les réfugiés arméniens au Caucase ou ailleurs,

« Et ajoute, à cet effet, un crédit supplémentaire de 50.000 fr. au Budget des réfugiés pour l'année 1925, étant entendu que par ce vote les Membres de la Société des Nations ne prennent aucun engagement quant à l'exécution d'un projet quelconque à ce sujet;

« L'Assemblée déclare, en outre, qu'en attendant que puisse être constitué un foyer national arménien, il importe que toutes facilités soient accordées aux réfugiés pour leur permettre de se procurer des emplois productifs dans d'autres pays, afin de maintenir et de sauvegarder leur existence nationale.

« Enfin, l'Assemblée propose de remercier et de féliciter le Gouvernement et le peuple helléniques pour les efforts admirables qu'ils ont accomplis en faveur des Arméniens, et d'exprimer aux Etats-Unis et aux autres pays sa vive gratitude pour la générosité dont ils n'ont jamais cessé de faire preuve à l'égard des Arméniens. Elle propose, en outre, d'inviter ces pays à continuer à cette malheureuse population une aide qui lui est précieuse et indispensable dans la dure épreuve qu'elle traverse actuellement. »

M. de Brouckère fait observer que cette résolution traite d'un problème particulier qui a été soumis à l'attention de l'Assemblée par le gouvernement grec. Il exprime d'abord la gratitude de la Société des Nations au gouvernement et au peuple grecs pour le chaleureux accueil qu'ils ont fait aux réfugiés arméniens. Le gouvernement grec n'a fait aucune distinction, au milieu de cet afflux d'étrangers qu'il accueillait entre les personnes de nationalité grecque et celles de nationalité étrangère.

Le problème consiste non seulement à secourir les réfugiés arméniens, mais à restaurer la nation arménienne elle-même. La Société des Nations a, vis-à-vis des Arméniens, des responsabilités particulières, car si elle a refusé d'instituer un mandat arménien, elle a du moins assumé un protectorat moral de ce peuple, et cette décision a été approuvée par les assemblées successives, sous forme de résolutions affirmant le droit des Arméniens à un foyer national.

La proposition a été faite de créer un foyer arménien dans le Caucase, mais ce projet comporte une extrême difficulté pour cette raison que l'Arménie caucasienne est déjà surpeuplée et qu'elle n'est pas en mesure de garantir à ses habitants la sécurité.

arbitration and conciliation. Humanitarian activities brought the workers of the world together for the welfare of humanity and mobilised all the forces of goodwill.

The work, moreover, had a political aspect, since millions of homeless women and of workless and homeless men were a danger to the existing political system. An endeavour should be made to give these men a new loyalty, which would be a loyalty to the League of Nations.

There could be no better missionary for the work of the League than Dr. Nansen, or a better friend of the League than one who had been granted its international passport.

M. de BROUCKÈRE (Belgium) presented his report on the question of the Armenian refugees (A. 104) and submitted the following resolutions:

"The Assembly;

"Bearing in mind the resolutions passed by the first, second and third Assemblies and by the Council in favour of the Armenians;

"Desirous of manifesting its sympathy towards these unfortunate people;

"Having considered the proposals made for the settlement of the Armenian refugees in the Caucasus and elsewhere;

"Considering it undesirable, however, to express any opinion on the merits of such proposals until they have formed the subject of careful and impartial enquiries;

"Invites the International Labour Office, in collaboration with Dr. Nansen, to institute an enquiry with a view to studying the possibility of settling a substantial number of Armenian refugees in the Caucasus or elsewhere;

"And adds a further sum of 50,000 francs to the Refugee Budget for 1925 for this purpose, it being understood that by voting this credit the Members of the League assume no obligation as to the execution of any scheme whatever in this connection.

"The Assembly;

"Further declares that, until an Armenian national home can be established, every possible facility should be given to the refugees to establish themselves in productive employment in other countries so as to maintain and safeguard their national existence.

"Finally, it proposes that the Greek Government and nation should be thanked and congratulated on the admirable efforts which they have made on behalf of the Armenians, and that gratitude should be expressed to the United States and other countries for the generosity which they have never ceased to show towards the Armenians. It further proposes that they should be asked to continue to afford these unhappy people a help which is indispensable and of great value during the crisis through which they are passing."

M. de Brouckère said that this resolution dealt with a particular problem which had been brought to the attention of the Assembly by the Greek Government. He would first of all express the gratitude of the League of Nations to the Government and people of Greece for the way in which they had welcomed the Armenian refugees. The Greek Government, in dealing with the recent influx of refugees, had made no distinction between refugees of their own and of other nationalities.

The problem was not one of relief for the Armenian refugees but of the restoration of the Armenian nation. The League of Nations had a special responsibility towards the Armenians. Though it had been unable to accept a mandate for Armenia, it had assumed a moral protectorate, and this decision had been endorsed in successive Assemblies by means of resolutions affirming the right of the Armenians to a national home.

It had been proposed that a home should be found for the Armenians in the Caucasus. This, however, was a problem of extreme difficulty. Caucasian Armenia already appeared to be over-populated, and was not in a position which guaranteed adequate security to its inhabitants.

La cinquième Commission, en conséquence, se propose uniquement d'entreprendre une étude préliminaire du problème.

Ce problème est à plusieurs égards un problème politique. Les frontières arméniennes, bien que récemment définies par le Président Wilson, n'ont pas encore été fixées et demeurent un problème non résolu et le moment de le résoudre ne paraît pas être arrivé.

Néanmoins il importe non seulement que les Arméniens reçoivent des secours, qu'ils soient ravitaillés et obtiennent du travail, mais encore qu'il leur soit permis de demeurer une nation. Leur droit civil doit être sauvegardé en même temps que leur langue et leurs institutions nationales.

M. HOFMEYR (Afrique du Sud) dit que la délégation sud-africaine estime que l'œuvre en faveur des réfugiés n'est pas à strictement parler du domaine de la Société des Nations. Cette œuvre ne doit être entreprise que dans des circonstances extrêmes et pour une durée de temps strictement limitée, pendant que les gouvernements directement intéressés et les institutions charitables se préparent à entreprendre elle-même ce travail.

La délégation sud-africaine ne peut donc pas engager le gouvernement de l'Union sud-africaine à soutenir financièrement cette œuvre après la fin du prochain exercice financier.

Il est certain que l'activité en faveur des réfugiés ne peut pas être interrompue brusquement. La question est de savoir si son domaine, à présent qu'il est élargi, est légitimement de la compétence de la Société. L'orateur se demande s'il est prudent pour la Société d'incorporer dans son programme régulier une œuvre qui devrait être laissée à d'autres mains et peut-être éveiller des espoirs qui ne pourraient être réalisés.

La délégation sud-africaine ne votera pas contre la résolution, mais elle désire définir sa position d'une manière tout à fait précise.

M. TOSTI DI VALMINUTA (Italie) dit que ceux qui prétendent que les questions humanitaires ne sont pas de la compétence de la Société ne lui paraissent pas avoir une conception exacte de l'esprit du Pacte. Il est du devoir de la Société d'établir la paix sociale, et il convient à cet effet de commencer par assurer aux peuples des conditions normales d'existence et une aide dans leurs malheurs.

Il existe entre l'Orient et l'Occident un grand mouvement de populations ruinées par les guerres et décimées par les massacres. Des millions de russes, de grecs et de turcs pénètrent vers l'Occident, menaçant de modifier l'ordre ancien et de devenir des centres dangereux de lutte et d'agitation. La Société des Nations doit donc donner une attention particulière à ce mouvement des races.

Le premier problème est celui des arméniens. Cette nation doit être sauvée si la solidarité internationale n'est pas un vain mot.

Depuis 1921, l'Assemblée a insisté continuellement sur la nécessité de trouver une solution à ce problème. L'Arménie a été reconnue comme une Haute Partie contractante dans le Traité de Sévres qui a avorté et le Président Wilson a tracé, pour cette nation, des frontières qui s'étendaient au-delà des limites actuelles d'Erivan.

Il y a eu, dans tous les pays du monde, un mouvement d'opinion publique en faveur des réfugiés arméniens. L'orateur mentionne en particulier l'effort énergique qui a été fait par la Grèce, laquelle a reçu des dizaines de mille de réfugiés arméniens.

La nation arménienne ne peut cependant pas compter entièrement sur la charité publique et la Société des Nations, conformément à ses engagements et à l'esprit du Pacte, doit supporter sa part des charges.

On a proposé divers plans tels que la création d'un foyer arménien au Caucase, au-delà des limites d'Erivan, et le transfert de 50.000 réfugiés sur le territoire de Sardarabad. Il ne semble peu probable que ces projets puissent être rapidement mis à exécution; cependant, la Société des Nations pourrait porter secours aux Arméniens de deux façons: d'abord, il est possible de rapatrier un certain nombre de réfugiés anciennement domiciliés en territoire turc, à ce sujet, nous rappelons que les articles 37 à 45 du Traité de Lausanne donnent à la Société des Nations le pouvoir de porter assistance aux minorités ethniques.

En second lieu, la Société des Nations pourrait aider à trouver du travail aux Arméniens dans les pays où ils se sont réfugiés.

The Fifth Committee, therefore, proposed merely to undertake a necessary preliminary study of the problem.

The problem was in some respects political. The frontiers of Armenia, though recently defined by President Wilson, had not yet been fixed, but remained an open question, and the moment did not appear to be favourable for a solution.

Meanwhile, it was necessary not merely that the Armenians should be relieved and provided with food and work but that means should be found to enable them to remain as a nation. Their civil rights must be safeguarded, together with their national language and institutions.

Mr. HOFMEYR (South Africa) said the South-African delegation held the view that the work on behalf of the refugees did not strictly fall within the scope of the activities of the League. Such work should only be undertaken in extreme circumstances, and then only for a strictly limited time, while the Governments directly interested and charitable institutions were preparing to deal with it themselves.

The South-African delegation could not, therefore, pledge the Government of the Union of South Africa to financial support of this work beyond the budget for the ensuing year.

It was agreed that the work could not be abruptly discontinued. The question was whether, in its widening scope, it fell legitimately within the sphere of the League. He doubted whether it was prudent for the League to incorporate into its regular programme work that should be left in other hands, and perhaps raise hopes which could not be fulfilled.

The South-African delegation did not vote against the resolution, but wished to make its position entirely clear.

Count TOSTI DI VALMINUTA (Italy) said that those who maintained that humanitarian questions did not come within the sphere of the League did not appear to have a correct conception of the spirit of the Covenant. It was the duty of the League to establish social peace, and for this purpose a beginning should be made by ensuring to peoples normal conditions of existence and relief for their misfortunes.

There was a great movement from East to West of peoples overcome by wars and massacre. Millions of Russians, Greeks, and Turks, with hundreds of thousands of Armenians and Macedonians, were penetrating westward, threatening to modify the old order and to become dangerous centres of strife and agitation. The League of Nations should devote very careful attention to this movement of the races.

The first problem was that of the Armenians. This nation must be saved if international solidarity was not a mere pretence. Since 1921 the Assembly had continued to insist on the necessity of finding a solution for the problem. Armenia had been recognised as a high contracting party in the abortive Treaty of Sévres, and President Wilson had traced for this nation frontiers that stretched beyond the present limits of Erivan.

There had been a movement of public opinion in all countries of the civilised world on behalf of the Armenian refugees. He would refer particularly to the great effort which had been made by Greece in receiving tens of thousands of Armenian refugees. The Armenian nation could not, however, rely wholly upon charity, and the League of Nations, in conformity with the undertakings it had made and with the spirit of the Covenant, must bear its part.

Various plans had been put forward, such as the creation of a national home in the Caucasus beyond the present limits of Erivan, and the transfer of 50,000 refugees to the territory of Sardarabad. It did not seem likely that these schemes would be easily or rapidly put into execution. Meanwhile the League might help in two ways. First, it was possible to repatriate a certain number of refugees formerly domiciled in Turkish territory. In this connection he would point out that Articles 37 to 45 of the Treaty of Lausanne gave to the League of Nations power to help ethnical minorities.

Secondly, the League of Nations might assist in finding work for the Armenians in the countries where they had taken

Dans ce domaine, la collaboration du Bureau international du Travail serait précieuse.

La situation des réfugiés grecs n'est pas aussi sérieuse que celle des arméniens grâce à l'activité remarquable qui a été déployée par le Gouvernement hellénique.

L'opinion publique italienne a suivi cette activité avec le plus grand intérêt et la sympathie la plus vive et la Société italienne des Chevaliers de Malte a interprété ces sentiments en prenant une part importante dans l'aide aux réfugiés. Cependant, en dépit du fait que le Gouvernement hellénique a dépensé plus de 3.000.000 de livres sterling en faveur des réfugiés grecs, il y a encore 500.000 de ces réfugiés dont on n'a pu assurer l'avenir d'une manière définitive. La deuxième Commission présentera à bref délai à l'Assemblée un projet d'emprunt de 10.000.000 de livres sterling à cet effet.

Enfin, il y a le problème des réfugiés russes. La partie juridique de ce problème a été résolue par le Haut-Commissaire au moyen de l'institution de certificats d'identité; le problème économique est plus difficile, il importe que les réfugiés russes expatriés se fixent dans leur nouveau pays d'adoption et qu'ils soient absorbés par les populations. Le problème en Italie a été plus simple du fait que les réfugiés russes de ce pays sont moins nombreux et qu'il a été possible de trouver pour eux des emplois dans des entreprises industrielles et commerciales.

Le problème est extrêmement sérieux dans tous les pays de l'Europe centrale et du Danube et, seule une organisation comme le Bureau international du Travail peut s'en occuper d'une manière satisfaisante. Il y a toujours le vaste domaine de la philanthropie privée et l'orateur adresse de nouveau un appel urgent au public de toutes les nations en lui demandant de fournir une aide nouvelle.

Sir James ALLEN (Nouvelle-Zélande) déclare qu'il parle au nom d'un pays qui a probablement par un effort volontaire souscrit des sommes plus élevées en faveur des réfugiés du continent européen que tous les autres pays représentés à l'Assemblée. Il est entièrement en sympathie avec ceux qui font effort pour secourir les malheureux réfugiés mais il craint que, si l'on fait appel aux fonds spéciaux de la Société, tout effort volontaire soit découragé.

Il se déclare contraint de faire des réserves de même ordre que celles qui ont été formulées déjà par le délégué de l'Afrique du Sud. Il ne peut engager son pays à fournir une contribution semblable l'année prochaine.

M. ANDREADES (Grèce) fait observer que la Société des Nations, en faisant appel aux capitalistes, a simplement montré que l'emprunt grec était une opération financière organisée en vue d'un noble but et qu'il ne comportait aucun élément de risque. Cet appel et cette assurance ont été suffisants parce qu'il est généralement reconnu que la Société des Nations est totalement désintéressée et que cet appel a été précédé d'une enquête approfondie sur la situation financière. Les réfugiés redeviendront, grâce à l'intervention de la Société, un élément d'ordre et une source de richesse. Ils récompenseront la Grèce des sacrifices qu'elle a fait en leur faveur et assureront le succès et le rachat de l'emprunt.

La Société des Nations a obtenu ces excellents résultats, non seulement en garantissant l'emprunt, mais aussi en s'assurant que les fonds recueillis seraient bien employés. Des centaines de milliers de réfugiés ont déjà été installés, des dizaines de milliers de maisons ont été bâties et de nombreux outils ont été distribués.

Les ressources allouées au service de l'emprunt ont cette année déjà produit 750 millions de drachmes ou 3 millions de livres st., alors qu'un seul million de livres st. suffisait à couvrir l'emprunt. De plus, l'emprunt est garanti par des hypothèques sur les immeubles et les maisons des réfugiés qui ont été évalués par le délégué de la Société des Nations à 10 millions de livres st.

On a fait remarquer au moment le plus critique des événements récents que d'autres pays avaient suspendu complètement le paiement de leurs dettes extérieures et l'on a suggéré qu'il était possible que la Grèce ou bien refuse tout paiement, ou bien liquide ses obligations à un taux déprécié. Le Gouvernement grec a eu le courage et le bon sens de refuser de suivre ces conseils. Une levée obligatoire de 16.000 millions de drachmes a été effectuée sur le capital et des impôts spéciaux ont été votés qui ont atteint même les classes les plus pauvres de la

refuge. In this task the assistance of the International Labour Office would be invaluable.

The position of the Greek refugees was less serious than that of the Armenians, thanks to the magnificent work which was being done by the Greek Government. Italian public opinion had followed the work of the Greek Government with the greatest interest and sympathy, and the Italian Association of the Knights of Malta had interpreted this feeling in taking an important part in assisting the refugees. In spite, however, of the fact that the Greek Government had spent more than three million pounds sterling, there were still some 500,000 Greek refugees for whom no final provision had yet been made, and the Second Committee would shortly submit to the Assembly a scheme for a loan of ten million pounds sterling for this work.

Next there was the problem of the Russian refugees. The problem in its legal aspect had been settled by the High Commissioner by means of the identity certificate. The economic problem was more difficult. It was necessary that the expatriated Russian refugees should settle down in the new countries of their adoption, and that they should be absorbed into the population. The problem in Italy had been simpler than elsewhere, owing to the fact that the Russian refugees in that country belonging for the most part to the educated classes, and it had been possible to find employment for them in financial or commercial undertakings. The problem was extremely serious in all the countries of Central Europe and of the Danube, and only an organisation like the International Labour Office could adequately deal with it.

There would always remain the vast field of private philanthropy, and he would again appeal urgently to the public of all nations for further help.

Sir James ALLEN (New Zealand) said he spoke for a country which had probably subscribed by voluntary effort more money for the refugees on the Continent of Europe than any other country represented at the Assembly. He was in entire sympathy with the efforts made to relieve the unfortunate refugees, but he was afraid that if resort was had to the funds of the League voluntary effort would be discouraged.

He was bound to make a similar reservation to that already formulated by the delegate of South Africa. He could not pledge his country to support a further contribution next year.

M. ANDREADES (Greece) said that the League of Nations, in appealing to the capitalists, had merely indicated that the Greek loan was a financial operation organised for a noble purpose and that there was no element of risk. This appeal and this assurance had been sufficient because it was generally known that the League of Nations had no interested motives and that its appeal had been preceded by a thorough investigation of the financial position.

Thanks to the intervention of the League, the refugees would again become an element of order and a source of wealth. They would reward Greece for the sacrifices which she had made on their behalf and ensure the service and the redemption of the loan.

The League of Nations had obtained these excellent results not only by guaranteeing the loan but also by taking care that the loan should be well employed. Hundreds of thousands of refugees had already been installed, tens of thousands of houses had been built and the necessary implements of labour distributed.

The revenues allocated to the service of the loan had this year produced 750 million drachmas, or three million pounds sterling, whereas only a million pounds sterling were necessary to cover the loan. Moreover, the loan was secured by mortgages on the properties and houses of the refugees, which had been valued by the delegate of the League of Nations at ten million pounds sterling.

It had been pointed out at the most critical moment during the recent events that other countries had completely suspended the payment of their external debt, and it had been suggested that it was possible for Greece either to refuse payment, or to liquidate these obligations in a depreciated currency. The Greek Government had had the courage and good sense to refuse this advice. A forced levy of sixteen thousand million drachmas had been levied upon capital, and special taxes had been voted which affected even the poorer classes

société. Le résultat a été que les ressources fiscales sont montées de 1.220 millions à 2.370.

Grâce à ces efforts, la Grèce se trouve, un an après le traité de Lausanne, dans une situation financière meilleure qu'aux jours qui suivaient les traités de Bucarest et de Sèvres et la Banque d'Angleterre a avancé 2 millions de livres sterling sur un emprunt qui n'a pas encore été voté.

Les rapports et les résolutions de la cinquième Commission sont adoptés.

Admission de Saint-Domingue.

Le PRÉSIDENT annonce que la Commission de l'ordre du jour a pris acte de la demande adressée par la République de Saint Domingue, relative à son admission dans la Société des Nations et qu'elle a présenté un rapport à l'Assemblée demandant à celle-ci d'insérer cette question dans son ordre du jour et de la renvoyer à la sixième Commission.

La proposition de la Commission de l'ordre du jour est adoptée.

Reconstruction financière de l'Autriche: Rapport de la deuxième Commission.

M. GARAY (Panama), président de la deuxième Commission et M. BONNET (France), rapporteur, occupent la tribune.

M. BONNET (France) rapporteur soumet les résolutions suivantes:

« L'Assemblée se félicite des progrès de l'œuvre d'assainissement de l'Autriche, entreprise sous les auspices de la Société des Nations.

« Elle prend acte de la décision du Conseil fixant les conditions auxquelles le système de contrôle budgétaire pourra tout d'abord être modifié à une date prochaine, puis ultérieurement supprimé. »

M. BONNET (France) rappelle de quelle manière la question de la reconstruction financière de l'Autriche s'est présentée devant la Société des Nations. Depuis deux ans l'Autriche ne possédait ni monnaie, ni crédit, ni budget. Un an après son budget était presque en équilibre, sa monnaie presque stabilisée, et l'emprunt qui avait été lancé sous les auspices de la Société avait entièrement réussi.

Néanmoins, l'Autriche avait encore à traverser une période assez critique. Deux faits ont marqué l'année 1923. D'abord, le Budget de l'Autriche a été parfaitement équilibré, bien que les dépenses du gouvernement autrichien aient légèrement dépassé les prévisions, et en second lieu, l'Autriche a subi une crise industrielle, agricole et financière, qui dura les premiers mois de 1923. La crise était due à des circonstances économiques, mais surtout à une vague de spéculation qui avait envahi l'Autriche entière et qui aboutit à des pertes en Bourse s'élevant à 58 millions de francs français. L'Assemblée doit se rappeler ces faits pour juger équitablement de la portée de l'accord qui vient d'être conclu entre la Commission financière de la Société et le gouvernement autrichien, et qui a été approuvé par le Conseil de la Société des Nations.

Au mois de mars, le gouvernement autrichien a soulevé deux questions. La première était relative au niveau auquel devrait être réalisé l'équilibre du budget, la seconde à l'usage qui devait être fait du solde de l'emprunt, après couverture du Budget. En juin 1923, le Conseil donna au Comité financier, l'ordre de négocier avec le gouvernement autrichien. Le Comité financier entreprit les négociations en août, et vient d'aboutir maintenant à un accord sanctionné par le Conseil. Les termes de cet accord sont reproduits dans le rapport de la deuxième Commission. Les mesures proposées par le Comité financier modifieraient prochainement les mesures de contrôle et rendraient ultérieurement possible la suppression totale de ce contrôle. Le Conseil s'accorde à adopter pour l'équilibre du Budget un chiffre beaucoup plus élevé que celui qui avait été prévu.

En second lieu le Gouvernement autrichien a entrepris d'adopter une série de mesures proposées par le Comité financier et relatives au relèvement économique général de ces pays, parmi lesquels on peut citer l'établissement des bilans des sociétés autrichiennes sur la base du franc or; l'établissement d'un rapport officiel entre la couronne autrichienne et un poids réel d'or; une série de modifications dans le système fiscal et dans la législation financière de l'Autriche.

of society. As a result, taxation revenues had increased from 1,220 millions to 2,370 millions.

Thanks to these efforts, Greece, one year after the Treaty of Lausanne, was financially in a better position than in the days immediately following the Treaties of Bucarest and of Sevres, and the Bank of England had advanced two million pounds sterling upon a loan which had not yet been voted.

The reports and resolutions of the Fifth Committee were adopted.

Admission of San Domingo.

The PRESIDENT said that the Agenda Committee had noted the application of the Republic of San Domingo for admission to the League of Nations, and had reported to the effect that the Assembly should be asked to place this question on its agenda and refer it to the Sixth Committee.

The proposal of the Agenda Committee was adopted.

Financial Reconstruction of Austria: Report of the Second Committee.

M. GARAY (Panama), Chairman of the Second Committee, and M. BONNET (France), rapporteur, came to the platform.

M. BONNET (France), rapporteur, submitted the following resolution:

"The Assembly is glad to note the progress in the work of Austrian reconstruction taken in hand under the auspices of the League of Nations.

"It notes the decision of the Council prescribing the conditions under which the system of budget control can properly be modified at an early date and subsequently terminated."

M. BONNET (France) recalled the manner in which the question of the financial reconstruction of Austria had come before the League of Nations. Two years previously Austria possessed neither currency, nor credits nor a budget. A year later its budget had already been almost balanced, its currency almost stabilised, and the loan which had been floated under the auspices of the League had been entirely successful.

Nevertheless, Austria had still to traverse a period of a somewhat critical nature. Two factors were outstanding in 1923. First, the Austrian budget had been entirely balanced, although the expenditure of the Austrian Government had been slightly higher than had been anticipated, and, secondly, Austria had passed through an industrial, agricultural and financial crisis during the first months of 1923. The crisis had been due to economic circumstances, but above all to a wave of speculation which had swept over Austria and resulted in losses on the exchange amounting to 58 million French francs. The Assembly must bear these facts in mind in order to estimate the scope of the agreement reached between the Financial Committee of the League and the Austrian Government and approved by the Council.

In March the Austrian Government had raised two questions: The first was the figure at which budgetary equilibrium should be established; the second was the use to be given to that amount of the loan which would not be necessary to cover the budget. In June 1923, the Council instructed the Financial Committee to negotiate with the Austrian Government. The Financial Committee carried on negotiations in August, and had now concluded an agreement which had been approved by the Council. The terms of the agreement were to be found in the report of the Second Committee. The measures proposed by the Financial Committee would modify the measures of control and would finally result in their complete removal. The Council had agreed that a far higher figure than that previously anticipated should be accepted for budgetary equilibrium. Secondly, the Austrian Government had undertaken to adopt a series of measures proposed by the Financial Committee regarding all forms of financial affairs. Among these measures he quoted the recommendation that the accounts of Austrian companies should be drawn up as far as possible on a gold franc basis; that a legal relationship should be established between the Austrian crown and an actual weight of gold; that changes should be made in certain forms of taxation and in the present financial legislation of Austria.

L'objet de ces mesures est le rétablissement complet du crédit autrichien, car le crédit financier autrichien avait souffert profondément en 1922 et le crédit économique presque aussi profondément en 1923. Déjà la crise financière est conjurée et les nouvelles mesures proposées par le Comité financier ont pour objet de conjurer aussi la crise économique.

L'Autriche a besoin de capitaux étrangers. Elle a besoin que la confiance revienne progressivement vers elle et lui ramène ses capitaux. Déjà un grand pas a été fait. Mais il apparaît que le contrôle qui a toujours été un des éléments essentiels du crédit de l'Autriche, et qui doit être considéré comme tel ne pourra être supprimé que lorsque les conditions requises de stabilité auront été remplies.

En terminant, M. Bonnet exprime l'espoir que ce contrôle pourra néanmoins être supprimé le plus tôt possible.

Son Excellence M. MENSENDORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Autriche) déclare qu'il a confiance que l'Assemblée adoptera la résolution soumise par la deuxième Commission, maintenant que l'Assemblée a pris acte des progrès réalisés dans l'œuvre de reconstruction financière de l'Autriche.

Mgr. Seipel (Chancelier d'Autriche) a exposé clairement l'attitude du Gouvernement autrichien lors d'une séance du Conseil.

Le Chancelier regrette profondément de n'avoir pu remplir le même office devant l'Assemblée dont l'accueil chaleureux l'avait au premier jour profondément touché.

Quand l'Autriche fit appel à la Société des Nations ce fut dans un esprit d'entière loyauté sans rien cacher de sa situation. Les résultats heureux de ce geste apparaissent maintenant ainsi que le montre le succès de l'enquête instituée au mois d'août par le Comité financier.

Il est heureux d'entendre M. Bonnet exprimer l'espoir que la confiance sera bientôt rétablie en ce qui concerne la situation financière de l'Autriche. L'Autriche saura montrer que cette confiance est justifiée, tant par ses ressources naturelles que par l'activité de son peuple, qui a montré au cours des dernières années qu'il pouvait supporter avec courage le plus lourd des fardeaux.

Il y a deux ans, il suppliait la Société des Nations d'intervenir en faveur de l'Autriche. L'aide qu'il demandait a été accordée et on s'accorde universellement à reconnaître aujourd'hui que le premier grand succès positif remporté par la Société consiste précisément en cette reconstruction financière de l'Autriche. Il félicite la Société de son œuvre dont l'effet moral sera grand dans son pays. L'Autriche est de plus en plus pénétrée des principes fondamentaux de la Société, particulièrement en ce qui concerne les questions importantes telles que l'arbitrage. L'Autriche a été un des premiers pays qui aient signé et ratifié la disposition facultative du Statut de la Cour permanente de Justice internationale; elle a, de même, conclu un traité d'arbitrage obligatoire avec la Tchécoslovaquie. Ce traité ne sera jamais considéré comme lettre morte, au contraire il constitue un progrès marqué et le Gouvernement autrichien désire conclure le plus grand nombre de traités d'arbitrage possible. C'est ainsi qu'il a déjà conclu des traités de ce genre avec la Hongrie et la Pologne et entend en conclure d'autres prochainement.

Pour terminer, il désire exprimer à nouveau, devant l'Assemblée, le vif désir qu'a le Gouvernement autrichien de s'associer à l'œuvre de la Société non seulement en ce qui concerne la reconstruction financière de son pays, mais encore à toutes les dispositions qu'elle compte prendre pour établir une paix véritable, assurer le désarmement moral et hâter l'avènement d'une ère d'harmonie universelle.

L'Assemblée adopte les résolutions de la deuxième Commission.

Oeuvre du Comité financier.

M. SUGIMURA (Japon), rapporteur, monte à la tribune; il donne lecture de son rapport (A. 94) et présente le projet de résolution suivant:

« I. L'Assemblée,

« Prend connaissance avec une vive satisfaction des progrès réalisés, pendant l'année écoulée, dans la tâche difficile et importante d'assurer aux réfugiés grecs des emplois productifs;

The object of these measures was to re-establish completely Austrian credit. The financial credit of the country had suffered very severely in 1922, and its economic credit almost equally severely in 1923. The financial crisis had already been remedied, and the new measures had been proposed by the Financial Committee with the object of remedying the economic crisis as well.

Austria needed foreign capital and an increase of confidence which would continue to expand as foreign capital came into the country. Measures already taken by the Austrian Government had created an atmosphere of confidence, but the control exercised over Austrian finances, which was the root of that confidence, could only be removed when the requisite conditions of stability had been entirely established.

In conclusion, M. Bonnet expressed the hope that the control would be removed as soon as possible.

Count MENSENDORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Austria) trusted that the resolution submitted by the Second Committee would be adopted by the Assembly, since it took note of the progress of the work of financial reconstruction of Austria.

Mgr. Seipel, the Chancellor of Austria, had made clear the attitude of the Austrian Government at a meeting of the Council. The Chancellor deeply regretted that he had found it impossible to perform himself the same office in the Assembly, for he had been much touched by the welcome which he had received on the occasion when he had first entered it.

When Austria had first appealed to the League, it had done so in a spirit of entire frankness and had concealed nothing of its situation. The good results of such a procedure were now apparent, as the results of the enquiry of the Financial Committee carried out in August proved.

He was happy to note that M. Bonnet had expressed the hope that confidence would shortly be re-established with regard to the financial situation of Austria. Austria considered that this confidence would not be misplaced, and would be fully justified in view of her natural resources and the industry of her people, who had shown during the last few years how courageously they could bear the heaviest of burdens.

Two years ago he had pleaded for the help of the League for Austria. That help had been given, and it was now generally recognised that the first great practical success of the League was indubitably the financial reconstruction of Austria. He congratulated the League on its work, which would have a great moral effect upon his country. Austria would become more and more imbued with the fundamental principles of the League, especially regarding such important questions as arbitration. Austria had been one of the first countries to sign and ratify the Optional Clause of the Statute of the Permanent Court of International Justice, and it had also concluded a treaty of compulsory arbitration with Czechoslovakia. This treaty would never be considered as a dead letter, but marked a real and true progress, and the Austrian Government was filled with the desire to conclude as large a number of treaties as possible on arbitration. She had already concluded treaties of this kind with Hungary and with Poland, and was in hopes of concluding others shortly.

In conclusion, he wished once more to assure the Assembly that the Austrian Government warmly desired to associate itself with the work of the League, not only in so far as the financial reconstruction of the country was concerned but also in every step taken to establish true peace and moral disarmament and an atmosphere of general harmony.

The Assembly adopted the resolutions submitted by the Second Committee.

Work of the Financial Committee.

M. SUGIMURA (Japan), rapporteur, came to the platform. He presented his report (A. 94) and submitted the following resolution:

“I. The Assembly:

“Learns with great satisfaction the progress made during the last year in the difficult and important task of settling the Greek refugees in productive employment

« Prend acte de la création et de l'heureux fonctionnement de l'Office autonome pour l'établissement des réfugiés grecs; des dispositions prises pour lui procurer les fonds nécessaires à ses travaux pour l'année écoulée, au moyen d'avances temporaires s'élevant à trois millions de livres sterling, de l'octroi de terres appropriées par le Gouvernement hellénique, du logement et de l'établissement sur ces terres et, dans une plus faible mesure, dans l'industrie, d'une grande partie des réfugiés;

« Constate, en outre, avec satisfaction l'amélioration de la stabilité des conditions politiques en Grèce, l'amélioration de la situation économique et le maintien à un cours stable de la monnaie grecque;

« Est heureuse d'apprendre que le Conseil, sur l'avis du Comité financier, estime que le moment est venu de donner à l'ensemble du plan une base financière définitive, par l'émission de l'emprunt à long terme; et que, en raison des circonstances favorables susindiquées, les terres et les recettes, proposées à titre de gages dans le Protocole, constituent une garantie suffisante pour la somme totale de dix millions de livres sterling, nécessaire à l'achèvement de l'œuvre d'établissement de tous les réfugiés intéressés;

« Exprime, pour conclure, l'espoir sincère que les opérations d'émission de l'emprunt pourront être conduites avec succès, et que toute l'entreprise, d'un intérêt vital au point de vue de la stabilité économique et politique de la Grèce pourra être menée à bonne fin.

« 2. L'Assemblée,

« Se référant aux résolutions spéciales que visent la reconstruction de l'Autriche et de la Hongrie et le projet d'emprunt international pour les réfugiés grecs;

« Prend acte avec satisfaction des autres travaux de l'Organisation économique et financière en matière financière, notamment en ce qui concerne la Ville libre de Dantzig, les publications périodiques de la Société des Nations sur des sujets financiers, et l'étude des problèmes de l'évasion fiscale et de la double imposition;

« Elle souhaite, sur ce dernier point, que l'accord de principe déjà conclu entre les experts soit rapidement précisé et réalisé suivant la procédure que détermineront le Comité financier et le Conseil. »

Il déclare que la résolution a trait à la partie de l'œuvre du Comité financier relative à l'emprunt international, pour les réfugiés grecs et à d'autres questions.

Le Gouvernement grec a sollicité l'appui moral et l'aide technique de la Société pour la préparation d'un plan permettant d'assurer les crédits nécessaires à l'établissement des réfugiés en territoire grec et de leur procurer un emploi rémunérateur. Un plan a été élaboré et en partie mis à exécution. Un Office autonome, destiné à employer les réfugiés à des travaux agricoles et à leur procurer des logements et du travail, a été institué et fonctionne depuis un an à Athènes sous la direction de M. Morgenthau, ancien ambassadeur des Etats-Unis. Les dépenses afférentes à cet Office ont été couvertes par des avances temporaires. Le Conseil, sur l'avis du Comité financier a approuvé la signature d'un Protocole par la Grèce, protocole définissant les devoirs qui incombent à l'Office autonome et préparant la voie au lancement d'un emprunt international de 10 millions de livres sterling, dont les garanties, aux mains de la Grèce, semblent suffisantes au Comité.

M. Sugimura espère que la grande œuvre d'établissement des réfugiés, qui est d'un intérêt capital pour la Grèce, sera menée à terme d'une façon satisfaisante.

D'une manière générale, les travaux entrepris par la Société des Nations en matière financière ont atteint déjà une importance considérable. Il rappelle l'œuvre importante en faveur de l'assainissement des finances de Dantzig, accomplie au cours de la période s'étendant entre la quatrième et la cinquième Assemblées, la publication de plusieurs ouvrages sur les questions financières et les enquêtes relatives à l'évasion fiscale et à la double imposition.

Pour terminer, il rend hommage à l'énergie et à l'habileté déployées par les Membres du Comité dans l'accomplissement de leur tâche.

Les résolutions sont adoptées.

“It notes the establishment and successful working of the Greek Refugees Settlement Commission; the arrangements made to finance the work of the past year through temporary advances amounting to £3,000,000 sterling; the allocation of suitable land by the Greek Government; the housing and establishment upon the land and, to a smaller extent, in industry of a large proportion of the refugees.

“The Assembly further notes with satisfaction the improvement in the stability of Greek political conditions, the improved economic position, and the maintenance of a steady value of the Greek currency.

“It is glad to learn that the Council, on the advice of the Financial Committee, considers that the time has now arrived when the whole scheme may be placed upon a definite financial basis by the issue of the long-term loan; and that, in view of the above favourable circumstances, the land and revenues proposed for assignment in the Protocol afford a sufficient security for the total sum of £10,000,000 required to complete the work of establishing all the suitable refugees.

“The Assembly expresses in conclusion the earnest hope that the loan may be successfully issued and that the whole of the undertaking, so vital to the economic and political stability of Greece, may be carried through to a successful conclusion.”

“2. The Assembly,

“In addition to the special resolutions concerning the reconstruction of Austria and Hungary, and the proposal of an international loan in favour of the Greek refugees:

“Notes with satisfaction the other work of the Economic and Financial Organisation in the financial sphere, particularly as regards the Free City of Danzig, the periodical publications of the League of Nations on financial subjects, and the study of the problems of fiscal evasion and double taxation.

“As regards the latter point, it hopes that the agreement of principle already reached by the experts will rapidly be given final shape and applied on the lines which may be determined by the Financial Committee and the Council.”

He explained that the resolution dealt with that part of the work of the Financial Committee which concerned the international loan for Greek refugees and other questions.

The Greek Government had asked the League for its moral and expert assistance in the preparation of a scheme for obtaining sufficient credits to establish the refugees on Greek soil and to give them a productive occupation. A constructive plan had been drawn up and partly put into practice. An autonomous office set up for the purpose of placing refugees on the land and for obtaining houses and work for them had been established and had been at work in Athens for a year under the direction of M. Morgenthau, a former Ambassador of the United States. The expenses of this office had been met by temporary advances. The Council, on the advice of the Financial Committee, had approved the signature by Greece of a Protocol defining the duties of this autonomous office, and opening the way to floating an international loan of £10,000,000 sterling, the guarantees for which, in the possession of Greece, were, in the Committee's opinion, sufficient.

M. Sugimura hoped that the great work of establishing the refugees, which was of vital interest for Greece, would reach a successful conclusion.

Generally speaking, the work of the League of Nations, in financial affairs, had already attained considerable proportions. He mentioned the great work accomplished between the holding of the Fourth and Fifth Assemblies in regard to the finances of the Free City of Danzig, and the publications of various works on financial matters, as well as the investigations carried out in regard to the problem of fiscal evasion and double taxation.

He ended by paying a tribute to the Members of the Committee on the energy and skill with which they had carried out their work.

The resolutions were adopted.

III. VINGTIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue à la Salle de la Réformation, mardi 25 septembre 1924, à 16 heures.

Travaux du Comité économique: Rapport de la deuxième Commission.

M. GARAY, président de la deuxième Commission et M. VEVERKA, rapporteur prennent place à la tribune.

M. VEVERKA résume son rapport (A. 97) et soumet les résolutions suivantes:

« L'Assemblée:

« 1^o Enregistre avec une vive satisfaction le succès remporté par la Conférence internationale pour la simplification des formalités douanières et souhaite que la Convention, à laquelle la Conférence a abouti, soit ratifiée au plus tôt par le plus grand nombre possible d'Etats. Elle constate, d'autre part, que la Convention ne constitue qu'une première, bien que très importante étape dans la voie de l'amélioration des relations commerciales internationales, et elle souhaite que le Comité économique fasse tous ses efforts pour réaliser de nouveaux progrès dans cette direction;

« 2^o Prend acte des propositions du Comité visant — au moyen d'amendements et d'additions à apporter à la convention pour la protection de la propriété industrielle — une protection plus efficace contre la concurrence déloyale, et exprime le vœu que ces propositions puissent trouver l'appui des Etats membres, à l'occasion de la prochaine Conférence de révision de la Convention pour la protection de la propriété industrielle;

« 3^o Prend acte des recherches et des conclusions auxquelles a abouti le Comité économique en ce qui concerne la protection de l'acheteur étranger contre les marchandises sans valeur.

« Elle insiste très vivement pour que tous les moyens prévus dans les pays exportateurs, en vue d'analyser, de vérifier et de certifier la qualité des marchandises, soient mises sans restrictions à la disposition de l'acheteur étranger, aussi bien qu'à celle du consommateur du pays même; pour que ces facilités soient développées et étendues et que leur existence soit portée, au moyen d'une publicité appropriée, à la connaissance des acheteurs étrangers;

« 4^o Constate les progrès réalisés par le Comité économique dans l'étude de la question du traitement à accorder aux ressortissants étrangers et aux entreprises étrangères, dans l'étude des crises économiques et en ce qui concerne l'unification des méthodes de statistiques;

« 5^o Appelle à nouveau l'attention des Etats membres sur le grand bénéfice qui résulterait pour le commerce international d'une prompt ratification par le plus grand nombre possible d'Etats du Protocole sur les clauses d'arbitrage.

« 6^o Se référant à l'alinéa 1^{er} de l'article 3 de la Convention pour la simplification des formalités douanières, déjà signée par trente et un Etats et ratifiée par six;

« Considérant que le système des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation constitue un obstacle sérieux au libre développement des échanges internationaux;

« Considérant, d'autre part, que les circonstances générales pourraient être désormais favorables à une action dans ce domaine;

« Exprime le désir que le Conseil invite le Comité économique à étudier la possibilité et l'opportunité d'une entente entre Etats membres et non membres de la Société, qui aurait pour objet l'abolition définitive des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation et, le cas échéant, à proposer les moyens les plus appropriés dans ce but. Réserve est faite pour les dispositions visant la protection des intérêts vitaux des Etats. »

Le Vicomte ISHII (Japon) insiste sur l'importance que son pays attache au traitement équitable des personnes et des entreprises étrangères. Il pense qu'une des plus nobles tâches de

III. TWENTIETH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation at 4 p.m. on Wednesday, September 25th, 1924.

Work of the Economic Committee: Report of the Second Committee.

M. GARAY, Chairman of the Second Committee, and M. VEVERKA, rapporteur, came to the platform.

M. VEVERKA summarised his report (A. 97) and submitted the following resolutions:

"The Assembly:

"1. Records with great satisfaction the success achieved by the International Conference for the Simplification of Customs Formalities and hopes that the Convention at which the Conference arrived may be ratified with the shortest delay by the largest possible number of States. It notes, further, that the Convention constitutes only the first, though a very important, stage in the improvement of international commercial relations, and it hopes that the Economic Committee will do its utmost to make further progress in the same direction;

"2. Takes note of the proposals of the Committee aiming, by means of amendments and additions to the Industrial Property Convention, at more effectual protection against unfair competition, and expresses the hope that these proposals may receive the support of the States Members on the occasion of the forthcoming Conference for the Revision of the Convention for the Protection of Industrial Property;

"3. Takes note of the investigations of the Economic Committee regarding the protection of the foreign buyer against worthless goods, and of the conclusions arrived at.

"The Committee strongly urges that all the arrangements provided in exporting countries for testing, verifying, and certifying the quality of goods should always be freely available for the benefit of the foreign buyer as well as for that of the home consumer, and that these facilities should be developed and extended and their existence be brought to the knowledge of foreign buyers by suitable methods of publicity;

"4. Notes the progress made by the Economic Committee in the study of the question of the treatment to be accorded to foreign nationals and enterprises in the study of economic crises and with regard to the unification of methods of statistics;

"5. Again draws the attention of the States Members to the great benefit which international trade would derive from the prompt ratification by the largest possible number of States of the Protocol on Arbitration Clauses;

"6. With reference to paragraph 1 of Article 3 of the Convention relating to the Simplification of Customs Formalities, which has already been signed by thirty-one States and ratified by six;

"Considering that the system of import and export prohibitions and restrictions constitutes a serious impediment to the free development of international trade; and also

"That the general situation might in future be favourable to action in this sphere:

"Desires the Council to instruct the Economic Committee to consider the possibility and expediency of an agreement between States Members of the League and States non-Members with a view to the final suppression of import and export prohibitions and restrictions and, if necessary, to suggest the most suitable methods of achieving this object. Provisions relating to the protection of the vital interests of States shall not be effected."

Viscount ISHII (Japan) emphasised the importance attached by his country to the question of the equitable treatment of foreign nationals and enterprises. He considered it one of the

la Société sera de veiller à ce qu'aucun de ses membres n'ait à souffrir d'une discrimination injuste dans ses entreprises commerciales internationales.

M. van EYSINGA (Pays-Bas) rappelle qu'en ce qui concerne la sixième résolution, le moment est venu d'abolir toutes les restrictions apportées au libre développement du commerce international et d'appliquer le principe contenu dans l'article 23 du Pacte. La délégation des Pays-Bas votera en faveur de la sixième résolution, qui constitue le premier pas vers la suppression totale de toutes les restrictions dans l'importation et l'exportation.

Les résolutions sont adoptées à l'unanimité.

Situation en Géorgie: Rapport de la sixième Commission.

M. ENCKELL (Finlande), Président de la sixième Commission et M. MACDONALD, rapporteur, prennent place à la tribune.

M. MACDONALD présente le rapport suivant:

« L'Assemblée a renvoyé à l'examen de la sixième Commission une proposition présentée par les délégations de la Belgique, de l'Empire britannique et de la France, qui est ainsi conçue:

« L'Assemblée,

« Renouvelant la résolution votée le 22 septembre 1922 par la troisième Assemblée au sujet de la Géorgie:

« Invite le Conseil à suivre avec attention les événements dans cette partie du monde, de manière à saisir les occasions qui pourraient se présenter d'aider par des moyens pacifiques et conformes aux règles du droit international, au retour de ce pays à une situation normale. »

« Cette proposition reproduit mot pour mot le texte de la résolution votée en 1922. La troisième Assemblée, dans un sentiment qui répond encore, nous en sommes certains, à celui de l'unanimité de nos collègues, a confié au Conseil le soin d'observer la situation et de saisir toute occasion favorable d'aider à son amélioration par des moyens pacifiques et conformes au droit international.

« Les données fondamentales de cette situation n'ont pas changé et les événements tragiques qui se produisent en ce moment même en Géorgie renouvellent dans nos esprits les préoccupations de la troisième Assemblée. La résolution de 1922 étant acquise, il est permis d'y ajouter l'espoir que les Gouvernements des Etats membres de la Société pourront assister éventuellement le Conseil, soit en lui fournissant des informations, soit en lui prêtant, dans la mesure où le permettraient les circonstances, le concours de leur influence pacificatrice.

« La Commission demande à l'Assemblée de vouloir bien ordonner la transmission du présent rapport au Conseil, afin de permettre à celui-ci de prendre en considération, au moment et de la façon qu'il croirait la plus opportune, les indications qui s'y trouvent contenues. »

Il résume brièvement les événements survenus dans ce pays depuis l'établissement de son indépendance, en février 1918, et fait un exposé de la situation actuelle.

Le Professeur Gilbert MURRAY (Empire britannique) attire l'attention sur le caractère humanitaire de la résolution. Il n'est nullement question de s'ingérer dans les affaires privées de la Russie ni de faire pression sur elle sous forme d'intervention militaire. On demande simplement au Conseil de rechercher un moyen pacifique qui permette de ramener ce pays à des conditions normales.

M. BONIN-LONGARE (Italie) déclare que la Société des Nations ne peut pas affecter d'ignorer les événements qui se déroulent en Géorgie. La délégation italienne apporte son appui à la proposition qui vient d'être faite par les délégations de Belgique, de France et de Grande-Bretagne, d'autant plus vivement que cette proposition ne fait que reproduire une résolution déjà adoptée à l'unanimité par la troisième Assemblée. La Société cependant se trouve sur un terrain très délicat et doit éviter toute fausse démarche. Il éprouve, en conséquence, une certaine satisfaction à constater qu'une grande latitude a été laissée au Conseil en ce qui concerne le choix des moyens et du moment propice à une intervention.

noblest missions of the League to see that none of its Members was subjected to any unjust discrimination in its international economic activities.

M. van EYSINGA (Netherlands), referring to the sixth resolution, said that the moment had come in which to abolish all impediments to the free development of international trade, and to carry out the great principle embodied in Article 23 of the Covenant. The Netherlands Delegation would vote for the sixth resolution as a preliminary step towards the total abolition of import and export prohibitions and restrictions.

The resolutions were unanimously adopted.

The Situation in Georgia: Report of the Sixth Committee.

M. ENCKELL, Chairman of the Sixth Committee, and Mr MACDONALD, rapporteur, came to the platform.

Mr. MACDONALD presented the following report:

“The Assembly has referred to the Sixth Committee for consideration a proposal submitted by the Delegations of Belgium, the British Empire and France in the following terms:

“The Assembly,

“Reiterating the resolution adopted on September 22nd, 1922, by the Third Assembly, with reference to Georgia:

“Invites the Council to follow attentively the course of events in this part of the world, so that it may be able to seize any opportunity which may occur to help in the restoration of this country to normal conditions by any peaceful means in accordance with the rules of international law.”

“This proposal is a textual reproduction of the resolution adopted in 1922. The Third Assembly, prompted by feelings which we are sure our colleagues all share at the present time, entrusted to the Council the duty of watching the situation and seizing any favourable opportunity to improve it by peaceful means in accordance with international law.

“The main features of the situation remain unaltered, and the tragic events which are at this moment taking place in Georgia must bring back to us the anxieties of the Third Assembly. As the resolution of 1922 is already on record, we may venture, in addition, to express the hope that the Governments of the States Members of the League may perhaps be able to assist the Council, either with information or by exercise of their influence for peace so far as circumstances may permit.

“The Committee requests the Assembly to give instructions for the present report to be communicated to the Council, in order that the latter may be able, at a time and in the manner it may consider the most opportune, to take into consideration the indications it contains.”

He briefly summarised the events which had happened in that country since it had asserted its independence in February 1918, and described the present position in that country.

Professor, Gilbert MURRAY (British Empire) emphasised the humanitarian character of the resolution. There was no question of interference with the domestic affairs of Russia, or using any form of military pressure. The Council was merely asked to look for an opportunity that might offer to bring that region back to normal conditions by peaceful means.

Count BONIN-LONGARE (Italy) said that the League of Nations could not affect to ignore the events which were happening in Georgia. The Italian delegation supported the proposals which had been moved by the delegations of Belgium, France and Great Britain, more especially as this proposal was merely a reiteration of a resolution which had been unanimously adopted by the Third Assembly.

The League, however, was on very delicate ground, and no false step must be taken. He was, therefore, happy to note that a wide liberty was left to the Council as to the choice of means and the moment at which action might be desirable.

M. de BROUCKÈRE (Belgique) approuve les observations du délégué de l'Italie. Il faut aborder cette question avec prudence. La plus grande prudence s'impose de la part du Conseil; d'autre part, lorsqu'un peuple se débat contre les plus grandes difficultés, il est impossible de ne pas faire allusion à une affaire aussi grave. Il ne faut pas que la Société perde la notion des réalités en ignorant une guerre qui se déroule à ses portes. Il est vrai qu'il n'est pas en son pouvoir de faire grand chose en ce moment, mais ce n'est pas une raison pour qu'elle passe cette affaire sous silence. Il propose donc que l'on adopte à l'unanimité la résolution, fait qui apportera un encouragement précieux aux opprimés.

M. BONNET (France) se déclare d'accord avec M. de Brouckère et pense que la Société des Nations ne doit pas garder le silence en face des souffrances du peuple géorgien. La prudence s'impose, certes, mais le texte soumis à la considération de l'Assemblée mêle des motifs d'ordre sentimental à des considérations strictement juridiques. C'est pour cette raison que la délégation française recommande son adoption.

Le rapport de la sixième Commission est adopté à l'unanimité et envoyé au Conseil.

Election des membres non permanents du Conseil: Proposition de la délégation chinoise.

Le PRÉSIDENT soumet à l'Assemblée la résolution suivante:

« La cinquième Assemblée renouvelle le vœu ci-dessous, adopté à l'unanimité par les Assemblées de 1922 et de 1923:

« Il est désirable que l'Assemblée, dans l'élection des six membres non permanents du Conseil, établisse son choix en tenant compte des divisions géographiques dominantes, des grandes familles ethniques, des différentes traditions religieuses, des divers types de civilisation et des sources principales de richesse. »

M. CHAO-HSIN-CHU (Chine) déclare que le point de vue adopté par la Chine en ce qui concerne la répartition des sièges non permanents du Conseil ne s'est pas modifié depuis les débuts de la Société. En 1920, M. Wellington Koo délégué de la Chine a insisté sur la nécessité de maintenir et d'augmenter le prestige du Conseil, ce qui, de son avis ne pouvait être réalisé que si le Conseil était composé de représentants du monde entier. Il a à cette époque insisté sur le fait que l'Asie devait être représentée au Conseil en raison de la richesse, de la civilisation et de la population de ce vaste continent. Il a averti l'Assemblée que si elle ne prenait pas en considération les intérêts des pays de l'Asie, elle exposerait la Société au reproche de n'être qu'une institution purement occidentale.

En 1923, l'Assemblée a adopté une recommandation analogue à celle qui lui est soumise à l'heure actuelle. Il espère donc qu'étant donné la décision antérieure de l'Assemblée la proposition chinoise sera adoptée à l'unanimité.

Le Prince ARFA-OD-DOVLEH (Perse) rappelle qu'au cours de la dernière Assemblée, il a insisté pour qu'un siège non permanent au Conseil soit donné à l'Asie qui est le plus grand continent du monde peuplé par la moitié des habitants de la terre. Il maintient son point de vue, c'est pourquoi il appuie la proposition de la Chine et espère qu'elle sera adoptée par l'Assemblée. Il ne suffit pas toutefois d'établir un principe, il faut que ce principe soit appliqué, c'est pour cette raison que la Perse ne pose pas sa candidature au siège non permanent au Conseil mais appuie la candidature de la Chine.

M. SUGIMURA (Japon) appuie chaleureusement la proposition du délégué de la Chine au nom de son pays et espère que celle-ci sera adoptée par la cinquième Assemblée.

L'Assemblée adopte cette proposition à l'unanimité.

En mettant aux voix la proposition, le PRÉSIDENT remarque que c'est la troisième fois que l'Assemblée a adopté la même recommandation.

Travaux de la Commission consultative de la traite des femmes et des enfants.

M. ZAHLE (Danemark), Président de la cinquième Commission et M. SOKAL (Pologne), rapporteur, prennent place à la Tribune.

M. de BROUCKÈRE (Belgium) associated himself with the remarks of the Italian delegate. Prudence was indispensable in regard to the question. The Council would have to manifest the greatest care, but, on the other hand, people could not be left to struggle and perish without an allusion being made to so grave a matter. The League of Nations must not take refuge in an unreal atmosphere and pay no attention to a war which might be raging at its gates. It was true that it could not do much at the moment, but that was no reason why it should pass over the matter in silence. He therefore proposed that the resolution should be unanimously adopted. This would be precious encouragement to those who found themselves oppressed.

M. BONNET (France) agreed with M. de Brouckère in thinking that the League of Nations could not keep silence when it was faced with sufferings such as were being endured by the Georgian people. Great prudence was certainly necessary, but the text before the Assembly combined motives of sentiment with strictly legal considerations. It was for this reason that the French delegation urged its adoption.

The report of the Sixth Committee was unanimously adopted and forwarded to the Council.

Election of Non-Permanent Members of the Council: Proposal of the Chinese Delegation.

The PRESIDENT submitted the following resolution:

« This Assembly reiterates the following recommendation adopted unanimously by the Assemblies of 1922 and 1923:

« It is desirable that the Assembly, in electing the six non-permanent Members of the Council, should make its choice with due consideration for the main geographical divisions of the world, the great ethnical groups, the different religious traditions, the various types of civilisation and the chief sources of wealth. »

M. CHAO-HSIN-CHU (China) said that the point of view adopted by China with regard to the allocation of the non-permanent seats on the Council dated from the beginning of the League. In 1920 Dr. Wellington Koo, delegate of China, had urged that the prestige of the Council should be maintained and increased and that the way to increase it was to make it representative of the whole world. He had then laid emphasis on proper Asiatic representation on the Council in view of the wealth, civilisation and population of that vast continent, and warned the Assembly that failure to give proper consideration to the legitimate interests of Asiatic countries would expose the League to the criticism that it was purely a Western institution.

In 1923, the Assembly adopted a similar recommendation to the one now before it. He therefore hoped that, in view of the past decision of the Assembly, unanimous approval would be given to the Chinese proposal.

Prince ARFA-ED-DOWLEH (Persia) referred to the fact that at the previous Assembly he had urged that a non-permanent seat on the Council should be given to Asia, which was the largest continent in the world and contained more than half mankind. He still maintained his position. He therefore supported the Chinese proposal, and hoped that the Assembly would adopt it. It was insufficient, however, to lay down a principle; it must be applied. For this reason Persia did not put forward her candidature for a non-permanent seat on the Council but supported the candidature of China.

M. SUGIMURA (Japan), in the name of his country, warmly supported the proposal of the Chinese delegation, which he hoped would be accepted by the Fifth Assembly.

The Assembly unanimously adopted the proposal.

In putting it to the vote, the PRESIDENT noted that this was the third occasion on which the Assembly had adopted the same recommendation.

Work on the Advisory Committee on Traffic in Women and Children.

M. ZAHLE (Denmark), Chairman of the Fifth Committee, and M. SOKAL, rapporteur, came to the platform.

M. SOKAL (Pologne) résume le rapport de la cinquième Commission et soumet les résolutions suivantes :

La cinquième Commission soumet les projets de résolution suivants à l'approbation de la cinquième Assemblée de la Société des Nations :

« 1. L'Assemblée exprime sa vive satisfaction des travaux accomplis par la Commission consultative pour la traite des femmes et des enfants; elle adopte son rapport, ainsi que les résolutions qui y figurent.

« 2. L'Assemblée exprime ses regrets qu'un si petit nombre d'Etats aient jusqu'ici ratifié la Convention internationale de 1921. Elle recommande que les Etats qui n'ont pas encore adhéré à la Convention, ou qui ne l'ont pas ratifiée, soient invités à exposer les raisons qui les en ont empêchés.

« 3. L'Assemblée de la Société des Nations fait sienne la résolution du Conseil approuvant la décision de la Commission consultative concernant les rapports annuels, invitant les Etats qui n'ont pas encore fourni ces rapports à bien vouloir le faire à l'avenir, et invitant les Etats qui ont envoyé les rapports pour 1922 à une date trop tardive pour qu'ils aient pu être insérés dans le résumé des rapports annuels, à les faire parvenir à l'avenir le 1^{er} avril de chaque année dans le cas des Etats occidentaux, et le 1^{er} juillet dans le cas des Etats d'Extrême-Orient.

« 4. L'Assemblée fait sienne la décision suivante du Conseil :

« Considérant qu'il est indispensable à la Commission consultative d'avoir pour ses travaux une collection complète des lois et règlements relatifs à la traite des femmes et des enfants, le Conseil invite à nouveau les gouvernements qui n'ont pas encore transmis les textes de ces lois et règlements à bien vouloir le faire aussitôt que possible. »

« 5. L'Assemblée fait sienne la décision suivante du Conseil :

« Le Conseil invite les Etats qui se sont engagés à désigner les autorités centrales et ne l'ont pas encore fait à le faire sans délai. Le Conseil prie de bien vouloir communiquer le nom de ces autorités au Secrétariat de la Société des Nations. »

« 6. L'Assemblée de la Société des Nations fait sienne la résolution du Conseil du 11 juin 1924 :

« Appréciant hautement la bonne volonté avec laquelle un grand nombre de gouvernements ont répondu à la demande formulée par le Conseil, le 19 avril 1923, relative à certains aspects du système des maisons de tolérance, le Conseil exprime l'espoir que les gouvernements qui n'ont pas encore fait connaître leurs vues à ce sujet fourniront les renseignements demandés, et invite la Commission consultative à poursuivre son étude de la question à la lumière de toutes nouvelles réponses qu'elle pourra recevoir. »

L'Assemblée adopte les résolutions.

Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient.

M^{lle} FORCHHAMMER (Danemark) rapporteur monte à la tribune.

Elle propose les résolutions suivantes :

« 1. L'Assemblée exprime aux gouvernements responsables des territoires mandatés ou soumis au contrôle allié, où les Membres de la Commission pour le trafic des femmes et des enfants exercent leur activité, ses remerciements pour l'appui qu'ils ont bien voulu prêter à la Commission, ainsi qu'à ses membres, et leur demande de bien vouloir continuer cet appui.

« 2. L'Assemblée approuve les rapports du D^r KENNEDY et de Miss Karen JEPPE. Elle exprime sa vive appréciation des résultats obtenus par eux et par leurs collaborateurs.

« 3. L'Assemblée recommande d'accorder, pour les travaux de la Commission en 1925, des crédits équivalents à ceux de 1924, soit une somme de 75.000 francs. »

M. SOKAL (Pologne) résume le rapport de la cinquième Commission, et soumet les résolutions suivantes :

The Fifth Committee submits for the approval of the Fifth Assembly of the League of Nations the following draft resolutions :

“1. The Assembly expresses its keen satisfaction with the work accomplished by the Advisory Committee on the Traffic in Women and Children, and adopts its report and resolutions.

“2. The Assembly expresses its regret that so few States have as yet ratified the International Convention of 1921, and it recommends that those States which have not yet adhered to or ratified the Convention should be invited to give the reasons which have prevented their doing so.

“3. The Assembly of the League of Nations endorses the resolution of the Council approving the decision of the Advisory Committee regarding the annual reports, and inviting those States which have not yet furnished these reports to be good enough to do so in the future, and further inviting those States which sent in their reports for 1922 too late to be included in the summary of annual reports to furnish them by April 1st of each year in the case of Western States, and by July 1st in the case of Far-Eastern States.

“4. The Assembly endorses the following decision of the Council :

“The Council, being of opinion that a full collection of laws and regulations relating to the traffic in women and children is essential to the work of the Advisory Committee, again invites those Governments which have not already furnished copies of such laws and regulations to be good enough to do so with the least possible delay.”

“5. The Assembly also endorses the following decision of the Council :

“The Council invites those States which have undertaken to appoint central authorities, but have not yet appointed them, to do so without delay, and requests them to be good enough to communicate the names of these authorities to the Secretariat.”

“6. The Assembly of the League of Nations adopts the resolution of the Council of June 11th, 1924 :

“The Council of the League of Nations, greatly appreciating the readiness with which many Governments have complied with the request formulated by the Council on April 19th, 1923, regarding some aspects of the system of licensed houses, expresses the hope that those Governments which have not yet made known their opinions on the subject will furnish the information asked for, and requests the Advisory Committee to continue its study of the question in the light of any further replies which may be received.”

The resolution was adopted.

Protection of Women and Children in the Near East.

M^{lle} FORCHHAMMER (Denmark), rapporteur, came to the platform.

She submitted the following resolutions :

“1. The Assembly expresses its thanks to the Governments responsible for the territories under mandate or under Allied control in which members of the Commission for the Protection of Women and Children are working, for the support they have given to the Commission and its members, and it requests them to continue to give this support.

“2. The Assembly approves the reports of Dr. KENNEDY and Miss Karen JEPPE; it expresses its great appreciation of the work they and their assistants have accomplished.

“3. It recommends that a sum similar to that granted in 1924 of 75,000 francs should be allocated for the work of the Commission in 1925.”

Elle passe en revue l'œuvre accomplie par Miss Jeppe et le Dr Kennedy en faveur de la protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient.

L'Assemblée adopte le rapport et les résolutions.

Construction d'une salle de conférences : Rapport de la quatrième Commission.

M. ZUMETA, vice-président de la quatrième Commission et M. van EYSINGA, rapporteur, montent à la tribune.

M. van EYSINGA (Pays-Bas), rapporteur, soumet la proposition suivante :

« L'Assemblée approuve le rapport de la quatrième Commission sur la construction d'une salle de conférences de la Société des Nations, prescrit l'exécution des mesures proposées dans le rapport et émet le vœu que les Etats membres de la Société donnent la plus large publicité aux conditions du concours pour la construction de la salle de conférences. »

Il rappelle qu'en 1922, l'Assemblée a reçu une offre de la République et Canton de Genève, ainsi que de la Ville de Genève, relative à une propriété contiguë au bâtiment du Secrétariat. L'Assemblée, en 1923, a vivement regretté que la situation financière de la Société n'autorisât pas la construction d'un bâtiment sur cet emplacement. Cette année, cependant, les finances de la Société permettent d'envisager l'érection d'un pareil bâtiment pour un prix approximatif de 4.500.000 francs-or; cette somme sera répartie en parties égales sur les budgets de 1926, 1927, 1928 et 1929.

Le bâtiment sera vraisemblablement terminé en 2 ans.

La construction de cette salle est d'une nécessité urgente.

Il exprime ses regrets de voir M. Ador empêché pour des raisons de santé de prendre part à la discussion et il espère qu'il sera bientôt rétabli.

En conclusion, la quatrième Commission recommande que les plans relatifs à la nouvelle salle de l'Assemblée soient mis au concours, ce concours devant être international. Il prie en conséquence les Gouvernements des Membres de la Société de donner la plus large publicité aux conditions imposées par ce concours; le lauréat devant être désigné par un jury international nommé par le Conseil.

Le PRÉSIDENT exprime ses remerciements à M. van Eysinga pour l'intérêt qu'il a témoigné à M. Ador, à qui il ne manquera pas de transmettre les vœux de rétablissement qui lui ont été adressés par l'Assemblée. Il ne manquera pas non plus de porter à la connaissance des autorités de la Ville et du Canton de Genève les aimables paroles qui ont été prononcées à leur égard par M. van Eysinga.

Sir Hubert LLEWELLYN SMITH (Empire britannique) déclare que dans un certain passage du rapport il est dit que le Comité préposé à la construction devra consulter un expert en vue de s'assurer que la salle comporte bien les propriétés des acoustiques requises. Le rapport de la quatrième Commission ne tend pas à faire du bâtiment en question un immeuble magnifique et par conséquent très coûteux, mais une construction simple réalisant parfaitement et de la manière la plus adéquate les qualités essentielles d'une salle d'assemblée. La première condition est que l'on y puisse travailler dans des conditions suffisantes de confort et que l'aération ainsi que l'accoustique y soient excellentes. Une bonne acoustique étant essentielle, il s'est mis en rapport avec le département britannique des recherches scientifiques, en vue de s'assurer si l'on peut accorder à la Société des Nations des facilités pour entreprendre une série d'expériences relatives à cette question. Il a reçu de son gouvernement une communication l'informant que si l'Assemblée le désirait, le Gouvernement britannique était prêt à entreprendre une série analogue d'expériences sur les propriétés acoustiques de la nouvelle salle en témoignage de l'intérêt que ce bâtiment lui inspire et que le Gouvernement était prêt, en outre, à supporter tous les frais occasionnés par ces expériences.

Le PRÉSIDENT, au nom de l'Assemblée, accepte la proposition de Sir Hubert Llewellyn Smith et remercie le Gouvernement britannique de sa générosité.

L'Assemblée adopte la résolution.

She summarised the work of Miss Jeppe and Dr. Kennedy for the protection of women and children in the Near East.

The Assembly adopted the report and the resolutions.

Construction of an Assembly Hall: Report of the Fourth Committee.

M. ZUMETA, Vice-Chairman of the Fourth Committee, and M. van EYSINGA, Rapporteur, came to the platform.

M. van EYSINGA (Netherlands), rapporteur, submitted the following proposal:

"The Assembly approves the report of its Fourth Committee on the question of the erection of a Conference Hall of the League of Nations, directs that the measures proposed in the report should be carried out, and recommends that the Members of the League should give the widest publicity to the conditions of the competition in connection with the erection of a Conference Hall."

He recalled the fact that in 1922 the Assembly had received an offer from the Republic and Canton of Geneva and from the City of Geneva of land adjacent to the Secretariat building. The Assembly in 1923 had much regretted that the financial position of the League had not justified the construction of a building on that site. This year, however, the finances of the League were such as to permit of the erection of such a building at a cost of approximately 4,500,000 gold francs. This sum would be distributed equally over the budgets of 1926, 1927, 1928 and 1929.

The building would probably be completed in two years.

Its construction was very necessary.

He expressed regret that M. Ador had been too ill to take part in the discussion, and hoped that he would soon recover his health.

In conclusion, the Fourth Committee recommended that the plans for the new Assembly hall should be submitted to an international competition, and to that end the Governments of the Members of the League would be requested to give the greatest possible publicity to the conditions of the competition, the winner of which would be judged by an international jury appointed by the Council.

The PRESIDENT thanked M. van Eysinga for his reference to M. Ador, to whom he promised to transmit the wishes of the Assembly for his speedy recovery. He would also bring to the notice of the authorities of the City and Canton of Geneva the kind references made to them by M. van Eysinga.

Sir Hubert LLEWELLYN SMITH (British Empire) said there was one particular passage in the report in which it was suggested that the Building Committee should consult expert opinion to ensure that the hall possessed the necessary acoustic properties. What the Fourth Committee was aiming at in its report was not the erection of a building of dazzling magnificence and corresponding expense, but one very simple in form which would serve fully and adequately the essential purposes of an Assembly hall. The first essential was that it should be possible to transact business under conditions of reasonable comfort, and that delegates should be able to breathe and hear easily. In view of the vital necessity that the hall should possess the necessary acoustic properties, he had been in communication with the Department of Scientific Research in Great Britain with a view to ascertaining whether facilities could be granted to the League to carry out a series of experiments with regard to that question. He had received a communication from his Government to the effect that, if the Assembly so desired, the British Government was prepared to conduct a set of experiments regarding the acoustic properties of the new hall as a mark of the interest which they took in it, and further that the Government was prepared to bear the whole expenses of such experiments.

The PRESIDENT, in the name of the Assembly, accepted the proposal of Sir Hubert Llewellyn Smith, and thanked the British Government for its generosity.

The Assembly adopted the resolution.

Répartition des dépenses de la Société.

M. BIGNAMI (Italie) rapporteur monte à la tribune. Il fait un résumé de son rapport (A. 102) et propose l'adoption de la résolution suivante:

« L'Assemblée,

« Attendu que les travaux de la Commission de répartition des dépenses, présidée par M. Réveillaud, ne sont pas encore terminés, mais que, d'autre part, la méthode envisagée par ladite Commission offre une base pratique qui permettra d'aboutir, comme il est dit dans le rapport qu'elle a présenté à l'Assemblée le 4 juillet 1924 (A. 14. 1924. II);

« Attendu que l'Assemblée a déjà adopté un barème provisoire pour l'année 1923 et que, pour l'année 1924, elle a également adopté un barème provisoire qui s'inspirait de celui pour 1923, en chargeant la Commission de répartition des dépenses de défalquer le montant des unités disponibles pour cette année de la contribution de ceux des membres auxquels la répartition fixée imposait une charge particulièrement lourde;

« Attendu que, en une matière aussi délicate, il y a un intérêt évident à attendre les conclusions des travaux de la Commission des dépenses, sans introduire dans les barèmes provisoires déjà approuvés pour les années 1923 et 1924 des changements qui, en l'état actuel des choses, seraient nécessairement arbitraires et, par suite, soulèveraient de nombreuses objections;

« Attendu que persistent encore les conditions qui ont provoqué un juste élan de solidarité unanime de la part de l'Assemblée de 1923 envers le Japon, si durement éprouvé par un tremblement de terre qui a détruit une grande partie de sa richesse;

« Attendu que d'autres membres ont présenté jusqu'à ces derniers jours des demandes de réduction de leur cotisation;

« a) invite tous les Etats membres de la Société à transmettre au Secrétaire général leurs prévisions budgétaires détaillées pour 1923 (1923-1924) et à continuer à envoyer dans la suite, dès leur publication, les prévisions budgétaires et les comptes clos de chaque exercice;

« b) Prie le Conseil d'inviter la Commission de répartition des dépenses, présidée par M. Réveillaud, à poursuivre ses études en vue de préparer (étant donné les difficultés que soulève l'établissement d'un barème définitif en ces années d'instabilité des changes) un nouveau projet de barème provisoire qui sera soumis à l'Assemblée de 1925 et entrera en application dès 1926, pour une période à déterminer;

« c) Décide de maintenir pour l'année 1925 la réduction de 12 unités accordée au Japon pour l'année 1924;

« d) Décide de réserver les 35 unités provenant de la reprise des paiements par la République Argentine;

« e) Invite la Commission de répartition des dépenses à répartir ces 35 unités dans la mesure où elle le jugera équitable, en tenant compte des réclamations des Etats membres particulièrement surchargés;

« f) Approuve, pour l'année 1925, le barème joint en annexe à la présente résolution et établi d'après celui de 1924, sous réserve toutefois des modifications qui pourront résulter de l'utilisation des 35 unités ci-dessus mentionnées par la Commission de répartition des dépenses.

Allocation of the expenses of the League.

M. BIGNAMI, rapporteur, came to the platform. He summarised his report (A. 102) and presented the following resolution:

"The Assembly, in view of the facts:

"That the work of the Committee on the Allocation of Expenses, presided over by M. Réveillaud, is not yet concluded, though the system proposed by the said Committee opens up the prospect of reaching a satisfactory conclusion, as mentioned in the report which this Committee submitted to the Assembly on July 4th, 1924 (A. 14. 1924. II);

"That the Assembly adopted a provisional scale for 1923 and also adopted a provisional scale for 1924 on the same lines as the 1923 scale, at the same time instructing the Committee on the Allocation of Expenses to place the whole of the units available for that year the credit of those Members for whom the then-existing allocation was particularly heavy;

"That in such a delicate matter it is clearly advisable to await the conclusion of the work of the Committee on the Allocation of Expenses and to make no changes in the provisional scales approved for 1923 and 1924, since, in the circumstances, such changes would necessarily be arbitrary and would consequently meet with numerous objections;

"That the same conditions still exist as so rightly called forth from the 1923 Assembly a unanimous impulse of sympathy for Japan when she was stricken by an earthquake that destroyed a great part of her wealth;

"And that applications have been received even during the last few days from other Members for a reduction of their quotas:

"(a) Invites all States Members of the League to communicate to the Secretary-General their detailed budget estimates for 1923 (1923-24) and to send in future the budget estimates and closed accounts for each financial period immediately they are published;

"(b) Requests the Council to ask the Committee on the Allocation of Expenses, presided over by M. Réveillaud, to continue its researches, with the object (in view of the difficulties of drawing up a definitive scale at a time when the exchange fluctuations are so pronounced) of preparing a fresh provisional scale to be submitted to the 1925 Assembly and to come into force as from 1926 for a period to be decided upon;

"(c) Resolves that the rebate of 12 units granted to Japan for the year 1924 shall be maintained for the year 1925;

"(d) Resolves that the 35 units available owing to the resumption of payment by the Argentine shall be held in reserve;

"(e) Requests the Committee on the Allocation of Expenses to divide these 35 reserved units in such a way as it may consider equitable, taking into consideration the claims of States Members for whom the existing allocation is particularly heavy;

"(f) Approves for the year 1925, subject to such modification thereof as may result from the utilisation by the Committee on the Allocation of Expenses of the 35 units mentioned above, the scale, which is based on that of 1924, annexed to the present resolution.

« Barème de la répartition des dépenses de la Société pour l'année 1924 :

Unités	Unités Report	Unités
Abyssinie 2	Italie 61	
Afrique du Sud 15	Japon 61	
Albanie 1	Lettonie 3	
Australie 26	Libéria 1	
Autriche 1	Lithuanie 4	
Belgique 15	Luxembourg 1	
Bolivie 5	Nicaragua 11	
Brésil 35	Norvège 10	
Bulgarie 7	Nouvelle-Zélande 10	
Canada 35	Panama 1	
Chili 15	Paraguay 1	
Chine 65	Pays-Bas 20	
Colombie 7	Pérou 6	
Costa-Rica 1	Perse 10	
Cuba 9	Pologne 25	
Danemark 12	Portugal 9	
Espagne 40	Roumanie 29	
Esthonie 3	Salvador 1	
Finlande 10	Royaume des Serbes, Croates et Slovénes 26	
France 78	Siam 10	
Grande-Bretagne 88	Suède 18	
Grèce 9	Suisse 15	
Guatemala 1	Tchécoslovaquie 35	
Haiti 2	Uruguay 7	
Honduras 1	Venezuela 5	
Hongrie 3		
Indes anglaises 65		
Irlande, Etat libre d' 10		
	Total 932	
	Argentine 35	
A reporter 561	(réservés)	

« Les 35 unités provenant de la reprise des versements par la République Argentine seront réparties par les soins de la Commission de répartition des dépenses, conformément aux termes de la résolution ci-dessus.

« Par conséquent, la valeur de l'unité pour 1925 sera la somme totale des dépenses en francs-or votée pour 1925, divisée par 932. Mais cette valeur, qui ne pourra, en aucun cas, être augmentée, pourrait être diminuée, si une partie des 35 unités réservées était affectée par ladite Commission à un dégrèvement général. »

M. NOVAKOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovénes) rend hommage à l'œuvre accomplie par la Commission de répartition des dépenses. Il n'a pas encore été possible d'établir un barème définitif, parce que la Commission ne dispose pas de toute l'information nécessaire. Il espère que les Etats qui n'ont pas encore fourni tous les détails nécessaires sur leur situation économique et financière, les enverront bientôt de façon à rendre possible l'établissement d'un barème définitif.

M. SUGIMURA (Japon) exprime au nom du Japon sa gratitude pour la faveur et la sympathie dont le Japon vient d'être l'objet.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

IV. SEPTIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

La première Commission a tenu sa septième séance hier, jeudi 25 septembre, à 15 heures, sous la présidence de Sir Littleton GROOM (Australie).

La discussion est reprise sur le projet de protocole au point où elle en était restée à la séance précédente.

La parole est donnée à M. LOUCHEUR (France), qui met la Commission au courant des amendements proposés par la Sous-Commission depuis la dernière séance.

Ces amendements se réfèrent à l'article 4 du Projet, paragraphes 4, 5 et 6, introduisant diverses modifications que la Commission accepte.

L'ensemble de l'article 4 est mis aux voix et adopté.

« Scale of Allocation of the Expenses of the League for 1924

Units	Units Brought forward	Units
Abyssinia 2	Italy 61	
Albania 1	Japan 61	
Australia 26	Latvia 3	
Austria 1	Liberia 1	
Belgium 15	Lithuania 4	
Bolivia 5	Luxembourg 1	
Brazil 35	Netherlands 20	
Bulgaria 7	New Zealand 10	
Canada 35	Nicaragua 1	
Chile 15	Norway 11	
China 65	Panama 1	
Colombia 7	Paraguay 1	
Costa Rica 1	Persia 6	
Cuba 9	Peru 10	
Czechoslovakia 35	Poland 25	
Denmark 12	Portugal 9	
Estonia 3	Roumania 29	
Finland 10	Salvador 1	
France 78	Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes 26	
Great Britain 88	Siam 10	
Greece 9	Spain 40	
Guatemala 1	South Africa 15	
Haiti 2	Sweden 18	
Honduras 1	Switzerland 15	
Hungary 3	Uruguay 7	
India, British 65	Venezuela 5	
Irish Free State 10		
	Total 932	
Carried forward 541	Argentine 35 (held over)	

« The 35 units that are available owing to the Argentine's resumption of payment will be distributed by the Committee on the Allocation of Expenses in accordance with the terms of the above resolution.

« The value of a single unit in 1925 will therefore be the total expenses in gold francs voted for 1925 divided by 932. But this figure, which cannot be increased, may be reduced if the said Committee decides to use part of the 35 units in hand for the purpose of making an all-round reduction. »

M. NOVAKOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) paid a tribute to the work of the Allocation Committee. It had not yet been possible to fix a final scale because the Committee had not at its disposal all the information required. He hoped that the States which had not yet furnished the necessary facts in regard to their financial or economic situation would do so as soon as possible in order that a final scale might be drawn up.

M. SUGIMURA (Japan) expressed on behalf of the Japanese nation gratitude for the favour and sympathy with which the case of Japan had been considered.

The resolution was unanimously adopted.

IV. SEVENTH MEETING OF THE FIRST COMMITTEE

The First Committee held its seventh meeting yesterday (Thursday, September 25th) at 3 p.m., under the chairmanship of Sir Littleton GROOM (Australia).

The discussion was continued on the draft protocol at the point at which it had been left off at the preceding meeting.

M. LOUCHEUR (France) was called upon to explain to the Committee the amendments proposed by the Sub-Committee since its last meeting. These amendments referred to Article 4 paragraphs 4, 5, and 6, of the draft Protocol, and introduced various modifications which the Committee accepted.

The whole of Article 4 was adopted.

L'article 5 est mis en discussion et provoque divers amendements dont le vote est renvoyé après la discussion de l'article 7.

Au moment où nous mettons sous presse, la Commission étudie l'article 6 du Projet.

V. NEUVIÈME SÉANCE DE LA TROISIÈME COMMISSION

La troisième Commission a tenu sa neuvième séance hier (le 25 septembre 1924), à 15 h., sous la présidence de M. POLITIS. La discussion continue sur le Protocole.

Article 13.

M. COBIAN (Espagne) signale qu'étant donné que les signataires du Protocole ne sont pas obligatoirement tous Membres de la Société des Nations, il est nécessaire de prescrire dans l'article 13 l'appui mutuel prévu par le paragraphe 3 de l'article 16 du Pacte pour réduire les inconvénients qui pourraient résulter de l'application des sanctions.

Il propose en outre que pour la même raison les plans de sanctions économiques et de coopération soient établis par le Conseil avec la collaboration des gouvernements, qu'ils soient obligatoires et que le Conseil fasse connaître à quel moment ils deviennent exécutoires.

M. BÉNÈS (rapporteur) répond que les modifications proposées par M. Cobian sont déjà en partie contenues dans le paragraphe 3 de l'article 12. Il ne semble pas possible de rendre obligatoires les plans visés dans l'article 13; ils ne pourront être rédigés qu'en termes très généraux et n'ont pour but que de donner aux gouvernements des indications qui permettront à ces derniers de prendre les mesures de législation intérieure nécessaires.

Il lui semble, en outre, évident que les organisations chargées d'établir ces plans ne pourront faire autrement que de collaborer avec les gouvernements.

M. COBIAN (Espagne) insiste, car il ne trouve pas à l'article 12 l'obligation posée à l'article 16, paragraphe 3, du Pacte. Il accepte toutefois de retirer ses amendements si l'interprétation donnée par M. Bénès des articles 12 et 13 figure dans le rapport.

L'article 13 est adopté.

Article 14.

Le général FREIRE D'ANDRADE (Portugal) pose au rapporteur les trois questions suivantes: au sujet de l'article 14:

1^o Le paragraphe 1 constitue-t-il pour les Etats une obligation ?

2^o Le paragraphe 2 permet-il aux Etats de ne fournir aucune force militaire ?

3^o Le mot « territoire » employé dans le Protocole couvre-t-il les colonies ?

M. KOUMANOUDI (Royaume des Serbes, Croates, Slovènes) fait observer que le paragraphe 2 contient une équivoque. Si les Etats sont liés par des accords, ils ne sont plus juges de la proportion de leurs forces à faire entrer en ligne. On pourrait croire que le Protocole rend à ces Etats une partie de leur liberté. Il propose de supprimer les mots « qu'ils jugeront nécessaires ».

M. BÉNÈS (rapporteur) répond à la première question du général d'Andrade qu'il est nécessaire que le Conseil puisse donner son avis sur l'application des sanctions. Pour cela, il serait bon qu'il connût d'avance la totalité et la nature des forces disponibles. En outre, la Conférence de réduction des armements devra savoir quelle sera la sécurité donnée à chacun pour fixer en conséquence le barème des armements. Il n'y a pas d'obligation pour les Etats de faire connaître les forces dont ils pourraient disposer mais c'est de leur intérêt et de celui du Conseil.

Article 5 was discussed, and gave rise to several amendments. The Committee adjourned its decision upon it until after it had discussed Article 7.

At the moment the *Journal* went to press, the Committee was examining Article 6 of the draft Protocol.

V. NINTH MEETING OF THE THIRD COMMITTEE.

The Third Committee held its ninth meeting yesterday, September 25th, at 3 p.m., under the chairmanship of M. POLITIS. The discussion on the Protocol was continued.

Article 13.

M. COBIAN (Spain) said that, as the signatories of the Protocol were not necessarily all Members of the League of Nations, it was necessary to provide in Article 13 for the mutual support contemplated in paragraph 3 of Article 16 of the Covenant, in order to reduce the inconveniences which might result from the application of the sanctions. He further proposed that the plans for the economic sanctions and for co-operation should be established by the Council in collaboration with the Governments; that these plans should be compulsory; and that the Council should announce at what moment they fell due to be executed.

M. BENES (Rapporteur) said that the modifications proposed by M. Cobian were already in part contained in paragraph 3 of Article 12. It did not seem possible to make obligatory the plans contemplated in Article 13. They could only be drafted in very general terms, and their object was merely to give Governments indications which would enable them to take the internal legislative steps which might be necessary.

Moreover, it seemed clear that the organisations whose duty it was to establish these plans could not do otherwise than co-operate with the Governments.

M. COBIAN (Spain) was inclined to insist on his suggestions, as he did not find in Article 12 the obligation laid down in paragraph 3 of Article 16 of the Covenant. He consented, however, to withdraw his amendments if the interpretation given by M. Benes to Articles 12 and 13 were embodied in the report.

Article 13 was adopted.

Article 14.

General FREIRE D'ANDRADE (Portugal) asked the Rapporteur the three following questions in regard to Article 14:

(1) Did paragraph 1 constitute an obligation for the States ?

(2) Did paragraph 2 permit the States not to furnish any military force ?

(3) Did the word "territory" used in the Protocol cover colonies ?

M. KOUMANOUDI (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) said that paragraph 2 was ambiguous. If the States were bound by agreements, they were no longer judges of the proportion of their forces which they were to contribute. It might be argued that the Protocol restored to these States a part of their liberty. He proposed to suppress the words "as they may consider necessary".

M. BENES (Rapporteur), replying to the first question of General d'Andrade, said that it was necessary for the Council to be able to give its opinion in regard to the application of the sanctions. To that end it would be advisable for the Council to know in advance the amount and nature of the forces available. Moreover, the Conference on the Reduction of Armaments would have to know what would be the security accorded to each in order to fix the scale of the armaments. There was no obligation for States to announce the forces which might be at their disposal, but it was to their interest and to the interest of the Council to do so.

En réponse à la deuxième question du général d'Andrade et de M. Koumanoudi, il déclare que le Protocole ne peut modifier les accords passés entre les Etats et il accepte la suppression proposée par M. Koumanoudi.

A la troisième question, il répond que le terme « territoire » comprend évidemment tous les territoires placés sous la souveraineté des Etats.

M. HENDERSON (Empire britannique) propose de modifier le paragraphe 2 de l'article 14 de la façon suivante, pour le mettre en harmonie avec l'article 12:

« Après que le Conseil aura enjoint d'appliquer les sanctions conformément à l'article 6, les Etats signataires peuvent, en outre, faire entrer en ligne, etc. »

M. SCHANZER (Italie) interprète le paragraphe 1 de l'article 14 comme constituant une faculté et non une obligation pour les Etats.

D'autre part, il estime que le total des forces disponibles pour l'exécution des sanctions ne doit pas être pris en considération dans l'établissement des barèmes d'armement qui sera fait par la Conférence. Le seul critère pour l'établissement de ce barème doit être la sécurité nationale ainsi qu'il est prévu à l'article 8 du Pacte.

M. BÉNÈS, rapporteur, accepte l'amendement de M. Henderson. Il se déclare d'accord avec M. Schanzer sur l'interprétation du paragraphe 1. La Conférence internationale devra tenir compte, évidemment entre autres éléments de l'article 8.

M. JOUHAUX (France) remarque que la Conférence, dans le calcul des barèmes d'armements, devra tenir compte surtout de la sécurité générale qui sera assurée, par la mise en vigueur du Protocole. Elle aboutirait aussi à un échec si, par l'application du paragraphe 1 de l'article 14, les Etats étaient amenés à n'indiquer au Conseil que des chiffres ridiculement faibles.

M. Paul BONCOUR (France) avant d'accepter, tient à préciser le sens de l'amendement de M. Henderson. L'article 6 prévoit des cas déterminés où l'agression est si clairement établie que l'entrée en vigueur des sanctions n'est qu'une question de procédure qui peut être réglée par le Conseil à la majorité.

L'amendement de M. Henderson est adopté.

M. KNOWLES (Australie) propose de supprimer dans le paragraphe 2 les mots « la totalité ou la partie ».

Cet amendement et celui de M. Koumanoudi sont adoptés. L'article 14 est adopté avec ses amendements.

Article 15.

M. LANGE (Norvège) désire présenter l'amendement suivant pour couper court aux convoitises qui pourraient naître pendant l'exécution des sanctions militaires:

« Le Conseil de la Société est seul compétent pour proclamer la levée des sanctions et le retour aux conditions normales. »

Après un échange d'observations, *cet amendement est adopté sous réserve de l'endroit où il sera inséré dans le Protocole.*

L'article 15 est adopté avec la suppression du mot « financière » à la fin du premier paragraphe proposé par M. Henderson.

Article 16.

Le PRÉSIDENT fait part d'un amendement de M. Henderson consistant à terminer le deuxième paragraphe de la façon suivante:

« Le Secrétaire général de la Société des Nations devra prendre immédiatement l'avis du Conseil pour savoir s'il doit annuler les invitations ou seulement ajourner la Conférence jusqu'à ce que les ratifications aient été déposées en nombre suffisant. »

M. COBIAN (Espagne) insiste sur la nécessité d'ajouter aux mots « réduction des armements », le terme « limitation ». Il propose de supprimer les paragraphes 5 et 6.

Replying to the second question of General d'Andrade and M. Koumanoudi, he said that the Protocol could not modify agreements between States, and that he was prepared to accept the suppression proposed by M. Koumanoudi.

He replied to the third question that the term "territory" evidently included all territories placed under the sovereignty of the States.

M. HENDERSON (British Empire) proposed to amend paragraph 2 of Article 14 in the following manner, so as to bring it into conformity with Article 12:

"After the Council has decided that the sanctions should be applied in accordance with Article 6, the Signatory States can also bring to the assistance, etc."

M. SCHANZER (Italy) interpreted paragraph 1 of Article 14 as being optional and not compulsory for the States.

He also was of the opinion that the total forces available for the carrying out of the sanctions should not be taken into consideration when establishing the scale of armaments which would be drawn up by the Conference. The only standard for the drawing up of this scale should be national security as was provided for by Article 8 of the Covenant.

M. BENES, rapporteur, accepted the amendment of Mr. Henderson and declared himself in agreement with M. Schanzer in regard to the interpretation of paragraph 1. The international conference should evidently take note of Article 8 among other considerations.

M. JOUHAUX (France) remarked that the conference, when deciding upon the scale of armaments, should, above all, consider general security, which would be assured by the putting into force of the Protocol. The conference would meet with a check if the States were led by the application of paragraph 1 of Article 14 to notify absurdly small figures to the Council.

M. Paul BONCOUR (France) wished to make the meaning of Mr. Henderson's amendment clear before accepting it. Article 6 took definitely determined cases into consideration where aggression was so clearly established that the putting into force of the sanctions was only a question of procedure which could be settled by a majority vote of the Council.

The amendment of Mr. Henderson was adopted.

Mr. KNOWLES (Australia) proposed to suppress the words "the whole or such part" in paragraph 2.

This amendment and that of M. Koumanoudi were adopted. Article 14 was adopted with its amendments.

Article 15.

M. LANGE (Norway) wished to submit the following amendment so as to put a stop to illegitimate abuses which might arise during the application of the military sanctions.

"Only the Council of the League of Nations is competent to proclaim the withdrawal of the sanctions and the return to normal conditions."

After an exchange of views *this amendment was adopted* with a reservation as to the place in which it should be inserted in the Protocol.

Article 15 was adopted with the omission of the word "financial" at the end of the first paragraph proposed by Mr. Henderson.

Article 16.

The CHAIRMAN gave notice of an amendment of Mr. Henderson which was to the effect of ending the second paragraph as follows:

"The Secretary-General of the League of Nations should immediately consult the Council with a view to establishing whether he should cancel the invitations or merely adjourn the conference until a sufficient number of ratifications had been submitted."

M. COBIAN (Spain) insisted upon the necessity of adding the word "limitation" to the words "reduction of armaments". He proposed to suppress paragraphs 5 and 6.

M. BÉNÈS (rapporteur) répond que les paragraphes 5 et 6 sont nécessaires pour souligner la responsabilité qui pèsera sur ceux qui n'exécuteraient pas le Protocole.

M. POULLET (Belgique) fait observer que le paragraphe 3 ne peut s'appliquer à la partie du Protocole qui vise la préparation de la Conférence des réductions des armements.

M. LANGE (Norvège) objecte à la proposition de M. Cobian d'introduire le terme « limitation des armements » que cela indiquerait une certaine restriction regrettable.

M. BRANCO-CLARK (Brésil) insiste sur la proposition de M. Cobian. Les pays de l'Amérique du Sud sont pratiquement désarmés. On ne pourrait donc songer à réduire encore leurs armements. Il rappelle que le terme « limitation » a été employé à plusieurs reprises dans les documents officiels de la Société.

L'article 16, sous réserve des amendements à apporter par le Comité de rédaction, est adopté.

L'article 17 est approuvé sans observations.

Article 18.

M. BOLLI (Suisse) propose, en vue de faciliter l'adhésion de la Suisse au Protocole, d'ajouter à l'article 18:

« Ni à la situation spéciale créée pour un Etat signataire, par un Traité international ou une décision du Conseil. »

M. BÉNÈS (rapporteur) propose à M. Bolli, qui accepte, de faire mention de cette déclaration dans le rapport.

L'article 18 est accepté.

Preamble.

M. LANGE (Norvège) présente un amendement au préambule dans le but de bien marquer que la guerre est un crime international et que les Membres de la communauté internationale sont solidaires.

Après un échange d'observations, la Commission renvoie la rédaction au Comité de rédaction, qui examinera les textes proposés par M. Lange et par la première Commission.

Article 4, paragraphe 2.

Le PRÉSIDENT expose que la première Commission a considéré que le paragraphe 2 était totalement inutile étant donné qu'il était évident que les différends visés par ce paragraphe ne pouvaient faire l'objet d'une procédure judiciaire ou arbitrale. Néanmoins, la troisième Commission peut estimer préférable de le garder pour des raisons politiques.

M. TIFULESCO (Roumanie) est d'avis de le maintenir de façon à créer pour les opinions publiques et les Parlements, qui auront à examiner le Protocole, un sentiment de sécurité, en garantissant que le statut territorial ne peut pas être mis en question.

Lord PARMOOR (Empire britannique) insiste sur les inconvénients qui peuvent résulter du maintien de ce paragraphe au point de vue juridique.

M. LANGE (Norvège) déclare que si le Protocole veut réellement aboutir à la suppression de toute guerre, il faut prévoir le cas où le droit actuel représenté par les Traités ne serait plus en accord avec les circonstances. Il est nécessaire de prévoir la possibilité de développer le germe contenu dans l'article 19 du Pacte et de prévoir une procédure pacifique pour remédier, en temps utile, aux situations internationales qui constitueraient une menace pour la paix. Il demande que cette considération soit indiquée dans le rapport et se rallie à la suppression du paragraphe 2.

Le PRÉSIDENT croit qu'il serait dangereux d'instituer sur ce point un débat à l'Assemblée.

M. de JOUVENEL (France) déclare que la loi est représentée actuellement par les Traités que l'arbitrage est le moyen d'exécution et que l'article 19 soumet la révision des Traités au-

M. BENES, rapporteur, replied that paragraphs 5 and 6 were necessary in order to emphasise the responsibility which would lie upon those who did not execute the Protocol.

M. POULLET (Belgium) observed that paragraph 3 could not apply to the portion of the Protocol which contemplated the preparation of the Conference on the Reduction of Armaments.

M. LANGE (Norway) objected to the proposal made by M. Cobian to introduce the term "limitation of armaments" on the ground that this would mean a regrettable restriction of the problem.

M. BRANCO-CLARK (Brazil) insisted on the proposal of M. Cobian. The countries of South America were practically disarmed, and there could therefore be no question of reducing their armaments. The word "limitation" had been employed on several occasions in the official documents of the League.

Article 16, subject to amendments to be made by the Drafting Committee, was adopted.

Article 17 was adopted without discussion.

Article 18.

M. BOLLI (Switzerland) proposed to add to Article 18 the following paragraph in order to facilitate the adherence of Switzerland to the Protocol:

"Nor the special situation created for the Signatory State by an international treaty or a decision of the Council."

M. BENES proposed that this declaration should be mentioned in the report, and M. Bolli agreed.

Article 18 was adopted.

Preamble.

M. LANGE (Norway) submitted an amendment to the Preamble with the object of emphasising that war was an international crime and that the members of the community of nations were on this point united.

After some discussion, the Committee referred the drafting of the Preamble to the Drafting Committee, which would examine the texts proposed by M. Lange and by the First Committee.

Article 4, paragraph 2.

The CHAIRMAN explained that the First Committee considered paragraph 2 to be totally useless, as it was clear that disputes contemplated by this paragraph could not be the subject of any judicial or arbitral procedure. The Third Committee might nevertheless think it preferable to retain the paragraph for political reasons.

M. TIFULESCO (Roumania) was in favour of maintaining the paragraph in order to reassure public opinion and the national parliaments, which would have to examine the Protocol, by affording a guarantee that the territorial *status quo* could not be called in question.

Lord PARMOOR (British Empire) insisted on the inconvenience which might result from the legal point of view from the retention of this paragraph.

M. LANGE (Norway) said that, if the Protocol really aimed at the suppression of all war, it was necessary to provide against the case in which existing law, as represented by the treaties, was no longer level with the circumstances of the time. It was necessary to contemplate the possibility of developing the idea contained in Article 19 of the Covenant and to provide a peaceful procedure in order to find a remedy for international situations constituting a menace to peace. He asked that this consideration might be indicated in the report, and supported the suggestion that paragraph 2 should be suppressed.

The CHAIRMAN thought it would be dangerous to have this question discussed at the Assembly.

M. de JOUVENEL (France) said that existing law was at the present moment represented by the treaties; that arbitration was the method of their execution; and that Article 19 made

sentement des peuples. Il serait dangereux pour l'œuvre en préparation de donner à l'institution de l'arbitrage un moyen de remettre en question l'intégrité territoriale des Etats.

M. TITULESCO (Roumanie) voudrait que l'on répondît à la question suivante, de façon officielle; les modifications de l'intégrité territoriale actuelle peuvent-elles ou non faire l'objet de la procédure du présent Protocole ?

Le PRÉSIDENT répond que l'opinion unanime de la première Commission a été pour la négative.

M. VILLEGAS (Chili) se déclare d'accord avec la première Commission, mais estime qu'il n'est pas nécessaire d'insérer un article spécial à ce sujet.

M. LANGE (Norvège) se déclare d'accord avec M. de Jouvenel sur le point suivant: les arbitres doivent appliquer la loi qui sont les Traités existants. Mais il est nécessaire pour la Société des Nations de prévoir un développement de la loi, selon les circonstances, sinon l'on créerait un système rigide, étanche qui ne pourrait se modifier que par l'explosion. Le germe de ce développement de la loi existe dans l'article 19 du Pacte.

M. GALVANAUSKAS (Lithuanie) désirerait savoir si les différends territoriaux résultant de l'emploi de la force ou de l'absence de traité relèvent du Protocole.

M. SKRZYNSKI (Pologne) estime l'observation de M. Titulesco parfaitement justifiée. Il fait dire quelque part que les Traités ne peuvent être remis en question de façon à donner tout apaisement aux appréhensions de l'opinion publique.

Le PRÉSIDENT résume le débat en déclarant que la Commission semble unanime à accepter la suppression du paragraphe 2 de l'article 4 à la condition qu'il soit remplacé par quelques phrases du rapport interprétant l'opinion de la Commission.

Paragraphe 2, article 12.

M. BÉNÈS (rapporteur) informe la Commission qu'après entente avec M. Munch, il propose pour terminer le paragraphe 2 de l'article 12, la formule suivante: « résister à tout acte d'agression, dans la mesure que permettent leur situation géographique, et les conditions spéciales de leurs armements. »

M. SCHANZER (Italie) propose d'ajouter aussi « et de leur défense nationale ».

M. BÉNÈS (rapporteur) désirerait s'en tenir à la formule de M. Munch.

M. SCHANZER (Italie) n'insiste pas, à la condition qu'il soit fait mention de son interprétation dans le rapport.

M. de JOUVENEL (France) désirerait que l'accord fut net sur ce point. Un Etat ne peut mesurer lui-même l'assistance à laquelle il est obligé; la mesure de son devoir c'est la mesure de sa force.

M. SCHANZER (Italie) se montre surpris de la déclaration de M. de Jouvenel. Il désire exposer à nouveau la position prise par l'Italie. L'Italie considère qu'elle est liée par les articles 10 et 16 du Pacte, que l'obligation posée par l'article 12 du Protocole doit être exécutée de bonne foi, mais que chaque Etat doit rester maître de ses forces militaires et exécuter ses obligations dans toute la mesure compatible avec sa situation géographique et les exigences de sa sécurité nationale.

M. BÉNÈS (rapporteur) montre que la meilleure manière pour un Etat de pourvoir à sa sécurité propre est de venir loyalement et effectivement au secours de l'Etat attaqué. La solidarité doit être la base du Protocole.

M. de JOUVENEL (France) croit que la nécessité de la solidarité s'imposera avec une telle force que les réserves stratégiques disparaîtront. Toutefois, il est nécessaire que le Conseil exerce sa pleine autorité. Les Etats ne sont pas seuls juges des néces-

the revision of the treaties subject to the consent of the people. It would be dangerous for the work which was in preparation to make arbitration a means of calling in question the present territorial integrity of States.

M. TITULESCO (Roumania) desired an authoritative answer to the following question: Were modifications of the existing territorial situation to be regarded as subject to the procedure of the present Protocol ?

The CHAIRMAN replied that the First Committee was unanimously of the opinion that this question must be answered in the negative.

M. VILLEGAS (Chile) said he agreed with the First Committee, but did not think it was necessary to insert a special article on the subject.

M. LANGE (Norway) said he agreed with M. de Jouvenel that the arbitrators must apply the law which was contained in existing treaties. The League of Nations, however, should provide for the development of the law according to circumstances. Otherwise a rigid system would be created which could not be modified except by violent means. The germ of this development of existing law was contained in Article 19 of the Covenant.

M. GALVANAUSKAS (Lithuania) desired to know whether territorial disputes resulting from the employment of force or from the absence of a treaty came under the Protocol.

M. SKRZYNSKI (Poland) thought the observation of M. Titulesco was perfectly justified. It was necessary to say somewhere that the treaties could not again be called in question so that public opinion might be entirely reassured in regard to this matter.

The CHAIRMAN summarised the discussion by declaring that the Committee was unanimously in favour of suppressing paragraph 2 of Article 4 on condition that it was replaced by certain phrases in the report interpreting the opinion of the Committee.

Paragraphe 2, Article 12.

M. BENES, Rapporteur, informed the Committee that, in agreement with M. Munch, he proposed to end paragraph 2 of Article 12 as follows: "in resistance to any act of aggression so far as their geographical situation and the special condition of their armaments may permit".

M. SCHANZER (Italy) proposed to insert the words: "and of their national defence".

M. BENES, rapporteur, said he would prefer to keep the formula of M. Munch.

M. SCHANZER (Italy) said he would not insist on his addition, provided mention were made of his interpretation in the report.

M. de JOUVENEL (France) desired that an agreement should be clearly reached on this point. A State could not itself decide the amount of assistance which it was obliged to render. The extent of its duty was measured by the extent of its power.

M. SCHANZER (Italy) said he was surprised by the declaration of M. de Jouvenel. He wished again to state the position of Italy. Italy considered that she was bound by Articles 10 and 16 of the Covenant and that the obligation contained in Article 12 of the Protocol must be executed in good faith. Each State, however, must remain master of its military forces and execute its obligations to the full degree compatible with its geographical situation and the requirements of its national security.

M. BENES, rapporteur, said that the best means for a State to provide for its own security was to come loyally and effectively to the help of the State which was attacked. The basis of the Protocol must be solidarity.

M. de JOUVENEL (France) thought that the necessity for solidarity was so overwhelming that strategical reservations would disappear. In any case, it was necessary for the Council to exercise its full authority. States were not sole judges of

sités de leur défense nationale. Le but du Protocole est d'organiser une défense internationale qui assurera la sécurité de tous.

M. SCHANZER (Italie) répond qu'il lui est impossible d'accepter la thèse de M. de Jouvenel qui aboutit à constituer un super-Etat et qui sort clairement du Pacte sur le terrain duquel on avait été d'accord de se maintenir.

Il estime que le travail accompli est considérable et qu'il y aurait un grand danger pour la Société des Nations à vouloir imposer des obligations qui seraient inacceptables à beaucoup de nations.

M. HENDERSON (Empire britannique) intervient dans le débat pour préciser à nouveau l'opinion de la délégation britannique, qui est la suivante: le choix de mesures qu'entraînent les obligations est entièrement du ressort des Etats signataires. L'étendue de leur coopération dépendra des circonstances, de leur situation géographique et de leurs ressources. Il faut compter sur la bonne foi des nations, qui décideront d'elles-mêmes comment leur loyale et effective collaboration peut être donnée dans les meilleures conditions. Il ne peut admettre la thèse de M. de Jouvenel qui ne laisserait pas les gouvernements libres de l'étendue et de la méthode de leur coopération.

M. de JOUVENEL (France) proteste qu'il n'est pas dans son intention d'organiser un super-Etat. Il accepte la thèse de M. Henderson, d'après laquelle chaque Etat est libre de l'emploi de ses forces, mais à la condition qu'aucun n'ait le droit de les réserver.

M. SCHANZER (Italie) maintient sa précédente déclaration, qu'il croit entièrement conforme à la thèse de M. Henderson.

M. BÉNÈS (rapporteur) croit que les divergences sont plus apparentes que réelles. Il essayera de satisfaire toutes les délégations dans son rapport.

L'amendement de M. Munch est adopté.

VI. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE.

Compte-rendu provisoire: dix-neuvième séance.
Compte-rendu définitif: seizième séance.

- A. 102 Répartition des dépenses de la Société des Nations. Rapport présenté par la quatrième Commission à la cinquième Assemblée.
- A. 103 Travaux de la Commission de coopération intellectuelle. Résolution et vœu adoptés sur le rapport de la deuxième Commission par l'Assemblée le 23 septembre 1924.
- A. 104 Transfert au Caucase des réfugiés arméniens et création d'un foyer arménien dans cette région. Rapport de la cinquième Commission à la cinquième Assemblée.
- A. 105 Fédération internationale de secours mutuels aux populations frappées de calamités. Rapport de la cinquième Commission à la cinquième Assemblée.
- A. 106 Demande d'admission à la Société des Nations de la République de Saint-Domingue.

the necessities of their national defence. The object of the Protocol was to organise an international defence which would ensure the security of all.

M. SCHANZER (Italy) replied that it was impossible for him to accept the thesis of M. de Jouvenel, which would result in setting up a super-State and which clearly went beyond the Covenant, within the limits of which it had been agreed that the question should remain. He thought that the work accomplished was considerable, and that it would be very dangerous for the League of Nations to seek to impose obligations which would be unacceptable to many States.

Mr. HENDERSON (British Empire) said he wished again to define the views of the British Delegation. These were as follows: The choice of the measures entailed by the obligations of the Protocol was entirely within the discretion of the Signatory States. The extent of their co-operation would depend on their circumstances, their geographical situation and their resources. It was necessary to rely on the good faith of the nations, which would themselves decide how their loyal and effective collaboration might be given to the best advantage. He could not accept the thesis of M. de Jouvenel, which would not leave Governments free to decide upon the extent and method of their co-operation.

M. de JOUVENEL (France) protested that it was not his intention to organise a super-State. He accepted the thesis of Mr. Henderson according to which each State was free to decide on the employment of its forces, but on condition that no State had the right to refuse to furnish these forces.

M. SCHANZER (Italy) maintained his previous declaration, which he believed to be entirely in agreement with the thesis of Mr. Henderson.

M. BENES, rapporteur, thought that the differences of opinion were more apparent than real. He would endeavour to satisfy all the delegations in his report.

The amendment of M. Munch was adopted.

VI. DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS OF THE ASSEMBLY.

Provisional Verbatim Record: Nineteenth meeting.
Definitive Verbatim Record: Sixteenth plenary meeting.

- A. 102 Allocation of expenses of the League of Nations: Report presented by the Fourth Committee to the Fifth Assembly.
- A. 103 Work of the Committee on Intellectual Co-operation: Resolution and Recommendation adopted by the Assembly September 23rd, 1924.
- A. 104 Transfer of the Armenian refugees to the Caucasus and Creation of an Armenian National Home in that Region: Report of the Fifth Committee to the Fifth Assembly.
- A. 105 International Federation for Mutual Assistance in the Relief of Peoples overtaken by Disaster: Report of the Fifth Committee to the Fifth Assembly.
- A. 106 Application of the Republic of San Domingo for admission to the League of Nations.

RÉSUMÉ MENSUEL

DES TRAVAUX
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le *Résumé mensuel* des travaux de la Société des Nations fournit chaque mois un tableau général de l'activité de la Société des Nations. Il est en vente aux prix suivants :

Abonnement annuel.....	Argent suisse	Fr. 5.—
Prix du numéro		» 0.50

SOCIÉTÉ DES NATIONS

JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal Officiel* paraît, depuis janvier 1922, en deux éditions (l'une en français et l'autre en anglais); il contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et des résolutions adoptés par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

Abonnement annuel, 1924	Argent suisse	Fr. 60.—
-------------------------------	---------------	----------

(Le prix des numéros isolés varie selon leur étendue.)

1 ^{re} année, 1920, Nos 1-8	»	15.—
2 ^{me} » 1921, » 1-12	»	15.—
3 ^{me} » 1922, » 1-12	»	60.—
4 ^{me} » 1923, » 1-12	»	60.—

SUPPLÉMENTS SPÉCIAUX

DU

JOURNAL OFFICIEL

N ^o hors série. Résolutions adoptées par l'Assemblée au cours de sa première session	Argent suisse	Fr. 2.—
N ^o 1. Correspondance concernant la question des îles d'Åland	»	1,25
N ^o 2. Avant-projet pour l'Institution de la Cour permanente de Justice internationale ..	»	1,25
N ^o 3. Question des îles d'Åland. Rapport de la Commission internationale de Juristes ..	»	1,25
N ^o 4. Documents relatifs au différend entre la Pologne et la Lituanie	»	9.—
N ^o 5. Résolutions adoptées par le Conseil de la Société des Nations au cours de sa treizième session, Genève, 17-28 juin 1921 ..	»	1,50
N ^o 6. Résolutions et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa deuxième session (du 5 septembre au 5 octobre 1921)	»	2.—
N ^o 7. Constitution de la Ville libre de Dantzig ..	»	3,50
N ^o 8. Index des Procès-Verbaux des Sessions du Conseil de l'année 1921	»	5.—
N ^o 9. Résolution et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa troisième session	»	2.—
N ^o 10. Index du <i>Journal Officiel</i> pour les années 1920 et 1921 (1 ^{re} et 2 ^{me} années)	»	9.—
N ^o 11. Résolution et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa quatrième session	»	3.—
N ^o 12. Index du <i>Journal Officiel</i> pour l'année 1922 ..	»	5.—
N ^{os} 13-19. Actes de la Quatrième Assemblée (six volumes)	»	50.—

THE MONTHLY SUMMARY

OF THE
LEAGUE OF NATIONS

The *Monthly Summary* of the League of Nations is a record of the proceedings of all League meetings, and provides in general form a regular account of League activities. It is on sale at the following prices :

Annual subscription	5/-	\$1	5 Swiss frs.
Single numbers	6d.	10 cts.	50 centimes.

LEAGUE OF NATIONS

OFFICIAL JOURNAL

The *Official Journal*, which is published (since January 1922) in separate editions in English and French, contains the complete Minutes of the Sessions of the Council of the League of Nations, the text of the Reports and Resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Annual subscription, 1924	£2 10s.	\$12.00
---------------------------------	---------	---------

(The prices of the separate numbers vary according to size.)

1st Year, 1920, Nos. 1-8	15/-	\$3.00
2nd » 1921, » 1-12	15/-	\$3.00
3rd » 1922, » 1-12	£3	\$12.00
4th » 1923, » 1-12	£2/10	\$12.00

SPECIAL SUPPLEMENTS

TO THE

OFFICIAL JOURNAL

Unnumbered. Resolutions adopted by the Assembly during its First Session ..	2/-	\$0.40
No. 1. Correspondence concerning the Question of the Åland Islands	1/3	\$0.25
No. 2. Draft Scheme for the Institution of the Permanent Court of International Justice	1/3	\$0.25
No. 3. The Åland Islands Question. Report of the Committee of Jurists.	1/3	\$0.25
No. 4. Documents concerning the Dispute between Poland and Lithuania ..	9/-	\$1.80
No. 5. Resolutions adopted by the Council at its Thirteenth Session in Geneva, June 1921	1/6	\$0.30
No. 6. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Second Session (September 5th to October 5th, 1921)	2/-	\$0.40
No. 7. Constitution of the Free City of Danzig ..	3/6	\$0.70
No. 8. Index to the Minutes of the Sessions of Council during 1921	5/-	\$1.00
No. 9. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Third Session	2/-	\$0.40
No. 10. Index to the <i>Official Journal</i> for the years 1920 and 1921 (first and second years)	7/6	\$1.80
No. 11. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Fourth Session	2/6	\$0.60
No. 12. Index to the <i>Official Journal</i> for the year 1922	4/-	\$1.00
No. 13-19. Records of the Fourth Assembly (six volumes)	£2	\$10.00

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Liste des Dépositaires
des Publications de la Société des Nations.

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.
- AUSTRALIE**
Australasian Publishing Co. Ltd., 229 Clarence Street, SYDNEY.
- AUTRICHE et ALLEMAGNE**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz 5, VIENNE.
- BELGIQUE**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRESIL**
Livraria F. Briguet & Cia., 23, rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.
- BULGARIE**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvo-boditel" No 42, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell and Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA-RICA**
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.
- DANEMARK**
V. Pios Boghandel-Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.
- EQUATEUR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- ETATS-UNIS**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- FINLANDE**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI*).
- GRANDE-BRETAGNE, DOMINIONS et COLONIES**
Constable & Co. Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W. C., 2.
- GRECE**
Eleftheroudakis & Barth, Librairie Internationale, Place de la Constitution, ATHÈNES.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantès, 10a, Calle Oriente No. 5, GUATEMALA.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HONGRIE**
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST IV, KEN.
- INDES**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS and CALCUTTA.
- ITALIE**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- MEXIQUE**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORVEGE**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Libreria I. Preciado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PAYS-BAS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PÉROU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE**
Gebethner & Wolff, ulica Senkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- ROUMANIE**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- BASSIN DE LA SARRE**
Librairie Marguet 74, Bahnhofstrasse, SARREBRUCK.
- ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES**
Librairie Française Henri Soubre 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SUEDE**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE**
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser :
Service des Publications, Société des Nations,
GENÈVE (Suisse).

LEAGUE OF NATIONS

Authorised Agents
for the Publications of the League of Nations.

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », Calle Florida 371, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIA**
Australasian Publishing Co., Ltd., 229, Clarence Street, SYDNEY.
- AUSTRIA and GERMANY**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz, 5, VIENNA.
- BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUSSELS.
- BOLIVIA**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRAZIL**
Livraria F. Briguet & Cia., 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIA**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvo-boditel" No 42, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell & Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA RICA**
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- DENMARK**
V. Pios Boghandel—Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.
- ECUADOR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- FINLAND**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain PARIS (VI*).
- GREAT BRITAIN, DOMINIONS and COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.
- GREECE**
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitution, ATHENS.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantès, 10a, Calle Oriente, No. 5, GUATEMALA.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HUNGARY**
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Bros.), Kossuth Lajos Utca 7 SZ. BUDAPEST, IV, KEN.
- INDIA**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS and CALCUTTA.
- ITALY**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPAN**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- MEXICO**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE HAGUE.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Libreria I. Preciado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PERU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLAND**
Gebethner & Wolff, ulica Senkiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.
- ROUMANIA**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCHAREST.
- SAAR BASIN**
Librairie Marguet, 74, Bahnhofstrasse, SAARBRUCK.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES**
Librairie Française Henri Soubre, 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SPAIN**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- UNITED STATES**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries apply:
Publication Department, League of Nations,
GENÈVE (Switzerland).

JOURNAL

DE LA
CINQUIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1924

OF THE
FIFTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1924

N° 24. — SAMEDI 27 SEPTEMBRE 1924.

No. 24. — SATURDAY, SEPTEMBER 27th, 1924.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 132, au Secrétariat.

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 132 at the offices of the Secretariat).

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	285
Ia. Conférence intergouvernementale sur les questions des réfugiés	286
II. Vingt et unième séance plénière de l'Assemblée	286
III. Huitième séance de la première Commission	292
IV. Neuvième séance de la première Commission	293
V. Dixième séance de la troisième Commission	293
VI. Treizième séance de la quatrième Commission	298
VII. Huitième séance de la sixième Commission	298
VIII. Corrections et adjonctions à la liste des membres des Commissions et Délégations	299
IX. La Restauration financière de l'Autriche	299
X. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée	299

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	285
Ia. Inter-Governmental Conference on Refugee Questions	286
II. Twenty-first Plenary Meeting of the Assembly	286
III. Eighth Meeting of the First Committee	292
IV. Ninth Meeting of the First Committee	293
V. Tenth Meeting of the Third Committee	293
VI. Thirteenth Meeting of the Fourth Committee	298
VII. Eighth Meeting of the Sixth Committee	298
VIII. Corrections and Additions to the List of Committees and Delegations	299
IX. Financial Reconstruction of Austria	299
X. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	299

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Séance plénière de l'Assemblée.

Une séance plénière de l'Assemblée aura lieu aujourd'hui (samedi 27 septembre) à 15 h. à la Salle de la Réformation.

Ordre du jour :

1. *Article 16 du Pacte.* (Amendements soumis à la quatrième Assemblée par le Gouvernement britannique et renvoyés à la cinquième Assemblée.)
Rapport de la première Commission.
Rapporteur: M. CASSIN, délégué de la France.
2. a) Contrôle du commerce international des armes, munitions et matériels de guerre.
b) Renseignements statistiques au sujet du commerce des armes, munitions et matériels de guerre.
c) Contrôle de la fabrication privée des armes, munitions et matériels de guerre.
Rapport de la troisième Commission.
Rapporteur: M. le général de MARINIS, délégué de l'Italie.

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Plenary meeting of the Assembly.

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day (Saturday, September 27th) at 3 p.m. in the Salle de la Réformation.

Agenda :

1. *Article 16 of the Covenant.* (Amendments submitted to the Fourth Assembly by the British Government and referred to the Fifth Assembly.)
Report of the First Committee.
Rapporteur: M. CASSIN, delegate of France.
2. (a) Control of the International Traffic in Arms, Munitions and Implements of War.
(b) Statistical information regarding Traffic in Arms, Munitions and Implements of War.
(c) Control of the Private Manufacture of Arms, Munitions and Implements of War.
Report of the Third Committee.
Rapporteur: General de MARINIS, delegate of Italy.

3. a) Annuaire militaire. Renseignements généraux et statistiques sur les armements terrestres, navals et aériens.
b) Guerre chimique.
c) Coordination des travaux des deux Commissions. Rapport de la troisième Commission.
Rapporteur: M. SKRZYŃSKI, délégué de la Pologne.

Première Commission.

La première Commission se réunira aujourd'hui (samedi 27 septembre) à 15 h., au bureau du Secrétariat (Salle F).

Troisième Commission.

La troisième Commission se réunira aujourd'hui (samedi 27 septembre) à 11 h., au bureau du Secrétariat (Salle F).

Quatrième Commission.

La quatrième Commission se réunira aujourd'hui (samedi 27 septembre) à 10 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle F).

Sixième Commission.

La sixième Commission se réunira aujourd'hui (samedi 27 septembre), à 18 h., au bureau du Secrétariat (Salle B).

Ordre du jour:

Demande d'admission à la Société des Nations de la République de Saint-Domingue.

Commission de contrôle.

La Commission de Contrôle se réunira aujourd'hui (samedi 27 septembre) à 9 h. 30, au bureau du Secrétariat (bureau du Secrétaire général).

Commission concernant les questions de réfugiés.

La Commission concernant les questions de réfugiés se réunira aujourd'hui (samedi 27 septembre), à 11 h., au bureau du Secrétariat (Salle E).

Commission permanente consultative pour les questions militaires, navales et aériennes.

La Commission permanente consultative se réunira aujourd'hui (samedi 27 septembre), à 10 h., au bureau du Secrétariat (Salle D).

Le Conseil.

Il y aura une séance du Conseil aujourd'hui (samedi 27 septembre), à 15 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle C).

Ia. CONFÉRENCE INTERGOUVERNEMENTALE SUR LES QUESTIONS DES RÉFUGIÉS

Une Conférence intergouvernementale sur les questions des réfugiés est convoquée pour 11 heures aujourd'hui (samedi, le 27 septembre 1924) par le D^r NANSEN (Norvège), au Bureau du Secrétariat (Salle E).

II. VINGT ET UNIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation, le 26 septembre 1924, à 15 h. 30.

Contributions arriérées: Rapport de la quatrième Commission.

M. ADATCI, Président de la quatrième Commission, et M. RÉVEILLAUD, rapporteur, prennent place à la tribune.

M. RÉVEILLAUD présente son rapport (A. 109) et soumet les résolutions suivantes:

« L'Assemblée,

« a) Autorise le Secrétaire général:

« 1. A accepter l'arrangement proposé par le représentant du Libéria et qui comporte le versement en dix ans; à partir de 1925, par parties égales, du solde de 106,581,30 francs-or, afférent aux budgets de 1921, 1922 et 1923;

3. (a) Military Year-book: General Information and Statistics on Military, Naval and Air Armaments.

(b) Chemical Warfare.

(c) Co-ordination of the Work of the Two Committees. Report of the Third Committee.
Rapporteur: M. SKRZYŃSKI, delegate of Poland.

First Committee.

The First Committee will meet to-day (Saturday, September 27th) at 3 p.m. in the offices of the Secretariat (Room F).

Third Committee.

The Third Committee will meet to-day (Saturday, September 27th) at 11 a.m. in the offices of the Secretariat (Room F).

Fourth Committee.

The Fourth Committee will meet to-day (Saturday, September 27th) at 10.30 a.m. in the offices of the Secretariat (Room B).

Sixth Committee.

The Sixth Committee will meet to-day (Saturday, September 27th) at 6 p.m. in the offices of the Secretariat (Room B).

Agenda:

Request for Admission to the League by the Republic of San Domingo.

Supervisory Commission.

The Supervisory Commission will meet to-day (Saturday September 27th) at 9.30 a.m. in the offices of the Secretariat (Secretary-General's room).

Committee for Refugee Questions.

The Committee for Refugee Questions will meet to-day (Saturday September 27th) at 11 a.m. in the offices of the Secretariat (Room E).

Permanent Advisory Commission for Military, Naval and Air Questions.

The Permanent Advisory Commission will meet to-day (Saturday, September 27th) at 10 a.m. in the offices of the Secretariat (Room D).

The Council.

The Council will meet to-day (Saturday September 27th) at 3.30 p.m. in the offices of the Secretariat (Room C).

Ia. INTER-GOVERNMENTAL CONFERENCE ON REFUGEE QUESTIONS

An Inter-Governmental Conference on Refugee Questions has been convened by Dr. NANSEN (Norway) for 11 a.m. to-day (Saturday, September 27th, 1924) at the Offices of the Secretariat (Room E).

II. TWENTY-FIRST PLENARY MEETING,

Held at the Salle de la Réformation at 3.30 p.m. on September 26th, 1924.

Contributions in Arrears: Report of the Fourth Committee.

M. ADATCI, Chairman of the Fourth Committee, and M. RÉVEILLAUD, Rapporteur, came to the platform.

M. RÉVEILLAUD presented his report (A. 109), and submitted the following resolutions:

"The Assembly:

"(a) Authorises the Secretary-General:

"(1) To accept the Liberian representative's proposal that the balance of 106,581.30 gold francs due under the budgets of 1921, 1922 and 1923 should be paid in equal annual instalments spread over ten years as from January 1925;

« 2. A rayer des comptes de la Société le solde de 50,983,89 francs-or dû par le Grand-Duché de Luxembourg, en ce qui concerne l'exercice 1922, étant bien entendu toutefois que le Luxembourg renonce à toute somme devant lui revenir sur l'excédent du budget de 1923;

« 3. A rayer de même des comptes de la Société le solde de 38,176,83 francs-or dû par la Perse, en ce qui concerne l'exercice 1923, étant bien entendu toutefois que la Perse renonce à toute somme devant lui revenir sur l'excédent de cet exercice;

« b) Invite le Secrétaire général,

« I. A tenter de nouvelles et pressantes démarches auprès de Costa-Rica, du Honduras, de Nicaragua, du Pérou et de la Bolivie;

« 2. A faire au Conseil, au cours de sa session de juin 1925, un rapport sur le résultat de ses démarches, afin de permettre à celui-ci d'examiner si et, le cas échéant, dans quelle forme la question des contributions dues par ces Membres de la Société doit être mise à l'ordre du jour de la sixième Assemblée. »

Les résolutions sont adoptées.

Coopération intellectuelle: Fondation, par le Gouvernement italien, d'un Institut pour l'unification du droit privé.

M. CIPPICO (Italie) regrette d'avoir été absent lorsque l'Assemblée a adopté les résolutions sur la coopération intellectuelle présentées par la quatrième Commission. Il aurait voulu avoir l'occasion de voter pour ces résolutions et de féliciter le Gouvernement français pour l'offre généreuse qu'il a faite de fonder un Institut international à Paris.

Le Gouvernement italien s'efforce de promouvoir les intérêts de la coopération intellectuelle. Il a aboli tous les droits pour les élèves et étudiants étrangers dans les écoles primaires et secondaires et dans les Universités.

Le Gouvernement italien s'intéresse particulièrement à l'unification du droit privé. D'importants travaux ont déjà été accomplis dans ce domaine par l'Italie, la France et la Grande-Bretagne, et deux Commissions ont étudié la question à Rome et à Paris.

Le Gouvernement italien, appréciant l'exemple que vient de donner la France, a décidé de fonder un Institut pour l'unification du droit privé, dont le siège sera à Rome et qui aura des prérogatives analogues à celles de l'Institut de Coopération intellectuelle de Paris et sera soumis aux mêmes conditions que cet Institut. A cet effet, le Gouvernement italien a décidé d'allouer à l'Institut un crédit de un million de lires.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) dit qu'après le don magnifique du Gouvernement français pour l'Institut de Coopération intellectuelle, don digne des grandes traditions de la France, vient l'offre non moins généreuse de l'Italie qui répond également aux nobles traditions du grand peuple latin. Au nom de son Gouvernement, l'orateur tient à remercier le Gouvernement italien de cette offre.

Il rappelle que l'Amérique a pris l'initiative d'une œuvre du genre de la création d'un Institut international pour l'unification du droit privé, mais il revenait à l'Italie dont le culte pour la science du droit est séculaire d'avoir le siège de cet Institut à Rome, qui évoque toute la tradition juridique elle-même.

M. de BROUCKÈRE (Belgique) constate avec joie que le geste de la France ainsi qu'il l'avait annoncé l'autre jour, vient d'être imité par une autre nation: l'Italie, nation d'une culture si ancienne vient, elle aussi, d'offrir à la Société des Nations, de fonder à Rome, une institution de coopération intellectuelle qui sera en l'espèce un institut international pour l'unification du droit privé.

Il remercie et félicite le gouvernement italien d'avoir compris le geste de la France et d'y avoir répondu.

Le Prof. Gilbert MURRAY (Empire britannique) désire d'abord féliciter le gouvernement français de la réalisation de l'espoir qu'il a formulé et de voir suivre son exemple par d'autres pays. Il attire ensuite l'attention sur la délicatesse du geste accompli par le gouvernement italien. Tout le monde doit admirer cette manifestation de la foi dans l'avenir de l'intelligence et la valeur

“(2) To strike out of the accounts of the League the balance of 50,983.89 gold francs due by the Grand-Duchy of Luxemburg for the financial year 1922, on the understanding, however, that Luxemburg waives all claim to her share of the surplus of the 1923 budget;

“(3) To strike out of the accounts of the League the balance of 38,176.83 gold francs due by Persia for the financial year 1923, on the understanding, however, that Persia waives all claim to her share of the surplus for that financial year.

“(b) Invites the Secretary-General:

“(1) To make further urgent representations to Costa Rica, Honduras, Nicaragua, Peru and Bolivia;

“(2) To submit to the Council at its session in June 1925 a report on the results of these representations in order that the Council may consider whether and, if so, in what form the question of the contributions due from these Members of the League should be placed on the Agenda of the Sixth Assembly.”

The resolutions were adopted.

Intellectual Co-operation: Foundation by the Italian Government of an Institute for the Unification of Private Law.

M. CIPPICO (Italy) regretted that he had been absent when the Assembly had adopted the resolutions on intellectual co-operation presented by the Second Committee. He would like to have had an opportunity of voting for these resolutions, and of congratulating the French Government on its generous offer for the foundation of an international institute at Paris.

The Italian Government was doing its utmost to promote the interests of intellectual co-operation. It had abolished all charges upon foreign students in the elementary schools, as well as in the secondary schools and universities of Italy.

The Italian Government was particularly interested in the unification of private law. Important work had already been done in this field by Italy, France and Great Britain, and two committees had studied the subject at Rome and in Paris.

The Italian Government, appreciating the example already given by France, had now decided to found an institute for the unification of private law, with headquarters at Rome, with similar powers and subject to the same conditions as the Institute of Intellectual Co-operation in Paris. For this purpose the Italian Government had decided to allot to the Institute a credit of one million lire.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) said that after the magnificent gift of the French Government for intellectual co-operation, which was worthy of the great traditions of France, came the offer, no less generous, of Italy, which was also in full accordance with the noble traditions of this great Latin people. In the name of his Government he thanked the Italian Government.

He recalled the fact that America had taken the initiative in the work of creating an international institution for the unification of private law. Italy, however, whose interest in the science of law was centuries old, had established the seat of this Institute in Rome, the City which stood, above all, for legal tradition.

M. de BROUCKÈRE (Belgium) was happy to note that the action of France, which he had announced a few days previously, had just been imitated by Italy. Italy, whose civilisation was so ancient, was also offering to found an Institute for Intellectual Co-operation at Rome, which would be in effect an International Institute for the Unification of Private Law.

He thanked and congratulated the Italian Government for having so well understood the action of France and for having so generously responded.

Professor Gilbert MURRAY (British Empire) said that he would first congratulate the French Government on the fulfilment of the hope which it had expressed that its example would be followed by other countries. He would next emphasise the high quality of the action taken by the Italian Government. All would admire the spirit of faith which was thereby

de la coopération intellectuelle. Le développement du droit privé est lui-même une phase de la coopération internationale qui constitue pour tous un devoir urgent.

Deux problèmes se posent. Le premier est celui des rapports entre le nouvel institut et les autres organismes poursuivant le même but dans les Pays-Bas et ailleurs, rapports pouvant impliquer un chevauchement possible et qu'il faut s'efforcer d'éviter. Le second problème, est celui des rapports à établir entre l'Institut français, l'Institut italien et d'autres instituts similaires possibles. Ces deux questions devront être étudiées par la deuxième Commission.

En attendant, il soumet le projet de résolution suivant :

« L'Assemblée de la Société des Nations exprime sa profonde reconnaissance au gouvernement italien de l'offre généreuse de fonder à Rome un Institut international pour l'unification du droit privé, sous la direction de la Société des Nations.

« L'Assemblée accepte cette offre au nom de la Société et dans son désir de souligner le caractère international que cet Institut devrait posséder, en ce qui concerne le programme de ses travaux et le choix de son personnel, d'accord avec les intentions du Gouvernement italien,

« Décide,

« a) les pouvoirs et les fonctions du nouvel Institut et la constitution de son Conseil de Direction seront déterminés par le Conseil de la Société des Nations, d'accord avec le gouvernement italien;

« b) le Conseil de la Société des Nations est invité à conclure avec le Gouvernement italien tous accords nécessaires pour assurer l'organisation, l'existence et le fonctionnement normal de l'Institut. Conformément au désir du Gouvernement italien, les principes généraux à incorporer aux accords de cette nature seront analogues à ceux qui ont été établis par rapport à l'Institut de Coopération intellectuelle qui doit être créé à Paris. »

M. ZUMETA (Venezuela), applaudit au nom de son Gouvernement au grand acte de solidarité internationale auquel viennent de se livrer la France et l'Italie.

M. SÉFÉRIADÈS (Grèce) rappelle qu'au point de vue juridique une collaboration profonde a toujours existé entre la Grèce et Rome. Il est donc heureux, de saluer, au nom de sa délégation, l'initiative que vient de prendre le Gouvernement italien.

Le PRÉSIDENT salue lui-même au nom de l'Assemblée le noble et très généreux geste qui vient de Rome la ville éternelle.

Il propose que conformément à la tradition, ce projet de résolution soit transmis à la Commission de l'ordre du jour qui fera elle-même une proposition de renvoi à la Commission. Il espère que cette procédure permettra à l'Assemblée d'être saisie à temps et au cours même de cette session, de cette proposition.

La proposition du Président est adoptée.

Réclamations du Gouvernement de Panama concernant ses contributions antérieures à 1923.

M. ZUMETA, Vice-Président de la quatrième Commission, et M. RÉVEILLAUD, rapporteur, prennent place à la tribune.

M. RÉVEILLAUD, rapporteur (France), expose que la thèse du Gouvernement de Panama était la suivante: il avait été entendu que lorsque le nouveau barème de l'Union postale universelle entrerait en vigueur, les Etats dont la cotisation était trop lourde suivant l'ancien barème, auraient droit, à titre rétroactif, à une partie de leur cotisation. La Sous-Commission chargée d'examiner, au point de vue juridique, la thèse du Gouvernement de Panama, et la quatrième Commission elle-même ont été d'avis que les textes invoqués n'étant que des recommandations, l'Assemblée ne se trouvait pas liée par ces textes. Cependant, la quatrième Commission, tout en étant unanime à penser que s'il était possible de donner effet à ces recommandations, il conviendrait de le faire, a estimé que l'on ne pouvait, pour le moment au moins, donner satisfaction aux vœux légi-

shown in things of the intellect and the value of intellectual co-operation. The development of private law was a phase of international co-operation which pressed for immediate action.

Two problems arose: the first was the possibility of the new institute overlapping with other bodies dealing with the same subject in the Netherlands and other countries. The other problem was the exact relation to be established between the French Institute, the Italian Institute and any others which might be formed. These matters would have to be considered by the Second Committee.

Meanwhile, he would submit the following draft resolution:

“The Assembly of the League of Nations expresses its deepest gratitude to the Italian Government for its generous offer to found an International Institute for the unification of private law under the direction of the League of Nations. The Assembly accepts this offer in the name of the League, and being desirous of emphasising the International character which this Institute should possess, both as regards the programme of its work and the choice of its staff in accordance with the intention of the Italian Government:

“Resolves:

“(a) The powers and duties of the new Institute and the constitution of its Governing Body shall be defined by the Council of the League of Nations in agreement with the Italian Government;

“(b) The Assembly invites the Council of the League of Nations to conclude with the Italian Government all agreements necessary to ensure the establishment, continuity and proper working of the Institute. In accordance with the desire of the Italian Government the general principles to be embodied in such agreements shall be analogous to those laid down in connection with the International Institute for Intellectual Co-operation which is to be established in Paris.”

M. ZUMETA (Venezuela) welcomed in the name of his Government the great act of solidarity which had been accomplished by France and Italy.

M. SEFERIADES (Greece) recalled the fact that in the field of law a close co-operation had always existed between Greece and Rome. He was, therefore, happy to welcome in the name of his delegation the step which the Italian Government had just taken.

The PRESIDENT paid a tribute on behalf of the Assembly to the noble and generous offer which had come from the Eternal City of Rome. He proposed that in conformity with custom the draft resolution should be forwarded to the Agenda Committee, and he hoped that the Assembly would be able to consider the resolution during the present session.

The proposal of the President was adopted.

Claim of the Government of Panama regarding Contributions Prior to 1923.

M. ZUMETA (Venezuela), Vice-Chairman of the Fourth Committee, and M. REVEILLAUD, rapporteur, came to the platform.

M. REVEILLAUD (France) explained that the point of view of the Government of Panama was as follows:

It had been the intention of the League that, when the new scale of the Universal Postal Union came into force, States whose contributions were too large on the old scale should have the right to a retrospective return of part of their contributions.

The sub-committee appointed to examine, from the legal point of view, the contention of the Government of Panama, and the Fourth Committee itself, had been of opinion that the decisions quoted by that Government had only been recommendations, and that the Assembly was not bound by these decisions. Nevertheless the Fourth Committee, while unanimous in thinking that effect should if possible be given to these

times de Panama. En effet, une telle mesure imposerait à la Société des Nations une charge équivalente à près de la moitié de son budget annuel.

En conclusion, le Rapporteur présente la résolution suivante:

« L'Assemblée,
« Avec le sentiment final qu'elle va causer à l'un des Membres les plus dévoués et les plus appréciés de la Société, une déception compréhensible, mais qu'elle ne couvre aucune injustice:

« Décide de ne pas retenir, dans les circonstances actuelles, la requête du Panama; celle-ci pourrait être considérée à nouveau par une Assemblée ultérieure. »

M. GARAY (Panama) remercie le rapporteur et les membres de la quatrième Commission des sentiments qu'ils ont exprimés envers le Panama et sa délégation, dans le jugement pourtant défavorable, qu'ils ont rendu relativement à la réclamation présentée par cette délégation. Il se félicite de ce que ce jugement n'écarte pas la possibilité de tenter un nouvel effort dans l'avenir, et reconnaît le grand souffle de justice qui anime la réclamation du Panama.

Le PRÉSIDENT prend acte des déclarations du délégué de Panama et fait observer à nouveau que les conclusions de la Commission n'engagent pas l'avenir.

La résolution est adoptée.

M. SOKAL (Pologne) appuie le projet de M. Ciraolo.

Le rapport et la résolution présentés par la cinquième Commission sont adoptés.

Fédération internationale de secours aux populations frappées de calamités: Rapport de la cinquième Commission.

M. ZAHLE (Danemark), Président de la cinquième Commission, et M. FERNANDEZ Y MEDINA, rapporteur, montent à la tribune.

M. FERNANDEZ Y MEDINA présente son rapport (A. 105) et propose l'adoption des résolutions suivantes:

« La cinquième Assemblée,

« Renouvelant l'hommage déjà rendu par la précédente Assemblée à l'initiative généreuse et aux efforts persévérants de M. Ciraolo, délégué de l'Italie, président de la Croix-Rouge italienne, promoteur de la création d'une Union internationale contre les calamités;

« Considérant que sa proposition est conforme à l'esprit de solidarité internationale qui inspire la Société des Nations et qu'elle prévoit, conformément à l'article 25 du Pacte, une utilisation féconde dans les œuvres de paix de l'Organisation internationale de la Croix-Rouge;

« Considérant, en outre, que cette proposition a été accueillie avec sympathie par les gouvernements auxquels elle a été soumise; mais qu'elle nécessite encore, en raison même des réserves formulées par un certain nombre de ces gouvernements, une étude approfondie pour pouvoir entrer dans la voie de la réalisation:

« Décide:

« 1. Qu'une Commission préparatoire, constituée par le Conseil de la Société des Nations, selon la disposition de l'article 2 ci-dessous, sera chargée d'étudier avec la collaboration du Secrétariat général:

« a) Le cadre précis dans lequel l'Union internationale projetée serait appelée à exercer son action, c'est-à-dire la définition des calamités dans lesquelles elle interviendrait et l'étendue des secours d'extrême urgence qu'elle assurerait;

« b) Le calcul des besoins auxquels il y aurait lieu de faire face, en tenant compte de tous les renseignements immédiatement disponibles au sujet des sommes versées pour ces calamités dans les 50 dernières années, soit sur les budgets publics des Etats, des provinces et des villes, soit par les particuliers, ainsi que des évaluations pouvant être fournies par des techniciens de l'assurance;

recommendations, had thought that for the moment at least it was impossible to give satisfaction to the legitimate desires of Panama, since such a step would involve the League of Nations in an expenditure equal to almost half its whole budget.

In conclusion, the Rapporteur presented the following resolution:

“The Assembly,

“Being aware that it will be causing to one of the most devoted and most esteemed Members of the League a comprehensible disappointment;

“And being convinced, nevertheless, that its decision implies no injustice:

“Decides not to entertain, in the present circumstances, the claim of Panama, which might, however, receive further consideration at some future Assembly.”

M. GARAY (Panama) thanked the rapporteur and the members of the Fourth Committee for the remarks they had made concerning Panama, and its delegation in the decision, unfavourable though it was, which they had taken concerning the claim which his delegation had made. He was happy to note that this decision did not preclude the possibility of making a new effort in the future, and he recognised the great amount of justice that there was in the claim of Panama.

The PRESIDENT took note of the statement of the delegate of Panama, and pointed out that the conclusions reached by the Committee did not affect the future.

The resolution was adopted.

M. SOKAL (Poland) supported the scheme of M. Ciraolo.

The report and resolution presented by the Fifth Committee were adopted.

International Federation for Mutual Assistance in the Relief of Peoples overtaken by Disaster: Report of the Fifth Committee.

M. ZAHLE (Denmark), Chairman of the Fifth Committee, and M. FERNANDEZ Y MEDINA, rapporteur, came to the platform.

M. FERNANDEZ Y MEDINA presented his Report (A. 105) and submitted the following resolutions:

“The Fifth Assembly:

“Reiterating the tribute paid by the preceding Assembly to the noble initiative and perseverance of M. Giovanni Ciraolo, delegate of Italy, President of the Italian Red Cross, and author of the scheme for establishing an international union against calamities;

“Whereas his proposal is in harmony with the spirit of international solidarity by which the League of Nations is inspired, and provides, in accordance with Article 25 of the Covenant, for the fruitful utilisation of the International Red Cross Organisation for works of peace;

“And whereas this proposal has been received with sympathy by the Governments to which it has been submitted;

“But, by reason of the reservations made by a certain number of these Governments, still requires exhaustive investigation before it can be carried into effect:

“Decides:

“1. That a Preparatory Committee, appointed by the Council of the League of Nations in accordance with the terms of Article 2 below, be instructed to determine, in conjunction with the Secretariat:

“(a) The exact sphere within which the proposed international union would be called upon to take action, i.e., the kinds of calamity in respect of which it would intervene, and the extent of the relief which it would grant in cases of extreme urgency;

“(b) The needs which would have to be met, estimated on the basis of the information immediately available regarding the funds included in the budgets of States, provinces or municipalities, or subscribed by private persons for the relief of such calamities in the last 50 years and of estimates to be supplied by insurance experts;

« c) Le calcul approximatif de la contribution qui apparaîtrait, dans ces conditions, comme nécessaire pour assurer la réalisation du projet et qui incomberait à chaque Etat, en prenant pour base une proportion à établir par rapport à ses versements actuels au budget de la Société des Nations, sans négliger l'éventualité de concours volontaires, sous forme de donation et de fondation; »

« 2. La Commission préparatoire sera formée avec la coopération bénévole du promoteur, des représentants des Organisations de la Croix-Rouge internationale, des experts techniques choisis dans les corps savants et dans les instituts d'assurance. Elle disposera, pour les frais nécessaires, des dix mille francs mis généreusement à la disposition du Conseil par la Société italienne de la Croix-Rouge, ainsi que de la somme de vingt mille francs à la charge de la Société des Nations; »

« 3. Tenant compte des études et des enquêtes prévues à l'article 1^{er}, la Commission présentera au Conseil des propositions concrètes portant, tant sur l'objet de l'assistance que sur sa nature et étendue, et, en outre, sur la contribution qu'éventuellement on demanderait à chaque Etat, pour que le Conseil puisse, après consultation des différents gouvernements, soumettre à l'Assemblée les résolutions qui lui sembleraient convenables. »

M. Fernandez y Medina fait l'historique du projet de M. Ciraolo dont le but est d'instituer un organisme technique chargé de recueillir et d'administrer les fonds destinés à secourir les régions frappées de calamités.

Il n'est question pour le moment que d'étudier les moyens permettant la réalisation du projet: La proposition soumise à l'Assemblée n'implique aucunement l'engagement de donner une solution définitive au problème:

On envisage pour les travaux préliminaires une dépense de 30.000 fr. dont 10.000 ont été fournis par la Croix-Rouge italienne et 20.000 ont été inscrits au budget de la Société.

M. SÉFÉRIADÈS (Grèce) appuie chaleureusement la proposition soumise à l'Assemblée et exprime la sympathie de la délégation hellénique à l'égard du projet. Il affirme que celui-ci rentre certainement dans les obligations de la Société telles qu'elles ressortent en particulier de l'article 23 § / et de l'article 25 du Pacte:

Le devoir de venir en aide aux Etats frappés de calamités, qui était un devoir moral avant que le Pacte existât a, à présent qu'il existe, la force d'une obligation légale.

M. MATSUDA (Japon) exprime sa vive admiration pour l'esprit qui a inspiré le projet de M. Ciraolo; il appuie ce projet de tout cœur, non seulement en sa qualité de représentant d'un pays qui est souvent victime de calamités naturelles, mais parce que le projet s'inspire d'un idéal qui répond aux aspirations élevées de la Société.

M^{lle} VACARESCO (Roumanie) fait ressortir l'importance du projet du sénateur Ciraolo et l'urgence qu'il y a à le mettre à exécution. La Roumanie a, en raison de sa situation financière, répondu avec quelques réserves à la demande de crédit formulée dans ce projet, mais M^{lle} Vacaresco a la certitude que son pays sortira de la dépression financière où il se trouve actuellement et elle espère qu'alors il pourra répondre favorablement à l'appel du sénateur Ciraolo.

L'Assemblée qui a applaudi aux gestes de la France et de l'Italie en faveur de la coopération intellectuelle ne peut qu'applaudir également à l'initiative du sénateur Ciraolo.

Le projet qu'il présente est parfaitement conforme à l'esprit de la Société des Nations, car le Pacte a prévu l'aide de la Société aux œuvres humanitaires.

M. BONNET (France) désire, en l'absence de M. Sarraut, apporter l'adhésion de la délégation française au projet du sénateur Ciraolo. Ce projet n'est pas d'ordre charitable, mais il tend à établir un droit pour les peuples à l'assistance obligatoire.

Des questions d'application pratique se posent encore, qu'il conviendra d'étudier de très près, en particulier la question financière.

“(c) The approximate contribution which would in these circumstances appear to be necessary in order to ensure the execution of this scheme and the amount for which each State would be liable, taking as the basis a proportion corresponding to that of its present contribution towards the expenditure of the League of Nations, without neglecting the possibility of voluntary assistance in the form of donations or bequests; »

“2. That the Preparatory Committee be formed by obtaining the friendly co-operation of the author of the scheme, of representatives of the International Red Cross Organisations, and technical experts chosen among learned bodies and insurance associations. It will have available, in order to meet its necessary expenditure, the sum of ten thousands francs generously placed at the disposal of the Council by the Italian Red Cross Society, and twenty thousands francs provided by the League of Nations; »

“3. That the Committee, paying due regard to the investigations and enquiries provided for in Article 1, shall lay before the Council concrete proposals relating alike to the objects in respect of which assistance will be given and to the nature and extent of such assistance, and, further, to the contribution which each State might be called upon to pay, in order that the Council, after consultation with the various Governments, may submit to the Assembly such resolutions as it considers desirable.”

M. Fernandez y Medina summarised the history of the scheme of M. Ciraolo, the aim of which was to constitute a technical body to collect and administer funds for the relief of nations overtaken by disaster.

It was merely proposed for the moment to undertake the necessary studies in order to explore the way towards a realisation of the scheme. The proposal before the Assembly did not involve any undertaking in regard to a final solution of the problem. For the preliminary work an expenditure of 30,000 francs was contemplated, 10,000 of which had been furnished by the Italian Red Cross, and 20,000 of which had been placed on the budget of the League.

M. SEFERIADES (Greece), warmly supporting the proposal before the Assembly, expressed the sympathy of the Greek delegation for the scheme, and maintained that it fell clearly within the obligations of the League, particularly as laid down in Article 23, paragraph /; and Article 25 of the Covenant.

The duty of coming to the assistance of States overtaken by calamities, which had been a moral duty before the Covenant existed, had, owing to the latter, now the force of a legal obligation.

M. MATSUDA (Japan) expressed his warm admiration for the spirit which inspired the scheme of M. Ciraolo. He cordially supported the scheme, not only as the representative of a country which was frequently visited by natural disasters but because the scheme was inspired by a spirit which corresponded with the high aspirations of the League.

M^{lle} VACARESCO (Roumania) emphasised the importance of the scheme of M. Ciraolo and the urgent need for putting it into execution. Roumania, owing to her financial position, had replied with certain reservations to the request for credits involved by the scheme; but she was certain that her country would emerge from the present period of financial depression, and she hoped that Roumania would then be able to respond favourably to the appeal.

The Assembly, which had applauded the offers of France and Italy made on behalf of intellectual co-operation, could not fail to applaud the initiative of M. Ciraolo.

The scheme which he presented was in perfect conformity with the spirit of the League of Nations, since the Covenant contemplated that the League would assist in humanitarian work.

M. BONNET (France) said he wished, in the absence of M. Sarraut, to announce the adherence of the French delegation to the scheme of M. Ciraolo. This scheme was not of a charitable character, but aimed at establishing for the nations a right to compulsory assistance.

Questions of practical application still remained to be settled, and it was above all necessary to study the financial question.

Protection de l'enfance: Rapport de la cinquième Commission.

M. de BROUCKÈRE, rapporteur, prend place à la tribune. Il présente les résolutions suivantes:

I.

« 1. L'Assemblée ratifie la décision prise par le Conseil dans sa session de mars 1924 et portant que l'œuvre accomplie jusqu'à ce jour par l'« Association internationale pour la protection de l'enfance » sera désormais confiée au Secrétariat de la Société des Nations.

« 2. L'Assemblée prie le Conseil de reconstituer la Commission consultative de la traite des femmes et des enfants sous un nouveau titre et avec deux séries d'assesseurs, dont l'une serait appelée à siéger chaque fois que seraient traitées des questions relatives à la traite des femmes et des enfants, l'autre quand seraient traitées des questions relatives à la protection de l'enfance.

« L'Assemblée recommande que, parmi les assesseurs de cette dernière catégorie, se trouvent des personnalités qualifiées pour représenter les principales organisations d'initiative privée qui se consacrent à la protection de l'enfance, et notamment l'Association internationale pour la protection de l'enfance.

« 3. L'Assemblée estime que, dans ce domaine, les questions à examiner ainsi que les méthodes à suivre devront être telles que le Conseil puisse les approuver sur l'avis de la Commission consultative; elle estime que les études qui peuvent le plus utilement être confiées à la Société sont celles qui portent sur les points à l'égard desquels la comparaison des diverses méthodes suivies et des essais effectués dans différents pays, les avis demandés aux techniciens, les échanges de vues entre fonctionnaires et experts de divers pays et la coopération internationale peuvent aider les gouvernements à traiter ces problèmes.

« 4. L'Assemblée prend acte du fait que la question de la protection des enfants rentre déjà, à certains égards, dans le cadre des travaux dévolus à certaines organisations actuelles de la Société; par exemple, la protection en matière d'hygiène est du domaine de l'Organisation d'hygiène de la Société, la réglementation des conditions de travail des enfants est du domaine de l'Organisation internationale du Travail; elle considère que, dans l'exécution des nouveaux devoirs que la Société aura à remplir, il faudra prendre soin d'éviter les doubles emplois.

« 5. L'Assemblée recommande en outre que l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations soit invitée à examiner toutes mesures relevant de sa compétence, qu'il pourrait sembler désirable et praticable d'entreprendre, en vue d'assurer la protection de l'enfance au point de vue de l'hygiène.

« 6. L'Assemblée, estimant que l'œuvre proposée est une œuvre internationale possédant une valeur permanente de la plus haute importance aux points de vue social, scientifique et juridique, regrette que, pour des raisons budgétaires d'ordre général, les fonds pour le crédit supplémentaire qui avait été demandé n'aient pas été disponibles pour l'exercice 1925.

« L'Assemblée prie le Conseil d'inviter la Commission consultative, quand elle sera reconstituée, de présenter dans son rapport au Conseil et à la sixième Assemblée une estimation des fonds nécessaires pour en assurer l'exécution adéquate dans l'avenir. »

II.

« L'Assemblée approuve la déclaration des droits de l'enfant, dite Déclaration de Genève, et invite les Etats membres de la Société à s'inspirer de ses principes dans l'œuvre de la protection de l'enfance.

Déclaration de Genève.

« Par la présente Déclaration des droits de l'enfant, dite Déclaration de Genève, les hommes et les femmes de toutes les nations, reconnaissant que l'humanité doit donner à l'enfant ce qu'elle a de meilleur, affirment leurs devoirs que, en dehors de toute considération de race, de nationalité et de croyance:

Child Welfare: Report of the Fifth Committee.

M de BROUCKÈRE, rapporteur, came to the platform. He presented the following resolutions:

I.

“1. The Assembly ratifies the decision adopted by the Council at its session in March 1924 providing that the work hitherto carried out by the International Association for the Protection of Children should henceforth be entrusted to the Secretariat of the League of Nations.

“2. The Assembly requests the Council to reconstitute the Advisory Committee on the Traffic in Women and Children under a new name and with two groups of assessors, one group to attend whenever questions relating to the traffic in women and children are dealt with and the other when questions relating to the protection of children are discussed.

“The Assembly recommends that the assessors belonging to the latter category should include persons qualified to act as representatives of the principal private organisations dealing with the protection of children, and in particular the International Association for the Protection of Children.

“3. The Assembly considers that the subjects to be dealt with and the methods of dealing with them should be such as may be approved by the Council on the advice of the Advisory Committee, and considers that in this matter the League can most usefully concern itself with the study of those problems on which the comparison of the methods and experiences of different countries, consultation and interchange of views between the officials and experts of different countries and international co-operation may be likely to assist the Governments in dealing with such problems.

“4. The Assembly takes note of the fact that the protection of children in certain respects already falls within the scope of the work of existing organisations of the League, as, for example, protection, from the hygienic point of view, falls within the sphere of the Health Organisation of the League, and the regulation of the conditions of employment of children within that of the International Labour Organisation; and considers that, in carrying out any new duties entrusted to the League, care should be taken to prevent any duplication of work.

“5. The Assembly recommends in addition that the Health Organisation of the League should be invited to consider any measures within its competence which it would be desirable and practicable to undertake for the protection of children from the hygienic point of view.

“6. The Assembly, considering that the international work proposed is of great permanent, social, scientific and juridical value, regrets that for general budgetary reasons the supplementary funds asked for are not available for 1925. It requests the Council to invite the Advisory Committee, when reconstituted, to present, in its report to the Council and the Sixth Assembly, an estimate of the appropriations necessary for the adequate prosecution of its future undertakings.”

II.

“The Assembly endorses the declaration of the rights of the child, commonly known as the Declaration of Geneva, and invites the States Members of the League to be guided by its principles in the work of child welfare.

Declaration of Geneva.

“By the present Declaration of the Rights of the Child, commonly known as the Declaration of Geneva men and women of all nations, recognising that mankind owes to the child the best that it has to give, declare and accept it as their duty that, beyond and above all considerations of race, nationality or creed:

- " 1. L'enfant doit être mis en mesure de se développer d'une façon normale, matériellement et spirituellement.
- " 2. L'enfant qui a faim doit être nourri; l'enfant malade doit être soigné; l'enfant arriéré doit être encouragé; l'enfant dévoyé doit être ramené; l'orphelin et l'abandonné doivent être recueillis et secourus.
- " 3. L'enfant doit être le premier à recevoir des secours en temps de détresse.
- " 4. L'enfant doit être mis en mesure de gagner sa vie et doit être protégé contre toute exploitation;
- " 5. L'enfant doit être élevé dans le sentiment que ses meilleures qualités doivent être mises au service de ses frères. »

M. de Brouckère, expose que l'Association internationale pour la protection de l'enfance dont l'existence remonte à plusieurs années, n'est pas une œuvre de charité, mais s'occupe de l'étude de questions d'hygiène et de droit relatives à l'enfance. Fondée à Bruxelles en 1921, elle n'a pas été maintenue sous la forme d'une Association d'Etats, certains gouvernements ayant estimé que conformément à l'article 24 du Pacte, l'œuvre entreprise par l'Association devait être poursuivie au sein même de la Société des Nations. A la suite de pourparlers, le Conseil a décidé en mars dernier, que sous réserves de la ratification de l'Assemblée, l'œuvre accomplie jusqu'ici par l'Association serait désormais confiée au Secrétariat de la Société des Nations.

La cinquième Commission avait estimé qu'il était indispensable de prévoir à cet effet un crédit supplémentaire de 40.000 fr., mais la quatrième Commission n'a pu accorder ce crédit; dans ces conditions, la cinquième Commission ne peut que proposer à l'Assemblée de décider que jusqu'à l'année prochaine l'œuvre sera poursuivie avec les ressources actuellement disponibles. La question budgétaire n'est donc qu'ajournée à 1925.

M^{me} ALLAN (Australie) dit que l'Assemblée est invitée à créer une nouvelle branche de son activité sociale qui centralisera les idées et les découvertes des personnes occupées à faire œuvre pratique en faveur des enfants des différents pays. Le besoin de rassembler et d'échanger des idées dans ce domaine est actuellement pressant. Le monde est plein d'idées nouvelles sur la protection des enfants, et il importe instamment d'instituer une organisation centrale qui aura pour tâche d'enregistrer tout ce qui aura été essayé et tout ce qui aura été fait à ce sujet. Une organisation de ce genre sera inappréciable pour les Gouvernements et travaillera en collaboration étroite avec les services techniques de la Société, tels que l'organisation d'hygiène.

Les résolutions sont adoptées.

Le PRÉSIDENT rappelle que la deuxième résolution comprend la déclaration de Genève, qui constitue la charte de l'enfance. Par le fait que l'Assemblée l'approuve, elle devient la charte de la Société des Nations pour la protection de l'Enfance.

III. HUITIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION.

La première Commission a tenu sa huitième séance hier (jeudi 25 septembre) à 22 h. 30, sous la présidence de Sir Littleton GROOM (Australie).

Le PRÉSIDENT invite la Commission à reprendre la discussion sur l'article 6 du Projet de Protocole, réserve faite d'un amendement du délégué du Japon.

Après un échange d'observations entre les délégués, l'article est adopté avec la réserve ci-dessus.

Il en est de même de l'article 7 après explications fournies par le rapporteur à diverses demandes des membres de la Commission.

- " 1. The child must be given the means requisite for its normal development, both materially and spiritually;
- " 2. The child that is hungry must be fed; the child that is sick must be helped; the child that is backward must be helped; the delinquent child must be reclaimed; and the orphan and the waif must be sheltered and succoured;
- " 3. The child must be the first to receive relief in times of distress;
- " 4. The child must be put in a position to earn a livelihood and must be protected against every form of exploitation;
- " 5. The child must be brought up in the consciousness that its talents must be devoted to the service of its fellow men."

M. de Brouckère explained that the International Association for Child Welfare, which was several years old, was not a charitable institution, but dealt with the study of questions of health and law so far as they affected children. This institution was founded at Brussels in 1921. It had not been maintained under the form of a State association, as certain Governments had thought that under Article 24 of the Covenant the work undertaken by the Association should be carried on under the auspices of the League. The Council, as a result of negotiations, had decided in March last that, subject to the approval of the Assembly, the work hitherto done by the Association should henceforth be entrusted to the Secretariat of the League of Nations.

The Fifth Committee considered that it was indispensable to furnish a supplementary credit of 40,000 francs for this purpose, but the Fourth Committee had not been able to authorise this credit. In these circumstances, the Fifth Committee could only propose to the Assembly that it should decide that the work should be pursued up to next year with the resources at present available. The budgetary question was accordingly adjourned till 1925.

Mrs. ALLAN (Australia) said that the Assembly was being asked to create a new branch of social service to act as a clearing-house for the ideas and discoveries of those engaged in constructive work for the children of the various nations.

The need for such a collection and exchange of ideas was at present acute. The world was full of new ideas on the subject of child welfare, and there was a pressing need for some central organisation to keep a record of what was being attempted and achieved. Such an organisation would be of immense value to the Governments and would work in close co-operation with the technical departments of the League, such as the Health Organisation.

The resolutions were adopted.

The PRESIDENT pointed out that the second resolution contained the Declaration of Geneva, which constituted the charter of child welfare. The Assembly, by approving it, had made it the charter of child welfare of the League of Nations.

III. EIGHTH MEETING OF THE FIRST COMMITTEE

The First Committee held its eighth meeting yesterday (Thursday, September 25th) at 10.30 p.m., under the chairmanship of Sir Littleton GROOM (Australia).

The CHAIRMAN asked the Committee to continue the discussion of Article 6 of the Draft Protocol, while, at the same time, reserving the discussion on the amendment proposed by the Japanese Delegation.

After an exchange of views, the Article was adopted with this reserve.

Article 7 was adopted after explanations from the rapporteur and various amendments proposed by members of the Committee.

Le délégué de la Pologne expose à la Commission la nécessité d'augmenter le nombre des juges à la Cour de Justice par l'adjonction de juges « nationaux » dans toute affaire soumise à la procédure consultative de la Cour, et présente un projet de résolution à soumettre au vote de l'Assemblée.

Le rapporteur répond que la question n'est pas du ressort de la Commission et il est entendu que le rapport fera mention de la suggestion du délégué polonais.

La séance est levée à minuit et demie.

IV. NEUVIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

La première Commission a tenu sa neuvième séance hier, vendredi le 26 septembre, à 15 heures, sous la présidence de sir Littleton GROOM (Australie).

La discussion sur l'article 5 du Projet de Protocole est reprise pour l'examen de l'amendement du Délégué du Japon sur l'art. 5 et éventuellement sur l'art. 6.

Sir Cecil HURST (Empire britannique) propose d'inclure l'amendement japonais dans l'art. 18 adopté par la troisième Commission au lieu de l'inclure dans l'art. 5.

M. ADATCI (Japon) regrette de ne pouvoir déférer à cette proposition de transaction et déclare maintenir son amendement à l'article 5.

À la suite d'une discussion approfondie à laquelle ont pris part divers délégués, un accord n'ayant pu s'établir entre les deux points de vue, le Délégué du Japon a déclaré retirer son amendement mais en faisant les réserves les plus expresses sur l'ensemble du système édifié par la Commission.

Sur l'intervention du RAPPORTEUR et de M. OSUSKY (Tchécoslovaquie) il est alors décidé que le comité de rédaction étudiera le moyen de mettre en harmonie les deux points de vue opposés et M. Adatci a consenti à reconsidérer sa proposition avant la confection définitive du rapport.

Le vote sur l'amendement japonais se trouve donc réservé jusqu'à la prochaine séance.

Le PRÉSIDENT met aux voix le nouveau texte de l'art. 7 du Projet, rédigé à la suite d'une suggestion du Délégué d'Espagne.

Cet article est adopté.

Le PRÉSIDENT déclare que la discussion générale sur le Projet est close.

Proposition du Gouvernement britannique au sujet de l'amendement à l'art. 16 du Pacte.

M. CASSIN (France), rapporteur, expose l'économie des textes nouveaux soumis à la Commission et donne satisfaction à certaines objections, notamment sur le sens des mots « relations personnelles » du nouvel amendement.

Le Rapport est adopté.

M. Cassin est nommé Rapporteur à l'Assemblée.

V. DIXIÈME SÉANCE DE LA TROISIÈME COMMISSION

La troisième Commission a tenu sa dixième séance, vendredi 26 septembre 1924, à 11 h. 30, sous la présidence de M. POLITIS (Grèce).

Contrôle du commerce des armes, munitions et matériels de guerre.

Le général de MARINIS (Italie) présente le rapport de la première Sous-Commission, et demande à la Commission d'adopter la résolution ci-dessous :

« La Commission propose à l'Assemblée de prier le Conseil de soumettre aux gouvernements des Etats Membres et des non membres de la Société des Nations, le projet de Convention concernant le contrôle du commerce interna-

The Polish delegate emphasised the necessity of increasing the number of judges on the Permanent Court of International Justice by the addition of "national" judges, to sit in any case dealt with by the advisory procedure of the Court. He submitted a draft resolution for submission to the Assembly.

The Rapporteur replied that the question was not within the terms of reference of the Committee, but that its report would mention the suggestion of the Polish delegate.

The Committee rose at 12.30 a.m.

IV. NINTH MEETING OF THE FIRST COMMITTEE

The First Committee held its ninth meeting yesterday, Friday, September 26th, at 3.0 p.m., under the chairmanship of Sir Littleton GROOM (Australia).

It continued the discussion on Article 5 of the draft Protocol and considered the amendments of the Japanese Delegation to Article 5 and to Article 6.

Sir Cecil HURST (British Empire) proposed that the Japanese amendment should be included in Article 18 adopted by the Third Committee, but that it should not be included in Article 5.

M. ADATCI (Japan) regretted to be unable to accept this compromise and maintained his amendment to Article 5.

After prolonged discussion, in which various members of the Committee took part, no agreement was reached, and the Japanese Delegation withdrew its amendment but made the most express reserves concerning the whole of the system proposed by the Committee.

On the proposal of the RAPPORTEUR and M. OSUSKY (Czechoslovakia), the Committee decided that the Drafting Committee should endeavour to reconcile the opposing points of view, and M. Adatci consented to reconsider his proposal before the final drafting of the report.

The Committee accordingly decided to postpone the taking of a vote on the Japanese amendment until its next meeting.

The CHAIRMAN put to the vote the new text of Article 7 of the Protocol drafted as the result of a proposal of the Spanish Delegate.

This article was adopted.

The CHAIRMAN declared the general discussion on the draft protocol to be at an end.

Proposal of the British Government concerning an amendment to Article 16 of the Covenant.

M. CASSIN (France), Rapporteur, laid before the Committee the new text which met certain objections especially regarding the meaning of the words "personal relation" of the new amendment.

The report was adopted.

M. Cassin was appointed Rapporteur to the Assembly.

V. TENTH MEETING OF THE THIRD COMMITTEE

The tenth meeting of the Third Committee was held yesterday, Friday, September 26th, at 11.30 a.m., under the chairmanship of M. POLITIS (Greece).

Control of the Traffic in Arms, Munitions and Implements of War.

General de MARINIS (Italy) submitted the report of the First Sub-Committee, and requested the Committee to adopt the following resolution:

"The Sub-Committee suggests that the Assembly requests the Council to submit to the Governments of States Members and States non-Members of the League of Nations the draft Convention concerning the Control

tional des armes, munitions et matériels de guerre, élaboré par la Commission temporaire mixte et de demander à ces Gouvernements d'informer le Secrétaire général, avant la session du Conseil en décembre, s'ils seraient disposés à participer à une Conférence qui se réunira en avril ou mai 1925 pour discuter ce projet de Convention. »

M. COBIAN (Espagne) et M. BRANCO-CLARK (Brésil) désirant faire des réserves sur le projet.

Le PRÉSIDENT fait remarquer que ce projet n'est pas en discussion.

M. PRIVAT (Perse) désire faire spécifier dans le rapport que le texte qui sera envoyé aux gouvernements devra être conforme au texte du projet qui a laissé en blanc la partie de l'art. 9 concernant la description des zones de prohibition.

M. PFLÜGL (Autriche) déclare qu'il est d'accord pour accepter la résolution et que son Gouvernement sera représenté à la Conférence.

Le projet de résolution est adopté.

Il sera fait état dans le rapport de la proposition de M. Privat.

Renseignements statistiques sur le commerce des armes, munitions et matériels de guerre.

Le Général de MARINIS (Italie), rapporteur pour la première Sous-Commission fait l'historique du travail statistique établi par le Secrétariat et propose à la Commission l'adoption de la résolution ci-dessous:

« L'Assemblée, ayant pris connaissance des renseignements statistiques relatifs au commerce des armes, munitions et matériels de guerre, publiés par le Secrétariat de la Société des Nations, en vertu d'une décision du Conseil, exprime sa satisfaction pour le travail accompli, et prie le Conseil:

1. De charger la Commission temporaire mixte (ou toute autre Commission nommée par le Conseil pour s'occuper de la réduction des armements), de porter son attention sur les renseignements déjà publiés, et de présenter un rapport sur les traits caractéristiques du commerce des armes, munitions et matériels de guerre, tels qu'ils apparaissent d'après ces renseignements obtenus au moyen de documents officiels et publics, ainsi que sur les conclusions que ces mêmes renseignements comporteraient;

2. D'assurer la publication périodique, par les soins du Secrétariat, des renseignements statistiques sur le commerce des armes, munitions et matériels de guerre;

3. De prier les Etats Membres ou non-Membres de la Société des Nations, de remettre au Secrétariat tous documents qu'ils estiment de nature à faciliter la préparation de ce travail. »

La résolution est adoptée.

Contrôle de la fabrication privée des armes, munitions et matériels de guerre.

Le Général de MARINIS (Italie), rapporteur pour la première Sous-Commission, expose les raisons qui ont motivé la rédaction du projet de résolution ci-dessous qu'il demande à la Commission d'adopter.

« L'Assemblée, ayant pris connaissance des rapports de la Commission temporaire mixte, et du Comité économique, sur le contrôle de la fabrication privée, des armes, munitions et matériels de guerre,

« 1. Prie le Conseil d'inviter la Commission temporaire mixte à reprendre l'examen de cette question et à élaborer un projet de Convention internationale, en tenant compte de tous les éléments intervenus depuis la remise du rapport de la Commission temporaire mixte à la cinquième Assemblée. Ce projet servirait de base de discussion à une Conférence internationale qui doit être réunie en vue de la conclusion d'une Convention sur le contrôle et la fabrication privée des armes, munitions et matériels de guerre;

of International Traffic in Arms, Munitions and Implements of War drawn up by the Temporary Mixed Commission and to ask these Governments to inform the Secretary-General before the meeting of the Council in December whether they would be prepared to come to a conference to be held in April or May 1925 to discuss the draft Convention. »

M. COBIAN (Spain) and M. BRANCO-CLARK (Brazil) wished to make reservations with regard to the plan.

The CHAIRMAN remarked that this plan was not being discussed.

M. PRIVAT (Persia) wished to make clear in the report that the text which should be sent to the Governments should be in conformity with the text of the plan, which had left open the part of Article 9 relative to the definition of the prohibited zones.

M. PFLÜGL (Austria) accepted the resolution and stated that his Government would be represented at the Conference.

The draft resolution was adopted.

The proposal of M. Privat would be referred to in the report.

Statistical Information relating to the Traffic in Arms, Munitions, and Implements of War.

General de MARINIS (Italy), Rapporteur of the First Sub-Committee, gave an account of the statistical work of the Secretariat and proposed the adoption of the following resolution to the Committee:

“The Assembly, having noted the statistical information relating to the traffic in arms, munitions and implements of war published by the Secretariat of the League of Nations in pursuance of a decision of the Council, expresses its satisfaction at the work accomplished and requests the Council:

“1. To instruct the Temporary Mixed Commission (or any other Commission appointed by the Council to deal with the reduction of armaments) to devote its attention to the information already published, and to present a report on the characteristic features of the trade in arms, munitions and implements of war, as they appear from information obtained by means of official and published documents, and to examine the conclusions which this information appears to involve;

“2. To ensure the periodical publication by the Secretariat of statistical information on the traffic in arms, munitions and implements of war;

“3. To request the States Members and non-Members of the League to forward to the Secretariat any documents which they consider of a nature likely to facilitate the preparation of this work.”

The resolution was adopted.

Control of the Private Manufacture of Arms, Munitions and Implements of War.

General de MARINIS (Italy), Rapporteur of the First Sub-Committee, explained the reason which had led to the drawing up of the following draft resolution, which he asked the Committee to adopt:

“The Assembly, having noted the reports of the Temporary Mixed Commission and of the Economic Committee on the control of the private manufacture of arms, munitions and implements of war;

“1. Requests the Council to invite the Temporary Mixed Commission to resume the examination of this question, and to frame a draft international convention, taking into account all the factors which have arisen since the submission of the report of the Temporary Mixed Commission to the Fifth Assembly. This draft would afford a basis of discussion for an international conference which should be convened with a view to the conclusion of a convention on the control of the private manufacture of arms, munitions and implements of war;

« 2. L'Assemblée prie également le Conseil de vouloir bien envisager l'opportunité d'inviter le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique d'envoyer un représentant pour collaborer à l'élaboration par la Commission temporaire mixte du projet de Convention sur le contrôle de la manufacture privée des armes, munitions et matériels de guerre. »

M. JOUHAUX (France) précise qu'il désirerait que la liberté des discussions ultérieures de la Commission temporaire mixte fut plus explicitement reconnue.

Le Général de MARINIS (Italie), propose de modifier ainsi les deux premières lignes du paragraphe 1 de la résolution :

« D'inviter la Commission temporaire mixte à reprendre avec toute liberté d'appréciation l'examen, etc... »

La proposition est adoptée avec l'amendement proposé par le Général de Marinis.

Sur la proposition du PRÉSIDENT, la Commission désigne M. le Général de MARINIS (Italie) comme rapporteur à l'Assemblée pour les trois questions précédentes.

Coordination des travaux des deux Commissions: (C.P.A. et G.T.A.).

M. SKRZYŃSKI (Pologne), rapporteur de la deuxième Sous-Commission, présente le projet de résolution ci-dessous :

« Considérant que les travaux de la Société des Nations en matière de réduction des armements entrent cette année dans une phase de réorganisation qui exige l'attention directe du Conseil :

« L'Assemblée remet entre les mains du Conseil la question de coordination des travaux de ses Commissions pour la réduction des armements ;

« L'Assemblée recommande au Conseil de réorganiser la Commission Temporaire Mixte, conformément aux principes suivants :

« 1. La Commission comprendra :

« Des Représentants des Gouvernements, en tenant compte des différentes catégories d'Etats,

« 2. La Commission comprendra des délégués qualifiés des organisations techniques de la Société des Nations, savoir :

« Représentants du Comité économique,

» » financier,

» de la Commission du Transit,

« Représentants de la Commission permanente consultative,

« Représentants des groupes ouvriers et patronaux,

» du Bureau international du Travail,

« 1 Juriste choisi par le Conseil.

« 3. Des délégués d'Etats non représentés à la Commission pourront être convoqués toutes les fois qu'elle le jugera nécessaire.

« 4. Le Conseil invitera les Etats non Membres de la Société des Nations qui auront fait connaître leur intention de participer à la Conférence pour la réduction des armements, à désigner des représentants pour suivre les travaux de la Commission. »

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) demande des explications sur l'alinéa 1 de cette résolution.

Le RAPPORTEUR explique, qu'étant donné l'impossibilité de représenter tous les gouvernements dans les Commissions, on avait l'intention de représenter par un seul membre des intérêts communs à plusieurs gouvernements.

Après un échange d'observations auquel prennent part MM. POULLET (Belgique), LANGE (Norvège), BRANCO-CLARK (Brésil), SCHANZER (Italie) et le Général TANCZOS (Hongrie) l'amendement suivant est adopté :

« 1. La Commission comprendra des représentants d'un certain nombre de gouvernements. »

L'interprétation de ce paragraphe sera donnée dans le rapport.

« 2. The Assembly also requests the Council to consider the advisability of inviting the Government of the United States of America to send a representative to collaborate in the framing by the Temporary Mixed Commission of the draft convention on the control of the private manufacture of arms, munitions and implements of war. »

M. JOUHAUX (France) explained that he wished that the future freedom of discussion of the Temporary Mixed Committee should be more clearly recognised.

General de MARINIS (Italy) proposed to amend the first two lines of paragraph 1 of the resolution as follows :

« To invite the Temporary Mixed Committee to undertake the enquiry with the fullest freedom of action. »

The proposal was adopted with the amendment submitted by General de Marinis.

On the proposal of the CHAIRMAN, the Committee appointed General de MARINIS (Italy) as Rapporteur to the Assembly for these three questions.

Co-ordination of the Work of the two Committees (the P. A. C. and the T. M. C.).

M. SKRZYŃSKI (Poland), rapporteur to the Second Sub-Committee, submitted the following draft resolution :

« Whereas the work of the League of Nations in connection with the reduction of armaments is entering this year upon a period of re-organisation which requires the direct attention of the Council :

« The Assembly entrusts to the Council the question of the co-ordination of the work of its Commissions for the reduction of armaments ;

« And recommends the Council to re-organise the Temporary Mixed Commission on the following lines :

« 1. The Commission will include :

« Government representatives, the different classes of States being represented.

« 2. The Commission will include qualified delegates of the technical organisations of the League of Nations, that is to say :

« Representatives of the Economic Committee ;

« Representatives of the Financial Committee ;

« Representatives of the Transit Committee ;

« Representatives of the Permanent Advisory Commission ;

« Representatives of the Employers' and Labour

Groups of the International Labour Office ;

« One Jurist selected by the Council.

« 3. Delegates of States not represented on the Commission may be invited to attend whenever the Commission thinks fit.

« 4. The Council will invite any States not Members of the League of Nations which may have notified their intention of taking part in the Conference for the Reduction of Armaments to appoint representatives to follow the work of the Commission. »

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) requested explanations regarding paragraph 1 of this resolution.

The RAPPORTEUR explained that in view of the fact that it was impossible for all Governments to be represented on the Commissions, it had been the intention of the Sub-Committee to recommend that one member should represent the common interests of several Governments.

After an exchange of views between M. POULLET (Belgium), M. LANGE (Norway), M. BRANCO-CLARK (Brazil), M. SCHANZER (Italy) and General TANCZOS (Hungary) the following amendment was adopted :

« 1. The Committee shall consist of representatives of a certain number of Governments. »

The interpretation of this paragraph will be inserted in the report.

Sur la proposition de M. HOLSTI (Finlande), la dernière ligne de l'alinéa 2 se lit ainsi:

« Des experts juridiques, ou autres, choisis par le Conseil. »

Sur la proposition de M. BUXTON (Empire britannique), il est décidé de remplacer à la dernière ligne de l'alinéa 4 les mots « suivre les » par « participer aux ».

Avec ces modifications, la résolution est adoptée.

Annuaire des renseignements statistiques sur les armements nationaux.

Le RAPPORTEUR demande à la Commission d'adopter la résolution ci-dessous:

« L'Assemblée, ayant pris connaissance, avec un vif intérêt, de l'Annuaire militaire:

« Désire exprimer sa satisfaction pour le remarquable travail accompli, qui constitue un commencement réel d'exécution des engagements pris par les signataires du Pacte au dernier paragraphe de son article 8;

« Prie le Conseil de faire poursuivre cette œuvre selon les principes établis par la quatrième Assemblée et auxquels s'est tenu le Secrétariat dans la préparation de ce premier volume, et en développant tout particulièrement la partie de cet annuaire qui a trait à la puissance industrielle et économique susceptible d'être utilisée à la guerre. »

Sur la proposition de M. VILLEGAS (Chili), la Commission adresse ses félicitations au Secrétariat.

La résolution est adoptée.

Limitation des dépenses d'armements.

La Commission adopte la résolution ci-dessous proposée par le rapporteur:

« La majorité des Etats qui ont répondu, tout en faisant certaines réserves, ayant fait connaître qu'ils n'ont pas dépassé les dépenses d'armements qui figuraient à leur dernier budget, et la recommandation adressée aux Gouvernements visant la période qui précède la réunion de la Conférence internationale pour la réduction des armements, qui doit se réunir l'année prochaine:

« L'Assemblée estime qu'il n'y a pas lieu de renouveler la recommandation relative à la limitation des dépenses d'armements, question qui doit faire partie du programme de la Conférence internationale pour la réduction des armements. »

Accords régionaux.

La Commission adopte la résolution ci-dessous:

« L'Assemblée recommande au Conseil d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence internationale pour la réduction des armements, la question des Accords régionaux pour la réduction des armements. »

Guerre chimique.

Le rapporteur présente la résolution ci-dessous:

« L'Assemblée,

« Ayant examiné le rapport de la Commission temporaire mixte au sujet des effets probables des découvertes chimiques dans la guerre;

« Convaincue que les moyens que la science moderne met au service de la guerre, fait de celle-ci un grand danger pour la civilisation; et

« Rappelant la septième résolution de la troisième Assemblée, relative à l'adhésion de tous les Etats au Traité conclu à Washington, le 6 février 1922, sur l'emploi des gaz asphyxiants en temps de guerre;

« Prie le Conseil de donner la plus large publicité à des ouvrages de vulgarisations, démontrant la menace terrible suspendue sur les peuples sous la forme des possibilités de la guerre chimique et bactériologique;

« Constatant d'autre part, la facilité et la rapidité des transformations des industries chimiques de paix, en armes chimiques de guerre:

On the proposal of M. HOLSTI (Finland), the last line of paragraph 2 was amended as follows:

“Legal experts or others chosen by the Council.”

On the proposal of Mr. BUXTON (British Empire) it was decided to replace in the last line of paragraph 4 the words “to follow” by the words “to participate in”.

With these amendments, the resolution was adopted.

Statistical Year-Book on National Armaments.

The RAPPORTEUR requested the Committee to adopt the following resolution:

“The Assembly,

“Having noted with great interest the preparation of the Military Year-Book:

“Desires to express its satisfaction with the valuable work which has been accomplished, and which represents a genuine step towards the fulfilment of the obligations assumed by the signatories of the Covenant in the final paragraph of Article 8;

“And requests the Council to arrange for the continuation of this work on the lines laid down by the Fourth Assembly, to which the Secretariat has adhered in preparing this first volume, special attention being given to that part of the Year-Book which deals with industrial and economic resources capable of being utilised for war.”

On the proposal of M. VILLEGAS (Chile), the Committee congratulated the Secretariat.

The resolution was adopted.

Limitation of Expenditure on Armaments.

The Committee adopted the following resolution proposed by the Rapporteur:

“Whereas the majority of the States which have replied have stated that, with certain exceptions, they have not exceeded the expenditure on armaments shown in their last budgets, and whereas the recommendation addressed to the Governments relates to the period which might elapse before the meeting of the International Conference for the Reduction of Armaments which is to take place next year:

“The Assembly does not consider it necessary to repeat the recommendation regarding the limitation of expenditure on armaments, as this question is to be placed upon the Agenda of the International Conference for the Reduction of Armaments.”

Regional Agreements.

The Committee adopted the following resolution:

“The Assembly recommends the Council to place the question of regional agreements for the reduction of armaments on the agenda of the International Conference for the Reduction of Armaments.”

Chemical Warfare.

The Rapporteur submitted the following resolution:

“The Assembly,

“Having examined the report of the Temporary Mixed Commission with regard to the probable effects on warfare of chemical discoveries;

“Being convinced that the means which modern science places at the service of warfare renders the latter a great danger to civilisation;

“Recalling the seventh resolution of the Third Assembly regarding the adhesion of all States to the Treaty concluded at Washington on February 6th, 1922, concerning the use of asphyxiating gases in time of war;

“Requests the Council to give the widest publicity to publications designed to call general attention to the terrible danger threatening the nations of the world in the form of possible methods of chemical and bacteriological warfare;

“Noting, on the other hand, the facility and rapidity with which factories for producing chemical substances required in peace-time can be transformed into factories for chemical warfare:

« Emet le vœu que l'attention de l'opinion publique mondiale soit attirée sur la nécessité d'agir avant tout sur les causes de guerre par les règlements pacifiques des conflits, et par la solution du problème de sécurité, afin que les peuples ne soient plus tentés d'utiliser les éléments de leur puissance économique, industrielle ou scientifique pour en faire des armes de guerre. »

Le Général TANCZOS (Hongrie) présente un amendement tendant à demander à un Comité d'étudier les moyens de défense contre la guerre chimique, moyens qui devraient être rendus publics et accessibles à tous.

Le PRÉSIDENT propose qu'aucun débat ne soit institué à la Commission sur le fond de la question.

Il en est ainsi décidé.

Après un échange d'observations, entre MM. SCHANZER (Italie), JOUHAUX (France), PFLÜGL (Autriche), LANGE (Norvège) et TOKUGAWA (Japon), la résolution est adoptée avec l'amendement ci-dessous :

« Alinéa 4 : prie le Conseil, s'il l'estime opportun, de publier le rapport de la Commission temporaire mixte et d'encourager, s'il y a lieu, des ouvrages de vulgarisation, démontrant, etc... »

Les résolutions, avec cet amendement, sont adoptées.

La Commission désigne M. SKRZYŃSKI (Pologne) comme rapporteur à l'Assemblée pour les questions 3, 4, 5, 7, et 8 de l'ordre du jour.

Limitation des armements navals.

M. LOUDON (Pays-Bas), rapporteur de la troisième Sous-Commission, présente le projet de résolution ci-dessous :

« L'Assemblée émet l'avis :

« 1. Qu'une nouvelle conférence technique n'est pas nécessaire ;

« 2. Que la question du désarmement naval doit être englobée dans celle du désarmement général, dont s'occupera la Conférence internationale, envisagée dans la résolution adoptée le 6 septembre, par la cinquième Assemblée et dont il appartient au Conseil d'établir le programme. »

La résolution est adoptée.

M. LOUDON est désigné comme rapporteur à l'Assemblée pour cette question.

DEUXIÈME SOUS-COMMISSION.

La deuxième Sous-Commission de la troisième Commission a tenu une séance à 10 heures du matin, hier vendredi 26 septembre, sous la présidence du Comte SKRZYŃSKI (Pologne).

La Commission a discuté les quatre questions suivantes :

1. Annuaire militaire ; 2. Accords régionaux ; 3. Limitation des dépenses d'armements ; 4. Coordination des travaux des deux Commissions (le C.P.A. et le C.T.M.) et a formulé à l'unanimité quatre projets de résolutions, qui seront soumis à la troisième Commission.

Annuaire militaire.

La Sous-Commission a exprimé sa satisfaction pour le remarquable travail accompli et a prié le Conseil de faire poursuivre cette œuvre.

Accords régionaux.

La Sous-Commission a recommandé d'inscrire cette question à l'ordre du jour de la prochaine Conférence internationale pour la réduction des armements.

Limitation des dépenses d'armements.

La Sous-Commission a cru reconnaître qu'il n'y a pas lieu de renouveler la recommandation adressée aux différents Etats relativement à la limitation des dépenses et a estimé que cette question doit être insérée dans le programme de la prochaine Conférence internationale pour la réduction des armements.

« Recommends that the attention of public opinion throughout the world be drawn to the necessity of endeavouring, in the first place, to remove the causes of war by the pacific settlement of disputes and by the solution of the problem of security, in order that nations may no longer be tempted to use their economic, industrial or scientific power for the manufacture of weapons of war. »

General TANCZOS (Hungary) submitted an amendment to the effect that a committee should be set up to investigate means of defence against chemical warfare; such means to be made public and available for all.

The CHAIRMAN proposed that no general discussion on the principle of the question should be begun.

This proposal was adopted.

After an exchange of views between M. SCHANZER (Italy), M. JOUHAUX (France), M. PFLUGL (Austria), M. LANGE (Norway) and M. TOKUGAWA (Japan), the Resolution was adopted with the following amendment :

« Paragraph 4. — 'requests the Council if it considers it is desirable to publish the report of the Temporary Mixed Commission and to encourage the widest publicity being given to publications designed, etc.' »

The Resolutions, with this amendment, were adopted.

The Committee appointed M. SKRZYŃSKI (Poland) Rapporteur to the Assembly, for questions 3, 4, 5, 7, and 8 of its Agenda.

Limitation of Naval Armaments.

M. LOUDON (Netherlands), rapporteur of the Third Sub-Committee, submitted the following draft resolutions :

« The Assembly is of opinion :

« 1. That a further technical conference is not necessary ;

« 2. That the question of naval disarmament should be discussed as part of the general question of disarmament dealt with by the International Conference proposed in the Resolution of September 6th adopted by the Fifth Assembly, and that it rests with the Council to settle the programme. »

The Resolution was adopted.

M. LOUDON was appointed Rapporteur to the Assembly for this question.

SECOND SUB-COMMITTEE.

The Second Sub-Committee of the Third Committee held a meeting at 10 a.m. yesterday, Friday, September 26th, under the chairmanship of Count SKRZYŃSKI (Poland).

The Committee discussed the four following questions :

1. Military Year-Book. 2. Regional agreements. 3. Limitation of expenditure on armaments. 4. Co-ordination of the work of the two Commissions (the P.A.C. and the T.M.C.).

It unanimously adopted four draft resolutions to be submitted to the Third Committee.

Military Year-Book.

The Sub-Committee expressed its satisfaction at the remarkable work accomplished and asked the Council to give instructions for its continuation.

Regional agreements.

The Sub-Committee recommended that this question should be placed on the agenda of the forthcoming International Conference for the Reduction of Armaments.

Limitation of expenditure on armaments.

The Sub-Committee deemed it best not to renew the recommendation sent to various States concerning the limitation of expenditure and considered that this question should be placed on the agenda of the forthcoming International Conference for the Reduction of Armaments.

Coordination des travaux des deux Commissions (le C.P.A. et le C.T.M.)

La Sous-Commission a proposé une réorganisation de la Commission temporaire mixte pour la réduction des armements.

VI. TREIZIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La quatrième Commission a tenu sa treizième séance hier, vendredi, à 17 h. 30, sous la présidence de M. ADATCI.

Le rapporteur général, M. de VASCONCELLOS, présente à la Commission son projet de rapport de la quatrième Commission à l'Assemblée.

Après un échange de vues, au cours duquel, un certain nombre de modifications sont acceptées par le rapporteur général, la Commission adopte le texte du projet de rapport qui se termine par les résolutions suivantes:

« 1. L'Assemblée de la Société des Nations, en vertu de l'article 38 du Règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations, arrête définitivement les comptes vérifiés de la Société des Nations pour le cinquième exercice financier, clos le 31 décembre 1923.

« 2. L'Assemblée, en vertu de l'article 17 du Règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations.

« Arrête pour l'exercice 1925 le budget général de la Société des Nations, du Secrétariat et des organisations spéciales de la Société, de l'Organisation internationale du Travail et de la Cour permanente de Justice internationale s'élevant, y compris les crédits supplémentaires, à la somme totale de francs-or,

« Et décide que les budgets précités seront publiés dans le *Journal Official*.

« 3. L'Assemblée adopte, dans la mesure où elles ont été approuvées par la quatrième Commission, les conclusions, des différents rapports de la Commission de Contrôle qui ont été soumis à son examen en même temps qu'elle lui adresse le témoignage de sa reconnaissance pour ses éminents services.

« 4. L'Assemblée adopte les conclusions du rapport de la quatrième Commission. »

VII. HUITIÈME SÉANCE DE LA SIXIÈME COMMISSION

La sixième Commission s'est réunie hier (vendredi; 26 septembre) à 10 h. 30, sous la présidence de M. Carl ENCKELL (Finlande) pour étudier la demande d'admission présentée par la République de Saint-Domingue.

Le PRÉSIDENT rappelle la procédure établie par le passé et propose qu'elle soit suivie dans le cas présent. La procédure consiste à nommer un sous-comité restreint chargé d'inviter le représentant du pays demandant à être admis comme membre, à répondre à un certain nombre de questions prévues à l'article 1 du Pacte. La Sous-Commission adresse alors un rapport à la Commission qui, à son tour, adresse une recommandation à l'Assemblée en faveur du pays impétrant.

M. COBIAN (Espagne), M. TCHÉOU WEI, M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay), M. URRUTIA (Colombie) et M. NANSEN (Norvège) expriment la satisfaction que leur cause la présentation de cette requête et adressent leurs souhaits de bienvenue à la République de Saint-Domingue.

La Sous-Commission suivante est nommée.

Prof. Gilbert MURRAY (Empire britannique)
M. TCHÉOU-WEI (Chine)
M. URRUTIA (Colombie)
M. de AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba)
M. de JOUVENEL (France)
M. BONIN-LONGARE (Italie)
M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay)

La Sous-Commission s'est réunie à 11 h. 30.

Co-ordination of the work of the two Commissions (the P.A.C. and the T.M.C.)

The Sub-Committee proposed that the Temporary Mixed Commission for the Reduction of Armaments should be re-organised.

VI. THIRTEENTH MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE.

The Fourth Committee held its thirteenth meeting yesterday, Friday, at 5.30 p.m., under the chairmanship of M. ADATCI.

The Rapporteur-General, M. de VASCONCELLOS, laid before the Committee his draft for the Report of the Fourth Committee to the Assembly.

After some discussion, in the course of which a certain number of modifications were accepted by the Rapporteur-General, the Committee adopted the text of the draft report, concluding by the following resolutions:

"1. The Assembly of the League of Nations, in virtue of Article 38 of the Regulations for the Financial Administration of the League, finally approves the audited accounts of the League for the fifth financial period ending December 31st, 1923.

"2. The Assembly, in virtue of Article 17 of the Regulations for the Financial Administration of the League:

"Approves, for the financial year 1925, the general budget of the League, of the Secretariat and of the special organisations of the League, of the International Labour Organisation and of the Permanent Court of International Justice, the total amount of which, including supplementary credits, is gold francs;

"And decides that the said budgets shall be published in the *Official Journal*.

"3. The Assembly adopts, in so far as they have been approved by the Fourth Committee, the conclusions of the various reports of the Supervisory Commission submitted to its consideration, and at the same time expresses to the Supervisory Commission its thanks for the services it has so well rendered.

"4. The Assembly adopts the conclusions of the report of the Fourth Committee."

VII. EIGHTH MEETING OF THE SIXTH COMMITTEE

The Sixth Committee met at 10.30 a.m. yesterday (September 26th), under the presidency of Mr. Carl ENCKELL (Finland), to consider the application of the Republic of San Domingo for admission to the League of Nations.

The CHAIRMAN outlined the method of procedure which had been established in the past, and proposed that it should be followed in the present instance. The procedure consisted in appointing a small sub-committee which should invite the representative of the country asking for admission to answer certain questions contemplated in Article 1 of the Covenant. The Sub-Committee would then report to the Committee, which would make a recommendation to the Assembly.

M. COBIAN (Spain), Dr. TCHÉOU WEI (China), M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay), M. URRUTIA (Colombia) and Dr. NANSEN (Norway) expressed their satisfaction at the request of San Domingo and welcomed the application.

The following Sub-Committee was nominated:

Prof. Gilbert MURRAY (British Empire)
Dr. TCHÉOU-WEI (China)
M. URRUTIA (Colombia)
M. de AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba)
M. de JOUVENEL (France)
Count BONIN-LONGARE (Italy)
M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay)

The Sub-Committee met at 11.30 a.m.

VIII. CORRECTIONS ET ADJONCTIONS A LA LISTE
DES MEMBRES DES COMMISSIONS ET DES DÉ-
LÉGATIONS

En raison du départ de S.A. le Maharajah de BIKANER et de Lord HARDINGE OF PENSHURST, Sir MUHAMMAD RAFIQUE demeure seul représentant de l'Inde jusqu'à la fin de la session de l'Assemblée. Toutefois M. PATRICK continuera à remplir ses fonctions de délégué suppléant à la quatrième Commission.

IX. LA RESTAURATION FINANCIÈRE DE L'AUTRICHE

L'Accord ratifié par le Conseil le 16 septembre, accompagné du rapport commun du Comité financier et du Commissaire général et d'autres documents antérieurs, vient de paraître dans le document F. 186. Cette publication est en vente au prix de:

Texte français: Fr. 0.75 (argent suisse)

X. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX
MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE

Compte rendu provisoire: vingtième séance.

- A. 107 Protection de l'enfance. Rapport de la Cinquième Commission à la Cinquième Assemblée.
- A. 109 (1) Contributions arriérées. Rapport de la Quatrième Commission à la Cinquième Assemblée.
- A. 110 Réclamation du Gouvernement de Panama concernant ses contributions antérieures à 1923. Rapport de la Quatrième Commission à la Cinquième Assemblée.
- A. 111 Emprunt international pour les réfugiés grecs et autres travaux du Comité financier. Résolutions adoptées par l'Assemblée le 25 septembre 1924.
- A. 112 Transfert au Caucase des réfugiés arméniens et création d'un foyer national arménien dans cette région.
- A. 113 Reconstitution financière de l'Autriche. Résolution adoptée par l'Assemblée le 25 septembre 1924.
- A. 114 Questions concernant les réfugiés. Résolutions adoptées par l'Assemblée le 25 septembre 1924.

VIII. CORRECTIONS AND ADDITIONS TO THE LIST
OF COMMITTEES AND DELEGATIONS

Owing to the departure of His Highness the Maharajah of BIKANER and Lord HARDINGE OF PENSHURST, Sir MUHAMMAD RAFIQUE will remain as the sole representative of India for the remainder of the Assembly. Mr. PATRICK will, however, continue to act as substitute delegate on the Fourth Committee.

IX. FINANCIAL RECONSTRUCTION OF AUSTRIA

The Agreement approved by the Council on September 16th. together with the Joint Report of the Financial Committee and the Commissioner-General and other previous documents, has just issued from the press in Document F. 186. This publication is on sale at the price of:

English text: Ninepence.
\$0.15.

X. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE
MEMBERS OF THE ASSEMBLY

Provisional Verbatim Record: twentieth meeting.

- A. 107 Protection of children: Report of the Fifth Committee to the Fifth Assembly.
- A. 109 (1) Contributions in arrears: Report of the Fourth Committee to the Fifth Assembly.
- A. 110 Claim of the Government of Panama concerning its contributions prior to 1923. Report of the Fourth Committee to the Fifth Assembly.
- A. 111 International loan for Greek refugees and other work of the Financial Committee: Resolutions of the Assembly, September 25th, 1924.
- A. 112 Transfer of Armenian refugees to the Caucasus and creation of an Armenian National Home in that region: Resolution of Assembly, September 25th, 1924.
- A. 113 Financial Reconstruction of Austria: Resolution of Assembly, September 25th, 1924.
- A. 114 Refugee questions: Resolution of Assembly, September 25th, 1924.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Liste des Dépositaires
des Publications de la Société des Nations.

ARGENTINE
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.

AUSTRALIE
Australasian Publishing Co. Ltd., 229 Clarence Street, SYDNEY.

AUTRICHE et ALLEMAGNE
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz 5, VIENNE.

BELGIQUE
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.

BOLIVIE
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.

BRESIL
Livreria F. Brigulet & Cia, 23, rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.

BULGARIE
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvo-boditel" No 4a, SOFIA.

CANADA
William Tyrrell and Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.

COSTA-RICA
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.

CUBA
Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.

DANEMARK
V. Pios Boghandel-Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.

EQUATEUR
Victor Janer, GUAYAQUIL.

ESPAGNE
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.

ETATS-UNIS
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.

FINLANDE
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.

FRANCE
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).

**GRANDE-BRETAGNE,
DOMINIONS et COLONIES**
Constable & Co. Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W. C. 2.

GRECE
Eleftheroudakis & Barth, Librairie Internationale, Place de la Constitution, ATHÈNES.

GUATEMALA
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantes, 10a, Calle Oriente No. 5, GUATEMALA.

HAWAII
Pan-Pacific Union, HONOLULU.

HONDURAS
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.

HONGRIE
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Frères), Kossuth Lajos Utca 7 SZ., BUDAPEST IV, KER.

INDES
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS et CALCUTTA.

ITALIE
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.

JAPON
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.

MEXIQUE
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.

NICARAGUA
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.

NORVEGE
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, CHRISTIANIA.

PANAMA
Libreria I. Preclado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.

PAYS-BAS
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.

PÉROU
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.

POLOGNE
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.

ROUMANIE
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.

SALVADOR
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.

BASSIN DE LA SARRE
Librairie Marguet 74, Bahnhofstrasse, SARRERBRUCK.

ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES
Librairie Française Henri Soubre, 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.

SUEDE
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.

SUISSE
Librairie Payot & Cie, GENEVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.

TCHÉCOSLOVAQUIE
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.

URUGUAY
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.

VENEZUELA
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser :
Service des Publications, Société des Nations,
GENÈVE (Suisse).

LEAGUE OF NATIONS

Authorised Agents
for the Publications of the League of Nations.

ARGENTINE
Libreria « El Ateneo », Calle Florida 371, BUENOS AIRES.

AUSTRALIA
Australasian Publishing Co., Ltd., 229, Clarence Street, SYDNEY.

AUSTRIA and GERMANY
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz, 5, VIENNA.

BELGIUM
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUSSELS.

BOLIVIA
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.

BRAZIL
Livreria F. Brigulet & Cia., 23, Rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.

BULGARIA
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvo-boditel" No 4a, SOFIA.

CANADA
William Tyrrell & Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.

COSTA RICA
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.

CUBA
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.

CZECHOSLOVAKIA
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.

DENMARK
V. Pios Boghandel—Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.

ECUADOR
Victor Janer, GUAYAQUIL.

FINLAND
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.

FRANCE
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain PARIS (VI^e).

**GREAT BRITAIN,
DOMINIONS and COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W. C. 2.

GREECE
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitution, ATHENS.

GUATEMALA
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantes, 10a, Calle Oriente, No. 5, GUATEMALA.

HAWAII
Pan-Pacific Union, HONOLULU.

HONDURAS
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.

HUNGARY
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Bros.), Kossuth Lajos Utca 7 SZ., BUDAPEST, IV, KER.

INDIA
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS and CALCUTTA.

ITALY
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.

JAPAN
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.

MEXICO
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.

NETHERLANDS
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE HAGUE.

NICARAGUA
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.

NORWAY
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, CHRISTIANIA.

PANAMA
Libreria I. Preclado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.

PERU
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.

POLAND
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.

ROUMANIA
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.

SAAR BASIN
Librairie Marguet, 74, Bahnhofstrasse, SARRERBRUCK.

SALVADOR
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.

KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENS
Librairie Française Henri Soubre, 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.

SPAIN
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.

SWEDEN
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.

SWITZERLAND
Librairie Payot & Cie, GENEVA, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.

UNITED STATES
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, Boston 9, MASS.

URUGUAY
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.

VENEZUELA
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries apply :
Publication Department, League of Nations,
GENEVA (Switzerland).

JOURNAL

DE LA
CINQUIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1924

OF THE
FIFTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1924

N° 25. — LUNDI 29 SEPTEMBRE 1924.

No. 25. — MONDAY, SEPTEMBER 29th, 1924.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 132, au Secrétariat.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 132 at the offices of the Secretariat).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	301
II. Vingt-deuxième séance plénière de l'Assemblée	302
III. Addition à la vingt et unième séance plénière de l'Assemblée	305
IV. Dixième séance de la première Commission	306
IVa. Onzième séance de la première Commission	307
V. Douzième séance de la deuxième Commission	307
VI. Onzième séance de la troisième Commission	309
VII. Douzième et dernière séance de la troisième Commission	310
VIII. Quatorzième séance de la quatrième Commission	311
VIIIa. Quinzième séance de la quatrième Commission	312
IX. Neuvième séance de la sixième Commission	313
X. Commission de l'Ordre du jour	313
XI. Ratifications des conventions	313
XII. Corrections et adjonctions à la liste des membres des Commissions et Délégations	313
XIII. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée	314
XIV. Don offert par le Gouvernement néerlandais au Bureau International du Travail	314

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Séance plénière de l'Assemblée.

Il y aura une séance plénière de l'Assemblée aujourd'hui (lundi 29 septembre), à 10 h., à la Salle de la Réformation.

Ordre du jour :

1. Demande d'admission de la République dominicaine dans la Société des Nations.
Rapport de la sixième Commission.
Rapporteur : M. de Aguero y Bethancourt (Cuba).

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	301
II. Twenty-second Plenary Meeting of the Assembly	302
III. Addition to the Twenty-first Plenary Meeting of the Assembly	305
IV. Tenth Meeting of the First Committee	306
IVa. Eleventh Meeting of the First Committee	307
V. Twelfth Meeting of the Second Committee	307
VI. Eleventh Meeting of the Third Committee	309
VII. Twelfth and last Meeting of the Third Committee	310
VIII. Fourteenth Meeting of the Fourth Committee	311
VIIIa. Fifteenth Meeting of the Fourth Committee	312
IX. Ninth Meeting of the Sixth Committee	313
X. Agenda Committee	313
XI. Ratifications of Conventions	313
XII. Corrections and Additions to the List of Committees and Delegations	313
XIII. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	314
XIV. Gift from the Netherlands Government to the International Labour Office	314

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Plenary Meeting of the Assembly.

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day (Monday, September 29th), at 10 a.m., in the Salle de la Réformation.

Agenda :

1. Application of the Republic of San Domingo for admission to the League of Nations.
Report of the Sixth Committee.
Rapporteur: His Excellency M. Aguero y Bethancourt (Delegate of Cuba).

2. Projet de réorganisation du Bureau de l'Amérique latine, soumis par le Secrétaire général, conformément à la résolution de la quatrième Assemblée. Rapport de la quatrième Commission. Rapporteur : M. Bonamy (Haïti).
3. Budget de 1925, y compris les budgets de l'Organisation internationale du Travail et de la Cour permanente de Justice internationale. Vérification des comptes pour le cinquième exercice financier (1923). Rapport de la quatrième Commission. Rapporteur : Dr Vasconcellos (Portugal).

Commission d'hygiène.

La Commission d'hygiène se réunira aujourd'hui (lundi 29 septembre), à 10 h., au bureau du Secrétariat (Salle E).

Le Conseil.

Il y aura une séance du Conseil aujourd'hui (lundi 29 septembre), à 10 h. 30, au bureau du Secrétariat (Salle C).

II. VINGT-DEUXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation, le samedi 27 septembre 1924, à 15 heures.

Amendements à l'article 16 du Pacte: Rapport de la première Commission.

M. LIMBURG, Vice-Président de la première Commission, et M. CASSIN, rapporteur, montent à la tribune.

M. CASSIN (France) fait un résumé de son rapport (A. 108) et propose l'adoption des résolutions suivantes:

I. Amendement à l'article 16, paragraphe 1, du Pacte.

« L'Assemblée, prenant note de ce que l'amendement à l'article 16, paragraphe 1, du Pacte, adopté par elle au cours de sa deuxième session, n'est pas entré en vigueur et paraît donner lieu à des objections faisant prévoir l'impossibilité de son entrée en vigueur, et estimant dès lors qu'il n'y a plus lieu de poursuivre la ratification dudit amendement par d'autres Membres de la Société, adopte en son lieu et place l'amendement suivant, dont elle recommande la ratification:

« La dernière partie du premier alinéa de l'article 16 du Pacte sera rédigé comme suit:

« Ceux-ci s'engagent à rompre immédiatement avec lui toutes relations commerciales et financières, à interdire tous rapports au moins entre les personnes résidant sur leurs territoires et les personnes résidant sur le territoire de l'Etat en rupture de pacte et en outre, à leur convenance, entre leurs nationaux et ceux de l'Etat en rupture de pacte. Ils s'engagent également à faire cesser toutes communications financières, commerciales ou personnelles, au moins entre les personnes résidant sur le territoire de cet Etat et celles résidant sur le territoire de tout autre Etat, membre ou non de la Société, et, en outre, à leur convenance, entre les nationaux de cet Etat et ceux de tout autre Etat, Membre ou non de la Société. »

« Cet amendement sera soumis à la ratification par les Membres de la Société.

« Il sera dressé immédiatement un Protocole relatif audit amendement, conformément aux principes adoptés par la deuxième Assemblée pour les amendements au Pacte. »

II. Amendement à l'article 16 du Pacte, paragraphe 2 du texte original, paragraphe 5 du texte amendé en 1921.

« L'Assemblée décide de renvoyer à la sixième Assemblée (1925) la discussion sur l'amendement proposé par le Gouvernement britannique à l'article 16 du Pacte, paragraphe 2, du texte original. »

2. Reorganisation of the Latin-American Bureau: Proposal of the Secretary-General in accordance with the resolution of the Fourth Assembly. Report of the Fourth Committee. Rapporteur: M. Bonamy, Delegate of Haiti.
3. Budget for 1925, including the Budgets of the International Labour Organisation and the Permanent Court of International Justice: Audit of Accounts for the Fifth Fiscal Period (1923). Report of the Fourth Committee. Rapporteur: His Excellency Dr. Vasconcellos, Delegate of Portugal.

Health Committee.

The Health Committee will meet to-day (Monday, September 29th), at 10 a.m., in the offices of the Secretariat (Room E).

The Council.

The Council will meet to-day (Monday, September 29th), at 10.30 a.m., in the offices of the Secretariat (Room C).

II. TWENTY-SECOND PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation at 3 p.m. on Saturday, September 27th, 1924.

Amendments to Article 16 of the Covenant: Report of the First Committee.

Dr LIMBURG, Vice-Chairman of the First Committee, and M. CASSIN, rapporteur, came to the platform.

M. CASSIN (France) summarised his report (A. 108) and presented the following resolutions:

I. — Amendment to Article 16, paragraph 1, of the Covenant.

“The Assembly, noting that the amendment to Article 16, paragraph 1, of the Covenant, which was adopted by the Assembly at its second session, has not entered into force and appears to be open to objections which seem to render its entry into force impossible, and considering accordingly that it is no longer opportune for further Members of the League to ratify the said amendment, adopts in place thereof the following amendment, which it recommends should be ratified:

“The latter part of the first paragraph of Article 16 of the Covenant shall read as follows:

“which hereby undertake immediately to subject it to the severance of all trade or financial relations and to prohibit all intercourse at least between persons resident within their territories and persons resident within the territory of the covenant-breaking State and, if they deem it expedient, also between their nationals and the nationals of the covenant-breaking State, and to prevent all financial, commercial or personal intercourse at least between persons resident within the territory of that State and persons resident within the territory of any other State, whether a Member of the League or not, and, if they deem it expedient, also between the nationals of that State and the nationals of any other State whether a Member of the League or not.”

“This amendment shall be submitted for ratification by the Members of the League.

“A protocol embodying the amendment shall at once be drawn up in accordance with the principles adopted by the Second Assembly for amendments to the Covenant.”

II. — Amendment to Article 16 of the Covenant, paragraph 2 of the original text, which becomes paragraph 5 of the text as amended in 1921.

“The Assembly decides to adjourn to the Sixth Assembly (1925) the consideration of the amendment to Article 16, paragraph 2, of the Covenant, as originally drafted, which has been proposed by the British Government.”

M. BURCKHARDT (Suisse) déclare que son pays, en raison du grand nombre d'étrangers qui y séjournent, attache une importance toute spéciale au premier paragraphe de l'article 16. La Suisse eût préféré que l'amendement de 1921 fût adopté, mais comme ce dernier n'est pas susceptible d'être accepté par la majorité des Etats, et que d'autre part l'amendement soumis à l'Assemblée a rencontré l'approbation générale, la Suisse ne fera pas d'opposition.

Toutefois, si l'amendement devait ne pas entrer en vigueur ou, en attendant qu'il soit appliqué, s'il doit l'être, la délégation suisse déclare formellement que la résolution interprétative proposée par l'Assemblée le 4 octobre 1921, doit rester en vigueur.

Le PRÉSIDENT, en tant que représentant de la Suisse, déclare que selon lui la résolution interprétative de 1921 demeure valide, en attendant la mise en vigueur de l'amendement qui se trouve en ce moment soumis à l'examen de l'Assemblée.

M. SUGIMURA (Japon) signale que le Gouvernement japonais a ratifié l'amendement au paragraphe 1^{er} de l'article 16 voté par l'Assemblée en 1921. Animé d'un esprit de conciliation cependant, il désire ne pas s'opposer à ce que le présent amendement soit adopté et communiqué aux gouvernements.

Le PRÉSIDENT met aux voix les résolutions de la première Commission.

Les résolutions sont adoptées à l'unanimité par le vote de 22 Etats.

Institut international de Rome pour l'unification du droit privé.

Le PRÉSIDENT annonce que la Commission de l'ordre du jour propose que la résolution présentée par le Prof. Gilbert Murray, à la dernière séance, soit inscrite à l'ordre du jour et renvoyée à la deuxième Commission.

Il propose de prier la deuxième Commission de faire aussitôt que possible un rapport sur ladite résolution.

La proposition du Président est adoptée.

Réduction des armements.

M. DUCA, vice-président de la troisième Commission et le Général de MARINIS (rapporteur) montent à la tribune.

Le Général de MARINIS (Italie) présente son rapport (A. 115) et soumet les résolutions suivantes:

I. *Contrôle du commerce international des armes, munitions et matériels de guerre.*

« L'Assemblée prie le Conseil de soumettre aux gouvernements des Etats Membres et des non membres de la Société des Nations, le projet de Convention concernant le contrôle du commerce international des armes, munitions et matériels de guerre, élaboré par la Commission temporaire mixte et de demander à ces Gouvernements d'informer le Secrétaire général, avant la session du Conseil en décembre, s'ils seraient disposés à participer à une Conférence qui se réunira en avril, ou mai 1925 pour discuter ce projet de Convention. »

II. *Renseignements statistiques au sujet du commerce des armes, munitions et matériels de guerre.*

« L'Assemblée, ayant pris connaissance des renseignements statistiques relatifs au commerce des armes, munitions et matériels de guerre, publiés par le Secrétariat de la Société des Nations, en vertu d'une décision du Conseil, exprime sa satisfaction pour le travail accompli, et prie le Conseil:

« 1. De charger la Commission temporaire mixte de porter son attention sur les renseignements déjà publiés, et de présenter un rapport sur les traits caractéristiques du commerce des armes, munitions et matériels de guerre, tels qu'ils apparaissent d'après ces renseignements obtenus au moyen de documents officiels et publics, ainsi que sur les conclusions que ces mêmes renseignements comporteraient;

« 2. D'assurer la publication périodique, par les soins du Secrétariat, des renseignements statistiques sur le commerce des armes, munitions et matériels de guerre;

M. BURCKHARDT (Switzerland) said that his country, owing to the great number of its resident foreigners, had a special interest in the first paragraph of Article 16. Switzerland would have preferred the amendment of 1921, but, as this amendment had no chance of being accepted by a majority of the States, and as the amendment now before the Assembly had secured general adhesion, Switzerland would not oppose the resolutions.

If, however, the present amendment should not enter into force, and pending the time when it should become valid, the Swiss delegation desired formally to declare that the interpretative resolution of the Assembly of October 4th, 1921, must be regarded as remaining in force.

The PRESIDENT, as representative of Switzerland, said he understood that the interpretative resolution of 1921 was still operative pending the coming into force of the amendment now before the Assembly.

M. SUGIMURA (Japan) said that the Japanese Government had ratified the amendment of the first paragraph of Article 16 voted by the Assembly in 1921. Moved by a spirit of conciliation, it did not, however, desire to oppose the adoption of the present amendment and its transmission to the Governments.

The PRESIDENT put the resolutions of the First Committee to the vote.

The resolutions were unanimously adopted, 22 States voting in their favour.

International Institute for the Unification of Private Law at Rome.

The PRESIDENT announced that the Agenda Committee proposed that the resolution presented by Professor Gilbert Murray at the previous meeting should be placed on the agenda and referred to the Second Committee.

He proposed that the Second Committee should be asked to report on this resolution as soon as possible.

The proposal of the President was adopted.

Reduction of Armaments.

M. DUCA, Vice-Chairman of the Third Committee, and General de MARINIS, rapporteur, came to the platform.

General de MARINIS (Italy) presented his report (A. 115) and submitted the following resolutions:

I. *Control of the International Traffic in Arms, Munitions and War Material.*

« The Assembly requests the Council to submit to the Governments of States Members and non-Members of the League of Nations the draft Convention relating to the Control of the International Trade in Arms, Munitions and Implements of War drawn up by the Temporary Mixed Commission, and to request these Governments to inform the Secretary-General, before the Council meets in December, whether they are prepared to take part in a Conference to be convened in April or May 1925 for the purpose of discussing this draft Convention. »

II. *Statistical Enquiry on the Traffic in Arms, Munitions and War Material.*

« The Assembly, having taken note of the statistical data relating to the trade in arms, munitions and implements of war published by the Secretariat of the League of Nations in pursuance of a decision of the Council, expresses its satisfaction with the work accomplished and requests the Council:

« 1. To instruct the Temporary Mixed Commission carefully to consider the information already published and to submit a report on the characteristic features of the trade in arms, munitions and implements of war, as disclosed by this enquiry, based on official and public documents, and on the conclusions to be drawn therefrom;

« 2. To ensure the periodical publication by the Secretariat of the statistical data concerning the trade in arms, munitions and implements of war;

« 3. De prier les Etats Membres ou non-Membres de la Société des Nations, de remettre au Secrétariat tous documents qu'ils estiment de nature à faciliter la préparation de ce travail. »

III. *Fabrication privée des armes, munitions et matériels de guerre.*

« L'Assemblée,
« Ayant pris connaissance des rapports de la Commission temporaire mixte, et du Comité économique, sur le contrôle de la fabrication privée, des armes, munitions et matériels de guerre:

« 1. Prie le Conseil d'inviter la Commission temporaire mixte à reprendre, avec toute liberté d'appréciation, l'examen de cette question et à élaborer un projet de Convention internationale, en tenant compte de tous les éléments intervenus depuis la remise du rapport de la Commission temporaire mixte à la cinquième Assemblée. Ce projet servirait de base de discussion à une Conférence internationale qui doit être réunie en vue de la conclusion d'une Convention sur le contrôle de la fabrication privée des armes, munitions et matériels de guerre.

« 2. L'Assemblée prie également le Conseil de vouloir bien envisager l'opportunité d'inviter le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique à envoyer des représentants pour collaborer à l'élaboration par la Commission temporaire mixte du projet de Convention sur le contrôle de la fabrication privée des armes, munitions et matériels de guerre. »

Le Comte MENSENDORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Autriche) déclare qu'en Autriche un complet désarmement a été effectué. Les dispositions du traité de Saint-Germain ont même été interprétées dans ce sens que l'Autriche devait livrer tous les masques à gaz qui étaient en sa possession. Il se permet de faire observer que le fait d'exiger d'un pays qu'il se prive de tous moyens de protection contre les dangers les plus abominables de la guerre moderne, semble bien impliquer le désir de pousser le désarmement jusqu'à ses limites les plus extrêmes. Il paraît difficile en effet d'attribuer aux masques à gaz le caractère d'une arme agressive redoutable.

Les résolutions sont adoptées.

Coordination des travaux de la Commission temporaire mixte pour la réduction des armements et de la Commission permanente consultative pour les questions militaires, navales et aériennes.

M. SKRZYŃSKI (Pologne), rapporteur, monte à la tribune. Il présente son rapport et soumet la résolution suivante:

« Considérant que les travaux de la Société des Nations en matière de réduction des armements entrent cette année dans une phase de réorganisation qui exige l'attention directe du Conseil:

« L'Assemblée remet entre les mains du Conseil la question de coordination des travaux de ses Commissions pour la réduction des armements;

« L'Assemblée recommande au Conseil de réorganiser la Commission temporaire mixte, conformément aux principes suivants:

« 1. La Commission comprendra des Représentants d'un certain nombre de gouvernements;

« 2. La Commission comprendra des délégués qualifiés des organisations techniques de la Société des Nations, savoir:

« Représentants du Comité économique,
» » financier,
» de la Commission du Transit,
» de la Commission permanente consultative,

« Représentants des groupes ouvriers et patronaux du Bureau international du Travail,

« Des experts, juristes, ou autres, choisis par le Conseil.

« 3. Des délégués d'Etats non représentés à la Commission pourront être convoqués toutes les fois qu'elle le jugera nécessaire.

« 3. To invite States Members and non-Members of the League of Nations to transmit to the Secretariat all documents which they may consider likely to be of assistance in the preparation of this work. »

III. *Private Manufacture of Arms, Munitions and Implements of War.*

« The Assembly,

« Having taken note of the reports of the Temporary Mixed Commission and the Economic Committee on the control of the private manufacture of arms, munitions and implements of war:

« 1. Requests the Council to invite the Temporary Mixed Commission to investigate this question anew and with an entirely open mind, and to prepare a draft International Convention, taking into account any new circumstances which may have arisen since the report of the Temporary Mixed Commission was submitted to the Fifth Assembly.

« It is intended that this shall serve as a basis for the discussions of an International Conference to be convened for the purpose of concluding a Convention for the Control of the Private Manufacture of Arms, Munitions and Implements of War.

« 2. The Assembly also requests the Council to consider the question of inviting the Government of the United States of America to send representatives to co-operate with the Temporary Mixed Commission in preparing the draft Convention for the Control of the Private Manufacture of Arms, Munitions and Implements of War. »

Count MENSENDORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Austria) said that, in Austria, complete disarmament had been effected. The provisions of the Treaty of St. Germain had even been interpreted to mean that Austria must deliver the gas-masks still in her possession. He would venture to observe that to require a country to deprive herself of the means of protection against one of the most abominable dangers of modern warfare appeared to indicate an anxiety to push disarmament to the most extreme limits. It seemed difficult to attribute to gas-masks the character of a very formidable weapon of aggression.

The resolutions were adopted.

Co-ordination of the Work of the Temporary Mixed Commission for the Reduction of Armaments and the Permanent Advisory Commission for Military, Naval and Air Questions.

M. SKRZYŃSKI (Poland), rapporteur, came to the platform. He submitted his report, together with the following resolution:

« Whereas the work of the League of Nations in connection with the reduction of armaments is entering this year upon a period of re-organisation which requires the direct attention of the Council:

« The Assembly entrusts to the Council the question of the co-ordination of the work of its Commissions for the reduction of armaments;

« And recommends the Council to re-organise the Temporary Mixed Commission in conformity with the following principles:

« 1. The Commission shall include the representatives of a certain number of Governments:

« 2. The Commission shall include qualified delegates of the technical organisations of the League of Nations, that is to say:

« Representatives of the Economic Committee;
« Representatives of the Financial Committee;
« Representatives of the Transit Committee;
« Representatives of the Permanent Advisory Commission;

« Representatives of the Employers' and Labour Groups of the International Labour Office;

« Experts, jurists or others elected by the Council.

« 3. Delegates of States not represented on the Commission may be invited to attend whenever the Commission thinks fit.

« 4. Le Conseil invitera les Etats non Membres de la Société des Nations qui auront fait connaître leur intention de participer à la Conférence pour la réduction des armements, à désigner des représentants pour suivre les travaux de la Commission. »

La résolution est adoptée.

Proposition de résolution relative à la Commission de coopération intellectuelle présentée par la Délégation de l'Uruguay.

Le PRÉSIDENT annonce que la délégation de l'Uruguay a déposé un projet de résolution ainsi conçu :

« La cinquième Assemblée de la Société des Nations recommande au Conseil de charger la Commission de Coopération intellectuelle de faire préparer :

« a) Un message adressé aux maîtres des écoles, aux professeurs des écoles normales et des universités, les invitant à collaborer à l'œuvre de la Société des Nations, mettant au profit de l'enseignement des buts de la Société, partout où cet enseignement est autorisé ou possible, la sympathie et l'application efficace qu'on peut attendre d'hommes qui par leurs capacités et leurs situations sont les plus indiqués pour coopérer à la formation de l'esprit international des nouvelles générations et servir ainsi la cause de la paix ;

« b) Une formule de texte qui puisse faciliter l'incorporation à l'enseignement du droit et de l'histoire, dans les universités, facultés et écoles commerciales ou économiques, etc., des notions les plus adaptables et destinées à faire bien connaître la Société des Nations, ses buts et l'œuvre déjà accomplie par elle ou qu'elle est en voie de réaliser ;

« c) Un texte adapté à servir de modèle dans les écoles primaires de tous les pays, pour l'enseignement des notions sur la solidarité et la coopération internationale, en rapport avec la Société des Nations.

« Les travaux mentionnés pourront être exécutés soit par une Commission spéciale, soit par des personnes qualifiées, soit par le moyen d'un concours. Il appartiendra à la Commission de Coopération intellectuelle de déterminer elle-même la méthode de travail qu'elle jugera préférable. En tout cas, on devra tenir compte des méthodes d'enseignement, de la culture et de l'esprit des différents peuples.

« Les textes une fois acceptés par la Commission de Coopération intellectuelle qui en fera l'objet d'un rapport au Conseil, seront envoyés, après approbation par le Secrétaire général de la Société, aux Gouvernements en leur demandant leur coopération dans le sens de permettre ou de recommander l'enseignement, objet de cette résolution.

« En même temps, on adressera directement aux maîtres et professeurs le message indiqué plus haut (lettre a) ».

Le projet de résolution est renvoyé à la Commission de l'ordre du jour.

III. ADDENDUM AU COMPTE RENDU DE LA VINGT ET UNIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE, DE LA CINQUIÈME ASSEMBLÉE

Le discours suivant de M. de JOUVENEL (France) qui a été omis dans le compte-rendu de la vingt-et-unième séance plénière publiée dans le numéro 24 du *Journal*, devrait être inséré entre le discours de M. Cippico et celui de M. Fernandez y Medina, tous deux relatifs à la fondation par le Gouvernement italien d'un institut pour l'unification du droit privé :

M. Henry de JOUVENEL (France) remercie chaleureusement le Gouvernement italien de l'initiative qu'il a prise et constate avec satisfaction les progrès considérables que vient de réaliser en si peu de temps l'œuvre de la coopération intellectuelle. L'offre du Gouvernement italien prouve que l'Italie fidèle à la grande tradition juridique de Rome, désire non seulement unifier le droit, mais aussi harmoniser par ce moyen les conceptions divergentes de la vérité.

“4. The Council will invite any States not Members of the League of Nations which may have notified their intention of taking part in the Conference for the Reduction of Armaments to appoint representatives to follow the work of the Commission.”

The resolution was adopted.

Draft Resolution concerning the Committee on Intellectual Co-operation submitted by the Delegation of Uruguay.

The PRESIDENT informed the Assembly that the Delegation of Uruguay had submitted the following draft resolution :

“The Fifth Assembly of the League of Nations recommends the Council to instruct the Committee on Intellectual Co-operation to prepare :

“(a) A message to be addressed to school-masters, professors of high schools and universities, inviting them to co-operate in the work of the League of Nations by enlisting, for the teaching of the objects of the League in all places where such teaching is authorised or possible, the sympathy and effective assistance of men who, by their capacity or position, are best suited to co-operate in forming an international spirit among new generations and thus serving the cause of peace ;

“(b) A draft text intended to facilitate the incorporation in the teaching of law and history in the universities, faculties and commercial or economic schools etc., of ideas most favourable to the cause of the League and most likely to make known its objects and the work it has accomplished or is in process of accomplishing ;

“(c) A text to serve as a model in primary schools of all countries for teaching conceptions of solidarity and international co-operation in connection with the League of Nations.

“The above work might be carried out either by a special committee or by properly qualified persons or by means of a competition. It shall be the duty of the Committee on Intellectual Co-operation to decide for itself the method of work which it considers most preferable. In any case account should be taken of the different methods of teaching, of the different cultures, and the national spirits of the various peoples.

“Once the texts are accepted by the Committee on Intellectual Co-operation, which will submit a report upon them to the Council, they shall be sent, after approval by the Secretary-General of the League, to the Governments with a request that they shall co-operate by permitting or recommending that education should be carried out on the lines proposed.

“At the same time the text of paragraph (a) should be communicated direct to school-masters and professors.”

The draft resolution was submitted to the Agenda Committee.

III. ADDITION TO THE TWENTY-FIRST PLenary MEETING OF THE ASSEMBLY

The following speech by M. de JOUVENEL (France), which was omitted from the summary of the twenty-first plenary meeting published in *Journal* No. 24, should be inserted between the speeches of M. Cippico and M. Fernandez y Medina on the foundation by the Italian Government of an Institute for the Unification of Private Law :

M. Henry de JOUVENEL (France) warmly thanked the Italian Government for its initiative, and was happy to note the great progress which intellectual co-operation had achieved in so short a time. The Italian Government's offer proved that Italy, faithful to the great legal tradition of Rome, desired not only to unify law but also by this means to bring divergent conceptions of truth into harmony.

L'Assemblée sera sans doute unanime à remercier l'Italie et à adopter ce projet. Cette acceptation ne comporte aucun danger, car seule la Société des Nations pourra en bénéficier et il faut espérer que d'autres acquisitions de même ordre pourront être faites à l'avenir.

IV. DIXIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION.

La première Commission a tenu sa dixième séance samedi le 27 septembre à 15 h., sous la présidence de Sir Littleton GROOM.

Le PRÉSIDENT communique que M. Galvanauskas, délégué de Lithuanie fera désormais partie de la première Commission.

Il soumet à l'appréciation de la Commission le Préambule du projet de Protocole.

Le délégué de la LITHUANIE déclare accepter le Préambule sous la réserve cependant de l'insertion au Procès-verbal que la mention de la sécurité territoriale ne préjuge d'aucune manière les différends territoriaux existants entre les Etats signataires du Protocole.

Le délégué du PORTUGAL demande une modification au Préambule à propos des territoires. Il propose une rédaction comprenant non seulement le territoire continental des Etats mais aussi les territoires placés sous leur souveraineté.

Après un échange de vues sur ce point entre divers délégués et le rapporteur, le PRÉSIDENT met au vote l'amendement proposé par le délégué du Portugal.

L'amendement est rejeté; mais quant au fond, à la suite des explications échangées, le délégué du Portugal reçoit satisfaction sur le sens intégral qu'il faut attribuer aux termes du Préambule.

Le délégué de COLOMBIE prend la parole sur le troisième alinéa du Préambule pour demander que les agressions de toute nature et non pas seulement les guerres d'agression soient déclarées crime international.

Le délégué des PAYS-BAS appuie cette manière de voir; il demande qu'il soit acté au Procès-verbal que la dernière expression du quatrième alinéa du Préambule n'y est pas à sa place.

Sous le bénéfice de ces diverses réserves le Préambule est adopté.

La Commission aborde ensuite l'examen du texte de la Résolution N° 1.

Le délégué de l'AUSTRALIE fait adopter une modification dans la rédaction de ce paragraphe;

Le délégué de l'ESPAGNE une modification au paragraphe 2 concernant la signature du Protocole;

Le délégué du JAPON une extension dans le calcul du délai mis à la communication aux Gouvernements des documents de la Conférence projetée (paragraphe 3);

Le délégué des PAYS-BAS une précision concernant la réunion de cette Conférence (paragraphe 3 *in fine*).

Sur la proposition de Sir C. HURST (Empire britannique) ces amendements sont adoptés sous réserve que la troisième Commission acceptera d'introduire des modifications analogues dans le protocole.

L'ensemble de la résolution N° 1 ainsi amendée est mis aux voix et adopté.

La résolution N° 2 est adoptée également après un échange d'explications entre le délégué d'Espagne et le rapporteur sur le sens qu'il faut attribuer à la recommandation finale concernant l'adhésion au Protocole spécial ouvert en vertu de l'article 36 du Statut de la Cour de Justice.

La Commission adopte sans discussion l'article 4bis.

The Assembly would doubtless be unanimous in thanking Italy and recommending its acceptance of the offer. There was no danger in accepting it, for only the League of Nations would gain, and it was to be hoped that the League would make many similar acquisitions in the future.

IV. TENTH MEETING OF THE FIRST COMMITTEE.

The First Committee held its tenth meeting on Saturday, September 27th, at 3 p.m., under the chairmanship of Sir Littleton GROOM.

The CHAIRMAN informed the Committee that M. Galvanauskas, delegate of Lithuania, would henceforth sit on the First Committee. He submitted for discussion the preamble on the Draft Protocol.

The delegate of LITHUANIA said he accepted the Preamble with a reservation that it should be stated in the minutes that the reference to territorial security in no way prejudiced existing disputes between States signing the Protocol.

The delegate of PORTUGAL asked that a modification should be made in the Preamble in regard to the expression "territories". He proposed a draft which referred not only to the continental territories of States but also to territories placed under their sovereignty.

After an exchange of views on this point between various delegates and the rapporteur, the CHAIRMAN put the amendment proposed by the delegates of Portugal to the vote.

The amendment was rejected, but, as a result of the explanations which had been exchanged, the delegate of Portugal received assurances in regard to the meaning to be attributed to the terms of the Preamble so far as the question of substance was concerned.

The delegate of COLOMBIA, referring to the third paragraph of the Preamble, asked that aggressions of every kind, and not only wars of aggression, should be declared as international crimes.

The delegate of the NETHERLANDS supported this request. He pointed out that there were international crimes other than wars of aggression, and he asked that it should be stated in the minutes that the last sentence of the fourth paragraph of the Preamble was not appropriately placed.

Subject to these various alterations, the Preamble was adopted.

The Committee then began the examination of the text of Resolution No. 1.

The delegate of AUSTRALIA obtained the approval of the Committee for an amendment in the drafting of this paragraph.

The delegate of SPAIN obtained an amendment to paragraph 2 concerning the signature of the Protocol.

The delegate of JAPAN obtained the approval of the Committee for an extension of the period within which documents relating to the proposed conference should be communicated to the Governments (paragraph 3).

The delegate of the NETHERLANDS obtained the approval of the Committee for an amendment defining more clearly the arrangements for the summoning of this conference (end of paragraph 3).

On the proposal of Sir Cecil HURST (British Empire), these amendments were adopted, on the understanding that the Third Committee would agree to introduce similar amendments in the Protocol.

Resolution 1, thus amended, was put to the vote and adopted.

Resolution 2 was also adopted after an exchange of views between the delegate of Spain and the rapporteur concerning the sense to be given to the final recommendation regarding adherence to the special Protocol opened under Article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

The Committee adopted Article 4bis without discussion.

IVa. ONZIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

La séance a eu lieu hier, dimanche, 28 septembre, à 10 h. 30, sous la présidence de Sir Littleton GROOM (Australie).

Le projet de rapport général présenté par M. Politis (Grèce) sur les travaux des première et troisième Commissions (désarmement, arbitrage, sécurité) est mis en discussion.

La Commission aborde l'article 1 du Protocole, qui avait été précédemment réservé.

M. POLITIS (Grèce) présente ensuite à la Commission son rapport, fait en collaboration avec M. Benes (Tchécoslovaquie).

M. Politis (Grèce) signale qu'il y a lieu d'apporter certaines additions à la page 42 du rapport et propose un nouveau texte (Doc. A. I. 20. 1924), à substituer aux paragraphes 6 et 7.

M. Politis (Grèce) donne lecture de son rapport.

La lecture en est accueillie par des applaudissements unanimes et prolongés de la Commission.

Le PRÉSIDENT met le rapport en discussion par parties successives.

L'introduction en est adoptée.

M. le Comte APPONYI (Hongrie) développe, à l'occasion de l'avant-propos, une critique sur la tendance des rapports à assigner à la paix un rang secondaire après la justice, dans la pensée directrice de l'arbitrage. Il demande que le rapporteur corrige cette tendance du rapport.

Plusieurs orateurs ayant appuyé cette manière de voir, le Rapporteur accepte d'en tenir compte et d'amender le rapport dans ce sens.

M. ROLIN (Belgique) proposant une nouvelle rédaction du passage critiqué, cette rédaction est acceptée en principe par le rapporteur.

Après un échange d'observations entre plusieurs délégués et adoption de diverses modifications, la discussion est renvoyée à la séance prochaine.

La séance est levée à 13 h.

V. DOUZIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION.

La deuxième Commission a tenu sa douzième séance hier dimanche 28 septembre 1924, à 11 heures, sous la présidence de M. de BROUCKÈRE (Belgique), Vice-Président.

Offre du Gouvernement italien de fonder un institut international pour l'unification du droit privé.

A la demande de l'Assemblée, la Commission examine le projet de résolution qui avait été soumis à l'Assemblée par le Professeur Gilbert MURRAY (Empire Britannique) (voir le numéro 24, page 288, du *Journal de l'Assemblée*).

Sur la proposition du VICE-PRÉSIDENT, la Commission exprime par des applaudissements, son approbation de l'offre faite par l'Italie.

M. VAN EYSINGA (Pays-Bas) déclare que si l'unification du droit privé attire si universellement l'attention, c'est que cette procédure rendra de grands services en aplanissant les difficultés d'ordre international qui résultent de cette question. Il passe en revue les diverses méthodes auxquelles on a eu recours. Il y a eu d'abord celle stipulant que, le droit privé national sera appliqué, dans les cas intéressant les pays respectifs; une autre méthode qui dénote un progrès est celle qui tend à unifier les différentes lois nationales, comme cela a été fait pour certaines conventions de La Haye, et certaines conventions de Bruxelles relatives au droit maritime, de manière à pouvoir les appliquer aux relations internationales. L'année dernière la Société des Nations a suivi la même méthode en ce qui concerne la convention relative aux clauses d'arbitrage. D'autres, comme la Convention de La Haye de 1912, sur les lettres de change, ont tenté l'unification des différents systèmes de droit pouvant s'appliquer aux différents aspects d'un même sujet.

L'unification du droit rencontre les mêmes difficultés que la coordination des différentes langues. On devra dans l'examen de cette résolution prendre en considération à la fois la difficulté

IVa. ELEVENTH MEETING OF THE FIRST COMMITTEE

The eleventh meeting of the First Committee took place, under the chairmanship of Sir Littleton GROOM (Australia), on Sunday, September 28th, at 10.30 a.m.

The general draft report submitted by M. Politis (Greece) on the work of the First and Third Committees (Disarmament, Arbitration and Security) was discussed.

The Committee started by discussing Article 1 of the Protocol, which had previously been reserved.

M. POLITIS (Greece) then submitted to the Committee the report which he had drawn up in co-operation with M. Benes (Czechoslovakia).

M. Politis (Greece) observed that it was necessary to make certain additions to page 42 of the report, and proposed to substitute a new text (Document A. I. 20. 1924) to paragraphs 6 and 7.

M. Politis (Greece) read his report, which was received with prolonged and unanimous applause by the Committee.

The CHAIRMAN submitted in succession the various parts of the report for discussion.

The preamble was adopted.

Count APPONYI (Hungary) criticised, in regard to the above proposal, the tendency of the report to give peace a secondary position to that of justice in the predominating idea of arbitration. He asked that the Rapporteur should correct this tendency in the report.

The Rapporteur accepted this principle and agreed to amend the report in this sense.

M. ROLIN (Belgium) submitted a new drafting of the criticised passage, which was accepted in principle by the Rapporteur. After an exchange of views between several delegates and the adoption of various modifications, the discussion was adjourned to the next meeting.

The meeting rose at 1 o'clock.

V. TWELFTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee held its twelfth meeting, yesterday Sunday, September 28th, 1924, at 11 a.m., under the chairmanship of M. de BROUCKÈRE (Belgium), Vice-Chairman.

Offer of the Italian Government to found an International Institute for the Unification of Private Law.

The Committee, at the request of the Assembly, considered the draft resolution presented to the Assembly by the Rapporteur, Prof. Gilbert MURRAY (British Empire) (see *Assembly Journal* No. 24, page 288).

On the proposal of the VICE-CHAIRMAN, the Committee signified by applause its appreciation of the Italian offer.

M. van EYSINGA (Netherlands) said that, if the unification of private law had already been widely considered, it was because it would have great effect in eliminating international difficulties arising out of this subject. He reviewed the different procedures attempted. First there was the method of deciding that, in different cases, this or that national law should apply; the more advanced method was to unify the different national laws, e.g. as in some Hague Conventions and some Brussels Conventions on maritime law, in international relations. Last year the League of Nations followed the same system in the Convention on Commercial Arbitration. Other conventions, e.g. the Hague Convention of 1912 on Bills of Exchange, attempted to unify all the different systems of law affecting all aspects of a particular subject.

It was as difficult perhaps to unify the laws as to co-ordinate the different languages of nations. In considering this resolution, account must be taken both of the difficulty of the subject

du sujet et les travaux déjà entrepris, en ce qui le concerne par la Belgique, la Hollande, la Suisse ainsi que par la Société des Nations.

L'étude préliminaire de cette question est indispensable s'il s'agit de définir la tâche et la portée de la nouvelle institution. Il propose que le Comité de conseillers juridiques, récemment institué en vue d'étudier les moyens de coordonner certaines parties de droit international soit appelé à donner au Conseil et à la Commission de coopération intellectuelle son avis sur la tâche qui incombe à cette institution.

Le PRÉSIDENT propose d'ajouter à la fin du paragraphe (a) les mots suivants:

« et après que la Commission de coopération intellectuelle, ayant entrepris l'enquête nécessaire en vue d'éviter tout double emploi, aura soumis ses propositions »

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie) remercie le gouvernement italien au nom de son propre gouvernement.

Sir HUBERT LLEWELLYN SMITH (Empire britannique) pense que le mot « unification » apporte une restriction à la tâche de la nouvelle institution. Se basant sur cet exemple tiré de l'histoire du droit britannique, il propose que les mots « assimilation » et « coordination » soient ajoutés à la résolution.

Il espère que l'organisation du nouvel institut restera souple en matière économique et financière ainsi qu'en matière commerciale et maritime, il est indispensable que les juristes et les techniciens collaborent.

Il faut qu'une importante commission soit instituée par le Conseil (à qui l'institut a été offert), commission qui esquissera un programme d'études des questions dont la solution semble du point de vue de la Société, le plus urgent.

M^{lle} BONNEVIE (Norvège) croit comprendre que l'institution offerte par le Gouvernement italien doit être regardée comme un corps scientifique ayant son programme propre différant en cela de l'Institut de Paris destiné à être un instrument aux mains de la Commission de coopération intellectuelle. Elle pense que l'institution devra être mise en rapports avec un organe juridique compétent de la Société ou, s'il est rattaché à la Commission de coopération intellectuelle, qu'on devra attacher à cette dernière des juristes distingués.

M. CIPPICO (Italie) déclare que la nouvelle institution cherche à éviter tout double emploi et à ne pas porter ombrage à d'autres organisations; elle se contentera d'accepter leur aide.

Son but sera de mettre en harmonie les lois nationales avec le droit international. Les tentatives d'unification entreprises par d'autres pays n'ont porté jusqu'ici que sur certains points.

En ce qui concerne le droit maritime et financier, la loi réglant la propriété scientifique et littéraire, et celle ayant trait aux obligations individuelles, l'unification a été réalisée.

M. MONTARROYOS (Brésil) appuie la déclaration de M. Tcheou Wei (Chine). Après avoir remercié le Gouvernement italien, il déclare que la tâche de l'institut ne pourra être bien définie qu'après une étude approfondie. Si une Commission de la Société est appelée à entreprendre ce travail, il lui faudra être l'organe de centralisation de tous les travaux dans ce domaine. C'est une tâche délicate et il pense que la question devra être renvoyée au Conseil.

M. CASARES (Espagne) croit préférable de renvoyer la question du programme à élaborer à la Commission de coopération intellectuelle qui serait chargée de présenter un rapport au Conseil.

Après un échange de vues auquel prennent part MM. van EYSINGA (Pays-Bas), CIPPICO (Italie), de BROUCKÈRE (Belgique), le VICE-PRÉSIDENT, M^{lle} BONNEVIE (Norvège) et M. BONNET (France) on décide d'instituer une Sous-Commission de rédaction composée de M. CIPPICO (Italie), van EYSINGA (Pays-Bas), Sir Hubert Llewellyn SMITH (Empire britannique) et M. BONNET (France).

Sur la proposition de cette Sous-Commission, la Commission adopte la résolution suivante:

« L'Assemblée de la Société des Nations exprime sa profonde reconnaissance au Gouvernement italien pour l'offre généreuse de fonder à Rome un Institut international pour l'unification (l'harmonisation et la coordination) du droit privé, sous la direction de la Société des Nations.

and of the work already begun, e.g. in Belgium, the Netherlands, Switzerland, and under the auspices of the League.

It was indispensable to study the subject before defining the task and scope of the new Institute. He suggested that the Committee of Legal Experts recently appointed to enquire into the possibility of co-ordinating certain parts of International Law should be asked to give their opinion on the task of this Institute to the Council and to the Committee on Intellectual Co-operation.

The CHAIRMAN suggested adding to para. (a) *in fine* the following words:

“On the proposal of the Committee on Intellectual Co-operation, after having made the enquiries necessary in order to avoid overlapping.”

M. VEVERKA (Czechoslovakia) thanked the Italian Government in the name of his own Government.

Sir Hubert LLEWELLYN SMITH (British Empire) suggested that the word “unification” perhaps narrowed too much the task of the new Institute, and, illustrating this point from British legal history, proposed that the words “assimilation” and “co-ordination” should be added to the resolution.

He hoped that the organisation of the new Institute would be elastic, as, in economic, financial, commercial and maritime matters, co-operation between jurists and persons expert in the subject-matter was essential.

It was important that a strong Committee should be set up by the Council (to whom the Institute was offered) in order to trace in broad outline the programme of studies most urgent from the point of view of the League.

M^{lle} BONNEVIE (Norway) understood that the Italian Government offered this Institute as a scientific body, with its own programme. It thus differed from the Paris Institute, which was to be the instrument of the Committee on Intellectual Co-operation. It should either be connected with some competent legal organ of the League or, if it were connected with the Committee on Intellectual Co-operation, the latter should have competent lawyers added to it.

M. CIPPICO (Italy) stated that the new Institute would tend to avoid overlapping, and it would not wish to encroach on other organisations but would expect their help.

Its object would be to harmonise national laws with international law. In other countries the attempt to unify had only been directed to special points.

In such matters as maritime and financial law, the law regulating literary and scientific property, the law relating to obligations *in persona*, unification was ready.

M. MONTARROYOS (Brazil) supported by M. Tcheou Wei (China), after thanking the Italian Government, stated that a long preparation would be required to define the task of the Institute. Any League Committee taking up this task should become the centre of work in this field. This was a delicate matter, and the whole problem should be referred to the Council.

M. CASARES (Spain) said it would be better to refer the question of establishing the programme to the Committee on Intellectual Co-operation for report to the Council.

After further discussion, in which M. van EYSINGA (Netherlands), M. CIPPICO (Italy), M. de BROUCKÈRE (Belgium), the VICE-CHAIRMAN M^{lle} BONNEVIE (Norway) and M. BONNET (France) took part, a Drafting Sub-Committee, consisting of M. CIPPICO (Italy), M. van EYSINGA (Netherlands), Sir Hubert LLEWELLYN SMITH (British Empire) and M. BONNET (France) was appointed.

On the proposal of this Sub-Committee, the Committee adopted the following resolution:

“The Assembly of the League of Nations expresses its deepest gratitude to the Italian Government for its generous offer to found an international Institute for the unification (assimilation and co-ordination) of private law, under the direction of the League of Nations. The

« L'Assemblée, rappelant les termes de sa résolution du 23 septembre 1924 relative à la fondation de l'Institut international de Coopération intellectuelle, invite le Conseil à accepter cette offre au nom de la Société, et, dans son désir de souligner le caractère international que cet Institut devrait posséder en ce qui concerne le programme de ses travaux et le choix de son personnel, d'accord avec les intentions du Gouvernement italien, décide :

« a) les pouvoirs et les fonctions du nouvel Institut et la constitution de son Conseil d'administration et de son Comité de direction seront déterminés par le Conseil de la Société des Nations d'accord avec le Gouvernement italien ;

« b) le Conseil de la Société des Nations est invité à conclure avec le Gouvernement italien, après consultation des organisations compétentes (notamment du Comité d'experts prévu dans la résolution de la cinquième Assemblée du 19 septembre 1924, de la Commission de Coopération intellectuelle et des Organisations techniques de la Société des Nations) tous accords nécessaires pour assurer l'organisation, l'existence et le fonctionnement normal de l'Institut. Conformément au désir du Gouvernement italien, les principes généraux à incorporer aux accords de cette nature seront analogues à ceux qui ont été établis par rapport à l'Institut de Coopération intellectuelle qui doit être créé à Paris.

« On aura soin d'éviter, par voie de consultation, tous doubles emplois. »

VI. ONZIÈME SÉANCE DE LA TROISIÈME COMMISSION.

La troisième Commission a tenu sa onzième séance le samedi 27 septembre à 11 h., sous la présidence de M. POLITIS (Grèce).

Projet du Protocole (suite de la discussion).

M. BENÈS (Tchécoslovaquie), rapporteur, donne lecture de son rapport sur le projet de protocole.

Sir James ALLEN (Nouvelle-Zélande) demande des explications sur la situation future des Etats Membres de la Société des Nations non signataires du Protocole.

M. BENÈS (Tchécoslovaquie) répond que leurs droits et obligations sont ceux qui résultent du Pacte.

La partie historique du rapport, avec quelques amendements de forme, suggérés par M. LANGE (Norvège), est adoptée.

M. Paul BONCOUR (France) désire faire préciser les obligations des signataires du Protocole en cas de différend entre un signataire du Protocole et un Etat non membre de la Société des Nations et non signataire du Protocole.

Le PRÉSIDENT répond qu'en vertu du Protocole, l'Etat non membre de la Société des Nations et non signataire du Protocole est invité à accepter la procédure du Protocole. S'il s'y refuse et s'il recourt à la guerre, tous les signataires s'engagent à lui appliquer les sanctions prévues à l'art. 16 du Pacte telles qu'elles sont précisées dans le Protocole.

M. de PALACIOS (Espagne) demande que soit précisée la situation en cas de différend entre deux membres de la Société des Nations, l'un signataire et l'autre non signataire du Protocole.

Le PRÉSIDENT répond que le rapport de la Commission précise de la façon suivante :

Le différend est réglé par le Pacte. Le Conseil pourra offrir au Membre non signataire la procédure du Protocole. Celui-ci pourra refuser mais les sanctions prévues au Pacte lui seront applicables.

Assembly, recalling the terms of its Resolution dated September 23rd, 1924, with regard to the International Institute for Intellectual Co-operation, invites the Council to accept this offer in the name of the League, and, being desirous of emphasising the international character which this Institute should possess, both as regards the programme of its work and the choice of its staff in accordance with the intention of the Italian Government, resolves :

“(a) The powers and duties of the new Institute and the constitution of its Governing Body and the Committee of Directors shall be defined by the Council of the League of Nations in agreement with the Italian Government.

“(b) The Assembly invites the Council of the League of Nations, after consultation with the competent organs (including the Committee of Experts contemplated in the Resolution of the Fifth Assembly dated September 19th, 1924, the Committee on Intellectual Co-operation, and the Technical Organisations of the League of Nations, to conclude with the Italian Government all agreements necessary to ensure the establishment, continuity and proper working of the Institute. In accordance with the desire of the Italian Government, the general principles to be embodied in such agreements shall be analogous to those laid down in connection with the International Institute for Intellectual Co-operation which is to be established in Paris.

“Care shall be taken, after consultation, to avoid all overlapping.”

VI. ELEVENTH MEETING OF THE THIRD COMMITTEE.

The Third Committee held its eleventh meeting on Saturday, September 27th, at 11 a.m., under the chairmanship of M. POLITIS (Greece).

Draft Protocol (continuation of the discussion).

M. BENES (Czechoslovakia), Rapporteur, read his report on the Draft Protocol.

Sir James ALLEN (New Zealand) asked for explanations regarding the future situation of those States Members of the League which did not sign the Protocol.

M. BENES (Czechoslovakia) replied that the rights and obligations of those States were such as were contained in the Covenant.

That part of the report dealing with the history of the question, after certain drafting amendments proposed by M. LANGE (Norway), was adopted.

M. Paul BONCOUR (France) wished to define in greater detail the obligations of signatories to the Protocol in the case of a dispute between a State which had signed the Protocol and a State which had not signed it, and which was not a Member of the League.

The CHAIRMAN replied that, by the terms of the Protocol, States not Members of the League and which had not signed the Protocol would be invited to accept the procedure laid down in it. If the State refused and resorted to war, then all the signatories undertook to apply the sanctions contemplated by Article 16 of the Covenant, as defined in the Protocol.

M. de PALACIOS (Spain) asked that a clear definition should be given of what would happen in the case of a dispute between two Members of the League one of which had signed the Protocol and one of which had not.

The CHAIRMAN replied that the Committee's report explained this case as follows :

The dispute was settled by the terms of the Covenant. The Council could offer to apply the procedure laid down in the Protocol to a State Member which had not signed it. This State might refuse, in which case the sanctions provided for in the Covenant would be applicable.

VII. DOUZIÈME ET DERNIÈRE SÉANCE DE LA TROISIÈME COMMISSION

La troisième Commission a tenu sa douzième et dernière séance le samedi 27 septembre à 21 h. 30, sous la présidence de M. POLITIS (Grèce).

Projet du Protocole (suite de la discussion).

La Commission adopte les commentaires du rapport relatifs aux articles 6, 7, 13, 14, 15, 16, 17 et 18 du Protocole.

Le PRÉSIDENT signale que le texte de la résolution qui termine le rapport a été modifié et qu'on a ajouté deux alinéas pris dans l'article 16 relatifs à la Conférence de réduction des armements.

Avec ces modifications, la résolution est adoptée.

Commentaire de l'article 12.

M. BENÈS (Tchécoslovaquie) signale qu'après des négociations entre lui et un certain nombre de délégations, il a apporté des modifications à la rédaction de ce commentaire de l'art. 12 afin que soient bien précisés les points suivants:

1. Les Etats acceptent l'obligation lorsqu'une agression est constatée d'appliquer les sanctions de toute nature prévues au Pacte tel qu'il est interprété à l'art. 12 du Protocole

2. La nature et l'étendue des obligations sont précisées à l'alinéa 2 de l'art. 12.

3. Pour remplir ses obligations, un Etat doit collaborer *effectivement et loyalement* dans la mesure que permettent sa situation géographique et les conditions spéciales de ses armements.

En outre, M. Benès a inséré un paragraphe signalant que certaines délégations ont désiré attirer déjà l'attention sur la situation spéciale de leurs pays.

M. SCHANZER (Italie) fait préciser, à propos de cette dernière addition que toutefois le deuxième paragraphe de l'article 12 garde une portée générale.

Le commentaire relatif à l'article 12 est adopté.

Sur une question de M. le général D'ANDRADE (Portugal), le PRÉSIDENT explique que jusqu'à ce que les amendements prévus par le Protocole soient introduits dans le Pacte, les dispositions du Pacte et du Protocole jouent parallèlement et s'appliquent respectivement aux signataires de l'un ou de l'autre.

Après cela, le Protocole ne subsistera que pour les non signataires du Pacte.

L'ensemble du rapport est adopté.

Le PRÉSIDENT renouvelle à M. Benès les remerciements de la Commission.

Le PRÉSIDENT consulte la Commission sur le projet de résolution ci-dessous de M. LANGE (Norvège).

« La Commission propose à l'Assemblée l'adoption de la résolution suivante:

« L'Assemblée prie le Conseil, lorsqu'il préparera le programme général de la Conférence pour la réduction des armements prévue à l'art. 16 du Protocole, de vouloir bien examiner l'opportunité de faire figurer les points suivants à ce programme:

« 1. Plan général d'une réduction des armements, conformément à l'art. 8 du Pacte, notamment:

« a) Base et méthodes de la réduction (budgets, effectifs de paix; tonnage des flottes navales et aériennes, population, configuration des frontières, etc.)

« b) Fixation d'un budget modèle des dépenses d'armements.

« 2. Situation spéciale de certains Etats à l'égard de la réduction des armements:

« a) Réserves temporaires des pays se trouvant particulièrement exposés;

« b) Recommandation d'accords régionaux de réduction (ou de limitation) des armements.

VII. TWELFTH AND LAST MEETING OF THE THIRD COMMITTEE.

The Third Committee held its twelfth and last meeting on Saturday, September 27th, at 9.30 p.m., under the chairmanship of M. POLITIS (Greece).

Draft Protocol (continuation of the discussion).

The Committee adopted the sections of the report concerning Articles 6, 7, 13, 14, 15, 16, 17 and 18 of the Protocol.

The CHAIRMAN pointed out that the text of the resolution at the end of the report had been amended, and that two paragraphs taken from Article 16 concerning the Conference for the Reduction of Armaments had been added.

With these amendments, the resolution was adopted.

Section of the Report on Article 12.

M. BENES (Czechoslovakia) pointed out that after consulting a certain number of delegations he had amended the section of the report dealing with Article 12 in order to make clear the following points:

1. When an act of aggression had been established, States accepted the obligation to apply sanctions of all kinds provided for in the Covenant, as interpreted by Article 12 of the Protocol.

2. The nature and extent of the obligations were detailed in paragraph 2 of Article 12.

3. In order to fulfil its obligations, a State must co-operate *effectively and loyally*, as far as its geographical position and special conditions of its armaments permitted it.

Further, M. Benes had inserted a paragraph pointing out that certain delegations already wished to draw attention to the special situation of their countries.

M. SCHANZER (Italy) explained that, despite this last addition, the second paragraph of Article 12 bore a general meaning.

The section of the report concerning Article 12 was adopted.

In reply to the question of General ANDRADE (Portugal), the CHAIRMAN explained that, until the amendments contemplated in the Protocol had been introduced into the Covenant, the provisions of the Covenant and of the Protocol would apply simultaneously and respectively to the signatories of one or the other. After the amendments had been introduced, the Protocol would only apply to non-signatories of the Covenant.

The report as a whole was adopted.

The CHAIRMAN renewed the thanks of the Committee to M. Benes.

The CHAIRMAN laid before the Committee the following draft resolution submitted by M. LANGE (Norway):

« The Committee proposes that the Assembly should adopt the following resolution:

« The Assembly requests that the Council, in preparing the general programme of the Conference for the Reduction of Armaments provided for in Article 16 of the Protocol, should consider the advisability of including the following points:

« 1. General plan for a reduction of armaments in accordance with Article 8 of the Covenant, in particular:

« (a) Basis and methods of reduction (budget; peacetime effectives; tonnage of naval and air fleets; population; configuration of frontiers, etc.);

« (b) Preparation of a typical budget for expenditure on armaments.

« 2. Special position of certain States in relation to the reduction of armaments;

« (a) Temporary reservations by countries exposed to special risks;

« (b) Recommendation of regional agreements for the reduction (or limitation) of armaments.

« 3. Recommandation d'établissement de zones démilitarisées (Art. II).

« 4. Contrôle et investigation de l'état d'armements des Etats contractants.

« L'Assemblée prie également le Conseil de faire examiner par les organismes compétents de la Société les projets dans cet ordre d'idées dont a été saisie la troisième Commission ou dont pourra être saisi ultérieurement le Secrétariat et d'en tenir compte dans la préparation du programme de la Conférence. »

Il propose de reprendre les résolutions déjà adoptées par la Commission, qui n'ont pas encore été votées par l'Assemblée et qui sont relatives à la limitation des dépenses d'armements, aux accords régionaux et à la limitation des armements navals et de les refondre avec la résolution présentée par M. Lange.

M. Paul BONCOUR (France) attire l'attention de la Commission sur la nécessité d'être circonspect en ce qui concerne les indications à donner sur l'établissement d'un programme de désarmement.

Il faut éviter de lier par avance le Conseil et les Commissions qui seront chargées d'étudier ce programme. Des points tels que le budget peuvent donner lieu à des équivoques. Une réduction des armements peut amener, au moins provisoirement, une augmentation de dépenses.

Il demande qu'on précise bien que cette résolution ne serait donnée qu'à titre d'indication très générale.

Le PRÉSIDENT et M. LANGE font observer que la résolution laisse toute latitude au Conseil sur l'opportunité de tenir compte des points suggérés.

La proposition de M. Lange est renvoyée à l'Assemblée.

La Commission désigne M. Benes comme rapporteur sur cette question.

Clôture de la session.

M. LOUDON (Pays-Bas) félicite, au nom de la Commission le Président pour la façon magistrale dont il a conduit les débats.

Le PRÉSIDENT déclare clos les travaux de la troisième Commission.

VIII. QUATORZIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION.

La quatrième Commission a tenu sa quatorzième séance samedi 27 septembre, à 10 h. 30, sous la présidence de M. ADATCI.

Budget du Secrétariat et des organisations spéciales de la Société
Chapitre III, Article 24, 1.226.795 francs-or. Réduction des armements.

Sur la proposition de la Commission de contrôle, la Commission adopte un crédit de 1.226.795 francs or, affecté à l'article 24, antérieurement réservé.

Crédit supplémentaire. Comité d'Experts pour l'étude des amendements au Pacte. 15.000 francs or.

Sur la proposition de la Commission de contrôle, la Commission adopte un crédit supplémentaire de 15.000 francs or, destiné à la Commission d'experts instituée en exécution des stipulations du Protocole que la Commission 1 et 3 sont en train d'élaborer.

Résumé des modifications adoptées par la quatrième Commission relatives aux prévisions budgétaires soumises par le Secrétariat et les autres organisations autonomes.

A la requête de M. BIGNAMI, (Italie) le Secrétaire général accepte de préparer un exposé destiné aux membres qui doivent faire un rapport à leur gouvernement sur l'œuvre de la Commission. Cet exposé contiendra sous une forme commode et précise le détail même des modifications diverses adoptées par la Commission, notamment les articles des budgets du Secrétariat et des autres organisations autonomes de la Société.

« 3. Recommendation of the establishment of demilitarised zones (Article II).

« 4. Control and investigation of armaments in the contracting States.

« The Assembly also requests the Council to instruct the competent organisations of the League to examine the schemes relating to the above questions, which have already been submitted to the Third Committee or which may subsequently be received by the Secretariat, and to take them into consideration in preparing the programme of the Conference. »

He proposed that the resolutions already adopted by the Committee but not by the Assembly concerning the limitation of expenditure on armaments, regional agreements and the limitation of naval armaments should be redrafted in order to include the resolution submitted by M. Lange.

M. Paul BONCOUR (France) drew the Committee's attention to the necessity for prudence regarding any general directions for the drawing up of a programme of disarmament.

The freedom of action of the Council and of the Committees which would be set up to examine this programme should not be curtailed. Such points as the budget, for instance, might give rise to misunderstanding. Reduction of armaments might, provisionally at least, mean an increase of expenditure.

He asked that it should be definitely stated that the resolution only contained directions of a general nature.

The CHAIRMAN and M. LANGE pointed out that the resolution left the Council entirely free to decide whether to take account of the points suggested.

The resolution submitted by M. Lange was sent to the Assembly.

The Committee appointed M. Benes rapporteur for this question.

Close of the session.

M. LOUDON (Netherlands), in the name of the Committee, congratulated the Chairman on the very able manner in which he had presided over the discussion.

The CHAIRMAN stated that the work of the Third Committee was now at an end.

VIII. FOURTEENTH MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE.

The Fourth Committee held its fourteenth meeting on Saturday, September 27th, at 10.30 a.m. under the chairmanship of M. ADATCI.

Budget of the Secretariat and Special Organisations of the League,
Chap. III, Article 24, 1,226,795 gold francs, Reduction of Armaments.

On the proposal of the Supervisory Commission, the Committee adopted a credit of 1,226,795 gold francs as the revised form of Item 24 (previously reserved).

Supplementary Credit, Committee of Experts on Amendments to the Covenant, 15,000 gold francs.

On the proposal of the Supervisory Commission, the Committee adopted a supplementary credit of 15,000 gold francs for the expenses of the proposed Committee of Experts to be constituted in pursuance of the terms of a Protocol at present in process of elaboration in the First and Third Committees.

Summary of Changes adopted by the Fourth Committee in the draft estimates submitted by the Secretariat and the other Autonomous Organisations.

At the request of M. BIGNAMI (Italy), the Secretary-General undertook that a statement should be prepared for the convenience of members reporting to their Governments on the work of the Committee, summarising in a convenient form the precise details of the various modifications adopted by the Committee, in particular, items of the budgets of the Secretariat and the other autonomous organisations of the League.

Rapport de la Sous-Commission D: Retraites du personnel de la Cour permanente de Justice internationale.

M. BARBOZA-CARNEIRO (Président et rapporteur de la Sous-Commission D) présente le rapport de la Sous-Commission. La Commission adopte, après un court débat, la première partie du rapport, renvoyant à la prochaine séance l'examen de la suite de celui-ci.

VIIIa. QUINZIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La quatrième Commission a tenu sa quinzième et dernière séance samedi 27 septembre, à 17 h. 30, sous la présidence de M. ZUMETA (Venezuela).

Rapport de la Sous-Commission D: Projet de retraite pour le personnel de la Cour permanente de justice internationale.

La Commission termine sa discussion sur le rapport de la Sous-Commission D, rédige le texte suivant qui constitue sous sa forme révisée le projet de Règlement régissant l'octroi de pensions aux juges titulaires et au greffier de la Cour permanente de justice internationale:

PROJET DE RÈGLEMENT RÉGISSANT L'OCTROI DE PENSIONS AUX JUGES TITULAIRES ET AU GREFFIER DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE (aux termes de l'article 32, alinéa 7, du Statut de la Cour).

« Le personnel de la Cour dans le sens de l'article 32, § 7 de son statut, comprend les juges, le greffier et les fonctionnaires du greffe.

« Les fonctionnaires du greffe participant à la caisse de prévoyance de la Société des Nations, le présent règlement traite exclusivement des juges titulaires et du greffier. »

Article premier.

Le droit à pension est acquis aux juges titulaires et au greffier ayant, pour un motif quelconque, cessé d'être en fonctions.

Néanmoins, ce droit serait retiré aux intéressés, s'ils étaient relevés de leurs fonctions pour des raisons autres que celles tenant à leur état de santé.

En cas de démission, il n'y aura pas de droit acquis à la pension, pour les juges, avant cinq ans de fonctions et, pour le greffier, avant sept ans de fonctions.

Toutefois, dans les cas visés à l'alinéa précédent, la Cour pourra, par décision spéciale, motivée par un état de santé précaire, joint à une insuffisance de ressources, accorder la pension minimum susceptible d'être obtenue après cinq années de service pour les juges et sept années pour le greffier.

La pension ne commencera à être servie qu'à partir du moment où les ayants-droit auront atteint l'âge de 65 ans. Toutefois, dans des cas exceptionnels, la pension pourra être servie aux ayants-droit avant l'âge de 65 ans, par décision spéciale de la Cour, basée sur des motifs de santé ou de fortune.

La Commission adopte le rapport et désigne le Président et rapporteur de la Sous-Commission (M. J. Barboza-Carneiro) comme rapporteur à l'Assemblée sur cette question.

Répartition des dépenses: Cas de la République Dominicaine.

Sur la proposition de M. BIGNAMI (Italie), la Commission approuve l'inscription de l'additif suivant au chapitre « Questions diverses » de son rapport d'ensemble à l'Assemblée.

A sa quinzième séance, et après l'adoption par l'Assemblée du rapport sur la répartition des dépenses de la Société des Nations, la quatrième Commission a adopté le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée décide de charger la Commission de Répartition des dépenses de fixer le nombre d'unités à attribuer à la République Dominicaine, et de joindre, dans le travail de mise au point du barème de 1925 qu'elle a été chargée d'accomplir, ce nombre d'unités aux 35 provenant de la contribution de l'Argentine. »

Report of Sub-Committee D: Pensions for the Staff of the Permanent Court of International Justice.

M. BARBOZA-CARNEIRO (Chairman and Rapporteur of Sub-Committee D) presented the report of the Sub-Committee. After some discussion the Committee adopted the first section of the report, postponing further consideration of the remaining portions to its following meeting.

VIIIa. FIFTEENTH MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE.

The Fourth Committee held its fifteenth and final meeting on Saturday (September 27th), at 5.30 p.m., under the chairmanship of M. ZUMETA (Venezuela).

Report of Sub-Committee D: Pensions Scheme for the Personnel of the Permanent Court of International Justice.

The Committee concluded its discussion of the report of Sub-Committee D, concluding with the following revised text of the draft regulations regarding the granting of retiring pensions to ordinary Judges and to the Registrar of the Permanent Court of International Justice:

DRAFT REGULATIONS REGARDING THE GRANTING OF RETIRING PENSIONS TO ORDINARY JUDGES AND TO THE REGISTRAR OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE (in accordance with Article 32, paragraph 7, of the Statute).

« For the purpose of Article 32, paragraph 7, of the Statute of the Court, the personnel of the Court shall be taken to comprise Judges, the Registrar and the officials of the Registry.

« As the officials of the Registry participate in the benefits of the League of Nations Provident Fund, the present regulations deal only with the ordinary Judges and the Registrar. »

Article 1.

Ordinary Judges and Registrars who have, for any reason whatever, ceased to hold office shall be entitled to retiring pensions.

This right, however, shall not be recognised in the case of one who has been removed from his high office on grounds not connected with the state of his health.

In the case of resignation, Judges will not be entitled to pensions unless they have completed a period of five years' service, and the Registrar shall not be entitled to a pension unless he has completed a period of seven years' service.

Nevertheless, in the cases referred to in the previous paragraph, the Court may, by a special decision, based on a combination of delicate health and insufficiency of means, grant a minimum pension for which Judges shall be eligible after five years of service and the Registrar after seven.

The payment of a pension shall not begin until the person entitled to such pension has reached the age of 65. Nevertheless, in exceptional cases, and by special decision of the Court — based on grounds of health or of financial position — pensions may be paid to beneficiaries before they reach the age of 65.

The Committee adopted the report and appointed the Chairman and Rapporteur of the Sub-Committee (M. J. Barboza-Carneiro) to act as rapporteur on the subject before the Assembly.

Allocation of Expenses: Case of San Domingo.

On the proposal of M. BIGNAMI (Italy), the Committee adopted the following addition to the chapter "Miscellaneous Questions" of its General Report to the Assembly.

At its fifteenth meeting, and subsequent to the adoption by the Assembly of the Report on the Allocation of Expenses of the League of Nations, the Fourth Committee adopted the following draft resolution:

« The Assembly decides to instruct the Committee on the Allocation of Expenses to fix the number of units to be allotted to the Republic of San Domingo, and, in carrying out the task with which it has been entrusted of settling the scale of contributions for 1925, to add that number to the 35 units resulting from the contribution of the Argentine. »

IX. NEUVIÈME SÉANCE DE LA SIXIÈME COMMISSION

La sixième Commission a tenu sa neuvième séance samedi 27 septembre 1924, à 18 heures, sous la présidence de M. ENCKELL (Finlande).

Admission de la République de Saint-Domingue.

La Commission approuve le rapport recommandant l'admission de la République de Saint-Domingue dans la Société des Nations.

Le rapporteur à l'Assemblée sur cette question sera M. de AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba).

X. COMMISSION DE L'ORDRE DU JOUR.

Proposition de la Délégation Uruguayenne.

La Commission chargée de donner son avis sur l'inscription à l'ordre du jour des propositions soumises à l'Assemblée au cours de sa session a pris connaissance du Projet de résolution présenté par Son Excellence M. Fernandez y Medina, délégué de l'Uruguay.

Ce projet de résolution recommande au Conseil de charger la Commission de coopération intellectuelle d'inviter les maîtres de l'enseignement à tous les degrés à collaborer à l'œuvre de la Société des Nations et à préparer et faire distribuer dans tous les milieux scolaires des textes mettant la jeunesse au courant des buts de la Société.

La Commission estime que la brièveté qui sépare l'Assemblée de l'expiration de ses travaux et la haute importance qui s'attache à la question ne permettent pas à l'Assemblée d'en aborder utilement l'étude à la fin de la présente session;

Qu'il y a tout intérêt au contraire à en renvoyer l'examen à sa session prochaine;

Décide en conséquence de proposer à l'Assemblée d'inscrire cette question à son ordre du jour et de la renvoyer à la sixième Assemblée.

La délégation de l'Uruguay a déclaré ne pas s'opposer à cette procédure.

XI. RATIFICATION DES CONVENTIONS

Son Excellence M. QUINONES DE LEÓN, premier délégué de l'Espagne à la cinquième Assemblée, Ambassadeur d'Espagne à Paris, a déposé au Secrétariat, le 26 septembre 1924, l'instrument de ratification par S. M. le Roi d'Espagne, des amendements aux articles 12, 13 et 15 du Pacte, adoptés par la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Par suite du dépôt de cette ratification, les amendements aux articles sus-mentionnés, ayant été ratifiés, conformément à l'article 26 du Pacte, par les Membres de la Société dont les représentants composent le Conseil et par la majorité de ceux dont les représentants forment l'Assemblée, sont entrés en vigueur le 26 septembre 1924.

Le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique a transmis au Secrétaire général, le 27 septembre 1924 la ratification de Sa Majesté britannique — pour la Grande Bretagne et l'Irlande du Nord — du Protocole relatif aux Clauses d'arbitrage (Genève, le 24 septembre 1923).

XII. CORRECTION A LA LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS ET DES DÉLÉGATIONS

Par suite du départ de Sir Edgar Walton, M. Hofmeyr le remplacera en tant que représentant de l'Afrique du Sud aux première et troisième Commissions.

IX. NINTH MEETING OF THE SIXTH COMMITTEE

The Sixth Committee held its ninth meeting on Saturday, September 27th, at 6 p.m., under the chairmanship of M. ENCKELL (Finland).

Admission of San Domingo.

The Committee approved a report in favour of the admission of San Domingo to the League of Nations.

The rapporteur to the Assembly will be M. de AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba).

X. THE AGENDA COMMITTEE.

Proposal of the Delegation of Uruguay.

The Committee instructed to give its opinion as to the placing on the agenda of proposals submitted to the Assembly in the course of its session has noted the draft resolution presented by M. Fernandez y Medina, delegate of Uruguay.

This draft resolution recommends the Council to instruct the Committee on Intellectual Co-operation to invite schoolmasters of every class to collaborate in the work of the League of Nations and to prepare and have distributed throughout all scholastic circles texts which will enable young people to become acquainted with the objects of the League.

The Committee considers that the short period now remaining for the work of the Assembly and the great importance of the question will not enable the Assembly usefully to undertake the examination at the end of the present session and feels that there is every reason to postpone consideration of the matter until the next session.

It accordingly proposes that the Assembly should place this question on its agenda and refer it to the Sixth Assembly.

The delegation of Uruguay has intimated that it does not object to this procedure.

XI. RATIFICATION OF CONVENTIONS.

His Excellency M. QUINONES DE LEÓN, first delegate of Spain to the Fifth Assembly, Spanish Ambassador in Paris, deposited in the Secretariat on September 26th, 1924, the instrument of ratification by His Majesty the King of Spain of the amendments to Articles 12, 13 and 15 of the Covenant, adopted by the Second Assembly of the League of Nations.

As a result of this ratification, the amendments to these articles, having been ratified in conformity with Article 26 of the Covenant by the Members of the League whose representatives compose the Council, and by the majority of those Members whose representatives compose the Assembly, came into force on September 26th, 1924.

The Minister for Foreign Affairs of His Britannic Majesty forwarded to the Secretary-General on September 27th, 1924, the ratification of His Britannic Majesty — for Great Britain and Northern Ireland — of the Protocol on Arbitration Clauses (Geneva, September 24th, 1923).

XII. CORRECTION IN THE LIST OF MEMBERS OF COMMITTEES AND DELEGATIONS

Owing to the departure of Sir Edgar Walton, Mr. G. R. Hofmeyr will take his place as representative of South Africa on the First and Third Committees.

XIII. LISTE DE DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX
MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE

Compte-rendu provisoire: Vingt-et-unième séance.
Compte-rendu définitif: Dix-septième séance.

- A. 35 (c) Réduction des armements. Traité d'Assistance Mutuelle. Réponse du Gouvernement siamois.
- A. 108 Propositions du Gouvernement britannique tendant à l'amendement de l'article 16 du Pacte. Rapport de la première Commission à la cinquième Assemblée.
- A. 115 Réduction des Armements. Rapport de la troisième Commission à la cinquième Assemblée.
- A. 116 Traite des Femmes et des Enfants. Résolutions adoptées par l'Assemblée le 25 septembre 1924.
- A. 117 Travaux du Comité économique. Résolution adoptée par l'Assemblée le 25 septembre 1924.
- A. 118 Répartition des dépenses de la Société. Résolution adoptée par l'Assemblée le 25 septembre 1924.
- A. 119 Construction d'une salle de conférences. Résolution adoptée par l'Assemblée le 25 septembre 1924.
- A. 120 Election des membres non-permanents du Conseil. Recommendations adoptées par l'Assemblée le 25 septembre 1924.
- A. 121 Situation en Géorgie. Résolution adoptée par l'Assemblée le 25 septembre 1924.
- A. 122 Co-ordination des travaux de la Commission Temporaire Mixte pour la réduction des armements et de la Commission permanente consultative pour les questions militaires, navales et aériennes. Rapport de la troisième Commission à la cinquième Assemblée.
- A. 122
Erratum. Erratum au Document A. 122.

XIV. DON OFFERT PAR LE GOUVERNEMENT
NÉERLANDAIS AU BUREAU INTERNATIONAL DU
TRAVAIL

Le Directeur du Bureau international du Travail vient d'être informé que le Gouvernement néerlandais a offert une œuvre du peintre Ferdinand Bolle destinée au nouvel immeuble, en témoignage de sa sympathie pour le Bureau international du Travail.

XIII. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE
MEMBERS OF THE ASSEMBLY

Provisional Verbatim Record: Twenty-first meeting.
Definitive Verbatim Record: Seventeenth meeting.

- A. 35 (c) Reduction of Armaments. Treaty of Mutual Assistance. Reply from the Siamese Government.
- A. 108 Proposals of the British Government for the Amendment of Article 16 of the Covenant. Report by the First Committee to the Fifth Assembly.
- A. 115 Reduction of Armaments. Report of the Third Committee to the Fifth Assembly.
- A. 116 Traffic in Women and Children. Resolutions adopted by the Assembly on September 25th, 1924.
- A. 117 Work of the Economic Committee. Resolution adopted by the Assembly on September 25th, 1924.
- A. 118 Allocation of Expenses of the League. Resolution adopted by the Assembly on September 25th, 1924.
- A. 119 Erection of a Conference Hall. Resolution adopted by the Assembly on September 25th, 1924.
- A. 120 Election of the non-permanent Members of the Council. Recommendation adopted by the Assembly on September 25th, 1924.
- A. 121 The Situation in Georgia. Resolution adopted by the Assembly on September 25th, 1924.
- A. 122 Co-ordination of the Work of the Temporary Mixed Commission for the Reduction of Armaments and the Permanent Advisory Commission for Military Naval and Air Questions. Report of the Third Committee to the Fifth Assembly.
- A. 122
Erratum. Erratum to Document A. 122.

XIV. GIFT FROM THE NETHERLANDS GOVERNMENT
TO THE INTERNATIONAL LABOUR OFFICE

The Director of the International Labour Office has been informed that the Dutch Government has offered, as a sign of its sympathy with the work of the International Labour Office, a painting by Ferdinand Bolle for the new building.

RÉSUMÉ MENSUEL

DES TRAVAUX
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le *Résumé mensuel* des travaux de la Société des Nations fournit chaque mois un tableau général de l'activité de la Société des Nations. Il est en vente aux prix suivants :

Abonnement annuel.....	Argent suisse Fr. 5.—
Prix du numéro	» 0.50

SOCIÉTÉ DES NATIONS

JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal Officiel* paraît, depuis janvier 1922, en deux éditions (l'une en français et l'autre en anglais); il contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et des résolutions adoptés par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

Abonnement annuel, 1924	Argent suisse Fr. 60.—
(Le prix des numéros isolés varie selon leur étendue.)	

1 ^{re} année, 1920, Nos 1-8	» 15.—
2 ^{me} » 1921, » 1-12	» 15.—
3 ^{me} » 1922 » 1-12	» 60.—
4 ^{me} » 1923 » 1-12	» 60.—

SUPPLÉMENTS SPÉCIAUX

DU

JOURNAL OFFICIEL

N ^o hors série. Résolutions adoptées par l'Assemblée au cours de sa première session	Argent suisse Fr. 2.—
N ^o 1. Correspondance concernant la question des îles d'Åland	» 1,25
N ^o 2. Avant-projet pour l'Institution de la Cour permanente de Justice internationale	» 1,25
N ^o 3. Question des îles d'Åland. Rapport de la Commission internationale de Juristes	» 1,25
N ^o 4. Documents relatifs au différend entre la Pologne et la Lituanie	» 9.—
N ^o 5. Résolutions adoptées par le Conseil de la Société des Nations au cours de sa troisième session, Genève, 17-28 juin 1921	» 1,50
N ^o 6. Résolutions et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa deuxième session (du 5 septembre au 5 octobre 1921)	» 2.—
N ^o 7. Constitution de la Ville libre de Dantzig	» 3,50
N ^o 8. Index des Procès-Verbaux des Sessions du Conseil de l'année 1921	» 5.—
N ^o 9. Résolution et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa troisième session	» 2.—
N ^o 10. Index du <i>Journal Officiel</i> pour les années 1920 et 1921 (1 ^{re} et 2 ^{me} années)	» 9.—
N ^o 11. Résolution et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa quatrième session	» 3.—
N ^o 12. Index du <i>Journal Officiel</i> pour l'année 1922	» 5.—
N ^{os} 13-19. Actes de la Quatrième Assemblée (six volumes)	» 50.—

THE MONTHLY SUMMARY

OF THE
LEAGUE OF NATIONS

The *Monthly Summary* of the League of Nations is a record of the proceedings of all League meetings, and provides in general form a regular account of League activities. It is on sale at the following prices :

Annual subscription	5/-	\$1	5 Swiss frs.
Single numbers	6d.	10 cts.	50 centimes.

LEAGUE OF NATIONS

OFFICIAL JOURNAL

The *Official Journal*, which is published (since January 1922) in separate editions in English and French, contains the complete Minutes of the Sessions of the Council of the League of Nations, the text of the Reports and Resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Annual subscription, 1924	£2 10s.	\$12.00
(The prices of the separate numbers vary according to size.)		
1st Year, 1920, Nos. 1-8	15/-	\$3.00
2nd » 1921, » 1-12	15/-	\$3.00
3rd » 1922, » 1-12	£3.	\$12.00
4th » 1923, » 1-12	£2/10	\$12.00

SPECIAL SUPPLEMENTS

TO THE

OFFICIAL JOURNAL

Unnumbered. Resolutions adopted by the Assembly during its First Session	2/-	\$0.40
No. 1. Correspondence concerning the Question of the Åland Islands	1/3	\$0.25
No. 2. Draft Scheme for the Institution of the Permanent Court of International Justice	1/3	\$0.25
No. 3. The Åland Islands Question. Report of the Committee of Jurists	1/3	\$0.25
No. 4. Documents concerning the Dispute between Poland and Lithuania	9/-	\$1.80
No. 5. Resolutions adopted by the Council at its Thirteenth Session in Geneva, June 1921	1/6	\$0.30
No. 6. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Second Session (September 5th to October 5th, 1921)	2/-	\$0.40
No. 7. Constitution of the Free City of Danzig	3/6	\$0.70
No. 8. Index to the Minutes of the Sessions of Council during 1921	5/-	\$1.00
No. 9. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Third Session	2/-	\$0.40
No. 10. Index to the <i>Official Journal</i> for the years 1920 and 1921 (first and second years)	7/6	\$1.80
No. 11. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Fourth Session	2/6	\$0.60
No. 12. Index to the <i>Official Journal</i> for the year 1922	4/-	\$1.00
No. 13-19. Records of the Fourth Assembly (six volumes)	£2	\$10.00

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Liste des Dépositaires
des Publications de la Société des Nations.

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.
- AUSTRALIE**
Australasian Publishing Co. Ltd., 229 Clarence Street, SYDNEY.
- AUTRICHE et ALLEMAGNE**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz 5, VIENNE.
- BELGIQUE**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRESIL**
Livraria F. Briguet & Cia., 23, rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.
- BULGARIE**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvo-boditel" No 4a, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell and Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA-RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambal Bouza y Cia., LA HAVANE.
- DANEMARK**
V. Pios Boghandel-Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.
- ÉQUATEUR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- ÉTATS-UNIS**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- FINLANDE**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).
- GRANDE-BRETAGNE, DOMINIONS et COLONIES**
Constable & Co. Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W. C., 2.
- GRECE**
Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Constitution, ATHÈNES.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantès, 10a, Calle Oriente No. 5, GUATEMALA.
- HAWAÏ**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HONGRIE**
Ferdinand Pfeiffer (Zeldler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST IV, KER.
- INDES**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS and CALCUTTA.
- ITALIE**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- MEXIQUE**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORVEGE**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Libreria I. Preclado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.
- FAYS BAS**
Martinius Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PÉROU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE**
Gebethner & Wolff, ulica Stenklewicz 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- ROUMANIE**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- BASSIN DE LA SARRE**
Librairie Marguet 74, Bahnhofstrasse, SARREBRUCK.
- ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES**
Librairie Française Henri Soubre 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SUEDE**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE**
Librairie Payot & Cie, GENEVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTEUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE**
Librairie F. Topič, 11 Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser :
Service des Publications, Société des Nations,
GENÈVE (Suisse).

LEAGUE OF NATIONS

Authorised Agents
for the Publications of the League of Nations.

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », Calle Florida 371, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIA**
Australasian Publishing Co., Ltd., 229, Clarence Street, SYDNEY.
- AUSTRIA and GERMANY**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz, 5, VIENNA.
- BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUSSELS.
- BOLIVIA**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRAZIL**
Livraria F. Briguet & Cia., 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIA**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. "Tsar Osvo-boditel" No 4a, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell & Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambal Bouza y Cia., HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topič, 11 Narodni, PRAGUE.
- DENMARK**
V. Pios Boghandel—Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.
- ECUADOR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- FINLAND**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).
- GREAT BRITAIN, DOMINIONS and COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W. C. 2.
- GREECE**
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitution, ATHENS.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantès, 10a, Calle Oriente, No. 5, GUATEMALA.
- HAWAÏ**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HUNGARY**
Ferdinand Pfeiffer (Zeldler Bros.), Kossuth Lajos Utca 7 SZ. BUDAPEST, IV, KER.
- INDIA**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS and CALCUTTA.
- ITALY**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPAN**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- MEXICO**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NETHERLANDS**
Martinius Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE HAGUE.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Libreria I. Preclado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PERU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLAND**
Gebethner & Wolff, ulica Stenklewicz 9 (Zgoda 12), WARSAW.
- ROMANIA**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SAAR BASIN**
Librairie Marguet, 74, Bahnhofstrasse, SAARBRUCK.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENS**
Librairie Française Henri Soubre, 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SPAIN**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND**
Librairie Payot & Cie, GENEVA, LAUSANNE, VEVEY, MONTEUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- UNITED STATES**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, Boston 9, MASS.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries apply:
Publication Department, League of Nations,
GENEVA (Switzerland).

JOURNAL

DE LA
CINQUIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1924

OF THE
FIFTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1924

N° 26. — MARDI 30 SEPTEMBRE 1924.

No. 26. — TUESDAY, SEPTEMBER 30th, 1924.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 132, au Secrétariat.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 132 at the offices of the Secretariat).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

AMENDEMENT A L'ARTICLE 16 DU PACTE

Le Protocole portant amendement à l'article 16 du Pacte, adopté le 27 septembre 1924 par la cinquième Assemblée de la Société des Nations, est ouvert à la signature des représentants des Membres de la Société au Bureau 68 du Secrétariat.

AMENDMENT TO ARTICLE 16 OF THE COVENANT

The Protocol containing the amendment to Article 16 of the Covenant, adopted on September 27th, 1924, by the Fifth Assembly of the League of Nations, is open for the signature of representatives of the Members of the League in Room 68 of the Secretariat.

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	315
II. Vingt-troisième séance plénière de l'Assemblée	316
III. Douzième séance de la première Commission	319
IV. Adjonctions à la liste des membres des délégations.	319
V. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée	320

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	315
II. Twenty-third Plenary Meeting of the Assembly	316
III. Twelfth Meeting of the First Committee.	319
IV. Additions to the List of Members of Delegations.	319
V. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	320

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Séance plénière de l'Assemblée.

Il y aura une séance plénière de l'Assemblée aujourd'hui (mardi le 30 septembre) à 11 h. du matin.

Ordre du jour :

- Fondation d'un Institut international pour l'unification du Droit privé (offre du Gouvernement italien).*

Rapport de la deuxième Commission.

Rapporteur: M. le Prof. Gilbert Murray, délégué de l'Empire britannique.

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Plenary meeting of the Assembly.

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day (Tuesday, September 30th) at 11 a.m.

Agenda :

- Foundation of an International Institute for the Unification of Private Law (offer of the Italian Government).*

Report of the Second Committee.

Rapporteur: Professor Gilbert Murray, Delegate of the British Empire.

2. *Pensions pour le personnel de la Cour permanente de Justice internationale.*

Rapport de la quatrième Commission.
Rapporteur: M. Barboza Carneiro, délégué du Brésil.

Le Conseil.

Il y aura une séance du Conseil aujourd'hui (mardi 30 septembre) à 10 h. 30, aux bureaux du Secrétariat (Salle C). (Séance publique.)

Commission d'hygiène.

La Commission d'hygiène se réunira aujourd'hui (mardi 30 septembre), à 10 h., aux bureaux du Secrétariat (Salle E).

II. VINGT-TROISIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE.

Tenue à la Salle de la Réformation, le lundi 29 septembre 1924, à 10 h. 15.

Demande d'admission de la République Dominicaine dans la Société des Nations: Rapport de la Sixième Commission.

M. ENCKELL, président de la sixième Commission, et M. de AGÜERO Y BETHANCOURT, rapporteur, prennent place à la tribune.

M. de AGÜERO Y BETHANCOURT (Cuba) donne lecture du rapport suivant:

La sixième Commission, après avoir pris connaissance du rapport de la Sous-Commission chargée d'examiner la demande d'admission de la République Dominicaine, approuve ce rapport et propose à l'Assemblée, à l'unanimité, l'admission de la République Dominicaine dans la Société.

RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION.

Conformément aux précédents, la Sous-Commission a pris pour base de ses travaux le questionnaire employé par les Assemblées précédentes, lors de l'admission de nouveaux Membres. Après avoir entendu le représentant de la République Dominicaine, elle a donné aux différents articles de ce questionnaire les réponses suivantes:

I. *La demande d'admission de la République Dominicaine dans la Société des Nations est-elle régulière ?*

La Sous-Commission répond par l'affirmative, la demande ayant été faite par un télégramme du Secrétaire aux Affaires étrangères de la République Dominicaine, en date du 23 septembre 1924, document dont l'authenticité n'est pas contestée.

II. *La République Dominicaine est-elle reconnue de jure ou de facto et par quels Etats ?*

La Sous-Commission a constaté que la plupart des Etats de l'Europe et de l'Amérique ont, à St-Domingue, des représentants diplomatiques ou consulaires.

III. *Le pays possède-t-il un gouvernement stable et des frontières définies ?*

La constitution de la République Dominicaine date de 1844. Son gouvernement est régulièrement établi et son unique frontière, du côté de la République de Haïti, est définie depuis longtemps. Une contestation s'étant élevée sur un point de détail entre les deux Républiques, elle a été soumise d'un commun accord à l'arbitrage du Saint-Siège.

IV. *Se gouverne-t-il librement ?*

La République Dominicaine est un Etat indépendant et souverain. Une occupation temporaire par les troupes des Etats-Unis d'Amérique a pris fin le 12 juillet dernier.

2. *Pensions for the Personnel of the Permanent Court of International Justice.*

Report of the Fourth Committee.
Rapporteur: M. Barboza Carneiro, delegate of Brazil.

The Council.

The Council will meet to-day (Tuesday, September 30th) at 10.30 a.m. in the offices of the Secretariat (Room C). (Public meeting.)

Health Committee.

The Health Committee will meet to-day (Tuesday, September 30th) at 10 a.m. in the offices of the Secretariat (Room E).

II. TWENTY-THIRD PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation at 10.15 a.m. on September 29th, 1924.

Application of the Dominican Republic for admission to the League: Report of the Sixth Committee.

M. ENCKELL, Chairman of the Sixth Committee, and M. de AGÜERO Y BETHANCOURT, rapporteur, came to the platform.

M. de AGÜERO Y BETHANCOURT (Cuba) read the following report:

The Sixth Committee has taken note of the Report of the Sub-Committee which was instructed to consider the application of the Dominican Republic.

The Sixth Committee approves of the Report and unanimously recommends that the Assembly should admit the Dominican Republic to the League of Nations.

REPORT BY THE SUB-COMMITTEE.

In accordance with precedent, the Sub-Committee has based its work on the questionnaire used by the previous Assemblies on the occasion of the admission of new Members. After hearing the representative of the Dominican Republic, it drew up the following replies to the various points in the questionnaire:

I. *Is the application for admission to the League in order ?*

As the application was made in a telegram from the Secretary for Foreign Affairs of the Dominican Republic dated September 23rd, 1924 — a document the authenticity of which is not disputed — the Sub-Committee answers this question in the affirmative.

II. *Is the Dominican Republic recognised de jure or de facto, and by which States ?*

The Sub-Committee finds that the majority of European and American States have diplomatic or consular representatives at Santo Domingo.

III. *Does the country possess a stable Government and fixed frontiers ?*

The Constitution of the Dominican Republic dates from 1844. Its Government is regularly established, and its only frontier — with the Republic of Haïti — has long been fixed. When a dispute arose between the two Republics on a point of minor importance, it was submitted by common accord to the Holy See for arbitration.

IV. *Is the country freely governed ?*

The Dominican Republic is an independent and sovereign State. It was temporarily occupied by troops of the United States of America, but the occupation came to an end on July 12th last.

V. *Quels ont été les actes et les déclarations de la République Dominicaine :*

- a) *En ce qui concerne ses engagements internationaux :*
b) *En ce qui concerne les prescriptions de la Société relatives aux armements ?*

En ce qui concerne le point a, la Sous-Commission a pris acte du télégramme du Secrétaire aux Affaires étrangères de la République Dominicaine, en date du 23 septembre 1924, qui contient la déclaration suivante :

« Le Gouvernement de la République Dominicaine est prêt à accepter les conditions établies par l'article premier du Pacte et à remplir toutes les obligations que comporte la qualité de Membre de la Société. »

Le représentant de la République Dominicaine a déclaré solennellement que la République est en règle avec tous les autres Etats en ce qui concerne ses obligations internationales.

En ce qui concerne le point b (prescriptions de la Société relatives aux armements), la Sous-Commission a pris acte du rapport de la Commission permanente consultative pour les questions militaires, navales et aériennes, reproduit ci-après.

RAPPORT DE LA COMMISSION PERMANENTE CONSULTATIVE POUR LES QUESTIONS MILITAIRES, NAVALES ET AÉRIENNES SUR LE STATUT MILITAIRE NAVAL ET AÉRIEN DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE.

Avis de la Commission.

La Commission estime qu'au point de vue militaire, naval et aérien, le statut actuel des forces militaires, navales et aériennes de la République Dominicaine ne constitue pas un empêchement à son admission au sein de la Société des Nations.

M. de PALACIOS (Espagne) exprime, au nom de son Gouvernement, la profonde satisfaction qu'il ressent de la décision prise par le Gouvernement de la République dominicaine de demander son admission dans la Société. L'entrée de cette république doit être considérée comme une nouvelle phase du développement de la Société et un nouveau pas vers la réalisation de son universalité. Son entrée est de bon augure pour l'entrée d'autres pays, notamment, d'autres républiques sud-américaines.

M. ZUMETA (Venezuela) déclare que son pays désire être parmi les premiers à souhaiter la bienvenue à la République Dominicaine à laquelle le Venezuela est uni par des liens traditionnels d'amitié et de sympathie parce qu'elle a été le premier pays des Indes occidentales que Christophe Colomb ait gagné à la civilisation latine. Il considère l'admission de la République dominicaine comme un heureux présage pour le ralliement de tous les Etats qui ne font pas partie de la Société.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) déclare que le premier acte de la République Dominicaine, au moment où elle entre sous les auspices de la liberté, dans une vie politique nouvelle, a été de demander son admission dans la Société des Nations. La signification de cet acte sera hautement appréciée par tous les membres de la Société.

On procède au vote par appel nominal.

Le PRÉSIDENT déclare que, par suite du vote, *la République Dominicaine a été admise à l'unanimité au sein de la Société par le vote de quarante-deux Etats.*

Le PRÉSIDENT prie la Commission de vérification des Pouvoirs de vouloir bien examiner les pleins pouvoirs du représentant de la République dominicaine.

Réorganisation du Bureau de l'Amérique latine.

M. ZUMETA, Vice-Président de la quatrième Commission et M. BUERO prennent place à la tribune.

M. BUERO, en qualité de rapporteur, fait un résumé du rapport de la quatrième Commission (A. 84) et présente les résolutions suivantes :

« 1. Le nombre des membres du Bureau de l'Amérique latine sera porté de deux à trois.

« 2. La durée des fonctions des membres de ce Bureau sera portée de deux à trois ans.

V. *What have been the acts and declarations of the Dominican Republic with regard to :*

- (a) *its international obligations ;*
(b) *the regulations of the League of Nations concerning armaments ?*

As regards (a), the Sub-Committee has noted the telegram from the Secretary for Foreign Affairs of the Dominican Republic dated September 23rd, 1924, which contains the following declaration :

“The Government of the Republic is prepared to accept the conditions laid down in Article 1 of the Covenant and to fulfil all the obligations entailed by membership of the League.”

The representative of the Dominican Republic has formally declared that the Republic is carrying out its international obligations in regard to all other States.

As regards (b) (regulations of the League concerning armaments), the Sub-Committee has taken cognisance of the report by the Permanent Advisory Commission for Military, Naval and Air Questions reproduced below.

REPORT OF THE PERMANENT ADVISORY COMMISSION FOR MILITARY, NAVAL AND AIR QUESTIONS ON THE MILITARY, NAVAL AND AIR FORCES OF THE DOMINICAN REPUBLIC,

Opinion of the Commission.

The Commission considers that, from a military, naval and air point of view, the existing military, naval and air forces of the Dominican Republic constitute no barrier to the admission of the Dominican Republic to the League of Nations.

M. de PALACIOS (Spain), on behalf of his Government, expressed deep satisfaction at the decision of the Government of the Dominican Republic to apply for admission to the League. The accession of this Republic was to be regarded as a new development of the League, a step further towards its achievement of a universal character, and an augury for the entry of other countries, notably the other South American Republics.

M. ZUMETA (Venezuela) said that his country wished to be the first among those to extend a welcome to the Dominican Republic, to which Venezuela was bound by ties of traditional friendship and sympathy as the first of the Western Indies to be claimed for the Latin civilisation by Christopher Columbus. He regarded the admission of the Dominican Republic as a happy omen for the day when all those States which had not yet joined the League would be admitted.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) said that the Dominican Republic, which was now beginning a new political life in full liberty, had as one of its first acts applied for admission to the League of Nations. The significance of this act would be highly appreciated by all the Members of the League.

A vote by roll-call was taken.

The PRESIDENT, as a result of this vote, declared that *the Dominican Republic was unanimously admitted to the League by the vote of 42 States.*

The PRESIDENT asked the Committee on credentials to examine the credentials of the representative of the Dominican Republic.

Re-organisation of the Latin American Bureau.

M. ZUMETA, Vice-Chairman of the Fourth Committee, and M. BUERO came to the platform.

M. BUERO, acting as rapporteur, summarised the report of the Fourth Committee (A.84) and presented the following resolutions :

“1. The number of members of the Latin-American Bureau shall be increased from two to three.

“2. The term of service of the members of this Bureau shall be increased from two to three years.

« 3. Le Secrétaire général s'efforcera, lorsqu'il se produira des vacances dans les services généraux du Secrétariat, d'assurer aux Etats de l'Amérique latine une représentation mieux appropriée, sous réserve que les candidats à ces postes possèdent les qualifications requises.

« 4. Il est entendu que le Bureau de l'Amérique latine, constitué pour répondre à des nécessités spéciales, ne saurait être considéré comme ayant un caractère permanent. Il est, en effet, désirable que les ressortissants de l'Amérique latine soient admis comme membres permanents, afin qu'un de ces ressortissants se trouve dans chaque Section du Secrétariat.

« 5. Afin d'accélérer le plus possible l'exécution ci-dessus indiqué, le Secrétaire général aura la faculté de remplacer, à leur expiration et même avant, les contrats des fonctionnaires du Bureau de l'Amérique latine, par des contrats de membres permanents de section, en se servant, à cet effet, des fonds alloués au Bureau de l'Amérique latine, ou, si le Bureau cesse de fonctionner, d'un crédit spécial du même montant qui serait affecté aux fins ci-dessus indiquées. »

Les résolutions sont adoptées.

Rapport de la Commission de l'Ordre du Jour sur le projet de résolution relatif à la propagande universitaire scolaire en faveur de la Société des Nations.

Le PRÉSIDENT annonce que la Commission de l'Ordre du jour a proposé que la résolution soumise par M. Fernandez y Medina, délégué de l'Uruguay, à la vingt-et-unième séance plénière de l'Assemblée soit renvoyée à la sixième Assemblée. (*Journal* No 25, p. 313.)

L'Assemblée adopte la résolution suivante:

« L'Assemblée décide d'inscrire à son ordre du jour et de renvoyer à la sixième Assemblée la proposition de la délégation de l'Uruguay tendant à recommander au Conseil de charger la Commission de Coopération intellectuelle d'inviter les maîtres de l'enseignement à tous les degrés à collaborer à l'œuvre de la Société des Nations et à préparer et faire distribuer dans tous les milieux scolaires des textes mettant la jeunesse au courant des buts de la Société. »

Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs sur la représentation de la République Dominicaine.

M. de AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba) annonce que la Commission de vérification des pouvoirs a examiné les pouvoirs de M. Jacinto de Castro, l'accréditant en tant que délégué de la République Dominicaine auprès de la cinquième Assemblée de la Société des Nations et les a trouvés dûment établis.

Le PRÉSIDENT invite le délégué de Saint-Domingue à prendre place parmi les délégués à l'Assemblée.

M. Jacinto de CASTRO (République Dominicaine) déclare que son pays, maintenant qu'il a reconquis son autonomie, considère comme son premier devoir, international, de prendre place au milieu des membres de la Société des Nations.

Son pays désire ainsi exprimer le désir de demeurer désormais un Etat souverain et en même temps d'affirmer son attachement aux principes du droit et de la justice, lesquels, quand ils seront acceptés par toutes les nations, seront en mesure d'établir la paix du monde sur une base solide. En agissant ainsi, son gouvernement a été inspiré par la doctrine politique de son pays, dont la constitution incarne le principe même de l'arbitrage, en le faisant intervenir pour la solution régulière des problèmes internationaux. La République Dominicaine a la ferme intention d'exécuter ses obligations internationales, et de se soumettre aux règlements établis par la Société des Nations au sujet des armements militaires navals et aériens de ses membres.

Il désire exprimer au Conseil et à l'Assemblée la profonde gratitude ressentie par le peuple de la République Dominicaine pour l'empressement cordial qu'a rencontré la requête de son Gouvernement.

Budget pour 1925.

M. ZUMETA, Vice-Président de la quatrième Commission et M. VASCONCELLOS, rapporteur, montent à la tribune.

« 3. The Secretary-General shall, when vacancies occur in the general services of the Secretariat, endeavour to secure more appropriate representation for the Latin-American States, provided always that the candidates for these posts possess the necessary qualifications.

« 4. It is understood that the Latin-American Bureau, which was constituted in order to meet particular exigencies must not be regarded as a permanent organisation. It is desirable that nationals of Latin-American countries should be admitted as permanent members in such a way that one of these nationals shall be appointed in each section of the Secretariat.

« 5. In order that the above scheme may be carried out as rapidly as possible, the Secretary-General shall have power to substitute, upon their expiration or even previously, for the contracts of officials of the Latin-American Bureau contracts as permanent Members of Section, utilising for this purpose the funds allocated to the Latin-American Bureau, or, if the Bureau cease to exist, a special credit to the same amount, which shall be duly allocated. »

The resolutions were adopted.

Report of the Agenda Committee of the Draft Resolution concerning Educational Propaganda on behalf of the League of Nations.

The PRESIDENT announced that the Agenda Committee had proposed that the resolution submitted by M. Fernandez y Medina, delegate of Uruguay, at the twenty-first plenary meeting of the Assembly should be referred to the sixth Assembly. (*Journal* No. 25, p. 313.)

The Assembly adopted the following resolution:

« The Assembly decides to place on its agenda and to refer to the sixth Assembly the proposal of the Uruguayan delegation that the Council should be requested to instruct the Committee on Intellectual Co-operation to invite all teachers and professors to collaborate in the work of the League by preparing and distributing to all scholastic institutions literature instructing the young in the aims of the League. »

Report of the Committee on Credentials on the Representation of the Dominican Republic.

M. de AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba) announced that the Committee on Credentials had examined the credentials of M. Jacinto de Castro as accredited delegate of the Dominican Republic to the fifth Assembly of the League of Nations, and had found them to be in order.

The PRESIDENT invited the delegate of San Domingo to take his place among the delegates to the Assembly.

M. Jacinto de CASTRO (Dominican Republic) said that his country, now its autonomy had been restored, considered that its first international duty was to take its place as a Member of the League of Nations.

It thus expressed its desire to remain henceforth a sovereign State, and, at the same time, affirmed its attachment to the principles of right and justice which, when once accepted by all nations, would establish the peace of the world on a solid basis. In acting thus, his Government was inspired by the political doctrine of his country, whose constitution embodied the principle of arbitration for the solution of international conflicts and disputes. The Dominican Republic had the firm intention of carrying out its international obligations and of submitting to the regulations established by the League of Nations in regard to the military, naval and air forces and armaments of its Members.

He desired to express to the Council and to the Assembly the deep gratitude of the people of the Dominican Republic for the promptness and cordiality with which the request of his Government had been received.

Budget for 1925.

M. ZUMETA, Vice-Chairman of the Fourth Committee, and M. VASCONCELLOS, rapporteur, came to the platform.

M. VASCONCELLOS (Portugal) résume son rapport (A. 129) et présente les projets de résolutions suivants :

« 1. L'Assemblée de la Société des Nations, en vertu de l'article 38 du Règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations, arrête définitivement les comptes vérifiés de la Société des Nations pour le cinquième exercice financier, clos le 31 décembre 1923.

« 2. L'Assemblée, en vertu de l'article 17 du Règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations :

« Arrête, pour l'exercice 1925, le budget général de la Société des Nations, du Secrétariat et des organisations spéciales de la Société, de l'Organisation internationale du Travail et de la Cour permanente de Justice internationale s'élevant, y compris les crédits supplémentaires, à la somme totale de 22.658.138 francs-or ;

« Et décide que les budgets précités seront publiés dans le *Journal Officiel*.

« 3. L'Assemblée adopte, dans la mesure où elles ont été approuvées par la quatrième Commission, les conclusions des différents rapports de la Commission de contrôle qui ont été soumis à son examen en même temps qu'elle lui adresse le témoignage de sa reconnaissance pour ses éminents services.

« 4. L'Assemblée adopte les conclusions du rapport de la quatrième Commission. »

« 5. L'Assemblée décide de charger la Commission de Répartition des dépenses de fixer le nombre d'unités à attribuer à la République Dominicaine, et de joindre, dans le travail de mise au point du barème de 1925 qu'elle a été chargée d'accomplir, ledit nombre d'unités aux 35 unités provenant de la contribution de la République Argentine. »

Les résolutions sont adoptées.

III. DOUZIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

La première Commission a tenu sa douzième séance le 28 septembre à 16 h. sous la présidence de Sir Littleton GROOM (Australie).

La Commission reprend la suite de la discussion du rapport de M. Politis (Grèce).

Le rapporteur donne lecture de la rédaction de la page 12 qui tient compte des observations du Comte Apponyi et de M. Burckhardt à la séance précédente; la résolution en est adoptée. Successivement toutes les parties du Rapport sont approuvées avec certains amendements y apportés au cours de la discussion, l'ensemble en est adopté sous réserve des modifications qui pourraient devenir nécessaires par suite des amendements introduits dans le Protocole.

La Commission reprend ensuite l'examen du Protocole dont les articles 5 et 6 avaient été réservés.

L'article 5 est adopté.

Sur l'article 6, le Délégué du JAPON expose que n'ayant pu consentir à une transaction, aucune solution n'a encore été apportée à la Commission; en conséquence il lit une déclaration par laquelle il maintient son amendement suppressif dans le N° 1 de l'article 6 du Protocole et prie la Commission d'adopter son amendement.

Différents membres prennent la parole sur cette déclaration pour l'appuyer ou la réfuter et après un échange d'observations, le Délégué de la FRANCE propose de la renvoyer à la Sous-Commission à laquelle serait adjoint le Président de la Commission. Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 22 heures.

IV. ADJONCTIONS A LA LISTE DES DÉLÉGUÉS

*Délégué de la République Dominicaine: M. Jacinto R. de CASTRO.
Secrétaire: M. Manuel S. GAUTIER.*

M. VASCONCELLOS (Portugal) summarised his report (A.129) and presented the following draft resolutions :

"1. The Assembly of the League of Nations, in virtue of Article 38 of the Regulations for the Financial Administration of the League, finally approves the audited accounts of the League for the fifth financial period, ending December 31st, 1923.

"2. The Assembly, in virtue of Article 17 of the Regulations for the Financial Administration of the League :

"Approves, for the financial year 1925, the general budget of the League, of the Secretariat and of the special organisations of the League, of the International Labour Organisation and of the Permanent Court of International Justice, the total amount of which, including supplementary credits, is 22,658,138 gold francs;

"And decides that the said budgets shall be published in the *Official Journal*.

"3. The Assembly adopts, in so far as they have been approved by the Fourth Committee, the conclusions of the various reports of the Supervisory Commission submitted to its consideration, and at the same time expresses to the Supervisory Commission its thanks for the service it has so well rendered.

"4. The Assembly adopts the conclusions of the report of the Fourth Committee."

"5. The Assembly requests the Committee on the Allocation of Expenses to determine the number of units to be allotted to the Dominican Republic and, when carrying out its task of making the final adjustments in the scale for 1925, to add the number of units thus allotted to those rendered available by the contribution of the Argentine Republic."

The resolutions were adopted.

III. TWELFTH MEETING OF THE FIRST COMMITTEE

The twelfth meeting of the First Committee was held at 4 p.m. on Sunday, September 28th, under the chairmanship of Sir Littleton GROOM (Australia).

The Committee resumed the discussion of the report of M. Politis (Greece).

The rapporteur read a draft of page 12 of the report, which took account of the observations submitted by Count Apponyi and M. Burckhardt at the previous meeting.

The draft text was adopted.

All the parts of the report were successively approved with certain amendments introduced during the discussion, and the report was adopted as a whole subject to amendments which might become necessary owing to amendments introduced into the Protocol.

The Committee then resumed the examination of the Protocol, Articles 5 and 6 of which had been reserved.

Article 5 was adopted.

The delegate of JAPAN, referring to Article 6, explained that as he had been unable to agree to a compromise, no solution had yet been submitted to the Committee. He therefore read a declaration maintaining his amendment in regard to paragraph 1 of Article 6 of the protocol, and begged the Committee to adopt his amendment.

Various members spoke both in favour of this amendment and against it, and after an exchange of views, the Delegate of FRANCE proposed to refer the amendment to the Sub-Committee, to which, for the purpose of this discussion, the Chairman of the First Committee should be added.

This proposal was adopted and the meeting rose at 10 p.m.

IV. ADDITIONS TO THE LIST OF DELEGATES

*Delegate of the Dominican Republic: M. Jacinto R. de CASTRO.
Secretary: M. Manuel S. GAUTIER.*

V. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE.

- Compte-rendu provisoire: vingt-deuxième séance.
Compte-rendu provisoire: vingt-troisième séance.
- A. 2(2) Budget pour le septième exercice (1925) présenté par la quatrième Commission à la cinquième Assemblée. 1^{re} partie.
- A. 2(a)(2) Budget pour le septième exercice (1925) présenté par la quatrième Commission à la cinquième Assemblée. 2^{me} partie.
- A. 2(b)(2) Budget pour le septième exercice (1925) présenté par la quatrième Commission à la cinquième Assemblée. 3^{me} partie.
- A. 122(1) Réduction des armements. Rapport de la troisième Commission à la cinquième Assemblée. Co-ordination des travaux de la Commission temporaire mixte pour la réduction des armements et de la Commission permanente consultative pour les questions militaires, navales et aériennes.
- A. 123 Protocole relatif à un amendement à l'article 16, premier alinéa, du Pacte, adopté par la cinquième Assemblée, le 27 septembre 1924.
- A. 124 Réclamation du Gouvernement de Panama concernant ses contributions antérieures à 1923. Résolution adoptée par l'Assemblée le 26 septembre 1924.
- A. 125 Contributions arriérées. Résolutions adoptées par l'Assemblée, le 26 septembre 1924.
- A. 127 Protection de l'enfance. Résolutions adoptées par l'Assemblée, le 26 septembre 1924.
- A. 129 Questions financières. Rapport présenté par la quatrième Commission à la cinquième Assemblée.
- A. 130 Admission de nouveaux membres dans la Société des Nations. République Dominicaine. Rapport présenté par la sixième Commission à la cinquième Assemblée.
- A. 131 Amendements à l'article 16 du Pacte. Résolution adoptée par l'Assemblée le 27 septembre 1924.
- A. 133 Réduction des armements. Résolutions adoptées par l'Assemblée, le 27 septembre 1924.
- A. 134 Fondation d'un Institut international pour l'unification du droit privé (offre du Gouvernement italien). Projet de résolution présenté à l'Assemblée au nom de la deuxième Commission.

V. DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY.

- Provisional Verbatim Record: twenty-second meeting.
Provisional Verbatim Record: twenty-third meeting.
- A. 2(2) Budget for the Seventh Financial Period (1925) submitted by the Fourth Committee to the Fifth Assembly. Part I.
- A. 2(a)(2) Budget for the Seventh Financial Period (1925) submitted by the Fourth Committee to the Fifth Assembly. Part II.
- A. 2(b)(2) Budget for the Seventh Financial Period (1925) submitted by the Fourth Committee to the Fifth Assembly. Part III.
- A. 122(1) Reduction of Armaments. Report of the Third Committee to the Fifth Assembly. Co-ordination of the work of the Temporary Mixed Commission for the Reduction of Armaments and the Permanent Advisory Commission for Military, Naval and Air Questions.
- A. 123 Protocol of an amendment to Article 16, first paragraph, of the Covenant, adopted by the Fifth Assembly on September 27th, 1924.
- A. 124 Claim of the Government of Panama concerning its contributions prior to 1923. Resolution adopted by the Assembly on September 26th, 1924.
- A. 125 Contributions in arrears. Resolutions adopted by the Assembly on September 26th, 1924.
- A. 127 Protection of Children. Resolution, adopted by the Assembly on September 26th, 1924.
- A. 129 Financial Questions. Report by the Fourth Committee to the Fifth Assembly.
- A. 130 Admission of new Members to the League of Nations. Dominican Republic. Report by the Sixth Committee to the Fifth Assembly.
- A. 131 Amendments to Article 16 of the Covenant. Resolution adopted by the Assembly on September 27th, 1924.
- A. 133 Reduction of armaments. Resolutions adopted by the Assembly on September 27th, 1924.
- A. 134 Foundation of an International Institute for the Unification of Private Law (Offer of the Italian Government). Draft resolution of the Second Committee to the Fifth Assembly.

RÉSUMÉ MENSUEL

DES TRAVAUX
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le *Résumé mensuel* des travaux de la Société des Nations fournit chaque mois un tableau général de l'activité de la Société des Nations. Il est en vente aux prix suivants :

Abonnement annuel.....	Argent suisse Fr. 5.—
Prix du numéro	» 0.50

SOCIÉTÉ DES NATIONS

JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal Officiel* paraît, depuis janvier 1922, en deux éditions (l'une en français et l'autre en anglais); il contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et des résolutions adoptés par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

Abonnement annuel, 1924	Argent suisse Fr. 60.—
(Le prix des numéros isolés varie selon leur étendue.)	

1 ^{re} année, 1920, Nos 1-8	» 15.—
2 ^{me} » 1921, » 1-12	» 15.—
3 ^{me} » 1922, » 1-12	» 60.—
4 ^{me} » 1923, » 1-12	» 60.—

SUPPLÉMENTS SPÉCIAUX

DU

JOURNAL OFFICIEL

N ^o hors série. Résolutions adoptées par l'Assemblée au cours de sa première session	Argent suisse Fr. 2.—
N ^o 1. Correspondance concernant la question des îles d'Åland	» 1,25
N ^o 2. Avant-projet pour l'Institution de la Cour permanente de Justice internationale	» 1,25
N ^o 3. Question des îles d'Åland. Rapport de la Commission internationale de Juristes	» 1,25
N ^o 4. Documents relatifs au différend entre la Pologne et la Lituanie	» 9.—
N ^o 5. Résolutions adoptées par le Conseil de la Société des Nations au cours de sa treizième session, Genève, 17-28 juin 1921	» 1,50
N ^o 6. Résolutions et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa deuxième session (du 5 septembre au 5 octobre 1921)	» 2.—
N ^o 7. Constitution de la Ville libre de Dantzig	» 3,50
N ^o 8. Index des Procès-Verbaux des Sessions du Conseil de l'année 1921	» 5.—
N ^o 9. Résolution et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa troisième session	» 2.—
N ^o 10. Index du <i>Journal Officiel</i> pour les années 1920 et 1921 (1 ^{re} et 2 ^{me} années)	» 9.—
N ^o 11. Résolution et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa quatrième session	» 3.—
N ^o 12. Index du <i>Journal Officiel</i> pour l'année 1922	» 5.—
N ^{os} 13-19. Actes de la Quatrième Assemblée (six volumes)	» 50.—

THE MONTHLY SUMMARY

OF THE
LEAGUE OF NATIONS

The *Monthly Summary* of the League of Nations is a record of the proceedings of all League meetings, and provides in general form a regular account of League activities. It is on sale at the following prices :

Annual subscription	5/-	\$1	5 Swiss frs.
Single numbers	6d.	10 cts.	50 centimes.

LEAGUE OF NATIONS

OFFICIAL JOURNAL

The *Official Journal*, which is published (since January 1922) in separate editions in English and French, contains the complete Minutes of the Sessions of the Council of the League of Nations, the text of the Reports and Resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Annual subscription, 1924	£2 10s.	\$12.00
(The prices of the separate numbers vary according to size.)		
1st Year, 1920, Nos. 1-8	15/-	\$3.00
2nd » 1921, » 1-12	15/-	\$3.00
3rd » 1922, » 1-12	£3	\$12.00
4th » 1923, » 1-12	£2/10	\$12.00

SPECIAL SUPPLEMENTS

TO THE

OFFICIAL JOURNAL

Unnumbered. Resolutions adopted by the Assembly during its First Session ..	2/-	\$0.40
No. 1. Correspondence concerning the Question of the Åland Islands	1/3	\$0.25
No. 2. Draft Scheme for the Institution of the Permanent Court of International Justice	1/3	\$0.25
No. 3. The Åland Islands Question. Report of the Committee of Jurists.	1/3	\$0.25
No. 4. Documents concerning the Dispute between Poland and Lithuania ..	9/-	\$1.80
No. 5. Resolutions adopted by the Council at its Thirteenth Session in Geneva, June 1921	1/6	\$0.30
No. 6. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Second Session (September 5th to October 5th, 1921)	2/-	\$0.40
No. 7. Constitution of the Free City of Danzig	3/6	\$0.70
No. 8. Index to the Minutes of the Sessions of Council during 1921	5/-	\$1.00
No. 9. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Third Session	2/-	\$0.40
No. 10. Index to the <i>Official Journal</i> for the years 1920 and 1921 (first and second years) ..	7/6	\$1.80
No. 11. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Fourth Session	2/6	\$0.60
No. 12. Index to the <i>Official Journal</i> for the year 1922	4/-	\$1.00
No. 13-19. Records of the Fourth Assembly (six volumes)	£2	\$10.00

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Liste des Dépositaires
des Publications de la Société des Nations.

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AYRES.
- AUSTRALIE**
Australasian Publishing Co. Ltd., 229 Clarence Street, SYDNEY.
- AUTRICHE et ALLEMAGNE**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz, 5, VIENNE.
- BELGIQUE**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE**
Flores, San Roman y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRESIL**
Livraría F. Briguiet & Cia, 23, rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.
- BULGARIE**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. « Tsar Osvo-
boditel » No 4a, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell and Co. Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA-RICA**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.
- DANEMARK**
V. Pios Boghandel-Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.
- EQUATEUR**
Victor Janer, QUAYAQUIL.
- ESPAGNE**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- ETATS-UNIS**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- FINLANDE**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain,
Paris (VI^e).
- GRANDE-BRETAGNE**
DOMINIONS et COLONIES
Constable & Co. Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W. C., 2.
- GRÈCE**
Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Consti-
tution, ATHÈNES.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Librería Cervantès, 10a, Calle Oriente No. 5,
GUATEMALA.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- HONGRIE**
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST
IV, KER.
- INDES**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS et CALCUTTA.
- ITALIE**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi
Tori-Sanchome, TOKIO.
- MEXIQUE**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- NORVEGE**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Librería I. Preclado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PAYS-BAS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PÉROU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- ROUMANIE**
« Cartea Romaneasca » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**
Librería Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- BASSIN DE LA SARRÉ**
Librairie Marguet 74, Bahnhofstrasse, SARREBRUCK.
- ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES**
Librairie Française Henri Soubre 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SUEDE**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX,
NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE**
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY**
Librería Maximino García, Calle Sarandí 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser :

Service des Publications, Société des Nations,
GENÈVE (Suisse).

LEAGUE OF NATIONS

Authorised Agents
for the Publications of the League of Nations.

- ARGENTINE**
Librería « El Ateneo », Calle Florida 371, BUENOS AYRES.
- AUSTRALIA**
Australasian Publishing Co., Ltd., 229, Clarence Street, SYDNEY
- AUSTRIA and GERMANY**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz, 5, VIENNA.
- BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil,
BRUSSELS.
- BOLIVIA**
Flores, San Roman y Cia., Librería « Renacimiento », LA PAZ.
- BRAZIL**
Livraría F. Briguiet & Cia, 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIA**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. « Tsar Osvo-
boditel » No 4a, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell & Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA RICA**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- DENMARK**
V. Pios Boghandel—Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.
- ECUADOR**
Victor Janer, QUAYAQUIL.
- FINLAND**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain,
Paris (VI^e).
- GREAT BRITAIN,**
DOMINIONS and COLONIES
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W. C. 2.
- GREECE**
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitu-
tion, ATHENS.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Librería Cervantès, 10a, Calle Oriente, No. 5,
GUATEMALA.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HUNGARY**
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Bros.), Kossuth Lajos Utca 7 SZ. BUDAPEST,
IV, KER.
- INDIA**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS and CALCUTTA.
- ITALY**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPAN**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi
Tori-Sanchome, TOKIO.
- MEXICO**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE
HAAG.
- NICARAGUA**
Librería Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Librería I. Preclado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PERU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLAND**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.
- ROUMANIA**
« Cartea Romaneasca » 3-5, Boul. Academiei, BUCHAREST.
- SAAR BASIN**
Librairie Marguet, 74, Bahnhofstrasse, SAARBRUCK.
- SALVADOR**
Librería Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES**
Librairie Française Henri Soubre, 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SPAIN**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX,
NEUCHÂTEL, BERNE.
- UNITED STATES**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, M. S.
- URUGUAY**
Librería Maximino García, Calle Sarandí 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries, apply:

Publication Department, League of Nations,
GENÈVE (Switzerland).

JOURNAL

DE LA
CINQUIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1924

OF THE
FIFTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1924

N° 27. — MERCREDI 1^{er} OCTOBRE 1924.

No. 27. — WEDNESDAY, OCTOBER 1st, 1924.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 132, au Secrétariat.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

AMENDEMENT A L'ARTICLE 16 DU PACTE

Le Protocole portant amendement à l'article 16 du Pacte, adopté le 27 septembre 1924 par la cinquième Assemblée de la Société des Nations, est ouvert à la signature des représentants des Membres de la Société au Bureau 68 du Secrétariat.

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	321
II. Vingt-quatrième séance plénière de l'Assemblée	322
III. Treizième séance de la première Commission	324
IV. Ratifications des conventions	324
V. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée	325
VI. Réduction des Armements : Projet de Protocole	325

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Séances plénières de l'Assemblée.

Le PRÉSIDENT de l'Assemblée fait connaître qu'en raison des délais nécessaires à l'impression des rapports, la séance plénière dont il avait laissé prévoir la convocation pour aujourd'hui (mercredi, 1^{er} octobre) à 10 h. du matin, à la Salle de la Réformation, ne s'ouvrira qu'à 10 h. 30.

Il y aura deux séances plénières, une à 10 h. 30, et l'autre à 15 h. 30.

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 132 at the offices of the Secretariat).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

AMENDMENT TO ARTICLE 16 OF THE COVENANT

The Protocol containing the amendment to Article 16 of the Covenant, adopted on September 27th, 1924, by the Fifth Assembly of the League of Nations, is open for the signature of representatives of the Members of the League in Room 68 of the Secretariat.

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	321
II. Twenty-fourth Plenary Meeting of the Assembly	322
III. Thirteenth Meeting of the First Committee	324
IV. Ratifications of Conventions	324
V. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	325
VI. Reduction of Armaments : Draft Protocol	325

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Plenary Meetings of the Assembly.

The PRESIDENT of the Assembly announces that, owing to the delays necessary for the printing of the reports to be submitted this morning, the plenary meeting which he had intended to convene to-day (Wednesday, October 1st) at 10 a.m. will meet at 10.30 a.m. at the Salle de la Réformation.

There will be two plenary meetings to-day, one at 10.30 a.m. and the other at 3.30 p.m.

Ordre du jour :

I. Arbitrage, sécurité et réduction des armements.

Protocole sur le règlement pacifique des Différends internationaux. (Résolution adoptée par l'Assemblée dans sa séance du 6 septembre 1924.)

Projets de résolutions et propositions des Commissions N° 1 et N° 3.

Rapport de la première Commission.

Rapporteur: S.E. M. POLITIS, délégué de la Grèce.

Rapport de la troisième Commission.

Rapporteur: S.E. M. BENES, délégué de la Tchécoslovaquie.

Séance du matin, 10 h. 30.

Exposés des rapporteurs.

Séance de l'après-midi, 3 h. 30.

Discussion générale.

Commission d'hygiène.

La Commission d'hygiène se réunira aujourd'hui (mercredi 1^{er} octobre), à 10 h., aux bureaux du Secrétariat (Salle E).

II. VINGT-QUATRIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenu à la Salle de la Réformation, le mardi 30 septembre 1924, à 11 h. du matin.

Création d'un Institut international pour l'unification du droit privé (Offre du gouvernement italien).

M. GARAY, Président de la deuxième Commission, et le Professeur Gilbert MURRAY, rapporteur, montent à la tribune.

Le Professeur Gilbert MURRAY (Empire britannique) présente la résolution suivante:

« L'Assemblée exprime sa profonde reconnaissance au Gouvernement italien pour l'offre généreuse de fonder à Rome un Institut international pour l'unification ou l'harmonisation et la coordination du droit privé, sous la direction de la Société des Nations.

« L'Assemblée, rappelant les termes de sa résolution du 23 septembre 1924, relative à la fondation de l'Institut international de coopération intellectuelle, invite le Conseil à accepter cette offre au nom de la Société, et, dans son désir de souligner le caractère international que cet Institut devrait posséder en ce qui concerne le programme de ses travaux et le choix de son personnel, d'accord avec les intentions du Gouvernement italien,

« Décide :

« a) Les pouvoirs et les fonctions du nouvel Institut et la constitution de son Conseil d'administration et de son Comité de direction seront déterminés par le Conseil de la Société des Nations, d'accord avec le Gouvernement italien;

« b) Le Conseil de la Société des Nations est invité à conclure avec le Gouvernement italien, après consultation des organisations compétentes (notamment du Comité d'experts prévu dans la résolution de la cinquième Assemblée du 19 septembre 1924 de la Commission de coopération intellectuelle et des organisations techniques de la Société des Nations) tous accords nécessaires pour assurer l'organisation, l'existence et le fonctionnement normal de l'Institut. Conformément au désir du Gouvernement italien, les principes généraux à incorporer aux accords de cette nature seront analogues à ceux qui ont été établis par rapport à l'Institut de coopération intellectuelle qui doit être créé à Paris. « On aura soin d'éviter, par voie de consultation, tous doubles emplois. »

Il fait remarquer qu'aux termes de cette résolution le Conseil sera invité à s'entendre avec la Commission d'experts dont il fait mention dans la résolution de l'Assemblée en date

Agenda :

I. Arbitration, Security and the Reduction of Armaments.

Protocol regarding the Peaceful Settlement of International Disputes. (Resolution adopted by the Assembly at its meeting of September 6th, 1924.)

Draft Resolutions and Proposals of the First and Third Committees.

Report of the First Committee.

Rapporteur: H.E. M. POLITIS, delegate of Greece.

Report of the Third Committee.

Rapporteur: H.E. M. BENES, delegate of Czechoslovakia.

Morning Meeting, held at 10.30.

Statements of the Rapporteurs.

Afternoon Meeting, held at 3.30.

General Discussion.

Health Committee.

The Health Committee will meet to-day (Wednesday, October 1st) at 10 a.m. in the offices of the Secretariat (Room E).

II. TWENTY-FOURTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation on September 30th, 1924, at 11 a.m.

Foundation of an International Institute for the Unification of Private Law (Offer of the Italian Government).

M. GARAY, Chairman of the Second Committee, and Professor Gilbert MURRAY, rapporteur, came to the platform.

Professor Gilbert MURRAY (British Empire) submitted the following resolution:

« The Assembly expresses its deepest gratitude to the Italian Government for its generous offer to found an International Institute for the Unification or the Assimilation and Co-ordination of Private Law, under the direction of the League of Nations.

« The Assembly, recalling the terms of its resolution dated September 23rd, 1924, with regard to the International Institute for Intellectual Co-operation, invites the Council to accept this present offer, in the name of the League of Nations, and, being desirous of emphasising the international character which this Institute should possess, both as regards the programme of its work and the choice of its staff, in accordance with the intention of the Italian Government:

« (a) Resolves that the powers and duties of the new Institute and the constitution of its Governing Body and Committee of Directors shall be defined by the Council of the League of Nations in agreement with the Italian Government;

« (b) Invites the Council of the League of Nations, after consultation with the competent organs (including the Committee of Experts contemplated in the resolution of the Fifth Assembly dated September 19th, 1924, the Committee on Intellectual Co-operation and the Technical Organisations of the League of Nations), to conclude with the Italian Government all agreements necessary to ensure the establishment, continuity and proper working of the Institute. In accordance with the desire of the Italian Government, the general principles to be embodied in such agreements shall be analogous to those laid down in connection with the International Institute for Intellectual Co-operation which is to be established in Paris.

« Care shall be taken, by means of consultation, to avoid all overlapping. »

He pointed out that the Council would be invited to consult the Committee of Experts appointed under the resolution of the Assembly of September 19th, with the Committee on

du 19 septembre, avec la Commission de coopération intellectuelle et les organisations techniques de la Société.

Il sera en outre nécessaire que la nouvelle institution évite de faire double emploi avec les autres institutions déjà existantes.

M. de PALACIOS (Espagne) déclare que l'Italie vient de suivre l'exemple de la France, qui a fondé un institut de coopération intellectuelle. Ces deux grands représentants de la civilisation latine, en contribuant d'une manière si réelle à la coopération viennent de faire accomplir à la cause de la paix un progrès considérable.

L'Espagne, qui, elle-même, a fait beaucoup déjà pour la coopération intellectuelle, en envoyant des professeurs en France et en Amérique et en recevant des professeurs étrangers félicite ses sœurs, la France et l'Italie, ainsi que la Société des Nations, de la création de ces institutions.

M. ANDREADÈS (Grèce) rend hommage à l'initiative du gouvernement italien et rappelle les biens juridiques qui unissent la Grèce antique avec Rome. De récentes découvertes viennent d'établir que l'œuvre d'unification du droit romain entreprise par Justinien, se ramène surtout à l'unification du droit privé romain avec le droit privé en vigueur dans les cités et royaumes grecs de l'Orient.

Il désire rendre spécialement hommage à M. Scialoja qui porte un nom illustre dans les annales des sciences économiques, et qui vient de même de ses rendre célèbre dans les sciences juridiques. C'est à lui qu'on doit en réalité la proposition qui vient d'être faite pour l'unification du droit privé. Le gouvernement italien a contribué efficacement à l'institution de deux commissions dont l'une a travaillé à Paris et comprenait parmi ses membres un représentant de la Grèce.

La raison pour laquelle il existe de grandes différences dans le droit privé des différentes nations réside dans la différence même des traditions et des coutumes ainsi que dans les différences économiques et morales. L'œuvre de codification du droit sera non seulement fort désirable, mais encore très difficile et c'est une raison pour laquelle l'Assemblée doit être reconnaissante à l'Italie de l'initiative qu'elle vient de prendre.

L'Assemblée adopte cette résolution.

Pension pour le personnel de la Cour permanente de Justice internationale.

M. ZUMETA, Vice-Président de la quatrième Commission, et M. Barboza CARNEIRO, rapporteur, montent à la tribune.

M. Barboza CARNEIRO (Brésil) fait un résumé des mesures prises en vue de l'exécution du dernier paragraphe de l'article 32 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, qui prévoit que l'Assemblée de la Société des Nations adoptera sur la proposition du Conseil, un règlement spécial déterminant quelles seront les conditions dans lesquelles les retraites seront accordées au personnel de la Cour.

La Commission de contrôle a soumis au Conseil un projet de règlement que la quatrième Commission a chargé une sous-commission d'étudier avec soin.

La quatrième Commission a jugé souhaitable de modifier ce règlement sous certains rapports.

Ce règlement n'apporterait des avantages qu'aux juges titulaires et au greffier. Il est juste d'accorder une pension à un juge titulaire, parce que celui-ci aura été obligé, en vue d'accepter des fonctions à la Cour, de renoncer à sa carrière antérieure et aux avantages qu'elle comportait. Le même argument peut être invoqué en faveur des juges suppléants auxquels ne s'appliquent pas les règles très sévères relatives à l'incompatibilité qui figurent aux articles 16 et 17 du statut de la Cour permanente.

Il fait ensuite un résumé succinct des articles de ce règlement et prie l'Assemblée d'approuver les conclusions de la quatrième Commission.

Le projet de règlement de la quatrième Commission est adopté.

Intellectual Co-operation and with the Technical Organisations of the League.

It was very necessary that the new institution should avoid overlapping with the work of other institutions already in existence.

M. de PALACIOS (Spain) said that Italy had now followed the example set by France, which had founded an Institute for Intellectual Co-operation. These two great representatives of Latin civilisation, by contributing in so concrete a manner to intellectual co-operation, had advanced in no small measure the peace of the world. Spain, which had done much for intellectual co-operation by sending her professors to France and America and by receiving foreign professors, congratulated her sisters France and Italy, and also the League of Nations, on these new institutions.

M. ANDREADÈS (Greece) paid a tribute to the initiative of the Italian Government and referred to the legal bonds which had united Rome and Greece in antiquity. Recent discoveries had proved that Justinian's work of unifying Roman law had amounted to a unification of Roman private law with the private law that existed at that epoch in the Greek cities of the East.

He wished to pay a special tribute to M. Scialoja, who was the bearer of an illustrious name in the field of economic sciences, and who had now made himself famous in the field of legal sciences. It was in reality due to him that the proposal for the unification of private law had been made. The Italian Government had been instrumental in the constitution of two committees, one of which had worked in Paris and had included a representative of Greece among its members.

The reason for the great differences which existed in private law among the various nations was due to differences of traditions and customs and to economic and moral differences existing between them. The work of codifying this law was not only highly desirable but very difficult, and for this reason the Assembly should be especially grateful to Italy for the initiative which it had taken.

The Assembly adopted the resolution.

Pensions for the Staff of the Permanent Court of International Justice.

M. ZUMETA, Vice-Chairman of the Fourth Committee, and M. Barboza CARNEIRO, rapporteur, came to the platform.

M. Barboza CARNEIRO (Brazil) summarised the measures which had been taken to carry out the last paragraph of Article 32 of the Statute of the Permanent Court of International Justice, which provides that the Assembly of the League of Nations shall, on the proposal of the Council, adopt special regulations fixing the conditions under which pensions shall be allotted to the personnel of the Court.

The Supervisory Commission had submitted a draft scheme to the Council, and the Fourth Committee has asked a sub-committee to make a careful study of this scheme. The Fourth Committee had thought it advisable to modify the scheme in certain particulars.

Under the scheme only titular judges and the registrar would benefit from the proposed scheme. The granting of a pension to a titular judge was justified by the fact that, in order to be a member of the Court, he had necessarily to abandon his previous career and his possibilities of advancement. The same argument could not be pleaded in favour of the deputy judges, for which the strict rules relating to incompatibility embodied in Articles 16 and 17 of the Statute of the Court did not apply.

He then briefly summarised the articles of the scheme and asked the Assembly to approve the conclusions of the Fourth Committee.

The draft scheme was adopted.

III. TREIZIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

La première Commission a tenu sa treizième séance hier (30 septembre), à 16 h 30, sous la présidence de Sir Littleton GROOM (Australie).

Le PRÉSIDENT annonce que la Commission est appelée à reprendre l'examen des articles 5 et 6 du Protocole précédemment renvoyé à la sous-commission.

Le RAPPORTEUR prend la parole pour annoncer que la difficulté qui s'était présentée sur ces textes a été aplanie à la satisfaction générale par l'insertion d'une phrase, dont il donne lecture, à l'ancien article 5, concernant la question de la compétence exclusive des Etats et par un remaniement en conséquence de l'article 6 (Doc. A.I.22.1924).

Ces additions, développe-t-il, n'enlèvent rien à la solidité du Protocole et aux garanties que les Etats espéraient trouver en lui, tout en donnant satisfaction à la délégation du Japon dans ce qu'il y avait de fondé et de juste dans ses desiderata.

Satisfaction a été également donnée aux observations de M. Osusky par l'addition d'un article spécial au Protocole rappelant la disposition fondamentale de l'article 15 du Pacte.

A la suite de cet exposé, le délégué du JAPON déclare qu'il accepte les deux textes formant l'objet du document ci-dessus, si toutes les délégations les acceptent.

Successivement, les délégués de la FRANCE, de l'EMPIRE BRITANNIQUE, de l'ITALIE, de l'AFRIQUE DU SUD, de l'ESPAGNE, du BRÉSIL, de la SUISSE, de la TCHÉCOSLOVAQUIE, apportent leur adhésion aux amendements proposés et leurs remerciements aux membres de la sous-commission pour le labeur auquel ils se sont livrés et le résultat obtenu.

Le PRÉSIDENT, en ajoutant ses félicitations à celles déjà exprimées, tient à marquer, comme l'avaient déjà observé divers délégués, que l'acceptation donnée par chaque délégation l'est sous réserve de l'acceptation des gouvernements respectifs, la plupart d'entre eux n'ayant pas encore eu même le temps d'être avisés de la solution intervenue.

Le Président consulte la Commission sur l'adoption des amendements proposés aux articles 5 et 6 du Protocole.

Les amendements sont adoptés.

Est adopté également l'amendement présenté sur la proposition de M. Osusky.

Le Comité de rédaction est autorisé à inscrire ces amendements au Protocole à leur place appropriée et le rapporteur à faire mention dans le rapport des explications et déclarations y relatives.

Le PRÉSIDENT déclare clos les travaux de la Première Commission.

IV. RATIFICATION DES CONVENTIONS.

M. le Dr R. V. CABALLERO, Chargé d'affaires du Paraguay à Paris a signé, le 29 septembre 1924:

1. Le Protocole relatif à l'amendement à l'article 393 du Traité de Versailles et aux articles correspondants des autres traités de paix, adopté par la quatrième Conférence internationale du Travail, le 2 novembre 1922.
2. La Convention internationale pour la simplification des formalités douanières et le Protocole y relatif (Genève, le 3 novembre 1923).
3. Le Protocole relatif aux clauses d'arbitrage (Genève, le 24 septembre 1923).

III. THIRTEENTH MEETING OF THE FIRST COMMITTEE

The First Committee held its thirteenth meeting at 4.30 p.m. yesterday (September 30th), under the chairmanship of Sir Littleton GROOM (Australia).

The CHAIRMAN asked the Committee to resume the examination of Articles 5 and 6 of the Protocol, which had been referred to the Sub-Committee.

The RAPPORTEUR announced that the difficulty which had arisen in regard to these texts had been successfully solved to the general satisfaction of all members of the Sub-Committee by the insertion of a sentence in Article 5 in regard to the exclusive competence of States and by a consequential re-drafting of Article 6 (Document A.I.22.1924).

These additions did not in any way impair the strength of the Protocol or of the guarantees which the States hoped to secure by means of the Protocol. At the same time, it satisfied the wishes of the Japanese delegation and met such of their objections as had been justly urged.

Satisfaction had also been given in respect of the observations of M. Osusky by the addition of a special article referring to the fundamental provisions of Article 15 of the Covenant.

The delegate of JAPAN, following the statement of the rapporteur, said that he accepted the two texts contained in the document before the Committee provided they were accepted by all the delegations.

The delegates of FRANCE, BRITISH EMPIRE, ITALY, SOUTH AFRICA, SPAIN, BRAZIL, SWITZERLAND, and CZECHOSLOVAKIA successively announced their adherence to the amendments proposed, and thanked the members of the Sub-Committee for their work and the results which had been obtained.

The CHAIRMAN, adding his congratulations to those already conveyed, emphasised, as various delegates had already done, that the acceptance of these texts by each delegation was accorded subject to the approval of their respective Governments, the majority of which had not yet been informed of the solution reached.

The Chairman consulted the Committee as to the adoption of the amendments to Articles 5 and 6 of the Protocol.

The amendments were adopted.

The Committee also adopted the amendment presented on behalf of M. Osusky.

The Drafting Committee was authorised to insert these amendments in the Protocol in their appropriate places, and the rapporteur was asked to mention in his report the explanations and declarations which had been made in regard to them.

The CHAIRMAN declared the work of the Committee to be at an end.

IV. RATIFICATION OF CONVENTIONS.

Dr. R. V. CABALLERO, Chargé d'Affaires of Paraguay at Paris, signed on September 29th, 1924:

1. The Protocol of the Amendment to Article 393 of the Treaty of Versailles and to the corresponding Articles of the other Treaties of Peace adopted by the Fourth International Labour Conference (November 2nd, 1922).
2. The International Convention for the Simplification of Customs Formalities and the Protocol relating thereto (Geneva, November 3rd, 1923).
3. The Protocol on Arbitration Clauses (Geneva, September 24th, 1923).

V. LISTE DES DOCUMENTS
DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE

- Compte-rendu provisoire: Vingt-quatrième séance.
A. 105
Erratum Fédération internationale de secours mutuels aux populations frappées de calamités. Rapport de la cinquième Commission à la cinquième Assemblée.
A. 128 Frontière entre la Turquie et l'Irak. Correspondance entre les gouvernements britannique et turc.
A. 132
(Annexe) Projet de règlement régissant l'octroi de pensions aux Juges titulaires et au Greffier de la Cour Permanente de Justice internationale.
A. 134
Erratum Fondation d'un Institut international pour l'Unification du Droit privé. (Offre du gouvernement italien.)
A. 136 Questions financières. Résolutions adoptées par l'Assemblée dans sa séance du lundi, 29 septembre 1924.
A. 137 Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient. Résolution adoptée par l'Assemblée le 25 septembre 1924.
A. 138 Coopération intellectuelle. Enseignement dans les écoles des buts de la Société des Nations. Résolution adoptée par l'Assemblée le 29 septembre 1924.
A. 139 Réorganisation du Bureau de l'Amérique latine. Résolution adoptée par l'Assemblée le 29 septembre 1924.

VI. RÉDUCTION DES ARMEMENTS:
PROJET DE PROTOCOLE.

Des mesures ont été prises pour la distribution du texte du projet de Protocole en supplément au présent numéro du *Journal*.

V. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS
OF THE ASSEMBLY.

- Provisional Verbatim Record: Twenty-fourth meeting.
A. 105
Erratum International Federation for Mutual Assistance in the Relief of Peoples overtaken by Disaster. Report of the Fifth Committee to the Fifth Assembly.
A. 128 Frontier between Turkey and Iraq. Correspondence between the British and Turkish Governments.
A. 132
Annex Draft regulations regarding the granting of retiring pensions to ordinary Judges and to the Registrar of the Permanent Court of International Justice.
A. 134
Erratum Foundation of an International Institute for the Unification of Private Law (Offer of the Italian Government).
A. 136 Financial Questions. Resolutions adopted by the Assembly on September 29th, 1924.
A. 137 Protection of women and children in the Near East. Resolution adopted by the Assembly on September 25th, 1924.
A. 138 Intellectual Co-operation. Instruction in schools regarding the aims of the League. Resolution adopted by the Assembly on September 29th, 1924.
A. 139 Re-organisation of the Latin-American Bureau. Resolution adopted by the Assembly on September 29th, 1924.

VI. REDUCTION OF ARMAMENTS:
DRAFT PROTOCOL.

Arrangements have been made to distribute the text of the Draft Protocol as a supplement to the present issue of the *Journal*.

RÉSUMÉ MENSUEL

DES TRAVAUX
DE LA

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le *Résumé mensuel* des travaux de la Société des Nations fournit chaque mois un tableau général de l'activité de la Société des Nations. Il est en vente aux prix suivants :

Abonnement annuel.....	Argent suisse Fr. 5.—
Prix du numéro	» 0.50

SOCIÉTÉ DES NATIONS

JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal Officiel* paraît, depuis janvier 1922, en deux éditions (l'une en français et l'autre en anglais); il contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et des résolutions adoptés par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

Abonnement annuel, 1924	Argent suisse Fr. 60.—
(Le prix des numéros isolés varie selon leur étendue.)	

1 ^{re} année, 1920, Nos 1-8	» 15.—
2 ^{me} » 1921, » 1-12	» 15.—
3 ^{me} » 1922, » 1-12	» 60.—
4 ^{me} » 1923, » 1-12	» 60.—

SUPPLÉMENTS SPÉCIAUX

DU

JOURNAL OFFICIEL

N ^o hors série. Résolutions adoptées par l'Assemblée au cours de sa première session	Argent suisse Fr. 2.—
N ^o 1. Correspondance concernant la question des îles d'Åland	» 1,25
N ^o 2. Avant-projet pour l'Institution de la Cour permanente de Justice internationale	» 1,25
N ^o 3. Question des îles d'Åland. Rapport de la Commission internationale de Juristes	» 1,25
N ^o 4. Documents relatifs au différend entre la Pologne et la Lituanie	» 9.—
N ^o 5. Résolutions adoptées par le Conseil de la Société des Nations au cours de sa treizième session, Genève, 17-28 juin 1921	» 1,50
N ^o 6. Résolutions et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa deuxième session (du 5 septembre au 5 octobre 1921)	» 2.—
N ^o 7. Constitution de la Ville libre de Dantzig	» 3,50
N ^o 8. Index des Procès-Verbaux des Sessions du Conseil de l'année 1921	» 5.—
N ^o 9. Résolution et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa troisième session	» 2.—
N ^o 10. Index du <i>Journal Officiel</i> pour les années 1920 et 1921 (1 ^{re} et 2 ^{me} années)	» 9.—
N ^o 11. Résolution et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa quatrième session	» 3.—
N ^o 12. Index du <i>Journal Officiel</i> pour l'année 1922	» 5.—
N ^{os} 13-19. Actes de la Quatrième Assemblée (six volumes)	» 50.—

THE MONTHLY SUMMARY

OF THE

LEAGUE OF NATIONS

The *Monthly Summary* of the League of Nations is a record of the proceedings of all League meetings, and provides in general form a regular account of League activities. It is on sale at the following prices :

Annual subscription	5/-	\$1	5 Swiss frs.
Single numbers	6d.	10 cts.	50 centimes.

LEAGUE OF NATIONS

OFFICIAL JOURNAL

The *Official Journal*, which is published (since January 1922) in separate editions in English and French, contains the complete Minutes of the Sessions of the Council of the League of Nations, the text of the Reports and Resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Annual subscription, 1924	£2 10s.	\$12.00
(The prices of the separate numbers vary according to size.)		

1st Year, 1920, Nos. 1-8	15/-	\$3.00
2nd » 1921, » 1-12	15/-	\$3.00
3rd » 1922, » 1-12	£3	\$12.00
4th » 1923, » 1-12	£2/10	\$12.00

SPECIAL SUPPLEMENTS

TO THE

OFFICIAL JOURNAL

Unnumbered. Resolutions adopted by the Assembly during its First Session	2/-	\$0.40
No. 1. Correspondence concerning the Question of the Åland Islands	1/3	\$0.25
No. 2. Draft Scheme for the Institution of the Permanent Court of International Justice	1/3	\$0.25
No. 3. The Åland Islands Question. Report of the Committee of Jurists	1/3	\$0.25
No. 4. Documents concerning the Dispute between Poland and Lithuania	9/-	\$1.80
No. 5. Resolutions adopted by the Council at its Thirteenth Session in Geneva, June 1921	1/6	\$0.30
No. 6. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Second Session (September 5th to October 5th, 1921)	2/-	\$0.40
No. 7. Constitution of the Free City of Danzig	3/6	\$0.70
No. 8. Index to the Minutes of the Sessions of Council during 1921	5/-	\$1.00
No. 9. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Third Session	2/-	\$0.40
No. 10. Index to the <i>Official Journal</i> for the years 1920 and 1921 (first and second years)	7/6	\$1.80
No. 11. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Fourth Session	2/6	\$0.60
No. 12. Index to the <i>Official Journal</i> for the year 1922	4/-	\$1.00
No. 13-19. Records of the Fourth Assembly (six volumes)	£2	\$10.00

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Liste des Dépositaires
des Publications de la Société des Nations.

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AYRES.
- AUSTRALIE**
Australasian Publishing Co. Ltd., 229 Clarence Street, SYDNEY.
- AUTRICHE et ALLEMAGNE**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz, 5, VIENNE.
- BELGIQUE**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE**
Flores, San Roman y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRESIL**
Livreria F. Briguelet & Cia, 23, rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.
- BULGARIE**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. « Tsar Osvoboditel » No 4a, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell and Co, Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA-RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.
- DANEMARK**
V. Pios Boghandel-Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.
- EQUATEUR**
Victor Janer, QUAYAQUIL.
- ESPAGNE**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- ÉTATS-UNIS**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- FINLANDE**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).
- GRANDE-BRETAGNE,
DOMINIONS et COLONIES**
Constable & Co. Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W. C. 2.
- GRÈCE**
Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Constitution, ATHÈNES.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantès, 10a, Calle Oriente No. 5, GUATEMALA.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- HONGRIE**
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST IV, KER.
- INDES**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS et CALCUTTA.
- ITALIE**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- MEXIQUE**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- NORVEGE**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Libreria I. Preclado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PAYS-BAS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PÉROU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE**
Gebethner & Wolff, ulica Slaskiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- ROUMANIE**
« Cartea Romaneasca » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- BASSIN DE LA SARRE**
Librairie Marguet 74, Bahnhofstrasse, SARRERBRUCK.
- ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES**
Librairie Française Henri Soubre 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SUÈDE**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE**
Librairie F. Topič, 11 Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandí 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser :

Service des Publications, Société des Nations,
GENÈVE (Suisse).

LEAGUE OF NATIONS

Authorised Agents
for the Publications of the League of Nations.

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », Calle Florida 371, BUENOS AYRES.
- AUSTRALIA**
Australasian Publishing Co., Ltd., 229, Clarence Street, SYDNEY.
- AUSTRIA and GERMANY**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz, 5, VIENNA.
- BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUSSELS.
- BOLIVIA**
Flores, San Roman y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRAZIL**
Livreria F. Briguelet & Cia, 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIA**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. « Tsar Osvoboditel » No 4a, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell & Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topič, 11 Narodni, PRAGUE.
- DENMARK**
V. Pios Boghandel—Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.
- ECUADOR**
Victor Janer, QUAYAQUIL.
- FINLAND**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).
- GREAT BRITAIN,
DOMINIONS and COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W. C. 2.
- GREECE**
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitution, ATHENS.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantès, 10a, Calle Oriente, No. 5, GUATEMALA.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HUNGARY**
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Bros.), Kossuth Lajos Utca 7 SZ. BUDAPEST, IV, KER.
- INDIA**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS and CALCUTTA.
- ITALY**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPAN**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- MEXICO**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE HAGUE.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Libreria I. Preclado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PERU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLAND**
Gebethner & Wolff, ulica Slaskiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.
- ROUMANIA**
« Cartea Romaneasca » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SAAR BASIN**
Librairie Marguet, 74, Bahnhofstrasse, SAARBRUCK.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES**
Librairie Française Henri Soubre, 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SPAIN**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND**
Librairie Payot & Cie, GENEVA, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- UNITED STATES**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandí 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries, apply :

Publication Department, League of Nations,
GENEVA (Switzerland).

JOURNAL

DE LA
CINQUIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1924

OF THE
FIFTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1924

N° 28. — JEUDI 2 OCTOBRE 1924.

No. 28. — THURSDAY, OCTOBER 2nd, 1924.

AMENDEMENT A L'ARTICLE 16 DU PACTE

Le Protocole portant amendement à l'article 16 du Pacte, adopté le 27 septembre 1924 par la cinquième Assemblée de la Société des Nations, est ouvert à la signature des représentants des Membres de la Société au Bureau 68 du Secrétariat.

AMENDMENT TO ARTICLE 16 OF THE COVENANT

The Protocol containing the amendment to Article 16 of the Covenant, adopted on September 27th, 1924, by the Fifth Assembly of the League of Nations, is open for the signature of representatives of the Members of the League in Room 68 of the Secretariat.

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	327
II. Vingt-cinquième séance plénière de l'Assemblée	328
III. Vingt-sixième séance plénière de l'Assemblée	333
IV. Vingt-septième séance plénière de l'Assemblée	340
V. Correction à la liste des membres des Délégations	344
VI. Ratification des conventions	344
VII. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée	344

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	327
II. Twenty-fifth Plenary Meeting of the Assembly	328
III. Twenty-sixth Plenary Meeting of the Assembly	333
IV. Twenty-seventh Plenary Meeting of the Assembly	340
V. Correction in the list of Members of Delegations	344
VI. Ratification of Conventions	344
VII. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	344

I. PROGRAMME DES SÉANCES.

Séances plénières de l'Assemblée.

Il y aura deux séances plénières de l'Assemblée aujourd'hui (jeudi 2 octobre), une à 10 h. et l'autre à 15 h. 30, à la Salle de la Réformation.

Séance du matin, à 10 h. :

Ordre du jour :

Arbitrage, sécurité et réduction des armements. Protocole sur le règlement pacifique des différends internationaux (suite de la discussion générale).

Résolution adoptée par l'Assemblée dans sa séance du 6 septembre 1924.

Projets de résolutions et propositions des Commissions N° 1 et N° 3.

Séance de l'après-midi, à 15 h. 30 :

1. Election des membres non-permanents du Conseil.
2. Clôture de la session.

Comité d'hygiène.

Le Comité d'hygiène se réunira aujourd'hui (jeudi 2 octobre), à 9 h. 30, au Bureau du Secrétariat (Salle E).

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

Plenary meetings of the Assembly.

There will be two plenary meetings of the Assembly to-day (Thursday, October 2nd), one at 10 a.m. and the other at 3.30 p.m., in the Salle de la Réformation.

Morning meeting, at 10 a.m. :

Agenda :

Arbitration, Security and the Reduction of Armaments. Protocol regarding the Peaceful Settlement of International Disputes. (Continuation of the general discussion.)

Resolution adopted by the Assembly at its meeting of September 6th, 1924.

Draft resolutions and Proposals of the First and Third Committees.

Afternoon meeting, at 3.30 p.m. :

1. Election of non-permanent members of the Council.
2. Close of the Session.

Health Committee.

The Health Committee will meet to-day (Thursday, October 2nd), at 9.30 a.m. in the Offices of the Secretariat (Room E).

II. VINGT-CINQUIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation mercredi, 1^{er} octobre 1924.
à 10 h. 30.

Protocole pour le règlement pacifique des différends internationaux: Rapports de la première et de la troisième Commission.

Sir Littleton GROOM, président de la première Commission. M. POLITIS, président de la troisième Commission et rapporteur de la première Commission, M. BÉNÈS, rapporteur de la troisième Commission, montent à la tribune.

M. POLITIS (Grèce) désire exposer aussi brièvement que possible les conclusions auxquelles ont abouti les travaux de la première Commission. En vertu de la résolution adoptée par l'Assemblée le 6 septembre, la première Commission devait examiner deux questions, à savoir quels seraient les amendements qui pourraient être apportés aux dispositions du Pacte relatives au règlement pacifique des différends internationaux et par quels moyens il serait possible de définir plus clairement les dispositions de l'article 36, paragraphe 2, du statut de la Cour permanente de Justice internationale, afin d'en faciliter l'acceptation par tous les Etats.

Le premier point que va examiner M. Politis sera l'article 36 du Statut, aux termes duquel les Etats pourront accepter la compétence obligatoire de la Cour pour tout ou partie des différends énumérés à l'article 13 du Pacte.

La plupart des Etats n'ont pas adhéré au Protocole spécial ouvert en vertu de l'article 36, parce qu'ils ne pensaient pas pouvoir accepter la compétence obligatoire de la Cour pour tous les cas visés par l'article 13 du Pacte et qu'ils ne savaient pas si leur acceptation pouvait être accompagnée des réserves qu'ils estiment indispensables. Un examen approfondi de l'article 36 a montré qu'un grand nombre de réserves sont autorisées, et que les Etats ont la faculté d'exclure au moyen d'une réserve formelle la compétence obligatoire de la Cour pour certains cas spéciaux. Il a donc paru possible à la Commission d'inviter les Etats à accepter la compétence obligatoire de la Cour dans le mois qui suivra la mise en vigueur du Protocole pour tout ou partie des différends énumérés à l'article 13 du Pacte, avec des réserves qui sans doute seront réduites au strict nécessaire. Il est à souhaiter que de nombreux Etats donnent leur adhésion sans formuler d'autres réserves que celle de la réciprocité des engagements.

L'orateur passe au second point soulevé, c'est-à-dire, à la possibilité d'amender les dispositions du Pacte.

L'article 12 du Pacte crée pour les Membres de la Société une obligation générale de soumettre leurs différends, soit à l'arbitrage, soit à l'examen du Conseil. L'arbitrage, toutefois, reste facultatif dans le système du Pacte; et ce n'est que si le Conseil est unanime pour recommander une solution, qu'un différend est définitivement réglé. Si un Etat a recours à la guerre en dépit de la décision unanime du Conseil, il encourt les sanctions prévues à l'Article 16 du Pacte.

Le système du Protocole qui est soumis à l'examen de l'Assemblée consiste en un certain nombre de règles qui vont devenir obligatoires dans les rapports des Etats qui auront signé le Protocole. Il y aura d'abord une dualité de régime: le régime du Pacte applicable dans les rapports des Etats, Membres de la Société et un régime spécial établi par le Protocole et applicable dans les rapports des Etats qui auront signé le Protocole. Cette dualité n'est pas destinée à durer. Il est en effet prévu que les dispositions essentielles du Protocole seront tôt ou tard transformées en amendements au Pacte par la procédure habituelle de révision établie par l'article 26 du Pacte. L'Assemblée est invitée à prier le Conseil de constituer un Comité spécial chargé de rédiger des amendements dans le sens du Protocole.

Désormais, aucune guerre d'agression ne sera tolérée. Seuls les actes se présentant comme des actes d'exécution de la collectivité des nations signataires du Pacte, seront autorisés. Tout autre guerre sera considérée comme un crime international susceptible de faire jouer les sanctions nécessaires pour la prévenir et au besoin, la réprimer.

En vue d'arriver à ce résultat de la condamnation et du châtiement de la guerre d'agression, le Protocole institue deux procédures.

II. TWENTY-FIFTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation at 10.30 a.m. on Wednesday October 1st, 1924.

Protocol for the Pacific Settlement of International Disputes: Reports of the First and Third Committees.

Sir Littleton GROOM, Chairman of the First Committee, M. POLITIS, Chairman of the Third Committee and Rapporteur of the First Committee, and M. BÉNÈS, Rapporteur of the Third Committee, came to the platform.

M. POLITIS (Greece) said he would explain as briefly as possible the conclusions which had been reached as a result of the work of the First Committee. The First Committee had been instructed by the resolution of the Assembly adopted on September 6th to examine two questions: namely, what amendments might be made to the provisions of the Covenant for the pacific settlement of international disputes, and in what way it might be possible to define more clearly the provisions of Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Permanent Court of International Justice in order to facilitate its acceptance by all States.

He would begin with Article 36 of the Statute, under which States might accept the obligatory jurisdiction of the Court for all or part of the disputes enumerated in Article 13 of the Covenant.

Most of the States had not adhered to the special Protocol opened under Article 36, because they did not think they could accept the obligatory jurisdiction of the Court for all cases coming under Article 13 of the Covenant, and because they did not know whether their acceptance might be accompanied by reservations which they deemed indispensable. A thorough examination of Article 36 had shown that a large number of reservations were authorised, and that States might exclude the obligatory jurisdiction of the Court in certain special cases by means of a formal reserve. It had, therefore, seemed possible to the Committee to invite States to accept the obligatory jurisdiction of the Court within a month following the entry into force of the Protocol for all or part of the disputes enumerated in Article 13 of the Covenant, subject to reservations which it was hoped would be reduced to the strict minimum that was considered necessary. It was to be hoped that many States would adhere without any other reserve than that of the reciprocity of the undertakings subscribed.

He would now deal with the second question, namely, the possibility of amending the provisions of the Covenant.

Article 12 of the Covenant created for Members of the League a general obligation to submit disputes either to arbitration or to examination by the Council. Arbitration, however, was optional under the Covenant, and the Council must be unanimous in recommending a final solution of the dispute. If a State resorted to war against a unanimous decision of the Council, it incurred the sanctions established in Article 16 of the Covenant.

The Protocol now before the Assembly established a number of rules which became obligatory in the relations of States which had signed the Protocol. There would at first be a two-fold system: the system of the Covenant applicable between States Members of the League, and a special system, established by the Protocol, applicable between States which had signed the Protocol. This duality, however, was not intended to last. It was, on the contrary, contemplated that the essential provisions of the Protocol should sooner or later be transformed into amendments to the Covenant under the usual procedure established by Article 26 of the Covenant. The Assembly was, in fact, invited to ask the Council to constitute a special committee to prepare amendments which would bring the Covenant into line with the Protocol.

Henceforth no war of aggression would be tolerated. Only hostile acts which might be regarded as executive of decisions taken by the community of nations which had signed the Covenant would be permitted, and all other acts of war would be regarded as an international crime, subject to such sanctions as were necessary to prevent and to suppress it.

Two procedures were instituted under which a war of aggression might be condemned and punished.

Lorsque un conflit vient devant le Conseil en vertu de l'article 15 du Pacte et que le Conseil a échoué dans sa tâche conciliatrice ou n'a pas réussi à faire accepter aux parties l'arbitrage facultatif, l'arbitrage à la demande d'une des parties devient obligatoire.

Si les parties ne s'entendent pas pour constituer un tribunal d'arbitres c'est le Conseil qui a qualité pour le faire. Si aucune des parties ne demande l'arbitrage, le Conseil est chargé d'examiner le différend et de prendre une décision, cette décision est acquise si le Conseil est unanime. Cette décision devient alors obligatoire pour les parties et elle est sanctionnée. Si le Conseil n'est pas unanime en ce qui concerne la solution à imposer aux parties, le recours à l'arbitrage obligatoire s'impose, arbitrage qui est organisé entièrement et en toute liberté par le Conseil. Au moyen de ce système établi par le Protocole, on assure donc une solution définitive et obligatoire d'un différend.

Les sanctions accompagnant l'arbitrage se modèleront sur la gravité de la résistance opposée à l'exécution de la décision. Si cette résistance est simplement passive, le Conseil usera de son autorité morale; si celle-ci reste vaine, le Conseil fera jouer l'article 13 du Pacte et prendra les mesures appropriées aux circonstances qui sont ordinairement des mesures économiques.

S'il toutefois, la résistance devient une résistance armée, des sanctions plus graves seront appliquées, qui seront non seulement économiques, mais aussi militaires. Le système du Protocole s'applique automatiquement aux Etats signataires du Protocole. Il s'applique d'une manière facultative dans les rapports des Membres de la Société dont les uns seront signataires du Protocole et dont les autres, intéressés aux différends, ne le seront pas. Dans ce cas, les Etats Membres de la Société qui n'auront pas signé le Protocole, seront invités à accepter la procédure établie. Si le Membre en question toutefois ne répond pas à cette invitation, on n'aura d'autre ressource que d'appliquer le système du Pacte.

Le système s'applique rigoureusement aux Etats étrangers à la fois au Protocole et à la Société des Nations. Dans ce cas les sanctions découlant de l'article 17 du Pacte, seront appliquées, et l'Etat en question sera invité à accepter la procédure pacifique du Protocole. Si cet Etat recourt à la guerre, les sanctions de l'article 16 du Pacte, telles qu'elles sont interprétées et complétées par les distributions du présent Protocole, lui seront appliquées.

On a jugé nécessaire à admettre un certain nombre d'exceptions à l'application du système du Protocole. Les catégories suivantes de différends ont été exclues: 1^o les différends relatifs à une recommandation unanime que le Conseil aurait prise avant la mise en vigueur du Protocole et qui aurait été acceptée par l'une des parties intéressées au moins; 2^o les différends relatifs aux actes de violence, qui auraient été commis au nom ou avec l'autorisation de la Société des Nations; et 3^o les différends relatifs aux traités en vigueur et à la constitution territoriale des Etats et qui tendraient à mettre en cause leur intégrité territoriale présente. La troisième exception n'est pas formellement mentionnée dans le Protocole, mais il est nettement entendu qu'elle est admise.

Enfin, une autre catégorie de cas restent en quelque sorte en dehors de l'application du système; ce sont les cas qui font l'objet de l'article 15, paragraphe 8, du Pacte. Cet article stipule que lorsque l'une des parties au différend soutient que la question est de sa compétence exclusive, le Conseil, s'il reconnaît à l'unanimité que cette prétention est fondée, devra s'en tenir à la simple constatation du fait sans faire aucune recommandation. Il y a là une sorte de question préalable qui se pose et qui devra être réglée avant que n'intervienne un examen quant au fond du litige. Le Protocole maintient cette sauvegarde de la souveraineté des Etats. Si une partie émet la prétention que la question rentre dans sa compétence, les arbitres, tout comme le Conseil, sont dans l'obligation de se borner à constater si oui ou non elle est exacte, et dans l'affirmative, de ne pas aller plus loin et de ne pas examiner le fond de la question. Toutefois, comme la question soumise aux arbitres, a un caractère juridique, il semble indiqué qu'elle soit renvoyée obligatoirement à la Cour permanente de Justice internationale. Si la Cour reconnaît que la question rentre effectivement dans la compétence exclusive d'une des parties, les arbitres devront se borner à prendre acte de l'opinion émise par la Cour à ce sujet.

Il a de même paru indiqué que le système du Protocole rappelle une autre disposition importante du Pacte, celle qui

If a dispute came before the Council under Article 15 of the Covenant, and if the Council failed in its task of mediation or in inducing the parties to accept optional arbitration, arbitration at the request of one of the parties became compulsory; and, if the parties failed to agree as to the constitution of the arbitration tribunal, the tribunal would be set up by the Council of the League. If neither of the parties requested arbitration, the Council was itself instructed to examine the dispute and to take a decision, and this decision was valid if the Council was unanimous. It then became obligatory for the parties and accompanied by sanctions. If the Council was not unanimous as to the solution to be imposed, arbitration became *ipso facto* compulsory, and the method of arbitration was to be settled by the Council in its discretion. By this means, under the system established by the Protocol, a final and compulsory solution of the dispute was assured.

The sanctions to be applied were in accordance with the gravity of the resistance imposed to the execution of the decision. If the resistance was merely passive, the Council would exercise its moral authority, and, failing success, would apply Article 13 of the Covenant and take such steps as seemed appropriate in the circumstances. The sanctions would in this case be ordinarily economic.

If, however, armed resistance was offered to the decision, more serious sanctions would be applied, not only economic but military.

The system of the Protocol applied automatically as between States which had signed the Protocol. It applied optionally as between a Member of the League which had signed the Protocol and another State interested in the dispute which had not signed it. In such cases the States Members of the League which had not signed the Protocol would be invited to accept its procedure; but, if they refused to respond to this invitation, no other system than that of the Covenant could be applied.

The system would apply strictly to States which had neither signed the Protocol nor were Members of the League. In this case, action would be taken under Article 17 of the Covenant, and the State in question would be invited to accept the pacific procedure of the Protocol, and, if it resorted to war, would incur the sanctions of Article 16 of the Covenant as interpreted and completed by the provisions of the Protocol.

It had been found necessary to provide for a certain number of exceptions to the application of the system laid down in the Protocol. The following classes of disputes were excepted: (1) disputes in regard to a unanimous recommendation taken by the Council before the entry into force of the Protocol which had been accepted by at least one of the parties; (2) disputes in regard to acts of violence committed on behalf or with the authorisation of the League of Nations; and (3) disputes in regard to treaties at present in force and the territorial integrity of States. The third exception had not been formally mentioned in the Protocol, but it was quite clearly understood that it was admitted.

There was another class of cases which remained to some extent outside the system: namely, those dealt with in Article 15, paragraph 8, of the Covenant. This Article laid down that, when one of the parties to a dispute maintained that the article fell within its exclusive competence, the Council, if it unanimously recognised that this claim was well founded, must confine itself to affirming this fact without making any recommendation. Under this article a previous question arose which must be dealt with before any examination of the substance of the dispute.

The Protocol retained this safeguard of the sovereignty of States. The arbitrators, like the Council, were obliged, if it was claimed that a question fell within the exclusive competence of one of the parties, to confine themselves to stating whether this contention was correct, and, if it were correct, to go no further and not to examine the substance of the question. As, however, the question before the arbitrators was in this case of a legal character, it was advisable that it should be compulsorily referred to the Permanent Court of International Justice. If the Court recognised that the question fell within the exclusive competence of one of the parties, the arbitrators must then do no more than note the opinion of the Court to this effect.

It had also seemed advisable that the scheme embodied in the Protocol should refer to another important provision in the

est inscrite dans l'article 11 de celui-ci. Il est ainsi entendu bien que toute partie intéressée au différend, après qu'une décision soit du Conseil, soit des arbitres, aura établi que la question litigieuse est de la compétence exclusive d'un Etat, aura le droit plein et entier de demander l'intervention du Conseil ou de l'Assemblée, aux termes de l'article 11 du Pacte.

Ce rappel de l'article 11 ne modifie en rien la situation prévue au Pacte. Les pouvoirs du Conseil ou de l'Assemblée n'en sont nullement augmentés. Ces organes ne peuvent donner des avis que dans les cas de litiges qui ne comportent pas pour les parties la nécessité de se soumettre à la compétence obligatoire; de même une solution indiquée par le Conseil ne deviendra obligatoire et applicable que lorsque les deux parties seront consentantes.

Il restait un dernier point pour compléter le système prévu au Protocole, à savoir la définition de l'agresseur. Est considéré agresseur la partie qui a recouru à la guerre en violation de ses engagements pris dans le Pacte, soit dans le Protocole. Mais, l'application de cette définition est extrêmement malaisée. La question de savoir qui a ouvert les hostilités est une question de fait sur l'appréciation de laquelle des divergences sont possibles. On a donc cherché un système automatique destiné, sans qu'une discussion préalable ait lieu, à établir l'auteur responsable de la guerre d'agression. Ce système est celui de la présomption. On se propose de dire qu'il existe une présomption valant jusqu'à preuve du contraire, laquelle preuve devra être établie par décision unanime du Conseil, dans une série de cas donnés. Ces cas sont au nombre de trois.

La première est celle où un Etat recourt à la guerre après avoir refusé l'arbitrage ou après avoir refusé de se soumettre à la décision par laquelle le différend a été définitivement réglé. C'est ensuite l'hypothèse d'un Etat qui recourt à la guerre après avoir violé les mesures provisoires prescrites par le Conseil au cours d'une procédure pacifique. C'est enfin l'hypothèse de l'Etat qui recourt à la guerre au mépris d'une décision d'après laquelle la question litigieuse rentre dans la compétence exclusive de son adversaire et qui a omis de se servir de la ressource suprême de conciliation offerte par l'article 11 du Pacte.

Il a été nécessaire, pour les cas où la présomption d'agression ne joue pas, de confier au Conseil le soin de déterminer l'agresseur. Si le Conseil est unanime sur ce point, il n'y a pas de difficulté. Si le Conseil n'est pas unanime, le Protocole propose que le Conseil impose aux belligérants un armistice et qu'il fixe les conditions de cet armistice à la majorité des deux tiers des voix, les voix des parties intéressées ne comptent pas. L'Etat qui rompra l'armistice ou en refusera les conditions, sera traité automatiquement comme agresseur.

Une fois l'agression établie, soit par la présomption, soit par décision unanime du Conseil, soit à la suite du refus ou de la violation de l'armistice, les sanctions de l'article 16 telles qu'elles sont interprétées par les dispositions spéciales du Protocole, jouent immédiatement.

Au moyen de ce système, la paix sera garantie désormais aux Etats qui ont signé le Protocole. La guerre sera, ou évitée ou réprimée. Il est vrai que ce système ne permettra peut-être pas toujours d'éviter les guerres, car il restera longtemps encore des causes de guerres générales en dehors du droit, et ce n'est que lorsque le droit international sera enrichi, lorsqu'il aura des règles pour toutes les situations, que cet état de chose pourra prendre fin.

M. BÈNÈS (Tchécoslovaquie) désirerait souligner particulièrement les articles du Protocole qui concernent la sécurité et la réduction des armements.

Il attire l'attention de l'Assemblée sur les commentaires contenus dans son rapport qui éclaircissent et complètent le texte des articles eux-mêmes, car c'est dans le sens de ces commentaires que le Protocole sera éventuellement appliqué.

La première Commission a établi le système du règlement pacifique des différends et la procédure à suivre à cet effet. Elle s'est particulièrement employée à trouver les moyens d'indiquer clairement et rapidement qui serait l'agresseur, c'est-à-dire que la première partie du Protocole est destinée à parer l'éventualité de la naissance du conflit. Ou bien, elle amène le différend à une liquidation pacifique, ou bien le conflit se produit et elle s'occupe alors de déterminer l'agresseur.

Covenant, namely, that embodied in Article 11. It was understood that any party interested in the dispute had a full right to request the intervention of the Council or of the Assembly under Article 11 of the Covenant, even though the Council or the arbitrators had laid down that the question in dispute fell within the exclusive competence of a State.

This reference to Article 11 did not in any way modify the position as defined in the Covenant. The powers of the Council or Assembly were not thereby increased. These bodies could only in such cases give opinions which had no obligatory force for the parties, and a solution indicated by the Council would only become compulsory and applicable subject to the agreement of the parties.

There remained a last point in order to complete the system contained in the Protocol, namely, the definition of the aggressor. The aggressor was the party which resorted to war in breach of its engagements either under the Covenant or under the Protocol. The application of this definition, however, was difficult. The question as to who had started a war was a question of fact in regard to which differences of opinion were possible. An endeavour had been made to lay down an automatic system which, without any previous discussion, would enable the responsible author of a war of aggression to be determined. This system was the system of presumption. Presumption would be said to exist, failing proof to the contrary, and such proof would be established by unanimous decision of the Council in a definite series of cases. These cases were three in number. The first was that in which a State resorted to war after having refused arbitration or after having refused to submit to the decision by which the dispute was finally settled. The next was the case of a State which resorted to war after having violated the provisional measures prescribed by the Council in the course of its pacific procedure. The third was the case of a State which resorted to war in contempt of a decision to the effect that the dispute fell within the exclusive competence of its adversary, and which had omitted to avail itself of the final resources of conciliation offered by Article 11 of the Covenant.

In cases where the presumption of aggression did not apply, it had been necessary to entrust the Council with the task of determining the aggressor. If the Council was unanimous on this point, no difficulty arose. If the Council was not unanimous, it was proposed that the Council should impose on the belligerents an armistice and that it should fix the conditions of this armistice by a majority of two-thirds, the votes of the interested parties not being counted. The State which broke the armistice or refused the conditions laid down by the armistice would automatically be treated as the aggressor.

Once aggression was established, either by presumption or by unanimous decision of the Council, or as a result of a refusal or violation of the armistice, the sanctions of Article 16 would immediately apply, as interpreted by the special provisions of the Protocol.

Under this system, peace would henceforth be guaranteed to States which signed the Protocol, and war would either be avoided or suppressed. It was true that under this system wars might not always be avoided, but this was only because for a long time to come there would still be general causes of war outside the province of international law, and this situation could only be remedied when international law was enriched, and when it included rules for every possible situation.

M. BÈNÈS (Czechoslovakia) said he wished to lay particular emphasis on the Articles of the Protocol which concerned security and the reduction of armaments. He drew the attention of the Assembly to the comments contained in his report which explained and completed the text of the articles themselves, for it was in the sense of these comments and explanations that the Protocol would in the last resort be applied.

The First Committee had established a system for a peaceful settlement of disputes and the procedure to be followed for this purpose. It had given particular attention to the problem of finding a means to indicate clearly and rapidly who was the aggressor. The first part of the Protocol dealt with the origin and the first stages of a dispute. Either it aimed at reaching a pacific settlement of the dispute or, if war had actually broken out, it dealt with the question of determining the aggressor.

La seconde partie du Protocole indique le fonctionnement du système de sécurité et de sanctions.

L'agresseur, une fois constaté, le système des sanctions devient opérant. Se posant alors les trois questions suivantes: 1^o Comment le système des sanctions entre-t-il en mouvement; 2^o de quelle nature sont les sanctions qui deviennent opérantes; 3^o quelle est l'étendue de ces sanctions. Les réponses à ces trois questions constituent les points les plus importants de tout le système contenu dans le Protocole.

L'entrée en mouvement du système de sanctions est intimement liée à la définition et à la constatation de l'agresseur. Le Conseil, après avoir constaté qui est l'agresseur, enjoint les Etats d'appliquer sans retard les sanctions contre ce dernier.

Il s'agit alors de déterminer la nature des sanctions. L'article 11 du Protocole dit que dès que le Conseil a fait aux Etats signataires l'injonction prévue, les obligations de toute nature visées à l'article 16, alinéas 1 et 2, deviennent immédiatement opérantes, c'est-à-dire que les sanctions de toute sorte doivent être appliquées. Le Protocole tranche donc la question des sanctions d'une manière plus décisive que le Pacte et c'est là un très grand progrès.

Mais jusqu'à quel degré chacun des Etats a-t-il le devoir d'appliquer les sanctions et quelles forces doit-il mettre à la disposition de la Société des Nations pour la défense de l'Etat attaqué? L'article 11 du Protocole le dit d'une manière explicite: « Ces obligations doivent être interprétées en ce sens que chacun des Etats signataires est tenu de collaborer *loyalement et effectivement* pour faire respecter le Pacte et pour s'opposer à tout acte d'agression dans la mesure que lui permettent sa situation géographique et les conditions spéciales de ses armements ». Le critère exposé dans les mots *loyalement et effectivement* est assez objectif pour présenter une garantie suffisante. En effet, au moment où le système d'arbitrage jouera et aura gagné du prestige et où les Etats signataires se décideront à s'opposer à tout acte d'agression, l'opinion publique internationale, d'une part, d'autre part leur propre conscience morale, enfin l'intérêt qu'ils auront à terminer rapidement le conflit, pousseront sans doute les Etats à remplir leur devoir. Il importe d'ailleurs que le reste du système fonctionne régulièrement et qu'on l'applique de bonne foi.

En ce qui concerne le système de sanctions, le progrès du Protocole sur le Pacte est considérable. Dans le système de sécurité prévu par le Protocole, les Etats signataires se trouvent d'une part en face de l'Etat agresseur, d'autre part en face de l'Etat victime de l'agression. Contre l'agresseur, on applique le système des sanctions de toute nature mais la Commission a cherché à donner une aide positive à l'Etat victime de l'agression, et cela par le moyen d'un système d'assistance économique et financière qui, évidemment peut rendre le système des sanctions doublement effectif et avoir une influence décisive sur le cours des événements.

La troisième question importante consiste d'une part dans la préparation de l'application des sanctions et d'autre part dans la préparation de l'assistance économique et financière. Ce parallélisme constant entre les deux catégories de sécurité est un des traits essentiels du Protocole. C'est le Conseil qui, par ses organismes compétents, prépare le mécanisme destiné à faire jouer les sanctions économiques et financières contre l'agresseur, et à établir les plans de coopération économique et financière avec les Etats signataires en faveur de l'Etat attaqué. En outre, la Commission a prévu des préparatifs d'un caractère militaire: c'est ainsi que l'article 13 stipule que: « le Conseil aura la qualité pour recevoir les engagements d'Etats déterminant par avance les forces militaires, navales et aériennes que ces Etats pourraient faire intervenir immédiatement afin d'assurer l'exécution des obligations dérivant à ce sujet du Pacte et du Protocole. »

Enfin, les dispositions concernant les traités particuliers comme moyen d'exécution des obligations dérivant du Pacte et comme garanties additionnelles aux garanties générales du Protocole, ont été encadrées dans ce Protocole.

L'édifice des sanctions constitue donc un véritable système de sécurité fermé et complet et présente à ce sujet, incontes-

The second part of the Protocol indicated how the system of security and of sanctions would work.

Once the aggressor had been determined, the system of sanctions became operative. The three following questions then arose: (1) how was the system of sanctions to be set in motion; (2) of what character were the sanctions which became operative; and (3) what was the extent of these sanctions?

The replies to these three questions constituted the most important points of the whole system embodied in the Protocol.

The setting in motion of the system of sanctions was intimately bound up with the definition and the determination of the aggressor. The Council, after having determined who was the aggressor, laid upon the States the duty of applying sanctions against the aggressor without delay.

The next step was to determine the character of the sanctions. Article 11 of the Protocol said that, as soon as the Council had called upon the signatory States to apply sanctions, the obligations of all kinds contained in paragraphs 1 and 2 of Article 16 became immediately operative, that was to say that sanctions of all kinds must be applied. The Protocol thus dealt with the question of sanctions in a more decisive manner than the Covenant, and here a very considerable progress had been achieved. To what extent, however, was each State under the obligation to apply the sanctions, and what forces must it place at the disposal of the League of Nations for the defence of the State which was attacked? Article 11 of the Protocol defined these obligations explicitly:

"Those obligations shall be interpreted as obliging each of the signatory States to co-operate loyally and effectively in support of the Covenant of the League of Nations, and in resistance to any act of aggression, in the degree which its geographical position and its particular situation as regards armaments allow."

The criterion contained in the words "loyally and effectively" was sufficiently objective to afford a sufficient guarantee. In point of fact, from the moment when the system of arbitration came into play and had prestige, and when once the signatory States had decided to oppose any act of aggression, international public opinion and the moral conscience of the States themselves, reinforced by the interest which all the States had in a rapid determination of the dispute, would doubtless urge them to fulfil their duty. It was necessary that the rest of the system should work regularly and be applied in good faith.

The progress represented by the Protocol as compared with the Covenant was considerable as regards the system of sanctions. Under the system of security embodied in the Protocol the signatory States were confronted on the one hand by the aggressor State and on the other by the State which was the victim of aggression. Against the aggressor there would be applied the system of sanctions to its full extent, but the Committee had also endeavoured to give positive help to the State which was the victim of aggression by means of a scheme of economic and financial aid which clearly rendered the system of sanctions twice as effective and would have a decisive influence on the course of events.

The third important question related to the preparations for applying the sanctions and for giving economic and financial aid. The granting of these two kinds of security side by side was one of the essential features of the Protocol. It would be for the Council through its competent bodies to prepare the machinery in order to bring the economic and financial sanctions into play against the aggressor and to establish the plans of economic and financial co-operation to be carried out by the signatory State on behalf of the State attacked. The Committee also contemplated preparations of a military character. These preparations were referred to in Article 13, which stipulated that the Council would be entitled to receive undertakings from States determining in advance the military, naval and air forces which they would be able to bring into action immediately to ensure the fulfilment of the obligations in regard to sanctions resulting from the Covenant and the present Protocol.

Finally, the provisions concerning special treaties as a means of executing the obligations incurred under the Covenant and as guarantees additional to the general guarantees contained in the Protocol had also been embodied.

The scheme of sanctions constituted a veritable system of security, complete and assured. It indisputably offered

tablement, des garanties qui, si le reste du système fonctionne régulièrement, peuvent être entièrement suffisantes.

L'orateur ne veut pas revenir sur l'idée de l'interdépendance de l'arbitrage, de la sécurité et du désarmement : idée qui est déjà définitivement acquise à l'Assemblée, non plus que sur la controverse relative aux traités particuliers. Le système d'arbitrage leur enlève leurs défauts principaux, leur encadrement dans le système d'obligations découlant du Protocole en fait les serviteurs de la bonne cause.

Un quatrième groupe de questions se présente encore. La définition et la constatation de l'agresseur est tellement difficile qu'il a fallu inventer des moyens particuliers pour que sa responsabilité puisse être plus facilement établie. Trois moyens spéciaux ont été pris en considération :

1. Etablissement de zones délimitarisées, dont la violation est facile à constater et est par conséquent assimilée à l'agression.

2. Etablissement de mesures provisoires par le Conseil, comme par exemple l'ordre de retirer les troupes, d'arrêter les mouvements de troupes, etc. ce qui donne assez de facilité au Conseil pour constater l'agresseur.

3. On a établi la possibilité de viser par certaines dispositions du Protocole, non seulement l'agression accomplie, mais aussi la menace d'agression, contre laquelle le Conseil peut faire jouer le système des mesures provisoires avec les enquêtes et les investigations, ce qui donne assez de sûreté contre des Etats de mauvaise foi.

Pour ce qui est des dispositions concernant la punition de l'Etat agresseur, le Protocole n'admet pas l'annexion de son territoire et l'atteinte à son indépendance politique. Il exige le dédommagement économique et financier jusqu'à l'extrême limite de la capacité de l'Etat agresseur, ce qui n'exclut pas toutes sortes de mesures qui seraient des garanties contre une nouvelle agression éventuelle.

Le Protocole prévoit la convocation par le Conseil d'une Conférence générale pour la réduction des armements, ainsi que la préparation des travaux de cette Conférence. En outre, les clauses concernant l'arbitrage et les sanctions n'entrent en vigueur qu'à la condition qu'un plan pour la réduction et la limitation des armements ait été adopté par ladite Conférence.

La caducité totale du Protocole est prévue dans le cas où le plan adopté par la Conférence n'aurait pas été exécuté. Il appartiendra au Conseil de le constater, suivant des conditions fixées par la Conférence elle-même. Tout le monde est unanime à trouver qu'il aurait été préférable de faire fonctionner le système plus rapidement, mais toutes sortes de raisons politiques ne le permettent pas en ce moment.

Le dernier alinéa de l'article 21 règle le cas d'une caducité partielle du Protocole mis en vigueur. Dans le cas où le plan adopté par la Conférence devrait être considéré comme exécuté, et où un Etat quelconque ne l'exécuterait pas en ce qui le concerne, cet Etat ne pourrait pas bénéficier des dispositions du Protocole.

La Commission a aussi voulu indiquer sommairement les conditions dans lesquelles s'effectuera la réduction des armements.

La réduction des armements résultera tout d'abord de la sécurité générale créée par la diminution des dangers de guerre, conséquence du système de règlement pacifique obligatoire prévu par tous les différends. Elle résultera également de la certitude qu'aura l'Etat attaqué, d'être aidé économiquement et financièrement par tous les Etats signataires.

Toutefois, pour les Etats que leur situation géographique expose particulièrement à une agression, les dangers d'une attaque brusquée sont tels qu'il ne leur sera pas possible d'établir le plan de réduction de leurs armements uniquement sur ces deux éléments, politique et économique.

Aussi a-t-on précisé, à diverses reprises, que beaucoup d'Etats voudront connaître, avant la convocation de la Conférence, les concours militaires sur lesquels ils peuvent compter, pour être en mesure d'y apporter des propositions d'importantes réductions d'armements : cela pourra nécessiter des négociations éventuelles entre les Gouvernements et le Conseil, avant la réunion de la Conférence.

Le Conseil, en tenant compte de toutes ces questions, devra établir le programme général de la Conférence.

guarantees which, if the rest of the system worked in a regular manner, might be regarded as entirely adequate.

He did not wish to revert to the idea of the interdependence of the terms arbitration, security and disarmament. This idea had already been definitely recognised by the Assembly. Nor would he allude to the controversy in regard to special treaties. The system of arbitration took from these special treaties their principal defects, and their embodiment in the system of obligations arising under the protocol enabled them to be used in support of the general interest.

A fourth group of questions still remained to be defined. The definition and determination of the aggressor was so difficult that it had been necessary to invent special measures which would enable the responsibility for aggression to be more easily established. Three special measures had been considered :

(1) The establishment of demilitarised zones, the violation of which was easy to determine and could be described as aggression.

(2) The establishment of provisional measures by the Council, as, for example, an order to withdraw troops, to arrest the movement of troops etc., measures which would make it fairly easy for the Council to determine the aggressor.

(3) Provision had been made in the Protocol not only against an aggression which had actually taken place, but also against a threat of aggression. In this case the Council might bring into play a system of provisional measures, including enquiries and investigations, a procedure which would provide fairly effective safeguards against States acting in bad faith.

The Protocol did not permit, as provisions for the punishment of the aggressor State, the annexation of its territory or infringement of its political independence. It required economic and financial compensations up to the extreme limits of the capacity of the aggressor State, not excluding any measures which might be necessary as a guarantee against a possible new aggression.

The Protocol contemplated the convening by the Council of a General Conference for the Reduction of Armaments, as well as the preparatory work for this Conference. The clauses relating to arbitration and to the sanctions would only enter into force provided a plan for the reduction and limitation of armaments was adopted by the Conference.

The Protocol would be wholly void in the event of the plan adopted by the Conference not being carried out. It would be for the Council to determine whether this position arose in accordance with conditions fixed by the Conference itself. Everyone was unanimous in thinking that it would have been preferable to bring the system into operation more quickly, but political reasons did not permit of such action being taken at the moment.

The last paragraph of Article 21 dealt with the case in which the Protocol become partially invalid after it had entered into force. In the event of the plan adopted by the Conference being carried out and in the event of any State failing to execute this plan, the State in question would not be able to claim the benefits of the provisions of the Protocol.

The Committee had also desired briefly to indicate the conditions under which the reduction of armaments would be effected.

The reduction of armaments would result first of all from the general security created by the diminution of the danger of war as a consequence of the system of pacific settlement contemplated for all disputes. Reduction would also result from the certainty that a State, if attacked, would be economically and financially assisted by all the signatory States.

For those States, however, whose geographical position exposed them particularly to aggression, the dangers of a sudden attack were so great that it would not be possible for them to establish a plan for the reduction of their armaments solely on the basis of the two political and economic elements.

For this reason many States had on several occasions expressed the desire to know, before the convening of the Conference, the amount of military assistance on which they could rely, so that they might be in a position to bring forward important proposals for the reduction of their armaments. This procedure would entail negotiations between the Governments and the Council before the meeting of the Conference.

The Council, taking all these questions into account, would have to establish the general programme of the Conference.

La cinquième Assemblée a entrepris une œuvre grandiose. Elle s'est donné pour but de rendre la guerre absolument impossible. Pour atteindre ce but, il fallait créer un système de règlement pacifique de tous les conflits susceptibles de se produire. Mais le caractère absolu de ce système devait se retrouver dans toutes les parties du projet, pour toutes les questions de principe, sous peine de ruiner le système tout entier. A cet effet c'était surtout l'agression qui devait être définie de telle sorte qu'il ne puisse y avoir d'hésitation pour le Conseil lorsqu'il s'agirait de la constater.

Les mêmes raisons portaient la Commission à combler les lacunes du Pacte et à définir les sanctions de telle façon qu'il n'y eût pas moyen d'y échapper et que le sentiment de sécurité fût à la fois définitif et complet. Il est bien difficile de dire aujourd'hui si on a réussi à établir le système vraiment aussi complet et aussi fermé qu'il le fallait. Si le Protocole entre en vigueur, l'expérience et la pratique le feront bientôt voir. Mais s'il est dangereux de se fier uniquement à la bonne foi d'autrui, il est également dangereux de vouloir exclure entièrement du système les considérations morales et la bonne volonté des Etats.

En sa qualité de représentant d'un petit pays, M. Benès se permet de souligner particulièrement les efforts inappréciables des représentants de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et du Japon. La paix du monde dépend dans une très grande mesure, de la situation des petits peuples et ceux-ci seront en sécurité à partir du moment où les grandes puissances seront en état d'assurer le fonctionnement du système d'arbitrage obligatoire et de sanctions. Il convient de remercier les petits peuples et de les féliciter pour le courage avec lequel ils ont su poser les problèmes si délicats pour leur pays et pour le monde entier et qui ont depuis des siècles obsédé toutes les nations du monde.

III. VINGT-SIXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenuë à la salle de la Réformation, le mercredi 1^{er} octobre, à 15 h. 30.

Protocole pour le règlement pacifique des différends internationaux (suite de la discussion).

Le jonkheer LOUDON (Pays-Bas) explique les raisons pour lesquelles il n'a pu accepter le projet de traité d'assistance mutuelle qui a été proposé à la quatrième Assemblée. Ce traité ne prévoyait pas de mesures adéquates pour la réduction des armements et instituait un système d'accords spéciaux qui aurait été plus dangereux qu'utile.

La réduction des armements, cependant, est à présent rendue possible par suite de l'adoption du principe d'arbitrage général protégé par l'action commune de tous les Membres de la Société. Le nouveau plan réunit les trois éléments du Pacte: arbitrage, sécurité et désarmement, en un système commun, la sécurité se traduisant sous la forme de sanctions contre l'Etat agresseur. Les armements seront réduits désormais à des limites suffisantes pour assurer la mise en application des sanctions imposées par une action commune.

C'est là un immense progrès marqué par l'adoption du principe que l'arbitrage obligatoire est indispensable. Ce principe a été émis aux Conférences de la Haye, de 1899 et de 1907 et il a été repris en 1917 par le pape Benoît XV.

M. Loudon se réfère alors à la définition de l'Etat agresseur donnée par le Protocole, définition qui amplifie celle contenue dans le Pacte.

Aux termes du Protocole, la guerre est définitivement rendue illégale. Le Protocole complète le Pacte, particulièrement en ce qui concerne la procédure pacifique pour le règlement des différends et il définit les devoirs spéciaux du Conseil comme médiateur universel.

Si le Conseil conciliateur en première instance, échoue comme tel, il peut aller plus loin et faire acte d'autorité, d'abord en recommandant l'arbitrage, ensuite, si les Parties se refusent à l'admettre, en imposant sa décision, à condition qu'elle soit unanime. Si elle ne l'est pas, le Conseil peut encore imposer l'arbitrage. On prévoit ainsi une solution pour toutes les formes de différends, et si les Parties s'y dérobent, des sanctions appropriées.

The Fifth Assembly had undertaken a magnificent task. Its object was to render war absolutely impossible. In order to attain this end, it was necessary to create a system of pacific settlement for all conflicts which might arise. The system was coherent and must be carried out as a consistent whole, or the entire system would collapse. For this purpose aggression must be defined in such a way that there could be no possibility of any hesitation on the part of the Council when called upon to determine the aggressor.

For the same reason, the Committee had found it necessary to fill up the gaps in the Covenant and to define the sanctions in such a way that there should be no possibility of escaping them, so that the sentiment of security might at the same time be final and complete. It was difficult to say whether the Committee had been successful in establishing a system as complete and as secure as was necessary, but, if the Protocol came into force, experience would soon show whether this was so or not. If it was dangerous to trust wholly to the good faith of others, it was equally dangerous wholly to exclude moral considerations and the good will of States.

As representative of a small country, he would like particularly to emphasise the invaluable efforts which had been made by the representatives of France, Great Britain, Italy and Japan. The peace of the world depended to a large extent on the position of the small countries, and these would be secure from the moment when the great Powers were able to ensure the working of the system of compulsory arbitration and sanctions. The smaller nations should be thanked and congratulated on the courage with which they had been able to bring forward problems which were so delicate both for their own countries and for the world and which had for centuries elicited the attention of all the nations of the world.

III. TWENTY-SIXTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation, at 3.30 p.m. on October 1st, 1924.

Protocol for the Pacific Settlement of International Disputes. (Continuation of discussion.)

Jonkheer LOUDON (Netherlands) explained the reasons for which he had been unable to accept the draft Treaty of Mutual Assistance which had been proposed at the Fourth Assembly. That Treaty had not provided adequate means for the reduction of armaments and had set up a system of special agreements which would have been more dangerous than useful.

The reduction of armaments, however, was now rendered possible by the adoption of the principle of general arbitration protected by the common action of all the Members of the League.

The new plan united the three elements of the Covenant, arbitration, security and disarmament, into one common system, security being provided for by sanctions against an aggressor State. Armaments would now be reduced to a size sufficient to assure the execution of sanctions imposed by common action.

This was an immense step forward and marked the adoption of the principle that compulsory arbitration was indispensable. This principle had been put forward at the Hague Conferences of 1899 and 1907 and again in 1917 by Pope Benedict XV.

M. Loudon then referred to the definition in the Protocol of an aggressor State, which amplified that contained in the Covenant.

By the terms of the Protocol, war was definitely rendered illegal. The Protocol completed the Covenant, especially in regard to peaceful procedure for settling disputes, and defined the special duties of the Council as universal mediator.

If the Council failed in the first instance, it could go further and exercise its authority, first by recommending arbitration, and secondly, if the parties to the dispute refused, by imposing its own decision, provided that decision were adopted unanimously. If it were not adopted unanimously, then the Council could still compel recourse to arbitration. Thus a solution for every form of dispute was provided for and disobedience meant the application of the sanctions.

Les sanctions économiques et financières définies à l'article 12 du Protocole doivent être appliquées conformément aux circonstances propres à chaque Etat immédiatement après l'injonction du Conseil.

La résolution du 4 octobre 1921 qui laissait les Etats Membres de la Société libres de juger par eux-mêmes s'il y avait ou non rupture du Pacte, ne peut être maintenue, car le nouveau système précise l'agression avec tant de soin qu'il sera facile au Conseil de déterminer quel est l'Etat qui l'a commise et qui est en conséquence exposé à encourir l'application des sanctions.

Aux termes du protocole, les Etats adhérents sont appelés à contribuer d'une manière effective et en toute loyauté, dans la mesure où leur situation géographique et les conditions spéciales qui leur sont propres le leur permettent, à l'application de toute sanction militaire qu'il semblera nécessaire de prendre. Tout Etat Membre de la Société aura le contrôle de ses forces armées et c'est son Etat-Major et non le Conseil qui dirigera les opérations.

En ce qui concerne les accords particuliers, M. Loudon est heureux de constater les progrès importants qui ont été réalisés. Des engagements de ce genre, dûment enregistrés et publiés, n'entrent en vigueur que lorsque le Conseil aura pris une décision au sujet d'un différend; c'est ainsi que le déclenchement automatique d'accords de ce genre qui a suscité de si vives critiques, se trouve supprimé. Ces accords ne seront dorénavant qu'un des moyens d'appliquer les sanctions le plus rapidement possible.

La volonté de réduire les armements au minimum se manifeste dans le protocole, tout spécialement en ce qui a trait à l'article qui prévoit la convocation pour le 15 juin 1925, d'une Conférence internationale sur le désarmement.

Le travail de la Conférence complètera l'œuvre de la cinquième Assemblée et constituera une seconde édition du Pacte, revue et augmentée.

La signature du Protocole par les délégués n'est pas susceptible de lier les gouvernements, mais ces signatures recommanderont à leur très sérieuse considération l'acceptation du Protocole. La délégation néerlandaise votera en faveur du Protocole, bien qu'avec une certaine hésitation, étant donné les modifications apportées à ses articles 10 et 11.

Il se peut que la ratification subisse quelque délai mais un point reste acquis, c'est que le projet rédigé constitue le plus notable progrès que les nations du monde aient accomplies en vue d'abolir la guerre.

Pour terminer, M. Loudon rend hommage à lord Robert Cecil dont l'œuvre si remarquable a aidé à la solution du problème que l'Assemblée est appelée à considérer en ce moment. Une œuvre importante vient d'être conçue; c'est aux gouvernements du monde entier d'en assurer la réalisation.

M. Aristide BRIAND (France), déclare, au nom de la délégation française, en plein accord avec son gouvernement, que la France adhère au Protocole et qu'elle est prête à le signer. Le chef de la délégation française, M. Léon Bourgeois n'a pu malheureusement, par suite de son état de santé, être à la tribune en ce jour où la cause de la paix à laquelle il a consacré toute sa vie, a fait un pas important en avant. L'orateur désire exprimer à M. Léon Bourgeois sa reconnaissance et celle des membres de sa délégation.

La cinquième Assemblée de la Société des Nations a ouvert ses travaux dans une atmosphère inquiétante. Il y avait du doute, de la part de ceux qui ne se sont pas encore faits à l'idée que les guerres pourraient cesser, de l'angoisse de la part de ceux qui ont confiance dans la Société des Nations et qui se demandaient si elle pourrait réaliser la lourde tâche qu'elle s'était imposée.

Quand on lit le Protocole, qui s'applique à régler un mécanisme de conciliation, de médiation, d'arbitrage, de dispositions juridiques, à trouver le critérium si délicat, si difficile de l'agresseur, à préparer tout un ensemble de sanctions destinées à maintenir les peuples dans la paix, et quand on réfléchit que, pour le règlement de tels problèmes, à peine un mois a été laissé aux Commissions, on ne peut se défendre d'un sentiment d'admiration à l'égard de leurs membres.

C'est un travail presque surhumain qu'ils ont réalisé et l'orateur croit se faire l'interprète des sentiments de l'Assemblée tout entière en leur disant quelle reconnaissance on leur doit.

The economic and financial sanctions defined in Art. 12 of the Protocol were to be applied in accordance with the circumstances of each State as soon as the Council called for them.

The resolution of October 4th, 1921, by which States Members of the League were free to decide for themselves whether or not the Covenant had been broken, would now no longer hold good, since the new system so carefully defined aggression that it would be an easy matter for the Council to determine what State was the aggressor and consequently liable to incur the application of the sanctions.

By the terms of the Protocol, adhering States were required to contribute loyally and effectively, as far as their geographical situation and special conditions allowed, in the application of any military sanctions which might prove necessary. A State Member of the League, however, remained in control of its armed forces and it would be its own General Staff and not the Council which would direct their operations.

With regard to special agreements, M. Loudon was happy to note the important progress which had been achieved. Such agreements, duly registered and published, would only come into effect after the Council had reached its decision regarding a dispute; thus the automatic putting into force of such agreements, which had given rise to such strong criticism, was now abolished. These agreements would now merely become means whereby the sanctions could be rapidly applied.

Throughout the Protocol, the intention to reduce armaments to a minimum was manifest, especially in the article which provided for the convening on June 15th, 1925, of an International Disarmaments Conference.

The work of that Conference would complete the work of the Fifth Assembly, and would, in effect, amount to a second and revised edition of the Covenant.

Any delegate who signed the Protocol would not bind his Government, but his signature would constitute a strong recommendation in favour of the adoption of the Protocol. The Dutch Delegation would vote for the Protocol, though perhaps with some little hesitation in view of the amendments made in Articles 10 and 11.

Its ratification might be delayed, but nothing could do away with the fact that a scheme had now been drafted which marked the greatest step forward yet taken towards abolishing war.

In conclusion, he paid a tribute to Viscount Cecil, who had done such great work towards solving the problem before the Assembly. A great act had been accomplished, and it would now be left to the Governments of the world to give it concrete realisation.

M. Aristide BRIAND (France) declared on behalf of the French delegation and in full agreement with his Government that France adhered to the Protocol and was ready to sign it. The head of the French delegation, M. Léon Bourgeois, was, for reasons of health, unfortunately unable to address the Assembly on an occasion when an important step in the cause of peace to which he had devoted his whole life was being taken. He desired to express his gratitude to M. Léon Bourgeois and the gratitude of the members of his delegation.

The Fifth Assembly of the League of Nations had begun its work in a troubled atmosphere. There had been some doubt on the part of those who had not yet accepted the idea that war might come to an end, and great anxiety on the part of those who had confidence in the League of Nations but who wondered whether it would be able to accomplish the heavy task to which it had set its hand.

The Protocol, however, aimed at setting up a complete machinery of conciliation, mediation and arbitration. It laid down legal provisions and sought to find means of defining the aggressor, which was a task of great delicacy and difficulty. It further prepared a whole series of sanctions destined to secure peace to the nations. For this great task scarcely a month had been allowed to the committees, and it was impossible not to feel the utmost admiration for the members of these committees. They had performed an almost superhuman task, and he felt he was interpreting the feelings of the entire Assembly in expressing the gratitude which was due to them.

Si l'on n'avait pu aboutir à un résultat, on aurait porté un coup très grave à l'autorité morale de la Société des Nations. Les peuples ont mis leur espoir dans la Société des Nations pour résoudre le problème de la paix. Lorsqu'ils apprendront que les nations Membres de la Société ont publiquement et solennellement adhéré au protocole qui leur est proposé, il se produira alors un mouvement d'enthousiasme qui balayera tous les scepticismes et toutes les critiques.

La guerre a poussé des racines profondes et nombreuses dans les peuples. On ne s'habitue pas volontiers même si l'on est pacifique, à l'idée qu'elle peut disparaître. A l'origine, cette idée est laissée aux utopistes et aux rêveurs. Puis elle prend corps et suscite alors des adversaires et des critiques de plus en plus vives.

Aujourd'hui, les critiques persistent, mais elles n'ont plus le même caractère, les sarcasmes n'existent plus. L'idée a pris corps; elle est accompagnée des vœux d'un grand nombre de peuples, elle est assez puissante pour se défendre.

Quand la résolution présentée à l'Assemblée, sera votée à l'unanimité, l'opposition, si forte jusqu'ici, diminuera, et le monde se rendra alors compte de la puissance de l'idée que l'Assemblée a mise en avant.

L'orateur se reporte avec émotion à l'un des moments les plus terribles de la guerre, au moment de la bataille de Verdun, où il était le chef du gouvernement français. On ne pouvait penser alors qu'une Assemblée comme celle-ci se réunirait pour déclarer la paix.

M. Briand tient à affirmer, au nom de la France qu'elle ne veut jamais revoir la guerre. La France n'est pas, comme on l'a voulu faire apparaître, un pays militariste et impérialiste. La France, la vraie France, reste fidèle à ses traditions de collaboration internationale. Si, au cours de l'histoire, elle est apparue souvent armée, c'est que sa position géographique l'exposait à bien des attaques. Dans la dernière guerre, ce n'est pas seulement son sol et sa liberté qu'elle a défendus, c'est aussi les principes que sa tradition lui imposaient, non pas des principes français seulement, mais des principes mondiaux.

Si, depuis la guerre, la France est restée armée, c'est parce qu'elle avait le souci bien légitime, ayant été envahie deux fois en moins de cinquante ans, de ne pas l'être encore dans l'avenir.

Mais, dès qu'on a fait appel à elle dans la Société des Nations pour organiser un système de paix, de sécurité et de réduction des armements, la France n'a pas hésité une minute pour répondre à cet appel. Elle a diminué de cinquante pour cent son service militaire, elle a diminué de vingt-cinq pour cent ses effectifs et de presque cinquante pour cent son armée navale. Elle est prête à collaborer loyalement à la Conférence projetée pour la réduction des armements.

Le souci de la France pour sa sécurité était bien naturel, mais les trois termes du problème — arbitrage, sécurité, désarmement —, ayant été liés par l'Assemblée, la question est désormais réglée de la manière à la fois la plus logique et la plus juste.

Le Protocole proposé satisfait pleinement la délégation française, qui regrette seulement qu'il ne puisse pas être, dans ses parties immédiatement pratiques, mis à exécution.

Ce Protocole constitue un obstacle sérieux à la guerre. Si, au moment où la guerre éclate, pour une cause souvent quelconque, il était possible d'engager des conversations, et si une procédure de conciliation, si une médiation ou un arbitrage pouvait apporter les délais de réflexion nécessaires, permettant aux peuples de sortir de l'atmosphère mystique qui conduit à la guerre, la guerre serait évitée.

Dans toutes les circonstances où des conflits sont apparus, dès qu'il y a eu contact, conversation, tentative de conciliation, arbitrage, la guerre est généralement évitée; dans toutes les circonstances où elle est déclarée, c'est que, par une sorte de force mystique qui exclut la raison, les peuples sont jetés les uns sur les autres avant d'avoir pu même réfléchir.

Les dispositions du Protocole à cet égard sont de nature à rassurer l'Assemblée, et les sanctions qu'elles comportent,

If no result had been achieved, a very serious blow would have been dealt at the moral authority of the League of Nations. The peoples hoped that the League would find a solution for the problem of peace and, when they learnt that the Members of the League had publicly and solemnly adhered to the Protocol, a general movement of enthusiasm would sweep away all existing doubts and criticisms.

The war had struck its roots deep into the nations, and it was not easy to believe, even though one was animated with pacific ideals, that war might disappear. Nevertheless, the idea of peace had made great progress. At the outset it had been left to those who believed in Utopias and in dreams. It then took shape and substance, and provoked adversaries and criticisms which were continually keener.

Criticism still persisted, but it no longer had the same character. People were no longer sarcastic in regard to the League. The idea had taken root, and was supported by the good wishes of a great number of peoples. It was now sufficiently powerful to defend itself.

When the resolution submitted to the Assembly had been unanimously voted, the opposition to the League, hitherto so strong, would diminish, and the world would realise the power of the ideal which the Assembly was advancing.

He would ask leave to refer with emotion to one of the most terrible moments of the war, the moment of the battle of Verdun, when he was at the head of the French Government. At that time it would have been impossible to imagine that an Assembly such as the present would ever come together in order to declare peace.

France never again desired to see war. France was not, as had been alleged, a militarist and imperialist country. The real France remained faithful to her tradition of international collaboration.

If in the course of history France had often appeared in arms, this was owing to the fact that her geographical position exposed her to many attacks. In the last war France had defended not only her soil and her liberty, but also the principles imposed on her by her traditions—principles which were not merely French principles but were worldwide.

If since the war France had remained in arms, this was because she was legitimately and naturally anxious, having been invaded twice in less than fifty years, that she should not again be attacked in the future.

As soon, however, as an appeal had been made within the League of Nations to organise a system of peace, security and reduction of armaments, France had not hesitated for a single instant in responding to this appeal. Moreover, France had decreased her armaments as soon as it had been possible. The armaments of France had been decreased by 50 per cent. France had diminished her military service by 50 per cent., her effectives by 25 per cent., and her naval forces by almost 50 per cent. She was prepared to participate loyally in the proposed Conference for the Reduction of Armaments.

The anxiety of France for her security was very natural, but now that the three terms of the problem, arbitration, security, and disarmament, were recognised by the Assembly as being intimately connected, the question was henceforth settled in a manner which was at the same time logical and just.

The proposed Protocol entirely satisfied the French delegation, which only regretted that it might not be possible to be put into execution immediately in all its parts.

This Protocol would constitute a formidable obstacle to war. If at the moment when war was breaking out, often for a cause of little moment, it was possible to enter into negotiations, and if a procedure of conciliation or mediation or arbitration resulted in delays during which nations might have time to reflect and to issue from the atmosphere which was leading them into war, war would undoubtedly be avoided.

When disputes broke out, war was generally avoided provided there was conversation and contact and attempts at conciliation and arbitration. In all cases where war was declared, this had been due to illogical passions from which reason was excluded, the nations having fallen upon one another before having had time for reflection.

The provisions of the Protocol were in this respect of a character to reassure the Assembly, and the sanctions which

constituent, de l'avis de l'orateur, un obstacle presque insurmontable à la guerre.

La prochaine guerre serait différente de la dernière et la dépasserait sans doute en horreur. Et, comme la précédente, elle n'amènerait que des ruines. Quel peuple oserait désormais déclarer la guerre ? Quel bénéfice pourrait-il en tirer ? Quel espoir aurait-il de se soustraire aux justes menaces de la coalition de toutes les nations, grandes et petites, pour le maintien de la paix ?

Mais une fois réglé le côté politique des choses de la guerre, il restera à en régler le côté économique. Sur ce terrain également, la France est prête à collaborer avec les autres nations.

En ce qui concerne le Protocole soumis à l'Assemblée, l'orateur déclare que la France le signera tel quel. Mais lorsqu'elle aura réduit au strict nécessaire les armements si lourds pour elle, si elle est menacée, ce sera le devoir de la Société des Nations de lui donner la sécurité à laquelle elle a droit.

Le Protocole ne fait pas de distinction entre les petites et les grandes nations. Toutes les nations se coalisent en faveur d'une seule, qu'elle soit petite ou grande.

Ce Protocole apporte réellement, s'il est exécuté dans l'esprit et dans les termes où il est présenté, une sécurité suffisante aux nations pour leur permettre d'envisager une réduction de leurs armements.

Avant la Conférence pour la réduction des armements, le Conseil aura à examiner les termes du Protocole. Il aura à établir la nomenclature des forces d'assistance apportées par les différents pays ; à étudier du point de vue technique leurs possibilités d'emploi ; les éventualités dans lesquelles cet emploi pourra avoir lieu ; à grouper, à coordonner ces forces. Ce sera un travail sérieux et très complexe.

C'est lorsque l'Assemblée aura sous les yeux l'ensemble de ces dispositions qu'il sera possible de diminuer les charges militaires des Nations. La France sera alors la première à collaborer dans ce domaine avec la Société des Nations.

L'orateur termine en disant que c'est pour la France un honneur que d'adhérer au Protocole, et que le moment où il apporte l'adhésion de son pays est le plus précieux de sa vie politique.

Lord PARMOOR (Empire britannique) appuie chaleureusement la résolution soumise à l'Assemblée.

La délégation britannique est prête à recommander de toutes ses forces à son Gouvernement la signature et la ratification du Protocole.

L'orateur désire remercier publiquement le Président et les rapporteurs de la première et de la troisième Commission des efforts inlassables qu'ils ont déployés en vue de l'accomplissement de leur tâche.

En trois semaines à peine, les deux Commissions, ont élaboré un plan pour la mise à exécution des propositions présentées par les deux premiers Ministres de Grande-Bretagne et de France. Leur tâche n'a pas été aisée, mais le projet qu'ils ont élaboré a rencontré l'approbation unanime de tous leurs membres.

La tâche de la Commission a consisté à rédiger un projet basé sur le principe général de l'arbitrage et prévoyant de plus des mesures de sécurité assez complètes pour préparer la voie à un désarmement effectif.

A son avis il n'existe pas d'autre moyen d'éviter la guerre. L'arbitrage permet de réparer les injustices entre nations, sans qu'elles aient à recourir à la guerre, qui est la plus grande injustice de toutes ; l'arbitrage est un moyen de dissiper les malentendus, de pousser à la collaboration et d'éloigner les controverses, et enfin d'établir un système reconnu de droit international, prévoyant les mêmes méthodes, en matière de droit international public, pour assurer la paix et la sécurité entre nations, que celles qui prévoient, pour les particuliers, des grands systèmes de droit privé en vigueur dans les différents pays du monde. A son avis, le monde est mûr pour être doté d'un système de ce genre, et s'il reste un doute, c'est de savoir dans quelle mesure exactement des sanctions sont nécessaires, pour assurer l'obéissance au principe de l'arbitrage.

Si l'arbitrage doit demeurer la forme donnée à la sécurité internationale, des sanctions suffisantes doivent être prévues, même si les occasions d'y recourir semblent devoir être peu nombreuses et ne se présentent que rarement.

they involved constituted, in his opinion, an almost insurmountable obstacle to war.

The next war would be different from the last, and would doubtless surpass it in horror, and the new war, like the previous war, would end in ruin.

What people would henceforth dare to declare war ? What benefit would they draw from war ? What hope would they have of escaping the just menace of a coalition of all nations great and small for the maintenance of peace, directed against themselves.

Once the political side of the question had been settled, however, there remained the economic side.

On this ground also France was ready to collaborate with the other nations.

As regards the Protocol before the Assembly, France would sign it as it stood ; but if France reduced her armaments, which were now so burdensome, to the minimum strictly necessary, and if as a result she was threatened with danger, it would be the duty of the League of Nations to give to her the security to which she had every right.

The Protocol drew no distinction between the small and the great nations. All nations were united on behalf of a single nation whether small or great.

This Protocol, if executed in the spirit and in the terms in which it was presented, would bring to the nations a real and sufficient security, enabling them to contemplate a reduction of their armaments.

Before the Conference for the Reduction of Armaments, the Council would have to examine the terms of the Protocol. It would have to establish a classification of the forces to be brought in aid by the various countries ; to study technically the possibilities of their employment and the circumstances in which this employment would take place ; to group and coordinate these forces. This would be a serious and very complicated work.

When the Assembly had under its eyes these provisions as a whole it would be possible to diminish the existing military burdens ; France would then be the first to collaborate with the League of Nations.

He concluded by saying that it was an honour for France to adhere to the Protocol. The moment in which he announced the adhesion of his country was the most precious moment of his political career.

Lord PARMOOR (British Empire) warmly supported the resolution before the Assembly.

The British delegation was prepared to recommend as strongly as possible the signature and ratification of the Protocol by the British Government.

He wished publicly to thank the Chairman and Rapporteurs of the First and Third Committees for their indefatigable labour.

The two Committees had, in a little over three weeks, drawn up a scheme for putting into effect the proposals made by the British and French Prime Ministers. Their work had not been easy, but the scheme they had achieved had met with unanimous approval from all their members.

The task of the Committees had been to frame a scheme based on the general principle of arbitration but providing such a full measure of security as to pave the way for a real measure of disarmament.

In his view there was no other means of avoiding war. Arbitration provided a means for righting wrong between nations without recourse to the greater wrong of war, a means of explaining misunderstandings, of inviting co-operation instead of controversy, and of the eventual establishment of a recognised system of international law, providing the same measure in international common law, for peace and security amongst nations as was provided for individuals by the great systems of common law in force in the various countries of the world. In his view, the world was ready for the establishment of such a system, and the only doubt which remained was to know the precise extent of the sanctions necessary to secure obedience to the principle of arbitration.

If arbitration were to be maintained as a form of international security, adequate sanctions would have to be provided, however much it was thought that the occasions upon which they might be employed would be few and far between.

Ceux qui ont rédigé le Protocole, ont cependant essayé de réduire au minimum les risques de guerre et d'assurer un système stable de règlement des différends par des moyens pacifiques.

A cette fin, les termes d'« agresseur » et d'« agression » ont dû d'abord être définis. La définition adoptée est d'une grande portée et elle est complète. Ensuite, on a prévu des sanctions en vue de rendre difficile la réalisation d'intentions malveillantes, et d'établir qu'en principe toute guerre d'agression est un acte répréhensible.

Il n'est pas question toutefois de donner au Conseil une autorité pouvant porter atteinte à l'autorité des gouvernements à l'intérieur du pays. Ni le Conseil, ni l'Assemblée, ne pourront intervenir dans les affaires intérieures d'un pays en dehors du pouvoir que leur confère le Pacte. En d'autres termes, le Conseil ne pourra intervenir qu'en cas de guerre ou de menace de guerre. Dans la pire éventualité, même si des sanctions, non seulement économiques et financières, mais encore des sanctions militaires, apparaissaient indispensables pour le règlement d'un litige, le Conseil n'aurait aucun pouvoir exécutif, et ne disposerait ni d'armée, ni de flotte. Chaque gouvernement resterait libre de décider dans quelle mesure et sous quelle forme il pourrait collaborer loyalement et d'une façon efficace à assurer le respect des dispositions du Pacte et à aider les victimes de l'agression. L'Assemblée ne doit pas oublier qu'au cas où surgirait une question relevant de l'article 7 du Protocole, sur le point de savoir si l'application d'une sanction est susceptible d'élargir ou d'aggraver le différend, ce sera au Conseil de décider si une action entreprise constitue une infraction aux stipulations de cet article; il est peu probable que des mesures de légitime défense, soient considérées comme infraction.

On a dit, non sans ironie peut-être, que le Premier Délégué britannique avait offert de mettre la flotte britannique à la disposition de la Société des Nations. Cette déclaration est une absurdité et n'est nullement fondée. Une offre de ce genre ne saurait être faite aux termes du Protocole, car le Protocole demeure strictement dans les limites du Pacte.

Il y a peu d'espoir de voir disparaître la guerre sans la réalisation d'un système efficace de réduction des armements au niveau fixé par l'article 8 du Pacte. Il est donc du devoir de l'Assemblée de prendre les premières dispositions en vue de convoquer une conférence internationale du désarmement; mais il ne faut pas qu'elle perde de vue que l'arbitrage, la sécurité et le désarmement sont indissolublement liés dans le projet qui lui est soumis. Les dispositions du protocole relatives à l'arbitrage et à la sécurité resteront sans effet jusqu'au moment où la Conférence du désarmement sera arrivée à un résultat satisfaisant, précisément parce que l'on a compris combien il était indispensable de lier ces trois termes.

Lord Parmoor espère que l'esprit qui a présidé aux discussions de l'Assemblée et des Commissions prévaudra jusqu'au bout et assurera l'établissement définitif de la paix. Les derniers mots de M. Herriot nous conseillent la foi, une foi pleine et entière. Le Protocole est une preuve de cette foi, foi dans la puissance de la justice et de la vérité, foi dans les destinées de l'humanité et dans le triomphe final de la paix.

Au nom du Gouvernement britannique, il recommande l'adoption unanime du Protocole.

M. SCIALOJA (Italie) remercie et félicite les rapporteurs des deux Commissions.

Un grand pas a été fait vers la solution du problème qui consiste à remplacer par un jugement juridique le recours à la guerre dans le cas d'un différend entre Etats.

La difficulté la plus grande pour arriver à une solution résultait du fait qu'il importait de conserver intacte la souveraineté de chaque Etat. Cette difficulté a été surmontée par l'institution d'organisations chargées de promulguer des décisions juridiques ou arbitrales sans qu'il soit attribué à ces organes un pouvoir supérieur à celui des Etats pris individuellement. En conséquence, les sanctions destinées à garantir l'exécution d'une décision ou d'une sentence arbitrale rendue par l'une quelconque de ces organes sont fondées uniquement sur les dispositions d'une Convention liant tous les Etats, mais librement acceptée par eux. Les sanctions prévues dans le Pacte ont été maintenues, mais perfectionnées dans leur détail, en vue d'assurer leur application la plus rapide et la plus certaine.

Un système a été créé, qui est basé sur l'application de la loi, tel qu'elle est comprise à l'heure actuelle; ce système est capable

Those who had drafted the Protocol, however, had sought to reduce the chances of war to a minimum and to preserve an assured system of settlement by peaceful means.

To this end, the terms "aggressor" and "aggression" had first been defined, and the definition adopted was far-reaching and inclusive. Then provision had been made for sanctions, in order to make hard the path of the evildoer, and to establish the principle that all aggressive war was evil doing.

There was no intention, however, to give the Council authority above the international authority possessed by Governments. Neither the Council nor the Assembly would have any power to interfere in the internal affairs of a country beyond the powers conferred by the Covenant. That was to say, the Council could only interfere when war, or a threat of war, had occurred. Even if the worst happened, and not only economic and financial sanctions but also military sanctions proved necessary in the case of a dispute, the Council would have no executive powers, and no troops or men-of-war would be at its disposal. Every Government would remain free to decide how far, and in what form, it could best co-operate loyally and effectively in supporting the Covenant and assisting the victim of the aggression. The Assembly should not forget that in the event of a question arising under Art. 7 of the Protocol as to whether the application of a sanction would be likely to extend the dispute or to render it more acute, it would be for the Council to determine whether any particular action which had been taken constituted an infraction of the terms of this article.

It was not likely that action taken in self-defence would be held an infraction.

It had been said, perhaps ironically, that the head of the British Delegation had made an offer of the British Navy to the League. This was an absurd statement, and quite untrue. By the terms of the Protocol such an offer could not be made, for the Protocol was strictly within the limits of the Covenant.

There was no hope that war would disappear from the world unless an effective system of reducing armaments to the level indicated by Article 8 of the Covenant were secured. It was therefore the duty of the Assembly to take the first step towards summoning an international Conference on Disarmament, but it should not forget that arbitration, security and disarmament were inseparably connected in the scheme before it. Until the Disarmament Conference had reached a successful conclusion, the provisions in the Protocol regarding arbitration and security would remain in suspense, precisely because it had been realised how essential it was to link these three together.

He expressed the hope that the spirit which had presided over the discussions of the Assembly and its Committees would prevail to the end and thus definitely establish the reign of peace.

The parting words of M. Herriot were an appeal to us to have faith, powerful faith. The Protocol was the evidence of this faith, faith in the power of justice and truth, faith in the destiny of humanity, in the ultimate triumph of peace.

In the name of the British Government he urged the unanimous adoption of the Protocol.

M. SCIALOJA (Italy) thanked and congratulated the Reporters of the two Committees.

A great step had been taken towards solving the problem of how to replace by a legal judgment recourse to war in the case of a dispute between two States.

The greatest difficulty in reaching a solution had been that of preserving intact the sovereignty of each State. This had been overcome by establishing organisations for the purpose of promulgating legal or arbitral decisions without at the same time granting them authority above that possessed by individual States. Consequently the sanctions provided for the purpose of guaranteeing the execution of any decision or arbitral award given by one of those organisations were founded solely upon the provisions of a convention, binding indeed, but freely accepted by, all States. The sanctions provided for in the Covenant had been maintained but perfected in detail with a view to ensuring their more rapid and sure application.

A system had been created based on the application of law as understood at the present time and capable of eliminating

d'éliminer toutes les controverses de nature juridique, tout en assurant d'autre part la conservation de l'état de choses qui résulte de la guerre et les principes dont s'est inspiré le règlement de toutes les questions relatives à cet état de choses.

En sa qualité de représentant de l'Italie, l'orateur désire exprimer sa satisfaction à l'égard du Protocole. L'idée de l'arbitrage obligatoire a trouvé, depuis longtemps, un accueil favorable dans son pays, comme le prouve la série de traités conclue depuis 1903, et que clôt le traité récemment conclu avec la Suisse.

Il ne faut pas toutefois que le monde s'abuse et pense qu'un remède définitif à la guerre a été trouvé. Les grands mouvements qui ont déterminé l'histoire des peuples sont plus forts à un moment donné que le droit lui-même; les différends ne pourront être évités que par un contrôle très rigoureux des causes de ces mouvements. C'est une nouvelle tâche que la Société devra entreprendre en exécution des principes fondamentaux du Pacte.

Le Protocole lie les nations en unissant leurs forces dans une commune défense contre l'agression, mais la coopération entre Etats ne doit pas se limiter au secours à accorder au moment où le conflit devient plus aigu et où la violence va se déchaîner: elle doit aussi s'appliquer en temps de paix et les Etats, par le fait qu'ils ont adhéré à la Société, ont reconnu que leur devoir était de respecter les intérêts d'ordre supérieur dont la nature et l'étendue sont déterminées par le progrès de la civilisation.

Cette tâche présente de grandes difficultés; c'est pourquoi la Société des Nations doit y consacrer toutes ses forces.

De l'avis de l'orateur, le Protocole, dépassé peut-être les limites fixées par le développement actuel de la civilisation, puisqu'il cherche à créer de toutes pièces, sans avoir recours à l'expérience, un édifice juridique.

Toutefois l'expérience viendra et tous les défauts du projet seront corrigés par la sagesse avec laquelle le Conseil l'appliquera et par la détermination des peuples au monde entier à en assurer le succès.

Certaines dispositions du Pacte ne sont pas en elles-mêmes destinées à être appliquées directement; mais le Protocole indique la direction à suivre.

La paix a toujours été un idéal; c'est aujourd'hui que pour la première fois dans l'histoire, on a tenté d'en faire une réalité.

M. QUINONES DE LEON (Espagne), au nom de la délégation de l'Espagne, exprime son admiration du protocole soumis à l'Assemblée par la première et la troisième Commission. La délégation espagnole a pris l'intérêt le plus vif à collaborer à cette œuvre dont le succès est considérable.

L'orateur espère que le système proposé sera appliqué dans le plus bref délai possible. Un examen attentif du Pacte a révélé certaines omissions auxquelles il a été porté remède, sans qu'on ait touché aux principes fondamentaux; il sera cependant nécessaire de procéder à certaines modifications.

La cinquième Assemblée pourra à juste titre être fière de son œuvre. L'arbitrage obligatoire, dont le principe a toujours été soutenu par l'Espagne, sera bientôt réalisé: M. Quinones de León espère que l'on n'aura à enregistrer qu'un petit nombre de réserves relatives au Protocole.

Toutes les difficultés, telles que la définition de l'agresseur, la question des accords particuliers, la souveraineté des Etats, etc., ont trouvé leur solution.

La délégation espagnole donne son adhésion au projet de protocole, et elle a déjà invité son gouvernement à envisager sérieusement l'acceptation de ce nouvel instrument de concorde.

M. HYMANS (Belgique) déclare que son pays s'est refait matériellement et financièrement. Il a besoin surtout de paix, de justice et de sécurité. La délégation belge donne donc son adhésion aux résolutions dont l'Assemblée est saisie.

La Conférence de Londres a considérablement éclairci l'atmosphère. Les Premiers Ministres de France et de Grande-Bretagne ont été plus loin. Ils ont pensé qu'il serait possible de tenter un effort décisif pour fixer une fois pour toutes les cadres de la vie internationale et en exclure la violence. A leur appel, la première et la troisième Commission ont accompli un travail considérable qui s'impose à l'admiration universelle.

all disputes of a legal nature, while at the same time preserving the position which had resulted from the war and the principles underlying the settlement of all questions relating to that position.

As representative of Italy, he wished to express his satisfaction with the Protocol. The idea of compulsory arbitration had long found favour in his country, as the series of treaties of arbitration since the year 1903, ending with the treaty recently concluded with Switzerland, proved.

The world, however, should not be deceived into thinking that a definite remedy had been found for all possibility of war. The great movements which had dictated the history of peoples were stronger at any given moment than actual law, and disputes could only be prevented by a careful control of the causes of those movements. This was a new task for the League which should be carried out in accordance with the fundamental rules of the Covenant.

The Protocol united nations by banding them together in a common defence against aggression, but co-operation between States should not be limited to giving help at the moment when a dispute became acute and when actual violence was about to be committed. It should also be practised in time of peace, and States, by joining the League, recognised that it was their duty to respect interests of a higher order, the nature and extent of which was determined by the march of civilisation.

This was a difficult task but one upon which the League must concentrate all its forces.

The Protocol, in his view, went further perhaps than was actually warranted by the present development of civilisation, since it sought to erect a legal structure without the aid of experience.

Experience, however, would come, and any faults in the scheme would be corrected by the wisdom with which the Council applied it and the determination of the peoples of the world to make it successful.

Certain provisions of the Covenant were not in themselves capable of direct application, but the Protocol gave the direction which should be followed.

Peace had always been an ideal, and now for the first time in history an endeavour had been made to change the ideal into a living reality.

M. QUIÑONES DE LEÓN (Spain), in the name of the Spanish Delegation, paid a warm and sincere tribute to the Protocol submitted to the Assembly by the First and Third Committees. The Spanish Delegation had co-operated with the greatest interest in their work, which had achieved considerable progress.

The proposed system would, he hoped, be inaugurated with the least possible delay. A careful examination of the Covenant had revealed certain omissions which had now been remedied, though its fundamental principles had remained untouched, despite the fact that certain amendments would prove necessary.

The Fifth Assembly could with reason be proud of its work. Compulsory arbitration, which was a principle always advocated by Spain, would soon become a fact, and he hoped that the fewest number of reservations concerning the Protocol would be recorded.

A solution had been found for all difficulties: the definition of the aggressor, the question of special agreements, the sovereignty of States, etc.

The Spanish Delegation approved the draft Protocol and had already urged its Government to take into serious consideration the acceptance of this new instrument of peace.

M. HYMANS (Belgium) said that his country was now re-established materially and financially. Its vital needs were peace, justice and security. The Belgian Delegation accordingly adhered to the proposed resolutions.

The London Conference had appreciably lightened the atmosphere. The French and British Prime Ministers had then gone a step further and concluded that it was possible to make a decisive effort to fix once and for all the manner in which international life should be conducted and the possibility of conflict removed.

On their proposal, the First and Third Committees had accomplished a very considerable task which commanded universal admiration.

Il faut se garder toutefois de trop d'optimisme. On a dit que la guerre a été tuée, mais pour tuer la guerre, il faudrait détruire dans le cœur des hommes, les bas instincts héréditaires de violence, la cupidité et l'envie. On est toutefois parvenu à boucher toutes les issues par lesquelles la guerre pouvait se jeter sur le monde.

La première ligne de défense élevée contre la guerre a été la défense faite aux États de recourir à une guerre, sauf en cas d'agression. Puis, on a envisagé les mesures relatives à la menace de guerre, enfin les moyens de mettre un terme aux hostilités au début d'un conflit.

Le grand principe tendant à ce que tous les litiges soient résolus par voie d'arbitrage a été établi par le Protocole à la fin d'une guerre sans précédent dans l'histoire.

L'acceptation de ce principe par les grandes puissances est d'une importance capitale et marque une révolution dans la morale internationale. Il ne reste plus qu'à habituer les peuples du monde au règlement pacifique des différends.

La deuxième innovation, extrêmement ingénieuse, c'est la détermination en quelque sorte automatique de l'agresseur. Désormais, il n'y aura plus de controverses sur le point de savoir qui est l'agresseur. Le droit international a enregistré un fait nouveau.

Cette détermination a été accueillie avec satisfaction par le gouvernement belge auquel la définition d'agression figurant dans le traité d'assistance mutuelle a inspiré des doutes.

On donne maintenant au mécanisme qui a été créé toute la rapidité et l'efficacité d'action nécessaires. Il faut se rendre compte de l'effet produit si l'on déclarait qu'un Etat est agresseur. L'effet moral d'une déclaration de ce genre de la part du Conseil serait retentissant : l'Etat en question verrait la conscience de l'humanité tout entière dressée contre lui.

Restent les sanctions : ici encore un grand progrès a été réalisé. Elles existent dans le Pacte, mais sont plus nettement précisées et il a été décidé qu'elles entreraient en vigueur dès que l'agression aura été déclarée. Tous les membres de la Société devront collaborer effectivement et loyalement à l'application de ces sanctions, et le Conseil est prié d'entreprendre l'étude préliminaire en vue d'établir le plan de collaboration économique et financière qui mettra en mouvement le mécanisme, au premier signal donné.

Les sanctions économiques appliquées strictement et loyalement ne peuvent manquer d'avoir un effet décisif. On a aussi cherché à préciser les sanctions militaires, mais il n'a pas été possible de faire autant qu'on l'aurait voulu, dans ce sens, par respect de la souveraineté nécessaire des Etats. L'obligation juridique est nettement affirmée. Elle demeure cependant indéterminée dans sa substance et dans son étendue. On reste encore dans l'incertitude au sujet des forces que les Membres de la Société consentiront à mettre à la disposition du Conseil et pourront affecter à l'œuvre commune de défense et de répression de la guerre. Un point faible reste encore, et il faudra y remédier par la force de l'opinion publique et par le progrès de l'idéal de solidarité.

L'orateur désire mettre en lumière deux idées qui représentent des progrès d'ordre positif et pratique offrant de sérieuses garanties.

C'est d'abord la création de zones démilitarisées et la faculté de les soumettre au contrôle de la Société des Nations.

C'est ensuite la possibilité d'ententes régionales permettant aux Etats de déterminer d'avance les secours militaires qu'ils pourront se fournir mutuellement en cas d'une agression constatée conformément au Protocole. Ces accords, placés sous le contrôle de la Société, seront l'un des instruments les plus efficaces et les plus pratiques de protection et de sécurité.

Il convient d'éviter deux erreurs dans l'attitude adoptée vis-à-vis du Protocole. L'une consiste à voir en ce document un exercice théorique de juristes. L'autre consiste à le considérer comme ayant résolu définitivement le problème de la sécurité. La vérité est que l'on a fait un magnifique effort et que l'on a organisé tout un système de mesures préventives de défense, de répressions et de garantie. On peut se demander si ce système survivra à une crise violente, mais, d'autre part, il convient de tenir compte du risque énorme auquel s'exposerait un Etat s'il se laissait entraîner dans une guerre en dépit des sanctions et des garanties prévues dans le système.

Too great optimism must not, however, be shown. It had been said that war had been killed, but to make this possible the desire to engage in it would have to be obliterated in the hearts of men, together with their hereditary instincts for violence, avarice and jealousy. What, however, had been accomplished was the effective blocking of all the passages through which war could escape to attack the world.

The first defence against war was the provision forbidding States to indulge in it except in cases of aggression. Then came the provisions relating to a threat of war, to the preparations for war and, finally, provisions to put an end to hostilities at the beginning of a conflict.

The great principle that all disputes should be finally dealt with by means of arbitration had been laid down in the Protocol, and this after war unparalleled in history.

The acceptance of this principle by the Great Powers was of the highest importance and was indeed a revolution in international morality. All that remained was to make the peoples of the world used to the peaceful settlement of disputes.

The second innovation was the highly ingenious method whereby an aggressor was automatically determined. For the future the vexed question who was the aggressor would no longer remain in doubt, and something new had now been added to international law.

This definition gave a special satisfaction to his Government, which had had considerable doubts regarding the definition of aggression in the draft Treaty of Mutual Guarantee.

Rapid and effective action was now given to the machinery which had been created. It was necessary to realise the effect of declaring a State to be an aggressor. The moral effect of such a declaration on the part of the Council would be enormous, and such a State would find the conscience of mankind directed against it.

There remained the sanctions, and here a great progress had been realised. There were sanctions in the Covenant, but these sanctions were now more clearly defined, and it was decided that they should enter into force as soon as aggression was declared. All the Members of the League were obliged to collaborate effectively and loyally in the application of these sanctions, and the Council was asked to proceed to the preliminary studies necessary to establish economic and financial plans of co-operation, in order that the machinery might be put into motion at the first signal.

There was no doubt that the economic sanctions, loyally and strictly applied, would be decisively effective.

An attempt had also been made to give precision to the military sanctions, but it had not been possible to do as much in this direction as was desired, out of respect for the necessary sovereignty of the States. The legal obligation was clearly affirmed, but it remained indeterminate in its substance and in its extent. There was still doubt in regard to the forces which the Members of the League would consent to place at the disposal of the Council for the work of common defence and the suppression of war. This was a weakness of the scheme, and a remedy would have to be found in the force of public opinion and the progress of the ideal of solidarity.

He wished to lay emphasis on two ideas which represented practical and positive progress and offered serious guarantees.

One was the creation of demilitarised zones and the possibility of placing these zones under the control of the League of Nations.

The second factor was that of the special agreements, which enabled States to determine in advance the military assistance which they would be mutually able to afford in the event of an aggression declared in accordance with the Protocol. These agreements, placed under the control of the League, would be one of the most effective and practical sources of protection and security.

Two errors must be avoided in the attitude adopted towards the Protocol. One consisted in regarding it as a theoretical exercise of lawyers. The other consisted in regarding it as having finally settled the problem of security. The truth was that a magnificent effort had been made, and that a whole system of preventive measures of defence, of repression, and of guarantees had been organised. It might be asked whether this system would survive a violent catastrophe, but, on the other hand, account must be taken of the enormous risk to which any State would be exposed if it embarked upon war in defiance of the sanctions and guarantees embodied in the system.

L'orateur regrette que le projet doive rester en suspens en attendant l'adoption d'un plan de désarmement, qui sera établi par la Conférence pour la réduction des armements. Il aurait préféré que ce projet fût entré en vigueur immédiatement ou dans un avenir rapproché.

On ne saurait se dissimuler les difficultés qu'il y aura à établir et à exécuter le programme de la Conférence projetée. Après la grande tâche qui a été accomplie, les nations sont déjà en face d'un nouveau problème, qui est peut-être plus difficile que celui qu'elles ont déjà tenté de résoudre. Une tâche gigantesque a été entreprise et l'on n'est pas encore au bout des efforts.

M. ENCKELL (Finlande), au nom de la délégation finlandaise, salue avec une vive satisfaction l'œuvre accomplie par les première et troisième Commissions de l'Assemblée. L'acceptation du principe de l'arbitrage obligatoire et l'adoption d'un système de sécurité sont incontestablement un grand succès pour la Société des Nations.

Par suite de sa situation géographique, la Finlande a été, au cours des siècles, le théâtre de luttes sanglantes entre l'Orient et l'Occident. Elle n'a acquis sa liberté politique que peu de temps avant l'institution de la Société des Nations. Devenue membre de la Société, elle a considéré le Pacte comme une charte de garantie pour son intégrité territoriale et son indépendance politique. C'est donc avec une certaine inquiétude qu'elle a suivi les tendances des premières Assemblées, qui paraissaient donner de quelques-uns des principaux articles du Pacte, une interprétation affaiblissant les responsabilités de la collaboration internationale.

Lorsque la quatrième Assemblée élabora le projet de traité d'assistance mutuelle, le Gouvernement finlandais fut le premier à adhérer à ce projet; c'est donc avec une vive satisfaction que la délégation finlandaise constate l'accord unanime obtenu par la cinquième Assemblée sur le projet de Protocole. Ce Protocole est en effet inspiré par des idées de collaboration internationale, qui ont toujours été celles de la Finlande.

Certes, la délégation finlandaise eût été heureuse de voir modifier certaines règles établies par le Protocole; elle aurait surtout préféré le texte primitif de l'article 10 du Protocole sans l'amendement qui y fut ajouté au dernier moment, car elle estime que cet article, dans ses termes actuels, donne la possibilité à un Etat agresseur d'échapper aux conséquences immédiates de la présomption, bien qu'il ait agi contrairement à l'opinion du Conseil ou de l'Assemblée. Mais l'orateur espère qu'un développement prochain des principes du Protocole complètera et perfectionnera l'accord réalisé actuellement, qui rapproche la Société des Nations de son idéal.

En conclusion, l'orateur déclare que la délégation finlandaise recommandera à son gouvernement la signature et la ratification dudit Protocole.

IV. VINGT-SEPTIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation le mercredi 1^{er} octobre 1924, à 21 h. 30.

Protocole relatif au règlement pacifique des différends internationaux (suite de la discussion).

Le vicomte ISHII (Japon) déclare que la délégation japonaise a collaboré en toute sincérité et loyauté à la rédaction du protocole. L'œuvre est d'une importance sans précédent et la délégation japonaise a été d'une franchise parfaite, bien que cette franchise l'ait mise à l'occasion dans une situation délicate. Elle a cependant toujours été mue par un esprit de conciliation et a été désireuse de réaliser l'entente. Le seul point sur lequel elle ait insisté est d'ordre purement juridique, et le seul motif de son insistance a été le désir sincère d'arriver à l'établissement d'un projet cohérent et logique.

Grâce à des efforts persévérants, et grâce aussi à la bonne volonté de tous, on a établi les bases d'une paix mondiale stable. Le projet rédigé par la première et la troisième commission est caractérisé par une sage prudence et pourra être accepté sans réserve par toutes les délégations.

La délégation japonaise est prête à adhérer sans réserves au projet de résolution.

He was inclined to regret that this scheme would remain in suspense pending the adoption of a plan of disarmament to be established by the Conference for the Reduction of Armaments. He would have preferred the scheme to enter into force either at once or in the near future.

The difficulties of establishing and carrying out the programme of the proposed conference could not be disguised. After the great task which had been accomplished, the nations were already confronted with a further problem, perhaps more difficult than that which they had already attempted to solve. A gigantic task had been undertaken and the end of their endeavours had not yet been reached.

M. ENCKELL (Finland), on behalf of the Finnish Delegation, noted with satisfaction the work accomplished by the First and Third Committees of the Assembly. The acceptance of the principle of compulsory arbitration and the adoption of a system of security were indisputably a great success for the League of Nations.

Finland, owing to her geographical position, had during centuries been the scene of sanguinary conflicts between East and West. She had acquired her political liberty shortly before the foundation of the League of Nations. Having become a Member of the League, she regarded the Covenant as a charter which guaranteed her territorial integrity and political independence. It was accordingly with certain anxiety that she had noted during previous Assemblies a tendency to give to some of the principal Articles of the Covenant an interpretation which weakened the responsibilities of international co-operation.

When the Fourth Assembly framed the draft Treaty of Mutual Assistance, the Finnish Government was the first to adhere to it. It was accordingly with a keen satisfaction that the Finnish delegation noted the unanimous agreement obtained by the Fifth Assembly in regard to the draft Protocol. This Protocol was inspired by ideas of international collaboration which had always been shared by Finland.

The Finnish delegation would have been happy to see certain rules laid down in the Protocol modified in certain respects. It would have preferred the original text of Article 10 of the Protocol without the amendment which had been added to it at the last moment. The Finnish Delegation considered that this Article in its present form afforded the aggressor State an opportunity of escaping from the immediate consequences of the "presumption" although it had acted contrary to the opinion of the Council or the Assembly.

He hoped, however, that a further development of the principles of the Protocol would complete and perfect the agreement which at present had been realised. This agreement brought the League of Nations nearer to the attainment of its ideal.

The Finnish Delegation would recommend its Government to sign and ratify the Protocol.

IV. TWENTY-SEVENTH PLENARY MEETING

held on Wednesday, October 1st, 1924, at 9.30 p.m. in the Salle de la Réformation.

Protocol for the Peaceful Settlement of International Disputes. (Continuation of the discussion.)

Viscount ISHII (Japan) said that the Japanese Delegation had co-operated sincerely and loyally in the drafting of the Protocol. The work had been of unparalleled importance and the Japanese Delegation had been perfectly frank throughout, even though this had entailed treading on occasion upon delicate ground. It had always, however, been influenced by a spirit of conciliation and a desire to reach an understanding. The only point upon which it had laid insistence was a question of a purely legal nature, and the only motive for such insistence had been a sincere desire to arrive at a logical and coherent scheme.

Thanks to great efforts and the good-will shown by all parties, the foundations of the peace of the world had been securely laid. The scheme drafted by the First and Third Committees was characterised by a wise prudence and could be accepted without reserve by all the Delegations.

The Japanese Delegation was ready to give its entire approval to the draft resolution.

M. LANGE (Norvège) exprime la grande satisfaction de la délégation norvégienne pour l'œuvre accomplie par la première et la troisième Commission. La Norvège a été l'un des premiers Etats à signer le Protocole facultatif de l'article 36 du statut de la Cour permanente de justice internationale, et c'est avec joie qu'elle reconnaît que toutes les Puissances — grandes et petites — suivent la même direction.

La délégation norvégienne salue en outre la perspective d'une réduction véritable des armements; elle reconnaît qu'un système de sanctions est nécessaire, et elle y collaborera loyalement et effectivement dans la mesure où la situation particulière de la Norvège le permettra.

La délégation norvégienne votera donc la résolution et le Protocole, et cela bien qu'elle n'ait pu consulter son Gouvernement dans la mesure où elle l'aurait désiré. Elle votera le Protocole, étant bien entendu que celui-ci n'entrera en vigueur qu'après l'adoption du plan de réduction des armements. La délégation espère que la Conférence du désarmement réussira pleinement.

La réduction des armements constitue la tâche principale de la Société et la condition essentielle du succès du Pacte et du Protocole.

Par une réduction sérieuse des armements, sera éliminée la tentation que pourraient avoir les Etats d'abuser de leur force. Les nations seront récompensées de la réduction qu'elles opéreront dans leurs armements, par l'application d'un système complet d'arbitrage et par le sentiment plus grand de sécurité qui en résultera.

Il faut un grand effort d'imagination constructif pour se rendre compte des conditions qui prévaudront à l'heure où les Etats seront désarmés et poursuivront leur tâche l'un à côté de l'autre au sein de la Société des Nations.

Le système défensif des Etats armés dure depuis si longtemps qu'on ne peut pas s'attendre à ce qu'il disparaisse rapidement, et pendant la période de transition, des difficultés se produiront nécessairement. Le Protocole présente le caractère d'un programme, et la première tâche de la Société des Nations, une fois que le succès de la Conférence du désarmement sera assuré, consistera à développer l'aspect législatif de l'Assemblée. A ce sujet, la délégation norvégienne est heureuse de saluer la proposition de la délégation suédoise relative à la codification du droit international.

En conclusion, M. Lange exprime l'espoir que les Etats non Membres de la Société accepteront l'invitation que leur fait le Protocole d'assister à la Conférence du désarmement.

M. de VASCONCELLOS (Portugal) parlant pour M. Chagas, salue au nom du Portugal, les propositions soumises à l'Assemblée auxquelles il se rallie chaleureusement. Le Protocole constitue un engagement solennel pris par tous les Etats, forts et faibles.

Le Premier Ministre de Grande-Bretagne a affirmé le droit à la vie des petites nations. C'est la première fois qu'un homme d'Etat responsable appartenant à une grande nation a affirmé publiquement le droit des petites nations à vivre sans crainte d'être attaquée.

La paix du monde dépend surtout des grandes puissances. Dès qu'elles seront parvenues à une décision définitive au sujet du maintien de la paix, le monde n'aura plus à craindre de guerre.

Le Portugal a été l'un des premiers pays à signer le protocole de la cour permanente de justice internationale relatif à la clause facultative.

La Société des Nations a été créée pour la sauvegarde de la paix et le Portugal fera tout ce qui est en son pouvoir pour contribuer à l'œuvre de la Société, afin de participer au triomphe de la Justice.

M. KOUMANOUDI (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) déclare que son pays collaborera de toutes ses forces à l'œuvre grandiose de paix qu'on se propose de réaliser au moyen du Protocole. Son gouvernement exprime sa propre admiration de l'initiative prise par les Premiers Ministres de France et de Grande-Bretagne, et adhère pleinement à l'idée fondamentale contenue dans le Protocole. L'arbitrage, la sécurité et le désarmement sont indissolublement liés.

Il importe d'abord de constituer un organisme capable de régler pour les litiges internationaux par des méthodes justes et pacifiques, et d'assurer l'exécution des décisions ou des sentences arbitrales qu'il aura prises. Il faut que l'agresseur se

M. LANGE (Norway) expressed the great satisfaction of the Norwegian Delegation at the work accomplished by the First and Third Committees. Norway had been one of the first States to sign the Optional Protocol of Article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice and it gladly recognised that all Powers, both great and small, were moving in the same direction.

It further welcomed the hope of a real reduction of armaments. It recognised that a system of sanctions was necessary and would collaborate loyally and effectively as far as the special situation of Norway permitted.

The Norwegian Delegation would accordingly vote for the resolution and the Protocol, though it had been unable to consult its Government as fully as it could have desired. It voted for the Protocol on the understanding that it would not come into force until after the adoption of a plan for the reduction of armaments. His delegation hoped that the Disarmament Conference would meet with complete success.

The reduction of armaments was the principal object of the League and the fundamental condition for the success of the Covenant and the Protocol.

By a serious reduction of armaments, the temptation of States to use the armed forces in their possession would be removed. Nations would be recompensed for the reduction they made in their armaments by the putting into force of a complete system of arbitration and a consequent greater feeling of security.

Constructive imagination was necessary to visualise the conditions which would prevail when States were disarmed and could each pursue its own objects under the ægis of the League.

The defensive system of armed States had continued for so long that it could not be expected to disappear quickly, and during the period of transition difficulties would be bound to arise.

The Protocol was in the nature of a programme, and the first task of the League of Nations, once the success of the Disarmament Conference was assured, would be a development of the Assembly on its legislative side. In this connection the Norwegian Delegation was happy to note the proposal of the Swedish Delegation regarding the codification of international law.

In conclusion M. Lange expressed the hope that States not Members of the League of Nations would accept the invitation in the Protocol to attend the Disarmament Conference.

M. de VASCONCELLOS (Portugal), speaking for M. Chagas, welcomed in the name of Portugal the proposals before the Assembly, with which he warmly agreed. The Protocol was a solemn engagement undertaken by all States, both strong and weak.

The Prime Minister of Great Britain had said that a small nation had a moral right to live. This was the first occasion on which a responsible statesman of a great nation had publicly affirmed the right possessed by small nations to live without fear of attack.

The peace of the world depended above all on the Great Powers, and the moment they reached a definite decision to maintain peace the world would be no longer troubled by war.

Portugal had been one of the first States to sign the Optional Protocol of the Permanent Court.

The League of Nations had been created to safeguard the peace of the world and Portugal would do its utmost to contribute to the work of the League and thus share in the triumph of justice.

M. KOUMANOUDI (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) said that his country would collaborate wholeheartedly in the great work of peace which it was designed to accomplish by means of the Protocol. His Government wished to express its profound admiration for the initiative taken by the French and British Prime Ministers, and it fully adhered to the fundamental idea of the Protocol. Arbitration, security and disarmament were indivisible.

It was above all necessary to establish an organisation capable of settling all international disputes by just and peaceful means and of assuring the execution of its decisions or arbitral awards. The aggressor must be convinced that his criminal

convainque que sa tentative criminelle est destinée à échouer, grâce à l'application de sanctions élaborées soigneusement d'avance. Lorsqu'ils seront appelés à faire jouer ces sanctions les Membres de la Société sont tenus d'honneur à se conformer aux dispositions de l'article 8 du Pacte.

Il serait regrettable, mais il se pourrait néanmoins, que le Protocole ne fût pas ratifié par tous les Etats et prendrait de ce fait le caractère d'un accord particulier. D'autre part, il a une portée plus générale que le Pacte, du fait qu'il reste ouvert à la signature de tous les Etats, même de ceux qui ne font pas partie de la Société.

Ce Protocole constitue par lui-même un traité international et doit être considéré comme tel, car il dépend de l'adoption par une conférence d'un projet de réduction des armements. Il ne constitue donc pas réellement un amendement au Pacte, puisqu'il n'entrera en vigueur que sous certaines conditions.

Il est d'une importance essentielle que tous les Etats, Membres ou non de la Société, donnent leur adhésion à ce Protocole.

Toute guerre d'agression est déclarée hors la loi, mais la défense de son territoire national et de son indépendance politique constitue pour chaque peuple, un droit sacré. Cette défense est prévue par le Protocole. Le Protocole accorde la compétence obligatoire à la Cour permanente, dans des cas de différends de nature purement juridique. Des réserves (et on pourrait en faire en nombre infini) pourraient affaiblir la valeur de cette clause. Il est donc nécessaire de conserver une liste de ces réserves, liste que les Etats pourront consulter facilement et qui sera tenue à jour.

On a pris toutes les dispositions pour boucher toutes les issues pouvant amener la guerre; toutefois, il est une catégorie de différends auxquels le nouveau système ne s'appliquera pas. Ce sont les différends relatifs à la révision des traités et les actes internationaux en vigueur au moment. C'est là un grand progrès dans la cause de la paix que de déclarer ces traités inattaquables.

En dépit de l'ingénieuse définition de l'agression, il n'est pas toujours possible d'indiquer automatiquement l'agresseur. Il pourra être toujours difficile de constater si une sentence arbitrale a été réellement mise à exécution. En outre, les Etats ont renoncé en faveur du Conseil à un des attributs essentiels de leur souveraineté lors qu'ils ont convenu que le Conseil déciderait à quel moment les sanctions devraient être appliquées.

En ce qui concerne les sanctions militaires, celles-ci sont assez vagues. Certains Membres de la Société ont déclaré qu'ils ne pouvaient s'engager à les appliquer. D'autres ont désiré rester seuls juges du moment auquel elles devraient être appliquées. Si les forces militaires placées à la disposition de la Société sont insuffisantes, la Société devra trouver quelque autre solution. Heureusement, le protocole a laissé en vigueur les accords spéciaux qui pourront être appliqués avec avantage et qui compléteront l'insuffisance éventuelle des forces militaires.

Aux termes du Protocole la punition de l'agresseur est très légère, et un Etat dont les finances sont dans une condition précaire, et qui commence une guerre agressive, n'encourra aucune responsabilité économique. En outre, son intégrité territoriale et son indépendance politique sont assurées. De l'avis du Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, seul un Etat qui a rempli ses obligations envers la Société bénéficiera de ce privilège.

Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes fera tous ses efforts pour aider à l'établissement de la paix; il adhère donc au Protocole avec la ferme intention de le mettre à exécution.

M. ZAHLE (Danemark) dit que pour tous ceux qui ont assisté aux Assemblées précédentes, une nouvelle atmosphère semble avoir été créée et que l'on remarque un changement profond dans la situation européenne. Ce nouvel esprit a eu pour résultat le projet de protocole, qui est dû non seulement au travail infatigable de la première et de la troisième Commission mais aussi au talent brillant des deux rapporteurs.

Le Gouvernement danois salue le progrès considérable qui a été fait vers l'établissement du principe de l'arbitrage obligatoire.

Le Danemark a depuis de nombreuses années appuyé l'arbitrage obligatoire et l'a introduit, toutes les fois qu'il était possible, dans les traités qu'il a conclus avec les autres Etats, même lorsque ces traités touchaient à des questions vitales. Le Danemark a adhéré à l'article 36 du statut de la Cour permanente.

attempt would be bound to fail through the application of sanctions carefully prepared in advance. When called upon to apply these sanctions, members of the League were in honour bound to obey the provisions of Article 8 of the Covenant.

It would be regrettable, but nevertheless possible, that the Protocol would not be ratified by all States and would therefore assume the character of a special agreement. On the other hand, it was of a larger scope than the Covenant, in that it was open to all States, even those outside the League.

The Protocol was an international treaty of itself and must be considered as such, for it depended on the successful adoption by a conference of a plan for the reduction of armaments. This being so, it was not in reality an amendment to the Covenant, since it would only come into force under certain conditions.

It was of vital importance that all States whether Members of the League or not should adhere to the Protocol.

All aggressive war was outlawed, but the defence of national territory and of political independence was the sacred right of each people. This was allowed by the Protocol.

The Protocol gave compulsory jurisdiction to the Permanent Court in the case of disputes of a purely legal nature. Reservations—and there were an infinite number which could be made—might diminish the value of this clause, and it was therefore necessary that a register, kept up to date and easily accessible to all States, should be maintained.

Every provision had been made for stopping all avenues to war, but there was one category of disputes to which the new system would not apply. Those were disputes regarding the revision of treaties and international acts in force at the moment. It was a great step forward in the cause of peace to declare such treaties unassailable.

Despite the ingenious definition of aggression, it was not always possible to point automatically to the aggressor. To discover whether an arbitral award had been executed in actual fact might give rise to many difficulties. Further, States had renounced in favour of the Council one of the most essential attributes of sovereignty when they had agreed that the Council should decide at what moment sanctions were to be applied.

With regard to military sanctions, these were somewhat vague. Certain Members of the League had stated that they could not bind themselves to apply them. Others had wished to remain sole judges of the moment at which to apply them. If the military forces placed at the disposal of the League were insufficient, the League would have to find some other solution. Happily the Protocol had left in force special agreements which could be applied with advantage and which would supplement any insufficiency of military force which might occur.

By the terms of the Protocol, the punishment of the aggressor was very light, and a State whose finances were in a disordered condition and which began an aggressive war would incur no economic responsibility. Further, its territorial integrity and political independence were assured.

In the opinion of his Government, only a State which fulfilled its obligations to the League should benefit by this privilege.

The Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes would make every effort to assist in the establishment of peace and therefore adhered to the Protocol with the firm intention of putting it into execution.

M. ZAHLE (Denmark) said that to those who had attended previous assemblies a new atmosphere seemed to have been created, and a profound change in the European situation was to be noted. This new spirit had resulted in the draft Protocol which was due not only to the indefatigable work of the First and Third Committees but also to the brilliant gifts of the two Rapporteurs.

The Danish Government welcomed the great progress made towards establishing the principle of compulsory arbitration.

Denmark had for many years supported compulsory arbitration and had introduced it wherever possible into the treaties which she had concluded with other States, even when they had dealt with vital questions. She had adhered to Article 36 of the Statute of the Permanent Court.

Le Gouvernement danois reconnaît la nécessité d'introduire des dispositions détaillées concernant l'application des sanctions envisagées dans le Pacte, et ceci en vue de renforcer le sentiment de sécurité qui constitue la condition indispensable à la réduction des armements.

Le Gouvernement danois remarque avec satisfaction que chaque fois que les sanctions de caractère militaire pourront être nécessaires, il sera toujours tenu compte des différences considérables qui existent dans la situation géographique, ou dans la situation matérielle de chaque Etat.

Le Gouvernement danois salue la réunion prochaine d'une Conférence internationale sur le désarmement; un sérieux effort sera donc finalement fait en vue de résoudre cette question vitale. Si cette Conférence n'est pas couronnée de succès, le système tout entier du Protocole s'écroulera. Le Gouvernement danois croit que plus le monde fera de progrès vers le désarmement, plus solide deviendra l'édifice de paix que l'Assemblée cherche à construire. Il faut espérer que la Conférence ne se contentera pas de recommander des réductions sans importance qui laisseraient intact le système actuel des armements. Elle devrait au moins fixer un programme de réduction graduelle et continue des armements jusqu'au moment où on aura atteint un résultat essentiel. Le Gouvernement danois a plein espoir que le Conseil orientera dans ce sens la préparation de la Conférence.

Le moment n'est pas encore venu d'examiner en détails toutes les dispositions du Protocole; la délégation danoise ne pourra donc lier formellement le Gouvernement et le Parlement danois. Elle votera cependant le Protocole et en recommandera l'adoption.

Mr. HENDERSON (Empire Britannique) appuie chaleureusement les résolutions soumises à l'Assemblée. Le Protocole marque un progrès dans les efforts tentés antérieurement, parce qu'il constitue un développement des éléments moraux contenus dans le Pacte. Il faut encourager les Etats à chercher leur sécurité et leur liberté dans la coopération et la bonne volonté.

L'arbitrage est à la base du nouveau système, et la Cour permanente de justice internationale doit être considérée de plus en plus comme une partie intégrante de la vie nationale.

Il est dit dans le projet qu'il ne faut pas seulement un mécanisme pour appliquer la loi sur la base de conditions déjà existantes, mais qu'il faut encore des moyens juridiques pour modifier pacifiquement ces conditions au fur et à mesure que la nécessité s'en imposera. Il se peut qu'il y ait des changements que la Société n'est pas en mesure d'entreprendre dans les conditions actuelles, mais la Société ne peut se permettre de donner l'impression qu'elle se contente de reproduire exactement les erreurs du passé.

L'orateur désire rendre hommage en passant aux grands pionniers de l'arbitrage, notamment aux Etats-Unis d'Amérique, qui en est le champion principal. Le triomphe de l'arbitrage est complet, non seulement à cause du nombre des Etats qui sont appelés à ratifier le Protocole, mais encore parce qu'on a étendu désormais considérablement la portée de l'arbitrage.

La troisième Assemblée a déclaré que de nombreux gouvernements seront dans l'impossibilité de prendre sur eux une réduction sérieuse des armements, sans avoir reçu en échange une garantie de sécurité satisfaisante. On a cherché dans le projet de traité d'assistance mutuelle une solution à ce problème.

L'Assemblée actuelle a décidé cependant, le 6 septembre, de procéder à un nouvel examen des obligations existantes, contenues dans le Pacte, en reconnaissant que la sécurité des Nations ne pouvait être effectivement garantie par des alliances militaires régionales, mais devait être fondée sur une conception morale plus élevée s'exprimant par l'arbitrage universel et le désarmement.

Le projet actuel reconnaît franchement que le désarmement doit être associé à quelque forme de sécurité garantie et il est essentiel que ceux qui acceptent la justice du désarmement ne deviennent pas, de ce fait, les victimes de ceux qui se refusent à le faire. Le projet actuel cherche à éliminer ou à réduire au minimum le risque de conflits; il suspend l'usage de la force jusqu'au dernier moment; et, même si les opérations militaires devenaient nécessaires, on est assuré que les états individuels ne feront pas un mauvais usage de l'action militaire qu'ils auront entreprise au nom de la Société internationale en vue d'assurer ce qu'ils pourraient imaginer être leur avantage matériel. On espère en fait que le projet rendra toute conquête et tout agrandissement territorial impossibles.

The Danish Government agreed on the necessity of introducing detailed provisions regarding the application of the sanctions contemplated in the Covenant in order to increase the feeling of security which was the indispensable condition for the reduction of armaments.

It noted with satisfaction that, whenever sanctions of a military nature might prove necessary, account would always be taken of the very great differences existing in the geographical situation or in the material circumstances of each State.

The Danish Government welcomed the near approach of an International Conference on Disarmament, since a serious effort would at last be made to solve this vital question. Unless success was obtained at that Conference, the whole system of the Protocol, would fall to the ground. The Danish Government thought that the further the world advanced towards disarmament the more solid would become the edifice of peace which the Assembly was endeavouring to construct. It was to be hoped that the Conference would not rest content with recommending unimportant reductions which would leave the existing system of armaments untouched. It should at least fix a programme for gradual and continuous reduction until a vital result had been achieved. The Danish Government had every confidence that the Council would prepare for the Conference on these lines.

It had not yet had time to examine in detail all the provisions of the Protocol and its Delegation could not in consequence formally bind the Government and the Danish Parliament. That Delegation, however, would vote for the Protocol and would recommend its adoption.

Mr. HENDERSON (British Empire) cordially supported the resolutions before the Assembly. The Protocol was an advance upon any previous effort because it represented a development of the moral elements of the Covenant. States were to be encouraged to find their security and freedom through a spirit of co-operation and goodwill.

Arbitration was the foundation of the new system, and the Permanent Court of International Justice was to be more widely accepted as an organised part of international life.

It was declared in the scheme that there must be not only machinery for enforcing the law on the basis of existing conditions but legal and peaceful means of altering those conditions as and when it was considered necessary. There might be changes which it was not in the power of the League to make under existing conditions, but the League could not afford to give the impression that it was content to stereotype the wrongs of the past.

He would pay a brief tribute to the great pioneers of arbitration, particularly to the United States of America, which was its foremost advocate. The triumph of arbitration was complete, not only because of the number of States which were expected to ratify the Protocol but also for the much greater scope now given to arbitration.

The Third Assembly had declared that many Governments would be unable to accept responsibility for a serious reduction of armaments unless they received in exchange a satisfactory guarantee of security. A solution of the problem had been sought in the draft Treaty of Mutual Assistance.

The present Assembly, however, on September 6th had decided upon a new examination of the existing obligations contained in the Covenant, recognising that the security of nations could not be effectively guaranteed by sectional military alliances, but must be founded on a higher moral conception expressing itself through universal arbitration and disarmament.

The present scheme frankly recognised that disarmament must be associated with some form of guaranteed security, and it was fundamental that those who accepted justice and disarmament should not become by that fact the victims of those who refused to do so. The present scheme endeavoured to eliminate or reduce to a minimum the risk of conflict; it suspended the use of force to the last moment; and, even if military operations became necessary, there were guarantees that individual States should not misuse the military action which they undertook on behalf of international society to secure what they might conceive to be their own material advantage. It was in fact hoped that the scheme would render impossible territorial conquest and aggrandisement.

Une méthode d'arbitrage obligatoire associée à l'application de sanctions contre un agresseur, a été désormais établie et l'on espère que cette méthode fournira une sécurité plus effective qu'aucune autre. L'orateur croit que les membres de la Société s'efforceront de remplir leurs obligations à leur honneur, et de coopérer loyalement et effectivement à la punition de l'agresseur. On aura ainsi fourni une mesure de sécurité qui est en harmonie absolue avec les vues et les objets de la Société et qui est destinée à calmer les appréhensions ressenties par de nombreux amis de la Société, étant donné la conception militaire et matérielle sur laquelle leur opinion du projet et le traité de garantie mutuelle avaient été basées.

Il y a des dispositions qu'on aurait pu tout aussi bien omettre dans le Protocole, tant que l'autorité morale de la Société n'aura pas été plus amplement développée, certains Etats continueront à penser que la force militaire constitue une condition indispensable de leur sécurité nationale.

Les trois grands principes de l'arbitrage, de la sécurité et du désarmement doivent être combinés d'une façon inséparable et mis en vigueur par l'intermédiaire du Pacte, dans leur forme amplifiée et éclaircie par les articles du Protocole.

On espère que la Conférence pour la réduction des armements arrivera à une mesure de désarmement, qui entraînera un changement vital ans la vie sociale de presque tous les pays. Les difficultés du problème sont grandes, mais l'enthousiasme et l'appui du public balayeront tous les obstacles lorsque l'on comprendra le sens réel du projet.

V. CORRECTION A LA LISTE DES MEMBRES DES DÉLÉGATIONS

Par suite du départ de M. Gustavo Guerrero, M. Gustavo-Adolphe Guerrero le remplacera en tant que représentant du Salvador au cours des séances ultérieures de l'Assemblée.

VI. RATIFICATION DES CONVENTIONS

M. Jacinto R. de CASTRO, Délégué de la République Dominicaine à la cinquième Assemblée, a signé le 30 septembre 1924 le Protocole de signature du Statut de la Cour permanente de Justice internationale (Genève, le 16 décembre 1920), et la disposition facultative y annexée.

M. KUNZL-JIZERSKY, Délégué suppléant de la République tchécoslovaque à la cinquième Assemblée de la Société des Nations, a transmis au Secrétaire général, le 30 septembre 1924, l'instrument de ratification par Son Excellence le Président de la République de l'amendement à l'article 393 du Traité de Versailles et aux articles correspondants des autres Traités de paix, adoptés par la Conférence internationale du travail à sa quatrième session, tenue à Genève en 1922.

VII. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE

Compte-rendu provisoire: vingt-cinquième séance.
Compte-rendu définitif: dix-huitième séance.

- A. 126 Fédération internationale de Secours mutuels aux populations frappées de calamités. Résolutions adoptées par l'Assemblée le 26 septembre 1924.
- A. 132 Projet de règlement régissant l'octroi de pensions aux juges titulaires et au Greffier de la Cour permanente de Justice internationale.
- A. 134 (1) Fondation d'un Institut international pour l'unification du Droit privé (Offre du Gouvernement italien). Résolution adoptée par l'Assemblée, le 30 septembre 1924.

*—A method of obligatory arbitration, coupled with the application of sanctions against an aggressor, had been established, and it was hoped that this method would supply a more effective security than any other. He believed that the Members of the League would strive honourably to fulfil their obligations and co-operate loyally and effectively to punish the aggressor. There would thus be provided a measure of security which was strictly consistent with the aims and objects of the League and calculated to allay the misgivings felt by many friends of the League owing to the military and material conception on which, in their view, the draft Treaty of Mutual Assistance had been based.

There were provisions which might preferably have been omitted from the Protocol, but, until the moral authority of the League had been further developed, some of the States would continue to think that military force was an indispensable condition of their national security.

The three great principles of arbitration, security and disarmament were to be inseparably combined and operated through the Covenant, as amplified and clarified by the Articles of the Protocol.

It was hoped that the Conference for the Reduction of Armaments would achieve a measure of disarmament which would entail a vital change in the social life of almost every country. The difficulties of the problem were great, but the enthusiasm and support of the public would sweep all difficulties aside when the real meaning of the scheme was grasped.

V. CORRECTION IN THE LIST OF MEMBERS OF DELEGATIONS.

Owing to the departure of M. Gustavo Guerrero, M. Gustavo Adolphe Guerrero will take his place as representative of Salvador at subsequent meetings of the Assembly.

VI. RATIFICATION OF CONVENTIONS.

M. Jacinto R. de CASTRO, delegate of the Dominican Republic at the Fifth Assembly, signed, on September 30th, 1924, the Protocol of Signature of the Statute of the Permanent Court of International Justice (Geneva, December 16th, 1920) and the Optional Clause annexed thereto.

M. KUNZL-JIZERSKY, substitute delegate of the Czechoslovak Republic at the Fifth Assembly of the League of Nations, forwarded to the Secretary-General on September 30th, 1924, the instrument of ratification by His Excellency the President of the Republic of the amendment to Article 393 of the Treaty of Versailles and to the corresponding Articles of the other Treaties of Peace, adopted by the International Labour Conference at its fourth session held at Geneva in 1922.

VII. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS OF THE ASSEMBLY

Provisional Verbatim Record: twenty-fifth meeting.
Definitive Verbatim Record: eighteenth meeting.

- A. 126 International Federation for Mutual Assistance in the Relief of Peoples overtaken by disaster. Resolution adopted by the Assembly September 26th, 1924.
- A. 132 Draft regulations regarding the granting of retiring pensions to ordinary judges and to the Registrar of the Permanent Court of International Justice.
- A. 134 (1) Foundation of an International Institute for the Unification of Private Law (Offer of the Italian Government). Resolution adopted by the Assembly.

A. 135 Arbitrage, sécurité et réduction des armements. Rapport général présenté à la cinquième Assemblée au nom des première et troisième Commissions.

A. 135 Annexe I Projets de résolution soumis à la cinquième Assemblée par les première et troisième Commissions.

A. 135 Annexe I (1) Edition corrigée de A. 135 Annexe I.

A. 135 Annexe II Projet de Protocole pour le Règlement pacifique des différends internationaux.

A. 135 Annexe II Rectifications de A. 135 Annexe II.

A. 140 Projets de résolutions relatives à la Conférence pour la réduction des armements.

A. 135 Arbitration, Security and Reduction of Armaments. General Report submitted to the Fifth Assembly by the First and Third Committees.

A. 135 Annexe I Draft resolutions submitted to the Fifth Assembly by the First and Third Committees.

A. 135 Annexe I (1) Corrected edition of A. 135 Annex I.

A. 135 Annexe II Draft Protocol for the Pacific Settlement of International Disputes.

A. 135 Annexe II Rectifications in A. 135 Annex II.

A. 140 Draft resolutions concerning the Conference on the Reduction of Armaments.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Liste des Dépositaires
des Publications de la Société des Nations.

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AYRES.
- AUSTRALIE**
Australasian Publishing Co. Ltd., 229 Clarence Street, SYDNEY.
- AUTRICHE et ALLEMAGNE**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz, 5, VIENNE.
- BELGIQUE**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE**
Flores, San Roman y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRESIL**
Livraria F. Brigulet & Cia. 23, rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.
- BULGARIE**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. « Tsar Osvoboditel » No 43, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell and Co. Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA-RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.
- DANEMARK**
V. Pios Boghandel-Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.
- EQUATEUR**
Victor Janer, QUAYAQUIL.
- ESPAGNE**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- ÉTATS-UNIS**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- FINLANDE**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, Paris (VI^e).
- GRANDE-BRETAGNE, DOMINIONS et COLONIES**
Constable & Co. Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W. C., 2.
- GRÈCE**
Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Constitution, ATHÈNES.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantès, 10a, Calle Oriente No. 5, GUATEMALA.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- HONGRIE**
Ferdinand Pfeifer (Zeldler Frères), Kossuth Lajos Utca 7 SZ., BUDAPEST IV, KEN.
- INDES**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS et CALCUTTA.
- ITALIE**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- MEXIQUE**
Pedro Robredo, Avenodas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- NORVÈGE**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Libreria I. Preciado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PAYS-BAS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PÉROU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- ROUMANIE**
« Cartea Romaneasca » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- BASSIN DE LA SARRE**
Librairie Marguet 74, Bahnhofstrasse, SARRERBRUCK.
- ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES**
Librairie Française Henri Soubre 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SUEDE**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHECOSLOVAQUIE**
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser :

Service des Publications, Société des Nations,
GENÈVE (Suisse).

LEAGUE OF NATIONS

Authorised Agents
for the Publications of the League of Nations.

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », Calle Florida 371, BUENOS AYRES.
- AUSTRALIA**
Australasian Publishing Co., Ltd., 229, Clarence Street, SYDNEY.
- AUSTRIA and GERMANY**
Rikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz, 5, VIENNA.
- BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUSSELS.
- BOLIVIA**
Flores, San Roman y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRAZIL**
Livraria F. Brigulet & Cia, 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIA**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. « Tsar Osvoboditel » No 43, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell & Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- DENMARK**
V. Pios Boghandel—Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.
- ECUADOR**
Victor Janer, QUAYAQUIL.
- FINLAND**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).
- GREAT BRITAIN, DOMINIONS and COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W. C. 2.
- GREECE**
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitution, ATHENS.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantès, 10a, Calle Oriente, No. 5, GUATEMALA.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HUNGARY**
Ferdinand Pfeifer (Zeldler Bros.), Kossuth Lajos Utca 7 SZ., BUDAPEST, IV, KEN.
- INDIA**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS and CALCUTTA.
- ITALY**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPAN**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori Sanchome, TOKIO.
- MEXICO**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE HAGUE.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Libreria I. Preciado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PERU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLAND**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.
- ROUMANIA**
« Cartea Romaneasca » 3-5, Boul. Academiei, BUCHAREST.
- SAAR BASIN**
Librairie Marguet, 74, Bahnhofstrasse, SAARBRUCK.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES**
Librairie Française Henri Soubre, 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SPAIN**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- UNITED STATES**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries, apply :

Publication Department, League of Nations,
GENÈVE (Switzerland).

JOURNAL

DE LA
CINQUIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1924

OF THE
FIFTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1924

N° 29. — VENDREDI 3 OCTOBRE 1924.

No. 29. — FRIDAY, OCTOBER 3rd, 1924.

AMENDEMENT A L'ARTICLE 16 DU PACTE

Le Protocole portant amendement à l'article 16 du Pacte, adopté le 27 septembre 1924 par la cinquième Assemblée de la Société des Nations, est ouvert à la signature des représentants des Membres de la Société au Bureau 68 du Secrétariat.

AMENDMENT TO ARTICLE 16 OF THE COVENANT

The Protocol containing the amendment to Article 16 of the Covenant, adopted on September 27th, 1924, by the Fifth Assembly of the League of Nations, is open for the signature of representatives of the Members of the League in Room 68 of the Secretariat.

SOMMAIRE :

	Page
I. Vingt-huitième séance plénière de l'Assemblée . . .	347
II. Vingt-neuvième séance plénière de l'Assemblée . . .	354
III. Ratification des conventions . . .	355
IV. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée . . .	355

CONTENTS :

	Page
I. Twenty-eighth Plenary Meeting of the Assembly . . .	347
II. Twenty-ninth Plenary Meeting of the Assembly . . .	354
III. Ratification of Conventions . . .	355
IV. List of Documents distributed to the Members of the Assembly . . .	355

II. VINGT-HUITIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation, jeudi 2 octobre 1924, à 10 heures.

Protocole pour le règlement pacifique des différends internationaux (suite de la discussion).

M. PAUL BONCOUR (France) déclare parler en sa qualité de Membre ayant participé journellement à l'élaboration du Protocole. Il y a eu un contraste frappant entre la minutie du travail effectué qui a pris de l'importance à mesure que ce travail se développait et certains événements graves qui se sont produits dans le monde. L'Assemblée peut cependant se féliciter de ce que le travail ait été si soigneusement fait et avec un respect si grand des traditions juridiques du droit international, et de celles qui sont contenues dans les traités.

Le Protocole constitue un traité d'alliance qui devra être ratifié par les nations souveraines, afin que les engagements qu'il contient puissent devenir définitifs. Ce traité d'alliance est d'une portée sans précédent et il contient des engagements d'une grande souplesse et d'une grande autorité. Il n'est pas restreint à un groupement d'intérêts déterminés ou dirigé contre un autre groupement d'intérêts. C'est un traité d'alliance conclu contre un ennemi qui est resté anonyme.

L'ennemi sera déterminé dans une atmosphère de réflexion sereine par une Cour permanente de justice ou par des arbitres choisis par le Conseil, la Cour ou d'autres arbitres. Ces juges pourront discuter calmement les questions qui jusque là

I. TWENTY-EIGHTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation, at 10 a.m. on Thursday, October 2nd, 1924

Protocol for the Pacific Settlement of Disputes. (Continuation of the discussion.)

M. Paul Boncour (France) said he spoke as one who had participated daily in the work of drafting the Protocol. There had been a striking contrast between the small details which had assumed importance in the course of this work and certain grave events which were happening in the world. The Assembly, however, might congratulate itself that the work had been so carefully done, with such minute respect for the traditions of international law and those embodied in former treaties.

The Protocol was a treaty of alliance, which would have to be ratified by the sovereign nations in order that the engagements which it embodied might become definitive. This treaty of alliance was of an unprecedented scope containing understandings of great elasticity and authority. It was not restricted to a group of determined interests or directed against any such group. It was a treaty of alliance entered into against an which enemy had remained anonymous.

The enemy would be determined in an atmosphere of calm reflection by a Permanent Court of Justice or by arbitrators chosen by the Council, the Permanent Court or other arbitrators. These judges would be able to discuss, in an atmosphere of

étaient débattues dans la hâte et la panique, avant-coureurs de la guerre.

L'élément nouveau de ce traité, c'est que les nations sont désormais unies pour empêcher la guerre, qui est reconnue comme un crime. Le Protocole est le développement du Pacte qui est lui-même le résultat de la conviction profonde qu'une guerre comme la dernière ne pouvait pas être terminée par un traité ordinaire comme ceux qui ont été établis jusqu'ici. Le Pacte, toutefois, ne peut valoir que dans la mesure où il se développe suivant la logique des événements et l'expérience. Le Protocole n'est que le développement du Pacte et ne contient rien d'essentiel qui ne soit déjà dans le Pacte. Il est fondé sur les trois termes: arbitrage, sécurité et désarmement.

L'orateur désire insister sur le fait que l'arbitrage en lui-même est un élément de la sécurité, car il croit à la valeur des forces morales. L'arbitrage cependant n'est qu'un élément de la sécurité, et le droit sans la force est inopérant. Dans le passé aucun grand conflit n'a été soumis à l'arbitrage. Seuls, les conflits de caractère secondaire ont été portés devant les tribunaux arbitraux. Jusqu'ici, l'honneur national et les intérêts vitaux ont été invariablement invoqués comme des raisons légitimes de refuser de soumettre les conflits à l'arbitrage et cependant, on ne voit pas comment l'honneur national d'un pays pourrait se diminuer à accepter la décision d'un arbitre et comment il pourrait y avoir un intérêt plus vital que celui de protéger la civilisation contre la guerre.

Le nouvel élément du Protocole consiste en ce que la détermination de l'agresseur fait immédiatement entrer en jeu tout un système des sanctions, tel que le monde n'en a jamais connu.

Les sanctions économiques présentent un caractère général. Chaque nation a des moyens de production et des ressources particulières qu'elle devra mettre à la disposition de toute nation qui aura été attaquée et chaque nation devra empêcher l'agresseur de recourir à ces ressources.

Les sanctions économiques seront nécessairement fatales à l'agresseur, si un conflit se prolonge. Toutefois, les sanctions économiques ne suffisent pas. Il ne faut pas qu'un Etat attaqué voie son territoire envahi ou son indépendance politique diminuée ne fût-ce qu'un jour. Les sanctions militaires sont donc nécessaires. Ces sanctions ne peuvent être générales, étant donné que les Etats ne sont pas tous dans la même situation. Les uns, en raison de leur situation géographique, ont pu réduire leurs effectifs au strict minimum nécessaire pour la défense de leur territoire. D'autres doivent se réserver le droit de concentrer leurs forces près de leur point stratégique et à leurs frontières. En conséquence, il ne peut être question d'universalité ou d'égalité en ce qui concerne les sanctions militaires, bien que le principe de leur application demeure général et obligatoire. En ce qui concerne l'application des sanctions militaires, la décision n'est pas laissée au Conseil, parce que c'eût été une atteinte portée à la souveraineté nationale. Cette initiative n'a pas non plus été laissée aux Etats, car c'eût été la ruine du Protocole et du Pacte. On a cherché une solution dans la collaboration entre le Conseil et les Etats. L'article 13 reconnaît que les pays dont la situation géographique les expose à une menace plus réelle, pourront définir d'une manière plus précise et plus complète les sanctions qu'ils pourront appliquer immédiatement en faveur l'un de l'autre. Le principe des accords spéciaux se trouve de ce fait maintenu, mais il est soumis aux limites générales fixées par le Pacte, ainsi qu'au contrôle au moyen de l'enregistrement des traités et de leur contrôle ultérieur.

Le but final à atteindre, c'est la réduction des armements. La réduction des armements résultera de l'atmosphère de sécurité produite par le Protocole. Les armements seront réduits à mesure que les signatures du Protocole seront plus nombreuses et seront faites sans réserve.

Le mécanisme de la paix a été créé, et il importe à présent que ce mécanisme soit animé sur la politique des Gouvernements respectifs. On a dit qu'il était nécessaire, non seulement de construire le mécanisme de la paix, mais aussi d'éliminer les causes de guerre, plus particulièrement les causes économiques de toutes sortes qui donnent lieu si souvent à des différends internationaux. Sans la solution de ces problèmes internationaux, le travail qui a été fait pourrait un jour être ruiné par une catastrophe inattendue.

Quand ces problèmes auront été résolus, le monde entier

calm, questions which had hitherto been debated in the midst of the haste and panic which preceded war.

The new element in this treaty was the fact that the nations were henceforth united to prevent war, which was regarded as a crime. The Protocol was a development of the Covenant, which had itself resulted from the conviction that a war like the last war could not end with an ordinary treaty like those which had hitherto been framed. The Covenant of the League, however, could only be of value so far as it was developed in accordance with the logic of events and experience. The Protocol was a development of the Covenant, though it contained nothing essential which was not previously in the Covenant. The Protocol was founded on the three terms: arbitration, security and disarmament.

He would emphasise that arbitration was in itself an element of security, believing as he did in the value of moral forces. Arbitration, however, was only one element of security, and right without force was inoperative. In the past no great conflicts had been submitted to arbitration, but only conflicts of a secondary character. Hitherto national honour and vital interests had invariably been pleaded as legitimate reasons for a refusal to submit to arbitration, though he did not see how national honour could be diminished by accepting the award of the arbitrator or how there could be any more vital interest than protecting civilisation against war.

The new element in the Protocol was that, once the aggressor had been determined, there was brought into play a whole system of sanctions, such as the world had never known. The economic sanctions were general in character. Every nation had means of production and particular resources which it must place at the service of any nation which was attacked, and it must deprive the aggressor of any resort to these services

The economic sanctions must in any prolonged struggle prove fatal to the aggressor. The economic sanctions, however, did not suffice. It was necessary to ensure that the State which was attacked should not even for a day have its territory invaded or its political independence diminished. Military sanctions were therefore necessary. These military sanctions, however, could not be general, as States were similarly placed with regard to them. Some, owing to their geographical position, had been able to limit their forces to the minimum necessary for the defence of their territory. Other States must reserve the right to keep their forces near to their bases and frontiers. There could accordingly be no universality or equality in respect of the providing of military sanctions, though the principle of their application remained general and obligatory.

The decision in regard to the application of military sanctions was not left to the Council, as this would have infringed national sovereignty. Nor was it left to the initiative of each State, as this would have implied the ruin of the Protocol and of the Covenant. A solution had been sought in a collaboration between the Council and the States.

Article 13 recognised that countries whose geographical position exposed them to a more definite menace might define more precisely and completely the sanctions which they could immediately apply on behalf of one another. The principle of special agreements was thus maintained, but it was brought within the general limits of the Covenant and submitted to control by means of the registrations of the treaties and their subsequent supervision.

The final object to be achieved was the reduction of armaments. The reduction of armaments would be a result of the atmosphere of security produced by the Protocol. Armaments would be reduced in proportion as the signatures of the Protocol were numerous, and made without reservations.

The machinery of peace had been created and it was now necessary that this machinery should be inspired by the policy of the various Governments. It had been said that it was not only necessary to construct the machinery of peace, but also to eliminate the causes of war, more particularly the economic causes of all kinds from which international differences so frequently sprang. Without the solution of such international problems, the work which had been done might one day be ruined by an unexpected catastrophe. When these problems had been successfully dealt, with the whole world might repeat

pourra répéter avec joie les mots gravés sur la cloche maîtresse de Bâle: « *Vivos voco, mortuos plango, fulgura frango.* »

M. BRANTING (Suède) dit qu'un système complet visant à résoudre, par des moyens pacifiques, tous les différends surgissant entre les Etats, a été édifié sous les yeux d'un monde étonné et encore quelque peu incrédule. Rien ne pourrait donner plus de satisfaction aux Etats d'ordre secondaire que de voir se réaliser, d'une manière si complète le principe de l'arbitrage obligatoire, résultat que peu de personnes, il y a quelque temps, n'osaient espérer. Le principe de l'arbitrage obligatoire contenu dans le Protocole restera comme un résultat acquis de la cinquième Assemblée.

L'arbitrage, cependant, n'est que la première étape et ni les tribunaux, ni les arbitres ne sont compétents pour légiférer et pour adapter les règles existantes aux conditions nouvelles de la vie internationale. Il est donc nécessaire de créer, à l'avenir, des moyens plus efficaces pour le développement du droit international. C'est donc avec satisfaction que l'orateur retient les paroles d'un des distingués rapporteurs de l'Assemblée qui a insisté sur la nécessité d'entreprendre cette tâche.

Les Gouvernements n'ont pas encore eu l'occasion d'examiner à loisir le Protocole qui a été élaboré. La résolution se borne par conséquent à recommander le projet à leur examen le plus sérieux, afin qu'ils puissent avoir toute liberté de peser leur décision, liberté que le Gouvernement suédois se réserve également.

Le nouveau système signifie un développement organique du Pacte. Les stipulations relatives à l'arbitrage devront être incorporées dans le Pacte. Les dispositions concernant les sanctions n'exigent pas d'amendement au Pacte parce qu'elles ne visent pas à introduire des innovations, mais seulement à rendre les principes du Pacte plus efficaces dans leur application, surtout par la détermination de l'agresseur. Les sanctions économiques et financières sont plus précises que dans l'article 16 du Pacte: quant aux autres sanctions, le Protocole se borne à accentuer l'importance d'une collaboration loyale et efficace et les Gouvernements ne renoncent pas en faveur du Conseil à leur liberté d'appréciation, en ce qui concerne la manière et l'étendue de leur participation. Le système du Protocole est donc élastique et souple, et l'orateur est convaincu que le peuple suédois appréciera l'occasion qui lui est donnée désormais de resserrer les liens de la solidarité internationale, sans porter atteinte à sa souveraineté nationale.

Une Conférence du désarmement sera convoquée sous peu. Le troisième élément indispensable, à savoir le désarmement n'est pas renvoyé à un avenir éloigné: c'est là un trait essentiel du nouveau système.

Le prince ARFA-OD-DOVLEH (Perse) déclare que le progrès accompli par cette Assemblée marque définitivement un pas en avant dans l'histoire de l'humanité, surtout si on le compare avec ce qui a été accompli à la Conférence de La Haye à laquelle M. Léon Bourgeois et lui-même ont assisté vingt-cinq ans auparavant.

Lors de la dernière Assemblée la Perse s'est trouvée obligée d'empêcher l'adoption de l'amendement à l'article 10, amendement qui aurait dangereusement affaibli cet article. Le présent protocole, au contraire, renforce la portée de l'article 13 du Pacte au moyen d'un système admirable de mesures pratiques.

M. DANDURAND (Canada) exprime son admiration envers les Présidents des deux Commissions pour le tact avec lequel ils ont présidé aux séances, et aux deux rapporteurs qui ont accompli, avec tant de compétence, une tâche si délicate.

L'arbitrage, la sécurité et le désarmement ont été acceptés et pratiqués au Canada depuis très longtemps. Le résultat a été que le Canada a joui d'un siècle de paix.

En ce qui concerne l'arbitrage, le Canada a institué une Commission internationale permanente, composée de trois Canadiens et de trois délégués des Etats-Unis qui ont pour mission de régler les différends pouvant surgir sur la frontière entre les deux pays, principalement sur les Grands Lacs et les fleuves, ce qui a eu pour résultat que plus de vingt questions, au cours des douze dernières années, ont été réglées à l'amiable.

En ce qui concerne la question de la souveraineté nationale, qui a été une des plus difficiles dont la première Commission ait eu à s'occuper, l'orateur cite l'opinion de M. Hughes,

with joy the words engraved on the great bell of Basle: *Vivos voco; mortuos plango, fulgura frango!*

M. BRANTING (Sweden) said that a complete system for the settlement by pacific means of all disputes between States had been constructed under the eyes of an astonished and still somewhat incredulous world. Nothing could give more satisfaction to States of the second rank than to see realised so completely the principle of compulsory arbitration, a result for which very few people a short while ago had dared to hope. The principle of compulsory arbitration as embodied in the Protocol would remain as a permanent achievement of the Fifth Assembly.

Arbitration was, however, only the first stage, and neither tribunals nor arbitrators were competent to legislate and to adapt existing rules to the new conditions of international life. It was accordingly necessary to create in future more effective means for the development of international law, and he noted with satisfaction that one of the distinguished rapporteurs of the Assembly had emphasised the necessity of undertaking this task.

The Governments had not yet had an opportunity of examining at leisure the Protocol which had been framed. The resolution accordingly merely recommended the draft scheme to their serious consideration, in order that they might have freedom to weigh their decision, a freedom which the Swedish Government also reserved to itself.

The new system was an organic development of the Covenant and the stipulations relating to arbitration ought to be incorporated in the Covenant. The provisions regarding sanctions did not require amendments to the Covenant, because they did not aim at introducing innovations, but only at rendering the principles of the Covenant more effective in their application, particularly in respect of determining the aggressor. The economic and financial sanctions were more precise than those contained in Article 16 of the Covenant, and in regard to the other sanctions the Protocol confined itself to emphasising the importance of a loyal and effective co-operation. The Governments did not renounce in favour of the Council their freedom of judgment as regarded the method and extent of their participation. The system of the Protocol was accordingly elastic and supple, and he was convinced that Sweden would appreciate the opportunity now afforded of tightening the bonds of international solidarity without prejudicing her national sovereignty.

A conference on disarmaments would be shortly convened, so that the third indispensable factor, namely, disarmament, was not postponed to a distant future. This was an essential element in the new system.

Prince ARFA-ED-DOWLEH (Persia) said that the progress achieved by the present Assembly marked a definite step forward in the history of the world especially when compared with the First Hague Conference which both he and M. Léon Bourgeois had attended twenty-five years previously.

At the previous Assembly Persia had been under the painful necessity of resisting an amendment to Article 10 which would otherwise have been carried and which would have dangerously weakened that Article. The present Protocol, however, reinforced that Article and Article 13 of the Covenant by an admirable system of practical measures.

Mr. DANDURAND (Canada) paid a tribute to the Chairmen of the two Committees for the tact with which they had presided over their meetings and to the two Rapporteurs who had so ably accomplished a difficult task.

Arbitration, security and disarmament had been accepted and applied in Canada for a very long time, with the result that she had enjoyed a hundred years of peace.

With regard to arbitration, Canada had set up a permanent international Committee composed of three Canadians and three delegates of the United States of America, whose duty it was to settle disputes regarding the frontiers between the two countries, especially in relation to the Great Lakes and rivers, with the result that more than twenty questions within the last twelve years had been amicably settled.

With regard to the question of national sovereignty, which had been one of the most difficult with which the First Committee had dealt, he would like to quote the opinion of

secrétaire d'Etat du Gouvernement "des Etats-Unis," qui a dit que les relations amicales entre le Canada et les Etats-Unis se développeraient grandement si une commission permanente, composée des citoyens les plus distingués des deux pays, en nombre égal, était instituée, et si cette commission était chargée de s'occuper automatiquement de tous les faits ou questions concernant les conséquences possibles de l'action gouvernementale de l'un des deux pays sur l'autre, de façon à ce que les intérêts du voisin soient raisonnablement protégés et que chacun des deux pays évite toute mesure infligeant un dommage à l'autre.

Sur une frontière de plus de 5.000 milles, s'étendant de l'Atlantique au Pacifique, le Canada n'a ni un soldat ni un canon.

L'orateur est tout à fait convaincu que le Canada est prêt à accepter l'arbitrage obligatoire et la juridiction obligatoire de la Cour internationale.

En ce qui concerne le désarmement, son pays a déjà atteint l'idéal vers lequel on tend.

Le Canada, de l'avis de M. Dandurand, sera prêt à accepter les sanctions qui lui seront imposées s'il refusait de se conformer aux décisions de la Cour d'arbitrage; en ce qui concerne l'application des sanctions à autrui, le Canada restera loyal au Pacte, quoique, au moment où il l'a signé, il ne se soit pas rendu compte qu'il serait seul à représenter l'Amérique du Nord. Les lourds sacrifices consentis par le Canada l'ont fait réfléchir sur l'avenir, et c'est pour cela qu'il a cru de son devoir de chercher une interprétation précise de ce qui lui semblait être les obligations indéfinies contenues à l'article 10 du Pacte. Il a interprété cet article dans le sens que le Parlement canadien resterait juge de l'étendue de sa participation aux conflits découlant des termes de cet article, et cette interprétation a, à l'unanimité moins une voix, réunit les suffrages de la quatrième Assemblée. Le Canada espère désormais trouver dans le Protocole des dispositions qui tiendront compte des conditions particulières dans lesquelles il se trouve, et il aura à décider s'il peut s'engager à y souscrire.

La délégation canadienne votera pour la résolution soumise à l'Assemblée.

M. de MELLO-FRANCO (Brésil) est fier de pouvoir encore une fois exprimer les sentiments qui inspirent son pays dans les efforts pour coopérer sincèrement à toute tentative faite en vue d'assurer la paix. Aucun de ceux qui ont assisté aux débuts de la Société des Nations n'aurait pu croire qu'en cinq ans un projet si admirable serait réalisé. Les grandes Puissances ont déterminé la victoire de la justice et du droit, et ont ainsi rendu un service inestimable à la cause de la paix. Depuis la première Conférence de La Haye, le monde a cherché une formule qui, tout en permettant aux peuples de se défendre eux-mêmes, pourrait, au moyen d'une garantie collective, donner naissance à un sentiment de réelle confiance basé sur le traitement égal de toutes les nations par l'organe de la justice internationale.

La première Assemblée de 1920 a poursuivi les travaux de la Conférence de La Haye, mais c'est la cinquième Assemblée qui l'a perfectionné en l'achevant par la rédaction du Protocole qui reconnaît, sans qu'une convention spéciale ait été conclue, la compétence obligatoire de la Cour de justice internationale.

Le travail préparatoire élaboré par l'Institut de droit international, l'Association de droit international, l'Union interparlementaire, le Bureau international de Bruxelles et la Conférence pan-américaine, a contribué dans une large mesure, à la réalisation de cette tâche. Deux grands hommes dont l'un n'est plus, le Président Wilson et M. Léon Bourgeois, y ont travaillé sans relâche.

La délégation du Brésil a fait tout ce qui était en son pouvoir pour trouver une méthode de conciliation pour tous les points litigieux soulevés au cours de la rédaction du Protocole; c'est pourquoi M. Raul Fernandes, représentant du Brésil à la première Commission, a appuyé la formule de conciliation relative à la catégorie de différends que le droit international a laissée à la compétence exclusive de l'une des parties.

L'Amérique est le grand continent où l'on pratique l'arbitrage: les frontières qui séparent les Etats américains ne sont guère plus que des expressions géographiques car tous les peuples de ce continent sont remplis d'une confiance mutuelle. C'est dans cet esprit que la légation brésilienne a participé à la tâche commune de l'Assemblée, et qu'elle apporte son adhésion aux résolutions soumises par la première et par la troisième Commission.

Mr. Hughes, Secretary of State of America, to the effect that friendly relations between Canada and the United States would be greatly increased if a permanent body composed of the most distinguished citizens acting as a commission with equal representation of both countries were established, such a Commission to deal automatically with any facts or questions regarding the possible effect of the action of the Government of one country upon the other, so that the interests of both would be reasonably protected and each would avoid any action which would inflict injury upon the other.

On a frontier of over 5,000 miles, stretching from the Atlantic to the Pacific, Canada did not possess one single soldier or one single cannon.

He was perfectly convinced that Canada would be prepared to accept compulsory arbitration and the compulsory jurisdiction of the International Court.

With regard to disarmament, his country had already attained the end desired.

Canada was, in his opinion, prepared to accept sanctions imposed upon her if she were to refuse to accept the decisions of the Court of Arbitrators. With regard to the application of sanctions to other States, Canada would remain loyal to the Covenant though at the moment when she had signed it she had not realised that she alone would represent North America. The heavy sacrifices made by Canada caused her to reflect on the future, and for this reason she had believed it to be her duty to seek for a precise interpretation of what appeared to her to be the indefinite obligations included in Article 10 of the Covenant. She had interpreted that Article to mean that the Canadian Parliament would retain the power to decide as to the measure of its participation in any conflict arising under that Article, and this interpretation had, with one dissentient vote, secured the support of the Fourth Assembly. Canada now hoped to find in the Protocol provisions which would meet her special conditions, and she would have to decide whether she could undertake to subscribe to them.

The Canadian delegation would vote for the resolution submitted to the Assembly.

M. de MELLO-FRANCO (Brazil) was proud to express once more the feelings which inspired his country in its endeavour to co-operate sincerely in any effort made finally to establish peace. No one who had watched the birth of the League of Nations could have expected that in so short a time as five years so admirable a plan could have been realised. The Great Powers had been the decisive factor in this victory of justice and law, and they had thus rendered an inestimable service in the cause of peace. Since the First Hague Conference the world had been in search of a formula which, while allowing the right of all peoples to defend themselves, would at the same time create real confidence in a collective guarantee based on the equal treatment of all nations by an organ of international justice.

The First Assembly in 1920 had carried on the work of the two Hague Conferences, but it was the Fifth Assembly which had brought it to perfection by drafting a Protocol which recognised, without the conclusion of a special convention, the compulsory jurisdiction of the Permanent Court of International Justice.

The preparatory work performed by the Institute of International Law, the International Law Association, the Inter-Parliamentary Union, the International Bureau at Brussels and the Pan-American Conference had greatly aided the task. Two great men, one dead and one living — President Wilson and M. Léon Bourgeois — had worked indefatigably for this end.

The Brazilian Delegation had done its utmost to find means to obtain agreement on any points of difference which had arisen during the drafting of the Protocol, and it was for this reason that M. Raul Fernandes, the representative of Brazil on the First Committee, had supported the formula of conciliation in regard to those classes of disputes which international law left to the exclusive competence of one of the parties.

America was the great continent in which arbitration was practised, and the frontiers separating American States were little more than geographical expressions, since all the peoples of that Continent were filled with mutual confidence. It was in this spirit that the Brazilian delegation had approached the common task of the Assembly, and it would vote for the resolutions submitted by the First and Third Committees.

M. COMĂENEA (Roumanie) déclare que la Roumanie, qui a connu par le passé les horreurs de l'invasion, désire plus que jamais la paix. Elle n'a aucune ambition territoriale, et désire seulement vivre en paix avec tous les peuples, respecter leurs droits et travailler à la tâche de la restauration du monde.

C'est pourquoi elle rend hommage à l'œuvre accomplie par la cinquième Assemblée, qui a fait un pas très important vers la réalisation de l'idéal de la paix universelle.

Convaincu que la Conférence du désarmement trouvera une juste solution au problème, solution compatible avec les besoins de la sécurité nationale, la délégation roumaine votera en faveur des résolutions soumises à l'Assemblée.

M. SKRZYŃSKI (Pologne) déclare que l'œuvre accomplie au cours de ces dernières semaines s'est inspirée de l'accord conclu entre les gouvernements de Grande-Bretagne et de France.

Il désire, au nom de la délégation polonaise, assurer l'Assemblée que l'acte accompli par les premiers ministres britannique et français a fait sur son pays une profonde impression.

L'orateur rend hommage à la mémoire du Président Wilson dont le nom sera indissolublement lié à la cause de la paix.

La Pologne a, par le passé, connu les misères de la division, parce qu'elle s'est trouvée entourée de grandes Puissances, opposées à l'idée de démocratie et de liberté. Ce danger existe encore, car la Pologne se trouve être la seule sentinelle de la démocratie dans l'Europe Orientale.

M. GUANI (Uruguay) exprime son admiration de l'œuvre accomplie. Les grandes Puissances se sont montrées désireuses d'assurer la solidarité internationale et l'harmonie parmi les peuples.

Les États de l'Amérique latine ne demeureront pas indifférents aux exemples qui leur sont donnés, ni aux efforts qu'a tenté la cinquième Assemblée en vue de donner au monde un instrument à la fois juridique et politique, destiné à sauvegarder la paix, à écarter toute possibilité de guerre et à punir le crime international de l'agression.

L'orateur est certain que son pays fera bon accueil au Protocole et que son gouvernement sera l'un des premiers à le signer.

M. TAI TCH'ENNE LINNE (Chine) dit que la délégation chinoise a communiqué le Protocole à son Gouvernement, mais qu'elle n'a malheureusement pas encore eu le temps de recevoir une réponse. Néanmoins, elle est prête à voter sans réserve le projet de résolution soumis à l'Assemblée, et elle espère que cette résolution sera adoptée à l'unanimité.

M. VILLEGAS (Chili) dit que la délégation chilienne désire également s'associer à l'hommage que les représentants des Puissances du monde ont rendu au travail admirable accompli par la cinquième Assemblée de la Société. Le projet de Protocole est entièrement d'accord avec les principes qui ont toujours inspiré son pays en ce qui concerne l'arbitrage, et l'orateur espère sincèrement que le Protocole deviendra sous peu un engagement liant les nations du monde entier, et que, même s'il ne pouvait arriver à tuer définitivement la guerre, il prononcerait bientôt une sentence de mort à l'adresse de l'agresseur futur quel qu'il soit.

M^{me} SWANWICK (Empire britannique) rappelle l'expression dont s'est servi M. Paul Boncour lorsqu'il a dit que l'Assemblée a été occupée à construire une vaste machine. Le bon ou le mauvais fonctionnement de cette machine dépendra entièrement de l'esprit qui la fera marcher. Il sera essentiel d'obtenir l'adhésion des travailleurs du monde entier si l'on veut que la machine fonctionne bien.

M^{me} Swanwick déclare qu'elle ne craint pas de s'adresser, elle femme, à l'Assemblée. En effet, la vie moderne a montré que quelques femmes regardent vers l'avenir et se rendent compte de la grande responsabilité qui leur incombe. Elle cite en exemple la mère de Rathenau, qui a demandé instamment qu'on n'exerce aucune vengeance pour la mort de son fils, et M^{me} Matteoti qui a demandé que les hommes ne vengent pas le mal qu'on lui avait fait. Les Anglais sont fiers de compter parmi leurs femmes patriotes, Edith Cavell, qui a dit que le patriotisme ne suffisait pas.

On a dit que l'arbitrage allait remplacer la guerre et qu'on arriverait ainsi à réaliser la sécurité. Il faut espérer que la sécurité sera différente de celle que les hommes ont promise aux

M. COMĂENEA (Roumania) said that Roumania, which in the past had known the horror of invasion in war, was more than ever desirous of peace. She had no territorial ambition, but wished to live at peace with all peoples, to respect their rights, and to work with them in the work of restoring the world.

She therefore paid a tribute to the work accomplished by the Fifth Assembly, which marked an extremely important step towards the ideal of universal peace.

In the conviction that the Disarmament Conference would be able to find a just solution for the problem and one compatible with the needs of national security, the Roumanian delegation would vote for the resolutions before the Assembly.

M. SKRZYŃSKI (Poland) said that the work accomplished during the past few weeks had been inspired by the agreement reached between the British and French Governments.

In the name of the Polish delegation, he wished to assure the Assembly of the profound impression made upon his country by the action of the British and French Prime Ministers.

He paid a tribute to the memory of President Wilson, whose name had been inseparably linked with the cause of peace.

Poland in the past had known the miseries of partition because it had been surrounded by great Powers opposed to democracy and freedom. This danger still existed, since Poland found herself alone in the east of Europe, a sentinel of democracy.

M. GUANI (Uruguay) paid a tribute of admiration to the work accomplished. The Great Powers had shown themselves desirous of promoting international solidarity and harmony between peoples.

The States of Latin America would not remain indifferent to the example set and to the effort made by the Fifth Assembly to give to the world a legal and political instrument to safeguard peace, to remove the possibility of war, and to punish the international crime of aggression.

He was certain that his country would welcome the Protocol, and his Government would be one of the first to sign it.

M. TAI TCH'ENNE LINNE (China) said that the Chinese Delegation had communicated the Protocol to its Government, but unfortunately had not yet had time to receive a reply. Nevertheless, it was ready to vote, without reservation, for the draft resolution submitted to the Assembly, and hoped that that resolution would be adopted unanimously.

M. VILLEGAS (Chile) said that the Chilean Delegation also wished to associate itself with the tribute which the representatives of the Powers of the world had paid to the magnificent work achieved by the Fifth Assembly of the League. The Draft Protocol was entirely in agreement with the principles which had always inspired his country in respect of arbitration, and he cordially hoped that the Protocol would shortly become an engagement binding the whole world, and that, even though it should not be able finally to kill war, it would shortly pronounce sentence of death upon any future aggressor.

Mrs. SWANWICK (British Empire) referred to the expression used by M. Paul Boncour when he had said that the Assembly had been engaged in constructing a great machine. It would depend entirely on the spirit moving that machine whether it proved to be a machine for good or for evil. It would be essential to obtain the adherence of the workers of the world if it were to be used as a machine for good.

She was not afraid to address the Assembly as a woman, because modern life had shown a few women who had looked into the future and realised the great responsibility of women. She instanced the mother of Rathenau, who had appealed that there should be no vengeance for the loss of her son, and Signora Matteoti, who had asked that men should not revenge the wrongs that had been done to her. The English were proud to number among their patriotic women, Edith Cavell, who had said that patriotism was not enough.

It had been said that arbitration was going to take the place of war and that security would be attained. It was to be hoped that security would be of a different kind from that

femmes depuis des siècles. Le cri d'Asryanax ne doit pas être oublié: «Soyez-vous, frères, que lorsque vous tournez vos armes les uns contre les autres, la première victime est l'enfant.»

Le PRÉSIDENT donne lecture du projet de résolutions ainsi rédigé:

Résolution No 1.

«L'Assemblée,

«Ayant pris acte des rapports des première et troisième Commissions sur les questions qui leur avaient été renvoyées par la résolution de l'Assemblée en date du 6 septembre 1924,

«Accueillé avec la plus vive satisfaction le projet de Protocole sur le règlement pacifique des différends internationaux proposé par les deux Commissions et dont le texte figure en annexe à la présente résolution, et

«Décide:

«1. De recommander à la très sérieuse considération de tous les Membres de la Société, l'acceptation dudit projet de Protocole;

«2. D'ouvrir immédiatement, dans les termes proposés, ledit Protocole à la signature des représentants de Membres de la Société qui sont dès maintenant en mesure de le signer et de le laisser ouvert à celle de tous autres Etats;

«3. D'inviter le Conseil à nommer sans délai un Comité chargé de préparer la rédaction du texte des amendements au Pacte, envisagés dans ledit Protocole;

«4. De prier le Conseil de convoquer une Conférence internationale pour la réduction des armements, qui se réunira à Genève, conformément aux dispositions suivantes de l'article 17 du projet de Protocole:

«En vue de la convocation de la Conférence, le Conseil préparera, en tenant compte des engagements prévus aux articles 11 et 13 du présent Protocole, un programme général pour la réduction et la limitation des armements qui sera mis à la disposition de cette Conférence et communiqué aux gouvernements le plus tôt possible et, au plus tard, trois mois avant la réunion.

«Si, au moins, la majorité des Membres représentés en permanence au Conseil et dix autres Membres de la Société n'ont pas déposé leur ratification pour le 1^{er} mai 1925, le Secrétaire général de la Société devra prendre immédiatement l'avis du Conseil pour savoir s'il doit annuler les invitations ou tout simplement ajourner la Conférence jusqu'à ce que des ratifications aient été déposées en nombre suffisant.»

«5. De prier le Conseil de mettre dès à présent à exécution les dispositions de l'article 12 du projet de Protocole.
[Suit le texte du Protocole.]

Résolution No 2.

«L'Assemblée,

«Ayant pris connaissance du rapport de la première Commission sur les termes de l'article 36, alinéa 2, du Statut de la Cour permanente de Justice internationale;

«Considérant qu'il résulte de cet examen que lesdits termes sont assez souples pour permettre aux Etats d'adhérer au Protocole spécial, ouvert en vertu de l'article 36, alinéa 2, en faisant les réserves leur paraissant indispensables;

«Convaincue qu'il importe au progrès de la justice internationale et qu'il est conforme à l'attente de l'opinion universelle de voir le plus grand nombre d'Etats accepter, de la manière la plus large possible, la compétence obligatoire de la Cour:

«Recommande:

«Aux Etats d'adhérer le plus tôt possible au Protocole spécial ouvert en vertu de l'article 36, alinéa 2, du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

On passe au vote qui a lieu par appel nominal.

which women had been promised by men all down the ages. The cry of Asryanax should not be forgotten: "Remember that when you turn your arms against each other, brothers, the first victim is the child."

The PRESIDENT read the following draft resolutions:

Resolution No. 1.

"The Assembly,

"Having taken note of the reports of the First and Third Committees on the questions referred to them by the Assembly resolution of September 6th, 1924:

"Welcomes warmly the draft Protocol on the Pacific Settlement of International Disputes proposed by the two Committees of which the text is annexed to this resolution, and

"Decides:

"(1) To recommend to the earnest attention of all the Members of the League the acceptance of the said draft Protocol;

"(2) To open immediately the said Protocol in the terms proposed for signature by those representatives of Members of the League who are already in a position to sign it and to hold it open for signature by all other States;

"(3) To request the Council forthwith to appoint a Committee to draft the amendments to the Covenant contemplated by the terms of the said Protocol;

"(4) To request the Council to convene an International Conference for the Reduction of Armaments, which shall meet at Geneva as provided by the following stipulations of Article 17 of the draft Protocol:

"In preparation for the convening of the Conference, the Council shall draw up, with due regard to the undertakings contained in Articles 11 and 13 of the present Protocol, a general programme for the reduction and limitation of armaments which shall be laid before the Conference and be communicated to the Governments at the earliest possible date, and at the latest three months before the Conference meets.

"If by May 1st, 1925, ratifications have not been deposited by at least a majority of the permanent Members of the Council and ten other Members of the League, the Secretary-General of the League shall immediately consult the Council as to whether he shall cancel the invitations or merely adjourn the Conference until a sufficient number of ratifications have been deposited."

"(5) To request the Council to put into immediate execution the provisions of Article 12 of the draft Protocol.
[Here follows the text of the Protocol.]

Resolution No. 2.

"The Assembly,

"Having taken cognisance of the report of the First Committee upon the terms of Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Permanent Court of International Justice;

"Considering that the study of the said terms shows them to be sufficiently wide to permit States to adhere to the special Protocol, opened for signature in virtue of Article 36, paragraph 2, with the reservations which they regard as indispensable;

"Convinced that it is in the interest of the progress of international justice, and consistent with the expectations of the opinion of the world, that the greatest possible number of States should, to the widest possible extent, accept as compulsory the jurisdiction of the Court:

"Recommends:

"States to accede at the earliest possible date to the special Protocol opened for signature in virtue of Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Permanent Court of International Justice."

A vote was taken by roll-call.

Les 48 Etats suivants votent en faveur des résolutions :

Afrique du Sud, Albanie, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Empire britannique, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Cuba, Danemark, Espagne, Esthonie, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Hongrie, Inde, Etat libre d'Irlande, Italie, Japon, Lettonie, Libéria, Lithuanie, Luxembourg, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Perse, Pologne, Portugal, Roumanie, Salvador, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Siam, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Uruguay, Vénézuéla.

Aucun Etat n'a voté contre et aucun Etat ne s'est abstenu de voter.

Les Etats suivants étaient absents : Argentine, Bolivie, Ethiopie, Haïti, Honduras, Pérou.

Le PRÉSIDENT annonce que la résolution a été adoptée à l'unanimité des 48 délégations présentes, aucun Etat ne s'étant abstenu.

Le Président dit que l'Assemblée abordera à présent le projet de résolutions concernant la Conférence sur la réduction des armements :

I. « L'Assemblée recommande au Conseil d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence internationale pour la réduction des armements, la question des accords régionaux pour la réduction des armements.

II. « La majorité des Etats qui ont répondu, tout en faisant certaines réserves, ayant fait connaître qu'ils n'ont pas dépassé les dépenses d'armements qui figuraient à leur dernier budget, et la recommandation adressée aux gouvernements visant la période qui précède la réunion de la Conférence internationale pour la réduction des armements qui doit se réunir l'année prochaine,

« L'Assemblée estime qu'il n'y a pas lieu de renouveler la recommandation relative à la limitation des dépenses d'armements, question qui doit faire partie du programme de la Conférence internationale pour la réduction des armements.

III. « L'Assemblée émet l'avis :

« 1. Qu'une nouvelle Conférence technique sur le désarmement naval n'est pas nécessaire.

« 2. Que la question du désarmement naval doit être englobée dans celle du désarmement général, dont s'occupera la Conférence internationale, envisagée dans la résolution adoptée le 6 septembre 1924, par la cinquième Assemblée, et dont il appartient au Conseil d'établir le programme.

IV. « L'Assemblée prie le Conseil, lorsqu'il préparera le programme général de la Conférence pour la réduction des armements prévue à l'article 17 du Protocole, de vouloir bien examiner l'opportunité de faire figurer les points suivants à ce programme :

« 1. Plan général d'une réduction des armements, conformément à l'article 8 du Pacte, notamment :

« a) Base et méthodes de la réduction (budgets, effectifs de paix; tonnage des flottes navales et aériennes, population, configuration des frontières, etc.);

« b) Fixation d'un budget modèle des dépenses d'armements.

« 2. Situation spéciale de certains Etats à l'égard de la réduction des armements :

« a) Réserves temporaires des pays se trouvant particulièrement exposés;

« b) Recommandation d'accords régionaux de réduction (ou de limitation) des armements.

« 3. Recommandation d'établissement de zones démilitarisées (article 9).

« 4. Contrôle et investigation de l'état d'armements des Etats contractants.

« L'Assemblée prie également le Conseil de faire examiner par les organismes compétents de la Société les projets dans cet ordre d'idées dont a été saisie la troisième Commission ou dont pourra être saisi ultérieurement le Secrétariat et d'en tenir compte dans la préparation du programme de la Conférence. »

The following 48 States voted in favour of the resolutions :

Albania, Australia, Austria, Belgium, Brazil, British Empire, Bulgaria, Canada, Chile, China, Colombia, Costa Rica, Cuba, Czechoslovakia, Denmark, Esthonia, Finland, France, Greece, Guatemala, Hungary, India, Free State of Ireland, Italy, Japan, Latvia, Liberia, Lithuania, Luxemburg, Netherlands, New Zealand, Nicaragua, Norway, Panama, Paraguay, Persia, Poland, Portugal, Roumania, Salvador, Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, Siam, South Africa, Spain, Sweden, Switzerland, Uruguay, and Venezuela.

No State voted in the negative and no State which was present abstained from voting.

The following States were absent : Abyssinia; Argentine Republic; Bolivia; Haïti; Honduras; Peru.

The PRESIDENT announced that the resolutions had been unanimously passed by the vote of 48 delegations present, no State having abstained from voting.

The President said the Assembly would now take the draft resolutions concerning the Conference on the Reduction of Armaments :

« I. The Assembly recommends the Council to place the question of Regional Agreements for the Reduction of Armaments on the agenda of the International Conference for the Reduction of Armaments.

« II. Whereas the majority of the States which have replied have stated that, with certain exceptions, they have not exceeded the expenditure on armaments shown in their last budgets, and whereas the recommendation addressed to the Governments relates to the period which must elapse before the meeting of the International Conference for the Reduction of Armaments, which is to take place next year :

« The Assembly does not consider it necessary to repeat the recommendation regarding the limitation of expenditure on armaments, as this question is to be placed upon the agenda of the International Conference for the Reduction of Armaments.

« III. The Assembly is of the opinion :

« 1. That another technical conference on naval disarmament is unnecessary;

« 2. That the question of naval disarmament should be discussed as part of the general question of disarmament dealt with by the International Conference proposed in the Resolution of September 6th, 1924, adopted by the Fifth Assembly, and that it rests with the Council to settle the programme.

« IV. The Assembly requests the Council, in preparing the general programme of the Conference for the Reduction of Armaments provided for in Article 17 of the Protocol, to consider the advisability of including in that programme the following points :

« 1. General plan for a reduction of armaments in accordance with Article 8 of the Covenant, in particular :

« (a) Basis and methods of reduction (budget, peacetime effectives, tonnage and naval and air fleets, population, configuration of frontiers, etc.).

« (b) Preparation of a typical budget for expenditure on armaments.

« 2. Special position of certain States in relation to the reduction of armaments :

« (a) Temporary reservations by countries exposed to special risks;

« (b) Recommendation of regional agreements for the reduction (or limitation) of armaments.

« 3. Recommendation of the establishment of demilitarised zones (Article 9).

« 4. Control and investigation of armaments in the contracting States.

« The Assembly also requests the Council to instruct the competent organisations of the League to examine the schemes relating to the above questions which have already been submitted to the Third Committee, or which may subsequently be received by the Secretariat, and to take them into consideration in preparing the programme of the Conference. »

M. HYMANS (Belgique) dit qu'il a certaines réserves à faire, au nom de plusieurs de ses collègues au Conseil, au sujet de cette dernière résolution. Ceux-ci ont exprimé des doutes relativement à l'opportunité de voter cette résolution qui pourrait sembler diminuer l'indépendance et la liberté nécessaires au Conseil dans l'exécution de la tâche délicate qui lui a été confiée. Personnellement, il partage ces scrupules, mais il désire attirer l'attention sur les termes de la quatrième résolution: « L'Assemblée prie le Conseil etc. ». Il estime que l'expression dont on s'est servi visait à faire disparaître les appréhensions auxquelles aurait pu donner lieu la première lecture du texte. Il désire cependant formuler une réserve à ce sujet, car il doit être bien compris que le Conseil, dans l'exécution de la tâche importante qui lui a été confiée, doit garder sa pleine liberté et indépendance. L'Assemblée peut avoir confiance dans le Conseil.

Le PRÉSIDENT signale que le rapport de la Commission a été réservé, dès le début, de la façon la plus explicite, la compétence spéciale du Conseil prévue à l'article 8 du Pacte. Les réserves qui viennent d'être faites par le Président du Conseil figureront au procès-verbal de la présente séance. Il est entendu que le Conseil agira en pleine liberté.

La résolution est adoptée.

M. MENSENDORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Autriche) propose d'envoyer un télégramme aux Premiers Ministres, Herriot et MacDonald, pour leur annoncer le vote unanime qui vient d'avoir lieu.

Le PRÉSIDENT propose d'envoyer également un télégramme aux chefs des Gouvernements des pays représentés d'une façon permanente au Conseil.

Ces propositions sont adoptées.

II. VINGT-NEUVIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE DE L'ASSEMBLÉE

tenue à la Salle de la Réformation, jeudi 2 octobre 1924, à 15 h. 30.

Hommage à M. Léon Bourgeois.

Sur la proposition de M. URRUTIA (Colombie), l'Assemblée décide d'envoyer à M. Léon Bourgeois, le télégramme suivant:

« L'Assemblée, avant de clore sa cinquième session, prie son Président d'envoyer une dépêche à Son Excellence M. Léon Bourgeois pour lui communiquer l'approbation donnée au Protocole sur l'arbitrage, la sécurité et le désarmement, et pour lui rendre, au nom de l'Assemblée, un témoignage de profonde reconnaissance pour les services éminents rendus par lui à la cause de la justice et de la paix internationale ».

M. LOUCHEUR (France), au nom de la délégation française, adresse ses remerciements à l'Assemblée.

Election des Membres non permanents du Conseil.

Le PRÉSIDENT invite l'Assemblée à procéder à l'élection des Membres non permanents du Conseil.

Le scrutin a lieu par appel nominal.

Le PRÉSIDENT annonce les résultats du scrutin.

Ont pris part au vote les Etats dont les noms suivent: Afrique du Sud, Albanie, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Empire britannique, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Danemark, Espagne, Esthonie, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Hongrie, Inde, Etat Libre d'Irlande, Italie, Japon, Lettonie, Libéria, Lithuanie, Luxembourg, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Pays-Bas, Paraguay, Perse, Pologne, Roumanie, Salvador, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Siam, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Uruguay, Venezuela.

M. HYMANS (Belgium) said he had certain reservations to make on behalf of several of his colleagues on the Council in regard to this last resolution. Several of his colleagues had expressed doubts in regard to the advisability of voting for this resolution, which might seem to diminish the independence and freedom which were necessary to the Council in carrying out the delicate task which had been entrusted to it. Personally, he shared these scruples, but he would draw attention to the exact terms of the fourth resolution: "The Assembly requests the Council, etc." He thought that the expression used was calculated to remove the apprehensions which had been raised by a first reading of the text. He would, however, formulate a reservation in regard to it, as it must be clearly understood that the Council, in carrying out the important task entrusted to it, must preserve its full liberty and independence. The Assembly might have every confidence in the Council.

The PRESIDENT pointed out that the report of the Committee reserved from the outset in the most explicit manner the special competence of the Council as provided in Article 8 of the Covenant. The reservations which had just been made by the President of the Council would figure in the minutes of the present meeting. It was understood that the Council would act with full liberty.

The resolution was adopted.

M. MENSENDORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Austria) suggested that a telegram should be sent to the Prime Ministers, M. Herriot and M. MacDonald, announcing the vote which had been unanimously taken.

The PRESIDENT proposed that a telegram should also be sent to the heads of Governments of the countries permanently represented on the Council.

These proposals were adopted.

II. TWENTY-NINTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation at 3.30 p.m., on October 2nd, 1924.

Tribute to M. Léon Bourgeois.

On the proposal of M. URRUTIA (Colombia), the Assembly decided to send the following telegram to M. Léon Bourgeois:

"The Assembly, before closing its fifth session, requests its President to send a telegram to H.E. M. Léon Bourgeois, in order to communicate to him the approval given to the Protocol on Arbitration, Security and Disarmament, and to pay, on behalf of the Assembly, a tribute of deep gratitude for the eminent services which he has rendered to the cause of justice and international peace."

M. LOUCHEUR (France) thanked the Assembly on behalf of the French delegation.

Election of the non-permanent Members of the Council.

The PRESIDENT invited the Assembly to proceed to the election of the non-permanent Members of the Council. A secret ballot was taken by roll-call.

The PRESIDENT announced that the result of the ballot was as follows:

The following States voted:
Albania, Australia, Austria, Belgium, Brazil, British Empire, Bulgaria, Canada, Chile, China, Colombia, Costa Rica, Cuba, Czechoslovakia, Denmark, Esthonia, Finland, France, Greece, Guatemala, Hungary, India, Irish Free State, Italy, Japan, Latvia, Liberia, Lithuania, Luxembourg, Netherlands, New Zealand, Nicaragua, Norway, Panama, Paraguay, Persia, Poland, Roumania, Salvador, Serb-Croat-Slovene Kingdom, Siam, South Africa, Spain, Sweden, Switzerland, Uruguay, Venezuela.

Etaient absents ou se sont abstenus, les Etats dont les noms suivent: Argentine, République Dominicaine, Ethiopie, Haïti, Honduras, Pérou, Portugal.

Nombre des votes: 47
Majorité absolue: 24

Les voix obtenues par les Etats sont les suivantes:

Uruguay	43
Brsil	40
Tchécoslovaquie	40
Suède	37
Espagne	36
Belgique	34

Le PRÉSIDENT proclame élus Membres non permanents du Conseil les Etats dont les noms suivent: Uruguay, Brésil, Tchécoslovaquie, Suède, Espagne, Belgique.

Signature du Protocole.

Le PRÉSIDENT annonce que le Protocole pour le règlement pacifique des différends internationaux a déjà été signé par les représentants des pays suivants: Albanie, Bulgarie, Esthonie, France, Grèce, Lettonie, Pologne, Portugal, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et Tchécoslovaquie.

Le PRÉSIDENT annonce que la France a apposé sa signature au Protocole pour le recours facultatif à la compétence de la Cour permanente de Justice internationale.

Discours de clôture du Président.

Le PRÉSIDENT prononce alors son discours de clôture.

III. RATIFICATION DES CONVENTIONS

M. Fridtjof Nansen, Premier Délégué de la Norvège à la cinquième Assemblée a signé la Convention internationale pour la simplification des Formalités douanières (ouverte à la signature à Genève, le 3 novembre 1923).

IV. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS
AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE

Compte rendu provisoire: vingt-huitième séance.
Compte rendu provisoire: vingt-neuvième séance.
L'Ordre du jour N° 10 de l'Assemblée.

The following States were absent or abstained from voting: Abyssinia, Argentine, Bolivia, Dominican Republic, Haiti, Honduras, Peru, Portugal.

Number of States voting 47
Absolute majority required 24

The votes obtained by the States were as follows:

Uruguay	43
Brazil	40
Czechoslovakia	40
Sweden	37
Spain	36
Belgium	34

The PRESIDENT announced that the following States had been elected non-permanent Members of the Council: Uruguay, Brazil, Czechoslovakia, Sweden, Spain, Belgium.

Signature of the Protocol.

The PRESIDENT announced that the Protocol for the Pacific Settlement of International Disputes had already been signed by the representatives of the following countries: Albania, Bulgaria, Czechoslovakia, Esthonia, France, Greece, Latvia, Poland, Portugal, and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

The PRESIDENT announced that France had signed the Protocol for voluntary recourse to the competence of the Permanent Court of International Justice.

Closing of the Session.

The PRESIDENT then delivered his closing speech.

III. RATIFICATION OF CONVENTIONS

Dr. Fridtjof Nansen, First Delegate of Norway at the Fifth Assembly has signed the International Convention for the Simplification of Customs Formalities (adopted at Geneva, November 3rd, 1923).

IV. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS
OF THE ASSEMBLY

Provisional Verbatim Record: twenty-eighth meeting.
Provisional Verbatim Record: twenty-ninth meeting.
Assembly Agenda No. 10.

RÉSUMÉ MENSUEL

DES TRAVAUX
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le *Résumé mensuel* des travaux de la Société des Nations fournit chaque mois un tableau général de l'activité de la Société des Nations. Il est en vente aux prix suivants :

Abonnement annuel.....	Argent suisse Fr. 5.—
Prix du numéro	» 0.50

SOCIÉTÉ DES NATIONS

JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal Officiel* paraît, depuis janvier 1922, en deux éditions (l'une en français et l'autre en anglais); il contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et des résolutions adoptés par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

Abonnement annuel, 1924	Argent suisse Fr. 60.—
(Le prix des numéros isolés varie selon leur étendue.)	

1 ^{re} année, 1920, Nos 1-8	» 15.—
2 ^{me} » 1921, » 1-12	» 15.—
3 ^{me} » 1922 » 1-12	» 60.—
4 ^{me} » 1923 » 1-12	» 60.—

SUPPLÉMENTS SPÉCIAUX

DU
JOURNAL OFFICIEL

N ^o hors série. Résolutions adoptées par l'Assemblée au cours de sa première session	Argent suisse Fr. 2.—
N ^o 1. Correspondance concernant la question des îles d'Aland	» 1,25
N ^o 2. Avant-projet pour l'Institution de la Cour permanente de Justice internationale	» 1,25
N ^o 3. Question des îles d'Aland. Rapport de la Commission internationale de Juristes	» 1,25
N ^o 4. Documents relatifs au différend entre la Pologne et la Lituanie	» 9.—
N ^o 5. Résolutions adoptées par le Conseil de la Société des Nations au cours de sa treizième session, Genève, 17-28 juin 1921	» 1,50
N ^o 6. Résolutions et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa deuxième session (du 5 septembre au 5 octobre 1921)	» 2.—
N ^o 7. Constitution de la Ville libre de Dantzig	» 3,50
N ^o 8. Index des Procès-Verbaux des Sessions du Conseil de l'année 1921	» 5.—
N ^o 9. Résolution et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa troisième session	» 2.—
N ^o 10. Index du <i>Journal Officiel</i> pour les années 1920 et 1921 (1 ^{re} et 2 ^{me} années)	» 9.—
N ^o 11. Résolution et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa quatrième session	» 3.—
N ^o 12. Index du <i>Journal Officiel</i> pour l'année 1922	» 5.—
N ^{os} 13-19. Actes de la Quatrième Assemblée (six volumes)	» 50.—

MONTHLY SUMMARY

OF THE
LEAGUE OF NATIONS

The *Monthly Summary* of the League of Nations is a record of the proceedings of all League meetings, and provides in general form a regular account of League activities. It is on sale at the following prices :

Annual subscription	5/-	\$1	5 Swiss frs.
Single numbers	6d.	10 cts.	50 centimes.

LEAGUE OF NATIONS

OFFICIAL JOURNAL

The *Official Journal*, which is published (since January 1922) in separate editions in English and French, contains the complete Minutes of the Sessions of the Council of the League of Nations, the text of the Reports and Resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Annual subscription, 1924	£2 10s.	\$12.00
(The prices of the separate numbers vary according to size.)		

1st Year, 1920, Nos. 1-8	15/-	\$3.00
2nd » 1921, » 1-12	15/-	\$3.00
3rd » 1922, » 1-12	£3	\$12.00
4th » 1923, » 1-12	£2/10	\$12.00

SPECIAL SUPPLEMENTS

TO THE
OFFICIAL JOURNAL

Unnumbered. Resolutions adopted by the Assembly during its First Session	2/-	\$0.40
No. 1. Correspondence concerning the Question of the Aaland Islands	1/3	\$0.25
No. 2. Draft Scheme for the Institution of the Permanent Court of International Justice	1/3	\$0.25
No. 3. The Aaland Islands Question. Report of the Committee of Jurists	1/3	\$0.25
No. 4. Documents concerning the Dispute between Poland and Lithuania	9/-	\$1.80
No. 5. Resolutions adopted by the Council at its Thirteenth Session in Geneva, June 1921	1/6	\$0.30
No. 6. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Second Session (September 5th to October 5th, 1921)	2/-	\$0.40
No. 7. Constitution of the Free City of Danzig	3/6	\$0.70
No. 8. Index to the Minutes of the Sessions of Council during 1921	5/-	\$1.00
No. 9. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Third Session	2/-	\$0.40
No. 10. Index to the <i>Official Journal</i> for the years 1920 and 1921 (first and second years)	7/6	\$1.80
No. 11. Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Fourth Session	2/6	\$0.60
No. 12. Index to the <i>Official Journal</i> for the year 1922	4/-	\$1.00
No. 13-19. Records of the Fourth Assembly (six volumes)	£2	\$10.00

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Liste des Dépositaires
des Publications de la Société des Nations.

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AYRES.
- AUSTRALIE**
Australasian Publishing Co. Ltd., 229 Clarence Street, SYDNEY.
- AUTRICHE et ALLEMAGNE**
Nikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz, 5, VIENNE.
- BELGIQUE**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE**
Flores, San Roman y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRESIL**
Livreria F. Briguiet & Cia, 23, rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.
- BULGARIE**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. « Tsar Osvoboditel » No 43, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell and Co. Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA-RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.
- DANEMARK**
V. Pios Boghandel-Povi Brauner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.
- EQUATEUR**
Victor Janer, QUAYAQUIL.
- ESPAGNE**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- ÉTATS-UNIS**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- FINLANDE**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, Paris (VI^e).
- GRANDE-BRETAGNE, DOMINIONS et COLONIES**
Constable & Co. Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W. C. 2.
- GRECE**
Eleftheroudakis & Barth, Librairie Internationale, Place de la Constitution, ATHÈNES.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantès, 10a, Calle Oriente No. 5, GUATEMALA.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- HONGRIE**
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST IV, KER.
- INDES**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS et CALCUTTA.
- ITALIE**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- MEXIQUE**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- NORVÈGE**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Libreria I. Preciado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PAYS-BAS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PEROU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE**
Gebethner & Wolff, ulica Stenklawicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- ROUMANIE**
« Cartea Romaneasca » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- BASSIN DE LA SARRE**
Librairie Marguet 73, Bahnhofstrasse, SARREBRUCK.
- ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES**
Librairie Française Henri Soubre 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SUEDE**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE**
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser :

Service des Publications, Société des Nations,
GENÈVE (Suisse).

LEAGUE OF NATIONS

Authorised Agents
for the Publications of the League of Nations.

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », Calle Florida 371, BUENOS AYRES.
- AUSTRALIA**
Australasian Publishing Co., Ltd., 229, Clarence Street, SYDNEY.
- AUSTRIA and GERMANY**
Nikola Verlag A. G., III, Radetzkyplatz, 5, VIENNA.
- BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUSSELS.
- BOLIVIA**
Flores, San Roman y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRAZIL**
Livreria F. Briguiet & Cia, 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIA**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. « Tsar Osvoboditel » No 43, SOFIA.
- CANADA**
William Tyrrell & Co., Ltd., 78, Yonge Street, TORONTO.
- COSTA RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- DENMARK**
V. Pios Boghandel—Povi Brauner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.
- ECUADOR**
Victor Janer, QUAYAQUIL.
- FINLAND**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).
- GREAT BRITAIN, DOMINIONS and COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W. C. 2.
- GRECE**
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitution, ATHENS.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantès, 10a, Calle Oriente, No. 5, GUATEMALA.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HUNGARY**
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Bros.), Kossuth Lajos Utea 7 SZ. BUDAPEST IV, KER.
- INDIA**
Oxford University Press, BOMBAY, MADRAS and CALCUTTA.
- ITALY**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPAN**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- MEXICO**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE HAGUE.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, CHRISTIANIA.
- PANAMA**
Libreria I. Preciado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PERU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLAND**
Gebethner & Wolff, ulica Stenklawicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.
- ROUMANIA**
« Cartea Romaneasca » 3-5, Boul. Academiei, BUCHAREST.
- SAAR BASIN**
Librairie Marguet, 74, Bahnhofstrasse, SAARBRUCK.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES**
Librairie Française Henri Soubre, 19, Knez Mihajlova ulica, BELGRADE.
- SPAIN**
Palacio del Libro « Calpe », Avenida de Pi y Margall 7, MADRID.
- SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND**
Librairie Payot & Cie, GENEVA, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- UNITED STATES**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries, apply:

Publication Department, League of Nations,
GENEVA (Switzerland).